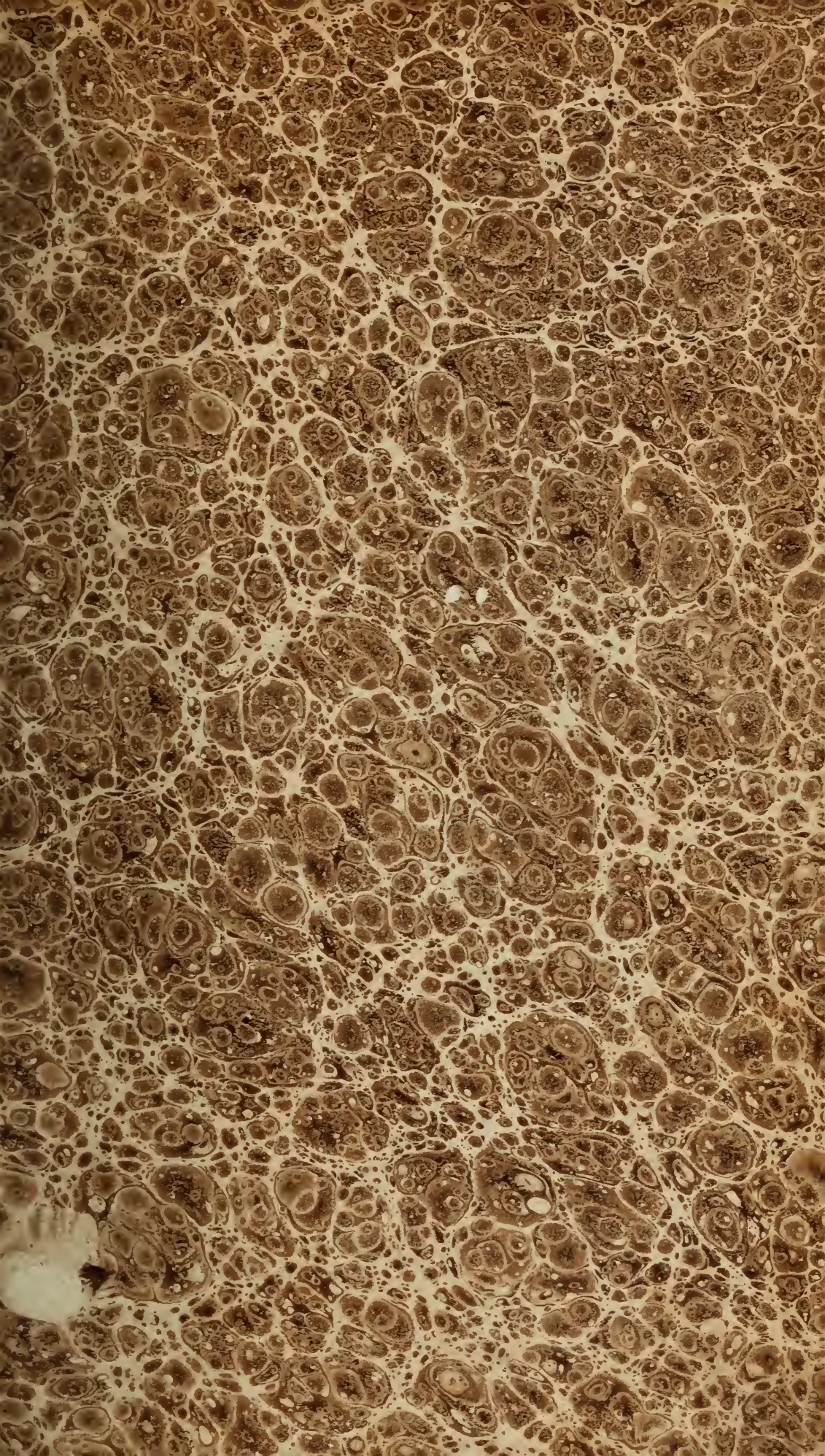




BIBLIOTHEQUE DE DROIT
U.d'O.
O.U.
LAW LIBRARY





BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS.

ABRÉVIATIONS.

Arr. du cons.	Arrêt du conseil d'état.
Art.	Article.
Avis du cons.	Avis du conseil d'état.
B, V, 79.	Collection Bandoïn, tome 5, page 79.
Bull. civ., III, 27.	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509.	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
Cass.	Arrêt de la cour de cassation.
Circul. minist.	Circulaire ministérielle.
Cod. civ.	Code civil.
Cod. comm.	Code de commerce.
Cod. inst. crim.	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.	Code pénal.
Cod. proc. civ.	Code de procédure civile.
Collect. alphab.	Collection alphabétique.
DAL.	Dalloz.
Décis. minist.	Décision ministérielle.
DUP., X, 50.	Collection de Dupont, tome 10, page 50.
I, Bull. XXVII, n° 127.	Bulletin des Lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Inst. minist.	Instruction ministérielle.
Journ. du pal., 2 ^e sem.	Journal du Palais, 2 ^e semestre.
Jur. du cons.	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAC.	Macarel.
Sect.	Section.
Sén.-cons.	Sénatus-consulte.
SIR., IV, I, 27.	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL.	Sirey et Devilleneuve.
S. M.	Sa Majesté.
Suiv.	Suivans.
Tit.	Titre.
Vis.	Verbis.
Vo.	Verbo.

210

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

16 VOLUMES IN-8^o,

AVEC DES NOTICES, PAR MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripiér, Villemain, Zangiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; *membres*, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Bugeaud, Chastellux, Cormenin, Coulinmann, Cunin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillon, Gouin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier-de-Montjan, Martineau, Mauguin, Mercier, Odilon Barrot, Passy, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonie, Réalier Dumas, Ribouet, Rivière de l'Arque, Salverte, Sapéy, de Schonen, Simmer, Taillandier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

TOME DIXIÈME.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'o.

O.U.

LAW LIBRARY

PARIS,

CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Fermes.

1836.



BULLETIN

DES LOIS.

DÉCRET DU GOUVERNEMENT

Le GOUVERNEMENT a l'honneur de vous adresser ci-joint le BULLETIN des LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉLIBÉRATIONS, etc., du GOUVERNEMENT, pour l'année 1876.

~~KE~~

~~2~~

~~A21~~

~~V.10~~

~~1876~~

KJV

65

1834

V.10

NOTICE

SUR

LES LOIS DE L'EMPIRE.

Sous un gouvernement libre, les lois sont l'expression des idées et des sentimens qui régnaient dans le pays à l'époque où elles ont été faites.

Sous un gouvernement absolu, elles portent l'empreinte des projets, des espérances et des craintes de l'homme qui possédait le pouvoir.

C'est sous ce point de vue qu'il faut envisager les lois de Napoléon.

Nous avons remarqué dans une précédente notice :

Que, pendant le consulat, le principe dominant de la législation avait varié ;

Que, dans la première partie de cette glorieuse période, le chef de l'état avait été surtout préoccupé du rétablissement de l'ordre social ;

Et que, dans la seconde, il avait songé principalement à jeter les fondemens du trône, sur lequel il allait s'asseoir.

Sous l'empire, quelles sont les pensées de Napoléon ? la guerre, les conquêtes, les changemens de dynastie ; une France et une Europe nouvelles où tout datera de son règne, où sa grandeur rayonnera partout et sera le principe vivifiant de toutes les existences ; un esprit public dans le sens de son pouvoir et de ses desseins ; des institutions combinées de manière à diriger du côté de la gloire, de l'ambition et du dévouement, toutes les passions nobles et généreuses qui, lorsqu'on les abandonne à leur propre instinct, se tournent vers la liberté et l'indépendance.

Voilà ce que nous dit l'histoire ;

Et voilà ce que nous dit aussi la législation ; en sorte que, les tables de la loi à la main, on reconstruirait les fastes historiques, lors même que ces fastes auraient disparu.

L'intitulé des lois et des décrets fournit d'abord le sujet d'une remarque qui n'est pas dénuée d'intérêt.

La puissance de Napoléon était sortie du sein de la révolution ; aussi le sénatus-consulte du 28 floréal an 12, qui avait fondé l'empire, commençait-il par ces mots : « Le gouvernement *de la république* est « confié à un empereur, etc. »

Dans les premiers temps, la promulgation des sénatus-consultes, des lois et des décrets se faisait en ces termes : « Napoléon, par la grace de « Dieu et les constitutions *de la république*, empereur des Français, etc. » On trouve encore cette formule en tête d'un sénatus-consulte du 7 avril 1807 ; mais c'est la dernière fois. Six mois après, les lois des 3 septembre 1807 et jours suivans sont promulguées en ces termes : « Napoléon, par la grace de Dieu et *les constitutions*, empereur, etc. » Ainsi, Napoléon répudiait son origine et l'héritage de la révolution ; le souvenir de la république était effacé ; l'empire ne reconnaissait plus d'antécédens. C'était après la victoire de Friedland et le traité de Tilsitt que ce changement s'opérait.

A la même époque, un sénatus-consulte supprimait le tribunal (1), et décidait qu'à l'avenir nul ne pourrait être nommé membre du corps législatif, à moins qu'il n'eût quarante ans accomplis.

Cette mesure ne préoccupait guère les esprits ; le public s'était depuis long-temps accoutumé à ne considérer les assemblées politiques de l'empire que comme de vains simulacres ; il lui semblait qu'en supprimant le tribunal on n'avait fait que simplifier le jeu de cette espèce de représentation théâtrale que l'on jugeait convenable d'offrir à ses regards. Les observateurs plus attentifs remarquaient que la volonté ombrageuse de l'empereur ne se contentait pas de repousser la réalité d'un contrôle, mais qu'elle n'en pouvait pas même supporter l'apparence.

En même temps que Napoléon faisait disparaître les derniers vestiges de la révolution, il s'occupait à fonder les institutions qui, selon ses vues, devaient entourer le trône impérial.

La première fut la création d'une noblesse ; cette noblesse n'avait rien de commun avec celle de l'ancien régime ; Napoléon ne voulait pas plus s'appuyer sur les idées de la vieille monarchie que sur celles de la révolution.

Le premier jet de la noblesse de l'empire se trouve dans deux décrets du 30 mars 1806, portant *érection de dix-huit duchés GRANDS-FIEFS de l'empire*, savoir, douze dans le royaume d'Italie et six dans le royaume de Naples.

Il y avait incontestablement là une pensée féodale ; elle existait dans les mots et dans les choses : la féodalité est une suite presque inévitable des conquêtes. L'un des décrets dont nous venons de parler portait en outre que le *roi de Naples serait à perpétuité grand dignitaire de*

(1) Le 19 août 1807.

l'empire, sous le titre de grand électeur. Ainsi le royaume de Naples devenait feudataire de l'empire français. Mais cette féodalité était toute différente de celle du moyen-âge ; elle n'avait rien d'absolument incompatible avec les idées modernes ; elle était l'œuvre de la politique d'un guerrier heureux et habile, qui, en accordant à ses compagnons d'armes des récompenses et des titres d'honneur dans les contrées qu'il avait soumises, voulait les intéresser à la conservation de ses conquêtes, et qui se flattait que des rapports de protection d'une part et de dépendance de l'autre formeraient des liens indissolubles entre la France et les pays sur lesquels s'étendait sa domination.

Un peu plus tard vinrent le statut sur les majorats (1), et les autres décrets relatifs au même objet.

Cette législation avait un double but :

Au moyen des majorats de *propre mouvement*, Napoléon attachait au régime qu'il avait fondé les familles des militaires et des fonctionnaires de l'ordre civil auxquels il accordait des dotations.

Les *majorats sur demande* étaient un appât offert à la vanité de toute cette classe, du reste si honorable, de propriétaires riches, qui considèrent un titre nobiliaire comme le complément indispensable d'une existence élevée. Napoléon les regardait comme l'un des plus fermes soutiens de sa puissance ; et il avait dit ce mot remarquable : « Possesseurs du sol, ils ne veulent pas le voir trembler sous leurs pas. »

Le succès de cette mesure avait dépassé les espérances de son auteur ; et assurément, malgré la haute opinion qu'il avait de toutes ses créations, il n'avait pu voir sans étonnement des hommes de qualité de l'ancien régime briguer un titre impérial d'un degré inférieur à celui que leur famille avait possédé jadis.

Il y avait, dans cette institution de la noblesse de l'empire, une autre pensée très heureuse : elle ne formait pas une caste à part ; le titre suivait le majorat ; et les cadets, qui n'avaient pas de majorat, se trouvaient confondus dans la foule des citoyens. Ainsi, Napoléon excitait l'émulation, sans faire naître la jalousie et sans établir ces rivalités de classe et de rang, toujours ridicules et si souvent funestes. Aussi la noblesse impériale, quoique la consécration du temps lui ait manqué, a-t-elle conservé, dans l'opinion publique, une certaine consistance, qui est l'un des vestiges de la grandeur de l'époque où elle a été fondée.

Vers le même temps, Napoléon organisait l'université. Cette institution, sur laquelle on a fait tant de raisonnemens étranges, se justifie par un seul mot : tout gouvernement a un principe ; son droit et même son devoir est de le maintenir ; or, comment le pourrait-il si l'éducation n'était pas dirigée dans le sens de ce principe ? De

(1) 1^{er} mars 1808.

là dérive la nécessité d'un corps enseignant soumis au gouvernement, parce qu'il n'y a qu'un tel corps qui puisse garder fidèlement le dépôt des maximes destinées à servir de base à l'éducation. Dans un temps de liberté et de progrès, le corps enseignant doit travailler à former des citoyens qui, au sentiment de leurs droits joignent celui d'un respect profond pour les lois, et d'un attachement sincère au bon ordre. Sous l'empire, il en était autrement : l'impulsion qu'il fallait donner à la jeunesse, c'était un impatient désir de se distinguer et une soumission profonde au chef de l'état ; non pas une soumission abjecte et servile (ce n'était pas ainsi que Napoléon l'entendait), mais une soumission fondée sur la confiance, l'admiration et la passion des grandes choses. Telle était la mission donnée à l'université impériale, mission qu'elle a exactement remplie.

De là découlent les premières rancunes contre l'université, rancunes que d'autres événemens ont fortifiées depuis. On n'a pas réfléchi que, si l'université avait bien rempli les vues de l'empereur, c'est parce qu'elle était un bon instrument, et que, par la même raison, elle remplirait également bien celles d'un gouvernement sage et libre, qui saurait l'employer convenablement. Au reste, comme nous l'avons déjà fait observer, dans la Notice sur le consulat, Napoléon était loin de vouloir étouffer les lumières ; son but était au contraire de favoriser tous les développemens des sciences, des lettres et des arts, mais de manière à les faire servir d'appuis et d'ornemens à sa puissance, et à les grouper en quelque sorte autour de son char triomphal. Rien, à notre avis, n'est plus beau que la formule du serment du grand-maître : « Je jure devant Dieu, à votre majesté, de remplir tous
« les devoirs qui me sont imposés, de ne me servir de l'autorité qu'elle
« me confie, que pour former des citoyens attachés à leur religion,
« à leur prince, à leur patrie, à leurs parens ; de favoriser, par tous
« les moyens qui sont en mon pouvoir, les progrès des lumières,
« des bonnes études ; d'en perpétuer les traditions pour la gloire de
« votre dynastie, le bonheur des enfans et le repos des pères de fa-
« mille (1). » Tel était le programme de l'éducation impériale ; on y trouve tout ce qu'il est possible de rencontrer d'idées justes et généreuses sous un régime absolu.

Ce n'était pas seulement par l'éducation que Napoléon attachait la jeunesse à son trône ; il s'assurait de son dévouement, en lui ouvrant de brillantes carrières. Rien ne lui était plus facile : chaque jour l'empire s'accroissait et l'armée devenait plus nombreuse : il fallait de nouveaux fonctionnaires et de nouveaux officiers. Il y avait partout un mouvement ascendant, au moyen duquel tout homme doué de quelque aptitude et de quelque énergie pouvait s'élever rapidement aux

(1) Décret du 17 septembre 1808.

plus hauts degrés de l'échelle sociale. Cet état des choses attirait dans les emplois publics une foule de jeunes gens bien nés et bien élevés. C'était le chemin qui conduisait à la fois à la considération et à la fortune ; car à cette époque où l'industrie était comprimée par la guerre, il y avait peu de situations indépendantes. Tout relevait donc de l'empereur, et il n'existait ni grandeur ni dignité qui ne fût une émanation de la sienne. Napoléon avait établi des pépinières d'administrateurs et de magistrats : auditeurs au conseil d'état, conseillers auditeurs dans les cours royales, juges auditeurs dans les tribunaux de première instance. Les diverses écoles militaires recrutaient les cadres de ses régimens. Ainsi la génération nouvelle lui appartenait tout entière. La gloire et la nationalité de son règne la consolait de son despotisme.

Napoléon, à force de victoires, était parvenu à ranger sous sa bannière toute l'Europe, moins l'Angleterre et la Russie, ennemies redoutables qui devaient plus tard lui porter des coups si funestes. Sa pensée constante fut d'imprimer aux pays soumis par ses armes le cachet de ses institutions : ainsi les codes français et les formes de l'administration française venaient successivement s'implanter dans les souverainetés allemandes et italiennes qui relevaient de la puissance impériale. Ces innovations étaient, en elles-mêmes, des bienfaits, car elles faisaient disparaître des lois et des organisations surannées et vicieuses ; mais en les imposant d'une manière trop brusque et trop impérieuse, Napoléon blessait des susceptibilités nationales, qui depuis se sont vengées d'une manière implacable. Il faut dire aussi que Napoléon, en même temps qu'il dotait un pays de ses lois, y introduisait le système continental, c'est-à-dire qu'il y tarissait la source de toute prospérité commerciale et industrielle.

On comprend difficilement comment un esprit aussi remarquable par sa netteté que celui de Napoléon, avait pu concevoir l'absurde pensée de déclarer en *état de blocus* une puissance qui, de fait, était maîtresse de toutes les mers (1). Il a fallu toute l'ivresse de la victoire pour le conduire à une telle aberration ; il a fallu toute la grandeur de son règne pour sauver cette mesure du ridicule ineffaçable qui l'aurait couverte, si elle fût émanée d'un homme ordinaire. Nous n'avons pas besoin de relever tout ce qu'il y avait d'injuste et de barbare dans les dispositions des divers décrets rendus sur cette matière ; l'opinion générale les a depuis long-temps jugées. Bornons-nous à remarquer quelle influence désastreuse une idée fausse peut exercer sur la destinée d'un grand homme : le *blocus des îles britanniques* une fois décrété, il fallait le réaliser autant que possible ; et comme on était dans une impuissance complète de l'exécuter sur mer, il fallait

(1) Voir le fameux décret de Berlin du 21 octobre 1806 : ce décret fut rendu sept jours après la bataille d'Iéna. Voir aussi les autres décrets sur la même matière.

poursuivre à outrance l'Angleterre sur toutes les parties du continent. Il y avait là un engagement d'amour-propre que Napoléon n'a jamais su rompre ; cet engagement est devenu le principe des expéditions téméraires, qui ont causé sa ruine et nos malheurs. En Autriche, en Prusse, en Pologne, en Russie, c'était l'Angleterre que Napoléon cherchait ; on sait ce qu'il a fini par y trouver.

Dans le cours d'un règne si éblouissant, les lois civiles ne devaient avoir qu'une importance secondaire. Le chef de l'état n'était plus le consul, qui comprenant d'une manière admirable la nécessité de reconstituer la famille et la propriété, avait concouru avec tant d'intérêt et avec un succès si étonnant à la discussion du Code civil. Napoléon, devenu empereur, voulait décréter les autres codes ; mais ce n'était guère pour lui qu'une affaire d'amour-propre : préoccupé de soins d'une nature différente, il en abandonnait la rédaction aux légistes ; et ceux-ci, n'étant plus animés par la présence du maître, n'apportaient pas dans ce travail l'attention et le zèle qu'ils avaient donnés au Code civil. Aussi le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, sont-ils des œuvres législatives médiocres. Le Code de procédure civile surtout nous paraît offrir le cachet d'une inconséquence continuelle ; il a été fait pour des tribunaux où la discussion est orale, et pourtant la plupart de ses dispositions ont été empruntées à l'ancienne procédure où en général les procès se jugeaient par écrit. Toutefois, et quelque imparfaits que soient ces codes, ne devons-nous pas nous estimer heureux de les posséder ? Les formes parlementaires actuelles n'en rendraient-elles pas la confection impossible ?

L'organisation judiciaire, décrétée en 1810, fut plus heureuse et laissa peu de choses à désirer. Mais quelle garantie pouvait offrir une bonne organisation judiciaire dans un temps où la chose jugée n'avait rien de sacré pour le pouvoir, et où des sénatus-consultes annulaient des déclarations du jury (1).

Quant aux lois relatives aux intérêts industriels, elles furent rédigées avec une inconcevable négligence. Rien n'est plus obscur et plus incohérent que la loi du 16 septembre 1807, sur le dessèchement des marais, et la loi du 21 avril 1810, sur les mines. A l'égard de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, on sait qu'il a été indispensable de la refaire ; elle rendait les travaux publics presque impraticables.

Parlerons-nous des deux dernières années de Napoléon ? c'est l'époque de ses désastres et des nôtres : aussi ne trouve-t-on dans cette période aucun monument législatif qui mérite d'être cité ; et elle doit par conséquent occuper bien peu de place dans cette notice. Nous

(1) Voir le sénatus-consulte du 28 août 1813.

nous bornerons à une seule remarque : en 1814 , lorsque le territoire de la vieille France était envahi , et lorsque l'Europe entière achevait d'accabler , par la supériorité numérique , une armée que les élémens seuls avaient pu vaincre , le corps législatif sembla s'apercevoir pour la première fois que la constitution avait été violée , et il refusa son concours au chef de l'empire. C'est le seul acte d'opposition que l'on rencontre dans les quatorze années qui se sont écoulées depuis le 18 brumaire an 8 jusqu'au 30 mars 1814. Avait-il le mérite de l'opportunité ? Il suffit de poser la question ; elle n'a pas besoin d'être résolue en termes exprès.

VATIMESNIL.



CONSULAT.

N° 1^{er}. = 1^{er} floréal an 11 (21 avril 1803). = **ARRÊTÉ** qui fixe à trente au plus le nombre des agens de change près la bourse de Lyon; à vingt, au plus, celui des courtiers pour la soie, et qui porte que le nombre des courtiers de marchandises autres que la soie ne pourra s'élever au dessus de dix. (III, Bull. CCLXXIII, n° 2735.)

N° 2. = 1^{er} — 11 floréal an 11 (21 avril — 1^{er} mai 1803). = **LOI** portant concession de propriétés territoriales aux vétérans qui s'établiront dans les vingt-sixième et vingt-septième divisions militaires. (III, Bull. CCLXXV, n° 2743.)

N° 3. = 1^{er} floréal an 11 (21 avril 1803). = **AVIS** du conseil d'état relatif aux biens désignés pour remplacement de ceux aliénés des hospices, et qui appartenaient à des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés (1). (Recueil officiel de l'intérieur, page 272.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de l'intérieur, sur celui du ministre de l'intérieur, sur la demande de savoir si les biens d'émigrés, désignés pour remplacer les biens aliénés des hospices en vertu de la loi du 16 vendémiaire an 3, doivent être remis aux émigrés rayés, éliminés ou amnistiés, — Est d'avis que ces biens doivent être regardés comme affectés à un service public, par le fait seul de la désignation des biens, par arrêtés des administrations centrales de département ou autres autorités compétentes, pour remplacer les biens aliénés des hospices; — Que conséquemment, soit que les hospices aient été mis en jouissance des biens désignés en remplacement d'après un arrêté, ou qu'on ait attendu, pour les y faire entrer, l'émission de la loi confirmative de la désignation et de l'affectation, le séquestre ne doit pas être levé, ou doit être rétabli, s'il l'a été, à moins que ce ne soit en vertu d'un arrêté du gouvernement; que ces biens doivent être compris dans l'état que l'arrêté du 14 nivose dernier a prescrit aux administrations des hospices de fournir; — Qu'enfin le présent avis doit être notifié sans insertion au Bulletin des lois, par les ministres de l'intérieur et des finances aux préfets de département, et à la régie de l'enregistrement et du domaine, pour qu'alors les actes d'administration soient faits et rectifiés conformément à ces dispositions.

1^{er} floréal an 11. = *Ecoles de pharmacie*, voyez 21 germinal précédent.

N° 4. = 2 — 12 floréal an 11 (22 avril — 2 mai 1803). = **LOI** qui attribue au tribunal criminel du département de la Seine la connaissance de tous les

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), concernant l'actif et le passif des hôpitaux, le résumé des lois qui ont attribué à ces établissemens certains biens en remplacement de ceux qui leur appartenaient, et qui ont été aliénés.

crimes de faux dans lesquels le trésor public sera intéressé (1). (III, Bull. CCLXXV, n° 2744.)

Art. 1^{er}. Le tribunal criminel du département de la Seine connaîtra, pendant cinq ans, exclusivement à tous autres tribunaux, contre toutes personnes, de tous les crimes de faux, soit en effets nationaux, soit sur les pièces de comptabilité qui intéressent le trésor public, en quelque lieu que le faux ait été commis ou que l'on ait fait usage des pièces fausses.

2. Le tribunal criminel du département de la Seine se formera en tribunal spécial, pour le jugement de ces affaires, et procédera conformément aux lois des 18 pluviôse an 9, et 23 floréal an 10 (2).

3. A compter de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crime de la nature de ceux qui sont désignés en l'article 1^{er} seront renvoyés devant le tribunal criminel du département de la Seine, avec les pièces et les procédures déjà commencées.

2 floréal an 11.—*Manufactures, fabriques et ateliers*, voyez 22 germinal précédent.

N° 5.—3 floréal an 11 (23 avril 1803).—**ARRÊTÉ** *qui dispense les pensionnaires de la liste civile, les ex-religieux et les veuves de défenseurs de la patrie, de faire des déclarations de succession ou de fortune*. (III, Bull. CCLXXIII, n° 2740.)

N° 6.—3 floréal an 11 (23 avril 1803).—**LOI** *qui autorise des ventes, impositions extraordinaires, acquisitions, concessions, échanges et emprunts*. (III, Bull. CCLXXXVII, n° 2819.)

Dispositions générales formant le titre LVII de la même loi (3).

Art. 306. Toutes les fois qu'un des preneurs à rente voudra l'amortir, il en aura la faculté, en payant vingt années du montant de la rente.

307. Si la somme que chaque commune ou hospice aura à sa disposition, provenant de remboursement, aliénation ou soulte d'échange, par suite de la présente loi, peut suffire à acquérir cinquante francs de rentes sur l'état, cette acquisition sera faite sous la surveillance du préfet : si elle n'est pas suffisante pour acheter cinquante francs de rentes, le préfet en règlera l'emploi.

308. Tous les travaux qu'une commune aura à faire en vertu de la présente loi seront, si fait n'a déjà été, évalués par devis, et ensuite faits, reçus et payés comme les travaux publics nationaux, sous l'inspection gratuite d'un ingénieur du département, et sous la surveillance du préfet du département.

N° 7.—3 floréal an 11 (23 avril 1803).—**ARRÊTÉ** *relatif aux biens confisqués à raison d'émigration et aux droits des créanciers d'émigrés* (4). (Dépôt des lois, n° 1805.)

Le gouvernement de la république, sur le rapport des ministres, le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Les successions directes auxquelles la république était appelée

(1 et 2) Les effets de cette loi purement temporaire ont cessé depuis long-temps : d'ailleurs, l'art. 63 de la charte de 1814 a aboli les tribunaux spéciaux.

L'application de cette loi soulevait toujours la question de savoir quand il y avait faux intéressant le trésor public. — Voyez, sur cette question, les arrêts rapportés en note de l'art. 44 de la sect. II du tit. II de la 2^e partie du Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791.

(3) Les premiers articles de cette loi n'ont pas été placés ici, parce qu'ils ne contiennent que les noms des communes, hospices et établissemens de bienfaisance autorisés.

(4) Cet arrêté est la conséquence des mesures politiques adoptées à cette époque en faveur de

par représentation d'émigrés, qui s'ouvriront à compter du 1^{er} messidor prochain, seront recueillies par les parens républicoles.

2. Les successions collatérales auxquelles elle était appelée par la représentation d'émigrés, échues postérieurement à la loi du 8 messidor an 7, seront également recueillies par les parens républicoles.

3. Toutes créances de la république contre un rayé, éliminé ou amnistié, antérieures à son amnistie, demeurent éteintes s'il est justifié que le trésor public avait reçu, soit par le versement du prix de ses biens vendus, soit par la valeur des bois et autres propriétés affectées à un service public, soit par l'effet de la confusion des créances ou droits qui lui appartenaient, une somme égale au montant desdites créances. Il y aura seulement lieu à compensation jusqu'à concurrence de ce dont aura profité la république, si ces créances s'élèvent à une somme plus forte.

4. Les biens échus à la république, soit par l'effet de la représentation dans les successions directes et collatérales pendant la mort civile des émigrés (1), soit par l'effet de partage de présuccession, et non vendus ou réservés, affectés à un service public, sont spécialement affectés aux créanciers de l'émigré, après le paiement des créanciers de la succession.

5. Le directeur-général de la liquidation fera dresser un état général contenant le nom de l'émigré, les noms des créanciers, la date du dépôt de leurs titres, et le montant des sommes réclamées, à quelque titre que ce soit, par chacun d'eux.

6. Le directeur général de l'administration des domaines fera dresser, en conséquence, un état, lequel contiendra tout ce qui reste pour chaque émigré en immeuble, en mobilier ou en contrats, droits et actions, leur évaluation d'après le prix des baux et autres renseignements, et il en enverra expédition au directeur général de la liquidation.

7. Le conseil de la liquidation générale prononcera conformément aux lois, sur les demandes en liquidation, et formera le tableau de toutes les créances existant au moment de la main-mise nationale sur les biens, et reconnues et admises en liquidation.

8. Les ventes seront faites comme celles des autres domaines nationaux, et il sera tenu un compte particulier des prix des ventes des biens compris dans l'article 4, lequel sera distribué au centime le franc entre les créanciers.

9. Les créanciers pourront, après la vente des biens qui leur sont affectés, demander des certificats de collocation admissibles en paiement desdits biens, et employer ces certificats à leur acquit, s'ils sont acquéreurs, ou les céder et transporter aux acquéreurs.

10. Les créanciers seront liquidés et payés, conformément aux lois, pour la partie de leurs créances qui n'aurait pu être acquittée du produit des ventes.

11. Tout créancier d'émigré rayé, éliminé ou amnistié, qui voudra exercer ses droits contre son débiteur, pourra réclamer des titres s'il les avait déposés; ils lui seront rendus, à moins qu'il n'ait donné quittance, et reçu son titre de liquidation définitive.

12. Les créanciers des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés qui prétendront que leurs débiteurs n'ont reçu aucune restitution de biens, ou n'en

émigrés, et notamment du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), qui leur accorde une amnistie : voyez ce sénatus-consulte, et les notes. — Voyez aussi, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, l'énonciation des lois relatives aux biens des émigrés; et enfin le décret du 9 floréal an 3 (28 avril 1795), concernant les partages de présuccession, et les notes.

(1) Voyez, sur les effets de la mort civile de l'émigré, les notes qui accompagnent la loi du 28 mars—5 avril 1793.

possèdent pas de suffisans pour les payer, pourront demander que leur liquidation soit faite conformément aux lois sur la dette publique.

13. Il sera procédé à la liquidation jusqu'à concurrence de la valeur des sommes dont il sera justifié que la république aura profité par la vente ou autre disposition des biens de leurs débiteurs.—Dans le cas où le trésor public se trouverait avoir liquidé les dettes d'un rayé, éliminé ou amnistié, pour une somme supérieure, tant à celle versée aux caisses publiques, pour le prix de la vente de ses biens, qu'à la valeur, soit des biens réunis aux forêts nationales, soit à d'autres propriétés affectées au service public, soit de créances et droits éteints par confusion, le trésor public aura recours pour l'excédant sur les biens de toute nature dont l'émigré sera rentré en possession par suite de sa radiation, élimination ou amnistie; à l'effet de quoi il sera pris un arrêté par le conseil général de liquidation qui établira son débet.

4 floréal an 11.—*Banque de France*, voyez 24 germinal précédent.

N° 8.—5—15 floréal an 11 (25 avril—5 mai 1803).—*LOI sur la contribution foncière des canaux* (1). (III, Bull. CCLXXV, n° 2745.)

Art. 1^{er}. Tous les canaux de navigation qui seront faits à l'avenir, soit aux frais du domaine public, soit aux dépens des particuliers, ne seront taxés à la contribution foncière qu'en raison du terrain qu'ils occupent comme terre de première qualité.

2. A compter de l'an 13, les anciens canaux de navigation et les francs-bords, magasins et maisons d'éclusiers, dépendant du domaine public, ne seront taxés à cette contribution que dans la proportion énoncée dans l'article précédent.

3. Les autres maisons d'habitation et usines dépendantes desdits canaux seront imposées comme les autres propriétés de la même nature.

4. Les objets compris aux articles précédens seront imposés dans chaque commune dans laquelle ils se trouvent situés.

5 floréal an 11.—*Adoptions, Timbre*, voyez 25 germinal précédent.

N° 9.—6—16 floréal an 11 (26 avril—6 mai 1803).—*LOI relative à une levée de conscrits de l'an 11 et de l'an 12*. (III, Bull. CCLXXV, n° 2746.)

6 floréal an 11.—*Divorces, Contributions de la ville de Paris, Contributions sur les biens communaux*, voyez 26 germinal précédent.

N° 10.—7 floréal an 11 (27 avril 1803).—*ARRÊTÉ qui accorde une prime pour la tourbe carbonisée entrant dans Paris*. (III, Bull. CCLXXIII, n° 2741.)

N° 11.—8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803).—*LOI relative aux douanes* (2). (III, Bull. CCLXXVI, n° 2752.)

TITRE 1^{er}. — *Des importations*.

Art. 1^{er}. Les droits à l'entrée sur le territoire de la république seront

(1) Voyez la loi du 23—23 juillet 1820, art. 26, portant que la présente loi sera désormais applicable à tous les canaux de navigation existans, et à ceux qui seraient construits par la suite.

(2) Voyez les notes qui accompagnent le titre de la loi fondamentale du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791 : elles résument toute la législation sur les douanes jusqu'au 8 floréal an 11.

Voyez la loi du 12—22 floréal an 11 (2—12 mai 1803), qui établit une taxe sur les navires

perçus, à l'avenir, sur les denrées et marchandises venant de l'étranger, désignées en l'article suivant, conformément au tarif y porté.

2.

		f.	c.
Armes blanches.....	Les 5 myriagrammes.	100	00
Armes de toute espèce.....	Entrée permise en payant les droits comme avant la loi d'août 1792.	f.	c.
		0	25
Cuir secs et en poil.....	Par cuir.....	35	00
Confitures.....	Les 5 myriagrammes.	15	00
Charbon de terre importé par mer, depuis Anvers inclusive- ment jusqu'au département de la Somme exclusivement... Dans le département de la Somme, et depuis Redon jusqu'aux Sables-d'Olonne, et dans tous les ports de la Méditerranée.	Par tonneau.....	10	00
Dans les autres ports de France.....	<i>Idem</i>	8	00
Cotons en laine du Levant.....	Les 5 myriagrammes.	1	00
Cuivres laminés pour doublage de vaisseaux et à fond de chaudière, barres à cheville, clous de cuivre rouge durcis au gros marteau, clous de cuivre allié pour doublage et peintures de gouvernail.....	<i>Idem</i>	37	50
<i>Cassia lignea</i> paiera comme la canelle commune.			
Cornes en feuillets transparents, de 19 à 24 centim. de longueur sur 19 à 22 de largeur.	Les 104 feuillets....	8	00
14 à 16.....sur 11 à 14.....	<i>Idem</i>	6	00
11 à 14.....sur 11.....	<i>Idem</i>	4	00
11 et au dessous.....sur 11 et au dessous...	<i>Idem</i>	3	00
Cornes plates à faire peignes.....	Les 5 myriagrammes.	12	00
Poisson de mer frais, sec, salé ou fumé.....	<i>Idem</i>	20	00
Savons noirs.....	<i>Idem</i>	9	00
<i>Idem</i> blancs.....	<i>Idem</i>	12	00
Sel ammoniac.....	Par kilogramme.....	0	75
<i>Idem</i> venant directement de l'Egypte par vaisseau français, à la charge de justifier du lieu de chargement par connaisse- mens et chartes-parties en règle.....	<i>Idem</i>	0	25
Stockfish.....	Les 5 myriagrammes.	8	00
Toiles de coton blanches, brochées, brodées ou rayées....	<i>Idem</i>	400	00
Vanille, même droit que ci-devant, mais perçu au poids net.			

TITRE II. — Des exportations.

SECTION 1^{re}. — Droits nouveaux sur divers objets.

3. Les droits à la sortie du territoire de la république seront perçus à l'avenir sur les objets désignés en l'article suivant, conformément au tarif y porté.

admis à entrer et à séjourner dans les bassins à flot du Havre; celle du 13—23 du même mois (3—13 mai 1803), qui établit une taxe sur les vins et eaux-de-vie dans le port de Cette; l'arrêté du 24 messidor même année (13 juillet 1803), qui fixe les droits à payer pour les poivres importés par le commerce français au-delà du cap de Bonne-Espérance; celui du 26 du même mois (15 juillet 1803), portant prohibition de l'importation du chanvre; celui du 2 thermidor suivant (21 juillet 1803), portant prohibition de l'importation des cuirs tannés non corroyés; celui du même jour, qui prohibe l'exportation du bois; celui du lendemain, qui fixe les droits à payer pour l'exportation de la gaude; celui du 29 du même mois (17 août 1803), qui fixe le mode de mise en jugement des préposés des douanes; celui du 5 vendémiaire an 12 (28 septembre 1803), relatif à l'emploi des traites ou obligations données en acquit de droits de douanes; celui du 8 du même mois (1^{er} octobre 1803), qui permet l'exportation des cartons destinés à presser les draps; celui du 6 brumaire suivant (29 octobre 1803), qui fixe les droits à l'entrée et à la sortie des cotons en laine et filés, des toiles de fil et coton, de celles de coton et mousselines; celui du 28 frimaire an 12 (20 décembre 1803), qui comprend le bureau de Strasbourg parmi ceux qui peuvent recevoir à l'entrée les fils de coton, toiles de coton, etc.

Voyez encore les lois des 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), 1^{er}—11 pluviose an 13 (21—31 janvier 1805), et 30 avril 1806, sur les douanes, etc., et les notes.

		f.	c.
Beurre, par les départemens maritimes.....	Par 5 myriagrammes.	5	00
Brais secs et gras, par navire français.....	<i>Idem</i>	0	25
— par navire étranger.....	<i>Idem</i>	0	50
Cordages neufs de fabrique française, goudronnés et non goudronnés.....	Le droit de balance du commerce.		
Cuir fabriqués.....	<i>Idem</i> .		
Chèvres sortant pour l'Espagne par le département des Pyrénées-Orientales, pendant six mois.....	Par tête.....	0	35
Cuivres laminés pour doublage de vaisseaux et à fond de chaudière, barres à chevilles, clous de cuivre rouge durcis au gros marteau, clous de cuivre allié pour doublage et peintures de gouvernail.....	Droit de balance du commerce.		
Etoupes de chanvre par les départemens du Rhin ou ceux qui bordent ce fleuve.....	Comme le chanvre.		
Huile de poisson.....	Par 5 myriagrammes.	1	25
Meules de moulin.....	{ Au dessus de 1 mètre 949 millimètres.	30	00
	{ Au dessous de 1 mètre 949 millimètres.		
	{ à 1 mètre 297 millimètres.....	20	00
	{ Et au dessous de 1 mètre 297 millimèt.	10	00
Navires construits pour compte espagnol.....	Par tonneau.....	15	00
Pains ou tourteaux de navette, olette, rabette, lin, chenevis et colza, pendant l'an II.....	Par 5 myriagrammes.	2	00
Pierres à feu.....	Un pour cent de la valeur.		
Résines du cru français, exportées par navires français.....	Par 5 myriagrammes.	0	25
— par navires étrangers.....	<i>Idem</i>	0	50
Soies à coudre, grenadine, rondelette et mi-perlée, des départemens intérieurs de la république, assimilées au fil à coudre, le poids de chaque écheveau n'excédant pas 3 décagrammes.....	Par kilogramme.....	0	10
Vins de Corse.....	Par muid.....	1	50

Soies sortant des six départemens du Pô, du Tanaro, de la Sésia, de la Stura, de la Doire, de Marengo.

	Sortant par Lyon.	Sortant par Nice.
	f. c.	f. c.
Soies ouvrées en poil, trame, organsin et à coudre, écruës, exportées par Nice.....	Par k. 6 00	8 00
Soies rondelettes ou trame de doupion, écruës, <i>idem</i>	<i>Idem</i> . 2 00	4 00
Fleuret et filoselle ou bourre de soie cardée.....	<i>Idem</i> . 0 30	0 40
Bourre de soie non cardée.....	<i>Idem</i> . 2 20	3 50
Moresques ou restes de soie.....	<i>Idem</i> . 0 40	0 60
Soies à coudre teintes.....	<i>Idem</i> . 0 10	0 20

SECTION II. — Dispositions relatives à la sortie des soies des six départemens ci-dessus nommés.

5. Les soies qui passeront par Lyon ne pourront sortir par mer que par les ports de Marseille, Dunkerque et Calais; et par terre, que par les bureaux de Cologne, Mayence, Strasbourg et Versoix.

6. Les soies destinées à l'exportation seront conduites à Turin, et, après vérification, expédiées par Nice ou Lyon. Celles qui sortiront par Nice acquitteront les droits à Turin. Celles qui devront passer à Lyon seront présentées à un bureau de douane qui y sera établi à cet effet, et où elles recevront leur destination ultérieure, après avoir acquitté les droits si elles sont envoyées à l'étranger.

TITRE III. — *Des marchandises prohibées.*SECTION I^{re}. — Prohibition de sortie.

7. La sortie sera prohibée, 1° pour la gaude ou herbe à jaunir; 2° pour les terres des monnaies; 3° pour les soies teintes et fleurets teints, propres à la fabrication des étoffes.

SECTION II. — Prohibition d'entrée.

8. L'entrée sera prohibée, 1° pour les mélasses venant des colonies étrangères; 2° pour les sucres raffinés.

TITRE IV. — *Des denrées coloniales et des entrepôts (1).*SECTION I^{re}. — Des denrées coloniales françaises.

9. Les droits sur les denrées et productions des colonies françaises seront perçus conformément au tarif annexé à la présente, n° 1.

10. Les droits d'entrée et de consommation portés audit tarif seront perçus au net sur les sucres bruts, têtes et terrés, café, cacao et poivre.

11. La tare à déduire sera, pour les sucres bruts en futaille, de quinze pour cent; pour les sucres têtes et terrés, le café, le cacao et les poivres, aussi en futaille, de douze pour cent; elle ne sera que de trois pour cent sur les cafés, cacao et poivres en sac.

12. L'admission desdites denrées et productions n'aura lieu que par les ports qui ont un entrepôt fictif; savoir : Nice, Toulon, Marseille, Cette, Bayonne, Bordeaux, Rochefort, La Rochelle, Nantes, Lorient, Brest, Morlaix, Saint-Malo, Granville, Cherbourg, Rouen, Le Havre, Honfleur, Fécamp, Dieppe, Saint-Valéry-sur-Somme, Boulogne, Calais, Dunkerque, Ostende, Bruges et Anvers.

13. Les droits désignés au tarif, sous le nom de *droits d'entrée*, seront acquittés à l'arrivée.

14. Les denrées et productions assujéties au droit désigné au tarif, sous le nom de *droit de consommation*, jouiront de la faculté de l'entrepôt, sous la soumission cautionnée de les réexporter, ou de payer ledit droit au moment où elles sortiront de l'entrepôt pour la consommation.—La durée de l'entrepôt ne pourra excéder le terme d'une année.

15. Les négocians et autres qui déclareront pour l'entrepôt les sept espèces de denrées des colonies françaises dénommées au tarif n° 1^{er}, annexé à la présente loi, seront tenus de déclarer aux bureaux des douanes, avant la mise en entrepôt, les magasins où ils renfermeront leurs marchandises, et de faire leurs soumissions de les représenter en même qualité et quantité, toutes les fois qu'ils en seront requis, avec défense de les changer de magasin sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée, et du double droit dans le cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite.

16. Les denrées et productions ci-dessous désignées, qui sortiront de l'entrepôt pour passer par mer à l'étranger, paieront un nouveau droit, savoir, par cinq myriagrammes :—Sucre brut, quatre francs cinquante centimes; sucre tête et terré, sept francs cinquante centimes; café, six francs; cacao, sept francs.

17. Il sera payé aux raffineurs, pour les sucres raffinés en France qui se-

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 11 thermidor an 10 (30 juillet 1802), et la note.

ront exportés à l'étranger, une prime de vingt-cinq francs par cinq myriagrammes. — L'exportation ne pourra être faite que par les ports indiqués par l'article 12, ou par les passages de Lans-le-Bourg, Versoix, Bourg-Libre, Strasbourg, Mayence, Cologne, le Sas-de-Gand, Verceil et Pozzolo. — La prime ne pourra être réclamée qu'autant que l'expédition sera accompagnée d'un certificat du raffineur, dûment légalisé. Ce certificat sera envoyé au directeur général des douanes, avec le certificat de sortie à l'étranger, pour ordonner le paiement de la prime sur une des caisses de recette des douanes.

18. Les marchandises non dénommées au tarif n° 1^{er}, joint à la présente, et qui seront justifiées provenir du cru des colonies françaises, paieront moitié des droits imposés sur les mêmes objets venant de l'étranger.

SECTION II. — Des denrées coloniales étrangères.

19. Les denrées coloniales étrangères dénommées au tarif n° 2, annexé à la présente loi, seront assujéties aux droits portés à ce tarif.

20. Ces droits seront payés à l'arrivée, à moins que les marchandises ne soient mises en entrepôt réel, qui ne pourra excéder un an.

21. Lesdites denrées qui seront mises en entrepôt ne devront, à leur entrée, que le droit de la balance du commerce; et, en cas de réexportation, elles seront exemptes de tous droits à la sortie.

22. En sortant de l'entrepôt pour entrer dans l'intérieur, elles acquitteront les droits portés au tarif n° 2.

SECTION III. — Des villes qui auront un entrepôt réel, et des formes à suivre pour l'établissement desdits entrepôts (1).

23. Il y aura un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères, coloniales et autres, dans les ports de Marseille, Cette, Bayonne, Bordeaux, La Rochelle, Nantes, Lorient, Saint-Malo, Cherbourg, Rouen, Le Havre, Honfleur, Dunkerque, Ostende, Bruges et Anvers. Ledit entrepôt aura lieu à la charge de réexporter ou de payer les droits à l'expiration de l'année.

24. Il pourra être reçu dans l'entrepôt réel des marchandises prohibées dites *de traite*, ci-après désignées, savoir : couteaux de traite, flacons de verre, rassades et autres verroteries, grosse quincaillerie, tabac du Brésil à fumer, toiles dites *guinées*, des bajulapaux, néganepaux et autres toiles à carreaux des Indes, cauris, fers de Suède, pipes de Hollande, platilles de Breslau, vases de cuisine venant de Saxe, barbut, moques de faïence bariolées, poteries d'étain, rhum, tafia des colonies françaises ou de l'étranger, féveroles de Hollande, neptunes, bassins, chaudrons, baquettes, manilles, trompettes, cuivre rouge, clous de cuivre, verges rondes et barres plates, plomb de deux points, gros carton brun de quarante trois à quarante neuf centimètres sur cent dix-neuf à cent trente centimètres, les bonnets de laine, grelots, clochettes en métal, les baïettes.

25. Les villes auxquelles l'entrepôt est accordé n'en jouiront qu'à la charge de fournir, sur le port, des magasins convenables, sûrs et réunis en un seul corps de bâtiment, pour y établir ledit entrepôt; à l'effet de quoi, le plan du local sera présenté au gouvernement, qui, après avoir fait examiner s'il est propre à sa destination, l'y affectera, s'il y a lieu, par un arrêté spécial.

26. Tous les magasins servant d'entrepôt seront fermés à deux clefs, dont l'une restera entre les mains des préposés à l'administration des douanes, et

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 11 thermidor an 10 (30 juillet 1802), et la note.

l'autre dans les mains du commerce, qui fournira et entretiendra lesdits magasins.

27. La ville de Cherbourg aura, en outre, aux conditions ci-dessus exprimées, la faculté d'entreposer les eaux dites de genièvre, les rhums et les tafias. — Les chaudières de cuivre, cuivre et clous à doublage venant de l'étranger et destinés pour les colonies, pourront être mis en entrepôt réel, à la charge du paiement de six francs par cinq myriagrammes, au moment de l'expédition pour les colonies.

SECTION IV. — De l'entrepôt de la ville de Marseille (1).

28. Il y aura un entrepôt de marchandises étrangères dans le port de Marseille.

29. L'entrepôt sera réel, 1^o pour toutes les marchandises et denrées dont l'entrée est ou sera prohibée, ainsi que pour celles qui sont ou seront soumises au certificat d'origine; 2^o pour les articles suivans: — Marchandises manufacturées de toute espèce (*les savons se trouvent compris sous cette dénomination*); tabac en feuilles, poissons salés, vins, eaux-de-vie, liqueurs, huiles, sucres, cafés, indigo, cacao, et toutes autres denrées coloniales venant de l'étranger.

30. Les négocians qui présenteront des savons à l'exportation à l'étranger, et qui justifieront avoir payé des droits sur des huiles importées dans l'année, seront remboursés des trois quarts desdits droits, dans la proportion des quantités d'huiles qui entrent dans la fabrication des savons à exporter.

31. L'entrepôt sera fictif, sur la demande des négocians, pour toutes les marchandises et denrées dont l'entrée est permise, et qui ne sont pas désignées dans l'article 29.

32. Les marchandises et denrées destinées pour l'entrepôt réel ou fictif seront, après vérification, portées sur deux registres particuliers, tenus par le receveur des douanes. — Les consignataires remettront entre les mains de ce receveur une soumission valablement cautionnée de réexporter dans l'année les marchandises et denrées mises en entrepôt fictif, ou d'en payer les droits.

33. La durée de l'entrepôt réel ne pourra excéder le terme de deux ans; les marchandises et denrées dont l'entrée est ou sera prohibée devront être réexportées dans ce délai: les marchandises et denrées permises seront soumises à la même condition, ou acquitteront les droits.

34. Les navires qui arriveront à Marseille, chargés en totalité ou en partie de marchandises ou denrées prohibées, ne pourront aborder que dans la partie du port qui sera indiquée par le directeur des douanes, et où le débarquement s'effectuera. — Les marchandises et denrées prohibées qui seront tirées de l'entrepôt pour la réexportation seront embarquées dans le même local; et les navires à bord desquels elles seront mises ne pourront en sortir que pour mettre à la voile.

35. Les lois et réglemens relatifs aux douanes, et les dispositions de la présente loi, articles 25 et 26, seront exécutés dans le port de Marseille, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions précédentes.

SECTION V. — Dispositions particulières à l'entrepôt de Rouen.

36. L'entrepôt de Rouen pour les marchandises et denrées étrangères non prohibées, coloniales ou autres, fera partie de celui du Havre. En consé-

(1) Voyez, sur l'entrepôt de Marseille, l'arrêté du 6 messidor an 10 (25 juin 1802) et la note.

quence, tout bâtiment chargé de marchandises destinées à l'entrepôt de Rouen, se présentera au Havre pour y faire sa déclaration des quantités et qualités de marchandises qu'il se propose de verser dans l'entrepôt de Rouen; et le principal préposé des douanes du Havre donnera acte de cette déclaration.— Lorsque le principal employé des douanes n'aura pas de raison de suspecter la contrebande, il pourra exempter le bâtiment de l'entrée au Havre.— Les bâtimens venant du Havre à Rouen seront tenus de présenter l'acte de déclaration précité aux préposés qui voudront les visiter, tant sur l'une que sur l'autre rive. Il y aura fraude dans tous les cas où l'état et l'existence des marchandises ne seront pas trouvés conformes à la déclaration. Les mêmes marchandises seront vérifiées, à leur entrée dans l'entrepôt de Rouen, sur l'acte de déclaration délivré au Havre, et la fraude sera constatée, si la quantité des marchandises est supérieure ou inférieure à la déclaration.

37. Toute marchandise sortant de l'entrepôt de Rouen pour être réexportée, sera spéciliée, pour les poids et qualités, sur un manifeste délivré par le directeur des douanes de Rouen. Le manifeste suivra le bâtiment, et sera présenté au principal préposé des douanes du Havre, pour qu'il soit fait vérification de la marchandise; et la fraude sera constatée, s'il y a plus ou moins de marchandises que celles portées sur le manifeste.

SECTION VI. — Dispositions particulières à l'entrepôt de Bruges.

38. L'entrepôt de Bruges fait partie de celui d'Ostende: en conséquence, les capitaines des bâtimens chargés de marchandises destinées à l'entrepôt de Bruges seront tenus de s'arrêter à Ostende, et de présenter à la douane le manifeste contenant la déclaration en détail des quantités et qualités des marchandises qui composeront leurs cargaisons. Cette formalité remplie, les écoutilles seront plombées; et les bâtimens, expédiés sous acquit-à-caution, seront montés par deux préposés des douanes, qui les accompagneront jusqu'à Bruges, et à chacun desquels il sera payé, par les propriétaires des cargaisons, deux francs par jour pour leurs frais de route.— A l'arrivée des navires dans le bassin de Bruges, les marchandises seront déchargées, vérifiées et mises en entrepôt. Il y aura fraude dans tous les cas où les quantités et qualités desdites marchandises ne seront pas conformes à la déclaration faite à la douane d'Ostende.

39. Les marchandises qui sortiront de l'entrepôt de Bruges, pour être réexportées, seront expédiées sous plomb, acquit-à-caution, et convoi de deux préposés des douanes, qui resteront à bord des bâtimens jusqu'à leur arrivée à Ostende, où la vérification sera faite. Il y aura fraude, si les quantités et qualités des marchandises ne sont pas conformes à celles portées sur l'acquit-à-caution délivré par la douane de Bruges.

SECTION VII. — De l'entrepôt de Strasbourg.

40. Les marchandises étrangères, autres que celles dont l'entrée est prohibée en France, importées par le pont du Rhin à la destination de Strasbourg, pourront y être entreposées.— Les marchandises destinées pour lesdits entrepôts ne seront point vérifiées à leur passage au bureau du pont du Rhin; mais les conducteurs seront tenus de représenter des lettres de voiture, indicatives des espèces, poids, quantités et marques de chaque colis, aux préposés dudit bureau, qui les viseront, plomberont les voitures par capacité, et les expédieront sous la conduite d'un employé, et sous la formalité d'un acquit-à-caution portant lesdites espèces, poids, quantités et marques pour la douane de Strasbourg, où les déclarations en détail fournies par les propriétaires ou consignataires seront aussitôt transcrites.— Les

objets déclarés après vérification immédiatement faite par les visiteurs et autres préposés seront portés sur un registre qui sera tenu par le receveur de l'entrepôt, et sur lequel chaque propriétaire ou consignataire signera pour les objets qui le concerneront.

41. Les marchandises étrangères arrivant à Strasbourg par le Rhin ou la rivière d'Ill, seront dispensées de la visite au bureau de la Wentzenau; mais les bateliers seront tenus, avant l'abordage, d'en prévenir les préposés de la régie des douanes, et de représenter des connaissemens ou manifestes qui indiqueront les espèces, poids et quantités des marchandises, ainsi que la marque de chaque colis. Ces connaissemens ou manifestes seront visés par les préposés de la Wentzenau, et les marchandises seront conduites par l'un d'eux, avec acquit-à-caution spécifiant les espèces, poids, quantités et marques à la douane de Strasbourg, où les déclarations détaillées, vérifications et enregistremens, se feront dans la forme indiquée par l'article précédent.

42. Pour empêcher les abus auxquels les facilités accordées par les articles précédens peuvent donner lieu, s'il y a déficit de colis, ou s'il est constaté qu'une marchandise a été substituée à celle qui aura été déclarée, le voiturier ou le batelier sera condamné à deux mille francs d'amende par chaque colis manquant, ou dans lequel on aura mis une marchandise autre que celle déclarée; pour sûreté de laquelle amende, les voitures, chevaux et bateaux seront saisis. S'il s'agit de colis qu'on aura vu décharger dans le transport de la douane à l'entrepôt, ou lors de la réexportation, dans le trajet de l'entrepôt à l'étranger, le colis sera saisi, et le voiturier ou batelier condamné à l'amende de cinq cents francs; si c'est un colis qu'on a voulu échanger, le colis qui aura été vu déchargé, et celui qui lui aura été substitué, seront saisis, avec pareille amende de cinq cents francs; le tout conformément à l'article 14 de la loi du 7 septembre 1792.

43. La durée de l'entrepôt sera de six mois, pendant lesquels les marchandises entreposées pourront être expédiées pour l'étranger par les bureaux du pont du Rhin et de la Wentzenau.— Chaque colis réexporté sera plombé; et les acquits-à-caution délivrés pour assurer le passage des marchandises à l'étranger seront déchargés par les préposés desdits bureaux, après reconnaissance du nombre des colis et de l'état des cordes et plombs, sous les peines portées par l'article 42. Les objets qui, pendant le même délai, seront tirés de l'entrepôt pour la consommation de la France, ainsi que ceux qui s'y trouveront à l'expiration des six mois, seront passibles des droits d'entrée.— Le receveur de l'entrepôt tiendra un registre sur lequel il sera fait mention de la sortie de l'entrepôt, tant pour les marchandises envoyées à l'étranger, que pour celles qui auront dû acquitter les droits.

SECTION VIII. — De l'entrepôt de Mayence et de Cologne.

44. Il y aura un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères prohibées et non prohibées, coloniales et autres, dans les ports de Cologne et de Mayence.

45. Les articles 25 et 26 de la présente loi, sur les bâtimens destinés à l'entrepôt et sur leur clôture, y seront exécutés.

SECTION IX. — De l'entrepôt de Cherbourg.

46. Les eaux-de-vie de genièvre, les rhums et tafias, pourront être introduits dans le port de Cherbourg, et y être mis en entrepôt réel.

47. Cette ville ne jouira dudit entrepôt qu'aux conditions portées aux articles 25 et 26 de la présente loi.

48. Lesdites marchandises ne pourront être introduites que par des bâtimens de cent tonneaux et au dessus.

TITRE V. — *Des tabacs* (1).

49. La ville d'Anvers sera comprise au nombre des ports désignés à l'article 3 de la loi du 29 floréal an 10, par lesquels le tabac en feuilles peut être introduit sur le territoire de la république.

50. L'usage de la faculté accordée par l'article précédent sera soumis aux formalités prescrites par la même loi.

51. Les droits d'entrée sur les tabacs en feuilles venant de l'étranger, entreposés en vertu de l'article 5 de la loi du 29 floréal an 10, seront perçus sur le poids net et effectif, constaté au moment de leur entrée audit entrepôt.

TITRE VI. — *Du transit.*SECTION I^{re}. — *Du transit des denrées coloniales.*

52. Les sucres têtes et terrés, les cafés, cacao des colonies françaises et les poivres, pourront, pendant leur année d'entrepôt, être envoyés en transit par terre à l'étranger, de tous les ports désignés par l'article 12 de la présente loi, en payant seulement le droit de balance du commerce.

53. Le transit ne pourra s'effectuer que par les bureaux de Strasbourg, Bourg-Libre, Verrières-de-Joux, Versoix, Behobie, Jougnes, Ainhoa, Cologne, Mayence, Verceil et Pozzolo. Celles des denrées coloniales susdites qui devront sortir par le bureau de Strasbourg, pourront être mises dans l'entrepôt accordé à cette ville, jusqu'à l'échéance du délai de leur entrepôt.

54. Si les denrées coloniales déclarées en transit ont été soustraites, ou qu'il en ait été substitué d'autres, il y aura lieu au quadruple des droits de consommation, et à une amende de cinq cents francs contre les contrevenans.

SECTION II. — *Du transit par les départemens des Haut et Bas-Rhin et du Mont-Tonnerre.*

55. Les marchandises étrangères permises, à l'exception des toiles peintes, mousselines et tabacs en feuilles, pourront transiter par terre à l'étranger, en entrant par les bureaux de Bourg-Libre, de Strasbourg, et sortant par celui d'Oppenheim, et réciproquement, mais toujours en suivant les routes directes : elles acquitteront le droit de la balance du commerce.

56. Celles déclarées en transit devront suivre leur destination pour l'étranger, sans pouvoir être mises dans l'entrepôt de Strasbourg : elles seront expédiées dans les formes ordinaires, sous plomb et avec acquit-à-caution.

57. Si les marchandises déclarées en transit ont été soustraites, il y aura lieu au quadruple des droits de consommation, et à une amende de cinq cents francs contre les contrevenans. — Si les marchandises expédiées en transit sont reconnues être d'espèces différentes de celles déclarées, les contrevenans seront condamnés à payer, à titre de confiscation, la valeur des marchandises déclarées, au cours desdites marchandises, et à une amende de cinq cents francs.

58. Les certificats de décharge dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

SECTION III. — *Du transit des marchandises expédiées de la Ligurie pour l'Helvétie, la république italienne et les états de Parme et de Plaisance, et réciproquement.*

59. Les marchandises étrangères non prohibées, à l'exception des toiles peintes, mousselines et tabacs en feuilles, expédiées de la Ligurie à destination de la république italienne, de l'Helvétie et des états de Parme et de Plaisance, et réciproquement, pourront passer sur le territoire français,

(1) Voyez, sur la législation des tabacs, la note qui accompagne le décret du 20—27 mars 1791.

mais toujours en suivant les routes directes : elles acquitteront les droits fixés par le tarif annexé à la présente, n° 3.

60. Lesdites marchandises venant de la Ligurie à destination de la république italienne, entreront par Pozzolo et Saint-Sébastien, et sortiront par Sale, Casatisme et Saint-Pierre-d'Aréna, et réciproquement ; celles venant de la Ligurie à destination de l'Helvétie, entreront par Pozzolo, et sortiront par Saint-Remi, et réciproquement ; celles venant de la Ligurie à destination des états de Parme et de Plaisance, entreront par Saint-Sébastien, et sortiront par Cardozzo et Caminata, et réciproquement ; celles venant de l'Helvétie à destination de la république italienne, entreront par Saint-Remi, et sortiront par Verceil, et réciproquement.

61. Les bestiaux, les riz et autres denrées venant de la république italienne à destination de la Ligurie, jouiront du transit, sous le paiement des mêmes droits, en entrant par Verceil et Valence, et sortant par Pozzolo, et réciproquement.—Si les marchandises expédiées en transit sont reconnues être d'espèces différentes que celles déclarées, elles seront confisquées ; et les contrevenans seront, en outre, condamnés à payer la valeur des marchandises déclarées, au cours desdites marchandises, et à une amende de cinq cents francs, à prononcer par les tribunaux compétens.

62. Les marchandises et denrées de France destinées pour la république italienne et les états de Parme et de Plaisance, en passant par Gènes, jouiront du même transit en exemption de droits ; mais elles devront être expédiées sous plomb et acquits-à-caution qui seront présentés dans les premiers bureaux d'entrée, et seront déchargés dans ceux de sortie.

63. Les certificats de décharge, dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

TITRE VII. — *Dispositions particulières à diverses îles françaises.*

64. Toutes les lois de la république française, relatives aux importations et exportations, seront exécutées dans les départemens du Golo et du Liamone.

65. Les marchandises et denrées expédiées du continent français pour ces deux départemens ne seront soumises à aucun droit de sortie et d'entrée.

66. Les marchandises et denrées du cru et des fabriques de ces deux départemens seront également exemptes des droits de sortie et d'entrée lorsqu'elles seront envoyées sur le continent français, et qu'elles seront accompagnées d'un certificat d'origine et d'une expédition de la douane du port d'embarquement.

67. Les objets dont l'exportation à l'étranger est prohibée ne pourront être expédiés du continent pour l'île de Corse, que sur des permissions particulières qui seront accordées par le gouvernement.

68. Pour l'exécution des trois articles précédens, toutes les formalités prescrites par le titre III de la loi du 22 août 1791, lors de l'enlèvement par mer d'un port, à destination d'un autre port de France, seront exactement remplies.

69. Les marchandises étrangères dont l'importation n'est pas défendue, qui, après avoir été introduites en Corse, seront expédiées pour le continent, n'y seront admises en exemption des droits, qu'en représentant les acquits de paiement de ceux qui auront été perçus à leur entrée dans cette île, et une expédition de la douane du port d'embarquement.

70. Les marchandises manufacturées en Corse et de l'espèce de celles dont l'importation est défendue, qui seront expédiées des départemens du Golo

et du Liamone pour les ports du continent, n'y seront admises qu'en justifiant, par des certificats authentiques, qu'elles ont été fabriquées dans cette île.

71. Les droits d'entrée et de sortie ne pourront être perçus que dans les bureaux de Bastia, Maccinaggio, l'Île-Rousse, Calvi, Saint-Florent, Cervione, Ajaccio, Bonifacio, Porto-Vecchio et Propriano : les bureaux de Nouza, Algajola, San-Pellegrino, Sapadulella, Tizzano, Carghesse et Savone, ne pourront que délivrer ou décharger les acquits-à-caution, et percevoir les droits de navigation, lorsque des bâtimens y arriveront en simple relâche ou sur leur lest.

72. Les dispositions des articles 65, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 sont communes à l'île de Noirmoutiers, et à Belle-Île-en-mer.

73. Les ports et territoire de l'île d'Elbe seront francs de droits de douane.

TITRE VIII — *Dispositions générales.*

SECTION I^{re}. — Du cabotage.

74. Les négocians ou commissionnaires qui expédieront des marchandises d'un port français à destination d'un autre port français, seront tenus d'en déclarer la valeur au bureau de la douane du lieu de l'enlèvement; et si, lors de la vérification au départ, les préposés reconnaissent que la quantité est inférieure à celle portée sur la déclaration, et que le déficit excède le vingtième des marchandises ou denrées déclarées, la valeur des quantités manquantes sera réglée suivant le prix courant du commerce au moment de l'expédition, et le déclarant obligé de payer, à titre de confiscation, la somme ainsi réglée, et de plus l'amende de cinq cents francs (1).

75. Si les marchandises se trouvent être d'espèces différentes de celles déclarées, elles seront saisies et confisquées, et le déclarant condamné à payer, à titre de confiscation, une somme égale à la valeur des objets portés dans la déclaration, suivant le prix courant du commerce, et une amende de cinq cents francs.

76. Dans le cas où, lors de la visite au bureau du port de destination, les préposés reconnaîtraient une quantité plus considérable que celle énoncée sur l'expédition délivrée au bureau du lieu du départ, cet excédant sera saisi, et la confiscation en sera prononcée avec amende de cinq cents francs.—Cependant, si l'excédant n'est que du vingtième de la quantité portée sur l'expédition, il n'y aura lieu qu'à la perception des droits imposés sur les marchandises ou denrées de même nature, venant de l'étranger.

SECTION II. — De la réexportation.

77. Les dispositions de l'article 74 seront applicables aux denrées coloniales qui seront réexportées.

78. Les marchandises admises en entrepôt qui sont prohibées à l'entrée, ou dont le droit excède dix pour cent de leur valeur, ne pourront être réexportées que sur des bâtimens de cent tonneaux et au dessus, et sous acquits-à-caution, qui seront déchargés par les agens du gouvernement français dans les ports étrangers où les marchandises seront conduites.

SECTION III. — De la réduction des droits en cas d'avaries.

79. Aucune réduction de droits ne sera accordée pour cause d'avaries,

(1) Lorsque l'expéditeur d'un navire a déclaré avoir fait le chargement de ses marchandises, et qu'il a par suite demandé un acquit-à-caution à la douane, bien qu'il ne l'ait pas encore retiré, le navire est censé *au départ* dans le sens de cet article; en conséquence, il y a lieu d'appliquer, dans ce cas, les peines portées par ce même article, s'il est reconnu que la quantité des marchandises chargées est inférieure de plus d'un vingtième à celle déclarée. Cass., 30 mai 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 393; Bull. civ., XXIX, 182.

que dans le cas d'échouement ou autres accidens de mer, constatés suivant les formes prescrites, et qui emporteraient droit de recours contre les assureurs (1).

80. Les experts pour faire l'estimation de ces avaries seront nommés par le directeur ou le receveur des douanes: ils y procéderont dans les vingt-quatre heures de la déclaration d'avaries; ils établiront, par leur rapport, la valeur primitive des marchandises au cours du jour, et la perte résultant de l'avarie.

81. Ledit rapport sera communiqué aux parties intéressées ou à leurs représentans, qui, dans le délai de vingt-quatre heures, pourront donner eux-mêmes aux marchandises une estimation supérieure à celle des experts. Les préposés des douanes ne pourront user du droit de préemption qu'à l'expiration de ce délai, et seulement d'après la nouvelle valeur, s'il en a été donné une par les parties intéressées ou leurs représentans; sinon, que d'après la valeur résultant du rapport des experts.

82. Si les préposés des douanes reconnaissent que les experts ont donné aux marchandises dont les droits se paient au poids, une estimation supérieure à leur valeur primitive avant qu'elles eussent été avariées, le paiement des droits et la remise des marchandises entre les mains du propriétaire ou consignataire seront suspendus. Des échantillons seront levés, mis sous le cachet des experts et du receveur, et adressés au directeur général des douanes, qui les soumettra à l'examen du ministre de l'intérieur. Cependant, si le propriétaire ou consignataire désire avoir la libre disposition des marchandises, elles pourront lui être remises, sous soumission valablement cautionnée de payer les droits conformément à la décision du ministre de l'intérieur.

SECTION IV. — Disposition pénale.

83. Tous négocians et commissionnaires qui seront convaincus d'avoir importé ou exporté en fraude des denrées ou marchandises, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt et du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourront, indépendamment des peines portées par les lois, être privés, par un arrêté spécial du gouvernement, de la faculté de l'entrepôt et du transit, ainsi que de tout crédit de droits. — Les négocians et commissionnaires qui prêteraient leur nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints, encourront les mêmes peines.

SECTION V. — De la ligne des douanes.

84. Les lois et réglemens sur le transport et la circulation des denrées et marchandises dans l'étendue d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des frontières de terre, seront exécutés dans les deux myriamètres (quatre lieues anciennes) desdites frontières (2).

(1) Le propriétaire qui, au moment de l'arrivée d'un bâtiment chargé de sels pour son compte, a fait procéder au déchargement et au magasinement de ces sels, et en a acquitté les droits, d'après les quantités mentionnées par les préposés, sans alléguer aucune avarie et sans avoir formé aucune demande en vérification de chargement, n'est plus recevable à demander ultérieurement une diminution proportionnelle des droits perçus, en offrant de prouver, soit par ses livres de commerce, soit par témoins, que la quantité des sels avait été diminuée par des avaries survenues au bâtiment pendant le trajet. Cass., 22 mars 1820, *SIR.*, XX, 1, 294; *Bull. civ.*, XXII, 113.

Voyez encore l'art. 24 du tit. II de la loi du 6—22 août 1791, et les notes.

(2) Toute ville dans laquelle est placé un bureau de ligne de douanes s'y trouve nécessairement comprise dans toute son étendue, à quelque distance qu'elle soit placée de l'extrême frontière. Cass., 4 octobre 1810, *SIR.*, XI, 1, 125; *Bull. crim.*, XV, 237. — La défense portée par

85. Les étoffes de toute espèce, les toiles de coton blanches, teintes ou peintes, les toiles de nankin, les mousselines, la bonneterie, la rubanerie, les sucres raffinés, bruts, têtes et terrés, les cafés et autres denrées coloniales, les poissons salés, les cotons filés, les tabacs en feuilles et fabriqués, ne pourront, pendant la nuit, être transportés et circuler dans la distance d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des côtes. — Les mêmes objets ne pourront également être transportés et circuler de nuit dans la distance d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des rives des fleuves, rivières et canaux qui conduisent de la mer dans les ports intérieurs, mais seulement jusqu'au point où il existe des bureaux de douanes, à peine de confiscation, et de cinq cents francs d'amende (1).

N° 12. = 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803). = *Loi relative au mode d'admission à la solde de retraite et au traitement de réforme* (2). (III, Bull. CCLXXVII, n° 2755.)

TITRE 1^{er}. — Solde de retraite.

Art. 1^{er}. La solde de retraite est la récompense des services militaires. Elle s'acquiert, 1° par ancienneté de service; 2° par des blessures reçues en présence de l'ennemi; 3° par des infirmités provenant de blessures et des événemens de la guerre.

2. On peut obtenir la solde de retraite par ancienneté de service, après trente années de service effectif. Elle est réglée, pour chaque grade, à la moitié du *maximum* déterminé par les tableaux annexés à la présente loi. — Elle est augmentée, pour chaque année ou campagne de guerre au-delà des trente années, du vingtième de l'autre moitié; ce qui donne le *maximum* à cinquante ans de service.

3. Les blessures qui donnent lieu à la solde de retraite sont celles qui proviennent soit du fer, soit du feu de l'ennemi, ou par suite d'un service requis ou commandé. — Si elles causent la perte totale de plusieurs membres ou de la vue, elles donnent droit au *maximum* de la solde de retraite, quelle que soit la durée des services, et à la moitié en sus de ce traitement. — Lorsque les blessures causent la perte d'un membre, elles donnent également droit au *maximum* de la solde de retraite, quelle que soit la durée des services, et à un quart en sus de ce traitement. — Les blessures, ou infirmités résultant de blessures, qui, sans occasioner la perte d'un membre, sont cependant assez graves pour en ôter l'usage absolu, donnent droit à la moitié du *maximum* de la solde de retraite, quelle que soit la durée des services, et au vingtième de l'autre moitié, par chaque année de service ou campagne de guerre. — Les infirmités résultant de blessures moins graves, ou provenant des fatigues et événemens de la guerre, et mettant dans l'impossibilité de continuer le service, donnent droit au quart du *maximum* de la solde de retraite, quelle que soit la durée des services; et après vingt années de service, campagnes comprises, au trentième des trois autres quarts,

la loi du 6—22 août 1791, d'entreposer des marchandises dans les communes qui, dans les deux lieues de la frontière, n'ont pas une population de plus de deux mille habitans, se trouve, par cette loi, étendue jusqu'à la distance de deux myriamètres. Cass., 8 thermidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 920; Bull. crim., X, 341.

(1) Suivaient des tarifs qui n'ont plus aucune espèce d'intérêt.

(2) Aujourd'hui, les conditions de l'admission à la pension de retraite et le montant de cette pension sont déterminés, savoir : pour l'armée de terre, par la loi du 11—14 avril 1831; et pour l'armée de mer, par celle du 18 avril—11 mai même année : ces lois ont abrogé toutes celles précédemment rendues sur la matière, sauf les droits acquis.

par chaque année de service ou campagne de guerre au-delà desdites vingt années.

4. Les années de service pour la solde de retraite se comptent de l'âge de quatorze ans pour les tambours et trompettes, et de seize ans pour les autres militaires.

5. Les services d'un militaire qui se rendrait coupable de désertion ne seront comptés que du jour où il sera admis à reprendre son activité; il ne pourra se prévaloir des services antérieurs à la désertion.

6. En temps de paix et pour les troupes levées en Europe, chaque année d'embarquement ou campagne de mer, ou de service hors d'Europe, est comptée pour dix-huit mois. — En temps de guerre, chaque campagne de douze mois, dans quelque pays que ce soit, et pour toutes les troupes faisant partie des armées actives, est comptée pour deux années. — Néanmoins, lorsqu'un militaire aura fait plus de cinq campagnes, chaque campagne au-delà des cinq sera comptée pour trois années. — On ne comptera comme campagne que le temps où les troupes, après avoir reçu l'ordre de se former sur le pied de guerre, auront été réunies en corps d'armée. — La campagne dans laquelle un militaire aura été blessé et mis hors de combat lui sera comptée comme campagne entière, quoique ses blessures ne lui aient pas permis de la finir.

7. La solde de retraite affectée à un grade exige au moins deux années de service effectif dans ce grade; sinon elle se règle sur le grade immédiatement inférieur. — Sont exceptés de ces dispositions, ceux qui, pour cause de blessures graves, se trouvent dans le cas des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 3 ci-dessus.

8. Dans les grades qui se divisent par classes, la solde de retraite est la même pour les différentes classes.

9. La solde de retraite peut se cumuler avec tout autre traitement que la solde d'activité.

TITRE II. — Pensions ou secours aux veuves et orphelins des militaires.

10. Les veuves des officiers, sous-officiers et soldats tués dans les combats ou morts dans les six mois des blessures qu'ils y auront reçues, sont susceptibles d'obtenir des pensions, en justifiant de leur mariage antérieurement aux blessures qui auront occasioné la mort desdits militaires. — Ces pensions sont réglées à raison du quart du *maximum* de la solde de retraite affectée au grade de leurs maris, pour les veuves des officiers et adjudans sous-officiers; et au tiers, pour les veuves des sous-officiers et soldats.

11. Les enfans orphelins desdits militaires ont également droit à un secours annuel. Ce secours est pour lesdits enfans, quel que soit leur nombre, de la somme à laquelle aurait été réglée la pension de leur mère. Il cesse d'être payé lorsque le plus jeune desdits enfans aura atteint l'âge de vingt ans accomplis.

TITRE III. — Traitement de réforme (1).

12. Le traitement de réforme pour les militaires qui y ont droit est fixé à raison de la moitié du *maximum* de la retraite de leur grade. — Ce traitement peut se cumuler avec tout autre traitement que la solde d'activité.

TITRE IV. — Invalides (2).

13. Le nombre des militaires admis à l'hôtel national des invalides et

(1) Voyez le décret du 15 juin 1812, qui détermine la durée du traitement de réforme; et l'ordonnance du 5—19 février 1823, qui modifie ce décret.

(2) Voyez, sur l'organisation de l'hôtel royal des invalides, les conditions d'admission dans

dans les succursales dudit hôtel, sera réduit successivement, et autant qu'il sera possible, à trois mille : ceux qui y sont actuellement auront néanmoins le choix d'y rester ou de se retirer dans leurs foyers. — Dans ce dernier cas, ils jouiront de la solde de retraite affectée à leurs grades respectifs par les tableaux annexés à la présente loi.

14. Nul officier, sous-officier ou soldat ne sera admis à l'avenir à l'hôtel national des invalides, à moins qu'il n'ait perdu un ou plusieurs de ses membres ou la vue par suite des événemens de la guerre, ou qu'il ne justifie de trente années de service militaire effectif et de soixante ans d'âge.

15. Les places qui viendront à vaquer à l'hôtel national des invalides et dans les succursales seront désormais accordées, deux tiers aux militaires en activité de service dans la ligne, et l'autre tiers aux vétérans nationaux et aux pensionnaires retirés avec la solde de retraite, qui pourront y avoir des droits par leur âge et leurs infirmités.

16. Les retenues exercées sur les soldes de retraite en vertu des articles 49 et 50 de la loi du 28 fructidor an 7, continueront d'avoir lieu, tant sur les soldes de retraite accordées en vertu de ladite loi, que sur celles qui le seront d'après la présente : le montant en sera destiné à acquitter, jusqu'à due concurrence, les frais d'entretien et de nourriture des invalides de l'hôtel.

(*Suivent les tableaux de la solde de retraite et des traitemens de réforme.*)

8 floréal an 11. — *Tribunal criminel de la Seine, Colonies*, voyez 28 germinal précédent.

N° 13. = 9—19 floréal an 11 (29 avril—9 mai 1803). — *Loi relative au régime des bois appartenant aux particuliers, aux communes ou à des établissemens publics* (1). (III, Bull. CCLXXVI, n° 2753.)

TITRE 1^{er}. — *Du régime auquel seront soumis les bois des particuliers.*

SECTION 1^{re}. — Des défrichemens.

Art. 1^{er}. Pendant vingt-cinq ans, à compter de la promulgation de la présente loi, aucun bois ne pourra être arraché et défriché que six mois après la déclaration qui en aura été faite par le propriétaire devant le conservateur forestier de l'arrondissement où le bois sera situé (2).

cet hôtel, les pensions représentatives, etc., le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes qui résument la législation.

(1) Voyez le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, sur l'administration forestière, tit. 1^{er}, et les notes; le Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, art. 2, 90 et suiv., 117 et suiv., et 219 et suiv.; et l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, rendue pour l'exécution de ce code.

(2) Voyez l'art. 219 du Code forestier.

Le propriétaire d'un bois ne peut, sans se rendre passible d'une amende, le défricher sans l'autorisation préalable du gouvernement. Cass., 9 juillet 1807, *SIR.*, VII, 2, 153; Bull. crim., XII, 284. — Jugé dans le même sens, sous l'empire du Code forestier, alors même que le défrichement aurait pour objet la replantation plus ou moins immédiate des parties défrichées. Cass., 20 octobre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 653; Bull. crim., XXXVII, 599. — Lorsque le propriétaire a fait, six mois à l'avance, sa déclaration de l'intention de défricher, il faut, pour que le défrichement soit prohibé ou punissable, qu'il survienne dans le même délai une opposition de l'administration, et que cette opposition soit signifiée au propriétaire : toutes autres marques d'improbation administrative, signifiées au propriétaire, telles, par exemple, qu'un arrêté du préfet s'opposant au défrichement, seraient insuffisantes. Cass., 13 mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 328; Bull. crim., XXXV, 308. — Le propriétaire de bois qui a fait des défrichemens en contravention à la loi du 9 floréal an 11 peut bien invoquer la prescription de trois mois établie par l'art. 8 du tit. IX de la loi du 15—29 septembre 1791; mais cette prescription ne peut opérer d'autre effet que d'éteindre la peine du délit et la réparation civile : elle ne dispense point le contrevenant de replanter une surface égale à celle qu'il a défrichée indûment. Cass., 8 janvier 1808, *SIR.*, VIII,

2. L'administration forestière pourra, dans ce délai, faire mettre opposition au défrichement du bois, à la charge d'en référer avant l'expiration de six mois au ministre des finances, sur le rapport duquel le gouvernement statuera définitivement dans le même délai (1).

3. En cas de contravention aux dispositions de l'article précédent, le propriétaire sera condamné par le tribunal compétent, sur la réquisition du conservateur de l'arrondissement, et à la diligence du commissaire du gouvernement, 1° à remettre une égale quantité de terrain en nature de bois; 2° à une amende qui ne pourra être au dessous du cinquantième et au dessus du vingtième de la valeur du bois arraché.

4. Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis, dans le délai qui lui sera fixé, après le jugement, par le conservateur, il y sera pourvu à ses frais par l'administration forestière.

5. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les bois non clos, d'une étendue moindre de deux hectares, lorsqu'ils ne seront pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne, et les parcs et jardins clos de murs, de haies ou fossés, attenants à l'habitation principale.

6. Les semis ou plantations de bois des particuliers ne seront soumis qu'après vingt ans aux dispositions portées à l'article 1^{er} et suivans.

SECTION II. — Du martelage pour le service de la marine dans les bois des particuliers (2).

7. Le martelage pour le service de la marine aura lieu dans les bois des particuliers, taillis, futaies, avenues, lisières, parcs, et sur les arbres épars. — La coupe des arbres marqués sera soumise aux règles observées pour les bois nationaux.

8. Le paiement s'effectuera avant l'enlèvement, qui ne pourra être retardé plus d'un an après la coupe; faute de quoi, le propriétaire sera libre de disposer de ses bois (3).

1, 256; Bull. crim., XIII, 6. — Décidé encore que le décret du 25 mars 1810, portant amnistie des délits forestiers, dispense de l'amende ou de la confiscation les particuliers condamnés pour défrichement, mais ne les dispense pas de remettre en nature de bois une quantité de terrain égale à celui défriché. Avis du cons., du 23—26 juin 1810, *SIR.*, X, 2, 337. — Cette amnistie est inapplicable à un défrichement commencé sans autorisation avant la date de l'ordonnance d'amnistie, si le défrichement a été continué depuis. Arrêt précité du 20 octobre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 653; Bull. crim., XXXVII, 599.

(1) Voyez les art. 192 et suiv. du Code forestier.

La décision ministérielle prohibitive du défrichement d'un bois doit être définitive: si elle n'est que provisoire, elle n'a pas l'effet d'empêcher le défrichement. Metz, 4 avril et 7 mai 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 424 et 426. — Les agens forestiers ont qualité pour signifier cette décision; mais l'acte de signification doit, à peine de nullité, constater la qualité de celui qui l'a faite. Cass., 2 mars 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 654; Bull. crim., XXXVII, 128. — Et cet acte doit, à peine de nullité, contenir copie entière de la décision: il ne suffirait pas de l'énonciation de son existence et de sa date. Arrêt précité du 4 avril 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 424.

(2) Voyez le décret du 4—5 octobre 1793, qui autorise le ministre de la marine à faire marquer dans les bois des particuliers tous les arbres propres au service de la marine; l'arrêté du 28 floréal an 11 (18 mai 1803), qui renouvelle cette disposition, et défend de distraire les arbres marqués pour la marine, sous les peines portées par les lois et notamment par l'arrêté du conseil du 23 juillet 1748, et les notes; le décret du 15 avril 1811, qui, pour l'exécution des dispositions précédentes, défend aux propriétaires d'abattre des arbres futaies épars ou en plein bois, sans déclaration préalable, sous peine d'amende; l'ordonnance du 28 août—5 octobre 1816, sur le même objet, et celle du même jour, contenant règlement pour l'exécution de la précédente; celle du 22 septembre—23 octobre 1819, qui révoque les précédentes; et enfin les art. 124 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, qui accordent à la marine le droit de martelage pendant dix ans dans les bois des particuliers, etc.

(3) L'année dans laquelle l'enlèvement des bois marqués doit avoir lieu ne court qu'à partir de la sommation qui a été faite à cet égard par l'adjudicataire aux agens de la marine. Cass., 27 novembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 806; Bull. crim., XI, 353.

9. En conséquence des dispositions des articles précédens, tout propriétaire de futaies sera tenu, hors les cas d'une urgente nécessité, de faire, six mois d'avance, devant le conservateur forestier de l'arrondissement, la déclaration des coupes qu'il a l'intention de faire, et des lieux où sont situés les bois (1).—Le conservateur en prévendra le préfet maritime dans l'arrondissement duquel sa conservation sera située, pour qu'il fasse procéder à la marque en la forme accoutumée.

TITRE II.

SECTION 1^{re}. — De la garde des bois des communes et autres établissemens publics.

10. La nomination des gardes des bois des communes, hospices ou autres établissemens publics, sera soumise, à l'avenir, par les administrateurs légaux desdites communes et établissemens, à l'approbation du conservateur de l'arrondissement, lequel ne pourra l'accorder, jusqu'en l'an 15 de la république, qu'autant que le sujet présenté aura fait cinq campagnes; et à compter du 1^{er} vendémiaire an 15, qu'autant qu'il aura servi cinq ans sur terre ou sur mer.—Le conservateur délivrera au garde nommé une commission qu'il enverra à l'administration forestière, pour être visée et enregistrée.

11. Lorsque l'administration forestière jugera convenable de confier au même individu la garde d'un canton de bois appartenant à des communes, hospices ou autres établissemens publics, et d'un canton de bois nationaux, la nomination sera faite par elle seule.

12. Les gardes dont il est parlé aux articles précédens, qui sont déjà nommés ou le seront à l'avenir, seront inscrits et classés avec les gardes des bois

(1) La loi du 9 floréal an 11, qui a remis en vigueur les dispositions de l'ordonnance de 1669 et du règlement du 1^{er} mars 1757, relatives aux déclarations que les propriétaires doivent faire à l'administration des forêts, six mois avant d'abattre aucun arbre de futaie, renouvelle par cela seul les dispositions pénales du règlement et de l'ordonnance. Cass., 27 vendémiaire an 13, *SIR.*, VII, 2, 809; *Bull. crim.*, X, 14. — Les arbres futaies épars ou dans les bois, encore qu'ils soient la propriété des particuliers sur le terrain de qui ils existent, ne peuvent être coupés par les propriétaires qu'autant qu'il n'y a pas opposition ou martelage pour le service de la marine, et qu'autant que le propriétaire a fait sa déclaration de l'intention de couper, six mois avant de couper réellement: sont compris dans cette obligation les chênes et ormes de quinze décimètres de tour et au dessus. Cass., 12 décembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 184; *Bull. crim.*, XXVIII, 463. — La défense faite aux propriétaires d'arbres ayant quinze décimètres de circonférence d'abattre ces arbres, sans en avoir fait préalablement et six mois à l'avance la déclaration à l'administration, ne s'applique pas aux arbres existant dans des lieux clos appartenant aux habitations; néanmoins, l'abattage de parcs arbres doit être réputé fait en contravention à la loi, jusqu'à ce que le propriétaire ait établi que les arbres abattus étaient situés dans un lieu clos appartenant à son habitation. Cass., 24 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 1, 108; *Bull. crim.*, XXXIV, 702. — Il n'y a point de délai après lequel les particuliers puissent abattre des arbres marqués pour la marine. Avis du cons., 12 et 18 septembre 1807. — L'obligation imposée aux propriétaires de bois de déclarer les arbres d'une certaine dimension, avant de les abattre, s'applique également aux fermiers: ainsi, le fermier qui a négligé de faire la déclaration prescrite doit être condamné personnellement à l'amende; peu importe que son bail lui donne le droit d'abattre les arbres nécessaires à l'exploitation. Cass., 17 mai 1816, *SIR.*, XX, 1, 462; *Bull. crim.*, XXI, 67.

Le propriétaire qui vend des arbres de futaie propres au service de la marine, sans en faire la déclaration préalable à l'administration forestière, ne peut être excusé sous le prétexte que, postérieurement à la vente, il s'est opposé verbalement à l'abattage des arbres. Cass., 23 janvier 1813, *SIR.*, XX, 1, 494; *Bull. crim.*, XVIII, 20. — Jugé encore que le propriétaire qui prétend avoir disposé légitimement d'arbres marqués du marteau de la marine, parce que, depuis la coupe, il s'est écoulé plus d'une année, doit rapporter une preuve directe et positive de son allégation: il ne suffit pas de simples présomptions, c'est-à-dire de présomptions du genre de celles qui ne sont point établies par la loi. Cass., arrêt précité du 27 novembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 806; *Bull. crim.*, XI, 353.

Sur l'obligation imposée aux adjudicataires de bois de l'état, de respecter les arbres marqués pour la marine, voyez l'arrêt du 28 floréal an 11 (18 mai 1803), art. 15, et la note.

nationaux, soumis à l'autorité des gardes généraux et de l'administration forestière. Ils prêteront serment devant le tribunal de première instance, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, et leurs procès-verbaux feront foi en justice, même pour constater les délits commis dans d'autres bois nationaux et communaux que ceux dont la garde leur est confiée, ainsi que dans les bois des particuliers, lorsqu'ils en seront requis par les propriétaires.

13. Ces gardes seront payés par l'administration forestière, qui sera remboursée de ses avances, soit sur les revenus annuels des communes et autres établissemens, soit sur le produit des coupes de bois, ainsi qu'il sera réglé par le gouvernement.

14. Ils pourront être destitués par l'administration forestière, s'il y a lieu. Au bout de deux ans de service, ils seront placés de préférence dans l'administration forestière, suivant le zèle et l'intelligence qu'ils auront montrés.

SECTION II. — Des gardes des bois des particuliers.

15. Les gardes des bois des particuliers ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été agréés par le conservateur forestier, et avoir prêté serment devant le tribunal de première instance (1).

16. En cas de refus par le conservateur d'agréer lesdits gardes, celui qui les aura présentés pourra se pourvoir devant le préfet du département, qui statuera.

TITRE III. — *De l'organisation des employés de l'administration forestière, des gardes des bois nationaux, et de ceux des communes et établissemens publics* (2).

17. Les gardes des bois nationaux, ceux des communes et autres établissemens publics, seront organisés en un seul corps, sous le titre de *garde forestière*.

18. Le corps de la garde forestière pourra être employé comme celui de la gendarmerie, et concurremment avec lui, pour tous les services de police et justice civile et militaire, dans l'étendue du canton où chaque garde exerce ses fonctions.

N° 14. = 9—19 floréal an 11 (29 avril—9 mai 1803). = *Loi portant établissement de commissaires généraux de police à Brest et à Toulon*. (III, Bull. CCLXXVII, n° 2756.)

9 floréal an 11. = *Successions*, voyez 29 germinal précédent.

N° 15. = 10 floréal an 11 (30 avril 1803). = *ARRÊTÉ concernant l'amende à consigner pour appel des jugemens rendus par les tribunaux de première instance et de commerce, et par les juges de paix* (3). (III, Bull. CCLXXV, n° 2750.)

Le gouvernement, vu la déclaration du 21 mars 1671 et l'édit de février 1691, qui prescrivent la consignation de l'amende d'appel pour toutes les justices sans distinction; — Vu la loi du 16—24 août 1790, portant, article 10 du titre X : « Tout appelant dont l'appel sera jugé mal fondé sera con-
« damné à une amende de neuf livres pour un appel d'un jugement des juges
« de paix, et de soixante livres pour l'appel d'un jugement du tribunal de

(1) Voyez l'art. 150 de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827.

(2) Voyez, sur l'organisation de l'administration forestière, le décret précité du 15—29 septembre 1791, et les notes.

(3) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 27 nivose an 10 (17 janvier 1802), et les notes.

« district, sans que cette amende puisse être remise ni modérée sous aucun « prétexte ; »—Vu aussi les articles 1^{er}. 12 et 13 du titre XIII, portant qu'il sera, sur la demande de l'administration du département, établi un tribunal de commerce dans les villes où elle jugera ces établissemens nécessaires ; que ce tribunal connaîtra des affaires de commerce dans tout le district ; et que, dans les districts où il n'y aura pas de juges de commerce, les juges de district connaîtront de toutes les matières commerciales ; — Vu aussi l'arrêté du 18 fructidor an 8, qui prescrit l'observation de la forme de procéder établie par l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs ; — Considérant que la loi du 16—24 août 1790, qui prescrit la condamnation de l'appelant à l'amende, ne contient aucune disposition qui dispense de cette amende les appels en matière de commerce, lesquels y étaient indubitablement assujétis avant ladite loi ; — Considérant, au surplus, que l'arrêté du 27 nivose an 10 exige quelques modifications dictées par les lois rendues sur cette matière, et par l'explication que l'usage leur a donnée ; — Le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Tout appel des jugemens des tribunaux de commerce sera, en conformité de la déclaration du 21 mars 1671 et de l'édit de février 1691, sujet à l'amende, comme l'appel des jugemens des tribunaux de première instance et des juges de paix.

2. Il sera consigné douze francs à-compte sur l'amende de soixante francs pour l'appel des jugemens des tribunaux de première instance et de commerce.

3. L'amende de neuf francs, pour appel des jugemens des juges de paix, continuera d'être consignée en totalité.

4. La consignation prescrite par les deux articles précédens sera toujours faite avant les jugemens, même par défaut, qui interviendront sur l'appel ; et les greffiers ne pourront délivrer d'expéditions ou extraits de ces jugemens, avant qu'il leur ait été justifié de la consignation d'amende.

5. Faute par l'appelant de faire cette consignation, l'intimé sera tenu de l'effectuer, sauf la répétition en définitive contre l'appelant, si celui-ci succombe.

6. Le tribunal d'appel condamnera l'appelant, par le jugement qui confirmera, au paiement du surplus de l'amende.

7. La restitution du montant de la consignation sera ordonnée par le jugement qui aura déclaré l'appel bien fondé ; et cette restitution sera effectuée par le préposé qui l'aura reçue, entre les mains de la partie ou de l'avoué de la partie au nom de laquelle la consignation aura été faite, sur une copie, signée par cet avoué, du dispositif du jugement, et sur la remise de la quittance.

8. Toute contravention aux dispositions du présent arrêté relatives à la consignation, continuera de donner lieu à l'amende de cinq cents francs prononcée par l'article 9 de la déclaration du 21 mars 1671.

9. Les dispositions de l'arrêté du 27 nivose an 10 contraires aux présentes, sont rapportées.

N^o 16. = 10 floréal an 11 (30 avril 1803). = ARRÊTÉ qui règle le mode de comptabilité des caissiers des ateliers monétaires (1). (III, Bull. CCLXXVIII, n^o 2760.)

Art. 1^{er}. Les comptes des caissiers des ateliers monétaires seront réglés

(1) Voyez, sur l'organisation de l'administration des monnaies, le décret du 21 (19 et) — 27 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

chaque année par l'administration des monnaies, liquidés par le ministre des finances et envoyés à la comptabilité nationale.

2. Les caissiers des ateliers monétaires sont tenus d'adresser, le 15 brumaire de chaque année, à l'administration générale, le compte de leur gestion pendant l'année précédente, et les pièces justificatives.

3. Ce compte comprendra la recette et la dépense, tant en matières qu'en espèces. Il spécifiera la nature, le poids, le titre et la valeur des matières; le nombre, le poids, le titre et la valeur des espèces.

4. La recette en matières sera constatée par l'extrait du registre du change; et la dépense, par les récépissés du directeur de fabrication.

5. La recette en espèces sera justifiée par les procès-verbaux de délivrance; et la dépense, pour paiement des matières déposées, frais de fabrication, d'entretien et traitemens, par les quittances, états et mémoires quittancés, et autres pièces justificatives en bonne forme. — Toutes les pièces comptables seront certifiées par les caissiers, visées et vérifiées par les commissaires.

6. A la fin de chaque année, les caissiers verseront les matières existant dans leurs caisses, entre les mains du directeur, qui les paiera comptant.

7. A la même époque, les caissiers recevront les comptes des directeurs, qui seront tenus de les solder sans délai. Les uns ni les autres ne pourront alléguer aucun restant en caisse, sous quelque prétexte que ce soit.

8. Les commissaires sont tenus, sous leur responsabilité, de veiller à ce que les comptes des caissiers soient envoyés et soldés dans le délai prescrit : ils informeront l'administration centrale de tous les retards, et lui adresseront les états de situation des caissiers reliquataires. — Ces états seront remis à l'agent du trésor public, qui poursuivra la rentrée des débets, tant en principal qu'en intérêts, à cinq pour cent, depuis le 1^{er} brumaire jusqu'à l'époque du paiement définitif.

9. L'administration générale vérifiera et arrêtera le compte des caissiers. Ils seront remis au ministre des finances le 1^{er} pluviôse au plus tard, avec rapports motivés.

10. Le ministre des finances liquidera les comptes arrêtés par l'administration; et ils seront ensuite transmis à la comptabilité nationale.

N^o 17. = 10 floréal an 11 (30 avril 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux indemnités de route accordées aux sous-officiers nommés officiers dans d'autres corps, etc.* (Dépôt des lois, n^o 1842.)

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre-directeur de l'administration de la guerre, le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Les sous-officiers nommés officiers et destinés à passer dans d'autres corps jouiront de l'indemnité de route affectée à leur nouveau grade, et suivant les dispositions de l'arrêté du directoire exécutif du 22 nivôse an 5.

2. Il ne sera plus accordé d'indemnité de route aux officiers voyageant en vertu d'un congé de convalescence.

3. Il sera accordé des indemnités de route aux officiers passant de l'inactivité à l'activité de service; mais ils ne jouiront que du jour de leur arrivée à leur corps ou à l'armée, s'ils doivent faire partie de l'état-major, du traitement d'activité attribué à leur grade.

4. Il ne sera plus accordé d'indemnités de route aux invalides allant en congé, en permission, ou rentrant à l'hôtel. — Il leur sera accordé cinquante centimes par jour, pendant tout le temps de leur absence de l'hôtel ou de la succursale en vertu d'un congé ou d'une permission : le décompte

leur en sera fait à leur retour, d'après les feuilles de route dont ils seront porteurs.—Il leur sera fait retenue de tout ce qu'ils auront pu toucher pendant leur absence pour fournitures de voitures, souliers ou autres de tout genre; les montans des sommes qu'ils auront touchées seront versés au trésor public.—Sont exceptés de ces dispositions, les invalides allant, en vertu des ordres du gouvernement, de l'hôtel à la succursale, ou de la succursale à l'hôtel; il n'est apporté, à cet égard, aucun changement aux anciens réglemens.

5. L'indemnité de route sera accordée aux sous-officiers et soldats démissionnaires des demi-brigades de vétérans.

6. Il sera accordé trente centimes par myriamètre aux femmes et enfans de troupe congédiés ou se retirant dans leurs foyers avec leur mari ou leur père, porteur d'un congé absolu, motivé sur l'âge et l'ancienneté de service.—Les blanchisseuses congédiées jouiront du même avantage.

N° 18.=10 floréal an 11 (30 avril 1803).= *ARRÊTÉ contenant des modifications à l'organisation du corps de l'artillerie* (1). (Dépôt des lois, n° 1871.)

11 floréal an 11.=*Vétérans*, voyez 1^{er} du même mois.

N° 19.=12—22 floréal an 11 (2—12 mai 1803).=*LOI portant établissement d'une taxe sur les navires admis à entrer et à séjourner dans les bassins à flot du Havre, d'Ostende et de Bruges*. (III, Bull. CCLXXVII, n° 2757.)

N° 20.=12 floréal an 11 (2 mai 1803).= *ARRÊTÉ qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la ville de Lyon par le général Martin*. (III, Bull. CCLXXXII, n° 2773.)

12 floréal an 11.=*Crimes de faux qui intéressent le trésor public*, voyez 2 du même mois.

N° 21.=13—23 floréal an 11 (3—13 mai 1803).= *LOI portant établissement d'une taxe sur les vins et eaux-de-vie dans le port de Cette, pendant cinq ans*. (III, Bull. CCLXXVII, n° 2758.)

N° 22.=13—23 floréal an 11 (3—13 mai 1803).=*LOI relative au jugement des contrebandiers* (2). (III, Bull. CCLXXVIII, n° 2761.)

Art. 1^{er}. Les tribunaux spéciaux établis en exécution de la loi du 18 plu-

(1) Voyez les notes qui accompagnent l'arrêté du 2 germinal an 11 (23 mars 1803); elles expliquent pourquoi nous n'insérons pas le présent arrêté, qui d'ailleurs ne contient que des détails de composition des brigades et compagnies.

(2) Voyez l'arrêté du 16 frimaire an 11 (7 décembre 1802), art. 14, qui attribue aux tribunaux spéciaux le jugement des contrebandiers; l'arrêté du 4^e jour complémentaire an 11 (21 septembre 1803), art. 5, et la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), sur les douanes, art. 27, qui confirment cette attribution; le Code inst. crim. de 1808, art. 554, qui attribue aux cours spéciales la connaissance du crime de contrebande armée; le décret du 18 octobre 1810, portant création de tribunaux chargés de la répression de la contrebande, et les notes; celui du 29 décembre suivant, sur les tabacs, art. 30, portant que la contrebande en tabac, avec attroupement et port d'armes, sera poursuivie et jugée conformément aux dispositions de la présente loi; celui du 26—28 avril 1814, portant suppression des cours prévôtales et des tribunaux de douanes; l'ordonnance du 17—19 décembre suivant, art. 17 et 18, portant renvoi aux tribunaux correctionnels des cas ordinaires de contrebande; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 48 et suiv. du titre *Douanes*, qui attribuent aux cours prévôtales la connaissance des faits de contrebande avec rébellion et port d'armes; la loi de douanes du 27—29 mars 1817, art. 14 et 15, qui renvoient aux juges de paix la connaissance de certains cas de

viose an 9 (1), et, dans les départemens où il n'en a pas été établi, le tribunal spécial créé par la loi du 23 floréal an 10 (2), connaîtront exclusivement du crime de contrebande avec attroupement et port d'armes, dans leurs ressorts respectifs (3).

2. Sont marchandises de contrebande, celles dont l'exportation ou l'importation est prohibée, ou celles qui, étant assujéties aux droits, et ne pouvant circuler dans l'étendue du territoire soumis à la police des douanes, sans quittances, acquits-à-caution ou passavans, y sont transportées et saisies sans ces expéditions.

3. La contrebande est avec attroupement et port d'armes, lorsqu'elle est faite par trois personnes ou plus, et que, dans le nombre, une ou plusieurs sont porteurs d'armes en évidence ou cachées, telles que fusils, pistolets, et autres armes à feu, sabres, épées, poignards, massues et généralement de tous instrumens tranchans, perçans ou contondans. — Ne sont réputés armes, les cannes ordinaires sans dards ni ferremens, ni les couteaux fermant et servant habituellement aux usages ordinaires de la vie (4).

4. Tous contrebandiers avec attroupement et port d'armes, et leurs complices, seront punis de mort. — Sont complices et punis comme les contrebandiers, les assureurs de la contrebande. — Sont aussi complices et punis comme tels, ceux qui sciemment auraient favorisé ou protégé les coupables dans les faits qui ont préparé ou suivi la contrebande : mais s'ils ignoraient qu'elle était faite avec attroupement et port d'armes, ils ne seront condamnés qu'à la peine des fers pour quinze ans au plus et dix ans au moins, suivant la gravité des circonstances.

5. Pourront les tribunaux, lorsque les contrebandiers n'auront point fait usage de leurs armes, ne prononcer contre eux que la peine portée au dernier paragraphe du précédent article contre ceux qui auraient favorisé ou protégé la contrebande, ne sachant pas qu'elle était faite avec attroupement et port d'armes.

6. Tous préposés des douanes et toutes personnes chargées de leur prêter main-forte, qui seraient convaincus d'avoir favorisé les importations ou exportations d'objets de contrebande, même sans attroupement et port d'armes, seront punis de la peine des fers, qui ne pourra être prononcée pour moins de cinq ans ni pour plus de quinze. Ils seront punis de la peine portée au paragraphe 1^{er} de l'article 4 ci-dessus, si la contrebande qu'ils au-

contrebande; et la loi de douanes du 21—23 avril 1818, art. 37, qui renvoie aux tribunaux correctionnels les faits de contrebande dont la connaissance était attribuée aux cours prévôtales.

(1 et 2) Voyez ces deux lois, et les notes qui les accompagnent.

(3) Sous l'empire de cette disposition, on jugeait que c'était aux cours spéciales qu'appartenait la connaissance du crime de contrebande, lorsqu'il était accompagné de violences et voies de fait ayant donné lieu à des blessures. Cass., 20 février 1806, Sir., VI, 2, 560; Bull. crim., XI, 49. — Que ces cours étaient compétentes pour connaître d'une saisie de marchandises prohibées, en même temps que du fait de contrebande avec attroupement et port d'armes, à l'aide duquel ces marchandises auraient été introduites en France; la validité de la saisie n'étant, dans ce cas, que l'accessoire du délit de contrebande à main armée. Cass., 2 ventose an 13, Sir., VII, 2, 859; et XX, 1, 498. — Que les complices des préposés des douanes qui avaient favorisé la contrebande n'étaient pas justiciables des cours spéciales, lorsqu'ils étaient poursuivis particulièrement. Cass., 16 mars 1809, Sir., XX, 1, 473. — Qu'un meurtre commis par un préposé à la douane sur un contrebandier faisant partie d'un attroupement ne pouvait être considéré comme connexe au délit de contrebande et être jugé par une cour spéciale. Cass., 7 octobre 1808, Sir., IX, 1, 295; Bull. crim., XIII, 410. — Et qu'en tout cas, l'incompétence d'une cour d'assises pour connaître du crime de contrebande armée, n'étant que relative, pouvait être couverte par l'exception de la chose jugée. Cass., 2 février 1815, Sir., XV, 1, 269.

(4) On doit considérer comme armes les bâtons avec lesquels des gens attroupés pour la contrebande ont frappé les préposés. Cass., 15 floréal an 12, Sir., IV, 2, 160; Bull. crim., IX, 179; et 9 juin 1808, Sir., IX, 1, 416; Bull. crim., XIII, 264.

ront favorisée a été faite avec attroupement et port d'armes. — La connaissance des délits des préposés des douanes et autres personnes chargées de leur prêter main-forte, est, dans tous ces cas, attribuée aux tribunaux spéciaux conformément à l'article 1^{er} de la présente loi.

7. Les poursuites, instruction et jugement des délits mentionnés aux précédens articles auront lieu conformément aux dispositions du titre III de la loi du 18 pluviôse an 9, relative à l'établissement des tribunaux spéciaux.

8. Tous détenus actuels pour raison desdits délits, seront, à compter du jour de la publication de la présente loi, jugés par un tribunal spécial : en conséquence, tous juges seront tenus d'y renvoyer les détenus, avec les pièces, actes et procédures déjà commencées ; et néanmoins, en cas de condamnation, le tribunal spécial ne pourra appliquer, pour les crimes antérieurs à la publication de la présente, que les peines prononcées par les lois précédentes. — Il n'est, au surplus, rien innové aux lois relatives à la contrebande, lesquelles continueront d'être exécutées dans toutes les dispositions qui ne sont pas contraires à la présente loi.

N^o 23. = 13 — 23 floréal an 11 (3 — 13 mai 1803). = *Loi relative aux donations et aux testamens* (1). (III, Bull. CCLXXIX, n^o 2767.)

N^o 24. = 13 floréal an 11 (3 mai 1803). = *Loi qui autorise des échanges, impositions extraordinaires, concessions, acquisitions, aliénations, ventes, déguerpissemens*. (III, Bull. CCLXXXVIII, n^o 2823.)

Dispositions générales formant le titre LI et dernier de la loi (2).

Art. 229. Toutes les fois qu'un des preneurs à rente voudra l'amortir, il en aura la faculté en payant vingt années de la rente.

230. Si la somme que chaque commune ou hospice aura à sa disposition, provenant de remboursement, aliénation ou soulte d'échange par suite de la présente loi, peut suffire à acquérir cinquante francs de rentes sur l'état, cette acquisition sera faite sous la surveillance du préfet : si elle n'est pas suffisante pour acheter cinquante francs de rentes, le préfet en réglera l'emploi.

231. Tous les travaux qu'une commune aura à faire en vertu de la présente loi seront, si fait n'a déjà été, évalués par devis, adjugés au rabais, et ensuite faits, reçus et payés comme les travaux publics nationaux, sous l'inspection gratuite d'un ingénieur du département, et sous la surveillance du préfet du département.

N^o 25. = 14 — 24 floréal an 11 (4 — 14 mai 1803). = *Loi relative au mode de règlement de l'état et des droits des enfans naturels dont les pères sont morts depuis le décret du 12 — 14 brumaire an 2, jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur la paternité et la filiation, et sur les successions* (3). (III, Bull. CCLXXVIII, n^o 2762.)

Art. 1^{er}. L'état et les droits des enfans nés hors mariage, dont les pères et

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14 — 24 ventose an 11 (5 — 15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez aussi Cod. civ., liv. III, tit. II, art. 893 et suiv. — Voyez enfin le décret du 7 — 11 mars 1793, qui avait aboli la faculté de tester en ligne directe ; celui du 5 — 6 brumaire an 2 (26 — 27 octobre 1793), art. 2, 3, 8 et suiv., concernant les donations ; celui du 17 — 21 nivose suivant (6 — 10 janvier 1794), qui détermine la quotité disponible, et les notes qui accompagnent ces actes.

(2) Les premiers articles de la loi ne contiennent que les noms des communes autorisées.

(3) Voyez le décret du 12 — 14 brumaire an 2 (2 — 4 novembre 1793), qui règle les droits des enfans nés hors mariage, et les notes.

mères sont morts depuis la promulgation de la loi du 12 brumaire an 2, jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur *la paternité et la filiation* et sur *les successions*, seront réglés de la manière prescrite par ces titres (1).

2. Néanmoins, les dispositions entre-vifs ou testamentaires, antérieures à la promulgation des mêmes titres du Code civil, et dans lesquelles on aurait fixé les droits de ces enfans naturels, seront exécutées, sauf la réduction à la quotité disponible (2), aux termes du Code civil, et sans aussi un supplément, conformément à l'article 51 de la loi sur *les successions*, dans le cas où la portion donnée ou léguée serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, suivant la même loi.

3. Les conventions et les jugemens passés en force de chose jugée, par lesquels l'état et les droits desdits enfans naturels auraient été réglés, seront exécutés selon leur forme et teneur (3).

N° 26 = 14—24 floréal an 11 (4—14 mai 1803). — *Loi relative au curage des*

(1) L'enfant naturel dont le père est décédé après la loi du 12 brumaire an 2, et dont l'état fut jugé et reconnu sous l'empire de cette loi, doit avoir ses droits réglés d'après le Code civil; il ne peut demander qu'ils soient réglés d'après les lois des 7 mars 1793 et 12 brumaire an 2. Cass., 15 fructidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 119. — Jugé encore que la question de savoir si la reconnaissance d'un enfant naturel par son père, avec indication de la mère, peut avoir effet à l'égard de celle-ci, doit être décidée d'après le Code civil, bien que la mère soit morte avant la publication de ce code. Aix, 21 ventose an 12, *SIR.*, IV, 2, 187. — Il en est de même de la question de validité de la légitimation d'un enfant naturel, opérée avant le code, par un père décédé aussi avant ce code. Cass., 12 avril 1820, *SIR.*, XX, 1, 342; *Bull. civ.*, XXII, 130. — Jugé enfin que l'enfant adultérin dont le père est décédé avant le Code civil, n'a droit qu'à des alimens sur sa succession, conformément aux art. 762 et 763 de ce code. Bordeaux, 16 pluviôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 106. — Jugé toutefois que l'art. 1^{er} de la présente loi, en renvoyant au Code civil pour le règlement de l'état des enfans naturels, doit être entendu en ce sens que les conditions de leur état seront réglées par le Code civil, et non en ce sens que les conditions de leur état seront accomplies *en la forme* ordonnée par ce code: ainsi, la reconnaissance des enfans naturels devra être authentique, conformément à l'art. 334 du code; mais il suffira qu'il y ait authenticité en la forme pratiquée antérieurement. Cass., 14 floréal an 13, *SIR.*, XXXI, 1, 132.

(2) Par ces mots *quotité disponible*, on doit entendre la portion réservée aux enfans naturels par l'art. 757 du Code civil. Cass., 22 messidor an 13, *SIR.*, V, 1, 145. — Un enfant adultérin peut réclamer des alimens en vertu d'un testament qui, avant le Code civil, l'a reconnu et lui a légué la quotité disponible. Cass., 28 prairial an 13, *SIR.*, V, 1, 179.

(3) Les enfans naturels dont le père est décédé depuis le Code, ont leurs droits réglés par ce code, encore qu'antérieurement ils aient reçu des donations entre-vifs, par suite de reconnaissance: ces donations ne sont pas un règlement de leurs droits, dans le sens de la présente disposition. Paris, 13 août 1812, *SIR.*, XIII, 2, 83. — Cette disposition s'applique non seulement aux conventions et traités à forfait, mais encore à toute espèce de convention avec l'enfant naturel, et notamment à un partage dans lequel on lui aurait inexactement reconnu la qualité de successible. Cass., 15 janvier 1821, *SIR.*, XI, 1, 137; *Bull. civ.*, XIII, 1. — Mais elle ne s'applique pas aux conventions et jugemens antérieurs au décès du père. Cass., 18 floréal an 13, *SIR.*, V, 1, 139. — Les enfans naturels dont les pères sont morts dans l'intervalle de la publication de la loi du 12 brumaire an 2 à celle du Code civil ne peuvent, en vertu de l'art. 3 de la présente loi, faire valoir contre les tiers-acquéreurs les transactions par lesquelles, dans ce même intervalle, ils auraient obtenu des héritiers légitimes non seulement la portion que le Code civil a depuis déclaré leur appartenir dans les biens héréditaires, mais même la totalité de ces biens. Cass., 20 mai 1806, *SIR.*, VI, 2, 623; *Bull. civ.*, VIII, 173.

Lorsque les enfans naturels d'un condamné révolutionnairement ont été, en vertu d'un jugement qui les a reconnus, et d'une décision administrative, mis en possession de la succession de leur père, antérieurement à la présente loi, les collatéraux ne peuvent réclamer aucun droit dans la succession, au préjudice des enfans naturels. Paris, 9 décembre 1808, *SIR.*, IX, 2, 159. — L'enfant naturel qui a été envoyé en possession des biens de son père décédé sous l'empire de la loi de brumaire an 2, et qui se trouve obligé d'en rendre une portion, n'est tenu de la restitution des fruits que du jour où la demande en délaissement desdits biens a été formée contre lui; il doit être considéré comme possesseur de bonne foi. Cass., 9 brumaire an 13, *SIR.*, V, 2, 331.

canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues qui y correspondent. (III, Bull. CCLXXVIII, n° 2763.)

Art. 1^{er}. Il sera pourvu au curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent, de la manière prescrite par les anciens réglemens, ou d'après les usages locaux (1).

2. Lorsque l'application des réglemens ou l'exécution du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés, ou lorsque des changemens survenus exigeront des dispositions nouvelles, il y sera pourvu par le gouvernement dans un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du préfet du département, de manière que la quotité de la contribution de chaque imposé soit toujours relative au degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer (2).

3. Les rôles de répartition des sommes nécessaires au paiement des travaux d'entretien, réparation ou reconstruction, seront dressés sous la surveillance du préfet, rendus exécutoires par lui, et le recouvrement s'en opérera de la même manière que celui des contributions publiques.

4. Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront

(1 et 2) Le curage des canaux et des rivières non navigables doit être fait conformément aux anciens réglemens et usages locaux, s'il en existe : l'administration n'est autorisée à statuer à cet égard qu'à défaut de réglemens antérieurs, ou bien encore si les changemens survenus exigent des dispositions nouvelles. Arr. du cons., 9 avril 1817, Str., Jur. du cons., III, 546.—Lorsqu'il s'agit de l'entretien ou de la réparation des digues d'une rivière non navigable, il ne peut être dérogé aux usages locaux auxquels se réfère la loi du 14 floréal an 11, que par un règlement d'administration publique : néanmoins, les riverains ne sont pas recevables à demander l'annulation d'un arrêté de l'autorité préfectoriale, qui aurait changé l'usage local par lequel chaque propriétaire était chargé de l'entretien de sa rive, et déclaré qu'ils seraient tenus de contribuer collectivement à cet entretien, lorsque, toutefois, les dispositions de cet arrêté sont conformes au règlement d'administration publique intervenu postérieurement. Arr. du cons., 30 janvier 1809, Str., Jur. du cons., I, 244.—Lorsqu'il s'agit de régler les travaux à faire pour parvenir au curage d'une écluse ou d'un bras de rivière, et à lui rendre sa largeur, c'est par-devant l'autorité administrative que la contestation doit être portée. Arr. du cons., 4 août 1811, Str., Jur. du cons., I, 515.

L'obligation de fauchage et de curage sur un canal, imposée à un particulier par un traité antérieur à 1789, ne peut être administrativement exigée par un préfet, si le particulier allègue que le traité est vicié de féodalité ; et la question doit être soumise aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 4 juin 1816, Str., Jur. du cons., III, 309.

Lorsqu'un préfet autorise un propriétaire et un marchand de bois à faire des réparations à une brèche sur une rivière, et qu'il se trouve que ces réparations tournent à l'avantage d'un tiers, propriétaire d'un moulin sur la rivière, ceux qui ont fait les réparations peuvent exiger que le propriétaire du moulin contribue aux dépenses : dans ce cas, la contestation doit être portée au conseil de préfecture. Arr. du cons., 3 juin 1820, Str., Jur. du cons., V, 384.

Des propriétaires d'usines ne sont pas fondés à réclamer contre la répartition des frais d'une digue construite dans leur intérêt et dans celui des habitans d'une commune, lorsque cette répartition a été faite conformément à un ancien règlement encore en vigueur : s'ils prétendent que, pour l'avenir, il y a lieu de changer ce mode de répartition, ils peuvent se pourvoir vers l'administration supérieure pour en demander un nouveau. Arr. du cons., 4 juillet 1827, Mac., IX, 334. — Un riverain est non recevable à attaquer l'opération des syndics, relativement au curage d'une rivière, lorsqu'il ne fournit la preuve d'aucun préjudice qui lui soit personnel, et qu'il ne relève aucune erreur matérielle dans le rôle de la répartition de la contribution. Arr. du cons., 21 juin 1826, Mac., VIII, 313.—Lorsqu'il a été procédé au curage d'une rivière, et que la propriété d'un riverain a été omise aux dépens d'un autre, il y a lieu d'ordonner qu'elle sera portée sur le rôle de la contribution, et de dégrever d'autant le riverain le plus imposé. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, Mac., VIII, 122. — Le propriétaire riverain d'un canal de dessèchement ou d'irrigation, soumis, par l'effet d'une association, aux frais de curage et d'entretien du canal, ne peut pas, lors du recouvrement de la contribution établie dans l'intérêt de tous, refuser de payer le restant de sa quote-part, et invoquer la prescription reçue en matière de contributions publiques. Arr. du cons., 29 octobre 1823, Mac., V, 693.

portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement, qui décidera en conseil d'état (1).

N° 27. = 14 floréal an 11 (4 mai 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux affranchissemens des lettres et paquets destinés pour les villes et lieux de la république italienne* (2). (III, Bull. CCLXXVIII, n° 2764.)

N° 28. = 15 floréal an 11 (5 mai 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux pensions* (3). (III, Bull. CCLXXV, n° 2751.)

Art. 1^{er}. Toutes les demandes de pensions, autres que les soldes de retraite, seront adressées au ministre du département dans lequel les réclamans ont fait leur dernier service.

2. Les décisions du gouvernement, sur les rapports que les ministres lui feront de ces demandes, seront, ou un *admis* à l'examen avec renvoi au conseil général de la liquidation, pour proposer, s'il y a lieu, la quotité de la pension, ou un *accordé*, avec fixation de la pension.

3. Les pensions accordées en conformité des articles précédens seront inscrites pour le montant de leur fixation, et payées intégralement.

4. Les pensions ne commenceront à courir que du premier jour du semestre qui suivra leur inscription au trésor public.

(1) Toute demande en dégrèvement de cotisation par un membre d'association de travaux de dessèchement, doit être soumise au conseil de préfecture. Arr. du cons., 29 mai 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 201. — Jugé encore que, lorsque la répartition d'une dépense à la charge de plusieurs propriétaires d'un cours d'eau a été faite administrativement, et que l'exécution de la répartition donne naissance à quelques contestations, elles doivent être jugées par l'autorité administrative. Arr. du cons., 19 mai 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 492. — Jugé aussi que, hors le cas de plainte en concussion et d'action en répétition, il n'appartient pas aux tribunaux de s'immiscer dans la connaissance des rôles de répartition des dépenses de curage. Arr. du cons., 16 février 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 45. — Mais le conseil de préfecture n'est pas compétent pour prononcer entre plusieurs propriétaires riverains, sur la question de savoir quels sont ceux qui doivent contribuer à l'entretien des digues et chaussées construites; c'est aux tribunaux à prononcer. Arr. du cons., 31 décembre 1828, *MAC.*, X, 855. — C'est encore aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de connaître des difficultés relatives à l'exécution des contrats passés entre l'association d'un wateringue (ensemble d'ouvrages propres à garantir le pays des inondations) et des tiers étrangers à cette association. Bruxelles, 28 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 339. — Lorsqu'un particulier n'attaque pas les actes administratifs par lesquels un maire a ordonné le curage de plusieurs fossés de dérivation d'un ruisseau communal, mais qu'il se borne à soutenir que la trop grande profondeur donnée à ces fossés par un propriétaire riverain lui porte préjudice, dans l'exploitation de son moulin, la contestation est du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 10 janvier 1827, *MAC.*, IX, 23.

Un conseil de préfecture, chargé de la justice contentieuse administrative, en matière de curage, ne peut pas ordonner lui-même le curage d'une rivière non navigable: cette mesure appartient à l'administration active. Arr. du cons., 10 février 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 230. — Le conseil de préfecture qui statue sur une contestation en matière de curage de rivière ou de ruisseau, doit se borner à l'application des anciens réglemens et usages locaux: il ne peut se permettre un règlement nouveau. Arr. du cons., 27 mai 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 297. — *Idem*, c'est au préfet qu'il appartient de proposer un nouveau règlement. Arr. du cons., 2 décembre 1829, *MAC.*, XI, 445.

(2) Voyez l'arrêté du 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802), contenant règlement pour la taxe ou l'affranchissement des lettres et paquets adressés dans les pays desservis par les postes d'Empire, et la note. Voyez spécialement l'ordonnance du 30 décembre 1814—1^{er} janvier 1815, concernant l'affranchissement pour les duchés de Parme et Plaisance, et le Milanais.

Voyez aussi, dans les notes sur l'arrêté précité du 14 fructidor an 10, le résumé des réglemens concernant l'affranchissement des correspondances pour les possessions de l'Autriche.

Comme le présent arrêté ne s'applique qu'à des parties de ces possessions qui formaient autrefois la république italienne, il a été remplacé par les réglemens précités, et n'offre plus d'intérêt.

(3) Voyez, sur les pensions, la loi du 15 germinal an 11 (5 avril 1803), et la note.

5. Toutes les pensions autres que les soldes de retraite, ne pourront être inscrites au trésor public qu'autant qu'elles auront été comprises sur les états du directeur général de la liquidation, et d'après l'approbation de ces états par le premier consul.

6. Toutes les demandes de pensions à raison de services qui n'ont pas continué depuis le 1^{er} janvier 1792, ne seront pas admises.

7. Toutes les demandes de pensions pour services continués depuis le 1^{er} janvier 1792, portées au conseil général de liquidation, seront par lui renvoyées au ministre du département auquel elles appartiennent.

8. Le conseil général de la liquidation continuera seulement à liquider les pensions qui avaient été précédemment accordées, en se conformant aux lois des 19 juin 1793 et 9 vendémiaire an 6.

9. Les pensions dont les arrérages n'auront pas été réclamés pendant trois années, à compter de l'échéance du paiement dernier, seront censées éteintes, et ne seront plus portées dans les états de paiemens; si les pensionnaires se présentent après la révolution desdites trois années, les arrérages n'en commenceront à courir qu'à compter du premier jour du semestre qui suivra celui dans lequel ils auront obtenu le rétablissement de leurs pensions.

10. Les héritiers et ayans cause des pensionnaires, qui ne fourniront pas l'extrait mortuaire de leur auteur dans le délai de six mois à compter de son décès, seront déchus de tous droits aux arrérages alors dus.

N° 29. = 15 floréal an 11 (5 mai 1803). = **ARRÊTÉ** contenant organisation des troupes d'artillerie de la marine (1). (III, Bull. CCLXXXII, n° 2775.)

N° 30. = 15 floréal an 11 (5 mai 1803). = **ARRÊTÉ** portant concession à la compagnie Belly-Bussy, d'un terrain destiné à l'extraction du sulfate de fer. (III, Bull. CCLXXXII, n° 2776.)

15 floréal an 11. = *Canaux*, voyez 5 du même mois.

16 floréal an 11. = *Conscrits*, voyez 6 du même mois.

N° 31. = 17 floréal an 11 (7 mai 1803). = **LOI** qui autorise des acquisitions, aliénations, ventes, échanges, impositions extraordinaires et concessions. (III, Bull. CCXC, n° 2832.)

Dispositions générales formant le titre LXXV et dernier de la loi (2).

Art. 198. Toutes les fois qu'un des preneurs à rente voudra l'amortir, il en aura la faculté en payant vingt années du montant de la rente.

199. Si la somme que chaque commune ou hospice aura à sa disposi-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 31 mai (6 avril, 28, 29 et) — 14 juin 1792, le résumé de la législation concernant l'organisation des troupes d'artillerie de la marine.

Voyez spécialement l'ordonnance du 1^{er} juillet — 21 septembre 1814, en cent quatre-vingt-dix-neuf articles, qui réorganise complètement ce corps, et contient des dispositions sur sa composition, le mode d'avancement, de recrutement, de service à la mer, les congés, les conseils d'administration, l'uniforme, la solde, les masses, etc., etc.; et celle du 21 février — 2 avril 1816, en deux cent quarante-huit articles, portant une nouvelle réorganisation de l'artillerie de la marine, sous le nom de *corps royal d'artillerie de la marine*.

Ces deux ordonnances et les réglemens survenus postérieurement sur la matière rendent le présent arrêté sans utilité.

(2) Les premiers articles ne contiennent que les noms des communes autorisées.

tion, provenant de remboursement, aliénation ou soulte d'échange par suite de la présente loi, peut suffire à acquérir cinquante francs de rentes sur l'état, cette acquisition sera faite sous la surveillance du préfet; si elle n'est pas suffisante pour acheter cinquante francs de rentes, le préfet en réglera l'emploi.

200. Tous les travaux qu'une commune aura à faire en vertu de la présente loi, seront, si fait n'a déjà été, évalués par devis, adjugés au rabais, faits, reçus et payés comme les travaux publics nationaux, sous l'inspection gratuite d'un ingénieur du département, et sous la surveillance du préfet.

18 floréal an 11. — *Douanes, Solde de retraite et traitement de réforme*, voyez 8 du même mois.

N° 32. = 19—29 floréal an 11 (9—19 mai 1803). = *Loi qui autorise le gouvernement à faire, moyennant la concession d'un droit de péage, des traités relatifs à la navigation du Tarn.* (III, Bull. CCLXXXII, n° 2777.)

19 floréal an 11. — *Régime des bois, Commissaires généraux de police*, voyez 9 du même mois.

22 floréal an 11. = *Taxe sur les navires*, voyez 12 du même mois.

N° 33. = 23 floréal an 11 (13 mai 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux droits de timbre des procès-verbaux de ventes des biens nationaux.* (III, Bull. CCLXXXII, n° 2778.)

Les droits de timbre, tant des minutes que des expéditions délivrées aux citoyens des procès-verbaux des ventes des biens nationaux, ne font point partie des frais qui, suivant l'article 6 de la loi du 15 floréal an 10, sont à la charge de la république; ces droits doivent, ainsi que celui d'enregistrement, être payés par les adjudicataires.

23 floréal an 11. = *Port de Cette, Jugement des contrebandiers, Donations et testaments*, voyez 13 du même mois.

24 floréal an 11. = *Etat et droits des enfans naturels, Curage des canaux et rivières*, voyez 14 du même mois.

N° 34. = 28 floréal an 11 (18 mai 1803). = *ARRÊTÉ relatif au martelage des arbres propres au service de la marine* (1). (III, Bull. CCLXXXI, n° 2770.)

Art. 1^{er}. L'état des assiettes des ventes sera adressé, chaque année, le

(1) Cet arrêté ne s'applique qu'aux bois de l'état, des communes et des établissemens publics; mais plusieurs réglemens, soit antérieurs, soit postérieurs, portent des dispositions semblables à l'égard de ceux des particuliers.

Tels sont le décret du 4—5 octobre 1793, qui autorise le ministre de la marine à faire marquer dans les bois des particuliers tous les arbres propres au service de la marine; la loi du 9—19 floréal an 11 (29 avril—9 mai 1803), qui confirme cette autorisation et qui oblige les propriétaires de bois à faire, six mois d'avance, la déclaration des arbres qu'ils veulent abattre; l'avis du cons. d'état du 18 septembre 1807; le décret du 15 avril 1811, et les ordonnances du 28 août—5 octobre 1816, sur le même objet; l'ordonnance du 22—23 octobre 1819, qui modifie les précédentes; les art. 124 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, qui accordent à la marine le droit de martelage pendant dix ans dans les bois des particuliers; et enfin les art. 152 et suiv. de l'ordonnance du 1^{er}—4 août suivant, rendue pour l'exécution de ce code.

Voyez tous ces réglemens, et les notes qui accompagnent la loi du 9—19 floréal an 11.

plus tôt qu'il sera possible, par les conservateurs, aux officiers du génie maritime.

2. Les agens de la marine procéderont, sans délai, au martelage des arbres propres aux constructions, et toujours avant les adjudications: cette opération se fera simultanément, autant que possible, avec celle des agens forestiers.

3. Les agens de la marine qui, aux termes de l'article ci-dessus, n'auront pu terminer leurs opérations de martelage dans un département, avant l'ouverture des ventes, en donneront avis, avant le 1^{er} vendémiaire, au conservateur, et lui indiqueront l'époque à laquelle ils devront les terminer. Le conservateur fera régler, d'après cet avis, les jours de vente, sans néanmoins excéder les délais prescrits par la loi pour les adjudications.

4. Le ministre de la marine distribuera des contre-maitres dans le nombre nécessaire pour faire ledit martelage.

5. Si, dans le cours des exploitations, les agens de la marine reconnaissent des arbres propres aux constructions, et qui n'auraient pas été marqués, ils en opéreront le martelage.

6. Il sera dressé procès-verbal détaillé de chaque martelage des bois de marine. Deux expéditions en seront remises, de suite, à l'inspecteur forestier local, l'une pour rester en ses mains, l'autre pour être adressée au conservateur.

7. Les arbres marqués pour la marine dans les forêts nationales, sur les coupes ordinaires, feront partie des adjudications, aux charges, clauses et conditions portées aux articles 46, 47, 48, 49 et 50 du cahier général des charges de l'an 11; et pour les courbes, d'après les dispositions prescrites par l'arrêté du 29 vendémiaire dernier.

8. La valeur estimative des bois de marine fera l'objet d'une ou plusieurs traites à l'échéance du 30 germinal, qui suivra celle de l'adjudication. Ces traites seront de sommes rondes, conformément à ce qui est prescrit par l'arrêté du 27 frimaire an 11.

9. Si les traites délivrées aux marchands de bois adjudicataires par les fournisseurs, pour livraisons qui leur seront faites, ne sont pas acquittées à leur échéance, le montant en sera ordonné par le ministre de la marine, au profit des marchands, sur le certificat de recettes provisionnelles des officiers du génie maritime, et prélevé sur les sommes qui pourraient être dues auxdits fournisseurs: dans le cas où il ne leur serait rien dû, les bois ainsi payés resteront au compte de la marine, pour être conduits dans les ports à ses frais.

10. Les arbres marqués dans les coupes annuelles des bois communaux et d'établissements publics, seront payés par le fournisseur, au prix dont il conviendra, de gré à gré, avec les parties intéressées, ou qui sera réglé par deux experts contradictoirement nommés. En cas de partage entre les experts, il en sera choisi un troisième par les deux premiers, pour fixer le prix des bois par stère.

11. En exécution de la loi du 9 floréal présent mois, les agens de la marine se transporteront dans tous les bois particuliers en exploitation, pour y marquer les arbres propres à la marine: le prix de ces arbres sera réglé d'après les dispositions de l'article précédent.

12. Si les ports manquent de pièces d'assortiment ou d'une partie d'approvisionnement indispensable au service, le ministre des finances, d'après la demande de celui de la marine, l'avis de l'administration des forêts et la possibilité des bois, autorisera, pour l'an 12, soit dans les quarts en réserve,

soit dans le nombre des baliveaux sur taillis, la coupe extraordinaire, et par jardinage, de la quantité d'arbres de belles dimensions qui sera jugée absolument nécessaire.

13. Le martelage de ces arbres sera fait en présence d'un agent forestier; il en signera le procès-verbal, dont un double sera adressé à l'administration des forêts.

14. Les arbres marqués par extraordinaire seront adjudés dans les formes établies, et aux charges, clauses et conditions ci-dessus indiquées.

15. Tous les arbres qui seront marqués pour le service de la marine dans les forêts nationales, communales et d'établissements publics, et sur les propriétés particulières, ne pourront être distraits de leur destination, sous les peines portées par les lois, et notamment par l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748, contre les contrevenans (1).

16. Il ne sera apporté aucun obstacle au passage des bois de marine dans les pertuis et écluses établis sur les rivières navigables et flottables: lorsqu'ils se présenteront en concurrence avec des bois appartenant à des particuliers, la préférence leur sera accordée.

N° 35. = 28 floréal an 11 (18 mai 1803). = **ARRÊTÉ qui autorise le ministre du trésor public à prendre des arrêtés exécutoires contre les préposés des payeurs généraux.** (III, Bull. CCLXXXII, n° 2779.)

Art. 1^{er}. Sur les demandes qui seront faites par les payeurs généraux, ou sur le vu des procès-verbaux constatant les débits de leurs préposés, le ministre du trésor public pourra prendre tous arrêtés exécutoires contre lesdits préposés, dans les cas prévus et suivant la forme indiquée par les lois des 12 vendémiaire et 13 frimaire an 8.

2. Les poursuites à exercer pour l'exécution des arrêtés du ministre du trésor public seront faites à la requête de l'agent judiciaire dudit trésor.

3. Ces poursuites, ayant pour objet d'assurer aux payeurs généraux la rentrée des fonds dont leurs préposés sont comptables envers eux, aux ter-

(1) Lorsqu'un adjudicataire exploite à son profit et enlève des arbres marqués pour le service de la marine, tandis qu'aux termes de son cahier des charges il était tenu de les exploiter et équarrir pour la marine elle-même, et de les faire voiturer au plus prochain port d'une rivière navigable, il commet un délit punissable des peines portées par l'ordonnance de 1669 et l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748. Cass., 6 germinal an 10, SIR., VII, 2, 506; Bull. crim., VII, 277. — L'adjudicataire qui s'est permis d'abattre et d'enlever des arbres qui avaient été marqués avant l'adjudication pour le service de la marine, ne peut s'excuser ni sur le silence du cahier des charges, ni sur le fait avoué que, lors de l'adjudication, les agens forestiers ont déclaré verbalement que, dans la coupe mise en vente, il n'existait point d'arbres réservés pour la marine. Cass., 22 janvier 1808, SIR., VII, 2, 772; Bull. crim., XIII, 26. — Jugé encore que les tribunaux ne peuvent absoudre un adjudicataire qui a abattu des arbres marqués du marteau de l'état, encore qu'il allègue que ces arbres ont été marqués par méprise, et qu'il existe dans sa vente plus d'arbres marqués qu'il ne serait tenu d'en laisser, d'après le procès-verbal de martelage. Cass., 6 germinal an 10, SIR., VII, 2, 772; Bull. crim., VII, 273. — Jugé enfin que la force majeure ne peut être utilement alléguée par l'adjudicataire d'une coupe qui ne représente pas, lors du récolement, les arbres réservés et marqués du marteau national, s'il n'en a pas donné avis au sergent de garde, au moment même où elle est survenue. Cass., 21 germinal an 7, SIR., XXIV, 1, 385; Bull. crim., II, 293.

L'empreinte du marteau du gouvernement est une déclaration authentique de la réserve faite au profit du gouvernement des arbres empreints, et constate qu'ils ne sont pas compris dans la vente. Cass., 5 mai 1815, SIR., XV, 1, 385; Bull. crim., XX, 61. — En conséquence, les juges ne peuvent décider que l'empreinte a eu seulement pour objet d'indiquer une ligne séparative des deux lots du gouvernement et de l'adjudicataire; qu'ainsi l'adjudicataire qui a acquis les deux lots a pu croire que l'arbre empreint du marteau était dans ces lots, et qu'il a pu, à ce titre, le couper. Cass., 20 janvier 1815, SIR., XV, 1, 213; Bull. crim., XX, 7.

mes de l'article 10 de l'arrêté du 1^{er} pluviôse an 8, ne préjudicieront en rien, soit aux droits et actions du trésor public contre lesdits payeurs généraux, soit à la faculté qu'ils ont d'exercer des poursuites directes et faire tous actes conservatoires qu'ils jugeront nécessaires et propres à mettre à couvert leur responsabilité.

N° 36. = 28 floréal an 11 (18 mai 1803). = *AVIS du conseil d'état relatif au jugement des militaires par les tribunaux spéciaux.* (Moniteur du 23 prairial.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport des sections de législation et de la guerre sur celui du grand-juge ministre de la justice, est d'avis que les militaires sont justiciables des tribunaux spéciaux pour les crimes dont la connaissance est attribuée à ces tribunaux par les lois : — 1° Puisque les articles 8, 9 et 10, titre II de la loi du 18 pluviôse an 9 portent que le tribunal spécial connaîtra desdits crimes contre toute personne, ce qui exclut toute exception ; — 2° Parce que leur établissement a pour objet de réprimer avec plus d'activité, quels qu'en fussent les auteurs, les crimes dont le caractère et la multiplicité menaceraient la tranquillité publique (1).

29 floréal an 11. = *Navigation du Tarn*, voyez 19 du même mois.

N° 37. = 2 prairial an 11 (22 mai 1803). = *ARRÊTÉ qui prescrit aux vaisseaux français de courre sus à ceux du roi d'Angleterre, et ordonne de constituer prisonniers de guerre les Anglais enrôlés dans la milice, etc.* (III, Bull. CCLXXVIII, n° 2766.)

N° 38. = 2 prairial an 11 (22 mai 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur les armemens en course* (2). (III, Bull. CCLXXXI, n° 2771.)

TITRE 1^{er}. — Armemens en course.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des sociétés pour la course.*

Art. 1^{er}. Les sociétés pour la course, s'il n'y a pas de conventions contraaires, seront réputées en commandite, soit que les intéressés se soient associés par des quotités fixes ou par actions.

2. L'armateur pourra, par l'acte de société ou par les actions, fixer le

(1) Lorsqu'un militaire se rend coupable d'un délit (par exemple, d'un vol sur un grand chemin) dont la connaissance appartient à une cour spéciale, c'est à la cour spéciale qu'il appartient d'en connaître, et non à la juridiction militaire. Cass., 22 décembre 1809, SIR., X, 1, 262; Bull. crim., XIV, 395. — Un militaire qui a commis le double délit de désertion à l'intérieur et de vol avec effraction, doit être jugé sur le vol avant de l'être sur la désertion, parce que la peine du vol est la plus grave : il doit être jugé sur le vol par une cour spéciale, à cause de l'effraction, et non par un conseil de guerre. Cass., 10 fructidor an 12, SIR., IV, 2, 178.

L'avis du cons. d'état du 28 floréal an 11 s'étend même aux crimes commis au sein d'une armée en état de guerre, sur un territoire éloigné de la France. Cass., 18 octobre 1811, SIR., XII, 1, 122.

(2) Il ne s'agit ici que des armemens en course faits par des corsaires : les prises faites par les vaisseaux de l'état sont régies par une législation particulière.

Voyez le décret du 31 janvier—1^{er} février 1793, qui autorise les citoyens français à armer en course ; celui du 1^{er} octobre 1793—17 vendémiaire an 2, qui détermine le mode de répartition des prises faites par les vaisseaux français sur les ennemis de la France ; celui du 18—20 vendémiaire an 2 (9—11 octobre 1793), qui déclare de bonne prise au profit des capteurs les bâtimens ennemis enlevés par des Français prisonniers de guerre ; celui du 12 frimaire an 3 (2 décembre 1794), concernant la vente des marchandises provenant des prises ; celui du 23 thermidor même année (10 août 1795), qui permet à tout citoyen français d'armer en course et de courre.

capital de l'entreprise à une somme déterminée, pour régler la répartition des profits ou la contribution aux pertes; et si, d'après les comptes qui seront fournis, la construction et mise-hors ne montent pas à la somme déterminée, le surplus sera employé aux dépenses des relâches, ou, en cas de prise du corsaire, sera rendu aux actionnaires proportionnellement à leurs mises. Si, au contraire, les dépenses de la construction et mise-hors excèdent la somme fixée, l'armateur prélèvera ses avances sur le produit des premières prises; et, en cas d'insuffisance, il en sera également remboursé par les actionnaires, proportionnellement à leurs mises; ce qui aura lieu pareillement pour les dépenses des relâches, lorsque le produit des prises ne sera pas suffisant.

3. Les armateurs seront tenus, dans les actions qu'ils délivreront aux intéressés, de faire une mention sommaire des dimensions du bâtiment qu'ils se proposeront d'armer en course, du nombre et de la force de son équipage et de ses canons, ainsi que du montant présumé de la construction et mise-hors.

4. Le compte de la construction et mise hors, qui formera toujours le capital de l'entreprise, hors le cas prévu par l'article 2 ci-dessus, sera clos, arrêté et déposé, avec les pièces justificatives, au greffe du tribunal connaissant des matières de commerce, dans le quinzième jour après celui auquel le corsaire aura fait voile pour commencer la course; sauf à n'employer que par évaluation les articles de dépense qui, à cette époque, ne pourront pas être liquidés, lesquels seront ensuite alloués, dans le compte de construction et mise-hors, pour leur vraie valeur, sur les pièces justificatives qui seront rapportées.

5. Il pourra néanmoins être accordé à l'armateur, sur sa demande, un second délai de dix jours, pour déposer le compte mentionné en l'article précédent; mais, passé ce terme, si l'armateur n'y a pas satisfait, il sera

sur les bâtimens ennemis; celui du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), concernant l'administration (vente et liquidation) des prises maritimes; l'arrêté du 12 ventose an 5 (2 mars 1797), concernant la navigation des navires neutres chargés de marchandises appartenant aux ennemis de la France; celui du 5 prairial même année (24 mai 1797), qui prescrit des mesures pour la conduite des prises; celui du 5 vendémiaire an 6 (26 septembre 1797), qui ordonne l'exécution d'anciennes ordonnances, relativement au cas où les commandans de corsaires pourront relâcher des prisonniers de guerre; la loi du 27 ventose an 6 (17 mars 1798), qui détermine le mode de procéder en matière de prises maritimes conduites par des Français en pays neutre ou allié; l'arrêté du 7 messidor an 6 (25 juin 1798), concernant les lettres trouvées sur les navires ennemis capturés; celui du 18 germinal an 7 (7 avril 1799), qui détermine le mode de délivrance des lettres de marque; celui du 14 brumaire an 8 (5 novembre 1799), qui ordonne une retenue sur le produit des prises, pour le soulagement et l'entretien des marins français prisonniers de guerre; celui du 7 fructidor suivant (25 août 1800), qui ordonne de continuer de verser dans la caisse des invalides de la marine un décime par franc du produit des prises; et toutes les lois d'organisation de cette caisse, qui portent une disposition semblable; et l'arrêté du 17 floréal an 9 (7 mai 1801), qui contient des dispositions nouvelles sur la liquidation des prises maritimes.

Voyez encore le décret du 9 septembre 1806, concernant le partage des prises faites concurremment par plusieurs corsaires; celui du 24 juin 1808, qui détermine les formalités à remplir pour l'admission dans le commerce des marchandises provenant des prises faites sur l'ennemi; l'avis du cons. d'état du 4 avril 1809, qui détermine les droits des garnisons des forts et batteries de terre, et des préposés des douanes qui auraient contribué à la prise de vaisseaux ennemis; et le décret du 12 avril 1811, portant des peines contre les capitaines des bâtimens armés en course, à bord desquels il serait trouvé des déserteurs des bâtimens de guerre.

Voyez aussi l'arrêté du 29 frimaire an 8 (20 décembre 1799), qui remet en vigueur le règlement du 26 juillet 1778, concernant la navigation des neutres, et les notes.

Voyez enfin l'arrêté du 6 germinal an 8 (27 mars 1800), portant création du conseil des prises, et les notes.

La législation sur les prises régit les prises faites par les vaisseaux de l'état aussi bien que celles faites par les vaisseaux des particuliers. Arr. du cons., 13 mars 1822, *MAC.*, III, 239.

privé de tous droits de commission, pour le seul fait de n'avoir pas déposé son compte. Cette disposition est applicable aux bâtimens armés en guerre et marchandises, comme à ceux armés en course.

6. Lorsque la construction d'un corsaire et sa mise-hors ne pourront être achevées, soit par la conclusion de la paix, ou par quelque autre événement, la perte sera supportée proportionnellement par les intéressés et par les actionnaires; et s'il n'y a pas eu de fixation pour le capital de l'entreprise, il sera évalué, par arbitres, à la somme que ladite entreprise aurait dû coûter si elle avait été achevée.

7. Le droit de commission ordinaire sera de deux pour cent sur le montant des dépenses de la construction, armement, relâche et désarmement: il sera en outre alloué aux armateurs une semblable commission de deux pour cent, sur les prises rentrées dans le port de l'armement, dont ils auront eu l'administration particulière; et à l'égard des prises qui auront été conduites dans d'autres ports, et qui auront été administrées par leurs commissionnaires, il sera alloué à ces commissionnaires deux pour cent, à l'armateur un pour cent, et au même un demi pour cent pour négociation des traites qui lui auront été remises pour la valeur des prises vendues dans un port autre que celui de l'armement.

8. Lorsque la course aura produit des sommes suffisantes pour réarmer, la société sera continuée de droit, s'il n'y a pas de convention contraire; et il sera loisible à l'armateur de s'occuper sur-le-champ d'un réarmement pour le compte des mêmes intéressés, qui ne pourront, dans ce cas, être remboursés du principal de leur mise, ni en demander le remboursement que de gré à gré.—Les armateurs sont dispensés de faire la vente du corps du bâtiment corsaire, pour la fixation des dépenses relatives à la liquidation des droits des invalides de la marine; mais si l'armateur juge à propos de requérir ladite vente, il sera tenu de se conformer aux formes prescrites pour la vente des vaisseaux, et d'en faire afficher le prospectus imprimé à la bourse de Paris, et dans les principales villes maritimes où il y a des bourses de commerce; et dans le cas où il resterait adjudicataire du bâtiment corsaire, à l'effet de le réarmer en course, les actionnaires seront libres d'y conserver leur intérêt, en le déclarant néanmoins dans un mois du jour de l'adjudication.

CHAPITRE II.—*Equipages.*

9. Il ne pourra être embarqué sur les bâtimens armés en course, qu'un huitième de matelots inscrits et en état de servir sur les bâtimens de la république. En conséquence, les commissaires préposés à l'inscription maritime ne pourront recevoir d'enrôlemens ni délivrer des permissions d'embarquer pour la course, qu'autant que le nombre des matelots employés à ce service n'excèdera pas le huitième de ceux inscrits.—Le ministre de la marine pourra néanmoins autoriser l'embarquement d'un plus grand nombre de marins inscrits, lorsque les besoins du service le permettront (1).

10. Les armateurs de corsaires auront la faculté d'employer des marins étrangers, et ce jusqu'aux deux cinquièmes de la totalité de l'équipage.—

(1) Quoiqu'il ait été embarqué un nombre de marins supérieur à celui fixé par cette disposition, il n'y a point de contravention à reprocher à l'armateur, si ces marins ont été portés sur les rôles supplémentaires d'équipages arrêtés par les commissaires de marine; et des inductions tirées d'une enquête administrative ne peuvent prévaloir, à l'effet de constater cette prétendue contravention, contre les pièces émanées de l'administration de la marine, lesquelles font foi tant qu'elles ne sont pas attaquées par inscription de faux. Arr. du cons., 17 novembre 1819, Sir., Jur. du cons., V, 247.

Ces marins étrangers, pendant le temps qu'ils seront employés sur les bâtimens armés en course, seront traités comme les marins français : ils participeront aux mêmes avantages, et seront soumis à la même police et discipline.

11. Les capitaines des bâtimens armés pour la course présenteront au bureau de l'inscription maritime les marins qu'ils auront engagés ; et, sous peine de trois cents francs d'amende par chaque homme, ils ne pourront embarquer que les gens de mer qui auront été portés sur le rôle d'équipage. Ils présenteront également au bureau, pour y être inscrits sur le rôle des classes, les Français non classés, et les étrangers qui en feront partie.

12. Tout armateur ou capitaine de corsaire qui sera convaincu d'avoir favorisé la désertion d'un marin levé pour le service ou employé sur un bâtiment de l'état, qui recevra à bord des marins inscrits au-delà du nombre autorisé pour les armemens en course, sera poursuivi comme embaucheur, et sa lettre de marque sera immédiatement révoquée.

13. Les gens de mer engagés sur des bâtimens armés en course, qui auront déserté dans le port de l'armement et qui seront arrêtés avant le départ, seront remis aux capitaines pour faire le voyage auquel ils s'étaient engagés, et pendant lequel ils n'auront que la moitié des salaires ou parts qu'ils auraient dû gagner.—Si lesdits déserteurs ne sont arrêtés qu'après le départ du bâtiment, ils seront condamnés à huit jours de prison, à la restitution des avances envers le capitaine ou les armateurs, et ils feront une campagne extraordinaire de six mois sur les bâtimens de l'état, à deux tiers de solde. — Ceux qui désertent pendant le voyage ou dans les relâches, perdront les salaires, parts, et toutes les sommes qui pourront leur être dues, lesquelles seront confisquées au profit de la caisse des invalides.—Lesdits déserteurs seront remis aux capitaines pour achever le voyage à demi-salaire, et feront, après leur retour, une campagne extraordinaire de six mois sur les bâtimens de l'état, à deux tiers de solde.—S'ils n'ont été arrêtés qu'après le départ du bâtiment auquel ils appartenaient, ils seront condamnés à huit jours de prison, à la restitution des avances qui pourraient leur avoir été faites, et à une campagne extraordinaire d'un an, à deux tiers de solde, sur les bâtimens de l'état. — Chacun des marins composant l'équipage d'un bâtiment armé en course sera tenu de se rendre à bord vingt-quatre heures après l'avertissement qui aura été donné au son du tambour ou par le coup de canon de départ, à peine d'être puni comme déserteur. — Les marins qui prendraient un faux nom ou un faux domicile, encourront la même peine (1).

14. Lorsque les équipages des corsaires seront de quinze hommes et au dessus, les mousses compris, il sera embarqué un chirurgien.—Les coffres à médicamens seront composés comme ceux des bâtimens de la république, à raison du nombre d'hommes de l'équipage.

CHAPITRE III. — *Lettres de marque et cautionnemens.*

15. Les lettres de marque, soit pour des armeimens en course, soit pour des

(1) Le marin qui, embarqué sous un faux nom sur un corsaire, a concouru aux prises et n'a pas quitté le bâtiment, soit pendant le voyage, soit dans une relâche, a droit à la moitié de sa part des prises ; il en serait de même si l'individu inscrit sous un faux nom était un déserteur de l'armée de terre. Arr. du cons., 29 mai 1822, MAC., III, 559. — Jugé encore que le marin, réputé déserteur parce qu'il a pris un faux nom, doit être assimilé aux déserteurs qui, ayant été repris avant le départ du corsaire, y ont été de nouveau embarqués, et non aux déserteurs qui ont quitté le bâtiment pendant le voyage ou pendant une relâche, et qu'il doit avoir moitié de part. Arr. du cons., 18 juin 1823, MAC., V, 457.

armemens en guerre et marchandises, ne peuvent être délivrées en Europe que par le ministre de la marine et des colonies.—Chaque lettre de marque sera accompagnée d'un nombre suffisant de commissions de conducteurs de prises.—Ces lettres de marque et ces commissions seront conformes aux modèles annexés au présent règlement.

16. Nul ne pourra obtenir des lettres de marque pour faire des armemens en course, ou en guerre et marchandises, s'il n'est citoyen français, ou s'il n'est, en pays étranger, immatriculé comme citoyen français sur les registres des commissariats des relations commerciales.

17. S'il était reconnu qu'un armement en course a été fait et qu'une lettre de marque a été délivrée sous un nom autre que celui du véritable armateur, la lettre de marque sera déclarée nulle et retirée. — La peine de six mille francs d'amende prononcée par l'article 15 de la loi du 27 vendémiaire an 2, relative à l'acte de navigation, sera appliquée à l'armateur et à l'individu qui lui aura prêté son nom. —Le produit de cette amende sera versé dans la caisse des invalides de la marine.

18. Les demandes de lettres de marque seront faites aux administrateurs de la marine ou aux commissaires des relations commerciales, qui les transmettront au ministre de la marine et des colonies : mais lesdites lettres ne pourront être par eux délivrées aux armateurs qu'après qu'il aura été vérifié si le bâtiment est solidement construit, gréé, armé et équipé; s'il est d'une marche supérieure; si son artillerie est en bon état; si le capitaine désigné par l'armateur est suffisamment expérimenté, et si l'armateur et ses cautions sont reconnus pour solvables.—La solvabilité de l'armateur et celle des cautions seront certifiées par les tribunaux connaissant des affaires de commerce. Dans les ports étrangers, cette solvabilité sera attestée par le commissaire des relations commerciales, et, autant que possible, par l'assemblée des négocians français immatriculés dans le lieu. — Les capitaines désignés pour commander des corsaires seront tenus de produire des certificats sur leur conduite et leurs talens, de la part des officiers sous les ordres desquels ils auront servi, ou des armateurs qui les auront déjà employés.

19. La durée des lettres de marque commencera à compter du jour où elles seront enregistrées au bureau de l'inscription maritime du port de l'armement.—D'après la nature des croisières, et sur les propositions transmises au ministre par les administrateurs de la marine, ou les commissaires des relations commerciales, la durée des lettres de marque pourra être de six, douze, dix-huit et vingt-quatre mois (1).

20. Tout armateur de bâtimens armés en course, ou en guerre et marchandises, sera tenu de fournir un cautionnement par écrit de la somme de trente-sept mille francs.—Et si l'état-major et la mestranche, l'équipage et la garnison comprennent en tout plus de cent cinquante hommes, le cautionnement sera de soixante-quatorze mille francs.—Dans ce dernier cas, le cautionnement sera fourni solidairement par l'armateur, deux cautions non intéressées dans l'armement, et par le capitaine.

21. La même personne ne pourra servir de caution pour plus de trois armemens non liquidés; et à chaque acte de cautionnement, la personne qui le souscrira sera tenue de déclarer ceux qu'elle aurait pu souscrire précédemment pour la même cause.—Lorsque les cautions ne seront pas domiciliées

(1) Tant que la lettre de marque d'un corsaire n'est pas expirée, les prises faites par la mouche de ce corsaire ne peuvent être réclamées par le gouvernement, et peuvent être adjudgées au corsaire, encore que celui-ci ait déjà opéré son désarmement. Décis. du cons. des prises, 17 prairial an 9, Sir., I, 2, 324.

dans le port de l'armement, l'armateur sera tenu de produire un certificat du tribunal connaissant des affaires de commerce dans le lieu où seront domiciliées les cautions présentées, lequel certificat constatera leur solvabilité; et une copie légalisée du pouvoir donné par la caution absente à celui qui la représentera, restera annexée à l'acte de cautionnement. — Les noms, professions et demeures des personnes qui auront cautionné des armateurs de corsaires seront désignés sur un tableau qui restera affiché dans le bureau de l'inscription maritime du port où les armemens auront eu lieu. — Les actes de cautionnement seront déposés audit bureau, et enregistrés à celui de l'inspection de la marine du chef-lieu de la préfecture maritime.

22. Il est expressément défendu aux préfets, officiers supérieurs et agents civils, militaires et commerciaux, de prolonger la durée d'une lettre de marque, sans y être spécialement autorisés par le ministre de la marine et des colonies; et cette autorisation, lorsqu'elle sera accordée, sera, ainsi que sa date, mentionnée sur la lettre de marque.

23. Les administrateurs de la marine et les commissaires des relations commerciales seront personnellement responsables de l'emploi des lettres de marque qui leur seront envoyées par le ministre de la marine, et qui ne seront, conformément à l'article 18 ci-dessus, par eux remises aux armateurs et capitaines, qu'après que les vérifications prescrites par cet article auront été remplies, l'acte de cautionnement souscrit et le rôle d'équipage arrêté.

24. Tout individu convaincu d'avoir falsifié ou altéré une lettre de marque, sera jugé comme coupable de faux en écritures publiques; il sera de plus responsable de tous dommages résultant de la falsification ou altération qu'il aura commise.

25. Tant qu'un bâtiment continuera d'être employé à la course, il est défendu de lui donner un autre nom que celui sous lequel il aura été armé la première fois; et si un même corsaire était réarmé plusieurs fois, chaque nouvel armement pour lequel il aurait été délivré une lettre de marque, devra être indiqué numériquement sur la lettre de marque et sur le rôle d'équipage.

CHAPITRE IV. — *Encouragemens.*

26. Les gratifications suivantes seront payées pour les prises qui seront faites par des corsaires particuliers, savoir :

Navires de commerce chargés de marchandises.

Quarante francs pour chaque prisonnier amené dans les ports.

Bâtimens dits *lettres de marque*, armés en guerre et en marchandises.

Cent dix francs pour chaque canon du calibre de quatre et au dessus jusqu'à douze; — Cent soixante francs pour celui de douze et au dessus; — Quarante cinq francs pour chaque prisonnier amené dans les ports.

Corsaires particuliers armés en guerre seulement, et petits bâtimens de l'état, tels que briks cutters, lougres, etc.

Cent soixante francs pour chaque canon du calibre de quatre à douze; — Deux cent quarante francs pour celui de douze et au dessus; — Cinquante francs par prisonnier amené dans les ports.

Vaisseaux, frégates de guerre et corvettes à trois mâts.

Deux cent quarante francs pour chaque canon de quatre à douze; — Trois

cent soixante francs pour celui de douze et au dessus ;—Soixante francs pour chaque prisonnier amené dans les ports.—Le nombre et le calibre des canons seront constatés par le procès-verbal d'inventaire de la prise ; et celui des prisonniers, par les certificats des officiers, administrateurs ou agens auxquels ils auront été remis.

27. La totalité desdites gratifications sera répartie entre les capitaines, officiers et équipages, proportionnellement à la quotité des parts revenant à chacun dans le produit des prises.

28. les gratifications allouées aux officiers et équipages des corsaires seront acquittées sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

29. Les capitaines, officiers et volontaires des corsaires qui se seront distingués, recevront, sur les propositions qui en seront faites par les préfets maritimes, les récompenses et avancements dont ils seront jugés susceptibles.

30. Les officiers et matelots des équipages des corsaires qui se trouveront hors d'état de continuer leurs services par les blessures qu'ils auront reçues dans les combats, participeront aux demi-soldes accordées aux gens de mer ; les veuves de ceux qui auront été tués ou qui seront morts de leurs blessures, recevront des pensions.

CHAPITRE V. — *Police de la course et rançons.*

31. Les lois et réglemens sur la police et la discipline militaire seront observés à bord des bâtimens armés pour la course, ou en guerre et marchandises.—Les délits commis par les marins employés sur ces bâtimens, seront jugés par les tribunaux institués pour l'armée navale.

32. Les armateurs seront civilement et solidairement responsables, avec leurs capitaines, des infractions que ceux-ci commettront contre les ordres du gouvernement, soit sur la navigation des bâtimens neutres, soit sur les pêcheurs ennemis.—Les lettres de marque pourront même être révoquées selon la nature des délits dont les capitaines se seront rendus coupables.

33. Les capitaines des bâtimens armés en course seront tenus d'arborer pavillon français avant de tirer à boulet sur le bâtiment chassé, sous peine d'être privés, eux et les armateurs, de tout le produit de la prise, qui sera confisquée au profit de la république, si le bâtiment capturé est ennemi ; et si le bâtiment est jugé neutre, les capitaines et armateurs seront condamnés aux dépens, dommages et intérêts envers les propriétaires.—Mais les équipages ne seront point privés de la part qu'ils auraient à la prise suivant leurs conventions avec les armateurs, et ils seront traités de même que si la prise était adjugée auxdits armateurs (1).

34. Dans le cas où une prise aurait été faite par un bâtiment non muni de lettre de marque, et sans que l'armateur eût fourni le cautionnement exigé, elle sera confisquée au profit de la république, et pourra même donner lieu à punition corporelle contre le capitaine du bâtiment capteur ; le tout sauf le cas où la prise aurait été faite dans la vue d'une légitime défense, par un bâtiment de commerce d'ailleurs muni de passeport ou congé de mer.—Tout capitaine convaincu d'avoir fait la course sous plusieurs pavillons sera, ainsi que ses auteurs et complices, poursuivi et jugé comme pirate (2).

(1) Les déclarations des gens de l'équipage du navire capturé ne suffisent pas pour établir que le coup de semonce a été tiré sous pavillon étranger. Cass., 7 germinal an 7, Sir., VII, 2, 1135 ; Bull. civ., I, 300.

(2) Lorsque les bâtimens de commerce sont attaqués et combattent pour une légitime défense,

35. Tout capitaine de navire armé en guerre qui aura fait des prisonniers à la mer sera tenu de les garder jusqu'au lieu de sa première relâche dans un port de France, sous peine de payer, pour chaque prisonnier qu'il aura relâché, cent francs d'amende au profit de la caisse des invalides de la marine, laquelle sera retenue sur les parts de prises ou salaires, et prononcée par le conseil des prises.

36. Lorsque le nombre des prisonniers de guerre excédera celui du tiers de l'équipage, il est permis au capitaine preneur d'embarquer le surplus de ce tiers, et, dans le cas où il manquerait de vivres, un plus grand nombre, sur les navires des puissances neutres qu'il rencontrera à la mer, en prenant, au bas d'une liste des prisonniers ainsi débarqués, une soumission signée du capitaine du bâtiment pris, et des autres principaux prisonniers, portant qu'ils s'engagent à faire échanger et renvoyer un pareil nombre de prisonniers français de même grade; laquelle liste originale sera remise, à la première relâche dans les ports de France, à l'administrateur de la marine, et dans les ports étrangers, au commissaire des relations commerciales de la république française.

37. Il est permis aux capitaines qui relâcheront dans les ports des puissances neutres, d'y débarquer les prisonniers de guerre qu'ils auront faits, pourvu qu'ils en aient justifié la nécessité aux agens de la république, dont ils seront obligés de rapporter une permission par écrit, lesquels remettront lesdits prisonniers au commissaire de la nation ennemie, et en tireront un reçu, avec obligation de faire tenir compte de l'échange desdits prisonniers par un pareil nombre de prisonniers français de même grade.

38. Dans l'un et l'autre cas, les capitaines preneurs seront obligés, sans pouvoir s'en dispenser, sous quel prétexte que ce puisse être, de garder à leur bord le capitaine avec un des principaux officiers de l'équipage du bâtiment pris, pour les ramener dans les ports de France, où ils seront retenus pour servir d'otages jusqu'à ce que l'échange promis ait été effectué (1).

39. Il est expressément défendu à tous capitaines de bâtimens armés en course, ou en guerre et marchandises, de rançonner à la mer aucun bâtiment muni d'un passeport émané d'une puissance neutre, lors même que ce passeport serait suspecté de simulation ou pourrait être considéré comme illégal ou expiré. — Ils ne pourront même rançonner un bâtiment évidemment ennemi, sans l'autorisation de leurs armateurs et autres formalités préalables ci-après indiquées; et ne sera, à cet égard, considéré comme évidemment ennemi, que le bâtiment naviguant avec un passeport émané d'une puissance ennemie.

40. Les armateurs qui voudront autoriser les capitaines de leurs corsaires à rançonner les bâtimens ennemis qu'ils auront arrêtés, en feront la déclaration par écrit à l'administrateur de la marine, préposé à l'inscription maritime dans le port de l'armement et demanderont à cet administrateur le nombre de traités de rançon qu'ils voudront remettre auxdits capitaines.

41. Les traités de rançon seront conformes au modèle annexé au présent règlement. — Les administrateurs de la marine tiendront un registre de la délivrance de ces traités, ainsi que des déclarations qu'ils auront reçues des armateurs; et tous les mois, lesdits administrateurs adresseront un extrait

ils sont assimilés aux navires armés en course et ont droit à la même récompense de recousse que les bâtimeus corsaires. Arr. du cons., 31 mai 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 92.

(1) Est privé de toute part de prise le capteur qui a relâché le navire capturé sans emmener au moins les deux principaux officiers de ce navire. Décis. du cons. des prises, 19 thermidor an 8, *SIR.*, II, 2, 469.

de ce registre à l'inspecteur de la marine de l'arrondissement dans lequel ils sont employés.

42. Lorsque les armateurs seront représentés par un fondé de pouvoirs, ce dernier devra déposer au bureau de l'inscription maritime une copie légalisée de la procuration qu'il aura reçue.

43. Les capitaines de corsaires qui, après l'accomplissement des formalités ci-dessus, rançonneront à la mer un bâtiment ennemi, seront tenus de prendre pour otages de la rançon, et d'amener dans un des ports de la république, au moins un des principaux officiers du bâtiment rançonné, et, outre cet officier, cinq hommes en sus, lorsque l'équipage du navire rançonné sera composé de trente hommes ou plus; trois, lorsqu'il ne sera que de vingt hommes jusqu'à vingt-neuf inclusivement; et deux pour les autres cas; lesquels hommes seront choisis, autant qu'il sera possible, parmi les marins de la plus haute paie.—Lesdits capitaines se feront donner par les commandans des bâtimens rançonnés des vivres en quantité suffisante pour la nourriture des otages jusqu'au port où ils devront être conduits, et se feront délivrer par lesdits commandans copie de leurs passeports; ils remettront à ces derniers un double du traité de rançon.

44. Il est défendu à tous capitaines de corsaires ou bâtimens armés en guerre et marchandises, de rançonner de nouveau un bâtiment ennemi qui a déjà subi une rançon, sous peine de nullité de la seconde rançon, et d'une amende de cinq cents francs, applicable à la caisse des invalides, et dont les armateurs seront civilement responsables.—Mais le bâtiment rançonné et rencontré par un second corsaire pourra être pris et conduit soit dans les ports de la république, soit dans des ports alliés ou neutres. — Dans ce dernier cas, les obligations souscrites lors de la rançon cesseront d'être exigibles vis-à-vis de ceux qui devaient les remplir; mais l'armateur du corsaire capteur en deviendra personnellement débiteur envers l'armateur du premier corsaire, si mieux il n'aime ensuite lui abandonner la prise. Les otages seront, audit cas de prise faite postérieurement à la rançon, rédimés des charges attachées au titre d'otages, et ne seront plus considérés que comme simples prisonniers de guerre.

45. Au retour de leurs croisières, les capitaines des corsaires déclareront, par écrit, à l'administrateur de la marine préposé à l'inscription maritime, s'ils ont fait ou non usage des traités de rançon à eux délivrés avant leur départ; ils remettront les traités qui n'auront pas été employés, et qui seront immédiatement annulés. S'ils ont fait des rançons à la mer, ils remettront les otages aux administrateurs de la marine, qui en adresseront de suite la liste au ministre: ils présenteront aussi les traités souscrits par les commandans des navires rançonnés; et il en sera pris note par lesdits administrateurs, qui les viseront et les remettront aux capitaines (1).

(1) En matière de prises (où toutes conventions obscures pourraient être préjudiciables à l'intérêt du gouvernement, à celui des matelots qui ont concouru à la prise, à celui même du capitaine et des propriétaires étrangers, qui ne doivent pas être exposés à des rançons injustes et oppressives), une transaction ne peut être exécutée sans l'attache du conseil des prises (aujourd'hui le conseil d'état). Décis. du cons. des prises, 13 prairial an 8, *SIR.*, 1, 2, 194. — Jugé encore que c'est au conseil d'état à homologuer une transaction passée entre les capteurs d'un navire et les capturés; que le conseil d'état peut agir dans ce cas tout à la fois dans l'intérêt des invalides de la marine, des parties contractantes et de l'équipage du navire capteur; que c'est le cas de déclarer que la caisse des invalides de la marine prélèvera sur le montant de la transaction les droits et retenues qui lui sont accordés par les lois de la matière; et que le conseil d'état n'est pas compétent pour procéder à la liquidation et à la répartition du produit de la transaction. Arr. du cons., 19 décembre 1821, *MAC.*, IV, 555. — Le conseil d'état, appelé à homologuer une

46. Audit cas de rançon, les administrateurs procéderont immédiatement à l'interrogatoire des otages, ainsi qu'à celui des officiers, maîtres et équipage du corsaire, pour s'assurer si la rançon a été légalement exercée, et si, outre les sommes et effets portés au traité de rançon, le capitaine n'a pas exigé d'autres sommes ou effets particuliers, comme encore s'il n'a rien été pris ni détourné; de quoi il sera dressé procès-verbal.—Les actes, billets et obligations que les capitaines de corsaires auraient fait souscrire en contravention aux dispositions ci-dessus, seront paraphés par les administrateurs de la marine, et par eux remis aux trésoriers des invalides, qui en resteront dépositaires jusqu'au jugement définitif.

47. Les capitaines qui, sans y être autorisés par leurs armateurs, et sans avoir reçu, avant leur départ, des traités de rançon, se permettront de rançonner à la mer des bâtimens, même évidemment ennemis, et les capitaines qui, munis de ces autorisations et traités, en auraient abusé en rançonnant des bâtimens naviguant avec des passeports de puissances neutres, seront destitués de leur commandement: ils feront une campagne d'un an sur les bâtimens de l'état, à la basse paie de matelot, seront privés de leurs salaires et parts de prises, et déclarés incapables de jamais commander aucun navire armé en course, ou en guerre et marchandises.—A l'égard des rançons illégalement exigées, elles seront rendues aux rançonnés, s'ils justifient de leur neutralité, même avec dommages-intérêts, auxquels l'armateur pourra être condamné solidairement; et, dans le cas contraire, elles seront confisquées au profit de la caisse des invalides de la marine.

48. Le capitaine de corsaire qui aurait frauduleusement reçu des effets ou obligations autres que ceux exprimés au traité de rançon, pourra être poursuivi en restitution, à la requête des intéressés à l'armement, et, outre la restitution, condamné à cinq cents francs d'amende au profit de la caisse des invalides de la marine, et en outre déclaré incapable de commander aucun corsaire pendant la guerre durant laquelle cette infidélité aura eu lieu.

49. Dans les cas prévus par les articles 47 et 48 ci-dessus, les pièces de la procédure commencée par les administrateurs de la marine contre les capitaines délinquans seront adressées au ministre de la marine, qui les transmettra au conseil des prises, pour être, par ce conseil, procédé au jugement desdits capitaines. Le jugement qui interviendra sera, aux frais des délinquans, affiché dans telles villes maritimes et en tel nombre d'exemplaires que le jugement désignera; et il en sera inséré un extrait sur le registre du quartier de l'inscription maritime auquel le capitaine appartiendra.

50. Au surplus, les règles qui seront ci-après établies pour l'instruction, le jugement, la liquidation et la répartition des prises, seront déclarées communes aux rançons.

TITRE II. — Prises.

CHAPITRE 1^{er}. — *Captures.*

51. Seront de bonne prise tous bâtimens appartenant aux ennemis de l'état, ou commandés par des pirates, forbans, ou autres gens courant la mer sans commission spéciale d'aucune puissance (1).

transaction de ce genre, se borne à examiner si l'homologation doit être accordée: il ne peut statuer sur la validité de la prise. Arr. du cons., 20 février 1822, MAC., III, 195.

(1) Sont de bonne prise tous vaisseaux commandés par des pirates, forbans et autres gens courant la mer, sans commission d'aucun prince ou état souverain. Arr du cons., 17 avril 1822, MAC., III, 332. — Jugé encore que la prise d'un navire armé, trouvé sans papiers de bord et sans pavillon, est valable. Arr. du cons., 13 mai 1829, MAC., XI, 168. — La prise

52. Tout bâtiment combattant sous autre pavillon que celui de l'état dont il a commission, ou ayant commission de deux puissances différentes, sera aussi de bonne prise, et s'il est armé en guerre, les capitaines et officiers seront punis comme pirates (1).

53. Seront encore de bonne prise, soit les bâtimens, soit leurs chargemens en tout ou partie, dont la neutralité ne serait pas justifiée conformément aux réglemens ou traités (2).

54. Si un navire français ou allié est repris par des corsaires sur les ennemis de l'état, après qu'il aura été vingt-quatre heures entre les mains de ces derniers, il appartiendra en totalité auxdits corsaires; mais dans le cas où la reprise aura été faite avant les vingt-quatre heures, le droit de recousse ne sera que du tiers de la valeur du navire recous et de sa cargaison. — Lorsque la reprise sera faite par un bâtiment de l'état, elle sera restituée aux propriétaires, mais sous la condition qu'ils paieront aux équipages repreneurs le trentième de la valeur de la reprise, si elle a été faite avant les vingt-quatre heures, et le dixième si la reprise a eu lieu après les vingt-quatre heures : tous les frais relatifs à cette reprise restituée seront à la charge des propriétaires (3).

55. Si le navire, sans être recous, est abandonné par les ennemis, ou si,

d'un navire qui fait la course sans avoir de lettres de marque, est bonne et valable. Arr. du cons., 13 août 1828, MAC., X, 642; et 12 mars 1830, MAC., XII, 248. — Jugé encore que, lorsque le bâtiment, au moment où il a été arrêté, naviguait avec des papiers qui ne légitimaient pas son expédition, il y a lieu de le déclarer de bonne prise. Arr. du cons., 2 juillet 1828, MAC., X, 530. — Dans ce cas, il doit être fait réserve au profit des propriétaires du bâtiment de la faculté de réclamation qui leur est accordée par l'art. 56 du présent arrêté. Arr. du cons., 12 mars 1830, MAC., XII, 248. — Lorsqu'un navire a été saisi naviguant sans papiers de bord, mais qu'il n'est cependant pas justifié qu'il fût armé pour la course, il n'y a pas lieu de déclarer la prise valable. Arr. du cons., 26 décembre 1830, MAC., XII, 579; et 18 janvier 1831, MAC., 2^e série, 1, 47. — Jugé encore que, lorsqu'un navire n'est pas armé, l'irrégularité apparente, ou l'absence de quelques pièces de bord, ne suffisent pas pour constituer le fait de piraterie. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, MAC., VIII, 132. — Jugé aussi que, lorsque le fait de piraterie ne résulte pas de l'instruction, et que les pièces de bord ne sont pas simulées, bien qu'elles offrent quelques irrégularités de forme, la prise ne doit pas être validée. Arr. du cons., 31 octobre 1827, MAC., X, 555. — Jugé enfin que, lorsque les papiers de bord du navire capturé sont réguliers, quoique les circonstances suffisent pour justifier son arrestation, il y a lieu d'annuler la prise. Arr. du cons., 19 juin 1828, MAC., X, 508.

(1) Tout Français, domicilié ou non en France, qui prend une commission en course d'une puissance ou état étranger, sans la permission du gouvernement français, doit être considéré comme pirate. Arr. du cons., 23 avril 1823, MAC., V, 303.

Voyez encore la loi du 10—11 avril 1825, qui définit et punit le crime de piraterie, et les notes.

(2) On doit déclarer valable la prise d'un navire neutre qui, déjà prévenu de l'existence d'un blocus et averti par le commandant de l'escadre, a tenté de violer la ligne de ce blocus : cet avertissement peut remplacer une notification régulière du blocus à la puissance à laquelle appartient le navire. Arr. du cons., 4 mars 1830, MAC., XII, 120.

Voyez encore l'arrêté précité du 29 frimaire an 8 (20 décembre 1799), qui remet en vigueur la déclaration du 26 juillet 1778, concernant la navigation des neutres, et les notes qui accompagnent cette déclaration dont nous avons donné le texte.

Une prise faite pour convention à un réglemeut que le navire capturé n'a pu connaître doit être déclarée nulle. Arr. du cons., 7 mai 1808, SIR., XVI, 2, 328.

Lorsqu'une prise a été faite après un traité de paix, mais avant le temps fixé pour qu'il soit réputé connu, la prise est valide, s'il n'est prouvé que le capteur avait une connaissance positive du traité. Décis. du cons. des prises, 2 floréal an 11, SIR., III, 2, 15.

(3) Il n'y a pas recousse dans le cas où le navire est repris sur l'équipage capturé qui se délivre lui-même : en un tel cas, on ne doit à l'équipage qu'une récompense proportionnée à l'importance du service. Décis. du cons. des prises, 7 vendémiaire an 12, SIR., IV, 2, 5. — Jugé encore qu'un navire recous par son propre équipage, ensemble avec des aides, doit être rendu au propriétaire, sauf gratification arbitree par le gouvernement. Décis. du cons. des prises, 13 fructidor an 11, SIR., III, 2, 29. — Lorsqu'un navire de commerce a été repris sur l'en-

par tempête ou autre cas fortuit, il revient en la possession des Français avant qu'il ait été conduit dans un port ennemi, il sera rendu au propriétaire qui le réclamera dans l'an et jour, quoiqu'il ait été plus de vingt-quatre heures entre les mains des ennemis.

56. Les navires et effets des Français ou alliés, repris sur les pirates, et réclamés dans l'an et jour de la déclaration qui en aura été faite, seront rendus aux propriétaires, en payant le tiers de la valeur du navire et des marchandises, pour frais de recousse (1).

57. Tout navire qui refusera d'amener ses voiles, après la semonce qui lui en aura été faite, pourra y être contraint; et, en cas de résistance et de combat, il sera de bonne prise (2).

58. Il est défendu à tous capitaines de bâtimens armés en guerre, d'arrêter ceux des Français, amis ou alliés, qui auront amené leurs voiles et représenté leur charte-partie ou police de chargement, et, sous les peines corporelles prononcées par les lois, de prendre ou souffrir qu'il soit pris aucun effet à bord desdits bâtimens.

59. Aussitôt après la prise d'un navire, les capitaines capteurs se saisiront des congés, passeports, lettres de mer, chartes-parties, connoissemens et autres papiers existans à bord. Le tout sera déposé dans un coffre ou sac, en présence du capitaine pris, lequel sera interpellé de le sceller de son cachet: ils feront fermer les écoutilles et autres lieux où il y aura des marchandises, et se saisiront des clefs des coffres et armoires (3).

60. Il est défendu à tous capitaines, officiers et équipages de vaisseaux preneurs, de soustraire aucun papier ou effet du navire pris, à peine de deux ans d'emprisonnement, conformément à l'ordonnance de 1681, et de peines plus graves dans les cas prévus par la loi.

61. Les capitaines qui auront fait des prises les amèneront ou enverront, autant qu'il sera possible, au port où ils auront armé: s'ils sont forcés, par des causes majeures, de conduire ou d'envoyer leurs prises dans quelque autre port, ils seront tenus d'en prévenir immédiatement les armateurs.

62. Si le chef conducteur d'un navire pris fait dans sa route quelques au-

nemi par un bâtiment de guerre de l'état, le dixième de la valeur de ce navire est dû au bâtiment qui a opéré la reconse. Arr. du cons., 26 novembre 1828, *MAC.*, X, 790.

La reconse, par un bâtiment français, d'un navire étranger qui était de bonne prise pour le premier capteur, est de bonne prise pour le deuxième: toutefois, la rigueur de ce principe n'est appliquée qu'en faveur des corsaires; il pourrait en être autrement si le navire avait été recous par un vaisseau de l'état. Décis. du cons. des prises, 23 pluviôse an 9, *SIR.*, I, 2, 293.

Un navire étranger se prétendant neutre, et recous par un navire français sur l'ennemi, doit être relâché si la neutralité est constatée. Décis. du cons. des prises, 6 thermidor an 8, *SIR.*, I, 2, 201.

(1) Cet article doit être consulté pour la fixation des droits des officiers et équipages capteurs d'un navire portant pavillon d'une puissance alliée à la France: on doit considérer comme telle une puissance dont le pavillon n'a pas encore été reconnu, mais qui entretient avec la France des relations amicales. Arr. du cons., 6 septembre 1826, *MAC.*, VIII, 578.

(2) Les prises faites par un corsaire sont valables, encore que le capteur n'ait pas représenté les pièces de bord et les interrogatoires nécessaires dans l'instruction de ces sortes d'affaires, lorsque cette représentation a été empêchée par une force majeure, et qu'il n'y a point de doute ni sur l'existence des prises, ni sur la qualité des individus contre lesquels elles ont été faites, notamment dans le cas du présent article. Arr. du cons., 20 octobre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 232.

(3) On doit déclarer nulle la prise d'un navire, lorsque le capitaine capteur, s'étant saisi des pièces de bord et les ayant déposées dans un coffre ou sac, a omis d'interpeller le capitaine capturé de les sceller de son cachet, et lorsque celui-ci soutient qu'il était muni, au moment de la capture, de pièces justifiant sa neutralité. Cass., 28 floréal an 7, *SIR.*, VII, 2, 1131; *Bull. civ.*, I, 348.

tres prises, elles appartiendront à l'armement dont il fait partie, ou à la division à laquelle il est attaché.

63. Le chef conducteur d'une prise qui, dans sa course, sera reprise par l'ennemi, sera jugé, à son retour, comme le sont, en pareil cas, les commandans des bâtimens de l'état.

64. Il est défendu, conformément à l'ordonnance de 1681, sous peine de la vie, à tous individus faisant partie de l'état-major ou de l'équipage d'un corsaire, de couler à fond des bâtimens pris, et de débarquer des prisonniers sur des îles ou côtes éloignées, dans le dessein de celer la prise.—Et au cas où les preneurs, ne pouvant se charger du vaisseau pris ni de l'équipage, enlèveraient seulement les marchandises ou relâcheraient le tout par composition, ils seront tenus de se saisir des papiers et d'amener au moins les deux principaux officiers du vaisseau pris, à peine d'être privés de ce qui pourrait leur appartenir en la prise, même de punition corporelle s'il y échet (1).

65. Il est défendu de faire aucune ouverture des coffres, ballots, sacs, caisses, barriques, tonneaux ou armoires, de transporter ni vendre aucune marchandise de la prise, et à toutes personnes d'en acheter ou receler, jusqu'à ce que la prise ait été jugée ou que la vente ait été légalement autorisée, sous peine de restitution du quadruple de la valeur de l'objet détourné, et de punitions plus graves suivant la nature des circonstances.

66. Aussitôt que la prise aura été amenée en quelque rade ou port de France, le chef conducteur sera tenu de faire son rapport à l'officier d'administration de la marine, de lui représenter et remettre, sur inventaire et récépissé, les papiers et autres pièces trouvés à bord, ainsi que les prisonniers faisant partie du navire pris, et de lui déclarer le jour et l'heure où le bâtiment aura été pris, en quel lieu ou à quelle hauteur, si le capitaine a fait refus d'amener les voiles, ou de faire voir sa commission ou son congé, s'il a attaqué ou s'il s'est défendu, quel pavillon il portait, et les autres circonstances de la prise et de son voyage.

67. Toutes les prises seront conduites dans les ports, sans pouvoir rester dans les rades ou aux approches de ces ports au-delà du temps nécessaire pour leur entrée dans ces mêmes ports. — Lorsque le capitaine d'un navire armé en course aura conduit une prise dans un des ports de France, il sera tenu d'en faire la déclaration au bureau de la douane.

68. Toutes les lettres généralement quelconques, trouvées sur les bâtimens ennemis qui seront pris, seront immédiatement remises au fonctionnaire supérieur de la marine ou à l'agent commercial dans le port où la prise abordera : celui-ci les fera passer au ministre de la marine et des colonies.—Les lettres trouvées sur des bâtimens neutres seront ouvertes et lues en présence de l'armateur ou de son représentant ; et celles qui seront de nature à donner des éclaircissemens sur la validité de la prise seront jointes à la procédure : les autres lettres seront adressées au ministre de la marine et des colonies.

CHAPITRE II. — *Procédures des prises.*

69. Après avoir reçu le rapport du conducteur de la prise, l'officier d'administration de la marine se transportera immédiatement sur le bâtiment capturé, dressera procès-verbal de l'état dans lequel il le trouvera, et po-

(1) Un corsaire qui fait une prise sans amener les prisonniers perd tous ses droits. Arr. du cons., 23 décembre 1815, S1R., Jur. du cons., III, 203.

sera, en présence du capitaine pris, ou de deux officiers ou matelots de son équipage, d'un préposé des douanes, du capitaine ou autre officier du navire capteur, et même des réclamans s'il s'en présente, les scellés sur tous les fermans.— Ces scellés ne pourront être levés qu'en présence d'un préposé des douanes.

70. Le préposé des douanes prendra à bord un état détaillé des balles, ballots, futailles et autres objets qui seront mis à terre ou chargés dans les chalans et chaloupes : un double de cet état sera envoyé à terre, et signé par le garde-magasin pour valoir réception des objets y portés. — A mesure du déchargement des objets, et au moment de leur entrée en magasin, il en sera dressé inventaire en présence d'un visiteur des douanes, qui en tiendra état et le signera à chaque séance.

71. Il sera établi à bord un surveillant, lequel sera chargé, sous sa responsabilité, de veiller à la conservation des scellés, et des autres effets confiés à sa garde.

72. L'officier d'administration de la marine du port dans lequel les prises seront amenées procédera de suite, et au plus tard dans les vingt-quatre heures de la remise des pièces, à l'instruction de la procédure, pour parvenir au jugement des prises.

73. Cette instruction consiste dans la vérification des scellés, la réception et l'affirmation des rapports et déclarations du chef conducteur, l'interrogatoire de trois prisonniers au moins, dans le cas où il s'en trouverait un pareil nombre, l'inventaire des pièces, états ou manifestes de chargement qui auront été remis ou qui seront trouvés à bord, la traduction des pièces de bord par un interprète juré, lorsqu'il y a lieu.

74. Si le bâtiment est amené sans prisonniers, charte-partie ni connaissances, l'équipage du navire capteur sera interrogé séparément sur les circonstances de la prise, pour faire connaître, s'il le peut, sur qui la prise aura été faite.

75. L'officier d'administration de la marine sera assisté, dans tous ces actes, du principal préposé des douanes, et appellera, en outre, le fondé de pouvoir des équipages capteurs, s'il y en a : à défaut de fondé de pouvoirs, l'équipage sera représenté par le conducteur de la prise, réputé fondé de pouvoirs.

76. Dans le cas d'avaries ou de détérioration de tout ou partie de la cargaison, l'officier d'administration de la marine, en apposant les scellés, ordonnera le déchargement et la vente dans un délai fixé. La vente ne pourra cependant avoir lieu qu'après avoir été préalablement affichée dans le port de l'arrivée, et dans les communes et ports voisins, et après avoir appelé le principal préposé des douanes et le fondé de pouvoirs des équipages capteurs, ou à son défaut le conducteur de la prise. — Le produit de ces ventes sera provisoirement déposé dans la caisse des invalides de la marine.

77. Sont maintenues toutes les dispositions de l'arrêté du 6 germinal an 8, relatif à l'établissement du conseil des prises.

CHAPITRE III. — *Déchargement, manutention, vente et liquidation particulière des prises.*

78. Aussitôt que la procédure d'instruction sera terminée, il sera procédé sans délai à la levée des scellés et au déchargement des marchandises, qui seront inventoriées et mises en magasin, lequel sera fermé de trois clefs différentes, dont l'une demeurera entre les mains de l'officier supérieur de l'administration de la marine, une seconde entre celles du receveur des douanes, et la troisième sera remise à l'armateur, ou à celui qui le représentera.

79. Il sera aussi procédé sans délai à la vente provisoire des effets sujets à déperissement, soit sur la réquisition de l'officier d'administration, soit à la requête de l'armateur ou de celui qui le représentera. — Pourra même l'officier supérieur de l'administration de la marine, lorsque les prises seront évidemment ennemies, permettre la vente tant du navire que des cargaisons, sans attendre le jugement de bonne prise; laquelle vente se fera dans le délai qui aura été fixé par ledit officier supérieur, et toutefois après que les formalités prescrites par l'article 36 auront été remplies.

80. Si la prise a été faite sous pavillon neutre, ou n'est pas évidemment ennemie, la vente même provisoire ne pourra avoir lieu sans le consentement du capitaine capturé; et en cas de refus, s'il y a nécessité de vendre, cette nécessité sera constatée par une visite d'experts nommés contradictoirement par l'armateur ou son représentant et ce même capitaine, ou d'office par l'officier supérieur de l'administration de la marine.

81. S'il se présente des réclamans, les effets par eux réclamés pourront leur être délivrés par l'officier d'administration, suivant l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, pourvu que lesdites réclamations soient fondées en titre, et à la charge par celui qui les aura faites, de donner bonne et suffisante caution; faute de quoi il sera passé outre.

82. Les armateurs seront tenus d'envoyer des états ou inventaires détaillés des effets qui composeront les prises, avec indication du jour de leur vente, qui aura été fixé par l'officier supérieur de l'administration de la marine, dans les principales places de commerce, pour y être affichés à la bourse; et il en sera délivré, sur les ordres du préfet de police, à Paris, et des préfets de département ou de leurs préposés, dans les places où il y a des bourses de commerce, un certificat dont il sera fait mention dans le procès-verbal de vente.

83. Il sera procédé, par le conseil des prises, au jugement d'icelles, dans les délais et les formes prescrits par l'arrêté du 6 germinal an 8 (1).

84. Dans les huit jours qui suivront le jugement, le secrétaire général du dit conseil sera tenu d'en envoyer l'expédition au ministre de la marine et des colonies, qui la fera passer à l'officier d'administration, pour être ensuite procédé à la vente de la prise, si fait n'a été. — Les décisions du conseil des prises ne pourront être exécutées à la diligence des parties intéressées, qu'avec le concours du principal préposé des douanes.

85. Les marchandises seront exposées en vente et criées par parties ou par lots, ainsi qu'il sera convenu entre les intéressés à la prise; et, en cas de contestation, l'officier d'administration règlera la forme de la vente, qui ne pourra, dans aucun cas, être faite en bloc. — Le prix en sera payé comptant, ou en lettres de change acceptées à la satisfaction de l'armateur, et à deux mois d'échéance au plus tard. — La livraison des effets vendus et adjugés sera commencée le lendemain de la vente, et continuée sans interruption.

86. Dans le cas où quelque adjudicataire ne se présenterait pas à l'heure indiquée, ou au plus tard dans les trois jours après la livraison faite des derniers articles vendus, il sera procédé à la revente, à la folle-enchère, des objets qui lui auraient été adjugés.

87. Les dispositions prescrites par les lois, pour les déclarations à l'entrée et à la sortie, ainsi que pour les visites et paiemens de droits, seront obser-

(1) La décision du conseil des prises, qui déclare bonne et valable la prise faite par un corsaire, ne confère à l'armateur du corsaire d'autres droits que ceux de propriété sur le bâtiment pris. Arr. du cons., 3 septembre 1823, MAC., V, 674.

vées, relativement aux armemens en course et aux navires pris sur les ennemis de l'état, dans tous les cas où il n'y est pas dérogé par le présent règlement. — Les directeurs, inspecteurs et receveurs des douanes prendront les mesures nécessaires pour prévenir toutes fraudes ou soustractions, à peine d'en demeurer personnellement responsables. — Les droits sur les objets de prise sont à la charge des acquéreurs, et seront toujours acquittés avant la livraison, entre les mains du receveur des douanes, avec lequel l'officier supérieur de l'administration de la marine se concertera pour indiquer l'heure de la livraison. — Les marchandises dont l'entrée est prohibée ne pourront être vendues qu'à charge de réexportation.

88. Dans le mois qui suivra la livraison complète des effets vendus, l'armateur, ou son commissionnaire, déposera au greffe du tribunal connaissant des matières de commerce, le compte du produit de la prise, avec les pièces justificatives, sous peine de privation de son droit de commission, et même sous plus forte peine, s'il y a lieu, dans le cas où le produit ne serait pas complet. — Ce tribunal pourra accorder à l'armateur, sur sa simple requête et sans frais, quinze autres jours pour rapporter les pièces manquantes.

89. Il devra être procédé à la liquidation particulière dans le mois du jour du dépôt mentionné en l'article précédent, sans que l'arrêté de ladite liquidation puisse être suspendu sous prétexte d'articles qui ne seraient pas encore dans le cas d'être liquidés, lesquels seront tirés pour mémoire sauf à les comprendre ensuite dans la liquidation générale.

90. Les armateurs seront tenus de déposer au greffe du tribunal connaissant des matières de commerce du lieu de l'armement une expédition de chaque liquidation particulière, aussitôt qu'elle leur sera parvenue, et au plus tard dans un mois de sa date.

CHAPITRE IV. — *Liquidations générales.*

91. Le tiers du produit des prises qui auront été faites appartiendra à l'équipage du bâtiment qui les aura faites; mais le montant des avances qui auront été payées sera déduit sur les parts de ceux qui les auront reçues.

92. Les équipages des bâtimens armés en guerre et marchandises n'auront que le cinquième des prises; et il ne leur sera fait aucune déduction pour les avances comptées à l'armement, ou pour les mois payés pendant le cours du voyage.

93. Le coffre du capitaine pris, ni les pacotilles ou marchandises qui pourront lui appartenir, dans quelque endroit du bâtiment qu'elles soient chargées, ne pourront, dans aucun cas, être distribuées au capitaine du corsaire qui aura fait la prise; mais l'armateur pourra stipuler en faveur du capitaine, et pour lui tenir lieu de dédommagement, une somme proportionnée à la valeur de la prise; laquelle somme ne pourra, toutefois, excéder deux pour cent du montant net de la liquidation particulière de ladite prise (1).

94. Dans le mois après la course finie, ou lorsque la perte du corsaire sera certaine, ou au moins présumée, l'armateur déposera au greffe du tribunal connaissant des matières de commerce du lieu de l'armement les comptes de dépenses des relâches et du désarmement, pour être procédé à la liquidation générale du produit de la course, par les juges de ce tribunal, dans un mois après la remise de toutes les pièces, et sauf à laisser pour mémoire les articles qui pourront donner lieu à un trop long retard, lesquels seront

(1) La commission du capitaine capteur sur le montant des prises ne pouvait excéder deux pour cent sous l'empire de l'ancienne législation comme sous l'empire de la nouvelle : il y a donc lieu de réduire la commission à deux pour cent, nonobstant toute convention contraire. Cass., 26 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 383.

ensuite réglés par un supplément sommaire à la liquidation générale : faute par l'armateur de faire ledit dépôt, il sera privé de tout droit de commission (1).

95. Il ne sera fait d'autre retenue au profit des invalides de la marine, que celle de cinq centimes pour franc, prescrite par la loi du 9 messidor an 3 ; mais cette retenue aura lieu sur le produit des rançons faites à l'ennemi en mer, comme sur le produit des prises amenées et confisquées.

96. Les liquidations générales seront imprimées, et il en sera envoyé des exemplaires au ministre de la marine et des colonies, au greffe des tribunaux de commerce des villes dans lesquelles il y aura des actionnaires, qui pourront en prendre communication *gratis* : il en sera envoyé en outre aux intéressés et actionnaires d'une somme de trois mille francs et au dessus.

97. En cas de pillage, divertissement d'effets, déprédations ou autres malversations, il en sera informé par l'officier en chef de l'administration de la marine, à la requête de l'inspecteur, pour être lesdites procédures envoyées au ministre de la marine et des colonies, et être par le conseil des prises prononcé telle amende ou peine civile qu'il appartiendra ; auquel cas lesdites procédures demeureront comme non avenues : et où il écherrait de prononcer des peines afflictives, lesdites procédures seront renvoyées aux cours martiales maritimes, pour y être le procès continué jusqu'à jugement définitif.

98. Les inspecteurs de la marine adresseront, dans les premiers jours de chaque mois, au ministre de la marine et des colonies, un état dans lequel toutes les prises arrivées dans les ports de leur arrondissement continueront d'être employées, jusqu'à ce qu'elles aient été liquidées, avec des notes et des observations sur l'état des procédures et les motifs qui occasioneront des retards, s'il y en a.

CHAPITRE V. — Répartition.

99. Il ne sera promis, avant l'embarquement, aucune part dans les prises, aux officiers-majors, officiers-mariniers, volontaires, soldats, matelots ou autres ; mais elles seront réglées immédiatement après le retour du corsaire, à proportion du mérite et du travail de chacun, dans un conseil tenu à cet effet dans le lieu des séances du tribunal connaissant des matières de commerce, en présence des juges de ce tribunal et du commissaire à l'inscription maritime. — Ce conseil sera composé du capitaine et des premiers officiers majors, suivant l'ordre du rôle d'équipage, au nombre de sept, le capitaine compris, s'il se trouve assez de lieutenants pour compléter le nombre. Ces officiers prêteront, devant les juges connaissant des matières de commerce, dans huit jours au plus tard, après la course finie, le serment de procéder fidèlement, et en leur ame et conscience, au règlement et à la répartition des parts : ledit règlement, signé par le président du tribunal et par le commissaire à l'inscription maritime, conjointement avec les capitaines et les officiers-majors, sera déposé au greffe dudit tribunal.

100. Si, par l'effet de la perte du corsaire, de son absence sans nouvelles, ou de la prise qui aurait été faite par l'ennemi, les officiers-majors ne pouvaient être rassemblés pour procéder audit règlement des parts, il y sera procédé à la requête du commissaire à l'inscription maritime, par un pro-

(1) Les tribunaux de commerce chargés de la liquidation des produits de l'armement en course doivent vérifier les pièces produites par l'armateur, et rejeter les dépenses exagérées. Circul. minist., 20 avril 1807, *Str.*, VII, 2, 349.

cès-verbal qui sera signé tant par lesdits juges que par ledit commissaire. — A la suite du procès-verbal, le tribunal rendra son jugement, qui énoncera les noms des officiers et équipage du corsaire, les qualités et le nombre des parts attribuées à chaque grade, enfin le nombre d'heures qui aura été employé à cette opération, et qui ne pourra pas excéder celui de six.

101. Il ne pourra être accordé au capitaine plus de.....	12 parts.
Au capitaine en second, plus de.....	10
Aux deux premiers lieutenans.....	8
Au premier maître, à l'écrivain ou commis aux revues, et aux autres lieutenans.....	6
Aux enseignes, au maître chirurgien et au second maître.....	4
Aux conducteurs de prises, pilotes, contre-maitres, capitaines d'armes, maîtres canonniers, charpentiers.....	3
Aux seconds canonniers, charpentiers, calfats, maîtres de chaloupes, voiliers, armuriers, quartiers-maitres, et seconds chirurgiens.....	2
Aux volontaires... 1 part ou deux au plus.	
Aux matelots..... 1 part ou part et demie.	
Aux soldats..... 1 demi-part ou une part.	
Aux novices..... 1 demi-part ou trois quarts de part.	
Aux mousses..... 1 quart de part ou demi-part, suivant leurs services respectifs et leurs forces.	

102. Le nombre de parts attribué à chaque grade ne pourra être diminué qu'à la pluralité de deux voix ; mais la pluralité d'une seule suffira pour déterminer le plus ou le moins attribué aux volontaires, matelots, soldats, novices et mousses. En cas de partage d'avis, la voix du capitaine sera prépondérante. — L'écrivain n'aura de voix que pour remplacer chacun des officiers-majors, qui sera tenu de se retirer lorsqu'il s'agira de fixer ses parts.

103. Le règlement des parts assignera, sur le produit des prises, une somme aux officiers et autres gens de l'équipage qui auront été blessés et estropiés dans les combats, et aux veuves et enfans de ceux qui auront été tués ou qui seront morts de leurs blessures. Lesdites sommes seront payées à ceux auxquels elles seront accordées, en sus de leurs parts de prises, pourvu que ces gratifications n'excèdent pas le double de la valeur desdites parts.

104. Le règlement des parts ainsi arrêté sera définitivement exécuté. — Il est défendu à tous tribunaux d'admettre aucune action, plainte ni réclamation de la part des officiers ou gens de l'équipage à cet égard.

105. Dans la huitaine du jour où la liquidation générale des prises faites pendant la croisière aura été arrêtée par le tribunal connaissant des matières de commerce, l'armateur sera tenu de procéder au paiement des parts de prises revenant à l'équipage : en cas de refus ou de plus long retard, il y sera contraint, à la requête de l'inspecteur ou sous-inspecteur de la marine, poursuites et diligences du commissaire à l'inscription maritime.

106. Le paiement des parts de prises ne pourra se faire qu'au bureau de l'inscription maritime, et sur l'état conforme au modèle joint à l'arrêt du 15 décembre 1782, lequel sera émargé par ceux des marins de l'équipage qui sauront signer. A l'égard de ceux qui ne sauraient pas signer, le paiement des parts qui leur reviendront sera certifié par le commissaire à l'inscription maritime. — Les à-comptes payés pendant la croisière ou avant la répartition générale, ne seront alloués à l'armateur qu'autant qu'ils auront

été payés au bureau de l'inscription maritime, et certifiés par le commissaire chargé de ce service (1).

107. L'armateur est tenu de remettre entre les mains du trésorier des invalides de la marine, dans le port où l'armement a été fait, le montant des parts et portions d'intérêt dans les prises appartenant aux morts ou absents et faisant partie de l'équipage du corsaire, trois jours après la répartition qui aura été faite au bureau de l'inscription maritime, conformément à l'état qui en sera remis par le commissaire; de laquelle remise il sera donné décharge valable audit armateur par le trésorier des invalides.

108. Les parts de prises appartenant aux officiers marinières et matelots non résidant dans le port où la répartition aura été faite, seront envoyées dans les quartiers de leur résidence, ainsi qu'il se pratique pour la remise des parts de prises des gens de mer employés sur les vaisseaux de l'état.

109. Les inspecteurs de la marine sont spécialement chargés de poursuivre les armateurs qui ne se conformeraient pas aux dispositions du présent règlement, à l'effet de les faire condamner, tant à faire procéder aux liquidations générales qu'aux répartitions entre les preneurs, et au dépôt entre les mains des trésoriers des invalides, des parts de prises revenant aux marins morts ou absents.

110. Il est expressément défendu aux marins employés sur les corsaires de vendre à l'avance leurs parts de prises, et à qui que ce soit de les acheter, sous peine de perdre les sommes qui pourraient avoir été payées pour cet effet. Les parts de prises ne seront payées qu'aux marins eux-mêmes; et l'on n'aura aucun égard aux procurations qu'ils pourraient avoir données pour en retirer le montant, à des personnes étrangères à leurs familles (2).

111. Les parts de prises des marins, comme leurs salaires, sont déclarées insaisissables. — On n'aura aucun égard aux réclamations ou oppositions qui pourraient être formées par ceux qui se prétendraient porteurs d'obligations desdits marins, à moins que les sommes réclamées ne soient dues par eux ou par leurs familles, pour loyers de maison, subsistances et vêtemens, qui leur auront été fournis du consentement du commissaire à l'inscription maritime, et que cette avance n'ait été préalablement apostillée sur les registres et matricules des gens de mer.

TITRE III. — Des armemens en course et des prises dans les colonies et dans les ports étrangers.

112. Dans les colonies et établissemens français situés au-delà des mers, les capitaines généraux, ou ceux qui en remplissent les fonctions, pourront seuls délivrer des lettres de marque, ou proroger la durée de celles qui auraient été délivrées en Europe; toutefois en se conformant aux dispositions ordonnées par le présent règlement, dans le chapitre des lettres de marque et cautionnemens.

113. Lorsque des prises seront conduites dans les ports des colonies françaises, le préfet colonial, ou celui qui en remplit les fonctions, chargera un officier d'administration de se transporter sans retard à bord des bâti-

(1) Les paiemens faits par des armateurs sur simple quittance du trésorier de la marine sont valables; on ne peut prétendre que ces paiemens sont nuls, sous prétexte que la quittance n'a pas été transcrite sur les registres du contrôleur de la marine ni visée par lui; et il n'est pas nécessaire que la quittance soit donnée au bas de l'état de répartition. Cass., 2 nivose an 10, SIREY, II, 1, 187. — C'est aux tribunaux de commerce à statuer sur la validité d'un paiement dont la régularité est contestée par l'administration de la marine. Arr. du cons., 4 décembre 1822, MAG., IV, 450.

(2) Voyez un arrêt du conseil d'état qui applique cette disposition. 19 mars 1811, SIREY, Jur. du cons., I, 483.

mens capturés, à l'effet d'y procéder aux formalités ci-dessus prescrites pour les prises conduites dans les ports de France (*chapitre II du titre II*).

114. Le préfet colonial, ou celui qui le remplace, pourra, soit avant le jugement, en cas d'avaries ou détérioration, soit après le jugement, ordonner le déchargement ou la vente, en se conformant à ce qui est prescrit dans les chapitres II et III du titre II de ce règlement.

115. L'officier d'administration qui aura fait l'instruction, la remettra dans le plus bref délai, avec toutes les pièces y relatives, au préfet colonial, qui s'adjoindra le commissaire de justice, ou celui qui le représente, l'officier d'administration chargé de l'instruction, l'inspecteur de la marine et le commissaire à l'inscription maritime, à l'effet de statuer tant sur le mérite de la procédure que sur la validité de la prise.

116. La commission, composée ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera présidée par le préfet colonial, et, en son absence, par le commissaire de justice; et les décisions y seront prises à la pluralité des voix. Un secrétaire, nommé par le préfet, fera les fonctions de greffier.

117. Les jugemens rendus dans les colonies sur les prises seront sujets à l'appel devant le conseil des prises séant à Paris, et néanmoins seront susceptibles d'exécution provisoire, à la charge par celle des parties qui aura requis ladite exécution, de donner caution, et en outre de demeurer responsable des dommages et intérêts.

118. Si, dans la quinzaine qui suivra les jugemens, il n'est point intervenu de réclamations de la part de l'une ou de l'autre des parties, ils deviendront définitifs, et, audit cas, il n'y aura lieu à aucun cautionnement. — Les réclamations, pour être valables, seront notifiées au greffier de la commission, qui sera tenu d'en donner un reçu.

119. Dans tous les cas, le préfet colonial adressera sans retard l'instruction, les pièces y relatives et le jugement rendu pour chaque prise, au ministre de la marine et des colonies, qui les fera parvenir au secrétariat du conseil des prises, toutes les fois que l'affaire sera de nature à y être jugée; et attendu que les pièces originales pourraient être perdues, le préfet colonial sera obligé d'en garder des copies collationnées (1).

120. Au surplus, les dispositions ordonnées par le présent règlement, pour les armemens en course et pour les prises en France, seront exécutoires dans les colonies.

121. Il n'est rien innové, en ce qui concerne les prises conduites dans les ports étrangers, à ce qui est ordonné par l'arrêté du 6 germinal an 8 : néanmoins, en cas de vente de prises dans lesdits ports, les commissaires des relations commerciales ne pourront prétendre qu'à une rétribution d'un demi pour cent, qui sera prélevée sur le produit net de la vente (2).

TITRE IV. — Dispositions générales.

122. Il est défendu, sous peine de destitution, et de plus grande peine s'il y echet, à tous officiers, administrateurs, agens diplomatiques et commerciaux, et autres fonctionnaires appelés à surveiller l'exécution des lois sur la course et les prises, ou à concourir au jugement de la validité des prises faites par les croiseurs français, d'avoir des intérêts directs ou indirects dans les armemens en course, ou en guerre et marchandises. Il leur est égale-

(1) Les jugemens rendus par les commissions des prises, dans les colonies, sont provisoires, et doivent être soumis au conseil d'état. Arr. du cons., 17 avril 1822, MAC., III, 332.

(2) Les consuls de France dans l'étranger ne peuvent rien prendre au-delà du demi pour cent qui leur est alloué par cet article. Arr. du cons., 18 novembre 1818, SRR., Jur. du cons., V, 17.

ment défendu de se rendre directement ou indirectement adjudicataires de marchandises provenant des prises, et mises par eux en vente.

123. Un exemplaire du présent règlement sera annexé à chaque lettre de marque.

(*Suivent les formules des actes énoncés dans le présent arrêté.*)

N° 39.=4 prairial an 11 (24 mai 1803).=ARRÊTÉ relatif aux frais d'affinage des matières et espèces d'or et d'argent, d'un titre inférieur à celui des nouvelles espèces. (III, Bull. CCLXXXIV, n° 2785.)

Art. 1^{er}. Les frais d'affinage des matières et espèces d'argent apportées aux changes des monnaies, dont le titre se trouvera inférieur à celui des nouvelles espèces, sont fixés et seront perçus conformément au tarif annexé au présent arrêté.

2. Les frais d'affinage des matières et espèces d'or sont fixés à trente-deux francs par kilogramme de fin contenu dans la portion des matières qui sera soumise à cette opération.

Tarif des frais d'affinage qui seront perçus au change des monnaies, en exécution de l'article 12 de la loi du 7 germinal an 11, sur les espèces et matières d'argent d'un titre inférieur à celui des nouvelles espèces.

Depuis le titre de 0.899 descendant jusqu'à 0.890 inclusivement...	4 f. 10 c.
de 0.889.....idem.....0.880.....	4 20
de 0.879.....idem.....0.870.....	4 30
de 0.869.....idem.....0.860.....	4 40
de 0.859.....idem.....0.850.....	4 50
de 0.849.....idem.....0.840.....	4 60
de 0.839.....idem.....0.830.....	4 70
de 0.829.....idem.....0.820.....	4 80
de 0.819.....idem.....0.810.....	4 90
de 0.809.....idem.....0.800.....	5 00
de 0.799.....idem.....0.790.....	5 10
de 0.789.....idem.....0.780.....	5 20
de 0.779.....idem.....0.770.....	5 30
de 0.769.....idem.....0.760.....	5 40
de 0.759.....idem.....0.750.....	5 50
de 0.749.....idem.....0.740.....	5 60
de 0.739.....idem.....0.730.....	5 70
de 0.729.....idem.....0.720.....	5 80
de 0.719.....idem.....0.710.....	5 90
de 0.709.....idem.....0.700.....	6 00
de 0.699.....idem.....0.690.....	6 10
de 0.689.....idem.....0.680.....	6 20
de 0.679.....idem.....0.670.....	6 30
de 0.669.....idem.....0.660.....	6 40
de 0.659.....idem.....0.650.....	6 50
de 0.649.....idem.....0.640.....	6 60
de 0.639.....idem.....0.630.....	6 70
de 0.629.....idem.....0.620.....	6 80
de 0.619.....idem.....0.610.....	6 90
de 0.609.....idem.....0.600.....	7 00
de 0.599.....idem.....0.590.....	7 10
de 0.589.....idem.....0.580.....	7 20
de 0.579.....idem.....0.570.....	7 30
de 0.569.....idem.....0.560.....	7 40
de 0.559.....idem.....0.550.....	7 50
de 0.549.....idem.....0.540.....	7 60
de 0.539.....idem.....0.530.....	7 70
de 0.529.....idem.....0.520.....	7 80
de 0.519.....idem.....0.510.....	7 90
de 0.509.....idem.....0.500.....	8 00

Depuis le titre de 0.499 descendant jusqu'à 0.490 inclusivement...	8 f. 10 c.
de 0.489.....idem.....0.480.....	8 20
de 0.479.....idem.....0.470.....	8 30
de 0.469.....idem.....0.460.....	8 40
de 0.459.....idem.....0.450.....	8 50
de 0.449.....idem.....0.440.....	8 60
de 0.439.....idem.....0.430.....	8 70
de 0.429.....idem.....0.420.....	8 80
de 0.419.....idem.....0.410.....	8 90
de 0.409.....idem.....0.400.....	9 00
de 0.399.....idem.....0.390.....	9 10
de 0.389.....idem.....0.380.....	9 20
de 0.379.....idem.....0.370.....	9 30
de 0.369.....idem.....0.360.....	9 40
de 0.359.....idem.....0.350.....	9 50
de 0.349.....idem.....0.340.....	9 60
de 0.339.....idem.....0.330.....	9 70
de 0.329.....idem.....0.320.....	9 80
de 0.319.....idem.....0.310.....	9 90
de 0.309.....idem.....0.300.....	10 00
de 0.299.....idem.....0.290.....	10 20
de 0.289.....idem.....0.280.....	10 40
de 0.279.....idem.....0.270.....	10 60
de 0.269.....idem.....0.260.....	10 80
de 0.259.....idem.....0.250.....	11 00
de 0.249.....idem.....0.240.....	11 20
de 0.239.....idem.....0.230.....	11 40
de 0.229.....idem.....0.220.....	11 60
de 0.219.....idem.....0.210.....	11 80
de 0.209.....idem.....0.200.....	12 00
Tout titre inférieur à 0.200 paiera.....	14 00

N° 40. = 5 prairial an 11 (25 mai 1803). — **ARRÊTÉ** du ministre de l'intérieur, qui permet de quêter dans les églises. (Recueil officiel de l'intérieur, page 280.)

Le ministre de l'intérieur, vu l'article 8 de la loi du 7 frimaire an 5 (1), arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les administrateurs des hospices et des bureaux de bienfaisance organisés dans chaque arrondissement, sont autorisés à faire quêter dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête, soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames qu'ils le jugeront convenable.

2. Ils sont pareillement autorisés à faire poser dans tous les temples, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissemens d'humanité, auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où l'on peut être excité à faire la charité, des troncés destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance individuelle voudrait y déposer.

3. Tous les trois mois les bureaux de charité feront aussi procéder, dans leurs arrondissemens respectifs, à des collectes.

4. Le produit des quêtes, des troncés et des collectes, sera remis dans la caisse de ces institutions, et employé à leurs besoins suivant et conformément aux lois. Les préfets en transmettront l'état tous les trois mois au ministre de l'intérieur.

(1) Voyez cette loi, qui ordonne la perception, au profit des indigens, d'un décime par franc en sus du prix des billets d'entrée dans tous les spectacles, et les notes.

5. Dans les arrondissemens où l'établissement des bureaux de bienfaisance et des bureaux auxiliaires n'a point encore eu lieu, les préfets, conformément aux instructions du 28 vendémiaire an 10, s'occuperont sans délai de leurs organisations, et soumettront à la confirmation du ministre les arrêtés qu'ils croiront devoir prendre.

6. Les préfets sont respectivement chargés d'assurer l'exécution de ces dispositions, et d'en rendre compte.

N° 41. = 6 prairial an 11 (26 mai 1803). = *ARRÊTÉ relatif à l'établissement des bureaux de pesage et mesurage dans la ville de Paris* (1). (III, Bull. CCLXXXI, n° 2772.)

Art. 1^{er}. La loi du 29 floréal dernier, relative au pesage, mesurage, et jaugeage public, sera exécutée dans la ville de Paris.

2. En conséquence, il sera établi dans les divers quartiers de cette ville où les besoins du commerce l'exigeront, des bureaux publics de pesage, mesurage et jaugeage.

3. Il en sera particulièrement établi dans les halles et marchés, et sur les ports.

4. Aux termes de la loi du 29 floréal, nul ne sera contraint d'employer le ministère des préposés desdits bureaux, sinon de gré à gré ou en cas de contestation.

5. Néanmoins, tout acheteur ou vendeur qui, achetant ou vendant dans l'une des halles, dans l'un des marchés, ou sur l'un des ports de la ville de Paris, voudra, selon la nature de l'objet d'achat ou de vente, se soumettre au pesage, mesurage ou jaugeage, sera tenu d'employer pour cette opération, le ministère du préposé public du bureau établi dans lesdits marchés ou halles ou sur les ports.

6. En conséquence, il est défendu à tout individu d'établir des bureaux ou maisons de pesage, ou d'exercer les fonctions de jaugeur ou mesureur, dans l'étendue de la ville, et à tous acheteurs ou vendeurs de les employer, à peine de poursuites par voie correctionnelle, conformément à l'arrêté du gouvernement du 7 brumaire an 9.

7. Les droits à percevoir pour les opérations de pesage, mesurage, jaugeage, faites soit dans les bureaux publics des halles, marchés et ports, soit dans ceux placés sur tous autres points où il aura été nécessaire d'en établir, soit enfin dans les magasins, boutiques et autres lieux particuliers où les préposés publics auront été requis de se transporter pour opérer, seront réglés ainsi qu'il suit :

1^o Droit de pesage.

Le droit de pesage sera de vingt centimes pour cent kilogrammes, pour toutes les espèces de marchandises ou denrées.

2^o Droit de mesurage.

1^o Le droit de mesurage au mètre sera d'un centime par mètre pour toute espèce de marchandises qui se vendent aux mesures de longueur. — 2^o Le droit de mesurage au stère du bois de chauffage sera de quinze centimes par stère : et nulle autre perception ne pourra avoir lieu dans les chantiers à raison du mesurage, sous peine d'exaction. — 3^o Le droit de mesurage au

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage, et les notes.

litre sera de deux centimes par boisseau ou décalitre, pour les grains, graines et grenailles, et de dix centimes par voie ou sac pour le charbon.

3^o Droit de jaugeage.

Le droit de jaugeage sera d'un centime par velte ou décalitre pour toute espèce de liquides.

8. Relativement aux opérations de mesurage et jaugeage, le droit sera perçu sur la fraction de mètre, de stère, de boisseau, de voie et de velte, comme pour l'entier.—Quant au pesage, dont le droit est fixé par cent kilogrammes pris pour unité, la fraction d'un à vingt-cinq sera considérée comme vingt-cinq, de vingt-cinq à cinquante comme cinquante, de cinquante à soixante-quinze comme soixante-quinze, et de soixante-quinze à cent comme unité ou entier.

9. Les droits ci-dessus seront payés moitié par le vendeur, moitié par l'acheteur, à moins qu'il n'y ait convention contraire.

10. Il n'est rien innové à ce qui se pratique relativement à la perception de l'octroi, pour laquelle le jaugeage, mesurage et pesage continuera d'être fait par les peseurs de la régie, sauf le cas de contestation.

11. Le mode de perception des droits fixés par les articles ci-dessus sera proposé par les préfets de département et de police au ministre de l'intérieur, et soumis par lui à l'approbation du gouvernement.

N^o 42.=8 prairial an 11 (28 mai 1803).=ARRÊTÉ *contenant organisation des compagnies de canonnières gardes-côtes* (1). (III, Bull. CCLXXXIII, n^o 2782.)

N^o 43.=8 prairial an 11 (28 mai 1803).=ARRÊTÉ *relatif à la navigation intérieure de la France* (2). (III, Bull. CCLXXXV, n^o 2791.)

Art. 1^{er}. La navigation intérieure de la France sera divisée en bassins, dont les limites seront déterminées par les montagnes ou coteaux qui versent les eaux dans le fleuve principal; et chaque bassin sera subdivisé en arrondissemens de navigation.

2. Les portions de fleuves et rivières faisant partie de départemens autres que celui dans lequel sera placé le chef-lieu d'arrondissement de navigation intérieure, seront mises dans les attributions administratives du préfet de ce chef-lieu; et ce, seulement, en ce qui concerne les travaux à exécuter dans le lit et sur les bords de la rivière ou du fleuve; le surplus de l'administration continuera à être exercé par le préfet du territoire.

3. L'ingénieur du département où sera fixé le chef-lieu d'arrondissement, exercera ses fonctions relativement aux travaux à faire sur toute l'étendue des fleuves et rivières comprise dans les attributions du préfet de son département.

4. L'octroi de navigation sera régi, sauf le cas où, sur l'avis des préfets et sur le rapport du ministre, la mise en ferme ou régie intéressée aura été ordonnée par le gouvernement.

5. Les tarifs en vertu desquels devra se faire la perception, et les points sur lesquels les bureaux devront être fixés, seront déterminés par des arrêtés spéciaux pour chaque arrondissement.

(1) Ces canonnières gardes-côtes, licenciés par décision du 4 juin 1814, avaient été rétablis par un décret du 21—26 avril 1815 (pendant les cent-jours): mais ils ont été définitivement supprimés par ordonnance du 14—22 août 1815.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), et les notes qui résument toute la législation.

6. La perception se fera au moyen d'un receveur et d'un contrôleur dans chaque bureau.

7. Les recettes de chaque bureau seront versées dans la caisse du receveur général des contributions du département où est placé le chef-lieu de l'arrondissement de navigation. — Il sera souscrit, par ledit receveur général, des bons à vue représentatifs de ces versements; et il en sera tenu, au trésor public à Paris, un compte distinct par arrondissement de navigation.

8. Les receveurs et contrôleurs des bureaux établis à la limite de plusieurs arrondissemens, feront simultanément le service de ces arrondissemens, sauf le versement du produit des recettes faites pour chaque arrondissement, qui sera effectué dans chacun des chefs-lieux.

9. Les traitemens des préposés à l'octroi de navigation, et des receveurs généraux de département, consisteront en remises qui seront réglées par les arrêtés spéciaux dont il est parlé en l'article 5, dans la proportion des recettes.

10. Les préposés à l'octroi de navigation seront à la nomination du ministre de l'intérieur.

11. Les receveurs particuliers fourniront un cautionnement en immeubles, égal au quart du montant de la recette annuelle présumée. — L'acte de cautionnement sera soumis à l'enregistrement, mais ne sera assujéti qu'au droit fixe d'un franc, conformément à la loi du 7 germinal an 8.

12. Il sera délivré, par le ministre, des commissions aux préposés de l'octroi de navigation. — Ces employés feront enregistrer leurs commissions au secrétariat de la préfecture de l'arrondissement de navigation, et de celle où leurs bureaux seront établis.

13. Le receveur de chaque bureau tiendra un registre à talon, conforme au modèle qui sera déterminé par le ministre de l'intérieur. — Il sera coté et paraphé par le sous-préfet dans l'arrondissement duquel se trouvera situé le bureau.

14. Il sera, dans chaque bureau de perception, délivré aux conducteurs de bateaux, trains, etc., une quittance du montant du droit d'octroi par eux acquitté, et un laissez-passer. Les conducteurs seront tenus, lorsqu'ils en seront requis, de justifier de leurs quittances et laissez-passer aux receveurs des bureaux qui suivront celui où ils auront acquitté le droit, ainsi qu'à tous autres préposés à l'octroi de navigation; et, si leur destination est pour Paris, au bureau de l'octroi municipal de cette ville.

15. Les contestations relatives au paiement de l'octroi seront, conformément à la loi du 30 floréal an 10, portées devant le sous-préfet dans l'arrondissement duquel le bureau de perception sera situé, sauf le recours au préfet, qui prononcera en conseil de préfecture.

16. Le receveur particulier adressera, tous les mois, au préfet de l'arrondissement de navigation, une feuille contenant l'état des recettes. — Le contrôleur arrêtera tous les jours le registre du receveur: il tiendra un registre particulier des recettes qu'il aura vérifiées, et adressera, également tous les mois, au préfet, une feuille constatant la situation du contrôle.

17. Le receveur général, chargé de recevoir les versements des préposés d'un arrondissement de navigation, adressera chaque mois au conseiller d'état chargé des ponts et chaussées, ainsi qu'au préfet de l'arrondissement, un état de situation desdites recettes et des bons à vue adressés au trésor public pour leur montant. — Il rendra son compte annuel au préfet. — Dans les arrondissemens où il y aura une chambre de commerce, le compte lui sera soumis à la diligence du préfet, pour être par elle discuté et arrêté. — Dans les autres arrondissemens, il sera présenté à la plus prochaine as-

semblée du conseil général du département du chef-lieu d'arrondissement de navigation, pour être également discuté et arrêté. — Le double de ce compte sera transmis au ministre de l'intérieur.

18. Chaque année, dans le courant de vendémiaire, l'ingénieur en chef de l'arrondissement rédigera les projets des dépenses à exécuter dans l'année, et les remettra au préfet. — Le préfet, dans les départemens où il y aura des chambres de commerce, consultera sur ces projets trois de leurs membres, auxquels il adjoindra deux citoyens pris parmi les principaux maîtres marins fréquentant la rivière. — Dans les autres arrondissemens, le préfet consultera seulement cinq citoyens pris à son choix parmi les principaux commerçans et marins. — Il les réunira, à cet effet, avec l'ingénieur en chef; et, après avoir recueilli leurs observations, il arrêtera lesdits projets, qui seront soumis au ministre de l'intérieur.

19. Les travaux de navigation seront adjugés dans les formes établies pour l'administration des ponts et chaussées.

20. Les dépenses seront acquittées par le préposé du payeur général des dépenses diverses, sur les certificats de l'ingénieur en chef, et sur les mandats du préfet de l'arrondissement de navigation.

21. A cet effet, il sera mis chaque mois à la disposition du ministre de l'intérieur, sous la dénomination de produit du droit de navigation, une somme égale au montant dudit produit versé en bons à vue à la caisse centrale du trésor public. Le ministre de l'intérieur délivrera ses ordonnances sur ledit fonds, pour le répartir conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 30 floréal an 10.

22. Les receveurs ne pourront, sous peine de destitution, traiter ou transiger sur la quotité du droit : il leur est défendu de recevoir d'autres droits que ceux portés aux tarifs, sous peine d'être destitués et poursuivis comme concussionnaires.

23. Il est défendu à tout conducteur de bateaux, trains, etc., de passer les bureaux sans payer, à peine de cinquante francs d'amende.

24. En cas d'insultes ou de violences, l'amende sera de cent francs, indépendamment des dommages et intérêts, et de peines plus graves si le cas y échet; et ce, conformément aux dispositions du titre II de la loi du 3 nivose an 6 sur la taxe d'entretien des routes.

25. Les autorités civiles et militaires seront tenues, sur la réquisition écrite des préposés au droit de navigation, de requérir et de prêter main-forte pour l'exécution des lois et réglemens relatifs à leurs fonctions. Les commissaires du gouvernement feront poursuivre, même d'office, devant les tribunaux, les auteurs des insultes ou violences qui pourraient être commises; et ce, tant sur la clameur publique que sur les procès-verbaux dressés et affirmés par les préposés à l'octroi.

26. Tout procès-verbal devra être affirmé devant le juge de paix du canton ou son assesseur, dans les trois jours, sous peine de nullité, conformément à l'article 26 de la loi sur la taxe des routes, du 14 brumaire an 7.

27. Il sera placé sur le port, en face de chaque bureau de perception, un poteau et une plaque sur laquelle sera inscrit le tarif.

28. Défenses sont faites à tout maître de pont ou de pertuis, de monter ou descendre aucun bateau avant de s'être fait représenter la quittance des droits de navigation; et ce, à peine d'être contraint personnellement au remboursement de ces droits, par les voies prescrites pour le paiement des contributions.

29. Aucun particulier ne pourra percevoir aux pertuis, vannes et écluses, dans les rivières navigables des divers bassins, aucun droit de quelque na-

ture qu'il soit; le tout conformément aux articles 13 et 14 du titre II de la loi du 15—28 mars 1790, et des articles 7 et 8 de la loi du 25 août 1792.

30. Le service des pertuis, vannes et écluses, s'exécutera par des individus à ce commis, et dont le salaire sera pris sur les produits de l'octroi de navigation. — Les préfets d'arrondissement de navigation feront préalablement constater la situation desdits pertuis, vannes ou écluses, par les ingénieurs en chef; lesquels en dresseront procès-verbal en présence des détenteurs actuels, ou eux dûment appelés.

N° 44.=10 prairial an 11 (30 mai 1803).=ARRÊTÉ *qui enjoint aux militaires en congé et aux conscrits de se rendre de suite à leurs drapeaux.* (III, Bull. CCLXXX, n° 2769.)

N° 45.=10 prairial an 11 (30 mai 1803).=ARRÊTÉ *contenant règlement sur les poudres et salpêtres* (1). (III, Bull. CCLXXXII, n° 2780.)

Art. 1^{er}. Le prix du salpêtre livré par les salpêtriers dans les établissemens nationaux sera fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} messidor prochain; savoir: — Dans les commissariats de Paris, Le Ripault près Tours, Saumur et Châtellerault, deux francs; — Dans les autres commissariats de la république, un franc quatre-vingt-dix centimes.

2. Les primes établies par l'article 17 de l'arrêté du 27 pluviôse an 8, en faveur des salpêtriers, sont maintenues.—Tout fabricant dont l'établissement se trouverait éloigné de plus de deux myriamètres des magasins de l'administration des poudres et salpêtres recevra, pour frais de transport, une indemnité d'un centime par myriamètre excédant, pour chaque kilogramme de salpêtre versé dans lesdits magasins.

3. Les prix des salpêtres et poudres vendus par l'administration, soit dans les magasins nationaux, soit par les débitans commissionnés par l'administration, seront fixés ainsi qu'il suit: — Le salpêtre pour les fabricans et manufacturiers, pur, non raffiné, deux francs le kilogramme; pur, raffiné, deux francs quarante centimes; la poudre de mine, pour les travaux publics, dans les magasins de l'administration, deux francs trente centimes; la même poudre, pour les particuliers, deux francs cinquante centimes; la poudre de traite pour le commerce d'Afrique, deux francs vingt centimes; la poudre de guerre pour les armateurs, trois francs; la poudre de chasse pour les débitans, quatre francs cinquante centimes; celle pour les particuliers, cinq francs; la poudre superfine, huit francs.

4. La poudre de chasse de qualité supérieure ou superfine ne sera distribuée que dans les magasins principaux de l'administration, qui emploiera les moyens les plus convenables pour en constater l'espèce, et éviter toute possibilité de fraude.

5. Le prix des poudres livrées à la guerre et à la marine est fixé, à dater du 1^{er} vendémiaire an 11, à deux francs le kilogramme.

6. Il sera mis à la disposition de la régie cent quatre-vingt mille francs par mois; savoir: cent vingt mille francs sur les fonds de la guerre, et soixante mille francs sur ceux de la marine. — La liquidation des comptes de l'administration des poudres avec ces deux ministères, se fera à la fin de chaque année.

7. L'administration pourra faire entrer et transporter d'un magasin à un

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes qui résument la législation de la matière.

autre, dans l'intérieur de la république, les salpêtres, potasse, soufre, et autres matières servant à la confection de la poudre, en telle quantité que les besoins de son service l'exigeront, sans qu'elles puissent être assujéties à aucun droit de douane et octroi; à la charge, par le voiturier qui en fera le transport, de représenter des passeports de l'administration délivrés par les commissaires des départemens. — Sur ces passeports, la quantité et la qualité des marchandises devront être certifiées par les autorités du lieu du départ, et vérifiées également par celles du lieu d'arrivée.

8. Les traitemens des administrateurs et préposés de l'administration des poudres se composeront, à dater du 1^{er} vendémiaire an 11, de remises sur la récolte nationale du salpêtre, sur la fabrication des poudres de guerre, sur la vente des poudres au commerce et aux particuliers, sur la portée de la poudre de guerre, et d'une somme fixe.

9. Les remises, pour les portées des poudres de guerre, ne seront accordées que pour les portées supérieures à deux cent vingt mètres, et seront progressivement graduées de deux cent quarante à deux cent soixante, et de deux cent soixante à trois cents mètres.

10. Les remises attribuées aux administrateurs seront, — D'un centime sur les huit cent mille premiers kilogrammes de salpêtre pur récoltés en France, et de deux centimes sur l'excédant; — D'un centime sur le premier million de kilogrammes de poudre de guerre fabriquée, et de deux centimes sur l'excédant; — De quatre centimes sur les trois cents premiers mille kilogrammes de poudres vendus, et de huit centimes sur l'excédant. — Ces remises seront partagées également entre les trois administrateurs, à chacun desquels il sera en outre alloué, pour traitement fixe, une somme de trois mille francs par an.

11. Les traitemens des préposés de l'administration seront établis d'après les bases ci-dessus, qui leur sont applicables, mais de manière cependant que le terme moyen des traitemens des administrateurs, inspecteurs généraux, commissaires en chef et ambulans et entreposeurs, ne puisse pas s'élever au dessus de cinq mille francs. A cet effet, il sera formé un tableau général des différentes primes accordées dans chaque commissariat, ainsi que des traitemens fixes, pour être soumis à l'approbation du ministre.

12. Les fonds pour l'acquit des pensions de retraite continueront d'être formés par une retenue de quatre centimes par franc sur tous les traitemens; elle sera versée à la caisse d'amortissement, ainsi que les fonds déjà existant en caisse et provenant de cette retenue.

13. La fixation des pensions sera déterminée ainsi qu'il suit : — On prendra le terme moyen du traitement perçu pendant les trois dernières années d'activité de service. — La pension sera de la moitié de ce traitement moyen, pour trente années de service, et d'un vingtième de l'autre moitié, pour chaque année au dessus de trente ans; sans que, dans aucun cas, le *maximum* de ces retraites puisse s'élever, pour les administrateurs, au-delà de la totalité de ce traitement; pour les commissaires et autres préposés, excéder trois mille francs, et être moindre de quatre cents francs. — La moitié des retraites accordées aux divers employés sera continuée à leurs veuves. — Dans le cas où un employé perdrait la vie par un accident provenant de l'exercice de ses fonctions, il sera accordé à sa veuve, à titre de pension, la moitié de la retraite dont aurait joui son mari s'il avait eu ses trente ans de service.

14. Les ouvriers des poudreries, au bout de trente ans de service, ou en cas de blessures qui les empêcheraient de le continuer, recevront pour pen-

sion la moitié de leurs gages. Les veuves de ceux qui périraient par suite d'une explosion, jouiront du tiers de ces mêmes gages.

15. Les bases des traitemens des administrateurs et préposés de l'administration des poudres, établies par le présent arrêté, seront suivies pour la confection de l'état général des frais de régie de l'an 10, qui n'a pu être arrêté.

16. Sur la présentation du premier inspecteur général de l'artillerie, il sera nommé, par le ministre de la guerre, un officier supérieur de cette arme pour remplir les fonctions de commissaire du gouvernement près l'administration des salpêtres.

17. Les lois des 13 et 27 fructidor an 5, et l'arrêté du gouvernement du 27 pluviôse an 8, contenant règlement sur le service et le mode d'administration des poudres et salpêtres, continueront d'avoir leur exécution en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

N° 46. = 10 prairial an 11 (30 mai 1803). = *ARRÊTÉ portant règlement sur l'administration des monnaies* (1). (III, Bull. CCLXXXIV, n° 2786.)

TITRE 1^{er}. — De l'administration centrale.

Art. 1^{er}. L'administration des monnaies restera composée de trois membres nommés par le premier consul.

2. Elle est chargée de diriger la fabrication des monnaies; d'en juger le poids et le titre; de surveiller les fonctionnaires, directeurs, caissiers et autres employés; de vérifier la comptabilité des ateliers monétaires et le titre des espèces étrangères; de proposer la rectification des tarifs qui règlent leur admission au change; de statuer sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les porteurs de matières et les caissiers; de surveiller la fabrication des poinçons, matrices et carrés, et leur emploi; de l'épreuve des carrés nécessaires aux monnaies avant d'en faire l'envoi aux commissaires, et généralement de maintenir l'exécution des lois sur les monnaies et la garantie des matières d'or et d'argent.

3. L'administration des monnaies est comprise dans les attributions du ministre des finances.

4. Les fonctionnaires attachés à l'administration des monnaies sont, 1° un inspecteur général des monnaies; 2° un inspecteur des essais, un vérificateur des essais et deux essayeurs; 3° un graveur; 4° un secrétaire général garde des archives et dépôts.

5. L'inspecteur général des monnaies et le secrétaire général de l'administration sont nommés par le premier consul, sur la présentation du ministre des finances. — L'inspecteur des essais et le graveur sont également nommés par le premier consul, d'après un concours dont le ministre des finances choisira les juges, sur la proposition de l'administration des monnaies.

6. Le même concours aura lieu pour les places de vérificateur et d'essayeurs. Ces fonctionnaires sont nommés par le ministre des finances.

TITRE II. — Des ateliers monétaires.

7. Il y aura, pendant trois ans, seize ateliers monétaires; savoir: à Paris, Perpignan, Bayonne, Bordeaux, Toulouse, Limoges, La Rochelle, Nantes, Rouen, Lille, Bruxelles, Strasbourg, Lyon, Genève, Marseille et Turin.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret général du 2: (19 et)—27 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

A l'expiration de ce terme, le ministre des finances proposera la conservation de ceux qui auront présenté le plus d'avantages, et qui seront jugés nécessaires.

8. Les fonctionnaires de chaque atelier monétaire sont, un commissaire, un directeur de la fabrication, un contrôleur du monnayage, un caissier.

9. Les directeurs, caissiers et commissaires seront nommés par le premier consul, sur la proposition du ministre des finances.—Le contrôleur du monnayage sera nommé par le ministre des finances, sur la présentation de l'administration des monnaies.

TITRE III.—*Des fonctionnaires attachés à l'administration centrale.*

§ I^{er}. — De l'inspecteur général des monnaies.

10. L'inspecteur général des monnaies est chargé de remplir les missions et d'exécuter les opérations qui lui seront prescrites par l'administration des monnaies.

§ II. — De l'inspecteur des essais.

11. L'inspecteur des essais surveillera les travaux des essayeurs pour la vérification du titre des matières et des espèces : il dressera procès-verbal de leurs opérations, qui sera signé des essayeurs et du vérificateur, s'il y a lieu, et il le remettra, avec son avis motivé, à l'administration des monnaies. — Il sera admis et aura voix délibérative dans les séances de l'administration, toutes les fois qu'il y sera question d'objets concernant les essais. — Il procédera, tous les trois mois, et plus souvent si l'administration des monnaies le juge convenable, à la vérification des poids et balances d'essai.

§ III.— Du vérificateur des essais, et des essayeurs.

12. Le vérificateur des essais vérifiera le titre des matières et espèces qui aura été indiqué par les essayeurs, et celui de l'or et de l'argent fin provenant des affinages. Cette vérification se fera en présence de l'inspecteur des essais. — Il choisira un poinçon qu'il fera insculper sur une planche de cuivre déposée au secrétariat de l'administration.

13. Les essayeurs de la monnaie indiqueront le titre des espèces fabriquées ; ils y procéderont conformément aux instructions arrêtées par l'administration. — Ils choisiront un poinçon qu'ils feront insculper sur une planche de cuivre qui sera déposée au secrétariat de l'administration.

14. Les essayeurs et vérificateurs des essais ne pourront procéder à l'essai d'aucune matière, que d'après les ordres de l'administration centrale. — Il leur est expressément défendu de faire aucune opération pour le compte des particuliers. — Ils tiendront registre de toutes leurs opérations, dont l'administration des monnaies pourra prendre communication quand elle le jugera convenable ; et ils en déposeront un double tous les ans au secrétariat général de ladite administration. — Ils ne pourront employer que les agens d'essai qui leur auront été remis par l'administration, près de laquelle il en sera établi un dépôt, où tous les directeurs seront aussi tenus de s'approvisionner. — La qualité de ces agens sera vérifiée en présence des membres composant l'administration centrale, par trois chimistes choisis par l'administration.

§ IV. — Du graveur.

15. Le graveur sera chargé de la fabrication des poinçons, matrices et carrés nécessaires à la fabrication des espèces : les prix de ces carrés seront réglés par le ministre des finances, sur la proposition de l'administration

des monnaies; ils seront payés, après l'épreuve, sur les ordonnances du ministre des finances.—L'épreuve des carrés sera faite en présence d'un membre de l'administration, du commissaire et du contrôleur du monnayage; il en sera dressé procès-verbal qui sera déposé au secrétariat de l'administration. — Le graveur mettra sur les carrés qu'il fabriquera le signe particulier, ou différent, dont il sera convenu avec l'administration; il le fera insculper sur une planche de cuivre qui sera déposée au secrétariat de l'administration.

§ V. — Du secrétaire général garde des archives et dépôts.

16. Le secrétaire général garde des archives et dépôts de l'administration centrale des monnaies à Paris, est chargé des registres et papiers qui la concernent, ainsi que des minutes des procès-verbaux, jugemens et décisions relatifs à la fabrication, dont il délivrera les expéditions requises et nécessaires, sans rétribution. — Il est pareillement chargé du dépôt des échantillons qui auront servi au jugement des fabrications, lesquels seront renfermés, pendant le temps prescrit par l'article 21 de la loi du 7 germinal, dans une armoire fermant à trois clefs, dont l'une sera entre les mains de l'administrateur, l'autre entre celles du commissaire, et la troisième entre celles du secrétaire général. — Il sera pareillement chargé de la recette des carrés fournis par le graveur général, et de leur livraison ou envoi aux commissaires établis près chacun des hôtels des monnaies: il sera tenu registre des entrées et sorties desdits carrés, qui seront aussi renfermés dans une armoire fermant à trois clefs, déposées ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

TITRE IV. — *Des fonctionnaires des ateliers monétaires.*

§ I^{er}. — Des commissaires.

17. Les commissaires exercent la police dans les ateliers monétaires. — Ils veillent principalement à ce que les réglemens qui concernent la fabrication des espèces soient exactement observés par toutes les personnes chargées de quelques fonctions relatives à cette manipulation. — Ils sont sous les ordres immédiats de l'administration des monnaies, et responsables de l'exécution des ordres et instructions qu'ils en ont reçus.

18. Ils vérifient et arrêtent à la fin de chaque mois, et plus souvent s'ils le jugent convenable, les registres du directeur, du contrôleur du monnayage et du caissier; et ils envoient, à la même époque, au ministre des finances, à celui du trésor public et à l'administration des monnaies, un bordereau de situation de la caisse, tant en matières qu'en espèces. — Ils procèdent, tous les trois mois, et plus souvent s'ils le jugent convenable, à la vérification des poids et balances autres que ceux d'essais.

19. Le commissaire de la monnaie de Paris fera difformer, tous les trois mois, en présence d'un administrateur, du contrôleur du monnayage, du directeur et du graveur, les poinçons, carrés et matrices hors d'usage. — Dans les autres ateliers monétaires, le commissaire fera difformer les carrés hors d'usage, en présence du contrôleur du monnayage et du directeur. — Il sera dressé procès-verbal de cette opération, et il en sera envoyé expédition à l'administration et au ministre des finances. Les carrés difformés seront renvoyés par le commissaire à l'administration des monnaies à Paris.

20. Les commissaires feront constater les réparations et entretien en tout genre à la charge du trésor public; ils en rendront compte à l'administration des monnaies, qui prendra l'autorisation du ministre des finances pour y faire procéder.

§ II. — Du directeur de la fabrication.

21. Le directeur recevra du caissier les matières destinées à être converties en espèces nationales, et en donnera récépissé. — Il inscrira sur un registre le titre et le poids de ces matières; il en comptera d'après le poids et le titre auxquels il les aura reçues. — Il est maître de ses fontes et alliages, et fait exécuter, sous sa responsabilité, toutes les opérations relatives à la fabrication des monnaies : il est néanmoins soumis à l'inspection du commissaire et du contrôleur du monnayage, et obligé de se conformer aux ordres et instructions de l'administration. — Les espèces qu'il fabriquera auront le signe particulier ou différent dont il sera convenu avec l'administration; il le fera insculper sur une planche de cuivre, qui sera déposée au secrétariat général de l'administration. — Les sommes qui lui seront attribuées pour la fabrication, lui tiendront lieu de traitement, de tous frais de bureau quelconques, ainsi que de ceux de fonte, fabrication, déchets et tous autres.

22. Il sera tenu d'employer les carrés qui auront été fabriqués à Paris par le graveur attaché à l'administration, d'après les poinçons et matrices qui auront été adoptés au concours. — Ces carrés porteront le signe de reconnaissance déterminé pour chaque monnaie par l'administration, et dont le type sera déposé dans ses archives.

23. Les carrés seront remis par le commissaire au contrôleur du monnayage, et rendu au commissaire chaque fois que le travail sera interrompu ou terminé. Les carrés seront repolis aux frais du directeur. — Il sera tenu registre de ces mouvemens de carrés.

§ III. — Du contrôleur du monnayage.

24. Le contrôleur du monnayage surveillera spécialement les opérations de la fabrication; il veillera à ce que les lois et réglemens soient ponctuellement exécutés : il est sous la direction particulière du commissaire.

§ IV. — Du caissier.

25. Le caissier est chargé de la recette au change, et responsable de toutes ses opérations, tant pour le titre et le poids des espèces et matières, que pour tous autres faits de comptabilité.

26. Il inscrira sur un registre particulier, par ordre de dates et numéros de versements, le poids, le titre et la valeur des matières reçues au change, et le nom du propriétaire.

27. Il remettra de suite au directeur le double de l'inscription au registre, pour être par lui visé et remis au porteur de matières, auquel il tiendra lieu de récépissé.

28. Le directeur transcrira, sur un registre pareil à celui du caissier, les récépissés qu'il aura visés.

29. Les caissiers et directeurs sont tenus de se conformer aux dispositions des articles précédens, même dans le cas où les matières auraient été payées à présentation.

30. Les récépissés délivrés au porteur de matières, et dûment acquittés, seront représentés par le caissier à l'appui de ses comptes.

31. Les espèces étrangères et les espèces nationales hors de cours seront payées au change, conformément aux tarifs qui auront été publiés dans les formes prescrites par les lois : cependant le caissier ne sera tenu de recevoir les espèces qui ne seraient pas énoncées dans les tarifs, et les matières qui ne seraient pas marquées du poinçon d'un essayeur des monnaies, qu'après qu'elles auront été essayées; et, dans ce cas, il paiera seulement au porteur

les trois quarts de la valeur. — Il est autorisé à retenir et à se faire payer sur le produit des espèces et matières qu'il recevra, dont le titre serait inférieur à celui des espèces nationales; les frais d'affinage seulement nécessaires pour les élever à ce titre, conformément à ce qui sera réglé à cet égard. — Les tarifs seront affichés à la porte et dans l'intérieur du bureau du change. — Les propriétaires des espèces ou matières pourront exiger qu'on leur en fournisse des bordereaux.

32. Les espèces et matières apportées au change seront pesées avec la plus grande exactitude; en conséquence, les caissiers seront tenus de se pourvoir d'une série de balances propres à peser depuis vingt mille grammes jusqu'à la plus petite portion de poids.

33. Le commissaire surveillera scrupuleusement l'exécution des dispositions ci-dessus.

34. Le caissier livrera au directeur, sur récépissé qui sera inscrit sur un registre à ce destiné, les matières nécessaires à la fabrication. — Cette remise sera faite en présence du commissaire et du contrôleur du monnayage: il en sera dressé procès-verbal, signé par ces quatre fonctionnaires. — Il se chargera en recette des espèces fabriquées, à mesure qu'elles lui seront délivrées par le commissaire; et il enverra, tous les quinze jours, au ministre des finances et à celui du trésor public, le bordereau de sa caisse, tant en matières qu'en espèces, certifié par le commissaire.

35. Il acquittera les dépenses de l'hôtel des monnaies, sur les ordonnances du ministre des finances.

TITRE V.

§ 1^{er}. — De la fabrication et délivrance des espèces monnayées.

36. Le commissaire est chargé d'inspecter et de faire surveiller par le contrôleur du monnayage toutes les opérations relatives à la fabrication. Le travail en sera fait immédiatement après la remise des matières.

37. La fabrication terminée, le commissaire et le contrôleur prendront chacun trois pièces sur toutes les autres, au hasard et sans choix: ces six pièces seront mises dans un paquet, sans être pesées, sous les cachets du commissaire, du directeur et du contrôleur; ce paquet sera adressé sans délai à l'administration par le commissaire.

38. La masse restante des espèces sera pesée en présence du commissaire, du contrôleur, du directeur et du caissier. Il en sera dressé procès-verbal en triple expédition, signé par eux, et contenant le nombre, la valeur et le poids desdites espèces, qui seront remises dans le local destiné à servir de dépôt, jusqu'après la réception du jugement de l'administration: ce dépôt fermera à trois clefs, qui resteront entre les mains du commissaire, du directeur et du contrôleur. — Une expédition du procès-verbal sera envoyée à l'administration; les deux autres resteront entre les mains du commissaire et du directeur.

39. Aussitôt après la réception du jugement, le commissaire vérifiera le poids et l'empreinte de chaque pièce: il séparera celles qui seront défectueuses ou faibles de poids, pour être refondues en sa présence et celle du contrôleur du monnayage; le surplus sera remis au caissier qui s'en chargera en recette. — Si la fabrication est jugée mauvaise, les espèces ne sortiront du dépôt que pour être refondues en présence des mêmes fonctionnaires.

§ II. — Des jugemens du titre des espèces monnayées.

40. L'administration des monnaies procédera au jugement des espèces, aussitôt qu'elles lui seront parvenues. — Les cachets reconnus sains, l'adminis-

tration ouvrira le paquet, et vérifiera le poids des pièces envoyées pour échantillons, et en dressera procès-verbal.—Si le poids des échantillons est au dessous du remède, elle ordonnera la refonte sans vérification du titre.—Si le poids est dans les remèdes, il en sera remis trois à l'inspecteur des essais, qui les fera laminier pour les difformer, et y apposera un poinçon de marque après les avoir pesées séparément.—Il en remettra une à chacun des deux essayeurs, et gardera la troisième pour la remettre au vérificateur des essais, s'il y a lieu.—Les essayeurs opéreront chacun séparément dans le laboratoire de l'inspecteur des essais; ils donneront leurs résultats dans le jour, et par écrit.—Le poids d'essai sera d'un gramme pour l'argent, et d'un demi-gramme pour l'or.—Si les rapports des deux essayeurs sont d'accord, le titre sera jugé d'après ces rapports.—Si les rapports des deux essayeurs ne sont pas d'accord, le vérificateur procédera, en présence de l'inspecteur des essais, à la vérification du titre.—Si le rapport du vérificateur est d'accord avec celui d'un des essayeurs, le titre sera jugé d'après ce rapport.—Si le titre annoncé par le vérificateur est entre ceux déterminés par les essayeurs, le jugement sera fait d'après le titre moyen des trois essais.—Si le titre annoncé par le vérificateur n'est pas compris entre ceux déterminés par les essayeurs, il sera fait un nouvel essai par le vérificateur, sous les yeux de l'inspecteur des essais, de la manière suivante.—Il sera pris partie égale de chacune sur trois pièces, pour faire un nouvel essai; le résultat déterminera le jugement du titre, s'il n'en est pas autrement ordonné par l'inspecteur des essais.—Les essayeurs et le vérificateur remettront à l'inspecteur des essais le restant des échantillons ainsi que les boutons, cornets et résidus d'essai, pour faire les expériences qu'il jugera convenables.—Si l'inspecteur des essais reconnaissait qu'il y eût lieu à une nouvelle vérification, ou si elle était réclamée par le directeur présent, ou représenté par un fondé de pouvoirs, il y ferait procéder, sous ses yeux, par le vérificateur des essais. Ce dernier résultat déterminera le jugement du titre.

41. Il sera dressé procès-verbal de ces opérations, signé de l'inspecteur, du vérificateur des essais, et des essayeurs; il en sera remis expédition à l'administration, qui prononcera le jugement.

42. L'administration enverra le jugement au commissaire, qui l'inscrira sur son registre, et en donnera copie certifiée au directeur et au caissier.

43. Les échantillons qui auront servi au jugement de la délivrance, et les pièces de la même délivrance qui auront été conservées entières, seront renfermées dans un paquet sous les cachets de l'administration et de l'inspecteur des essais; ce paquet sera remis dans le dépôt confié à la garde du secrétaire général. Il en sera dressé procès-verbal, qui fera mention de la date de la fabrication, du jour du jugement, du titre rapporté, et du nom de l'atelier monétaire; pareille mention sera faite sur le paquet.

TITRE VI. — *Du traitement des administrateurs et fonctionnaires des monnaies.*

44. Le traitement de chacun des administrateurs des monnaies est fixé à douze mille francs;—Celui de l'inspecteur des essais, à huit mille francs;—Celui du vérificateur des essais, à sept mille francs;—Celui de chacun des deux essayeurs, à six mille francs;—Celui de l'inspecteur général des monnaies, à dix mille francs: il recevra en outre les indemnités de ses frais de voyage;—Celui du secrétaire général garde des archives et dépôts, à huit mille francs;—Celui du commissaire près la monnaie de Paris, à huit mille francs;—Celui des commissaires près les autres monnaies, à cinq mille francs;—Celui du contrôleur du monnayage près la monnaie de Paris, à

trois mille francs ;—Celui des contrôleurs près les autres monnaies, à deux mille quatre cents francs ;—Celui des caissiers des monnaies, à cinq mille francs.

45. Les frais des bureaux de l'administration des monnaies seront réglés par le gouvernement, d'après l'état qui en sera remis au ministre des finances par l'administration des monnaies.

N° 47.=13 prairial an 11 (2 juin 1803).=ARRÊTÉ *concernant la navigation de l'Escaut*. (III, Bull. CCLXXXIII, n° 2783.)

N° 48.=15 prairial an 11 (4 juin 1803).=ARRÊTÉ *qui détermine la formule des grosses d'actes passés devant notaire*. (III, Bull. CCLXXXIII, n° 2784.)

Le gouvernement, vu l'article 25 de la loi du 25 ventose an 11, sur l'organisation du notariat, ainsi conçu : « Les grosses seules seront délivrées « en forme exécutoire ; elles seront intitulées et terminées dans les mêmes « termes que les jugemens des tribunaux (1) ; » le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Les grosses en forme exécutoire des actes passés devant notaire, seront intitulées ainsi qu'il suit :

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier consul de la république, à tous ceux qui ces présentes verront, salut : faisons savoir que par devant (*tel*), notaire a...., furent présens, etc.

2. Les mêmes grosses seront terminées ainsi qu'il suit :

Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis de mettre ces présentes à exécution ; à tous commandans et officiers de la force publique d'y prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis ; et aux commissaires près les tribunaux d'y tenir la main. En foi de quoi, nous avons fait sceller ces présentes, qui furent faites et passées à, le, et ont lesdits (*les parties*) signé a la minute, demeurée à

N° 49.=15 prairial an 11 (4 juin 1803). =ARRÊTÉ *relatif à la liquidation des rentes viagères possédées par des individus non prévenus d'émigration sur la tête et pendant la vie d'un individu maintenu sur la liste des émigrés* (2). (III, Bull. CCLXXXVIII, n° 2827.)

Art. 1^{er}. Les rentes viagères dues par l'état, possédées par des individus non prévenus d'émigration, sur la tête et pendant la vie d'un individu maintenu ou a maintenir sur la liste des émigrés, seront liquidées d'après les dispositions de la loi du 8 nivose an 6 : en conséquence, les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de ladite loi, relatifs à la liquidation des rentes viagères assises sur têtes genevoises ou sur autres têtes conjointes, leur sont applicables.

2. Pour l'exécution de l'article précédent, le conseiller d'état directeur général de la liquidation ne fera procéder à la liquidation que sur certificat du ministre des relations extérieures, de l'existence de l'individu sur la tête duquel la rente est assise.

(1) Voyez cet article, et la note qui indique les changemens divers apportés à cette formule depuis l'an 11 jusqu'à ce jour.

(2) Voyez le § 3^e des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : elles résument toutes les dispositions législatives dont les biens des émigrés ont été l'objet.

3. Tout rentier, qui voudra profiter du bénéfice du présent arrêté, fournira, d'ici au 1^{er} vendémiaire prochain inclusivement, la déclaration d'option, soit en perpétuel, soit en viager; et, s'il n'a pas opté pour du viager, il sera inscrit au grand-livre de la dette publique consolidée perpétuelle.

4. Les propriétaires se conformeront, pour le surplus, aux lois existantes pour la liquidation et le paiement de la dette perpétuelle et viagère.

5. Le présent arrêté n'est pas applicable aux usufruits et rentes viagères dus par des particuliers et constitués sur têtes d'individus maintenus ou à maintenir sur la liste des émigrés. La section des finances du conseil d'état présentera, dans le plus bref délai, le mode de la liquidation desdits usufruits ou rentes.

N° 50. = 17 prairial an 11 (6 juin 1803). = ARRÊTÉ contenant les tarifs du change des espèces d'argent et d'or de France, antérieures aux refontes de 1726 et de 1785, et des espèces et matières étrangères (1). (III, Bull. CCLXXXIV, n° 2787.)

Les espèces d'argent de France antérieures à la refonte ordonnée en 1726, les espèces étrangères et autres matières d'argent, les espèces d'or de France antérieures à la refonte ordonnée en 1785, les espèces étrangères et autres matières d'or, seront payées au change, conformément aux tarifs ci-annexés.

ARGENT.

Tarif du prix auquel doivent être payées au change les espèces de France antérieures à la refonte ordonnée en 1726, les espèces étrangères et autres matières d'argent, en conformité de la loi du 7 germinal an 11, qui ordonne que les nouvelles pièces d'argent seront fabriquées au titre de neuf cents millièmes; que le franc, *unité monétaire*, sera du poids de cinq grammes, et les autres pièces dans une proportion exacte avec leur valeur; et qui fixe la retenue pour frais de fabrication à trois francs par kilogramme d'argent au titre des nouvelles monnaies.

DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES	VALEURS.
		fr. c.			f. c.
	1000	218 88 $\frac{889}{1000}$		982	214 95
	999	218 67		981	214 73
	998	218 45		980	214 51
	997	218 23		979	214 29
	996	218 01		978	214 07
	995	217 79		977	213 85
	994	217 58	Gros écus de Nassau- Weilbourg.....		
	993	217 36		976	213 64
	992	217 14		975	213 42
	991	216 92		974	213 20
	990	216 70		973	212 98
	989	216 48		972	212 76
	988	216 26		971	212 54
	987	216 04		970	212 32
	986	215 82		969	212 10
	985	215 61		968	211 88
	984	215 39		967	211 67
Gros écus du Pala-				966	211 45
tiat.....	983	215 17		965	211 23

(1) Voyez, sur cet objet, le tarif du 26 pluviôse—29 ventose an 2 (14 février—19 mars 1794); et le décret du 20 floréal an 13 (10 mai 1805), qui applique le présent tarif aux colonies françaises.

CONSULAT.

DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES.	VALEURS.
		f. c.			f. c.
	964	211 01	et vaisselle anglaise.	920	201 38
	963	210 79		919	201 16
	962	210 57		918	200 94
	961	210 35	Ducats de Liège..	917	200 72
	960	210 13		916	200 50
	959	209 91		915	200 28
	958	209 70		914	200 06
	957	209 48	Ecus de France avant		
	956	209 26	1726, de 8, 9, 10		
	955	209 04	et 10 3/8 aumare.	913	199 85
	954	208 82		912	199 63
	953	208 60		911	199 41
	952	208 38	Ecus de banque de		
Jetons de France, et			Gènes.....	910	199 19
roupies de Pondi-				909	198 97
chéry.....	951	208 16		908	198 75
	950	207 94		907	198 53
	949	207 73	Piastres aux deux glo-		
Argenterie au poinçon			bes; mexico et sé-		
de Paris, tant plate			villernes; ecus de		
non soudée que plate			Rome, et pièces de		
soudée, et roupies			8 de Florence....	906	198 31
du Mogol.....	948	207 51		905	198 09
	947	207 29		904	197 88
	946	207 07	Ecus de Piémont....	903	197 66
	945	206 85		902	197 44
Roupies de Madras..	944	206 63		901	197 22
	943	206 41		900	197 00
	942	206 19	Ducats de Naples, et		
Roupies d'Arcate des			écus de Suède....	899	196 78
Indes.....	941	205 97		898	196 56
	940	205 76		897	196 34
	939	205 54	Piastres à l'effigie, de		
Vaisselle montée de			la fabrication com-		
Paris, et philippes			mencée en 1772, et		
de Milan.....	938	205 32	creuzades de Por-		
	937	205 10	tugal.....	896	196 12
	936	204 88		895	195 91
	935	204 66		894	195 69
Vaisselle plate des dé-				893	195 47
partemens.....	934	204 44		892	195 25
	933	204 22		891	195 03
	932	204 00		890	194 81
	931	203 79		889	194 59
	930	203 57		888	194 37
	929	203 35		887	194 15
	928	203 13		886	193 94
Vaisselle plate soudée				885	193 72
et vaisselle montée				884	193 50
des départemens..	927	202 91		883	193 28
	926	202 69	Pièces de douze car-		
	925	202 47	lins d'Italie.....	882	193 06
	924	202 25		881	192 84
	923	202 03		880	192 62
	922	201 82		879	192 40
	921	201 60		878	192 18
Couronnes et shel-				877	191 97
lings d'Angleterre,				876	191 75

DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES PIÈCES.	TITRES	VALEURS.
		f. c.			f. c.
Ecus de Hanovre et de Hambourg	875	191 53	Ecus de Brunswick, de Ratisbonne, et ma- douines de Gènes..	826	180 80
	874	191 31		825	180 58
	873	191 09		824	180 36
Florins d'Autriche: ..	872	190 87	Anciennes pièces de France, dites de 20 ^s , 10 ^s et 4 ^s ; rix- dalles et couronnes de Danemark, et pièces de douze ta- rins de Sicile..	823	180 15
	871	190 65		822	179 93
	870	190 43		821	179 71
	869	190 21		820	179 49
	868	190 00			
	867	189 78	Ecus ou rixdalles d'Ans- pach et de Bavière.	819	179 27
	866	189 56		818	179 05
	865	189 34		817	178 83
	864	189 12		816	178 61
	863	188 90		815	178 39
	862	188 68		814	178 18
Doubles écus de Dane- mark	861	188 46		813	177 96
	860	188 24		812	177 74
	859	188 03		811	177 52
Ducats et écus de Flandre et des Pays- Bas autrichiens, rix- dalles de Hollande, et géorgines de Gé- nes	858	187 81	Ducats de Venise. . .	810	177 30
	857	187 59		809	177 08
	856	187 37		808	176 86
	855	187 15		807	176 64
	854	186 93		806	176 42
	853	186 71		805	176 21
	852	186 49		804	175 99
	851	186 27		803	175 77
	850	186 06		802	175 55
	849	185 84		801	175 33
	848	185 62		800	175 11
	847	185 40		788	172 48
	846	185 18	Roubles de Russie..		
	845	184 96	Argenterie marquée d'un aigle, et celle marquée de la lettre A surmontée d'une croix	785	171 83
	844	184 74	Argenterie marquée d'une scie	757	165 70
	843	184 52	Florins de Mayence..	747	163 51
	842	184 30	Florins de Bade-Dour- lach	740	161 98
	841	184 09			
Patagons de Genève..	840	183 87	Ecus de Lubek, et koptuch de Hesse- Darmstadt et de Co- logne	733	160 45
	839	183 65	Ecus de Bareith	729	159 59
	838	183 43	Florins de Meckel- bourg	608	133 10
	837	183 21	Piastres de Tunis	528	115 59
	836	182 99			
	835	182 77			
	834	182 55			
	833	182 33			
	832	182 12			
	831	181 90			
Ecus de Malte	830	181 68			
	829	181 46			
	828	181 24			
	827	181 02			

OR.

Tarif du prix auquel doivent être payées au change les espèces de France antérieures à la relonte ordonnée en 1785, les espèces étrangères et autres matières d'or, en conformité de la loi du 7 germinal an 11, qui ordonne que les nouvelles pièces d'or seront fabriquées au titre de neuf cents millièmes, et à la taille de cent cinquante-cinq pièces de vingt francs, et de soixante-dix-sept pièces et demie de quarante francs au kilogramme, et qui fixe la retenue pour frais de fabrication à neuf francs par kilogramme au titre des nouvelles espèces.

DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES	VALEURS.
		f. c.			f. c.
	1000	3434 44 $\frac{444}{1000}$		969	3327 98
	999	3431 01		968	3324 54
	998	3427 58		967	3321 11
	997	3424 14		966	3317 67
Sequins de Venise, et sequins soundoukli de Turquie.....	996	3420 71	Ducats de Hesse- Darmstadt, et à la croix de St-André de Russie.....	965	3314 24
Sequins de Genes...	995	3417 27		964	3310 80
	994	3413 84		963	3307 37
Sequins de Florence aux lis.....	993	3410 40		962	3303 94
	992	3406 97		961	3300 50
Sequins de Florence à l'effigie.....	991	3403 53		960	3297 07
	990	3400 10		959	3293 63
	989	3396 67		958	3290 20
	988	3393 23		957	3286 76
	987	3389 80		956	3283 33
Sequins de Piémont à l'annonciade....	986	3386 36		955	3279 89
	985	3382 93		954	3276 46
Ducats d'Autriche, de Hongrie et de Bo- hème.....	984	3379 49		953	3273 03
	983	3376 06		952	3269 59
Francs à pied et à che- val et agnelets de France.....	982	3372 62		951	3266 16
	981	3369 19		950	3262 72
Ducats de l'Empereur, de Hambourg, de Francfort, et ducats fins de Danemarck.	980	3365 76		949	3259 29
	979	3362 32		948	3255 85
Ducats <i>ad legem im- perii</i> d'Allemagne, de Hollande, et du- cats fins de Prusse.	978	3358 89		947	3252 42
	977	3355 45		946	3248 98
	976	3352 02		945	3245 55
Sequins de Malte, du- cats de Pologne et de Suède.....	975	3348 58	Sequins de Rome....	944	3242 12
	974	3345 15		943	3238 68
Ducats à l'aigle éployé de Russie.....	973	3341 71		942	3235 25
	972	3338 28		941	3231 81
	971	3334 85		940	3228 38
	970	3331 41		939	3224 94
				938	3221 51
			Ecus d'or de France.	937	3218 07
				936	3214 64
				935	3211 21
				934	3207 77
				933	3204 34
				932	3200 90
				931	3197 47
				930	3194 03
				929	3190 60
				928	3187 16
				927	3183 73
				926	3180 30
				925	3176 86
				924	3173 43

DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES.	VALEURS.
		f. c.			f. c.
	923	3169 99		891	3060 09
	922	3166 56		890	3056 66
	921	3163 12		889	3053 22
	920	3159 69		888	3049 79
	919	3156 25			
	918	3152 82	Albertus et écus d'or de Flandre et des Pays - Bas autri- chiens.....		
	917	3149 39		887	3046 35
	916	3145 95		886	3042 92
Souverains de Flandre et Pays-Bas autri- chiens, et impé- riales de Russie..	915	3142 52		885	3039 48
Guinées d'Angleterre, portugaises, et mil- lerets de Portugal.	914	3139 08		884	3036 05
Pistoles de Genève, de Florence, et ridders de Hollande.....	913	3135 65		883	3032 61
	912	3132 21		882	3029 18
	911	3128 78		881	3025 75
	910	3125 34		880	3022 31
Pistoles d'Espagne, au balancier, aux ar- mes et à l'effigie, avant 1772.....	909	3121 91		879	3018 88
Pistoles du Mexique; roupies d'or du Mo- gol.....	908	3118 48		878	3015 44
	907	3115 04		877	3012 01
Vaisselle d'or marquée de trois poinçons de Paris.....	906	3111 61		876	3008 57
	905	3108 17		875	3005 14
Pièces de France de toutes fabrications avant 1726.....	904	3104 74		874	3001 70
	903	3101 30		873	2998 27
Pistoles d'or de Pié- mont depuis 1755.	902	3097 87	Ducats courans de Da- nemark; onces de Naples, et sequins de Tunis.....	872	2994 84
Florins de Brunswick.	901	3094 43		871	2991 40
	900	3091 00		870	2987 97
	899	3087 57		869	2984 53
Pistoles du Palatinat.	898	3084 13		868	2981 10
Pistoles du Pérou....	897	3080 70		867	2977 66
Pièces de France de- puis 1726 jusqu'à 1785.....	896	3077 26		866	2974 23
	895	3073 83		865	2970 79
	894	3070 39		864	2967 36
Nouvelles pistoles d'Es- pagne, de la fabri- cation commencée en 1772.....	893	3066 96		863	2963 93
Voir la note à la suite du présent tarif.				862	2960 49
Pièces à la rose de Florence, et vieilles pistoles de Piémont.	892	3063 52		861	2957 06
				860	2953 62
				859	2950 19
				858	2946 75
				857	2943 32
				856	2939 88
				855	2936 45
				854	2933 02
				853	2929 58
				852	2926 15
				851	2922 71
				850	2919 28
				849	2915 84
				848	2912 41
				847	2908 97
				846	2905 54
				845	2902 11
				844	2898 67
				843	2895 24
				842	2891 80
				841	2888 37
			Onces de Sicile....	840	2884 93

DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES	VALEURS.	DÉNOMINATION DES ESPÈCES.	TITRES	VALEURS.
		f. c.			f. c.
	839	2881 50		811	2785 33
	838	2878 06		810	2781 90
	837	2874 63	Pagodes d'or des Indes		
	836	2871 20	au croissant.....	809	2778 47
	835	2867 76		808	2775 03
	834	2864 33		807	2771 60
	833	2860 89		806	2768 16
	832	2857 46		805	2764 73
	831	2854 02		804	2761 29
	830	2850 59		803	2757 86
	829	2847 15		802	2754 42
	828	2843 72		801	2750 99
	827	2840 29		800	2747 56
	826	2836 85	Pagodes d'or des Indes		
	825	2833 42	à l'étoile.....	798	2740 69
	824	2829 98	Florins de Hanovre..	777	2668 56
	823	2826 55	Florins du Rhin et de		
	822	2823 11	Hesse-Darmstadt..	772	2651 39
	821	2819 68	Florins du Palatinat,		
	820	2816 24	de Bavière et d'Ans-		
Zermahbouds de Tur-			pach.....	767	2634 22
quie.....	819	2812 81	Florins de convention,		
	818	2809 38	doubles et triples		
	817	2805 94	florins.....	758	2603 31
	816	2802 51	Florins de Bade-Dour-		
	815	2799 07	lach.....	757	2599 88
	814	2795 64	Bijoux d'or marqués		
	813	2792 20	de trois poinçons de		
	812	2788 77	Paris.....	750	2575 83

Nota. Les quadruples de la fabrication de 1772, portés dans le tarif du 26 pluviôse an 2 au titre de huit cent quatre vingt-treize millièmes, ayant été altérés à l'époque de 1786, on ne saurait les recevoir au change à ce titre. Les personnes qui en présenteront pourront les faire fondre en leur présence par le directeur ; et le titre des lingots qui en proviendront sera constaté par un des essayeurs des monnaies. Les propriétaires en feront ensuite la remise au change, et l'évaluation en sera faite d'après ce titre : les frais de ces deux opérations seront à leur charge. — Les quadruples fabriqués avant 1786 seront payés conformément au tarif. — A l'égard des monnaies des départemens, le gouvernement leur indiquera les mesures qu'il conviendra de prendre à ce sujet, lorsque la fabrication de l'or y sera établie. — Dans les pesées d'or inférieures à trois cents grammes, les caissiers seront tenus d'employer un poids de vingt-cinq milligrammes, ou un quart de décigramme (environ un demi-grain, poids de marc).

N° 51. = 17 prairial an 11 (6 juin 1803). = *ARRÊTÉ relatif au mode de paiement des dettes contractées en numéraire envers l'état depuis la suppression du papier-monnaie.* (III, Bull. CCLXXXIX, n° 2828.)

Toute dette envers la république, contractée en numéraire depuis la suppression du papier-monnaie, ne pourra être acquittée qu'en numéraire, s'il n'en est autrement ordonné par le gouvernement, sur un rapport particulier, lorsque les circonstances le demanderont.

N° 52. = 20 prairial an 11 (9 juin 1803). = ARRÊTÉ *sur le mode de délivrance des dispenses relatives au mariage* (1). (III, Bull. CCLXXXV, n° 2792)

Art. 1^{er}. Les dispenses pour se marier avant dix-huit ans révolus pour les hommes, et quinze ans révolus pour les femmes, et celles pour se marier dans les degrés prohibés par l'article 157 du premier livre du Code civil, seront délivrées par le gouvernement, sur le rapport du grand-juge.

2. Le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel les impétrans se proposent de célébrer le mariage, lorsqu'il s'agira de dispenses dans les degrés prohibés, ou de l'arrondissement dans lequel l'impétrant a son domicile, lorsqu'il s'agira de dispenses d'âge, mettra son avis au pied de la pétition tendant à obtenir ces dispenses, et elle sera ensuite adressée au grand-juge.

3. Les dispenses de la seconde publication de bans, dont est mention dans l'article 163 du même livre du Code civil, seront accordées, s'il y a lieu, au nom du gouvernement, par son commissaire près le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel les impétrans se proposent de célébrer leur mariage, et il se fera rendu compte par ce commissaire, au grand-juge ministre de la justice, des causes graves qui auront donné lieu à chacune de ces dispenses.

4. La dispense d'une seconde publication de bans sera déposée au secrétariat de la commune où le mariage sera célébré. Le secrétaire en délivrera une expédition, dans laquelle il sera fait mention du dépôt, et qui demeurera annexée à l'acte de célébration de mariage.

5. L'arrêté du gouvernement portant la dispense d'âge ou celle dans les degrés prohibés sera, à la diligence du commissaire du gouvernement, et en vertu d'ordonnance du président, enregistré au greffe du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel le mariage sera célébré. Une expédition de cet arrêté, dans laquelle il sera fait mention de l'enregistrement, demeurera annexée à l'acte de célébration de mariage.

N° 53. = 20 prairial an 11 (9 juin 1803). = ARRÊTÉ *qui ordonne l'établissement d'écoles de médecine à Turin et à Mayence, et réglement général sur ces écoles*. (III, Bull. CCLXXXIX, n° 2831.)

N° 54. = 20 prairial an 11 (9 juin 1803). = AVIS *du conseil d'état sur les étrangers qui veulent s'établir en France*. (Répertoire de jurisprudence, v° Domicile.)

Le conseil d'état, consulté sur la question de savoir si l'étranger qui veut devenir citoyen français par la voie qu'indique l'article 3 de l'acte du 22 frimaire an 8 (2) est assujéti à la disposition de l'article 13 du Code civil, qui ne donne à l'étranger la jouissance des droits civils en France que lorsqu'il aura été admis à y résider, — Est d'avis que, dans tous les cas où un étranger veut s'établir en France, il est tenu d'obtenir la permission du gouvernement, et que ces permissions pouvant être, suivant les circonstances, sujettes à des modifications, à des restrictions et même à des révocations, ne sauraient être déterminées par des règles ou des formules générales.

(1) Voyez les art. 164 et 169 du Cod. civ.

(2) Voyez cet article, et la note.

N° 55. = 21 prairial an 11 (10 juin 1803) = *ARRÊTÉ portant règlement général pour les lycées* (1). (Dépôt des lois, n° 1841.)

TITRE I^{er}. — *Administration.*

§ I^{er}. — Du bureau d'administration.

Art. 1^{er}. Le préfet du département est le président né du bureau d'administration. Les autres membres du bureau rempliront tour à tour les fonctions de vice président et de secrétaire, de trois mois en trois mois.

2. Il y aura un registre coté et paraphé par le président, sur lequel seront transcrites toutes les délibérations du bureau, avec l'avis de chacun des membres.—En cas de partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante.

3. Lors de la vérification des comptes, qui doit avoir lieu chaque trimestre, le bureau d'administration appellera près de lui, s'il est nécessaire, le procureur gérant du lycée ; celui-ci répondra aux questions qui pourront lui être faites, et donnera sur sa gestion tous les éclaircissemens qui lui seront demandés.

4. Le bureau examinera si l'emploi des fonds et leur répartition ont été faits conformément aux dispositions des lois et arrêtés du gouvernement. — Les comptes, visés et examinés par le bureau, seront définitivement arrêtés par le président.

5. Le bureau pourra mander près de lui, quand il le jugera convenable, les divers employés du lycée. Il visitera de temps en temps l'intérieur de l'établissement, pour s'assurer de la bonté des alimens, de la bonne tenue des élèves, et de tout ce qui intéresse l'ordre et les progrès de l'enseignement. — Il réformera sur-le-champ les abus qu'il aurait remarqués, et se mettra en état de rendre aux inspecteurs généraux des études un compte exact de l'administration morale et économique du lycée.—Enfin, il se conformera, pour le reste, aux dispositions de l'article 16, titre IV, de la loi du 11 floréal an 10.

§ II. — Du conseil d'administration.

6. Le proviseur est le président né du conseil d'administration.

7. Ce conseil s'assemblera le samedi de chaque semaine.

8. Les fonctions du conseil d'administration ne sont relatives qu'aux comptes. Elles sont déterminées dans le paragraphe 3 du titre II.

TITRE II. — *Régime intérieur des lycées.*

§ I^{er}. — Du proviseur.

9. Le proviseur est le chef du lycée ; il exerce sa surveillance sur toutes les parties du service, et il décide tous les cas urgens et imprévus, sauf à en rendre compte au bureau d'administration.

10. Le proviseur nomme et peut changer les maîtres d'études, de langues, de dessin, d'exercice et d'arts d'agrément.

11. Il choisira les domestiques, et les renverra lorsqu'il le croira nécessaire.

12. Lorsque le bureau d'administration s'apercevra que quelque employé se conduira mal, il pourra engager le proviseur à le destituer.

(1) Voyez, sur cet objet, le tit. IV de la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), sur l'instruction publique, et la note.

Une grande partie des dispositions du présent règlement est restée applicable aux collèges.

§ II. — Du censeur.

13. Le censeur surveillera la conduite, les mœurs, le travail et les progrès des élèves.

14. Les maîtres d'études lui seront subordonnés.

15. Il rendra compte chaque jour au proviseur de l'état du lycée.

16. Il exercera une police particulière sur les externes, dont il surveillera l'entrée et la sortie.

17. Il fera, au moins une fois par semaine, une revue des élèves, pour s'assurer de leur propriété.

18. Il examinera tous les livres, dessins et gravures qui entrent dans le lycée, et écartera ceux qui pourraient être dangereux pour les mœurs.

19. Il présidera aux repas, au lever et au coucher des élèves, à l'entrée et à la sortie des classes, aux récréations et aux promenades.

20. Il pourra entrer à toute heure dans les salles d'études et dans les dortoirs.

§ III. — Du procureur gérant.

21. Le procureur gérant sera tenu de fournir un cautionnement de neuf mille francs, affecté sur un immeuble libre de toute hypothèque, pour la responsabilité de sa gestion; il fera, sur ses quittances, toutes les recettes du lycée, conformément à l'article 4 de l'arrêté du gouvernement du 5 brumaire an 11. Les ordonnances pour les pensions des élèves nationaux seront expédiées en son nom, pour lui être payées après le *visa* du conseil d'administration.

22. Il rendra, à la fin de chaque semaine, au proviseur et au censeur, réunis en conseil d'administration, compte détaillé de ses recettes.

23. Il fera toutes les dépenses et tous les paiemens; il proposera des marchés pour toutes les dépenses qui en sont susceptibles. Ces marchés, examinés par le conseil d'administration, seront proposés à l'approbation du bureau d'administration; les mémoires et factures seront préalablement revêtus d'un *vu bon à payer* par le proviseur et le censeur, pour être régulièrement acquittés.

24. Les dépenses ordinaires seront visées et arrêtées par le conseil d'administration, après réglemant pour celles qui en sont susceptibles. — Les dépenses extraordinaires seront soumises à la délibération du bureau d'administration, pour être autorisées, s'il y a des fonds libres mis en réserve, par le ministre de l'intérieur, d'après le rapport qui lui en sera fait par le conseiller d'état chargé de la surveillance et de la direction de l'instruction publique.

25. Les sommes reçues seront déposées dans une caisse à trois clefs différentes, dont une restera entre les mains de chacun des trois membres du conseil. La caisse sera placée dans le local même du bureau d'administration, et sous sa surveillance; il est autorisé à prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire à la sûreté des fonds.

26. Toutes les recettes seront portées sur deux registres par les trois membres du conseil réunis, qui en signeront l'enregistrement. Ces registres seront tenus en partie double, par *doit* et *avoir*. Les extractions des fonds remis en masse au procureur gérant, pour la dépense de la quinzaine, y seront de même inscrites, afin d'avoir toujours une balance de situation. — L'un de ces registres restera dans la caisse à trois clefs; l'autre sera gardé par le proviseur.

27. A la fin du mois, le procureur acquittera à chaque officier et profes-

seur la portion, tant fixe que variable, qui lui reviendra pour le mois échu de son traitement, d'après l'état nominatif qu'il en aura dressé, qui sera certifié par le proviseur, et le *vu* par le conseil d'administration *bon à payer*, individuellement, sur la quittance en émargement qui sera donnée par les parties prenantes.—Il acquittera de même aux maîtres d'études et aux maîtres de dessin, d'écriture et de danse, la portion de traitement qui leur reviendra, d'après un état nominatif certifié et visé dans la même forme.

28. Il tiendra un registre pour les comptes des divers maîtres d'exercice ou d'agrément; il y portera la convention faite avec chacun d'eux; les noms des élèves qui reçoivent des leçons y seront inscrits. Les comptes seront arrêtés chaque mois au registre, et il en sera extrait un état nominatif des maîtres et des élèves, avec la somme due pour le mois, à raison des conventions.—Cet état, certifié par le proviseur qui a veillé aux exercices, et par le procureur gérant, d'après le registre des conventions, sera présenté au conseil d'administration pour être *vu bon à payer*.

29. Il tiendra de même un registre pour les employés et pour les domestiques du lycée, afin que les appointemens et les gages, tels qu'ils ont été fixés par le conseil d'administration, soient payés à la fin du mois, d'après ces états nominatifs et sur le *vu bon* du bureau.

30. Tous mémoires de travaux, de construction, main-d'œuvre, etc., seront réglés par l'architecte du lycée, et ensuite visés par le conseil d'administration pour être payés.

31. A la fin de chaque trimestre, le procureur gérant remettra au proviseur et au censeur réunis en conseil, le compte détaillé des recettes et des dépenses faites pendant les trois mois; le proviseur soumettra ce compte au bureau d'administration.

32. Ce compte sera appuyé des pièces justificatives. Dans l'examen, le proviseur et le censeur feront toutes les observations qu'ils jugeront convenables pour l'amélioration de la gestion, et pour assurer en même temps l'économie dans les dépenses du trimestre suivant.

33. Le conseil d'administration rendra compte, par un rapport, de l'examen du compte trimestriel au bureau d'administration, qui en déchargera le comptable, si ce compte est trouvé en due et bonne forme. Deux doubles de ce compte, dûment vérifié, seront adressés au conseiller d'état du département de l'instruction publique, qui les fera définitivement arrêter par le ministre de l'intérieur.—Il en sera de même du compte général à rendre, à la fin de l'année, aux inspecteurs généraux des études, conformément à l'article 17 du titre IV de la loi du 11 floréal an 10.

§ IV. — Des professeurs.

34. Pendant la classe, les élèves seront soumis à l'autorité des professeurs.

35. Si le professeur se trouve dans le cas d'infliger à quelque élève une des punitions portées dans l'article 26 de l'arrêté du gouvernement du 19 frimaire dernier, il en prévendra le censeur des études ou le proviseur, pour qu'ils en assurent l'exécution.

36. Les professeurs feront composer, au moins une fois par mois, leurs élèves dans les classes où les compositions sur une matière donnée peuvent avoir lieu.—L'élève qui aura obtenu la première place, portera au proviseur la liste des places, signée par le professeur.

37. Un professeur qui désirera exercer ses élèves hors du temps fixé pour la classe, s'entendra à cet égard avec le censeur.

38. Chaque professeur remettra, tous les samedis, au censeur des études

ou au proviseur, des notes sur la conduite et les progrès des élèves qui lui sont confiés.

39. Le proviseur convoquera les professeurs toutes les fois qu'il le jugera nécessaire.—Il pourra également inviter chaque professeur en particulier à se rendre près de lui, pour obtenir des renseignemens ou prendre des mesures utiles sur la classe dont le professeur est chargé.

40. Les professeurs donneront l'exemple de l'exactitude à se rendre en classes aux heures prescrites. — Ils ne pourront se faire remplacer que dans les cas de maladie, et après en avoir prévenu le proviseur. — Les maîtres d'études sont les suppléans naturels des professeurs; ceux-ci ne pourront se faire remplacer par d'autres que les maîtres d'études, sans l'approbation du proviseur. Si cependant l'ordre des classes le permet, les professeurs, par un consentement mutuel, pourront aussi se remplacer les uns les autres en cas de besoin.

41. Les fonctionnaires, les professeurs et les maîtres d'études porteront exactement, dans leurs relations avec les élèves, et dans les cérémonies publiques, le costume prescrit par l'arrêté du 5 brumaire an 11.

§ V. — Des maîtres d'études.

42. Il y aura un maître de quartier ou d'études par chaque classe ou compagnie de vingt-cinq élèves, lorsqu'ils auront plus de quatorze ans; au dessous de cet âge, il n'y aura que deux maîtres pour trois compagnies.

43. Les maîtres d'études ne quitteront les élèves qui leur seront confiés que pendant le temps des leçons.

44. Ils se feront rendre compte par les élèves des devoirs imposés à ceux-ci par les professeurs, et veilleront à ce qu'ils les remplissent.

45. Ils mangeront avec leurs élèves.

46. Ils coucheront dans les mêmes dortoirs, dont ils garderont les clefs.

47. Ils accompagneront leurs élèves aux promenades, et en général dans toutes les sorties communes.

48. Deux d'entre eux assisteront, à tour de rôle, aux récréations.

49. Ils conduiront leurs élèves dans leurs salles de leçons respectives, sous la surveillance du censeur.

50. Ils visiteront souvent les livres de leurs élèves, et leur enlèveront ceux qui pourraient être dangereux pour les mœurs.

§ VI. — Des maîtres de dessin, d'écriture et d'arts d'agrément.

51. La durée, la distribution et le prix des leçons des maîtres de dessin, d'écriture et d'arts d'agrément, seront réglés par le proviseur.

52. Le censeur exercera la surveillance sur ces différens maîtres.

§ VII. — Des domestiques.

53. Il y aura dans chaque lycée : — Un portier ; — Un infirmier ; — Un domestique par chaque compagnie de vingt-cinq élèves au dessus de quatorze ans ; et, au dessous de cet âge, deux domestiques pour trois compagnies.

54. Le portier recevra la consigne journalière du censeur.

55. Chaque domestique sera soumis au maître d'études de sa compagnie.

56. L'infirmier sera soumis au proviseur.

57. Les gages des domestiques seront fixés par le bureau.

58. Les domestiques n'auront aucune familiarité avec les élèves, n'en recevront rien, et ne feront pour eux aucune commission, sans la permission du maître d'études de la division.

59. Les domestiques coucheront dans les dortoirs.

§ VIII. — Des élèves.

60. Les élèves nommés par le gouvernement, et placés par leurs parens comme pensionnaires dans chaque lycée, seront tenus de fournir, en entrant, le trousseau suivant : — Un habit de drap bleu, collet et paremens bleu céleste, doublure *idem*; boutons jaunes en entier de métal, portant le mot *Lycée* au milieu, et autour, en légende, le nom du lieu où sera le lycée; une veste et une culotte de même drap, boutons *idem*, une culotte de drap bleu; deux caleçons; une petite veste; deux chapeaux ronds, jusqu'à quatorze ans; chapeau français, après cet âge; deux paires de draps de onze mètres quatre-vingts centimètres chaque, de toile de cretonne; six serviettes; huit chemises, toile de cretonne; six mouchoirs; six cravates, quatre de mous-seline double, deux de soie noire; quatre paires de bas de coton, trois bonnets de nuit; deux peignoirs; deux peignes; deux paires de souliers; le tout neuf.

§ IX. — Communication des élèves avec le dehors.

61. La sortie est interdite aux élèves, à moins qu'ils n'en obtiennent la permission du proviseur, qui les fera accompagner.

62. Il y aura pour cela des billets imprimés d'avance, où le proviseur portera le nom de l'élève et celui de la personne qui l'accompagnera. — Celle-ci remettra en sortant le billet au portier, qui le rapportera au proviseur.

63. Les élèves n'auront de correspondance qu'avec leurs parens ou avec des personnes chargées de la procuration de leurs parens, et qui se seront fait connaître au proviseur.

64. Les lettres arrivant de la poste ou apportées par des commissionnaires, seront remises par le portier au censeur des études, qui les fera passer aux élèves.

65. Les lettres des élèves seront jetées dans une boîte placée dans un lieu commode, et le censeur les enverra à la poste.

66. Les parens ne pourront donner d'argent à leurs enfans qu'en le déposant entre les mains du censeur, qui en surveillera l'emploi.

67. Aucun ouvrier ne pourra être employé par les élèves, sans avoir été agréé par le proviseur.

§ X. — Mouvemens des élèves pendant la journée.

68. Le signal de tous les exercices sera donné au son du tambour.

69. Les maîtres feront lever et habiller leurs élèves à cinq heures et demie, et les dimanches et fêtes à six heures.

70. A six heures, les maîtres conduiront les élèves à la salle d'études, où ils feront, à leur arrivée, une prière en commun.

71. Il y aura étude jusqu'à sept heures et demie.

72. Le domestique apportera le déjeuner dans la salle d'études, et les élèves auront une demi-heure pour ce repas.

73. A huit heures, le maître et l'officier instructeur, ou l'élève en grade qui remplacera l'officier, conduiront les élèves en classe.

74. Les leçons du matin dureront deux heures.

75. A dix heures, les élèves remonteront en ordre à leur salle d'études, et y resteront au travail jusqu'à onze heures et demie.

76. A onze heures et demie, leçons d'écriture et de dessin jusqu'à midi et demi.

77. Les leçons d'armes et d'arts d'agrément seront prises pendant les ré-creations.

78. A midi et demi, chaque compagnie sera conduite en ordre à la place

du réfectoire qui lui est assignée. Chaque sergent sera à la tête de sa compagnie, chaque caporal à la tête de sa subdivision.

79. Le dîner durera trois quarts d'heure.

80. On se lèvera au signal donné par le censeur.

81. Il y aura récréation dans les cours, et, s'il ne fait pas beau, dans les salles d'études, pendant trois quarts d'heure.

82. A deux heures on rassemblera les élèves, et ils seront conduits à l'étude dans l'ordre prescrit pour tous les mouvements.

83. Les leçons du soir commenceront à trois heures, et finiront à cinq heures moins un quart.

84. On retournera alors dans la salle d'études, et on goûtera pendant un quart d'heure. Dans les beaux temps, le goûter pourra avoir lieu dans la cour.

85. L'étude recommencera à cinq heures, et durera jusqu'à sept.

86. Il y aura ensuite une demi-heure de récréation dans la cour, en été; et en hiver, ou lorsqu'il fera mauvais temps, dans la salle d'études.

87. Le souper à sept heures et demie, dans le même ordre que le dîner.

88. Après le souper, il y aura récréation comme avant, jusqu'à neuf heures moins un quart.

89. On fera la prière du soir jusqu'à neuf heures, et les élèves seront reconduits en ordre dans les dortoirs, où les maîtres les feront aussitôt coucher.

90. Les maîtres ne se coucheront eux-mêmes qu'après s'être assurés que chaque élève est dans son lit.

91. Il sera fait une lecture pendant les repas, et les élèves observeront le plus grand silence. Le déjeuner et le goûter sont exceptés de cette disposition : encore les élèves seront-ils tenus de parler sans tumulte et sans confusion.

§ XI. — Des jours de congé.

92. Les classes vaqueront tous les jeudis, tous les dimanches et les jours de fêtes.

93. Il y aura étude depuis six heures et demie jusqu'à huit, le jeudi. A huit heures, déjeuner et récréation jusqu'à neuf heures et demie, ensuite étude jusqu'à onze heures. A onze heures, exercices militaires jusqu'à midi et demi. Au commencement de l'exercice, il sera fait une inspection des habits par l'instructeur et le censeur des études; puis, dîner et départ pour la promenade. Les élèves devront être de retour pour l'heure ordinaire du souper en été, et pour cinq heures en hiver; puis, étude depuis cinq heures et demie jusqu'au souper.

94. Les dimanches et jours de fêtes, les élèves se rendront à l'office immédiatement après le déjeuner, c'est-à-dire à huit heures et demie; après l'office, récréation jusqu'à dix heures et demie; à dix heures et demie, étude jusqu'à midi; à midi, dîner et récréation jusqu'à une heure; à une heure, office; immédiatement après l'office, départ pour la promenade.

95. Sont exceptés de cette disposition les jours de grandes fêtes, où les élèves n'iront pas en promenade.

96. Le proviseur déterminera les lieux où se dirigeront ces promenades.

97. On n'omettra ces promenades que lorsque le mauvais temps les rendra absolument impossibles.

98. Aucun élève ne pourra s'écarter de ses camarades.

99. Ils ne pourront rien acheter qu'en présence et avec la permission de leurs maîtres.

§ XII. — Des exercices religieux.

100. L'aumônier du lycée sera désigné par le proviseur, et nommé par l'évêque ; il est chargé, sous la surveillance du proviseur, de tout ce qui est relatif aux exercices de religion.

101. Il y aura, autant qu'il sera possible, une chapelle dans l'intérieur du lycée, pour la célébration des offices, les jours de dimanches et de fêtes.

102. S'il ne pouvait y avoir de chapelle dans l'intérieur du lycée, les élèves seraient conduits à l'église la plus proche, où l'aumônier célébrerait l'office.

103. Les élèves se rendront à l'église dans l'ordre prescrit par l'article 22 de l'arrêté du 19 frimaire. Ils observeront en route et dans l'église la décence convenable.

104. S'il y a dans la ville où le lycée sera établi, un ou plusieurs édifices affectés à des cultes différens, et si le lycée contient des élèves de ces cultes, ils y seront conduits avec le même ordre.

105. S'il n'y a point de ces édifices, on fera aux élèves non catholiques, pendant la durée des offices catholiques, une instruction sur la morale de l'évangile.

106. Le proviseur avisera aux moyens de faire instruire les élèves dans leur religion, d'après le vœu de leurs parens.

§ XIII. — Des examens et des prix.

107. A la fin de chaque trimestre, le proviseur et le censeur s'adjoindront les examinateurs qu'ils trouveront à propos, feront l'examen des élèves et décerneront des prix dans chaque classe.

108. A la fin de l'année classique, il y aura des exercices littéraires, où les élèves de chaque classe devront paraître. Ils seront interrogés en public, et en présence des membres du bureau d'administration, sur les objets auxquels ils auront été appliqués pendant le cours de l'année.

109. Le proviseur donnera, pour cette distribution annuelle, les sujets de compositions pour les genres d'instruction qui en comporteront.

110. Les prix des trois plus hautes classes seront décernés par le bureau d'administration, qui pourra s'adjoindre tels autres examinateurs qu'il jugera à propos.

111. Les prix des quatre autres classes seront décernés par le proviseur et le censeur, comme dans les examens de trimestres.

112. Il y aura, dans chaque classe et pour chaque genre d'instruction, un premier et un second prix qui ne pourront être partagés ; le nombre des accessits ne pourra passer trois pour vingt élèves ; il pourra augmenter à proportion de leur nombre, sans jamais passer six.

113. Les objets à donner en prix seront réglés par le bureau.

114. Les compositions qui auront remporté les prix dans les trois plus hautes classes, seront envoyées par le proviseur à l'inspection générale des études.

§ XIV. — Des vacances.

115. Les vacances commenceront le 1^{er} septembre, et finiront le 1^{er} novembre suivant.

116. Pendant ce temps, les professeurs seront exempts de tout travail.

117. Les élèves pourront passer leurs vacances chez leurs parens ; ils seront tenus d'être rentrés au lycée la veille de l'ouverture des leçons.

118. Les élèves qui resteront dans le lycée seront occupés à un travail modéré, sous la surveillance des maîtres d'études.

119. Si le nombre de ces élèves n'est pas considérable, les maîtres d'études pourront s'absenter successivement, de manière qu'il en reste toujours un pour vingt-cinq élèves.

120. Pendant les vacances, les élèves restés dans le lycée feront des promenades plus fréquentes, qui seront réglées par le proviseur.

121. Ils pourront même faire des voyages instructifs dans les contrées voisines du lycée, pour y observer et y décrire les productions de la nature et de l'art.

§ XV.—Des punitions.

122. Les punitions corporelles sont interdites.

123. Les autres, qui sont désignées dans les articles 25, 26 et 27 de l'arrêté du 19 frimaire an 11, ne pourront être infligées aux élèves que conformément aux dispositions dudit arrêté.

§ XVI. — De l'infirmerie.

124. L'infirmerie est particulièrement et immédiatement soumise à la sollicitude du proviseur; il la visitera tous les jours.

125. Les maîtres sont spécialement chargés de l'avertir, dès qu'ils apercevront quelque symptôme d'incommodité dans leurs élèves.

126. Le médecin, le chirurgien et le pharmacien seront choisis par le proviseur; ils seront tenus de faire, tous les jours, au moins une visite à l'infirmerie.

127. Le médecin et le chirurgien examineront tous les trois mois les élèves du lycée.

128. L'infirmier aura sous lui un nombre de gardes malades proportionné à celui des malades.

129. L'entrée de l'infirmerie sera rigoureusement interdite aux élèves en bonne santé.

§ XVII. — Des externes.

130. Les jeunes gens qui désireront seulement profiter des leçons qui se donnent dans le lycée, se feront présenter au proviseur par leurs parens ou répondans.

131. Ils recevront une carte d'entrée, sans laquelle ils ne seront point admis.

132. Ils seront tenus à une mise décente, mais l'uniforme des élèves de l'intérieur leur sera interdit; ils ne pourront assister aux études, ni prendre part aux récréations.

133. Ils seront soumis à l'inspection spéciale du censeur.

134. Le proviseur exclura, sur la demande du censeur ou des professeurs, ceux qui se conduiront mal.

135. Ils paieront leur rétribution par trimestre et d'avance.

136. On ne rendra rien à celui que son inconduite fera exclure dans le cours d'un trimestre.

TITRE III. — Dispositions générales.

137. Les portes du lycée seront ouvertes à cinq heures et demie du matin, et fermées à neuf heures du soir. Les clefs seront portées chez le proviseur, et en son absence chez le censeur.

138. Aucun étranger ne sera admis à coucher dans le lycée, sans la permission expresse du proviseur.

139. Aucun maître, écolier ni domestique, ne couchera hors du lycée sans la permission du proviseur.

140. L'entrée de l'intérieur sera interdite à toute personne du sexe, excepté aux mères, sœurs, tantes ou tutrices des élèves, lesquelles ne pourront néanmoins y entrer sans la permission du proviseur.

141. Toutes les autres seront reçues dans le parloir.

142. Tous les jeux et exercices dangereux, tous les jeux de cartes et de hasard, sont interdits; il est également défendu d'exposer de l'argent à quelque jeu que ce soit.

143. Les élèves ne pourront quitter leurs habits aux heures de récréation, sans la permission du censeur.

144. Tout propos injurieux ou indécent sera rigoureusement puni.

145. L'introduction de toute arme, et celle de la poudre à tirer, même en artifice, est interdite.

146. Toute espèce de prêt, d'échange et de vente entre les élèves, ne pourra avoir lieu qu'avec la permission de leurs maîtres d'études respectifs.

147. Les dortoirs seront éclairés pendant la nuit.

148. Un des domestiques sera chargé, à tour de rôle, de veiller et de parcourir les cours, escaliers, corridors, afin de prévenir les désordres et les incendies.

149. Il sera remis à chaque professeur et maître du lycée un exemplaire du présent règlement, lequel sera imprimé à cet effet en nombre suffisant. En tête de ce règlement seront également imprimés, — 1^o La partie de la loi du 11 floréal an 10 qui concerne l'établissement des lycées; — 2^o L'arrêté du 5 brumaire an 11, qui détermine le costume des proviseurs, censeurs, procureurs gérans, professeurs et maîtres, et l'uniforme des élèves; — 3^o L'arrêté du 19 frimaire dernier, qui fixe le mode d'enseignement, et la police générale des lycées; — 4^o Le travail des deux commissions chargées de désigner les livres classiques à l'usage de tous les lycées; — 5^o Enfin, le catalogue des livres qui doivent former la bibliothèque de chaque lycée.

N^o 56. = 21 prairial an 11 (10 juin 1803). = *ARRÊTÉ portant que les ports et quartiers de l'inscription maritime, situés depuis la rive droite de la Somme jusqu'à Dunkerque, feront partie du premier arrondissement maritime.* (Moniteur du 3 messidor an 11.)

N^o 57. = 24 prairial an 11 (13 juin 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe à une année l'époque à compter de laquelle les actes publics devront être écrits en français dans les départemens de la ci-devant Belgique, de la rive gauche du Rhin, et de la vingt-septième division militaire.* (III, Bull. CCXCII, n^o 2881.)

N^o 58. = 24 prairial an 11 (13 juin 1803). = *AVIS du conseil d'état sur une question relative à la taxe d'entretien des routes.* (Moniteur du 5 messidor an 11.)

N^o 59. = 24 prairial an 11 (13 juin 1803). = *ARRÊTÉ qui autorise les régimens de troupes à cheval à envoyer un officier à une des écoles vétérinaires de Lyon ou d'Alfort.* (Moniteur du 5 messidor an 11.)

Art. 1^{er}. Les régimens de troupes à cheval sont autorisés à envoyer un officier de l'âge de vingt-cinq à trente ans à une des écoles vétérinaires de Lyon ou d'Alfort, pour y prendre les connaissances de l'hippiatrique.

2. Les officiers détachés à ces écoles jouiront, pendant le temps qu'ils seront autorisés à y rester, pour toute indemnité, d'un supplément de trai-

tement égal au tiers de leur solde d'activité, qui leur sera payé sur la masse de remonte.

3. A défaut d'officier susceptible de cette instruction, les régimens pourront désigner un des quatre sous-officiers destinés à passer des premiers au grade d'officier.

N° 60. = 24 prairial an 11 (13 juin 1803). = *LETTRE du ministre de la justice, sur les fonctions des juges de paix, relativement à l'affirmation des procès-verbaux de contravention en matière d'octroi.* (Recueil officiel de l'intérieur, deuxième édition, page 288.)

Les juges de paix ne peuvent remplir les diverses fonctions qui leur sont attribuées par la loi, que dans les arrondissemens qu'elle leur a respectivement fixés : or, tout juge de paix qui ferait un acte quelconque de son ministère hors des limites de sa juridiction, serait reprehensible, et cet acte serait frappé de nullité par le seul motif d'incompétence. — Il importe essentiellement de maintenir ce principe distinctif des juridictions, et il serait dangereux d'y porter la moindre atteinte. — Ainsi, l'article 8 de la loi du 27 frimaire an 8, ayant déterminé que les procès-verbaux de contravention à l'octroi seraient affirmés dans les vingt-quatre heures de leur date, devant le juge de paix, dans l'arrondissement duquel siège l'administration municipale, cette affirmation ne peut être valablement reçue que par ce juge de paix. — Je vous observe, à cet égard, que les préposés de l'octroi doivent remplir cette formalité indispensable, au moment même où ils font le dépôt de leurs procès-verbaux, et que, dans le cas où le juge de paix serait absent de son domicile lorsque les préposés s'y présenteront, ils doivent s'adresser à l'un des suppléans qui, en vertu de l'article 3 de la loi du 29 ventose an 9, peuvent recevoir ladite affirmation, pour cause d'absence du juge de paix.

N° 61. = 25 prairial an 11 (14 juin 1803). = *ARRÊTÉ relatif au complet des demi-brigades d'infanterie de ligne et légère, et des régimens de dragons.* (III, Bull. CCLXXXIV, n° 2788.)

N° 62. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = *ARRÊTÉ sur les recettes et les mouvemens de fonds du trésor public* (1). (III, Bull. CCXCI, n° 2850.)

Art. 1^{er}. Les sommes dont les receveurs généraux se seront chargés en recette, avec imputation sur les produits qu'ils sont tenus de verser à la caisse centrale du trésor public, y seront versées en totalité. Ils ne seront, à l'avenir, chargés d'effectuer aucun remboursement ou restitution sur lesdites recettes.

2. Lorsqu'il y aura lieu à autoriser des remboursemens de recette, à titre de restitution pour trop payé ou pour double emploi, ou à quelque autre titre que ce soit, ces remboursemens seront effectués par le payeur général des dépenses diverses, ou par ses préposés dans les départemens, sur les ordonnances du ministre du trésor public : lesdites ordonnances délivrées en vertu de décisions spéciales du gouvernement, n'étant destinées qu'à régulariser des déductions de recettes, ne sont imputées sur aucun crédit législatif.

(1) Voyez le décret du 27 (10 et) — 30 mars 1791, concernant l'organisation du trésor public, et les notes qui résument la législation.

3. Les receveurs de département ne pourront, sans une autorisation formelle du ministre du trésor public, et à peine d'être destitués et poursuivis comme prévenus de détournement, prélever aucune somme sur les produits des recettes qu'ils doivent ou tenir à sa disposition, ou verser à la caisse centrale du trésor public, en leurs bons à vue. Il leur est interdit d'appliquer lesdits produits à quelque nature de dépense ou de service que ce soit, auxquels ils ne sont pas essentiellement affectés.

4. Pour assurer le versement à la caisse centrale du trésor public, de l'intégrité des recettes des caisses extérieures, les taxations des receveurs généraux de département et d'arrondissement sur les recettes indirectes et sur les recettes diverses de l'exercice courant et des suivans, seront comprises dans les dépenses à la charge du trésor public.

5. Le ministre du trésor public fera établir, au commencement de chaque trimestre, d'après les bordereaux dûment certifiés que les receveurs sont tenus de lui adresser, le montant des susdites taxations, dans la proportion des recettes effectuées. Les résultats de ces décomptes seront acquittés par le payeur général des dépenses diverses ou ses préposés, sur les ordonnances du ministre du trésor public.

6. Lesdites ordonnances seront acquittées en rescriptions du trésor public, imputables sur les divers produits, et pour régularisation des prélèvements qui auront été faits pendant le trimestre.

7. Les taxations relatives aux recettes indirectes et diverses faisant partie des fonds généraux du trésor public, de l'exercice de l'an 11, seront ordonnancées avec imputation sur le fonds destiné, par la loi du 4 germinal dernier, aux dépenses imprévues; à cet effet, il sera fait réserve, sur ledit fonds, de la somme d'un million.

N° 63. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = *ARRÊTÉ relatif au versement des cautionnemens à fournir par les notaires* (1). (III, Bull. CCXCI, n° 2851.)

Art. 1^{er}. Les cautionnemens à fournir par les notaires, conformément à la loi du 25 ventose an 11, seront versés au trésor public dans les caisses des receveurs de département et d'arrondissement.

2. Les rôles soumissionnés pour le recouvrement de ces cautionnemens, et préparés par la caisse d'amortissement, seront suivis pour opérer ledit recouvrement.

3. Le ministre du trésor public fera connaître chaque mois au gouvernement le progrès des rentrées sur lesdits cautionnemens.

4. Le remboursement de ces cautionnemens à la caisse d'amortissement sera fait par le trésor public, suivant le mode prescrit par les lois des 7 et 27 ventose an 8.

N° 64. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux piastres destinées à être converties en monnaies nationales*. (III, Bull. CCXCII, n° 2882.)

Les piastres qui seront apportées aux hôtels des monnaies pour être converties en monnaies nationales, ne seront point assujéties aux frais d'affinage dont la retenue est ordonnée par l'article 12 de la loi du 7 germinal an 11.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 7 ventose an 8 (26 février 1800), tableau n° 2, et la note.

N° 65. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = ARRÊTÉ qui nomme les administrateurs des monnaies et les fonctionnaires des divers ateliers monétaires. (III, Bull. CCXCII, n° 2883.)

N° 66. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = ARRÊTÉ portant établissement d'une juridiction de prud'hommes pêcheurs à la Seyne. (III, Bull. CCXCII, n° 2884.)

N° 67. = 26 prairial an 11 (15 juin 1803). = ARRÊTÉ concernant la formation et l'organisation de camps de vétérans (1). (III, Bull. CCXCII, n° 2890.)

N° 68. = 28 prairial an 11 (17 juin 1803). = ARRÊTÉ relatif à la délivrance de cartes portant exemption de la taxe d'entretien des routes, en faveur des officiers généraux, de ceux de l'état-major et de la cavalerie. (III, Bull. CCXCII, n° 2885.)

N° 69. = 28 prairial an 11 (17 juin 1803). = ARRÊTÉ relatif au mode de paiement des soldes de retraite et pensions des Suisses retirés dans leur patrie (2). (III, Bull. CCCII, n° 3024.)

Art. 1^{er}. Les militaires suisses retirés en Helvétie, dont le traitement de réforme ou la solde de retraite ont été liquidés conformément à la loi du 28 fructidor an 7, en seront payés par trimestre à la caisse du payeur français établi en Helvétie, du 10 au 20 du premier mois qui suivra le trimestre échu ; et ce, à compter du 10 nivose an 12, pour le premier trimestre de l'exercice an 12.

2. Le ministre de la guerre chargera spécialement un commissaire des guerres de former en Helvétie deux contrôles distincts de tous les militaires qui auront droit au traitement de réforme ou à la solde de retraite, d'après la loi ci-dessus.—Ces deux contrôles, dont le ministre de la guerre adressera les modèles, seront divisés par cantons.

3. Le commissaire des guerres indiquera les individus qui, s'étant retirés du service pour cause d'infirmités non provenant de blessures, sont soumis par l'article 38 de la loi du 28 fructidor an 7, à la visite de deux officiers de santé.

4. Du 10 au 20 du troisième mois du trimestre à échoir, à compter du 10 frimaire an 12, le commissaire des guerres expédiera, pour chaque individu ayant droit au traitement de réforme ou à la solde de retraite, un mandat sur le payeur établi en Suisse de la somme à payer à chacun d'eux.—Ces mandats (dont le modèle sera également adressé par le ministre de la guerre) seront formés de manière à présenter sur la même feuille, 1° les noms et titres de l'individu ayant droit au traitement de réforme ou à la solde de retraite ; 2° la somme à lui payer par an et par trimestre, défalcation faite de la retenue prescrite par les articles 49 et 50 de la loi du 28 fructidor an 7 ; 3° le certificat de vie ; 4° la quittance de la partie prenante.

5. Le certificat de vie devra contenir l'attestation de deux témoins domiciliés au même canton, qui le signeront, et le visa du magistrat compé-

(1) Ces camps n'existent plus depuis long-temps. Il y a des compagnies de vétérans qui ont donné lieu à une législation spéciale.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 20—22 août 1792, portant licenciement des régimens suisses au service de France, le résumé des lois concernant ces pensions.

tent.—Ce visa ne pourra être délivré qu'après le 30 du troisième mois du trimestre échu.

6. Le commissaire des guerres adressera les mandats expédiés le 20 du troisième mois de chaque trimestre à *échoir*, à l'autorité principale du canton, qui en fera sur-le-champ la distribution aux parties intéressées, à leur domicile.—Le commissaire des guerres en remettra en même temps au payeur le bordereau détaillé par trimestres, noms et sommes, pour servir à éviter toute falsification desdits mandats.

7. Du 10 au 20 du premier mois qui suivra le trimestre échu, le payeur établi en Suisse acquittera à vue les mandats revêtus des formes prescrites ci-dessus, et quittancés par les militaires qui y seront désignés.—Ceux qui ne sauront pas écrire feront leur marque en présence des deux témoins qui auront certifié leur existence, lesquels le constateront également par leur signature.

8. Les militaires qui voudront passer de l'Helvétie en France ou ailleurs, en donneront avis au commissaire des guerres, qui, après les avoir rayés sur son contrôle, en informera le ministre de la guerre, et remettra au militaire un certificat constatant l'époque où il aura cessé de toucher.—Le ministre de la guerre prendra les mesures nécessaires pour faire jouir, s'il y a lieu, le militaire de la continuation de son traitement de réforme, ou de la solde de retraite dans sa nouvelle résidence, à compter de l'époque indiquée dans le certificat de cessation de paiement.

9. En cas de décès des militaires, le décompte de la somme à payer aux héritiers ne leur sera fait que sur la représentation,—1° Du mandat délivré par le commissaire des guerres ;—2° De l'extract mortuaire du militaire ;—3° Des titres d'hérédité en bonne forme, selon les lois du pays.

10. Le commissaire des guerres fera successivement connaître au ministre de la guerre les militaires décédés, ou qui, pour toute autre cause, cesseraient d'avoir droit au traitement de réforme ou à la solde de retraite.

11. Le premier du second mois de chaque trimestre, le payeur établi en Suisse remettra au commissaire des guerres, *sur sa reconnaissance sommaire*, la totalité des mandats acquittés par lui *pour le trimestre précédent*.—Le commissaire des guerres dressera, du 1^{er} au 15 au plus tard, deux bordereaux de ces paiemens, en forme de revue, l'un pour le traitement de réforme, l'autre pour la solde de retraite.—Il notera en détail, au pied de ces revues, les mandats délivrés par lui pour traitement de réforme ou solde de retraite, qui n'auraient pu être acquittés, depuis le 10 nivose an 12 jusqu'à l'époque de leur rédaction.—Le 20 du même mois, ce commissaire remettra ces revues et les mandats à l'appui au payeur, en échange de *sa reconnaissance sommaire* ; et il adressera, le même jour, au ministre de la guerre, *un duplicata* de chacune des deux revues.

12. Le commissaire des guerres dressera des états détaillés et distincts des sommes dues à raison des exercices ans 8, 9, 10 et 11, aux militaires retirés en Helvétie, pour traitement de réforme et solde de retraite. — Ces états, *divisés par exercices*, seront adressés au ministre de la guerre, qui en soumettra les résultats au gouvernement, et délivrera ses ordonnances sur les fonds que le gouvernement jugera à propos d'affecter à cette dépense.

13. Les militaires *retirés en Helvétie* qui ont obtenu ou qui obtiendront des pensions *payables sur les fonds de la dette publique, suivant le mode établi pour les pensions civiles*, pourront les recevoir dans leur patrie, à la caisse du payeur qui y est établi, et ce, à compter des arrérages qui commenceront à courir au 1^{er} vendémiaire an 12 prochain. — Ils adresseront, à cet effet, leur déclaration au ministre du trésor public, deux mois avant

l'ouverture du paiement du semestre, qu'ils sont dans l'intention de toucher à ladite caisse. — Cette déclaration vaudra pour tous les semestres subséquens, jusqu'à révocation.

14. Les militaires qui ne seraient pas porteurs de certificats d'inscription au registre des pensions devront *préalablement* faire parvenir leurs brevets au directeur général de la liquidation, pour être compris, s'il y a lieu, dans les états présentés au commencement de chaque mois à l'approbation du gouvernement.

N^o 70. = 1^{er} messidor an 11 (20 juin 1803). = **ARRÊTÉ** *qui prohibe l'introduction dans les ports de France de toute denrée et marchandise provenant de colonie ou de fabrique anglaise* (1). (III, Bull. CCLXXXVII, n^o 2822.)

Art. 1^{er}. A dater de la publication du présent arrêté, il ne sera reçu dans les ports de la république aucune denrée coloniale provenant des colonies anglaises, ni aucune marchandise venant directement ou indirectement d'Angleterre. — En conséquence, toute denrée et marchandise provenant de fabrique ou de colonie anglaise, seront confisquées.

2. Les bâtimens neutres destinés pour les ports de la république, devront être munis d'un certificat délivré par le commissaire ou agent des relations commerciales de la république au port d'embarquement, lequel certificat portera le nom du vaisseau, celui du capitaine, la nature de la cargaison, le nombre d'hommes d'équipage et la destination du bâtiment. — Dans cette déclaration, le commissaire certifiera qu'il a vu le chargement s'opérer sous ses yeux, et que les marchandises ne sont point de fabriques anglaises, et ne proviennent ni de l'Angleterre ni de ses colonies. — Un double de cette déclaration sera adressé au ministre de l'intérieur par le commissaire de la république, le jour même du départ du bâtiment.

3. Tout capitaine qui, par oubli de formes ou par changement de destination, ne se trouvera pas muni d'une semblable déclaration, ne sera admis dans les ports de la république qu'à condition de charger en retour, en produits des manufactures françaises, pour une valeur égale à celle de sa cargaison. — Le directeur des douanes enverra au préfet du département l'état de la cargaison et celui des marchandises prises en retour : sur cet état, le préfet délivrera le *permis* de sortir du port.

N^o 71. = 1^{er} messidor an 11 (20 juin 1803). = **ARRÊTÉ** *qui divise le bassin de la Seine en neuf arrondissemens* (2). (III, Bull. CCXCIV, n^o 2903.)

Art. 1^{er}. Le fleuve de la Seine et les rivières affluentes à ce fleuve composeront le premier bassin de la navigation intérieure de la république.

2. Le bassin de la Seine sera divisé en neuf arrondissemens, ainsi qu'il suit : — Premier arrondissement, comprenant 1^o la Seine, depuis le point navigable jusqu'à Montereau; 2^o l'Aube dans toute son étendue : chef-lieu,

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Plusieurs arrêtés du 19 messidor an 11 (8 juillet 1803) ont réglé la perception de l'octroi de navigation sur la Seine dans l'étendue de ces neuf arrondissemens.

Voyez la loi du 8—21 juin 1825, qui autorise le gouvernement à concéder la navigation de la Seine supérieure, et qui fixe le tarif des droits de cette navigation.

Voyez aussi la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement d'un droit de navigation intérieure, et les notes.

Troyes;—Second arrondissement, 1° l'Yonne, depuis le point navigable jusqu'à son confluent avec la Seine; 2° les rivières de la Cure et de l'Armançon : chef-lieu, Auxerre;—Troisième arrondissement, 1° la Marne, depuis le point navigable jusqu'à La Ferté; 2° les rivières de La Saulx et de l'Ornain : chef-lieu, Châlons;—Quatrième arrondissement, 1° la Marne, depuis La Ferté jusqu'à Alfort-Charenton; 2° le canal de l'Oureq et la rivière de Grand-Morin; 3° la Seine, depuis Montereau jusqu'à Choisy : chef-lieu, Melun;—Cinquième arrondissement, la Seine, depuis Choisy jusqu'au Pecq; chef-lieu, Paris;—Sixième arrondissement, la Seine, depuis le Pecq jusqu'au Havre : chef-lieu, Rouen;—Septième arrondissement, l'Oise dans toute son étendue : chef-lieu, Beauvais;—Huitième arrondissement, l'Aisne dans toute son étendue : chef-lieu, Laon;—Neuvième et dernier arrondissement, l'Eure dans toute son étendue : chef-lieu, Evreux.

3. L'octroi de la navigation sera régi, sauf les cas où, sur l'avis des préfets et le rapport du ministre de l'intérieur, la mise en ferme ou en régie intéressée aura été ordonnée et les conditions réglées par le gouvernement.

4. Les tarifs en vertu desquels devra se faire la perception, et les lieux où les bureaux devront être établis, seront déterminés par des arrêtés spéciaux pour chaque arrondissement de navigation.

5. L'inspecteur-général, ou un des inspecteurs particuliers établis pour surveiller l'approvisionnement de Paris, assistera dans les arrondissements de navigation où ils sont employés, aux conseils qui seront tenus d'après l'article 18 de l'arrêté du 8 prairial, pour régler les lieux, la nature et l'étendue des travaux.

6. Par les dispositions du présent arrêté et de celui du 8 prairial, il n'est point interdit au préfet de police de prendre d'urgence, et sous l'autorité du ministre de l'intérieur, les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement en combustibles de la ville de Paris.

N° 72.=4 messidor an 11 (23 juin 1803).=ARRÊTÉ relatif aux établissemens de maisons de commerce dans les Echelles du Levant (1). (III, Bull. CCXCII, n° 2886.)

Art. 1^{er}. Aucune maison de commerce ne peut être établie dans les Echelles du Levant, de la Barbarie et de la Mer-Noire, sans l'autorisation du gouvernement.

2. Les demandes d'établissement de maison de commerce dans les Echelles seront adressées au ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire de la chambre de commerce de Marseille.

3. Les chefs de maison de commerce sont responsables au gouvernement de la conduite de leurs régisseurs, de leurs commis et de tous les individus attachés à leur maison.

4. Ils fourniront, à cet effet, à la chambre de commerce de Marseille, un cautionnement privé, dans la forme qui a toujours été usitée; et la chambre prendra les mesures nécessaires pour faire valoir ce cautionnement dans les cas qui l'exigeront.

5. Lorsque l'établissement d'une maison de commerce aura été autorisé dans quelqu'une des Echelles, et que le cautionnement aura été fourni, la chambre de commerce délivrera aux régisseurs, commis et autres individus attachés à cette maison, des certificats qui leur serviront à obtenir les

(1) Voyez le décret du 21—29 juillet 1791, concernant le commerce du Levant et de Barbarie, et la note qui résume la législation sur cet objet.

passesports nécessaires pour se rendre sur l'Echelle, en se conformant d'ailleurs à ce qui est prescrit à cet égard par la législation.

6. Les ouvriers et artisans, qui voudront aller exercer leur industrie dans les Echelles, seront tenus de se présenter à la chambre de commerce de Marseille et d'en obtenir un certificat, qu'elle ne leur délivrera qu'après s'être assurée qu'ils y sont demandés, et après avoir pris sur leur moralité et leur conduite les informations les plus exactes.

7. Aucun passeport pour se rendre dans les Echelles ne sera délivré aux régissens et commis des maisons de commerce, aux ouvriers, artisans et domestiques, que sur la présentation du certificat de la chambre de commerce.

8. Les maisons de commerce actuellement existantes dans les Echelles sont maintenues, à charge par leurs chefs de fournir à la chambre de commerce le cautionnement prescrit par l'article 4.

9. L'ambassadeur de la république à Constantinople, et les commissaires des relations commerciales dans les diverses Echelles du Levant, de la Mer Noire et de la Barbarie, sont autorisés à faire repasser en France tout individu qui s'y rendrait sans autorisation, et dont la présence sur l'Echelle pourrait compromettre la nation.

N° 73. = 4 messidor an 11 (23 juin 1803). = *ARRÊTÉ portant organisation des gardes magasins d'artillerie.* (Moniteur du 8 messidor an 11.)

N° 74. = 13 messidor an 11 (2 juillet 1803). = *ARRÊTÉ portant que les officiers d'artillerie employés comme aides-de-camp devront être rayés du tableau de leur corps.* (Moniteur du 8 thermidor an 11.)

N° 75. = 16 messidor an 11 (5 juillet 1803). = *ARRÊTÉ qui prescrit l'emploi, dans toute la France, de papiers frappés du timbre proportionnel dans l'atelier général de Paris* (1). (III, Bull. CCXCVI, n° 2933.)

N° 76. = 16 messidor an 11 (5 juillet 1803). = *ARRÊTÉ qui détermine le mode de paiement des dettes des départemens de la rive gauche du Rhin.* (IV, Bull. XV, n° 221.)

Art. 1^{er}. Les dettes exigibles de toute nature, légalement contractées antérieurement au 1^{er} vendémiaire an 8, et qui doivent être à la charge de la république, seront liquidées et payées conformément aux dispositions de la loi du 30 ventose an 9.

2. Les rentes constituées, perpétuelles ou viagères, qui font partie de celles à la charge de la république, seront liquidées d'après les stipulations portées aux titres constitutifs desdites rentes, pourvu que le taux n'excède pas celui autorisé par les lois françaises; et celles qui l'excéderaient y seront réduites. Lesdites rentes seront liquidées d'après leur produit net, et déduction faite des impositions ou retenues auxquelles elles étaient assujéties, et inscrites intégralement.

N° 77. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux instances ayant pour objet le paiement d'engagemens de commerce contractés par des négocians français envers les Anglais.* (III, Bull. CCXCVI, n° 2935.)

Art. 1^{er}. A dater de la publication du présent arrêté, il ne sera reçu, dans

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 7 fructidor an 10 (25 août 1802).

les tribunaux de la république, aucune instance ayant pour objet le paiement d'engagemens contractés pour fait de commerce par des négocians français envers les Anglais (1).

2. Les instances actuellement engagées pour cet objet seront suspendues, ainsi que l'exécution des jugemens qui auraient pu s'ensuivre.

3. Cette suspension aura lieu jusqu'au rétablissement de la paix.

N° 78. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du premier des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Nogent-sur-Seine et à Montereau* (2). (III, Bull. CCXCVII, n° 2944.)

N° 79. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du deuxième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont le bureau est établi à Montereau*. (III, Bull. CCXCVII, n° 2945.)

N° 80. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du troisième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Châlons et La Ferté*. (III, Bull. CCXCVII, n° 2946.)

N° 81. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du quatrième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Alfort-Charenton et à Choisy*. (III, Bull. CCXCVII, n° 2947.)

N° 82. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du cinquième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Choisy, Charenton ou Alfort, Sèvres, Neuilly et au Pecq*. (III, Bull. CCXCVII, n° 2948.)

N° 83. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du sixième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis au Pecq, à Mantes, à Pont-de-l'Arche et à Rouen*. (III, Bull. CCXCVII, n° 2949.)

N° 84. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour*

(1) Cet arrêté était applicable même au cas où un Anglais revendiquait des marchandises qui étaient encore sous balle et sous corde. Bruxelles, 20 pluviôse an 12, SIR., IV, 2, 93. — Il n'a pas empêché un Français, condamné envers un Anglais, de se pourvoir contre le jugement. Cass., 5 frimaire an 14, SIR., VI, 1, 110.

(2) Voyez l'arrêté du 1^{er} messidor an 11 (20 juin 1803), qui a divisé la Seine en neuf arrondissemens, et la note.

Les tarifs que contiennent cet arrêté et les arrêtés qui vont suivre ne sont pas textuellement rapportés, par le double motif qu'il s'agit d'un règlement local, et que des dispositions postérieures l'ont partiellement modifié.

la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du septième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Compiègne et Pontoise. (III, Bull. CCXCVII, n° 2950.)

N° 85. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = **ARRÊTÉ** contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du huitième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont les bureaux sont établis à Soissons et Compiègne. (III, Bull. CCXCVII, n° 2951.)

N° 86. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = **ARRÊTÉ** contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation sur la Seine, dans l'étendue du neuvième des arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor même année, et dont le bureau est établi à Vaudreuil. (III, Bull. CCXCVII, n° 2952.)

N° 87. = 19 messidor an 11 (8 juillet 1803). = **ARRÊTÉ** relatif au mode d'envoi des fonds destinés au service des colonies (1). (III, Bull. CCXCIX, n° 2979.)

Art. 1^{er}. Les envois des fonds à expédier par le trésor public pour le service des colonies, d'après les ordonnances du ministre de la marine, délivrées en vertu des décisions spéciales du gouvernement, seront faits en traites du caissier général du trésor public.

2. Les traites dudit caissier général seront tirées sur lui-même, et payables à vingt jours de vue fixe, à l'ordre des payeurs des colonies. Lesdites traites données en paiement par les payeurs des colonies, devront être enregistrées au bureau du chef d'administration et visées par le préfet colonial.

3. Ces traites seront conformes au modèle ci-annexé. — Elles seront expédiées par *uplicata* en temps de paix, et *triplicata* en temps de guerre : elles auront une série particulière de numéros pour chaque colonie et pour chaque exercice, et seront dans les coupures de cinq cents francs, mille francs, cinq mille francs et dix mille francs ; elles seront à talon, sur un papier particulier, qui sera déterminé par le ministre du trésor public.

4. Les talons des traites resteront à la disposition du caissier général ; les lettres d'avis qui seront détachées des traites, lors de la remise qui en sera faite aux parties prenantes par les payeurs des colonies, seront adressées directement par ces comptables au caissier général du trésor public.

5. Au fur et à mesure de la présentation des traites audit caissier général, elles seront acceptées par ce comptable, et payées sans délai, à vingt jours de vue fixe, sur le simple acquit des porteurs à l'ordre desquels elles auront été passées.

6. La création et le remboursement des traites du caissier général destinées au service des colonies, ne seront portés en recette et en dépense que pour ordre dans la comptabilité du trésor public.

(Suit le modèle des traites.)

(1) Voyez, dans le § 6 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies françaises, le résumé de la législation concernant le service financier de ces colonies.

N° 88. = 24 messidor an 11 (13 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif au paiement des arrérages d'inscriptions dus aux comptables.* (III, Bull. CCXCVIII, n° 2975.)

Art. 1^{er}. Les comptables contre lesquels il n'existe pas d'arrêtés qui les constituent en débet, continueront de jouir des arrérages de leurs inscriptions au grand livre, tant perpétuelles que viagères, conformément à la loi du 26 floréal an 5, et sous les réserves portées par celle du 8 nivose an 6.

2. A l'égard des autres comptables, des fournisseurs auxquels il a été fait des avances, et autres reliquataires de deniers publics, qui auront été constitués débiteurs, soit par la comptabilité nationale, soit par le conseil général de liquidation, soit par arrêtés provisoires, dans la forme autorisée par les lois des 12 vendémiaire et 13 frimaire an 8, soit par tout autre acte authentique, il sera sursis au paiement de l'annuel de leurs inscriptions, jusqu'à ce qu'ils se soient libérés de leurs débets, ou qu'ils aient transféré, jusqu'à due concurrence, au profit du trésor public, la propriété de leurs inscriptions au grand-livre, dans les cas où ce mode de libération est admis par les lois.

N° 89. = 24 messidor an 11 (13 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux droits à payer pour les poivres* (1). (III, Bull. CCXCVIII, n° 2976.)

N° 90. = 26 messidor an 11 (15 juillet 1803). = *ARRÊTÉ qui prohibe l'exportation du chanvre jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 12.* (Dépôt des lois, n° 1859.)

N° 91. = 2 thermidor an 11 (21 juillet 1803). = *ARRÊTÉ qui prohibe l'exportation des cuirs tannés non corroyés.* (III, Bull. CCCXVI, n° 3203.)

N° 92. = 2 thermidor an 11 (21 juillet 1803). = *ARRÊTÉ qui prohibe toute exportation de bois.* (Dépôt des lois, n° 1859.)

N° 93. = 3 thermidor an 11 (22 juillet 1803). = *ARRÊTÉ contenant fixation des droits pour l'exportation de la gaude.* (III, Bull. CCXCIX, n° 3010.)

La gaude, ou herbe à jaunir, dont l'exportation a été prohibée par l'arrêté du gouvernement du 2 vendémiaire an 11, pourra désormais sortir en payant le droit de dix francs par quintal métrique.

N° 94. = 3 thermidor an 11 (22 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux traites affectées au service des arrondissemens maritimes* (2). (III, Bull. CCCIII, n° 3033.)

Art. 1^{er}. Une partie des envois de fonds de la caisse centrale du trésor public destinés aux dépenses du matériel du département de la marine dans les arrondissemens maritimes pourra être expédiée en traites du caissier général du trésor public.

2. Le gouvernement déterminera, chaque mois, d'après les rapports des

(1) Ces droits ont été fixés plusieurs fois par les lois de finances postérieures.

(2) Voyez l'arrêté du 21 fructidor an 11 (8 septembre 1803), portant application de plusieurs des dispositions du présent aux traites destinées au paiement des dépenses du matériel de la guerre.]

ministres du trésor public et de la marine, la quotité des traites du caissier général qui devront être comprises dans lesdits envois de fonds.

3. Les traites du caissier général du trésor public destinées au service des ports seront tirées sur lui-même, et payables à *dix jours* de vue *fixe*, à l'ordre des préposés du payeur général de la marine.

4. Ces traites seront conformes au modèle ci-annexé. Elles auront une série particulière de numéros pour chaque exercice, et seront dans les coupures de *cinq cents* francs, *mille* francs, *trois mille* francs et *cinq mille* francs. Elles seront à talon, sur un papier semblable à celui destiné aux traites affectées au service des colonies par l'arrêté du 19 messidor dernier.

5. Les talons des traites resteront à la disposition du caissier général; les lettres d'avis qui seront détachées des traites, lors de la remise qui en sera faite aux parties prenantes par les payeurs, seront adressées directement par ces comptables au caissier général du trésor public.

6. Les chefs d'administration, ou les commissaires de la marine, détermineront, dans l'expédition des *mandats comptables* qu'ils délivreront sur les caisses des payeurs des arrondissemens maritimes, la portion desdits mandats qui devra être acquittée en traites du caissier général du trésor public.

7. Au fur et à mesure de la présentation des traites au trésor public, elles seront acceptées par le caissier général, et payées sans délai, à *dix jours* de vue *fixe*, sur le simple acquit des porteurs à l'ordre desquels elles auront été passées.

8. La création et le remboursement des traites du caissier général destinées au service des arrondissemens maritimes, ne seront portés en recette et en dépense que pour ordre dans la comptabilité du trésor public.

(*Suivent les modèles des traites.*)

N° 95. = 4 thermidor an 11 (23 juillet 1803). = **ARRÊTÉ relatif aux décomptes des acquéreurs de domaines nationaux** (1). (Dépôt des lois, n° 10396 bis.)

Le gouvernement de la république, sur le rapport du ministre des finances, — Le conseil d'état entendu, — Arrête :

Art 1^{er}. Les directeurs de l'enregistrement et des domaines procéderont, dans le plus court délai, aux décomptes, demandés ou non, de tous les acquéreurs de domaines nationaux. — Ils se feront fournir, à cet effet, par les receveurs des domaines, et par les ci-devant receveurs de districts, tous les élémens dont ils auront besoin.

2. Ils rendront compte tous les mois à l'administration centrale de leurs opérations. Le directeur général de l'administration en remettra le tableau aussi tous les mois au ministre des finances.

3. Les directeurs jouiront d'une remise extraordinaire d'un et demi, et les receveurs d'un pour cent sur les rentrées effectives dans les caisses du trésor public, qui résulteront desdits décomptes. — Cette remise sera le prix de leurs frais et peines en cette partie; elle ne leur sera payée que pour moitié à fur et à mesure des rentrées, et l'autre moitié, après que tous les décomptes de chaque direction, dont les contrats doivent être aujourd'hui soldés, auront été réglés.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 22 octobre 1808; et la loi du 12—17 mars 1820, tit. 1^{er}, et les notes.

Voyez aussi, sur le mode de paiement du prix des biens nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, concernant l'aliénation de ces biens.

4. S'il s'élève des difficultés sur les résultats des décomptes, il sera statué par les préfets, sauf le recours au ministre des finances (1).

5. La rentrée des sommes qui, par le résultat des décomptes, se trouveront restées dues au trésor public, sera poursuivie par voie de contrainte décernée par le directeur, et visée du préfet du département.

6. Les arrêtés avec les pièces, par le résultat desquels les acquéreurs se trouveront avoir trop payé, seront adressés au directeur général de la liquidation, pour qu'il soit pourvu à leur remboursement.

7. Le directeur général de l'administration des domaines fera procéder sans délai à l'examen des comptes qui lui seront rendus par les directeurs, en exécution de l'article 2, et transmettra, dans les trois mois au plus tard de cet envoi, à chaque directeur, l'ordre de délivrer aux acquéreurs, qui, par leurs décomptes non contestés, ne sont pas constitués en débet, leur quittance définitive.

N° 96. = 6 thermidor an 11 (25 juillet 1803). = **ARRÊTÉ sur la nomination et l'entretien des portiers, concierges des villes ouvertes.** (Recueil officiel de l'intérieur, page 289.)

N° 97. = 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803). = **ARRÊTÉ relatif aux biens des fabriques** (2). (III, Bull. CCCIII, n° 3036.)

Art. 1^{er}. Les biens des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient, et dont le transfert n'a pas été fait, sont rendus à leur destination (3).

(1) Cette compétence ne peut être contestée par le motif que le présent arrêté n'a pas été inséré au Bulletin des lois. Circul. de la régie, 9 septembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 263.

La connaissance de toutes les contestations relatives au recouvrement des décomptes du prix des domaines nationaux est de la compétence du préfet, et par appel, du ministre des finances. Arr. du cons., 5 novembre 1823, *MAC.*, V, 727; et plusieurs autres arrêts. — Les conseils de préfecture excèdent leur compétence, lorsqu'ils prononcent sur ces matières. Arr. du cons., 21 mars 1821, *MAC.*, I, 430.

Mais toutes questions entre un tiers, porteur de cédules, et l'acquéreur primitif, déchu de son acquisition, concernant le paiement du prix de l'immeuble, sont de la compétence de l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 14 juillet 1824, *MAC.*, VI, 400. — Jugé encore que, lorsque des poursuites en paiement d'un décompte, dirigées contre un acquéreur de biens nationaux, ont occasionné plusieurs actions récursoires, l'acquéreur primitif qui a obtenu de l'administration la réformation du décompte et le remboursement de la somme indûment exigée, peut porter devant les tribunaux ordinaires sa demande contre la régie en paiement des frais, dépens et dommages qu'il a été obligé de rembourser à ses acquéreurs; ce n'est pas là une difficulté sur le résultat d'un décompte, dans le sens du présent article. Cass., 30 janvier 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 234. — Lorsqu'une partie poursuivie par le domaine, pour solder le résultat d'un décompte, comme étant aux droits de l'acquéreur primitif, prétend n'être ni l'héritier ni l'ayant-cause de cet acquéreur, cette contestation est du ressort des tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 13 novembre 1822, *MAC.*, IV, 366.

Voyez encore la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 4, § VIII, qui attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux.

(2) Voyez le décret du 13—14 brumaire an 2 (3—4 novembre 1793), qui déclare propriété nationale tout l'actif des fabriques, et les notes; celui du 23 messidor suivant (11 juillet 1794), concernant la liquidation de l'actif et du passif des hôpitaux et autres établissemens de bienfaisance, et les notes; le décret du 30 mai 1806, portant que les églises et presbytères supprimés font partie des biens restitués aux fabriques par le présent arrêté, etc., et celui du 31 juillet même année, interprétatif du présent; l'avis du cons. d'état du 30 avril 1807, portant solution de plusieurs questions concernant l'application du même arrêté; et celui du 9 décembre 1810, portant que les fabriques ne sont pas chargées des rentes dont étaient grevées les biens à elles restitués par le domaine.

Voyez, quant à l'administration des biens des fabriques, le décret général du 30 décembre 1809, et les notes qui résument la législation.

(3) Cette disposition, qui a rendu aux fabriques, par préférence aux hospices, les rentes qui

2. Les biens de fabrique des églises supprimées seront réunis à ceux des églises conservées, et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent (1).

3. Ces biens seront administrés dans la forme particulière aux biens communaux, par trois marguilliers que nommera le préfet sur une liste double présentée par le maire et le curé ou desservant (2).

4. Le curé ou desservant aura voix consultative.

5. Les marguilliers nommeront parmi eux un caissier. Les comptes seront rendus en la même forme que ceux des dépenses communales.

N° 98. = 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la liquidation, pour le passé, des pensions ecclésiastiques.* (Dépôt des lois, n° 1804.)

N° 99. = 9 thermidor an 11 (28 juillet 1803). = *ARRÊTÉ concernant la liquidation de celles des dettes des départemens réunis qui ont été mises à la charge de la république.* (Dépôt des lois, n° 1870.)

N° 100. = 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803). = *ARRÊTÉ relatif à l'or-*

étaient originairement dues aux fabriques par des tiers, s'étend à des rentes originairement dues par les hospices eux-mêmes et dont le transfert n'a pas été consommé. Arr. du cons., 19 février 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 109 et 168. — Mais elle ne s'étend pas à des rentes dont les hospices jouissaient en vertu de la loi du 4 ventose an 9. Arr. du cons., 23 février 1820, *SIR.*, XX, 2, 303. — Et on doit ranger parmi les domaines usurpés, affectés aux hospices par la loi du 4 ventose an 9, les biens de fabrique dont la rente ou le prix de bail ont cessé d'être servis à la régie des domaines, quelle que soit la date du titre. Avis du cons., 28 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 113. — Si le gouvernement a restitué à un émigré un immeuble grevé dans l'origine d'une rente envers une fabrique, l'immeuble est rendu à charge de servir la rente : l'émigré ne peut se prévaloir de ce que le gouvernement a représenté un instant la fabrique, créancière de la rente, et le propriétaire de l'immeuble débiteur de cette rente, et de ce que sa double qualité de créancier et de débiteur aurait opéré confusion. Cass., 24 mars 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 24; Bull. civ., XIX, 86. — Les fabriques qui n'ont pas été mises en possession des rentes qu'elles prétendent leur appartenir, ne peuvent faire annuler les transferts de ces rentes qui auraient été consentis par le domaine, depuis l'arrêté du gouvernement du 7 thermidor an 11. Arr. du cons., 18 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 2, 312.

Les fabriques nouvellement créées sont aux droits, mais non aux charges des anciennes fabriques. Arr. du cons., 28 juillet 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 418; et *SIR.*, XXI, 2, 87.

(1) Lorsqu'une ou plusieurs communes ont été distraites d'une paroisse pour être érigées en succursale, les biens qui faisaient partie de la dotation du curé et qui se trouvent situés dans l'étendue des communes érigées en succursales, doivent être assignés à la nouvelle succursale, dans la proportion du nombre de ses habitants : la justice administrative est seule compétente pour juger une telle contestation. Arr. du cons., 25 avril 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 62.

Lorsque des rentes, ayant appartenu à une chapelle, ont été transférées par le domaine, la fabrique doit être mise en possession, non par le conseil de préfecture, mais par un arrêté spécial du préfet, sauf appel au ministre des finances. Arr. du cons., 8 septembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 212.

Voyez encore l'avis précité du cons. d'état du 30 avril 1807, première question, qui suppose que l'envoi en possession des biens restitués à la fabrique doit être prononcé en sa faveur, pour qu'elle puisse en être réellement investie; et un arrêt de la cour de Colmar du 25 mars 1828 (*SIR.*, XXVIII, 2, 199), qui juge que cet envoi en possession est indispensable. — Jugé en sens contraire. Montpellier, 8 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 528.

(2) Les biens des fabriques sont soumis à la même forme d'administration que les biens communaux, et les contestations auxquelles peuvent donner lieu les dépenses relatives au culte sont du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 22 juin 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 381. — Jugé encore que c'est à l'autorité administrative, et non aux tribunaux, que doivent être soumises les difficultés qui peuvent s'élever à raison des dépenses auxquelles doivent faire face les biens et revenus confiés à l'administration des marguilliers d'une fabrique, telles que le salaire d'un instituteur d'école primaire. Arr. du cons., 11 avril 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 361. — Le droit de prononcer sur les effets d'une obligation par laquelle les administrateurs d'une fabrique se seraient engagés personnellement envers des particuliers, appartient à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative. Arr. du cons., 11 décembre 1808, *SIR.*, Jur. du cons., I, 221.

garisation des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers (1). (III, Bull. ccc, n° 3016.)

Art. 1^{er}. Les chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers, qui seront établies dans les communes désignées par le gouvernement, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 22 germinal an 11, seront composées chacune de six membres, et présidées par les maires des lieux où elles seront placées : dans les communes où il se trouve plusieurs maires, le préfet présidera la chambre, ou désignera celui qui devra le remplacer.

2. Nul ne pourra être reçu membre d'une chambre consultative, s'il n'est manufacturier, fabricant, directeur de fabrique, ou s'il n'a exercé une de ces professions pendant cinq ans au moins.

3. Les fonctions desdites chambres seront uniquement de faire connaître, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 germinal, les besoins et les moyens d'amélioration des manufactures, fabriques, arts et métiers.

4. Les chambres de commerce rempliront les fonctions précitées, dans les communes où le gouvernement n'aura pas établi de chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers.

5. Les chambres consultatives enverront leurs projets et mémoires au sous-préfet de leur arrondissement, qui les transmettra avec ses observations au préfet ; les préfets seront tenus de les adresser au ministre avec leur avis.

6. Pour procéder à la première formation des chambres consultatives, les préfets, et, à leur défaut, les maires, dans les villes qui ne sont pas chefs-lieux de préfecture, réuniront sous leur présidence, de vingt à trente des fabricans et manufacturiers les plus distingués par l'importance de leurs établissemens, lesquels procéderont par scrutin secret, et à la pluralité des suffrages, à l'élection des membres qui doivent composer la chambre.

7. Les membres de la chambre seront renouvelés par tiers tous les ans ; les membres sortans pourront être réélus. — Aux deux premiers renouvellemens, le sort décidera quels sont ceux qui doivent sortir. — Les remplacements se feront par la chambre à la majorité absolue des suffrages.

8. Les maires des lieux où il sera établi des chambres consultatives de manufactures fourniront un local convenable pour la tenue de leurs séances.

9. Les menus frais de bureau auxquels cette tenue donnera lieu seront partie des dépenses des communes, seront portés dans leurs budgets, et acquittés sur leurs revenus.

N° 101. = 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803). = ARRÊTÉ qui autorise l'administration générale des monnaies à traduire devant les tribunaux les agens qui lui sont subordonnés (2). (III, Bull. ccc, n° 3017.)

L'administration générale des monnaies est autorisée à traduire devant les

(1) Voyez la loi du 22 germinal—2 floréal an 11 (12—22 avril 1803), art. 1^{er}, portant établissement de ces chambres ; l'arrêté du 12 germinal an 12 (2 avril 1804), portant désignation des lieux où elles doivent exister ; l'ordonnance du 16 juin—1^{er} juillet 1832, portant règlement sur le mode de nomination des membres des chambres consultatives des arts et manufactures, et sur les attributions de ces chambres ; et celle du 17 juin—1^{er} juillet même année, qui prescrit leur renouvellement intégral.

Il existe des ordonnances particulières qui ont établi ou supprimé des chambres consultatives des arts et manufactures dans plusieurs villes : on les trouvera mentionnées à leurs dates.

(2) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art. 75, et les notes.

tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les agens qui lui sont subordonnés.

N° 102. = 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803). = ARRÊTÉ *qui proroge, pour l'an 12, les droits à percevoir sur les spectacles, bals, concerts, etc.* (1). (III, Bull. cccI, n° 3023.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de la loi du 4 germinal an 11, relatives à la prorogation, pour l'an 12, des contributions indirectes de l'an 11, sont applicables aux droits établis, en faveur des pauvres et des hospices, sur les spectacles, bals, concerts, feux d'artifice, courses, exercices de chevaux et autres fêtes publiques; en conséquence, l'arrêté du 18 thermidor an 10, ensemble les instructions y relatives, continueront de recevoir leur exécution pour l'an 12.

2. Les établissemens connus sous la dénomination de *Panorama* et de *Théâtre pittoresque et mécanique*, sont assimilés aux spectacles pour la quotité du droit à percevoir.

3. Les contestations qui pourront s'élever dans l'exécution ou l'interprétation du présent arrêté seront décidées par les préfets, en conseil de préfecture, sur l'avis motivé des comités consultatifs établis en exécution de l'arrêté du 7 messidor an 9, dans chaque arrondissement communal, pour le contentieux de l'administration des pauvres et des hospices; sauf, en cas de réclamation, le recours au gouvernement.

N° 103. = 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803). = ARRÊTÉ *qui rectifie plusieurs dispositions de celui du 28 prairial an 11, relatif au mode de paiement des soldes de retraite et pensions des Suisses retirés dans leur patrie* (2). (III, Bull. cccII, n° 3027.)

N° 104. = 18 thermidor an 11 (6 août 1803). = ARRÊTÉ *portant que les fonctions d'huissier et celles de défenseur officieux sont incompatibles.* (III, Bull. cccIII, n° 3050.)

N° 105. = 18 thermidor an 11 (6 août 1803). = ARRÊTÉ *relatif aux pensions des chevaliers français de l'ordre de Malte* (3). (Moniteur du 1^{er} vendémiaire an 12.)

Art 1^{er}. Les chevaliers français de l'ordre de Malte, compris dans l'article 3 de la convention du 24 plairial an 6, seront admis à la liquidation de leurs pensions, pour en être payés intégralement, en conformité de l'article 4 de ladite convention. A cet effet, ils adresseront au conseil général de la liquidation de la dette publique l'extrait de leur acte de naissance, leur certificat de vie et d'individualité, ainsi que la preuve de leur qualité et de leur présence à Malte lors de ladite convention.

2. Les membres du même ordre restés en France, et non encore liquidés définitivement, seront liquidés et payés suivant les lois concernant les pensions ecclésiastiques, en se conformant aux dispositions de l'arrêté du 5 prai-

(1) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui a établi ces droits, et les notes qui en indiquent les prorogations successives.

(2) La rectification a été opérée dans le texte de l'arrêté du 28 prairial an 11. — Voyez cet arrêté, et la note.

(3) Voyez le décret du 19—19 septembre 1792, qui ordonne la vente des biens de l'ordre de Malte, et les notes.



rial an 6, qui leur sont déclarées applicables, à l'exception toutefois de celles relatives au serment, desquelles ils sont dispensés.

3. Les pensionnaires rappelés par l'article précédent se pourvoiront auprès des préfets des départemens de leur résidence actuelle, lesquels adresseront au conseiller d'état directeur général de la liquidation le tableau de ces pensionnaires avec les pièces produites par chacun d'eux, et dont fera partie l'arrêté de fixation primitive. Ceux qui n'auraient pas encore été liquidés d'après la loi du 19 septembre 1792 feront régler préalablement par le préfet du département de la situation de leur bénéfice la quotité du revenu dont ils jouissaient.

N° 106. = 25 thermidor an 11 (13 août 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur les écoles de pharmacie* (1). (III, Bull. CCCVI, n° 3073.)

TITRE I^{er}.

Composition des écoles.

Art. 1^{er}. Les écoles de pharmacie seront composées d'un directeur, d'un trésorier et de trois professeurs : dans les villes où la population le permettra, il pourra être nommé un ou deux adjoints aux professeurs. — A Paris, il y aura quatre professeurs ; chacun des professeurs et le directeur auront un adjoint.

Administration.

2. Le directeur, le trésorier, le directeur adjoint, et, dans les écoles où cette dernière place n'aura pas lieu, un des professeurs, formeront l'administration de l'école. Ils seront chargés de la représenter, de suivre les affaires qui l'intéressent, d'y maintenir la discipline, et de dénoncer aux autorités les abus qui surviendront.

3. Le directeur restera en place pendant cinq ans, et sera remplacé par le directeur adjoint, ou le professeur qui en tiendra la place ; l'un et l'autre pourront être réélus. Le trésorier sera nommé pour trois ans, et sera rééligible.

4. La première nomination aux places d'administration sera faite par le gouvernement. A chaque vacance, les membres de l'école réunis présenteront au gouvernement un candidat choisi, soit parmi les professeurs, soit parmi les pharmaciens reçus dans les écoles. Pendant les dix premières années, les candidats pourront être pris parmi les anciens pharmaciens reçus.

5. Le directeur convoquera et présidera les assemblées, les examens et toutes les séances publiques. Il sera remplacé, en cas d'absence, par le directeur adjoint, ou par le professeur qui en tient lieu. En l'absence de l'un et de l'autre, le plus ancien d'âge des professeurs en remplira les fonctions.

6. Sur la demande des professeurs, le directeur sera tenu de convoquer une assemblée de l'école.

7. L'administration s'assemblera au moins une fois par mois, et plus souvent, si elle le juge nécessaire.

8. Le trésorier sera chargé des recettes et des dépenses ordinaires.

9. Les dépenses extraordinaires seront arrêtées dans une assemblée des professeurs réunis à l'administration, et à la majorité des suffrages.

10. Chaque année, dans les premiers jours de vendémiaire, le trésorier rendra compte des recettes et dépenses de l'année précédente, dans une as-

(1) Voyez la loi du 21 germinal—1^{er} floréal an 11 (11—21 avril 1803), portant organisation de ces écoles, et les notes.

semblée générale de l'école : ce compte sera vérifié par les préfets de département, et à Paris par le préfet de police. — Il sera soumis ensuite à l'approbation du ministre de l'intérieur.

TITRE II. — Instruction.

11. Chaque école de pharmacie ouvrira, tous les ans, quatre cours; savoir : — Le premier, sur la botanique; — Le second, sur l'histoire naturelle des médicamens; — Le troisième, sur la chimie; — Le quatrième, sur la pharmacie. — Chacun des trois premiers sera spécialement applicable à la science pharmaceutique. Les deux premiers pourront être faits par le même professeur.

12. Dans les écoles où il y aura des adjoints, ceux-ci ne remplaceront les professeurs que dans le cas d'empêchement légitime et d'après l'autorisation de l'école. Le directeur et le trésorier pourront également suppléer le professeur.

13. La première nomination des professeurs et des adjoints sera faite par le gouvernement. Lorsqu'une chaire deviendra vacante, l'école, conformément à l'article 26 de la loi du 11 floréal an 10, sur l'instruction publique, présentera au gouvernement un des trois candidats appelés à la remplir. Les uns et les autres seront également pris parmi les pharmaciens reçus dans l'une des six écoles ou dans les ci-devant collèges. Les mêmes mesures seront adoptées pour la nomination aux places de professeurs adjoints.

14. Les professeurs sont conservateurs, chacun dans sa partie, des objets servant à l'usage des cours.

15. Les frais que nécessiteront les cours seront réglés et arrêtés tous les ans dans une assemblée de l'école, convoquée à cet effet.

16. Les cours commenceront annuellement le 1^{er} germinal, et finiront le 1^{er} fructidor; ils seront annoncés par des affiches.

17. Les professeurs titulaires recevront une indemnité qui ne pourra excéder quinze cents francs pour chacun : le bureau d'administration fixera l'indemnité que recevront les adjoints pour les leçons qu'ils seront chargés de faire.

18. Les élèves qui suivront les cours seront tenus de s'inscrire au bureau d'administration de l'école : après cette inscription et le paiement de la rétribution fixée d'après l'article 10 de la loi, il leur sera délivré une carte qu'ils présenteront pour être admis aux leçons.

19. A la fin des cours, il sera délivré des certificats d'études aux élèves qui les auront suivis. Ces certificats ne seront accordés que sur l'attestation du professeur, qui prouvera l'assiduité de l'élève aux leçons.

20. Pour constater l'assiduité des élèves qui suivront les cours, chaque professeur aura une feuille de présence, sur laquelle les élèves s'inscriront à chaque séance; il sera fait en outre un appel au moins une fois par semaine.

21. Le relevé des feuilles, fait à la fin des cours, constatera l'assiduité des élèves, auxquels il ne pourra être délivré de certificats qu'autant que, par raisons légitimes, ils ne se seront pas absentés plus de six fois.

22. Les écoles seront autorisées à prélever sur leurs fonds une somme destinée à une distribution annuelle de prix. A cet effet, il y aura, à la fin de l'année scolaire, un concours ouvert pour chacune des sciences qui seront enseignées dans les écoles.

TITRE III.

Réceptions, 1^o dans les écoles.

23. Lorsqu'un élève voudra se faire recevoir, il se munira des certificats

de l'école où il aura étudié, et des pharmaciens chez lesquels il aura pratiqué son art, ainsi que d'une attestation de bonne vie et mœurs, signée de deux citoyens domiciliés et de deux pharmaciens reçus légalement : il y joindra son extrait de naissance, pour prouver qu'il a vingt-cinq ans accomplis, et une demande écrite.

24. L'école, dans sa plus prochaine assemblée, délibérera sur la demande de l'aspirant ; et, d'après le rapport du directeur, si elle juge ses certificats suffisans, elle lui indiquera un jour pour commencer ses examens. Extrait de cette délibération lui sera remis par écrit, et il en sera donné avis par le directeur de l'école, dans les vingt-quatre heures, aux deux professeurs des écoles de médecine désignés pour les examens.

25. L'intervalle entre chaque examen sera au plus d'un mois. Ces examens seront publics ; ils n'aurent lieu qu'après le dépôt, fait à la caisse de l'école, de la somme fixée pour chacun d'eux. Dans le premier, l'aspirant justifiera de ses connaissances dans la langue latine.

26. Dans lesdits examens, l'aspirant sera interrogé par les deux professeurs de l'école de médecine, par le directeur et deux professeurs de l'école de pharmacie : ces derniers alterneront à cet effet.—Ceux des membres de l'école qui ne seront pas appelés à interroger, seront néanmoins invités à assister aux examens, et recevront une part des droits de présence fixés pour ces actes.

27. Chaque examen fini, tous les membres présens procéderont au scrutin, dont le dépouillement sera fait par le directeur, qui en annoncera le résultat à l'assemblée et au candidat. Pour être admis, il faudra avoir réuni au moins les deux tiers des suffrages des présens à l'acte.

28. Dans le cas où le candidat n'aurait pas réuni les suffrages, il sera tenu de subir de nouveau son examen ; mais il ne pourra se représenter qu'au bout de trois mois.—Si, à cette seconde épreuve, il n'a pas encore réuni les suffrages, il sera ajourné à un an ; il ne pourra même se représenter à une autre école qu'après ce délai expiré.

29. Les examens achevés, si le candidat est admis, il lui sera délivré, dans la huitaine, un diplôme de pharmacien, suivant le modèle n° 1^{er} ci-annexé, signé, au nom de l'école, par le directeur et son adjoint, et par les docteurs présens aux examens. Ce diplôme sera légalisé par les autorités compétentes.

30. Les droits de présence dans tous les examens seront de dix francs pour les professeurs des écoles de médecine et pour le directeur de l'école de pharmacie ; ils seront de six francs pour les professeurs de ces écoles qui seront examinateurs, et de moitié de cette dernière somme pour les membres de l'école présens qui ne seront point examinateurs.

31. Les frais pour les examens seront fixés, savoir, pour chacun des deux premiers à deux cents francs, pour le troisième à cinq cents francs : les frais des opérations exigées des aspirans, et qui sont à leur charge, suivant l'article 17 de la loi du 21 germinal an 11, ne pourront excéder trois cents francs.

Réceptions, 2^o dans les jurys.

32. Les élèves en pharmacie qui désireront se faire recevoir par les jurys, adresseront, au moins deux mois d'avance, au préfet du département, leurs demandes, avec les certificats d'études, attestations de bonne vie et mœurs, et autres actes mentionnés article 23, sur le vu de ces pièces, et si elles sont jugées suffisantes, le préfet les informera du jour où l'ouverture du jury, pour les examens de pharmacie, aura été fixée.

33. Les examens devant les jurys seront publics; ils se succéderont sans intervalle, s'il n'y a pas lieu de remettre l'aspirant à un autre temps, dans lequel cas il sera ajourné à la tenue du jury de l'année suivante: les préfets désigneront aux jurys un local, et les moyens nécessaires pour que ces examens, surtout celui de pratique, puissent être faits convenablement.

34. Les examens finis, si le candidat a réuni les deux tiers des suffrages, il lui sera délivré par le jury un diplôme de pharmacien, suivant le modèle n° 2 ci-annexé, lequel sera signé par tous les membres composant le jury.

35. Les frais de ces examens sont fixés, savoir, pour chacun des deux premiers à cinquante francs, et cent francs pour le troisième.

36. La rétribution sera fixée à une somme égale, dans ces examens, pour chacun des membres du jury.

TITRE IV.

Police, 1^o élèves.

37. Il sera tenu, au bureau d'administration de chaque école, un registre sur lequel s'inscriront les élèves attachés aux pharmaciens des villes où il y aura des écoles établies. Extrait de cette inscription leur sera remis signé par l'administration.

38. Aucun élève ne pourra quitter un pharmacien, sans l'avoir averti huit jours d'avance.—Il sera tenu de lui demander un acte qui constate que l'avertissement a été donné. En cas de refus du pharmacien, l'élève fera sa déclaration au directeur de l'école et au commissaire de police, ou au maire qui l'aura inscrit.

39. L'élève qui sortira de chez un pharmacien ne pourra entrer dans une autre pharmacie qu'en faisant sa déclaration à l'école de pharmacie et au commissaire de police, ou au maire qui l'aura inscrit.

Police, 2^o pharmaciens.

40. Les pharmaciens qui voudront former un établissement dans les villes où il y aura une école autre que celle où ils auront obtenu leur diplôme, seront tenus d'en informer l'administration de l'école, à laquelle ils présenteront leur acte de réception, en même temps qu'ils le produiront aux autorités compétentes.

41. Au décès d'un pharmacien, la veuve pourra continuer de tenir son officine ouverte pendant un an, aux conditions de présenter un élève, âgé au moins de vingt-deux ans, à l'école, dans les villes où il en sera établi; au jury de son département, s'il est rassemblé; ou aux quatre pharmaciens agrégés au jury par le préfet, si c'est dans l'intervalle des sessions de ce jury.—L'école, ou le jury, ou les quatre pharmaciens agrégés, s'assureront de la moralité et de la capacité du sujet, et désigneront un pharmacien pour diriger et surveiller toutes les opérations de son officine.—L'année révolue, il ne sera plus permis à la veuve de tenir sa pharmacie ouverte.

Visite et inspection des pharmaciens.

42. Il sera fait, au moins une fois par an, conformément à la loi, des visites chez les pharmaciens, les droguistes et les épiciers.—A cet effet, le directeur de l'école de pharmacie s'entendra avec celui de l'école de médecine, pour demander aux préfets des départemens, et à Paris au préfet de police, d'indiquer le jour où les visites pourront être faites, et de désigner le commissaire qui devra y assister.—Il sera payé, pour les frais de ces visites, six francs par chaque pharmacien, et quatre francs par chaque épicier ou droguiste, conformément à l'article 16 des lettres-patentes du 10 février 1780.

Des herboristes.

43. Dans les départemens où seront établies des écoles de pharmacie, l'examen des herboristes sera fait par le directeur, le professeur de botanique, et l'un des professeurs de médecine. — Cet examen aura pour objet la connaissance des plantes médicinales, les précautions nécessaires pour leur dessiccation et leur conservation. Les frais de cet examen, fixés à cinquante francs à Paris, et à trente francs dans les autres écoles, ainsi que dans les jurys, seront partagés également entre les examinateurs des écoles ou des jurys.

44. Dans les jurys, l'examen sera fait par l'un des docteurs en médecine ou en chirurgie et deux des pharmaciens adjoints au jury : la rétribution sera la même pour chacun des examinateurs.

45. Il sera délivré à l'herboriste reçu dans les écoles un certificat d'examen, signé de trois examinateurs, lequel sera enregistré ainsi qu'il est prescrit par la loi. — Dans les jurys, ce certificat sera signé par tous les membres du jury.

46. Il sera fait annuellement des visites chez les herboristes, par le directeur et le professeur de botanique et l'un des professeurs de l'école de médecine, dans les formes voulues par l'article 29 de la loi. — Dans les communes où ne sont pas situées les écoles, ces visites seront faites conformément à l'article 31 de la loi.

(*Suivent les modèles de diplômes de pharmacien, et de certificats d'herboriste.*)

N° 107. = 25 thermidor an 11 (13 août 1803). = **ARRÊTÉ** *qui augmente la retenue sur le traitement des employés des douanes.* (III, Bull. CCCVI, n° 3074.)

Art. 1^{er}. La retenue de trois deniers pour livre sur les appointemens des administrateurs et préposés des douanes, ordonnée par la loi du 2 floréal an 5, pour faire des fonds de retraite, sera, à compter du 1^{er} thermidor an 11, portée à deux centimes par franc sur leurs traitemens, afin d'assurer des pensions aux veuves des administrateurs et préposés.

2. Les conditions de l'admission des veuves à la pension, sont, 1° que les administrateurs, directeurs, inspecteurs et employés des bureaux aient trente ans de service au moment de leur décès, et que la durée de ces services soit de vingt-cinq ans pour ceux des préposés attachés à la partie active; 2° que les veuves aient été mariées pendant cinq ans; 3° qu'elles ne soient pas divorcées.

3. Les pensions des veuves seront de la moitié de celles auxquelles auraient eu droit les préposés, si, au jour de leur décès, ils eussent été admis à la retraite.

N° 108. = 25 thermidor an 11 (13 août 1803). = **ARRÊTÉ** *contenant le tableau des distances de Paris aux chefs-lieux des départemens.* (III, Bull. CCCXII, n° 3149.)

Le tableau ci-joint des distances de Paris à tous les chefs-lieux des départemens, évaluées en kilomètres, en myriamètres et lieues anciennes, sera inséré au Bulletin des lois, pour servir de régulateur et d'indicateur du jour où, conformément à l'article 1^{er} du Code civil, la promulgation de chaque loi est réputée connue dans chacun des départemens de la république (1).

(1) Cet arrêté a été rendu pour l'exécution de l'art. 1^{er} du Cod. civ., concernant la promulgation des lois. — Voyez, sur cette matière, le décret du 2—5 novembre 1790, et les notes qui résument toute la législation.

Tableau des distances de Paris à tous les chefs-lieux des départemens, évaluées en kilomètres, en myriamètres et lieues anciennes.

NOMS DES		DISTANCES EN		
DÉPARTEMENS.	CHEFS-LIEUX.	Kilomètres.	Myriamètres.	Lieues anciennes.
			kil.	
Ain.....	Bourg.....	432	43 2	86 2/5
Aisne.....	Laon.....	127	12 7	25 2/5
Ailier.....	Moulins.....	289	28 9	57 4/5
Alpes (Basses-).....	Digne.....	755	75 5	151 "
Alpes (Hautes-).....	Gap.....	665	66 5	133 "
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	960	96 0	192 "
Ardèche.....	Privas.....	606	60 6	121 1/5
Ardennes.....	Mézières.....	234	23 4	46 4/5
Arriège.....	Foix.....	752	75 2	150 2/5
Aube.....	Troyes.....	159	15 9	31 4/5
Aude.....	Carcassonne.....	765	76 5	153 "
Aveyron.....	Rodez.....	692	69 2	138 2/5
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	813	81 3	162 3/5
Calvados.....	Caen.....	263	26 3	52 3/5
Cantal.....	Aurillac.....	539	53 9	107 4/5
Charente.....	Angoulême.....	454	45 4	90 4/5
Charente-Inférieure.....	Saintes.....	484	48 4	96 4/5
Cher.....	Bourges.....	233	23 3	46 3/5
Corrèze.....	Tulle.....	461	46 1	92 1/5
Côte-d'Or.....	Dijon.....	305	30 5	61 "
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	446	44 6	89 1/5
Creuse.....	Gueret.....	428	42 8	85 3/5
Doire.....	Ivrée.....	821	82 1	164 1/5
Dordogne.....	Périgueux.....	472	47 2	94 2/5
Doubs.....	Besançon.....	396	39 6	79 1/5
Drôme.....	Valence.....	560	56 0	112 "
Dyle.....	Bruxelles.....	305	30 5	61 "
Escaut.....	Gand.....	333	33 3	66 3/5
Eure.....	Evreux.....	104	10 4	20 4/5
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	92	9 2	18 2/5
Finistère.....	Quimper.....	623	62 3	124 3/5
Forêts.....	Luxembourg.....	367	36 7	73 2/5
Gard.....	Nîmes.....	702	70 2	140 2/5
Garonne (Haute-).....	Toulouse.....	669	66 9	133 4/5
Gers.....	Auch.....	743	74 3	148 3/5
Gironde.....	Bordeaux.....	573	57 3	114 3/5
Golo.....	Bastia.....	873	87 3	174 3/5
Hérault.....	Montpellier.....	752	75 2	150 2/5
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	346	34 6	68 1/5
Indre.....	Châteauroux.....	259	25 9	51 4/5
Indre-et-Loire.....	Tours.....	242	24 2	48 2/5
Isère.....	Grenoble.....	568	56 8	113 3/5
Jemmappe.....	Mons.....	244	24 4	48 4/5
Jura.....	Lons-le-Saulnier.....	411	41 1	82 1/5
Landes.....	Mont-de-Marsan.....	702	70 2	140 2/5
Léman.....	Genève.....	514	51 4	102 4/5
Liamone.....	Ajaccio.....	873	87 3	174 3/5
Loir-et-Cher.....	Blois.....	181	18 1	36 1/5
Loire.....	Montbrison.....	443	44 3	88 3/5
Loire (Haute-).....	Le Puy.....	505	50 5	101 "
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	389	38 9	77 4/5
Loiret.....	Orléans.....	123	12 3	24 3/5
Lot.....	Cahors.....	558	55 8	111 3/5
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	714	71 4	142

NOMS DES		DISTANCES EN		
DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX.	Kilomètres.	Myriamètres.	Lieues anciennes.
			kil.	
Lozère.....	Mende.....	566	56 6	113 1/5
Lys.....	Bruges.....	383	38 3	76 3/5
Maine-et-Loire.....	Angers.....	300	30 0	60 "
Manche.....	Saint-Lô.....	326	32 6	65 1/5
Marengo.....	Alexandrie.....	852	85 2	170 2/5
Marne.....	Châlons.....	164	16 4	32 4/5
Marne (Haute).....	Chamont.....	247	24 7	49 2/5
Mayenne.....	Laval.....	281	28 1	56 1/5
Meurthe.....	Nancy.....	334	33 4	66 4/5
Meuse.....	Bar-sur-Ornain.....	251	25 1	50 1/5
Meuse-Inférieure.....	Maestricht.....	448	44 8	89 3/5
Mont-Blanc.....	Chambéry.....	565	56 5	113 "
Mout-Tonnerre.....	Mayence.....	548	54 8	109 3/5
Morbihan.....	Vannes.....	500	50 0	100 "
Moselle.....	Metz.....	308	30 8	61 3/5
Nèthes (Deux).....	Anvers.....	355	35 5	71 "
Nièvre.....	Nevers.....	236	23 6	47 1/5
Nord.....	Lille.....	236	23 6	47 1/5
Oise.....	Beauvais.....	83	8 8	17 3/5
Orne.....	Alençon.....	191	19 1	38 1/5
Ourthe.....	Liège.....	411	41 1	82 1/5
Pas-de-Calais.....	Arras.....	193	19 3	38 3/5
Pô.....	Turin.....	763	76 3	152 3/5
Puy-de-Dôme.....	Clermont.....	384	38 4	76 4/5
Pyrénées (Basses).....	Pau.....	781	78 1	156 2/5
Pyrénées (Hautes).....	Tarbes.....	815	81 5	163 "
Pyrénées-Orientales.....	Perpignan.....	888	88 8	177 3/5
Rhin (Bas).....	Strasbourg.....	464	46 4	92 4/5
Rhin (Haut).....	Colmar.....	481	48 1	96 1/5
Rhin-et-Moselle.....	Coblentz.....	597	59 7	119 2/5
Rhône.....	Lyon.....	466	46 6	93 2/5
Roer.....	Aix-la-Chapelle.....	457	45 7	91 2/5
Sambre-et-Meuse.....	Namur.....	345	34 5	69 "
Saône (Haute).....	Vesoul.....	354	35 4	70 4/5
Saône-et-Loire.....	Mâcon.....	399	39 9	79 4/5
Sarre.....	Trèves.....	410	41 0	82 "
Sarthe.....	Le Mans.....	211	21 1	42 1/5
Seine.....	Paris.....	"	" "	" "
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	137	13 7	27 2/5
Seine-et-Marne.....	Melun.....	46	4 6	9 1/5
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	21	2 1	4 1/5
Sèvres (Deux).....	Niort.....	416	41 6	83 1/5
Sesia.....	Vercil.....	836	83 6	167 1/5
Somme.....	Amiens.....	128	12 8	25 3/5
Stura.....	Coni.....	843	84 3	168 3/5
Tanaro.....	Asti.....	816	81 6	163 1/5
Tarn.....	Alby.....	657	65 7	131 2/5
Var.....	Draguignan.....	890	89 0	178 "
Vaucluse.....	Avignon.....	707	70 7	141 2/5
Vendée.....	Fontenay.....	447	44 7	89 2/5
Vienne.....	Poitiers.....	343	34 3	68 3/5
Vienne (Haute).....	Limoges.....	380	38 0	76 "
Vosges.....	Epinal.....	381	38 1	76 1/5
Yonne.....	Auxerre.....	168	16 8	33 3/5

N° 109. = 29 thermidor an 11 (17 août 1803). = *ARRÊTÉ relatif au mode de mise en jugement des préposés de l'octroi municipal* (1). (III, Bull. CCCVII, n° 3088.)

Les préfets pourront désormais autoriser la mise en jugement des préposés de l'octroi municipal.

N° 110. = 29 thermidor an 11 (17 août 1803). = *ARRÊTÉ relatif au mode de mise en jugement des préposés des douanes* (2). (III, Bull. CCCVII, n° 3089.)

Le directeur général des douanes pourra désormais autoriser la mise en jugement des préposés qui lui sont subordonnés.

N° 111. = 29 thermidor an 11 (17 août 1803). = *ARRÊTÉ qui autorise une transaction sur des indemnités adjugées aux préposés des douanes*. (III, Bull. CCCVII, n° 3090.)

N° 112. = 29 thermidor an 11 (17 août 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement pour le tribunal d'appel de Paris* (3). (III, Bull. CCCVII, n° 3094.)

TITRE 1^{er}. — De l'ordre du service dans le tribunal.

Art. 1^{er}. Le président du tribunal d'appel séant à Paris préside habituellement celle des sections à laquelle il veut s'attacher : il préside les autres sections au moins une fois par semestre, et quand il le juge convenable. Les deux autres sections du tribunal sont présidées habituellement par les vice-présidents.

2. En cas d'absence, les président et vice-présidents sont remplacés par le plus ancien des juges de la section : s'il a quelque motif pour refuser, ils sont remplacés par le juge qui suivra dans l'ordre du tableau.

3. Les président et vice-présidents sortant de fonctions par l'effet de nouvelles nominations, remplacent pour le service de l'audience ceux des juges qui leur succèdent, en conservant néanmoins le rang que leur donne leur nomination dans le tribunal.

4. Les président ou vice-présidents du tribunal criminel qui reprennent leur service au tribunal d'appel, remplacent, pour le service de l'audience, le juge qui leur succède au tribunal criminel, en conservant leur rang d'ancienneté, conformément à l'article précédent.

5. En cas de décès ou démission d'un juge, celui qui est nommé à sa place entre dans la section à laquelle le décédé ou le démissionnaire était attaché.

6. Il sera fait, chaque année, un roulement des membres des trois sections, à l'exception du doyen du tribunal, qui en est dispensé. — Ce roulement aura lieu de telle manière qu'il sorte de chaque section la majorité des membres, qui seront répartis dans les autres sections le plus également possible. — Le doyen du tribunal fait toujours partie de la section présidée habituellement par le président, qui sera composée de neuf juges.

7. Il sera formé, le 14 fructidor de chaque année, une liste particulière

(1 et 2) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art. 75, et les notes.

(3) Ce règlement est encore exécuté, sauf les légères modifications qu'il a dû subir par suite de la nouvelle organisation des cours d'appel. Voyez la loi du 20 avril 1810, tit. 1^{er}, qui contient cette organisation nouvelle, et les notes étendues qui accompagnent cette loi.

des juges qui composeront les trois sections du tribunal au 16 brumaire suivant.

8. Il sera dressé encore une liste générale de tous les membres du tribunal, dans l'ordre de leur nomination ; celle-ci établira le rang dans les cérémonies publiques , dans les assemblées du tribunal, même entre deux juges se trouvant ensemble dans la même section.

9. Tous les jours, avant l'heure fixée pour l'audience, chaque juge sera tenu de se faire inscrire sur le registre de pointe ; et le greffier présentera ce registre au président, vice-président, ou juge qui le remplacera, pour être par lui signé avant l'audience.

TITRE II. — Des audiences, et de la distribution des causes.

10. Chaque jour, excepté les jours de dimanches et fêtes nationales, il y aura deux audiences, l'une depuis neuf heures jusqu'à midi, l'autre depuis midi jusqu'à trois heures.—La première section donnera audience les lundi et mardi à neuf heures, vendredi et samedi à midi ; — La seconde, les lundi et mardi à midi, les mercredi et jeudi à neuf heures ; — La troisième, les mercredi et jeudi à midi, les vendredi et samedi à neuf heures.

11. Toutes les citations seront données à comparoir au tribunal d'appel séant à Paris, audience de midi.

12. S'il y a lieu à abrégér les délais des citations, les requêtes seront présentées au président, et par lui répondues ; et cependant les requêtes présentées après la distribution de la cause et dans le cours de l'instruction, seront répondues par le président ou vice-président de la section à laquelle la cause aura été distribuée.

13. A l'échéance de la citation, si les avoués des deux parties se présentent pour poser des qualités, les causes restent à la section qui tient l'audience.

14. Si les parties ne se présentent pas pour poser des qualités, les causes seront distribuées également par le président sur le rôle général entre les sections. — Il sera fait, pour chaque section, un rôle particulier extrait du rôle général, et contenant les affaires qui auront été distribuées, retenues ou renvoyées à chaque section.

15. En cas d'absence, maladie ou empêchement du président, le plus ancien des vice-présidents le remplacera dans le cas des articles 12 et 14 ci-dessus.

16. Les réceptions et prestations de promesse de fidélité à la constitution, des présidents, vice-présidents, juges, commissaires du gouvernement, et substituts du commissaire, et du greffier, se font devant le tribunal assemblé. — Celles des officiers ministériels ou autres fonctionnaires se font à l'audience de la section du président. — Les homologations d'avis de la chambre de discipline des officiers ministériels sont aussi portées à la section du président, lorsque ces avis sont donnés sur des faits qui ne tiennent à aucune cause existante et distribuée dans les sections. — Dans le cas contraire, ces homologations sont portées à la section saisie de la cause qui y a donné lieu.

TITRE III. — Des défauts.

17. Les défauts accordés sur des assignations à bref délai continueront d'être donnés à l'audience, et sans qu'il soit besoin de les prendre au greffe.

18. Dans toutes les autres causes, si la partie assignée ne constitue pas avoué dans les délais de la loi, celui qui l'aura citée lèvera son défaut au greffe, et il y produira les pièces justificatives avec les qualités.

19. Les défauts ainsi levés et instruits seront jugés à l'audience de midi,

sur l'appel qui en sera fait à l'entrée de l'audience, après le rapport du juge qui sera en tour d'en faire l'examen, et auquel les pièces auront été remises la veille au plus tard.

20. Les jugemens de ces défauts seront portés sur la feuille d'audience comme les autres jugemens : ils seront signifiés par un huissier commis par le tribunal ; il pourra y être formé opposition par simple requête contenant constitution d'avoué dans la huitaine de la signification à personne ou à domicile.

21. Si l'opposition est formée par acte extrajudiciaire, il sera rendu à l'audience, et sur simple requête, un jugement qui ordonnera que le défaillant sera tenu de réitérer son opposition par le ministère d'un avoué, dans le délai de trois jours, si l'opposant est domicilié dans le département de la Seine ; d'une décade, s'il est dans la distance de dix myriamètres (vingt lieues) ; de deux décades, s'il est à une plus grande distance et dans le ressort du tribunal d'appel ; d'une décade, plus un jour par cinq myriamètres (dix lieues) de distance, s'il est hors du ressort ; le tout à compter du jour de la signification du jugement sur requête : et, faute par le défaillant de réitérer son opposition, ainsi qu'il vient d'être dit, le premier jugement sera exécuté selon sa forme et teneur.

22. Lorsque l'opposition aura été formée ou réitérée par le ministère d'un avoué, les parties procéderont comme elles auraient pu faire avant le jugement faute de comparoir, qui sera, dans ce cas, regardé comme non venu ; mais le défaillant sera tenu de rembourser les frais de contumace, lesquels seront taxés sur l'avis de la chambre des avoués, conformément au règlement de 1778.

23. Les causes seront portées à l'audience, sur une simple citation de la partie la plus diligente : si l'avoué de l'autre partie ne comparait pas, celui qui a poursuivi l'audience déposera sur le bureau les conclusions signées de lui, et il lui sera accordé défaut.

24. Les conclusions que l'avoué déposera, seront motivées : s'il conclut à la confirmation d'un jugement, il joindra le dispositif à ses conclusions ; et lorsqu'après avoir obtenu un premier défaut, il conclura au débouté d'opposition, il sera pareillement tenu de joindre le dispositif du premier jugement.

25. Si l'avoué de la partie adverse comparait, mais refuse de poser des qualités, il sera accordé défaut contre lui comme s'il n'avait point comparu.

TITRE IV. — Du jugement.

26. Lorsque deux avoués seront contradictoires et poseront des qualités, ils donneront, s'ils ne l'ont déjà fait, leurs conclusions motivées, signées d'eux, ainsi qu'il a été précédemment expliqué. — Dans tous les cas, les avoués ajouteront à leurs conclusions l'indication de la section où la cause est pendante, avec le numéro du rôle de la section et celui du rôle général.

27. Les qualités une fois posées, le tribunal indiquera un jour fixe pour la plaidoirie de la cause : si l'un des avoués prévoit pour ce jour quelque obstacle qui puisse l'empêcher de se présenter, il en fera l'observation, et le tribunal indiquera un autre jour.

28. Au jour indiqué, la cause sera plaidée, sans que les défenseurs puissent obtenir de remise, sauf toutefois le cas de maladie de l'un d'eux ; le jugement, dans ce cas, fera mention de l'avoué qui aura fait la déclaration de la maladie.

29. Si, au jour indiqué, aucun défenseur ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de plaider, la cause sera retirée du rôle ; elle ne pourra y

être rétablie que sur le vu de l'expédition du jugement de radiation, dont le coût restera à la charge des avoués, auxquels il pourra encore être fait des injonctions suivant les circonstances.

30. Dans tous les cas où il y aura lieu de communiquer au commissaire du gouvernement, les avoués seront tenus de faire cette communication avant l'audience où la cause devra être appelée, et même, dans les causes contradictoires, de remettre leurs pièces au parquet trois jours avant celui indiqué pour la plaidoirie.

31. Lorsque les avoués changeront les conclusions par eux déposées, ou qu'ils prendront sur le barreau des conclusions nouvelles, ils seront tenus d'en remettre au greffier les copies signées d'eux. — Toutes les conclusions seront littéralement transcrites dans le jugement.

32. Les oppositions aux qualités des jugemens seront portées, à l'issue de l'audience, par simple citation, devant le président ou vice-président qui a rendu le jugement : il règle le différent, et signe les qualités sur lesquelles le jugement doit être expédié.

33. Les officiers ministériels qui ne se seront pas conformés aux dispositions du présent règlement, pourront, suivant la gravité des circonstances, être punis par des injonctions d'être plus exacts ou circonspects, des défenses de récidiver, des condamnations de dépens en leurs noms personnels, des suspensions à temps; et l'impression des jugemens à leurs frais pourra aussi être ordonnée.

34. Les avoués se conformeront, en ce qui concerne la procédure, aux dispositions des lois des 6 et 20 mars 1791, dont l'arrêté du gouvernement du 18 fructidor an 8 a ordonné l'exécution.

35. Toutes les causes portées au rôle, qui, dans les six mois, n'auront pas été jugées définitivement, ou dans lesquelles il n'aura pas été rendu un jugement interlocutoire ou posé des qualités avec indication d'un jour certain pour plaider, seront retirées du rôle.

36. Le commis greffier de chaque section sera tenu, en conséquence, à la première audience des mois de prairial et de frimaire de chaque année, d'appeler, sur un relevé qu'il en aura fait, les causes qui se trouveront dans le cas de l'article précédent. — Ce relevé sera communiqué au commissaire du gouvernement, trois jours avant l'appel des causes qui y seront portées.

TITRE V. — Du commissaire du gouvernement.

37. Le commissaire du gouvernement fait le service de la section à laquelle il veut s'attacher : le service se fait, dans les deux autres sections, par ses substituts; mais le commissaire peut toujours y faire le service quand il le juge convenable.

38. Les communications, dans les causes qui en sont susceptibles, se font au parquet, dans la demi-heure qui précède l'audience, ou après qu'elle est levée.

39. Le commissaire du gouvernement et ses substituts sont toujours prévenus des assemblées générales du tribunal; ils peuvent présenter les réquisitions qu'ils jugent convenables.

TITRE VI. — Des vacations.

40. La section des vacations sera composée d'un président et de sept juges, du commissaire du gouvernement ou d'un de ses substituts. — Le président du tribunal ouvre la chambre des vacations; le commissaire du gouvernement assiste à cette ouverture. — La chambre est tenue ensuite alternativement par l'un des vice-présidents. — Les juges y font le service chacun à

leur tour, en commençant par les derniers nommés. — Les substituts du commissaire du gouvernement y font également le service alternativement.

41. En cas d'absence du président, il sera remplacé par celui des juges le premier inscrit dans l'ordre du tableau, ou par celui qui suivra, si le plus ancien a des motifs pour s'abstenir de présider. — En cas d'absence d'un ou de plusieurs juges, il en sera appelé en nombre suffisant parmi ceux qui ne sont pas de vacations.

42. Il y aura un rôle particulier pour le temps des vacations; ce rôle est coté et paraphé par celui qui doit y présider.

43. Les causes portées en vacations, et qui n'y auront pas été jugées, seront reportées à la section à laquelle elles avaient précédemment appartenu; celles qui auraient été portées directement en vacations seront distribuées également entre les trois sections, à la rentrée, par le président.

44. La section des vacations tiendra au moins deux audiences par semaine; les jours en seront indiqués le 16 fructidor au plus tard. — Elle connaîtra de toutes les causes qui requièrent célérité.

45. Seront, au surplus, les dispositions du présent règlement exécutées en vacations, dans tous les cas où elles pourront être appliquées.

N° 113. — 29 thermidor an 11 (17 août 1803). — *ARRÊTÉ contenant règlement sur les prisons militaires* (1). (III, Bull. CCCVIII, n° 3105.)

Frais de géolage.

Art. 1^{er}. Les frais de géolage, fixés à deux centimes et demi par homme et par jour, et à trois centimes trois quarts pour les prisons de Paris, seront acquittés sur les ordres du directeur de l'administration de la guerre et imputés sur les fonds généraux d'administration, soit que les militaires appartiennent ou n'appartiennent point à un corps.

2. Cette dépense sera établie, à la fin de chaque mois, par un état nominatif des militaires qui auront été détenus pendant le cours du mois. Lorsque le militaire n'appartiendra à aucun corps ou que son corps ne sera point désigné sur le registre d'écrou, le concierge fera mention, dans la colonne d'observations, du nom du gendarme qui l'aura conduit en prison.

3. Cet état, fait en double expédition, après avoir été signé du concierge, certifié du président du conseil de guerre ou du commandant d'armes de la place, vérifié et arrêté par le commissaire des guerres, et à son défaut, par le maire, sera remis au commissaire ordonnateur de la division, qui en ordonnancera la dépense sur les fonds qui seront mis à sa disposition par le directeur de la guerre.

Paille de couchage.

4. La paille de couchage pour les militaires détenus continuera d'être fournie à raison de six kilogrammes (douze livres) par homme, et renouvelée tous les dix jours, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 26 floréal an 10, pour les prisons établies près des conseils de guerre. — Mais à l'égard des militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie, cette fourniture sera calculée par cinq journées de détention dans les prisons de passage, de manière que cinq journées ne donnent lieu au paiement que de six kilogrammes de paille.

5. La paille sera fournie, dans les prisons établies près des conseils de

(1) Voyez, sur cet objet, le règlement du 26 floréal an 10 (16 mai 1802), dont le présent arrêté rappelle plusieurs dispositions.

guerre et dans celles de passage, par les soins des secrétaires des municipalités.—Quant aux prisons de discipline, dans l'enceinte ou près des casernes, elle sera fournie par les entrepreneurs des lits militaires.

Pain.

6. Le pain sera fourni aux militaires détenus, et à ceux voyageant sous l'escorte de la gendarmerie. — Il n'en sera fourni qu'une ration simple aux militaires mis en jugement et détenus dans les prisons établies près des conseils de guerre.—Les militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie, n'ayant point d'autres alimens, recevront une double ration par jour.

7. Cette fourniture sera faite par les munitionnaires ou entrepreneurs des vivres.

8. A la fin de chaque mois, les concierges remettront aux préposés des vivres deux états nominatifs des militaires qui auront été détenus pendant le mois; l'un relatif à ceux qui n'auront dû recevoir que la simple ration, l'autre relatif à ceux qui auront dû recevoir la double ration. — Ces états indiqueront le jour d'entrée et celui de sortie, à l'effet de constater le nombre des rations qui auront dû être fournies.

9. Sur ces états, qui seront d'ailleurs revêtus des formalités prescrites par l'arrêté du 26 floréal, les préposés des vivres formeront, dans les premiers jours du mois suivant, deux bordereaux particuliers et distincts, qui seront par eux adressés, avec les états des concierges à l'appui, aux commissaires ordonnateurs des divisions respectives, aux époques fixées par l'arrêté du 13 brumaire an 10.

10. D'après ces bordereaux, les commissaires ordonnateurs formeront, chacun pour sa division, deux bordereaux généraux distincts, contenant, l'un, la totalité des fournitures faites chaque mois aux militaires mis en jugement, et détenus dans les prisons établies près des conseils de guerre; l'autre, également la totalité des fournitures faites aux militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie.—Ces bordereaux, qui seront indépendans et distingués des bordereaux que les commissaires ordonnateurs doivent former chaque mois, pour constater les fournitures de pain faites, soit aux troupes stationnées, soit aux troupes en marche, seront par eux adressés, dans les délais prescrits par l'arrêté du 13 brumaire an 10, au comité central des revues.

11. Dans les cas prévus par les articles 10 et 11 de l'arrêté du 26 floréal an 10, les militaires mis en jugement, soit qu'ils rentrent à leurs corps, soit qu'ils aient été condamnés ou qu'ils se soient évadés, ne seront rappelés sur les revues, pendant le temps de leur détention, que pour leur solde, et non pour les rations de pain auxquelles ils auraient eu droit s'ils eussent été à leurs corps; de même qu'il ne leur sera fait aucune retenue pour les rations qui leur auront été fournies pendant le même temps.

Viande et autres alimens.

12. Il continuera d'être alloué aux concierges des prisons établies près des conseils de guerre une indemnité de quinze centimes par jour et par homme, pour la fourniture des alimens autres que le pain.—Cette indemnité sera de vingt-deux centimes et demi par homme et par jour, pour la subsistance des détenus dans les prisons de Paris.

13. Cette dépense devant être imputée sur la solde, la comptabilité en sera établie dans la même forme que celle qui est suivie relativement aux journées d'hôpitaux; les concierges formeront, en conséquence, à la fin de chaque mois, un état nominatif des militaires appartenant à chaque corps,

qui auront été détenus dans le courant du mois. — Cet état indiquera les jours d'entrée et de sortie. — Lorsqu'il aura été revêtu des formalités prescrites par l'arrêté du 26 floréal an 10, il sera remis en double expédition au payeur, qui en acquittera le montant, pour la retenue en être exercée dans le cas et dans les proportions prévus par ledit arrêté.

14. La retenue à exercer sur les militaires détenus dans les prisons de Paris, et dont les corps ne feront point partie de la garnison de Paris, ne sera que de quinze centimes; le surplus de la retenue sera imputé sur les fonds affectés à la solde, d'après l'autorisation qui en sera donnée au payeur général par le ministre de la guerre.

Prisons de Paris.

15. L'article 15 de l'arrêté du 26 floréal portant *qu'il ne sera rien innové à ce qui concerne les prisons militaires de Paris*, les dispositions de l'article 14 dudit arrêté sont déclarés communs aux concierges de la prison dite de l'Abbaye et de celle dite de Montaigu.

16. Tous les états exigés par le présent arrêté seront conformes aux modèles qui y sont annexés sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7.

17. Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 26 floréal, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté, seront exécutées selon leur forme et teneur.

N° 114. = 29 thermidor an 11 (17 août 1803). = **ARRÊTÉ relatif aux raffineurs qui tireront des entrepôts des sucres bruts, têtes ou terrés.** (Moniteur du 3 vendémiaire an 12.)

Les raffineurs qui tireront des entrepôts des sucres bruts, têtes ou terrés, jouiront, pour le paiement des droits de consommation, d'un crédit de quatre mois, en fournissant aux receveurs des douanes leurs obligations valablement cautionnées.

N° 115. = 2 fructidor an 11 (20 août 1803). = **ARRÊTÉ relatif au paiement de l'indemnité due par les conscrits congédiés.** (III, Bull. CCCVIII, n° 3106.)

N° 116. = 6 fructidor an 11 (24 août 1803). = **ARRÊTÉ relatif au change des écus de trois livres, et des pièces de vingt-quatre sous, de douze sous et de six sous, qui n'ont conservé aucune trace de leur empreinte** (1). (III, Bull. CCCVIII, n° 3110.)

Art. 1^{er}. Les écus de trois livres et les pièces de vingt-quatre sous, douze sous et six sous qui, n'ayant conservé aucune trace de leur empreinte, ont perdu, aux termes des anciennes lois, le caractère de monnaie, seront reçus au change d'après leur poids; savoir : — Les écus de trois livres, sur le pied réglé par le tarif arrêté pour les écus de six livres rognés; — Les pièces de vingt-quatre sous, à raison de cent quatre vingt quinze francs le kilogramme; — Celles de douze sous, à raison de cent quatre-vingt dix-sept francs vingt-deux centimes le kilogramme; — Et celles desix sous, à rai-

(1) Voyez le tarif du change du 17 prairial an 11 (6 juin 1803), et la note. — Voyez aussi la loi du 14—24 germinal précédent (4—14 avril 1803), relative aux pièces d'or et d'argent rognées ou altérées; le décret du 12 septembre 1810, qui fixe la valeur des anciennes monnaies duodécimales; la loi du 14—18 juin 1829, qui fixe l'époque à laquelle ces anciennes monnaies cesseront d'avoir cours forcé; et celle du 30 mars—1^{er} avril 1834, qui proroge le délai fixé par la loi précédente pour le change de ces monnaies, et détermine leur valeur au poids.

son de cent quatre-vingt-huit francs vingt centimes le kilogramme : le tout conformément au résultat des expériences faites par l'administration des monnaies sur une grande quantité de pièces extraites de la circulation.

2. Les écus de trois livres et les pièces de vingt-quatre sous, douze sous et six sous qui conserveront quelques traces de leur empreinte, continueront d'être reçus et donnés en paiement sans difficulté.

N° 117. = 6 fructidor an 11 (24 août 1803). = **ARRÊTÉ** *relatif à l'organisation de la gendarmerie des ports et arsenaux* (1). (Moniteur du 6 vendémiaire an 12.)

N° 118. = 9 fructidor an 11 (27 août 1803). = **ARRÊTÉ** *qui remet les hospices de Mortain en possession d'une rente.* (III, Bull. CCCIX, n° 3120.)

Le gouvernement....., considérant que la loi du 4 ventose an 9 (2) n'attribue aux établissemens d'humanité que les rentes litigieuses dues à la république et dont le paiement s'est trouvé suspendu, et que cette attribution, reconnue par l'avis approuvé du conseil d'état du 25 germinal dernier, ne doit éprouver d'exceptions qu'à l'égard des rentes supprimées par les lois; — Considérant que la rente due par le citoyen *Letellier* aux ci-devant religieux de Savigny, et dont il a consenti de rétablir le service en faveur des hospices de Mortain, n'est pas de la nature de celles dont la suppression est prononcée; — Le conseil d'état entendu, arrête : — La transaction souscrite, en exécution de l'arrêté du 7 messidor an 9, le 2 thermidor an 10, entre le citoyen *Letellier*, ancien juriconsulte à Bayeux, et la commission administrative des hospices de Mortain, département de la Manche, par-devant le comité consultatif de l'arrondissement, relativement à une rente foncière de dix-huit cents francs, originairement due aux ci-devant religieux de Savigny, et dont le service était interrompu, est confirmée. — En conséquence, les hospices de Mortain en seront mis en possession définitive.

N° 119. = 11 fructidor an 11 (29 août 1803). = **ARRÊTÉ** *contenant le tarif des droits à percevoir sur les bacs, passe-cheval et bateaux de passage établis dans l'étendue du département de la Seine.* (III, Bull. CCCIX, n° 3121.)

N° 120. = 11 fructidor an 11 (29 août 1803). = **ARRÊTÉ** *contenant règlement sur la solde de retraite et traitement de réforme dans la marine* (3). (III, Bull. CCCX, n° 3130.)

N° 121. = 11 fructidor an 11 (29 août 1803). = **ARRÊTÉ** *relatif au traitement des vicaires, chapelains et aumôniers attachés à l'exercice du culte dans les établissemens d'humanité, etc.* (III, Bull. CCCX, n° 3131.)

Art. 1^{er}. Le traitement des vicaires, chapelains et aumôniers attachés à

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt : aujourd'hui, et d'après l'ordonnance générale du 29 octobre — 29 novembre 1820, dite *Code de la gendarmerie*, l'organisation des compagnies de gendarmerie des ports et arsenaux est absolument la même que celle de la gendarmerie départementale; et les art. 228 et suiv. de cette ordonnance contiennent, sur le service de cette compagnie, des dispositions étendues qui ont remplacé celles du présent arrêté.

(2) Voyez cette loi, et les notes.

(3) Voyez la loi générale du 18 avril — 11 mai 1831, sur les pensions de retraite de l'armée de mer : le présent arrêté est resté en vigueur jusqu'à la promulgation de cette loi, dont l'art. 37 abroge expressément tous réglemens antérieurs, sauf les droits acquis sous leur empire.

l'exercice du culte dans les établissemens d'humanité, ensemble les frais du culte dans ces établissemens, seront réglés par les préfets, sur la proposition des commissaires et l'avis des sous-préfets.

2. Les arrêtés pris par les préfets ne seront exécutés qu'après avoir été soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

N° 122. = 16 fructidor an 11 (3 septembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la jouissance des droits de présentation d'indigens pour occuper les lits fondés dans les hospices* (1). (III, Bull. CCCXI, n° 3141.)

Art. 1^{er}. Les fondateurs de lits dans les hospices de Paris, et leurs représentans, avec réserve du droit de présenter les indigens pour occuper les lits dépendant de leurs fondations, continueront de jouir de ce droit, conformément aux clauses et conditions insérées aux actes de fondation, et à la charge par eux de satisfaire aux dispositions ci-après, et de se conformer aux réglemens approuvés par le gouvernement.

2. Les fondateurs de lits dans les maisons hospitalières supprimées et réunies à d'autres établissemens par décret du 28 nivose an 3, exerceront leurs droits dans les hospices conservés.

3. Le fonds nécessaire à l'entretien de chaque lit fondé dans les hospices de Paris est fixé, à l'égard des malades, à cinq cents francs de revenu net, et à quatre cents francs pour les incurables. Dans le cas où les revenus existans de chaque fondation seraient inférieurs, les fondateurs ou leurs représentans ne pourront jouir du droit de présentation qu'en supplant au déficit par une nouvelle concession de revenus.

4. Le supplément à fournir pourra être fait, soit en argent, soit en rentes sur l'état ou sur particuliers.

5. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux diverses communes de la république qui jouissaient aussi de quelques droits de présentation dans les hôpitaux de cette ville, ou dont les pauvres étaient appelés à jouir des avantages de la fondation.

6. Les bureaux de bienfaisance des douze arrondissemens de Paris jouiront des droits de présentation précédemment exercés par les paroisses de la même ville. Les lits qui appartenaient à des corporations supprimées, ou à des individus dont les biens sont réunis au domaine national, resteront à la disposition du gouvernement.

7. Les communes, l'administration des hospices et les bureaux de bienfaisance pourront concéder leur droit de présentation dans les hôpitaux de Paris, aux personnes charitables qui, pour en jouir, proposeront de satisfaire, pour le supplément de dotation à fournir, aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

8. Les fondations de lits qui pourraient être offertes à l'avenir, ne pourront, comme les legs et donations, être acceptées ou rejetées qu'en vertu d'un arrêté spécial du gouvernement.

9. Dans tous les cas, les articles 1^{er}, 2 et 3 de la délibération du 27 novembre 1776 de l'Hôtel-Dieu, homologuée le 18 février suivant par le ci-devant parlement de Paris, continueront de recevoir leur exécution.

N° 123. = 16 fructidor an 11 (3 septembre 1803). = *AVIS du conseil d'état*

(1) Voyez, en ce qui concerne les fondateurs de lits dans les hospices, l'arrêté du 28 fructidor an 10 (15 septembre 1802).

concernant les dettes anciennes de la Guadeloupe (1). (Sirey, tome VII, partie 2, page 357.)

Le conseil d'état, d'après le renvoi du gouvernement, et sur le rapport de la section de la marine;—Vu le règlement provisoire fait le 25 frimaire dernier par les trois premiers magistrats de la Guadeloupe, concernant les dettes anciennes de cette colonie;—Vu le rapport du ministre de la marine et des colonies sur ledit règlement, — Est d'avis qu'il n'y a point d'inconvéniens à laisser exécuter ledit règlement, jusqu'à ce que d'autres circonstances et de plus amples éclaircissemens aient mis le gouvernement en état de statuer définitivement.

N° 124. = 18 fructidor an 11 (5 septembre 1803). = *ARRÊTÉ qui accorde, pour la durée de la guerre, une indemnité aux préposés de l'inscription maritime et aux syndics des marins.* (III, Bull. CCCXI, n° 3143.)

N° 125. = 18 fructidor an 11 (5 septembre 1803). = *ARRÊTÉ contenant désignation des biens affectés à la dotation annuelle du sénat et des sénatoreries* (2). (III, Bull. CCCXI, n° 3144.)

N° 126. = 18 fructidor an 11 (5 septembre 1803). = *ARRÊTÉ qui affecte des biens nationaux comme maison d'habitation à plusieurs sénatoreries* (3). (III, Bull. CCCXI, n° 3145.)

N° 127. = 21 fructidor an 11 (8 septembre 1803). = *ARRÊTÉ concernant les traites destinées au paiement des dépenses du matériel de la guerre.* (III, Bull. CCCXI, n° 3147.)

Art. 1^{er}. Le ministre du trésor public est autorisé à faire comprendre dans les envois de fonds destinés aux dépenses du matériel de la guerre, dans les divisions militaires, des traites du caissier général du trésor public, tirées sur lui même, et payables à dix jours de vue fixe.

2. Lesdites traites seront dans la forme déterminée par l'arrêté du 3 thermidor dernier, relatif au service des arrondissemens maritimes (4). Les sommes seront divisées conformément au même arrêté.

3. Les dispositions des articles 5, 7 et 8 de l'arrêté du 3 thermidor, qui règlent la comptabilité, le mode d'emploi et le paiement des traites destinées au service des ports, seront appliquées aux traites émises en vertu du présent arrêté.

N° 128. = 21 fructidor an 11 (8 septembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à l'indemnité des adjudans de côtes et des capitaines et lieutenans des compagnies de canonnières gardes-côtes.* (III, Bull. CCCXI, n° 3148.)

N° 129. = 21 fructidor an 11 (8 septembre 1803). = *ARRÊTÉ portant établis-*

(1) Voyez l'ordonnance coloniale du 25 décembre 1816, qui rapporte toutes les ordonnances de sursis de paiement, rendues jusqu'alors en faveur des colons de la Guadeloupe: cette ordonnance explique le but du présent avis, et analyse les actes dont il a été suivi.

(2) L'ordonnance du 4—10 juin ayant réuni au domaine de la couronne les biens composant les sénatoreries, et ayant remplacé ces biens par des pensions individuelles accordées aux sénateurs, le présent arrêté n'a plus d'intérêt.

(3) Voyez l'arrêté précédent, et la note.

(4) Voyez cet arrêté, et la note.

sement à Bayonne d'un entrepôt de tabac en feuilles venant de l'étranger.
(III, Bull. CCCXII, n° 3155.)

N° 130. = 23 fructidor an 11 (10 septembre 1803). = *ARRÊTÉ qui prohibe l'exportation des brais et goudrons par les ports de la Méditerranée.*
(Moniteur an 12, n° 1^{er}.)

N° 131. = 25 fructidor an 11 (12 septembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la réserve du bois de bourdaine pour la confection du charbon propre à la fabrication de la poudre* (1). (III, Bull. CCCXII, n° 3170.)

Art. 1^{er}. Le bois de bourdaine continuera d'être réservé pour la confection du charbon propre à la fabrication de la poudre.

2. Il ne sera fait aucune adjudication ou vente de coupes de bois dans les forêts nationales, dans celles des communautés d'habitans, des hospices et autres établissemens publics, qu'à la charge par les adjudicataires ou acquéreurs, de faire mettre à part tout le bois de bourdaine de trois, quatre et cinq ans de crue, qui se trouvera dans lesdites adjudications ou ventes, et d'en faire faire des bottes ou bourrées de deux mètres de longueur sur un mètre cinquante centimètres de grosseur.

3. L'administration générale des poudres, ses commissaires et préposés, sont autorisés, comme par le passé, à faire faire dans tous les temps la recherche, coupe et enlèvement du bois de bourdaine de l'âge de trois, quatre et cinq ans de crue, dans tous les bois ci-dessus dits dans lesquels il n'y aurait pas de coupes ouvertes vendues et adjugées.

4. Les dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus sont applicables aux bois des particuliers, situés dans l'étendue de six myriamètres des fabriques de poudres, à l'exception de ceux qui sont clos et attenans aux habitations.

5. A cet effet, les préposés de l'administration des poudres feront prévenir de leurs recherches le conservateur, pour ce qui regarde les forêts nationales, communales et des établissemens publics, et les particuliers, pour leurs bois, ainsi que les maires et administrateurs, pour ceux qui appartiennent aux communes, hospices et établissemens publics.

6. Lesdits préposés, ou leurs fondés de pouvoirs, ne pourront procéder à cette recherche qu'après avoir justifié, aux autorités administratives des lieux où les bois sont situés, de leurs pouvoirs délivrés par l'administration générale des poudres, et visés par le préfet du département et le conservateur des forêts.

7. Lors de la recherche, coupe et enlèvement du bois de bourdaine, lesdits préposés seront tenus d'appeler et de se faire assister des gardes desdits bois et forêts, qui, lors de l'enlèvement, dresseront procès-verbal de la quantité de bottes ou bourrées fabriquées, et auxquels ils paieront, pour raison de ladite assistance, vingt-cinq centimes par chaque cent de bottes.

8. Le prix des bois de bourdaine sera payé sur le vu de ces procès-verbaux, à raison de vingt-cinq centimes la botte ou bourrée. Le montant en sera versé entre les mains des receveurs des domaines, pour ce qui aura été coupé et enlevé dans les bois nationaux : ce même prix sera augmenté d'un cinquième pour les bottes que les adjudicataires ou acquéreurs de bois auront réservées et livrées aux préposés de l'administration des poudres.

9. L'administration des poudres remettra à l'administration des forêts un

(1) Voyez le décret du 16 floréal an 13 (6 mai 1805), qui étend le rayon dans lequel l'administration des poudres est autorisée à faire couper le bois de bourdaine.

état exact du nombre et de la situation des fabriques de poudres de la république. Les commissaires qui les dirigent, et les conservateurs des forêts, seront tenus de se concerter particulièrement, en ce qui pourra les concerner, avec les préfets des départemens, sur les mesures les plus convenables pour assurer l'exécution du présent arrêté.

N° 132. = 30 fructidor an 11 (17 septembre 1803). = ARRÊTÉ *relatif à la monnaie des médailles établie au Louvre* (1). (Moniteur du 3 vendémiaire an 12.)

Art. 1^{er}. A compter de ce jour, la monnaie des médailles établie aux galeries du Louvre sera sous la direction immédiate du directeur général du musée des arts, et sous la surveillance du ministre de l'intérieur.

2. Le directeur général soumettra au ministre le sujet et les légendes des médailles, et il ne sera frappé ni vendu à la monnaie que les seules médailles ordonnées par le gouvernement.

3. Les dépenses en seront supportées par le trésor public, et acquittées sur les fonds du ministère de l'intérieur.

4. Il y aura un conservateur des médailles, un commis comptable, un contrôleur, un chef monnayeur et huit ouvriers attachés à l'établissement.

5. Il n'y a point de graveur en titre attaché à la monnaie.

6. Les matières d'or et d'argent seront fournies par l'hôtel des Monnaies, aux titres convenables, et payées de suite.

7. Il sera accordé une pension de quatre mille francs par an au citoyen *Decotte*, en raison de ses longs services en qualité de directeur de la monnaie.

N° 133. = 4^e jour complémentaire an 11 (21 septembre 1803). = ARRÊTÉ *portant réduction, pendant la durée de la guerre, des droits d'entrée sur la morue et les poissons de mer autres que ceux de la pêche anglaise.* (III, Bull. cccxv, n° 3201.)

N° 134. = 4^e jour complémentaire an 11 (21 septembre 1803). = ARRÊTÉ *qui prescrit de nouvelles mesures pour réprimer les délits concernant l'introduction des marchandises anglaises* (2). (III, Bull. cccxv, n° 3202.)

Le gouvernement, vu la loi du 10 brumaire an 5, qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises; l'arrêté du directoire exécutif, du 20 du même mois, qui, pour distinguer les marchandises nationales des marchandises anglaises, dans les espèces analogues, indique les formalités que les fabricans devront remplir; — L'arrêté du directoire exécutif du 8 nivose an 6, concernant l'application à faire de la loi du 10 vendémiaire an 4, aux communes sur le territoire desquelles le crime de contrebande aura été commis à force ouverte par des rassemblemens armés ou non armés; la loi du 9 floréal an 7, qui détermine les formalités des procès-verbaux des préposés des douanes, leur degré d'authenticité, le délai et la forme de l'inscription de faux; l'arrêté du gouvernement, du 3 fructidor an 9, qui prescrit l'application d'une estampille nationale sur les marchandises françaises d'une espèce analogue à celles qui se fabriquent en Angleterre; les lois des 18 pluviôse an 9 et 23 floréal

(1) Voyez l'arrêté du 5 germinal an 12 (26 mars 1804), portant défense de fabriquer des médailles autre part qu'au Louvre.

(2) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

an 10, portant établissement de tribunaux spéciaux, et celle du 13 floréal an 11, qui attribue aux tribunaux spéciaux la connaissance du crime de contrebande avec attroupement et port d'armes; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Il est enjoint à tous postes militaires, aux gendarmes nationaux, aux gardes nationales de service, et généralement à tous fonctionnaires, d'arrêter tous individus qui introduiraient des marchandises de fabrique ou de commerce anglais, ou qui les vendraient ou les entreposeraient dans l'intérieur de la république, ou qui tenteraient d'introduire des marchandises de contrebande, soit par versements faits hors la présence des préposés des douanes, soit en évitant les bureaux frontières.

2. Si, pour l'exécution de l'article ci-dessus, il est nécessaire de faire des visites domiciliaires, les formalités ordonnées par les articles 11 et 12 de la loi du 10 brumaire an 5 seront observées : en conséquence, les visites ne pourront être faites que de jour, et en présence du maire de la commune, par les préposés des douanes dans la ligne des douanes, et à l'intérieur, par les commissaires généraux ou commissaires de police dans les lieux où il y en a d'établis; et partout ailleurs, par le juge de paix du canton (1).

3. Les prévenus seront conduits, à l'instant même de la capture, dans les prisons du lieu, pour être incontinent traduits devant le magistrat de sûreté; et dans le cas où la capture aurait été effectuée par les préposés des douanes, commissaires de police ou autres fonctionnaires et officiers publics, les gendarmes, les troupes de ligne et les gardes nationales, seront tenus de leur prêter main-forte à la première réquisition.

4. Si le délit est commis à force ouverte, avec attroupement et port d'armes, les fraudeurs seront, ainsi que ceux qui les auront aidés et favorisés, poursuivis suivant les formes déterminées par la loi du 18 pluviôse an 9, et traduits incessamment devant le tribunal spécial (2), conformément à la loi du 13 floréal an 11.

5. Dans le cas où il n'y aurait ni attroupement ni port d'armes, les fraudeurs et leurs complices seront poursuivis ainsi qu'il est prescrit par les articles 6 et 15 de la loi du 10 brumaire an 5, et dans la forme déterminée par la loi du 7 pluviôse an 9, et seront en conséquence traduits, sans aucun délai, devant le tribunal d'arrondissement jugeant correctionnellement.

6. Les procès-verbaux seront en conséquence, après avoir été dûment

(1) Cette disposition n'étant pas sanctionnée par la peine de nullité, il n'est pas permis aux tribunaux de prononcer la nullité. Cass., 22 juillet 1807, *SIR*, VII, 2, 1143; et 29 mars 1811, *SIR*, XI, 1, 375; Bull. crim., XVI, 76. — Lorsque, pour s'introduire dans les maisons, les préposés des douanes ont besoin de l'assistance d'un officier municipal ou d'un commissaire de police, cette introduction peut être légitimée par l'assistance d'un commissaire de police d'un autre arrondissement, s'il a reçu pour cet effet une autorisation spéciale de l'administration. Cass., 17 brumaire an 14, *SIR*, VII, 2, 1251; Bull. crim., X, 435. — On avait jugé précédemment que l'absence de l'agent municipal n'autorise point l'appel du commissaire de police du canton le plus proche : en ce cas, les préposés doivent appeler l'adjoint de la commune, à peine de nullité de la saisie. Cass., 12 prairial an 10, *SIR*, II, 1, 289. — L'introduction des employés des douanes dans les maisons peut être légitimée par la présence de l'adjoint du maire, encore que ce dernier ne l'ait pas désigné spécialement à cet effet. Cass., 9 frimaire an 13, *SIR*, VII, 2, 1251; Bull. crim., X, 53. — Ou même, en cas d'absence du maire, par la présence d'un conseiller municipal désigné par le maire : un procès-verbal de saisie ne peut être annulé dans ce cas, sous prétexte que les employés, à défaut du maire, auraient dû requérir l'assistance de l'adjoint. Cass., 21 août 1828, *SIR*, XXVIII, 1, 349; Bull. crim., XXXIII, 725. — Les préposés des douanes peuvent faire des visites domiciliaires sans assistance du magistrat local, s'il y a refus de sa part. Cass., 5 janvier 1810, *SIR*, X, 1, 279; Bull. crim., XV, 11.

(2) Ces tribunaux spéciaux ont été abrogés par l'art. 63 de la charte de 1814.

affirmés, dans trois jours au plus tard, à compter de celui où la fraude aura été constatée, remis, savoir : dans le cas de contrebande avec attroupement et port d'armes, au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel ; et dans le cas de simple fraude, au substitut de ce commissaire, magistrat de sûreté pour l'arrondissement dans lequel la fraude aura été commise.

7. Le commissaire près le tribunal criminel et son substitut, chacun en ce qui le concerne, seront tenus de décerner le mandat de dépôt contre les prévenus et leurs complices, s'ils ne sont pas déjà en arrestation ; de requérir la délivrance du mandat d'arrêt ; de dresser l'acte d'accusation lorsqu'il y aura lieu ; et, toutes autres affaires cessantes, de faire traduire les prévenus et leurs complices, soit devant le tribunal spécial, soit devant le tribunal d'arrondissement jugeant correctionnellement, suivant la nature de l'affaire : le tout sans aucune espèce d'interruption ni de retard, et sous leur responsabilité personnelle.

8. Tous juges chargés de l'instruction ou du jugement des affaires relatives à l'introduction, vente ou entrepôt de marchandises de contrebande, seront également tenus d'y procéder sans délai, et toutes autres affaires cessantes.

9. Dans le cas d'une inscription de faux contre un procès-verbal constatant fraude, si l'inscription est faite dans le délai et suivant la forme prescrits par l'article 12 du titre IV de la loi du 9 floréal an 7, et en supposant que les moyens de faux, s'ils étaient prouvés, détruisissent l'existence de la fraude à l'égard de l'inscrivant, le commissaire du gouvernement près le tribunal saisi de l'affaire fera les diligences convenables pour y faire statuer sans délai. — Il sera sursis, conformément à l'article 536 du Code des délits et des peines, au jugement de la contravention, jusqu'après le jugement de l'inscription de faux ; et néanmoins, en vertu de l'article 13 du titre IV de la loi du 9 floréal an 7, le tribunal saisi de la contravention ordonnera provisoirement la vente des marchandises sujettes à dépérissement, et des chevaux qui auront servi au transport (1).

10. Lorsqu'une inscription de faux n'aura pas été faite dans le délai et suivant les formes déterminées par la loi du 9 floréal an 7, il sera, sans y avoir aucun égard, passé outre à l'instruction et au jugement de l'affaire (2).

11. Les substituts du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel rendront compte à ce commissaire de toutes les poursuites faites pour contraventions aux lois qui prohibent les marchandises de contrebande ; et les commissaires du gouvernement près les tribunaux d'arrondissement lui adresseront une expédition de tous les jugemens qui seront rendus, dans les trois jours de leur prononciation.

12. Les commissaires près les tribunaux criminels sont spécialement chargés de surveiller la poursuite, l'instruction et le jugement de toutes les affaires concernant l'introduction frauduleuse de toute espèce de marchandises de contrebande, la vente ou l'entrepôt de marchandises anglaises dans l'intérieur. Ils seront tenus de se pourvoir par voie de droit, dans les délais prescrits par la loi, contre tout jugement qui, au mépris de l'article 11 du titre IV de la loi du 9 floréal an 7, aurait admis la preuve testimoniale contre les procès-verbaux, ou prononcé d'autres nullités que celles admises par les dix premiers articles du même titre ; enfin, contre les jugemens qui,

(1) L'inscription de faux incidemment formée contre un procès-verbal des préposés des douanes, non décodés, doit être portée devant le tribunal criminel. Cass., 9 août 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 131; *Bull. crim.*, XXVII, 314.

(2) Voyez, sur l'inscription de faux, les art. 11 et suiv. du tit. IV de la loi du 9 floréal an 7, et les notes.

au mépris de l'article 16, auraient excusé les contrevenans sur l'intention. — Ils rendront, tous les mois, au grand-juge ministre de la justice, un compte particulier de leurs diligences à ce sujet, et de chaque affaire, en lui adressant, ainsi qu'au ministre de l'intérieur, une expédition de tous les jugemens qui seront rendus en cette matière.

13. En conséquence de l'article 4 du titre I^{er} de la loi du 10 vendémiaire an 4, relative aux délits dont les communes sont responsables, les communes sur le territoire desquelles des attroupemens ou rassemblemens armés ou non armés, spécifiés par ladite loi, se seraient portés au pillage des bureaux des dépôts des douanes, et auraient exercé quelque violence contre les propriétés nationales ou privées, sont responsables de ces délits, et des dommages-intérêts auxquels ils donneront lieu.

14. Conformément à l'article 6 du même titre de la même loi, lorsque, par suite de ces rassemblemens ou attroupemens, un individu préposé aux douanes ou autre, domicilié ou non sur une commune, y aura été pillé, maltraité ou homicidé, tous les habitans seront tenus de lui payer, ou, en cas de mort, à sa veuve et enfans, des dommages-intérêts.

15. En conséquence de l'article 5 du même titre, dans le cas où les rassemblemens auraient été formés d'individus étrangers à la commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis, et où la commune aurait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de les prévenir et d'en faire connaître les auteurs, elle demeurera déchargée de toute responsabilité.

16. Dans les cas prévus par les articles 13 et 14, la poursuite de la réparation et des dommages-intérêts ne pourra être faite qu'à la diligence du préfet du département, autorisé par le gouvernement, devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel le délit aura été commis.

N^o 135. = 4^e jour complémentaire an 11 (21 septembre 1803). = **ARRÊTÉ** *qui supprime la contribution mobilière de la ville de Paris, et établit en remplacement des droits additionnels à l'octroi.* (Dépôt des lois, n^o 1879.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 12, la contribution mobilière de la ville de Paris est supprimée.

2. La commune de Paris est autorisée à percevoir en remplacement les droits additionnels à l'octroi portés au tarif annexé au présent arrêté.

3. Elle versera par douzième, au trésor public, le montant de la contribution mobilière, telle qu'elle a été perçue en l'an 11¹(1).

N^o 136. = 4 vendémiaire an 12 (27 septembre 1803). = **EXTRAIT du traité d'alliance défensive conclu entre la république française et la confédération suisse** (2). (IV, Bull. XIX, n^o 324.)

Art. 9. Le gouvernement français accordera l'extraction de ses salines pour tous les sels dont la Suisse aura besoin. Cette extraction et le transport continueront à être exempts de toute espèce d'impôts. — De son côté, la Suisse s'engage à prendre tous les ans deux cent mille quintaux de sels de

(1) Suit le tarif des droits d'octroi. Nous croyons pouvoir nous dispenser de l'insérer, à cause des nombreux changemens qu'il a subis et qui le rendent sans intérêt. — Voyez, à cet égard, les lois et réglemens cités dans les notes qui accompagnent la loi du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), portant établissement de l'octroi de Paris.

(2) Voyez la loi du 23 fructidor an 6 (9 septembre 1798), portant ratification du traité d'alliance, conclu entre les mêmes puissances, le 4 du même mois de fructidor, et la note.

France. Les prix et les conditions de livraison, ainsi que le mode de paiement, seront fixés de gré à gré entre les cantons et la régie des sels; mais ces prix ne pourront jamais être plus forts pour la Suisse que pour les Français eux-mêmes.

10. De même, il sera accordé, depuis le 12 prairial jusqu'au 24 brumaire de chaque année (du 1^{er} juin au 15 novembre), à tous les habitans suisses des cantons limitrophes de la France, la libre importation des denrées provenant des biens fonds dont ils seraient propriétaires sur le territoire de la république française, à une lieue des frontières respectives; et réciproquement en faveur des Français qui auraient des propriétés foncières en Suisse.

L'exportation et l'importation de ces denrées territoriales seront libres et exemptes de tous droits, lorsque les propriétaires respectifs auront rempli les formalités exigées par les autorités compétentes des deux puissances.

12. Les citoyens des deux républiques seront respectivement traités, sous le rapport du commerce et des droits d'importation, d'exportation et de transit, sur le même pied que ceux des nations les plus favorisées; et il sera fait, dans le plus court délai possible, un règlement commercial qui sera ajouté au présent traité, en forme d'articles supplémentaires.— Il ne pourra être exigé des Français qui formeront un établissement en Suisse, ou qui voudraient y exercer un genre d'industrie que la loi permet aux nationaux, aucun droit ou condition pécuniaire plus onéreux qu'on ne l'exige pour l'établissement des nationaux eux-mêmes.— Ils pourront aller et venir en Suisse, munis de passeports en forme, et s'y établir, après avoir produit à la légation française en Suisse des certificats de bonne conduite et mœurs, ainsi que les autres attestations nécessaires pour obtenir d'être immatriculés. On suivra, à l'égard de leurs personnes et de leurs propriétés, les mêmes lois et usages qu'envers les nationaux.— Les Suisses jouiront en France des mêmes avantages.

13. Dans les affaires litigieuses, personnelles ou de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action directement devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées à discuter leurs difficultés.— Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par-devant le tribunal ou magistrat du lieu où ladite propriété est située.— Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du domicile que le Français avait en France. Il en sera usé de même à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France.

14. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse, et des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucun droit, caution ou dépôt auquel ne seraient pas soumis les nationaux eux-mêmes, conformément aux lois de chaque endroit.

15. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs, ou à leur défaut par les autorités compétentes de chaque pays (1).

16. En cas de faillite ou de banqueroute de la part de Français possédant

(1) Cet article s'applique aux sentences arbitrales comme aux jugemens des tribunaux ordinaires. Paris, 19 mars 1830, *SIR.*, XXX, 2, 145.

des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur lesdits biens comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque; et réciproquement, si des Suisses, possédant des biens dans la république helvétique, se trouvaient avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui se seraient conformés aux lois suisses pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque. — Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer à laquelle des deux républiques ils appartiennent, mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

17. Dans toutes les procédures criminelles pour délits graves, dont l'instruction se fera, soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter près le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. — Les deux gouvernemens accorderont, dans ce cas, aux témoins, les passeports nécessaires, et ils se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préalable qui seront dues à raison de la distance et du séjour; mais si le témoin se trouvait complice, il sera renvoyé par-devant son juge naturel, aux frais du gouvernement qui l'aurait appelé.

18. Si les individus qui seraient déclarés juridiquement coupables de crimes d'état, assassinats, empoisonnemens, incendies, faux sur des actes publics, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu des mandats décernés par l'autorité légale, se réfugiaient d'un pays dans l'autre, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre seront fidèlement restituées; et chaque état supportera, jusqu'aux frontières de son territoire, les frais d'extradition et de transport. — Dans les cas de délits moins graves, mais qui peuvent emporter peine afflictive, chacun des deux états s'engage, indépendamment des restitutions à opérer, à punir lui-même le délinquant; et la sentence sera communiquée à la légation française en Suisse, si c'est un citoyen français, et respectivement à l'envoyé helvétique à Paris, ou, à son défaut, au landamman de la Suisse, si la punition pesait sur un citoyen suisse.

19. Pour prévenir les délits de contrebande et la dégradation des forêts voisines des frontières, les administrations des douanes et les agences forestières qui seront organisées dans les cantons suisses limitrophes, se concerteront avec celles de France, et conviendront, sous l'autorisation de leurs gouvernemens respectifs, des mesures à prendre pour unir leurs moyens de surveillance et pour se soutenir réciproquement.

N° 137. = 5 vendémiaire an 12 (28 septembre 1803). = ARRÊTÉ relatif à l'emploi des traites ou obligations données en acquit de droits de douane et de tabac. (III, Bull. CCCXVIII, n° 3219.)

Art. 1^{er}. Les traites ou obligations cautionnées à deux mois et données en acquit de droits de douane, en vertu de la décision du gouvernement du mois de nivôse an 10, et les traites à quatre mois, données en acquit de droits de tabac, conformément à la loi du 29 floréal an 10, seront versées par les receveurs principaux des douanes, immédiatement après qu'ils s'en

seront chargés en recette, aux receveurs d'arrondissement, et par ceux-ci aux receveurs de département, qui les transmettront sans retard au trésor public. A cet effet, lesdites traites seront passées, par les receveurs principaux des douanes, à l'ordre du caissier général du trésor public.

2. Celles de ces traites en acquit de droits de douane, payables dans les départemens et encaissées au trésor public à Paris, seront adressées, dans le mois de leur échéance, aux payeurs extérieurs des divisions ou arrondissemens où ces traites doivent être acquittées.

3. Dans le cas de non-paiement des traites en acquit de droits de douane, les payeurs du trésor public, ou tous autres agens chargés du recouvrement desdites valeurs, en feront faire le protêt, et le présenteront au receveur général du département qui comprend le chef-lieu de la direction des douanes où l'effet protesté aura été souscrit. Le receveur général sera tenu de rembourser ledit effet protesté, sauf son recours sur le receveur des douanes chargé de faire les poursuites nécessaires.

4. A l'avenir, les traites en acquit de droits de douane seront faites sur un papier particulier, qui sera fourni à l'administration des douanes par ordre du ministre du trésor public. Le libellé de ces traites sera imprimé avec des blancs pour les sommes et autres indications particulières.

5. Ces traites seront dans les coupures de dix mille francs, cinq mille francs, trois mille francs, mille francs, cinq cents francs, cent francs, cinquante francs. Il n'y aura point de coupures au dessous de cette dernière somme.

N° 138. = 5 vendémiaire an 12 (28 septembre 1803). = *ARRÊTÉ contenant désignation de bâtimens nationaux affectés, comme maisons d'habitation, à différentes sénatoreries* (1). (III, Bull. CCCXVIII, n° 3220.)

N° 139. = 8 vendémiaire an 12 (1^{er} octobre 1803). = *ARRÊTÉ qui applique aux hospices et autres établissemens d'humanité les dispositions de l'arrêté du 15 floréal an 11, relatif aux pensions et gratifications annuelles.* (III, Bull. CCCXVIII, n° 3221.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du 18 thermidor an 10 (2), relatif aux pensions et gratifications annuelles à accorder dans les différens départemens du ministère, sont rendues applicables aux hospices et autres établissemens d'humanité : en conséquence, aucune pension ni gratification annuelle ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, être accordées aux employés attachés au service de ces établissemens, que par arrêté du gouvernement, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

2. Celles qui n'auront point été accordées dans les formes prescrites par l'article qui précède, seront soumises, par le ministre de l'intérieur, à l'approbation du gouvernement.

N° 140. = 8 vendémiaire an 12 (1^{er} octobre 1803). = *ARRÊTÉ qui permet la sortie des cartons destinés à presser les draps.* (III, Bull. CCCXVIII, n° 3229.)

N° 141. = 13 vendémiaire an 12 (6 octobre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la fixation des contributions personnelle et somptuaire de la ville de Paris, et*

(1) Voyez l'arrêté du 18 fructidor an 11 (5 septembre 1803), portant désignation des biens composant les sénatoreries, et la note qui s'applique au présent arrêté.

(2) C'est l'arrêté du 15 floréal an 11 (5 mai 1803).

au remplacement de la contribution mobilière par une addition sur les droits d'octroi. (III, Bull. CCCXIX, n° 3231.)

N° 142. = 13 vendémiaire an 12 (6 octobre 1803). = **ARRÊTÉ** *qui règle le traitement des professeurs des écoles de médecine, et qui consacre des fonds pour le paiement d'autres dépenses relatives à l'administration de ces écoles. (III, Bull. CCCXIX, n° 3232.)*

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 12, et en exécution des lois du 11 floréal an 10 et du 19 ventose an 11, et de l'arrêté du gouvernement du 20 prairial an 11, le traitement des professeurs et des employés dans les écoles de médecine est fixé comme suit.

2. Les professeurs de toutes les écoles de médecine établies par la loi du 11 floréal an 10, jouiront d'un traitement fixe et d'un traitement éventuel.

3. Le traitement fixe sera de trois mille francs pour chaque professeur. — Ce traitement sera porté sur le budget annuel du ministre de l'intérieur et payé sur ses ordonnances.

4. Le traitement éventuel se composera du produit des inscriptions, examens et réceptions, et sera employé conformément à l'article 45, section VIII de l'arrêté du 20 prairial.

5. Il est accordé pour les dépenses variables des écoles, et pour le traitement des bibliothécaires, prosecteurs, conservateurs, garçons de laboratoire, jardiniers, hommes de peine; savoir : — A l'école de Paris, quarante mille francs; à celle de Montpellier, trente mille francs; à celle de Strasbourg, vingt mille francs. — Le surplus des dépenses variables de ces écoles sera pris sur le produit des frais d'étude et de réception, conformément aux articles 44 et 45, section VIII de l'arrêté du 20 prairial.

6. L'état de répartition pour toutes les dépenses variables comprises à l'article précédent sera arrêté chaque année par l'école, et soumis au ministre de l'intérieur.

N° 143. = 13 vendémiaire an 12 (6 octobre 1803). = **ARRÊTÉ** *qui détermine l'uniforme des agens du service de la navigation (1). (III, Bull. CCCXIX, n° 3233.)*

Art. 1^{er}. Les agens du service de la navigation porteront l'uniforme ci-après déterminé : — Habit français ou croisé, de drap bleu national, collet de même couleur, doublure pareille; gilet de casimir blanc, pantalon ou culotte de même que l'habit; chapeau à la française, demi-bottes et une arme.

2. L'habit sera brodé en argent, d'un dessin représentant un câble entrelacé de feuilles d'eau, suivant le modèle joint. — La broderie sera selon le grade; savoir : — Pour le commissaire général de la navigation de la Seine, deux rangs de broderie aux collet, paremens, pattes et tour extérieur des poches, avec broderie simple sur les coutures du pantalon, de sept millimètres de large, et les bottes bordées d'un petit galon à gland d'argent; — Pour les inspecteurs généraux, deux rangs de broderie aux collet et paremens, et au pantalon un galon d'argent de sept millimètres; — Pour les inspecteurs particuliers, un rang de broderie aux collet et paremens; — Pour les receveurs et contrôleurs du droit de navigation, un rang de broderie au collet

(1) Voyez la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement d'un droit de navigation intérieure, et les notes.

seulement ; — Pour les simples agens, jurés-compteurs et chefs de service, un galon d'argent au collet de neuf millimètres ; — Les gardes généraux porteront, sur chaque côté du collet, deux boutonnières en argent.

3. Les gardes ordinaires ne seront point tenus à l'habit d'uniforme ; mais ils porteront toujours une bandoulière, aux termes des anciennes ordonnances.

4. Le commissaire général et les inspecteurs porteront à leur chapeau, ganse et petit bouton d'argent ; les autres agens auront bouton de métal blanc, et ganse de laine de même couleur. — Le bouton aura pour exergue au pourtour, *Navigation*, et au milieu une ancre croisée avec deux avirons.

5. L'arme sera un sabre ou une épée, ceinturon bleu avec plaque au milieu.

6. Les gardes généraux et ordinaires porteront une bandoulière écarlate, bordée de blanc ; au milieu une plaque de métal blanc, avec ces mots : *Surveillance sur les ports et rivières*. Ils pourront avoir, conformément à l'arrêt du parlement du 23 février 1763, des armes défensives, indépendamment de celles susénoncées.

N° 144. = 14 vendémiaire an 12 (7 octobre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à l'exécution de la loi du 24 brumaire an 6 (1), établissant des peines contre les auteurs de désertion et contre les fonctionnaires publics qui négligent l'exécution des lois sur le recrutement de l'armée.* (Dépôt des lois, n° 1900.)

Art. 1^{er}. Tous fonctionnaires publics, civils et militaires, qui auront obtenu des indices tendant à prouver qu'un fonctionnaire public, ou autre citoyen, a encouru les peines portées par la loi du 24 brumaire an 6, devront, à peine d'être eux-mêmes poursuivis conformément à l'article 1^{er} de la loi, adresser sans retard ces indices, et les pièces à l'appui, au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département où le prévenu est domicilié.

2. Dans le jour qui suivra celui de la réception, le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel fera passer ces pièces à son substitut près le tribunal de première instance du domicile du prévenu.

N° 145. = 15 vendémiaire an 12 (8 octobre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à une nouvelle organisation du ci-devant collège de Saint-Cyr, qui portera désormais seul le titre de Prytanée français* (2). (III, Bull. CCCXXI, n° 3250.)

N° 146. = 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803). = *ARRÊTÉ concernant les dépôts de conscrits déclarés réfractaires, la composition et la compétence des conseils de guerre spéciaux, la procédure devant ces conseils, et les peines contre la désertion* (3). (III, Bull. CCCXX, n° 3243.)

TITRE 1^{er}. — Des dépôts de conscrits qui, n'ayant pas rejoint leurs corps, auront été déclarés conscrits réfractaires en exécution de la loi du 6 floréal an 11.

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 10 de la loi du 6 floréal an 11, il sera

(1) Voyez cette loi, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez la note qui accompagne le titre du rapport du 1^{er} germinal an 8 (22 mars 1800) : elle s'applique au présent arrêté.

(3) Voyez, sur les conscrits réfractaires et la désertion, la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence de la matière.

établi onze dépôts militaires pour les conscrits qui , en vertu de ladite loi , auront été condamnés comme réfractaires.

2. Ces dépôts seront établis dans les places ci après désignées : — La citadelle de Lille , pour les conscrits de la première , de la seizième et de la vingt-quatrième division ; — La citadelle de Givet , Charlemont , pour les deuxième et vingt-cinquième divisions ; — La place de Luxembourg , pour la troisième et la quatrième ; — La citadelle de Strasbourg , pour la cinquième et la vingt-sixième ; — La citadelle de Besançon , pour les sixième , dix-huitième et dix-neuvième ; — La place de Briançon , pour les septième , huitième , neuvième et vingt-troisième ; — La citadelle de Perpignan , pour la dixième ; — La citadelle de Bayonne , pour les onzième et vingtième ; — La place de Saint-Martin-de-Ré , pour les douzième , treizième , vingt-unième et vingt-deuxième ; — Le château de Caen , pour les quatorzième et quinzième ; — La citadelle d'Alexandrie , pour la vingt-septième.

3. Les conscrits qui seront conduits dans lesdites places seront divisés en compagnies , composées de cent soixante hommes , officiers et sergens non compris. — Chacune de ces compagnies sera commandée par les officiers et sous-officiers ci-après désignés ; savoir : un capitaine , un lieutenant , deux sous-lieutenans , un sergent-major , un fourrier , huit sergens. — Ces officiers et sous-officiers seront fournis , pour chaque compagnie , par un des corps d'infanterie stationnés dans l'une des divisions formant l'arrondissement du dépôt , au choix du général commandant la division où le dépôt sera établi. — Ces officiers et sous-officiers jouiront d'un supplément de traitement égal au tiers de leur solde.

4. Les conscrits de chaque compagnie seront divisés en seize escouades : à la tête de chacune d'elles sera placé un caporal pris dans son sein , au choix du commandant de la place , sur la présentation de trois sujets faite par le commandant de la compagnie.

5. Ces conscrits recevront le pain comme les autres troupes ; ils recevront la même solde , sauf les deniers de poche , qui seront mis en masse , et tenus à la disposition du général commandant la division , pour être employés comme il sera dit ci-après.

6. Ils seront logés dans une caserne particulière , et n'auront que des demi-fournitures.

7. Ils seront constamment consignés dans leurs casernes , n'en sortiront qu'en troupes pour les corvées , les exercices et les travaux : lorsqu'ils auront obtenu la permission de sortir individuellement , ils seront toujours accompagnés par un sous-officier.

8. La garnison fournira toutes les gardes , les plantons , rondes et patrouilles nécessaires pour la police et la sûreté du dépôt : il sera fourni , de plus , par les dépôts de gendarmerie des départemens formant chaque arrondissement , le nombre de brigades nécessaire pour prévenir l'évasion des conscrits réfractaires.

9. Les dépôts de conscrits ne se trouveront jamais aux exercices et manœuvres de la garnison , ne feront point le service avec elle.

10. Leurs vêtemens auront la forme et les couleurs affectées à l'infanterie , mais sans paremens , collet ni revers distinctifs. — Leur unique coiffure sera un bonnet de police : leurs cheveux seront constamment tenus extrêmement courts. Ils auront des fusils sans baïonnette.

11. Les conscrits seront , pour les fautes légères , condamnés , par leurs officiers et sergens , aux mêmes punitions de discipline que le reste des troupes ; mais la durée en sera toujours augmentée. — Pour les fautes graves , ils seront déferés à un conseil composé du commandant de la place , du capi-

taine et du lieutenant de la compagnie. Ce conseil prononcera les punitions qu'il jugera les plus propres à réprimer les coupables, le tout d'après l'instruction qui sera rédigée par le ministre de la guerre. — Pour les délits, ils seront déferés aux conseils de guerre institués par la loi du 13 brumaire an 5; et pour la désertion, ils seront traduits à un conseil de guerre spécial, formé dans la place du dépôt, et organisé ainsi qu'il sera dit ci-après.

12. Il ne sera formé une seconde compagnie dans chaque dépôt, que du moment où la première sera complétée. Lorsqu'il y aura deux compagnies formées, le commandement du dépôt appartiendra au capitaine de la première compagnie formée.

13. Le général commandant la division aura la faculté de faire relever, aussi souvent qu'il le jugera convenable, tout ou partie des officiers et sous-officiers attachés au dépôt. Ils seront relevés de droit, lorsque le corps dont ils feront partie sortira des divisions formant l'arrondissement du dépôt.

14. Les conscrits seront occupés chaque jour, ou à leur instruction militaire, ou à des corvées dans les arsenaux, ou à la réparation des fortifications de la place, ou à d'autres travaux qui seront ouverts à cet effet. Ils ne recevront pour ces travaux ni solde ni traitement; mais on tiendra note de ceux qui montreront le plus de zèle pour s'instruire et d'activité dans les travaux. Ces notes seront, lors de la revue, remises à l'inspecteur du dépôt.

15. Chaque dépôt sera inspecté, une fois chaque trimestre, par un officier supérieur ou général délégué à cet effet par le général commandant la division. — Cet officier prendra des notes sur l'instruction, la tenue et la conduite de chaque conscrit, et les adressera au général divisionnaire. — Le général commandant la division inspectera lui-même, deux fois par an, chaque compagnie; et, d'après les comptes qu'il recevra des capitaines, et les renseignemens qui lui auront été transmis par les inspecteurs qu'il aura nommés, il désignera ceux d'entre les conscrits réfractaires qui lui paraîtront dignes d'être incorporés dans l'armée. Ceux que, d'après son rapport, le ministre de la guerre aura jugés tels, seront conduits par des officiers et sous-officiers de la compagnie du dépôt, au corps de troupes à pied ou à cheval que le général divisionnaire déterminera, d'après les instructions du ministre de la guerre. — Le général divisionnaire pourra accorder des gratifications à ceux des conscrits réfractaires qui auront rempli, avec le plus d'intelligence et de fermeté, les fonctions de caporal, ou qui se seront fait distinguer par leur instruction et leur activité dans les travaux. Ces gratifications seront prises sur la masse des deniers de poche.

TITRE II. — Composition et compétence des conseils de guerre spéciaux (1).

16. Tout sous-officier et soldat accusé de désertion, et tout conscrit condamné comme réfractaire, qui, après avoir été traduit au dépôt, sera accusé de désertion, sera jugé par un conseil de guerre spécial.

17. Le conseil de guerre spécial sera composé de sept membres; savoir : — Un officier supérieur, — Quatre capitaines, — Deux lieutenans. — Un officier d'état-major, ou de gendarmerie, ou de la garnison, ayant au moins le grade de lieutenant, fera les fonctions de rapporteur, et de commissaire du gouvernement; et un sous-officier à son choix, celles de greffier.

18. Les membres du conseil de guerre et le rapporteur seront nommés par

(1) Ce titre et le suivant ont été abrogés par l'ordonnance du 21 février—6 mars 1816, qui restitue la connaissance du délit de désertion aux conseils de guerre permanens. Voyez cette ordonnance, et les notes.

le commandant d'armes ou du lieu ; et à l'armée, par le général de brigade sous les ordres duquel sera le corps de l'accusé.

19. Les membres du conseil de guerre seront pris dans les différens corps de la garnison ; et, à l'armée, dans les différens corps sous les ordres d'un même général de brigade. Ils seront commandés à tour de rôle et à l'ordre par ledit commandant d'armes ou général de brigade, la veille du jour où le conseil devra se réunir. — S'il n'y avait dans la place, ou sous les ordres du général de brigade, que le corps de l'accusé, les membres du conseil de guerre spécial seraient tous pris dans ce corps ; et s'il n'y en avait pas assez pour former ledit conseil, il en serait appelé un nombre suffisant de la garnison ou de la troupe la plus voisine.

20. A moins de maladie bien constatée ou autre empêchement légitime, nul officier ne pourra refuser de remplir les fonctions auxquelles il aura été appelé près le conseil de guerre spécial, sous peine de destitution.

21. Le conseil de guerre spécial ne connaîtra que du crime de désertion, et des circonstances aggravantes ci-après exprimées.

22. Tout conseil de guerre spécial sera dissous dès qu'il aura prononcé sur le délit pour le jugement duquel il aura été convoqué. — Aucun des membres qui l'auront composé ne pourra être appelé de nouveau à un conseil de guerre spécial qu'à son tour de rôle. — Le même officier ne pourra remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives.

TITRE III. — Procédure devant le conseil de guerre spécial (1).

23. Tout chef de corps ou de détachement militaire dont un sous-officier ou soldat aura abandonné ou n'aura pas rejoint ses drapeaux, devra, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine, s'il y a lieu, porter plainte contre ledit sous-officier ou soldat, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où, en exécution du titre IX du présent arrêté, il devra être réputé déserteur. — Cette plainte sera portée, dans l'intérieur de la république, au commandant d'armes ou du lieu ; et, à l'armée, au général de brigade sous les ordres duquel sera le corps ou le détachement. — Copie de ladite plainte sera inscrite sur les registres des délibérations du conseil d'administration, dans les vingt-quatre heures où elle aura été portée : le chef du corps sera tenu d'annexer au registre le récépissé de la plainte, qui lui sera donné par le commandant d'armes ou général de brigade.

24. Les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile au moment où il est entré au service, âge, grade, signalement de l'accusé, le corps dont il fait partie, et le jour de sa désertion, seront expressément mentionnés dans la plainte. Les témoins y seront également désignés.

25. Le commandant d'armes ou du lieu, ou le général de brigade, suivant les cas ci-dessus exprimés, mettra au bas de la plainte : *Soit informé ainsi qu'il est requis.* — S'il croit devoir se refuser à donner cette autorisation, il mettra au bas de la plainte, *il n'y a point lieu à informer* ; il signera sa décision, et dans les vingt-quatre heures il en fera connaître les motifs au ministre, qui prononcera sans délai.

26. S'il autorise l'information, le rapporteur qu'il aura nommé au bas de la plainte, s'occupera de suite à instruire le procès, de manière qu'en trois jours l'affaire soit jugée contradictoirement ou par contumace.

27. Le rapporteur entendra de suite les témoins, interrogera le prévenu

(1) Voyez les avis du cons. d'état du 4 juillet 1813 et du 1^{er} mars 1814, et la note sur le tit. II ci-dessus.

(s'il est arrêté); et s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera.

28. Le témoin sera cité par une cédule signée du rapporteur; elle lui sera remise par une ordonnance.

29. Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres, sur un seul cahier.

30. Chaque déclaration sera signée du témoin, du rapporteur et du greffier. Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

31. Le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile au moment de son entrée au service, sur le délit et sur ses circonstances.

32. Il lui représentera, s'il y en a, les preuves matérielles du délit, pour qu'il déclare s'il les reconnaît.

33. S'il y a plusieurs prévenus dans une même affaire, le rapporteur les interrogera séparément. Chaque interrogatoire, rédigé sur un cahier séparé, sera clos par la signature de l'accusé, du rapporteur et du greffier. Si l'accusé ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

34. L'information étant terminée, le conseil de guerre sera assemblé. — Si le conseil ne trouve pas que l'instruction soit complète, il ordonnera un plus amplement informé, qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre heures. — Si, outre le crime de désertion, le conseil trouve que l'accusé en a commis un plus sévèrement puni par les lois, il renverra l'accusé, la procédure et les pièces du procès par-devant le tribunal compétent, et il en rendra compte au ministre. — Si au contraire le conseil trouve que l'accusé n'a pas commis le crime de désertion, mais un délit moins grave, après l'avoir acquitté du crime de désertion, il le renverra, pour être puni, au tribunal ou chef militaire compétent. — Tout tribunal auquel un conseil de guerre spécial aura renvoyé un accusé de désertion comme en même temps accusé d'un crime plus sévèrement puni par les lois, renverra l'accusé après son jugement, s'il n'est pas condamné à une peine plus grave que celles portées contre la désertion, au conseil de guerre spécial, pour prononcer sur le crime de désertion, dont la connaissance lui est expressément et privativement attribuée. — Il en sera usé de même par tout tribunal qui devra prononcer sur un individu accusé de désertion.

35. Hormis dans le cas prévu dans le paragraphe 2 de l'article 34, le conseil de guerre, une fois assemblé, ne pourra désemperer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il aura été convoqué. Il entendra la lecture de l'information, celle des pièces du procès, s'il y en a, l'interrogatoire de l'accusé, fera ensuite introduire dans la salle de la séance l'accusé, entendra les témoins, les conclusions du rapporteur, et enfin l'accusé.

36. Le président, au nom et de l'avis du conseil de guerre spécial, posera toutes les questions qui résultent de la plainte. Elles seront posées de la manière suivante: — «N... est-il convaincu de s'être rendu coupable de «crime de désertion?» — «N... est-il déserté à l'intérieur?» — «N... etc.» — Les questions relatives aux circonstances de la désertion seront présentées chacune séparément sans qu'il soit nécessaire de commencer par les plus aggravantes.

37. Les questions étant définitivement posées en public et en présence de l'accusé, celui-ci sera reconduit en prison. Le président se retirera ensuite avec les autres membres du conseil de guerre spécial, dans la salle voisine, ou bien il fera sortir les spectateurs; et les membres du conseil de guerre délibéreront à huis clos, en présence seulement du rapporteur.

38. Le président recueillera les voix en commençant par le grade infé-

rieur, et par le moins ancien dans chaque grade : il émettra son opinion le dernier. Chacun des juges émettra son opinion par écrit et la signera.

39. Si l'accusé est acquitté, il sera renvoyé à son corps pour y reprendre son service.—S'il est déclaré déserteur, le conseil le condamnera aux peines portées contre les coupables de ce crime.

40. Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix, et inscrit sur un registre à ce destiné et appartenant au corps du prévenu. L'information et les autres pièces du procès seront transcrites sur le même registre, et y seront annexées. L'énoncé du jugement rappellera les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge, grade et signalement de l'accusé.

41. Il est expressément défendu au conseil de guerre spécial, sous peine de forfaiture, de commuer ni de diminuer les peines ci-après portées contre les déserteurs.

42. Les jugemens des conseils de guerre spéciaux ne seront sujets ni à appel, ni à cassation, ni à révision : ils seront exécutés à la diligence du rapporteur, et, en ce qui concerne l'amende, à celle de l'administration des domaines et de l'enregistrement, ainsi qu'il sera dit ci-après.

43. Les conseils de guerre spéciaux tiendront leurs séances chez le commandant d'armes de la place, qui sera tenu de chauffer et éclairer le lieu de la séance, sans qu'il puisse pour cela réclamer aucune somme ni dédommagement.—Dans les lieux où il n'y aura pas de commandant d'armes en titre, la séance se tiendra à l'hôtel de la mairie et aux frais de la commune : —A l'armée, sous une tente qui sera dressée à cet effet.

TITRE IV. — Des peines contre la désertion.

44. Les peines de la désertion seront, suivant les circonstances du délit, —1^o La mort; 2^o le boulet; 3^o les travaux publics; 4^o l'amende dans tous les cas.

TITRE V. — De la peine de mort.

45. Les déserteurs condamnés à la mort continueront à être passés par les armes.—L'amende à laquelle ils seront condamnés sera recouvrée ainsi qu'il sera dit titre VIII (1).

TITRE VI. — De la peine du boulet.

46. Les condamnés à la peine du boulet seront employés, dans les grandes places de guerre, à des travaux spéciaux.—Ils traîneront un boulet de huit, attaché à une chaîne de fer de deux mètres et demi de longueur.—Ils travailleront huit heures par jour, depuis le 1^{er} brumaire jusqu'au 1^{er} germinal, et dix heures pendant le reste de l'année. Leurs ateliers seront toujours isolés de tous autres ateliers. — Ils porteront un vêtement particulier dont la forme et les couleurs différeront absolument de la forme et des couleurs affectées à l'armée : ils n'auront que des sabots pour chaussure. — Ils ne pourront ni couper ni raser leur barbe : leurs cheveux et leurs moustaches seront rasés tous les huit jours. Hors le temps des travaux, ils seront détenus et enchaînés dans des prisons particulières destinées à cet effet.

47. Le ministre de la guerre déterminera le nombre de places dans lesquelles il y aura des condamnés au boulet; celui des condamnés au boulet qui seront dans chaque place; les travaux auxquels ils seront employés; l'étoffe, la forme et la couleur de leurs vêtements; leur régime, police et discipline en santé et en maladie, dans leurs prisons et pendant leurs tra-

(1) Voyez la note sur l'art. 56.

vaux : il déterminera enfin le nombre, l'espèce et la solde de leurs surveillans, et la manière de prévenir leur évasion.—Il sera successivement désigné au moins dix places de guerre dans lesquelles des condamnés au boulet seront détenus.

48. Les journées des condamnés au boulet leur seront payées moitié moins que celles des journaliers ordinaires du pays. — Un tiers des sommes que chaque condamné au boulet aura gagnées lui sera remis pour être employé à améliorer sa nourriture ; un tiers lui sera remis au moment où il sera mis en liberté ; le dernier tiers restera à la disposition du ministre de la guerre, pour subvenir à une partie des dépenses des condamnés au boulet.

49. Il sera passé chaque année une revue des condamnés au boulet, par un inspecteur délégué à cet effet par le ministre de la guerre. Cet inspecteur, après avoir recueilli tous les renseignemens relatifs à la subordination, à la conduite et à l'activité dans les travaux de chacun des condamnés au boulet, désignera, dans son rapport au ministre de la guerre, ceux qui lui paraîtront avoir des titres à l'indulgence du gouvernement. Le ministre fera son rapport au premier consul, qui prononcera.

50. Il est expressément défendu à quiconque ce soit de procurer aux condamnés au boulet d'autres vêtemens que ceux qui leur seront assignés, de leur en laisser porter d'autres, de leur couper ou faciliter les moyens de couper leur barbe, d'exciter ou de favoriser leur évasion de toute autre manière.—Sera réputé fauteur de désertion, et, comme tel, puni par voie de police correctionnelle, des peines portées par la loi du 24 brumaire an 6, tout individu convaincu de leur avoir procuré ou laissé porter d'autres vêtemens que ceux qui leur seront assignés, de leur avoir fourni ou facilité les moyens de couper ou raser leur barbe, ou d'avoir de toute autre manière excité ou favorisé leur évasion.—Tout individu qui aura arrêté un condamné au boulet qui s'évadera, recevra une gratification de cent francs.—La peine de tout condamné au boulet qui révélera un complot d'évasion formé par un ou plusieurs desdits condamnés, sera commuée en celle des travaux publics.—Tout condamné au boulet qui s'évadera, sera condamné par la commission qui sera désignée ci-après, soit à une détention double de celle qu'il devait subir, soit à traîner deux boulets pendant tout le temps de sa détention.

51. Les peines de discipline et police seront prononcées, contre les condamnés au boulet, par le commandant de la place, d'après une instruction adressée à cet effet par le ministre de la guerre. — Pour les délits graves qu'ils pourront commettre, ils seront délégués à une commission militaire composée du commandant de la place et des quatre officiers supérieurs les plus anciens du grade le plus élevé dans la garnison. Le commandant de la gendarmerie, dans ladite place, fera, près de cette commission, les fonctions de rapporteur. Cette commission les condamnera, suivant la nature et la gravité du délit, soit à la mort, soit à une plus longue détention, soit au double boulet pendant un temps déterminé.—Le jugement de la commission ne pourra être exécuté qu'avec l'approbation du général commandant la division. — Toutes les fois qu'un condamné au boulet aura été condamné par la commission ci-dessus, soit au double boulet, soit à une plus longue détention, il lui sera fait, par son jugement, défense, sous peine de deux ans de fers, de fixer sa résidence, lorsqu'il aura été mis en liberté, à moins de vingt lieues de la ville où siège le gouvernement. Cette peine lui sera infligée par le conseil de guerre devant lequel il sera traduit.

TITRE VII. — De la peine des travaux publics.

52. Les déserteurs condamnés aux travaux publics seront employés, soit à des travaux militaires, soit à des travaux civils.—Ils ne porteront ni chaînes ni fers, que lorsqu'ils y auront été momentanément condamnés par mesure de police ou discipline. — Ils travailleront le même nombre d'heures que les ouvriers du pays.—Leurs vêtements pourront conserver quelque chose des formes militaires, mais différeront des couleurs affectées à l'armée et de celles qui le seront aux condamnés au boulet : ils porteront des souliers.—Ils ne pourront ni couper ni raser leur barbe ; ils conserveront leurs moustaches ; leurs cheveux seront rasés tous les huit jours.— Ils seront ou logés dans des casernes particulières qui n'auront aucune communication avec celles de la garnison, ou bien campés ou baraqués proche de leurs travaux.—Dans leurs casernes, ils auront des demi-fournitures ; dans leurs tentes ou baraques, les effets ordinaires de campement.—Ils recevront le pain militaire et une ration de riz ou légumes secs.

53. Chaque atelier sera composé de soixante-douze hommes, et sera divisé en six sections.—Il y aura pour chaque atelier une garde de police et de sûreté, composée de sous-officiers et gendarmes pris dans les dépôts de ce corps.—La force en sera réglée par le ministre de la guerre.—Ces sous-officiers et gendarmes recevront une augmentation de traitement d'un quart en sus.—Chaque section sera commandée par un chef de section pris parmi les condamnés.—Le chef de section aura un traitement particulier de dix centimes par jour.—Il ne sera formé un second atelier que lorsque le premier sera complet. Lorsqu'il y aura plusieurs ateliers formés, on n'en formera de nouveaux qu'après avoir complété les premiers.—Le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur se concerteront à l'effet de procurer sans cesse du travail aux ateliers ; mais on ne mettra jamais plus de quatre ateliers les uns à portée des autres.—Le ministre de la guerre déterminera la forme et la couleur des vêtements des condamnés aux travaux, leur régime, police et discipline, tant en santé qu'en maladie, dans leurs camps ou casernes, et pendant leurs travaux, et donnera tous les ordres nécessaires pour prévenir leur évasion.—Les journées des déserteurs condamnés aux travaux seront payées un quart moins que celles des journaliers ordinaires du pays.—Le prix de ces travaux sera réparti ainsi qu'il est dit article 48.—Il sera passé, tous les six mois, une revue de chaque atelier, par un inspecteur délégué à cet effet par le ministre de la guerre. Cet inspecteur désignera, dans son rapport au ministre, ceux des condamnés qui lui paraîtront dignes, par leur conduite, leur subordination, leur activité aux travaux, d'obtenir leur grace. Le ministre fera son rapport au premier consul, qui prononcera (1).

54. Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 50, relatifs aux auteurs de désertion des condamnés au boulet, sont déclarés communs aux auteurs de désertion des condamnés aux travaux publics.—Tout individu qui arrêtera un condamné aux travaux qui s'évadera, recevra une gratification de cent francs.—Tout condamné aux travaux qui révélera un complot d'évasion formé par un ou plusieurs condamnés aux travaux, recevra sa grace.

55. Les peines de discipline et police seront prononcées contre les condamnés aux travaux, par le maréchal-des-logis de gendarmerie chargé de la surveillance de l'atelier ; et ce, d'après une instruction rédigée à cet effet

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 25 janvier 1807, portant que la grace emporte remise de l'amende non encore acquittée.

par le ministre de la guerre.—Pour les délits graves, ils seront traduits devant une commission militaire composée ainsi qu'il est dit article 51. Cette commission les condamnera, suivant la nature et la gravité du délit, soit à la mort, soit à la peine du boulet, pendant un temps qui ne pourra excéder dix ans, soit à une prolongation à la peine des travaux publics. Le jugement de la commission ne pourra être exécuté qu'avec l'approbation du général commandant la division.

TITRE VIII.—De la peine de l'amende.

56. Conformément à la loi du 17 ventose an 8, tout déserteur sera condamné à une amende de quinze cents francs (1).

57. Dans la huitaine qui suivra la condamnation d'un déserteur, le commandant du corps enverra au ministre deux copies du jugement. Ces copies seront certifiées conformes à l'original par le commandant d'armes ou du lieu, ou par le général de brigade qui aura assemblé le conseil de guerre.

58. Le ministre de la guerre légalisera l'une de ces copies, et l'enverra au directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, pour faire poursuivre le paiement de l'amende, par les voies prescrites par la loi du 17 ventose an 8.—Le ministre de la guerre adressera, chaque mois, au ministre du trésor public, un état nominatif de tous les déserteurs condamnés à l'amende pendant le mois précédent. Cet état fera connaître le département dans lequel se feront les poursuites, et le corps auquel l'amende devra être payée.

59. Il est alloué à l'administration de l'enregistrement, pour remises et frais, cinq centimes sur la recette desdites amendes. Ces amendes seront versées directement par les préposés de la régie aux receveurs d'arrondissement, qui s'en chargeront en recette. Ils en délivreront récépissé particulier et par duplicata. Le duplicata de ce récépissé sera adressé par la régie au conseil d'administration du régiment ou du corps auquel le condamné appartenait. — Le produit desdites amendes sera délivré aux conseils d'administration par le trésor public, sur la demande qu'ils en feront au ministre de ce département, appuyée du duplicata du récépissé dont l'envoi leur aura été fait. — Ce paiement sera ordonné, en conformité de l'arrêté du 26 floréal an 10.

60. Il sera accordé au greffier du conseil de guerre spécial, dix francs pour la totalité des actes qu'il rédigera dans une même affaire jugée contradictoirement, soit auprès du rapporteur, soit auprès du conseil de guerre, y compris la transcription de la minute de la procédure et des autres pièces du procès sur le registre à ce destiné, les copies du jugement pour le ministre de la guerre, celle qui doit être déposée au lieu où sera détenu le condamné, et celle pour le général de la division. — Lorsque l'affaire aura été jugée par contumace, le greffier n'aura que six francs.

61. Les membres du conseil de guerre spécial et le rapporteur n'auront droit, en raison de leurs fonctions respectives, à aucune indemnité, ni gratification, ni traitement; ils les exerceront gratuitement.

62. Les militaires, les inspecteurs aux revues, les commissaires des guerres, les employés à l'armée ou à sa suite, qui reçoivent directement de la république un traitement d'activité, appelés en témoignage, ne pourront prétendre, à raison de leur déplacement, soit pendant le voyage, soit pendant le séjour, qu'à l'indemnité de route fixée à leur grade respectif.

(1) Cet article et les trois articles suivans ont été abrogés par l'ordonnance du 21 février—6 mars 1816, art. 2. — L'amende est remplacé par la condamnation aux frais de la procédure.

63. Les citoyens non militaires et les employés à l'armée ou attachés à sa suite, auxquels la république ne paie directement aucun traitement d'activité, recevront, lorsqu'ils seront appelés en témoignage, une indemnité de deux francs cinquante centimes par jour de voyage ou de séjour.

64. Il sera également accordé une indemnité aux interprètes, laquelle ne pourra excéder six francs par séance entière de jour, et neuf francs de nuit, non compris la traduction des pièces de conviction, dont le prix sera évalué séparément, et suivant la nature du travail, par le conseil de guerre spécial.

65. Les indemnités prescrites par les articles précédens, ainsi que les gratifications accordées par les arrêtés du gouvernement aux gendarmes et préposés aux douanes qui auront arrêté un déserteur, seront payées par le corps du condamné; savoir: au témoin, sur la représentation de la citation au bas de laquelle le rapporteur aura fixé le montant de la taxe; à l'interprète, sur la représentation de la citation en vertu de laquelle il aura été appelé pour remplir les fonctions d'interprète, et au bas de laquelle le conseil de guerre aura fixé le montant de ce qui lui est dû; au gendarme ou préposé aux douanes, sur la représentation du procès-verbal d'arrestation; et au greffier, lors de la remise des pièces. Les sommes ci dessus seront prélevées sur le produit des amendes que les déserteurs condamnés doivent payer.

66. Il sera tenu, dans chaque corps, un état du produit desdites amendes, et des dépenses qui auront eu lieu en exécution de l'article précédent. L'excédant desdites dépenses sera, conformément à l'article 12 de la loi du 17 ventose an 8, uniquement destiné, par les corps, à remplacer par enrôlemens volontaires les déserteurs condamnés.

TITRE IX. — Application des peines contre la désertion.

67. Sera puni de mort, — 1° Le déserteur à l'ennemi; — 2° Tout chef de complot de désertion; — 3° Tout déserteur étant en faction; — 4° Tout déserteur qui aura emporté ses armes ou celles de ses camarades (1); — 5° Tout déserteur à l'étranger, qui y aura pris du service, ou qui y sera passé une seconde fois; — 6° Tout condamné au boulet ou aux travaux, qui se sera rendu coupable de révolte ou soulèvement contre ses surveillans, ses chefs ou la garde; qui aura commis un crime puni par le Code pénal ou par le Code militaire, de la mort ou des fers.

68. Seront réputés déserteurs à l'ennemi ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi du 21 brumaire an 5. — Seront réputés chefs de complot ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi précitée (2).

69. Seront punis de la peine du boulet, — 1° Le déserteur à l'étranger; — 2° Le déserteur à l'intérieur qui aura emporté des vêtemens ou des effets appartenant à ses camarades (3); — 3° Le déserteur à l'intérieur qui, à l'avenir, aura déserté plus d'une fois; — 4° Le déserteur des travaux publics.

70. La durée de la peine du boulet sera toujours de dix ans, et sera augmentée de deux ans pour chacune des circonstances ci-apres, savoir: — 1° Si la désertion n'a pas été individuelle; — 2° Si le coupable était d'un

(1) Abrogé par l'art. 9 de la loi du 15—20 juillet 1829, laquelle a réduit la peine aux travaux forcés à temps.

(2) Voyez cette loi, et la note.

(3) Abrogé par l'art. 9 de la loi interprétative du 15—20 juillet 1829.

service quelconque, ou s'il a escaladé les remparts; — 3° S'il est déserté de l'armée, ou d'une place de première ligne.

71. Sera réputé déserteur à l'étranger tout sous-officier ou soldat qui, sans ordre ou permission par écrit de son supérieur, aura franchi les limites fixées par le commandant de la troupe dont il fait partie, et qui sera arrêté dans les deux lieues de l'extrême frontière, allant vers cette frontière, lorsque sa famille n'aura pas son domicile dans ledit espace de deux lieues et du côté où il se dirigeait.

72. La désertion à l'intérieur sera punie de la peine des travaux publics. — La durée de la peine des travaux publics sera toujours de trois ans; mais elle sera augmentée de deux ans pour chacune des circonstances suivantes: 1° Si la désertion n'a pas été individuelle; — 2° Si le coupable était d'un service quelconque, ou s'il a escaladé les remparts; — 3° S'il est déserté de l'armée ou d'une place de première ligne; — 4° S'il a emporté des effets fournis par l'état ou par le corps (1).

73. Pendant la guerre, sera réputé déserteur tout sous-officier ou soldat qui aura abandonné son corps sans permission, ou qui, ayant obtenu un congé, n'aura pas rejoint après l'expiration dudit congé. — Sera réputé avoir abandonné son corps, celui qui, à l'armée ou dans une place de guerre, en sera absent depuis vingt-quatre heures, et, en tout autre lieu, depuis quarante-huit heures. — Sera réputé n'avoir pas rejoint après l'expiration de son congé, celui qui aura dépassé de huit jours la durée dudit congé.

74. Pendant la paix, sera réputé déserteur tout sous-officier ou soldat qui, ayant plus de six mois de service, aura abandonné son corps depuis trois fois vingt-quatre heures dans un camp ou une place de guerre, et depuis huit jours dans tout autre lieu, ou qui aura dépassé de quinze jours la durée de son congé. — Celui qui, ayant moins de six mois de service, abandonnera son corps dans un camp ou une place de guerre, ne sera déclaré déserteur qu'après quinze jours d'absence, et qu'après un mois dans tout autre lieu. — Celui qui aura moins de six mois de service, et qui aura obtenu un congé, ne sera déclaré déserteur qu'après un mois du jour de l'expiration de son congé. — Ne pourront prétendre à jouir des jours de repentir accordés, par le présent article, aux individus qui auront moins de six mois de service, ceux dont la désertion n'aura pas été individuelle, ceux qui auront déserté étant de service, et ceux qui auront emporté leur habit. Ils seront dénoncés comme déserteurs après le temps fixé pour ceux qui ont plus de six mois de service.

75. Sera déclaré déserteur et puni comme tel tout conscrit qui, condamné comme réfractaire, et, comme tel, conduit à l'un des dépôts formés en exécution du présent arrêté, s'en sera absenté depuis vingt-quatre heures, ou aura abandonné depuis le même temps le détachement dont il faisait partie (2).

(1) L'art. 72 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 ne punit l'enlèvement des effets fournis par le corps ou par le gouvernement, que tout autant qu'il accompagne la désertion et comme circonstance aggravante: si donc le prévenu est acquitté du fait de désertion, l'enlèvement d'effets ne peut être puni que d'après les lois pénales ordinaires, et rentre dans le cas prévu par l'art. 408 du Cod. pén. Cass., 26 février 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 186; *Bull. crim.*, XXIII, 64.

(2) On ne peut considérer comme déserteur le jeune soldat qui a refusé de se rendre à son corps, mais qui, n'ayant jamais été incorporé de fait dans un régiment, ne peut être réputé avoir abandonné ses drapeaux. Lyon, 27 juillet 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 22.

Sur le *recel* des déserteurs, voyez la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), et les notes.

TITRE X. — De l'exécution des jugemens.

76. Tout déserteur condamné à la mort sera exécuté ainsi qu'il a été prescrit par les lois antérieures.

77. Tout déserteur condamné au boulet sera conduit à la parade le lendemain du jour où il aura été jugé. — Il y paraîtra trainant le boulet, et revêtu de l'habillement des condamnés au boulet. — Il entendra la lecture de sa sentence à genoux et les yeux bandés. Il parcourra, toujours les yeux bandés, le front entier des gardes et de son corps, qui sera en bataille. — Le corps dont il faisait partie défilera ensuite devant lui à la tête des gardes du jour : sa compagnie marchera la première.

78. Le déserteur condamné aux travaux publics arrivera à la parade revêtu de l'habillement prescrit aux condamnés aux travaux publics. Il entendra sa sentence debout, n'aura point les yeux bandés ; il ne parcourra ni le front de la parade, ni celui de son corps ; les gardes et son corps défilent devant lui.

79. Les déserteurs condamnés partiront dans les vingt-quatre heures, sous l'escorte de la gendarmerie ; ils seront conduits directement au lieu où ils devront subir leur peine.

80. Les gendarmes chargés de conduire les condamnés dans les places ou autres lieux où ils devront être mis aux travaux publics ou au boulet, seront porteurs, sous peine d'un mois de prison, d'une copie en forme du jugement de chaque condamné. — Cette copie sera enregistrée par le commissaire des guerres, et, à son défaut, par le maire du lieu, sur un registre établi à cet effet, et y demeurera annexée. Le commandant d'armes ou du lieu signera cet enregistrement.

TITRE XI. — De la cessation de la peine.

81. Il sera délivré une cartouche rouge à tout condamné au boulet qui sera mis en liberté, après avoir subi le nombre d'années de détention auquel il aura été condamné : cette cartouche portera qu'il est libéré de la peine du boulet. La cartouche de celui qui ne devra point fixer sa résidence à moins de vingt lieues de l'endroit où siégera le gouvernement, en fera mention. — Sa cartouche lui sera délivrée par le surveillant des condamnés, visée par le commandant d'armes et par le commissaire des guerres, approuvée par le général commandant la division. — Il sera fait mention de la délivrance de la cartouche dans le registre, à la marge de l'enregistrement du jugement.

82. Tout condamné au boulet, dont la peine aura été commuée en celle des travaux publics, ne recevra point de cartouche : copie des lettres de commutation de peine qui lui auront été accordées, sera inscrite à la marge de l'enregistrement de son jugement de condamnation. Il sera conduit par la gendarmerie à l'atelier des travaux publics désigné par le ministre de la guerre.

83. Tout condamné aux travaux publics qui aura subi sa peine ou obtenu sa grace, sera mis en liberté : il recevra une cartouche sur papier blanc, portant qu'il a expié sa peine, et qu'il est, à compter de ce jour, à la disposition du gouvernement pendant huit ans. — Il sera de suite placé dans le corps de troupes qui sera indiqué par le ministre de la guerre. Il y sera inscrit, au moment de son arrivée, comme un recrue ordinaire, et traité de même. Il ne sera fait, sur les contrôles du corps, aucune mention de la peine qu'il aura subie. Sa cartouche lui sera délivrée par le maréchal-des-logis de la gendarmerie, visée par le commandant d'armes et par le com-

missaire des guerres, approuvée par le général commandant la division. Il sera fait mention de la délivrance de la cartouche à la marge de l'enregistrement du jugement.

TITRE XII. — Dispositions générales.

84. Lecture du présent arrêté sera faite, le premier dimanche de chaque mois, à tous les corps de l'armée française.

85. Pareille lecture sera faite, aux mêmes époques, aux condamnés aux travaux publics et aux condamnés au boulet.

86. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

N° 147. = 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803). = **ARRÊTÉ relatif aux poursuites à exercer par les receveurs des communes et ceux des hôpitaux pour la recette et perception des revenus de ces établissemens.** (III, Bull. CCCXXI, n° 3260.)

Art. 1^{er}. Les receveurs des communes et les receveurs des revenus des hôpitaux, bureaux de charité, maisons de secours et autres établissemens de bienfaisance, sous quelque dénomination qu'ils soient connus, seront tenus de faire, sous leur responsabilité respective, toutes les diligences nécessaires pour la recette et la perception desdits revenus, et pour le recouvrement des legs et donations, et autres ressources affectées au service de ces établissemens; de faire faire, contre tous les débiteurs en retard de payer, et à la requête de l'administration à laquelle ils sont attachés, les exploits, significations, poursuites et commandemens nécessaires; d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux; d'empêcher les prescriptions; de veiller à la conservation des domaines, droits, privilèges et hypothèques; de requérir à cet effet l'inscription, au bureau des hypothèques, de tous les titres qui en sont susceptibles, et de tenir registre desdites inscriptions, et autres poursuites et diligences.

2. Pour faciliter aux receveurs l'exécution des obligations qui leur sont imposées par l'article précédent, ils pourront se faire délivrer, par l'administration dont ils dépendent, une expédition en forme de tous les contrats, titres nouveaux, déclarations, baux, jugemens, et autres actes concernant les domaines dont la perception leur est confiée, ou se faire remettre par tous dépositaires lesdits titres et actes, sous leur récépissé.

3. On fixera, dans le délai de trois mois et dans les formes établies, la somme qui devra être allouée à chaque comptable pour le travail dont il est chargé, et la responsabilité qui lui est imposée par le présent arrêté.

4. Chaque mois, les administrateurs s'assureront des diligences des receveurs par la vérification de leurs registres.

5. Seront, au surplus, lesdits receveurs soumis aux dispositions des lois relatives aux comptables des deniers publics et à leur responsabilité (1).

N° 148. = 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803). = **ARRÊTÉ contenant règlement pour les écoles secondaires communales** (2). (III, Bull. CCCXXII, n° 3270.)

Administration.

Art. 1^{er}. Il y aura, dans chaque ville où il sera établi une école secondaire

(1) Les tribunaux compétens pour juger sommairement et sans frais la validité des poursuites en matière de recouvrement de biens communaux, ne peuvent, sans excès de pouvoirs, prononcer une condamnation de dépens contre un perceuteur, et ordonner la suspension de ses poursuites en recouvrement. Arr. du cons., 19 mars 1803, Sir., Jur. du cons., I, 153.

(2) Ce sont aujourd'hui les collèges communaux. — Voyez, dans les lois citées en note du

communale, un bureau d'administration de cette école. — Ce bureau sera composé du sous-préfet, du maire, du commissaire du gouvernement près le tribunal d'arrondissement, s'il y en a un, de deux membres du conseil municipal, du juge de paix de l'arrondissement, et du directeur.

2. Ce bureau remplira ses fonctions gratuitement. — Il s'assemblera tous les mois, et plus souvent s'il le juge convenable.

3. Il exercera sa surveillance sur toutes les parties de l'école.

4. La première nomination du directeur et des professeurs des écoles à établir se fera de la manière suivante : — Le bureau présentera au ministre de l'intérieur deux sujets pour chaque place. — Cette présentation sera transmise par le sous-préfet, avec son avis, au préfet du département, qui donnera en même temps son avis sur les deux sujets, et le ministre nommera l'un d'eux.

5. Les écoles une fois organisées, lorsqu'une place de directeur ou de professeur vaquera, le bureau d'administration présentera deux sujets ; et le ministre de l'intérieur, sur l'avis du sous-préfet et du préfet, nommera l'un des deux candidats.

6. Le sous-préfet, et, à son défaut, le maire, sera le président du bureau d'administration ; les autres membres rempliront tour à tour les fonctions de vice-président et de secrétaire, de trois mois en trois mois.

7. Il y aura un registre coté et paraphé par le président, sur lequel seront transcrites toutes les délibérations du bureau. — En cas de partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante.

Dispositions générales.

8. L'instruction dans les écoles communales secondaires sera donnée à des élèves pensionnaires et à des élèves externes.

9. En conséquence, il pourra y avoir, près chaque école secondaire, un pensionnat, qui sera établi dans les bâtimens de l'école. — Ce pensionnat sera au compte du directeur, avec qui il sera fait des conventions par le bureau d'administration.

10. Le prix de la pension des élèves sera fixé par le bureau d'administration, ainsi que la rétribution que devront payer les externes.

11. Il y aura des places gratuites dans les écoles secondaires communales.

12. Les jeunes gens qui jouiront de ces places seront entretenus aux frais du directeur, sur le bénéfice des pensionnats.

13. Il y aura une place par cinquante élèves pensionnaires. Ces places seront données à des élèves qui auront obtenu le plus de succès, et qui se seront fait remarquer par une bonne conduite, ou à des fils de militaires ou de fonctionnaires publics civils, judiciaires, administratifs ou municipaux, habitans des communes où seront établies les écoles.

14. Les élèves gratuits seront nommés par le ministre de l'intérieur, sur une présentation double, qui sera faite par le bureau d'administration, et transmise par le préfet du département, avec son avis et celui du sous-préfet.

15. Les classes vaqueront un jour par semaine, qui pourra, sur l'arrêté du bureau d'administration, être partagé en deux demi-jours.

titre de la loi générale du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), sur l'instruction publique, les dispositions concernant l'enseignement dans les collèges et l'administration de ces établissemens.

Le mode de nomination des proviseurs des collèges communaux, des professeurs, régens, maîtres d'études, a changé : voyez spécialement, à cet égard, le décret du 17 mars 1808 et les ordonnances des 17—21 février 1815 et 8—27 avril 1824. Mais les attributions, la discipline intérieure et le mode d'enseignement sont restés à peu de chose près les mêmes.

16. Les vacances auront lieu depuis le 15 fructidor jusqu'au 15 vendémiaire suivant.

17. Les professeurs des écoles secondaires communales porteront, dans leurs fonctions et dans les cérémonies publiques, habit français complet noir, chapeau français. — Le directeur aura de plus une broderie noire en soie au collet.

Directeur et professeurs.

18. Le directeur sera le chef de l'école. — Il surveillera toutes les parties de l'enseignement, et assurera l'exécution des réglemens.

19. Il rendra compte, tous les mois, au bureau d'administration, de l'état de l'école.

20. Les professeurs seront chargés de l'instruction des élèves pendant les classes.

21. Ils donneront l'exemple de l'exactitude à se rendre aux classes aux heures prescrites. — Ils ne pourront se faire remplacer que dans les cas de maladie, et après en avoir prévenu le directeur, qui fera ou approuvera le choix du remplaçant.

22. Ils enseigneront les parties pour lesquelles ils seront engagés, conformément au présent règlement.

23. Ils mettront entre les mains de leurs élèves les ouvrages adoptés pour les lycées. — A cet effet, le travail des deux commissions chargées de désigner les livres classiques à l'usage des lycées sera imprimé à la suite de ce règlement.

Enseignement.

24. Aux termes de l'article 6 de la loi du 11 floréal an 10, l'instruction, dans les écoles secondaires établies par les communes, aura pour objet les langues latine et française, la géographie, l'histoire et les mathématiques.

25. L'enseignement des langues latine et française, de la géographie et de l'histoire se divisera en six classes dénommées ainsi qu'il suit : sixième, cinquième, quatrième, troisième, deuxième et première. — Il en sera de même pour les mathématiques.

26. Les élèves feront deux classes par an.

27. En conséquence, il y aura, chaque année, deux examens, l'un au 15 fructidor et l'autre au 1^{er} germinal. — Les élèves qui n'auront pas les connaissances suffisantes pour passer à une classe supérieure resteront dans la même classe. — Les examens seront faits par le directeur et le professeur de la classe pour laquelle les élèves se présenteront. — Si le directeur est en même temps professeur, il s'adjoindra un autre professeur pour l'examen des élèves qui se présenteront à sa classe.

28. Chaque professeur fera deux classes par jour, une le matin, et une le soir.

29. Dans les écoles où, conformément à l'article 7 de l'arrêté du 30 frimaire an 11, il n'y aura que trois professeurs, deux seront pour les langues latine et française, la géographie et l'histoire, et le troisième pour les mathématiques. — Le premier professeur fera les sixième et cinquième classes. — Dans la sixième, on enseignera les élémens de la grammaire latine et française; on commencera à expliquer les auteurs latins les plus faciles, et on montrera à chiffrer. — Dans la cinquième, on continuera l'explication des auteurs latins et français; on y joindra la lecture de quelques auteurs français les plus à la portée des jeunes gens, et analogues aux auteurs latins qu'on aura mis entre leurs mains; on leur fera apprendre par cœur les

morceaux les plus intéressans ; on exercera les élèves à pratiquer les quatre règles de l'arithmétique sur les nombres entiers seulement. — Le deuxième professeur fera les quatrième et troisième classes. — Dans la quatrième, on continuera l'étude des langues latine et française et de l'arithmétique, et on enseignera les élémens de la géographie. — Dans la troisième, on expliquera les poètes latins les plus faciles à traduire, et on ne lira ou apprendra que les poètes français du même genre ; on donnera en outre les élémens de la chronologie et de l'histoire. — Le troisième professeur fera les sixième et cinquième classes de mathématiques. — Dans la sixième on enseignera l'arithmétique jusqu'aux fractions décimales exclusivement, et les élémens de l'histoire naturelle ; — Dans la cinquième, le reste de l'arithmétique, les premiers élémens de physique, et quelques propositions de géométrie nécessaires pour la pratique des opérations les plus faciles du toisé et de l'arpentage. — Dans les écoles où il y aura quatre professeurs, le quatrième continuera l'enseignement du latin et du français ; il fera en conséquence les deuxième et première classes. — Dans la deuxième, on poursuivra l'étude des langues latine et française ; on développera la géographie ; on enseignera l'histoire avec plus de détails, jusqu'à la fondation de l'empire français ; on traitera de la mythologie et de la croyance des différens peuples dans les divers âges du monde. — Dans la première, on complètera l'étude du latin et de la géographie ; on enseignera l'histoire de France ; on y joindra une idée succincte des divers genres de compositions littéraires. — Dans les écoles où il y aura cinq professeurs, le cinquième fera les quatrième et troisième classes de mathématiques. — Dans la quatrième, on enseignera la première partie des élémens de géométrie et d'astronomie ; dans la troisième, la seconde partie des élémens de géométrie et d'astronomie ; on y joindra les premiers principes de la statique, et la description succincte des machines simples. — Dans les écoles où il se trouvera six professeurs, il y aura un professeur de belles-lettres latines et françaises, qui fera deux classes par jour. — Chaque classe durera un an, de manière qu'en deux ans le cours de belles-lettres latines et françaises soit terminé. — S'il y a sept professeurs, le septième fera les deuxième et première classes de mathématiques. — Dans la deuxième, on enseignera les élémens d'algèbre et ceux de chimie ; — Dans la première, la trigonométrie, l'application de l'algèbre à la géométrie, les élémens de minéralogie ; on y joindra les principes généraux de physique, de l'équilibre des fluides, et quelques notions d'électricité et de magnétisme. — S'il y a huit professeurs, l'enseignement sera en tout semblable à celui des lycées.

30. Pour exercer la mémoire des élèves, on leur fera apprendre par cœur les plus beaux morceaux des auteurs latins et français qu'ils auront lus ou expliqués.

31. Il pourra y avoir, dans les écoles secondaires communales, des maîtres de langues étrangères, de dessin et d'arts d'agrément, quand le bureau d'administration le jugera convenable et possible.

Elèves pensionnaires.

32. Les élèves pensionnaires porteront un habit ou une redingote de drap vert, doublé de même couleur, collet et paremens couleur ponceau ; chapeau rond jusqu'à quatorze ans, chapeau français après cet âge : boutons blancs en entier de métal, portant les mots *Ecole secondaire* au milieu, et autour en légende le nom du lieu où sera l'école.

Communication des élèves avec le dehors.

33. Aucun élève pensionnaire ne pourra sortir de l'école, sous quelque prétexte que ce soit, sans une permission du directeur.

34. Les élèves n'auront de correspondance qu'avec leurs parens ou les personnes qui leur en tiendront lieu.

35. Les lettres arrivant de la poste, ou apportées par des commissionnaires, seront remises par le portier au directeur, qui les fera passer aux élèves.

Ordre général des exercices.

36. Pour éviter le désordre et la confusion, les élèves, dans tous les mouvemens qui se feront pendant la journée, marcheront sur deux rangs.

37. Les exercices de la journée seront distribués ainsi qu'il suit : — A cinq heures et demie, lever pour les jours ordinaires; et à six heures pour les jours de congé, de dimanches et de fêtes.

Jours ordinaires.

À six heures, prière et étude jusqu'à sept heures et demie; — A sept heures et demie, déjeuner jusqu'à huit; — A huit heures, classe jusqu'à dix; — A dix heures, étude jusqu'à onze heures et demie; — A onze heures et demie, leçon d'écriture et de dessin jusqu'à midi et demi; — A midi et demi, dîner jusqu'à une heure et quart; — A une heure et quart, récréation jusqu'à deux heures; — A deux heures, étude jusqu'à trois heures; — A trois heures, classe jusqu'à cinq heures moins un quart; — A cinq heures moins un quart, goûter; — A cinq heures, étude jusqu'à sept heures; — A sept heures, récréation jusqu'à sept heures et demie; — A sept heures et demie, souper et récréation; — A neuf heures moins un quart, prière en commun; — A neuf heures, coucher; — A neuf heures et quart, toutes les lumières seront éteintes.

Jours de congé.

Prière et étude depuis six heures et demie jusqu'à huit heures; — A huit heures, déjeuner et récréation jusqu'à neuf heures et demie, ensuite étude jusqu'à onze heures; — A onze heures, récréation jusqu'à midi et demi; — A midi et demi, dîner; immédiatement après le dîner, départ pour la promenade, en hiver jusqu'à cinq heures, en été jusqu'à sept heures; — En hiver, étude depuis cinq heures jusqu'à sept heures et demie; — Les autres exercices comme à l'ordinaire.

Jours de dimanches et de fêtes.

Les élèves se rendront à l'office immédiatement après le déjeuner, c'est-à-dire à huit heures et demie. — Après l'office, récréation jusqu'à dix heures et demie. — A dix heures et demie, étude jusqu'à midi; — A midi, dîner et récréation jusqu'à une heure; — A une heure, office; immédiatement après l'office, départ pour la promenade.

38. Tous les jours, pendant les repas pris au réfectoire, il sera fait une lecture, et les élèves garderont le plus grand silence.

Elèves externes.

39. Les élèves externes seront présentés au directeur par leurs parens ou répondans.

40. Il leur sera donné une carte d'entrée sans laquelle ils ne pourront être admis dans les classes.

41. Ils seront tenus d'avoir une mise décente; mais ils ne pourront porter

l'uniforme des élèves pensionnaires, ni assister ni prendre part aux récréations.

42. Ils seront soumis à l'inspection du directeur.

43. Si un élève se conduit mal, le directeur en fera son rapport au bureau d'administration, qui décidera s'il y a lieu ou non à l'exclusion.

44. Les élèves paieront leur rétribution par trimestre et d'avance.

45. On ne rendra rien à ceux que leur inconduite fera exclure dans le cours d'un trimestre.

Exercices religieux.

46. Il y aura, autant qu'il sera possible, une chapelle dans l'intérieur de l'école, pour la célébration des offices, les jours de dimanches et de fêtes.

47. Dans ce cas, un des prêtres de la paroisse dans laquelle se trouvera l'école, remplira les fonctions d'aumônier.

48. S'il ne peut y avoir de chapelle, les élèves seront conduits à l'église de la paroisse.

49. Ils s'y rendront dans l'ordre prescrit par l'article 36, et observeront en route et dans l'église la plus grande décence.

50. Si, dans la ville où il y aura une école secondaire communale, il se trouve un ou plusieurs édifices affectés à des cultes différens, les élèves qui suivront ces cultes y seront conduits avec le même ordre.

51. S'il n'y a point de ces édifices, on fera aux élèves non catholiques romains, pendant la durée des offices catholiques romains, une instruction sur la morale de l'évangile.

52. Le directeur avisera aux moyens de faire instruire les élèves dans leur religion, d'après le vœu de leurs parens.

Exercices publics et prix.

53. A la fin de chaque année, il y aura des compositions générales pour les prix de toutes les classes, et des exercices sur toutes les parties de l'instruction.

54. Les sujets des compositions seront donnés par le directeur, de concert avec les professeurs; les prix seront décernés par le bureau d'administration, qui pourra s'adjoindre tels examinateurs qu'il jugera à propos. — Les exercices se feront en public et en présence des membres du bureau d'administration.

55. Il y aura, pour chaque classe, un premier et un second prix, et jamais plus de quatre accessits.

56. La distribution solennelle des prix se fera le 14 fructidor de chaque année.

Peines et récompenses.

57. Les peines consisteront dans des surcroîts de travail, dans des privations de récréation ou de promenade, dans les arrêts et la prison.

58. Les peines légères, telles que le surcroît de travail, les arrêts et la privation de récréation ou de promenade, pourront être ordonnées par les professeurs. — Celle de la prison ne le sera que par le directeur.

59. Il y aura, outre les prix portés à l'article 53, des prix pour la bonne conduite et l'exactitude à remplir ses devoirs.

maisons d'éducation et aux écoles susceptibles d'être érigées en écoles secondaires (1). (III, Bull. CCCXXII, n° 3271.)

Art. 1^{er}. En exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté du 4 messidor an 10, les sous-préfets feront, dans leur arrondissement respectif, la visite des maisons d'éducation tenues par des particuliers, où l'on enseignera, conformément à l'article 6 de la loi du 11 floréal même année, les langues latine et française, la géographie, l'histoire et les mathématiques, et qui, par conséquent, peuvent être érigées en écoles secondaires.

2. Ces visites se feront, pour l'an 12 seulement, dans le premier, et, à l'avenir, dans le dernier trimestre de chaque année.

3. Les maisons d'éducation qui ont déjà obtenu le titre d'écoles secondaires, seront également visitées.

4. Aucune école particulière ne pourra être portée à l'avenir au rang des écoles secondaires, si elle n'a au moins trois instituteurs, y compris le chef, et cinquante élèves tant pensionnaires qu'externes.

5. Chaque préfet formera en conséquence un état général des écoles de son département qui rempliront les conditions prescrites par l'article précédent. Cet état sera présenté à l'approbation du gouvernement.

6. Les écoles particulières qui seront érigées en écoles secondaires, suivront le mode d'enseignement prescrit pour les écoles secondaires communales, sauf les modifications nécessitées par les localités ou les circonstances; lesquelles modifications seront soumises par les directeurs aux sous-préfets, et par ceux-ci aux préfets, qui les transmettront au conseiller d'état directeur général de l'instruction publique.

N° 150. = 25 vendémiaire an 12 (18 octobre 1803). = ARRÊTÉ qui règle l'uniforme des préposés au service des postes aux chevaux. (III, Bull. CCCXXII, n° 3274.)

Art. 1^{er}. L'uniforme des préposés au service des postes aux chevaux est arrêté ainsi qu'il suit :—Habit droit de drap bleu, broderie d'or et d'argent, conforme au modèle annexé au présent arrêté; savoir : pour les maîtres de poste, une baguette droite or et argent, aux paremens, aux poches et au collet;—Pour les inspecteurs particuliers, deux baguettes entrelacées, or et argent, et surmontées de la baguette droite, aux mêmes parties de l'habit;—Pour les inspecteurs principaux membres du conseil, la broderie entière aux mêmes parties de l'habit;—Pour tous, vestes et culottes chamois, bouton de métal blanc, portant l'inscription, *Inspection générale des postes aux chevaux*, pour les inspecteurs particuliers et les inspecteurs principaux; et simplement, *Poste aux chevaux*, pour les maîtres de poste et les postillons.

2. Les vestes des postillons seront en drap bleu, avec collet et paremens rouges.—Au bout de vingt ans de service, les postillons porteront un galon d'argent de quatre lignes au collet; et au bout de trente ans, le même galon aux paremens.

3. Les maîtres de poste, les inspecteurs particuliers et les inspecteurs principaux porteront le chapeau français, avec un petit bouton de métal du même modèle que celui de l'habit, et une ganse, qui sera noire pour les maîtres de poste, en argent pour les inspecteurs particuliers, et en or pour les inspecteurs principaux.

(1) Voyez l'arrêté précédent. Voyez aussi la note qui accompagne le tit. III de la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), sur l'instruction publique.

4. Les inspecteurs particuliers, les inspecteurs principaux et les maîtres de poste auront une arme.

N° 151.=27 vendémiaire an 12 (20 octobre 1803). = ARRÊTÉ *qui divise en trois arrondissemens le bassin de navigation formé des fleuves de la Charente, de la Seudre et de la Sèvre-Niortaise.* (III, Bull. CCCXXIII, n° 3278.)

Art. 1^{er}. Les fleuves de la Charente, de la Seudre, de la Sèvre-Niortaise, et les rivières y affluentes, formeront un seul bassin de navigation, sous le nom de *Bassin de la Charente, Seudre et Sèvre-Niortaise*.

2. Le bassin de la Charente, Seudre et Sèvre-Niortaise, sera divisé en trois arrondissemens, ainsi qu'il suit :

Premier arrondissement, comprenant la Charente, depuis le point navigable jusqu'aux limites du département de la Charente : chef-lieu, Angoulême.

Deuxième arrondissement, 1° la Charente, depuis les limites du département de la Charente jusqu'à la mer ; 2° la Boutonne dans toute son étendue ; 3° la Seudre dans toute son étendue : chef-lieu, Saintes.

Troisième et dernier arrondissement, 1° la Sèvre-Niortaise, depuis le point navigable jusqu'à la mer ; 2° les rivières du Mignon, de l'Authise et de la Vendée, dans toute leur étendue : chef-lieu, Niort.

3. Les tarifs en vertu desquels devra se faire la perception, et les lieux où les bureaux devront être établis, seront déterminés par des arrêtés spéciaux pour chaque arrondissement de navigation.

4. Il y aura, pour tout le bassin de la Charente, de la Seudre et de la Sèvre-Niortaise, un inspecteur, dont la résidence sera dans le département de la Charente-Inférieure.—Il lui sera alloué pour tout traitement, frais de bureau, logement, chauffage, frais de voyage, trois centimes par franc sur le montant des recettes des trois arrondissemens, sans que ledit traitement puisse cependant excéder quatre mille francs.

N° 152.=27 vendémiaire an 12 (20 octobre 1803). = ARRÊTÉ *contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation dans le premier arrondissement formé de la Charente, de la Seudre et de la Sèvre-Niortaise* (1). (III, Bull. CCCXXIII, n° 3279.)

N° 153.=27 vendémiaire an 12 (20 octobre 1803). = ARRÊTÉ *contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation dans le deuxième arrondissement formé de la Charente, de la Seudre et de la Sèvre-Niortaise.* (III, Bull. CCCXXIII, n° 3280.)

N° 154.=27 vendémiaire an 12 (20 octobre 1803). = ARRÊTÉ *contenant règlement pour la perception de l'octroi de navigation dans le troisième arrondissement formé de la Charente, de la Seudre et de la Sèvre-Niortaise.* (III, Bull. CCCXXIII, n° 3281.)

N° 155.=6 brumaire an 12 (29 octobre 1803). = ARRÊTÉ *contenant fixation des droits à l'entrée et à la sortie des cotons en laine et filés, des toiles de fil et coton, de celles de coton, et mousselines* (2). (III, Bull. CCCXXIII, n° 3282.)

N° 156.=6 brumaire an 12 (29 octobre 1803). = ARRÊTÉ *qui fixe l'époque*

(1) Les tarifs que contiennent cet arrêté et les arrêtés qui vont suivre, sont des réglemens de localité que nous croyons inutile de rapporter.

(2) Ces droits ont été fixés de nouveau par une foule de lois de douanes.

à laquelle devront cesser ou commencer les fonctions législatives. (III, Bull. CCCXXIV, n° 3311.)

N° 157. = 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux bâtimens affectés comme maisons d'habitation aux sénatoreries de Limoges et de Riom.* (III, Bull. CCCXXIV, n° 3312.)

N° 158. = 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803). = *ARRÊTÉ qui alloue des gratifications pour l'arrestation des condamnés aux fers évadés d'un bagne.* (III, Bull. CCCXXIX, n° 3313.)

Art. 1^{er}. En cas de reprise d'un condamné aux fers évadé d'un bagne, il sera alloué en gratification à tout individu qui aura arrêté et amené ce condamné, cent francs, s'il est repris hors des murs de la ville où il était détenu; cinquante francs, s'il est repris dans la ville; et vingt-cinq francs, s'il est saisi dans le port.

2. Tout gendarme ou tout citoyen qui, ayant repris un forçat évadé, n'aura pu le ramener au bagne, mais qui l'aura remis aux autorités compétentes pour être provisoirement détenu, devra faire parvenir au ministre de la marine un procès-verbal certifié par qui de droit, constatant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention du forçat : sur ce procès-verbal, qui sera ensuite adressé à l'administration de la marine dans le port d'où le forçat se sera évadé, la gratification accordée par l'article 1^{er} sera payée immédiatement.

N° 159. = 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803). = *AVIS du conseil d'état portant que les septuagénaires sont contraignables par corps pour le paiement de lettres ou billets de change* (1). (Sirey, tome VII, partie 2, page 871.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet de faire décider si la contrainte par corps doit être prononcée contre les septuagénaires qui ont signé des lettres ou billets de change, — Est d'avis que, dans l'état actuel de la législation, la contrainte par corps doit être prononcée contre les septuagénaires qui ont signé des lettres ou billets de change.

N° 160. = 15 brumaire an 12 (7 novembre 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe le traitement des fonctionnaires et professeurs des lycées, et les pensions des élèves nationaux* (2). (III, Bull. CCCXXVII, n° 3358.)

Art. 1^{er}. Les lycées de la république seront, conformément à l'arrêté du 5 brumaire an 11, divisés en trois classes, suivant le tableau n° 1^{er} annexé au présent arrêté.

2. Le traitement des fonctionnaires et des professeurs attachés à ces lycées, est fixé, pour chaque classe, conformément au même tableau.

(1) Aujourd'hui la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les septuagénaires pour fait de commerce, d'après l'art. 4 de la loi du 17—19 avril 1832, qui abroge toutes celles antérieures.

Voyez, sur la contrainte par corps, la loi générale du 15 germinal an 6 (4 avril 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent; et spécialement, en ce qui concerne les septuagénaires, l'art. 5 du titre 1^{er} de cette loi.

(2) Voyez l'arrêté du 4 brumaire an 11 (26 octobre 1802), et la note.

Quant au prix de la pension des élèves des collèges, il a été successivement élevé par les ordonnances des 12—20 février 1817 et 12—31 mars suivant.

3. Les pensions à la charge du gouvernement pour l'entretien des élèves nationaux, et celles des élèves entretenus par leurs parens, qui, conformément à la loi du 11 floréal an 10, doivent être uniformes, sont fixées dans la proportion établie par le tableau n° 2 annexé au présent arrêté.

4. Indépendamment du prix réglé par ce tableau, les élèves entretenus par leurs parens paieront annuellement une somme de cinquante francs pour tous frais de livres et dépenses relatives aux études.

5. Les lycées établis à Paris formeront une classe particulière. Le traitement des fonctionnaires et professeurs, ainsi que les pensions des élèves, y sont fixés ainsi qu'il suit : —Proviseur, cinq mille francs; censeur, trois mille cinq cents francs; procureur-gérant, trois mille francs; professeur de première classe, trois mille francs; professeur de seconde classe, deux mille cinq cents francs; professeur de troisième classe, deux mille francs; maître d'études, douze cents francs; maître d'exercices, neuf cents francs; pensions des élèves nationaux et de ceux entretenus aux frais des parens, neuf cents francs; supplément pour tous frais de livres et dépenses d'études, à payer par les élèves entretenus aux frais de leurs parens, cent francs.

6. Si, par la suite, un lycée placé, en vertu du présent arrêté, dans une des deux classes inférieures, acquérait une importance remarquable, soit par le nombre des élèves, soit par la réputation des professeurs ou des autres fonctionnaires, et par les progrès qu'y auraient fait les méthodes d'enseignement ou le mode d'administration, ce lycée pourra passer dans la classe supérieure, et les fonctionnaires jouiront de l'augmentation de traitement qui en dépend.

7. Les changemens de cette nature n'auront lieu que par un arrêté spécial du gouvernement, rendu sur le rapport du ministre de l'intérieur, d'après la proposition du conseiller d'état directeur général de l'instruction publique, et à compter seulement de l'an 16 de la république; la classification déterminée par les tableaux ci-annexés devant être, jusqu'à cette époque, invariablement maintenue.

8. Dans le cas du changement prévu par l'article précédent, la fixation du taux de la pension des élèves nationaux ou particuliers restera telle qu'elle est déterminée par le présent arrêté.

9. Les pensions, tant nationales que particulières, seront payées par quartier, et trois mois d'avance, entre les mains et sur les quittances du procureur-gérant du lycée, ainsi que l'a ordonné l'arrêté du 5 brumaire.

10. Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 5 brumaire an 11, relatives aux retenues et prélèvements ordonnés pour la portion supplétive des traitemens, sont maintenues, sauf la répartition de la rétribution des élèves externes : un tiers seulement de cette rétribution, dûment autorisée conformément à la loi, sera distribué au professeur qui aura les élèves externes dans sa classe; un tiers sera réparti entre tous les autres professeurs, à raison de la portion fixe de leur traitement; et un tiers sera mis en réserve pour être employé ainsi qu'il sera ordonné. Les états de ces distributions seront visés et arrêtés par le bureau d'administration du lycée, dans la forme qui sera déterminée.

11. Les proviseurs des lycées ne participant point à cette rétribution, attendu l'exception portée en l'article 39 de la loi du 11 floréal an 10, le supplément annuel qui leur est assuré, et qu'ils doivent toucher du gouvernement, selon le même article, sera ordonné, à la fin de chaque trimestre, par le ministre de l'intérieur, sur les fonds affectés aux lycées, d'après le rapport du conseiller d'état directeur général de l'instruction publique, et d'après le compte qui lui aura été rendu de la situation de chaque lycée.

12. La retenue à faire, conformément aux dispositions de l'article 42 de la même loi du 11 floréal an 10, sur les traitemens, pour former un fonds destiné aux pensions des fonctionnaires et des professeurs de chaque lycée, sera du vingt-cinquième de ces traitemens, et le montant en sera placé à la caisse d'amortissement.

N° 1^{er}. — Tableau de la classification des lycées, et des traitemens des fonctionnaires ou professeurs.

CLASSES.	EMPLOIS.	Traitemens alloués.	NOMS des villes où les lycées sont établis.
1 ^{re} classe.	Proviseur.....	4,000 fr.	Lyon.
	Censeur.....	2,500	Bordeaux.
	Procureur-gérant.....	2,000	Marseille.
	Professeurs { de 1 ^{re} classe.....	2,000	Rouen.
	{ de 2 ^e id.....	1,800	Strasbourg.
	{ de 3 ^e id.....	1,500	Bruxelles.
	Maître d'études.....	1,000	Mayence.
	Maître d'exercices.....	800	Turin.
2 ^e classe.			Nantes.
			Versailles.
			Nîmes.
			Montpellier.
	Proviseur.....	3,500	Metz.
	Censeur.....	2,000	Gand.
	Procureur-gérant.....	1,600	Douai.
	Professeurs { de 1 ^{re} classe.....	1,800	Besançon.
	{ de 2 ^e id.....	1,500	Angers.
	{ de 3 ^e id.....	1,200	Liège.
3 ^e classe.	Maître d'études.....	800	Orléans.
	Maître d'exercices.....	600	Caen.
			Toulouse.
			Rennes.
			Dijon.
			Amiens.
			Avignon.
			Cahors.
			Reims.
			Bruges.
	Proviseur.....	3,000	Bonn.
	Censeur.....	1,500	Moulins.
	Procureur-gérant.....	1,400	Alexandrie.
	Professeurs { de 1 ^{re} classe.....	1,500	Nancy.
	{ de 2 ^e id.....	1,200	Grenoble.
	{ de 3 ^e id.....	1,000	Nice.
	Maîtres d'études.....	700	Bourges.
	Maître d'exercices.....	500	Limoges.
			Rodez.
			Clermont-Ferrand.
			Pau.
			Pontivy.
			Poitiers.

N° 2. — Tableau du prix des pensions dans les villes où les lycées sont établis.

Lyon, Bordeaux, Marseille, sept cent cinquante francs; Rouen, Strasbourg, Bruxelles, Mayence, Turin, Nantes, Versailles, Nîmes, Montpel-

lier, six cent cinquante francs ; Metz , Besançon , Gand , Angers , Dijon , Liège , Orléans , Caen , Toulouse , Rennes , Amiens , Avignon , Reims , Bruges , Bonn , Moulins , Alexandrie , Nancy , Grenoble , Nice , Douai , six cents francs ; Bourges , Limoges , Rodez , Clermont-Ferrand , Pau , Pontivy , Poitiers , Cahors , six cents francs.

N° 161. = 15 brumaire an 12 (7 novembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif au droit d'enregistrement et à l'acceptation des donations en faveur des hospices* (1). (III, Bull. CCCXXVII, n° 3359.)

Art. 1^{er}. Les donations entre-vifs et testamentaires en faveur des hospices ne sont assujéties au droit d'enregistrement qu'à raison d'un franc fixe.

2. Ces donations n'auront leur pleine et entière exécution qu'après que leur acceptation aura été autorisée par le gouvernement.

N° 162. = 18 brumaire an 12 (10 novembre 1803). = *ARRÊTÉ qui détermine le mode de répartition des sommes destinées à la liquidation des dettes passives des juifs d'Alsace*. (III, Bull. CCCXXIX, n° 3381.)

N° 163. = 20 brumaire an 12 (12 novembre 1803). = *ARRÊTÉ qui règle le costume des professeurs des écoles de médecine*. (III, Bull. CCCXXIX, n° 3392.)

Art. 1^{er}. Les professeurs des écoles de médecine porteront un costume dans l'exercice de leurs fonctions. — Le grand costume sera porté aux examens, aux thèses, lors des prestations de serment, et des rapports aux tribunaux, et dans toutes fonctions et cérémonies publiques. — Il sera ainsi qu'il suit : Habit noir à la française ; robe de soie cramoisie en satin, avec des devans en soie noire ; cravate de batiste, tombante ; toque en soie cramoisie, avec un galon d'or, et deux galons pour celle du directeur ; chausse cramoisie en soie, et bordée d'hermine. — Le petit costume sera porté aux leçons et aux assemblées particulières de l'école, et composé comme il suit :—Robe noire d'étamine, avec des devans de soie cramoisie ; la même chausse de soie cramoisie, bordée d'hermine ; habit, cravate et toque comme ci-dessus.

2. Les simples docteurs en médecine, lorsqu'ils seront invites à quelque cérémonie publique, et lorsqu'ils prêteront serment, feront ou affirmeront des rapports devant les tribunaux, pourront porter le petit costume réglé à l'article 1^{er}.

3. Les professeurs réunis de l'école, dans leurs fonctions, auront à leurs ordres un appariteur vêtu d'un habit noir, avec le manteau de la même couleur, et portant une masse d'argent.

N° 164. = 24 brumaire an 12 (16 novembre 1803). = *INSTRUCTION du ministre de la guerre sur l'exécution des dispositions du Code civil applicables aux militaires de toute arme* (2). (Sirey, tome IV, partie 2, page 743.)

(1) Voyez la loi du 18—25 avril 1831, art. 17, qui annule toutes les lois qui avaient assujéti seulement au droit fixe l'enregistrement des donations faites en faveur des hospices, etc., etc., et qui soumet ces donations aux droits proportionnels d'enregistrement établis par les lois existantes.

(2) Nous pensons qu'il serait d'une complète inutilité de rapporter cette instruction. Ce n'est qu'un commentaire des dispositions, alors récemment promulguées, du Code civil, rédigé pour faciliter l'application de ce code aux militaires : d'ailleurs, le texte, que n'a point publié le Bulletin des lois, se trouve dans un recueil de jurisprudence qui fait partie du plus grand nombre des bibliothèques des légistes.

N° 165. = 1^{er} frimaire an 12 (23 novembre 1803). = **ARRÊTÉ** qui accorde une amnistie aux conscrits en état de désertion. (III, Bull. CCCXXVI, n° 3346.)

N° 166. = 2 frimaire an 12 (24 novembre 1803). = **ARRÊTÉ** relatif à la nomination des maires et adjoints de la ville de Paris (1). (III, Bull. CCCXXVIII, n° 3375.)

N° 167. = 3 frimaire an 12 (25 novembre 1803). = **ARRÊTÉ** qui ordonne de continuer la perception des droits établis sur les pains ou tourteaux de navette, oliette, rabette, lin, chenevis et colza. (III, Bull. CCCXXVII, n° 3374.)

N° 168. = 8 frimaire an 12 (30 novembre 1803). = **SÉNATUS-CONSULTE** portant règlement sur l'entrée en possession et le mode d'administration des domaines affectés à la dotation du sénat, et des biens formant celle de sénatoreries (2). (III, Bull. CCCXXVIII, n° 3377.)

N° 169. = 9 frimaire an 12 (1^{er} décembre 1803). = **ARRÊTÉ** relatif au livret dont les ouvriers travaillant en qualité de compagnons ou garçons devront être pourvus (3). (III, Bull. CCCXXVIII, n° 3378.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent arrêté, tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou garçon devra se pourvoir d'un livret.

2. Ce livret sera en papier libre, coté et paraphé sans frais, savoir : à Paris, Lyon et Marseille, par un commissaire de police ; et, dans les autres villes, par le maire ou l'un de ses adjoints. Le premier feuillet portera le sceau de la municipalité, et contiendra le nom et le prénom de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation de sa profession, et le nom du maître chez lequel il travaille.

3. Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passeports, l'ouvrier sera tenu de faire viser son dernier congé par le maire ou son adjoint, et de faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre. — Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé sera réputé vagabond, et pourra être arrêté et puni comme tel.

TITRE II. — De l'inscription des congés sur le livret ; et des obligations imposées à cet égard aux ouvriers et à ceux qui les emploient.

4. Tout manufacturier, entrepreneur, et généralement toutes personnes employant des ouvriers, seront tenus, quand ces ouvriers sortiront de chez eux, d'inscrire sur leurs livrets un congé portant acquit de leurs engagements, s'ils les ont remplis. — Les congés seront inscrits sans lacune, à la suite les uns des autres ; ils énonceront le jour de la sortie de l'ouvrier.

5. L'ouvrier sera tenu de faire inscrire le jour de son entrée sur son

(1) Voyez la loi du 20—23 avril 1834, qui règle l'organisation municipale de la ville de Paris sur de nouvelles bases, et qui rend le présent arrêté sans intérêt.

(2) Voyez la note qui accompagne le titre du décret du 18 fructidor an 11 (5 septembre 1803), contenant désignation des biens affectés aux sénatoreries : elle explique les motifs qui nous portent à ne pas insérer le présent sénatus-consulte.

(3) Voyez la loi du 22 germinal—2 floreal an 11 (12—22 avril 1803), sur les manufactures, abriques et ateliers, art. 12 et 13, portant établissement de ces livrets ; et l'arrêté du 10 vendose an 12 (1^{er} mars 1804), additionnel au présent.

livret, par le maître chez lequel il se propose de travailler, ou, à son défaut, par les fonctionnaires publics désignés en l'article 2, et sans frais, et de déposer le livret entre les mains de son maître, s'il l'exige.

6. Si la personne qui a occupé l'ouvrier refuse, sans motif légitime, de remettre le livret ou de délivrer le congé, il sera procédé contre elle de la manière et suivant le mode établis par le titre V de la loi du 22 germinal. En cas de condamnation, les dommages-intérêts adjugés à l'ouvrier seront payés sur-le-champ.

7. L'ouvrier qui aura reçu des avances sur son salaire, ou contracté l'engagement de travailler un certain temps, ne pourra exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé, qu'après avoir acquitté sa dette par son travail et rempli ses engagements, si son maître l'exige.

8. S'il arrive que l'ouvrier soit obligé de se retirer, parce qu'on lui refuse du travail ou son salaire, son livret et son congé lui seront remis, encore qu'il n'ait pas remboursé les avances qui lui ont été faites : seulement le créancier aura le droit de mentionner la dette sur le livret.

9. Dans le cas de l'article précédent, ceux qui emploieront ultérieurement l'ouvrier feront, jusqu'à entière libération, sur le produit de son travail, une retenue au profit du créancier. — Cette retenue ne pourra, en aucun cas, excéder les deux dixièmes du salaire journalier de l'ouvrier : lorsque la dette sera acquittée, il en sera fait mention sur le livret. — Celui qui aura exercé la retenue sera tenu d'en prévenir le maître au profit duquel elle aura été faite, et d'en tenir le montant à sa disposition.

10. Lorsque celui pour lequel l'ouvrier a travaillé ne saura ou ne pourra écrire, ou lorsqu'il sera décédé, le congé sera délivré, après vérification, par le commissaire de police, le maire du lieu ou l'un de ses adjoints, et sans frais.

TITRE III. — Des formalités à remplir pour se procurer le livret.

11. Le premier livret d'un ouvrier lui sera expédié, 1^o sur la présentation de son acquit d'apprentissage ; 2^o ou sur la demande de la personne chez laquelle il aura travaillé ; 3^o ou enfin sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession, et domiciliés, portant que le pétitionnaire est libre de tout engagement, soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier.

12. Lorsqu'un ouvrier voudra faire coter et parapher un nouveau livret, il représentera l'ancien. Le nouveau livret ne sera délivré qu'après qu'il aura été vérifié que l'ancien est rempli ou hors d'état de servir. Les mentions des dettes seront transportées de l'ancien livret sur le nouveau.

13. Si le livret de l'ouvrier était perdu, il pourra, sur la représentation de son passeport en règle, obtenir la permission provisoire de travailler, mais sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu, et à la charge de donner à l'officier de police du lieu la preuve qu'il est libre de tout engagement, et tous les renseignemens nécessaires pour autoriser la délivrance d'un nouveau livret, sans lequel il ne pourra partir.

N^o 170. = 9 frimaire an 12 (1^{er} décembre 1803). = ARRÊTÉ contenant nouveau règlement sur le service de santé (1). (III, Bull cccxxx, n^o 3428.)

Art. 1^{er}. Il sera établi six inspecteurs généraux du service de santé, dont deux médecins, trois chirurgiens et un pharmacien.

(1) Voyez l'arrêté du 4 germinal an 8 (25 mars 1800), qui ordonne l'établissement d'un con-

2. Ces inspecteurs seront nommés par le premier consul, sur la présentation du directeur ministre.

3. Chacun des inspecteurs généraux fera, chaque année, une tournée pour inspecter les hôpitaux militaires, les infirmeries régimentaires et les salles des hôpitaux civils destinées aux troupes. — Ils feront, lors de leurs tournées dans les hôpitaux qui leur seront indiqués par le ministre, des cours publics sur les parties du service de santé militaire qui leur sera prescrit. Ils examineront, à la fin de ces cours, les médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires de l'arrondissement, non seulement sur les objets du cours qu'ils auront fait, mais encore sur les différentes branches de l'art de guérir. — Ils soumettront au ministre les résultats de leur inspection sur l'amélioration du service de santé, sur le perfectionnement de l'art de guérir, sur l'instruction et le mérite des médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires. — Deux d'entre eux seront constamment en tournée.

4. La solde des inspecteurs généraux est fixée à neuf mille francs par an. Leurs frais de postes, pour celles qu'ils parcourront lors de leurs tournées, sont fixés à raison de sept francs par poste.

5. Le conseil de santé est supprimé.

Hôpitaux militaires (1).

6. Il y aura, dans chaque hôpital militaire, un médecin, un chirurgien-major et un pharmacien en chef, chargés de la direction du service de santé de ces établissemens. — Ils seront secondés dans ce service par les chirurgiens des corps en garnison dans la ville où chacun de ces hôpitaux se trouve; et ce, conformément aux dispositions ci-après.

7. Dans les lieux où il existera des hôpitaux militaires, et où, par quelque circonstance que ce soit, la garnison n'offrirait point un assez grand nombre de chirurgiens pour desservir ces établissemens, l'ordonnateur de la division, ou même le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, requerra les chirurgiens des corps les plus voisins, à l'exception des chirurgiens-majors, de se rendre à l'hôpital militaire pour y faire le service. Ceux-ci ne pourront se refuser d'obéir à ces réquisitions, sous peine de destitution.

8. Sont exceptés des dispositions du présent arrêté, les hôpitaux de Bourbonne et de Barréges, dont le service continuera d'être fait par les officiers de santé que le ministre y attachera spécialement.

9. Le nombre d'aides et surnuméraires pharmaciens à employer dans les hôpitaux militaires sera déterminé d'après le nombre habituel des malades reçus à chaque hôpital.

10. Il sera placé des médecins adjoints dans les hôpitaux militaires qui reçoivent habituellement plus de cinq cents malades.

11. La solde des médecins, chirurgiens-majors et pharmaciens en chef des hôpitaux militaires est fixée ainsi qu'il suit :

Ceux d'entre eux qui auront moins de dix ans de service dans ce grade.....	2,000 fr.
Ceux d'entre eux qui auront plus de dix ans de service et moins de vingt.	2,200
De vingt à trente.....	2,400

seil de santé près le ministre de la guerre, et la note. — L'inspection créée par le présent arrêté a été supprimée par l'ordonnance du 10—23 janvier 1816, qui ordonne le rétablissement du conseil de santé, et fixe ses attributions.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 27 avril (21 et)—5 mai 1792, le résumé des lois concernant le service de santé des hôpitaux militaires.

De trente et au dessus..... 2,700 fr.

Lesquels seront le *maximum*.

Celle des médecins adjoints en conséquence de l'article 10, est fixée à..... 1,500 .

Et celle des aides-pharmaciens à..... 800 .

12. Les hôpitaux militaires d'instruction sont supprimés.

Service près les corps armés et dans les salles militaires des hospices civils.

13. Il sera attaché deux chirurgiens par bataillon sur le pied de guerre, et un à chaque escadron sur le même pied. — Ils seront réduits à moitié sur le pied de paix.

14. Un seul de ces chirurgiens aura par régiment le grade de chirurgien-major ; les autres seront divisés en aides-majors et sous-aides, dans la proportion ci-après :

Régimens à quatre bataillons :

3 aides-majors..... 4 sous-aides..... pied de guerre.

1 *idem*..... 2 *idem*..... pied de paix.

Régimens à trois bataillons :

2 aides-majors..... 3 sous-aides..... pied de guerre.

1 *idem*..... 1 *idem*..... pied de paix.

Régimens à quatre escadrons :

1 aide-major..... 2 sous-aides..... pied de guerre.

..... 1 *idem*..... pied de paix.

15. Les chirurgiens des corps seront chargés du service des hôpitaux militaires et des salles militaires des hospices civils, dans les lieux où leurs corps seront en résidence. — Dans les hôpitaux militaires, ils seront sous les ordres des officiers de santé attachés à l'hôpital.

16. Les chirurgiens-majors et aides-majors des hôpitaux et des corps ne pourront être employés en cette qualité qu'après avoir été reçus docteurs, conformément aux lois sur l'exercice des professions de médecin et chirurgien. — Les sous-aides-majors ne seront employés qu'après avoir été examinés par les inspecteurs. Ils ne pourront parvenir au grade d'aide-major qu'après avoir été gradués.

17. Il sera attaché un médecin militaire aux salles militaires des hospices civils qui reçoivent habituellement le plus de militaires malades.

18. Dans les hospices civils dont les salles militaires ne pourraient être desservies par les chirurgiens des corps, attendu la quantité de malades qu'elles contiendraient, et le petit nombre des chirurgiens de la garnison et de l'arrondissement, les commissions des hospices seront tenues d'entretenir à leurs frais le nombre d'aides-chirurgiens que comporterait l'étendue de l'établissement sur le pied et sous les rapports militaires. — Lorsque, par quelque circonstance que ce soit, aucun chirurgien militaire ne pourra donner de soins aux militaires malades dans les salles militaires des hospices civils, les commissions administratives seront tenues d'en faire faire le service par les médecins et chirurgiens de leurs établissemens.

19. Les salles militaires des hospices civils seront assujéties à la même police et à la même surveillance que les hôpitaux militaires. Le régime et le service y seront les mêmes que dans les hôpitaux militaires.

20. La solde des chirurgiens-majors des corps est fixée à deux mille francs ; ceux d'entre eux ayant plus de dix ans de service dans ce grade, et moins de vingt, recevront deux mille deux cents francs ; de vingt à trente, deux mille quatre cents francs ; de trente et au dessus, deux mille sept cents francs, lesquels seront le *maximum*. — La solde des aides-majors

sera de quinze cents francs; et celle des sous-aides, de huit cents francs.— Le *minimum* de celle des médecins militaires, attachés aux salles militaires des hospices civils, est fixé à neuf cents francs, son *maximum* à dix-huit cents francs.

21. Les chirurgiens des corps devront continuer de traiter à la chambre, à la caserne, sous la tente, les maladies légères.

22. Il sera mis, chaque année, une somme à la disposition des chirurgiens-majors des corps, pour l'achat et entretien des bandages herniaires, la provision du linge, charpie et médicamens nécessaires au traitement des malades qui pourront être soignés hors des hôpitaux. Cette dépense sera imputée sur la masse des hôpitaux, et déterminée, pour chaque corps, en raison de sa force et de ses besoins, par le directeur ministre. Elle ne pourra excéder mille francs.

23. Le fonds indiqué par l'article précédent sera déposé dans la caisse du corps; et son emploi sera surveillé par les conseils d'administration, à qui les chirurgiens-majors seront tenus d'en rendre compte tous les trois mois, et plus souvent, si le conseil le juge nécessaire.

24. Lorsqu'un corps se mettra en marche pour l'armée, il y aura par bataillon un caisson d'ambulance, organisé de manière à porter les objets nécessaires pour le premier appareil à mettre sur le champ de bataille.

25. L'administration des médicamens que contiendra chaque caisson sera confiée aux chirurgiens-majors, sous la surveillance des conseils d'administration; auxquels ils seront tenus d'en rendre compte tous les trois mois, et plus souvent, si le conseil le juge ou les circonstances le rendent nécessaire.

26. L'achat, entretien et renouvellement des drogues, médicamens, charpie, linge à pansement, etc., contenus dans le caisson, sera fait sur les ordres du ministre directeur, et le montant imputable sur la masse des hôpitaux.— L'achat, entretien du caisson et autres dépenses en résultant, seront à la charge de la masse des équipages.

27. Les commandans des corps sont autorisés à dispenser, sur la demande du chirurgien-major, un ou deux soldats du service habituel, pour faire le service d'élève chirurgien.

Indemnité de logement et de fourrages.

28. L'indemnité de logement qui devra être accordée aux médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires qui ne pourront être logés dans les bâtimens militaires ou nationaux, demeure fixée ainsi qu'il suit : — Inspecteurs généraux, cinquante francs par mois; médecins, chirurgiens et pharmaciens en chef des armées, autres que les inspecteurs généraux, quarante francs; chirurgiens-majors des corps, médecins, chirurgiens-majors et pharmaciens en chef des hôpitaux, dix-huit francs; médecins adjoints dans les hôpitaux militaires, aides-majors, douze francs; sous-aides-majors et aides-pharmaciens, neuf francs.— Il ne sera accordé ni logement ni indemnité représentative aux médecins militaires attachés aux salles militaires des hospices civils.

29. Le nombre de rations de fourrages, soit en nature, soit en indemnité représentative, à fournir, tant sur le pied de paix que sur le pied de guerre, aux médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires, est fixé comme ci-après :

Inspecteurs-généraux.....
 Médecins, chirurgiens et pharmaciens en chef des armées, autres que les
 inspecteurs-généraux.....
 Chirurgiens-majors, aides et sous-aides attachés à l'infanterie, artillerie à
 pied, sapeurs et pontonniers.....
 Chirurgiens-majors, aides-majors et sous-aides attachés aux troupes à cheval.
 Médecins, chirurgiens et pharmaciens attachés aux divisions d'ambulance
 active aux armées.....

PIED de	
paix. Rations.	guerre. Rations.
»	4
»	3
»	I
I	I
»	I

N° 171. = 18 frimaire an 12 (10 décembre 1803). = **ARRÊTÉ** relatif à la nomination des payeurs des divisions militaires, des armées, des colonies, des ports principaux et des départemens (1), et aux attributions et fonctions respectives de ces payeurs et des payeurs généraux. (III, Bull., cccxx, n° 3436.)

Art. 1^{er}. A compter de ce jour, les payeurs des divisions militaires; des armées, des colonies, des ports principaux et des départemens, seront nommés par le ministre du trésor public: ils continueront néanmoins à être subordonnés aux payeurs généraux, et à leur justifier, dans la forme précédemment réglée, relativement aux services respectifs dont ils seront chargés, de l'emploi des sommes qui leur auront été versées.

2. Les payeurs généraux sont garans et responsables de la validité des paiemens faits sur les mandats qu'ils auront expédiés sur la caisse du trésor public. Ils pourront, avec l'agrément du ministre du trésor public, commettre des agens, à l'effet de délivrer lesdits mandats; et, dans ce cas, ils demeureront responsables de ces agens.

3. Les dispositions du règlement du 5 germinal an 8 continueront d'avoir leur effet, en ce qui concerne la surveillance des payeurs généraux sur les payeurs particuliers, les ordres et instructions qu'ils doivent leur transmettre, et l'arrêté de leurs comptes, d'après la vérification des pièces et acquits fournis à l'appui.

4. Les payeurs généraux, en qualité d'agens comptables principaux, seront garans et responsables des ordres de paiement qu'ils auront donnés aux payeurs dénommés en l'article 1^{er}, ainsi que des erreurs, omissions ou doubles emplois qu'ils auront alloués dans les comptes desdits payeurs, sauf, audit cas, leur recours contre lesdits comptables.

5. Les payeurs divisionnaires de la guerre seront chargés, dans le département où est situé le chef-lieu de chaque division militaire, du paiement des arrérages de la dette publique, et des dépenses diverses.

6. Il y aura, dans chacun des autres départemens, un payeur particulier, nommé par le ministre du trésor public, et spécialement chargé

(1) Voyez le décret du 24 septembre—12 octobre 1791, qui a établi dans chaque département un payeur général.

d'acquitter les arrérages de la dette publique et les dépenses diverses.

7. Les payeurs divisionnaires continueront à nommer leurs préposés pour le service de la guerre; et les payeurs particuliers, établis par l'article précédent, pourront être choisis par eux pour remplir cette fonction.

8. Le ministre du trésor public réglera le nombre des préposés des payeurs divisionnaires de la guerre, et fixera les lieux de leur résidence.

9. Les payeurs divisionnaires seront tenus de lui soumettre les nominations de leurs préposés.

10. Les fonds et la comptabilité de chaque nature de service ne seront jamais confondus.

11. Il sera fourni des cautionnemens en numéraire par chacun des payeurs : le montant en sera fixé, par un règlement particulier, sur la proposition du ministre du trésor public.

12. En cas de décès, démission ou destitution, le remboursement à faire aux payeurs des cautionnemens qu'ils auront fournis en numéraire, pourra être effectué sur les certificats des payeurs généraux, portant que lesdits payeurs leur ont compté de l'universalité de leur gestion, en ce qui le concerne, et qu'ils ont soldé leurs débits. — Ces payeurs devront fournir, en remplacement du cautionnement remboursé, et pour garantie jusqu'à l'apurement définitif de leur gestion par la comptabilité nationale, un cautionnement de pareille somme en immeubles ou en cinq pour cent consolidés.

N° 172. = 21 frimaire an 12 (13 décembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux formalités à observer pour les transactions entre des communes et des particuliers sur des droits de propriété.* (III, Bull. CCCXXXI, n° 3449.)

Art. 1^{er}. Dans tous les procès nés ou à naître, qui auraient lieu entre des communes et des particuliers sur des droits de propriété, les communes ne pourront transiger qu'après une délibération du conseil municipal, prise sur la consultation de trois jurisconsultes désignés par le préfet du département, et sur l'autorisation de ce même préfet, donnée d'après l'avis du conseil de préfecture (1).

2. Cette transaction, pour être définitivement valable, devra être homologuée par un arrêté du gouvernement, rendu dans la forme prescrite par les réglemens d'administration publique.

N° 173. = 23 frimaire an 12 (15 décembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif au traitement des officiers en activité ou réformés qui seront appelés à des fonctions civiles.* (Dépôt des lois, n° 1927.)

Art. 1^{er}. Tout officier porté sur le tableau de l'organisation de l'armée, lorsqu'il sera appelé à des fonctions civiles, touchera, indépendamment du traitement attaché à ses fonctions, celui de non activité de son grade, c'est-à-dire la demi-solde.

2. Les officiers réformés qui seront appelés à des fonctions civiles, cumu-

(1) La transaction consentie par la commune, sans l'avis préalable de trois jurisconsultes, est nulle. Arr. du cons., 18 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 224. — Les habitans d'une section de commune ne sont pas recevables à se pourvoir par opposition contre une ordonnance qui a homologué une transaction entre un particulier et une commune dont cette section fait partie, cette homologation ne faisant pas obstacle à ce que les réclamans se pourvoient devant les tribunaux pour faire valoir leurs moyens de nullité. Arr. du cons., 17 mai 1833, *Mac.*, III, 2^e série, 261.

leront avec le traitement de leurs fonctions celui de réforme, conformément à la loi du 8 floréal an 11.

3. Lorsque, par des circonstances particulières, un officier remplissant des fonctions civiles recevra des lettres de service, il cumulera à son traitement civil celui d'activité de son grade, et il recevra aussi les fourrages et le logement.

4. Les militaires, dans le cas des dispositions ci-dessus, seront rappelés, à compter du 1^{er} vendémiaire dernier, de ce qui peut leur être dû; à compter de la même époque, il sera fait un décompte à ceux qui auront trop perçu, à moins qu'une décision particulière n'ait été prise en leur faveur (1).

N^o 174. = 28 frimaire an 12 (20 décembre 1803). = SÉNATUS-CONSULTE *organique sur l'ouverture des sessions du corps législatif, sa formation en comité général, la nomination du président, des questeurs, etc., et celle des membres du grand conseil de la légion-d'honneur* (2). (III, Bull. CCCXXXI, n^o 3458.)

TITRE 1^{er}. — De la manière dont seront ouvertes les sessions du corps législatif.

Art. 1^{er}. Le premier consul fera l'ouverture de chaque session du corps législatif.

2. Il désignera douze membres du sénat pour l'accompagner.

3. Il sera reçu à la porte du palais du corps législatif par le président, à la tête d'une députation de vingt-quatre membres.

4. Les membres du conseil d'état se placeront dans la partie de la salle assignée aux orateurs du gouvernement.

5. Lorsque les consuls auront pris place, les membres du tribunat seront introduits et placés dans la partie de la salle assignée aux orateurs de ce corps.

6. Le premier consul, après avoir ouvert la séance, recevra le serment des nouveaux membres du corps législatif et du tribunat, qui ne l'auront pas encore prêté; les conseillers d'état feront ensuite les communications que le gouvernement aura arrêtées, et la séance sera levée.

7. Pendant le jour de l'ouverture de la session du corps législatif, la police de son palais sera remise au gouverneur du palais du gouvernement et à la garde consulaire.

TITRE II. — Des président, vice-présidents et secrétaires du corps législatif.

8. Le premier consul nommera le président du corps législatif, sur une présentation de candidats qui sera faite par le corps législatif, au scrutin secret et à la majorité absolue.

9. Les candidats seront présentés, dans le cours de la session annuelle, pour l'année suivante, et à l'époque de cette session que le gouvernement désignera.

10. Il sera pris un candidat dans chacune des séries qui devront rester au corps législatif l'année suivante.

11. Si le premier consul n'a pas encore nommé le président à l'ouverture de la session, le corps législatif présentera à sa première séance un cinquième

(1) Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux colonies. Arr. du cons., 10 janvier 1821, *SIR.*, Jur. du cons., V, 523.

(2) Voyez le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), tit. VII, concernant l'organisation du corps législatif, et la note.

candidat pris dans la série entrante dans l'année, et le premier consul choisira entre les cinq candidats.

12. Les fonctions du président commenceront avec la session annuelle, s'il est nommé avant l'ouverture de cette session, ou le jour de sa nomination, si elle n'a lieu qu'après que la session sera ouverte.—Il pourra, sans intervalle, être présenté comme candidat et élu de nouveau.

13. Le sceau du corps législatif sera déposé chez le président. Les expéditions des lois décrétées par le corps législatif ne seront scellées qu'en présence de son président.

14. Le président logera au palais du corps législatif.—La garde d'honneur sera sous ses ordres.—Les messages du gouvernement lui seront remis.

15. Le président aura, en cas de vacance, la nomination aux emplois du corps législatif.

16. A l'ouverture de chaque session, le corps législatif nommera quatre vice-présidents et quatre secrétaires, au scrutin secret et à la majorité absolue.

17. Ils seront renouvelés tous les mois; ils remplaceront le président en cas d'absence ou d'empêchement, et dans l'ordre de leur nomination.

TITRE III. — Des questeurs.

18. Le corps législatif choisira, au scrutin secret et à la majorité absolue, douze candidats, parmi lesquels le premier consul nommera quatre questeurs, dont deux seront renouvelés chaque année, sur une désignation de six membres faite de la même manière.

19. Les fonds votés dans le budget annuel pour les dépenses du corps législatif seront mis par douzième, de mois en mois, à la disposition des questeurs, sur l'ordonnance du ministre des finances.

20. Tous les mandats de dépenses seront délivrés par l'un des questeurs, qui en sera spécialement chargé.

21. L'emploi des fonds affectés aux dépenses du corps législatif, excepté ceux nécessaires au paiement des indemnités de ses membres, sera arrêté dans un conseil d'administration composé du président, des vice-présidents et des questeurs.

22. Un des questeurs fera les fonctions de secrétaire de ce conseil.

23. La révocation des employés du corps législatif sera délibérée par ce conseil et notifiée par le président.

24. Le conseil recevra et arrêtera le compte annuel des recettes et dépenses du corps législatif.

25. La délivrance des mandats de paiement, les fonctions relatives à l'administration et à la police du palais du corps législatif, et toutes celles dont les questeurs pourront être chargés, seront réparties entre eux par le conseil d'administration.

TITRE IV. — Dispositions particulières.

26. La session de l'an 12 s'ouvrira suivant les formes précédemment observées.

27. Immédiatement après l'ouverture de la session, le corps législatif procédera, avec le bureau provisoire, au choix de cinq candidats, parmi lesquels le premier consul nommera le président. — Il sera pris un candidat dans chacune des séries du corps législatif.

28. Immédiatement après l'installation du président, il sera procédé à la nomination des vice-présidents, des secrétaires, et des candidats pour la questure.

29. Les comptes de la commission administrative du corps législatif seront rendus dans un conseil formé ainsi qu'il est dit article 21, et avant que les questeurs entrent en fonctions.

TITRE V. — Des cas où le corps législatif se forme en comité général.

30. Le corps législatif, toutes les fois que le gouvernement lui aura fait une communication qui aura un autre objet que le vote de la loi, se formera en comité général pour délibérer sa réponse. — Ce comité sera toujours présidé par le président du corps législatif, ou par un des vice-présidens, désigné par le président, en cas d'empêchement.

31. Si le corps législatif désire quelques renseignemens sur la communication que le gouvernement lui aura faite, il pourra, par une délibération préalable, charger son président d'en faire la demande au gouvernement. — Les orateurs du gouvernement porteront sa réponse au corps législatif.

32. Les délibérations du corps législatif seront prises à la majorité des voix, et sans nomination de commission ni de rapporteur.

33. Les délibérations prises par le corps législatif, en vertu de l'article 30, seront portées au gouvernement par une députation.

34. Les députations du corps législatif seront composées du président, qui portera la parole, de deux vice-présidens, de deux questeurs, et de vingt membres.

35. Les secrétaires du corps législatif consigneront les procès-verbaux des délibérations prises en comité général, dans un registre particulier, qui sera déposé chez le président, avec le sceau du corps législatif.

TITRE VI. — De la nomination des membres du grand conseil de la légion-d'honneur.

36. Le grand conseil de la légion-d'honneur ne sera complété qu'à la paix.

37. Les membres du grand conseil de la légion-d'honneur seront nommés par le premier consul, sur la présentation de trois candidats choisis par les corps auxquels auront appartenu les membres dont les places se trouveront vacantes, et pris dans leur sein.

N° 175. = 28 frimaire an 12 (20 décembre 1803). = *ARRÊTÉ qui permet l'entrée des toiles de coton, mousselines, etc., d'origine non prohibée, etc., par le bureau des douanes de Strasbourg.* (III, Bull. CCCXXXII, n° 3464.)

N° 176. = 30 frimaire an 12 (22 décembre 1803). = *ARRÊTÉ qui dispense de la formalité du timbre les passavans et acquits-à-caution délivrés pour le transport des marchandises, la circulation des denrées, etc.* (III, Bull. CCCXXXII, n° 3465.)

Les passavans délivrés dans les bureaux des douanes pour le transport et la circulation des denrées et marchandises dans les deux myriamètres des frontières, les acquits-à-caution délivrés pour la circulation des grains, et les certificats des maires et adjoints, relatifs au transport desdits grains, sont dispensés de la formalité du timbre.

N° 177. = 30 frimaire an 12 (22 décembre 1803). = *AVIS du conseil d'état sur l'interdiction du droit de parcours aux bouchers de Paris.* (III, Bull. CCCXXXII, n° 3466.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de ce département, tendant à rendre aux bouchers de Paris l'exercice du droit de par-

cours sur les terres en jachères de la ci-devant banlieue de Paris ;—Considérant que l'article 2 de la quatrième section de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791 est conçu en ces termes :—« La servitude réciproque de paroisse à paroisse, connue sous le nom de parcours, et qui entraîne avec elle le droit de vaine pâture, continuera provisoirement d'avoir lieu, avec les restrictions déterminées à la présente section, lorsque cette servitude sera fondée sur un titre ou sur une possession autorisée par les lois et coutumes ; à tous autres égards, elle est abolie ; »—Qu'il résulte du texte de la loi que l'exercice du droit de parcours, de la part d'une commune, suppose nécessairement la réciprocité en faveur de la commune sur le territoire de laquelle il a lieu ;—Que la ville de Paris n'offrant pas cette juste réciprocité, le parcours ne serait pour les communes environnantes qu'une servitude gratuite, une atteinte réelle au droit de propriété, dont les bouchers retireraient seuls tout l'avantage, et que, par conséquent, l'exercice de ce droit est évidemment de la nature de ceux que la loi ci-dessus citée a eu l'intention d'abolir ;—Que si quelque considération d'un ordre supérieur pouvait déterminer le gouvernement à faire révoquer cette loi en faveur des bouchers de Paris, ce serait sans doute l'impossibilité bien reconnue d'assurer l'approvisionnement de la capitale sans l'adoption d'une mesure extraordinaire, et la certitude d'obtenir une diminution sensible sur le prix de la viande ; mais ces motifs n'existent pas ; — Qu'en effet, depuis plusieurs années, l'état de l'agriculture dans la banlieue de Paris a éprouvé, relativement à la multiplication des bestiaux, des changemens tels, que les cultivateurs ont besoin de toute l'étendue de leurs communes respectives pour le pâturage des troupeaux nombreux qu'ils élèvent, et qui sont exclusivement destinés à l'approvisionnement de Paris ;—Qu'en supposant que l'exercice du droit de parcours pût avoir tous les avantages qu'on lui attribue, le résultat de ces avantages serait uniquement de favoriser la multiplication des troupeaux appartenant aux bouchers, en diminuant celle des troupeaux qui sont aujourd'hui la juste récompense des travaux du cultivateur ;—Que ce serait, par conséquent, arrêter les progrès de l'agriculture sans augmenter réellement les moyens d'approvisionnement de la capitale, et faire renaître, sans aucune utilité pour la chose publique, une servitude proscrite par la loi, et qui aurait très certainement le double et grave inconvénient de compromettre la salubrité des troupeaux communaux, par leur communication avec les troupeaux forains dans les temps de contagion, et d'être une source intarissable de procès dispendieux entre les bouchers et les cultivateurs, — Est d'avis qu'il n'y a pas lieu de rendre aux bouchers de Paris l'exercice du droit de parcours.

N° 178. = 30 frimaire an 12 (22 décembre 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la suppression des redevances à portion de fruits, mêlées de cens, dans le département du Jura* (1). (III, Bull. CCCXXXII, n° 3467.)

Le gouvernement de la république, vu les titres consentis, depuis l'an 1654 jusqu'en 1670, par le prieur de la ci-devant abbaye de Vaux, au profit de divers habitans de la commune de Poligny, département du Jura, portant acensement en leur faveur de différens terrains à remettre en nature de vignes, et contenant, outre la stipulation d'une redevance en portion de fruits, la charge d'un cens annuel, perpétuel et irrédimable, emportant lods et

(1) Voyez, sur la suppression des rentes et redevances féodales, le décret du 17—17 juillet 1793, et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence.

vente, et au tres profits féodaux ;—Vu les arrêtés du préfet du département du Jura, des 12 nivose et 14 pluviôse an 10, par lesquels l'hospice de Poligny est envoyé en possession des redevances assignées sur lesdites vignes ; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Les redevances à portion de fruits, mêlées de cens, portées aux titres d'arrentement des vignes du territoire de Poligny, au profit des ci-devant prieurs de Vaux, sont déclarées éteintes et supprimées, en vertu de la loi du 17 juillet 1793.

2. Les arrêtés du préfet du département du Jura, des 12 nivose et 14 pluviôse an 10, qui envoient l'hospice de Poligny en possession de ces mêmes redevances, sont annulés.

3. Toutes poursuites et procédures faites par suite desdits arrêtés pour exiger lesdites redevances demeureront comme non avenues.

N^o 179.—2 nivose an 12 (24 décembre 1803).—*ARRÊTÉ relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres de notaires* (1). (III, Bull. CCCXXXII, n^o 3471.)

Chambre des notaires, et ses attributions.

Art. 1^{er}. Il sera établi auprès de chaque tribunal civil de première instance et dans son chef-lieu, une chambre des notaires de son ressort, pour leur discipline intérieure.

2. Les attributions de la chambre seront, —1^o De maintenir la discipline intérieure entre les notaires, et de prononcer l'application de toutes les censures et autres dispositions de discipline ; —2^o de prévenir ou concilier tous différens entre notaires, et notamment ceux sur des communications, remises, dépôts et rétentions de pièces, fonds et autres objets quelconques ; sur des questions soit de réception et garde des minutes, soit de préférence ou concurrence dans les inventaires, partages, ventes ou adjudications et autres actes ; et, en cas de non conciliation, d'émettre son opinion par simple avis ; —3^o De prévenir ou concilier également toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre des notaires, à raison de leurs fonctions ; donner simplement son avis sur les dommages-intérêts qui en résulteraient, et réprimer, par voie de censure et autres dispositions de discipline, toutes infractions qui en seraient l'objet, sans préjudice de l'action devant les tribunaux, s'il y a lieu (2) ; —4^o De donner, comme tiers, son avis sur les difficultés concernant le réglemeut des honoraires et vacations des notaires, ainsi que sur tous différens soumis à cet égard au tribunal civil ; —5^o De délivrer ou refuser, s'il y a lieu, tous certificats de bonnes mœurs et capacité à elle demandés par les aspirans qui se présenteront pour être admis aux fonctions de notaires ; prendre à ce sujet toutes délibérations, ou donner tous avis motivés, les adresser ou communiquer à qui de droit ; —6^o De recevoir en dépôt les états de minutes dépendant des places de notaires suppri-

(1) Voyez la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), sur le notariat, sect. III, art. 50, qui ordonne l'établissement des chambres des notaires ; et le décret du 4 avril 1806, qui fixe l'époque de la nomination annuelle des membres de ces chambres.

(2) Lorsqu'il y a lieu de prononcer la destitution d'un notaire, la chambre de discipline ne doit pas donner nécessairement son avis avant que le tribunal prononce. Cass., 13 mai 1807, S^{IR.}, VII, 2, 109.

Les chambres des notaires ne sont soumises à aucune responsabilité relativement aux minutes d'actes déposés dans une de leurs salles, lorsque ce dépôt n'a pas eu lieu par leur ordre et n'a été effectué que par quelques notaires, dans leur intérêt particulier. Bourges, 17 juin 1829, S^{IR.}, XXXI, 2, 65.

inés; — 7^e Et enfin de représenter tous les notaires de l'arrondissement collectivement, sous les rapports de leurs droits et intérêts communs.

Organisation de la chambre.

3. Chaque chambre de notaires sera composée de membres désignés par eux parmi les notaires de l'arrondissement. — Leur nombre est fixé à dix-neuf pour la chambre des notaires de Paris; à neuf lorsque celui des notaires du ressort de la chambre sera au dessus de cinquante, et à sept lorsqu'il sera au dessous.

4. Les membres de la chambre ne pourront délibérer valablement qu'autant que ceux présens et votans seront au moins au nombre de douze pour Paris, de sept pour les chambres composées de neuf membres, et de cinq pour les autres chambres.

5. Les membres de la chambre choisiront entre eux, — 1^o Un président qui aura voix prépondérante en cas de partage d'opinions: il convoquera la chambre extraordinairement, quand il le jugera à propos, ou sur la réquisition motivée de deux autres membres; il aura la police d'ordre dans la chambre; — 2^o Un syndic, qui sera partie poursuivante contre les notaires inculpés; il sera entendu préalablement à toutes délibérations de la chambre, qui sera tenue de délibérer sur tous ses réquisitoires: il aura, comme le président, le droit de la convoquer; il poursuivra l'exécution de ses délibérations, dans la forme ci-après déterminée, et agira, pour la chambre, dans tous les cas et conformément à ce qu'elle aura délibéré (1); — 3^o Un rapporteur, qui recueillera les renseignemens sur les affaires contre les notaires inculpés, et en fera rapport à la chambre; — 4^o Un secrétaire, qui rédigera les délibérations de la chambre, qui sera le gardien des archives, et délivrera toutes les expéditions; — 5^o Un trésorier, qui tiendra la bourse commune ci-après établie, fera les recettes et dépenses autorisées par la chambre: il en rendra compte à la fin de chaque trimestre, à la chambre assemblée, qui les arrêtera ainsi que de droit, et lui en donnera sa décharge.

6. Le nombre des membres qui doivent composer les chambres de notaires d'après l'article 3, celui qui, d'après l'article 4, est nécessaire à la validité des délibérations de la chambre, pourront être, suivant les localités, réduits ou augmentés par le gouvernement. — Le nombre des syndics pourra être porté à trois pour Paris, et à deux pour les chambres dont le ressort comprendra plus de cinquante notaires.

7. Indépendamment des attributions particulières données aux membres désignés dans l'article 5, chacun d'eux aura voix délibérative, ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la chambre; et néanmoins, lorsqu'il s'agira d'affaires où le syndic sera partie contre un notaire inculpé, le syndic n'aura que voix consultative, et ne sera point compté parmi les votans, à moins que son opinion ne soit à décharge.

8. Les fonctions spéciales attribuées par l'article 5 à chacun des membres dont il ordonne la création, pourront être cumulées lorsque le nombre des membres composant la chambre sera au dessous de sept; et néanmoins les fonctions de président, de syndic et de rapporteur, seront toujours exer-

(1) Les compagnies des notaires ne peuvent se faire représenter devant les tribunaux, pour l'exercice de leurs droits et intérêts communs, par des commissaires spéciaux nommés à cet effet: le syndic de la chambre a seul qualité pour cela. Paris, 25 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 495.

Le secrétaire d'une chambre des notaires peut, sur l'appel interjeté par le syndic, au nom de la chambre, d'un jugement intéressant le corps des notaires, faire valoir ses griefs personnels contre ce jugement, bien qu'il n'en ait pas interjeté lui-même appel, l'appel du syndic profitant à tous et à chacun des notaires. Bourges, 8 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 60.

cées par trois personnes différentes.— Quel que soit le nombre des membres composant la chambre, la même cumulation de fonctions pourra avoir lieu momentanément, en cas d'absence ou empêchement de quelqu'un des membres désignés dans l'article 5; lesquels, pour ce cas, se suppléeront entre eux, ou pourront même être suppléés par tel autre membre de la chambre.—Les suppléans momentanés seront nommés par le président de la chambre, ou, s'il est absent, par la majorité des membres présents en nombre suffisant pour délibérer.

Pouvoirs de la chambre dans les moyens de discipline.

9. La chambre prononcera par voie de décision pour les cas de police et discipline intérieure.

10. La chambre mandera les notaires à ses séances, prononcera contre eux, par forme de discipline, et suivant la gravité des cas, soit le rappel à l'ordre, soit la censure simple par la décision même, soit la censure avec réprimande par le président aux notaires en personne, dans la chambre assemblée, soit la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale, soit l'interdiction de l'entrée de la chambre pendant un espace de temps qui ne pourra excéder trois ans pour la première fois, et qui pourra s'étendre à six ans en cas de récidive (1).

11. Si l'inculpation portée à la chambre contre un notaire paraît assez grave pour mériter la suspension du notaire inculpé, la chambre s'adjoindra, par la voie du sort, d'autres notaires de son ressort; savoir: celle de Paris, dix notaires; et les autres chambres, un nombre égal, plus un, à celui de leurs membres.—La chambre ainsi composée émettra, par forme de simple avis, et à la majorité absolue des voix, son opinion sur la suspension et sa durée. — Les voix seront recueillies, en ce cas, au scrutin secret par *oui* ou par *non*; mais l'avis ne pourra être formé si les deux tiers au moins de tous les membres appelés à l'assemblée n'y sont présents.

12. Quand l'avis émis par la majorité des membres de la chambre sera pour la suspension, il sera déposé au greffe du tribunal; expédition en sera remise au commissaire du gouvernement, qui en fera l'usage prescrit par la loi (2).

Mode de procéder en la chambre.

13. Le syndic défèrera à la chambre les faits relatifs à la discipline; et il sera tenu de les lui dénoncer, soit d'office, quand il en aura eu connaissance, soit sur la provocation des parties intéressées, soit sur celle d'un des membres de la chambre. — Les notaires inculpés seront cités à la chambre, avec délai suffisant, qui ne pourra être au dessous de cinq jours, à la diligence du syndic, par une simple lettre indicative de l'objet, signée de lui, et envoyée par le secrétaire, qui en tiendra note. — Si le notaire ne comparait point sur la lettre du syndic, il sera cité une seconde fois dans le même délai, à la même diligence, par ministère d'huissier.

14. Quant aux différens entre notaires, et aux difficultés sur lesquelles la

(1) Les tribunaux sont essentiellement incompétens pour prononcer contre un notaire les peines disciplinaires énumérées dans le présent article: ce droit appartient exclusivement aux chambres de discipline. Nancy, 2 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 519.

(2) La suspension des notaires ne peut être prononcée que par le tribunal civil. Loi précitée du 25 ventose an 11, art. 53.

Le ministère public, à l'exclusion du syndic de la chambre des notaires, a seul qualité pour interjeter appel d'un jugement du tribunal qui annule une délibération de la chambre de discipline, provoquant la suspension d'un notaire. Caen, 11 décembre 1826, *SIR.*, XXVIII, 2, 239.

chambre est chargée d'émettre son avis, les notaires pourront se présenter contradictoirement, et sans citation préalable, aux séances de la chambre : ils pourront également y être cités, soit par simples lettres indicatives des objets, signées des notaires provoquans, et renvoyées par le secrétaire, auquel ils en laisseront des doubles, soit par des citations ordinaires, dont ils déposeront les originaux au secrétariat. Ces citations officielles, ou par lettres, seront données avec les mêmes délais que celles du syndic, après avoir été préalablement soumises au visa du président de la chambre.

15. La chambre prendra ses délibérations, dans les affaires particulières, après avoir entendu ou dûment appelé, dans la forme ci-dessus prescrite, les notaires inculpés ou intéressés, ensemble les tiers-parties qui voudront être entendues, et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un notaire. — Les délibérations de la chambre seront motivées, et signées sur la minute par le président et le secrétaire, à la séance même où elles seront prises. — Chaque délibération contiendra les noms des membres présens. — Ces délibérations n'étant que de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline intérieure, ou de simples avis, ne seront, dans aucun cas, sujettes au droit d'enregistrement, non plus que les pièces y relatives. — Les délibérations de la chambre seront notifiées, quand il y aura lieu, dans la même forme que les citations, et il en sera fait mention par le secrétaire, en marge desdites délibérations (1).

16. Les assemblées de la chambre se tiendront en un local à ce destiné, dans la ville où elle sera établie. — Chaque année, il y aura de droit deux assemblées générales, et il pourra y en avoir d'autres extraordinaires toutes les fois que les circonstances l'exigeront et que la chambre le jugera convenable. — Les assemblées générales ou extraordinaires seront convoquées conformément aux dispositions rappelées en l'article 5. Tous les notaires du

(1) Le droit de surveillance du ministère public sur les notaires de l'arrondissement s'étend à ce point qu'il peut exiger communication du registre des délibérations de leur assemblée générale : il ne suffirait pas de délivrer au ministère public expédition des délibérations qui donnent lieu à sa réclamation. Bourges, 23 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 121 ; et 3 janvier 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 311. — Jugé encore que le ministère public a droit d'exiger communication des délibérations des chambres des notaires, relatives à la discipline intérieure, ainsi que des pièces qui peuvent s'y rattacher ; et qu'il n'est pas vrai que ces délibérations doivent, de leur nature, rester secrètes. Amiens, 23 août 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 312. — *Idem*, d'une délibération prise par mesure de discipline à l'égard d'un notaire du ressort, quel que soit d'ailleurs le plus ou le moins de gravité des peines prononcées par ces délibérations. Cass., 25 août 1829, *SIR.*, XXX, 1, 158. — Lorsque les notaires, assemblés pour procéder à l'organisation de la chambre de discipline, délibèrent en même temps sur un autre objet, et ne font des deux délibérations qu'un seul et même procès-verbal, le procureur du roi a droit d'exiger expédition *entière* de ce procès-verbal : il ne suffirait pas de lui délivrer expédition de la partie qui concerne l'organisation de la chambre. Bourges, arrêt précité du 8 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 60. — Le secrétaire d'une chambre des notaires, qui a refusé mal à propos de délivrer au ministère public expédition d'une délibération prise par la chambre, ne peut être excusé sous prétexte que la chambre de discipline, réunie pour délibérer à cet effet, lui avait fait défenses de délivrer l'expédition. Même arrêt. — L'action du ministère public, à fin de délivrance d'une pareille expédition, est valablement dirigée contre le secrétaire de la chambre. Même arrêt.

La représentation du registre des délibérations d'une chambre des notaires peut être ordonnée par les tribunaux, à l'effet de désigner celles des délibérations dont il y a lieu de faire la délivrance à un tiers réclament. Caen, arrêt précité du 11 décembre 1826, *SIR.*, XXVIII, 2, 239.

Les décisions disciplinaires rendues par les chambres des notaires sont sans effet, et ne peuvent recevoir exécution, tant qu'elles n'ont pas été notifiées dans la forme prescrite par l'art. 15 de l'arrêté du 2 nivose an 12. Paris, arrêt précité du 25 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 495.

Les décisions disciplinaires émanées des chambres des notaires ne sont pas susceptibles de recours en cassation, même pour excès de pouvoir dans l'application de la peine. Cass., 4 décembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 824.

ressort de la chambre seront invités à s'y rendre, soit pour les nominations dont parle l'article 18 ci-après, soit pour se concerter sur ce qui intéressera l'exercice de leurs fonctions.

17. Il ne pourra être pris de délibération en assemblée générale, qu'autant que le nombre des notaires présens sera au moins du tiers de tous ceux du ressort de la chambre, non compris dans ce tiers les membres de la chambre.

Nomination des membres de la chambre, et durée de leurs fonctions.

18. Les membres de la chambre seront nommés par l'assemblée générale des notaires de son ressort, convoqués à cet effet. — La moitié desdits membres sera choisie dans les plus anciens en exercice, formant le tiers de tous les notaires du ressort. — La nomination aura lieu à la majorité absolue des voix, au scrutin secret, et par bulletin de liste contenant un nombre de noms qui ne pourra excéder celui des membres à nommer.

19. Les membres de la chambre seront renouvelés chaque année, et par tiers, pour les nombres qui comportent cette division, et par portions approchant le plus du tiers pour les autres nombres, en faisant alterner, chaque année, les portions inférieures et supérieures au tiers, mais en commençant par les inférieures, et de manière que, dans tous les cas, aucun membre ne puisse rester en fonctions plus de trois ans consécutifs. — Les deux premiers renouvellemens seront indiqués par le sort, les autres par l'ancienneté de nomination.

20. Les membres désignés pour composer la chambre, nommeront entre eux, en suivant le mode de l'article 18, les présidens et autres officiers dont parle l'article 5. Le président sera toujours pris parmi les plus anciens désignés dans l'article 18. — Cette nomination particulière se renouvellera chaque année; les mêmes pourront être réélus : à égalité de voix, le plus ancien d'âge obtiendra la préférence.

21. La nomination des membres de la chambre se fera de droit le 15 brumaire de chaque année. — Ils entreront en fonctions le 1^{er} frimaire suivant, et le même jour nommeront les président et autres officiers, qui de suite entreront aussi en fonctions. — La première nomination aura lieu, au plus tard, le 15 pluviôse prochain ; et les membres entreront en fonctions dans la huitaine qui suivra leur nomination.

Fonds pour les dépenses de la chambre.

22. Il y aura une bourse commune pour les dépenses de la chambre. — Elle sera établie de manière qu'elle n'excède pas les dépenses nécessaires. — Elle sera consentie par l'assemblée générale, répartie sur les divers membres de l'arrondissement, et le rôle rendu exécutoire par le président du tribunal d'appel du ressort, sur le rapport et d'après l'avis du commissaire établi près le même tribunal. — L'arrêté qui aura ainsi établi la bourse commune sera adressé au grand-juge, qui prononcera sur les réclamations.

23. Il sera pourvu, lors du règlement général à faire pour l'exécution de la loi du 25 ventôse an 11, sur le notariat, à toutes autres dispositions qui pourraient concerner les chambres de discipline.

N^o 180. = 5 nivôse an 12 (27 décembre 1803). = **ARRÊTÉ** relatif aux remboursemens de rentes dues aux communes, qui ont été effectués dans les

caisses publiques, depuis le 24 août 1793 jusqu'au 2 prairial an 5 (1). (III, Bull. CCCXXXIII, n° 3489.)

Le gouvernement..., vu l'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, du 15 fructidor an 10, qui, sans s'arrêter ni avoir égard à l'arrêté du directoire du département de l'Aude, du 8 prairial an 3, qui a permis au citoyen *Sibille* de faire, entre les mains du receveur des domaines, le remboursement d'une rente de quatre cent trois livres par an, constituée au profit de la commune d'Azile, autorise le maire de la commune d'Azile à poursuivre devant les tribunaux les héritiers dudit *Sibille*, en paiement de la rente dont il s'agit; à la charge de leur tenir compte, suivant le tableau de dépréciation du papier-monnaie, des sommes versées par leur auteur à la caisse du receveur des domaines, par suite de l'arrêté du 8 prairial an 3; — Considérant que les motifs qui ont déterminé le législateur, par la loi du 2 prairial an 5, à valider les aliénations de biens de communes, faites au profit de l'état, en exécution des articles 82, 91 et 92 de la loi du 24 août 1793, sans distinguer si les communes dépossédées étaient ou non grevées de dettes, ne permettent pas d'invalider les remboursements de rentes dues aux communes, effectués dans les caisses publiques en vertu d'autorisation de l'autorité compétente, dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la loi du 24 août 1793 et celle du 2 prairial an 5; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, du 15 fructidor an 10, est annulé.

2. Les héritiers *Sibille* sont valablement libérés envers la commune d'Azile, par le remboursement que leur auteur a effectué dans la caisse du receveur des domaines nationaux au bureau de Rieux, par suite de l'autorisation contenue aux arrêtés du directoire du département de l'Aude, des 2 et 8 prairial an 3.

N° 181. = 17 nivose an 12 (8 janvier 1804). = ARRÊTÉ relatif à la pêche sur les fleuves et rivières navigables. (III, Bull. CCCXXXIV, n° 3496.)

L'article 14 du titre V de la loi du 14 floréal an 10 (2) sera exécuté selon sa forme et teneur : en conséquence, tout individu, autre que les fermiers de la pêche, ou le pourvu de licence, ne pourra pêcher sur les fleuves et rivières navigables qu'avec une ligne flottante, tenue à la main.

N° 182. = 17 nivose an 12 (8 janvier 1804). = ARRÊTÉ relatif au mode de paiement des salaires des gardes des bois communaux (3). (III, Bull. CCCXXXIV, n° 3497.)

Art. 1^{er}. Les gardes des bois communaux et des établissemens publics

(1) Voyez, sur le mode de remboursement des reutes ou créances des communes, et sur l'emploi des fonds provenant du remboursement, l'art. 230 de la loi du 13 floréal an 11 (3 mai 1803); l'art. 199 de celle du 17 du même mois (7 mai 1803); l'art. 143 de celle du 24 pluviôse an 12 (14 février 1804); l'art. 111 de celle du 11—21 ventose suivant (2—12 mars 1804); l'art. 249 de celle du 29 ventose—9 germinal même année (20—30 mars 1804); l'avis du cons. d'état du 21 décembre 1808; le décret du 16 juillet 1810; l'art. 153 de la loi du 20 juillet 1811, etc., etc.

(2) Voyez cet art. 14, et les notes.

(3) Voyez la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), art. 4, qui met au nombre des dépenses communales, le traitement des gardes des bois communaux; celle du 22 mars—1^{er} avril 1806, qui détermine le mode de paiement des gardes des bois des communes qui n'ont pas de revenus; le décret du 31 janvier 1813, concernant le mode d'acquittement des salaires des gardes des bois communaux, qui sont à la charge des communes; le Code forestier du 21

seront payés, pour le service de l'an 11, dans la même forme que par le passé.

2. A compter du 1^{er} vendémiaire an 12, ils seront payés par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, chacun dans son arrondissement, d'après les états qui en seront arrêtés par l'administration générale des forêts, et approuvés par le ministre des finances.

3. Le montant des salaires des gardes des bois des communes sera versé, chaque année et d'avance, dans les caisses desdits préposés, en vertu des ordonnances qui seront expédiées au profit de ceux-ci, par les préfets des départemens, sur les fermiers ou receveurs des revenus ordinaires des communes. — Lorsque ces revenus seront composés en partie du produit de ventes annuelles desdits bois, les ordonnances seront expédiées directement sur les adjudicataires desdites coupes.

4. En cas d'insuffisance des autres revenus, et lorsque le produit des bois se distribuera annuellement entre les habitans par forme d'affouage, lesdites ordonnances seront expédiées sur les adjudicataires des portions de bois dont en ce cas la vente est ordonnée par l'article 5 de la loi du 11 frimaire an 7.

5. Lorsqu'il n'y aura ni revenus ordinaires suffisans, ni coupe ou affouage annuel, mais seulement des coupes éloignées l'une de l'autre, de trois, six, dix ans, ou plus, l'avance du salaire des gardes-bois sera faite pendant le temps intermédiaire par la caisse de l'enregistrement et des domaines, qui en sera remboursée par prélèvement sur le prix d'adjudication desdites coupes, sur lequel il sera aussi prélevé moitié du montant des salaires qui devront courir jusqu'à la prochaine vente.

N^o 183.=30 nivose an 12 (21 janvier 1804). = *ARRÊTÉ portant création de deux corps de vélites.* (Dépôt des lois, n^o 1996.)

N^o 184.=4—14 pluviose an 12 (25 janvier—4 février 1804). = *LOI sur la distinction des biens* (1). (III, Bull. CCCXXXVI, n^o 3536.)

N^o 185. = 4 pluviose an 12 (25 janvier 1804). = *ARRÊTÉ concernant les acceptations de legs faits aux hospices et aux pauvres* (2). (III, Bull. CCCXXXVIII, n^o 3540.)

Art. 1^{er}. Les commissions administratives des hôpitaux, et les administrateurs des bureaux de bienfaisance, pourront accepter et employer à leurs

mai—31 juillet 1827, art. 98, 108 et 109, qui déterminent le mode de fixation et de paiement du traitement de ces gardes; et l'ordonnance du 1^{er}—4 août suivant, art. 144, sur le même objet.

(1) Voyez la note qui accompagne la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. II, tit. 1^{er}, art. 516 et suiv.

(2) Voyez l'art. 910 du Cod. civ., à la disposition générale duquel le présent arrêté fait exception; le décret du 12 août 1807, qui déclare les dispositions du même arrêté applicables aux dons et legs faits aux fabriques, aux établissemens d'instruction publique et aux communes; celui du 30 décembre 1809, sur les fabriques, art. 59, qui détermine le mode d'acceptation des dons et legs faits à ces établissemens; l'ordonnance du 10—21 juin 1814, qui détermine des formalités nouvelles pour l'acceptation des fondations, dons et legs faits aux églises, séminaires, fabriques, hospices, associations religieuses et autres établissemens publics; la loi du 2—6 janvier 1817, art. 1^{er}, qui autorise les établissemens ecclésiastiques à accepter les donations qui leur sont faites, et l'ordonnance du 2—14 avril suivant, qui détermine les formalités de cette acceptation; et la loi du 24 mai—2 juin 1825, sur les congrégations religieuses de femmes, art. 4, qui autorise ces établissemens à accepter les donations qui leur sont faites.

besoins, comme recette ordinaire, sur la simple autorisation des sous-préfets, et sans qu'il soit désormais besoin d'un arrêté spécial du gouvernement, les dons et legs qui leur seront faits par actes entre-vifs ou de dernière volonté, soit en argent, soit en meubles, soit en denrées, lorsque leur valeur n'excédera pas trois cents francs de capital, et qu'ils seront faits à titre gratuit (1).

2. Conformément aux anciens réglemens constitutifs de l'administration des hospices, les notaires et autres officiers ministériels appelés pour la rédaction des donations et actes testamentaires auront soin de donner avis aux administrateurs des dispositions qui seront faites en leur faveur.

3. Les donations d'immeubles ou d'objets mobiliers excédant une valeur capitale de trois cents francs, faites par actes entre-vifs ou de dernière volonté, et toutes les dispositions à titre onéreux, n'auront leur effet qu'après que l'acceptation en aura été autorisée par le gouvernement (2).

4. En attendant l'acceptation des legs excédant trois cents francs, les receveurs des pauvres et des hospices, sur la remise des testamens, feront tous les actes conservatoires qui seront jugés nécessaires (3).

N° 186. = 4 pluviôse an 12 (25 janvier 1804). = *AVIS du conseil d'état portant que les officiers de l'état civil ne peuvent réclamer le bénéfice de l'article 75 de la constitution de l'an 8* (4). (Sirey, tome VII, partie 2, page 774.)

Le conseil d'état, ... — On ne peut considérer les officiers de l'état civil comme agens du gouvernement, et dès lors ils ne peuvent réclamer le bénéfice de l'article 75 de la constitution. La marche à suivre dans les poursuites à exercer contre eux est tracée dans les motifs du titre II du Code, développés au corps législatif. — *Le commissaire, y est-il dit, dresse procès-verbal sommaire; il dénonce les délits, et requiert la condamnation aux amendes.* Ainsi, l'autorisation de l'autorité supérieure n'est point exigée, et ce principe est d'autant plus nécessaire à maintenir, que c'est accroître le droit de surveillance que les commissaires du gouvernement ont sur la conduite des officiers de l'état civil; ceux-ci doivent donc, en cas de contravention, être traduits directement devant les tribunaux, et sur la simple réquisition du commissaire.

(1 et 2) Le gouvernement peut, dans tous les cas, autoriser l'acceptation d'un legs fait à un hospice, lorsque d'ailleurs le legs a été régulièrement fait par une personne capable. Arr. du cons., 23 novembre 1813, SIREY, XIV, 2, 332. — Lorsque des biens ont été donnés à un hospice, le préfet ne peut autoriser les administrateurs de cet hospice à se mettre provisoirement en possession, avant que l'autorité compétente ait définitivement statué sur l'acceptation du don. Arrêté des consuls, 29 vendémiaire an 11, SIREY, III, 2, 35. — Le placement d'une somme léguée à un hospice est nul, s'il n'est approuvé par le gouvernement. Arr. du cons., 1^{er} avril 1809, SIREY, IX, 2, 373.

C'est au bureau de bienfaisance, et non au maire de la commune, à recevoir l'autorisation pour accepter et placer une somme léguée aux pauvres. Arr. du cons., 4 mai 1809. — Les tribunaux ne sont pas compétens pour prononcer l'incapacité des légataires et déclarer cadues les legs faits aux pauvres, lorsque les bureaux de bienfaisance ont été autorisés par le gouvernement à accepter ces legs. Arr. du cons., 25 janvier 1807, SIREY, XIV, 2, 427.

(3) Lorsque des dispositions testamentaires ont été faites en faveur d'établissements publics, le chef de l'établissement est tenu de faire tous les actes conservatoires jugés nécessaires, en attendant l'acceptation; et le conseil de préfecture ne peut refuser l'autorisation qui lui est demandée à cet égard. Arr. du cons., 28 mars 1821, Jur. du cons., V, 589.

(4) Voyez, sur cette question, les décisions rapportées en note de l'art. 75 de la constitution.

N° 187. = 6—16 pluviose an 12 (27 janvier—6 février 1804). = *LOI relative à la propriété* (1). (III, Bull. CCCXXXVII, n° 3537.)

N° 188. = 7—17 pluviose an 12 (28 janvier—7 février 1804). = *LOI sur la modération des droits d'enregistrement et d'hypothèque pour les donations en faveur des hospices* (2). (III, Bull. CCCXXXVIII, n° 3547.)

Les droits à percevoir au profit du trésor public pour la transcription ordonnée par l'article 229 du Code civil (3), des actes de donations et d'acceptations d'immeubles susceptibles d'hypothèques, ainsi que de la notification de l'acceptation faite par acte séparé aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens donnés sont situés, et le droit d'enregistrement desdites donations, sont modérés, en ce qui concerne les pauvres et les hôpitaux, au droit fixe d'un franc pour l'enregistrement, et d'un franc pour la transcription, sans préjudice des droits dévolus au conservateur (4).

N° 189. = 9—19 pluviose an 12 (30 janvier—9 février 1804). = *LOI sur l'usufruit, l'usage et l'habitation* (5). (III, Bull. CCCXXXIX, n° 3559.)

N° 190. = 10—20 pluviose an 12 (31 janvier—10 février 1804). = *LOI sur les servitudes ou services fonciers* (6). (III, Bull. CCCXXXIX, n° 3560.)

N° 191. = 11—21 pluviose an 12 (1^{er}—11 février 1804). = *LOI sur les engagements et échanges de bois nationaux* (7). (III, Bull. CCCXL, n° 3562.)

Art. 1^{er}. Dans les trois mois de la publication de la présente, tous engagistes, échangistes, ou autres concessionnaires, à quelque titre que se soit, de bois et forêts dont les concessions sont révoquées par les lois des 3 septembre 1792 et 14 ventose an 7, seront tenus de déposer au secrétariat de la préfecture du département de la situation desdits bois et forêts, les titres de concession, les procès-verbaux qui ont dû constater leur entrée en jouissance, les quittances de finance si aucunes ont été payées, les baux qui en auraient été consentis, et, en général, tous les actes, titres et renseignements qui pourront en constater la consistance, la valeur et le produit, et faire connaître le montant des charges dont ils sont grevés.

2. Ils nommeront, dans le même délai, un expert : il en sera nommé un par la régie des domaines, et un par le préfet du département. Les experts prêteront serment devant le tribunal civil.

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. II, tit. II, art. 544 et suiv.

(2) Voyez l'arrêté du 15 brumaire an 12 (7 novembre 1803), sur le même objet, et la note.

(3) Cet article, par la réunion des lois du Code civil en un seul corps, a pris le numéro 939.

(4) Les instituteurs et institutrices chargés, dans certaines communes, de l'instruction des enfans, ne peuvent invoquer la présente disposition pour les donations faites en faveur de leurs établissemens. Décis. minist., 2 août 1808, *SIR.*, VIII, 2, 254.

(5) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11.

Voyez aussi le Cod. civ., liv. II, tit. III, art. 578 et suiv.

(6) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11.

Voyez encore le Cod. civ., liv. II, tit. IV, art. 637 et suiv.

(7) Voyez, sur les domaines engagés, la loi du 14 ventose an 7 (4 mars 1799), et les notes étendues qui l'accompagnent.

3. Les experts procéderont, dans le mois de leur nomination, à la vue des titres, mémoires et renseignemens qui leur seront respectivement remis, 1^o à l'estimation des améliorations, s'il y en a, en observant qu'elles ne doivent être estimées que jusqu'à concurrence de la valeur dont les biens se trouvent augmentés; 2^o à l'évaluation des dégradations, s'il y a lieu. Seront considérées comme dégradations les coupes anticipées et celles des bois qui ne faisaient pas partie des fruits ordinaires.

4. Il sera procédé à la liquidation des indemnités que l'engagiste pourrait réclamer, à la vue des quittances de finance, rapports d'experts, et de tous autres titres et documens.

5. L'échangiste sera remis en possession des biens par lui donnés en contre-échange, et il sera procédé à la liquidation, soit des soultes ou retours de part et d'autre, soit des indemnités, à raison des améliorations ou dégradations; lesdites dégradations comprenant les fruits indûment perçus, comme il est dit à l'article 3.

6. Si les biens donnés en contre-échange à la république se trouvaient avoir été vendus, la valeur entrera en liquidation au profit de l'échangiste. Elle sera réglée d'après le prix commun des biens de même espèce, à l'époque où l'échangiste aura reçu l'avis de sa liquidation, et où il devra faire le délaissement des forêts nationales qu'il a reçues en échange (1).

7. Le montant des sommes revenant aux engagistes par le résultat desdites liquidations, leur sera payé intégralement en inscriptions au grand-livre de cinq pour cent consolidés. — Les échangistes pourront recevoir le montant de leur liquidation en domaines nationaux estimés à raison de vingt fois le revenu net, ou en cinq pour cent consolidés; ils seront tenus d'opter dans le mois, à compter du jour où ils auront reçu l'avis de leur liquidation.

8. A compter du jour de la publication de la présente loi, les détenteurs qui se seront conformés aux articles 1^{er} et 2, ne pourront être dépossédés sans avoir préalablement reçu l'avis de leur liquidation pour en toucher le montant, ou avoir été remis en possession des biens donnés par eux en contre-échange. Néanmoins les bois et forêts dont il s'agit seront soumis aux règles générales de l'administration publique en cette partie. Un quart du prix des coupes sera versé au trésor public: les trois autres quarts seront remis aux possesseurs actuels, jusqu'à leur liquidation et remboursement. — Ceux qui ne se seront pas conformés aux articles 1^{er} et 2 seront dépossédés à l'échéance du délai fixé par l'article 1^{er}.

9. Aucun concessionnaire ou détenteur, quel que soit son titre, ne peut disposer des bois de haute-futaie, non plus que des taillis recrus sur les futaies coupées ou dégradées. — Il en est de même des pieds corniers, arbres de lisière, baliveaux anciens et modernes, des bois taillis, dont il est d'ailleurs défendu d'avancer, retarder ou intervertir les coupes.

10. A l'égard des aliénations ou engagemens, acensemens, sous-aliénations et sous-inféodations de terrains enclavés dans les forêts dont il s'agit, on en étant distans de moins de sept cent quinze mètres, le surcis porté par la dernière partie de l'article 15 de la loi du 14 ventose an 7 est révoqué, et les autres dispositions de la même loi leur seront appliquées (2).

(1) Si un échange fait entre un particulier et le gouvernement est déclaré nul pour défaut de formalités, et s'il est impossible au gouvernement de rendre à l'échangiste sa propriété, celui-ci est fondé à en réclamer la valeur, telle qu'elle était à l'époque de la dépossession de la propriété donnée en contre-échange. Arr. du cons., 31 juillet 1812, Sir., Jur. du cons., II, 119.

(2) Cet article ne doit s'entendre que des terrains vains et vagues, et non des terrains plantés d'arbres. Arr. du cons., 3 décembre 1817, Sir., Jur. du cons., IV, 219.

11. Les engagistes ou échangistes à la charge de faire des constructions de moulins et usines, et qui ont été dépossédés sans avoir obtenu leur liquidation, seront remboursés intégralement en cinq pour cent consolidés, d'après les estimations qui seront faites en conformité des articles précédens. — Pour les autres cas non compris dans la loi du 14 ventose an 7 et dans la présente, la loi du 24 frimaire an 6 sera exécutée suivant sa forme et teneur.

14 pluviose an 12. = *Distinction des biens*, voyez 4 du même mois.

N° 192. = 16—26 pluviose an 12 (6—16 février 1804). = **LOI relative aux maisons de prêt sur nantissement** (1). (III, Bull. CCCXL, n° 3567.)

Art. 1^{er}. Aucune maison de prêt sur nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement.

2. Tous les établissemens de ce genre actuellement existans, qui, dans six mois à compter de la promulgation de la présente loi, n'auront pas été autorisés comme il est dit en l'article 1^{er}, seront tenus de cesser de faire des prêts sur nantissement, et d'opérer leur liquidation dans l'année qui suivra.

3. Les contrevenans seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, et condamnés, au profit des pauvres, à une amende payable par corps, qui ne pourra être au dessous de cinq cents francs, ni au dessus de trois mille francs. — La peine pourra être double en cas de récidive.

4. Le tribunal prononcera en outre, dans tous les cas, la confiscation des effets donnés en nantissement.

16 pluviose an 12. = *Propriété*, voyez 6 du même mois.

N° 193. = 17—27 pluviose an 12 (7—17 février 1804). = **LOI relative aux contrats et obligations conventionnelles en général** (2). (III, Bull. CCCXLIII, n° 3606.)

17 pluviose an 12. = *Droits d'enregistrement et d'hypothèque des donations faites aux hospices*, voyez 7 du même mois.

N° 194. = 19—29 pluviose an 12 (9—19 février 1804). = **LOI sur les engagemens qui se forment sans convention** (3). (III, Bull. CCCXLIV, n° 3607.)

19 pluviose an 12. = *Usufruit, usage, habitation*, voyez 9 du même mois.

(1) Voyez le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), concernant les monts-de-piété et les maisons de prêt sur nantissement; celui du 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805), contenant règlement sur l'organisation et les opérations du mont-de-piété de Paris, et les notes qui résument toute la législation spéciale à cet établissement; l'avis du cons. d'état du 12 juillet 1807, qui détermine le but qu'on doit se proposer dans l'établissement des monts-de-piété; l'art. 2084 du Code civil, portant que les dispositions des art. 2073 et suiv. sur le gage ne sont point applicables aux maisons de prêt sur gage autorisées, à l'égard desquelles on suit les lois et réglemens qui les concernent; et l'art. 411 du Code pénal de 1810, qui prononce des peines contre ceux qui établissent des maisons de prêt sans autorisation.

(2) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. III, art. 1101 et suiv.

(3) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. IV, art. 1370 et suiv.

N° 195. = 20—30 pluviöse an 12 (10—20 février 1804). = *Loi relative au contrat de mariage et aux droits respectifs des époux* (1). (III, Bull. CCCXLIV, n° 3608.)

20 pluviöse an 12. = *Servitudes et services fonciers*, voyez 10 du même mois.

N° 196. = 21 pluviöse an 12 (11 février 1804). = *ARRÊTÉ relatif à la formule des jugemens, ordonnances et mandats de justice* (2). (III, Bull. CCCXL, n° 3571.)

Art. 1^{er}. Les jugemens des tribunaux, les ordonnances, les mandats de justice, seront intitulés ainsi qu'il suit :

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, Bonaparte, premier consul de la république, à tous ceux qui ces présentes verront, salut : faisons savoir que..., etc.

2. Les même jugemens, ordonnances ou mandats seront terminés ainsi qu'il suit :

MANDONS ET ORDONNONS à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement, ou ladite ordonnance, ou ledit mandat, à exécution, à tous commissaires près les tribunaux d'y tenir la main, et à tous commandans et officiers de la force publique d'y prêter main-forte quand ils en seront requis; en foi de quoi le présent jugement, ou ordonnance, ou mandat, a été signé, etc., et scellé du sceau du tribunal.

N° 197. = 21 pluviöse—1^{er} ventöse an 12 (11—21 février 1804). = *Loi relative à l'augmentation du nombre des juges du tribunal criminel du département de la Seine* (3). (III, Bull. CCCXLII, n° 3575.)

Art. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal criminel du département de la Seine sera porté à dix, outre le président et le vice-président.

2. L'article 54 de la loi du 27 ventöse an 8, portant que le tribunal criminel du département de la Seine se divisera en deux sections, aura son application dans le cas où il jugera comme tribunal spécial.

N° 198. = 21 pluviöse an 12 (11 février 1804). = *ARRÊTÉ relatif aux paiemens faits et aux cédules souscrites par les acquéreurs de domaines nationaux antérieurement à l'arrêté du 22 prairial an 10*. (III, Bull. CCCXLV, n° 3609.)

Il n'y a lieu au remboursement des sommes payées par les acquéreurs de domaines nationaux, antérieurement à l'arrêté du 22 prairial an 10, au-delà de celles prétendues par eux, seulement exigibles d'après ses dispositions. — Les cédules qu'ils auraient souscrites avant le même arrêté, ont dû ou doivent être acquittées.

21 pluviöse an 12. = *Engagemens et échanges de biens nationaux*, voyez 11 du même mois.

N° 199. = 23 pluviöse—3 ventöse an 12 (13—23 février 1804). = *Loi relative*

(1) Voyez la note qui accompagne la loi du 14—24 ventöse an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. V, art. 1387 et suiv.

(2) Cette formule a été modifiée suivant les changemens de gouvernement; elle a été déterminée en dernier lieu par l'ordonnance du 16 août—1^{er} septembre 1830.

(3) Le tribunal criminel de la Seine n'existe plus : il a été remplacé par la cour d'assises. — Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 20 janvier—25 février 1791, le résumé de la législation concernant les tribunaux criminels.

à la contrainte par corps en matière civile (1). (III, Bull. CCCXLVI, n° 3612.)

N° 200. = 24 pluviose—4 ventose an 12 (14—24 février 1804). = *LOI qui autorise la vente des maisons urbaines appartenant aux hospices de Paris* (2). (III, Bull. CCCXLII, n° 3590.)

Art. 1^{er}. La commission administrative des hospices de Paris est autorisée à vendre à l'enchère, devant le préfet du département, avec les formalités usitées pour la vente des domaines nationaux, les maisons urbaines appartenant auxdits hospices.

2. Le conseil général des hospices présentera successivement l'état de celles de ces maisons qui devront être vendues les premières, et leur aliénation n'aura lieu qu'après une autorisation du gouvernement, prise en conseil d'état.

3. Le prix provenant de ces maisons sera versé à la caisse du mont-de-piété de Paris, et employé, ou en prêts à intérêt à cet établissement, ou en achat de rentes sur l'état.

N° 201. = 24 pluviose—4 ventose an 12 (14—24 février 1804). = *LOI sur le cautionnement* (3). (III, Bull. CCCXLVI, n° 3613.)

N° 202. = 24 pluviose an 12 (14 février 1804). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rentes, échanges, emprunts et impositions extraordinaires*. (III, Bull. CCCLVI, n° 3684.)

TITRE VIII. — Dispositions générales.

Art. 142. Toutes les fois qu'un des preneurs à rente voudra l'amortir, il en aura la faculté en payant vingt années du montant de la rente.

143. Si la somme que chaque commune ou hospice aura à sa disposition, provenant de remboursement, aliénation ou soultte d'échange, par suite de la présente loi, n'a pas d'affectation spéciale, et peut suffire à acquérir cinquante francs de rente sur l'état, cette acquisition sera faite sous la surveillance du préfet, à moins qu'il n'y ait autorisation contraire et spéciale. Si elle n'est pas suffisante pour acheter cinquante francs de rente, le préfet en règlera l'emploi.

144. Tous les travaux qu'une commune ou un département aura à faire en vertu de la présente loi seront, si fait n'a déjà été, évalués par devis, adjugés au rabais, et ensuite faits, reçus et payés comme les travaux publics nationaux, sous l'inspection gratuite d'un ingénieur du département et sous la surveillance du préfet (4).

N° 203. = 26 pluviose an 12 (16 février 1804). = *ARRÊTÉ qui détermine l'uni-*

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois. Voyez aussi la loi du 15 germinal an 6 (4 avril 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent; et enfin le Cod. civ., liv. III, tit. XVIII, art. 2059 et suiv.

(2) Voyez le décret du 18 mai 1806, qui autorise de semblables aliénations en exécution de la présente loi; celui du 24 mars 1809, et celui du 27 février 1811.

(3) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XIV, art. 2011 et suiv.

(4) Les autres articles ne contiennent que les noms des communes, hospices et établissements de charité autorisés.

forme des ingénieurs hydrographes de la marine. (III, Bull. CCCXLII, n° 3591.)

L'uniforme des ingénieurs hydrographes de la marine sera, habit français bleu national, doublure bleue, collet et paremens de velours noir, veste blanche, culotte bleue ou blanche, boutons de cuivre doré portant une ancre entourée de la légende, *ingénieur hydrographe*; chapeau uni, cocarde nationale retenue par une ganse d'or et un petit bouton; ils porteront une épée.—L'hydrographe en chef aura une broderie double en or sur le collet, le parement et les poches, conformément au modèle arrêté: la broderie simple sera de deux centimètres de largeur.—L'hydrographe sous-chef aura une broderie simple sur le collet, le parement et les poches.—Les hydrographes de première classe auront une broderie simple sur le collet, et les paremens. — Les hydrographes de seconde classe auront une broderie simple sur le collet, et une ganse de soie au chapeau.— Les élèves hydrographes n'auront aucune broderie; le collet seul sera en velours noir.

26 pluviôse an 12. — *Maisons de prêt sur nantissement*, voyez 16 du même mois.

27 pluviôse an 12. — *Contrats et obligations*, voyez 17 du même mois.

29 pluviôse an 12. — *Engagemens qui se forment sans convention*, voyez 19 du même mois.

N° 204. — 30 pluviôse—10 ventose an 12 (20 février—1^{er} mars 1804). — *Loi relative à la concession des terrains qui resteront disponibles après le percement de la rue parallèle à celle de Saint-Florentin, etc.* (III, Bull. CCCXLVII, n° 3614.)

Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à concéder aux propriétaires limitrophes, les portions de terrains qui resteront disponibles après le percement de la rue parallèle à celle Saint-Florentin, et qui longe les derrières de l'hôtel de l'Infantado, ainsi que les portions qui s'étendent depuis le palais du troisième consul jusqu'à la rue de la Convention, ensemble les terrains qui se trouvent contigus et dans l'alignement de la propriété du citoyen *Boivin*.

2. Le prix de ces concessions sera fixé d'après une estimation rigoureuse, et le montant en sera acquitté en trois paiemens égaux, savoir, le premier dans le mois de la vente, et les deux autres de trois mois en trois mois.

3. Les acquéreurs seront tenus d'élever à leurs frais, dans le délai de deux années à compter du jour de la vente, les constructions désignées aux plans arrêtés par le gouvernement, sous peine de déchéance avec perte des termes payés, ou de payer les constructions des façades que le gouvernement serait autorisé à faire faire.

4. Les ventes faites et celles à effectuer des domaines nationaux situés entre la rue Saint-Florentin, la rue Neuve, la rue Saint-Honoré et la rue de l'Echelle, qui avaient été réservés par la loi du 3 nivôse an 8, soit par enchères, soit par estimation, sont pareillement approuvées et autorisées, pour le produit en être employé, jusqu'à due concurrence, aux constructions et embellissemens dont les plans ont été ou seront arrêtés par le gouvernement.

5. Le ministre des finances est également autorisé à faire cession à la dame *Lemercier*, de seize cent cinquante mètres trente centimètres de terrain national bordant la rue projetée, de la grille du jardin des Tuileries à la rue Saint-Honoré, estimés, en superficie et matériaux provenant des bâtimens que l'échangiste sera tenu de démolir, à trois cent vingt-six mille trois cent trente-huit francs quarante-six centimes, en contre-échange de mille treize

mètres vingt-cinq centimètres de terrain faisant partie de la propriété de la dame *Lemercier*, sise rue Saint-Honoré, estimés, en superficie et bâtimens, à trois cent vingt-un mille francs ; lesdits terrains et bâtimens désignés et détaillés au procès-verbal des citoyens *Delaunay* et *Bonnard*, commencé le 25 nivose an 11, et clos le 2 fructidor suivant, lequel demeurera annexé à la minute du contrat d'échange, ainsi que le plan des lieux, dressé par lesdits experts.

6. La somme de cinq mille trois cent trente-huit francs quarante-six centimes résultant de la plus-value des objets cédés par la république, sera payée après la ratification du contrat d'échange, par ladite dame *Lemercier*, qui sera tenue, en outre, de supporter les frais du contrat, de faire place nette, et de bâtir conformément aux plans donnés par l'architecte du gouvernement, et de remplir toutes les autres conditions portées au procès-verbal.

30 pluviôse an 12. = *Contrat de mariage et droits respectifs des époux*, voyez 20 du même mois.

1^{er} ventose an 12. = *Juges du tribunal criminel de la Seine*, voyez 21 pluviôse précédent.

N° 205. = 2—12 ventose an 12 (22 février—3 mars 1804). = *LOI relative à l'emploi du produit des amendes forestières*. (III, Bull. CCCXLVII, n° 3627.)

A compter du 1^{er} vendémiaire an 12, le produit des amendes forestières, déduction faite de tous les frais de poursuite et de recouvrement, pourra être réparti annuellement entre les agens forestiers, à titre d'indemnité : il est dérogé, à cet égard, à l'article 15 du titre XV de la loi du 15—29 septembre 1791.

N° 206. = 3 ventose an 12 (23 février 1804). = *ARRÊTÉ qui fixe les indemnités représentatives des masses dues aux majors de toutes les armes*. (III, Bull. CCCXLVII, n° 3628.)

Art. 1^{er}. Les indemnités représentatives des masses dues aux majors de toutes les armes, sont fixées ainsi qu'il suit ; savoir : — L'indemnité de logement à quarante-cinq francs par mois ; l'indemnité d'étape, à quatre francs cinquante centimes par journée : l'indemnité de route, à quatre francs cinquante centimes par journée d'étape d'un gîte à l'autre.

2. Les fourrages leur seront fournis en nature, ou en indemnité représentative, selon leur arme et leur position ; savoir : — Dans les troupes à cheval, en temps de paix, à raison de trois chevaux, — En temps de guerre, à raison de quatre chevaux ; — Dans l'infanterie et autres armes, en temps de paix, à raison de deux chevaux, — En temps de guerre, à raison de trois chevaux.

3. Le traitement de réforme qui sera affecté au grade de major, sera de mille francs par an.

3 ventose an 12. = *Contrainte par corps en matière civile*, voyez 23 pluviôse précédent.

4 ventose an 12. = *Vente de maisons des hospices à Paris, Cautionnement*, voyez 24 pluviôse précédent.

N° 207. = 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804). = *LOI concernant les finances*. (III, Bull. CCCXLV, n° 3610.)

TITRE 1^{er}. — *Dépenses de l'an 11.*

Art. 1^{er}. La somme de trente millions pour le paiement des dépenses

extraordinaires que la guerre a nécessitées en l'an 11, faisant, avec celle de cinq cent quatre-vingt neuf millions cinq cent mille francs, comprise dans la loi du 4 germinal an 11, celle de six cent dix-neuf millions cinq cent mille francs, est mise à la disposition du gouvernement.

2. Cette somme sera prise, tant sur les contributions et revenus ordinaires de l'an 11, que sur les ressources extraordinaires de la même année.

TITRE II. — Dépenses de l'an 12.

3. La somme de trois cents millions, faisant, avec celle de quatre cents millions portée en l'article 26 de la loi du 4 germinal an 11, la somme de sept cents millions, est mise à la disposition du gouvernement.

4. Cette somme sera prise sur le produit des contributions décrétées par les lois, et sur les autres ressources de l'an 12.

5. Elle sera employée au paiement, d'abord de la dette publique, et ensuite des dépenses des différens ministères, comme il suit :

Dette publique.

	fr.			
Dette perpétuelle.	{ Aux créanciers de l'état 40,443,259 }	43,505,463	{	
	{ Plus, pour la partie des rentes acquises par la caisse d'amortissement. 3,062,204 }			
Dette viagère.	{ 2 ^e semestre an 11, et 1 ^{er} semestre an 12. 19,576,821 }	24,471,026	{	67,976,489
	{ Fonds extraordinaires pour les trois premiers mois de l'an 12. 4,894,205 }			
				fr. 71,153,766
<i>Six nouveaux départemens.</i>				
Dette.	{ perpétuelle. 2,677,277 }	3,177,277	{	
	{ viagère. 500,000 }			

Dépenses générales du service.

Ministères..	{ du grand-juge ministre de la justice. 23,000,000 }	7,000,000	{	
	{ des relations extérieures. 7,000,000 }			
Ministère de l'intér.	{ Service ordinaire. 19,730,919 }	15,000,000	{	34,730,919
	{ ——— extraordinaire. 15,000,000 }			
Ministère des finances.	{ Services ordinaires. 31,927,000 }	10,000,000	{	77,677,000
	{ Remboursement à la caisse d'amortissement de partie des cautionnemens (3 ^e à-compte). 5,000,000 }			
	{ Fonds d'amortissement, en exécution de la loi du 21 floréal an 10. 10,000,000 }			
	{ Intérêts des cautionnemens pour ce qui en reste à la charge du trésor public. 1,250,000 }			
	{ Pensions, y compris les fonds extraordinaires des trois premiers mois. 29,500,000 }			
	{			
Ministères..	{ du trésor public 8,000,000 }	168,000,000	{	268,000,000
	{ de la guerre. 168,000,000 }			
	{ de l'administration de la guerre. . . 100,000,000 }			
	{ de la marine et des colonies. 180,000,000 }			
Frais de négociations.				15,000,000
Fonds de réserve.				15,438,315
TOTAL GÉNÉRAL.				700,000,000

TITRE III. — *Contributions offertes pour les frais de la guerre.*

6. Les sommes offertes par les conseils généraux des départemens et arrondissemens, et par les conseils municipaux, en centimes additionnels aux contributions directes des années 11, 12, 13 et 14, pour subvenir aux frais de la guerre, seront perçues pour l'an 11 et l'an 12 seulement. Les offres particulières faites par le commerce de Paris et par les villes de Marseille, Lyon et Bordeaux, pour la construction de vaisseaux, sont acceptées.

TITRE IV. — *Cautionnement des receveurs.*§ I^{er}. — Receveurs d'arrondissement (1).

7. Le cautionnement des receveurs d'arrondissement autres que celui du chef-lieu du département, sera, à compter de l'an 13, du quart en sus de celui déjà fourni : ce supplément sera versé au trésor public, avant le 1^{er} vendémiaire prochain.

8. Le produit de ce supplément de cautionnement est mis à la disposition du gouvernement pour le service de l'an 12, et sera rétabli dans la caisse d'amortissement, conformément aux lois des 7 et 27 ventose an 8.

§ II. — Percepteurs des contributions directes (2).

9. Tous les percepteurs des contributions directes seront à la nomination du premier consul.

10. Il y aura, autant que possible, un percepteur par chaque ville, bourg ou village.

11. Les préfets pourront néanmoins proposer un seul percepteur pour plusieurs communes, lorsque les localités l'exigeront, pourvu que le montant des rôles des communes réunies n'excède pas vingt mille francs.

12. Ces percepteurs seront tenus de fournir, avant le 1^{er} vendémiaire prochain, un cautionnement en numéraire du douzième du principal des rôles des quatre contributions directes réunies dont la perception leur sera confiée.

13. Le cautionnement des percepteurs déjà nommés dans les bourgs, villes et villages payant quinze mille francs en contributions et au dessus, sera reporté à la proportion réglée par l'article précédent : ce supplément sera versé au trésor public, avant le 1^{er} vendémiaire prochain.

14. Les fonds provenant de ces cautionnemens et supplémens de cautionnement seront versés au trésor public pour le service de l'an 12, et rétablis dans la caisse d'amortissement, conformément aux lois des 7 et 27 ventose an 8.

15. Le traitement des nouveaux percepteurs sera fixé par le gouvernement et ne pourra être au dessus de cinq centimes par franc du montant des contributions qu'ils seront chargés de percevoir.

16. Les intérêts des cautionnemens seront payés chaque année.

(1) Voyez, sur le cautionnement des receveurs particuliers d'arrondissement, la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), qui les établit, art. 4, et la note qui résume la législation.

(2) Voyez, sur le mode de nomination, les attributions et le cautionnement des percepteurs des contributions directes, la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), art. 124 et suiv.; l'arrêté du 16 thermidor an 8 (4 août 1800); le décret du 30 frimaire an 13 (21 décembre 1804); et la loi du 28 avril—4 mai 1816, sur les finances, art. 80 à 83.

TITRE V. — *Des droits réunis* (1).CHAPITRE 1^{er}. — *Des tabacs* (2).SECTION 1^{re}. — *Fixation des droits.*

17. Le droit sur l'importation des tabacs étrangers en feuilles, établi par la loi du 29 floréal an 10, sera, à compter de la publication de la présente loi, d'un franc par kilogramme lorsqu'ils seront importés par navire étranger, et de huit décimes par kilogramme lorsqu'ils seront importés par navire français.

18. Indépendamment de ce droit, il continuera d'être perçu, conformément à la même loi du 29 floréal an 10, un droit de fabrication de quatre décimes par kilogramme, tant sur les feuilles étrangères que sur les feuilles indigènes employées à la fabrication du tabac.

19. Les tabacs indigènes en feuilles paieront, à l'exportation, sept francs par cent kilogrammes.

SECTION II. — *Mode de perception.*

20. Les tabacs étrangers en feuilles continueront à jouir de l'entrepôt dans les villes où il est établi, et pourront y rester pendant dix-huit mois sans payer le droit d'entrée; passé ce temps, il sera perçu.

21. Le droit d'entrée fixé par l'article 17, sera perçu, soit à la sortie de l'entrepôt, si les tabacs y sont entrés, soit à la sortie de la douane, si l'expédition pour l'intérieur a lieu immédiatement;—Dans l'un et l'autre cas, il sera perçu, par parties égales, en traites ou obligations suffisamment cautionnées à trois, six, neuf et douze mois de terme.

22. Le droit de fabrication, fixé par l'article 18, sera acquis sur les feuilles, soit étrangères, soit indigènes, au moment de leur entrée dans les fabriques; il sera de même payable, par parties égales, en traites ou obligations suffisamment cautionnées à trois, six, neuf et douze mois de terme.

SECTION III. — *Formalités pour l'expédition des tabacs étrangers.*

23. Les tabacs étrangers en feuilles ne pourront sortir de la douane ni de l'entrepôt pour entrer dans l'intérieur, que sur une déclaration qui indiquera la fabrique à laquelle ils seront destinés.

24. Ils seront en outre accompagnés d'un acquit-à-caution, qui, dans le délai porté audit acquit et déterminé en raison des distances, devra être présenté, à l'entrée de ces tabacs en fabrique, au préposé de la régie des droits réunis, pour être déchargé par lui, sous peine d'une amende égale au quadruple du droit de fabrication des tabacs qui en seront l'objet, et dont le recouvrement sera poursuivi contre le soumissionnaire par le receveur de la douane qui aura délivré l'acquit-à-caution.

25. Les acquits-a-caution seront portés sur un registre qui sera tenu à cet effet par le préposé de la régie des droits réunis; un extrait de ce registre

(1) De la présente loi date l'établissement des droits réunis. — Voyez l'arrêté du 5 germinal an 12 (26 mars 1804), portant organisation de la régie des droits réunis; le décret du 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805), concernant la perception des droits réunis et la manière de procéder sur les contreventions; la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, tit. VI, sur le même objet, et les lois de finances postérieures jusqu'en 1814; la proclamation du 27 avril—1^{er} mai 1814, portant des modifications au régime des droits réunis; et celle explicative du 10—21 mai suivant.

Voyez encore l'ordonnance du 17—27 mai 1814, qui supprime la régie des droits réunis et la remplace par une direction générale des contributions indirectes, et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Voyez, sur la législation des tabacs, le résumé qui accompagne le décret du 20—27 mars 1791.

sera remis par ledit préposé au directeur de l'arrondissement, qui, après l'avoir légalisé, l'adressera au directeur général des douanes.

26. Tout tabac étranger en feuilles qui sera trouvé dans l'intérieur sans être muni d'un acquit-à-caution, ou sans qu'il soit justifié qu'il soit sorti de l'entrepôt des douanes avec cette formalité, sera saisi et confisqué. — Lorsqu'il se trouvera dans un chargement une quantité de tabac en feuilles supérieure à celle portée dans l'acquit-à-caution, et que cette quantité excédera d'un dixième le poids pour lequel l'acquit-à-caution aura été délivré, il y aura lieu à la confiscation de la totalité du chargement. — Au dessous du dixième, il y aura lieu seulement au paiement du droit d'entrée pour l'excédant. — Cette vérification ne pourra être faite qu'à l'entrée des tabacs en fabrique (1).

27. Tout négociant qui, à l'époque de la publication de la présente loi, aura en magasin des tabacs étrangers, sera tenu, sous peine de confiscation, d'en faire la déclaration dans les trois mois qui suivront cette publication; et il ne pourra les faire sortir de ses magasins que sur un acquit-à-caution qui sera soumis aux formalités prescrites par l'article 25.

SECTION IV. — Réexportation, et remise de droits à l'exportation du tabac fabriqué.

28. Les feuilles de tabac étranger jouiront, comme par le passé, de la faculté d'être réexportées à l'étranger en sortant de l'entrepôt, sans payer de droit.

29. Il sera fait restitution du droit de fabrication aux tabacs de fabriques nationales, tant en poudre qu'en carottes, qui seront exportés à l'étranger.

30. Les tabacs fabriqués destinés à l'exportation ne pourront sortir des fabriques qu'après la déclaration faite aux préposés de la régie, et munis d'un acquit-à-caution qui sera déchargé au bureau de la douane par lequel leur sortie aura lieu. — Sur la représentation de cet acquit-à-caution déchargé, la restitution du droit sera effectuée par le bureau de la régie des droits réunis qui aura perçu les droits de fabrication dans la même fabrique d'où l'expédition du tabac exporté aura été faite.

SECTION V. — Conditions pour l'établissement d'une fabrique de tabac.

31. A compter de la publication de la présente loi, aucune fabrique de tabac ne pourra être établie dans l'étendue de la république qu'en vertu d'une licence annuelle dont le prix sera réglé pendant les deux premières années par le gouvernement, à raison de la localité où les fabriques seront établies, de l'éloignement où elles seraient des villes ou d'autres fabriques, et des dépenses qu'entraînerait la surveillance à exercer sur elles. — Les fabriques actuellement existantes seront tenues de se pourvoir des mêmes licences, pour l'an 13, dans le délai qui s'écoulera depuis la date de la publication de la présente loi jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 13.

32. A l'expiration des deux premières années, le tarif des licences sera présenté au corps législatif, pour être converti en loi.

33. Le prix de la licence sera payable en une seule fois pour la première année. Il sera acquitté les années suivantes par trimestre et d'avance.

34. Les fabriques de tabac, les maisons dans lesquelles elles seront établies, et leurs magasins, seront soumis à la visite et à la surveillance des préposés de la régie des droits réunis, chargés de vérifier les quantités de feuilles in-

(1) Sous l'empire de cette législation, on jugeait qu'il y avait lieu à confiscation de tabacs étrangers en feuilles, sortis d'un entrepôt des douanes avec des acquits-à-caution, et trouvés à l'intérieur dans des lieux non déterminés par ces acquits. Cass., 14 prairial an 13, Sir., VII, 2, 1221; Bull. crim., X, 231.

digènes ou exotiques qui y seront entrées, de constater les produits de la fabrication comparés avec les feuilles introduites, et d'assurer le paiement des droits.

35. Tout fabricant de tabac sera tenu, en conséquence, de faire au bureau de la régie le plus voisin, et avant le déchargement des voitures, la déclaration de la quantité de tabac en feuilles, soit indigènes, soit exotiques, qui sera destinée pour sa fabrique, sous peine de confiscation des quantités non déclarées, et d'une amende égale au prix de la licence à laquelle sa fabrique aura été taxée.

36. Il sera également tenu, sous peine de perdre sa licence, d'avoir un registre coté et paraphé par le juge de paix, tant des tabacs en feuilles exotiques et indigènes qu'il aura fait entrer dans sa fabrique, que des tabacs fabriqués qu'il en aura fait sortir.

37. Les employés de la régie des droits réunis pourront en prendre communication toutes les fois qu'ils le jugeront convenable.

38. Les tabacs fabriqués en carottes seront en outre marqués d'une marque particulière adoptée par la fabrique, et dont le type sera déposé au greffe du tribunal où sont portées les affaires de commerce, et entre les mains du directeur de la régie de l'arrondissement.

SECTION VI. — *Conditions pour l'établissement d'un débit de tabac.*

39. Les débitans de tabac seront, à compter de la publication de la présente loi, et dans le délai qui s'écoulera depuis cette publication jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 13, tenus de se pourvoir d'une licence pour la même année.

40. Le prix de ces licences sera déterminé, pour cette première année, par le gouvernement, et fixé proportionnellement à la quantité de tabac que chaque débitant sera présumé vendre, sans pouvoir cependant excéder un décime par kilogramme (1).

41. A l'expiration de cette première année, le tarif de ces licences sera présenté au corps législatif, pour être converti en loi.

42. Le paiement des licences de débitant de tabac aura lieu dans la forme réglée ci-dessus pour le paiement des licences de fabricant.

43. Les débitans de tabac ne pourront avoir chez eux d'autres instrumens à tabac que ceux nécessaires pour moudre ou râper. Ils ne pourront pulvériser que des tabacs fabriqués, qu'ils justifieront, par représentation de leurs factures, avoir extraits des fabriques pourvues de licences : ils ne pourront avoir à leur disposition des tabacs en feuilles, sous peine d'être réputés fabricans en fraude ; et ils seront soumis à la visite des préposés de la régie des droits réunis.

44. Tout fabricant payant licence de fabrique ne pourra vendre par parties au dessous d'un kilogramme, sans s'être pourvu d'une licence de débitant.

SECTION VII. — *Des contraventions.*

45. Les instrumens, le tabac en feuilles et les tabacs fabriqués qui seraient découverts dans des fabriques non pourvues de licences ou dans leurs magasins, ou dans des entrepôts frauduleux, seront saisis et confisqués, et les contrevenans condamnés à une amende dont le montant ne pourra être au dessous de mille francs, ni excéder trois mille francs.

46. Tout fabricant qui sera convaincu d'avoir introduit dans sa fabrique, en fraude des droits de fabrication, des feuilles indigènes, sera condamné,

(1) Voyez le décret du 30 thermidor an 12 (18 août 1804), qui détermine cette fixation.

pour la première fois, à une amende qui ne sera jamais au dessous de mille francs, et qui pourra être portée à une somme égale au montant des droits de fabrication qu'il aura payés dans le cours d'une année;—Pour la seconde, à une double amende de la première;—Et pour la troisième, indépendamment de cette double amende, à la clôture de sa fabrique. — Les tabacs introduits en fraude, et qui seront trouvés dans les fabriques, seront en outre saisis et confisqués.

47. L'amende sera double, s'il est convaincu d'avoir introduit des feuilles de tabac étranger en fraude des droits d'entrée ou de fabrication.

48. Les tabacs en carottes qui seraient trouvés chez les débitans de tabac, sans la marque prescrite par l'article 38, et ceux dont la marque serait fausse, seront saisis et confisqués, et le contrevenant condamné, en outre, à une amende égale au double du prix de sa licence, sans préjudice de la poursuite en faux, s'il y a lieu.

CHAPITRE II. — Des boissons et distilleries (1).

SECTION 1^{re}. — Des vins, cidres et poirés (2).

49. Chaque année il sera fait, dans les six semaines qui suivront la récolte, un inventaire pour constater les quantités des vins recueillis.

(1) Voyez le décret du 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805), concernant la perception des droits sur les boissons, les formalités des procès-verbaux de contravention, et le mode de procéder sur ces procès-verbaux; la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806, tit. VI, concernant les boissons (droit d'inventaire, vente en gros et en détail, abonnemens); le décret du 5 mai 1806, contenant règlement sur les boissons (vente en gros et en détail, abonnemens, exercice, mode d'acquiescement des droits); la loi du 25 novembre—5 décembre 1808, tit. VI, qui remplace le droit d'inventaire et celui de vente et revente en gros des boissons, par un droit de mouvement, et contient des règles sur la perception de ce droit; le décret du 3 février 1810, relatif à l'introduction des eaux-de-vie, esprits, ou liqueurs dans Paris, et à leur transport dans un rayon de six myriamètres de cette ville, et les notes; celui du 12 octobre 1812, qui prescrit des formalités pour la circulation des eaux-de-vie, esprits, et liqueurs composées d'eaux-de-vie ou d'esprits; celui du 5 janvier 1813, contenant un tarif des droits sur les boissons; l'ordonnance du 27 avril—1^{er} mai 1814, sur les boissons (droits sur le transport, déductions, suppression de l'exercice dans les communes où il existe des octrois, entrepôt, abonnemens); celle du 1^{er}—8 juin suivant, qui prescrit des mesures pour déterminer celles des communes qui jouiront de l'affranchissement de l'exercice; la loi du 8—13 décembre même année, qui contient des dispositions étendues sur les formalités de l'enlèvement et la circulation des boissons, le passe-debout, le transit, l'entrepôt, les droits d'entrée et de vente en gros et en détail, les obligations imposées aux débitans et aux propriétaires, les abonnemens, etc., etc.; l'ordonnance du 17—23 février 1815, qui exempte des droits de circulation et de consommation les boissons destinées aux colonies; le décret du 8—11 avril 1815 (cent-jours), portant suppression

(2) Voyez le décret du 1^{er} vendémiaire an 14 (23 septembre 1805), concernant le paiement des droits d'inventaire, les déclarations de transport, la vente et le récolement des vins, cidres et poirés; la loi de finances du 24 avril—30 mai 1806, art. 25, portant établissement d'un droit sur la vente en gros des vins, cidres, poirés et esprits; le décret du 5 mai 1806, art. 14 et suiv., qui impose diverses obligations aux marchands en détail de vins, cidres, poirés et esprits; celui du 9 septembre 1810, concernant les déclarations à faire par ceux qui fabriquent des vins dans l'intérieur de Paris; celui du 5 janvier 1813, contenant le tarif des droits à percevoir sur les vins, cidres et poirés; celui du 5 décembre suivant, portant des dispositions relatives à l'entrepôt des vins établi à Paris; celui du 15 du même mois, concernant le commerce des vins en gros et en détail à Paris; celui du 2 janvier 1814—15 avril 1833, contenant règlement sur le marché et entrepôt franc des vins et eaux-de-vie à Paris; la loi du 8—13 décembre 1814, qui détermine le montant des droits sur la vente en gros et en détail des vins, cidres et poirés; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions étendues sur la récolte, la circulation, la vente en gros et en détail des vins, cidres et poirés, etc., etc.; celle du 25—26 mars 1817, art. 85, qui soumet l'hydromel, comme cidre, aux droits de circulation, d'entrée, de détail et de licence; et celle du 24—26 juin 1824, qui détermine le montant du droit de circulation des vins en cercle.

50. A cet effet, les caves, celliers et magasins seront ouverts, pendant ce temps, aux employés préposés audit inventaire.

51. La même mesure aura lieu, pour les cidres et poirés, dans les six semaines qui suivront la fabrication.

52. Dans les villes murées ou reconnues fermées, où sont perçus des droits d'octroi, le gouvernement pourra, sur la demande des conseils municipaux, remplacer les formalités des inventaires, en faisant constater à l'entrée la quantité des vendanges et fruits en nature, ou celles des vins, cidres et poirés nouvellement fabriqués.

53. Le droit d'inventaire sera, en ce cas, perçu sur les boissons, et réglé à raison de deux hectolitres de vin pour trois hectolitres de vendanges, et de deux hectolitres de cidre ou poiré pour cinq hectolitres de fruits; déduction faite d'un cinquième pour ouillage, coulage et consommation de famille.

54. Le propriétaire sera tenu de faire l'avance du droit sur les boissons à leur entrée dans lesdites villes; et il en sera remboursé, en cas de vente de ces boissons, sur la représentation de la quittance donnée à son acheteur, qui, avant l'enlèvement, aura fait la déclaration et acquitté le droit.

55. La quantité des vins, cidres et poirés, ne sera inventoriée que sous la déduction de dix pour cent pour ouillage et coulage.

56. Il sera payé, lors de la vente des vins, un droit de quarante centimes par hectolitre; — Lors de la vente des cidres et poirés un droit de seize centimes par hectolitre.

57. Les boissons faites avec de l'eau passée sur les marcs de raisins, pommes ou poires, ne seront sujettes ni au droit, ni à l'inventaire.

58. L'acheteur sera tenu du paiement du droit; et le vendeur ne lui laissera enlever le vin, cidre ou poiré, que sur la représentation de la quittance qu'il devra retenir par devers lui.

59. Faute par le vendeur de s'être fait remettre et de représenter ladite quittance au récolement d'inventaire qui sera fait à la fin de l'année, il sera responsable du droit pour tout le vin, cidre ou poiré qu'il ne pourra représenter, et dont il ne justifiera pas avoir acquitté le même droit.

du droit de circulation et de consommation sur les boissons, substitution des licences aux exercices, etc., etc.

Voyez encore la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions nouvelles et très étendues sur le droit de circulation des boissons, les exemptions, les passavans, acquits-à-caution, les déclarations, les formalités et les délais du transport, les déductions et le coulage, les droits d'entrée, le transit, l'entrepôt, sur les marchands de vins en gros et en détail, les exercices des employés, les licences, les contraventions et le mode de leur constatation; l'ordonnance du 11—20 juin suivant, sur le mode de délivrance, l'usage et le rapport des acquits-à-caution; la loi du 25—26 mars 1817, sur les finances, art. 80 et suiv., contenant un nouveau tarif des droits de circulation des boissons, des exceptions à l'obligation de payer ces droits, les déductions pour ouillage et coulage, etc.; l'ordonnance du 18—28 juin suivant, qui détermine les formalités du remplissage des boissons arrivant à Paris, et celle du 27 octobre—8 novembre 1819, sur le même objet; celle du 20 mai—6 juin 1818, portant désignation des bureaux par lesquels les boissons destinées à l'étranger, par voie de terre, devront sortir pour jouir de la franchise des droits, plusieurs autres ordonnances qui ont ajouté des bureaux de sortie ou en ont supprimé, et celle du 28 décembre 1828—14 janvier 1829, qui contient une nouvelle désignation des bureaux de sortie; la loi de finances du 23—23 juillet 1820, art. 3, concernant l'entrepôt des boissons dans les villes soumises à un octroi; celle du 31—31 juillet 1821, art. 5, qui établit un nouveau mode de régler la déduction pour ouillage et coulage, et la loi du 24—26 juin 1824, art. 1^{er} et suiv., sur le même objet; la loi du même jour, contenant règlement sur la profession de fabricant de liqueurs; la loi transitoire du 17—19 octobre 1830, qui autorise la substitution de l'abonnement à la perception, en faveur des débiteurs de boissons qui en feront la demande; et enfin l'ordonnance du 22 mars—15 avril 1833, concernant l'organisation, l'administration et le régime de l'entrepôt général des boissons de la ville de Paris.

60. Au récolement d'inventaire, s'il y a des quantités manquantes, il sera déduit par les employés neuf hectolitres de vin et dix-huit hectolitres de cidre par chaque famille, de tout âge et de tout sexe, y compris les serviteurs à gages.

61. Le restant d'une année sera reporté à l'inventaire de l'année suivante.

SECTION II. — *De la bière* (1).

62. Tout brasseur de bière sera tenu de déclarer aux employés préposés à cet effet, 1° la contenance de ses chaudières, laquelle pourra être vérifiée; 2° chaque mise de feu qu'il fera; 3° le moment de l'entonnage de la bière après la cuite, pour qu'il soit fait en présence de l'employé s'il le juge convenable (2).

63. Il sera payé par le brasseur, sur la quantité de bière par lui fabriquée, un droit de quarante centimes par hectolitre, quelle que soit la qualité de la bière.—La quantité sera évaluée en comptant pour chaque mise de feu la contenance de la chaudière, quand elle ne serait pas entièrement pleine.—Il sera seulement déduit pour ouillage, coulage, et autres accidens, quinze pour cent.

64. Les brasseurs auront un compte ouvert avec les employés chargés de les exercer.—Tous les trois mois, ce compte sera réglé, et les brasseurs paieront les droits dus à cette époque, en effets de commerce dûment cautionnés, et à quatre-vingt-dix jours de date au plus.

65. Celui qui ne brassera que pour la consommation de sa maison ne sera point soumis au paiement du droit.—Il sera tenu seulement de faire sa déclaration aux préposés, et de souffrir leur visite.—S'il est reconnu qu'il vende de la bière, il sera soumis aux mêmes peines que les brasseurs pris en contravention (3).

SECTION III. — *Des distilleries* (4).

66. Nul ne pourra distiller des vins, cidres, poirés, grains, mélasses, ce-

(1) Voyez le décret précité du 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805), art. 14 et suiv., concernant l'épéalement des chaudières, l'heure de l'entonnement, l'exercice des employés de la régie chez les brasseurs, les enseignes que ceux-ci doivent avoir, etc., etc.; celui du 20 floréal suivant (10 mai 1805), qui détermine le droit à percevoir sur la bière; la loi du 24 avril—4 mai 1806, art. 41, concernant les bières fabriquées dans Paris; celle du 25 novembre—5 décembre 1808, art. 24 et suiv., qui remplacent les droits antérieurement perçus sur les bières par un droit fixe, et spécifient les obligations imposées aux brasseurs; celui du 5 janvier 1813, qui contient le tarif des droits sur la fabrication de la bière; la loi du 8—13 décembre 1814, tit. V, qui contient une nouvelle fixation des droits et des dispositions sur la fabrication des bières, et impose aux brasseurs l'obligation de prendre une licence annuelle; le décret du 8—11 avril 1815 (cent-jours), qui ordonne la répartition des droits sur la fabrication des bières, entre les débitans et les brasseurs, et détermine le mode de cette répartition; et la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions nouvelles sur la fabrication des bières, les droits à payer, les déclarations, le mode d'exercice des employes, etc., etc.

(2) La preuve de ces déclarations ne peut être faite par témoins; elle doit résulter des registres des préposés ou d'une ampliation de ces registres, signée d'eux. Cass., 7 novembre 1806, Sir., VII, 2, 811; Bull. crim., XI, 324.

(3) Cet article ne peut être invoqué par les établissemens publics, notamment par les hospices civils. Cass., 21 juillet 1808, Sir., VI, 2, 726; Bull. civ., VIII, 276.

Voyez encore le décret du 13 fructidor an 13 (31 août 1805).

(4) Voyez le décret du 14 fructidor an 12 (1^{er} septembre 1804), qui impose certaines obligations aux distillateurs qui veulent cesser leur profession; celui du 3 vendémiaire an 13 (25 septembre 1804), qui détermine le mode de paiement des droits sur les grains distillés d'après le procédé hollandais, et qui contient des dispositions sur les abonnemens; celui du 1^{er} germinal suivant (22 mars 1805), art. 13, concernant la distillation des pommes de terre avec mélange de grain, et celui du 28 messidor même année (17 juillet 1805), sur le même objet; la loi du 25 no-

risés, pommes de terre ou autres substances, qu'après en avoir fait sa déclaration aux employés préposés à cet effet, et avoir obtenu une licence qui ne vaudra que pour l'année.

67. Cette déclaration sera faite, pour la première fois, dans le mois qui suivra le jour où la présente loi sera exécutoire, et à l'avenir au commencement de l'année; ou si c'est un établissement nouveau, avant d'y mettre le feu.

68. Il sera payé pour la licence un droit fixe de dix francs.

69. Les distillateurs de grains de toute espèce et de cerises paieront, en outre, un droit de quarante centimes par hectolitre de substance mise en distillation.

70. Cette quantité sera évaluée par la contenance des chaudières, et en supposant que chaque chaudière fasse deux distillations par jour, et travaille vingt-cinq jours par mois.

71. Le distillateur ou bouilleur qui voudra cesser d'être soumis au droit, sera tenu de faire, avant la fin du mois, aux préposés, sa déclaration qu'il veut cesser de distiller, et en retirer certificat; faute de quoi il paiera le mois commencé.

72. Avant de recommencer à distiller, le distillateur sera tenu de faire aux préposés une nouvelle déclaration.

73. Le droit sera payable, tous les mois, en numéraire.

CHAPITRE III. — Du droit sur les voitures publiques (1).

74. Les droits sur les voitures publiques de terre et d'eau continueront d'être perçus sur le pied fixé par la loi du 9 vendémiaire an 6 et celles ultérieures.

75. Il sera en outre perçu un dixième du prix payé aux entrepreneurs de voitures publiques de terre, pour les transports de marchandises qu'elles feront. — Cette perception se fera sur le vu des registres tenus dans leurs bureaux, et des feuilles remises à leurs conducteurs, postillons, cochers ou voituriers, lesquelles feuilles les employés auront droit de se faire représenter, de compulser et vérifier.

CHAPITRE IV. — Des contraventions aux droits exprimés aux chapitres II, III et V.

76. En cas de recélé des vins, cidres et poirés sujets aux inventaires, ou de fraude des droits à la fabrication de la bière, à la distillation des eaux-de-vie de grains, vins, cidres et autres substances, ou enfin de fraude des droits sur les voitures publiques, les cartes ou la marque d'or et d'argent, les objets de fraude seront saisis et confisqués, et les contrevenans condamnés à une amende égale au quadruple des droits fraudés (2).

vembre—5 décembre 1808, tit. VIII, contenant des dispositions nouvelles concernant les distilleries de grains, et la loi du 20 avril 1810, tit. V, sur le même objet; le décret du 12 mars 1812, qui détermine la quantité de grains pouvant être distillée dans les départemens où cette industrie est permise; la loi du 8—13 décembre 1814, tit. VI, contenant des dispositions sur les distilleries de grains, pommes de terre et autres substances farineuses, de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits, et qui impose aux distillateurs l'obligation de prendre une licence annuelle, et la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, contenant des dispositions nouvelles sur le même objet; l'ordonnance du 11—22 juin 1817, qui détermine les formalités de l'établissement des distilleries dans la banlieue de Paris; l'ordonnance du 11—18 mai 1822, qui prohibe la fabrication des eaux-de-vie et esprits dans la ville de Paris; et celle du 20—28 juillet 1825, qui applique la précédente aux rectificateurs d'eau-de-vie à Paris.

(1) Voyez la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 68 et suiv., qui établissent ce droit, et les notes.

(2) Cette amende et la confiscation ne sont pas applicables aux orfèvres qui n'ont pas fait

CHAPITRE V. — De la régie et de ses employés.

SECTION I^{re}. — *De la régie.*

77. Il sera établi pour la perception des droits dont il vient d'être parlé, une administration particulière sous le titre de *Régie des droits réunis*.

78. Elle sera composée d'un directeur général, et du nombre d'administrateurs et d'employés qui sera déterminé par le gouvernement, dans un règlement d'administration publique.

79. Le directeur général et les administrateurs auront un traitement fixe. — Les employés auront une remise progressive sur les produits, en raison de leur accroissement, d'après les fixations et taxations qui seront faites par le gouvernement, comme il est dit en l'article précédent.

80. Indépendamment des droits dont il est parlé ci-dessus, la régie sera chargée de percevoir, 1^o le droit sur les cartes à la fabrication; 2^o le droit de garantie sur les matières d'or et d'argent.

SECTION II. — *Des employés.*

81. Les employés pourront entrer en tout temps chez les individus sujets aux droits sur les tabacs, la marque d'or et d'argent, et les cartes (1).

82. Les employés ne pourront entrer que dans les caves, celliers et magasins des citoyens sujets à l'inventaire des boissons, et seulement pendant le temps accordé à cet effet par les articles 49 et 51, et entre le lever et le coucher du soleil.

83. En cas de suspicion de fraude, ils pourront faire des visites, mais en se faisant assister d'un officier de police, qui sera tenu, sous peine de destitution et de dommages-intérêts, de déférer à la réquisition par écrit qu'ils lui en auront faite, et qui sera transcrite en tête du procès-verbal (2).

84. Les procès-verbaux signés de deux d'entre eux feront foi en justice, jusqu'à inscription de faux (3).

85. Il sera fait sur leurs appointemens une retenue annuelle, dont le gouvernement réglera la quotité, et dont le montant sera versé à la caisse d'amortissement, pour être employé à des pensions de retraite pour les employés, ou de secours pour leurs veuves ou enfans.

86. Les employés de la régie qui auront une recette ou manutention de deniers, donneront un cautionnement qui sera déposé à la caisse d'amortissement, et dont la quotité sera fixée par le gouvernement.

87. Les dispositions de l'article 6 de la loi du 13 floréal an 11, sur les préposés des douanes convaincus d'avoir favorisé les importations ou exporta-

pointonner les articles de leur commerce: ils sont toujours soumis aux peines prononcées par l'art. 80 de la loi du 19 brumaire an 6. Cass., 3 janvier 1806, SIR., VI, 2, 520; Bull. crim., XI, 11. — Voyez cet art. 80 de la loi du 19 brumaire an 6, et les notes.

(1) Les employés de la régie des droits réunis avaient qualité pour constater les contraventions relatives au droit de garantie des matières d'or et d'argent. Cass., 17 ventose an 13, SIR., V, 2, 172; Bull. crim., X, 185.

(2) Cette disposition ne s'applique pas aux procès-verbaux constatant des contraventions à la loi du 19 brumaire an 6, sur la garantie des ouvrages d'or et d'argent: ainsi un tel procès-verbal n'est pas nul, par cela seul que la copie qui en a été délivrée au prévenu ne contient pas la mention de la signature apposée à l'original par le commissaire de police qui a assisté à la visite des préposés. Cass., 22 mai 1807, SIR., VII, 2, 1148; Bull. crim., XII, 208; et 17 novembre 1808, SIR., VII, 2, 1146; Bull. crim., XIII, 481.

(3) Voyez l'art. 26 du décret précité du 1^{er} germinal an 13, et les notes qui résument la jurisprudence sur la question de savoir quelle est la foi due aux procès-verbaux des employés de la régie.

Un procès-verbal signé du surnom d'un employé est valable, lorsque cette signature est celle habituelle de l'employé. Cass., 30 janvier 1824, SIR., XXIV, 1, 225; Bull. crim., XXIX, 38.

tions d'objets de contrebande, sont applicables aux préposés de la régie des droits réunis qui prévariqueront dans leurs fonctions.

CHAPITRE VI. — De la forme de procéder, et des tribunaux.

88. Les contestations qui pourront s'élever sur le fond des droits établis ou maintenus par la présente loi seront portées devant les tribunaux de première instance, qui prononceront dans la chambre du conseil, et avec les mêmes formalités prescrites pour le jugement des contestations qui s'élèvent en matière de paiement des droits perçus par la régie de l'enregistrement (1).

89. Le paiement des licences et des obligations souscrites pour le paiement des droits sera poursuivi par voie de contrainte, dans la même forme que celle suivie pour décerner les contraintes en matière de contributions (2).

90. Les contraventions qui, en vertu des dispositions de la présente loi, entraînent la confiscation ou l'amende, seront poursuivies par-devant les tribunaux de police correctionnelle, qui prononceront les condamnations (3).

(1) En matière de contravention aux droits réunis, lorsque le fond du droit est contesté par le prévenu, c'est aux tribunaux civils et non aux tribunaux correctionnels qu'il appartient de statuer. Cass., 17 ventose an 13, *SIR.*, VII, 2, 924; Bull. crim., X, 184; 23 juillet 1807, *SIR.*, XVI, 1, 193; Bull. crim., XII, 304; et plusieurs autres arrêts. — Lorsque la régie des contributions indirectes, pour avoir paiement des droits à elle dus en vertu de titres non contestés, fait faire une saisie-arrest au préjudice de son débiteur, s'il arrive qu'il s'élève entre elle et le tiers saisi des contestations relatives soit à la quotité, soit à l'existence même de la dette de celui-ci envers le saisi, ces contestations ne peuvent être réputées porter sur le fond des droits dus à la régie, dans le sens de l'art. 88 de la loi du 5 ventose an 12; et, par suite, il ne peut y être statué en chambre de conseil. Cass., 18 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 192; Bull. civ., XXXII, 8.

Toutes contestations en matière de contributions indirectes ne peuvent être portées que devant les tribunaux, pour y être jugées sur le rapport d'un juge: en conséquence, les oppositions aux contraintes de la régie ne peuvent devenir la matière d'une ordonnance de référé. Cass., 6 août 1817, *SIR.*, XVII, 1, 375; Bull. civ., XIX, 262. — Jugé encore que, dans les instances relatives à la perception des contributions indirectes, l'instruction doit se faire par écrit, et que le jugement doit être rendu sur le rapport d'un juge: l'art. 246 de la loi de finances du 28 avril 1816, portant qu'une loi *déterminera* le mode de procéder dans ces instances, n'a point remplacé cette matière sous l'empire du droit commun. Cass., 5 mars 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 279; Bull. civ., XXV, 89. — Jugé enfin que les contestations qui peuvent s'élever sur le fond des droits perçus par la direction des contributions indirectes doivent, à peine de nullité, être jugées au vu de mémoires respectivement signifiés, sur le rapport préalable d'un juge, et sans plaidoiries. Cass., 28 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 23; Bull. civ., XXVII, 126. — *Idem*, la nullité ne peut être couverte par le fait des parties. Cass., 31 janvier 1816, *SIR.*, XVI, 1, 338; Bull. civ., XVIII, 24. — La mention que le jugement a été rendu *après plaidoiries*, peut n'être qu'une erreur de rédaction et peut être détruite, même devant la cour de cassation, par l'attestation contraire des membres du tribunal qui a rendu le jugement. Cass., 11 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 93. — Jugé encore que cette énonciation, *où les avoués des parties*, insérée dans un jugement rendu en matière de contributions indirectes, peut s'entendre de conclusions verbales prises à l'audience par les avoués des parties; elle ne suffit pas pour constater que le jugement a été rendu sur *plaidoiries*, contrairement à la loi. Cass., 25 juillet 1821, *SIR.*, XXI, 1, 426. — Lorsque, dans une instance entre la régie des contributions indirectes et un contribuable, l'instruction du procès, au lieu d'être faite simplement par écrit, comme le veut la loi du 5 ventose an 12, a été faite en la forme ordinaire, comportant les plaidoiries, si, lors de l'appel à l'audience la régie refuse de plaider, le jugement rendu contre elle peut être qualifié *par défaut*, bien que précédemment elle eût produit un mémoire. Cass., 13 mars 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 350.

L'art. 88 de la loi du 5 ventose an 12, en disposant que les contestations en matière de contributions indirectes doivent être jugées en la chambre du conseil, ne fait pas exception à la règle que les jugemens doivent être rendus publiquement. Cass., 28 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 23; Bull. civ., XXVII, 126; 6 février et 13 mars 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 315 et 350. — La nullité résultant de ce que le jugement aurait été prononcé à tort en chambre du conseil, est d'ordre public, et peut être opposée par la partie même qui aurait provoqué le jugement dans cette forme. Cass., 18 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 192; Bull. civ., XXXII, 8.

(2) Voyez le décret du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), sur l'exécution de ces contraintes.

(3) Le ministère public est sans qualité pour poursuivre la répression des contraventions aux

TITRE VI.

CHAPITRE I^{er}. — Fixation des contributions de l'an 13.

91. La contribution foncière est fixée pour l'an 13 à deux cent six millions neuf cent huit mille francs en principal.

92. La répartition de cette somme entre les cent huit départemens est faite conformément au tableau annexé à la présente, n° 1.

93. La contribution personnelle, somptuaire et mobilière est fixée, pour l'an 13, à la somme de trente-deux millions huit cent mille francs en principal.

94. La répartition de cette somme est faite entre les cent huit départemens, conformément au tableau annexé à la présente, n° 2.

95. Il sera réparti, en sus du principal de l'une et de l'autre contribution, deux centimes par franc pour fonds de non valeur et de dégrèvement.

96. Il sera réparti en outre sur le principal, pour être versé au trésor public, et pour servir à l'acquit des dépenses fixes énoncées au tableau annexé à la présente, n° 3, le nombre de centimes porté au même tableau.

97. Il sera réparti également, sur le principal, le nombre de centimes nécessaire à l'acquit des dépenses variables énoncées au tableau n° 4, après que le conseil général du département en aura réglé le montant, sans pouvoir excéder le *maximum* porté au même tableau.

98. Les conseils municipaux des villes, bourgs et villages répartiront de plus, au centime le franc de ces deux contributions, pour leurs dépenses municipales, d'après la fixation qui en aura été faite, le nombre de centimes par franc qu'ils jugeront nécessaire, sans pouvoir excéder le *maximum* fixé par la loi.

99. La contribution des portes et fenêtres est fixée, pour l'an 13, en principal, à la somme de seize millions.

100. La répartition de cette somme de seize millions est faite entre les départemens, conformément au tableau annexé à la présente, n° 5.

101. Il sera perçu, en outre du principal de la contribution des portes et fenêtres, dix centimes additionnels par franc, pour frais de confection de rôles, et pour dégrèvement et non-valeurs.

102. Les patentes et les contributions indirectes perçues en l'an 12 sont prorogées pour l'an 13.

CHAPITRE II. — Crédit provisoire pour l'an 13.

103. La somme de quatre cents millions est mise à la disposition du gouvernement, à compte des dépenses des différens ministères pendant l'an 13.

104. Cette somme sera prise sur le produit des contributions décrétées, et sur les autres ressources de l'an 13.

TITRE VII. — De la vente des domaines nationaux (1).

105. A compter de la publication de la présente loi, la première mise à prix des domaines nationaux qui seront mis en vente, sera fixée à vingt années de revenu pour les biens ruraux, et à douze années pour les maisons, bâtimens et usines.

lois sur les contributions indirectes; ce droit n'appartient qu'à l'administration : en conséquence, est non recevable le pourvoi en cassation formé en cette matière par le ministère public. Cass., 25 août 1827, SIR., XXVIII, 1, 120.

(1) Voyez, sur cette matière, les lois qui sont résumées dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

106. Le prix des adjudications continuera d'être payé en cinq termes, conformément aux lois des 15 et 16 floréal an 10. Le premier terme, payable dans les trois mois de l'adjudication, ne paiera pas d'intérêt; mais il sera dû, à raison de cinq pour cent l'an, pour chacun des quatre autres termes.

107. Les domaines nationaux situés dans les départemens de la Doire, de la Sésia, du Pô, du Tanaro, de la Stura et de Marengo, seront mis en vente, jusqu'à concurrence de quarante millions de valeur fixée conformément à l'article 105.

108. Le prix de ces adjudications sera payable en capitaux de la dette constituée du ci-devant Piémont, calculés à vingt fois la rente pour la dette perpétuelle, et à dix fois pour la dette viagère. Les arrérages qui restent dus sur le quatrième trimestre de l'an 8 et sur l'an 9, pourront être également donnés en paiement.

109. Les actions qui ont été émises sur les biens de l'abbaye de Lucidio, montant à un million trois cent cinquante mille francs, seront également admises en paiement desdites adjudications.

110. Les paiemens seront faits dans l'année de l'adjudication, un quart dans les trois mois et avant l'entrée en jouissance, et le surplus dans les neuf mois suivans, avec intérêts à raison de cinq pour cent pour les trois derniers quarts.

111. Les domaines à vendre seront divisés en autant de lots que la nature de chaque propriété pourra le comporter, afin de faciliter l'emploi des capitaux inférieurs de la dette constituée.

112. Les lois des 15 et 16 floréal an 10 continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

TITRE VIII. — *De la monnaie de billon.*

113. Les pièces dites de *deux sous*, actuellement en circulation, continueront d'avoir cours pour six liards seulement (ou sept centimes et demi), soit qu'elles aient ou non conservé leur empreinte.

TITRE IX. — *De l'approvisionnement du sel dans les départemens ci-après.*

114. Les départemens de la Doire, de la Sésia, du Pô, du Tanaro, de la Stura et de Marengo seront approvisionnés de sel par une régie nationale exclusivement.

115. Cette régie sera tenue d'avoir dans ses magasins au moins cent vingt mille quintaux (six millions de kilogrammes), pour assurer un approvisionnement de six mois.

116. Elle sera tenue, en outre, de faire au moins la moitié de ses approvisionnemens en sels de France.

117. Elle ne pourra pas vendre le sel au-delà de trente-cinq centimes le kilogramme.

118. Les produits de cette régie seront affectés au service de l'administration des ponts et chaussées, et tiendront lieu de la taxe d'entretien des routes dans les départemens dénommés en l'article 114.

(*Suivent les états de répartition de la contribution foncière et des autres contributions de l'an 13, entre les cent huit départemens de la république.*)

N° 208. = 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804). = LOI qui approuve le mode arrêté pour le remboursement des contributions personnelle, mobilière et somptuaire de la ville de Paris. (III, Bull. CCCXLVII, n° 3630.)

N° 209. = 7 ventose an 12 (27 février 1804). = ARRÊTÉ qui fixe l'époque des

sessions des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département(1). (III, Bull. CCCXLV, n° 3611.)

N° 210. = 7—17 ventose an 12 (27 février—8 mars 1804). = **LOI qui détermine la largeur des jantes pour les roues des voitures de roulage attelées de plus d'un cheval** (2). (III, Bull. CCCXLVII, n° 3636.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} messidor an 14, les roues des voitures employées au roulage, dans toute l'étendue de la république, et attelées de plus d'un cheval, seront construites avec des jantes dont la largeur est déterminée par la présente loi. — La circulation des voitures qui, à cette époque, ne seront pas dans les termes de la loi, est irrévocablement prohibée.

2. Le *minimum* de la largeur des jantes de voitures de roulage est fixé par le tarif suivant :

Voitures à deux ou quatre roues, attelées de deux chevaux.....	11cent.	4 pou.	1 lig.
Les mêmes voitures attelées de trois chevaux.....	14	5	2
Les voitures à deux roues, attelées de quatre chevaux.	17	6	4
Celles à quatre roues, attelées de quatre, cinq ou six chevaux.....	17	6	4
Les voitures à deux roues, attelées de plus de quatre chevaux.....	25	9	3
Les chariots attelés de plus de six chevaux.....	22	8	2

3. Les contraventions à la présente loi seront constatées par les préposés à la perception de la taxe d'entretien, et décidées par voie administrative, conformément à la loi du 29 floréal an 10. Les contrevenans seront condamnés à payer cinquante francs à titre de dommages : la moitié de cette somme appartiendra au saisissant. Ils devront en outre substituer aux roues de leurs voitures d'autres roues dont les jantes aient la largeur déterminée par le tarif (3).

4. Au 1^{er} messidor an 14, toute voiture de roulage dont la circulation est interdite par la présente loi sera arrêtée à la première barrière où la contravention sera constatée. — Si cette barrière est aux portes ou dans l'intérieur d'une ville, la voiture et ses roues seront brisées, d'après un arrêté pris à cet effet par le sous-préfet de l'arrondissement, et le voiturier paiera les dommages stipulés dans l'article 3 de cette loi. — Dans le cas où cette barrière serait isolée, le voiturier pris en contravention pourra consigner les dommages entre les mains du préposé saisissant, et continuer sa route, mais seulement jusqu'à la ville la plus voisine, qui lui sera désignée par un passavant délivré par ledit préposé. Dans cette ville, ses roues seront brisées, conformément à ce qui a été dit ci-dessus.

5. Les voitures à jantes étroites conserveront la faculté de circuler jusqu'au 1^{er} messidor an 14 : néanmoins elles pourront être assujéties par le gouver-

(1) Aujourd'hui, et aux termes de l'art. 12 de la loi du 22—25 juin 1833, l'époque de la session annuelle des conseils généraux de département est déterminée par une ordonnance royale.

(2) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes qui résument toute la législation sur cette matière.

(3) Les dispositions qui précèdent ont été implicitement abrogées par le décret du 23 juin 1805 : en conséquence, ce n'est plus en raison du nombre de chevaux attelés à une voiture, mais seulement par son poids constaté, que l'on doit déterminer la largeur que doivent avoir les jantes, et la direction des essieux. Arr. du cons., 7 mars 1821, *SIR.*, *Jur. du cons.*, V, 563. — Les chevaux attelés momentanément, comme aides, ne comptent pas : ainsi, une voiture ne cesse pas d'être réputée à un seul cheval, bien que le voiturier en ait attelé plusieurs dans un moment difficile. Arr. du cons., 28 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 2, 87.

nement à payer le double de la taxe, et ce, à compter du 1^{er} messidor an 13 jusqu'au 1^{er} messidor an 14, époque à laquelle elles sont définitivement prohibées par la présente loi (1).

6. A compter du 1^{er} messidor an 13, toute diligence, messagerie ou autre voiture, voyageant au trot, dont le poids excéderait deux cent vingt myriagrammes, sera considérée comme voiture de roulage, et assujétie aux dispositions de la présente loi, quant à la largeur des jantes.

7. Le gouvernement modifiera le tarif du poids des voitures et de leurs chargemens, porté dans la loi du 29 floréal an 10, d'après les expériences faites sur les roues à larges jantes, ordonnées par la présente loi.—Il réglera la largeur des jantes et le poids des diligences, messageries et autres voitures publiques. — La faculté d'augmenter le poids des chargemens, dans des proportions à déterminer par le gouvernement, sera accordée aux voitures dont les jantes excéderont les largeurs énoncées au tarif ci-dessus. — Le gouvernement fixera la longueur des essieux, la forme des bandes, et celles des clous qui fixent les jantes des voitures de roulage.

8. Sont exceptées des dispositions de la présente loi, les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, et à l'exploitation des fermes ; mais le gouvernement réglera le poids du chargement de ces voitures, pour le cas où elles emprunteront les grandes routes (2).

9. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire verser au trésor public les produits du doublement de taxe prescrit par l'article 5 de la présente loi ; ils seront employés à la réparation des routes, de la même manière que le principal de la taxe.

10. Les dispositions de la loi du 29 floréal an 10, contraires à la présente loi, sont rapportées.

N° 211. = 7 ventose an 12 (27 février 1804). = ARRÊTÉ relatif à l'établissement d'avoués près le conseil des prises (3). (III, Bull. CCCXLVII, n° 3637.)

N° 212. = 8 ventose an 12 (28 février 1804). = SÉNATUS-CONSULTE qui suspend les fonctions du jury, pendant les années 12 et 13, pour le jugement des crimes de trahison. (III, Bull. CCCXLI, n° 3574.)

N° 213. = 8—18 ventose an 12 (28 février — 9 mars 1804). = LOI qui assigne aux hospices de trente-deux départemens des biens en remplacement de leurs immeubles aliénés. (III, Bull. CCCXLVIII, n° 3640.)

Les hospices des départemens compris dans l'état annexé à la présente loi, jouiront définitivement et à titre de propriété incommutable des biens dont ils étaient en possession provisoire avant l'arrêté du 1^{er} floréal dernier, en exécution de la loi du 16 vendémiaire an 5, et montant, en capitaux, à la somme de huit millions quatre cent soixante-quinze mille quatre cent

(1) Voyez le décret du 4 prairial an 13 (24 mai 1805), portant prorogation de ce délai.

(2) L'exception posée par cet article n'est applicable qu'aux transports qui se font d'un point à l'autre d'une ferme et de ses dépendances : ainsi, les particuliers qui empruntent la grande route pour aller à la ville et non pour l'exploitation de leurs terres, sont passibles d'amende si les jantes des roues de leurs voitures n'ont pas la largeur prescrite. Arr. du cons., 28 juillet 1819, *SIR.*, XX, 2, 237 ; et 20 octobre 1819, *SIR.*, XXI, 2, 216.

(3) Ces avoués n'existent plus depuis que la connaissance du contentieux des prises a été attribuée au conseil d'état, par l'ordonnance du 9—11 janvier 1815, et par celle du 23—27 août suivant : ce sont les avocats au conseil qui instruisent aujourd'hui ces sortes d'affaires.

trois francs dix-sept centimes, et en revenus, à celle de quatre cent quinze mille sept cent dix-neuf francs soixante-quatre centimes.

(*Suit l'état des biens énoncés dans la présente loi.*)

N° 214. = 9—19 ventose an 12 (29 février—10 mars 1804). = **LOI relative aux recéleurs de Georges.** (III, Bull. CCCXLII, n° 3605.)

N° 215. = 9—19 ventose an 12 (29 février—10 mars 1804). = **LOI relative aux partages de biens communaux effectués en vertu du décret du 10—11 juin 1793** (1). (III, Bull. CCCXLVIII, n° 3641.)

Art 1^{er}. Les partages de biens communaux effectués en vertu de la loi du 10 juin 1793, et dont il a été dressé acte, seront exécutés (2).

(1) Voyez, sur le partage des biens communaux, le décret du 10—11 juin 1793, et les notes qui résument toute la législation. — Voyez notamment les lois citées ci-après.

(2) Les dispositions de cet article s'appliquent aux partages de biens communaux effectués avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêts du conseil, d'ordonnances des états et autres actes émanés des autorités compétentes, conformément aux usages établis. Décret du 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). — Décidé encore que l'art. 1^{er} de la loi du 9 ventose an 12 s'applique aux partages antérieurs à la loi du 10 juin 1793, si les copartageans ont joui paisiblement de leurs lots et les ont défrichés. Arr. du cons., 11 juin 1808, SIR., XVI, 2, 359. — Mais il ne s'applique pas aux partages antérieurs à la loi de 1793, lorsqu'ils n'ont porté que sur la jouissance et qu'ils renferment une clause prohibitive de l'aliénation des lots. Arr. du cons., 26 novembre 1808, SIR., Jur. du cons., I, 215.

La loi du 9 ventose an 12 a définitivement maintenu tous les partages de biens communaux régulièrement faits en vertu de la loi du 10 juin 1793. Arr. du cons., 24 mars 1819, SIR., Jur. du cons., V, 89. — Jugé encore que les partages de biens communaux dont il a été dressé acte doivent être exécutés; que les copartageans et leurs ayans-cause doivent être maintenus dans la propriété et jouissance de la portion de biens qui leur est échue; et que les conseils de préfecture ne peuvent pas ordonner la révision de ces partages, sous prétexte que quelques uns des habitans de la commune n'y auraient pas participé. Arr. du cons., 11 septembre 1813, SIR., Jur. du cons., II, 427. — Toutefois, les partages de biens communaux, faits en vertu de la loi de 1793, ne sont maintenus par celle de l'an 12 qu'autant qu'il en a été dressé acte; peu importent les apparences d'exécution, les mutations diverses et les présomptions de bonne foi. Arr. du cons., 6 septembre 1813, SIR., Jur. du cons., II, 425. — Que la possession de lots de biens communaux ne suffit pas pour établir qu'il y ait eu partage, s'il n'y a pas d'acte régulier, sauf l'admission des détenteurs au bénéfice de l'art. 3 de la loi du 9 ventose an 12. Arr. du cons., 16 août 1808, SIR., Jur. du cons., I, 191. — Qu'un partage de biens communaux n'est pas suffisamment constaté, dans le sens de cette loi, bien qu'il existe un procès-verbal de la division des lots par experts, et que le partage ait été effectué, si la délibération ordonnant le partage n'a pas été signée. Arr. du cons., 12 novembre 1806, SIR., Jur. du cons., I, 6.

Cette application sévère de la loi de ventose an 12 est contrariée par une foule de décisions qui maintiennent les partages irréguliers de biens communaux, surtout s'il y a eu possession paisible et de bonne foi de la part des copartageans. Ainsi, il a été jugé: — Qu'un partage de biens communaux est suffisamment constaté, dans le sens de la loi de l'an 12, bien que le partage n'ait pas été rédigé par écrit, et que le tirage des lots au sort ne soit pas constaté par un procès-verbal, si, d'ailleurs, il est constant que ce partage a été délibéré, et que trois experts ont fait la division des lots. Arr. du cons., 12 décembre 1806, SIR., Jur. du cons., I, 11. — Que l'irrégularité de forme dans les actes de partage de biens communaux, exécutés en vertu de la loi du 10 juin 1793, ne fait pas obstacle à la confirmation de ce partage, lorsqu'il est constant que les détenteurs renouvellent à une longue et paisible possession la possession de bonne foi. Arr. du cons., 31 mai 1808, SIR., XVI, 2, 355; et 3 juin 1818, SIR., XVIII, 2, 311; et plusieurs autres arrêts. — Qu'en conséquence, de semblables partages doivent être maintenus, encore que les actes constatant le partage ne se retrouvent pas, lorsqu'il est suppléé par d'autres écrits, surtout s'il y a eu longue possession, sans nulle réclamation. Arr. du cons., 23 juin 1819, SIR., Jur. du cons., V, 151. — *Idem*, bien que l'acte prétendu de partage ne soit que la copie informe d'un rapport d'expert, s'il y a eu exécution. Arr. du cons., 13 février 1816, SIR., Jur. du cons., III, 232. — Que l'exécution d'un acte de partage de biens communaux suffit pour en couvrir toutes les irrégularités; par exemple, lorsque les copartageans ont défriché, clos et bâti avec possession longue, paisible et de bonne foi. Arr. du cons., 21 octobre

2. En conséquence, les copartageans ou leurs ayans-cause sont définitivement maintenus dans la propriété et jouissance de la portion desdits biens qui leur est échue, et pourront la vendre, aliéner, et en disposer comme ils le jugeront convenable.

3. Dans les communes où des partages ont eu lieu sans qu'il en ait été dressé acte, les détenteurs de biens communaux qui ne pourront justifier d'aucun titre écrit, mais qui auront défriché ou planté le terrain dont ils ont joui, ou qui l'auront clos de murs, fossés ou haies vives, ou enfin qui y auront fait quelques constructions, sont maintenus en possession provisoire, et peuvent devenir propriétaires incommutables, à la charge par eux de remplir, dans les trois mois de la publication de la présente loi, les conditions suivantes : — 1^o De faire, devant le sous-préfet de l'arrondissement, la déclaration du terrain qu'ils occupent, de l'état dans lequel ils l'ont trouvé, et de celui dans lequel ils l'ont mis ; — 2^o De se soumettre à payer à la commune une redevance annuelle, rachetable en tout temps pour vingt fois la rente, et qui sera fixée, d'après estimation, à la moitié du produit annuel du bien, ou du revenu dont il aurait été susceptible au moment de l'occupation. — Cette estimation sera faite par experts, en la forme légale, dans le cours de l'an 12 ; et le paiement de la redevance courra à compter du 1^{er} vendémiaire an 13. Un des experts sera choisi par le détenteur du bien communal ; le second, au nom de la commune, par le sous-préfet de l'arrondissement ; et le troisième, par le préfet du département (1).

1818, *SIR.*, *Jur. du cons.*, V, 5. — Et que, lorsque l'acte de partage d'un bien communal ne peut être produit, si les détenteurs prouvent que l'acte a été brûlé ; que le partage avait d'ailleurs été *provoqué* par une délibération du conseil municipal ; qu'ils ont constamment possédé, défriché et même aliéné depuis 1793, le partage doit être déclaré valable et maintenu. *Arr. du cons.*, 20 octobre 1819, *SIR.*, XX, 2, 239. — Enfin, de ce qu'un partage de biens communaux, fait dans les formes prescrites par la loi du 10 juin 1793, a compris des biens revendiqués et obtenus depuis par des tiers, il ne s'ensuit pas que le partage puisse être annulé. *Arr. du cons.*, 26 janvier 1809, *SIR.*, *Jur. du cons.*, I, 252.

Voyez encore la loi du 21 prairial an 4 (9 juin 1796), et les notes.

(1) Lorsque des biens communaux ont été partagés, mais que le partage n'est constaté par aucun acte régulier, il y a lieu à l'application de l'art. 3 de la loi du 9 ventose an 12. *Arr. du cons.*, 22 janvier 1813, *SIR.*, *Jur. du cons.*, II, 241 ; 26 novembre 1828, *MAC.*, X, 779 ; et plusieurs autres arrêts. — Il en est ainsi à l'égard de possesseurs de biens communaux dont l'acte de partage n'est pas représenté, et qui ont défriché et jout paisiblement, bien que la prise de possession remonte à une époque antérieure à la loi du 10 juin 1793. *Arr. du cons.*, 24 juin 1808, *SIR.*, *Jur. du cons.*, I, 175. — Jugé encore que, lorsqu'un partage de biens communaux n'a pas été constaté par un acte écrit, les copartageans ne sont pas fondés à demander la maintenance pure et simple dans la possession des biens partagés que revendique la commune, et qu'il y a lieu de les admettre à devenir propriétaires incommutables de ces biens, à la charge de remplir les conditions voulues par l'art. 3 de la loi du 9 ventose an 12. *Arr. du cons.*, 20 mars 1822, *MAC.*, III, 281. — Jugé enfin que, lorsque les biens communaux ont été partagés verbalement en 1793 ; que les réclamans, comme tous les autres copartageans, avaient le droit de jouir du bénéfice de la loi du 9 ventose an 12, en se soumettant au paiement des redevances qu'elle a établies ; qu'ils ont mis en valeur les terres dont il s'agit et dont ils sont encore en possession ; qu'ils ont demandé, conformément à ladite loi, d'être admis à faire régler et à payer les redevances auxquelles ils doivent être assujétis, il y a lieu de renvoyer les détenteurs à l'exécution de ladite loi. *Arr. du cons.*, 16 juin 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 252. — Lorsqu'après l'annulation du partage de ses biens, une commune a été autorisée à concéder aux détenteurs des lots de ces biens, moyennant une redevance, il n'y a lieu d'allouer des arrérages ou redevances arriérées qu'à partir de l'ordonnance qui a homologué l'autorisation de concéder, si la fixation de la redevance n'a été faite qu'à cette époque par la faute de la commune. *Arr. du cons.*, 24 février 1830, *MAC.*, XII, 99. — Lorsque les soumissions prescrites par l'art. 3 de la loi du 9 ventose an 12 ont été faites par les détenteurs, et qu'ils ont interrompu le paiement de la redevance, le conseil de préfecture ne peut, sans incompétence, prononcer la déchéance des détenteurs : il

4. L'aliénation définitive de ces terrains sera faite comme toutes les autres aliénations de biens communaux, en vertu d'une loi qui sera rendue d'après l'exécution des dispositions prescrites par les articles précédens, et qui autorisera les maires des communes à passer le contrat de concession aux frais des concessionnaires.— Néanmoins ces concessionnaires resteront en possession provisoire, jusqu'à l'époque où la loi aura été rendue; à la charge par eux de payer la redevance annuelle, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

5. Tous les biens communaux possédés, à l'époque de la publication de la présente loi, sans acte de partage, et qui ne seront pas dans le cas précisé par l'article 3, ou pour lesquels les déclaration et soumission de redevance n'auront pas été faites dans le délai et suivant les formes prescrits par le même article, rentreront entre les mains des communautés d'habitans.— En conséquence, les maires et adjoints, les conseils municipaux, les sous-préfets et préfets feront et ordonneront toutes les diligences nécessaires pour faire rentrer les communes en possession (1).

6. Toutes les contestations relatives à l'occupation desdits biens qui pourront s'élever entre les copartageans, détenteurs ou occupans depuis la loi du 10 juin 1793, et les communes, soit sur les actes et les preuves de partage de biens communaux, soit sur l'exécution des conditions prescrites par l'article 3 de la présente loi, seront jugées par le conseil de préfecture (2).

Il y a lieu de renvoyer la commune à se pourvoir pour obtenir le paiement de la redevance, sauf aux détenteurs à demander leur envoi en possession définitif. Arr. du cons., 26 novembre 1828, MAC., X, 779. — Les détenteurs de biens communaux, maintenus aux termes de la loi du 9 ventose an 12, ont qualité pour défendre *ut singuli*, à la demande en restitution de ces biens, encore que cette demande soit fondée sur ce que la commune s'est illégalement emparée desdits biens, et que les détenteurs invoquent, dans leur intérêt, les droits appartenant à la commune. Cass., 20 août 1822, SIR., XXIII, 1, 367; Bull. civ., XXIV, 234.

Voyez encore, quant à la question de savoir dans quelles circonstances les habitans d'une commune peuvent agir *ut singuli*, les notes qui accompagnent la loi du 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796), sur le mode d'exercer les actions des communes.

(1) La déchéance prononcée par cet article contre les détenteurs de biens communaux n'est pas applicable à ceux d'entre eux qui, postérieurement à l'an 12, ont été maintenus en possession par arrêté administratif rendu contradictoirement avec la commune : ils peuvent encore être admis au bénéfice de l'art. 3, à charge par eux de remplir les conditions qu'il prescrit. Arr. du cons., 23 avril 1818, SIR., Jur. du cons., IV, 301.

(2) Le droit de statuer sur le mode de partage des biens communaux appartient à l'autorité administrative. Arr. du cons., 21 décembre 1808, SIR., Jur. du cons., I, 231. — Lorsque les proportions d'un partage litigieux entre des communes ont été déterminées par les tribunaux, et qu'il ne s'agit plus que d'opérer le partage, c'est aux préfets qu'il appartient d'y pourvoir et non aux conseils de préfecture. Arr. du cons., 7 mai 1823, MAC., V, 313. — Jugé encore que l'exécution d'un arrêté du conseil de préfecture et d'un décret qui annulent le partage d'un marais, fait entre deux communes, appartient au préfet et non au conseil de préfecture. Arr. du cons., 23 juillet 1823, MAC., V, 493.

Les conseils de préfecture sont compétens pour juger les contestations qui peuvent s'élever entre copartageans, détenteurs de biens communaux, en vertu de la loi du 10 juin 1793, mais non entre détenteurs de biens communaux possédés antérieurement à cette même loi. Arr. du cons., 11 janvier 1813, SIR., Jur. du cons., II, 194. — Jugé de même que les conseils de préfecture ne sont pas compétens pour prononcer sur les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'exécution des partages de biens communaux opérés avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêtés du conseil. Arr. du cons., 16 janvier 1822, MAC., III, 14. — Juge aussi que, si les conseils de préfecture sont compétens pour juger les usurpations des biens communaux, cette compétence cesse lorsque les détenteurs prétendent être propriétaires à tout autre titre que celui de copartageans, et qu'ils fondent leurs droits sur des titres anciens. Arr. précité du cons., 23 juillet 1823, MAC., V, 493. — Il en est de même de la contestation existante sur la propriété d'un marais, partagé par un acte depuis annulé, lorsque deux communes se disputent cette propriété. Même arrêt. — *Idem*, de la propriété d'un bien, disputée entre deux sections de commune. Arr. du cons., 21 mars 1821, MAC., I, 387. — Jugé enfin que, s'il arrive que des

7. Quant aux actions que des tiers pourraient avoir à intenter sur ces mêmes biens, le sursis prononcé par la loi du 21 prairial an 4 à toutes poursuites et actions résultant de l'exécution de la loi du 10 juin 1793, est levé.

8. En conséquence, toutes personnes prétendant des droits de propriété sur les biens communaux partagés ou occupés par des particuliers comme biens communaux pourront se pourvoir par-devant les tribunaux ordinaires, pour raison de ces droits; à la charge cependant de justifier qu'elles, ou ceux aux droits de qui elles se trouvent, étaient en possession des biens dont elles répètent la propriété, avant le 4 août 1789, ou qu'à cette époque il y avait instance devant les tribunaux pour la réintégration. — La prescription, la péremption d'instance, et le délai du pourvoi en cassation, lorsqu'il n'aura pas été échu avant le 21 prairial an 4, ne courront contre elles qu'à dater du jour de la publication de la présente loi (1).

9. Il ne sera prononcé de restitution de fruits en jouissance, ni par les tribunaux, en faveur des tiers, dans le cas des répétitions prévues par l'article précédent, ni par les conseils de préfecture en faveur des communes, dans celui mentionné en l'article 5, qu'à compter du jour de la demande pour les particuliers, et à compter du 1^{er} vendémiaire an 13 pour les communes (2).

10. Ne pourront également les détenteurs actuels ou occupans, même en vertu d'un partage dont l'acte aurait été dressé, qui se trouveront évincés par suite des actions intentées dans l'un ou l'autre cas, répéter, soit à l'égard des communes, soit à l'égard des copartageans, aucune indemnité pour raison de l'éviction qu'ils auront soufferte, à moins qu'ils n'aient fait des

particuliers prétendent avoir possédé des biens communaux primitivement et comme section de commune, il s'agit là d'une question de propriété dévolue aux tribunaux, et dont les conseils de préfecture ne peuvent connaître. Arr. du cons., 28 novembre 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 335.

Il en est de même quand la qualité communale des terrains en litige est contestée. — Voyez, sur l'application de cette dernière règle et sur les questions diverses de compétence nées de l'usurpation des biens communaux, l'avis du cons. d'état du 18 juin 1809, et les notes; l'ordonnance du 10 février—6 mars 1816; et celle du 23 juin—10 juillet 1819, art. 6, et les notes.

La compétence administrative une fois reconnue, c'est aux conseils de préfecture et non aux préfets qu'il appartient de statuer sur les contestations existantes entre les copartageans et les détenteurs de biens communaux. Arr. du cons., 29 décembre 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 159. — C'est encore aux conseils de préfecture et non aux préfets qu'il appartient de décider si celui qui est en possession de biens défrichés, et qui est troublé dans sa possession par une cotisation de ces mêmes biens au rôle des biens communaux, est fondé dans sa demande en distraction. Arr. du cons., 10 mars 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 44.

(1) C'est à l'autorité judiciaire, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de statuer en matière d'usurpation de biens communaux commise depuis la loi du 10 juin 1793 jusqu'à celle du 9 ventose an 12, s'il n'y a pas eu de partage exécuté: la décision a lieu encore qu'il s'agisse de l'intérêt de la commune contre les usurpateurs. Cass., 15 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 913. — C'est devant les tribunaux et non devant la justice administrative que doit se pourvoir toute personne prétendant des droits de propriété sur les biens communaux partagés ou occupés par des particuliers comme biens communaux. Arr. du cons., 7 août 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 551. — Jugé encore que, lorsqu'il y a eu entre les habitans d'une commune partage de biens réputés communaux, s'il survient un tiers qui réclame les biens comme propriétaire par titre antérieur au partage, la question de propriété est dévolue aux tribunaux. Arr. du cons., 11 janvier 1808, *SIR.*, Jur. du cons., I, 135.

(2) Cet article contient dérogation au droit commun, consigné dans l'art. 546 du Cod. civ.: ainsi, la restitution des fruits n'est due, à l'égard des particuliers, que du jour de la demande, même lorsqu'il est démontré qu'il y a eu possession de mauvaise foi. Cass., 19 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 452; Bull. civ., XVIII, 59; et 13 février 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 387; Bull. civ., XXVIII, 65. — Il faut appliquer cet article, soit qu'il y ait eu partage des biens, soit qu'il n'y en ait pas eu. Avis du cons. d'état du 17 juillet 1808.

plantations et des constructions; auquel cas ils seront indemnisés par la partie, conformément à la dernière disposition de l'article 548 du Code civil.

N° 216. = 10 ventose an 12 (1^{er} mars 1804). = *ARRÊTÉ portant que celui du 9 frimaire an 12, relatif au livret des ouvriers travaillant en qualité de compagnons ou garçons, sera exécuté dans toutes les villes où il existera des commissaires généraux de police.* (III, Bull. CCCXLVII, n° 3638.)

10 ventose an 12. = *Concession de terrains à Paris*, voyez 30 pluviöse précédent.

12 ventose an 12. = *Emploi du produit des amendes forestières*, voyez 2 du même mois.

N° 217. = 14—24 ventose an 12 (5—15 mars 1804). = *LOI qui proroge le délai accordé pour la production des titres relatifs aux droits d'usage dans les forêts nationales* (1). (III, Bull. CCCLI, n° 3661.)

Art. 1^{er}. Le délai que la loi du 28 ventose an 11 accorde, pour la production de leurs titres, aux communes et particuliers qui se prétendent fondés, par titre ou possession, en droits d'usage dans les forêts nationales, est prorogé de six mois, à dater du jour de la publication de la présente loi.

2. Cette prorogation sera d'un an, à dater du même jour, pour les départemens de la Roër, de Rhin-et-Moselle, du Mont-Tonnerre et de la Sarre.

3. Les prétendant-droits d'usage qui n'auront point satisfait aux dispositions de la loi du 28 ventose an 11, dans les délais ci-dessus fixés, seront déclarés irrévocablement déchus de tous droits (2).

N° 218. = 15—25 ventose an 12 (6—16 mars 1804). = *LOI relative à la vente* (3). (III, Bull. CCCXLIX, n° 3648.)

15 ventose an 12. = *Loi de finances, Contributions personnelle et autres de la ville de Paris*, voyez 5 du même mois.

N° 219. = 16—26 ventose an 12 (7—17 mars 1804). = *Loi relative au remplacement des juges de paix et de leurs suppléans en cas d'empêchement légitime.* (III, Bull. CCCXLVIII, n° 3646.)

Art. 1^{er}. En cas d'empêchement légitime d'un juge de paix et de ses suppléans, le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel est située la justice de paix renverra les parties devant le juge de paix du canton le plus voisin.

2. Ce jugement de renvoi sera rendu à la demande de la partie la plus diligente, sur simple requête, et d'après les conclusions du commissaire du gouvernement, parties présentes ou dûment appelées.

(1) Voyez la loi du 28 ventose—8 germinal an 11 (19—29 mars 1803), et les notes.

(2) Les usagers qui auraient encouru la déchéance, faute de production de leurs titres dans le délai, en ont été relevés par l'art. 61 du Code forestier qui admet à exercer des droits d'usage dans les forêts de l'état ceux dont les droits seront reconnus fondés par suite d'instances actuellement engagées. Bourges, 26 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 221.

(3) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le *Cod. civ.*, liv. III, tit. VI, art. 1582 et suiv.

3. La distance d'une justice de paix à l'autre est réglée d'après celle de leurs chefs-lieux entre eux.

N° 220. = 16—26 ventose an 12 (7—17 mars 1804). = *LOI relative à l'échange* (1). (III, Bull. CCCXLIX, n° 3649.)

N° 221. = 16—26 ventose an 12 (7—17 mars 1804). = *LOI sur le contrat de louage* (2). (III, Bull. CCCXLIX, n° 3650.)

N° 222. = 16 ventose an 12 (7 mars 1804). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente, échanges et impositions extraordinaires* (3). (III, Bull. CCCLVI, n° 3695.)

N° 223. = 17—27 ventose an 12 (8—18 mars 1804). = *LOI sur le contrat de société* (4). (III, Bull. CCCXLIX, n° 3651.)

17 ventose an 12. = *Largeur des jantes pour le roulage*, voyez 7 du même mois.

N° 224. = 18 ventose an 12 (9 mars 1804). = *ARRÊTÉ portant établissement de conseils de guerre spéciaux pour la flottille nationale* (5). (III, Bull. CCCXLVIII, n° 3647.)

N° 225. = 18—28 ventose an 12 (9—19 mars 1804). = *LOI relative au prêt* (6). (III, Bull. CCCL, n° 3652.)

N° 226. = 18 ventose an 12 (9 mars 1804). = *ARRÊTÉ qui accorde une gratification en cas de reprise d'un condamné aux fers ou à la détention qui se serait échappé de prison*. (III, Bull. CCCLI, n° 3662.)

Art. 1^{er}. En cas de reprise d'un condamné aux fers ou à la détention, évadé d'une prison, il sera alloué en gratification, à tout individu qui aura arrêté et amené ce condamné, cent francs s'il est repris hors des murs de la ville où il était détenu, et cinquante francs s'il est repris dans la ville.

2. Tout gendarme ou tout citoyen qui, ayant repris un condamné aux fers ou à la détention, évadé d'une prison, n'aura pu l'y reconduire, mais qui l'aura remis aux autorités compétentes, pour être provisoirement détenu, devra faire parvenir au ministre de l'intérieur un procès-verbal, certifié par qui de droit, constatant l'arrestation, l'interrogation et la détention du condamné. Sur ce procès-verbal, qui sera ensuite adressé à la

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. VII, art. 1702 et suiv.

(2) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. VIII, art. 1708 et suiv.

(3) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (24 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente reproduit textuellement les dispositions.

(4) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. IX, art. 1832 et suiv.

(5) Ces conseils de guerre ont cessé d'exister depuis que la flottille a été dissoute. Voyez, sur l'organisation des tribunaux maritimes, les notes qui accompagnent le décret du 21 (16, 19 et) — 22 août 1790, et surtout le décret du 12 novembre 1806, et les notes.

(6) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. X, art. 1874 et suiv.

préfecture du département d'où le condamné se sera évadé, la gratification accordée par l'article 1^{er} sera payée immédiatement, en vertu d'un mandat du préfet, sur les fonds affectés aux dépenses imprévues.

N^o 227. = 18 ventose an 12 (9 mars 1804). = **ARRÊTÉ qui détermine les fonctions des délégués des commissaires généraux de police , relative-ment à la délivrance des passeports.** (Moniteur du 9 germinal an 12.)

18 ventose an 12. = *Biens assignés aux hospices*, voyez 8 du même mois.

N^o 228. = 19—29 ventose an 12 (10—20 mars 1804). = **LOI relative au mandat** (1). (III, Bull. CCCL, n^o 3653.)

N^o 229. = 19—29 ventose an 12 (10—20 mars 1804). = **LOI sur les contrats aléatoires** (2). (III, Bull. CCCL, n^o 3654.)

19 ventose an 12. = *Recéleurs de Georges, Partages de biens communaux*, voyez 9 du même mois.

N^o 230. = 21 ventose—1^{er} germinal an 12 (12—22 mars 1804). = **LOI relative aux actes respectueux** (3). (III, Bull. CCCLII, n^o 3665.)

N^o 231. = 22 ventose an 12 (13 mars 1804). = **RÈGLEMENT sur le mode d'avancement et de remplacement dans les compagnies de canonniers gardes-côtes** (4). (III, Bull. CCCLI, n^o 3663.)

N^o 232. = 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804). = **LOI relative aux douanes** (5). (III, Bull. CCCLIII, n^o 3669.)

TITRE 1^{er}. — *Des importations.*

Art. 1^{er}. Les cotons en laine paieront, à l'entrée et à la sortie, cinquante centimes par cinq myriagrammes.

2. Les cotons filés venant des pays avec lesquels la France n'est point en

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XIII, art. 1984 et suiv.

(2) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XII, art. 1964 et suiv.

(3) Voyez la loi du 14—24 ventose an 11.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. V, art. 152, 153, 154, 155, 156 et 157.

(4) Ces compagnies n'existent plus : elles ont été licenciées par décision du 4 juin 1814, et par ordonnance du 14—22 août 1815.

(5) Voyez les notes qui accompagnent la loi fondamentale du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791 : elles résument la législation jusqu'au 8 floréal an 11.—Voyez aussi la loi du 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803), et les notes.

Voyez encore l'arrêté du 28 ventose an 12 (19 mars 1804), qui attribue au ministre des finances, exclusivement, l'exécution des arrêtés sur les douanes ; celui du 15 germinal suivant (5 avril 1804), qui fixe le droit d'entrée sur l'écorce de chêne blanc ; l'avis du cons. d'état du 7 fructidor an 12 (25 août 1804), sur l'exercice de la contrainte par corps contre les redevables des droits de douanes, amendes et confiscations.

Voyez enfin la loi du 1^{er}—11 pluviôse an 13 (21—31 janvier 1805), sur les douanes, et les notes.

guerre paieront, à leur entrée en France; savoir: — Par kilogramme, jusqu'au n° 30 et au dessous, quatre francs; du n° 31 à 60, quatre francs cinquante centimes; du n° 61 à 100, cinq francs; du n° 101 et au dessus indéfiniment, six francs.

3. Les toiles de fil et coton, les toiles de coton et mousselines, d'origine non prohibée, paieront, à leur entrée en France, en raison combinée du poids et de la longueur, dans la proportion suivante; savoir: — Par mètre carré, autant de fois cinq centimes qu'il y aura de mètres carrés au kilogramme.

4. Indépendamment du droit imposé par l'article précédent sur les toiles de fil et coton, et les toiles de coton écrues, blanches et mousselines, d'origine non prohibée, et que paieront pareillement les mêmes toiles peintes ou teintes en une seule ou plusieurs couleurs, les toiles peintes ou teintes en une seule couleur paieront en outre cinquante centimes par mètre carré. — Les toiles peintes ou teintes en plusieurs couleurs paieront en outre, par mètre carré, un franc.

5. Ceux qui présenteront à l'introduction des cotons filés, des mousselines, des toiles de fil et coton ou de coton écrues, blanches, teintes ou peintes, seront tenus d'indiquer, dans leurs déclarations au bureau d'entrée, les numéros des cotons filés, le nombre d'écheveaux, le nombre de pièces, celui des mètres contenus dans chaque pièce, ainsi que la largeur de chacune desdites pièces de mousselines, toiles de coton blanches, teintes ou peintes, sous les peines portées par les lois contre les fausses déclarations.

6. Le droit perçu à l'entrée des toiles blanches pour impression sera restitué lorsque ces mêmes toiles sortiront de France après avoir été imprimées.

7. Les fils de coton, toiles de coton, fil et coton, et mousselines, d'origine non prohibée, ne pourront entrer que par les ports et bureaux d'entrepôt réel ou fictif établis par la loi du 8 floréal an 11.

8. Le droit d'entrée sur la morue, le poisson de mer frais, sec, salé ou fumé, venant de l'étranger, sera de dix francs par cinq myriagrammes durant la guerre. — Le droit sur le stockfish sera, pendant le même temps, de quatre francs par cinq myriagrammes.

9. La vendange et le moût venant de l'étranger paieront les deux tiers du droit sur le vin, excepté quand ils proviendraient des vignes possédées par des Français sur territoire étranger voisin des départemens de la rive du Rhin, et de ceux de Marengo, de la Sésia, de la Doire, du Tanaro et de la Stura.

10. Les fils d'acier employés à la fabrication des aiguilles dans le département de la Roër, ne paieront que le droit de la balance du commerce. — Les mousselines brodées, indépendamment du droit imposé par l'article 3, paieront un droit additionnel de cinquante centimes par mètre carré.

TITRE II. — *Des exportations.*

11. Les droits à la sortie du territoire de la république seront perçus, à l'avenir, sur les objets désignés en l'article suivant, conformément au tarif y porté.

12. Pains ou tourteaux de navette, oliette, rabette, lin, chenevis et colza, par cinq myriagrammes.....	2 fr.	00 c.
Gaude ou herbe à jaunir.....	5	00

Les vendanges et le moût, par les frontières des départemens du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sésia, de la Stura et du Tanaro.....	0	90 c.
---	---	-------

Cartons fins à presser les draps, un pour cent de la valeur.

TITRE III. — *Des marchandises prohibées.*SECTION I^{re}. — Prohibition de sortie.

13. La sortie sera prohibée, 1^o pour les beurres; 2^o pour les cuirs tannés non corroyés, quand ils sont susceptibles de l'être; 3^o pour les bois, excepté pour les bois de pin et sapin des départemens frontières d'Espagne, ceux des rives du Rhin, de la Lys et de l'Escaut; 4^o pour les brais et goudrons, par les ports de la Méditerranée; 5^o pour les chanvres, même ceux provenant des départemens du Rhin.

SECTION II. — Prohibition d'entrée.

14. Il ne sera reçu dans les ports de la république aucune denrée coloniale provenant des colonies anglaises, ni aucune marchandise venant directement d'Angleterre. — En conséquence, toute denrée et marchandise provenant de fabrique ou de colonie anglaise sera confisquée.

15. Les bâtimens neutres destinés pour les ports de la république devront être munis d'un certificat délivré par le commissaire ou agent des relations commerciales de la république, au port d'embarquement; lequel certificat portera le nom du vaisseau, celui du capitaine, la nature de la cargaison, le nombre d'hommes d'équipage, et la destination du bâtiment. — Dans cette déclaration, le commissaire certifiera qu'il a vu le chargement s'opérer sous ses yeux, et que les marchandises ne sont point de fabrique anglaise, et ne proviennent ni de l'Angleterre ni de ses colonies. — Un double de cette déclaration sera adressé au ministre de l'intérieur, par le commissaire de la république, le jour même du départ du bâtiment.

16. Tout capitaine qui, par oubli de formes ou par changement de destination, ne se trouvera pas muni d'une semblable déclaration, ne sera admis dans les ports de la république qu'à condition de charger en retour, en produits des manufactures françaises, pour une valeur égale à celle de sa cargaison. — Le directeur des douanes enverra au préfet du département l'état de sa cargaison et celui des marchandises prises en retour: sur cet état, le préfet délivrera le *permis* de sortir du port.

17. Les marchandises venant sur des bâtimens partis des ports où la république n'a point de commissaires des relations commerciales seront admises sans les formalités prescrites par les articles ci-dessus, quand ils seront chargés de marchandises du Levant, du cru du pays auquel appartient le bâtiment, ou de productions du Nord; sans qu'on puisse les recevoir s'ils sont chargés de marchandises coloniales, de l'Inde ou anglaises. — Les directeurs des douanes prendront toutes les informations nécessaires sur le lieu du chargement, la vérité et la fidélité des passeports et connaissements du navire.

18. Seront également admises sans les formalités ci-dessus prescrites, les productions du Nord, telles que les brais, goudrons, bois, mâtures, chanvres, cuivres bruts, fers de toute sorte, et les plaques de tôle.

19. Aucun bâtiment expédié des ports d'Angleterre ou qui y aura touché, ne sera reçu dans les ports de France.

20. Pourront être exceptés de l'article précédent, les bâtimens neutres qui auraient été forcés de relâcher en Angleterre, à la charge de subir un examen préalable de leurs papiers de bord et de leur cargaison, et d'obtenir une décision du directeur général des douanes approuvée par le ministre de l'intérieur.

TITRE IV. — *Des denrées coloniales et des entrepôts.*SECTION 1^{re}. — Des denrées coloniales.

21. Les poivres importés par le commerce français au-delà du cap de Bonne-Espérance, autres que ceux du cru des îles de France et de la Réunion, paieront vingt francs par cinq myriagrammes.

SECTION II. — Des entrepôts.

22. Le port de Bayonne est compris au nombre de ceux auxquels la loi du 29 floréal an 10 accorde un entrepôt de tabac en feuilles venant de l'étranger, à la charge de remplir les conditions et formalités prescrites par ladite loi et par celle du 8 floréal an 11. — La ville de Gand est comprise au nombre de celles auxquelles la loi du 8 floréal an 11 accorde l'entrepôt fictif des denrées coloniales françaises.

23. Il ne sera reçu aucune marchandise prohibée dans les entrepôts de Mayence et de Cologne.

TITRE V. — *Dispositions diverses.*

24. Les passavans délivrés dans les bureaux des douanes pour le transport et la circulation des denrées dans les deux myriamètres des frontières, les acquits-à caution délivrés pour la circulation des grains, et les certificats des maires et adjoints relatifs au transport desdits grains, seront exempts de la formalité du timbre.

25. Les raffineurs qui tireront des entrepôts des sucres bruts, têtes ou terrés, jouiront, pour le paiement des droits de consommation, d'un crédit de quatre mois, en fournissant aux receveurs des douanes leurs obligations valablement cautionnées.

26. Tout individu surpris au moment où il introduirait des marchandises prohibées, ou, en fraude des droits, des toiles de fil et coton, des toiles de coton et mousselines, des cotons filés, des tabacs en feuilles, des denrées coloniales, sera condamné, pour la première fois, à six mois de prison, et pour la seconde, à un an.

27. Les contrebandiers à main armée continueront à être jugés par le tribunal spécial, conformément aux dispositions de la loi du 13 floréal an 11 (1).

N° 233. = 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804). = *Loi relative aux écoles de droit* (2). (III, Bull. CCCLV, n° 3678.)

TITRE 1^{er}. — Des écoles de droit, et des matières qui y seront enseignées.

Art. 1^{er}. Les écoles de droit seront organisées successivement dans le cours de l'an 13 et de l'an 14. Les étudiants ne pourront y être admis avant seize ans.

(1) Ce tribunal spécial a été aboli par l'art. 63 de la charte de 1814. — Voyez la loi du 13—23 floréal an 11 (3—13 mai 1803), et les notes.

(2) Voyez le décret du 6—16 août 1792, qui détermine le mode d'élection aux places d'agrégé en la faculté de Paris; la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), sur l'instruction publique, art. 24 et 25, portant des dispositions sur l'établissement des écoles de droit; le décret du 4^{or} jour complémentaire an 12 (21 septembre 1804), concernant l'organisation des écoles de droit, et contenant des dispositions sur le placement de ces écoles, le nombre des professeurs et inspecteurs, l'administration, les inscriptions, les études, examens et actes publics; celui du 28 floréal an 13 (18 mai 1805), qui détermine le costume des inspecteurs généraux des écoles de droit, des suppléants et des secrétaires généraux de ces écoles; celui du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), qui ordonne que les lettres des licenciés en droit seront visées par les procureurs généraux près les cours d'appel; l'avis du cons. d'état du 23 janvier 1806, qui refuse d'accorder

2. On y enseignera, 1^o le droit civil français, dans l'ordre établi par le Code civil, les élémens du droit naturel et du droit des gens, et le droit romain dans ses rapports avec le droit français; — 2^o Le droit public français, et le droit civil dans ses rapports avec l'administration publique; — 3^o La législation criminelle et la procédure civile et criminelle.

TITRE II. — Des cours d'études, des examens et des degrés.

3. Le cours ordinaire des études sera de trois ans. Ceux qui voudront obtenir le grade de docteur feront une année d'étude de plus.

4. Les étudiants subiront un examen la première année, et un autre la deuxième. Les inspecteurs et professeurs pourront autoriser à soutenir les deux examens pendant la dernière année. — La troisième année ils en subiront deux autres, et soutiendront ensuite un acte public sur tous les objets

une prorogation du délai accordé par l'art. 18 de la présente loi aux défenseurs officieux et hommes de loi, pour obtenir des diplômes de licencié; celui du 10 février suivant, qui fixe le temps des vacances des écoles de droit; celui du 3 juillet même année, qui détermine les époques auxquelles les examens prescrits pourront être subis par les étudiants; celui du 25 janvier 1807, qui admet gratuitement aux cours des écoles de droit les fils des professeurs en exercice ou morts pendant cet exercice; celui du 23 avril suivant, qui proroge, en faveur des étudiants en droit qui se sont absentés pour les opérations du recrutement, le délai accordé pour prendre les inscriptions; celui du 17 mars 1808, portant organisation de l'université, art. 6 et suiv., qui donnent aux écoles de droit la dénomination de *facultés*, et portent des dispositions sur leur organisation et sur la nomination des professeurs; art. 25, qui maintient les réglemens antérieurs sur les écoles de droit; et art. 26, portant que nul ne pourra être admis au baccalauréat dans les facultés de droit, sans avoir le grade de bachelier dans celle des lettres; l'ordonnance du 17 — 21 février 1815, art. 26 et suiv., concernant le mode de nomination du doyen et des professeurs des facultés de droit, et le mode de délivrance des diplômes; celle du 24 mars — 14 avril 1819, portant division de l'école de droit de Paris en deux sections, organisation de ces sections, et désignation des cours à suivre par les étudiants; celle du 5 — 8 juillet 1820, qui contient des dispositions nouvelles et étendues sur le mode d'inscription des étudiants en droit, et la discipline des écoles de droit; celle du 4 — 17 octobre même année, qui règle l'ordre des études de la faculté de droit de Paris et contient des dispositions sur les autres facultés de droit; celle du 6 septembre — 1^{er} décembre 1822, qui donne plus de développement à l'étude du droit romain dans la faculté de droit de Paris, et institue une chaire de pandectes et une chaire de droit commercial.

Voyez encore l'ordonnance du 22 septembre — 26 octobre 1824, qui rétablit la faculté de droit de Grenoble; celle du 19 juin — 10 juillet 1828, qui rétablit dans la faculté de droit de Paris la chaire de droit administratif créée par l'ordonnance du 24 mars 1819, et qui n'avait point été comprise dans la dernière organisation faite par l'ordonnance du 6 septembre — 1^{er} décembre 1822; celle du 26 mars — 14 avril 1829, sur l'instruction publique, tit. 1^{er}, qui établit dans les facultés de droit de Paris et de Strasbourg une chaire de droit des gens, et, en outre, dans celle de Paris, une chaire d'histoire du droit romain et du droit français, et qui fixe le mode et l'étendue de l'enseignement de ces deux chaires; celle du 27 septembre — 21 octobre suivant, qui établit une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Toulouse; celle du 16 — 29 décembre même année, qui établit une semblable chaire dans la faculté de droit de Caen; celle du 9 — 25 mai 1830, portant création d'une chaire de droit commercial dans la faculté de droit de Strasbourg; celle du 29 mai — 16 juin suivant, portant établissement d'une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle dans celle de Paris, et celle du 6 — 17 septembre même année, qui supprime cette chaire; celle du 13 juin — 1^{er} juillet 1830, portant que les inscriptions dites de capacité ne peuvent plus compter pour le baccalauréat ni pour la licence; celle du 25 novembre — 20 décembre suivant, portant suppression des chaires des pandectes et de droit administratif dans la faculté de droit de Toulouse, et qui crée dans cette faculté une chaire de droit public; celle du 16 février — 10 mars 1831, qui crée une chaire de droit commercial dans les facultés de Rennes et de Dijon; celle du 9 janvier — 1^{er} février 1832, portant création d'une semblable chaire dans les facultés de droit d'Aix et de Grenoble; celle du 2 — 10 septembre suivant, qui crée une chaire de droit administratif dans la faculté de droit de Poitiers; celle du 22 août — 8 septembre 1834, portant création d'une chaire de droit constitutionnel français dans la faculté de droit de Paris; et celle du 29 septembre — 21 novembre 1835, portant que ce cours ne sera obligatoire que pour les élèves de quatrième année qui aspireront au doctorat.

de leurs études. — La quatrième année, ceux qui aspireront au doctorat subiront encore deux examens, et soutiendront un acte public.

5. Les cours d'étude de législation criminelle et de procédure civile et criminelle seront d'une année.

6. Ceux qui ne suivront que ces seuls cours seront examinés au bout de l'année.

7. Les examens seront faits par les professeurs de l'école.

8. Les inspecteurs des écoles de droit, dont il sera parlé ci-après, auront le droit d'y assister ; ils auront aussi celui d'examiner séparément les étudiants, s'ils le jugent convenable.

9. Les étudiants qui auront été trouvés capables aux deux premiers examens obtiendront un diplôme de bachelier.

10. Ceux qui auront obtenu un diplôme de bachelier, et auront été trouvés capables aux deux examens et à l'acte public de la troisième année, obtiendront un diplôme de licencié.

11. Ceux qui auront obtenu un diplôme de licencié, et auront été trouvés capables aux examens et à l'acte public de la quatrième année, obtiendront un diplôme de docteur en droit.

12. Ceux qui auront été examinés et trouvés capables sur la législation criminelle et la procédure civile et criminelle obtiendront un certificat de capacité.

13. Les diplômes et certificats ne seront valables qu'après avoir été visés par un des inspecteurs des écoles de droit.

TITRE III. — Dispositions particulières et exceptions aux dispositions précédentes.

14. Les docteurs et licenciés en droit reçus dans les anciennes universités de France ou des pays réunis seront considérés comme docteurs et licenciés en droit, à la charge seulement de faire viser leurs lettres ou un acte de notoriété délivré par les anciens juges, avocats ou professeurs, lequel acte tiendra lieu desdites lettres si elles sont perdues.

15. Il en sera de même des docteurs et licenciés reçus dans les universités étrangères, et qui exerceront, lors de la publication de la loi, depuis plus de six mois, la profession d'homme de loi plaidant ou consultant près l'un des tribunaux de la république, ou auront été inscrits sur le tableau des avocats près une cour souveraine de France, un présidial, un bailliage ou une sénéchaussée.

16. On comptera à ceux qui auront étudié dans les mêmes universités avant la publication de la loi, et en rapporteront la preuve, leur temps d'étude dont ils justifieront ; et s'ils ont obtenu le grade de bachelier, ils pourront, après un an d'étude dans une des écoles de droit, et avoir subi les examens et actes publics exigés, obtenir les diplômes de licencié ou docteur, s'ils sont trouvés capables.

17. Seront considérés comme licenciés, sans remplir aucune formalité, 1^o les juges des tribunaux de cassation, d'appel, criminels et de première instance, en fonctions au moment de la publication de la présente loi, et leurs suppléans ; — 2^o Les commissaires du gouvernement près ces tribunaux et leurs substituts ; — 3^o Ceux qui seront nommés à ces fonctions jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 16 ; — 4^o Les professeurs de législation aux écoles centrales, en activité au moment de leur suppression.

18. Pourront obtenir, d'ici au 1^{er} vendémiaire an 14, un diplôme de licencié, ceux qui, au moment de la publication de la présente loi, exerceront actuellement les fonctions d'homme de loi ou de défenseur officieux

près les tribunaux de cassation, d'appel, criminels ou de première instance, et les auront exercées habituellement sans interruption, et sans s'être livrés à aucune autre profession depuis trois ans, ou, après les avoir exercées pendant trois ans, ne les auront quittées que pour exercer celles d'avoué; à la charge de rapporter un certificat du président et du commissaire du gouvernement du tribunal près lequel ils exercent, attestant qu'ils sont dans les cas déterminés ci-dessus.

19. On ne comptera point dans le temps d'exercice exigé par les articles précédens, celui après lequel il y aura eu interruption, à moins qu'il n'ait été rempli par l'exercice des fonctions de membre de la législature, juge des tribunaux ou juge de paix, par une mission civile du gouvernement, ou par les fonctions de notaire et d'avoué.

20. Ceux qui seront dans le cas de l'article 18, mais qui auront moins de trois ans d'exercice de leurs fonctions, pourront, d'ici au 1^{er} vendémiaire an 15, obtenir un diplôme de licencié, aux mêmes conditions, et, en outre, de subir un examen particulier, et de rapporter une attestation de capacité, délivrée par les examinateurs.

21. Les élèves des écoles centrales, et des établissemens connus à Paris sous le nom d'*Académie de législation* et d'*Université de jurisprudence*, qui y auront suivi pendant trois ans les cours de législation, pourront, d'ici au 1^{er} vendémiaire an 15, obtenir le titre de licencié, en soutenant l'acte public général sur tous les objets d'étude fixés pour les trois premières années. Pour ceux qui auront moins de trois ans d'étude, le temps dont ils justifieront leur sera compté comme temps d'étude dans une école de droit. — Ceux qui auront suivi des écoles particulières pourront, jusqu'à la même époque, obtenir du gouvernement une dispense d'une partie ou de la totalité du temps d'étude prescrit par la loi, selon la durée de celui pendant lequel ils auront suivi lesdites écoles particulières : à la charge de subir les examens et de soutenir l'acte public, comme il est dit à l'article 4 ci-dessus.

22. Les individus exerçant, au moment de la publication de la présente loi, les fonctions de défenseur officieux près les tribunaux, les continueront provisoirement, sauf l'exécution des réglemens de discipline, jusqu'à l'époque fixée pour remplir les conditions qui leur sont imposées; après lequel temps ils seront tenus de justifier de leur accomplissement, ou de discontinuer l'exercice de leur profession.

TITRE IV. — Des fonctions pour lesquelles l'étude du droit et l'obtention des grades seront nécessaires.

23. A dater du 1^{er} vendémiaire an 17, nul ne pourra être appelé à l'exercice des fonctions de juge, commissaire du gouvernement ou leurs substituts, dans les tribunaux de cassation, d'appel, criminels ou de première instance, s'il ne représente un diplôme de licencié, ou des lettres de licence obtenues dans les universités, comme il est dit aux articles 14 et 15.

24. A compter de la même époque, nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux, et d'avoué près le tribunal de cassation, sans avoir représenté au commissaire du gouvernement, et fait enregistrer, sur ses conclusions, son diplôme de licencié, ou des lettres de licence obtenues dans les universités, comme il est dit en l'article précédent.

25. Nul ne pourra, quatre ans après la première formation des écoles de droit, être reçu professeur, ni suppléant de professeur, s'il n'a été reçu docteur, et n'en représente les lettres visées dans une école de droit, sans préjudice des autres conditions qui pourront être imposées par les lois ou réglemens.

26. Nul ne pourra , après le 1^{er} vendémiaire an 17, être reçu avoué près les tribunaux, s'il n'a suivi le cours de législation criminelle et de procédure civile et criminelle , subi un examen devant les professeurs, et s'il n'en rapporte attestation visée d'un inspecteur général. Jusqu'à cette époque, il suffira de justifier de cinq ans de cléricature chez un avoué ou homme de loi.

27. Les avoués, après dix ans d'exercice, pourront être nommés aux fonctions de juges, commissaires du gouvernement ou leurs substituts.

28. Le gouvernement pourra, pendant dix ans, à compter de la publication de la loi, dispenser de la représentation des diplômes les individus qui auront exercé des fonctions législatives, administratives ou judiciaires.

TITRE V. — Du tableau des avocats près les tribunaux (1).

29. Il sera formé un tableau des avocats exerçant près les tribunaux.

30. A compter du 1^{er} vendémiaire an 17, les avocats selon l'ordre du tableau, et, après eux, les avoués selon la date de leur réception, seront appelés, en l'absence des suppléans, à suppléer les juges, les commissaires du gouvernement et leurs substituts.

31. Les avocats et avoués seront tenus, à la publication de la présente loi, et, à l'avenir, avant d'entrer en fonctions, de prêter serment de ne rien dire ou publier, comme défenseurs ou conseils, de contraire aux lois, aux réglemens, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'état et à la paix publique, et de ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques.

32. Les avoués qui seront licenciés pourront, devant le tribunal auquel ils sont attachés, et dans les affaires où ils occuperont, plaider et écrire dans toute espèce d'affaires, concurremment et contradictoirement avec les avocats. — En cas d'absence ou refus des avocats de plaider, le tribunal pourra autoriser l'avoué, même non licencié, à plaider la cause (2).

TITRE VI. — Des professeurs et inspecteurs des écoles de droit, et de leur nomination.

33. Il y aura cinq inspecteurs généraux des écoles de droit, nommés par le premier consul.

34. Chacun d'eux inspectera annuellement deux écoles, et pourra examiner les élèves qui voudront obtenir un diplôme de bachelier, de licencié ou de docteur, ou un certificat d'étude de la procédure civile et criminelle, et visera ces diplômes et certificats.

35. Ils seront chargés d'examiner ceux qui se présenteront pour être professeurs ou suppléans de professeurs.

36. A chaque vacance de place, il sera ouvert un concours public, dont les professeurs seront les juges; les inspecteurs généraux présideront, s'ils sont présens.

37. La nomination des professeurs et suppléans sera faite par le premier consul; savoir, pour la première organisation des écoles, sur la présentation de deux sujets, pour chaque place, par les inspecteurs généraux; — Après l'organisation, sur la présentation d'un sujet par les professeurs de l'école, et d'un autre par les inspecteurs généraux. — Nul ne pourra cependant être présenté après la première organisation, s'il n'a préalablement été admis au concours, aux termes de l'article 36.

(1) Voyez, sur l'organisation de l'ordre des avocats, le décret du 14 décembre 1810, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur le droit de plaidoirie accordé aux avoués, le décret du 2 juillet 1812; et surtout l'ordonnance du 27 février—14 mars 1822, et les notes.

TITRE VII. — Dispositions générales.

38. Il sera pourvu, par des réglemens d'administration publique, à l'exécution de la présente loi, et notamment à ce qui concernera, — 1° La désignation détaillée de la matière de l'enseignement, des livres qu'on emploiera dans les écoles, la fixation des jours et heures d'étude, et la durée des vacances; — 2° La forme et le nombre des inscriptions à prendre par les élèves; — 3° Les rétributions à payer par les élèves, de manière cependant que les frais d'étude, d'examen et de diplôme, pour arriver au grade de licencié, ne soient pas au dessus de huit cents francs, et de douze cents francs pour arriver au grade de docteur, et que ceux qui obtiendront des diplômes de licencié, d'après les dispositions du titre III, ne paient que la moitié de la rétribution; — 4° L'organisation administrative des écoles, le traitement des professeurs, et l'application des rétributions; — 5° La forme et la durée des examens des élèves et des professeurs; — 6° la forme et la délivrance des diplômes; — 7° La formation du tableau des avocats, et la discipline du barreau; — 8° Le placement des écoles de droit; — 9° L'établissement de bibliothèques pour faciliter les études des professeurs et des étudiants.

N° 234. = 22 ventose an 12 (13 mars 1804). = *ARRÊTÉ relatif à la validité de remboursemens de rentes effectués en 1793, dans la caisse d'un hospice.* (III, Bull. CCCLVI, n° 3638.)

Le gouvernement, vu les arrêtés du conseil de préfecture du département du Lot, des 21 et 24 floréal an 11, qui annulent les remboursemens faits en 1793 à l'hospice de Martel, par les citoyens *Montel* et *Gramat*, de rentes dues par eux à cet établissement, motivés sur ce que le montant desdits remboursemens n'a pas été versé dans les caisses nationales, mais dans celle de l'hospice, sans l'autorisation voulue par l'article 7 du titre IV de la loi du 5 novembre 1790; — Vu l'arrêté du 14 fructidor an 10, portant que les remboursemens faits dans les caisses nationales, antérieurement à la loi du 9 fructidor an 3, des créances et des rentes foncières et constituées dues aux pauvres et aux hospices, sont valables; — Considérant que cette disposition de l'arrêté a eu pour principal objet d'arrêter sur le passé un retour et des recherches trop reculées, et à la fois contraires aux vues du gouvernement et à la tranquillité des familles, et que son application aux remboursemens qui ont été effectués dans les caisses mêmes des hospices, et qui ont servi à pourvoir à leurs besoins, est conforme au but et à l'esprit dans lequel a été pris l'arrêté précité; le conseil d'état entendu, arrête ce qui suit : — Les arrêtés du conseil de préfecture du département du Lot, l'un du 21 floréal an 11, qui déclare nul le remboursement fait le 24 août 1793, devant *Cluseau*, notaire, par le citoyen *Montel*, officier de santé, d'une somme de quatorze cent vingt-trois livres, entre les mains des administrateurs de l'hospice de Martel; l'autre, du 24 du même mois de floréal, qui déclare nul le versement fait par le citoyen *Barthelemi Gramat*, le 25 août 1793, de la somme de cinq cent quarante livres, entre les mains des administrateurs du même hospice, sont annulés.

N° 235. = 23 ventose — 3 germinal an 12 (14 - 24 mars 1804). = *Loi relative au dépôt et au séquestre* (1). (III, Bull. CCCLII, n° 3666.)

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14 — 24 ventose an 11 (5 — 15 mars

N° 236. = 23 ventose—3 germinal an 12 (14—24 mars 1804). = *Loi qui attribue exclusivement au tribunal criminel du département de la Seine la connaissance des crimes de contrefaçon du timbre national et de fabrication de faux billets de banque* (1). (III, Bull. CCCLIII, n° 3670.)

Art. 1^{er}. Le tribunal criminel du département de la Seine connaîtra, exclusivement à tous autres tribunaux et contre toute personne, conformément aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 2 floréal an 11,—1° Des crimes de contrefaçon du timbre national et d'usage du timbre contrefait ;—2° Des crimes de fabrication de faux billets, soit de la banque de France, soit des banques de département, et de falsification des billets émis par elles, ainsi que de la distribution des faux billets ou des billets falsifiés desdites banques ;—3° Du crime d'introduction ou de distribution sur le territoire français, de billets desdites banques fabriqués ou falsifiés en pays étranger.

2. Si les agens commis par le gouvernement pour la vente et la distribution du papier timbré national, sont convaincus d'en avoir sciemment timbré avec un faux timbre, ou distribué du papier timbré d'un faux timbre, ils seront punis de mort.

3. Tous autres que les agens du gouvernement ci-dessus désignés, qui se rendraient coupables de ces crimes, seront punis de la peine de douze années de fers.

4. Le crime d'introduction sur le territoire français de billets desdites banques fabriqués ou falsifiés en pays étranger, et le crime de distribution de tous faux billets ou billets falsifiés des mêmes banques, seront poursuivis et jugés conformément à l'article 36 de la loi du 24 germinal an 11, concernant la banque de France.

5. A compter de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crimes mentionnés aux articles précédens seront renvoyés devant le tribunal criminel du département de la Seine, avec les pièces et procédures déjà commencées, pour y être lesdites procédures continuées suivant les derniers errements.

6. Dans tous les procès dont la connaissance est attribuée exclusivement au tribunal criminel du département de la Seine, et dans tous ceux qu'il doit juger conformément aux dispositions de la loi du 23 floréal an 10, les douze membres du tribunal pourront concourir au jugement. Le tribunal ne pourra cependant juger qu'en nombre pair, et au moins au nombre de six.

N° 237. = 23 ventose—3 germinal an 12 (14—24 mars 1804). = *Loi relative à l'établissement de séminaires* (2). (III, Bull. CCCLV, n° 3679.)

Art. 1^{er}. Il y aura par chaque arrondissement métropolitain, et sous le nom de séminaire, une maison d'instruction pour ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique.

2. On y enseignera la morale, le dogme, l'histoire ecclésiastique, et les

1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XI, art. 1915 et suiv.

(1) Cette attribution n'existe plus : elle a disparu avec le tribunal criminel qu'a remplacé la cour d'assises.

(2) Voyez, sur les séminaires, les art. 23 et suiv. de la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et la note qui accompagne la sect. III du tit. II de la même loi : cette note résume la matière.

maximes de l'église gallicane ; on y donnera les règles de l'éloquence sacrée.

3. Il y aura des examens ou exercices publics sur les différentes parties de l'enseignement.

4. A l'avenir, on ne pourra être nommé évêque, vicaire général, chanoine ou curé de première classe, sans avoir soutenu un exercice public et rapporté un certificat de capacité sur tous les objets énoncés en l'article 2.

5. Pour toutes les autres places et fonctions ecclésiastiques, il suffira d'avoir soutenu un exercice public sur la morale et sur le dogme, et d'avoir obtenu sur ces objets un certificat de capacité.

6. Les directeurs et professeurs seront nommés par le premier consul, sur les indications qui seront données par l'archevêque et les évêques suffragans.

7. Il sera accordé une maison nationale et une bibliothèque pour chacun des établissemens dont il s'agit, et il sera assigné une somme convenable pour l'entretien et les frais desdits établissemens.

8. Il sera pourvu, par des réglemens d'administration publique, à l'exécution de la présente loi.

N° 238. = 24 ventose—4 germinal an 12 (15—25 mars 1804). = *Loi relative à la prescription* (1). (III, Bull. CCCLII, n° 3667.)

N° 239. = 24 ventose—4 germinal an 12 (15—25 mars 1804). = *Loi portant établissement d'un droit de bassin dans le port d'Anvers*. (III, Bull. CCCLIII, n° 3671.)

N° 240. = 24 ventose an 12 (15 mars 1804). = *ARRÊTÉ relatif à la nullité du remboursement d'une créance due à un hospice, effectué dans une caisse nationale postérieurement à la loi du 9 fructidor an 3*. (III, Bull. CCCLV, n° 3682.)

Le pourvoi du citoyen *Judicis* contre la décision du conseil de préfecture du département du Lot, du 24 floréal an 11, qui prononça la nullité d'un remboursement fait en son nom dans la caisse du bureau de l'enregistrement de Martel, postérieurement à la loi du 9 fructidor an 3, d'une créance au capital de dix neuf cent vingt livres, due à l'hospice de Martel par les héritiers de *Jeanne Sapientis*, veuve d'*Etienne Judicis*, comme héritiers d'autre *Etienne Judicis-Duroc*, prêtre de Martel, suivant et par acte obligatoire du 14 mai 1785, est rejeté.

N° 241. = 24 ventose an 12 (15 mars 1804). = *ARRÊTÉ relatif à la perte de la qualité et à la suspension de l'exercice des droits de membre de la légion-d'honneur* (2). (IV, Bull. CXXXIV, n° 2170.)

Art. 1^{er}. La qualité de membre de la légion-d'honneur se perdra par les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité de citoyen français, d'après l'article 4 de la constitution.

2. L'exercice des droits et des prérogatives de membre de la légion-

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XX, art. 2219 et suiv.

(2) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion d'honneur, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

d'honneur sera suspendu par les mêmes causes que celles qui suspendent les droits de citoyen français, d'après l'article 5 de la constitution.

3. Le grand-juge, le ministre de la guerre et celui de la marine, transmettront au grand-chancelier des copies de tous les jugemens en matière criminelle, correctionnelle et de police, relatifs à des membres de la légion.

4. Toutes les fois qu'il y aura un recours en cassation contre un jugement rendu en matière criminelle, correctionnelle et de police, et relatif à un légionnaire, le commissaire du gouvernement auprès du tribunal de cassation en rendra compte, sans délai, au grand-juge, qui en donnera avis au grand-chancelier de la légion-d'honneur.

5. Les commissaires du gouvernement auprès des tribunaux criminels, et les rapporteurs auprès des conseils de guerre, ne pourront faire exécuter aucune peine infamante contre un membre de la légion, que le légionnaire n'ait été dégradé.

6. Pour cette dégradation, le président du tribunal, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, ou le président du conseil de guerre, sur le réquisitoire du rapporteur, prononcera, immédiatement après la lecture du jugement, la formule suivante : *Vous avez manqué à l'honneur ; je déclare au nom de la légion que vous avez cessé d'en être membre* (1).

7. Les chefs militaires de terre et de mer, et les commandans des corps et des bâtimens de l'état, rendront aux ministres de la guerre et de la marine un compte particulier de toutes les peines de discipline qui auront été infligées à des légionnaires sous leurs ordres : ces ministres transmettront des copies de ce compte au grand-chancelier.

8. La cassation d'un légionnaire sous-officier en activité, et le renvoi d'un soldat ou d'un marin légionnaire, ne pourront avoir lieu que d'après l'autorisation du ministre de la guerre ou du ministre de la marine. Ces ministres ne pourront donner cette autorisation qu'après en avoir informé le grand-chancelier, qui prendra les ordres du chef de la légion.

9. Le grand conseil pourra suspendre, en tout ou en partie, l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la légion-d'honneur, et même exclure de la légion, lorsque la nature du délit et la gravité de la peine prononcée correctionnellement paraîtront rendre cette mesure nécessaire.

10. Les avis que les conseils d'administration des cohortes jugeront convenable de donner aux légionnaires sur leur conduite, seront transmis par le chef de la cohorte, qui en instruira le grand-chancelier, lequel en rendra compte au grand conseil.

24 ventose an 12. = *Droits d'usage dans les forêts nationales*, voyez 14 du même mois.

N° 242. = 25 ventose—5 germinal an 12 (16—26 mars 1804). = *Loi relative au nantissement* (2). (III, Bull. CCCLII, n° 3668.)

25 ventose an 12. = *Contrat de vente*, voyez 15 du même mois.

(1) L'omission de cette formalité n'annule pas le jugement. Cass., 14 avril 1815, Sir., XV, 1, 309.

(2) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803). — Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XVII, art. 2071 et suiv.

26 ventose an 12. = *Remplacement des juges de paix et de leurs suppléants, Contrat d'échange, Contrat de louage*, voyez 16 du même mois.

27 ventose an 12. = *Contrat de société*, voyez 17 du même mois.

N° 243. = 28 ventose an 12 (19 mars 1804). = **ARRÊTÉ qui attribue au ministère des finances l'exécution des lois relatives aux douanes, à la taxe d'entretien des routes, aux droits de navigation, de tonnage, et aux octrois municipaux.** (III, Bull. CCCLIII, n° 3672.)

Art. 1^{er}. L'exécution des lois et des arrêtés du gouvernement sur les douanes est exclusivement attribué au ministère des finances; et le directeur-général des douanes n'aura de travail qu'avec ce ministre.—Le ministre de l'intérieur soumettra néanmoins au gouvernement les vues d'amélioration que l'intérêt du commerce intérieur et extérieur lui paraîtra exiger.

2. La perception de la taxe d'entretien des routes,—Celle du droit de navigation intérieure,—Celle des droits et revenus des canaux de navigation et des bacs,—Celle du demi-droit de tonnage et des droits de bassin, et autres droits établis dans les ports de mer,—L'affermage, la police et le contentieux de ces droits et revenus—Sont attribués au ministère des finances.

3. Le conseiller d'état directeur-général des ponts et chaussées travaillera avec le ministre des finances, pour ce qui sera relatif à l'affermage, la police et le contentieux des droits et revenus énoncés en l'article précédent.

4. L'exécution des lois et des arrêtés du gouvernement sur les octrois municipaux et de bienfaisance, en tout ce qui concerne l'établissement des octrois et la surveillance de leur perception, est attribuée au ministère des finances.—Tout ce qui concerne le budget des villes, l'administration des propriétés communales, les dépenses des villes et communes et leur comptabilité, continuera de faire partie des attributions du ministère de l'intérieur, et sera réuni à la division administrative.

N° 244. = 28 ventose—3 germinal an 12 (19—29 mars 1804). = **LOI relative aux privilèges et hypothèques** (1). (III, Bull. CCCLIV, n° 3674.)

N° 245. = 28 ventose—8 germinal an 12 (19—29 mars 1804). = **LOI relative à l'expropriation forcée** (2). (III, Bull. CCCLIV, n° 3675.)

N° 246. = 28 ventose an 12 (19 mars 1804). = **ARRÊTÉ qui proroge le délai accordé pour la formation des états des biens nationaux attribués aux hospices** (3). (III, Bull. CCCLV, n° 3683.)

Art. 1^{er}. Le délai accordé aux commissions administratives des hospices,

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XVIII, art. 2092 et suiv.

(2) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. III, tit. XIX, art. 2204 et suiv.

(3) Voyez dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé de la législation concernant les biens et rentes attribués aux hospices en remplacement de leurs biens aliénés.

par l'arrêté du 14 nivose an 11, pour la formation et l'envoi des états des biens nationaux attribués aux hospices en remplacement de leurs biens aliénés en vertu de la loi du 16 vendémiaire an 5, est prorogé jusqu'au 1^{er} thermidor prochain.

2. Les hospices qui, à l'époque ci-dessus, n'auront point envoyé lesdits états, seront censés avoir renoncé à tout droit tant sur les biens dont ils jouissaient provisoirement que sur ceux qui n'ont été que désignés en remplacement, et lesdits biens rentreront irrévocablement dans la classe des domaines dont l'administration est confiée par les lois à la régie de l'enregistrement.

3. Ces états contiendront, — 1^o Le montant, en revenus et en capitaux, des biens aliénés des hospices ; — 2^o Celui des biens et rentes dont ils ont la jouissance provisoire ; — 3^o Celui des biens et rentes qui ont été seulement désignés en remplacement.

4. Les commissions des hospices ne pourront prétendre à obtenir la propriété des biens et rentes désignées en remplacement, qu'autant qu'elles produiront, à l'appui de leurs demandes, des certificats des directeurs de l'enregistrement, constatant que les biens n'ont été aliénés comme domaines nationaux, ni compris dans la dotation d'aucun établissement public, et qu'on n'a point disposé des rentes par aliénation, affectation ou autrement.

5. Les certificats prescrits par l'article ci-dessus seront visés par les sous-préfets et préfets, lesquels devront surseoir à la vente des biens désignés en remplacement, jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement, par une loi, sur la demande des hospices qui en auront réclamé la possession.

6. Indépendamment des renseignemens prescrits par l'article 3, les hospices feront connaître par des états distincts : — Le montant de leurs anciens biens non aliénés ; — Les legs et donations dont ils jouissent en vertu d'autorisation du gouvernement ; — Les biens ou rentes qui leur auraient été définitivement accordés en remplacement par la loi du 8 ventose an 12 ; — Les sommes qui leur sont assignées annuellement sur le produit des octrois municipaux.

7. Les préfets, en adressant au ministre de l'intérieur les renseignemens prescrits par les articles ci-dessus, y joindront l'extrait des budgets des communes qui fournissent aux hospices des secours annuels sur leurs octrois, avec leur avis motivé sur l'augmentation ou la diminution dont ces secours sont susceptibles, en prenant en considération les besoins et les ressources desdites communes.

8. Tout le travail administratif relatif à l'exécution du présent arrêté devra être mis sous les yeux du gouvernement au 1^{er} vendémiaire an 13, pour qu'il puisse être statué par le corps législatif, dans le courant de la même année, sur le remplacement définitif des biens réclamés par les hospices.

N^o 247. = 28 ventose an 12 (19 mars 1804). = ARRÊTÉ qui établit un directeur général de l'administration des postes (1). (Moniteur du 9 germinal an 12.)

Art. 1^{er}. La place de commissaire du gouvernement près l'administration des postes est supprimée.

(1) Voyez l'arrêté du 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), portant organisation de l'administration de la poste aux lettres, et la note.

La place de directeur général, créée par le présent arrêté, a été supprimée par l'ordonnance du 5—26 janvier 1831.

2. Il y aura un directeur général de l'administration des postes : il travaillera seul avec le ministre ; il lui proposera les rapports sur les objets à soumettre à la décision du gouvernement ou à la sienne, ainsi que la correspondance avec les autorités constituées.

3. Le directeur général présidera aux délibérations des administrateurs réunis en conseil d'administration : les délibérations et les ordres généraux de régie devront être approuvés par lui.

4. Il nommera, sur le rapport des administrateurs, aux divers emplois autres que les directions d'un produit au dessus de trois mille francs, et les inspections.—Pour ces places, il proposera les candidats au ministre des finances, qui n'en approuvera la nomination qu'après en avoir rendu compte au gouvernement.

N° 248. = 28 ventose an 12 (19 mars 1804). — *AVIS du conseil d'état sur la question de savoir si la loi du 29 floréal an 10 est applicable à la police des rivières non navigables* (1).

Le conseil d'état, — est d'avis que la loi proposée ne peut être adoptée, et que les contraventions aux réglemens de police sur les *rivieres non navigables*, canaux et autres petits cours d'eau doivent, selon les dispositions du Code civil et les lois existantes, être portées, suivant leur nature, devant les *tribunaux de police municipale ou correctionnelle* ; et les contestations qui intéressent les propriétaires, devant les *tribunaux civils*.

28 ventose an 12. = *Contrat de prêt*, voyez 18 du même mois.

N° 249. = 29 ventose—9 germinal an 12 (20—30 mars 1804). = *LOI sur les transactions* (2). (III, Bull. CCCLIV, n° 3676.)

N° 250. = 29 ventose an 12 (20 mars 1804). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente, échanges et impositions extraordinaires* (3). (III, Bull. CCCLVI, n° 3728.)

29 ventose an 12. = *Mandat, Contrats aléatoires*, voyez 19 du même mois.

N° 251. = 30 ventose—10 germinal an 12 (21—31 mars 1804). = *LOI contenant la réunion des lois civiles en un seul corps de lois, sous le titre de Code civil des Français* (4). (III, Bull. CCCLIV, n° 3677.)

Art. 1^{er}. Seront réunies en un seul corps de lois, sous le titre de *Code civil des Français*, les lois qui suivent ; savoir :

1^o Loi du 14 ventose an 11... *Sur la publication, les effets et l'application des lois en général.*

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), concernant les contraventions de grande voirie, et les notes qui l'accompagnent.

(2) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803). — Voyez aussi le Céd. civ., liv. III, tit. XV, art. 2044 et suiv.

(3) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (24 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente reproduit textuellement les dispositions.

(4) Voyez la note qui accompagne la loi précitée du 14—24 ventose an 11, sur la promulgation des lois.

- 2° Loi du 17 ventose an 11... *Sur la jouissance et la privation des droits civils.*
- 3° Loi du 20 ventose an 11... *Sur les actes de l'état civil.*
- 4° Loi du 23 ventose an 11... *Sur le domicile.*
- 5° Loi du 24 ventose an 11... *Sur les absens.*
- 6° Loi du 26 ventose an 11... *Sur le mariage.*
- 7° Loi du 30 ventose an 11... *Sur le divorce.*
- 8° Loi du 2 germinal an 11... *Sur la paternité et la filiation.*
- 9° Loi du 2 germinal an 11... *Sur l'adoption et la tutelle officieuse.*
- 10° Loi du 3 germinal an 11... *Sur la puissance paternelle.*
- 11° Loi du 5 germinal an 11... *Sur la minorité, la tutelle et l'émancipation.*
- 12° Loi du 8 germinal an 11... *Sur la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire.*
- 13° Loi du 4 pluviose an 12... *Sur la distinction des biens.*
- 14° Loi du 6 pluviose an 12... *Sur la propriété.*
- 15° Loi du 9 pluviose an 12... *Sur l'usufruit, l'usage et l'habitation.*
- 16° Loi du 10 pluviose an 12... *Sur les servitudes ou services fonciers.*
- 17° Loi du 29 germinal an 11... *Sur les successions.*
- 18° Loi du 13 floréal an 11... *Sur les donations entre-vifs et les testaments.*
- 19° Loi du 17 pluviose an 12... *Sur les contrats et les obligations conventionnelles en général.*
- 20° Loi du 19 pluviose an 12... *Sur les engagements qui se forment sans convention.*
- 21° Loi du 20 pluviose an 12... *Sur le contrat de mariage.*
- 22° Loi du 15 ventose an 12... *Sur la vente.*
- 23° Loi du 16 ventose an 12... *Sur l'échange.*
- 24° Loi du 16 ventose an 12... *Sur le louage.*
- 25° Loi du 17 ventose an 12... *Sur le contrat de société.*
- 26° Loi du 18 ventose an 12... *Sur le prêt.*
- 27° Loi du 23 ventose an 12... *Sur le dépôt et le séquestre.*
- 28° Loi du 19 ventose an 12... *Sur les contrats aléatoires.*
- 29° Loi du 19 ventose an 12... *Sur le mandat.*
- 30° Loi du 24 pluviose an 12... *Sur le cautionnement.*
- 31° Loi du 29 ventose an 12... *Sur les transactions.*
- 32° Loi du 23 pluviose an 12... *Sur la contrainte par corps en matière civile.*
- 33° Loi du 25 ventose an 12... *Sur le nantissement.*
- 34° Loi du 28 ventose an 12... *Sur les privilèges et hypothèques.*
- 35° Loi du 28 ventose an 12... *Sur l'expropriation forcée et les ordres entre les créanciers.*
- 36° Loi du 24 ventose an 12... *Sur la prescription.*

2. Les six articles dont est composée la loi du 21 du présent mois, concernant les actes respectueux à faire par les enfans aux pères et mères, aïeuls et aïeules, dans les cas où ils sont prescrits, seront insérés au titre du *mariage*, à la suite de l'article qui se trouve maintenant au n° 151.

3. Sera inséré au titre de *la distinction des biens*, à la suite de l'article qui se trouve maintenant au n° 523, la disposition contenue en l'article qui suit :

Art. . . . « Toute rente établie à perpétuité pour le prix de la vente d'un
« immeuble, ou comme condition de la cession à titre onéreux ou gratuit
« d'un fonds immobilier, est essentiellement rachetable.—Il est néanmoins
« permis au créancier de régler les clauses et conditions du rachat.—Il lui

« est aussi permis de stipuler que la rente ne pourra lui être remboursée
« qu'après un certain terme, lequel ne peut jamais excéder trente ans : toute
« stipulation contraire est nulle. »

4. Le Code civil sera divisé en un titre préliminaire et en trois livres. — La loi du 14 ventose an 11, *sur la publication, les effets et l'application des lois en général*, est le titre préliminaire. — Le premier livre sera composé des onze lois suivantes, sous le titre *des personnes*. — Le second livre sera composé des quatre lois suivantes, sous le titre *des biens et des différentes modifications de la propriété*. — Le troisième livre sera composé des vingt dernières lois sous le titre *des différentes manières dont on acquiert la propriété*. — Chaque livre sera divisé en autant de titres qu'il y a de lois qui doivent y être comprises.

5. Il n'y aura pour tous les articles du Code civil qu'une seule série de numéros.

6. La disposition de l'article 1^{er} n'empêche pas que chacune des lois qui y sont énoncées n'ait son exécution du jour qu'elle a dû l'avoir en vertu de sa promulgation particulière.

7. A compter du jour où ces lois sont exécutoires, les lois romaines, les ordonnances, les coutumes générales ou locales, les statuts, les réglemens, cessent d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui sont l'objet desdites lois composant le présent code.

1^{er} germinal an 12. = *Actes respectueux*, voyez 21 ventose précédent.

2 germinal an 12. = *Loi des douanes, Ecoles de droit*, voyez 22 ventose précédent.

N^o 252. = 3—13 germinal an 12 (24 mars—3 avril 1804). = **LOI relative à la conscription de l'an 13.** (III, Bull. CCCLVII, n^o 3734.)

3 germinal an 12. = *Dépôt et séquestre, Tribunal criminel de la Seine, Etablissement de séminaires*, voyez 23 ventose précédent.

4 germinal an 12. = *Prescription, Bassin d'Anvers*, voyez 24 ventose précédent.

N^o 253. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = **ARRÊTÉ relatif à la conduite accordée aux gens de mer naviguant pour le commerce** (1). (III, Bull. CCCLVII, n^o 3735.)

Art. 1^{er}. Les gens de mer naviguant pour le commerce auront droit à une conduite pour se rendre dans leurs quartiers, s'ils sont congédiés par les armateurs, capitaines, maîtres ou patrons, dans les pays étrangers ou dans les ports de la république autres que ceux où les navires auront été armés, soit pour raison du désarmement desdits navires, soit pour d'autres causes non procédant du fait ni de la volonté desdits marins.

2. La conduite sera pareillement payée auxdits gens de mer qui seront débarqués pendant le cours des voyages, par ordre des commissaires des relations commerciales et autres agens établis par le gouvernement dans les pays étrangers, ou des officiers d'administration préposés à l'inscription

(1) Le présent arrêté reproduit textuellement une ordonnance du roi du 1^{er} août 1743, qui statuait sur cet objet. Voyez l'art. 252 du Cod. comm., § IV, concernant les frais de conduite dus aux matelots, en cas de désarmement du navire, dans un port autre que celui du départ.

maritime dans les ports de la république, pour faire cesser les troubles que leur présence aurait occasionnés ou pourrait faire naître dans les navires, ou pour d'autres causes particulières qui auraient fait juger ce débarquement absolument nécessaire. — Suivant les motifs qui y auront donné lieu, et dont il devra être fait mention sur le rôle d'équipage, l'ordre de débarquement statuera si la conduite sera déduite sur les gages des marins, ou si elle sera payée en sus, au compte des armateurs et chargeurs.

3. Les capitaines, maîtres ou patrons qui laisseront dans les hôpitaux des gens de mer qui auront été débarqués malades, seront tenus de pourvoir aux frais des maladies contractées pendant le voyage, et à la dépense nécessaire pour mettre les-dits gens de mer en état de se rendre dans leurs foyers, ou pour fournir, en cas de mort, à leur sépulture; ils déposeront pour cet effet une somme suffisante, ou donneront une caution solvable, qui fera sa soumission au bureau de l'inscription maritime ou dans la chancellerie des commissaires des relations commerciales, de satisfaire auxdites charges.

4. Lorsque les gens de mer congédiés dans les pays étrangers ou dans les ports de la république, pourront être renvoyés par mer dans leurs quartiers, ils devront être expédiés de préférence par cette voie, et elle devra toujours être employée autant qu'il sera possible: il ne leur sera point payé de conduite, s'ils peuvent gagner des salaires dans les navires où ils seront embarqués; mais s'ils y sont reçus seulement comme passagers, les capitaines des navires d'où ils auront été débarqués seront tenus de payer les frais de leur subsistance et de leur passage, au prix dont ils conviendront avec les capitaines qui les recevront.

5. Si les navires sur lesquels passeront lesdits gens de mer ne reviennent point dans les ports de l'armement des bâtimens d'où ils auront été débarqués, mais seulement dans les ports qui en seront à portée, lesdits gens de mer recevront, indépendamment des frais de leur passage par mer, la conduite nécessaire pour se rendre dans leurs foyers, à proportion du chemin qu'ils auront à faire par terre, depuis le lieu où ils devront être débarqués, conformément à ce qui est fixé par l'article 8 ci-après.

6. Les officiers d'administration préposés à l'inscription maritime, et les commissaires des relations commerciales dans les pays étrangers, tiendront exactement la main à l'exécution des dispositions portées par les articles précédens, concernant le renvoi des marins par mer, et feront mention sur les rôles d'équipage des bâtimens sur lesquels ils passeront, des conditions de leur embarquement.

7. En cas de naufrage des navires, le produit des débris, agrès et appaux, et le fret sur les marchandises sauvées, étant spécialement affectés aux gages des équipages et aux frais de leur retour, les officiers-mariniers, matelots et autres gens de mer seront traités, pour raison de la conduite dont ils auront besoin pour retourner chez eux, conformément aux dispositions du présent arrêté, tant qu'il y aura des fonds provenant desdits navires; ce qui sera exactement vérifié par les officiers ou fonctionnaires publics qui auront fait procéder au sauvetage et réglé le compte du produit des effets sauvés.

8. La conduite sera réglée à proportion du chemin que les gens de mer auront à faire, lorsqu'ils seront obligés de se rendre par terre chez eux; et il leur sera payé, tant pour conduite que pour leur tenir lieu de logement en route et port de hardes; savoir: — Par myriamètre ou deux lieues, — Aux capitaines au long cours et au grand cabotage, trois francs; — Aux capitaines en second, lieutenans, subrecargues, chirurgiens et écrivains, deux francs; — Aux maîtres de navires du petit cabotage, et premiers maîtres dans les na-

vires au long cours, un franc cinquante centimes;—Aux officiers-mariniers, pilotes-côtiers et maîtres-ouvriers, quatre-vingts centimes;—Aux matelots et ouvriers marins, soixante centimes; — Aux volontaires, novices, mousses, coqs, surnuméraires, cinquante centimes.

9. Les officiers-mariniers ou matelots qui demanderont leur congé pendant le cours du voyage ne pourront l'obtenir, à moins que, d'après les motifs sur lesquels ces demandes seront fondées, les officiers d'administration préposés à l'inscription maritime dans les ports de la république, ou les commissaires et autres agens des relations commerciales en pays étranger, ne jugent indispensable de l'accorder : mais, dans ce cas, dont il sera fait mention sur le rôle d'équipage, il ne sera point alloué de conduite aux marins qui auront été ainsi congédiés; il pourra seulement leur être payé, à compte des gages qui leur seront dus, une somme suffisante pour se rendre chez eux.

10. Tous marins qu'un armateur aura engagés dans un autre quartier que celui du port d'armement de son navire auront droit à une conduite, qui devra être payée suivant le tarif fixé par l'article 8 du présent arrêté; à moins que l'armateur n'ait fait avec les marins, et en les engageant, des conventions qui le dispensent de leur payer cette conduite.

N° 254. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = **ARRÊTÉ** *contenant fixation du prix des poudres et salpêtres* (1). (III, Bull. CCCLVII, n° 3736.)

N° 255. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = **ARRÊTÉ** *relatif à la fabrication des médailles*. (III, Bull. CCCLVII, n° 3737.)

Art. 1^{er}. Il est expressément défendu à toutes personnes, quelles que soient les professions qu'elles exercent, de frapper ou faire frapper des médailles, jetons ou pièces de plaisir, d'or, d'argent et d'autres métaux, ailleurs que dans l'atelier destiné à cet effet dans la galerie du Louvre, à Paris, à moins d'être munies d'une autorisation spéciale du gouvernement.

2. Néanmoins, tout dessinateur ou graveur, ou autre individu, pourra dessiner ou graver, faire dessiner ou graver des médailles; et elles seront frappées avec le coin qu'ils remettront à la monnaie des médailles. — Les frais de fabrication seront réglés par le ministre de l'intérieur. — Il sera déposé deux exemplaires de chaque médaille en bronze à la monnaie du Louvre, et deux à la bibliothèque nationale.

3. Conformément à l'arrêt du conseil du 15 janvier 1685, chacun des contrevenans aux dispositions contenues dans les articles précédens sera condamné à une amende de mille francs, et à une somme double en cas de récidive.

4. Les particuliers qui feront frapper des médailles ou jetons seront, au surplus, assujétis aux lois et réglemens généraux de police qui concernent les arts et l'imprimerie.

N° 256. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = **ARRÊTÉ** *portant que les membres du corps législatif ou du tribunat, qui étaient membres d'un conseil général de département, d'arrondissement ou de commune, cessent d'en faire partie*. (III, Bull. CCCLVII, n° 3738.)

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt : tous les ans, il y a une fixation de prix nouvelle, faite par ordonnance royale.

N° 257. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = *ARRÊTÉ relatif aux conseils de guerre maritimes spéciaux* (1). (III, Bull. CCCLVIII, n° 3746.)

TITRE I^{er}. — Composition et compétence des conseils de guerre maritimes spéciaux.

Art. 1^{er}. Les officiers mariniens, matelots et novices embarqués ou levés pour être embarqués sur les bâtimens de la république, qui seront accusés de désertion, seront jugés par un conseil de guerre maritime spécial.

2. Le conseil de guerre maritime spécial sera composé de sept juges, savoir : — Un capitaine de vaisseau ou de frégate, président ; — Quatre lieutenans, — Et deux enseignes. — Un lieutenant de vaisseau fera les fonctions de rapporteur et de commissaire du gouvernement ; et un agent comptable, celles de greffier.

3. Les juges du conseil de guerre maritime spécial, le rapporteur et le greffier, seront nommés par le préfet maritime, lorsque le prévenu n'aura pas une destination fixe, ou lorsqu'il sera embarqué sur un bâtiment ne faisant point partie d'une armée navale, escadre ou division commandée par un officier général ou supérieur. — Dans les rades, les colonies et les lieux de relâche, dans les armées navales, escadres ou divisions, les juges du conseil de guerre maritime spécial, le rapporteur et le greffier seront nommés par l'officier général ou supérieur commandant les forces navales.

4. Les membres du conseil de guerre seront pris, à tour de rôle, soit parmi ceux présens dans le port, soit parmi ceux embarqués sur les différens bâtimens composant les divisions des forces navales réunies sous le même pavillon. — L'officier commandant joindra à sa plainte toutes les pièces qui serviront à constater le délit. — Les mêmes dispositions seront observées par les capitaines commandant les bâtimens naviguant isolément.

5. Hors les cas de maladie ou d'empêchement dûment constatés, ou de motifs de récusation déterminés par les lois, nul officier ne pourra refuser de remplir les fonctions auxquelles il aura été appelé près le conseil de guerre maritime, sous peine de destitution.

6. Le conseil de guerre maritime spécial ne connaîtra que du crime de désertion, et des circonstances aggravantes de ce crime.

7. Tout conseil de guerre maritime spécial sera dissous dès qu'il aura prononcé sur le délit pour le jugement duquel il aura été convoqué. — Aucun des membres qui l'auront composé ne pourra être appelé de nouveau à un conseil de guerre spécial qu'à son tour de rôle. — Le même officier ne pourra remplir les fonctions de rapporteur dans deux affaires consécutives.

8. Les conseils de guerre maritimes spéciaux tiendront leurs séances, savoir : — En rade, à bord du bâtiment sur lequel sera embarqué le prévenu ; — Dans le port, à bord de l'amiral, ou dans un lieu qui sera désigné à cet effet par le préfet maritime.

TITRE II. — Procédure devant le conseil de guerre maritime spécial.

9. Tout administrateur de la marine chargé du service de l'inscription, qui aura reçu l'ordre de faire une levée pour l'armement des bâtimens de la république, adressera au préfet maritime de son arrondissement l'état des

(1) Voyez, sur l'organisation des tribunaux maritimes, les notes qui accompagnent le décret du 21 (16, 19 et) — 22 août 1790 ; et surtout le décret du 12 novembre 1806, et les notes qui résument la législation de la matière.

Voyez aussi l'arrêté du 1^{er} floréal an 12 (21 avril 1804), qui contient une nouvelle rédaction et plusieurs dispositions du présent arrêté, et qui porte des dispositions nouvelles sur le même objet.

marins compris dans cette levée, avec l'indication du jour de leur départ, et de celui auquel ils devront être rendus dans le port d'armement.

10. Huit jours après celui fixé pour l'arrivée desdits marins, le préfet maritime se fera représenter l'état ci-dessus mentionné ; et ceux qui ne seraient pas rendus au port d'armement, seront réputés déserteurs et traduits comme tels au conseil de guerre maritime spécial. Les commissaires chargés des détails des armemens ou de l'inscription maritime devront, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine s'il y a lieu, porter plainte au préfet maritime contre lesdits marins, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où ils seront réputés déserteurs. — Les mêmes dispositions auront lieu à l'égard des marins qui désertent de l'hôpital ou de leur caserne. — La même injonction que ci-dessus, et sous la même peine, est faite au commissaire chargé du détail de l'hôpital ou de celui de la caserne.

11. Tout capitaine d'un bâtiment de la république, dont un homme de l'équipage aura déserté ou ne se sera pas rendu à bord après avoir reçu sa destination, devra, sous peine de quinze jours d'arrêts forcés, et de plus forte peine s'il y a lieu, porter plainte contre ledit marin, dans les vingt-quatre heures qui suivront l'époque où il aura été déclaré déserteur. — Cette plainte sera portée, savoir, à l'amiral, ou à l'officier général ou supérieur commandant, lorsque le bâtiment sur lequel sera embarqué le prévenu fera partie d'une armée navale, escadre ou division ; — Et au préfet maritime, lorsque le bâtiment sera dans le port en armement, ou lorsqu'il ne fera pas partie d'une armée navale, escadre ou division. — Copie de la plainte sera inscrite sur un registre tenu à cet effet par chaque capitaine, dans les vingt quatre heures où elle aura été portée : le capitaine sera tenu d'annexer au registre le récépissé de la plainte, qui, suivant les cas énoncés ci-dessus, lui sera donné par l'amiral, l'officier général commandant une escadre ou division, ou par le préfet maritime. — Il sera fait mention du tout sur le rôle d'équipage du bâtiment.

12. Les nom, prénoms, lieu de naissance, âge, grade, signalement et domicile de l'accusé, le bâtiment sur lequel il est embarqué, et le jour de sa désertion, seront expressément mentionnés dans la plainte. Les témoins, s'il en existe, y seront également désignés.

13. L'amiral, l'officier général ou supérieur commandant, ou le préfet maritime, à qui la plainte aura été portée, mettra au bas de cette plainte, *Soit fait ainsi qu'il est requis*. — S'il croit devoir se refuser à donner cette autorisation, il mettra au bas de la plainte, *Il n'y a pas lieu à informer* ; il signera cette décision, et, dans les vingt-quatre heures, il en fera connaître les motifs au ministre de la marine, qui prononcera sans délai.

14. S'il autorise l'information, le rapporteur qu'il aura nommé au bas de la plainte s'occupera, sans délai, à instruire le procès, de manière qu'en trois jours l'affaire soit jugée, ou contradictoirement, ou par contumace.

15. Le rapporteur entendra les témoins, s'il en existe, interrogera le prévenu, s'il est arrêté ; et s'il y a des preuves matérielles du délit, il les constatera.

16. Le témoin sera cité par une cédule signée du rapporteur ; elle lui sera remise par une ordonnance.

17. Les déclarations des témoins seront reçues à la suite les unes des autres, sur un seul cahier.

18. Chaque déclaration sera signée du témoin, du rapporteur et du greffier. — Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

19. Le rapporteur interrogera le prévenu sur ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile, et sur le délit et ses circonstances.

20. S'il existe des preuves matérielles du délit, elles lui seront représentées, pour qu'il déclare s'il les reconnaît.

21. S'il y a plusieurs prévenus dans une même affaire, le rapporteur les interrogera séparément. Chaque interrogatoire, rédigé sur un cahier séparé, sera clos par la signature de l'accusé, du rapporteur et du greffier.—Si l'accusé ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

22. L'information étant terminée, le conseil de guerre maritime spécial sera assemblé.—Si le conseil ne trouve pas que l'instruction soit complète, il ordonnera *un plus amplement informé*, qui ne pourra être prolongé au-delà de deux fois vingt-quatre heures.—Si, outre le crime de désertion, le conseil trouve que l'accusé en a commis un de nature à être plus sévèrement puni par les lois, il renverra l'accusé, la procédure et les pièces du procès par-devant le tribunal compétent, et il en rendra compte au ministre de la marine.—Si, au contraire, le conseil trouve que l'accusé n'a pas commis le crime de désertion, mais un délit moins grave, après l'avoir acquitté du crime de désertion, il le renverra, pour être puni, au tribunal ou chef militaire compétent.—Tout tribunal auquel un conseil de guerre maritime spécial aura renvoyé un accusé de désertion, comme en même temps accusé d'un crime plus sévèrement puni par les lois, renverra l'accusé après son jugement, s'il n'est pas condamné à une peine plus grave que celle portée contre la désertion, au conseil de guerre maritime spécial, pour prononcer sur le crime de désertion, dont la connaissance lui est expressément et privativement attribuée.—Il en sera usé de même pour tout tribunal qui devra prononcer sur un individu accusé de désertion.

23. Excepté dans le cas prévu dans le paragraphe 2 de l'article 22, le conseil de guerre maritime spécial, une fois assemblé, ne pourra désemparer avant d'avoir jugé le procès pour lequel il aura été convoqué. Il entendra la lecture de l'information, celle des pièces du procès, s'il y en a, l'interrogatoire de l'accusé, fera ensuite introduire l'accusé dans la salle de la séance, entendra les témoins, les conclusions du rapporteur, et enfin la défense de l'accusé.

24. Le président, au nom et de l'avis du conseil de guerre maritime spécial, posera toutes les questions qui résultent de la plainte; elles seront posées de la manière suivante : — *N..... est-il convaincu de s'être rendu coupable du crime de désertion ?* — *N..... est-il déserté à l'intérieur ?* — *N..... est-il déserté à vue de l'ennemi ?* — *N....., etc, etc.* — Les questions relatives aux circonstances de la désertion seront présentées chacune séparément, sans qu'il soit nécessaire de commencer par les plus aggravantes.

25. Les questions étant définitivement posées en public, et en présence de l'accusé, celui-ci sera reconduit en prison.—Le président se retirera alors avec les autres membres du conseil de guerre maritime spécial pour délibérer, ou bien il fera sortir les spectateurs.—Les membres du conseil délibéreront à huis clos, en présence du rapporteur seul.

26. Le président recueillera les voix en commençant par le grade inférieur, et par le moins ancien dans chaque grade : il émettra son opinion le dernier. Chacun des juges émettra son opinion par écrit, et la signera.

27. Le jugement sera rendu à la majorité absolue des voix, et inscrit sur un registre à ce destiné.—L'information et les autres pièces du procès seront transcrites sur le même registre, et y seront annexées en original.—L'énoncé du jugement rappellera les nom, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge, grade et signalement de l'accusé, ainsi que le bâtiment auquel il appartenait, ou la destination qu'il avait.

28. Si l'accusé est acquitté, il sera renvoyé au bâtiment auquel il apparte-

nait pour y continuer son service, ou à la destination qu'il avait avant sa mise en jugement.—S'il est déclaré déserteur, le conseil le condamnera aux peines portées contre les coupables de ce crime.

TITRE III. — Des peines contre la désertion.

29. Les peines contre la désertion seront, suivant les circonstances du délit, —1° La mort,—2° La chaîne,—3° La bouline.

TITRE IV. — De la peine de mort.

30. Les déserteurs condamnés à mort seront passés par les armes.

TITRE V. — De la peine de la chaîne.

31. Les déserteurs condamnés à la chaîne seront conduits dans un des bagnes établis dans les ports de la république, pour y être employés aux travaux de l'arsenal. — Ils porteront un vêtement particulier dont les couleurs différeront absolument de celles affectées aux autres condamnés. — Hors le temps des travaux, ils seront détenus dans un local particulier et séparé de celui des autres condamnés.

TITRE VI. — De la peine de la bouline.

32. Le déserteur condamné à courir la bouline ne pourra être frappé que par trente hommes au plus, et pendant trois courses.

TITRE VII. — Application des peines contre la désertion.

33. Sera puni de mort, — 1° Le marin déserteur à l'ennemi ; — 2° Tout chef de complot de désertion ; — 3° Tout marin qui aura déserté en présence de l'ennemi, étant commandé spécialement pour le service ; — 4° Tout marin déserteur qui aurait emporté des armes ou des munitions de son bord ou de l'arsenal.

34. Sera puni de la peine de la chaîne, — 1° Le marin déserteur à l'étranger ; — 2° Le marin déserteur à l'intérieur, qui sera redevable à la république de tout ou partie d'avances qui lui auront été faites, soit sur sa solde, soit en effets d'habillement, ou qui aura emporté des vêtements ou effets appartenant à ses camarades ; — 3 Le marin déserteur à l'intérieur, qui aura déserté plus d'une fois depuis la publication du présent arrêté.

35. La durée de la peine de la chaîne sera toujours de trois ans. — Elle sera du double de ce temps pour les déserteurs à l'étranger qui y auraient pris du service. — La peine de la chaîne sera augmentée d'une année seulement pour chacune des circonstances ci-après : — 1° Si la désertion n'a pas été individuelle ; — 2° Si le coupable était de service sur quelque embarcation, ou s'il était de quart ou de garde à bord.

36. Sera réputé déserteur à l'étranger, tout marin qui, n'étant muni ni d'ordre ni de permission, sera arrêté dans la distance de deux lieues de l'extrême frontière, lorsque sa famille n'aura pas son domicile dans ledit espace de deux lieues, et du côté où il se dirigeait.

37. La désertion à l'intérieur sera punie de la peine de la bouline.

38. Sera réputé déserteur à l'intérieur, — 1° Tout marin qui aura été absent de son bord pendant trois jours de suite sans permission ; — 2° Tout marin qui aura déserté d'un bâtiment de la république pour s'engager sur un bâtiment particulier ; — 3° Tout marin qui, ayant reçu l'ordre du départ de son quartier et ayant touché sa conduite, ne sera pas rendu à sa destination dans le délai de trois jours après le jour fixé, s'il ne justifie pas en avoir été empêché par un motif légitime ; — 4° Tout marin qui se sera

évadé de la caserne des matelots ou de l'hôpital, et qui n'aura pas reparu dans le délai de trois jours ;—5° Tout marin qui, ayant quitté l'hôpital avec un billet de sortie, ne se sera pas rendu dans ledit délai à son bord ou à sa destination ;—6° Tout marin qui, ayant obtenu un congé limité, n'aura pas rejoint huit jours après l'expiration du temps fixé pour son retour.

39. La peine de la bouline sera augmentée d'une course pour chacune des circonstances suivantes :—1° Si la désertion n'a pas été individuelle ;—2° Si le bâtiment était en partance.

40. Il est défendu aux conseils de guerre maritimes spéciaux, sous peine de forfaiture, de commuer ni de diminuer les peines portées contre les déserteurs.

41. Les jugemens des conseils de guerre maritimes spéciaux ne seront sujets ni à appel, ni à pourvoi en cassation, ni à révision : ils seront exécutés à la diligence du rapporteur, dans les vingt-quatre heures. — Toutefois, s'il s'agit de la peine de mort, pourra le préfet maritime, l'officier général ou supérieur, ou le commandant d'une division qui aura convoqué le conseil, après avoir pris l'avis des deux officiers les plus anciens dans les grades les plus élevés parmi ceux qui sont employés sous ses ordres, suspendre l'exécution du jugement, à la charge par lui d'en rendre compte dans les vingt-quatre heures, au ministre de la marine et des colonies.

TITRE VIII. — De l'exécution des jugemens.

42. Tout marin déserteur condamné à mort sera exécuté à bord du bâtiment sur lequel il était embarqué : en cas d'empêchement, ou si, avant d'être mis en jugement, il n'était pas embarqué, l'exécution se fera à bord de l'amiral, ou dans le lieu qui sera indiqué par l'officier général ou supérieur commandant l'escadre ou la division, ou par le préfet maritime.

43. Tout marin déserteur condamné à la chaîne sera conduit, soit à bord du bâtiment d'où il a déserté, soit à terre, soit à bord de l'amiral, ou dans un lieu qui sera désigné à cet effet, le lendemain du jour où il aura été jugé. — Il y paraîtra en présence de détachemens de marins des divers bâtimens, ou de la caserne, avec la chaîne au pied, et revêtu de l'habillement des condamnés à la chaîne. — Il entendra la lecture de sa sentence à genoux : il passera devant les détachemens de marins, lesquels seront placés comme il en aura été ordonné par l'amiral, l'officier général ou officier supérieur commandant, ou le préfet maritime. — Les détachemens défilèrent ensuite devant lui.

44. Le marin déserteur condamné à la bouline sera conduit au lieu désigné comme il est dit à l'article ci-dessus. Il entendra sa sentence debout ; après quoi il subira sa peine en présence des détachemens de marins rassemblés à cet effet.

45. Les marins condamnés à la peine de la chaîne seront remis, dans le délai de vingt-quatre heures après que le jugement aura été rendu, entre les mains de la gendarmerie nationale, pour être conduits de brigade en brigade jusqu'aux lieux où ils devront subir cette peine. — Il sera remis au commandant de la gendarmerie une expédition du jugement porté contre l'individu, laquelle sera déposée et enregistrée dans le bureau du commissaire de marine préposé au détail des chiourines dans le port où le condamné aura été conduit.

TITRE IX. — Dispositions générales.

46. Lecture du présent arrêté sera faite, le premier dimanche de chaque mois, sur tous les bâtimens de la république, et aux casernes des marins.

47. Il sera envoyé une expédition du jugement rendu contre tout marin déserteur, à l'administrateur de marine chargé de l'inscription maritime dans le quartier où le condamné aura été inscrit; et ledit administrateur sera tenu de donner la plus grande publicité au jugement.

48. Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

N° 258. = 5 germinal an 12 (26 mars 1804). = ARRÊTÉ concernant l'organisation de la régie des droits réunis (1). (IV, Bull. XI, n° 114.)

TITRE 1^{er}.

Art. 1^{er}. L'organisation et la surveillance des octrois municipaux et de bienfaisance, et du droit de passe sur les routes, et les perceptions provenant des droits réunis, seront dans les attributions du ministre des finances.

2. Le conseiller d'état chargé des ponts et chaussées travaillera avec le ministre des finances, pour l'organisation, l'instruction et le contentieux relatifs au droit de passe.

3. En exécution de la loi du 5 ventose dernier, il y aura un directeur général de la régie des droits réunis, et cinq administrateurs.

4. Le directeur général dirigera et surveillera, sous les ordres du ministre des finances, toutes les opérations relatives aux droits réunis. — Il fera faire la recette de la taxe d'entretien des routes, du droit de navigation intérieure, et des droits et revenus des bacs, bateaux et canaux. — Il dirigera et surveillera tous les agens et préposés à ces recettes. — Il sera chargé, d'après les instructions du ministre des finances, de l'exécution des lois, réglemens sur les octrois municipaux et de bienfaisance.

5. Le directeur général travaillera seul avec le ministre.

6. Le ministre des finances fera la division du travail entre les cinq administrateurs; l'un d'eux sera uniquement chargé de suivre la comptabilité et le service des caisses.

7. Chaque administrateur travaillera particulièrement avec le directeur général.

8. Les administrateurs se réuniront en conseil d'administration, toutes les fois que le directeur général en indiquera. — Ce conseil sera présidé par le directeur général.

9. Les affaires contentieuses seront rapportées dans ce conseil : elles seront décidées à la majorité des voix ; en cas de partage d'opinions, le directeur général les départagera : il pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, afin d'en référer au ministre des finances.

10. Il sera établi, près du directeur général, un secrétariat général, quatre bureaux de correspondance et un bureau de comptabilité. Toute la correspondance sera adressée au directeur général, qui jouira de la franchise et du contre-seing, conformément à l'arrêté du 27 prairial an 8. — Le secrétariat général sera chargé spécialement des affaires qui auront été réservées au directeur général.

TITRE II. — De l'administration dans les départemens.

11. Il sera établi une direction dans chacun des départemens de la république.

(1) Voyez, sur l'organisation des droits réunis, la note qui accompagne le tit. V de la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et les art. 77 et suiv. de cette loi.

L'ordonnance du 17—27 mai 1814 a remplacé la régie des droits réunis par une direction des contributions indirectes qui existe encore, et qui a hérité des attributions de la précédente administration : voyez cette ordonnance du 17—27 mai 1814, et la note.

12. Il y aura dans chaque direction , sous les ordres et la surveillance du directeur, des inspecteurs, des contrôleurs, des commis à cheval, des commis sédentaires, et des préposés aux déclarations et aux recettes, dont le nombre et la résidence seront désignés ultérieurement.

TITRE III. — De la nomination aux emplois.

13. Les nominations des administrateurs, des directeurs, du secrétaire général et du receveur général seront faites par le premier consul. — Les nominations d'inspecteurs seront faites par le ministre des finances. — Les autres nominations seront faites par le directeur général. — A compter de l'an 14, on ne pourra être nommé directeur, sans avoir été inspecteur.

TITRE IV. — Des traitemens et remises.

14. Les directeurs dans les départemens jouiront d'un traitement fixe de trois à six mille francs ; — Les inspecteurs, de deux mille à deux mille quatre cents francs. — Les traitemens fixes des contrôleurs, des commis à cheval et des commis sédentaires, seront fixés par un arrêté particulier.

15. Les directeurs, inspecteurs, contrôleurs et commis jouiront, en outre, d'une remise sur la totalité des produits nets : la quotité de cette remise sera déterminée chaque année par le gouvernement.

16. Au moyen du traitement fixe et des remises ci-dessus, il n'y aura lieu à aucune indemnité pour frais de commis, de loyer, de bureau, de tournée ou autres.

17. Les préposés aux recettes jouiront, pour traitement et indemnité de frais de loyer et de bureau, d'une remise sur le montant de leurs recettes, dont la quotité sera réglée ultérieurement.

TITRE V. — Des principales fonctions des divers préposés.

18. Le directeur correspondra avec le directeur général à Paris ; il transmettra aux inspecteurs et aux divers préposés les ordres et instructions qui lui seront adressés par la régie, et leur donnera d'ailleurs directement les ordres que nécessitera le bien du service. — Il fera la recette générale de tous les produits de son département, et en versera le montant, tous les quinze jours, au trésor public, par l'intermédiaire d'un receveur général établi près la régie à Paris. Il adressera, au commencement de chaque mois, à la régie, le bordereau général de ses recettes et de ses dépenses pour le mois précédent.

19. Il veillera à ce que la perception soit faite en conformité des lois, et à ce que les différens employés de sa direction s'acquittent avec exactitude de leurs fonctions. — Il décernera des contraintes, et fera toutes poursuites nécessaires contre les préposés en débet. — Il instruira et défendra sur les instances qui seront portées devant les tribunaux. — Il formera, dans le second mois qui suivra chaque trimestre expiré, le compte général de ses recettes et de ses dépenses, et l'adressera à la régie avec les pièces justificatives à l'appui.

20. Les inspecteurs dans chaque département correspondront avec le directeur, se conformeront aux ordres et instructions qu'ils recevront de lui. Ils veilleront à ce que les instructions soient pareillement observées par les divers préposés. — Ils feront, au commencement de chaque trimestre, une tournée générale dans tous les bureaux de leur arrondissement. Ils vérifieront et arrêteront les registres des préposés aux déclarations et aux recettes ; formeront des comptereaux triples des recettes et des dépenses, dont l'un restera au préposé, un autre sera adressé directement par l'inspecteur au

directeur général, et il remettra le troisième au directeur avec les pièces de dépense.

21. Les préposés aux déclarations et aux recettes recevront les déclarations prescrites par la loi du 5 ventose an 12, et feront la perception des différens droits confiés à la régie, conformément aux dispositions des lois.

TITRE VI. — Des amendes et confiscations.

22. L'administration centrale ne pourra avoir aucune part dans les produits des amendes et confiscations; ils seront répartis entre le trésor public, les directeurs, inspecteurs, contrôleurs et employés, comme il suit : — Un sixième au trésor public; deux sixièmes au directeur et à l'inspecteur de l'arrondissement, à raison de deux tiers pour le directeur et d'un tiers pour l'inspecteur; trois sixièmes aux employés qui auront concouru à la saisie de la contravention, avec deux parts à chaque contrôleur qui aura coopéré à la saisie.

23. Les transactions sur procès seront définitives, — 1° Avec l'approbation du directeur de département, lorsque, sur les procès-verbaux de contravention et saisie, les condamnations de confiscations et amendes à obtenir ne s'élèveront pas à plus de cinq cents francs; — 2° Avec l'approbation du directeur général, lorsque lesdites condamnations s'élèveront de cinq cents francs à trois mille francs; — 3° Avec l'approbation du ministre des finances dans les autres cas.

TITRE VII. — Des cautionnemens.

24. Le cautionnement du receveur général est fixé provisoirement à cent mille francs en numéraire. — Les directeurs, employés et préposés aux recettes, fourniront des cautionnemens en numéraire du douzième du montant des recettes qu'ils auront faites en l'an 13 : ces cautionnemens seront versés à la caisse d'amortissement.

5 germinal an 12. = *Nantissement*, voyez 25 ventose précédent.

8 germinal an 12. = *Privilèges et hypothèques, Expropriation forcée*, voyez 28 ventose précédent.

9 germinal an 12. = *Transactions*, voyez 29 ventose précédent.

10 germinal an 12. = *Réunion des lois civiles*, voyez 30 ventose précédent.

N° 259. = 12 germinal an 12 (2 avril 1804). = ARRÊTÉ contenant le tableau des villes et bourgs où il sera établi des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers (1). (III, Bull. CCCLIX, n° 3755.)

Art. 1^{er}. Il sera établi des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers, dans les villes et bourgs désignés au tableau qui est joint au présent arrêté.

2. Elles seront organisées conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 thermidor an 11.

Tableau des villes et bourgs dans lesquels il sera établi des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers.

Ain (Nantua); Aisne (Saint-Quentin); Allier (Moulins); Ardèche (Anno-

(1) Voyez l'arrêté du 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803), portant établissement de ces chambres, et la note qui résume la législation qui leur est applicable.

nay; Ardennes (Givet, Sedan, Rethel, Charleville (1), Mézières); Arriège (Foix); Aube (Troyes); Aude (Limoux, Chalabre); Aveyron (Rodez, Saint-Geniez, Sainte-Alfrique, Mi hau); Bouches-du-Rhône (Tarascon, Aix); Calvados (Caen, Bayeux, Lisieux, Vire); Charente (Angoulême); Côtes-du-Nord (Loudéac, Quintin, Moncontour, Uzel); Creuse (Ambusson); Drôme (Valence, Romans, Montélimart, Crest); Doubs (Besançon); Dyle (Louvain, Tirlemont, Nivelles); Escaut (Saint-Nicolas); Eure (Louviers, Bernay, Pont-Audemer, Evreux); Eure-et-Loir (Nogent-le-Rotrou); Finistère (Morlaix); Gard (Sommières, Saint-Hippolyte, Le Vigan); Golo (Bastia); Hérault (Bedarieux, Lodève, Clermont, Ganges); Ile-et-Vilaine (Rennes); Indre (Château-roux, Issoudun); Isère (Grenoble, Vienne, Voiron); Jemmape (Mons, Tournay); Jura (Saint Claude); Loir-et-Cher (Romorantin, Saint-Aignan); Loire (Saint-Étienne, Roanne, Saint-Chamond); Haute-Loire (Le Puy, Issengeaux); Lot (Cahors, Montauban); Lot-et-Garonne (Agen, Tonneins, Nérac); Lozère (Mende, Marvejols, La Canourgue); Lys (Courtray, Ypres); Maine-et-Loire (Angers, Cholet, Saumur); Manche (Saint-Lô); Marne (Reims, Châlons, Suippe); Mayenne (Laval, Mayenne); Meurthe (Nanci); Meuse (Bar-sur-Ornain); Meuse-Inférieure (Maestricht, Venlo, Hasselt, Vaels); Moselle (Metz); Deux-Nèthes (Malines, Turnhout); Nièvre (Nevers, La Charité, Cosne); Nord (Valenciennes, Turcoing, Roubaix); Oise (Beauvais); Orne (Alençon, Laigle, Vimoutiers, Tinchebray); Ourthe (Huy, Liège, Verviers, Malmedi, Eupen); Pas-de-Calais (Arras, Saint-Omer); Puy-de-Dôme (Thiers, Ambert); Pô (Carmagnoles, Chieri, Giaveno, Pignerol); Basses-Pyrénées (Pau, Nay, Orthès, Oloron); Hautes-Pyrénées (Tarbes, Bagnères); Bas-Rhin (Haguenau); Haut-Rhin (Mulhausen, Sainte-Marie-aux-Mines); Rhône (Tarare); Roër (Aix-la-Chapelle et Borcette (2), Storberg, Creveld); Sambre-et-Meuse (Namur); Sarre (Trèves); Sarthe (Le Mans); Seine Inférieure (Elbeuf, Yvetot, Bolbec); Sézia (Bielle); Deux-Sevres (Niort, Saint-Maixent); Somme (Abbeville); Tarn (Castres, Albi); Var (Draguignan, Brignolles); Vaucluse (Orange); Vienne (Poitiers); Haute-Vienne (Limoges); Vosges (Epinal, Mirecourt, Saint-Dié); Yonne (Sens).

13 germinal an 12. = *Conscription de l'an 13*, voyez 3 du même mois.

N° 260. = 15 germinal an 12 (5 avril 1804). = **ARRÊTÉ** *qui fixe le droit d'entrée sur l'écorce de chêne blanc nommée quercitron.* (III, Bull. CCCLIX, n° 3759.)

Le droit d'entrée sur l'écorce de chêne blanc, moulue ou préparée, connue sous le nom de *quercitron*, est fixé à deux francs cinquante centimes les cinquante kilogrammes.

N° 261. = 15 germinal an 12 (5 avril 1804). = **ARRÊTÉ** *sur le traitement des ministres protestans.* (Code administratif de Fleurigeon, tome V, page 268.)

Art. 1^{er}. Le traitement des pasteurs des églises protestantes est réglé

(1) Charleville et Mézières seront réunis pour la formation d'une seule et même chambre consultative. (Note du *Bulletin des lois*.)

(2) Aix-la-Chapelle et Borcette seront réunis pour la formation d'une seule et même chambre consultative. (Note du *Bulletin des lois*.)

d'après la population des communes dans lesquelles ils exerceront leur ministère.

2. Les pasteurs des protestans des églises des communes dont la population est au dessus de trente mille ames sont pasteurs de première classe ; ceux des communes dont la population s'élève depuis cinq mille ames inclusivement jusqu'à trente mille ames sont pasteurs de seconde classe ; et ceux des communes dont la population est exclusivement au dessous de cinq mille ames sont pasteurs de troisième classe.

3. Le traitement des pasteurs de la première classe est de deux mille francs ; celui des pasteurs de la seconde classe est de quinze cents francs ; celui des pasteurs de la dernière classe est de mille francs.

4. Le traitement des pasteurs court du jour où le premier consul a confirmé leur nomination.

5. Le traitement des pasteurs sera payé par trimestre.

6. Le traitement des pasteurs est insaisissable.

7. Le traitement des pasteurs sera acquitté à Paris suivant leur classification, par le trésorier du gouvernement sur les mandats du conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

8. Il sera mis à cet effet, tous les trimestres, à la disposition du trésorier du gouvernement la somme de soixante-quatre mille cent vingt-cinq francs des fonds destinés aux frais du culte protestant.

N° 262. = 16 germinal an 12 (6 avril 1804). = *ARRÊTÉ qui assujétit à un cautionnement les receveurs des hôpitaux et autres établissemens de charité.* (III, Bull. CCCLIX, n° 3760.)

Art. 1^{er}. Les receveurs des hôpitaux et autres établissemens de charité qui reçoivent des appointemens ou taxations, fourniront, sur la fixation qui en sera arrêtée par les préfets, un cautionnement en numéraire, qui ne pourra excéder le douzième des diverses parties de recettes qui leur sont confiées, et ne pourra être au dessous de cinq cents francs. — Ces cautionnemens seront versés dans la caisse du mont-de-piété de la ville où est l'hospice ; et, s'il n'y a pas de mont-de-piété dans la ville, dans celle d'un des monts-de-piété du département, indiqué par le préfet ; ou, s'il n'y a pas de monts-de-piété dans le département, dans la caisse du mont-de-piété des hôpitaux de Paris. — Les monts-de-piété dans la caisse desquels les fonds seront versés en paieront chaque année l'intérêt, au taux moyen des emprunts faits dans l'année par chaque établissement. — Ils seront tenus de justifier, dans un mois, aux préfets de leurs départemens, de l'exécution de cette disposition ; faute de quoi ils pourront être remplacés.

2. Chaque administration de mont-de-piété transmettra dans trois mois, au ministre de l'intérieur, l'état des cautionnemens versés dans sa caisse en vertu de l'article précédent ; et elle ne pourra en rembourser le montant qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre, si ce n'est en cas de mort ou démission du receveur, et après reddition et approbation de ses comptes devant et par qui de droit.

3. S'il s'établit un mont-de-piété dans une ville ou dans un département dont les receveurs des hospices auraient versé les fonds à un autre mont-de-piété, les administrateurs de ce dernier en feront faire le versement au nouvel établissement, dans lequel ils devront être déposés aux termes de l'article 1^{er}.

4. Les cautionnemens ne pourront être versés en aucun cas dans les caisses des maisons de prêt tenues par des particuliers, quand elles seraient

établies sous le titre de monts-de-piété, mais seulement dans les caisses des établissemens confiés à l'administration publique.

N° 263. = 16 germinal an 12 (6 avril 1804). = *AVIS du conseil d'état relatif aux délits d'un quartier-maître dénoncé par le conseil d'administration de son régiment.* (III, Bull. CCCLIX, n° 3761.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de la guerre sur celui du ministre chargé de ce département, relatif au citoyen *Delefortry*, quartier-maître trésorier du trentième régiment d'infanterie de bataille; —Vu la délibération prise par le conseil d'administration dudit régiment, en date du cinquième jour complémentaire de l'an 11, par laquelle ce conseil, conjointement et de l'avis du sous-inspecteur aux revues, mu par neuf considérations importantes, suspend de ses fonctions ledit quartier-maître; —Vu la lettre dudit quartier-maître au général *Pille*, en date du 13 vendémiaire an 12; — Considérant que ledit quartier-maître est accusé par le conseil d'administration d'avoir trompé sa confiance et sa bonne foi, en soumettant à sa signature des comptes qui présentaient des faux et des délibérations intercalées; d'avoir porté au registre de caisse des sommes comme versées en caisse, quoique lesdites sommes fussent dans ses mains, et que le versement n'en eût pas été effectué; d'avoir disposé à son usage, et sans l'aveu du conseil, d'une somme de quatre mille francs; d'avoir fait, avec les deniers du corps, des avances et des prêts non autorisés; — Considérant que les délits dénoncés par le conseil d'administration n'auraient point eu lieu, si ledit conseil avait rempli avec exactitude les fonctions qui lui sont imposées par les réglemens, et que lesdits réglemens rendent les conseils d'administration responsables des fonds qui appartiennent aux corps, — Est d'avis, — 1° Que le citoyen *Delefortry*, quartier-maître du trentième régiment d'infanterie de bataille, doit être traduit par-devant un conseil de guerre, pour être poursuivi et puni suivant la rigueur des lois; — 2° Que les membres du conseil d'administration du trentième régiment d'infanterie pour l'an 11, doivent être tenus solidairement, et au *prorata* de leurs appointemens, de réintégrer dans la caisse, par une retenue d'un cinquième par mois sur leur solde, jusqu'à due concurrence, les sommes qui ont été détournées, par le quartier-maître, sauf leur recours contre qui de droit; — 3° Que la décision du gouvernement doit être insérée au Bulletin des lois, et mise à l'ordre des armées et des divisions militaires.

N° 264. = 26 germinal an 12 (16 avril 1804). = *ARRÊTÉ qui fixe à cinq mille sept cents francs la solde annuelle des majors des régimens d'artillerie à cheval.* (III, Bull. CCCLIX, n° 3780.)

N° 265. = 26 germinal an 12 (16 avril 1804). = *ARRÊTÉ relatif au cautionnement des payeurs extérieurs du trésor public* (1). (III, Bull. CCCLX, n° 3784.)

Art. 1^{er}. Ceux des payeurs extérieurs du trésor public qui ont été tenus de fournir un cautionnement en numéraire, en exécution des arrêtés du gouvernement, fourniront un supplément qui sera du cinquième en sus du cautionnement en numéraire précédemment réglé.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 4 germinal an 8 (25 mars 1800), et la note.

2. La totalité des cautionnemens en numéraire que les payeurs de département devront fournir en exécution de l'article 11 de l'arrêté du 18 frimaire dernier, est fixée à la somme d'un million.

3. Le contingent à fournir par chaque payeur particulier de département pour son cautionnement, est réglé conformément au tableau ci-annexé, et d'après un classement établi sur la population des départemens. Ce cautionnement est indépendant de celui que lesdits payeurs qui sont en même temps payeurs des divisions militaires, ont dû fournir pour le service de la guerre.

4. Le produit des cautionnemens et supplémens de cautionnement prescrits par les articles précédens, sera versé au trésor public pour le service de l'an 12, savoir, la première moitié avant le 1^{er} messidor prochain, et l'autre moitié avant le 1^{er} vendémiaire an 13; ces cautionnemens seront rétablis à la caisse d'amortissement, conformément aux lois des 7 et 27 ventose an 8.

5. Au moyen des dispositions du présent arrêté, la totalité des cautionnemens des payeurs du trésor public, pour garantie de leur gestion, sera fournie en numéraire; sauf le cas de remplacement desdits cautionnemens, autorisé par l'article 12 de l'arrêté du 18 frimaire dernier.

(Suit l'état des cautionnemens prescrits par le présent arrêté.)

N^o 266. = 27 germinal an 12 (17 avril 1804). = **ARRÊTÉ relatif à la fixation et à la comptabilité des dépenses départementales.** (Moniteur du 20 prairial an 12.)

SECTION 1^{re}. — Fixation des dépenses départementales.

Art. 1^{er}. Les préfets enverront chaque année au ministre de l'intérieur, avant le 1^{er} messidor, l'état des dépenses variables ou extraordinaires pour l'année suivante, sur les centimes additionnels affectés à ces dépenses, avec leur avis et celui du conseil général du département.

2. Ces états seront présentes par le ministre de l'intérieur au gouvernement, qui réglera ces dépenses pour chaque département par un arrêté d'administration publique.

3. Le préfet ne pourra dépenser, sous peine de responsabilité personnelle, ni le ministre de l'intérieur ordonnancer des sommes plus fortes que celles autorisées par l'arrêté.

4. S'il y a de l'économie sur les sommes dont la dépense aura été autorisée, les sommes en résultant pourront être mises à la disposition du préfet, l'année suivante, par le ministre de l'intérieur, pour travaux ou embellissemens utiles au département.

SECTION II. — Comptabilité des dépenses départementales.

5. Indépendamment du compte à rendre des centimes départementaux au conseil général de département, selon le paragraphe 6 de l'article 6 de la loi du 28 pluviôse an 8, le préfet enverra au ministre de l'intérieur, dans le premier trimestre de chaque année, le compte de l'emploi desdits centimes alloués pour dépenses variables.

6. Il en sera fait rapport au gouvernement, pour chaque département séparément, qui, s'il y a lieu, fera examiner lesdits comptes par une commission du conseil d'état, à laquelle, en ce cas, les pièces justificatives seront envoyées par les préfets.

N° 267. = 29 germinal an 12 (19 avril 1804). = ARRÊTÉ relatif aux élèves de l'administration de la marine. (III, Bull. CCCLX, n° 3792.)

Art. 1^{er}. Il sera nommé des élèves de l'administration de la marine.

2. Nul ne sera admis comme élève de l'administration de la marine, s'il n'est âgé de dix-huit ans au moins, et de vingt-deux ans au plus, et s'il n'a obtenu du ministre de la marine la permission de subir, dans le port désigné pour l'établissement des élèves, un examen sur les objets d'instruction ci-après; savoir:—La langue française et les élémens de la langue espagnole, hollandaise, portugaise ou anglaise;—L'écriture et l'orthographe;—L'arithmétique démontrée, et la géométrie, jusques et compris les solides.

3. Cet examen aura lieu dans le conseil d'administration, auquel seront appelés le professeur d'hydrographie du port et un maître de langues.—Les questions sur l'arithmétique et la géométrie seront faites par le professeur d'hydrographie; les questions grammaticales, par le maître de langues. — Chacun des membres du conseil aura néanmoins la faculté d'interroger le candidat.

4. Il sera dressé un procès-verbal de l'examen, qui devra être signé de tous les membres du conseil, lesquels pourront motiver leur opinion sur le degré d'instruction du candidat; et sur son aptitude présumée au service de l'administration de la marine.

5. Le procès-verbal de l'examen sera adressé par le préfet maritime au ministre de la marine. Il y sera joint l'acte de naissance du candidat, ainsi que l'état de ses services, s'il a été employé antérieurement à l'examen.

6. Les lettres d'admission en qualité d'élève d'administration de la marine, seront délivrées par le ministre de la marine, sur l'état, arrêté par le premier consul, des élèves admis, d'après le rapport qui lui aura été fait du résultat de l'examen.

7. Les élèves d'administration parviendront au grade de sous-commissaire de la marine par un concours, d'après un examen qui aura lieu en présence du conseil d'administration. Les commis principaux, jusqu'à l'âge de trente ans, concourront avec les élèves.—Le ministre fixera, chaque année, l'époque du concours.

8. L'examen, pour être susceptible du grade de sous-commissaire de la marine, portera sur les objets ci-après: — Les langues vivantes, conformément à l'article 2; — La géométrie et la comptabilité de la marine, tant à terre qu'à la mer;—Les connaissances relatives à l'extraction, aux qualités, aux prix, à la conservation et à l'emploi des principales munitions navales; — Les opérations pratiques de l'administration des arsenaux et de l'inscription maritime;—La connaissance des lois relatives à la marine, à la police de la navigation, aux prises et au commerce maritime.—Il faudra, en outre, que le candidat justifie avoir été employé pendant trois ans dans les différens détails des ports, et avoir fait au moins six mois de navigation effective sur des bâtimens de la république.

9. Les formalités relatives à cet examen seront les mêmes que celles déterminées par les articles 3, 4 et 5 ci-dessus.—Il sera rendu compte par le préfet maritime, au ministre de la marine, du résultat de cet examen.

10. Les élèves seront embarqués comme agens comptables.—Ils recevront les approvisionnemens et le traitement de table alloués à ces agens, en raison de l'espèce de bâtiment sur lequel ils seront embarqués.

11. Ils seront destinés successivement aux différens détails du port; mais ils ne pourront être chargés en chef d'un détail, qu'après deux années au moins d'exercice, et sous les ordres d'un sous-commissaire.

§ 12. Le nombre des élèves d'administration de la marine est fixé à douze : il pourra être augmenté en vertu d'un ordre du premier consul, suivant les besoins du service.

13. Les élèves seront réunis dans le port de Brest, et ils seront confiés spécialement à la surveillance d'un commissaire de marine, qui s'assurera de la régularité de leur conduite ainsi que de leurs progrès, et en rendra compte au préfet maritime.—Le préfet maritime fera tous les réglemens qui lui paraîtront nécessaires pour l'instruction et la discipline des élèves.

14. Il sera adressé chaque année, par le préfet maritime, au ministre de la marine, une liste des élèves d'administration, apostillée de ses observations sur la conduite, la moralité, et le degré d'instruction de chacun d'eux.

15. La solde des élèves d'administration de la marine sera de soixante francs par mois.—Tout candidat, avant d'être admis comme élève, sera tenu de présenter au premier examen une obligation de sa famille par laquelle elle lui assurera une pension annuelle de cinq cents francs au moins pendant la durée de son service en qualité d'élève.

16. Les élèves d'administration de la marine porteront le même uniforme que les commis principaux.

17. Tout élève qui aura été employé en cette qualité pendant quatre ans sans avoir répondu d'une manière satisfaisante à l'examen prescrit par l'article 8 ci-dessus, sera congédié ; et si, à l'époque de son congédiement, il n'avait pas atteint sa vingt-cinquième année, il demeurerait soumis à la conscription militaire.

N° 268.—29 germinal an 12 (19 avril 1804).—**ARRÊTÉ** concernant la révision annuelle des tarifs d'octrois municipaux et des comptes des villes dont le revenu excède un million (1). (III, Bull. CCCLX, n° 3793.)

Art. 1^{er}. Les tarifs des octrois municipaux et de bienfaisance, arrêtés avant le 1^{er} vendémiaire an 12, seront soumis incessamment à la sanction du gouvernement.

2. Au mois de fructidor de chaque année, les tarifs d'octroi seront régularisés et arrêtés en conseil d'état.

3. Les comptes des villes qui ont plus d'un million de revenu seront adressés, au mois de ventose de chaque année, au ministre de l'intérieur, pour être arrêtés par lui, ou soumis au gouvernement, s'il y a lieu.

4. Les préfets adresseront, au mois de ventose de chaque année, au ministre de l'intérieur, pour toutes les villes dont les budgets sont arrêtés par le gouvernement, un état conforme au modèle qui leur sera transmis, et contenant les sommes allouées l'année précédente par le gouvernement, pour chaque nature de dépenses, et les sommes effectivement payées.

N° 269.—1^{er} floréal an 12 (21 avril 1804).—**ARRÊTÉ** additionnel à celui du 5 germinal an 12 sur les conseils de guerre maritimes spéciaux (2). (III, Bull. CCCLVIII, n° 3747.)

TITRE 1^{er}.

ART. 4, 2^e paragraphe.

« S'il ne se trouve pas dans un port assez d'officiers pour former le con-

(1) Voyez, sur les octrois, le règlement général du 17 mai 1809, et les notes qui résument la législation; et, sur le mode de comptabilité des dépenses communales, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), tit. III, § 1^{er}, et les notes.

(2) Voyez cet arrêté, et la note.

« seil de guerre maritime spécial, il en sera appelé un nombre suffisant du
 « port le plus voisin.—Si dans une division il ne se trouve pas assez d'offi-
 « ciers pour former ledit conseil de guerre, le prévenu sera détenu à bord,
 « et dénoncé, par l'officier commandant, à l'autorité supérieure de la rade
 « ou du port où il viendra relâcher.

ART. 35. Nouvelle rédaction du 2^e paragraphe.

« En temps de guerre, la durée de la peine sera double pour les désér-
 « teurs à l'étranger.

TITRE IX. — *Des fauteurs et complices de désertion.*

46. « Tout individu attaché à l'armée navale ou au service des ports et
 « arsenaux, prévenu d'être fauteur ou complice de désertion, sera jugé par
 « le conseil de guerre maritime spécial, suivant les formes établies par le
 « présent arrêté.

47. « S'il est convaincu d'avoir provoqué ou favorisé la désertion à l'en-
 « nemi d'un ou de plusieurs marins, il sera puni de mort.

48. « S'il est convaincu d'avoir provoqué ou favorisé la désertion à l'étran-
 « ger d'un ou de plusieurs marins, il sera puni de six ans de chaîne si c'est
 « en temps de guerre, et de trois ans si c'est en temps de paix.

49. « Tout armateur ou propriétaire de navire ou autres embarcations
 « quelconques, ou tout habitant de l'intérieur, convaincu d'avoir recélé un
 « marin déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque
 « manière que ce soit, soustrait au service de l'état ou aux recherches de
 « sa personne, sera dénoncé au substitut du commissaire du gouvernement
 « près le tribunal criminel, par le préfet maritime ou chef d'administra-
 « tion du port, et jugé conformément à la loi du 24 brumaire an 6, concer-
 « nant l'exécution de celles relatives aux déserteurs, et condamné, par voie
 « de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de
 « trois cents francs, ni excéder trois mille francs, et à l'emprisonnement
 « d'un an.—L'emprisonnement sera de deux ans, si la désertion a eu lieu
 « en temps de guerre.—Si la désertion a eu lieu à l'ennemi, l'individu qui
 « l'aura provoquée ou favorisée sera jugé conformément au Code des dé-
 « lits et des peines du 21 brumaire an 5, pour les troupes de la république,
 « titre IV, de l'embauchage. »

(Le titre IX de l'arrêté du 5 germinal deviendra le titre X ; et les trois ar-
 ticles dont il est formé, seront les 50, 51 et 52.)

N^o 270. = 8 floréal an 12 (28 avril 1804). = ARRÊTÉ *relatif aux baux des
 droits de bacs et passages d'eau* (1). (III, Bull. CCCLXI, n^o 3802.)

Art. 1^{er}. La perception des droits de bacs et passages d'eau, dont les tarifs
 ont été arrêtés ou le seront à l'avenir par le gouvernement, sera affermée à
 l'enchère publique, d'après les ordres et instructions du ministre des fi-
 nances, et à la diligence des préfets de département.

2. Les baux ordinaires seront de trois, six et neuf années, et l'adjudica-
 taire se chargera, par estimation, des effets mobiliers affectés au service
 des bacs.

3. Lorsque, pour l'intérêt et l'avantage de la perception, il sera jugé con-
 venable de passer des baux d'une plus longue durée, les préfets pourront
 les consentir pour douze, quinze et dix-huit années, à la charge de les sou-
 mettre à l'approbation du ministre des finances.

(1) Voyez la loi du 6 frimaire an 7 (26 novembre 1798), concernant le régime, la police et
 l'administration des bacs et passages d'eau, et les notes qui résument la législation.

4. Les produits de ces baux seront versés au trésor public avec la même distinction, et seront administrés par les mêmes règles que ceux de la taxe d'entretien des routes et autres taxes spéciales.

5. Ces produits seront, jusqu'à due concurrence, spécialement employés, 1° au remboursement des anciens propriétaires des bacs dont le gouvernement a pris possession en exécution de la loi du 6 frimaire an 7 ; 2° aux travaux, entretien et réparations des passages d'eau.

6. En conséquence, les anciens propriétaires, détenteurs ou autres, qui ont justifié de leurs titres de propriété des bacs, bateaux, agrès, bureaux, bâtimens, etc., seront remboursés du prix de ces objets, sur la proposition des préfets, approuvée par le ministre des finances, et en vertu d'ordonnances expédiées à cet effet par ce ministre sur le produit de l'affermage des bacs.

N° 271. = 15 floréal an 12 (5 mai 1804). = *ARRÊTÉ qui accorde une amnistie aux marins déserteurs.* (III, Bull. CCCLXI, n° 3803.)

N° 272. = 15 floréal an 12 (5 mai 1804). = *ARRÊTÉ relatif au vêtement uniforme que porteront les marins composant les équipages des bâtimens français.* (III, Bull. CCCLXI, n° 3804.)

Art. 1^{er}. Les marins composant les équipages des bâtimens de la république porteront un vêtement uniforme.

2. Chaque grade et l'espèce de service de chaque individu seront désignés par des marques distinctives.

3. Les premiers maîtres de manœuvre porteront l'habit ou paletot bleu national, collet et paremens de même couleur ; veste rouge et culotte bleue. Ils auront sur la manche droite deux galons en or, placés comme ceux des sergens-majors d'infanterie. Ils porteront un sabre à terre comme a bord, s'ils sont entretenus ; et s'ils ne sont pas entretenus, ils ne le porteront que lorsqu'ils seront embarqués sur des bâtimens de l'état. — Les seconds maîtres de manœuvre porteront le même habit, et, sur les manches, un galon en or comme les sergens. — Les contre-maîtres auront paletot et pantalon bleus, gilet rouge, avec un galon en or sur l'avant bras, comme les caporaux-fourriers. — Les quartiers-maîtres porteront le même uniforme, et sur la manche, deux galons de laine jaune comme les caporaux. — Les gabiers auront le même habillement, mais avec un seul galon de laine jaune sur la manche.

4. Les officiers-mariniers de canonnage porteront le même uniforme et les mêmes décorations que les maîtres de manœuvre, les seconds maîtres et quartiers-maîtres, excepté que le collet de l'habit sera de drap rouge, et que les distinctions des aides seront de cette même couleur.

5. Le collet des officiers-mariniers de timonnerie, ainsi que les galons des aides, seront de couleur aurore ; il en sera de même pour les pilotes-côtiers. — Celui des officiers mariniers de charpentage et calfatage, ainsi que les galons des aides, seront de couleur cramoisie ; — Celui des officiers-mariniers de voilerie, de couleur blanche ; — Et celui des armuriers, forgerons et chaudronniers, de couleur noire.

6. Tous les premiers maîtres porteront, sur leur habillement uniforme, un bouton en cuivre jaune, timbré d'une ancre croisée de deux sabres.

7. Les officiers mariniers, matelots, novices et mousses auront, tous, veste et pantalon bleus, le bouton de corne, timbré également d'une ancre croisée de deux sabres, gilet rouge, chapeau rond et cravate noire. — Tous les surnuméraires employés à la cambuse porteront le même habit ou pa-

letot, avec un collet de couleur jaune, mais sans aucune marque distinctive de commandement.

8. Les boutons des officiers-mariniers, matelots, novices et mousses, seront fournis par le gouvernement, à raison de dix-huit gros et de vingt-un petits pour une année de campagne.

N° 273. = 15 floréal an 12 (5 mai 1804). = *ARRÊTÉ relatif à l'emploi des capitaux de rentes perpétuelles et viagères de la dette constituée du ci-devant Piémont, en paiement de domaines nationaux situés dans ce pays.* (III, Bull. CCCLXII, n° 3811.)

N° 274. = 21 floréal an 12 (11 mai 1804). = *ARRÊTÉ concernant les biens dévolus à la France par le traité de Lunéville et le recès de l'empire d'Allemagne* (1). (IV, Bull. VII, n° 59.)

Le gouvernement. . . ., vu le traité conclu à Lunéville le 20 pluviôse an 9 (9 février 1801), entre sa majesté l'empereur d'Allemagne et le premier consul de la république française ; — Vu pareillement le recès de l'empire d'Allemagne, contenant les stipulations arrêtées à Ratisbonne en exécution du susdit traité, arrête :

Art. 1^{er}. Sont et demeurent réunis au domaine national, tous les biens, domaines, propriétés et droits quelconques situés sur le territoire de la république, et qui, avant le traité de Lunéville, appartenaient, — 1° A l'empereur d'Allemagne ; — 2° Au roi de Prusse ; — 3° Aux princes électeurs de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, de Hesse-Cassel ; — 4° Aux landgraves de Hesse-Darmstadt, de Hesse-Rothembourg ; — 5° Aux princes de Nassau-Usingen, de Nassau-Weisbourg, de Nassau-Dissembourg (ci-devant prince d'Orange), de Lœwenstein-Wertheim, d'Oettingen-Wallestein, de Solms-Braun fils, de Stolberg-Gedern, de Hohenlohe-Bartenstein, de Linange, de Wied-Runkel, de Brethenheim, de Sayn-Witgenstein, de Salm-Reiferscheid ; à la princesse d'Isenbourg (comtesse de Parkstein) ; — 6° Aux rhingraves de Grumbach, de Grehveiller ; — 7° Aux comtes de Lœwenstein-Wertheim, de Solms, de Stolberg, de Linange-Heidesheim, de Linange-Westerbourg (branche aînée), de Linange-Westerbourg (branche cadette), de Salm-Reiferscheid-Bedbourg, de Limbourg-Styrum, comtesse de Hillesheim, comtes d'Apremont, de Bassenheim, de Metternich, d'Ostein, de Plettenberg, de Quadt, de Schalsberg, de Toerring, de Wartemberg, de Goldstein, de Holberg, de Nesselrode, de Sillengen, de Stadion, de Sinzendorf, de Steenberg.

2. Tous les biens situés dans le territoire de la république, et qui, avant le traité de Lunéville, ont appartenu aux ducs et princes ci-après dénommés, savoir : — Les ducs d'Aremberg, de Croy, de Loos-Corswarem ; — Les princes de la Tour-Taxis, de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg, de Ligne, sont pareillement réunis au domaine national, à l'exception de ceux desdits biens situés dans les Pays-Bas ci-devant autrichiens, à l'égard desquels il a déjà été disposé ou sera statué par des arrêtés particuliers.

3. Les séquestres actuellement subsistans sur des biens appartenant à des personnes autres que celles dénommées aux deux articles précédens, et situés dans l'étendue du territoire cédé à la France par le traité de Lunéville, seront levés par arrêtés spéciaux du premier consul, rendus sur le rapport du ministre des finances.

(1) Voyez l'arrêté rectificatif du 24 pluviôse an 13 (13 février 1805).

4. Tous ceux qui se croiront en droit d'obtenir, en exécution de l'article précédent, la main-levée du séquestre apposé sur leurs biens, seront tenus de joindre aux demandes qu'ils adresseront au ministre des finances, — 1° Une attestation visée et certifiée par le ministre des relations extérieures, justifiant qu'ils ne sont point membres ni états d'empire, et qu'en conséquence ils n'ont ni voix ni séance à la diète; — 2° Un état de la consistance, situation et revenus annuels des biens séquestrés, visé et certifié par le receveur de l'enregistrement de la situation desdits biens.

5. Les réclamations seront faites, et les pièces exigées par l'article précédent seront produites, dans le délai d'un an, à compter du jour de la publication du présent arrêté; passé lequel délai, elles ne seront plus admises.

6. Dans aucun cas, ne seront restituables, ni les revenus des biens séquestrés, touchés par la régie de l'enregistrement jusqu'au jour de la main-levée, ni le prix des meubles vendus, mais seulement les capitaux versés dans la caisse de ladite régie.

7. Ceux qui auront obtenu la main-levée du séquestre de leurs biens ne pourront réclamer de la république aucune indemnité pour les dégradations qui y auraient été commises, à moins qu'elles ne procèdent du fait des fermiers, contre lesquels seulement ils auront leur recours.

8. Les main-levées qui seront accordées, en vertu de l'article 3, à des membres de l'ordre équestre et autres nobles d'Allemagne non états d'empire, n'auront lieu qu'à la charge par les propriétaires de vendre par acte authentique les biens qui en seront l'objet, si mieux ils n'aiment obtenir la qualité de citoyen français, et renoncer, en conséquence, à tous titres féodaux, nobiliaires, ordres de chevalerie, distinctions et qualifications inconciliables avec la constitution de la république; et faute par eux d'opter dans le délai de trois ans, ceux desdits biens qui n'auront pas été vendus ou cédés à des citoyens français dans la forme prescrite, seront irrévocablement réunis au domaine national.

9. Les membres de la noblesse immédiate ayant double domicile sur les deux rives du Rhin, qui ont rempli en France des fonctions publiques, avant ou depuis la révolution, dans les départemens où les lois sur l'émigration ont été publiées, et qui se trouvent inscrits sur la liste des émigrés, ne pourront être envoyés en possession de leurs biens séquestrés qu'en vertu d'une amnistie spéciale, et conformément aux dispositions du sénatus-consulte du 6 floréal an 10; sauf à eux à se pourvoir auprès de la diète pour l'indemnité relative à la suppression des droits féodaux et autres pertes quelconques: le tout en exécution du paragraphe XXIV du recès de l'empire.

N° 275. = 26 floréal an 12 (16 mai 1804). = ARRÊTÉ relatif aux marins étrangers qui seront congédiés de leurs navires. (III, Bull. CCCLXII, n° 3837.)

Art. 1^{er}. Tous les marins étrangers qui seront congédiés de leurs navires, seront tenus de prendre un passeport du commissaire des relations commerciales de leur nation. — Ils feront ensuite leur déclaration au commissaire ou préposé de la marine, dans le jour même de leur licenciement, du logement qu'ils comptent prendre et du séjour qu'ils doivent faire dans le port où ils auront été débarqués. Le commissaire de marine visera cette déclaration, et renverra les individus par-devant l'officier de police, qui donnera une autorisation de les recevoir.

2. Aucun aubergiste ou autre, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra recevoir un marin étranger, sans les pièces ci-dessus désignées. —

Il ne pourra également l'admettre chez lui après l'heure de la retraite militaire ou le coucher du soleil. Il rendra , sur-le-champ , compte à l'officier de police , des marins qu'il logera chez lui , d'après les dispositions ci-dessus , et il exhibera les titres et pièces qui lui auront été produits ; il prévendra également l'officier de police du jour où ils cesseront d'y loger. — Les matelots étrangers seront tenus de rentrer dans la maison où ils logeront , avant l'heure de la retraite militaire , sous peine de prison ; ils ne pourront en sortir avant le lever du soleil ou le coup de canon de diane , sous la même peine.

3. Quand un matelot étranger voudra passer du port où il a désarmé dans un autre , il sera tenu d'en faire la déclaration au commissaire de sa nation , qui lui donnera un certificat de reconnaissance constatant son origine : ce certificat restera joint au passeport qui lui sera expédié par le commissaire de la marine. L'officier de police visera le passeport , et sera tenu de constater si le départ a eu lieu , et d'en donner avis à l'officier de police du lieu où le marin étranger doit se rendre. — Le passeport contiendra la route que le matelot doit faire journellement : il indiquera le lieu où cet individu doit coucher ; et cette pièce y sera visée par l'officier de police : elle le sera également dans un lieu intermédiaire aux deux couchées , et qui sera indiqué sur la feuille de route. — Les officiers qui donneront ces *visa* , y feront mention de tout ce qui serait arrivé d'extraordinaire et propre à contrarier les dispositions de cette même feuille de route. — L'officier de police sera remplacé , pour cet office , par les maires , adjoints ou notables. — Le marin , s'il arrive dans une ville maritime , sera tenu de se faire connaître au poste d'entrée de la ville ; s'il n'y a pas de poste , il se rendra de suite chez l'officier de police. Il sera conduit chez le commissaire de sa nation , chez le chef militaire de la marine , s'il y en a , ou chez le commissaire ou préposé de la marine. On y fera l'examen de ses papiers ; on lui indiquera un logement , et il restera sous la surveillance des autorités militaires de la marine et de la police civile jusqu'à son départ. — Tout marin étranger , qui chercherait à se soustraire à l'une de ces mesures , serait déchu de tous les droits de protection et d'hospitalité ; il serait arrêté et détenu comme suspect d'espionnage.

N° 276. = 27 floréal an 12 (17 mai 1804). = *ARRÊTÉ qui destine le château de Villers-Cotterets à servir de maison de réclusion aux mendiants et gens sans aveu.* (III , Bull. CCCLXII , n° 3844.)

EMPIRE.

N^o 277. = 28 floréal an 12 (18 mai 1804). = SÉNATUS-CONSULTE *organique* (1).
(IV, Bull. I, n^o 1^{er}.)

TITRE I^{er}.

Art. 1^{er}. Le gouvernement de la république est confié à un empereur, qui prend le titre d'EMPEREUR DES FRANÇAIS. — La justice se rend, au nom de l'empereur, par les officiers qu'il institue.

2. *Napoléon Bonaparte*, premier consul actuel de la république, est empereur des Français.

TITRE II. — De l'hérédité.

3. La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle et légitime de *Napoléon Bonaparte*, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

4. *Napoléon Bonaparte* peut adopter les enfans ou petits-enfans de ses frères, pourvu qu'ils aient atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, et que lui-même n'ait point d'enfans mâles au moment de l'adoption. — Ses fils adoptifs en rent dans la ligne de sa descendance directe. — Si, postérieurement à l'adoption, il lui survient des enfans mâles, ses fils adoptifs ne peu-

(1) Ce sénatus consulte a établi le gouvernement impérial qui a succédé au gouvernement consulaire créé par la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799) : il a été remplacé par la charte du 4—10 juin 1814, qui a donné naissance à la monarchie constitutionnelle.

Voyez le décret du 29 floréal an 12 (19 mai 1804), portant règlement sur le mode de présentation à l'acceptation du peuple de la question d'hérédité de la dignité impériale dans la famille de Napoléon; celui du 3 messidor suivant (22 juin 1804), portant désignation des villes dont les maires devaient assister au couronnement de l'empereur; celui du 21 du même mois (10 juillet 1804), concernant la prestation de serment de l'empereur, et le couronnement; le sénatus-consulte organique du 15 brumaire an 13 (6 novembre 1804), qui établit l'hérédité de la dignité impériale dans la famille de Napoléon Bonaparte; les statuts du 30 mars 1806, sur l'état de la famille impériale; le décret du 25 février 1809, qui détermine le mode de prononciation des discours ou adresses faits à l'empereur au nom d'un corps de l'état; le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, concernant la dotation de la couronne, le domaine extraordinaire et le domaine privé de l'empereur, le douaire des impératrices, les apanages des princes français, et les dotations des princesses; l'acte du sénat du 1^{er}—2 avril 1814, portant nomination d'un gouvernement provisoire; celui du 3—4 du même mois, portant déchéance de Napoléon et abolition du droit d'hérédité établi dans sa famille; le projet de constitution proposé par le sénat, le 6—9 avril même mois; l'acte du sénat du 8—13 avril 1814, qui annule les actes faits par Napoléon postérieurement à sa déchéance; l'acte d'abdication de Napoléon, du 11—13 du même mois; le décret du sénat du 14—18 avril, qui défère le gouvernement provisoire de la France au comte d'Artois, sous le titre de lieutenant-général du royaume; la déclaration du roi, dite de *Saint-Ouen*, du 2—5 mai 1814; et la charte du 4—10 juin suivant, et les notes.

Voyez encore les constitutions du 3—14 septembre 1791, du 24 juin 1793, du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), l'acte additionnel du 22—23 avril 1815, la charte de 1830, et les notes qui accompagnent tous ces actes.

vent être appelés qu'après les descendants naturels et légitimes. — L'adoption est interdite aux successeurs de *Napoléon Bonaparte* et à leurs descendants.

5. A défaut d'héritier naturel et légitime ou d'héritier adoptif de *Napoléon Bonaparte*, la dignité impériale est dévolue et déferée à *Joseph Bonaparte* et à ses descendants naturels et légitimes, par ordre de primogéniture, et de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

6. A défaut de *Joseph Bonaparte* et de ses descendants mâles, la dignité impériale est dévolue et déferée à *Louis Bonaparte* et à ses descendants naturels et légitimes, par ordre de primogéniture, et de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

7. A défaut d'héritier naturel et légitime et d'héritier adoptif de *Napoléon Bonaparte*, — A défaut d'héritiers naturels et légitimes de *Joseph Bonaparte* et de ses descendants mâles, — De *Louis Bonaparte* et de ses descendants mâles, — Un sénatus-consulte organique, proposé au sénat par les titulaires des grandes dignités de l'empire, et soumis à l'acceptation du peuple, nomme l'empereur, et règle dans sa famille l'ordre de l'hérédité, de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

8. Jusqu'au moment où l'élection du nouvel empereur est consommée, les affaires de l'état sont gouvernées par les ministres, qui se forment en conseil de gouvernement, et qui délibèrent à la majorité des voix. Le secrétaire d'état tient le registre des délibérations.

TITRE III. — De la famille impériale.

9. Les membres de la famille impériale, dans l'ordre de l'hérédité, portent le titre de *princes français*. — Le fils aîné de l'empereur porte celui de *prince impérial*.

10. Un sénatus-consulte règle le mode de l'éducation des princes français.

11. Ils sont membres du sénat et du conseil d'état, lorsqu'ils ont atteint leur dix-huitième année.

12. Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'empereur. — Le mariage d'un prince français, fait sans l'autorisation de l'empereur, emporte privation de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants. — Néanmoins, s'il n'existe point d'enfant de ce mariage, et qu'il vienne à se dissoudre, le prince qui l'avait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

13. Les actes qui constatent la naissance, les mariages et les décès des membres de la famille impériale, sont transmis, sur un ordre de l'empereur, au sénat, qui en ordonne la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

14. *Napoléon Bonaparte* établit par des statuts auxquels ses successeurs sont tenus de se conformer, — 1^o Les devoirs des individus de tout sexe, membres de la famille impériale, envers l'empereur ; — 2^o Une organisation du palais impérial conforme à la dignité du trône et à la grandeur de la nation (1).

15. La liste civile reste réglée ainsi qu'elle l'a été par les articles 1^{er} et 4 du décret du 26 mai—1^{er} juin 1791. — Les princes français *Joseph* et *Louis Bonaparte*, et à l'avenir les fils puînés naturels et légitimes de l'empereur, seront traités conformément aux articles 1^{er}, 10, 11, 12 et 13 du décret du 21 décembre 1790—6 avril 1791. — L'empereur pourra fixer le douaire de l'impératrice et l'assigner sur la liste civile ; ses successeurs ne pourront rien changer aux dispositions qu'il aura faites à cet égard.

(1) Voyez les statuts précités du 30 mars 1806.

16. L'empereur visite les départemens; en conséquence, des palais impériaux sont établis aux quatre points principaux de l'empire. — Ces palais sont désignés et leurs dépendances déterminées par une loi.

TITRE IV. — De la régence (1).

17. L'empereur est mineur jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis; pendant sa minorité, il y a un régent de l'empire.

18. Le régent doit être âgé au moins de vingt-cinq ans accomplis. — Les femmes sont exclues de la régence.

19. L'empereur désigne le régent parmi les princes français ayant l'âge exigé par l'article précédent; et à leur défaut, parmi les titulaires des grandes dignités de l'empire.

20. A défaut de désignation de la part de l'empereur, la régence est déferée au prince le plus proche en degré, dans l'ordre de l'hérédité, ayant vingt-cinq ans accomplis.

21. Si, l'empereur n'ayant pas désigné le régent, aucun des princes français n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, le sénat élit le régent parmi les titulaires des grandes dignités de l'empire.

22. Si, à raison de la minorité d'âge du prince appelé à la régence dans l'ordre de l'hérédité, elle a été déferée à un parent plus éloigné, ou à l'un des titulaires des grandes dignités de l'empire, le régent entré en exercice continue ses fonctions jusqu'à la majorité de l'empereur.

23. Aucun sénatus-consulte organique ne peut être rendu pendant la régence, ni avant la fin de la troisième année qui suit la majorité.

24. Le régent exerce, jusqu'à la majorité de l'empereur, toutes les attributions de la dignité impériale. — Néanmoins, il ne peut nommer ni aux grandes dignités de l'empire, ni aux places de grands officiers qui se trouveraient vacantes à l'époque de la régence, ou qui viendraient à vaquer pendant la minorité, ni user de la prérogative réservée à l'empereur d'élever des citoyens au rang de sénateur. — Il ne peut révoquer ni le grand-juge, ni le secrétaire d'état.

25. Il n'est pas personnellement responsable des actes de son administration.

26. Tous les actes de la régence sont au nom de l'empereur mineur.

27. Le régent ne propose aucun projet de loi ou de sénatus-consulte, et n'adopte aucun règlement d'administration publique, qu'après avoir pris l'avis du conseil de régence, composé des titulaires des grandes dignités de l'empire. — Il ne peut déclarer la guerre, ni signer des traités de paix, d'alliance ou de commerce, qu'après en avoir délibéré dans le conseil de régence, dont les membres, pour ce seul cas, ont voix délibérative. La délibération a lieu à la majorité des voix; et s'il y a partage, elle passe à l'avis du régent. — Le ministre des relations extérieures prend séance au conseil de régence, lorsque ce conseil délibère sur des objets relatifs à son département. — Le grand-juge ministre de la justice y peut être appelé par l'ordre du régent. — Le secrétaire d'état tient le registre des délibérations.

28. La régence ne confère aucun droit sur la personne de l'empereur mineur.

29. Le traitement du régent est fixé au quart du montant de la liste civile.

30. La garde de l'empereur mineur est confiée à sa mère, et, à son défaut, au prince désigné à cet effet par le prédécesseur de l'empereur mineur. —

(1) Voyez, sur la régence, la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. III, chap. II, sect. II, et la note; et surtout le sénatus-consulte du 5 février 1813.

A défaut de la mère de l'empereur mineur, et d'un prince désigné par l'empereur, le sénat conne la garde de l'empereur mineur à l'un des titulaires des grandes dignités de l'empire.—Ne peuvent être élus pour la garde de l'empereur mineur, ni le régent et ses descendants, ni les femmes.

31. Dans le cas où *Napoléon Bonaparte* usera de la faculté qui lui est conférée par l'article 4, titre II, l'acte d'adoption sera fait en présence des titulaires des grandes dignités de l'empire, reçu par le secrétaire d'état, et transmis aussitôt au sénat pour être transcrit sur ses registres et déposé dans ses archives. — Lorsque l'empereur désigne, soit un régent pour la minorité, soit un prince pour la garde d'un empereur mineur, les mêmes formalités sont observées. — Les actes de désignation, soit d'un régent pour la minorité, soit d'un prince pour la garde d'un empereur mineur, sont révocables à volonté par l'empereur. — Tout acte d'adoption, de désignation, ou de révocation de désignation, qui n'aura pas été transcrit sur les registres du sénat avant le décès de l'empereur, sera nul et de nul effet.

TITRE V. — Des grandes dignités de l'empire.

32. Les grandes dignités de l'empire sont celles — De grand électeur, — D'archichancelier de l'empire, — D'archichancelier d'état, — D'architrésorier, — De connétable, — De grand amiral.

33. Les titulaires des grandes dignités de l'empire sont nommés par l'empereur.—Ils jouissent des mêmes honneurs que les princes français, et prennent rang immédiatement après eux.—L'époque de leur réception détermine le rang qu'ils occupent respectivement.

34. Les grandes dignités de l'empire sont inamovibles.

35. Les titulaires des grandes dignités de l'empire sont sénateurs et conseillers d'état.

36. Ils forment le grand conseil de l'empereur; — Ils sont membres du conseil privé; — Ils composent le grand conseil de la légion-d'honneur.—Les membres actuels du grand conseil de la légion-d'honneur conservent pour la durée de leur vie, leurs titres, fonctions et prérogatives.

37. Le sénat et le conseil d'état sont présidés par l'empereur. — Lorsque l'empereur ne préside pas le sénat ou le conseil d'état, il désigne celui des titulaires des grandes dignités de l'empire qui doit présider.

38. Tous les actes du sénat et du corps législatif sont rendus au nom de l'empereur, et promulgués ou publiés sous le sceau impérial.

39. Le grand électeur fait les fonctions de chancelier, — 1° Pour la convocation du corps législatif, des collèges électoraux et des assemblées de canton; 2° pour la promulgation des sénatus-consultes portant dissolution, soit du corps législatif, soit des collèges électoraux. — Le grand électeur préside en l'absence de l'empereur, lorsque le sénat procède aux nominations des sénateurs, des législateurs et des tribuns. — Il peut résider au palais du sénat. — Il porte à la connaissance de l'empereur les réclamations formées par les collèges électoraux ou par les assemblées de canton, pour la conservation de leurs prérogatives. — Lorsqu'un membre d'un collège électoral est dénoncé, conformément à l'article 21 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10, comme s'étant permis quelque acte contraire à l'honneur ou à la patrie, le grand-électeur invite le collège à manifester son vœu. Il porte le vœu du collège à la connaissance de l'empereur. — Le grand-électeur présente les membres du sénat, du conseil d'état, du corps législatif et du tribunal, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur. — Il reçoit le serment des présidents des collèges électoraux de département et des assemblées de canton.—Il présente les députations solennelles

du sénat, du conseil d'état, du corps législatif, du tribunal et des collèges électoraux, lorsqu'elles sont admises à l'audience de l'empereur.

40. L'archichancelier de l'empire fait les fonctions de chancelier pour la promulgation des sénatus-consultes organiques et des lois. — Il fait également celles de chancelier du palais impérial. — Il est présent au travail annuel dans lequel le grand-juge ministre de la justice rend compte à l'empereur des abus qui peuvent s'être introduits dans l'administration de la justice, soit civile, soit criminelle. — Il préside la haute-cour impériale. — Il préside les sections réunies du conseil d'état et du tribunal, conformément à l'article 93, titre XI. — Il est présent à la célébration des mariages et à la naissance des princes, au couronnement et aux obseques de l'empereur. Il signe le procès-verbal que dresse le secrétaire d'état. — Il présente les titulaires des grandes dignités de l'empire, les ministres et le secrétaire d'état, les grands officiers civils de la couronne et le premier président de la cour de cassation, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur. — Il reçoit le serment des membres et du parquet de la cour de cassation, des présidents et procureurs généraux des cours d'appel et des cours criminelles. — Il présente les députations solennelles et les membres des cours de justice admis à l'audience de l'empereur. — Il signe et scelle les commissions et brevets des membres des cours de justice et des officiers ministériels; il scelle les commissions et brevets des fonctions civiles administratives et les autres actes qui seront désignés dans le règlement portant organisation du sceau.

41. L'archichancelier d'état fait les fonctions de chancelier pour la promulgation des traités de paix et d'alliance, et pour les déclarations de guerre. — Il présente à l'empereur et signe les lettres de créance et la correspondance d'étiquette avec les différentes cours de l'Europe, rédigées suivant les formes du protocole impérial, dont il est le gardien. — Il est présent au travail annuel dans lequel le ministre des relations extérieures rend compte à l'empereur de la situation politique de l'état. — Il présente les ambassadeurs et ministres de l'empereur dans les cours étrangères, au serment qu'ils prêtent entre les mains de sa majesté impériale. — Il reçoit le serment des résidents, chargés d'affaires, secrétaires d'ambassade et de légation, et des commissaires généraux et commissaires des relations commerciales. — Il présente les ambassades extraordinaires et les ambassadeurs et ministres français et étrangers.

42. L'architrésorier est présent au travail annuel dans lequel les ministres des finances et du trésor public rendent à l'empereur les comptes des recettes et des dépenses de l'état, et exposent leurs vues sur les besoins des finances de l'empire. — Les comptes des recettes et des dépenses annuelles, avant d'être présentés à l'empereur, sont revêtus de son visa. — Il reçoit, tous les trois mois, le compte des travaux de la comptabilité nationale, et, tous les ans, le résultat général et les vues de réforme et d'amélioration dans les différentes parties de la comptabilité; il les porte à la connaissance de l'empereur. — Il arrête, tous les ans, le grand-livre de la dette publique. — Il signe les brevets des pensions civiles. — Il préside les sections réunies du conseil d'état et du tribunal, conformément à l'article 93, titre XI. — Il reçoit le serment des membres de la comptabilité nationale, des administrations de finances, et des principaux agens du trésor public. — Il présente les députations de la comptabilité nationale et des administrations de finances admises à l'audience de l'empereur.

43. Le connétable est présent au travail annuel dans lequel le ministre de la guerre et le directeur de l'administration de la guerre rendent compte à

l'empereur des dispositions à prendre pour compléter le système de défense des frontières, l'entretien, la réparation et l'approvisionnement des places. — Il pose la première pierre des places fortes dont la construction est ordonnée. — Il est gouverneur des écoles militaires. — Lorsque l'empereur ne remet pas en personne les drapeaux aux corps de l'armée, ils leur sont remis en son nom par le connétable. — En l'absence de l'empereur, le connétable passe les grandes revues de la garde impériale. — Lorsqu'un général d'armée est prévenu d'un délit spécifié au Code pénal militaire, le connétable peut présider le conseil de guerre qui doit juger. — Il présente les maréchaux de l'empire, les colonels généraux, les inspecteurs généraux, les officiers généraux et les colonels de toutes les armes, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur. — Il reçoit le serment des majors, chefs de bataillon et d'escadron de toutes armes. — Il installe les maréchaux de l'empire. — Il présente les officiers généraux et les colonels, majors, chefs de bataillon et d'escadron de toutes les armes, lorsqu'ils sont admis à l'audience de l'empereur. — Il signe les brevets de l'armée et ceux des militaires pensionnaires de l'état.

44. Le grand-amiral est présent au travail annuel dans lequel le ministre de la marine rend compte à l'empereur de l'état des constructions navales, des arsenaux et des approvisionnements. — Il reçoit annuellement et présente à l'empereur les comptes de la caisse des invalides de la marine. — Lorsqu'un amiral, vice-amiral ou contre-amiral commandant en chef une armée navale, est prévenu d'un délit spécifié au Code pénal maritime, le grand-amiral peut présider la cour martiale qui doit juger. — Il présente les amiraux, les vice-amiraux, les contre-amiraux et les capitaines de vaisseau, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur. — Il reçoit le serment des membres du conseil des prises et des capitaines de frégate. — Il présente les amiraux, les vice-amiraux, les contre-amiraux, les capitaines de vaisseau et de frégate, et les membres du conseil des prises, lorsqu'ils sont admis à l'audience de l'empereur. — Il signe les brevets des officiers de l'armée navale et ceux des marins pensionnaires de l'état.

45. Chaque titulaire des grandes dignités de l'empire préside un collège électoral de département. — Le collège électoral séant à Bruxelles est présidé par le grand-électeur. — Le collège électoral séant à Bordeaux est présidé par l'archichancelier de l'empire. — Le collège électoral séant à Nantes est présidé par l'archichancelier d'état. — Le collège électoral séant à Lyon est présidé par l'architrésorier de l'empire. — Le collège électoral séant à Turin est présidé par le connétable. — Le collège électoral séant à Marseille est présidé par le grand-amiral.

46. Chaque titulaire des grandes dignités de l'empire reçoit annuellement, à titre de traitement fixe, le tiers de la somme affectée aux princes, conformément au décret du 21 décembre 1790.

47. Un statut de l'empereur règle les fonctions des titulaires des grandes dignités de l'empire auprès de l'empereur, et détermine leur costume dans les grandes cérémonies. Les successeurs de l'empereur ne peuvent déroger à ce statut que par un sénatus-consulte.

TITRE VI. — Des grands officiers de l'empire.

48. Les grands officiers de l'empire sont : — Premièrement, des maréchaux de l'empire, choisis parmi les généraux les plus distingués. — Leur nombre n'excède pas celui de seize. — Ne font point partie de ce nombre les maréchaux de l'empire qui sont sénateurs. — Secondement, huit inspecteurs et colonels généraux de l'artillerie et du génie des troupes à cheval et de la marine. —

Troisièmement, des grands officiers civils de la couronne, tels qu'ils seront institués par les statuts de l'empereur.

49. Les places des grands officiers sont inamovibles.

50. Chacun des grands officiers de l'empire préside un collège électoral qui lui est spécialement affecté au moment de sa nomination.

51. Si, par un ordre de l'empereur, ou par toute autre cause que ce puisse être, un titulaire d'une grande dignité de l'empire ou un grand officier vient à cesser ses fonctions, il conserve son titre, son rang, ses prérogatives, et la moitié de son traitement : il ne les perd que par un jugement de la haute-cour impériale.

TITRE VII. — Des sermens (1).

52. Dans les deux ans qui suivent son avènement ou sa majorité, l'empereur, accompagné — Des titulaires des grandes dignités de l'empire, — Des ministres, — Des grands officiers de l'empire, — Prête serment au peuple français sur l'évangile, et en présence — Du sénat, — Du conseil d'état, — Du corps législatif, — Du tribunat, — De la cour de cassation, — Des archevêques, — Des évêques, — Des grands officiers de la légion d'honneur, — De la comptabilité nationale, — Des présidens des cours d'appel, — Des présidens des collèges électoraux, — Des présidens des assemblées de canton, — Des présidens des consistoires, — Et des maires des trente-six principales villes de l'empire (2). — Le secrétaire d'état dresse procès-verbal de la prestation du serment.

53. Le serment de l'empereur est ainsi conçu : — « Je jure de maintenir
« l'intégrité du territoire de la république, de respecter et de faire respecter
« les lois du concordat et la liberté des cultes, de respecter et faire res-
« pecter l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des
« ventes des biens nationaux ; de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune
« taxe qu'en vertu de la loi ; de maintenir l'institution de la légion-d'hon-
« neur ; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la
« gloire du peuple français. »

54. Avant de commencer l'exercice de ses fonctions, le régent, accompagné — Des titulaires des grandes dignités de l'empire, — Des ministres, — Des grands officiers de l'empire. — Prête serment sur l'évangile, et en présence — Du sénat, — Du conseil d'état, — Du président et des questeurs du corps législatif, — Du président et des questeurs du tribunat, — Et des grands officiers de la légion-d'honneur. — Le secrétaire d'état dresse procès-verbal de la prestation du serment.

55. Le serment du régent est conçu en ces termes : — « Je jure d'adminis-
« trer les affaires de l'état, conformément aux constitutions de l'empire, aux
« sénatus-consultes et aux lois ; de maintenir dans toute leur intégrité le ter-
« ritoire de la république, les droits de la nation et ceux de la dignité im-
« périale, et de remettre fidèlement à l'empereur, au moment de sa majorité,
« le pouvoir dont l'exercice m'est confié. »

56. Les titulaires des grandes dignités de l'empire, les ministres et le secrétaire d'état, les grands officiers, les membres du sénat, du conseil d'état, du corps législatif, du tribunat, des collèges électoraux et des assemblées de canton, prêtent serment en ces termes : — « Je jure obéissance aux consti-

(1) Voyez le décret précité du 21 messidor an 12 (10 juillet 1804), concernant la prestation du serment de l'empereur.

(2) Voyez le décret précité du 3 messidor an 12 (22 juin 1804), portant désignation de ces villes.

« tutions de l'empire et fidélité à l'empereur. » — Les fonctionnaires publics civils et judiciaires, et les officiers et soldats de l'armée de terre et de mer, prêtent le même serment.

TITRE VIII. — Du sénat (1).

57. Le sénat se compose, — 1° Des princes français ayant atteint leur dix-huitième année; — 2° Des titulaires des grandes dignités de l'empire; — 3° Des quatre-vingts membres nommés sur la présentation de candidats choisis par l'empereur sur les listes formées par les collèges électoraux de département; — 4° Des citoyens que l'empereur juge convenable d'élever à la dignité de sénateur. — Dans le cas où le nombre des sénateurs excéderait celui qui a été fixé par l'article 63 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10, il sera, à cet égard, pourvu par une loi à l'exécution de l'article 17 du sénatus-consulte du 14 nivose an 11.

58. Le président du sénat est nommé par l'empereur, et choisi parmi les sénateurs. — Ses fonctions durent un an.

59. Il convoque le sénat sur un ordre du propre mouvement de l'empereur, et sur la demande, ou des commissions dont il sera parlé ci-après, articles 60 et 64, ou d'un sénateur, conformément aux dispositions de l'article 70, ou d'un officier du sénat, pour les affaires intérieures du corps. — Il rend compte à l'empereur des convocations faites sur la demande des commissions ou d'un sénateur, de leur objet, et des résultats des délibérations du sénat.

60. Une commission de sept membres nommés par le sénat, et choisis dans son sein, prend connaissance, sur la communication qui lui en est donnée par les ministres, des arrestations effectuées conformément à l'article 46 de la constitution, lorsque les personnes arrêtées n'ont pas été traduites devant les tribunaux dans les dix jours de leur arrestation. — Cette commission est appelée *commission sénatoriale de la liberté individuelle*.

61. Toutes les personnes arrêtées et non mises en jugement après les dix jours de leur arrestation, peuvent recourir directement, par elles, leurs parents ou leurs représentans, et par voie de pétition, à la commission sénatoriale de la liberté individuelle.

62. Lorsque la commission estime que la détention prolongée au-delà des dix jours de l'arrestation n'est pas justifiée par l'intérêt de l'état, elle invite le ministre qui a ordonné l'arrestation à faire mettre en liberté la personne détenue, ou à la renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

63. Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'est pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la commission demande une assemblée du sénat, qui est convoqué par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante : — « Il y a de fortes présomptions que N. est détenu arbitrairement. » — On procède ensuite conformément aux dispositions de l'article 112, titre XIII, de la haute-cour impériale.

64. Une commission de sept membres nommés par le sénat et choisis dans son sein est chargée de veiller à la liberté de la presse. — Ne sont point compris dans son attribution les ouvrages qui s'impriment et se distribuent par abonnement et à des époques périodiques. — Cette commission est appelée *commission sénatoriale de la liberté de la presse*.

65. Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croient fondés à se plaindre d'empêchemens mis à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage, peuvent

(1) Voyez, sur la constitution, les fonctions et la dotation du sénat, les lois citées dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8.

recourir directement et par voie de pétition à la commission sénatoriale de la liberté de la presse.

66. Lorsque la commission estime que les empêchemens ne sont pas justifiés par l'intérêt de l'état, elle invite le ministre qui a donné l'ordre à le révoquer.

67. Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchemens subsistent, la commission demande une assemblée du sénat, qui est convoqué par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante : — « Il y a de fortes présomptions que la liberté de la « presse a été violée. » — On procède ensuite conformément à la disposition de l'article 112, titre XIII, *de la haute-cour impériale*.

68. Un membre de chacune des commissions sénatoriales cesse ses fonctions tous les quatre mois.

69. Les projets de lois décrétés par le corps législatif sont transmis, le jour même de leur adoption, au sénat, et déposés dans ses archives.

70. Tout décret rendu par le corps législatif peut être dénoncé au sénat par un sénateur : 1° comme tendant au rétablissement du régime féodal ; 2° comme contraire à l'irrévocabilité des ventes des domaines nationaux ; 3° comme n'ayant pas été délibéré dans les formes prescrites par les constitutions de l'empire, les réglemens et les lois ; 4° comme portant atteinte aux prérogatives de la dignité impériale et à celles du sénat ; sans préjudice de l'exécution des articles 21 et 37 de l'acte des constitutions de l'empire, en date du 22 frimaire an 8.

71. Le sénat, dans les six jours qui suivent l'adoption du projet de loi, délibérant sur le rapport d'une commission spéciale, et après avoir entendu trois lectures du décret dans trois séances tenues à des jours différens, peut exprimer l'opinion qu'il n'y a pas lieu à promulguer la loi. — Le président porte à l'empereur la délibération motivée du sénat.

72. L'empereur, après avoir entendu le conseil d'état, ou déclare par un décret son adhésion à la délibération du sénat, ou fait promulguer la loi.

73. Toute loi dont la promulgation, dans cette circonstance, n'a pas été faite avant l'expiration du délai de dix jours, ne peut plus être promulguée si elle n'a été de nouveau délibérée et adoptée par le corps législatif.

74. Les opérations entières d'un collège électoral, et les opérations partielles qui sont relatives à la présentation des candidats au sénat, au corps législatif et au tribunat, ne peuvent être annulées pour cause d'inconstitutionnalité, que par un sénatus-consulte.

TITRE IX. — Du conseil d'état (1).

75. Lorsque le conseil d'état délibère sur les projets de lois ou sur les réglemens d'administration publique, les deux tiers des membres du conseil en service ordinaire doivent être présens. — Le nombre des conseillers d'état présens ne peut être moindre de vingt-cinq.

76. Le conseil d'état se divise en six sections ; savoir : — Section de la législation, — Section de l'intérieur, — Section des finances, — Section de la guerre, — Section de la marine, — Et section du commerce.

77. Lorsqu'un membre du conseil d'état a été porté pendant cinq années sur la liste des membres du conseil en service ordinaire, il reçoit un brevet de conseiller d'état à vie. — Lorsqu'il cesse d'être porté sur la liste du conseil d'état en service ordinaire ou extraordinaire, il n'a droit

(1) Voyez le décret du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), contenant organisation du conseil d'état, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

qu'au tiers du traitement de conseiller d'état. — Il ne perd son titre et ses droits que par un jugement de la haute-cour impériale, emportant peine afflictive ou infamante.

TITRE X. — Du corps législatif (1).

78. Les membres sortant du corps législatif peuvent être réélus sans intervalle.

79. Les projets de lois présentés au corps législatif sont renvoyés aux trois sections du tribunal.

80. Les séances du corps législatif se distinguent en séances ordinaires et en comités généraux.

81. Les séances ordinaires sont composées des membres du corps législatif, des orateurs du conseil d'état, des orateurs des trois sections du tribunal. — Les comités généraux ne sont composés que des membres du corps législatif. — Le président du corps législatif préside les séances ordinaires et les comités généraux.

82. En séance ordinaire, le corps législatif entend les orateurs du conseil d'état et ceux des trois sections du tribunal, et vote sur le projet de loi. — En comité général, les membres du corps législatif discutent entre eux les avantages et les inconvéniens du projet de loi.

83. Le corps législatif se forme en comité général, — 1° Sur l'invitation du président pour les affaires intérieures du corps; — 2° Sur une demande faite au président et signée par cinquante membres présens; — Dans ces deux cas, le comité général est secret, et les discussions ne doivent être ni

(1) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art 31 et suiv., qui déterminent l'organisation et les attributions du corps législatif; la loi du 3 nivose suivant (24 décembre 1799), qui contient des dispositions sur le lieu des séances du corps législatif, ses messagers, huissiers, et le costume de ses membres; celle du 5 du même mois (26 décembre 1799), portant fixation de l'ouverture de ses séances; celle du 19 du même mois (9 janvier 1800), qui détermine le mode de communication des projets de loi et de leur discussion dans le sein du corps législatif; le sénatus-consulte du 22 ventose an 10 (13 mars 1802), qui prescrit le mode de renouvellement annuel du cinquième des membres du corps législatif; le sénatus-consulte organique du 16 thermidor suivant (4 août 1802), qui contient des dispositions étendues sur le mode d'élection des membres du corps législatif, sur le renouvellement, la convocation, l'ajournement de cette assemblée; le sénatus-consulte du 8 fructidor même année (26 août 1802), qui charge le sénat de régler l'ordre d'après lequel les départemens doivent élire un corps législatif; celui du même jour, qui détermine les termes dans lesquels doit être conçu le sénatus-consulte portant dissolution du corps législatif; l'acte du sénat conservateur du 12 fructidor an 10 (30 août 1802), qui règle l'ordre dans lequel les départemens doivent présenter des députés au corps législatif; l'arrêté du 26 vendémiaire an 11 (18 octobre 1802), qui fixe l'époque à laquelle les députés sortans cessent de faire partie du corps législatif; celui du 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803), qui détermine l'époque à laquelle doivent cesser ou commencer les fonctions législatives; le sénatus-consulte organique du 28 frimaire suivant (20 décembre 1803), qui détermine l'époque de l'ouverture des sessions du corps législatif, et qui contient des dispositions concernant son organisation intérieure; le sénatus-consulte du 22 février 1806, qui contient des règles pour les renouvellemens successifs des députations au corps législatif; celui du 19 août 1807, contenant une nouvelle organisation du corps législatif; l'avis du cons. d'état du 26 avril 1811, relatif au cas du décès d'un député au corps législatif après sa nomination par le sénat et avant sa prestation de serment; le sénatus-consulte du 15 novembre 1813, concernant la nomination à la présidence du corps législatif, et la tenue des séances impériales; et le projet de constitution du 6—9 avril 1814, qui contient des dispositions étendues sur la nomination des membres du corps législatif, l'organisation de ce corps, ses fonctions, etc., etc.

Voyez encore, dans les lois électorales, le mode de présentation des députés au corps législatif.

Voyez enfin, sur le mode de confection des lois, les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 3—14 septembre 1791.

imprimées ni divulguées; — 3° Sur la demande des orateurs du conseil d'état, spécialement autorisés à cet effet. — Dans ce cas, le comité général est nécessairement public. — Aucune délibération ne peut être prise dans les comités généraux.

84. Lorsque la discussion en comité général est fermée, la délibération est ajournée au lendemain en séance ordinaire.

85. Le corps législatif, le jour où il doit voter sur le projet de loi, entend, dans la même séance, le résumé que font les orateurs du conseil d'état.

86. La délibération d'un projet de loi ne peut, dans aucun cas, être différée de plus de trois jours au-delà de celui qui avait été fixé pour la clôture de la discussion.

87. Les sections du tribunal constituent les seules commissions du corps législatif, qui ne peut en former d'autres que dans le cas énoncé article 113, titre XIII, de la haute-cour impériale.

TITRE XI. — Du tribunal (1).

88. Les fonctions des membres du tribunal durent dix ans.

89. Le tribunal est renouvelé par moitié tous les cinq ans. — Le premier renouvellement aura lieu, pour la session de l'an 17, conformément au sénatus consulte organique du 16 thermidor an 10.

90. Le président du tribunal est nommé par l'empereur, sur une présentation de trois candidats faite par le tribunal au scrutin secret et à la majorité absolue.

91. Les fonctions du président du tribunal durent deux ans.

92. Le tribunal a deux questeurs. — Ils sont nommés par l'empereur, sur une liste triple de candidats choisis par le tribunal au scrutin secret et à la majorité absolue. — Leurs fonctions sont les mêmes que celles attribuées aux questeurs du corps législatif, par les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du sénatus-consulte organique du 28 frimaire an 12. — Un des questeurs est renouvelé chaque année.

93. Le tribunal est divisé en trois sections; savoir: — Section de la législation, — Section de l'intérieur, — Section des finances.

94. Chaque section forme une liste de trois de ses membres, parmi lesquels le président du tribunal désigne le président de la section. — Les fonctions de président de section durent un an.

95. Lorsque les sections respectives du conseil d'état et du tribunal demandent à se réunir, les conférences ont lieu sous la présidence de l'archichancelier de l'empire ou de l'architrésorier, suivant la nature des objets à examiner.

96. Chaque section discute séparément et en assemblée de section les projets de lois qui lui sont transmis par le corps législatif. — Deux orateurs de chacune des trois sections portent au corps législatif le vœu de leur section, et en développent les motifs.

97. En aucun cas les projets de lois ne peuvent être discutés par le tribunal en assemblée générale. — Il se réunit en assemblée générale, sous la présidence de son président, pour l'exercice de ses autres attributions.

TITRE XII. — Des collèges électoraux (2).

98. Toutes les fois qu'un collège électoral de département est réuni pour

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 27 de la constitution du 22 frimaire an 8, le résumé de la législation concernant le tribunal.

(2) Voyez, sur les élections, les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795): elles résument la législation de la matière.

la formation de la liste des candidats au corps législatif, les listes de candidats pour le sénat sont renouvelées. — Chaque renouvellement rend les présentations antérieures de nul effet.

99. Les grands officiers, les commandans et les officiers de la légion-d'honneur sont membres du collège électoral du département dans lequel ils ont leur domicile, ou de l'un des départemens de la cohorte à laquelle ils appartiennent. — Les légionnaires sont membres du collège électoral de leur arrondissement. — Les membres de la légion-d'honneur sont admis au collège électoral dont ils doivent faire partie, sur la présentation d'un brevet qui leur est délivré à cet effet par le grand-électeur.

100. Les préfets et les commandans militaires des départemens ne peuvent être élus candidats au sénat par les collèges électoraux des départemens dans lesquels ils exercent leurs fonctions.

TITRE XIII. — De la haute-cour impériale.

101. Une haute-cour impériale connaît, — 1° Des délits personnels commis par des membres de la famille impériale, par des titulaires des grandes dignités de l'empire, par des ministres et par le secrétaire d'état, par de grands-officiers, par des sénateurs, par des conseillers d'état ; — 2° Des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état, la personne de l'empereur et celle de l'héritier présomptif de l'empire ; — 3° Des *délits de responsabilité d'office* commis par les ministres et les conseillers d'état chargés spécialement d'une partie d'administration publique ; — 4° Des prévarications et abus de pouvoir commis, soit par des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux et des commandans des établissemens français hors du continent, soit par des administrateurs généraux employés extraordinairement, soit par des généraux de terre ou de mer ; sans préjudice, à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois ; — 5° Du fait de désobéissance des généraux de terre ou de mer qui contreviennent à leurs instructions ; — 6° Des concussions et dilapidations dont les préfets de l'intérieur se rendent coupables dans l'exercice de leurs fonctions ; — 7° Des forfaitures ou prises à partie qui peuvent être encourues par une cour d'appel, ou par une cour de justice criminelle, ou par des membres de la cour de cassation ; — 8° Des dénonciations pour cause de détention arbitraire et de violation de la liberté de la presse.

102. Le siège de la haute-cour impériale est dans le sénat.

103. Elle est présidée par l'archichancelier de l'empire. — S'il est malade, absent ou légitimement empêché, elle est présidée par un autre titulaire d'une grande dignité de l'empire.

104. La haute-cour impériale est composée des princes, des titulaires des grandes dignités et grands-officiers de l'empire, du grand-juge ministre de la justice, de soixante sénateurs, des six présidens des sections du conseil d'état, de quatorze conseillers d'état et de vingt membres de la cour de cassation. — Les sénateurs, les conseillers d'état et les membres de la cour de cassation sont appelés par ordre d'ancienneté.

105. Il y a auprès de la haute-cour impériale un procureur général, nommé à vie par l'empereur. — Il exerce le ministère public, étant assisté de trois tribuns, nommés chaque année par le corps législatif, sur une liste de neuf candidats présentés par le tribunat, et de trois magistrats que l'empereur nomme aussi, chaque année, parmi les officiers des cours d'appel ou de justice criminelle.

106. Il y a auprès de la haute-cour impériale un greffier en chef nommé à vie par l'empereur.

107. Le président de la haute-cour impériale ne peut jamais être récusé ; il peut s'abstenir pour des causes légitimes.

108. La haute-cour impériale ne peut agir que sur les poursuites du ministère public, dans les délits commis par ceux que leur qualité rend justiciables de la cour impériale ; s'il y a un plaignant, le ministère public devient nécessairement partie jointe et poursuivante, et procède ainsi qu'il est réglé ci-après. — Le ministère public est également partie jointe et poursuivante dans les cas de forfaiture ou de prise à partie.

109. Les magistrats de sûreté et les directeurs de jury sont tenus de s'arrêter, et de renvoyer, dans le délai de huitaine, au procureur général près la haute-cour impériale, toutes les pièces de la procédure, lorsque, dans les délits dont ils poursuivent la réparation, il résulte, soit de la qualité des personnes, soit du titre de l'accusation, soit des circonstances, que le fait est de la compétence de la haute-cour impériale. — Néanmoins, les magistrats de sûreté continuent à recueillir les preuves et les traces du délit.

110. Les ministres ou les conseillers d'état chargés d'une partie quelconque d'administration publique peuvent être dénoncés par le corps législatif, s'ils ont donné des ordres contraires aux constitutions et aux lois de l'empire.

111. Peuvent être également dénoncés par le corps législatif, — Les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux, les commandans des établissemens français hors du continent, les administrateurs généraux, lorsqu'ils ont prévariqué ou abusé de leur pouvoir ; — Les généraux de terre ou de mer qui ont désobéi à leurs instructions ; — Les préfets de l'intérieur qui se sont rendus coupables de dilapidation ou de concussion.

112. Le corps législatif dénonce pareillement les ministres ou agens de l'autorité, lorsqu'il y a eu, de la part du sénat, déclaration de *fortes présomptions de détention arbitraire ou de violation de la liberté de la presse*.

113. La dénonciation du corps législatif ne peut être arrêtée que sur la demande du tribunat, ou sur la réclamation de cinquante membres du corps législatif, qui requièrent un comité secret à l'effet de faire désigner, par la voie du scrutin, dix d'entre eux pour rédiger le projet de dénonciation.

114. Dans l'un et l'autre cas, la demande ou la réclamation doit être faite par écrit, signée par le président et les secrétaires du tribunat, ou par les dix membres du corps législatif. — Si elle est dirigée contre un ministre ou contre un conseiller d'état chargé d'une partie d'administration publique, elle leur est communiquée dans le délai d'un mois.

115. Le ministre ou le conseiller d'état dénoncé ne comparait point pour y répondre. — L'empereur nomme trois conseillers d'état pour se rendre au corps législatif le jour qui est indiqué, et donner des éclaircissemens sur les faits de la dénonciation.

116. Le corps législatif discute en comité secret les faits compris dans la demande ou dans la réclamation, et il délibère par la voie du scrutin.

117. L'acte de dénonciation doit être circonstancié, signé par le président et par les secrétaires du corps législatif. — Il est adressé par un message à l'archichancelier de l'empire, qui le transmet au procureur général près la haute-cour impériale.

118. Les prévarications ou abus de pouvoir des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux, des commandans des établissemens hors du continent, des administrateurs généraux, les faits de désobéissance de la

part des généraux de terre ou de mer aux instructions qui leur ont été données, les dilapidations et concussions des préfets, sont aussi dénoncés par les ministres, chacun dans ses attributions, aux officiers chargés du ministère public. — Si la dénonciation est faite par le grand juge ministre de la justice, il ne peut point assister ni prendre part aux jugemens qui interviennent sur sa dénonciation.

119. Dans les cas déterminés par les articles 110, 111, 112 et 118, le procureur général informe sous trois jours l'archichancelier de l'empire, qu'il y a lieu de réunir la haute-cour impériale. — L'archichancelier, après avoir pris les ordres de l'empereur, fixe dans la huitaine l'ouverture des séances.

120. Dans la première séance de la haute-cour impériale, elle doit juger sa compétence.

121. Lorsqu'il y a dénonciation ou plainte, le procureur général, de concert avec les tribuns et les trois magistrats officiers du parquet, examine s'il y a lieu à poursuites. — La décision lui appartient; l'un des magistrats du parquet peut être chargé par le procureur général de diriger les poursuites. — Si le ministère public estime que la plainte ou la dénonciation ne doit pas être admise, il motive les conclusions sur lesquelles la haute-cour impériale prononce, après avoir entendu le magistrat chargé du rapport.

122. Lorsque les conclusions sont adoptées, la haute-cour impériale termine l'affaire par un jugement définitif. — Lorsqu'elles sont rejetées, le ministère public est tenu de continuer les poursuites.

123. Dans le second des cas prévus par l'article précédent, et aussi lorsque le ministère public estime que la plainte ou la dénonciation doit être admise, il est tenu de dresser l'acte d'accusation dans la huitaine, et de le communiquer au commissaire et au suppléant que l'archichancelier de l'empire nomme parmi les juges de la cour de cassation qui sont membres de la haute-cour impériale. Les fonctions de ce commissaire, et, à son défaut, du suppléant, consistent à faire l'instruction et le rapport.

124. Le rapporteur ou son suppléant soumet l'acte d'accusation à douze commissaires de la haute-cour impériale, choisis par l'archichancelier de l'empire, six parmi les sénateurs, et six parmi les autres membres de la haute cour impériale. Les membres choisis ne concourent point au jugement de la haute-cour impériale.

125. Si les douze commissaires jugent qu'il y a lieu à accusation, le commissaire rapporteur rend une ordonnance conforme, décerne les mandats d'arrêt, et procède à l'instruction.

126. Si les commissaires estiment au contraire qu'il n'y a pas lieu à accusation, il en est référé par le rapporteur à la haute-cour impériale, qui prononce définitivement.

127. La haute-cour impériale ne peut juger à moins de soixante membres. Dix de la totalité des membres qui sont appelés à la composer peuvent être récusés sans motifs déterminés par l'accusé, et dix par la partie publique. L'arrêt est rendu à la majorité absolue des voix.

128. Les débats et le jugement ont lieu en public.

129. Les accusés ont des défenseurs: s'ils n'en présentent point, l'archichancelier de l'empire leur en donne d'office.

130. La haute-cour impériale ne peut prononcer que des peines portées par le Code pénal. — Elle prononce, s'il y a lieu, la condamnation aux dommages et intérêts civils.

131. Lorsqu'elle acquitte, elle peut mettre ceux qui sont absous, sous la surveillance ou à la disposition de la haute police de l'état, pour le temps qu'elle détermine.

132. Les arrêts rendus par la haute-cour impériale ne sont soumis à aucun recours; — Ceux qui prononcent une condamnation à une peine afflictive ou infamante ne peuvent être exécutés que lorsqu'ils ont été signés par l'empereur.

133. Un sénatus-consulte particulier contient le surplus des dispositions relatives à l'organisation et à l'action de la haute-cour impériale.

TITRE XIV. — De l'ordre judiciaire (1).

134. Les jugemens des cours de justice sont intitulés *arrêts*.

135. Les présidens de la cour de cassation, des cours d'appel et de justice criminelle, sont nommés à vie par l'empereur, et peuvent être choisis hors des cours qu'ils doivent présider.

136. Le tribunal de cassation prend la dénomination de *cour de cassation* (2); — Les tribunaux d'appel prennent celle de *cour d'appel*; — Les tribunaux criminels celle de *cour de justice criminelle*; — Le président de la cour de cassation et celui des cours d'appel divisées en sections, prennent le titre de *premier président*. — Les vice-présidens prennent celui de *présidens*. — Les commissaires du gouvernement près de la cour de cassation, des cours d'appel et des cours de justice criminelle prennent le titre de *procureurs généraux impériaux*. — Les commissaires du gouvernement auprès des autres tribunaux, prennent le titre de *procureurs impériaux*.

TITRE XV. — De la promulgation (3).

137. L'empereur fait sceller et fait promulguer les sénatus-consultes organiques, — Les sénatus-consultes, — Les actes du sénat, — Les lois. — Les sénatus-consultes organiques, les sénatus-consultes, les actes du sénat, sont promulgués au plus tard le dixième jour qui suit leur émission.

138. Il est fait deux expéditions originales de chacun des actes mentionnés en l'article précédent. — Toutes deux sont signées par l'empereur, visées par l'un des titulaires des grandes dignités, chacun suivant leurs droits et leurs attributions, contre-signées par le secrétaire d'état et le ministre de la justice, et scellées du grand sceau de l'état.

139. L'une de ces expéditions est déposée aux archives du sceau, et l'autre est remise aux archives de l'autorité publique de laquelle l'acte est émané.

140. La promulgation est ainsi conçue :

« N. (*le prénom de l'empereur*), par la grace de Dieu et les constitutions
« de la république, empereur des Français, à tous présens et à venir, salut.
« — Le sénat, après avoir entendu les orateurs du conseil d'état, a décrété
« ou arrêté; et nous ordonnons ce qui suit : — (*Et s'il s'agit d'une loi*) Le
« corps législatif a rendu, le (*la date*), le décret suivant, conformément à
« la proposition faite au nom de l'empereur, et après avoir entendu les ora-
« teurs du conseil d'état et des sections du tribunat, le — Mandons et
« ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'état, insérées au
« Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux auto-
« rités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les ob-
« servent et les fassent observer; et le grand-juge ministre de la justice est
« chargé d'en surveiller la publication. »

(1) Voyez le décret du 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur la cour de cassation, le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, et les notes.

(3) Voyez le décret du 2—5 novembre 1790, sur la promulgation des lois, et les notes.

141. Les expéditions exécutoires des jugemens sont rédigées ainsi qu'il suit :

« N. (*le prénom de l'empereur*), par la grace de Dieu et les constitutions de la république, empereur des Français, à tous présens et à venir, salut.
« — La cour de... ou le tribunal de... (*si c'est un tribunal de première instance*) a rendu le jugement suivant :

(*Ici copier l'arrêt ou le jugement.*)

« Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs généraux, et à nos procureurs près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main; à tous commandans et officiers de la force publique, de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. — En foi de quoi le présent jugement a été signé par le président de la cour ou du tribunal, et par le greffier. »

TITRE XVI ET DERNIER.

142. La proposition suivante sera présentée à l'acceptation du peuple, dans les formes déterminées par l'arrêté du 20 floréal an 10 : — « Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de *Napoléon Bonaparte*, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de *Joseph Bonaparte* et de *Louis Bonaparte*, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique de ce jour.

N° 278. = 29 floréal an 12 (19 mai 1804). = DÉCRET portant règlement sur le mode de présentation à l'acceptation du peuple de la proposition énoncée article 142 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an 12. (IV, Bull. II, n° 2.)

N° 279. = 7 prairial an 12 (27 mai 1804). = DÉCRET contenant règlement sur l'uniforme des officiers et des fonctionnaires civils de la marine. (IV, Bull. IV, n° 8.)

TITRE 1^{er}. — Uniforme des officiers généraux de la marine.

Art. 1^{er}. L'uniforme des officiers généraux de la marine continuera d'être le même que celui des officiers généraux de l'armée de terre, sauf les modifications ci-après : — Les boutons seront de métal surdoré, représentant un trophée couronné d'un casque et traversé d'une ancre, conformément au modèle n° 1^{er}, planche 1^{re}. — Lorsque les officiers généraux ne seront pas embarqués, ils porteront la même épée et le même fourreau que les officiers généraux de l'armée de terre. Lorsqu'ils seront embarqués, ils porteront un sabre dont la poignée sera en ébène, les garnitures en cuivre doré et le fourreau noir. (Modèle n° 2, planche 1^{re}.) — Le ceinturon aura la largeur, le dessin et les ornemens déterminés pour les officiers généraux de l'armée; mais le sabre ne devra pas tomber plus bas que six pouces au dessus de terre. — La plaque sera de métal doré et ciselé, représentant en relief un trophée d'armes traversé d'une ancre. (Modèle n° 3, planche 1^{re}.) — Le ceinturon du sabre aura intérieurement deux goussets à droite et à gauche de la plaque, pour accrocher à la ceinture une paire de pistolets. Les officiers généraux porteront le col blanc, à terre; ils le porteront noir, lorsqu'ils seront embarqués.

TITRE II. — De l'uniforme des préfets maritimes.

2. Il n'est rien changé à l'uniforme des préfets maritimes.

TITRE III. — *De l'uniforme des officiers de marine* (1).

3. Les capitaines de vaisseau et de frégate auront un grand et un petit uniforme. — L'habit grand uniforme sera composé comme il suit : — Habit de drap bleu national, doublé de même ; collet et paremens de drap écarlate. — L'habit sera sans revers, boutonnera droit sur la poitrine jusqu'à la ceinture, dégagera sur les cuisses ; le collet sera droit ; les paremens seront coupés et ouverts en dessous, la manche se fermant par deux petits boutons ; les poches seront en travers et à trois pointes, les pans tombans et non agrafés derrière. — Cet habit ne sera point bordé d'une baguette ; il sera orné de boutonsnières en or, d'une légère broderie faite au passé, et conforme au dessin n° 1^{er}, planche 2. Il y aura neuf boutonsnières sur chaque devant, deux au collet, trois en long sur chaque parement, et trois sur les poches. — Il sera placé neuf gros boutons sur le devant du côté droit, trois à chaque poche, un à chaque hanche, deux au bas des plis, et deux petits à chaque manche ; un sur chaque épaule, près le collet, pour arrêter les épaulettes. — Le bouton sera de métal doré, timbré d'une ancre, conforme au dessin n° 2, planche 2. — La veste sera en drap blanc ; la culotte en drap bleu : elles seront garnies de petits boutons d'uniforme. — Les capitaines de vaisseau porteront des épaulettes en or, à franges de torsades ; le corps de l'épaulette, non brodé, sera en galon du dessin n° 3, planche 2, et doublé en drap rouge. — Le chapeau uni, sans panache, plumes ni plumet, sera bordé d'un galon de poil de chèvre, de six centimètres de largeur ; la ganse en galon d'or, de dix-huit millimètres, sera arrêtée par un gros bouton uniforme ; des glands à torsades dans les cornes, dépassant d'un centimètre. (Modèles n°s 4, 5 et 6, planche 2.) — Il n'y aura pas de ganse sur les ailes. — La cocarde nationale. — Lorsque les capitaines de vaisseau ne seront pas de service, ils pourront porter la culotte en drap blanc, ayant quatre petits boutons uniformes de chaque côté. — En été, ils pourront porter la veste et la culotte de nankin ou de basin blanc non rayé. — Les boucles de souliers, en argent, conformes au modèle n°..., planche — La redingote sera en drap bleu national, ainsi que le collet et les paremens ; elle sera croisée : les poches seront en long dans les plis ; sept gros boutons sur chaque devant, un à chaque hanche, deux sur les pattes des poches. Le collet sera renversé, les paremens ouverts, et se fermant par trois petits boutons, dont deux placés sur les paremens et un sur la manche ; deux boutonsnières en or sur le collet, et trois sur chaque parement. — Le manteau sera en drap bleu national, le collet droit, la rotonde bordée d'un galon d'or de quatre centimètres de largeur, du dessin n° 7, planche 2. — L'habit petit uniforme sera de drap bleu national, collet, paremens et doublure de même étoffe ; le collet sera droit ; les paremens, ouverts en dessous, se fermeront, ainsi que la manche, par deux petits boutons ; les poches seront dans les plis. — Cet habit sera garni de boutons uniformes, et aura seulement deux boutonsnières en or sur le collet, et trois en long sur chaque parement ; la veste sera de drap blanc, la culotte de drap bleu.

4. Les capitaines de frégate, les lieutenans et enseignes de vaisseau, porteront, quant aux formes et couleurs, le même habit que les capitaines de vaisseau. — Les capitaines de frégate n'auront, sur chaque devant de l'habit grand uniforme, que sept boutonsnières en or, placées, savoir : deux supérieures, trois intermédiaires et deux inférieures. La distance entre les bou-

(1) Voyez l'ordonnance du 31 octobre—22 novembre 1819, tit. VI, qui modifie les dispositions du présent titre.

tonnières intermédiaires et les autres sera égale à celle d'une seule boutonnière.—Ils auront aussi deux boutonnières au collet, trois en long sur chaque parement, et trois sur chaque poche.—Les capitaines de frégate porteront sur l'épaule gauche une épaulette d'or à franges de torsades, et une contre-épaulette sur l'épaule droite, modèle n° 5, planche 2.—Le petit uniforme des capitaines de frégate ne différera de celui des capitaines de vaisseau que par les épaulettes de leur grade.—Les lieutenans et enseignes de vaisseau n'auront que deux boutonnières en or de chaque côté sur le collet de l'habit ou de la redingote; il n'en sera pas mis sur les devans ni sur les paremens et les poches.—Les épaulettes, contre-épaulettes, la dragonne et les glands du chapeau, seront en raison du grade, et conformes aux modèles n° 3, 4 et 8, planche 2.

Armement et équipement.

5. Les officiers de marine de tous grades, lorsqu'ils seront embarqués ou de service, porteront un sabre dont la poignée sera en ébène, les garnitures en cuivre doré et le fourreau noir.—A terre, ils pourront porter une épée dont la lame sera plate, la poignée, la garde et les garnitures en métal doré, le fourreau noir; le sabre et l'épée, conformes aux modèles n° 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, planche 2, seront ornés d'une dragonne en or correspondante au grade.—Le ceinturon en cuir noir, de la largeur de six centimètres deux millimètres, sera bordé, pour les capitaines de vaisseau et de frégate, de deux baguettes brodées en or, dont une dentelée; et pour les lieutenans et enseignes de vaisseau, de la seule baguette dentelée.—La plaque sera en métal ciselé et doré, conforme au dessin n° 16, planche 2.—Le ceinturon du sabre aura intérieurement deux goussets, à droite et à gauche de la plaque, pour accrocher à la ceinture une paire de pistolets.—Les officiers de marine, lorsqu'ils seront embarqués ou de service, pourront porter des bottes.—Ils porteront le col noir à bord, et à terre le col blanc.

TITRE IV. — *De l'uniforme des officiers de l'état-major.*

6. Les chefs militaires des ports, les adjudans et sous-adjudans qui y sont employés, les chefs d'état-major, les adjudans et adjoints embarqués sur les armées navales, escadres ou divisions, porteront l'uniforme de leurs grades respectifs dans la marine.

7. Les chefs militaires, capitaines de vaisseau, porteront, pour indiquer les fonctions qui leur sont attribuées, le panache de contre-amiral sur le chapeau de capitaine de vaisseau.—Les capitaines de vaisseau adjudans, les capitaines de frégate qui rempliront les fonctions de chef militaire ou celles d'adjudant, porteront un plumet (sans plumes d'autruche ni follettes) rouge, surmonté de blanc.—Les lieutenans de vaisseau adjudans et les enseignes sous-adjudans porteront un plumet (sans plumes d'autruche ni follettes) bleu national, surmonté de rouge.

8. Le chef d'état-major général d'une armée navale portera, s'il n'est pas officier général, le panache de contre-amiral sur le chapeau de capitaine de vaisseau.—L'adjudant-commandant portera un plumet (sans plumes d'autruche ni follettes) rouge, surmonté de blanc.—Les adjudans et adjoints porteront au bras gauche un bracelet, dont la couleur sera blanche pour les adjudans et adjoints des amiraux ou vice-amiraux commandant en chef une armée navale; rouge écarlate pour ceux des vice-amiraux commandant les escadres ou divisions; bleu de ciel pour ceux des contre-amiraux.—Ce bracelet sera en laine et les franges en or, selon le grade.

9. Les capitaines de frégate, lieutenans et enseignes de vaisseau attachés

aux états-majors, soit à terre, soit à la mer, porteront l'épaulette de leur grade sur l'épaule droite, et la contre-épaulette sur l'épaule gauche.

TITRE V. — *De l'uniforme des officiers du génie maritime.*

10. Il n'est rien changé à l'uniforme des officiers du génie maritime.

TITRE VI. — *De l'uniforme de l'administration de la marine.*

11. L'uniforme de l'administration de la marine sera composé comme il suit : — Habit de drap bleu de ciel ; — Veste et culotte de drap blanc ; — Boutons de métal plaqué en argent, conformes au modèle. — L'habit grand uniforme aura doublure bleu de ciel, collet et paremens de drap écarlate ; il sera coupé droit, boutonnera sur la poitrine, et dégagera sur les cuisses ; le collet sera droit, de sept à huit centimètres ; les paremens coupés et fermés en botte ; les poches en travers et à trois pointes ; la taille croisée par derrière ; les pans tombans et non agrafés. Cet habit sera garni de neuf gros boutons sur le devant, du côté droit, trois à chaque parement, trois à chaque poche, un sur chaque poche et deux au bas des plis. — Le devant de la veste sera garni de petits boutons : il y en aura trois à chaque poche, et quatre de chaque côté de la culotte. — Les administrateurs de la marine pourront porter en petit uniforme un habit qui sera de même drap, coupé et façonné comme le grand, à l'exception que les poches seront dans les plis, le collet rabattu, les paremens ouverts en dessous et fermés par deux petits boutons d'uniforme. — La culotte de drap bleu de ciel. — Le chapeau uni sera bordé d'un galon de poil de chèvre, de six centimètres de largeur. (Modèle n° 1, planche 3.) — L'aile gauche du chapeau, retenue par une ganse en galon d'argent, de dix-huit millimètres de largeur, sera arrêtée par un gros bouton. (Modèle n° 2, planche 3.) — La cocarde nationale. — Les boucles de souliers, en argent, conformes au modèle n°..., planche.... — La redingote, croisée, sera en drap bleu de ciel, ainsi que le collet et les paremens. Le collet sera rabattu ; les poches dans les plis ; sept gros boutons sur chaque devant, deux sur les pattes des poches, un à chaque hanche ; les paremens seront ouverts en dessous et fermés par trois petits boutons uniformes. — Le manteau sera en drap bleu de ciel ; le collet et la rotonde auront une broderie en argent, du dessin de celle de l'habit ; mais elle ne sera que de deux centimètres cinq millimètres de largeur. (Modèle n° 3, planche 3.) — Les administrateurs de la marine pourront porter en été la veste et la culotte en basin blanc non rayé ou en nankin. — Ils pourront également porter des bottes lorsqu'ils seront en petit uniforme.

12. Les administrateurs de la marine seront distingués par une broderie en argent, d'un dessin représentant un cep de vigne entrelacé avec un ornement d'acanthe et entouré d'un câble ; elle sera faite au passé en filé d'argent, sans paillettes, et aura trois centimètres deux millimètres de largeur, la baguette comprise. — Cette broderie sera conforme au dessin n° 4, planche 3. — Les chefs d'administration de la marine porteront, sur l'habit grand uniforme, deux rangs de broderie sur le collet, les paremens et les poches. — En petit uniforme, ils porteront un double rang de broderie sur le collet et les paremens seulement. — La dragonne en argent, à franges de torsades. (Modèle n° 5, planche 3.) — L'habit grand uniforme des commissaires principaux aura un double rang de broderie sur le collet, les paremens et les poches ; mais le premier rang de broderie n'aura que la moitié de la largeur de celle du second. (Modèle n° 6, planche 3.) — L'habit petit uniforme sera le même que celui des chefs d'administration de la marine, à l'exception que le premier rang de la broderie n'aura que la moitié de la largeur du second.

--L'habit grand uniforme des commissaires de la marine sera bordé d'un seul rang sur le collet, les paremens et les poches. L'habit petit uniforme et la redingote n'auront qu'un rang de broderie sur le collet et les paremens. — La dragonne en argent, à franges de torsades. — L'habit grand uniforme des sous-commissaires de marine sera brodé sur le collet et les paremens seulement ; sur l'habit petit uniforme et la redingote, il n'y aura qu'un rang de broderie sur le collet. — La dragonne en argent, à franges de filé. — Les commis principaux et les élèves d'administration de la marine auront, sur le collet seulement, la baguette et une boutonnière en argent, conformes au dessin n° 7, planche 3. — La dragonne en argent, à franges de filé, ayant au milieu du cordon un liséré de soie bleu de ciel, de la largeur d'un centimètre. — Les commis de marine porteront un habit de drap bleu de ciel uni, avec le bouton de l'administration de la marine.

13. L'arme sera une épée à la française ; la poignée, la garde, la garniture, en métal argenté ; le fourreau noir : cette épée sera du modèle nos 8, 9, 10 et 11, planche 3. — Le ceinturon, de la largeur de six centimètres deux millimètres, sera en cuir noir bordé d'une baguette unie brodée en argent ; la plaque, en cuivre argenté, sera ciselée et du dessin arrêté, n° 12, planche 3. — En grande tenue, le ceinturon se portera sur la veste.

TITRE VII. — *De l'uniforme des inspecteurs de marine.*

14. L'uniforme des inspecteurs de marine sera composé comme il suit : — L'habit de drap bleu national, piqué d'un huitième de blanc, doublé de serge rouge ; — Veste et culotte de drap blanc ; — Collet bleu ; — Paremens de drap écarlate ; — Boutons de métal plaqué en argent, conformes au modèle. — L'habit grand uniforme boutonnera droit sur la poitrine, et dégagera sur les cuisses. — Le collet, en même drap, sera droit ; les paremens, en drap écarlate, seront fermés en botte. — Les poches seront en travers, à trois pointes ; la taille croisera par derrière, et les pans tombans ne seront point agrafés. — Cet habit sera garni de neuf gros boutons sur le devant, du côté droit, trois sur les paremens, trois à chaque poche, un sur chaque hanche et deux au bas des plis. — La veste et la culotte seront garnies de petits boutons d'uniforme. — Le chapeau uni sera bordé d'un galon de poil de chèvre noir, de la largeur de six centimètres, conforme au dessin n° 1, planche 4 ; la ganse sera en galon d'argent, de dix-huit millimètres de largeur, et arrêtée par un gros bouton, sans panache, plumes ni plumet. (Modèle n° 2, planche 4.) — La cocarde nationale. — Les boucles de souliers, en argent, modèle n°..., planche.... — L'habit petit uniforme sera coupé, doublé et façonné de même que l'habit grand uniforme ; excepté que les poches seront dans les plis, le collet rabattu, et les paremens, ouverts en dessous, fermés par deux petits boutons d'uniforme. — La culotte du même drap que l'habit. — La redingote sera du même drap que l'habit, ainsi que le collet et les paremens ; le collet sera renversé : les paremens et les manches, ouverts en dessous, se fermeront par trois petits boutons uniformes ; les poches seront dans les plis. Cette redingote croisera sur le devant ; les deux côtés seront garnis de sept gros boutons, placés à distance égale, un sur chaque hanche et deux sur la patte de la poche. — En été, les inspecteurs pourront porter la veste et la culotte en basin blanc ou en nankin. — Le manteau sera de drap bleu national piqué d'un huitième de blanc ; le collet droit et la rotonde auront une broderie pareille à celle de l'habit, mais dont la largeur ne sera que de deux centimètres cinq millimètres. (Modèle n° 3, planche 4.) — Les inspecteurs de marine pourront porter des bottes lorsqu'ils seront de service.

15. Les inspecteurs de marine auront sur l'habit grand uniforme une broderie représentant une branche de chêne et de palmettes entrelacées, le tout entouré d'un câble, conforme au dessin n° 4, planche 4. — Ils porteront une écharpe lorsqu'ils seront en service. (Modèle n° 5, planche 4.) — La broderie de l'habit sera faite au passé en filé d'argent, sans paillettes; elle aura trois centimètres deux millimètres de largeur, la baguette comprise. — L'habit sera brodé sur le collet, les poches et les paremens; il n'y aura pas de broderie sur les devans ni dans les plis: en petit uniforme et sur la redingote, ils porteront un rang de broderie sur le collet et les paremens. — L'écharpe sera de soie, en taffetas uni, bleu de ciel; elle aura aux deux bouts une broderie de trois centimètres de hauteur, qui sera faite au passé en filé d'argent sans paillettes; elle sera garnie d'une frange de filé et torsades en argent de huit centimètres de hauteur; la dragonne sera en argent, à franges de torsades. (Modèle n° 6, planche 4.) — Les sous-inspecteurs de marine n'auront qu'un rang de broderie sur le collet et les paremens; en petit uniforme et sur la redingote, un rang de broderie sur le collet seulement. — L'écharpe sera verte, la dragonne en argent.

16. L'épée sera à la française; la poignée, la garde et les garnitures en métal argenté, le fourreau noir. (Modeles n°s 7, 8, 9 et 10, planche 4.) — Le ceinturon sera en cuir noir, de la largeur de six centimètres deux millimètres, et bordé de deux baguettes unies, faites en filé d'argent au passé; la plaque, en métal ciselé et argenté, sera du dessin n° 11, planche 4.

TITRE VIII. — *De l'uniforme des officiers généraux, officiers de marine, administrateurs et inspecteurs de marine réformés.*

Généraux réformés.

17. Les généraux réformés auront un habit de drap bleu national, doublé de même, collet et paremens bleus, veste blanche, culotte bleue. — Cet habit, dont le collet sera droit, les paremens coupés et ouverts en dessous, la manche se fermant par deux petits boutons, les poches en travers et à trois pointes, boutonnera sur la poitrine, et sera garni, ainsi que la veste et la culotte, de boutons uniformes affectés aux officiers-généraux de la marine. — Les généraux réformés ne porteront point de broderie ni d'écharpe; ils seront distingués par des étoiles en lame d'argent brodées sur les épaulettes, et la dragonne en or, selon leurs grades respectifs. — Le chapeau sera bordé du galon d'or d'officier général, sans panache, plumes ni plumet; la ganse en galon d'or; la cocarde nationale. — L'épée uniforme des officiers généraux.

Officiers de marine réformés.

18. Les capitaines de vaisseau et de frégate, les lieutenans et enseignes de vaisseau réformés, porteront en uniforme un habit de drap bleu national, doublé de même étoffe, collet et paremens en velours cramoisi, veste en drap blanc, culotte bleue; le tout sera garni de boutons d'uniforme; les épaulettes et la dragonne du grade. — Il ne sera pas mis de boutonnieres en or sur cet habit ni sur la redingote.

Administrateurs de marine réformés.

19. Les chefs d'administration, commissaires principaux, commissaires et sous-commissaires de marine réformés, auront en uniforme l'habit de drap bleu de ciel; collet et paremens en velours cramoisi: cet habit sera uni et sans broderie. La veste et la culotte seront en drap blanc; les boutons uniformes des administrateurs de la marine, et la dragonne du rang.

Inspecteurs de marine réformés.

20. Les inspecteurs et sous-inspecteurs de marine porteront en uniforme l'habit bleu national, piqué d'un huitième de blanc, doublé de serge rouge, collet et paremens en velours cramoisi, veste et culotte en drap blanc; les boutons uniformes des inspecteurs de marine. Il ne sera mis aucune broderie sur cet habit, qui sera uni : la dragonne du rang.

21. Les généraux, les capitaines de vaisseau et de frégate, les lieutenans et enseignes de vaisseau, les chefs d'administration, les commissaires principaux, commissaires et sous-commissaires, les inspecteurs et sous-inspecteurs de marine réformés sans traitement, ou ayant donné leur démission, ne pourront porter aucun uniforme.

TITRE IX. — *Uniforme des officiers jouissant de la solde de retraite.*

22. Les officiers jouissant de la solde de retraite de tous les grades auront un uniforme composé d'un habit de drap bleu national doublé en serge écarlate, veste blanche, culotte bleue. Cet habit, sans revers, boutonnera sur la poitrine; le collet et les paremens seront en drap bleu; ce collet sera droit, les paremens fermés en botte; les poches en travers, et à trois pointes, garnies de trois boutons, trois sur les paremens, neuf sur le devant, un sur chaque hanche et deux au bas des plis. Cet habit ne sera point retroussé par derrière. — La veste et la culotte seront garnies de petits boutons d'uniforme. — Le chapeau, uni, sera orné de la cocarde nationale, d'une ganse en or arrêtée par un bouton, et bordé d'un galon de poil de chèvre de la largeur de six centimètres. — Le bouton uniforme sera en métal doré, et timbré de deux couronnes de chêne et de laurier entrelacées et traversées d'une ancre, conforme au modèle n°..., planche...; l'épée à la française, les épaulettes et la dragonne du grade.

TITRE X. — *Uniforme des officiers de santé.*

23. L'uniforme des officiers de santé de la marine est composé ainsi qu'il suit : — L'habit sera, pour tous les officiers de santé, en drap bleu barbeau, mêlé d'un huitième de blanc; la doublure sera de même étoffe. — Le collet et les paremens seront en velours noir pour les médecins, rouge écarlate pour les chirurgiens, vert foncé pour les pharmaciens. — Cet habit sera sans revers, boutonnera sur la poitrine; dégagera sur les cuisses, et croisera par derrière. — Le collet sera droit, de huit centimètres de hauteur; les paremens seront fermés en botte, les poches en travers et à trois pointes. — Cet habit sera garni, sur le devant, de neuf gros boutons uniformes, trois sur les paremens, trois sur les poches, un sur chaque hanche et deux au bas des plis. — Le bouton uniforme des officiers de santé sera de métal doré, timbré d'une ancre, enveloppé du serpent d'Epidaure, et entouré d'une branche de chêne et de laurier, conforme au dessin n° 1, planche 5. — La veste sera, pour les médecins, du même drap que l'habit. — Pour les chirurgiens, de drap écarlate; pour les pharmaciens, de drap vert foncé; elle sera garnie de boutons d'uniforme. — La culotte sera, pour tous les officiers de santé, du même drap que l'habit, et garnie de quatre petits boutons de chaque côté. — En été, les officiers de santé pourront porter la veste et la culotte en basin blanc ou en nankin. — Le chapeau sera uni, bordé d'un galon de poil de chèvre de six centimètres de largeur, du dessin n° 2, planche 5. La ganse en galon d'or, de dix-huit millimètres de largeur, sera arrêtée par un gros bouton uniforme; la cocarde nationale; le chapeau sans autre ornement. (Modèle de la ganse n° 3, planche 5.) — Les officiers de santé pourront porter, en petit uniforme, un habit qui sera du même drap, ayant le collet et les

paremens en velours de la couleur distinguant les fonctions ; le tout coupé et confectionné de même que l'habit grand uniforme, à l'exception des changemens ci-après : le collet sera renversé et attaché à un collet droit ; la manche sera ouverte en dessous, et se fermera par deux petits boutons uniformes ; les poches seront dans les plis et non apparentes. — La redingote sera de même drap que l'habit, croisera sur la poitrine, et sera garnie de sept gros boutons d'uniforme sur chaque devant, un sur chaque hanche, et deux sur les pattes des poches, qui seront en long dans les plis. — Le collet sera renversé, les paremens et les manches ouverts en dessous, se fermant par trois petits boutons. Le collet et les paremens seront en velours de la couleur indiquant les fonctions. — Le manteau, du même drap que l'habit, aura la rotonde bordée d'un galon d'or de quatre centimètres de largeur du dessin n° 4, planche 5. Le collet sera en velours de la couleur indiquant les fonctions. — Les bottes à retroussis rabattus en cuir jaune. — Les boucles de souliers, en argent, du modèle n°..., planche.... — L'épée en métal doré, uniforme de l'infanterie de ligne. — Le ceinturon en cuir noir verni, de la largeur de six centimètres deux millimètres ; la plaque dorée, conforme au modèle n° 5, planche 5.

24. Les officiers de santé seront distingués, selon les fonctions et les classes, par des galons d'or et des boutonnières en galon d'or représentant des feuilles d'acanthé enveloppées du serpent d'Épidaure, et par la dragonne ; le tout conforme au dessin n° 6 et 7, planche 5. — Les lisérés en soie qui seront prescrits ci-après sur le cordon de la dragonne, pour distinguer les rangs des officiers de santé, seront noirs pour les médecins, rouges pour les chirurgiens, verts pour les pharmaciens.

Médecins, chirurgiens et pharmaciens en chef.

L'habit sera bordé d'un galon d'or, de trois centimètres deux millimètres de largeur, sur les devans, le collet, les paremens et les poches. — La veste sera également bordée d'un galon de deux centimètres, modèle n° 7, planche 5. Sur l'habit petit uniforme et la redingote, un seul rang de galon aux paremens et au collet. — La dragonne en or, à franges de torsades.

Seconds médecins, seconds chirurgiens et seconds pharmaciens.

L'habit sera orné du galon pareil à celui des officiers de santé en chef ; mais il n'en sera mis que sur le collet, les paremens et les poches. — La veste sera bordée du galon modèle n° 7, planche 5. — Sur l'habit petit uniforme et la redingote, un seul rang de galon au collet seulement. — La dragonne en or, à franges de torsades.

Professeurs.

Neuf boutonnières en galon d'or, de deux centimètres de largeur, sur chaque devant de l'habit, deux au collet, trois en long sur les paremens, trois sur les poches. (Modèle n° 8, planche 5.) — La veste bordée d'un galon d'or de deux centimètres. — Sur l'habit petit uniforme et la redingote, deux boutonnières au collet et trois sur chaque parement : la veste sera galonnée. — La dragonne en or, à franges de torsades, ayant au milieu du galon une raie en soie de la largeur de six millimètres.

Officiers de santé.

Les officiers de santé de première classe auront neuf boutonnières en galon d'or sur chaque devant de l'habit, deux au collet, trois sur les paremens, trois sur les pattes des poches. — Sur l'habit petit uniforme et sur la redingote, deux boutonnières au collet et trois aux paremens. — La dragonne

en or, à franges de filé. — Ceux de deuxième classe, deux boutonnieres au collet, trois sur les paremens, trois sur les pattes des poches; il n'en sera pas mis sur les devans de l'habit. — Sur l'habit petit uniforme et la redingote, deux boutonnieres au collet seulement. — La dragonne en or, le cordon liséré au milieu d'une raie de soie de la largeur de six millimètres, les franges en filé. — Ceux de troisième classe, deux boutonnieres au collet, trois sur les paremens; on n'en mettra pas sur les poches. — Sur l'habit petit uniforme et la redingote, une seule boutonniere sur le collet; il n'en sera pas mis sur les paremens. — La dragonne en or, à franges de filé, le cordon liséré des deux côtés d'une raie en soie de la largeur de quatre millimètres. — Les officiers de santé auxiliaires et les élèves porteront l'habit, la veste et la culotte, le collet et les paremens ci-dessus prescrits; le tout garni de boutons uniformes, mais sans galon ni boutonnieres en or. — La rotonde du manteau ne sera point galonnée.

25. Les officiers de santé réformés jouissant d'un traitement de réforme pourront porter l'uniforme prescrit ci-dessus, excepté que le collet et les paremens seront, pour tous, en velours cramoisi, et qu'il ne sera mis ni galon ni boutonnieres en or sur l'habit, la veste et la redingote. — Les officiers de santé réformés sans traitement ne porteront aucun uniforme.

N° 280. = 7 prairial an 12 (27 mai 1804). = **DÉCRET** *contenant une fondation du professeur de médecine Petit, en faveur des pauvres malades de la ville d'Orléans.* (IV, Bull. v, n° 16.)

N° 281. = 11 prairial an 12 (31 mai 1804). = **DÉCRET** *contenant règlement sur une nouvelle circonscription des succursales* (1). (IV, Bull. iv, n° 9.)

Art. 1^{er}. Conformément aux articles 60 et 61 de la loi du 18 germinal an 10, les évêques, de concert avec les préfets, procéderont à une nouvelle circonscription des succursales, de manière que leur nombre ne puisse excéder les besoins des fidèles.

2. Les préfets demanderont l'avis des communes intéressées, à l'effet de connaître les localités et toutes les circonstances qui pourront déterminer la réunion des communes susceptibles de former un seul territoire dépendant de la même succursale.

3. Les plans de la nouvelle circonscription seront adressés au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, et ils ne pourront être mis à exécution qu'en vertu d'un décret impérial.

4. Jusqu'à ce que les nouveaux plans de circonscription aient été rendus exécutoires, les desservans des succursales existantes et provisoirement approuvées jouiront, à dater du 1^{er} messidor prochain, d'un traitement annuel de cinq cents francs; au moyen duquel traitement, ils n'auront rien à exiger des communes, si ce n'est le logement, aux termes de l'article 72 de la loi du 18 germinal an 10.

5. Le montant des pensions dont jouissent les desservans sera précompté sur celui de leur traitement.

6. Les traitemens des desservans seront payés par trimestre. — Les évêques

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), art. 60 et suiv., sur le rétablissement des succursales, la fixation de leur nombre et leur étendue; le décret du 5 nivose an 13 (26 décembre 1804), qui contient l'état des succursales dont les desservans doivent recevoir un traitement, en exécution du présent décret; celui du 3 ventose même année (22 février 1805), qui rectifie le précédent; et celui du 30 septembre 1807, qui augmente le nombre des succursales.

donneront avis de la nomination des desservans au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, et aux préfets. — A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, les curés et les desservans seront munis d'un brevet de traitement, signé par l'architrésorier de l'empire : ils seront payés de leur traitement sur la présentation de ce brevet (1).

7. Le premier jour de chaque trimestre, le conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes remettra l'état des desservans qui existaient le premier jour du trimestre précédent. Cet état présentera le montant de leur traitement et celui des pensions dont ils jouissent.

8. Le payeur de chaque département soldera les traitemens des desservans, sur l'état ordonnancé par le préfet et dressé par l'évêque.

N° 282. = 11 prairial an 12 (31 mai 1804). = *DÉCRET qui annule deux arrêtés par lesquels la loi du 13 thermidor an 4, qui fait remise de dix pour cent sur le prix des maisons d'habitation nationales, avait été appliquée à des acquisitions d'églises.* (IV, Bull. v, n° 17.)

Napoléon. . . . , vu deux arrêtés pris par le conseil de préfecture du département du Rhône, les 9 brumaire an 10 et 13 thermidor an 11; le premier, sur la réclamation de MM. *Roubeau* et consorts, acquéreurs, d'après la loi du 28 ventose an 4, de l'église des Jacobins à Lyon; le deuxième, sur celle de la veuve *Besson*, acquéreur, en vertu de la même loi, de l'église de Fourvière, et par lesquels ces acquéreurs ont été déclarés bien et valablement libérés du prix de leurs acquisitions, et déchargés de toutes demandes de la part de la régie des domaines; ces arrêtés motivés sur ce qu'il doit être fait remise aux acquéreurs de dix pour cent, conformément à la loi du 13 thermidor an 4;—Vu la lettre du 9 germinal dernier, par laquelle le ministre des finances a prévenu le préfet de ce département, que les deux arrêtés dont il s'agit ne pouvaient recevoir d'exécution, attendu qu'une église ne doit, sous aucun rapport, être considérée comme maison d'habitation, et faire participer les acquéreurs au bénéfice de la loi du 13 thermidor; les observations du préfet sur la lettre du ministre;—Vu enfin les lois des 6 floréal, 13 thermidor et 23 fructidor an 4;— Le conseil d'état entendu, — Décrète : — Les arrêtés des 9 brumaire an 10 et 13 thermidor an 11 sont annulés; la décision du ministre des finances du 9 germinal est confirmée; et, en conséquence, les acquéreurs ci-dessus dénommés seront tenus de payer les sommes dont ils seront reconnus débiteurs, dans les dix jours de la notification du décompte qui sera arrêté par le directeur des domaines.

11 prairial an 12 (31 mai 1804). = *Avis du conseil d'état sur le divorce des émigrés* (2).

N° 283. = 13 prairial an 12 (2 juin 1804). = *DÉCRET contenant des actes d'indulgence et de bienfaisance.* (IV, Bull. III, n° 6.)

N° 284. = 18 prairial an 12 (7 juin 1804). = *DÉCRET qui proroge les fonctions des tribunaux spéciaux* (3). (IV, Bull. IV, n° 11.)

N° 285. = 18 prairial an 12 (7 juin 1804). = *AVIS du conseil d'état sur les actes*

(1) Quant au traitement des desservans, voyez la note qui accompagne le décret du 18—20 septembre 1793 : les réglemens sur la matière y sont résumés.

(2) Voyez 18 du même mois.

(3) Voyez la loi du 18 pluviôse an 9 (7 février 1801), portant établissement des tribunaux spéciaux, et les notes qui résument la législation.

de divorce faits pendant la disparition des émigrés ou absens. (IV, Bull. VI, n° 36.)

Le conseil d'état, réuni au nombre des membres prescrit par l'article 75 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an 12; après avoir entendu le rapport de la section de législation sur le renvoi qui lui a été fait de la question de savoir si les émigrés ou absens rentrés peuvent attaquer les actes de divorce faits pendant leur disparition; — Vu les dispositions des lois du 20 septembre 1792, celles de la loi du 26 germinal an 11 relative aux divorces faits ou aux demandes formées antérieurement à la publication de la loi du 30 ventose précédent, sur les divorces; — Vu pareillement les dispositions du sénatus-consulte du 6 floréal an 10, — Est d'avis que les émigrés ou absens ne peuvent attaquer les actes de divorce faits pendant leur disparition. Les actions qu'ils intenteraient à ce sujet seraient également contraires au texte et à l'esprit des lois précitées, et elles tendraient à perpétuer une agitation et des souvenirs qu'il faut au contraire éteindre le plus tôt possible. Les émigrés et absens rentrés ne peuvent examiner que le point de fait s'il existe un acte de divorce revêtu de sa forme extérieure et matérielle; mais ils ne peuvent jamais être recevables à remettre en question l'affaire et à discuter les causes du divorce. Il n'est pas à présumer que les tribunaux méconnaissent cette intention précise de notre législation; et s'ils s'en écartaient, le tribunal de cassation ne balancerait pas à les y rappeler (1).

N° 286. = 23 prairial an 12 (12 juin 1804). = **DÉCRET** *sur un conflit d'attribution relatif à l'établissement prohibé d'un moulin à scie dans un bois communal.* (IV, Bull. V, n° 24.)

Napoléon, vu le procès-verbal du 29 ventose dernier, qui constate que les sieurs *Janin* et *Fournier* ont fait construire chacun un moulin à scie dans les bois communaux de Gex; — La citation faite par l'inspecteur des forêts du Léman, aux sieurs *Janin* et *Fournier*, avec sommation de comparoir au tribunal de police correctionnelle à Genève; — Le jugement rendu par ce tribunal, le 21 floréal dernier, contre lesdits *Janin* et *Fournier*; — L'appel de ce jugement interjeté par ces deux individus au tribunal criminel du Léman; — L'arrêté du préfet du Léman, du 6 messidor, par lequel il est élevé conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire, au sujet du jugement susdaté; — Le jugement du tribunal criminel, du 13 messidor suivant, par lequel il est sursis à toutes poursuites jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ledit conflit; — La loi du 29 septembre 1791, l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, l'arrêt de règlement du 28 janvier 1715, et l'article 609 du Code des délits et des peines; — Considérant que toutes constructions, et particulièrement celles des moulins à scie, sont formellement prohibées dans les forêts, à peine de démolition, confiscation et amende; — Que cette prohibition résulte textuellement des dispositions des articles 18 et 23 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 et de l'arrêt de règlement du 28 janvier 1715; — Que le Code des délits et des peines, article 609, en maintenant provisoirement l'exécution de l'ordonnance de 1669, et autres lois relatives à la police rurale et forestière, a chargé les tribunaux de police correctionnelle

(1) Les émigrés ou absens rentrés ne peuvent remettre en question les causes du divorce obtenu contre eux pendant leur émigration ou leur absence. Cass., 30 pluviôse an 13, Sir., V, 1, 108; Bull. civ., VII, 201.

Voyez encore les notes qui accompagnent la loi du 26 germinal — 6 floréal an 11 (16 — 26 avril 1803).

d'appliquer les peines qu'elles prononcent ; — Que dans l'espèce, où il s'agissait d'un établissement prohibé, d'une contravention à une loi pénale, les prévenus ne pouvaient être traduits que devant l'autorité judiciaire ; — Que l'autorité administrative, quoique chargée de surveiller les opérations de l'administration forestière, et de veiller à la conservation des forêts, n'a pas le droit de juger les délits, et d'appliquer la peine ; que ce pouvoir est exclusivement accordé aux tribunaux ; d'où il résulte que le préfet du Léman a mal à propos élevé le conflit ; le conseil d'état entendu, décrète :

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département du Léman, du 6 messidor an 11, est annulé.

2. L'appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Genève contre les sieurs *Javin* et *Fournier*, le 21 floréal dernier, reste soumis au tribunal criminel du Léman, pour y être statué ce qu'il appartiendra.

N° 287. = 23 prairial an 12 (12 juin 1804). = DÉCRET *sur les sépultures* (1).
(IV, Bull. v, n° 25.)

TITRE I^{er}. — Des sépultures, et des lieux qui leur sont consacrés.

Art. 1^{er}. Aucune inhumation n'aura lieu dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, et généralement dans aucun des édifices clos et fermés où les citoyens se réunissent pour la célébration de leurs cultes, ni dans l'enceinte des villes et bourgs.

2. Il y aura, hors de chacune de ces villes ou bourgs, à la distance de trente-cinq à quarante mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts.

3. Les terrains les plus élevés et exposés au nord seront choisis de préférence ; ils seront clos de murs de deux mètres au moins d'élévation. On y fera des plantations, en prenant les précautions convenables pour ne point gêner la circulation de l'air.

4. Chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée : chaque fosse qui sera ouverte aura un mètre cinq décimètres à deux mètres de profondeur, sur huit décimètres de largeur, et sera ensuite remplie de terre bien foulée.

5. Les fosses seront distantes les unes des autres de trois à quatre décimètres sur les côtés, et de trois à cinq décimètres à la tête et aux pieds.

6. Pour éviter le danger qu'entraîne le renouvellement trop rapproché des fosses, l'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures n'aura lieu que de cinq années en cinq années ; en conséquence, les terrains destinés à former les lieux de sépulture seront cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année.

TITRE II. — De l'établissement des nouveaux cimetières.

7. Les communes qui seront obligées, en vertu des articles 1^{er} et 2 du titre I^{er}, d'abandonner les cimetières actuels et de s'en procurer de nouveaux hors de l'enceinte de leurs habitations, pourront, sans autre autorisation que celle qui leur est accordée par la déclaration du 10 mars 1776, acquérir les

(1) Voyez le Cod. civ., art. 77, et le décret du 4 thermidor an 13 (23 juillet 1805), qui exigent l'autorisation préalable des officiers de l'état civil pour les inhumations ; le décret du 18 mai 1806, concernant le service dans les églises et les convois funèbres ; et celui du 18 août 1811, qui contient des dispositions sur le service des inhumations, et un tarif des droits à payer pour le service et la pompe des sépultures et des cérémonies funèbres à Paris.

Voyez encore les art. 358 et suiv. du Cod. pén., qui punissent les infractions au Cod. civ. et au décret du 4 thermidor an 13, et les violations de sépulture.

terrains qui leur seront nécessaires, en remplissant les formes voulues par l'arrêté du 7 germinal an 9.

8. Aussitôt que les nouveaux emplacements seront disposés à recevoir les inhumations, les cimetières existans seront fermés, et resteront dans l'état où ils se trouveront, sans que l'on en puisse faire usage pendant cinq ans.

9. A partir de cette époque, les terrains servant maintenant de cimetières pourront être affermés par les communes auxquelles ils appartiennent; mais à condition qu'ils ne seront qu'ensemencés ou plantés, sans qu'il puisse y être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiment, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

TITRE III. — Des concessions de terrains dans les cimetières.

10. Lorsque l'étendue des lieux consacrés aux inhumations le permettra, il pourra y être fait des concessions de terrains aux personnes qui désireront y posséder une place distincte et séparée pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parens ou successeurs, et y construire des caveaux, monumens ou tombeaux.

11. Les concessions ne seront néanmoins accordées qu'à ceux qui offriront de faire des fondations ou donations en faveur des pauvres et des hôpitaux, indépendamment d'une somme qui sera donnée à la commune, et lorsque ces fondations ou donations auront été autorisées par le gouvernement dans les formes accoutumées, sur l'avis des conseils municipaux et la proposition des préfets.

12. Il n'est point dérogé, par les deux articles précédens, aux droits qu'à chaque particulier, sans besoin d'autorisation, de faire placer sur la fosse de son parent ou de son ami, une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture, ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

13. Les maires pourront également, sur l'avis des administrations des hôpitaux, permettre que l'on construise, dans l'enceinte de ces hôpitaux, des monumens pour les fondateurs et bienfaiteurs de ces établissemens, lorsqu'ils en auront déposé le désir dans leurs actes de donation, de fondation ou de dernière volonté.

14. Toute personne pourra être enterrée sur sa propriété, pourvu que ladite propriété soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs.

TITRE IV. — De la police des lieux de sépulture.

15. Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un lieu d'inhumation particulier; et dans le cas où il n'y aurait qu'un seul cimetière, on le partagera par des murs, haies ou fossés, en autant de parties qu'il y a de cultes différens, avec une entrée particulière pour chacune, et en proportionnant cet espace au nombre d'habitans de chaque culte.

16. Les lieux de sépulture, soit qu'ils appartiennent aux communes, soit qu'ils appartiennent aux particuliers, seront soumis à l'autorité, police et surveillance des administrations municipales.

17. Les autorités locales sont spécialement chargées de maintenir l'exécution des lois et réglemens qui prohibent les exhumations non autorisées, et d'empêcher qu'il ne se commette dans les lieux de sépulture aucun désordre, ou qu'on s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts.

TITRE V. — Des pompes funèbres.

18. Les cérémonies précédemment usitées pour les convois, suivant les

différens cultes, seront rétablies, et il sera libre aux familles d'en régler la dépense selon leurs moyens et facultés : mais hors de l'enceinte des églises et des lieux de sépulture, les cérémonies religieuses ne seront permises que dans les communes où l'on ne professe qu'un seul culte, conformément à l'article 45 de la loi du 18 germinal an 10.

19. Lorsque le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, se permettra de refuser son ministère pour l'inhumation d'un corps, l'autorité civile, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettra un autre ministre du même culte pour remplir ces fonctions ; dans tous les cas, l'autorité civile est chargée de faire porter, présenter, déposer et inhumer les corps.

20. Les frais et rétributions à payer aux ministres des cultes et autres individus attachés aux églises et temples, tant pour leur assistance aux convois que pour les services requis par les familles, seront réglés par le gouvernement, sur l'avis des évêques, des consistoires et des préfets, et sur la proposition du conseiller d'état chargé des affaires concernant les cultes. Il ne sera rien alloué pour leur assistance à l'inhumation des individus inscrits aux rôles des indigens.

21. Le mode le plus convenable pour le transport des corps sera réglé suivant les localités, par les maires, sauf l'approbation des préfets.

22. Les fabriques des églises et les consistoires jouiront seuls du droit de fournir les voitures, tentures, ornemens, et de faire généralement toutes les fournitures quelconques nécessaires pour les enterremens, et pour la décence ou la pompe des funérailles. — Les fabriques et consistoires pourront faire exercer ou affermer ce droit, d'après l'approbation des autorités civiles sous la surveillance desquelles ils sont placés (1).

23. L'emploi des sommes provenant de l'exercice ou de l'affermage de ce droit sera consacré à l'entretien des églises, des lieux d'inhumation, et au paiement des desservans : cet emploi sera réglé et réparti sur la proposition du conseiller d'état chargé des affaires concernant les cultes, et d'après l'avis des évêques et des préfets.

24. Il est expressément défendu à toutes autres personnes, quelles que soient leurs fonctions, d'exercer le droit susmentionné, sous telle peine qu'il appartiendra, sans préjudice des droits résultant des marchés existans et qui ont été passés entre quelques entrepreneurs et les préfets ou autres autorités civiles, relativement aux convois et pompes funèbres (2).

25. Les frais à payer par les successions des personnes décédées, pour les billets d'enterrement, le prix des tentures, les bières et le transport des corps, seront fixés par un tarif proposé par les administrations municipales, et arrêté par les préfets.

26. Dans les villages et autres lieux où le droit précité ne pourra être exercé par les fabriques, les autorités locales y pourvoiront, sauf l'approbation des préfets.

N° 288. = 25 prairial an 12 (14 juin 1804). = DÉCRET qui permet l'exportation des grains pour l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et la Hollande. (IV, Bull. v, n° 33.)

N° 289. = 25 prairial an 12 (14 juin 1804). = DÉCRET relatif à l'entretien de la rivière d'Yonne. (IV, Bull. VI, n° 38.)

Art. 1^{er}. La rivière d'Yonne est conservée dans sa division en deux par-

(1 et 2) Voyez le décret du 10 février 1806, portant que ces dispositions ne sont pas applicables aux personnes qui professent en France la religion juive.

ties entièrement distinctes sous le rapport de son entretien. L'Yonne, navigable de Lucy en aval jusqu'à son embouchure à Montereau, sera à la charge de l'octroi de navigation. L'Yonne, flottable de Lucy exclusivement en amont jusqu'aux ruisseaux du Morvan, demeurera, suivant l'ancien ordre établi, à la charge du commerce de bois flotté et des propriétaires d'usines.

2. Les constructions et réparations des pertuis de Crain, Coulanges, la Forêt, Clamecy et Armes, qui d'après l'article précédent s'exécuteront aux frais du commerce et des propriétaires d'usines, seront spécialement subordonnées aux ingénieurs et à l'administration générale, afin que, dans tous les cas, ces travaux puissent toujours être liés, et correspondre au système d'entretien et d'amélioration de l'Yonne inférieure.

3. Toutes les contestations relatives à l'entretien de la haute Yonne seront réglées et statuées par le ministre de l'intérieur.

N° 290. = 30 prairial an 12 (19 juin 1804). = *DÉCRET qui prescrit des mesures relatives à l'établissement thermal de Barrèges.* (IV, Bull. VI, n° 45.)

Art. 1^{er}. Conformément à l'arrêt du conseil d'état du 6 mai 1732, il est expressément défendu de faire à l'avenir aucune construction nouvelle dans la commune de Barrèges, sans l'autorisation du préfet des Hautes-Pyrénées, et hors l'alignement qui sera donné par lui à cet effet, sous les peines prescrites par ledit arrêt du conseil.

2. En conformité du même arrêt du conseil, il est également défendu à tous propriétaires ou cultivateurs des terres ou prés situés au dessus de Barrèges et du grand chemin allant à Bagnères, de mettre ou faire mettre l'eau des torrens dans les prés pour les arroser, à peine de cinq cents francs d'amende; comme aussi de couper ou dégrader, de quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit, les arbres et bois qui sont au dessus de la muraille à pierres sèches qui couvre le village et le met à l'abri des ravins, sans les autorisations prescrites et sous les peines prévues par les lois.

3. Le préfet des Hautes-Pyrénées proposera au gouvernement, pour être approuvées dans les formes voulues par les lois, toutes les mesures qu'il croira utiles pour prescrire et imposer aux communes de la vallée de Barrèges, et aux particuliers qui ont défriché les montagnes environnant les bains et le village de Barrèges, tous les semis, toutes les replantations d'arbres, toutes les prohibitions d'arrosements, de dépaissance, de nouveaux défrichemens, et tous les travaux et prestations qui seront jugés nécessaires pour empêcher la formation des ravins et des avalanches, et assurer la conservation de l'établissement thermal, après avoir pris l'avis desdites communes.

4. Les contraventions au présent décret seront constatées, dans les formes prescrites par la loi du 29 floréal an 10, par les maires ou adjoints, les ingénieurs des ponts et chaussées, leurs conducteurs, le commissaire de police de Barrèges, les médecins inspecteurs des eaux, la gendarmerie, et par tous les fonctionnaires dûment assermentés; il sera statué définitivement sur lesdites contraventions en conseil de préfecture, conformément à ladite loi; et les arrêtés seront exécutoires ainsi qu'il est prescrit en l'article 4 de cette loi.

N° 291. = 2 messidor an 12 (21 juin 1804). = *DÉCRET concernant les recettes non soumissionnées que les receveurs généraux versaient au trésor public en bons à vue.* (IV, Bull. VI, n° 54.)

Art. 1^{er}. Le ministre du trésor public pourra autoriser le caissier général

du trésor à disposer de mois en mois, par des mandats, des recettes non soumissionnées que les receveurs généraux ont été tenus jusqu'à présent de verser au trésor public en bons à vue.

2. Le ministre du trésor public réglera la proportion d'après laquelle ces mandats seront expédiés pour chaque mois sur les receveurs de département. Le montant de ces mandats est fixé, pour chaque mois de l'an 13, au dix-huitième seulement des versements faits en bons à vue par chaque receveur de département pendant l'an 12.

3. Les mandats du caissier général seront payables par les receveurs le 30 fixe de chaque mois. Ces valeurs seront comprises pour comptant dans les envois de fonds expédiés pendant le mois de leur échéance pour le service des caisses extérieures, ou pourront être réalisées à Paris, lorsque ce mode sera plus avantageux au service.

4. La portion des recettes non soumissionnées, effectuées chaque mois par les receveurs de département, qui excédera le montant des mandats du caissier général tirés sur eux, sera versée au trésor public par ces comptables, en bons à vue, suivant la forme prescrite par l'arrêté du 21 messidor an 8.

5. Les receveurs de département seront tenus d'expédier les bons à vue formant le complément des recettes disponibles de chaque mois, au plus tard le 2 du mois suivant. Tout délai dans l'envoi de ces bons à vue sera considéré comme un détournement de deniers publics.

6. Les mandats du caissier général, autorisés par le présent décret, seront, lors de leur émission, portés en recette pour ordre dans la comptabilité du trésor. Immédiatement après avoir été acquittés par les receveurs, ils seront versés pour comptant au trésor avec des bordereaux d'imputation d'exercice et de produit.

7. Dans le cas de non-paiement de ces mandats, les porteurs en seront remboursés à présentation au trésor public, sur la simple justification du protêt.

N° 292. = 2 messidor an 12 (21 juin 1804). = *DÉCRET concernant les lettres et paquets saisis en contravention aux réglemens sur le service des postes* (1). (IV, Bull. VI, n° 55.)

Art. 1^{er}. Les lettres et paquets saisis en exécution de l'arrêté du 27 prairial an 9, portant défense à toute personne étrangère au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, feuilles périodiques, etc., seront expédiés par le bureau le plus voisin du lieu de la saisie, en rebut, à Paris, d'où ils ne pourront être rendus que sur réclamation, et à la charge de payer le double de la taxe ordinaire.

2. Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial qui seraient contraires au présent décret, sont rapportées.

N° 293. = 3 messidor an 12 (22 juin 1804). = *DÉCRET contenant désignation des villes dont les maires assisteront au serment de l'empereur*. (IV, Bull. VI, n° 56.)

N° 294. = 3 messidor an 12 (22 juin 1804). = *DÉCRET concernant le mode de remplacement, en cas de perte, des extraits d'inscription au grand-livre*. (IV, Bull. VI, n° 57.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, il ne sera plus délivré de duplicata des extraits d'inscrip-

(1) Voyez l'arrêté du 2 nivose an 6 (22 décembre 1797), et la note.

tion aux grands-livres des cinq pour cent consolidés et de la dette viagère.

2. Les rentiers qui auraient perdu leurs extraits d'inscription en feront la déclaration devant le maire de la commune de leur domicile. — Cette déclaration, faite en présence de deux témoins qui constateront l'individualité du déclarant, sera assujétie au droit fixe d'enregistrement d'un franc.

3. Ladite déclaration sera rapportée au trésor public. Après en avoir fait constater la régularité, le ministre du trésor public autorisera le directeur du grand-livre à débiter le compte de l'inscription perdue, et à la porter à compte nouveau par un transfert de forme : il sera remis au réclamant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte.

4. Le transfert de forme, autorisé par l'article précédent, aura lieu dans le semestre qui suivra celui pendant lequel la demande d'un nouvel extrait d'inscription aura été adressée au ministre du trésor public.

N° 295. = 3 messidor an 12 (22 juin 1804). = DÉCRET qui ordonne la dissolution de plusieurs agrégations ou associations religieuses (1). (IV, Bull. VI, n° 58.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication du présent décret, l'agrégation ou association connue sous les noms de *Pères de la Foi*, d'*Adorateurs de Jésus* ou *Pacanaristes*, actuellement établie à Belley, à Amiens et dans quelques autres villes de l'empire, sera et demeurera dissoute. — Seront pareillement dissoutes toutes autres agrégations ou associations formées sous prétexte de religion, et non autorisées.

2. Les ecclésiastiques composant lesdites agrégations ou associations se retireront, sous le plus bref délai, dans leurs diocèses, pour y vivre conformément aux lois et sous la juridiction de l'ordinaire.

3. Les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans lequel on se lie par des vœux perpétuels, continueront d'être exécutées selon leur forme et teneur.

4. Aucune agrégation ou association d'hommes ou de femmes ne pourra se former à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été formellement autorisée par un décret impérial, sur le vu des statuts et réglemens selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette agrégation ou association.

5. Néanmoins, les agrégations connues sous les noms de *Sœurs de la Charité*, de *Sœurs hospitalières*, de *Sœurs de Saint-Thomas*, de *Sœurs de Saint-Charles* et de *Sœurs Vatelottes*, continueront d'exister, en conformité des arrêtés des 1^{er} nivose an 9, 24 vendémiaire an 11, et des décisions des 28 prairial an 11 et 22 germinal an 12; à la charge, par lesdites agrégations, de présenter, sous le délai de six mois, leurs statuts et réglemens, pour être vus et vérifiés en conseil d'état, sur le rapport du conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

6. Nos procureurs généraux près nos cours, et nos procureurs impériaux, sont tenus de poursuivre ou faire poursuivre, même par la voie extraordinaire, suivant l'exigence des cas, les personnes de tout sexe qui contreviendraient directement ou indirectement au présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

N° 296. = 3 messidor an 12 (22 juin 1804). = DÉCRET concernant les vélites.
(Dépôt des lois, n° 245 bis.)

(1) Voyez le décret du 18—18 août 1792, portant suppression des congrégations religieuses et des confréries, et les notes qui résument la législation sur cette matière.

N° 297. = 7 messidor an 12 (26 juin 1804). = DÉCRET sur la légende des monnaies. (IV, Bull. VII, n° 70.)

La légende des monnaies, portant ces mots, *Bonaparte, premier consul*, sera remplacée par celle, *Napoléon, empereur*.

N° 298. = 17 messidor an 12 (6 juillet 1804). = DÉCRET qui dispense les hospices du paiement du droit exigé pour l'érection d'oratoires particuliers. (IV, Bull. VII, n° 76.)

Le droit exigé pour la permission d'ériger des oratoires particuliers pour l'exercice du culte, ne sera pas perçu sur les hospices et autres établissemens de charité qui ont obtenu ou obtiendront des permissions de cette nature.

N° 299. = 17 messidor an 12 (6 juillet 1804). = DÉCRET relatif à l'établissement de commissions militaires spéciales pour le jugement des espions et des embaucheurs (1). (IV, Bull. VII, n° 77.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, les espions et les embaucheurs seront, ainsi que leurs complices, jugés par des commissions militaires spéciales.

2. Ces commissions seront composées de sept membres, parmi lesquels il y aura au moins un officier supérieur.

3. Les membres de la commission seront nommés, savoir, dans les camps et armées, et dans les lieux où sont stationnées les troupes françaises, par le général commandant en chef, et, dans l'intérieur, par le général commandant la division, et choisis parmi les officiers en activité.

4. La commission sera présidée par celui de ses membres le plus élevé en grade; et à grade égal, par le plus ancien dans ce grade.

5. Un des membres de la commission remplira les fonctions de rapporteur; il aura voix délibérative au jugement.

6. Un sous-officier, au choix du rapporteur, fera les fonctions de greffier.

7. Les jugemens de la commission ne pourront être attaqués par recours à aucun autre tribunal, et seront exécutés dans les vingt-quatre heures de leur prononciation.

8. Toute commission militaire sera dissoute, dès qu'elle aura prononcé sur les accusés pour le jugement desquels elle aura été convoquée.

9. Les dépenses auxquelles donneront lieu les opérations des commissions militaires spéciales sont assimilées à celles des conseils de guerre permanens, et seront payées conformément aux arrêtés des 17 floréal an 5 et 18 germinal an 9.

10. Les officiers qui seront appelés à composer ces commissions n'auront droit à aucune indemnité pour ce service extraordinaire.

11. A compter du jour de la publication du présent décret, les conseils de guerre permanens cesseront de connaître des crimes d'embauchage et d'espionnage.

N° 300. = 17 messidor an 12 (6 juillet 1804). = DÉCRET qui change la dénomination des tribunaux criminels spéciaux (2). (IV, Bull. VII, n° 78.)

A compter de la publication du présent, les tribunaux criminels spéciaux,

(1) Abrogé par l'art. 63 de la charte de 1814 et par l'art. 54 de la charte de 1830. — Aujourd'hui, la connaissance du crime d'embauchage est rendue aux conseils de guerre permanens. Cass., 22 août 1822, S^{rs}, XXII, 1, 321.

Voyez, au surplus, la loi du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796), art. 9, concernant le mode de jugement du crime d'embauchage, et les notes.

(2) Voyez la loi du 18 pluviôse an 9 (7 février 1801), portant établissement des tribunaux spéciaux, et les notes étendues qui l'accompagnent.

créés par les lois des 18 pluviôse an 9 et 23 floréal an 10, prendront la dénomination de cours de justice criminelle spéciale.

N° 301. = 21 messidor an 12 (10 juillet 1804). = **DÉCRET qui rétablit le ministère de la police générale** (1). (IV, Bull. VII, n° 80.)

N° 302. = 21 messidor an 12 (10 juillet 1804). = **DÉCRET sur la prestation de serment et le couronnement de l'empereur**. (IV, Bull. IX, n° 106.)

N° 303. = 22 messidor an 12 (11 juillet 1804). = **DÉCRET sur la décoration des membres de la légion-d'honneur** (2). (IV, Bull. IX, n° 107.)

Art. 1^{er}. La décoration des membres de la légion-d'honneur consistera dans une étoile à cinq rayons doubles.

2. Le centre de l'étoile, entouré d'une couronne de chêne et de laurier, présentera d'un côté la tête de l'empereur, avec cette légende, *Napoléon, empereur des Français*; et de l'autre, l'aigle français tenant la foudre, avec cette légende, *honneur et patrie*.

3. La décoration sera émaillée de blanc.—Elle sera en or pour les grands-officiers, les commandans et les officiers, et en argent pour les légionnaires; on la portera à une des boutonnières de l'habit, et attachée à un ruban moiré rouge.

4. Tous les membres de la légion-d'honneur porteront toujours leur décoration. — L'empereur seul portera indistinctement l'une ou l'autre décoration.

5. Les grands-officiers, commandans, officiers et légionnaires recevront leur décoration en même temps que leur diplôme, dans les séances extraordinaires déterminées par les articles 7 et 17 de l'arrêté du 13 messidor an 10. — Ils la porteront néanmoins sans attendre une de ces séances, lorsque le grand chancelier l'aura adressée pour eux, et d'après un ordre particulier de sa majesté impériale, au chef de la cohorte, ou à un autre grand officier, commandant ou officier, délégué à cet effet par ordre de l'empereur.

6. Toutes les fois que le grand officier, le commandant, l'officier ou le légionnaire pour lequel cette délégation aura lieu appartiendra à un corps civil ou militaire, la décoration lui sera remise, au nom de l'empereur, en présence du corps assemblé.

N° 304. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = **DÉCRET qui ordonne l'établissement d'une masse d'entretien d'armes dans les compagnies de canonniers gardes-côtes** (3). (IV, Bull. VIII, n° 98.)

N° 305. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = **DÉCRET sur le mode de prestation du serment des juges de paix, des membres des tribunaux de première instance, de commerce, etc.** (IV, Bull. VIII, n° 101.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, la prestation du serment de chacun des membres des

(1) Ce ministère, créé par une loi du 12 nivôse an 4 (2 janvier 1796), a été définitivement supprimé par ordonnance du 29—31 décembre 1818, et ses attributions ont été réunies au ministère de l'intérieur dont elles avaient été originairement séparées.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion-d'honneur, l'indication des changemens divers apportés à la décoration.

(3) Ces compagnies ont été supprimées par une décision du 4 juin 1814, et par l'ordonnance du 14—22 août 1815.

tribunaux ci-après désignés, lors de sa réception, sera faite de la manière suivante.

2. Le tribunal de première instance recevra le serment des juges de paix de son arrondissement, et de leurs suppléans.

3. Les présidens et autres juges des tribunaux de première instance, le procureur impérial et ses substituts près ces tribunaux, et les juges des tribunaux de commerce, prêteront le serment devant la cour d'appel à laquelle ils ressortissent.

4. Les premiers présidens des cours d'appel et des cours criminelles recevront le serment des juges et celui des substituts du procureur général impérial près les tribunaux qu'ils président.

N° 306. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = **DÉCRET** concernant les *monts-de-piété et les maisons de prêt sur nantissement* (1). (IV, Bull. VIII, n° 102.)

SECTION 1^{re}. — De l'administration du mont-de-piété de Paris.

Art. 1^{er}. Le mont-de-piété de Paris sera régi, à l'avenir, au profit des pauvres.

2. Le conseil d'administration du mont-de-piété continuera d'être composé du préfet du département, du préfet de police, des membres du conseil général des hospices de Paris, et de représentans des actionnaires.

3. Les membres du conseil général des hospices seront au nombre de quatre, et nommés par le ministre de l'intérieur.

4. Les représentans des actionnaires seront au nombre de trois, pris parmi ceux actuellement en fonctions.

5. Il n'y aura plus de commissaire du gouvernement près l'administration du mont-de-piété.

6. Le compte annuel de l'administration sera reçu par quatre conseillers et un président des sections du conseil d'état, et déposé, après son examen, au secrétariat général du conseil.

7. Les réglemens nécessaires à la marche ou à l'amélioration de l'administration du mont-de-piété seront proposés par le conseil d'administration, et soumis, par le ministre de l'intérieur, à l'approbation de sa majesté en conseil d'état.

8. Le taux de l'intérêt à exiger des emprunteurs et à accorder aux prêteurs sera fixé par le conseil d'administration.

9. Avec le produit de la vente des maisons urbaines des hospices de Paris, qui est autorisée par une loi, ou au moyen des autres ressources et propriétés des hospices, il sera pourvu, dans le cours de l'an 13, au remboursement entier des fonds versés par les actionnaires dans la caisse du mont-de-piété.

10. Lorsque la totalité des actions sera remboursée, les représentans des actionnaires cesseront de prendre part à l'administration.

(1) Voyez la loi du 16—26 pluviôse an 12 (6—16 février 1804), portant qu'aucune maison de prêt sur nantissement ne peut exister sans l'autorisation du gouvernement, et portant suppression de toutes celles non autorisées; le décret du 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805), portant règlement sur l'organisation et les opérations du mont-de-piété de Paris; l'avis du cons. d'état du même jour, concernant la liquidation des dettes de l'ancien mont-de-piété de Paris; l'avis du cons. d'état du 12 juillet 1807, qui détermine le but dans lequel les monts-de-piété doivent être autorisés; et l'art. 411 du Cod. pén., qui punit l'établissement des maisons de prêt sans autorisation préalable.

Une foule d'ordonnances ont autorisé l'établissement de monts-de-piété dans diverses villes de France.

11. Le conseil d'administration proposera et le ministre de l'intérieur réglera le taux des cautionnemens à exiger des employés du mont-de-piété, et la nature des emplois qui y seront soumis.

SECTION II. — Des maisons de prêt sur nantissement existant à Paris.

12. L'administration du mont-de-piété proposera, avant tout autre projet de règlement, la fixation et l'organisation du nombre de succursales nécessaire pour le service de la ville de Paris.

13. Elle proposera, en même temps, des projets pour fixer le mode et l'époque de la clôture des maisons de prêt existant à Paris; à l'effet de quoi, le délai fixé par la loi du 16 pluviôse est prorogé.

SECTION III. — Des monts-de-piété ou maisons de prêt établis dans les départemens.

14. Les préfets de département adresseront le plus tôt possible au ministre de l'intérieur, pour être soumis à sa majesté en conseil d'état, les projets pour l'établissement et l'organisation, au profit des pauvres, des monts-de-piété dans les lieux où il sera utile d'en former.

15. Lorsque ces maisons seront établies, leur administration présentera des projets qui seront également soumis à l'empereur, pour fixer le mode et l'époque de la clôture des maisons existant dans les mêmes lieux.

N° 307. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = *DÉCRET interprétatif de l'arrêté du 3 thermidor an 10 sur la haute-paie accordée aux caporaux, brigadiers et soldats, pour ancienneté de service.* (IV, Bull. VIII, n° 103.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent décret, les caporaux, brigadiers et soldats qui parviendront à dix ans, quinze ans et vingt ans de service effectif, jouiront, du jour où ils y seront parvenus, et pendant tout le temps où ils continueront leur service, des hautes-paies fixées par les réglemens militaires, et porteront les marques distinctives qui leur ont été attribuées, sans être tenus de contracter et signer la promesse de servir pendant le temps déterminé par l'arrêté du 3 thermidor an 10.

2. Les services que les caporaux, brigadiers et soldats auront faits dans différens corps leur seront comptés, pour la haute-paie et pour les marques distinctives accordées par l'arrêté précité, quand ils n'auront changé de corps que par l'effet d'une organisation générale ou d'un ordre du gouvernement, ou en vertu d'une lettre de passe ou d'une autorisation du ministre de la guerre.

N° 308. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = *DÉCRET relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires* (1). (IV, Bull. X, n° 110.)

1^{re} PARTIE. — DES RANGS ET PRÉSÉANCES.

TITRE 1^{er}. — Des rangs et séances des diverses autorités dans les cérémonies publiques.

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Ceux qui, d'après les ordres de l'empereur, devront assister aux cérémonies publiques, y prendront rang et séance dans l'ordre qui suit : —

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 5 brumaire an 13 (27 octobre 1804), relatif au rang des généraux de division et de brigade, et des autres officiers d'artillerie et du génie employés dans les divisions et dans les places; le décret du 6 frimaire suivant (27 novembre 1804), relatif aux honneurs militaires dans les ports et arsenaux de la marine; celui du 16 frimaire an 14 (7 dé-

Les princes français; — Les grands dignitaires; — Les cardinaux; — Les ministres; — Les grands officiers de l'empire; — Les sénateurs dans leur sénatorerie; — Les conseillers d'état en mission; — Les grands officiers de la légion-d'honneur, lorsqu'ils n'auront point de fonctions publiques qui leur assignent un rang supérieur; — Les généraux de division commandant une division territoriale dans l'arrondissement de leur commandement; — Les premiers présidents des cours d'appel; — Les archevêques; — Le président du collège électoral de département, pendant la tenue de la session, et pendant les dix jours qui précèdent l'ouverture et qui suivent la clôture; — Les préfets; — Les présidents des cours de justice criminelle; — Les généraux de brigade commandant un département; — Les évêques; — Les commissaires généraux de police; — Le président du collège électoral d'arrondissement, pendant la tenue de la session, et pendant les dix jours qui précèdent l'ouverture et qui suivent la clôture; — Les sous-préfets; — Les présidents des tribunaux de première instance; — Le président du tribunal de commerce; — Les maires; — Les commandans d'armes; — Les présidents des consistoires. — Les préfets conseillers d'état prendront leur rang de conseillers d'état. — Lorsqu'en temps de guerre, ou pour toute autre raison, sa majesté jugera à propos de nommer des gouverneurs de places fortes, le rang qu'ils doivent avoir sera réglé.

2. Le sénat, le conseil d'état, le corps législatif, le tribunal, la cour de cassation, n'auront rang et séance que dans les cérémonies publiques auxquelles ils auront été invités par lettres closes de sa majesté. — Il en sera de même des corps administratifs et judiciaires, dans les villes où l'empereur sera présent. — Dans les autres villes, les corps prendront les rangs réglés ci-après.

3. Dans aucun cas, les rangs et honneurs accordés à un corps n'appartiendront individuellement aux membres qui le composent.

4. Lorsqu'un corps ou un des fonctionnaires dénommés dans l'article 1^{er} invitera, dans le local destiné à l'exercice de ses fonctions, d'autres corps ou fonctionnaires publics pour y assister à une cérémonie, le corps ou le fonctionnaire qui aura fait l'invitation y conservera sa place ordinaire; et les fonctionnaires invités garderont entre eux les rangs assignés par l'article 1^{er} du présent titre.

SECTION II. — Des invitations aux cérémonies publiques.

5. Les ordres de l'empereur pour la célébration des cérémonies publiques seront adressés aux archevêques et évêques, pour les cérémonies religieuses, et aux préfets, pour les cérémonies civiles.

6. Lorsqu'il y aura, dans le lieu de la résidence du fonctionnaire auquel

cembre 1805), qui détermine le rang des membres des cours de justice criminelle spéciales, dans les cérémonies publiques; l'avis du cons. d'état du 12 août 1807, sur le rang des préfets maritimes dans ces cérémonies; le décret du 11 avril 1809, concernant la place des membres de la légion-d'honneur dans les cérémonies publiques civiles et religieuses; celui du 1^{er} juin 1811, qui statue sur le même objet à l'égard des cours prévôtales et des tribunaux ordinaires des douanes; celui du même jour, qui contient des dispositions semblables à l'égard des auditeurs au conseil d'état; et un troisième avis du même jour, qui fixe le rang, dans les cérémonies publiques, des membres des cours royales, délégués pour la tenue des assises; l'avis du cons. d'état du 16 septembre 1811, relatif au rang des présidents des tribunaux ordinaires des douanes; celui du 23 janvier 1814, concernant le mode des convocations pour les cérémonies publiques; l'ordonnance du 22 mai—3 juin 1816, qui fixe de nouveau le rang, dans les cérémonies publiques, des membres de la légion-d'honneur, et celui des membres de l'ordre de Saint-Louis et du Mérite militaire.

les ordres de l'empereur seront adressés, une ou plusieurs personnes désignées avant lui dans l'article 1^{er}, celui qui aura reçu lesdits ordres se rendra chez le fonctionnaire auquel la préséance est due, pour convenir du jour et de l'heure de la cérémonie.—Dans le cas contraire, ce fonctionnaire convoquera chez lui, par écrit, ceux des fonctionnaires placés après lui dans l'ordre des préséances, dont le concours sera nécessaire pour l'exécution des ordres de l'empereur.

SECTION III. — *De l'ordre suivant lequel les autorités marcheront dans les cérémonies publiques.*

7. Les autorités appelées aux cérémonies publiques se réuniront chez la personne qui doit y occuper le premier rang.

8. Les princes, les grands dignitaires de l'empire, et les autres personnes désignées en l'article 1^{er} de la section première du présent titre, marcheront dans les cérémonies suivant l'ordre des préséances indiqué audit article; de sorte que la personne à laquelle la préséance sera due, ait toujours à sa droite celle qui doit occuper le second rang; à sa gauche, celle qui doit occuper le troisième, et ainsi de suite. — Ces trois personnes forment la première ligne du cortège; — Les trois personnes suivantes, la deuxième ligne. — Les corps marcheront dans l'ordre suivant : — Les membres des cours d'appel; — Les officiers de l'état-major de la division, non compris deux aides-de-camp du général, qui le suivront immédiatement; — Les membres des cours criminelles; — Les conseils de préfecture, non compris le secrétaire général, qui accompagnera le préfet; — Les membres des tribunaux de première instance; — Le corps municipal; — Les officiers de l'état-major de la place; — Les membres du tribunal de commerce; — Les juges-de-paix; — Les commissaires de police.

SECTION IV. — *De la manière dont les diverses autorités seront placées dans les cérémonies.*

9. Il y aura, au centre du local destiné aux cérémonies civiles et religieuses, un nombre de fauteuils égal à celui des princes, dignitaires ou membres des autorités nationales présens qui auront droit d'y assister. Aux cérémonies religieuses, lorsqu'il y aura un prince ou un grand dignitaire, on placera devant lui un prie-dieu, avec un tapis et un carreau. En l'absence de tout prince, dignitaire ou membre des autorités nationales, le centre sera réservé, et personne ne pourra s'y placer.—Les généraux de division commandant les divisions territoriales, — Les premiers présidens des cours d'appel, — Et les archevêques seront placés à droite; — Les préfets, — Les présidens des cours criminelles, — Les généraux de brigade commandant les départemens, — Les évêques, seront placés à gauche; — Le reste du cortège sera placé en arrière. — Les préfets conseillers d'état prendront leur rang de conseillers d'état.—Ces fonctionnaires garderont entre eux les rangs qui leur sont respectivement attribués.

10. Lorsque, dans les cérémonies religieuses, il y aura impossibilité absolue de placer dans le chœur de l'église la totalité des membres des corps invités, lesdits membres seront placés dans la nef et dans un ordre analogue à celui des chefs.

11. Néanmoins il sera réservé, de concert avec les évêques ou les curés et les autorités civiles et militaires, le plus de stalles qu'il sera possible; elles seront destinées, de préférence, aux présidens et procureurs impériaux des cours et tribunaux, aux principaux officiers de l'état-major de la division et de la place, à l'officier supérieur de gendarmerie, et aux doyen et membres des conseils de préfecture.

12. La cérémonie ne commencera que lorsque l'autorité qui occupera la première place aura pris séance.—Cette autorité se retirera la première.

13. Il sera fourni aux autorités réunies pour les cérémonies des escortes de troupes de ligne ou de gendarmerie, selon qu'il sera réglé au titre *des honneurs militaires*.

II^e PARTIE. — DES HONNEURS MILITAIRES ET CIVILS.

TITRE II. — Saint-Sacrement.

Art. 1^{er}. Dans les villes où, en exécution de l'article 45 de la loi du 18 germinal an 10, les cérémonies religieuses pourront avoir lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, lorsque le saint-sacrement passera à la vue d'une garde ou d'un poste, les sous-officiers et soldats prendront les armes, les présenteront, mettront le genou droit en terre, inclineront la tête, porteront la main droite au chapeau, mais resteront couverts : les tambours battront aux champs ; les officiers se mettront à la tête de leur troupe, salueront de l'épée, porteront la main gauche au chapeau, mais resteront couverts ; le drapeau saluera.—Il sera fourni, du premier poste devant lequel passera le saint-sacrement, au moins deux fusiliers pour son escorte. Ces fusiliers seront relevés de poste en poste, marcheront couverts près du saint-sacrement, l'arme dans le bras droit. — Les gardes de cavalerie monteront à cheval, mettront le sabre à la main ; les trompettes sonneront la marche ; les officiers, les étendards et guidons salueront.

2. Si le saint-sacrement passe devant une troupe sous les armes, elle agira ainsi qu'il vient d'être ordonné aux gardes ou postes.

3. Une troupe en marche fera halte, se formera en bataille, et rendra les honneurs prescrits ci-dessus.

4. Aux processions du saint-sacrement, les troupes seront mises en bataille sur les places où la procession devra passer. Le poste d'honneur sera à la droite de la porte de l'église par laquelle la procession sortira. Le régiment d'infanterie qui portera le premier numéro prendra la droite ; celui qui portera le second, la gauche ; les autres régimens se formeront ensuite alternativement à droite et à gauche : les régimens d'artillerie à pied occuperont le centre de l'infanterie.—Les troupes à cheval viendront après l'infanterie. Les carabiniers prendront la droite, puis les cuirassiers, ensuite les dragons, chasseurs et hussards. — Les régimens d'artillerie à cheval occuperont le centre des troupes à cheval. — La gendarmerie marchera à pied entre les fonctionnaires publics et les assistans. — Deux compagnies de grenadiers escorteront le saint-sacrement ; elles marcheront en file, à droite et à gauche du dais. A défaut de grenadiers, une escorte sera fournie par l'artillerie ou par les fusiliers, et, à défaut de ceux-ci, par des compagnies d'élite des troupes à cheval, qui feront le service à pied.—La compagnie du régiment portant le premier numéro occupera la droite du dais ; celle du second, la gauche.—Les officiers resteront à la tête des files. Les sous-officiers et soldats porteront le fusil sur le bras droit.

5. L'artillerie fera trois salves pendant le temps que durera la procession, et mettra en bataille sur les places ce qui ne sera pas nécessaire pour la manœuvre du canon.

TITRE III. — Sa majesté impériale.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires*.

Arrivée de sa majesté dans une place.

Art. 1^{er}. Lorsque sa majesté impériale devra entrer dans une place, toute la garnison prendra les armes. La moitié de l'infanterie sera mise en

bataille sur le glacis, à droite et à gauche de la porte par laquelle sa majesté devra entrer, et l'autre moitié sur les places que sa majesté devra traverser ; les sous-officiers et soldats présenteront les armes ; les officiers et les drapeaux salueront ; les tambours battront aux champs. — Toute la cavalerie ira au devant de sa majesté impériale, jusqu'à une demi-lieue de la place, et l'escortera jusqu'à son logis. — Les officiers et les étendards salueront. — Les trompettes sonneront la marche.

Dans un camp, étant prévenu.

2. Lorsque sa majesté impériale arrivera dans un camp, si l'on a été prévenu de son arrivée, toutes les troupes se mettront en bataille en avant du front de bandière, et rendront les honneurs prescrits article 1^{er}. La plus ancienne brigade de cavalerie se portera au-devant de sa majesté impériale jusqu'à une demi-lieue du camp ; les gardes et piquets prendront les armes ou monteront à cheval.

Inopinément.

3. Dans le cas où sa majesté impériale arrivera ou passera inopinément dans un camp, les gardes et piquets prendront les armes ou monteront à cheval : les officiers se porteront promptement sur le front de bandière ; les sous-officiers et soldats s'y rendront de même avec promptitude et sans armes ; ils s'y formeront en bataille, et y resteront jusqu'à nouvel ordre.

Du poste d'honneur.

4. On regardera comme le poste d'honneur le côté qui sera à droite en sortant du logis de sa majesté impériale ; mais si l'empereur ne loge pas dans la place et qu'il ne fasse que la traverser, le poste d'honneur sera à la droite de la porte de la ville par laquelle sa majesté impériale entrera.

Place des officiers généraux.

5. Les officiers généraux employés, s'il y en a dans la place, se mettront à la tête des troupes. — Le gouverneur de la place, s'il en a été nommé un pour commander en cas de siège, le commandant d'armes et les autres officiers de l'état-major de la place, se trouveront à la première barrière pour en présenter les clefs à sa majesté impériale.

6. Le maire et les adjoints, accompagnés par une garde d'honneur de trente hommes au moins, fournie par la garde nationale sédentaire, se rendront à cinq cents pas environ hors de la place, pour présenter les clefs de la ville à sa majesté.

Salves d'artillerie.

7. Il sera fait trois salves de toute l'artillerie de la place, après que sa majesté impériale aura passé les ponts. — Il en sera de même de toute l'artillerie d'un camp de paix, et non à la guerre, à moins d'un ordre formel.

Garde d'infanterie.

8. Si sa majesté impériale s'arrête dans la place ou dans le camp, et quelque les troupes de sa garde soient près de sa personne, les régimens d'infanterie de la garnison, à commencer par le premier numéro, fourniront, chacun à leur tour, une garde composée d'un bataillon avec son drapeau, et commandée par le colonel.

Garde de cavalerie.

9. Il sera mis pareillement devant le logis de sa majesté impériale un escadron de cavalerie de la garnison, commandé par le colonel. Cet escadron

fournira deux vedettes, le sabre à la main, devant la porte de sa majesté. Les escadrons de la garnison le relèveront chacun à leur tour, suivant l'ordre prescrit article 4 du titre II.

10. Dès que l'empereur sera arrivé, les colonels qui commanderont ladite garde prendront les ordres et la consigne du grand-maréchal de la cour, ou de celui qui en fera les fonctions. Si sa majesté impériale conserve tout ou partie de cette garde, elle sera particulièrement destinée à fournir des sentinelles autour du logis de sa majesté.

Au sortir de la place.

11. Lorsque sa majesté impériale sortira de la place, l'infanterie sera disposée ainsi qu'il est dit article 1^{er}. — La cavalerie se portera sur son passage hors de la place, pour la suivre jusqu'à une demi-lieue de la barrière. — Dès que sa majesté impériale en sera sortie, on la saluera par trois décharges de toute l'artillerie.

Arrivant devant une troupe en bataille.

12. Si sa majesté impériale passe devant des troupes en bataille, l'infanterie présentera les armes; les officiers salueront, ainsi que les drapeaux; les tambours battront aux champs. Dans la cavalerie, les étendards, les guidons et les officiers salueront; les trompettes sonneront la marche.

Passant devant une troupe ou colonne en marche.

13. Si sa majesté impériale passe devant une troupe en marche, cette troupe s'arrêtera, se formera en bataille si elle n'y est pas, et rendra à sa majesté les honneurs prescrits ci-dessus.

Passant devant un corps-de-garde.

14. Si sa majesté impériale passe devant un corps-de-garde, poste ou piquet, les troupes prendront les armes et les présenteront; les tambours battront aux champs. — La cavalerie montera à cheval et mettra le sabre à la main; les trompettes sonneront la marche. — Les officiers salueront de l'épée ou du sabre. — Les sentinelles présenteront les armes.

Mot d'ordre.

15. Pendant le temps que sa majesté impériale restera dans une place ou camp, elle donnera le mot d'ordre. Si le ministre de la guerre est présent, c'est lui qui recevra l'ordre et le rendra aux troupes. En son absence, ce sera le colonel général de la garde de service, à moins que le corps de troupe ne soit commandé par un maréchal de l'empire, qui, dans ce cas, le recevra directement.

Audience.

16. Lorsque sa majesté impériale recevra les officiers de la garnison ou du camp, chaque corps lui sera présenté, en l'absence du connétable et du ministre de la guerre, par le colonel général de la garde de service, à qui les corps s'adresseront à cet effet.

17. Lors des voyages de l'empereur, la gendarmerie nationale de chaque arrondissement sur lequel sa majesté passera, se portera sur la grande route, au point le plus voisin de sa résidence, et s'y mettra en bataille.

18. Un officier supérieur ou subalterne de gendarmerie, pris parmi ceux employés dans le département, pourra précéder à cheval, immédiatement, la voiture de sa majesté: cette voiture pourra être immédiatement suivie par deux officiers ou sous-officiers de la gendarmerie du département, marchant après le piquet de la garde.

19. Lorsque le général de la division dans laquelle l'empereur se trouvera, accompagnera sa majesté, il se placera et marchera près de la portière de gauche. Les autres places autour de la voiture de sa majesté seront occupées par les officiers du palais ou de la garde impériale, et autres personnes que sa majesté aura spécialement nommées pour l'accompagner.

20. Il ne sera rendu aucuns honneurs ni civils ni militaires à aucun officier civil ou militaire à Paris et dans les lieux où se trouvera l'empereur, pendant tout le temps de sa résidence, et pendant les vingt-quatre heures qui précéderont son arrivée et les vingt-quatre heures qui suivront son départ.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

21. Dans les voyages que sa majesté fera, et qui auront été annoncés par les ministres, sa réception aura lieu de la manière suivante.

22. Le préfet viendra, accompagné d'un détachement de gendarmerie et de la garde nationale du canton, la recevoir sur la limite du département. — Chaque sous-préfet viendra pareillement la recevoir sur la limite de son arrondissement. — Les maires des communes l'attendront chacun sur la limite de leurs municipalités respectives; ils seront accompagnés de leurs adjoints, du conseil municipal, et d'un détachement de la garde nationale.

23. A l'entrée de l'empereur dans chaque commune, toutes les cloches sonneront. Si l'église se trouve sur son passage, le curé ou desservant se tiendra sur la porte, en habits sacerdotaux, avec son clergé.

24. Dans les villes où sa majesté s'arrêtera ou séjournera, les autorités et les fonctionnaires civils et judiciaires seront avertis de l'heure à laquelle l'empereur leur accordera audience, et présentés à sa majesté par l'officier du palais à qui ces fonctions sont attribuées.

25. Ils seront admis devant elle, dans l'ordre des préséances établi article 1^{er} de la première partie.

26. Tous fonctionnaires ou membres de corporations non compris dans l'article précité, ne seront point admis, s'ils ne sont mandés par ordre de sa majesté impériale, ou sans sa permission spéciale.

27. Lorsque sa majesté impériale aura séjourné dans une ville, les mêmes autorités qui l'auront reçue à l'entrée se trouveront à sa sortie, pour lui rendre leurs hommages, si elle sort de jour.

28. Les honneurs, soit civils, soit militaires, à rendre à l'impératrice, sont les mêmes que ceux qui seront rendus à l'empereur, à l'exception de la présentation des clefs et de tout ce qui est relatif au commandement et au mot d'ordre.

TITRE IV. — Prince impérial.

Art. 1^{er}. Les honneurs à rendre au prince impérial, lorsqu'il n'accompagnera pas sa majesté l'empereur, seront déterminés par un décret particulier. Il en sera de même de ceux à lui rendre quand l'empereur sera présent.

Le régent.

2. Le régent recevra les mêmes honneurs que les princes français.

TITRE V. — Princes français.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les honneurs d'entrée et de sortie d'une place ou d'un camp, qui doivent être rendus aux princes, aux grands dignitaires, ministres, grands officiers de l'empire, en vertu des dispositions contenues dans les titres suivans, ne le seront jamais qu'en exécution d'un ordre spécial adressé

par le ministre de la guerre aux généraux commandant les divisions ou les armées.

2. Quand les princes passeront dans une place, toute la garnison prendra les armes : un quart de l'infanterie sera mis en bataille hors de la porte par laquelle ils devront entrer ; le reste sera disposé sur les places qu'ils devront traverser, et présentera les armes au moment de leur passage.

Arrivée dans une place.

Moitié de la cavalerie ira au-devant d'eux jusqu'à un quart de lieue de la place, et les escortera jusqu'à leur logis ; le reste de la cavalerie sera mis en bataille sur leur passage. — Les drapeaux, étendards ou guidons, et les officiers supérieurs, salueront. — L'état-major les recevra à la barrière, mais ne leur présentera point les clefs, cet honneur étant uniquement réservé à sa majesté impériale.

Salve d'artillerie.

3. Ils seront salués, à leur entrée et à leur sortie de la place, par vingt-un coups de canon.

Garde.

4. Ils auront une garde de cent hommes, avec un drapeau, commandée par un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant. La garde sera à leur logis avant leur arrivée : elle sera fournie, le premier jour, par le régiment qui portera le premier numéro, et ensuite par les autres, à tour de rôle.

Arrivée dans un camp, étant prévenu.

5. Quand les princes arriveront dans un camp, si l'on a été prévenu du moment de leur arrivée, l'infanterie et la cavalerie se mettront en bataille en avant du front de bandière ; le plus ancien régiment de cavalerie se portera au-devant d'eux ; les gardes et les piquets prendront les armes et monteront à cheval.

Arrivée dans un camp inopinément.

6. Dans le cas où les princes arriveront ou passeront inopinément dans un camp, les gardes ou piquets prendront les armes ou monteront à cheval ; les officiers se porteront promptement sur le front de bandière ; les sous-officiers et soldats sortiront de leurs tentes, et borderont la haie dans la rue du camp, et y resteront jusqu'à nouvel ordre.

Devant une troupe en bataille.

7. Si les princes arrivent devant une troupe en bataille, l'infanterie présentera les armes ; la cavalerie mettra le sabre à la main ; les officiers supérieurs, les drapeaux, étendards ou guidons, salueront ; les tambours battront aux champs ; les trompettes sonneront la marche.

Devant une troupe en marche.

8. Si les princes passent devant une troupe en marche, la troupe s'arrêtera, se formera en bataille si elle n'y est point, et rendra les honneurs ci-dessus prescrits.

Devant un corps-de-garde.

9. S'ils passent devant un corps-de-garde, poste ou piquet, les soldats prendront les armes, et les porteront ; les tambours battront aux champs ; la cavalerie montera à cheval et mettra le sabre à la main ; les trompettes sonneront la marche ; les sentinelles présenteront les armes.

10. Il leur sera fait des visites de corps, en grande tenue. L'officier général le plus élevé en grade, ou, à son défaut, le commandant de la place, prendra leurs ordres pour la réception des corps, et les présentera. — Le mot d'ordre sera porté aux princes par un officier de l'état-major général de l'armée, et, dans les places, par un adjudant de place.

11. Lorsque les princes feront partie du corps de troupes qui composeront un camp ou formeront une garnison, ils ne recevront plus, à dater du lendemain de leur arrivée jusqu'à la veille de leur départ, que les honneurs dus à leur grade militaire.

12. Lorsque les princes quitteront une place ou un camp, ils recevront les mêmes honneurs qu'à leur entrée.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

13. Lorsque les princes voyageront dans les départemens, et qu'il aura été donné avis officiel de leur voyage par les ministres, il leur sera rendu les honneurs ci-après.

14. Les maires et adjoints les recevront à environ deux cent cinquante pas en avant de l'entrée de leur commune; et si les princes doivent s'y arrêter ou y séjourner, les maires les conduiront au logement qui leur aura été destiné. Dans les villes, un détachement de la garde nationale ira à leur rencontre, à deux cent cinquante pas en avant du lieu où le maire les attendra.

15. Dans les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, les préfets ou sous-préfets se rendront à la porte de la ville pour les recevoir.

16. Ils seront complimentés par les fonctionnaires et autorités mentionnés au titre I^{er}, article 1^{er}. — Les cours d'appel s'y rendront seulement par députation composée du premier président, du procureur général impérial et de la moitié des juges. Les autres cours et tribunaux s'y rendront en corps.

17. Lorsqu'ils sortiront d'une ville dans laquelle ils auront séjourné, les maires et adjoints se trouveront à la porte par laquelle ils devront sortir, accompagnés d'un détachement de la garde nationale.

TITRE VI. — Les grands dignitaires de l'empire.

Les grands dignitaires de l'empire recevront, dans les mêmes circonstances, les mêmes honneurs civils et militaires que les princes.

TITRE VII. — Les ministres.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les ministres recevront les honneurs suivans : — 1° Ils seront salués de quinze coups de canon. — 2° Un escadron de la cavalerie ira à leur rencontre, à un quart de lieue de la place : elle sera commandée par un officier supérieur, et les escortera jusqu'à leur logis. Ils seront salués par les officiers supérieurs et les étendards de cet escadron, et les trompettes sonneront la marche. — 3° La garnison prendra les armes, sera rangée sur les places qu'ils devront traverser, et présentera les armes au moment de leur passage. — 4° Ils auront une garde d'infanterie composée de soixante hommes, avec un drapeau, commandée par un capitaine et un lieutenant : cette garde sera placée avant leur arrivée. Le commandant de la place ira les recevoir à la barrière. — Le tambour de la garde battra aux champs, et la troupe présentera les armes. — 5° Les postes, gardes ou piquets d'infanterie devant lesquels ils passeront, prendront et porteront les armes; ceux de cavalerie monteront à cheval, et mettront le sabre à la main; les sentinelles

présenteront les armes; les tambours battront aux champs; les trompettes sonneront la marche. — 6° Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue. — 7° Ils seront salués et reconduits à leur sortie, ainsi qu'il a été dit pour leur entrée.

2. Le ministre de la guerre recevra de plus les honneurs suivans : — Il sera tiré pour le ministre de la guerre dix-neuf coups de canon. — Le quart de la cavalerie ira jusqu'à une demi-lieue au-devant de lui. — Sa garde sera de quatre-vingts hommes, commandés par trois officiers, et sera composée de grenadiers. — Il sera tiré pour le ministre-directeur dix-sept coups de canon. Sa garde sera de quatre-vingts hommes, commandée par trois officiers, mais composée de fusiliers. — Le ministre de la guerre aura un officier d'ordonnance de chaque corps : cet officier sera pris parmi les lieutenans. Le ministre-directeur en aura un aussi de chaque corps, pris parmi les sous-lieutenans. — Le ministre de la guerre donnera le mot d'ordre en l'absence de l'empereur. Il sera porté au ministre-directeur, au camp, par un officier d'état-major; et dans les places, par un adjudant de place. — Le ministre de la marine recevra, dans les chefs-lieux d'arrondissement maritime, les mêmes honneurs que le ministre de la guerre.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

3. Les ministres recevront, dans les villes de leur passage, les mêmes honneurs que les grands dignitaires de l'empire, sauf les exceptions suivantes : — Les maires, pour les recevoir, les attendront à la porte de la ville. — Le détachement de la garde nationale ira au-devant d'eux à l'entrée du faubourg, ou, s'il n'y en a point, à cent cinquante pas en avant de la porte.

4. Les cours d'appel les visiteront par une députation composée d'un président, du procureur général ou substitut, du quart des juges. — Les autres cours et tribunaux s'y rendront par députation composée de la moitié de la cour ou du tribunal. — Pour le grand-juge ministre de la justice, les députations des tribunaux seront semblables à celles déterminées pour les princes et grands dignitaires. — Les maires et adjoints iront, au moment de leur départ, prendre congé d'eux dans leur logis.

TITRE VIII. — Les grands officiers d'empire.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les maréchaux d'empire dont les voyages auront été annoncés par le ministre de la guerre, recevront, dans l'étendue de leur commandement, les honneurs suivans : — 1° Ils seront salués de treize coups de canon. — 2° Un escadron ira à leur rencontre, à un quart de lieue de la place, et les escortera jusqu'à leur logis : ils seront salués par les officiers supérieurs et l'étendard de cet escadron; les trompettes sonneront la marche. — 3° La garnison prendra les armes, sera rangée sur les places qu'ils devront traverser, et présentera les armes. Les officiers supérieurs, étendards et drapeaux salueront. — 4° Ils auront une garde de cinquante hommes, commandée par un capitaine et un lieutenant. Elle sera placée avant leur arrivée, et aura un drapeau. Le commandant de la place ira les recevoir à la barrière. — 5° Les postes, gardes et piquets sortiront, porteront les armes ou monteront à cheval; les sentinelles présenteront les armes; les tambours battront aux champs, et les trompettes sonneront la marche. — 6° Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue : ils donneront le mot d'ordre. — 7° A leur sortie, ils seront traités comme à leur entrée.

2. Les maréchaux d'empire voyageant hors de leur commandement, et

dont le voyage aura été annoncé par le ministre de la guerre, recevront les honneurs prescrits article 1^{er}, mais avec les modifications suivantes : — Ils ne seront salués que de onze coups de canon ; une seule compagnie de cavalerie, commandée par le capitaine, ira à leur rencontre. — Le commandant de la place ira les recevoir chez eux. Le mot d'ordre leur sera porté, au camp, par un officier de l'état-major ; et dans les places, par un adjudant de place.

3. Les grands officiers d'empire colonels ou inspecteurs généraux recevront les honneurs suivans : — Ils seront reçus comme les maréchaux d'empire voyageant hors de leur commandement, avec cette différence que les troupes ne présenteront point les armes, que les officiers supérieurs et drapeaux ne salueront point, et qu'il ne sera tiré que sept coups de canon ; mais ils trouveront tous les corps de leur arme en bataille devant leur logis : ces corps les salueront, et laisseront une vedette si c'est de la cavalerie, et une sentinelle si c'est de l'infanterie.

4. Les grands officiers civils seront reçus comme les grands officiers d'empire colonels ou inspecteurs généraux ; mais ils ne seront salués que de cinq coups de canon, et leur garde ne sera placée qu'après leur arrivée.

5. Lorsque les colonels, inspecteurs généraux, et les autres grands officiers civils, feront partie d'un camp ou d'une garnison, ils ne recevront plus, à dater du lendemain de leur arrivée et jusqu'à la veille de leur départ, que les honneurs affectés à leur grade militaire. — Ils recevront, le jour de leur départ, les mêmes honneurs qu'à celui de leur arrivée.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

6. Les grands officiers de l'empire recevront les honneurs suivans : — Les maires et adjoints se trouveront à leur logis avant leur arrivée. — Ils trouveront à l'entrée de la ville un détachement de la garde nationale sous les armes. — Les cours d'appel, autres cours et tribunaux, se rendront chez eux de la même manière que chez les ministres. — Les maires et adjoints iront prendre congé d'eux dans leur logis, au moment de leur départ.

7. Les maréchaux d'empire recevront, dans l'étendue de leur commandement, les mêmes honneurs civils que les ministres.

TITRE IX. — Le sénat.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Lorsque le sénat en corps se rendra chez sa majesté impériale, ou à quelque cérémonie, il lui sera fourni une garde de cent hommes à cheval, qui seront divisés en avant, en arrière et sur les flancs du cortège ; à défaut de cavalerie, cette garde sera fournie par l'infanterie.

2. Les corps-de-garde, postes ou piquets, prendront les armes ou monteront à cheval à son passage.

3. S'il passe devant une troupe en bataille, les officiers supérieurs salueront.

4. Les sentinelles présenteront les armes, et les tambours rappelleront.

5. Lorsque les sénateurs voudront faire leur entrée d'honneur dans le chef-lieu de leur sénatorerie, ce qu'ils ne pourront faire qu'une fois seulement, le ministre de la guerre donnera ordre de leur rendre les honneurs suivans.

6. Ils entreront dans une place en voiture, accompagnés de leur suite.

7. Le commandant de la place se trouvera à la barrière pour les recevoir et les accompagner.

8. Les troupes seront en bataille sur leur passage ; — Les officiers supérieurs salueront ; — Les tambours rappelleront ; — On tirera cinq coups de canon, et de même à leur sortie.

9. Il sera envoyé au-devant d'eux, à un quart de lieue, un détachement de vingt hommes de cavalerie, commandé par un officier, avec un trompette, qui les escortera jusqu'à leur logis. Outre ce détachement, il sera envoyé à leur rencontre quatre brigades de gendarmerie, commandées par un lieutenant. Le capitaine de la gendarmerie se trouvera à la porte de la ville, et les accompagnera.

10. Il leur sera donné une garde de trente hommes, commandée par un lieutenant; le tambour rappellera.—Il sera placé deux sentinelles à la porte de leur logis.

11. Les postes ou gardes devant lesquels ils passeront prendront et porteront les armes, ou monteront à cheval; les tambours ou trompettes rappelleront; les sentinelles présenteront les armes.

12. Il leur sera fait des visites de corps.

13. Les honneurs attribués par les articles 6, 7 et 8, leur seront rendus lors de leur première entrée dans toutes les places de l'arrondissement de leur sénatorerie. Toutes les fois qu'ils viendront dans le chef-lieu, après leur première entrée, on leur rendra les honneurs prescrits articles 10, 11 et 12.

14. Les sentinelles feront face et présenteront les armes à tout sénateur qui passera à leur portée, revêtu de son costume.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

15. Les sénateurs, allant prendre possession de leur sénatorerie, recevront, dans les villes du ressort du tribunal d'appel dans l'étendue duquel elle sera placée et où ils s'arrêteront, les honneurs suivans : — Un détachement de la garde nationale sera sous les armes à la porte de la ville. — Les maires et adjoints se trouveront à leur logis avant leur arrivée. — Ils seront visités, immédiatement après leur arrivée, par toutes les autorités nommées après eux dans le titre *des préséances*. — Les cours d'appel s'y rendront par une députation composée d'un président, du procureur général et de quatre juges; les autres cours et tribunaux, par une députation composée de la moitié de la cour ou du tribunal. — S'ils séjournent vingt-quatre heures dans la ville, ils rendront, en la personne des chefs des autorités ou corps dénommés dans le titre 1^{er}, les visites qu'ils auront reçues. — Les maires et adjoints iront prendre congé d'eux au moment de leur départ.

16. S'il se trouve dans la ville où le sénateur s'arrêtera une personne ou autorité nommée avant lui dans l'ordre des préséances, il ira lui faire une visite dès qu'il aura reçu celles qui lui sont dues.

17. Les sénateurs venant dans leur sénatorerie faire leur résidence annuelle, ne recevront d'honneurs civils que dans le chef-lieu de leur sénatorerie. Ils trouveront un détachement de la garde nationale à leur porte, les maires et adjoints dans leur logis. Les personnes ou autorités nommées après eux dans l'ordre des préséances les visiteront dans les vingt-quatre heures; et ils rendront ces visites dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE X. — Le conseil d'état.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les conseillers d'état en mission recevront, dans les chefs-lieux des départemens où leur mission les appellera, d'après les ordres que le ministre de la guerre donnera, les honneurs attribués aux sénateurs lors de leur première entrée dans leur sénatorerie.

2. Il leur sera rendu, dans les autres places de l'arrondissement où ils

seront en mission, les honneurs fixés pour les sénateurs par les articles 10, 11 et 12 du titre IX.

3. Les sentinelles feront face et présenteront les armes à tout conseiller d'état qui passera à leur portée, revêtu de son costume.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

4. Il sera rendu aux conseillers d'état en mission les mêmes honneurs civils qu'aux sénateurs lors de leur première entrée. Ils rendront les visites qu'ils auront reçues des autorités constituées, en la personne de leurs chefs, s'ils séjournent vingt-quatre heures dans la ville : ils feront, dans le même cas, des visites aux personnes désignées avant eux dans le titre *des préséances*.

TITRE XI. — Grands officiers de la légion-d'honneur chefs de cohorte.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Quand les grands officiers de la légion d'honneur chefs de cohorte se rendront pour la première fois au chef-lieu de leur cohorte, ils seront reçus comme les sénateurs dans leur sénatorerie ; habituellement ces grands officiers recevront, dans le chef-lieu de leur cohorte, les honneurs déterminés pour les sénateurs par les articles 10, 11 et 12.

2. Les sentinelles présenteront les armes aux grands officiers et commandans de la légion d'honneur ; elles les porteront pour les officiers et les légionnaires.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

3. Lorsque les grands officiers chefs de cohorte se rendront pour la première fois au chef-lieu de leur cohorte, il en sera de même dans le chef-lieu de la cohorte que des sénateurs lors de leur première entrée. — Lorsqu'ils y reviendront ensuite, ils seront reçus comme les sénateurs venant faire leur résidence annuelle.

TITRE XII. — Le corps législatif et le tribunal.

Art. 1^{er}. Lorsque le corps législatif et le tribunal se rendront en corps chez sa majesté impériale, à quelque fête ou cérémonie publique, il leur sera fourni par la garnison une garde d'honneur pareille à celle déterminée pour le sénat.

2. Lorsque ces corps passeront devant un corps-de-garde, poste ou piquet, la troupe prendra les armes, ou montera à cheval, pour y rester jusqu'à ce qu'ils soient passés. — L'officier qui commandera le poste sera à la tête et saluera.

3. Les sentinelles porteront les armes à tout membre du corps législatif ou du tribunal qui passera à leur portée, revêtu de son costume.

TITRE XIII. — Les ambassadeurs français et étrangers.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Il ne sera, sous aucun prétexte, rendu aucune espèce d'honneurs militaires à un ambassadeur français ou étranger, sans l'ordre formel du ministre de la guerre.

2. Le ministre des relations extérieures se concertera avec le ministre de la guerre, pour les honneurs à rendre aux ambassadeurs français ou étrangers. Le ministre de la guerre donnera des ordres pour leur réception.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

3. Il en sera des honneurs civils pour les ambassadeurs français et étrangers, ainsi qu'il est dit ci-dessus pour les honneurs militaires.

TITRE XIV. — Les généraux de division.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les généraux de division commandant en chef une armée ou un corps d'armée recevront, dans toute l'étendue de l'empire, les honneurs fixés article 3 du titre VIII pour les maréchaux d'empire non employés; et dans l'étendue de leur commandement, les honneurs fixés article 2 du même titre pour les maréchaux d'empire hors de leur commandement.

2. Les généraux de division commandant une division militaire territoriale, lorsqu'ils voudront faire leur entrée d'honneur dans les places, citadelles et châteaux de leur division, ce qu'ils ne pourront faire qu'une seule fois pendant le temps qu'ils y commanderont, en donneront avis aux généraux commandant dans les départemens, et ceux-ci aux commandans d'armes, qui donneront l'ordre de leur rendre les honneurs ci-après.

3. Ils entreront dans la place en voiture ou à cheval, à leur option.

4. Le commandant d'armes se trouvera à la barrière pour les accompagner.

5. Ils seront salués de cinq coups de canon.

6. La garnison se mettra en bataille sur leur passage: celle du chef-lieu du département sera commandée par l'officier général ou supérieur commandant le département. Les officiers supérieurs, les drapeaux et étendards, les salueront; les troupes porteront les armes, les tambours et trompettes rappelleront. Ils seront reçus de la même manière, la première et la dernière fois où ils verront les troupes pour les inspecter ou exercer: dans les autres circonstances, ils ne seront salués ni par les officiers supérieurs, ni par les drapeaux ou étendards.

7. Il sera envoyé, à un quart de lieue au-devant d'eux, un détachement de trente hommes de cavalerie, commandé par un officier, avec un trompette: ce détachement les escortera jusqu'à leur logis.

8. On enverra à leur logis, après leur arrivée, une garde de cinquante hommes, commandée par un capitaine et un lieutenant.—Le tambour rappellera.

9. Le gouverneur ou le commandant d'armes prendra l'ordre d'eux le jour de leur arrivée et celui de leur départ; les autres jours, ils le donneront à l'adjudant de place.

10. Ils auront habituellement deux sentinelles à la porte de leur logis; les sentinelles seront tirées des compagnies de grenadiers.

11. Les gardes ou postes des places ou quartiers prendront les armes ou monteront à cheval, quand ils passeront devant eux; les tambours et trompettes rappelleront.

12. Ils donneront le mot d'ordre.

13. Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue.

14. A leur sortie, il sera tiré cinq coups de canon.

15. Ils seront reconduits par un détachement de cavalerie pareil à celui qu'ils auront eu à leur arrivée.

16. Le commandant d'armes les suivra jusqu'à la barrière et prendra d'eux le mot d'ordre.

17. Quand, après un an et un jour d'absence, ils retourneront dans les places après y avoir fait leur entrée d'honneur, ils y recevront les honneurs ci-dessus prescrits, sauf que les troupes ne prendront point les armes et qu'on ne tirera point de canon.

18. Les généraux de division employés auront une garde de trente hommes, commandée par un lieutenant.—Le tambour rappellera.

19. Les gardes ou postes des places ou quartiers prendront les armes ou

monteront à cheval, quand ils passeront devant eux ; les tambours et trompettes desdites gardes rappelleront.

20. Quand ils verront les troupes pour la première ou dernière fois, les officiers supérieurs salueront ; les étendards et drapeaux ne salueront pas ; les tambours et trompettes rappelleront.

21. Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue ; et le mot d'ordre leur sera porté par un officier de l'état-major de l'armée ou de la place.

22. Ils auront habituellement, à la porte de leur logis, deux sentinelles tirées des grenadiers.

23. Les généraux de division inspecteurs recevront, pendant le temps de leur inspection seulement, les mêmes honneurs que les généraux de division employés.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

24. Les généraux de division commandant une armée ou un corps d'armée recevront, dans l'étendue de leur commandement, les honneurs civils attribués aux maréchaux d'empire, article 7 du titre VIII.

25. Les généraux de division commandant une division territoriale recevront la visite du président du tribunal d'appel et de toutes les autres personnes ou chefs des autorités nommés après eux dans l'article *des préséances* : ils rendront les visites dans les vingt-quatre heures. — Ils visiteront, dès le jour de leur arrivée, les personnes dénommées avant eux dans l'ordre des préséances : les visites leur seront rendues, dans les vingt-quatre heures, par les fonctionnaires employés dans le département.

TITRE XV. — Les généraux de brigade.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Lorsque les généraux de brigade commandant un département feront leur entrée d'honneur dans les places, citadelles et châteaux de leur commandement, ce qu'ils ne pourront faire qu'une fois, ils en préviendront le général commandant la division, qui prescrira de leur rendre les honneurs déterminés pour les généraux de division commandant une division territoriale ; excepté qu'il ne sera point tiré de canon, qu'ils n'aient qu'une garde de trente hommes, commandée par un lieutenant, et que le tambour, prêt à battre, ne battra point. — Il sera envoyé au devant d'eux, à un quart de lieue de la place, une garde de cavalerie, composée de douze hommes, commandée par un maréchal-des-logis. Cette garde les escortera jusqu'à leur logis. — Lors de leur sortie, ils seront traités comme à leur entrée.

2. Quand les généraux commandant un département verront les troupes pour la première et dernière fois, les officiers supérieurs les salueront ; les tambours seront prêts à battre, les trompettes à sonner.

3. Les gardes et postes prennent les armes et les porteront. — Les gardes à cheval monteront à cheval, et mettront le sabre à la main. — Les sentinelles présenteront les armes.

4. Ils auront habituellement à la porte de leur logis deux sentinelles tirées des fusiliers.

5. Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue ; et le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

6. Les généraux de brigade employés auront quinze hommes de garde, commandés par un sergent ; un tambour conduira cette garde, mais ne restera point. — Les gardes prendront et porteront les armes, ou monteront à cheval et mettront le sabre à la main ; les tambours et trompettes seront prêts à battre ou à sonner. — Ils auront une sentinelle tirée des fusiliers. Il leur

sera fait des visites de corps. — Quand ils verront les troupes pour la première et dernière fois, ils seront salués par les officiers supérieurs. — Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

7. Les généraux de brigade commandant un département recevront, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, les visites des personnes nommées après eux dans l'ordre des préséances, et les rendront dans les vingt-quatre heures suivantes. — Ils visiteront, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, les personnes nommées avant eux dans l'ordre des préséances; les visites leur seront rendues, dans les vingt-quatre heures suivantes, par les fonctionnaires employés dans le département.

TITRE XVI. — Adjudans-commandans.

Art. 1^{er}. Les adjudans commandans qui auront des lettres de service de sa majesté pour commander dans un département, auront une garde de dix hommes, commandée par un caporal. — Cette garde et les postes, à leur passage, se mettront en bataille et se reposeront sur les armes. Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

2. Les adjudans commandans, chefs d'état-major d'une division, auront une sentinelle à la porte du lieu où se tiendra leur bureau.

3. Toutes les sentinelles présenteront les armes aux adjudans commandans.

4. Les adjudans commandans qui auront des lettres de service de sa majesté pour commander dans un département, recevront la visite des commissaires généraux de police, et de toutes les personnes nommées après ces commissaires : ils rendront les visites dans les vingt-quatre heures. Ils visiteront dans les mêmes vingt-quatre heures les personnes nommées avant les commissaires de police, qui leur rendront la visite dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE XVII. — Les préfets.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Lorsqu'un préfet conseiller d'état entrera pour la première fois dans le chef-lieu de son département, il y sera reçu par les troupes de ligne, d'après les ordres qu'en donnera le ministre de la guerre, comme un conseiller d'état en mission; de plus, la gendarmerie de tout l'arrondissement du chef-lieu de la préfecture ira à sa rencontre : elle sera commandée par le capitaine du département.

2. Lorsque le préfet ne sera point conseiller d'état, la garnison prendra les armes; la gendarmerie ira à sa rencontre; mais on ne tirera point de canon, et la cavalerie de ligne n'ira point au-devant de lui.

3. Pendant tout le temps où un préfet sera en tournée, il sera, s'il est conseiller d'état, accompagné par un officier de gendarmerie et six gendarmes; et par un maréchal-des-logis et quatre gendarmes, s'il n'est point conseiller d'état.

4. Lorsque les préfets entreront dans une autre ville que le chef-lieu de leur département, pendant leur tournée, les postes prendront les armes, les tambours seront prêts à battre.

5. Il sera établi un corps de garde à l'entrée de la préfecture : cette garde sera proportionnée aux besoins du service, et commandée par un sergent.

6. Elle sera fournie par les troupes de ligne; en cas d'insuffisance, par les vétérans nationaux, et, à leur défaut, par la garde nationale sédentaire.

7. Le préfet donnera les consignes particulières à cette garde.

8. Le mot d'ordre lui sera porté chaque jour par un sergent.
9. Les sentinelles lui porteront les armes dans toute l'étendue du département, lorsqu'il passera revêtu de son costume.
10. Quand il sortira de la préfecture, sa garde prendra et portera les armes.
11. Lors des fêtes et cérémonies publiques, une garde d'honneur, composée de trente hommes de troupes de ligne, commandée par un officier, accompagnera le préfet, de la préfecture au lieu de la cérémonie, et l'y reconduira.
12. A défaut de troupes de ligne, le capitaine de gendarmerie sera tenu de fournir au préfet, sur sa réquisition, une escorte de deux brigades au moins, commandée par un officier.
13. Lorsque le préfet, accompagné du cortège ci-dessus, passera à portée d'un corps-de-garde, les troupes prendront et porteront les armes, le tambour sera prêt à battre.
14. Il lui sera fait des visites de corps.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

15. Le préfet arrivant pour la première fois dans le chef-lieu de son département, sera reçu à la porte de la ville par le maire et ses adjoints accompagnés d'un détachement de la garde nationale, et d'un détachement de gendarmerie, commandé par le capitaine. Cette escorte le conduira à son hôtel, où il sera attendu par le conseil de préfecture et le secrétaire général, qui le complimenteront.

16. Il sera visité, aussitôt après son arrivée, par les autorités nommées après lui dans l'article *des préséances*. Il rendra ces visites dans les vingt-quatre heures. Il recevra aussi les autres fonctionnaires inférieurs qui viendront le complimenter.

17. Il fera, dans les vingt-quatre heures, une visite au général commandant la division militaire et au premier président de la cour d'appel, qui la lui rendront dans les vingt-quatre heures suivantes. Il visitera aussi, s'il y en existe, les autres autorités ou personnes placées avant lui dans l'ordre des préséances.

18. Lors de sa première tournée dans chaque arrondissement du département, il lui sera rendu les mêmes honneurs dans les chefs-lieux d'arrondissement; il rendra les visites aux présidents des tribunaux, au maire et au commandant d'armes, dans les vingt-quatre heures.

19. Les sous-préfets arrivant dans le chef-lieu de leur sous-préfecture seront attendus dans leur demeure par le maire, qui les complimentera. Ils y recevront la visite des chefs des autorités dénommées après eux, et la rendront dans les vingt-quatre heures. — S'il existe dans le chef-lieu de la sous-préfecture des autorités dénommées avant eux, ils leur feront une visite dans les vingt-quatre heures de leur arrivée; ces visites leur seront rendues dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE XVIII. — Commandans d'armes.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Les commandans d'armes auront, à la porte de leur logis, une sentinelle tirée du corps-de-garde le plus voisin et des compagnies de fusiliers, s'ils ne sont point officiers généraux; s'ils le sont, la sentinelle sera tirée des grenadiers.

2. Les postes, à leur passage, sortiront et se mettront en bataille, se reposant sur les armes.

3. Les postes de cavalerie monteront à cheval, mais ne mettront point le sabre à la main.

4. Ils prendront le mot d'ordre du ministre de la guerre, des maréchaux d'empire et des officiers généraux, dans les cas prévus par le présent décret, et le donneront dans toutes les autres circonstances.

5. Les sentinelles leur présenteront les armes.

6. Il leur sera fait des visites de corps par les troupes qui arriveront dans la place ou qui y passeront.

7. Quand bien même ils seraient officiers généraux, ils ne recevront que les honneurs fixés ci-dessus.

8. Les sentinelles porteront les armes aux adjudans de place.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

9. Les commandans d'armes, à leur arrivée dans la ville où ils commandent, feront la première visite aux autorités supérieures, et recevront celle des autorités inférieures. — Toutes ces visites seront faites dans les vingt-quatre heures, et rendues dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE XIX. — Les archevêques et évêques.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Lorsque les archevêques et évêques feront leur première entrée dans la ville de leur résidence, la garnison, d'après les ordres du ministre de la guerre, sera en bataille sur les places que l'évêque ou l'archevêque devra traverser. — Cinquante hommes de cavalerie iront au-devant d'eux jusqu'à un quart de lieue de la place. — Ils auront, le jour de leur arrivée, l'archevêque, une garde de quarante hommes, commandée par un officier; et l'évêque, une garde de trente hommes, aussi commandée par un officier : ces gardes seront placées après leur arrivée.

2. Il sera tiré cinq coups de canon à leur arrivée, et autant à leur sortie.

3. Si l'évêque est cardinal, il sera salué de douze volées de canon, et il aura, le jour de son entrée, une garde de cinquante hommes, avec un drapeau, commandée par un capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant.

4. Les cardinaux, archevêques ou évêques, auront habituellement une sentinelle tirée du corps-de-garde le plus voisin.

5. Les sentinelles leur présenteront les armes.

6. Il leur sera fait des visites de corps.

7. Toutes les fois qu'ils passeront devant les postes, gardes ou piquets, les troupes se mettront sous les armes; les postes de cavalerie monteront à cheval; les sentinelles présenteront les armes; les tambours et trompettes rappelleront.

8. Il ne sera rendu des honneurs militaires aux cardinaux qui ne seront en France ni archevêques ni évêques, qu'en vertu d'un ordre spécial du ministre de la guerre, qui déterminera les honneurs à leur rendre.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

9. Il ne sera rendu des honneurs civils aux cardinaux qui ne seront en France ni archevêques ni évêques, qu'en vertu d'un ordre spécial, lequel déterminera, pour chacun d'eux, les honneurs qui devront leur être rendus.

10. Les archevêques ou évêques qui seront cardinaux recevront, lors de leur installation, les honneurs rendus aux grands officiers de l'empire : ceux qui ne le seront point, recevront ceux rendus aux sénateurs. — Lorsqu'ils rentreront après une absence d'un an et jour, ils seront visités chacun par les autorités inférieures, auxquelles ils rendront la visite dans les

vingt-quatre heures suivantes : eux-mêmes visiteront les autorités supérieures dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, et leur visite leur sera rendue dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE XX. — Les cours de justice.

SECTION I^{re}. — *Honneurs militaires.*

Art. 1^{er}. Lorsque la cour de cassation se rendra en corps près sa majesté, ou à une cérémonie publique, il lui sera donné une garde d'honneur composée de quatre-vingts hommes, commandée par un officier supérieur. Les postes devant lesquels cette cour passera avec son escorte, présenteront les armes, et les tambours rappelleront.

2. Lorsqu'une cour d'appel se rendra à une fête ou cérémonie publique, il lui sera donné une garde d'honneur de cinquante hommes, commandée par un capitaine et un lieutenant.

3. Il sera donné une escorte de vingt-cinq hommes, dans les mêmes circonstances, à une cour criminelle; cette garde sera commandée par un lieutenant.

4. Il sera donné à un tribunal de première instance une garde de quinze hommes, commandée par un sergent.

5. Même garde de quinze hommes sera donnée à une municipalité en corps, d'une ville au dessus de cinq mille âmes, se rendant à une fête ou cérémonie publique. Il en sera fourni une de cinq hommes à une municipalité des lieux au dessous de cinq mille âmes.

6. Les gardes devant lesquelles passeront les corps dénommés dans le présent titre prendront les armes, les porteront pour les cours d'appel, et se reposeront dessus pour les cours de justice criminelle, de première instance et les municipalités.

7. Les tambours rappelleront pour les cours d'appel, et seront prêts à battre pour les autres cours judiciaires et pour les municipalités.

8. A défaut de troupes de ligne, les capitaines de gendarmerie prendront des mesures pour fournir aux cours d'appel deux brigades d'escorte, une aux cours de justice criminelle, et deux gendarmes aux cours de première instance.

SECTION II. — *Honneurs civils.*

9. Lorsque le premier président de la cour de cassation sera installé, toutes les cours et tous les tribunaux de la ville où résidera ladite cour de cassation, iront le complimenter : la cour d'appel, par une députation du premier président, du procureur général et de quatre juges; les autres cours et tribunaux, par une députation composée de la moitié de chaque cour ou tribunal. — Il recevra aussi les félicitations du préfet conseiller d'état et de tous les fonctionnaires dénommés après ce préfet. — Il rendra les visites dans les vingt-quatre heures; et il fera, dans le même laps de temps, des visites à toutes les personnes dénommées avant le préfet conseiller d'état.

10. Les premiers présidents des autres cours et tribunaux recevront, lors de leur installation, les visites des autorités dénommées après eux et résidant dans la même ville; ces visites seront faites dans les vingt-quatre heures de leur installation, et rendues dans les vingt-quatre heures suivantes. Lesdits présidents iront, dans les premières vingt-quatre heures de leur installation, visiter les autorités supérieures en la personne de leurs chefs; ceux-ci leur rendront leurs visites dans les vingt-quatre heures suivantes.

TITRE XXI. — Les officiers avec troupes.

Art. 1^{er}. Les sentinelles de tous les corps présenteront les armes à tous les colonels.

2. A leur arrivée, les officiers de leur régiment se rassembleront en grande tenue pour leur faire une visite de corps.

3. Ils auront une sentinelle à la porte de leur logis, tout le temps de leur séjour à leur régiment.

4. A leur passage, la garde de police de leur régiment sortira sans armes.

5. Les sentinelles de leur corps présenteront les armes aux majors, chefs de bataillon et d'escadron. Quand ils commanderont leur régiment, ils jouiront des mêmes honneurs que le colonel.

6. Les sentinelles de tous les corps porteront les armes à tous les capitaines, lieutenans et sous-lieutenans de tous les corps et de toutes les armes.

TITRE XXII. — Les inspecteurs aux revues.

Art. 1^{er}. Les inspecteurs en chef aux revues, lorsqu'ils seront en tournée dans leur arrondissement, ou en mission particulière, auront à la porte de leur logis une sentinelle tirée du corps-de-garde le plus voisin, laquelle sera placée sitôt après leur arrivée.—Les sentinelles leur présenteront les armes.

2. Tant qu'ils seront dans l'exercice de leurs fonctions, le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

3. Il leur sera fait des visites de corps.

4. Les sentinelles porteront les armes aux inspecteurs.

5. Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

6. Les sentinelles porteront les armes aux sous-inspecteurs.

TITRE XXIII. — Les commissaires des guerres.

Art. 1^{er}. Le commissaire général d'une armée et les commissaires ordonnateurs en chef auront à la porte de leur logis une sentinelle qui, ainsi que toutes les autres sentinelles, leur présentera les armes.

2. Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

3. Il leur sera fait des visites de corps.

4. Les commissaires ordonnateurs employés auront une sentinelle à la porte du lieu où se tiendra leur bureau pendant le jour seulement.

5. Les sentinelles leur porteront les armes.

6. Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.

7. Les sentinelles porteront les armes aux commissaires des guerres.

TITRE XXIV. — Gardes et piquets.

Art. 1^{er}. Les officiers et soldats de piquet sortiront sans armes pour les officiers généraux qui seront de jour.

2. Les gardes de la tête du camp prendront les armes pour les princes, grands dignitaires et officiers de l'empire, pour le commandant de l'armée et d'un corps d'armée.—Les tambours battront aussi aux champs.

3. Lesdits gardes de la tête du camp se mettront sous les armes et en haie, pour les généraux de division et généraux de brigade employés; mais les tambours ne battront pas.

4. Les postes qui seront autour de l'armée rendront les mêmes honneurs.

TITRE XXV. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. A sa majesté l'empereur seul est réservé le droit d'avoir deux vedettes à la porte de son palais.—Il en sera accordé une aux colonels-généraux des troupes à cheval, lorsqu'il y aura dans la place un régiment de leur arme.

2. Les détachemens et postes destinés à la garde de sa majesté ne pren-

nent les armes pour rendre des honneurs militaires qu'à sa majesté elle-même, ou aux personnes à qui elle a accordé ou accordera cette prérogative.

3. On ne rendra point d'honneurs après la retraite ni avant la diane.

4. Les gardes d'honneur ne rendront les honneurs militaires qu'aux personnes supérieures ou égales en grade ou en dignité à celles près desquelles elles seront placées, et alors les honneurs restent les mêmes.

5. Les honneurs militaires ne se cumulent point; on ne reçoit que ceux affectés à la dignité ou grade supérieur.

6. Les officiers généraux qui ne commandent que par *interim* ou que pendant l'absence des commandans titulaires, n'ont droit qu'aux honneurs militaires de leur grade et de leur emploi.

7. Les gardes ou troupes quelconques qui se rencontreront en route, se céderont mutuellement la droite.

8. Dans le cas où les garnisons ne seront pas assez nombreuses pour fournir des gardes aux officiers-généraux employés qui se trouveront dans la place, ou lorsque lesdits officiers-généraux jugeront à propos de ne pas conserver leur garde en entier, on mettra seulement des sentinelles à la porte de leur logis; savoir : deux sentinelles tirées des grenadiers, à la porte d'un général de division; et deux tirées des fusiliers, à la porte d'un général de brigade. — Le nombre d'hommes nécessaire pour fournir ces sentinelles sera placé dans le corps-de-garde le plus voisin du logement où ces sentinelles devront être posées.

9. Les troupes qui passeront dans les places ou qui n'y séjourneront qu'un ou deux jours ne seront point tenues d'y fournir de garde d'honneur.

10. A défaut d'infanterie, la cavalerie fournira les différens postes et sentinelles à pied.

11. Les troupes ne fourniront, dans aucun cas, de sentinelles d'honneur que celles ci-dessus dénommées.

12. Pour les visites de corps en grande tenue, les officiers d'infanterie seront en baudrier, hausse-col et bottes; — Les officiers de troupes à cheval, en bottes, sabre, casque ou schakos. — Pour les visites de corps, non en grande tenue, les officiers d'infanterie seront sans hausse-col; et ceux de troupes à cheval porteront, au lieu de casque ou schakos, leurs chapeaux ordinaires.

13. Lemot d'ordre sera toujours donné par la personne du grade le plus élevé.

14. Défend sa majesté impériale à tout fonctionnaire ou autorité publique d'exiger qu'on lui rende d'autres honneurs que ceux qui viennent d'être attribués à sa dignité, corps ou grade; et à tout fonctionnaire civil et militaire, de rendre à qui que ce soit au-delà de ce qui est prescrit ci-dessus.

TITRE XXVI. — Des honneurs funèbres.

SECTION 1^{re}. — *Honneurs funèbres militaires.*

Art. 1^{er}. Il sera rendu des honneurs funèbres par les troupes aux personnes désignées dans les titres V, VI, VII, VIII, *des honneurs militaires*; il en sera rendu aux militaires de tous les grades; il en sera rendu aux sénateurs morts dans leur sénatorerie, aux conseillers d'état morts dans le cours de leur mission, aux sénateurs et conseillers d'état, aux membres du tribunal et du corps législatif morts dans l'exercice de leurs fonctions, et dans la ville où leurs corps respectifs tiendront leurs séances, à tous les membres de la légion d'honneur, et aux préfets dans leur département.

2. La totalité de la garnison assistera au convoi de toutes les personnes ci-dessus désignées, pour l'entrée d'honneur desquelles elle se fût mise sous les armes.—Pour les autres, il n'assistera que des détachemens dont la force et le nombre seront déterminés ci-après.—Pour un général de division employé, la moitié de la garnison prendra les armes; pour un général de brigade employé, le tiers de la garnison prendra les armes;—Pour un général de division en non activité, le tiers de la garnison prendra les armes; pour un général de brigade en non activité, le quart de la garnison;—Pour un général de division en retraite ou réforme, le quart de la garnison; pour un général de brigade en retraite ou réforme, le cinquième.—Dans aucun cas, il n'y aura néanmoins au dessous de deux cents hommes au convoi des généraux de division, et de cent cinquante au convoi des généraux de brigade. — Pour tout sénateur qui mourra dans la ville où le sénat tiendra ses séances; pour tout conseiller d'état mort dans l'exercice de ses fonctions, et dans la ville où siégera le conseil d'état; pour tout tribun et membre du corps législatif qui décédera pendant la session législative, et dans la ville où leurs corps respectifs seront réunis, la garnison fournira quatre détachemens de cinquante hommes, commandés chacun par un capitaine et un lieutenant; les quatre détachemens seront aux ordres d'un chef de bataillon ou d'escadron.—Pour un adjudant commandant en activité, quatre détachemens; —En non activité, trois détachemens; —En retraite ou réforme, deux; — Pour les gouverneurs, la totalité de la garnison; — Pour les commandans d'armes, la moitié;—Pour les adjudans de place, un détachement;—Pour les inspecteurs en chef aux revues, quatre détachemens;—Pour les inspecteurs, trois;—Pour les sous-inspecteurs, deux; — Pour les ordonnateurs en chef, quatre;—Pour les ordonnateurs, trois;—Pour les commissaires des guerres, deux.—Si les inspecteurs ou commissaires des guerres ne sont point en activité, il y aura, dans chaque grade, un détachement de moins.

3. Les colonels seront traités comme les adjudans commandans; — Les majors en activité, deux détachemens; —En retraite ou réforme, un détachement; — Les chefs de bataillon et d'escadron seront traités comme les majors;—Les capitaines en activité, retraite ou réforme, auront un détachement;—Les lieutenans ou sous-lieutenans, un demi-détachement; —Les sous-officiers, un quart de détachement;—Les caporaux et brigadiers, un huitième de détachement;—Les grands officiers de la légion-d'honneur, comme les généraux de division employés;—Les commandans, comme les colonels; —Les officiers, comme les capitaines;—Les légionnaires, comme les lieutenans.

4. Les troupes qui marcheront pour rendre des honneurs funèbres seront commandées, lorsque la garnison entière prendra les armes, par l'officier général ou supérieur du grade le plus élevé ou le plus ancien dans le grade le plus élevé, employé dans la garnison.—Quand il n'y aura que partie déterminée de la garnison qui marchera, les troupes seront commandées par un officier du même grade que celui à qui on rendra des honneurs funèbres.—Quand il ne marchera que des détachemens, quatre seront commandés par un colonel, trois par un major, deux par un chef de bataillon ou d'escadron, un par un capitaine, un demi par un lieutenant, un quart par un sergent ou maréchal-des-logis, un huitième par un caporal ou brigadier.

5. L'infanterie fournira, autant que faire se pourra, les détachemens pour les convois funèbres; à défaut d'infanterie, ils seront fournis par les troupes à cheval.

6. Chaque corps fournira proportionnellement à sa force, et les individus seront pris proportionnellement dans chaque compagnie.

7. La cavalerie marchera toujours à pied pour rendre les honneurs funèbres.

8. Pour les colonels qui mourront sous leurs drapeaux, le régiment entier marchera en corps au convoi;—Pour les majors, la moitié du corps avec deux drapeaux ou étendards;—Pour les chefs de bataillon ou d'escadron, leur bataillon ou escadron, avec son drapeau ou étendard;—Pour un capitaine, sa compagnie;—Pour un lieutenant ou sous-lieutenant, son peloton. — Les dispositions du présent article sont indépendantes de celles prescrites article 3.

9. Les troupes qui seront commandées feront trois décharges de leurs armes : la première, au moment où le convoi sortira de l'endroit où le corps était déposé; la deuxième, au moment où le corps arrivera au cimetière; la troisième, après l'enterrement, en défilant devant la fosse. — La poudre sera fournie par les magasins de l'état.

10. Les sous-officiers et soldats porteront l'arme, la platine sur le bras gauche.

11. On tirera, pour les princes et grands dignitaires, un coup de canon de demi-heure en demi-heure, depuis leur mort jusqu'au moment du départ du convoi;—D'heure en heure pour les ministres et les grands officiers : pour tous les autres fonctionnaires, on tirera pendant le temps de leur exposition, autant de coups de canon qu'il leur en est accordé pour leur entrée d'honneur. — Il sera de plus tiré, au moment où le corps sera mis en terre, trois décharges de canon, chacune égale à celle qui leur est attribuée pour les honneurs militaires.

12. Les coins du poêle seront portés par quatre personnes du rang ou grade égal à celui du mort, ou, à défaut, par quatre personnes du rang ou grade inférieur.

13. Il sera mis des crêpes aux drapeaux, étendards ou guidons qui marcheront aux convois; les tambours seront couverts de serge noire; il sera mis des sourdines et des crêpes aux trompettes. — Les frais de funérailles seront faits par l'état, pour tout individu mort sur le champ de bataille, ou dans les trois mois et des suites des blessures qu'il aura reçues.

14. Les crêpes ne resteront un an aux drapeaux que pour sa majesté; pour le colonel du corps, ils y resteront jusqu'à son remplacement.

15. Tous les officiers porteront le deuil de leur colonel pendant un mois; il consistera en un crêpe à l'épée : les deuils de famille ne seront portés qu'au bras gauche.

SECTION II. — *Honneurs funèbres civils.*

16. Lorsqu'une des personnes désignées dans l'article 1^{er} du titre I^{er} mourra, toutes les personnes qui occuperont, dans l'ordre des préséances, un rang inférieur à celui du mort, assisteront à son convoi, et occuperont entre elles l'ordre prescrit par le susdit article.—Si des personnes qui occupent un rang supérieur dans l'ordre des préséances veulent assister au convoi d'un fonctionnaire décédé, et qu'elles soient revêtues de leur costume, elles marcheront dans le rang qui leur est fixé dans ledit article. — Les corps assisteront en totalité au convoi des princes, des grands dignitaires, des ministres, des grands officiers de l'empire, des sénateurs dans leurs sénatoreries, et des conseillers d'état en mission; pour les autres, ils y assisteront par députation.

N° 309. = 24 messidor an 12 (13 juillet 1804). = *DÉCRET concernant les pièces à joindre aux ordonnances et mandats des ministres ou ordonnateurs.* (IV, Bull. XI, n° 116.)

Art. 1^{er}. Les ministres ou ordonnateurs seront tenus de faire mention, dans leurs ordonnances et mandats, des pièces qu'ils jugent devoir y être jointes, et de les faire enlasser sous le sceau de leur ministère.

2. Les paiemens faits par les payeurs généraux du trésor public leur seront passés en décharge, toutes les fois qu'ils seront appuyés d'une ordonnance ou mandat régulier, et d'un acquit de la partie prenante, avec les pièces mentionnées par l'ordonnance.

3. Les ministres ne pourront se dispenser de faire joindre à chaque ordonnance pour solde de fournitures faites en exécution de marchés, — 1° Une expédition du marché; — 2° Une ampliation du décompte du fournisseur, arrêté par le ministre pour la totalité de la fourniture faite en exécution du marché, et dans lequel les divers à-comptes payés au fournisseur seront mentionnés.

4. Si la comptabilité nationale reconnaît des contraventions à l'article précédent, elle en fera son rapport au gouvernement, pour qu'il ordonne de fournir les pièces qui devaient être jointes.

N° 310. = 29 messidor an 12 (18 juillet 1804). = *DÉCRET concernant le costume des ministres.* (IV, Bull. IX, n° 108.)

Les ministres porteront leur costume ordinaire, lequel pourra être boutonné et presque fermé par-devant, en soie, velours ou drap, avec l'écharpe blanche, à laquelle l'épée sera suspendue; un manteau de la couleur de l'habit et de la même longueur, avec revers et collet de drap d'argent; — Chapeau relevé par-devant, orné de plumes blanches flottantes; cravate de dentelle; — Les cheveux ronds ou longs, et, en ce dernier cas, frisés au bout, et rattachés au milieu par un simple ruban noir.

N° 311. = 29 messidor an 12 (18 juillet 1804). = *DÉCRET concernant le costume des membres des cours de justice.* (IV, Bull. IX, n° 109.)

Les membres des cours de justice auront leur costume ordinaire; seulement les premiers présidens et procureurs généraux auront le revers de la robe doublé d'une fourrure blanche; et ceux du tribunal de cassation, une épigote pareille.

N° 312. = 11 thermidor an 12 (30 juillet 1804). = *DÉCRET concernant l'écusson à employer pour la marque des cartes à jouer et d'autres objets relatifs au service de la régie des droits réunis.* (IV, Bull. X, n° 112.)

N° 313. = 11 thermidor an 12 (30 juillet 1804). = *DÉCRET concernant les main-levées d'oppositions formées pour la conservation des droits des pauvres et des hospices.* (IV, Bull. XI, n° 117.)

Les receveurs des établissemens de charité ne pourront, dans les cas où elle ne serait point ordonnée par les tribunaux, donner main-levée des oppositions formées pour la conservation des droits des pauvres et des hospices, ni consentir aucune radiation, changement ou limitation d'inscriptions hypothécaires, qu'en vertu d'une décision spéciale du conseil de préfecture, prise sur une proposition formelle de l'administration et l'avis du comité

consultatif établi près de chaque arrondissement communal, en exécution de l'arrêté du 7 messidor an 9.

N° 314. = 11 thermidor an 12 (30 juillet 1804). = **DÉCRET** *qui autorise les dames de la ci-devant congrégation de Notre-Dame de Châlons (Marne), à reprendre l'exercice de leurs fonctions.* (IV, Bull. XI, n° 120.)

N° 315. = 11 thermidor an 12 (30 juillet 1804). = **AVIS** *du conseil d'état relatif au droit de pêche dans les rivières navigables* (1). (Sirey, tome VII, partie 2, page 1097.)

Le conseil d'état, après avoir entendu le rapport de la section des finances sur le renvoi qui lui a été fait par sa majesté l'empereur d'un projet de décret, dont l'objet principal est de maintenir provisoirement les possesseurs de droits de pêche dans les fleuves et rivières navigables, dont les titres sont antérieurs à l'édit de 1566, — Est d'avis : — Qu'on ne peut adopter le projet, attendu, 1° que la convention nationale ayant, par son décret du 30 juillet 1793, rangé les droits exclusifs de pêche et de chasse dans la classe des droits féodaux supprimés sans indemnité, le droit de pêche s'est trouvé irrévocablement anéanti dans la main de ceux qui en jouissaient, soit patrimoniallement, soit à titre d'engagistes ou d'échangistes; 2° que le rétablissement du droit exclusif de pêche dans les fleuves et rivières navigables, ordonné en faveur de l'état, par le titre V de la loi du 14 floréal an 10, n'a apporté, à l'égard des particuliers, aucun changement dans la législation établie par le décret du 30 juillet 1793.

N° 316. = 15 thermidor an 12 (3 août 1804). = **SÉNATUS-CONSULTE** *qui proroge pour l'an 13 et l'an 14 la suspension des fonctions du jury dans plusieurs départemens.* (IV, Bull. XI, n° 124.)

N° 317. = 17 thermidor an 12 (5 août 1804). = **DÉCRET** *relatif aux Français qui ont été, depuis et compris l'an 10, ou seront à l'avenir soumis à la conscription militaire* (IV, Bull. XII, n° 157.)

N° 318. = 25 thermidor an 12 (13 août 1804). = **DÉCRET** *relatif aux pièces de trois livres, vingt-quatre sous, douze sous et six sous.* (IV, Bull. XII, n° 172.)

Art. 1^{er}. Les pièces qui circulent pour trois livres, vingt-quatre sous, douze sous et six sous, ne seront désormais admises dans les paiemens qu'autant qu'elles auront conservé une empreinte suffisante pour que l'on puisse reconnaître qu'elles sont de fabrication française, et de 1726 et années postérieures.

2. Celles de ces pièces qui ne réuniront pas ces conditions seront reçues au change d'après leur poids, conformément à l'arrêté du gouvernement du 6 fructidor an 11.

N° 319. = 25 thermidor an 12 (13 août 1804). = **DÉCRET** *qui autorise la for-*

(1) Voyez, sur la pêche dans les rivières navigables ou flottables, la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), tit. V, et les notes.

mation de cours martiales maritimes dans les ports d'Anvers, du Havre, de Cherbourg et de Dunkerque (1). (IV, Bull. XII, n° 173.)

N° 320. = 25 thermidor an 12 (13 août 1804). = *AVIS du conseil d'état qui applique aux actes émanés de l'autorité administrative les dispositions des lois du 11 brumaire an 7, sur le régime hypothécaire, et de l'article 2123 du Code civil, qui accordent l'hypothèque aux condamnations judiciaires.* (IV, Bull. CDXXIX, n° 7899.)

Le conseil d'état, après avoir entendu le rapport des sections de législation et des finances sur le renvoi qui leur a été fait de celui du ministre du trésor public, présentant la question de savoir si le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 11 brumaire an 7, sur le régime hypothécaire, et l'article 2123 du Code civil des Français, qui accordent l'hypothèque aux *condamnations judiciaires*, à la charge d'inscription, s'appliquent aux actes émanés de l'autorité administrative; — Considérant que les administrateurs auxquels les lois ont attribué, pour les matières qui y sont désignées, le droit de prononcer des condamnations ou de décerner des contraintes, sont de véritables juges, dont les actes doivent produire les mêmes effets et obtenir la même exécution que ceux des tribunaux ordinaires; — Et que ces actes ne peuvent être l'objet d'aucun litige devant les tribunaux ordinaires, sans troubler l'indépendance de l'autorité administrative, garantie par les constitutions de l'empire français, — Est d'avis, — 1° Que les condamnations et les contraintes émanées des administrateurs, dans les cas et pour les matières de leur compétence, emportent hypothèque de la même manière et aux mêmes conditions que celles de l'autorité judiciaire (2); — 2° Que, conformément aux articles 2157 et 2159 du Code civil des Français, la radiation non consentie des inscriptions hypothécaires faites en vertu de condamnations prononcées ou de contraintes décernées par l'autorité administrative, doit être poursuivie devant les tribunaux ordinaires; mais que, si le fond du droit y est contesté, les parties doivent être renvoyées devant l'autorité administrative.

N° 321. = 30 thermidor an 12 (18 août 1804). = *DÉCRET qui proroge pour l'an 13 la perception des droits établis sur les spectacles* (3). (IV, Bull. XII, n° 177.)

Les droits établis par les lois et arrêtés du gouvernement, en faveur des pauvres et des hospices, sur les spectacles, bals, concerts, feux d'artifice, courses, exercices de chevaux et autres fêtes publiques, recevront leur exécution pour l'an 13.

(1) Ces cours martiales maritimes ont été supprimées par l'art. 1^{er} du décret du 12 novembre 1806, qui contient une organisation nouvelle des tribunaux maritimes.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 12 novembre 1811, qui attribue l'hypothèque aux contraintes décernées par l'administration des douanes; et celui du 24 mars 1812, qui déclare le précédent applicable aux arrêtés des préfets qui fixent les débets des comptables des communes et des établissements publics.

Voyez aussi la loi du 6 messidor an 7 (24 juin 1799), qui détermine le mode de prendre inscription sur les biens des comptables, et les notes.

Et, sur le régime hypothécaire en général, voyez le Code du 9 messidor an 3 (27 juin 1795), et les notes qui contiennent le résumé complet de la législation de la matière; et la loi générale du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), et les notes.

(3) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui établit ces droits, et les notes qui en indiquent les prorogations successives.

N° 322. = 30 thermidor an 12 (18 août 1804). = **DÉCRET concernant la fixation des licences des débitans de tabac.** (IV, Bull. XIII, n° 192.)

Art. 1^{er}. Le *minimum* de la licence de chaque débitant de tabac, pour l'an 13, est réglé ainsi qu'il suit ; savoir :

Pour les lieux de	{	500 ames et au dessous.....	4 francs.
		500 à 1,000 ames.....	6
		1,000 à 1,500.....	8
		1,500 à 2,000.....	10
		2,000 à 5,000.....	15
		5,000 à 10,000.....	20
		10,000 à 25,000.....	25
		25,000 à 50,000.....	30
Pour Paris		50,000 à 100,000.....	36
Pour Paris			50

2. Conformément à l'article 40 de la loi du 5 ventose an 12, chaque débitant paiera un décime par kilogramme sur la quantité de tabac qu'il vendra au-delà de celle qui fait la base du prix de sa licence.

3. Les frais de papier, impression et timbre de la licence ne sont pas compris dans la fixation ci-dessus ; ils ne pourront excéder soixante centimes.

N° 323. = 30 thermidor an 12 (18 août 1804). = **DÉCRET qui fixe le droit à percevoir sur la couperose verte venant de l'étranger.** (IV, Bull. XIII, n° 193.)

A compter de la publication du présent décret, la couperose verte, venant de l'étranger, paiera dix francs par cent kilogrammes.

N° 324. = 30 thermidor an 12 (18 août 1804). = **DÉCRET relatif au remboursement des droits sur les cartes à jouer et sur la musique gravée qui sont exportées à l'étranger** (1). (IV, Bull. XIII, n° 194.)

Art. 1^{er}. Les droits sur les cartes à jouer et sur la musique gravée seront remboursés sur les quantités qui seront exportées à l'étranger.

2. A cet effet, les fabricans ou marchands de cartes à jouer ou de musique gravée qui désireront exporter à l'étranger feront, entre les mains du directeur de la régie des droits réunis, la déclaration des quantités, qualités qu'ils sont dans l'intention d'exporter, ainsi que des bureaux de douanes par lesquels ils comptent en faire l'expédition.

3. Les susdits fabricans ou marchands déposeront dans les bureaux de la régie, avec les déclarations ordonnées dans l'article précédent, les caisses ou ballots de cartes à jouer ou de musique gravée qui y seront indiqués. Après vérification faite, lesdits ballots ou caisses seront fermés ou plombés en présence du directeur de la régie des droits réunis, et le directeur délivrera un permis d'exportation dans lequel sa déclaration sera mentionnée.

4. Le permis revêtu du certificat de sortie apposé au revers par les préposés du bureau de douanes indiqué dans la déclaration, sera rapporté au directeur de la régie des droits réunis du lieu de la fabrication, et il ordonnera le remboursement des droits payés pour les quantités de cartes ou de papiers de musique expédiées.

5. Dans le cas où, dans le délai de deux mois, les fabricans ou marchands n'auraient pas rapporté le certificat de sortie dans la forme prescrite par

(1) Voyez le décret additionnel et modificatif du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), et les notes.

l'article précédent, ils ne pourront prétendre le remboursement du montant du droit de timbre dû sur ces mêmes objets.

N° 325. = 30 thermidor an 12 (18 août 1804). = **DÉCRET relatif à la compétence des tribunaux pour le jugement des contestations sur l'exercice des droits dans lesquels les émigrés rayés, éliminés ou amnistiés, ont été restitués** (1). (IV, Bull. XIV, n° 211.)

Napoléon....., vu la réclamation présentée par les héritiers de la demoiselle

(1) Il semble qu'en insérant au Bulletin des lois cette décision du conseil d'état, le gouvernement ait voulu lui donner une sorte de caractère législatif, et le présenter pour l'avenir comme une règle de compétence en cette matière. Cette pensée nous a déterminé à réunir, dans nos annotations sur ce décret, un grand nombre de décisions qui perdraient de leur intérêt, si elles étaient séparément rapportées.

En thèse générale, c'est à l'autorité administrative qu'appartient la connaissance des contestations qui s'élèvent sur l'exécution des actes administratifs faits en exécution des lois sur l'émigration. Arr. du cons., 11 mai 1807, SIR., VIII, 2, 14. — Elle est seule compétente pour statuer sur la question de savoir s'il y a eu émigration. Cass., 10 fructidor an 12, SIR., VII, 2, 1153. — Ou si une inscription sur la liste s'applique à telle ou telle personne. Même arrêt; et arr. du cons., 4 septembre 1822, MAC., IV, 300. — Jugé encore que, lorsque la décision d'une contestation judiciaire est subordonnée à la question de savoir si l'une des parties a réellement émigré, ou si elle a été prévenue d'émigration, cette question ne peut être décidée que par l'autorité administrative. Cass., 4 août 1824, SIR., XXIV, 1, 371; Bull. civ., XXVI, 277. — *Idem*, encore que la question d'émigration soit née incidemment dans une question de succession de la compétence des tribunaux. Cass., 23 juillet 1821, SIR., XXIV, 1, 96; Bull. civ., XXIII, 221. — Jugé en sens contraire. Caen, 3 février 1813, SIR., XIII, 2, 117. — Jugé encore que les tribunaux sont compétents pour décider si tel individu est le même que celui dont le nom est inscrit sur la liste des émigrés. Cass., 24 juin 1817, SIR., XVIII, 1, 338. — Que, lorsqu'au sujet de l'application de la loi du 27 avril 1825, sur l'indemnité des émigrés, il se présente la question de savoir si une telle personne fut ou ne fut pas émigrée, le fait de l'émigration peut être constaté par les tribunaux, d'après les règles ordinaires du droit, si, pour cela, il n'y a pas nécessité d'interpréter des actes administratifs. Cass., 13 avril 1830, SIR., XXX, 1, 172. — Et qu'enfin l'autorité judiciaire n'exécute pas sa compétence en décidant qu'un individu ne doit pas être réputé émigré par le double motif, 1° qu'une inscription apposée ne lui est pas applicable, 2° et que cet individu produit d'ailleurs un certificat de non inscription. Cass., 15 juin 1831, SIR., XXXI, 1, 260.

Les tribunaux ne sont pas compétents pour décider si la nation est tenue des dettes personnelles des émigrés rentrés. Cass., 15 novembre 1808, SIR., IX, 1, 148; Bull. civ., X, 322. — Si un émigré rentré conteste à l'acquéreur de ses biens la légalité de la compensation que celui-ci aurait opposée à l'état, et soutient que les titres de créance donnés en compensation étaient simulés, cette question de simulation et de libération doit être jugée par les tribunaux. Cass., 5 février 1827, SIR., XXVII, 1, 253. — Il en est de même de la question de savoir si la solidarité stipulée par un émigré et sa femme, pour le paiement d'une créance, peut autoriser une action pour le tout, contre la femme de l'émigré. Arr. du cons., 11 février 1820, SIR., XX, 2, 302. — Et de la question de validité d'une donation qu'une femme d'émigré a faite de sa dot à la république. Cass., 7 avril 1807, SIR., VII, 1, 311.

L'autorité administrative peut seule connaître d'une contestation sur les effets d'un paiement fait à la nation. Cass., 25 mai 1807, SIR., VII, 2, 159; Bull. civ., IX, 169. — Jugé encore que les contestations qui s'élèvent sur la validité et sur les effets d'un versement fait dans une caisse nationale, pour opérer la libération du débiteur d'une créance d'émigré, sont de la compétence de l'autorité administrative et non du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 17 juillet 1822, MAC., IV, 90; 22 janvier 1823, MAC., V, 12; et plusieurs autres arrêts. — *Idem*, bien que le litige soit entre particuliers, et qu'il ne s'agisse ni d'annuler des actes administratifs, ni d'exercer aucun recours contre l'état. Arr. du cons., 16 juin 1808, SIR., XVI, 2, 347. — A plus forte raison, quand il peut résulter de la contestation une action en garantie ou en restitution contre l'état. Cass., 21 mars 1814, SIR., XIV, 1, 97; Bull. civ., XVI, 115. — Encore que l'autorité judiciaire ait été saisie par renvoi de l'administration de la question de savoir si des paiements faits à la nation, comme représentant un émigré, sont valables, les tribunaux doivent s'abstenir de statuer, surtout si l'arrêt de renvoi est frappé de recours. Cass., 11 novembre 1811, SIR., XII, 1, 227; Bull. civ., XIII, 275. — Mais si la question de validité du paiement dépend de celle de savoir si l'émigré était le véritable propriétaire de la créance remboursée à l'état, l'autorité judiciaire devient compétente pour statuer. Arr. du cons., 14 août 1822, MAC., IV,

selle *Languedor-Becthomas*, 1^o contre un arrêté du préfet du département de la Seine-Inférieure, du 19 brumaire an 12, lequel autorise le sieur *Lam-*

219. — Elle l'est de même pour statuer sur l'effet du remboursement fait à l'état, comme créancier d'un douaire ou d'un tiers coutumier, par représentation d'un émigré, lorsqu'il s'agit d'apprécier cet effet par rapport à l'existence du douaire ou du tiers coutumier. Arr. du cons., 31 mars 1819, *SIR.*, XXI, 2, 269.

L'autorité administrative est seule compétente pour déterminer si des créances, dues par des émigrés, ont été liquidées par l'état. Arr. du cons., 20 mars 1822, *MAC.*, III, 290. — Et pour décider quels ont été, vis-à-vis de l'état, le caractère et la valeur des certificats de liquidation d'une créance sur un émigré. Arr. du cons., 26 mars 1823, *MAC.*, V, 235. — Particulièrement, si la reconnaissance de liquidation a opéré la libération de l'état, et de l'émigré qu'il représentait. Arr. du cons., 28 août 1827, *MAC.*, IX, 455.

C'est aux tribunaux exclusivement qu'il appartient de statuer sur la validité d'une inscription prise par le domaine, et d'ordonner la main-levée de cette inscription. Arr. du cons., 1^{er} mai 1816, *SIR.*, XVIII, 2, 94.

Les tribunaux ne sont pas compétens pour statuer sur le sens et l'effet d'un acte de partage fait par la république à titre de présuccession. Cass., 18 avril 1808, *SIR.*, VIII, 1, 267; Bull. civ., X, 84. — *Idem*, lors même que l'état serait désintéressé dans la contestation. Arr. du cons., 3 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 1. — Jugé encore que les tribunaux ne sont pas compétens pour prononcer sur une réclamation qui aurait pour objet des répétitions à exercer contre des héritiers, à l'occasion d'un partage de présuccession, cette répétition ne pouvant être ordonnée qu'en attaquant le partage. Arr. du cons., 23 avril et 31 mai 1807, *SIR.*, XVI, 2, 260. — Jugé pourtant qu'encore bien qu'un immeuble ait été abandonné par la nation à un ascendant d'émigré, dans un partage de présuccession, la revendication de cet immeuble est de la compétence des tribunaux. Arr. du cons., 21 septembre 1810, *SIR.*, X, 2, 484. — Jugé encore que, quand des actes administratifs ont rayé un émigré, et fait abandon de ses biens à un de ses cohéritiers, la question de savoir auquel de ces héritiers les biens doivent appartenir, est une question judiciaire. Cass., 9 août 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 115; Bull. civ., XXVII, 281. Jugé aussi que, quand un acte administratif a fait abandon de quelques biens à un frère d'émigré, en paiement de sa légitime, la question de savoir si les biens abandonnés sont grevés ou non des hypothèques qui les frappaient antérieurement, est une question purement judiciaire. Cass., 13 mai 1824, *SIR.*, XXV, 1, 59. — Il en est de même de la réclamation élevée par les sœurs ou les créanciers d'un émigré, sur les biens d'abord séquestrés, puis abandonnés aux enfans de l'émigré, en vertu du droit de tiers-coutumier. Arr. du cons., 6 janvier 1807, *SIR.*, XIV, 2, 434. — Jugé enfin que les tribunaux sont exclusivement compétens pour statuer sur la réclamation de tiers qui revendiquent des biens, d'abord séquestrés, puis ensuite rendus aux héritiers de l'émigré par un décret de gratification, lorsque cette réclamation est fondée sur le motif que les biens revendiqués ne font pas partie de la succession que l'état a entendu rendre aux émigrés. Cass., 22 mai 1826, *SIR.*, XXVIII, 1, 70; Bull. civ., XXVIII, 203.

L'autorité administrative est seule compétente pour décider si le gouvernement a ou n'a pas de droits réels dans une succession en vertu des lois sur l'émigration. Arr. du cons., 19 octobre 1814, *SIR.*, Jur. du cons., III, 24. — Jugé néanmoins que les tribunaux sont compétens pour prononcer sur les questions d'hérédité dans lesquelles le domaine se trouve partie, comme ayant représenté les émigrés. Arr. du cons., 16 janvier 1822, *MAC.*, III, 19. — Le partage d'une succession d'émigré n'est plus qu'une matière judiciaire, s'il s'agit de meubles seulement, sans que l'état y soit intéressé. Arr. du cons., 9 avril 1817, *SIR.*, Jur. du cons., III, 556. — Lorsque les enfans d'un émigré ont, à défaut de leur père et sans l'intervention de l'administration, pris possession d'une succession que leur père lui-même était appelé à recueillir, et qu'il aurait recueillie, s'il n'eût été émigré, la question de savoir si les enfans doivent payer les dettes de leur père est judiciaire et non administrative. Arr. du cons., 20 novembre 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 177. — Lorsque l'état est appelé à recueillir une succession sur laquelle il a été fait une réserve par le donateur, s'il s'élève une contestation entre les héritiers sur la réserve à recueillir, l'autorité administrative est compétente pour déterminer les objets qui doivent composer cette réserve; mais les parties doivent être renvoyées devant les tribunaux pour discuter leurs droits respectifs. Arr. du cons., 3 juillet 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 331.

Voyez encore les notes qui accompagnent l'avis du cons. d'état du 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805).

Les tribunaux sont compétens pour statuer sur la validité d'une vente en vertu de laquelle un tiers a demandé et obtenu qu'une portion de biens, confisquée sur un émigré, fût eximée du séquestre, lorsque l'autorité administrative n'a rien préjugé sur la validité de la vente. Arr. du cons., 17 avril 1822, *MAC.*, III, 315. — L'autorité administrative est seule compétente pour régler le compte des fruits, échus postérieurement à l'amnistie, que l'état doit restituer à l'émigré. Arr. du cons., 29 mai 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 355.

bert-Frondeville, rayé de la liste des émigrés, à faire le recouvrement des arrérages courus pendant son émigration, d'une rente dont ils sont débiteurs envers lui, ainsi qu'à régler avec eux le compte de divers objets de répétitions réciproques, fixés par un arrêté de l'administration centrale du même département, du 9 ventose an 5, et dont la compensation a été ordonnée par ledit arrêté; — 2° Contre l'action judiciaire exercée par ledit sieur *Lambert* envers eux réclamans, relativement aux répétitions dont il s'agit; — Ladite réclamation tendant, 1° à ce que l'arrêté précité soit annulé, que tous les actes judiciaires faits à la requête dudit *Lambert* le soient également, et que les tribunaux soient déclarés incompétens pour le débat dont est question; 2° à ce qu'il soit dit que les sommes à la décharge des réclamans, qui durant le cours du papier-monnaie ont été versées dans les caisses nationales, les ont libérés franc pour franc; 3° à ce qu'il soit déclaré que les biens restitués à la feue dame *Grasville*, rayée de la liste des émigrés, ne sont grevés de la portion de rente étant à sa charge dans celle due par la cohérie *Languedor* au sieur *Lambert*, que dans la proportion de ce qui reste aux héritiers de ladite dame *Grasville* des biens de la ligne *Languedor*, avec ce qui en a été aliéné par l'administration, et ce, à cause de la confusion qui s'est opérée lorsque la république réunissait la double qualité de créancière et de débitrice; — Vu les mémoires et contredits du sieur *Lambert-Frondeville*; — Vu l'arrêté du 9 ventose an 5; celui du conseil de préfecture du 10 nivose an 11; la décision du ministre des finances du 5 brumaire an 12; et l'arrêté du préfet du 19 du même mois; la lettre du conseiller d'état ayant le département des domaines nationaux au préfet, en date du 14 floréal an 12; et l'arrêté de conflit du 8 prairial; — Considérant que le jugement des contestations résultant de l'exercice des droits dans lesquels les émigrés rayés, éliminés ou amnistiés, ont été restitués, appartient aux tribunaux, sous la seule condition de ne porter aucune atteinte aux actes administratifs, et que la confusion énoncée en l'article 17 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 n'a lieu qu'en faveur de la république, et ne peut être opposée par les débiteurs émigrés à leurs créanciers émigrés, du moment où la main-mise nationale a cessé (1); — Le conseil d'état entendu, — Décrète :

Art. 1^{er}. La réclamation des héritiers *Languedor-Becthomas* est rejetée.

2. Les parties sont renvoyées à continuer leur procédure devant les tribunaux judiciaires.

30 thermidor an 12 (18 août 1804). — *Avis du conseil d'état sur les délits ordinaires commis par des militaires* (2).

N° 326. — 7 fructidor an 12 (25 août 1804). — *AVIS du conseil d'état sur l'exercice de la contrainte par corps à l'égard des redevables des droits de douanes, amende et confiscation.* (IV, Bull. XIII, n° 196.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté d'un rapport du grand-juge ministre de la justice sur l'exercice de la contrainte par corps en matière de douanes, a entendu la section de législation; — Considérant que la contrainte par corps avait été prononcée, par la loi du 30 mars 1793, contre tous les débiteurs directs du trésor public; que cette disposition est renouvelée par la loi du 4 germinal an 2, contre les redevables des droits de douane, amende et confiscation; qu'elle est maintenue par la loi

(1) Voyez, sur les effets de cette confusion, les notes qui accompagnent l'art. 17 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 (26 avril 1802).

(2) Voyez 7 fructidor suivant.

du 15 germinal an 6, pour le versement des deniers publics et nationaux ; que l'article 19 de cette dernière loi, qui abroge tous les réglemens et ordonnances précédemment rendus sur l'exercice de la contrainte par corps, ne s'applique qu'à ceux rendus en matière civile ou de commerce ; que l'article 2070 du Code civil ne déroge point aux lois concernant l'administration des deniers publics ; — Est d'avis que, la loi du 4 germinal an 2 n'ayant pas été rapportée, les redevables des droits de douane, amende et confiscation, peuvent être poursuivis par la voie de contrainte par corps (1).

N° 327. = 7 fructidor an 12 (25 août 1804). = *AVIS du conseil d'état concernant les notaires qui résident dans des bourgs ou villages faisant partie d'une justice de paix dont le chef-lieu est une ville où siège un tribunal* (2). (IV, Bull. XIII, n° 197.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté impériale, a entendu le rapport de la section de législation sur les questions suivantes : — 1° Les notaires, résidant dans des bourgs ou villages qui font partie d'une justice de paix dont le chef-lieu se trouve dans une ville où est établie une cour d'appel ou un tribunal de première instance, doivent-ils être considérés comme notaires de la ville ? sont-ils recevables à demander une commission de notaire de première ou de seconde classe ? doivent-ils en fournir le cautionnement ? — 2° Si ces notaires, attachés à des justices de paix dont le chef-lieu est fixé dans une ville où siège un tribunal supérieur, ne sont considérés que comme notaires de troisième classe, auront-ils le droit d'exercer dans la ville concurremment avec les notaires de la cour d'appel ou du tribunal de première instance ? — 3° Les notaires résidant actuellement dans la ville, concourront-ils avec ceux résidant dans les bourgs ou villages, pour former l'établissement des notaires de la justice de paix dont le chef-lieu est dans l'intérieur de la ville ? — Est d'avis, — Sur la première question, — Qu'on ne peut considérer comme notaires ayant droit d'instrumenter dans tout le ressort d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance, que ceux dont la résidence est fixée dans les villes où siègent ces tribunaux ; qu'au contraire, ceux qui résident dans d'autres communes n'ont droit de réclamer qu'une commission de notaire de justice de paix, et ne sont tenus de fournir de cautionnement qu'en cette qualité ; — Sur la seconde question, — Que la loi du 25 ventose an 11, accordant aux notaires de simple justice de paix ou de troisième classe, le droit d'exercer leurs fonctions dans toute l'étendue de la justice de paix, ceux résidant dans une commune rurale dont le chef-lieu est dans une ville où siège soit une cour d'appel, soit un tribunal de première instance, peuvent, lorsqu'ils en sont requis, se transporter dans la partie de ces villes dépendant de leur justice de paix, pour y instrumenter ; mais qu'ils ne peuvent ouvrir étude ni conserver le dépôt de leurs minutes ailleurs que dans le bourg ou village qui leur est assigné pour lieu de résidence ; — Sur la troisième question, — Que l'article 31 de la loi du 25 ventose an 11, voulant que le nombre des notaires soit fixé en raison de la population et du ressort, les notaires de la ville doivent, dans le cas posé en la seconde question, concourir avec ceux des bourgs ou villages, pour former l'établissement des notaires de justice de paix, dans la proportion du nombre d'ha-

(1) Voyez les art. 9, 33 et suiv. de la loi générale du 17—19 avril 1832, sur la contrainte par corps ; ils déterminent le mode de l'exercer contre ces redevables.

(2) Voyez la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), contenant organisation du notariat, et les notes qui resument toute la législation de la matière.

bitans que renferme la ville avec celui des communes rurales dépendant de la même justice de paix.

N° 328. 7 fructidor an 12 (25 août 1804). = *AVIS du conseil d'état relatif à la compétence en matière de délits ordinaires commis par des militaires en congé ou hors de leur corps.* (IV, Bull. XIII, n° 198.)

Le conseil d'état, sur le renvoi à lui fait par sa majesté impériale d'un rapport du grand-juge ministre de la justice, sur la question de savoir à qui doit appartenir la connaissance des délits commis par les militaires en congé ; — Vu les diverses lois rendues sur la matière, et notamment celles du 12—16 mai 1792, du 3 pluviôse an 2, du 2^e complémentaire an 3, du 22 messidor an 4, du 13 brumaire an 5, l'article 85 de la constitution de l'an 8, et l'avis du conseil d'état du 28 floréal an 11 ;—Considérant qu'on a toujours distingué, dans les délits des militaires, ceux qu'ils commettent en contravention aux lois militaires, de ceux qu'ils commettent en contravention aux lois générales qui obligent tous les habitants de l'empire ; — Qu'on a ensuite distingué, parmi ces derniers délits, ceux qui sont commis aux armées, dans leurs arrondissemens, dans les garnisons ou au corps, d'avec ceux qui sont commis hors du corps ou en congé ; — Que la connaissance des uns a été attribuée aux tribunaux militaires, et la connaissance des autres laissée aux tribunaux ordinaires ; — Que, par les mots *délits des militaires*, on ne peut entendre que les délits commis par les militaires contre leurs lois particulières ou contre les lois générales, lorsque, se trouvant sous les drapeaux ou à leur corps, ils sont astreints à une discipline et à une surveillance plus sévères ; — Que les délits qu'ils commettent hors de leur corps et de leur garnison ou cantonnement ne sont pas des délits de militaires, mais des délits d'un infracteur des lois, quelle que soit sa qualité ou sa profession, — Est d'avis que la connaissance des délits communs commis par des militaires en congé ou hors de leur corps, est de la compétence des tribunaux ordinaires (1).

(1) Un militaire en congé est réputé non militaire, quant à la compétence, relativement aux délits par lui commis. Cass., 6 septembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 213 ; Bull. crim., XVI, 258. — Ce principe s'applique au crime commis par deux militaires appartenant à des corps différens, dans un lieu où l'un des prévenus est en garnison et l'autre en congé. Même arrêt. — Il s'applique aussi aux délits commis par des militaires en congé, même envers des gendarmes dans l'exercice de la surveillance qui leur est attribuée sur les militaires en congé : ce droit de surveillance ne constitue pas les militaires en congé les *subordonnés* des gendarmes. Cass., 1^{er} décembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 197 ; Bull. crim., XXXII, 898. — Il s'applique aussi au cas d'un congé seulement *provisoire*. Cass., 3 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 348 ; Bull. crim., XXXIV, 380. — Il s'applique encore aux délits commis par des officiers en disponibilité, parce qu'ils sont regardés comme en congé jusqu'à ce qu'ils aient reçu une destination. Avis du cons., 12 janvier 1811. Voyez à sa date.

Le militaire en garnison qui commet un délit hors de la limite assignée à la garnison, n'est pas réputé s'être trouvé *hors de son corps* au moment du délit. Cass., 14 décembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 263 ; Bull. crim., XXXII, 921. — Ni celui qui commet un crime ou un délit pendant sa détention dans une prison militaire. Cass., 10 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 217 ; Bull. crim., XXIX, 563. — Ni celui qui s'est momentanément éloigné du corps à la suite duquel il marche, avec la même feuille de route et avec la même étape. Cass., 5 janvier 1809, *SIR.*, X, 1, 311 ; Bull. crim., XIV, 3.

Mais on réputé *hors de leur corps*, et par conséquent non justiciables des tribunaux militaires pour les délits communs par eux commis : — les militaires qui se trouvent loin de leur corps, dans une ville, en vertu d'une feuille de route ou d'un billet d'hôpital. Cass., 2 octobre 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 23 ; Bull. crim., XXXIII, 847. — Ceux qui ont déserté. Cass., 15 novembre 1811, *SIR.*, XVII, 1, 89 ; et 22 février 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 327 ; Bull. crim., XXXIII, 113.

Voyez, au surplus, sur la compétence des tribunaux militaires, les notes qui accompagnent l'art. 4 de la loi du 30 septembre—19 octobre 1791 ; l'art. 2 de la loi du 22 messidor an 4

N° 329. = 7 fructidor an 12 (25 août 1804). = **DÉCRET** *relatif à l'établissement d'entrepôts de feuilles de tabac étranger dans six villes de l'intérieur.* (IV, Bull. xiv, n° 212.)

Art. 1^{er}. Il pourra être établi, sur les demandes des chambres de commerce, dans six des principales villes de l'intérieur, des entrepôts de feuilles de tabac étranger.

2. Ces tabacs ne pourront sortir des entrepôts des ports de mer, sans avoir acquitté les droits d'entrée au bureau des douanes; ils seront expédiés pour les entrepôts de l'intérieur, sous plombs et avec acquits-à-caution.

3. Le tabac étranger ne devra être expédié des entrepôts de l'intérieur que pour les manufactures, et avec acquits-à-caution de la régie des droits réunis.

4. Les entrepôts de l'intérieur seront placés sous la surveillance immédiate de la régie.

N° 330. = 7 fructidor an 12 (25 août 1804). = **DÉCRET** *contenant organisation du corps des ingénieurs des ponts-et-chaussées* (1). (IV, Bull. lxi, n° 1068.)

TITRE 1^{er}. — Formation du corps des ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Art. 1^{er}. Le corps des ingénieurs des ponts-et-chaussées sera composé, à l'avenir, de cinq cent trente-sept individus, divisés en grades de la manière qui suit : — Cinq inspecteurs généraux, quinze inspecteurs divisionnaires, deux adjoints, cent trente-quatre ingénieurs en chef, trois cent six ingénieurs ordinaires, quinze aspirans, soixante élèves.

2. Les cent trente-quatre ingénieurs en chef sont divisés en deux classes : quatre-vingt-neuf de première classe, quarante-cinq de deuxième classe.

3. Les trois cent six ingénieurs ordinaires seront divisés en deux classes : cent trente-neuf de première classe, cent soixante-sept de deuxième classe.

4. Lorsque des ingénieurs en chef de première classe se trouveront chargés de grands travaux de navigation, d'ouvertures de routes ou autres, qui mettront sous leurs ordres un ou plusieurs ingénieurs en chef, ils auront le titre d'*ingénieurs-directeurs* pendant la durée des travaux.

TITRE II. — Service et résidence des ingénieurs.

5. Les treize inspecteurs généraux actuellement en fonctions seront successivement réduits au nombre de cinq, à mesure des vacances par retraite ou par décès, et à raison du placement de certains d'entre eux dans les inspections divisionnaires, dont ils feront le service en conservant le titre, le grade et le traitement d'inspecteurs généraux.

6. Le territoire de l'empire formera quinze divisions, sous le rapport du service des ponts-et-chaussées, navigation, et des ports de commerce; il sera attaché à chacune un ingénieur en chef, inspecteur divisionnaire. — Il y aura, en outre, pour tout l'empire, deux inspecteurs divisionnaires adjoints, qui seront nommés et mis en activité lors du besoin.

7. Il y aura un ingénieur en chef par chaque département, sauf les départemens du Golo et du Liamone, qui n'en auront qu'un. — Le nombre des ingénieurs des deux classes, qui doivent être attachés aux divers dépar-

(10 juillet 1796); l'art. 9 de la loi du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796); et l'avis du cons. d'état du 28 floréal an 11 (18 mai 1803).

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 31 décembre 1790 (4 novembre, 14, 16, 28 et) — 19 janvier 1791, sur l'organisation des ponts-et-chaussées, le résumé de la législation de la matière.

temens, est fixé conformément au tableau n° 1^{er}, annexé au présent règlement. — Les cent trente-quatre ingénieurs en chef seront employés de la manière suivante :

Service ordinaire. Ingénieurs en chef des départemens, soixante-neuf de première classe, trente-huit de deuxième classe.

Service extraordinaire. Pour les travaux extraordinaires de navigation, de canaux, ports maritimes de commerce, ouverture de routes, projets et travaux imprévus, quinze ingénieurs en chef de première classe, sept de deuxième.

Service de la marine militaire. Cinq ingénieurs en chef de première classe.

8. Il y aura un ou plusieurs ingénieurs ordinaires dans chaque département. — Deux cent dix-sept ingénieurs ordinaires, tant de première que de deuxième classe, seront distribués dans les cent huit départemens, conformément au tableau annexé au présent règlement. — Les trois cent six ingénieurs ordinaires seront employés de la manière suivante :

Service ordinaire. Ingénieurs ordinaires de département, cent un de première classe, cent seize de deuxième classe.

Service extraordinaire. Pour les travaux extraordinaires de navigation, de canaux, ports maritimes de commerce, ouverture de routes, projets et travaux imprévus, vingt-sept ingénieurs ordinaires de première classe, quarante de deuxième classe.

Service de la marine militaire. Onze ingénieurs ordinaires de première classe, onze de deuxième classe.

9. Les quinze aspirans seront pris parmi les élèves qui auront complété leur instruction à l'école des ponts-et-chaussées. — Ils seront employés et rempliront les fonctions d'ingénieurs ordinaires pour le service auquel ils auront été destinés.

10. Les inspecteurs généraux sont essentiellement résidans à Paris; ils pourront néanmoins recevoir des missions d'inspection extraordinaire sur les points qui leur seront désignés. — Les inspecteurs divisionnaires résideront dans les lieux énoncés au tableau n° 5, annexé au présent règlement, par lequel le territoire de l'empire est partagé en quinze divisions pour le service des ponts-et-chaussées. — Les ingénieurs en chef de département résideront au chef-lieu de la préfecture. — Les ingénieurs en chef de service extraordinaire résideront dans les lieux indiqués par le directeur général des ponts-et-chaussées. — Les ingénieurs ordinaires de département résideront dans les lieux qui seront ultérieurement déterminés par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet. — Les ingénieurs ordinaires de service extraordinaire et les aspirans résideront dans les lieux indiqués par le directeur général. — Les élèves sont essentiellement résidans à Paris pendant le cours de leur instruction à l'école des ponts-et-chaussées: néanmoins, chaque année, ceux dont l'instruction sera avancée seront employés sur les grands travaux de tous les genres; ils ne pourront, dans ce cas, quitter l'école avant le 1^{er} germinal; ils devront y rentrer avant le 1^{er} frimaire suivant.

TITRE III. — Fonctions des ingénieurs.

11. Les cinq inspecteurs généraux, réunis à cinq inspecteurs divisionnaires appelés alternativement à Paris à cet effet, forment le conseil général des ponts-et-chaussées. — Ce conseil examine les plans, projets, mémoires, la comptabilité tenue par les ingénieurs en chef, le contentieux relatif à l'établissement, règlement et police des usines à eau; les questions sur le contentieux des routes, de la navigation, des ports maritimes, et les autres affaires relatives à l'administration des ponts-et-chaussées, qui lui seront renvoyées par le directeur général. — Il donne au directeur général

son avis sur le personnel et l'avancement des ingénieurs, toutes les fois qu'il est consulté par lui. — Les inspecteurs généraux peuvent, en outre, conformément à l'article 10, être chargés, dans les cas déterminés par le directeur général, de l'inspection générale des départemens et des travaux qui leur seront désignés.

12. Les inspecteurs divisionnaires sont chargés d'inspecter et de surveiller, dans leur division, le matériel et le personnel de toute l'administration. Ils feront, à cet effet, toutes les tournées générales ou partielles nécessaires à leur service. Les tournées générales auront lieu au moins deux fois par an : dans les tournées générales, ils inspecteront les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires et les conducteurs ; ils visiteront les travaux, et contrôleront les registres et papiers relatifs à la comptabilité ; ils tiendront un contrôle exact de la brigade des conducteurs de leur arrondissement. — Ils discuteront, avec les ingénieurs en chef, les projets et dépenses de l'année, les bases de l'adjudication des travaux, et les plans et devis des ouvrages projetés. — Ils s'assureront si les élémens de la comptabilité des travaux sont exactement tenus, si les états de situation de l'année sont rédigés régulièrement, et s'ils ont été adressés au directeur général dans les époques prescrites. — Ils porteront la même attention sur l'envoi régulier des états sommaires de trimestre, à faire par les ingénieurs en chef. — En inspectant les ingénieurs ordinaires, ils vérifieront la tenue de la comptabilité des travaux, les toisés provisoires et définitifs, et les états de réception de ces travaux, l'avancement des projets dont ces ingénieurs auront été chargés. — Ils inspecteront, dans chaque tournée, les grands travaux d'art, ceux des fleuves, canaux et rivières navigables, des ports de commerce, constructions à la mer, et ceux des routes de leur division : ils vérifieront si ces travaux sont exécutés suivant les conditions faites avec les entrepreneurs ; si les matériaux sont bien fournis et bien employés ; si, dans les constructions et autres ouvrages, il n'est rien fait contre les règles de l'art. — Indépendamment des plans et projets à rédiger par les ingénieurs en chef dans chaque département pour les travaux de navigation intérieure, des ports et des côtes, les inspecteurs divisionnaires feront des projets généraux pour toute l'étendue du fleuve, de la rivière ou de la portion de côtes renfermée dans leur inspection, de manière à comprendre dans ces projets généraux les propositions des ingénieurs en chef, qu'ils pourront modifier dans ce cas, et leurs propres vues, pour du tout faire un système coordonné. — Enfin ils prendront connaissance de tout ce qui intéresse l'administration des ponts-et-chaussées, et des objets spéciaux dont les aura chargés le directeur général. — Les inspecteurs divisionnaires, indépendamment de leur correspondance courante avec le directeur général, lui rendront compte, une fois par mois, des résultats de leur inspection. — Le directeur général pourra, dans certains cas, commettre un inspecteur divisionnaire pour exécuter temporairement tout ou partie des fonctions d'un ingénieur en chef de sa division.

13. Les ingénieurs en chef de département sont chargés du service des ponts et chaussées, canaux, navigation et ports de commerce dans les départemens, sous les ordres supérieurs du directeur général, sous les ordres immédiats des préfets, et sous la surveillance des inspecteurs divisionnaires. — Ils rédigeront et feront rédiger par les ingénieurs ordinaires les projets des travaux, les devis des ouvrages et les détails estimatifs ; ils soumettront aux préfets les conditions des marchés ou entreprises ; ils assisteront aux adjudications, et donneront leur avis sur les conditions du cahier des charges, et sur les adjudications qui seront faites ; ils dirigeront et surveille-

ront l'exécution des travaux. — Il est interdit aux ingénieurs d'exécuter d'autres travaux sur les fonds publics (hors les cas d'urgence naissant d'événemens imprévus), que ceux qui auront été prescrits ou approuvés par l'administration générale, et auxquels il aura été pourvu par les répartitions annuelles arrêtées par le gouvernement. — Les ingénieurs en chef vérifieront le compte de tous les travaux, l'arrêteront provisoirement avec les entrepreneurs, et leur délivreront les certificats nécessaires pour l'obtention des paiemens à compte et définitifs qui leur seront faits, s'il y a lieu, sur les mandats des préfets ; à l'effet de quoi ils s'assureront de l'avancement des travaux. — Ils tiendront un registre régulier des recettes et dépenses du service dont ils sont chargés ; ils en rendront un compte sommaire par trimestre, et un compte définitif chaque année. — Le compte général ou état de situation de chaque exercice sera clos au 30 frimaire de l'année suivante : ce compte sera soumis à la vérification et à l'approbation du préfet ; il sera adressé au directeur général, au plus tard, au 30 nivose. — Ils exécuteront ou feront exécuter, en outre, ceux des travaux pour lesquels ils auront été commis par les lois, arrêtés du gouvernement, jugemens des tribunaux. — Ils pourront aussi être chargés, sur la demande des préfets et sous l'approbation du directeur général, d'exécuter ou faire exécuter des travaux étrangers aux ponts et chaussées, mais dépendant de l'administration publique, de celle des départemens et des communes. — Ils feront, au moins, deux tournées par an dans l'étendue de leur département, pour visiter et vérifier les travaux, surveiller les entreprises, reconnaître les projets et exécuter, s'il y a lieu, sur le terrain, les opérations nécessaires pour assurer la formation desdits projets. — Ils concourront avec le directeur de la régie des droits réunis à la rédaction des conditions de la ferme de la taxe d'entretien des routes ; ils assisteront aux adjudications, et donneront leur avis au préfet. — Ils se concerteront avec le même directeur sur l'organisation et la perception des droits en régie ou en ferme de la navigation intérieure, des canaux de navigation, des bacs, du demi droit de tonnage, des droits de bassin et autres établis dans les ports maritimes de commerce. — Ils correspondront avec le directeur général des ponts et chaussées, le préfet, le directeur de la régie des droits réunis, les autorités locales, les inspecteurs divisionnaires et les ingénieurs ordinaires.

14. Les ingénieurs ordinaires seront chargés, sous les ordres de l'ingénieur en chef, de suivre et de faire exécuter les travaux des ponts et chaussées. — Ils lèveront les plans, feront les dessins, toisés, nivellemens nécessaires à la formation des projets dont ils auront été chargés ; ils prépareront les devis et détails estimatifs relatifs à ces projets. — Le tout sera remis par eux à l'ingénieur en chef. — Ils feront exécuter les travaux de toute espèce, conformément aux conditions souscrites par les entrepreneurs ; ils surveilleront avec exactitude et dirigeront les constructions des travaux d'art ; ils vérifieront les qualités, la quantité et l'emploi des matériaux ; ils feront toutes les vérifications et toisés nécessaires qui doivent précéder la réception des travaux ; ils feront cette réception, régleront provisoirement les comptes des entrepreneurs ; ils adresseront aux ingénieurs en chef les certificats nécessaires aux entrepreneurs, à l'effet d'obtenir du préfet les paiemens d'à-comptes ou définitifs. — Ils tiendront dans le meilleur ordre les registres et pièces de comptabilité, et se mettront en état de fournir à l'ingénieur en chef, sans retard, tous les comptes et renseignemens qu'il pourra leur demander. — Les ingénieurs ordinaires se rendront auprès de l'ingénieur en chef, lorsqu'ils en seront requis : ils devront, chaque année, séjourner auprès de lui pendant le mois de frimaire, pour concourir à la rédaction des comptes de

l'exercice précédent, et à la préparation des travaux de l'année. — Ils doivent être sans cesse présens sur les ateliers des grandstravaux d'art : quant aux travaux ordinaires des routes et de la navigation, ils doivent, pendant la saison d'activité, les visiter le plus souvent possible, et ne rester dans leur domicile que le temps nécessaire pour mettre en ordre la comptabilité, et pour s'occuper des projets, devis, et autres affaires de bureau dont ils sont chargés. — Ils auront la correspondance avec l'ingénieur en chef, le sous-préfet et les maires de leur arrondissement, et avec l'inspecteur divisionnaire, en ce qui intéresse le service de l'inspection seulement.

TITRE IV. — Conseil général des ponts et chaussées.

15. Le conseil général des ponts et chaussées est composé du directeur général, des inspecteurs généraux, de cinq inspecteurs divisionnaires appelés à cet effet à Paris, et d'un secrétaire ingénieur en chef. — Il est présidé par le directeur général, et, en son absence, par un inspecteur général, nommé pour un an par le ministre de l'intérieur, sur la présentation du directeur général. Le président pourra être continué. — Le conseil général donnera son avis sur les projets et plans de travaux, et sur toutes les questions d'art et de comptabilité qui lui seront soumises, et dont il lui sera fait rapport par ceux de ses membres qui auront été chargés de les examiner. — Le conseil général donnera aussi son avis sur le contentieux de l'administration, relatif à l'établissement, règlement et police des usines à eau. — Il sera nécessairement consulté sur toutes les questions contentieuses qui devront être portées au conseil d'état ou décidées par le ministre. — Le conseil général s'assemblera une fois par semaine : les ingénieurs de tout grade qui se trouveront à Paris ont le droit d'assister à cette assemblée ; mais ils n'y auront que voix consultative. — Néanmoins, les inspecteurs divisionnaires qui se trouveront à Paris y auront voix délibérative, quoiqu'ils ne fassent pas partie du conseil. — Les directeurs des travaux des ports militaires auront séance et voix délibérative au conseil. — Le conseil général pourra, en outre, être assemblé extraordinairement, sur la convocation du directeur général, qui pourra le mettre en comité lorsqu'il le jugera convenable. — L'ingénieur en chef secrétaire du conseil inscrira les délibérations sur deux registres séparés, l'un pour le conseil général, l'autre pour le comité. Le procès-verbal des séances sera signé à la séance suivante, et présenté au directeur général, pour être par lui visé, lors même qu'il n'aurait pas présidé.

TITRE V. — Police.

16. Les ingénieurs des différens grades et des différentes classes conserveront la subordination envers le grade et la classe supérieurs. Dans les occasions où les ingénieurs de même grade et de même classe seront en concurrence de fonctions, le plus ancien reçu commandera.

17. Les fautes simples contre la subordination ou l'exactitude du service seront réprimées par les arrêts, suivant l'ordre ci-après. — L'élève en mission pourra être mis aux arrêts pour un terme qui ne pourra excéder dix jours, par l'ingénieur ordinaire, à la charge d'en prévenir l'ingénieur en chef, qui pourra confirmer ou lever les arrêts. — Les élèves, les aspirans et les ingénieurs ordinaires pourront être mis aux arrêts pour un terme qui ne pourra pas excéder vingt jours, par l'inspecteur divisionnaire et par l'ingénieur en chef, à la charge d'en faire part au préfet, et d'en rendre compte au directeur général, qui pourra lever ou confirmer les arrêts, ou les prolonger pour un mois au plus. — Les ingénieurs en chef pourront être mis aux arrêts, pour un terme qui ne pourra pas excéder trente jours, par le directeur général, sur le rapport de l'inspecteur divisionnaire : le préfet

sera informé de sa décision.—Les inspecteurs divisionnaires pourront être mis aux arrêts, pour un mois au plus, par le directeur général, sur les informations qui lui seront parvenues.—Les inspecteurs généraux pourront être mis aux arrêts par le ministre de l'intérieur, sur le rapport du directeur général.—Le directeur général rendra compte au ministre des arrêts qu'il aura imposés aux inspecteurs divisionnaires et aux ingénieurs en chef.

18. Les fautes plus graves contre la subordination et l'exactitude du service seront réprimées par une suspension de fonctions et par la privation de traitement, qui ne pourra excéder six mois. Le ministre prononcera, sur le rapport du directeur général.

19. Les fautes très graves qui auraient compromis ou le service, ou les fonds du trésor public, ou l'honneur du corps, les fautes récidivées contre la subordination et l'exactitude du service, seront punies de la destitution prononcée par sa majesté l'empereur, sur le rapport du ministre de l'intérieur, et d'après l'avis motivé du directeur général.

20. Hors le cas des tournées autorisées, les inspecteurs généraux ne pourront s'absenter de Paris sans une permission délivrée par le directeur général, qui en rendra compte au ministre.—Les inspecteurs divisionnaires ne pourront quitter leur division, sans une permission du directeur général.—Les ingénieurs en chef et ordinaires ne pourront quitter le département au service duquel ils sont attachés, sans une permission du directeur général, délivrée sur l'avis du préfet.—Les ingénieurs ordinaires ne pourront quitter leur arrondissement ou le service auquel ils auront été attachés, sans une permission de l'ingénieur en chef, approuvée par le préfet.

21. Les ingénieurs qui ne se rendront pas à leur poste aux époques assignées, seront privés de leurs appointemens pour tout le temps de leur absence de ce même poste. — Si le retard excède un mois, il y aura lieu à une suspension de service et de traitement pendant quatre mois. — Si le retard excède trois mois, il y aura lieu à prononcer leur destitution.

22. L'uniforme des ingénieurs des ponts et chaussées sera, habit français de drap bleu national, doublé de même, boutonné sur la poitrine et dégagé sur les cuisses; — Un seul rang de boutons sur le côté droit de l'habit: poches en travers et à trois pointes avec trois boutons, un bouton à la naissance des plis et deux dans la longueur;—Collet renversé, de drap cramoisi, monté sur un collet droit de huit centimètres de hauteur;—La manche de l'habit coupée en dessous, avec paremens de drap cramoisi, garnis de trois petits boutons;—Veste chamois, boutonnée par douze petits boutons; culotte bleue;—Boutons surdorés avec un fond uni; autour du bouton, les mots : *Ingénieur des ponts et chaussées*.—Chapeau uni à la française, avec ganse en or pareille à la baguette à fleurons dont le dessin est ci-joint, n° 2; la ganse arrêtée par un petit bouton; la cocarde et une arme.

23. Les grades seront distingués par une broderie en or, formée d'une branche d'olivier, enroulée d'un ruban et portée par une simple baguette, ayant ensemble une largeur de trente-cinq millimètres, suivant le modèle ci-joint sous le n° 1^{er}.

Directeur général. Il aura la broderie sur le collet, les paremens, les poches, autour de l'habit et des boutonnières.

Inspecteurs généraux. Ils auront la broderie sur le collet, les paremens, les poches, et autour de l'habit.—Pour le petit uniforme, ils auront la broderie sur le collet et les paremens seulement, avec la baguette à fleurons n° 2, de quinze millimètres de largeur, au bas de cette broderie.

Inspecteurs divisionnaires. Ils auront la broderie sur le collet, les paremens et les poches, et la baguette n° 2 autour de l'habit.—Pour le petit uni-

forme, ils auront la broderie sur le collet seulement, avec la baguette à fleurons n° 2.

Ingénieurs en chef. Ils auront la broderie sur le collet, les poches et les paremens.

Ingénieurs ordinaires. Ils auront la broderie sur le collet et les paremens. — Les deux classes d'ingénieurs en chef et ordinaires seront indiquées dans le milieu du bouton.

Aspirans. Ils auront la broderie sur le collet seulement.

Elèves des ponts et chaussées. Ils auront la baguette n° 2 sur le collet. — Il est rigoureusement prescrit aux ingénieurs de porter l'uniforme sur les travaux. — Il leur est interdit de rien changer à l'uniforme ci-dessus indiqué pour chaque grade.

TITRE VI. — Nomination et avancement.

24. Les soixante élèves des ponts et chaussées sont pris parmi ceux de l'école polytechnique qui, ayant complété leurs études et rempli les conditions exigées par les réglemens des deux écoles, auront été choisis par l'administration de l'école polytechnique.

25. Les quinze places d'aspirans des ponts et chaussées seront données aux élèves de la première classe, dans l'ordre de la primauté de leurs degrés. Lorsqu'il y aura lieu à une ou plusieurs nominations, le premier ou les premiers de la première classe seront, à cet effet, désignés par le directeur de l'école, au directeur général, qui les nommera, ou qui décidera si des raisons de convenance de service n'exigent pas une exception. — Le directeur-général déterminera leur destination, et leur donnera une commission, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

26. Les ingénieurs ordinaires sont pris parmi les aspirans : ils sont nommés par l'empereur, sur l'indication du directeur général et sur le rapport du ministre de l'intérieur.

27. Les ingénieurs en chef sont pris parmi les ingénieurs ordinaires de première classe, sans exclusion de la seconde : ils sont nommés par l'empereur, sur l'indication du directeur général et sur le rapport du ministre de l'intérieur.

28. La promotion d'une classe à l'autre, relativement aux ingénieurs ordinaires et aux ingénieurs en chef, s'exécute par le ministre de l'intérieur, sur le rapport du directeur général.

29. Les inspecteurs divisionnaires seront pris parmi les ingénieurs en chef de première classe, sans exclusion de la seconde : ils seront nommés par sa majesté l'empereur, sur l'indication du directeur général et sur le rapport du ministre de l'intérieur.

30. Les inspecteurs généraux sont pris parmi les inspecteurs divisionnaires et les ingénieurs en chef des deux classes : ils seront nommés par sa majesté l'empereur, sur l'indication du directeur général et sur le rapport du ministre de l'intérieur.

TITRE VII. — Traitemens, commis, frais et loyers de bureau, frais de tournées.

31. Les appointemens des différens grades et classes d'ingénieurs sont fixés de la manière suivante : — Elèves de troisième classe, sept cents francs ; — Elèves de deuxième classe, huit cents francs ; — Elèves de première classe, neuf cents francs ; — Aspirans, dix-huit cents francs ; — Ingénieurs ordinaires de deuxième classe, deux mille cinq cents francs ; — Ingénieurs ordinaires de première classe, deux mille huit cents francs ; — Ingénieurs en chef de deuxième classe, quatre mille cinq cents francs ; — Ingénieurs en

chef de première classe, cinq mille francs; — Ingénieurs en chef, lorsqu'ils dirigeront des travaux qui mettront d'autres ingénieurs en chef sous leurs ordres, six mille francs; — Inspecteurs divisionnaires, huit mille francs; — Inspecteurs généraux, douze mille francs.

32. Les frais de bureau de toute espèce et les frais de voyage seront réglés ainsi qu'il suit : — Les inspecteurs généraux recevront annuellement, pour leurs frais de bureau, une somme de quinze cents francs; — Les frais de leurs tournées d'inspection extraordinaires seront payés comme par le passé, à raison de dix francs par poste et quinze francs par jour. — Les inspecteurs divisionnaires recevront, pour frais et loyers de bureau, paiement d'employés, frais de tournées et autres dépenses, une somme annuelle fixée — A six mille francs pour les première, deuxième, quatrième, sixième, neuvième, dixième et treizième inspections; — A cinq mille cinq cents francs, pour les troisième, cinquième, huitième et quinzième; — A cinq mille francs pour les septième, onzième, douzième et quatorzième. — Pour les mêmes objets de dépenses, les ingénieurs en chef de département recevront la somme annuelle fixée par chaque département dans le tableau n° 6, annexé au présent règlement; lequel tableau a été classé à raison de la nature et de l'étendue des travaux propres à chaque département, de la population du chef-lieu, et d'autres considérations. — Les ingénieurs ordinaires de département tenus d'être habituellement sur les routes recevront pour leurs frais de bureau et pour toute indemnité de voyage une somme de mille francs dans les départemens où il n'y aura qu'un ingénieur de ce grade et à Paris, et huit cents francs quand le service du département sera partagé entre plusieurs. — A ce moyen, ils seront tenus d'avoir et d'entretenir un cheval. — Les aspirans recevront annuellement une somme de trois cents francs, et les élèves de service cent francs pour leur campagne. — Les ingénieurs de tout grade employés extraordinairement seront, à raison du service dont ils seront chargés, assujétis aux dispositions précédentes, et assimilés pour leurs frais de bureau et de tournées, à l'une des classes du tableau n° 6. — S'il y a lieu, le ministre statuera sur les supplémens à accorder dans les circonstances qui l'exigeront. — Il ne sera point alloué de frais de voyage dans le cas où les ingénieurs de tout grade seront déplacés pour leur avancement; mais ils recevront une indemnité pour leur déplacement, lorsqu'ils passeront d'un lieu à un autre dans le même grade, et lorsqu'ils seront destinés à des services extraordinaires. — Les inspecteurs divisionnaires qui seront appelés à Paris ne recevront point d'autres frais de voyage que ceux fixés par le paragraphe 1^{er} de cet article; mais il leur sera alloué une indemnité de trois cents francs par mois pendant leur séjour à Paris.

TITRE VIII. — Retraites et pensions.

33. A dater du 1^{er} vendémiaire an 13, il sera fait chaque mois une retenue de trois pour cent sur les appointemens des ingénieurs de tout grade, jusques et compris les aspirans, pour former un fonds destiné à l'acquit des pensions, tant des ingénieurs qui seront dans le cas d'obtenir leur retraite, que des veuves et enfans desdits ingénieurs.

34. Le montant des vacances d'emplois qui n'excéderont pas quinze jours sera ajouté à la retenue ci-dessus, pour augmenter le fonds des retraites et pensions.

35. Les ingénieurs de tout grade auront droit à la retraite, après trente ans de service effectif dans le corps. — Les trente ans dateront de la nomination comme aspirant, ou de l'âge de vingt ans, dans le cas où l'aspirant serait au dessous de cet âge lors de sa nomination.

36. Pour déterminer le montant des pensions de retraite dues à chaque ingénieur, il sera fait une année commune du traitement dont il aura joui pendant les trois dernières de son activité. — La pension sera de la moitié de ce produit pour trente années de service, et d'un vingtième de l'autre moitié pour chaque année au dessus de trente ans, sans que, dans aucun cas, le *maximum* de ces retraites puisse être au dessus de—Six mille francs pour les inspecteurs généraux, —Quatre mille francs pour les inspecteurs divisionnaires et ingénieurs en chef directeurs, — Trois mille francs pour les ingénieurs en chef, — Et deux mille francs pour les ingénieurs ordinaires.

37. Dans le cas de retraite forcée avant trente ans, pour cause d'infirmités, la pension à accorder sera déterminée à raison d'un sixième du traitement pour dix ans de service, et, en outre, d'un soixantième pour chaque année excédant le nombre de dix.

38. Les pensions de retraite des ingénieurs ne seront pas reversibles à leurs veuves ni à leurs enfans.

39. Il sera accordé aux veuves des ingénieurs décédés une pension alimentaire à titre de secours; elle sera du tiers de la retraite à laquelle les décédés auraient eu droit si cette retraite eût été liquidée à l'époque de leur décès; et, dans tous les cas, elle n'excédera pas le *maximum* de douze cents francs. — Pour obtenir cette pension, les veuves devront prouver qu'elles étaient mariées depuis cinq ans, qu'il n'y a point eu de divorce prononcé, qu'elles n'ont pas un revenu net de six cents francs.

40. Une somme de quatre mille francs sera prise annuellement sur le fonds des retraites pour être employée à donner des secours aux orphelins des ingénieurs qui auraient perdu leur père et leur mère, et qui seraient le plus dénués de moyens d'existence. Ces secours seront distribués sur la proposition du conseil général des ponts et chaussées, arrêtée par le directeur général et approuvée par le ministre; ils cesseront lorsque les individus auront obtenu une amélioration suffisante dans leurs facultés; et, dans aucun cas, ils ne seront continués lorsque l'individu aura atteint l'âge de vingt ans.

41. Au 15 des mois de ventose et fructidor de chaque année, le directeur général des ponts et chaussées remettra au ministre de l'intérieur, pour être soumis au gouvernement, — 1° L'état des pensions déjà obtenues, — 2° La situation du fonds de retenue, y compris les intérêts accumulés, s'il y a lieu; cet état sera concerté entre l'administration des ponts et chaussées et celle de la caisse d'amortissement; — 3° L'état des nouvelles demandes de retraite pour les ingénieurs, ou de pensions pour les veuves, et la somme nécessaire pour les acquitter. — Les nouvelles demandes ne seront admises que dans la proportion des fonds disponibles; celles sur lesquelles ils ne pourra être statué, faute de fonds, seront ajournées au semestre suivant. — Le paiement des pensions et secours établis en faveur des ingénieurs sera exécuté par la caisse d'amortissement.

42. Les appointemens des ingénieurs seront payés par trimestre comme par le passé: les ordonnances délivrées à cet effet seront sujettes à la retenue de trois pour cent; il sera fait mention expresse de cette condition sur les ordonnances. — Lors du paiement des appointemens aux parties prenantes, les préposés du payeur général des dépenses diverses exerceront la retenue; il en sera fait mention dans les quittances ou états d'émargement signés par les ingénieurs. — Les préposés du payeur général verseront le montant de la retenue par eux exercée dans les caisses qui leur seront indiquées par le directeur de la caisse d'amortissement. — Les retraites et pensions seront payées chaque trimestre aux parties prenantes, soit par la caisse d'amortissement elle-

même, à Paris, soit par les agens qu'elle désignera dans les chefs-lieux de départemens et d'arrondissemens communaux. — A cet effet, il sera adressé, chaque trimestre, par le directeur général des ponts et chaussées, au directeur de la caisse d'amortissement, un état des paiemens à exécuter, en conformité des états de semestre soumis au gouvernement. Les parties prenantes y désignées seront payées sur leurs quittances.

43. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, il sera prélevé annuellement, sur les fonds provenant de la taxe d'entretien des routes, une somme de soixante-dix mille francs pour former le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des ingénieurs âgés ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée, et aux veuves actuellement existantes susceptibles de pensions. — La distribution de cette somme sera soumise au gouvernement. — Cette charge s'éteindra successivement par le décès des individus compris dans l'état approuvé par le gouvernement. — Le montant de ce fonds sera versé par trimestre, sur les ordonnances du ministre de l'intérieur, à la caisse d'amortissement, qui en tiendra un compte distinct de celui du fonds de retenue.

44. Les ingénieurs des ponts et chaussées, attachés aux travaux des ports militaires, auront droit aux retraites; et attendu qu'il leur est fait à la marine une retenue de trois pour cent, et que ce département demeure déchargé de leur constituer des retraites, la retenue qui leur est faite sera, à compter du 1^{er} vendémiaire an 13, versée chaque trimestre à la caisse d'amortissement par le ministre de la marine.

45. Si le produit des retenues excède le montant des retraites et pensions à payer annuellement, la caisse d'amortissement en accumulera les intérêts au profit du fonds de retenue.

46. La caisse d'amortissement rendra tous les ans au ministre de l'intérieur, et en se concertant avec l'administration des ponts et chaussées, le compte du fonds des retraites et pensions des ingénieurs.

TITRE IX. — Conducteurs des ponts et chaussées.

47. Il y aura des conducteurs des travaux des ponts et chaussées, chargés de surveiller et contrôler, sous les ordres des ingénieurs, les travaux de toute espèce en entreprise ou régie, de tenir les états des piqueurs et ouvriers, vérifier les matériaux et leur emploi, de les toiser en présence des ingénieurs, d'aider les ingénieurs pour la levée des plans, de concourir à l'exécution des lois, et de verbaliser sur les contraventions en matière de grande voirie.

48. Un conducteur sera attaché à chaque ingénieur ordinaire, excepté les cas où des travaux d'art en exigeraient un plus grand nombre; ce qui sera réglé par le directeur général.

49. Les conducteurs seront au nombre de trois cent cinquante, tant pour le service ordinaire que pour le service extraordinaire. — Ils seront classés ainsi qu'il suit : première classe, cinquante; deuxième classe, cent dix; troisième classe, cent soixante; aspirans, trente.

50. La résidence des conducteurs sera déterminée par l'ingénieur en chef, d'après l'indication des besoins du service.

51. Leur traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit : — Conducteur de première classe, quinze cents francs; — Conducteur de deuxième classe, douze cents francs; — Conducteur de troisième classe, mille francs; — Aspirant, six cents francs.

52. Les conducteurs seront nommés par le directeur général des ponts et

chaussées, sur la présentation de l'ingénieur en chef et l'avis de l'inspecteur divisionnaire. Leur avancement aura lieu de la même manière. — Pour être nommé aspirant conducteur, il faut avoir vingt ans accomplis. — Tout aspirant conducteur doit justifier qu'il sait lire, écrire, calculer, toiser, lever des plans élémentaires, et les dessiner au trait. — Il doit avoir travaillé pendant deux ans, en qualité de surnuméraire ou d'employé, dans les bureaux de l'ingénieur en chef ou de l'inspecteur divisionnaire.

53. Les promotions des conducteurs auront lieu une fois par an, au 1^{er} vendémiaire, sur les informations qui seront parvenues au directeur général dans le mois de thermidor précédent. — L'avancement pourra avoir lieu même sans changement de domicile.

54. L'uniforme des conducteurs sera l'habit bleu national, collet et paremens pareils, avec des boutons blancs, marqués *ponts et chaussées* autour, et *conduite des travaux* dans le milieu.

55. Le traitement des conducteurs est assujéti à la retenue de trois pour cent, pour former un fonds de retraite, dont il sera tenu un compte séparé par la caisse d'amortissement. — Toutes les dispositions relatives aux retraites des ingénieurs sont applicables aux conducteurs; le *maximum* des retraites de ces derniers, étant, du reste, fixé à huit cents francs. — Une somme annuelle de deux mille francs sera réservée sur le fonds de retenue, pour être distribuée, à titre de secours, à des veuves et à des orphelins de conducteurs morts en activité de service, ou à ceux mêmes de ces conducteurs qui, dans l'exercice de leurs fonctions, seraient gravement blessés par quelque accident.

56. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, il sera prélevé annuellement, sur les fonds provenant de la taxe d'entretien des routes, une somme de huit mille francs pour former le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des conducteurs âgés ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée. — La distribution de cette somme sera soumise à l'approbation du gouvernement. — Cette charge s'éteindra successivement par le décès des individus compris dans l'état approuvé par le gouvernement. — Le montant de ce fonds sera versé par trimestre, sur les ordonnances du ministre de l'intérieur, à la caisse d'amortissement, qui en tiendra un compte distinct.

57. Les conducteurs réformés par l'effet de la présente organisation, seront appelés à être remplacés lors des vacances; ils pourront, dans l'intervalle, être employés de préférence comme piqueurs.

58. Tous les conducteurs compris dans l'arrondissement d'un inspecteur divisionnaire formeront une brigade: l'inspecteur en dressera le contrôle; et dans le cas de vacance ou d'avancement, les conducteurs de l'arrondissement rouleront entre eux, sans préjudice néanmoins de la décision contraire du directeur général.

TITRE X. — Ecole des ponts et chaussées (1).

59. L'école nationale et d'application des ponts et chaussées, établie en 1747, et réorganisée par la loi de 1791, sera dirigée par un inspecteur général, sous la surveillance et administration du directeur général des ponts et chaussées.

60. Les fonctions du directeur de l'école sont déterminées par le présent règlement, et par le règlement spécial pour cette école. — Il est en même temps garde des plans, projets et modèles servant à l'instruction des élèves.

61. Le directeur de l'école aura immédiatement sous lui un inspecteur ayant le grade d'ingénieur en chef.

(1) Voyez le décret du même jour 7 fructidor an 12 (25 août 1804), et la note.

62. Le directeur de l'école, l'inspecteur, les trois professeurs et deux inspecteurs généraux qui seront désignés, formeront le conseil de l'école, présidé par le directeur général des ponts et chaussées, et, en l'absence, par le directeur de l'école. — Dans ce conseil, qui se réunira au moins une fois par mois, se traiteront toutes les affaires relatives à la discipline et à l'administration de l'école, à l'instruction et au personnel des élèves. — Ses délibérations seront soumises à l'approbation du directeur général.

63. Le nombre des élèves des ponts et chaussées tirés de l'école polytechnique, conformément à la loi du 30 vendémiaire an 4, est fixé à soixante, divisés en trois classes, savoir : vingt de première classe, vingt de deuxième classe, vingt de troisième classe.

64. Chaque élève recevra un traitement annuel, réglé ainsi qu'il suit : ceux de première classe, neuf cents francs ; ceux de deuxième classe, huit cents francs ; ceux de troisième classe, sept cents francs.

65. Les élèves pourront être envoyés en campagne dans le cours de floréal ou de prairial de chaque année, et jamais avant cette époque. — Ils recevront, dans ce cas, le traitement des aspirans, et ne seront pas portés sur les états d'émargement de l'école, pendant tout le temps de leur absence. — Les élèves ainsi envoyés au dehors seront tenus d'être rentrés à l'école le 1^{er} frimaire, jour fixé pour la reprise des cours et des exercices, à moins que des raisons majeures n'aient déterminé le directeur général à approuver une plus longue absence.

66. Le mode d'enseignement, celui d'avancement dans chaque classe, suivant l'ordre des degrés, et d'une classe à l'autre, et enfin la police intérieure de l'école, seront fixés par un règlement particulier.

67. L'élève qui, après trois ans d'école, n'aura pas fait le travail exigé, et donné des preuves d'aptitude nécessaires pour être reçu aspirant, cessera d'être compris sur le tableau : il en sera de même de ceux qui ne suivront pas avec exactitude les cours et les exercices, ou qui tiendront une conduite répréhensible. Ces exclusions auront lieu sur la décision du ministre de l'intérieur, après la délibération du conseil de l'école.

68. Les professeurs seront au nombre de trois. — Le premier enseignera la stéréotomie appliquée à la coupe des pierres et des bois, et la pratique des constructions, comprenant celle des routes et des travaux hydrauliques. — Le deuxième enseignera l'architecture civile et les arts de dessin qui se rapportent aux constructions en général. — Le troisième enseignera la mécanique appliquée. — Ces professeurs seront pris parmi les ingénieurs en chef ou ingénieurs ordinaires qui auront été jugés capables par le conseil de l'école. — Ils recevront le traitement de leur grade et de leur classe.

69. Il sera pris, sur le produit de la taxe d'entretien des routes, une somme annuelle de soixante-douze mille quatre cents francs pour les dépenses de l'école, consistant en traitement des élèves et d'un secrétaire, salaires des gardes-salles et du portier, prix à distribuer à la fin de l'année, frais de chauffage, lumières, etc., achat de livres d'arts, d'instrumens et confection de modèles, et en indemnités à accorder aux professeurs pour les travaux extraordinaires relatifs à l'instruction dont ils pourront être chargés après la cessation des cours, sur la délibération du conseil de l'école, approuvée par le directeur général.

TITRE XI. — Bureaux de l'administration générale.

70. Les employés de l'administration centrale des ponts et chaussées seront susceptibles d'une retraite après trente ans de service effectif, pour lesquels on comptera tous les emplois publics qu'ils auront exercés. — Le traitement

de tous les employés des bureaux de l'administration centrale des ponts et chaussées sera assujéti à la retenue de trois pour cent, pour former un fonds de retraite, dont il sera tenu un compte séparé par la caisse d'amortissement. — Toutes les autres dispositions relatives aux retraites des ingénieurs sont applicables aux employés des bureaux de l'administration centrale. — Le *maximum* de la retraite ne pourra excéder les deux tiers du traitement moyen des trois dernières années d'activité.

71. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, il sera prélevé annuellement, sur les fonds provenant de la taxe d'entretien des routes, une somme de dix mille francs pour former le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des employés âgés ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée. La distribution de cette somme sera soumise à l'approbation du gouvernement. — Cette charge s'éteindra successivement par le décès de ceux compris dans l'état approuvé par le gouvernement. — Le montant de ce fonds sera versé par trimestre, sur les ordonnances du ministre de l'intérieur, à la caisse d'amortissement, qui en tiendra un compte distinct.

TITRE XII. — Dispositions particulières aux ingénieurs des ponts et chaussées employés aux travaux de la marine militaire.

72. Les ingénieurs des ponts et chaussées qui, en exécution de la loi du 7 floréal an 8, auront été mis aux ordres du ministre de la marine pour le service des ports militaires, continueront à faire partie du corps des ponts et chaussées. — Ils sont susceptibles de tous les grades, et de recevoir leur retraite au moyen de la retenue sur leurs appointemens ordonnée par l'article 33 du présent règlement. — Du moment où, sur la demande du ministre de la marine, un ingénieur a été mis sous les ordres de ce ministre, et pendant tout le temps de ses fonctions dans les travaux de la marine militaire, il cesse d'être sous les ordres du ministre de l'intérieur : néanmoins, le directeur général des ponts et chaussées reste chargé de le surveiller comme tous les autres ingénieurs, quant à la conduite morale seulement.

73. Lorsqu'un ingénieur employé dans les travaux des ports militaires rentrera dans le service de l'intérieur, il sera tenu de rapporter un état de ses services, certifié par les chefs compétens et par le ministre de la marine. — Nul avancement des ingénieurs employés par la marine n'aura lieu que sur la demande du ministre de ce département, adressée au ministre de l'intérieur. — Dans le cas où ces ingénieurs, par leur ancienneté ou la nature de leur service, seraient devenus susceptibles d'un avancement incompatible avec le genre de fonctions dont ils seraient chargés, le ministre de la marine sera invité à consentir à leur remplacement, afin que, par leur rentrée dans le service de l'intérieur, ils jouissent des avantages qui leur seraient dus.

74. Le grade et les fonctions de directeur des travaux des ports militaires sont compatibles et peuvent se cumuler avec le grade et les fonctions d'inspecteur général et d'inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées. — Lorsque les directeurs des ports militaires auront obtenu le grade d'inspecteur divisionnaire ou celui d'inspecteur général, ils recevront leur traitement dans le ministère de la marine, sur le pied déterminé par le présent règlement. — Le directeur général des ponts et chaussées pourra, sous l'agrément du ministre de la marine, adresser aux directeurs des travaux des ports militaires, des commissions spéciales pour des vérifications de plans et projets relatifs à des localités situées dans l'arrondissement de leurs directions. Dans ce cas, il leur sera accordé des indemnités qui seront fixées par le ministre de l'intérieur.

TITRE XIII. — Dispositions générales.

75. En exécution de l'article 13 du présent règlement, lorsque les ingénieurs des ponts et chaussées auront prêté leur ministère pour l'exécution des lois et décrets impériaux, et des jugemens des cours, et lorsqu'ils auront été commis pour des travaux dépendant de l'administration publique, de celle des départemens et des communes, ils seront remboursés de leurs frais de voyage et autres dépenses, et ils recevront en outre des honoraires proportionnés à leur travail. — Ces honoraires seront déterminés par le temps qu'ils auront employé, soit à faire des plans et projets, soit à en suivre l'exécution, sans que la base puisse être établie sur l'étendue des dépenses. — Les ingénieurs fourniront l'état de leurs frais et indemnités dont ils seront remboursés d'après l'approbation, le règlement et le mandat du préfet. — Ce mandat sera exécutoire contre les particuliers qui, intéressés dans une affaire administrative, contentieuse ou judiciaire, auront été déclarés devoir supporter les frais dus à l'ingénieur; et il sera procédé au recouvrement par voie de contrainte, comme en matière d'administration. — Lorsque l'ingénieur ordinaire et l'ingénieur en chef auront concouru à la même opération, chacun d'eux fournira l'état de ses dépenses respectives. Quant aux honoraires, s'ils ne sont pas susceptibles de distinction, ils seront partagés dans une proportion qui sera concertée entre eux, et qui, à défaut de concert, sera réglée par le directeur général, sur l'avis du conseil des ponts et chaussées.

76. Il sera formé, auprès de l'administration des ponts et chaussées, des archives dans lesquelles seront réunis tous les plans, projets, mémoires, titres et papiers relatifs à cette administration. — Les cartes, les plans et projets des travaux dont l'exécution aura été ordonnée, seront déposés dans les archives respectives des départemens, pour être communiqués, à toute réquisition, aux ingénieurs chargés de l'exécution de ces travaux. Ils en prendront des copies; et néanmoins, les originaux leur seront provisoirement remis pour l'exécution des travaux, et jusqu'à la confection des copies.

77. Il sera fait un inventaire détaillé de tous les plans, papiers et cartes, des instrumens et du mobilier appartenant à l'état, et existant dans les bureaux des ingénieurs en chef et des ingénieurs ordinaires. Le double de cet inventaire, vérifié et visé par l'inspecteur divisionnaire, sera adressé au directeur général, dans les trois premiers mois de l'an 13. — En cas de décès d'un ingénieur de tout grade, retiré ou en activité de service, les sous-préfets feront former des oppositions aux scellés, s'il en est apposé; et ce, pour la conservation des objets appartenant à l'état. — S'il n'est pas apposé de scellés, ils feront, sans délai, procéder au récolement de l'inventaire des bureaux, à l'enlèvement des objets y énoncés, et au séquestre et enlèvement provisoire de tous les plans, mémoires et cartes relatifs à l'administration des ponts et chaussées. — Les sous-préfets informeront de ces mesures le directeur général des ponts et chaussées, qui désignera le successeur du décédé, ou tel autre ingénieur, pour faire le triage de ce qui appartiendra à l'état. — Si, parmi les papiers, cartes ou plans appartenant à la succession, il s'en trouve qui puissent être utiles au service des ponts et chaussées, ils seront retenus en en payant la valeur, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 13 nivose an 10.

78. Sur la proposition du ministre de l'intérieur, et pour récompenser des services distingués, il pourra être accordé aux ingénieurs qui auront obtenu leur retraite, le brevet simplement honoraire d'un grade supérieur.

79. Le directeur général des ponts et chaussées rédigera les instructions

générales nécessaires à l'exécution du présent décret; elles seront soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

80. La présente organisation recevra son exécution à compter du 1^{er} vendémiaire an 13.

(Suivent des tableaux sur l'organisation du service ordinaire et extraordinaire des ingénieurs en chef et des ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, sur la désignation des ports de la marine militaire, et sur l'organisation du service des inspecteurs divisionnaires.—Suit pareillement l'état des sommes fixes allouées aux ingénieurs pour frais de tournée et de bureau.)

N° 331. = 7 fructidor an 12 (25 août 1804). = DÉCRET portant règlement intérieur de l'école d'application des ponts et chaussées (1). (Dépôt des lois, n° 54 bis.)

TITRE 1^{er}. — Casernement des élèves.

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 13 du décret impérial du 27 messidor an 12, les élèves des ponts et chaussées seront formés en une compagnie qui fera la cinquième du bataillon créé par le même décret. — Cette compagnie sera composée des soixante élèves et de ceux des quinze aspirans qui n'auront pas encore reçu une commission d'activité. — Ils seront casernés dans le même édifice que les élèves de l'école polytechnique, et soumis au règlement compris dans les articles suivans.

2. Les élèves des ponts et chaussées seront réunis dans un même quartier à la caserne.

3. Du moment de leur admission à l'école des ponts et chaussées, ils cesseront de recevoir l'instruction militaire énoncée à l'article 7 du décret impérial précédemment cité.

4. Ils se rendront de la caserne à l'école, aux heures indiquées par le présent règlement, accompagnés d'un officier.

5. Il y aura toujours dans l'école, pendant les cours, leçons et répétitions, un officier chargé d'y maintenir le bon ordre et la police.

6. Lorsque les élèves seront conduits par leurs professeurs pour faire des études et des opérations sur le terrain, ils seront accompagnés par l'officier chargé de la police.

7. Il sera prélevé sur les appointemens accordés aux élèves des ponts et chaussées la somme qui sera fixée par le professeur pour les frais de leur nourriture, entretien et habillement dans les casernes. Le surplus sera remis aux élèves. — Ils seront tenus de se fournir de livres et autres objets nécessaires à leur instruction.

TITRE II. — Durée des cours, objets d'enseignement, heures des leçons.

8. Les cours oraux et les exercices de l'école des ponts et chaussées commenceront, chaque année, le 1^{er} frimaire. — Les cours finiront le 30 ventose; et le reste de l'année sera donné, de la part des élèves qui ne seront point envoyés en campagne, aux autres études qui ont pour but de les exercer aux

(1) Voyez le décret du 31 décembre 1790 (4 novembre, 14, 18, 28 et) — 19 janvier 1791, sur les ponts et chaussées, tit. III, portant établissement et organisation de cette école; celui du 30 vendémiaire an 4 (22 octobre 1795), concernant les écoles de services publics, tit. V, portant réorganisation de l'école des ponts et chaussées; et le décret du même jour 7 fructidor an 12 (25 août 1804), sur les ingénieurs des ponts et chaussées, tit. X, qui contient des dispositions concernant cette école.

opérations à faire sur le terrain , à la formation des devis, détails et projets tant des routes que des constructions hydrauliques.

9. Les élèves se réuniront à l'école tous les jours , excepté les dimanches et les fêtes nationales.—En été, le matin, depuis sept heures jusqu'à deux heures après midi ; le soir, depuis cinq heures jusqu'à huit.—En hiver, le matin, depuis huit heures jusqu'à deux heures après midi ; le soir, depuis cinq heures jusqu'à huit.

10. Chaque année , dans le mois qui précédera l'ouverture des cours , le conseil de l'école s'assemblera , sur la convocation du directeur , et , en son absence , sur celle de l'inspecteur. — On repassera sommairement , dans ce conseil , les objets des études de l'année précédente ; on déterminera ceux qu'on devra se proposer plus particulièrement pour l'année près de commencer , et on fixera les objets de concours. — Il sera ensuite dressé un tableau conforme à celui qui accompagne le plan d'instruction imprimé en l'an 7 , lequel comprendra , — 1° Le nom des professeurs ; — 2° Les objets de leurs leçons ; — 3° Les divisions principales des sciences qu'ils auront à enseigner , et la durée de temps présumée que demandera l'enseignement de chacune de ces divisions ; — 4° Les jours et l'heure tant des leçons que des exercices. — Ce tableau sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

11. Avant l'ouverture des cours , le conseil déterminera également les exercices et les objets de concours auxquels il sera convenable d'appliquer chacun des élèves en particulier , qui sera tenu de se conformer exactement à ce qu'on lui prescrira sur ce point.

TITRE III. — Police.

12. Les élèves ne viendront à l'école qu'en uniforme.

13. Aux heures d'arrivée désignées en l'article 9 du titre II , l'inspecteur fera l'appel des élèves. — En son absence , il sera remplacé par le secrétaire de l'école , ou par telle autre personne qu'il aura désignée et indiquée au directeur. — L'officier chargé de la police informera l'inspecteur de l'école des motifs de l'absence des élèves qui ne se trouveront pas à l'appel. — Le directeur de l'école des ponts et chaussées en sera informé par l'inspecteur.

14. L'inspecteur veillera très attentivement aussi à ce que les cours des professeurs aient lieu aux jours et heures indiqués ; l'ordre et la suite dans cette partie prévenant tout relâchement de la part des élèves , et étant un des plus puissans moyens d'assurer leurs progrès.

15. Les élèves observeront le plus grand silence à l'école , et ne se permettront aucun acte qui puisse troubler l'attention indispensable pour recueillir le fruit des leçons qui seront faites , et s'occuper ensuite avec succès du travail qui leur aura été assigné. Ceux qui contreviendront à ces dispositions seront rappelés à l'ordre , et punis en cas de récidive. — Dans l'intervalle qui sépare les leçons , les élèves ne pourront se permettre de lecture ou d'occupations étrangères à ce qui leur aura été prescrit. — Aucun élève ne pourra recevoir de visites à l'école.

16. Les portes de l'école seront fermées pour la sortie des élèves , pendant les heures indiquées en l'article 9 du titre II. S'ils ont indispensablement besoin au dehors , l'inspecteur de l'école invitera par écrit l'officier à approuver leur sortie.

17. Si un élève est obligé de s'absenter un ou plusieurs jours pour des affaires urgentes ou autres causes légitimes , il fera sa demande par écrit au directeur de l'école des ponts et chaussées , qui adressera au gouverneur les motifs de l'absence , et l'invitera à l'autoriser.—Les congés d'un mois seront

sans appointemens , excepté dans le cas où le directeur général , sur le rapport qui lui en sera fait , en déciderait autrement.

18. Conformément à l'article 11 du décret impérial précité , les élèves ayant le grade de sergens et de caporaux seront chargés de maintenir le bon ordre pendant les leçons et les exercices ; et , après chaque séance , ils rendront compte à l'officier chargé de la police , de la conduite des élèves sous leur surveillance.

19. On continuera de tenir un registre du personnel des élèves , conformément à ce qui se pratique depuis l'établissement de l'école. Il en sera fait , tous les trois mois , un extrait contenant l'état des élèves qui composeront l'école , avec l'indication de leur rang dans chaque classe , celle des progrès de chacun dans les différentes parties d'enseignement , et des observations sur leur moralité et leur capacité , en un mot sur tout ce qui peut mériter l'attention du directeur général des ponts et chaussées. Cet état lui sera remis dans la séance du conseil , s'il le préside ; autrement il lui sera adressé par le directeur le lendemain de la séance.

TITRE IV. — Punitions.

20. Les punitions consisteront , — 1^o Dans les réprimandes faites par le directeur , l'inspecteur et les professeurs ; — 2^o Dans les réprimandes faites par le conseil de l'école , quand les plaintes seront de nature à y parvenir ; — 3^o Dans les arrêts ordonnés par le gouverneur de l'école polytechnique , sur les rapports qui lui parviendront ; — Enfin , dans l'expulsion prononcée par le ministre , sur le rapport du directeur général , après que la chose aura été délibérée dans le conseil des ponts et chaussées.

TITRE V. — Classement des élèves.

21. En exécution de l'article 63 du décret impérial relatif à l'organisation des ponts et chaussées , les élèves actuels seront partagés en trois classes , suivant les degrés de mérite et de connaissances qui leur seront reconnus par le directeur , après avoir pris l'avis de l'inspecteur et des professeurs.

22. Les élèves de chaque classe seront aussi placés dans la classe suivant les degrés , sans avoir égard à la date de leur entrée à l'école , à moins qu'il n'y ait égalité de connaissances et de talens entre eux. — Les premiers de chaque classe aideront de leurs conseils et de leurs lumières les élèves qui en auront besoin.

23. Lorsqu'il viendra à vaquer une place parmi les élèves , elle sera donnée à celui qui suivra immédiatement dans l'ordre de ses degrés de connaissances , et les autres élèves seront avancés suivant le même rapport dans leur classe , ou d'une classe à l'autre.

24. On a fixé , article 37 , le nombre des degrés à assigner aux prix , relativement à chaque genre d'études. Ces différens degrés , joints à ceux qui seront attribués pour les autres causes mentionnées ci-après , formeront l'échelle de comparaison pour apprécier le mérite des élèves , et assigner leur rang dans chaque classe.

25. Comme il est juste d'avoir égard au travail et aux efforts que les élèves auront faits pour les concours , on donnera indistinctement à ceux dont les projets auront été admis , le quart des degrés qui seront fixés pour le premier prix de chaque nature de travail.

26. Cependant , à l'égard du concours de mécanique appliquée et de celui de style , on observe que l'on n'accordera de degrés qu'aux élèves qui auront remporté des prix ou des accessits , à cause du peu de temps que ces concours exigent.

27. Pour tenir compte aux élèves de l'expérience qu'ils auront acquise dans la conduite des travaux, on leur accordera, sur le certificat favorable de leur ingénieur en chef, dix degrés pour chaque campagne pendant laquelle ils auront été employés à des travaux extérieurs, au moins l'espace de quatre mois de suite.

28. Si, avant d'être admis au nombre des élèves, ils avaient, au jugement du conseil de l'école, déjà acquis de l'expérience, pendant une ou plusieurs années, soit à conduire les travaux, à lever des plans ou à niveler, on leur en tiendra compte en leur donnant aussi dix degrés pour le tout.

29. On accordera aussi cinq degrés à ceux qui justifieront avoir fait la moitié de leurs études dans un lycée, et dix degrés à ceux qui les auront faites en entier. Les certificats qu'ils produiront à cet égard seront examinés et jugés par le conseil de l'école.

30. On accordera six degrés aux élèves pour chaque langue vivante étrangère qu'ils prouveront être en état de traduire et de parler, soit en entrant à l'école, soit après leur admission. L'allemand comptera pour sept degrés.

31. En cas de maladie ou d'absence des professeurs, les premiers élèves de chaque classe les remplaceront momentanément; et dans le cas où ils auront professé au moins un mois, on leur attribuera, une fois seulement, six degrés pour chaque espèce de cours.

32. A égalité de degrés, on préférera, pour les grades des classes, ceux des élèves qui auront tenu la meilleure conduite, et dont le nombre de degrés aura été mérité par des connaissances plus variées.

33. L'élève qui, pendant tout le cours de l'année, et après la distribution des prix, se sera constamment maintenu à la tête de sa classe, recevra pour cette raison seule cinq degrés.

34. Il sera accordé, à la fin de l'année, cinq degrés à l'élève de chaque classe qui, sans avoir obtenu de prix ou d'accessit, se sera le plus distingué par son assiduité et son application.

TITRE VI. — Prix et récompenses.

35. Les élèves seront obligés de concourir successivement aux prix qui seront accordés chaque année, pour les différentes connaissances auxquelles ils seront spécialement appliqués, d'après les déterminations du conseil de l'école, prises conformément à l'article 11 du présent règlement.—On ouvrira, dans le courant de brumaire, un registre sur lequel seront portés les différens objets sur lesquels chaque élève concourra.—Les projets des élèves seront faits en présence de leurs camarades, avec les précautions convenables et d'usage, pour que l'on soit assuré que ces projets auront été faits sans aucun secours étranger par ceux qui les produiront. — Chaque projet devra être remis à l'inspecteur, à l'époque fixée invariablement : passé ce terme, aucun ouvrage ne sera admis au concours.

36. Les ouvrages produits au concours seront jugés par les inspecteurs-généraux et le directeur de l'école.—Le ministre de l'intérieur invitera la première classe de l'institut national à nommer une commission pour être présente et coopérer au jugement des pièces de concours.

37. *Sujets et prix proposés pour le concours des élèves; degrés attribués à chaque prix* (1).

38. La valeur des prix sera donnée en livres et instrumens de mathématiques qui seront au choix des élèves. On gravera sur les instrumens et l'on

(1) Nous ne pensons pas qu'il soit utile de rapporter le tableau de ces objets.

écriera sur les livres le nom de l'élève et l'espèce de prix qu'il aura remportée, avec l'année du concours. Il en sera fait mention sur les registres du personnel des ponts et chaussées.

39. Indépendamment de ces prix, on donnera deux accessits pour chaque genre de concours à ceux des élèves qui les auront mérités; et le nombre de degrés attribué aux deux accessits sera de la moitié de celui des premier et second prix.

40. La somme des prix qui n'auront pas été adjugés, lorsque les pièces présentées au concours n'en auront pas paru dignes ou que tous les sujets de concours n'auront pas été proposés, sera appliquée en gratifications à différens élèves, s'il y a lieu, ou retournera en diminution de la dépense de l'école au profit du gouvernement.—Elle pourra aussi former, en s'accumulant, un fonds destiné à payer quelques voyages des élèves les plus distingués, qui iront étudier chez l'étranger les ouvrages les plus remarquables, et principalement les constructions hydrauliques. Le directeur général en décidera.

41. Les prix seront distribués, chaque année, dans le courant de germinal, à l'école des ponts et chaussées, en présence du ministre, du directeur général des ponts et chaussées, des inspecteurs généraux, des ingénieurs et autres personnes qui y seront invitées.

42. Au moyen des gratifications qui seront attribuées pour les premiers et seconds prix, les dessins et les pièces de trait auxquels ces prix auront été adjugés, resteront à l'école pour l'instruction des élèves.

TITRE VII. — Choix des élèves à envoyer en campagne, et de ceux à nommer au grade d'aspirant.

43. Le directeur et l'inspecteur seront seuls consultés sur le choix des élèves à envoyer sous les ordres des ingénieurs, et à appliquer à différentes espèces de travaux, suivant leur degré ou genre d'aptitude.—Le directeur général des ponts et chaussées informera le gouverneur de l'école polytechnique du choix qui aura été fait des élèves ainsi envoyés au dehors, de leur destination et de la durée présumée de leur absence. — Conformément à l'article 65 du décret impérial relatif à l'organisation des ponts et chaussées, les élèves ne recevront ces sortes de missions que dans le cours de floréal, et ils seront rentrés à l'école au 1^{er} frimaire de chaque année.

44. Ces missions des élèves ayant leur instruction pratique pour objet principal, ils ne seront point envoyés deux campagnes de suite sur les mêmes travaux, sans des raisons particulières.

45. Les places d'aspirans seront données aux élèves de la première classe, dans l'ordre de la primauté de leur grade; à moins que des raisons de convenance du service n'exigent une exception qui sera prononcée par le directeur général des ponts et chaussées, et soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur.

N° 332. = 8 fructidor an 12 (26 août 1804). = *DÉCRET relatif aux chasses et à la louveterie* (1). (Dépôt des lois, n° 90.)

Art. 1^{er}. La surveillance et la police des chasses dans toutes les forêts impériales sont dans les attributions du grand veneur de la couronne.

(1) Voyez le décret du 11 ventose an 3 (1^{er} mars 1795), qui accorde des primes pour la destruction des loups; l'arrêté du 19 pluviôse an 5 (7 février 1797), concernant la chasse des animaux nuisibles; la loi du 10 messidor suivant (28 juin 1797, relative à la destruction des loups; le règlement du 20 août 1814, portant organisation de la louveterie; et l'ordonnance du 1^{er}—12 novembre 1820, art. 38 et 39, concernant le service du grand-veneur.

2. La louverie fait partie des mêmes attributions.

3. Les conservateurs, les inspecteurs et gardes forestiers recevront les ordres du grand veneur pour tout ce qui a rapport aux chasses et à la louverie.

N^o 333. = 14 fructidor an 12 (1^{er} septembre 1804). = **DÉCRET concernant les entrepreneurs de voitures publiques à destination fixe** (1). (IV, Bull. XIV, n^o 217.)

Art. 1^{er}. Tout entrepreneur de voitures publiques à destination fixe et faisant le service d'une même route ou d'une ville à une autre, est compris dans les dispositions des articles 68 et 69 de la loi du 9 vendémiaire an 6, et, comme tel, soumis à leur exécution, ainsi qu'à celles des articles 74 et 75 de la loi du 5 ventose an 12.

2. Ne sont pas comprises dans l'article précédent, 1^o les voitures qui ne portent pas de voyageurs; 2^o celles restant sur place ou purement de louage, et qui partent indifféremment à quelque jour et quelque heure et pour quelque lieu que ce soit, sur la réquisition des voyageurs.

3. Les entrepreneurs de voitures publiques, autres que celles mentionnées en l'article 2, tiendront des registres en papier timbré, cotés et paraphés par le sous préfet de leur arrondissement, ou tel autre officier public commis à cet effet par le préfet du département. Ils y enregistreront, jour par jour, toutes les personnes et marchandises dont ils entreprendront le transport, ainsi que le prix des places, la nature, le poids et le prix du port des paquets et marchandises. Lesdits registres seront visés des préposés des droits réunis de l'arrondissement.

4. La perception du dixième du prix du port des marchandises, créée par l'article 75 de la loi du 5 ventose an 12, s'établira sur le vu desdits registres, qui serviront à constater la fidélité des déclarations du nombre et du prix des places de chaque voiture. A cet effet, les entrepreneurs ou leurs commis communiqueront, sans déplacement, aux préposés de la régie des droits réunis, et à toute réquisition, non seulement les registres d'enregistrement journalier ci dessus désignés, mais encore toute espèce de registres de contrôle et de recette qu'ils auront établis dans leur manutention. — Seront considérés comme marchandises sujettes au droit du dixième, tous les objets qui donneront lieu à une perception au profit de l'entreprise.

5. Les entrepreneurs remettront à leurs conducteurs, cochers, postillons ou voituriers, au moment de leur départ, une feuille de route portant le numéro de l'estampille de la voiture, le nom de l'entrepreneur et celui du conducteur, ainsi que le nombre des places de la voiture. Cette feuille, certifiée de l'entrepreneur ou d'un de ses commis, présentera littéralement, article par article, les enregistrements ainsi que le prix des places et du port des objets portés au registre. — Tout chargement fait dans le cours de la route sera inscrit sur ladite feuille et reporté au registre du bureau d'arrivée.

6. Les préposés de la régie des droits réunis sont autorisés à assister aux chargements et déchargements des voitures, tant aux lieux de départ et d'ar-

(1) Voyez la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 68 et suiv., portant établissement de droits sur les voitures publiques, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence sur cette matière.

Voyez encore la loi du 28 août 1808, concernant les voitures publiques à destination; la loi de finances du 25—26 mars 1817, art. 112 et suiv.; et celle du 17—17 juillet 1819, art. 4.

rivée, que dans le cours de la route; à viser les registres et feuilles de route, à en vérifier l'exactitude, à en prendre copie, et à dresser procès-verbal de toutes contraventions.

7. Sont exceptés du droit de dixième et du droit fixe, les courriers chargés du transport des dépêches, dans les malles affectées à ce service par l'administration des postes, et à elles appartenant. — Les entrepreneurs particuliers de ce service seront tenus de payer le dixième du prix des places des voyageurs qu'ils conduiront, et des paquets autres que ceux des dépêches qu'ils transporteront.

8. Il sera délivré à chaque entrepreneur de voitures publiques, par le préposé de la régie des droits réunis, autant de *laissez-passer* conformes à sa déclaration, qu'il aura de voitures en circulation. Les conducteurs seront tenus d'en être toujours porteurs, et de les représenter, à toute réquisition, à tout préposé de la régie des droits réunis.

9. Lorsque les entrepreneurs suspendront le service d'une voiture pour la mettre en réparation, celle qu'ils y substitueront devra également être déclarée, estampillée, et ne pourra être d'une capacité excédante, sans acquitter le droit en raison de l'excédant des places, qui sera vérifié par les commis de la régie.

10. Tout emploi de faux registres et de fausses feuilles ou de faux enregistremens sera constaté par procès-verbal, pour poursuivre les contrevenans, conformément à l'article 76 de la loi du 5 ventose an 12, sans préjudice des poursuites extraordinaires pour crime de faux, suivant les cas. — Les peines pécuniaires ne pourront être remises ni modérées, si ce n'est par transaction, en conformité de l'article 23 du règlement général du 5 germinal an 12.

11. En cas de résistance, voies de fait ou insultes de la part des conducteurs, cochers, postillons et voituriers, il y aura lieu à l'application des peines portées en l'article 15 de la loi du 27 frimaire an 8, sur l'organisation générale des octrois.

N° 334. = 14 fructidor an 12 (1^{er} septembre 1804). = **DÉCRET** *relatif aux distillateurs qui veulent cesser leur profession* (1). (IV, Bull. xiv, n° 218.)

Art. 1^{er}. Tout distillateur ou bouilleur qui aura fait, en conformité de l'article 71 de la loi du 5 ventose an 12, sa déclaration qu'il veut cesser de distiller, sera tenu d'en retirer un certificat, à défaut duquel il continuera d'être traité comme distillateur.

2. Le certificat mentionné en l'article précédent ne pourra lui être délivré qu'après qu'il aura justifié de la remise à la mairie de son domicile, des chapiteaux et serpentins de ses alambics, ou qu'il aura été apposé sur lesdits chapiteaux et serpentins un scellé dont il se constituera conservateur et gardien. Il sera rédigé procès-verbal de l'apposition dudit scellé.

3. S'il est reconnu, par la suite, que le scellé a été altéré ou brisé, le distillateur sera condamné aux peines prononcées par l'article 76 de la loi du 5 ventose an 12, contre ceux qui fraudent les droits dus pour la distillation.

N° 335. = 22 fructidor an 12 (9 septembre 1804). = **DÉCRET** *relatif au costume des professeurs des écoles de pharmacie* (2). (IV, Bull. xv, n° 238.)

Les professeurs des écoles de pharmacie porteront un costume dans l'exer-

(1) Voyez, sur les distillateurs, la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), art. 66 et suiv., et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez la loi du 21 germinal—1^{er} floréal an 11 (11—21 avril 1803), contenant organisation des écoles de pharmacie, et les notes.

cice de leurs fonctions ; il sera ainsi qu'il suit :—Habit noir à la française ;—Robe noire d'étamine avec des devans de soie couleur rouge foncé ;—Toque en soie, même couleur ; cravate de batiste tombante.

N° 336. = 24 fructidor an 12 (11 septembre 1804). = **DÉCRET** *qui institue des prix décennaux pour les ouvrages de sciences, de littérature, d'arts, etc.* (1). (IV, Bull. XVI, n° 269.)

Napoléon, étant dans l'intention d'encourager les sciences, les lettres et les arts, qui contribuent éminemment à l'illustration et à la gloire des nations ;—Désirant non seulement que la France conserve la supériorité qu'elle a acquise dans les sciences et dans les arts, mais encore que le siècle qui commence l'emporte sur ceux qui l'ont précédé ;—Voulant aussi connaître les hommes qui auront le plus participé à l'éclat des sciences, des lettres et des arts, —Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura, de dix ans en dix ans, le jour anniversaire du 18 brumaire, une distribution de grands prix donnés de notre propre main dans le lieu et avec la solennité qui seront ultérieurement réglés.

2. Tous les ouvrages de science, de littérature et d'arts, toutes les inventions utiles, tous les établissemens consacrés aux progrès de l'agriculture ou de l'industrie nationale, publiés, connus ou formés dans un intervalle de dix années, dont le terme précédera d'un an l'époque de la distribution, concourront pour les grands prix.

3. La première distribution des grands prix se fera le 18 brumaire an 18 ; et, conformément aux dispositions de l'article précédent, le concours comprendra tous les ouvrages, inventions ou établissemens publiés ou connus depuis l'intervalle du 18 brumaire de l'an 7 au 18 brumaire de l'an 17.

4. Ces grands prix seront, les uns de la valeur de dix mille francs, les autres de la valeur de cinq mille francs.

5. Les grands prix de la valeur de dix mille francs seront au nombre de neuf, et décernés,—1° Aux auteurs des deux meilleurs ouvrages de sciences ; l'un pour les sciences physiques, l'autre pour les sciences mathématiques ;—2° A l'auteur de la meilleure histoire ou du meilleur morceau d'histoire, soit ancienne, soit moderne ;—3° A l'inventeur de la machine la plus utile aux arts et aux manufactures ;—4° Au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture ou à l'industrie nationale ;—5° A l'auteur du meilleur ouvrage dramatique, soit comédie, soit tragédie, représenté sur le Théâtre français ;—6° Aux auteurs des deux meilleurs ouvrages, l'un de peinture, l'autre de sculpture, représentant des actions d'éclat ou des événemens mémorables puisés dans notre histoire ;—7° Au compositeur du meilleur opéra représenté sur le théâtre de l'Académie impériale de musique.

6. Les grands prix de la valeur de cinq mille francs seront au nombre de treize, et décernés,—1° Aux traducteurs de dix manuscrits de la bibliothèque impériale ou des autres bibliothèques publiques de Paris, écrits en langues anciennes ou en langues orientales, les plus utiles soit aux sciences, soit à l'histoire, soit aux belles-lettres, soit aux arts ;—2° Aux auteurs des trois meilleurs petits poèmes ayant pour sujet des événemens mémorables de notre histoire, ou des actions honorables pour le caractère français.

7. Ces prix seront décernés sur le rapport et la proposition d'un jury composé des quatre secrétaires perpétuels des quatre classes de l'Institut, et

(1) Voyez le décret du 28 novembre 1809, concernant la composition et le mode de distribution de ces prix.

des quatre présidens en fonctions dans l'année qui précédera celle de la distribution.

N° 337. = 24 fructidor an 12 (11 septembre 1804). = *AVIS du conseil d'état relatif à la solidarité des rentes constituées dues au trésor public.* (Sirey, tome IV, partie 2, page 634.)

Le conseil d'état, après le rapport de la section des finances, sur le renvoi fait par sa majesté l'empereur de celui du ministre de ce département, proposant de résoudre la question de savoir si les articles 1^{er} et 2 du titre II de la loi du 20 août 1792, ainsi conçus (1) : — « Art. 1^{er}. Toute solidarité pour « le paiement des cens, rentes, prestations et redevances, de quelque nature « qu'ils soient, et sous quelque dénomination qu'ils existent, est abolie sans « indemnité, même pour les arrérages échus; en conséquence, chacun des « redevables sera libre de servir sa portion de rente, sans qu'il puisse être « contraint de payer celle de ses codébiteurs. » — « Art. 2. Les codébiteurs solidaires de cens ou redevances annuelles fixes, même de rentes foncières perpétuelles, irrachetables, ou devenues telles par convention ou prescription, pourront racheter à l'avenir divisément, suivant ce qui est décrété « par l'article 1^{er} et suivans du titre précédent, leur portion contributive « desdites redevances, rentes et droits fixes, en se conformant à ce qui sera « prescrit par les articles suivans, sans que, sous prétexte de la solidarité, « ils puissent être contraints à rembourser au-delà de leur quote-part. » — Sont applicables aux rentes constituées dues au trésor public, — Est d'avis que les expressions *cens, rentes, prestations et redevances, de quelque nature qu'ils soient, et sous quelques dénominations qu'ils existent*, employés dans l'article 1^{er} de la loi citée, et les expressions de *redevances annuelles fixes* et de *redevances, rentes et droits fixes*, employées dans l'article 2, sont trop générales et trop précises pour ne pas embrasser les rentes constituées à prix d'argent, et que, en conséquence, la loi du 20 août 1792 a prononcé l'abolition de la solidarité qui se trouvait attachée soit au paiement des arrérages, soit au remboursement ou au rachat des rentes constituées à prix d'argent. — Mais cette décision ne pouvant s'appliquer qu'aux rentes constituées d'une origine antérieure à la publication de la loi du 20 août 1792, les effets de la solidarité attachés à celles d'une création postérieure doivent se déduire des dispositions des lois générales, ou des statuts locaux en vigueur au moment de la création de ces rentes.

N° 338. = 29 fructidor an 12 (16 septembre 1804). = *DÉCRET qui établit un entrepôt de marchandises et denrées étrangères à Cologne.* (IV, Bull. XVIII, n° 301.)

N° 339. = 2^e jour complémentaire an 12 (19 septembre 1804). = *DÉCRET portant que les créanciers d'émigré qui se sont fait liquider, mais qui n'ont pas obtenu leur inscription et leur paiement, peuvent exercer leur recours contre l'émigré* (2). (Sirey, tome V, partie 2, page 93.)

Napoléon..., vu la réclamation de *François Rué*, demeurant à Blois, contre un arrêté du département de l'Indre, en date du 10 floréal an 12, par lequel

(1) Voyez ces articles, et les notes. — Voyez aussi la loi du 21 nivose an 8 (11 janvier 1800), concernant le rachat et l'aliénation des rentes dues à l'état, et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Voyez, sur cette question, l'arrêté du 23 pluviôse an 11 (12 février 1803), et les notes.

le préfet déclare inadmissible la demande qu'il avait faite en remise de ses titres de créances, contre le sieur *Coigney*, amnistié, pour exercer ses droits contre son débiteur, en offrant de rapporter les certificats de liquidation et mandats d'arrérages qui lui avaient été délivrés, et n'avaient pas été suivis d'inscription au grand-livre, ni de paiement réel; — Vu ledit arrêté et les motifs qui lui ont servi de base, — Le conseil d'état entendu, — Décrète :

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département de l'Indre, en date du 10 floreal an 12, est annulé.

2. Les titres de créances de *François Rué* lui seront remis, en rapportant par lui les certificats de liquidation et mandats d'arrérages qui lui ont été délivrés.

N^o 340. = 4^e jour complémentaire an 12 (21 septembre 1804). = DÉCRET concernant l'organisation des écoles de droit (1). (IV, Bull. **xv**, n^o 239.)

SECTION I^{re}. — Du placement des écoles de droit.

Art. 1^{er}. Les écoles de droit instituées par la loi du 22 ventose an 12 seront établies dans les villes dont les noms suivent : Paris, Dijon, Turin, Grenoble, Aix, Toulouse, Poitiers, Rennes, Caen, Bruxelles, Coblentz et Strasbourg.

2. Le bâtiment des anciennes écoles de droit de Paris, situé vis-à-vis le Panthéon, sera rendu à sa première destination.

3. Dans les autres villes, les préfets, réunis aux maires, indiqueront, pour placer ces écoles, le bâtiment qu'ils y jugeront le plus propre; et il sera statué par un décret impérial.

SECTION II. — Des inspecteurs généraux.

4. Outre l'inspection annuelle que les cinq inspecteurs généraux, nommés par sa majesté impériale, exerceront sur les écoles qui leur seront spécialement désignées, et à l'égard desquelles ils pourront réciproquement se suppléer d'après les ordres de sa majesté, ils composeront un conseil général d'enseignement et d'études du droit, auprès du conseiller d'état directeur général de l'instruction publique. — Les propositions de ce conseil seront soumises, par le directeur général, au grand-juge ministre de la justice.

5. L'inspection des écoles de droit sera partagée, de la manière suivante, entre les cinq inspecteurs généraux; — Paris et Dijon; — Aix, Grenoble et Turin; — Poitiers et Toulouse; — Rennes et Caen; — Bruxelles, Coblentz et Strasbourg.

6. Les inspecteurs généraux prêteront, entre les mains de l'archichancelier de l'empire, serment d'obéissance aux constitutions de l'empire, de fidélité à l'empereur, de remplir leurs devoirs avec zèle et exactitude.

7. Ils auront un traitement de huit mille francs, outre leurs frais de voyages et de bureau, qui ne pourront pas excéder trois mille francs pour chacun.

8. Ces sommes leur seront payées par le trésor public, sur les fonds de l'instruction publique.

SECTION III. — Des professeurs et de l'enseignement.

9. Il y aura dans chaque école de droit cinq professeurs et deux suppléants. Le nombre pourra en être augmenté par un décret impérial, suivant l'importance et le succès que les écoles auront obtenus.

(1) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), sur le même objet, et les notes qui résument toutes les mesures auxquelles ces écoles ont donné lieu.

10. Un professeur enseignera tous les ans les Institutes de *Justinien* et le droit romain. — Trois professeurs feront chacun, en trois ans, un cours complet sur le Code civil des Français, de manière qu'il y ait un cours qui s'ouvre chaque année. — Dans la seconde et dans la troisième année, outre la suite du Code des Français, on enseignera le droit public français, et le droit civil dans ses rapports avec l'administration publique. — Un professeur fera un cours annuel de législation criminelle et de procédure criminelle et civile.

11. Dans les deux premières années de l'ouverture des écoles, et en attendant que le second et le troisième cours du droit civil français puissent commencer, les deux professeurs destinés à les ouvrir dans les années 14 et 15 enseigneront, l'un le droit public français, l'autre le droit civil dans ses rapports avec l'administration publique.

12. La nomination des professeurs et suppléans sera faite par sa majesté impériale, conformément aux articles 35, 36 et 37 de la loi du 22 ventose an 12.

13. Les professeurs et suppléans prêteront, devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'école sera située, le serment d'obéissance aux constitutions de l'empire, de fidélité à l'empereur, de remplir leurs devoirs avec zèle et exactitude, et de délivrer avec justice et impartialité les certificats aux étudiants qui les auront mérités.

14. Les professeurs seront nommés à vie. Néanmoins, ceux qui seront nommés pour la première organisation ne recevront leur brevet qu'après trois ans d'enseignement, et si sa majesté impériale juge à propos de les confirmer.

15. Les professeurs recevront du gouvernement un traitement fixe de trois mille francs. Celui des suppléans sera de mille francs. Ces traitemens seront pris sur les fonds de l'instruction publique.

16. Les professeurs et les suppléans auront de plus un traitement pris sur le produit des inscriptions, examens et actes, dans la quantité et la proportion qui seront déterminés par le grand-juge ministre de la justice, d'après l'avis des inspecteurs généraux, et sur la proposition du conseiller d'état, directeur de l'instruction publique.

SECTION IV. — De l'administration des écoles.

17. Il y aura, dans chaque école de droit, un directeur et un secrétaire de l'école, un conseil de discipline et d'enseignement, un bureau d'administration.

18. Le directeur et le secrétaire de l'école seront nommés par sa majesté impériale. Elle choisira le directeur parmi les professeurs, pour trois ans, et il sera rééligible.

19. Le directeur aura la surveillance matérielle de l'école, le soin de l'entretien des bâtimens et du mobilier; il correspondra avec l'inspecteur général des écoles de droit, et avec le directeur général de l'instruction publique, pour tout ce qui concernera l'enseignement et le personnel des élèves.

20. Le secrétaire de l'école sera en même temps gardien des archives, caissier de l'école, et secrétaire du conseil de discipline et du bureau d'administration. — Il recevra du trésor public un traitement fixe de deux mille francs sur les fonds de l'instruction publique; il aura de plus un traitement proportionnel sur les produits de l'école, ainsi qu'il sera déterminé par le grand-juge ministre de la justice, d'après l'avis des inspecteurs généraux, et sur la proposition du conseiller d'état directeur général de l'instruction

publique. — Il sera tenu de fournir un cautionnement de huit mille francs.

21. Le conseil de discipline et d'enseignement sera composé de magistrats et de jurisconsultes anciens ou en exercice, nommés par sa majesté impériale, et dont le nombre n'excédera pas douze, non compris le directeur de l'école, qui y aura séance.

22. Le conseil nommera, chaque année, parmi ses membres, un doyen d'honneur, qui en sera le président, et qui aura aussi la présidence aux actes publics de l'école.

23. Ce conseil, destiné à surveiller l'enseignement, à régler la discipline de l'école, et à suppléer l'inspecteur général, donnera son avis au directeur de l'école, à l'inspecteur général, au directeur général de l'instruction publique, toutes les fois qu'il sera consulté par eux, et même d'office, sur tout ce qui sera relatif à l'objet de son institution.

24. Le bureau d'administration sera composé du préfet, du doyen d'honneur, du maire, du directeur de l'école, d'un professeur à tour de rôle, et d'un membre du conseil, nommé chaque année.

25. Le bureau d'administration délibérera sur toutes les dépenses de l'école, et réglera celles qui ne sont pas fixes; il recevra et vérifiera les comptes; il s'assemblera le premier lundi de chaque mois, et plus souvent si le directeur de l'école le requiert. Chaque année il rendra compte au grand-juge ministre de la justice et au ministre de l'intérieur, de l'état de l'école; et leur adressera l'état de ses recettes et de ses dépenses.

SECTION V. — Des inscriptions.

26. Le secrétaire général tiendra un registre paraphé par le premier président de la cour d'appel, sur lequel seront prises de suite, sans aucun blanc, les inscriptions nécessaires pour fixer, reconnaître le temps d'études, et être admis aux grades.

27. Chaque étudiant, muni de son acte de naissance, qui constatera qu'il est âgé au moins de seize ans accomplis, et dont il laissera extrait, écrira et signera, tous les trimestres, sur ce registre, une inscription contenant ses nom, prénoms, âge, le lieu de sa naissance et son département.

28. Quatre inscriptions seront nécessaires pour être admis à l'examen sur la législation criminelle et la procédure; — Huit pour être admis aux examens du baccalauréat; — Douze pour être admis aux examens de la licence; — Seize pour ceux du doctorat.

29. Les inscriptions ne pourront être prises que dans les quinze premiers jours de chaque trimestre.

30. Quand un étudiant aura manqué l'inscription d'un trimestre, ce trimestre ne sera point compté dans son temps d'étude.

31. Les inscriptions prises dans plusieurs écoles serviront à justifier et à compter le temps d'étude, pourvu qu'elles appartiennent à des trimestres différens.

32. Le secrétaire de l'école délivrera gratuitement aux étudiants, lorsqu'ils auront besoin d'en justifier, un certificat de leurs inscriptions, visé par le directeur de l'école.

SECTION VI. — Des études, examens et actes publics.

33. Les étudiants qui n'aspireront qu'à un certificat de capacité, seront tenus de suivre le cours sur la législation criminelle et la procédure criminelle et civile.

34. Sur le certificat du secrétaire de l'école, qu'ils ont pris quatre inscri

tions, et sur l'attestation du professeur qu'ils ont assidûment suivi son cours, ils seront admis à l'examen.

35. Cet examen sera fait par deux professeurs ou suppléans.

36. Si le résultat de l'examen est favorable, le certificat de capacité sera délivré conformément à l'article 12 de la loi du 22 ventose an 12.

37. Les étudiants qui aspireront au grade de bachelier devront faire deux ans d'études. — La première année, ils suivront le cours sur le Code civil et le cours du droit romain; — La seconde, ils continueront le cours sur le Code civil, et ils suivront le professeur de législation criminelle et de procédure criminelle et civile.

38. Après la première année d'études, sur les certificats de quatre inscriptions et d'assiduité aux leçons des deux professeurs qu'ils auront suivis, ils seront admis à un premier examen, qui sera fait en latin et en français, sur les matières qui leur auront été enseignées.

39. Après la seconde année, en justifiant de huit inscriptions et de leur assiduité aux leçons qu'il leur est prescrit de suivre, ils seront admis à un second examen, après lequel, s'ils sont trouvés capables, il leur sera délivré un diplôme de bachelier, conformément à l'article 9 de la loi du 22 ventose.

40. Les examens sur le baccalauréat seront faits par trois professeurs ou suppléans.

41. Ceux qui aspireront au grade de licencié feront une troisième année d'études, pendant laquelle ils termineront le cours sur le Code civil, et suivront en outre, à leur choix, un professeur de l'une des deux premières années du cours sur le Code civil, ou le professeur du droit romain.

42. En représentant le certificat de douze inscriptions, leur diplôme de bachelier et le certificat d'assiduité aux leçons des professeurs qu'ils auront suivis pendant la troisième année, ils seront admis aux examens pour la licence.

43. Ces examens seront faits par quatre professeurs ou suppléans. — L'un de ces examens portera sur le droit romain, et sera fait en latin. — L'autre embrassera toutes les matières enseignées dans l'école.

44. Si le résultat des examens est favorable aux aspirans, ils seront admis à soutenir un acte public, d'après lequel ils obtiendront le diplôme de licencié, s'ils sont trouvés capables.

45. Une quatrième année d'études sera exigée pour le doctorat. — Les aspirans devront suivre, dans cette année, le professeur de droit romain et deux des professeurs du Code civil.

46. En justifiant de leur assiduité aux leçons qu'ils auront dû suivre, de leur diplôme de licencié, et de seize inscriptions, ils seront admis à subir deux examens: — L'un sur le droit romain, et qui sera fait en latin; — L'autre sur toutes les matières enseignées dans l'école. — On exigera dans ces examens des connaissances plus approfondies que dans les examens précédens.

47. Les examens pour le doctorat seront faits par cinq professeurs ou suppléans.

48. Après ces examens, l'aspirant, s'il a été trouvé capable, soutiendra l'acte public, qui embrassera toutes les matières de l'enseignement du droit, de la législation et de la procédure.

49. A la suite de cet acte, il recevra le diplôme de docteur en droit.

50. Chaque examen pourra être ouvert pour plusieurs étudiants en même temps, pourvu qu'ils ne soient pas plus de huit.

51. L'examen devra être au moins d'une heure pour un étudiant, de deux heures pour deux étudiants, de trois heures pour quatre, et de cinq heures pour huit.

52. Les membres du conseil de discipline et d'enseignement auront une place distinguée aux actes publics et aux examens quand ils voudront y assister.

53. L'inspecteur des écoles, le doyen d'honneur, s'ils sont présents, les professeurs et suppléans, opineront sur les examens et les actes, par scrutin secret, avec des boules noires et blanches : le résultat de leur jugement sera écrit et signé.

54. Dans tous les examens, si les aspirans ne sont pas trouvés capables, il leur sera accordé un délai pour en subir de nouveaux.

55. Les examens et les actes de la fin de l'année seront ouverts au public, qui en sera averti par des affiches.

SECTION VII. — Des frais d'études, d'examen et d'actes publics, et de leur emploi.

56. Les frais d'inscription sont fixés à quinze francs pour chacune.

57. Les frais d'examen, pour ceux qui aspirent seulement à un certificat de capacité, sont fixés à trente francs. Les frais de chaque examen sont fixés, pour ceux qui aspirent au baccalauréat et à la licence, pour la première année et pour la seconde, à soixante francs ; — Pour les mêmes, pour chaque examen de la troisième année, à quatre-vingt-dix francs ; — Pour l'acte public à cent vingt francs.

58. Les frais de chaque examen de la quatrième année pour les aspirans au doctorat, sont fixés à quatre-vingt-dix francs ; — Ceux de l'acte public, à cent vingt francs.

59. Ces sommes seront payées entre les mains du secrétaire-caissier, à l'instant pour les inscriptions, et d'avance pour les examens et actes publics.

60. Il sera payé, pour le certificat de capacité, quarante francs. — Pour le diplôme de bachelier, cinquante francs. — Pour le diplôme de licencié, quatre-vingts francs. — Pour celui de docteur, cent francs.

61. Les individus désignés à l'article 18 de la loi du 22 ventose paieront trois cents francs pour leur diplôme.

62. Ceux désignés en l'article 20 de la même loi paieront, pour frais d'examen, cent cinquante francs, et cent cinquante francs en recevant leur diplôme.

63. Les élèves mentionnés en l'article 21, paragraphe 1^{er}, de la même loi, en paieront que les cent vingt francs pour l'acte public, et soixante francs ne recevant leur diplôme.

64. Ceux mentionnés au paragraphe 2 du même article paieront les frais d'examen et d'acte public, comme ils sont fixés pour ceux qui feront leurs études suivant le droit commun.

65. Le produit des frais d'études et de réception sera appliqué, 1^o à un supplément de traitement pour les professeurs, le secrétaire de l'école, le directeur-professeur ; 2^o aux dépenses d'entretien des bâtimens de l'école ; 3^o à l'acquisition des objets nécessaires aux études, examens, actes publics ; 4^o en droits de présence aux professeurs et aux suppléans qui assisteront aux examens et aux thèses. — Le surplus sera versé à la caisse d'amortissement, qui tiendra un compte ouvert et d'intérêts séparé pour chaque école de droit : ce surplus sera employé, sur l'autorisation du ministre de l'intérieur, à des dépenses nécessaires, utiles ou extraordinaires de l'école à laquelle il appartiendra.

66. Il sera tenu un compte séparé des recettes extraordinaires pour ceux qui obtiendront des diplômes ou subiront des examens ou actes, aux termes des articles 62, 63 et 64 du présent décret ; le montant en sera versé à la caisse d'amortissement, et employé comme il est dit ci-dessus.

67. Cinquante élèves nationaux des lycées ou du Prytanée pourront être admis, chaque année, gratuitement, et d'après un concours dont la forme sera réglée par sa majesté, à étudier aux écoles de droit.

SECTION VIII. — Dispositions générales.

68. Les professeurs et les docteurs en droit porteront dans leurs leçons, les examens et les actes publics, ainsi que dans les cérémonies, un costume semblable à celui des professeurs et docteurs en médecine, si ce n'est qu'au lieu de la couleur cramoisie on y emploiera le rouge assigné au costume des cours de justice.

69. Les leçons seront publiques; et, pendant leur durée, l'entrée ne pourra être refusée à personne.

70. Pendant une partie de leurs leçons, les professeurs dicteront des cahiers que les étudiants seront tenus d'écrire eux-mêmes. — Les professeurs expliqueront et développeront verbalement, dans chaque leçon, le texte qu'ils auront dicté.

71. Il y aura, près des écoles de droit, des collections de livres particulièrement consacrés à cette science, dans les villes où il n'y aurait pas de grandes bibliothèques.

N° 341. = 3 vendémiaire an 13 (25 septembre 1804). = DÉCRET qui fixe le droit de sortie des cotons filés et ouates de coton. (IV, Bull. XVII, n° 287.)

Les cotons filés et ouates de coton ne seront assujétis, à la sortie, qu'au droit de balance de quinze centimes par cent francs de valeur.

N° 342. = 3 vendémiaire an 13 (25 septembre 1804). = DÉCRET relatif aux distillateurs de grains suivant le procédé hollandais (1). (IV, Bull. XVII, n° 288.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, les chaudières des distilleries de grains montées suivant le procédé hollandais seront regardées, pour l'application du droit porté aux articles 69 et 70 de la loi du 5 ventose an 12, comme ne contenant de substance mise en distillation qu'une quantité égale à la moitié seulement de leur capacité, et comme ne faisant qu'une distillation par jour.

2. Ne seront réputées distilleries à la hollandaise que celles dont l'atelier sera composé de trois alambics, chacun d'une capacité de dix-huit hectolitres au moins, et de douze cuves de macération, de la même contenance que chaque chaudière ou alambic.

3. Tout distillateur qui voudra distiller suivant le procédé de Hollande, sera tenu d'en faire une déclaration expresse au directeur des droits réunis.

4. Les distillateurs qui auront fait la déclaration portée en l'article précédent, ne pourront, sous peine de contravention, changer leur procédé de distillation, et distiller suivant le procédé de Flandre, sans préalablement en avoir fait la déclaration au bureau de la direction.

5. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, il sera fait remise de deux francs par hectolitre d'eaux-de-vie de grains fabriquées en France qui seront exportées à l'étranger.

6. Les eaux-de-vie de grains destinées à l'exportation ne pourront sortir de la distillerie où elles auront été fabriquées, que sur une déclaration qui

(1) Voyez, sur les distillateurs, la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), art. 66 et suiv., et les notes qui résument la législation applicable à cette industrie.

indiquera cette distillerie et la route qu'elles devront prendre pour leur sortie, conformément à l'article suivant.

7. Elles ne pourront sortir de l'empire, pour être exportées à l'étranger, que par les lieux ci-après désignés ; savoir : par Mayence, Coblenz et Cologne, pour celles qui prendront la voie de terre ; et par Ostende, Dunkerque et Le Havre, pour celles qui seront exportées par mer.

8. Les eaux-de-vie seront, en outre, accompagnées d'un acquit-à-caution qui, dans les délais portés audit acquit, et déterminés en raison des distances, devra être représenté, à leur arrivée dans les lieux de sortie, au principal préposé de la régie des droits réunis, pour être par lui visé, et ensuite au bureau de la douane, pour y être déchargé.

9. Le préposé de la régie des droits réunis au lieu de sortie sera tenu, en donnant son *visa* sur les acquits-à-caution, de les porter sur un registre qu'il tiendra à cet effet, et d'adresser un extrait de ce registre à son directeur qui, après l'avoir légalisé, l'adressera au directeur de l'arrondissement du lieu de la distillerie.

10. Les acquits-à-caution délivrés pour les eaux-de-vie de grains destinées à l'exportation, seront représentés à toute réquisition, pour être visés, aux employés des droits réunis, partout où il y en aura d'établis, depuis la sortie de la fabrique jusqu'à l'extrême frontière.

11. La remise de deux francs par hectolitre d'eau-de-vie de grains ne sera effectuée que par le bureau de la régie où le droit aura été acquitté, sur un ordre du directeur du département, et lorsque la sortie sera justifiée par l'acquit-à-caution visé et déchargé.

12. A compter du 1^{er} vendémiaire an 13, les directeurs de la régie sont autorisés à consentir des abonnemens particuliers avec les cultivateurs qui justifieront que l'objet principal de leur distillation est de pourvoir à la nourriture des bestiaux servant à leur exploitation.

13. Ils ne seront valables que pour un an, et n'auront d'exécution qu'après avoir été approuvés par le directeur général de la régie des droits réunis, à qui la proposition en sera faite par lesdits directeurs particuliers.

N^o 343. = 9 vendémiaire an 13 (1^{er} octobre 1804). = DÉCRET qui établit à Mayence un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères. (IV, Bull. XVII, 290.)

N^o 344. = 9 vendémiaire an 13 (1^{er} octobre 1804). = DÉCRET qui accorde au port de Cherbourg un entrepôt de tabacs en feuille venant de l'étranger. (IV, Bull. XVII, n^o 294.)

N^o 345. = 9 vendémiaire an 13 (1^{er} octobre 1804). = DÉCRET qui fixe le droit d'exportation des bois de teinture moulus. (IV, Bull. XVII, n^o 296.)

Les bois de teinture moulus ne paieront à l'exportation que le droit de balance.

N^o 346. = 9 vendémiaire an 13 (1^{er} octobre 1804). = DÉCRET sur la liquidation des dettes des quatre départemens de la rive gauche du Rhin (1). (IV, Bull. XVII, n^o 298.)

(1) Voyez le décret du 13 décembre 1809, art. 6, portant fixation d'un terme pour la production des titres des créanciers de la dette des départemens de la rive gauche du Rhin, mise à la charge de la France par le présent décret.

Voyez aussi le traité du 30 mai—8 juin 1814, art. 21, et la convention n^o 3, du 20 novembre 1815, art. 22, par lesquels les souverains des pays qui ont cessé d'appartenir à la France, se

N° 347. = 23 vendémiaire an 13 (15 octobre 1804). = **DÉCRET** qui proroge le délai accordé aux créanciers de l'état pour le dépôt de leurs titres (1). (IV, Bull. XVIII, n° 308.)

Le délai accordé par l'arrêté du 9 thermidor an 11, jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 13, aux créanciers de l'état, dans les neuf départemens réunis, pour faire le dépôt de leurs titres de créance, est prorogé jusqu'au 1^{er} germinal de la même année.

N° 348. = 23 vendémiaire an 13 (15 octobre 1804). = **DÉCRET** relatif au mode de paiement des soldes de retraite. (IV, Bull. XIX, n° 328.)

Art. 1^{er}. Tout militaire jouissant de la solde de retraite présentera ou fera présenter au payeur son mandat de paiement, du 1^{er} au 15 du premier mois de chaque trimestre. Ce terme expiré, ceux qui se trouveront porteurs de mandats non acquittés, n'en obtiendront le paiement que sur une ordonnance spéciale du ministre de la guerre, laquelle ordonnance ne sera délivrée que quand le réclamant aura présenté des motifs assez puissans pour légitimer son retard.

2. Le commissaire ordonnateur de chaque division sera tenu, du jour de la réception d'un nouveau tableau d'admission aux soldes de retraite, d'en donner avis au commissaire des guerres du département dans lequel résideront les nouveaux admis; les commissaires des guerres, aux maires de leur commune, et les maires, aux militaires nouvellement admis.

3. Tout militaire nouvellement admis qui, ainsi averti par son maire, passera six mois sans se présenter au commissaire des guerres de son département, ne sera rappelé que sur une autorisation formelle du ministre de la guerre, du temps antérieur à sa présentation. Pour ceux qui n'obtiendront pas cette autorisation, la solde de retraite ne courra que du jour où ils se seront présentés au commissaire des guerres de leur département.

N° 349. = 26 vendémiaire an 13 (18 octobre 1804). = **DÉCRET** qui prohibe l'importation des nankins de l'Inde. (IV, Bull. XVII, n° 299.)

N° 350. = 26 vendémiaire an 13 (18 octobre 1804). = **DÉCRET** qui ordonne la poursuite d'un maire prévenu d'avoir recélé un conscrit déserteur. (IV, Bull. XIX, n° 330.)

N° 351. = 5 brumaire an 13 (27 octobre 1804). = **AVIS** du conseil d'état portant que l'épée et les armes d'honneur des militaires doivent être remises, après leur décès, à leurs héritiers. (Moniteur du 23 brumaire an 13.)

N° 352. = 5 brumaire an 13 (27 octobre 1804). = **AVIS** du conseil d'état relatif au rang que doivent occuper, dans les cérémonies publiques, les géné-

sont engagés à tenir compte au gouvernement français, à partir du 22 décembre 1813, de celles des dettes de ces pays qui avaient été converties en inscriptions au grand-livre.

Ces dispositions empêchent toute réclamation ultérieure contre la France, à raison des dettes dont il s'agit: et elles nous portent à ne pas donner le texte du présent décret devenu tout-à-fait sans intérêt, les départemens de la rive gauche du Rhin n'appartenant plus à la France.

(1) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique, l'indication des diverses prorogations accordées aux créanciers de l'état pour le dépôt de leurs titres.

raux de division et de brigade, et les autres officiers d'artillerie et du génie employés dans les divisions et dans les places (1). (Moniteur du 23 brumaire an 13.)

Le conseil d'état qui, en exécution d'un renvoi qui lui a été fait par sa majesté l'empereur, a entendu la section de la guerre sur un rapport du ministre de ce département, relatif au rang que, dans les cérémonies publiques, doivent occuper les généraux de division et de brigade d'artillerie et du génie, ainsi que les autres officiers de ces deux corps, employés dans les divisions et dans les places, — Est d'avis : — 1° Que les officiers généraux et supérieurs de l'artillerie et du génie qui seront attachés à une division militaire doivent, dans les cérémonies publiques, marcher avec l'état-major de la division, et prendre, parmi les officiers qui le composeront, leur rang en raison de leur grade et de leur ancienneté dans ledit grade; — 2° Que les officiers de ces corps qui ne seront attachés qu'à un seul département, doivent marcher avec l'état-major dudit département, et prendre, parmi les officiers qui le composeront, leur rang en raison de leur grade et de leur ancienneté dans ledit grade; — 3° Enfin, que les officiers desdits corps qui ne seront attachés qu'à une place doivent marcher avec l'état-major de ladite place, et prendre, parmi les officiers qui le composeront, leur rang en raison de leur grade et de leur ancienneté dans ledit grade.

N° 353. = 9 brumaire an 13 (31 octobre 1804). = *DÉCRET relatif au mode de jouissance des biens communaux* (2). (IV, Bull. xx, n° 365.)

Art. 1^{er}. Les communautés d'habitans qui, n'ayant pas profité du bénéfice de la loi du 10 juin 1793, relative au partage des biens communaux, ont conservé, après la publication de cette loi, le mode de jouissance de leurs biens communaux, continueront de jouir de la même manière desdits biens.

2. Ce mode ne pourra être changé que par un décret impérial, rendu sur la demande des conseils municipaux, après que le sous-préfet de l'arrondissement et le préfet auront donné leur avis (3).

3. Si la loi du 10 juin 1793 a été exécutée dans ces communes, et qu'en

(1) Voyez, sur les rangs et honneurs des fonctionnaires, militaires, etc., dans les cérémonies publiques, le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), et les notes

(2) Voyez, sur le partage des biens communaux, le décret du 10—11 juin 1793, et les notes étendues qui l'accompagnent; et, sur les baux de ces biens, l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), et les notes.

(3) Après un partage de biens communaux, tout changement dans le mode de jouissance ne peut plus avoir lieu qu'en vertu d'un décret: ainsi, est nul tout partage auquel il aurait été procédé sous prétexte de nullité d'un premier partage. Arr. du cons., 11 décembre 1808, Str., Jur. du cons., I, 220.

Le mode de jouissance des biens communaux dans les communes qui, postérieurement au décret du 10 juin 1793, ont conservé l'ancien mode, ne peut être changé que par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur, d'après la demande du conseil municipal, l'avis du sous-préfet et celui du préfet. Arr. du cons., 22 février 1813, Str., Jur. du cons., II, 279. — *Idem*, le préfet et le conseil de préfecture sont incompétens soit pour annuler la délibération du conseil municipal, tendant à obtenir un nouveau mode de jouissance, soit pour régler le mode à suivre dans l'avenir. Arr. du cons., 12 avril 1832, MAC., 2^e série, II, 140. — Mais, s'il s'agit de changer le mode de jouissance établi en vertu de la loi de 1793, c'est au préfet à statuer en conseil de préfecture: le conseil de préfecture serait incompétent. Arr. du cons., 3 mars 1827, MAC., IX, 141. — Le préfet excède ses pouvoirs, en prenant l'initiative du règlement sur un nouveau mode de jouissance des allouages: c'est au conseil municipal à délibérer d'abord, et à provoquer le règlement. Arr. du cons., 25 juillet 1827, MAC., IX, 403. — Une commune n'est pas fondée à réclamer un nouveau mode de jouissance, en vertu d'une délibéra-

vertu de l'article 12, section III de cette loi, il ait été établi un nouveau mode de jouissance, ce mode sera exécuté provisoirement.

4. Toutefois, les communautés d'habitans pourront délibérer, par l'organe des conseils municipaux, un nouveau mode de jouissance.

5. La délibération du conseil sera, avec l'avis du sous-préfet, transmise au préfet, qui l'approuvera, rejettera ou modifiera, en conseil de préfecture; sauf, de la part du conseil municipal, et même d'un ou plusieurs habitans ou ayans-droit à la jouissance, le recours au conseil d'état.

N° 354.=13 brumaire an 13 (4 novembre 1804).=**DÉCRET** qui permet l'exportation des grains pour l'Espagne et le Portugal. (IV, Bull. xx, n° 370.)

N° 355.=14 brumaire an 13 (5 novembre 1804).=**DÉCRET** contenant un nouveau tarif pour la répartition des contributions personnelle et somptuaire de la ville de Paris. (IV, Bull. xx, n° 371.)

N° 356.=15 brumaire an 13 (6 novembre 1804).=**SÉNATUS-CONSULTE** relatif à l'hérédité de la dignité impériale(1). (IV, Bull. xxi, n° 374.)

Le sénat conservateur . . . , après avoir entendu le rapport de sa com-

tion du conseil municipal, non soumise à l'examen de l'autorité supérieure. Arr. du cons., 30 mai 1821, MAC., I, 586.

L'attribution conférée à l'autorité administrative pour régler le mode de jouissance des communaux, entre les habitans de la commune, doit être entendu en ce sens que le droit communal est reconnu et qu'il ne s'agit que de son exercice : si donc les habitans d'une commune contestent entre eux le fond du droit, le litige devient une question de propriété et appartient aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 9 avril 1817, SIR., Jur. du cons., III, 553. — Jugé encore que les conseils de préfecture sont compétens pour régler le mode de jouissance de l'affouage des bois sur lesquels les communes ont des droits reconnus; mais que, lorsque cette jouissance est subordonnée à une question de propriété, ils doivent s'abstenir et renvoyer les parties devant les tribunaux. Arr. du cons., 15 juin 1825, MAC., VII, 276. — Jugé aussi que, lorsque le préfet refuse d'accueillir la demande de plusieurs habitans, tendant à être compris dans la répartition de l'affouage de bois communaux, son arrêté ne fait pas obstacle à ce que les réclamans intentent, s'ils s'y croient fondés, une action devant les tribunaux, à raison du droit d'affouage auquel ils prétendent. Arr. du cons., 12 août 1829, MAC., XI, 317. — Les questions de domicile, relatives à la jouissance des biens communaux, sont du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 27 août 1833, MAC., 2^e série, III, 501. — Jugé encore que les tribunaux, saisis d'une question de propriété de biens communaux entre plusieurs communes ou sections de commune, peuvent, sans excès de pouvoir, poser les bases du partage en réservant à l'administration le règlement de ce partage. Cass., 24 avril 1833, SIR., XXXIII, 1, 695. — Jugé enfin que l'autorité judiciaire saisie d'une question de propriété de biens communaux entre deux communes peut, après avoir statué sur cette question et ordonné un partage de biens, se réserver l'exécution de son jugement : en cela, elle n'empiète pas sur les droits de l'autorité administrative. Cass., 9 août 1833, SIR., XXXIII, 1, 661.

C'est au ministre des finances, et non aux tribunaux qu'une commune doit se plaindre d'une décision par laquelle l'administration des forêts aurait fixé le nombre de bestiaux que la commune doit envoyer au pacage dans les bois d'un particulier. Arr. du cons., 18 juin 1823, MAC., V, 421. — C'est encore devant le ministre de l'intérieur, et non devant le conseil d'état, que des habitans d'une commune, qui n'excipent d'aucun règlement ni d'aucun acte qui leur ait attribué une part déterminée de l'affouage, doivent attaquer l'arrêté par lequel le préfet a homologué une délibération du conseil municipal, relative à la vente de la moitié des coupes affouagées. Arr. du cons., 10 août 1828, MAC., X, 601. — Un arrêté d'administration centrale qui contient règlement provisoire de la jouissance de biens communaux, ne peut être attaqué devant le conseil d'état par la voie contentieuse. Arr. du cons., 3 février 1832, MAC., 2^e série, II, 29.

Voyez encore, sur plusieurs questions de compétence auxquelles les droits d'usage communaux peuvent donner lieu, la loi du 28 ventose—8 germinal an 11 (19—29 mars 1803), et les notes.

(1) Voyez le sénatus-consulte organique du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), portant établissement de l'empire, et les notes.

mission spéciale chargée de vérifier les registres des votes émis par le peuple français, en exécution de l'article 142 de l'acte des constitutions de l'empire, en date du 28 floréal an 12, sur l'acceptation de cette proposition : — « Le peuple français veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de *Napoléon Bonaparte*, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de *Joseph Bonaparte* et de *Louis Bonaparte*, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte de ce jour (28 floréal an 12); » — Vu le procès-verbal fait par la commission spéciale, et qui constate que trois millions cinq cent vingt-quatre mille deux cent cinquante-quatre citoyens ont donné leurs suffrages, et que trois millions cinq cent vingt-un mille six cent soixante-quinze citoyens ont accepté ladite proposition, — Déclare ce qui suit : — La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de *Napoléon Bonaparte*, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de *Joseph Bonaparte* et de *Louis Bonaparte*, ainsi qu'il est réglé par l'acte des constitutions de l'empire, en date du 28 floréal an 12.

N° 357. = 21 brumaire an 13 (12 novembre 1804). = DÉCRET concernant les frais de régie des octrois des villes ayant plus de vingt mille francs de revenu. (IV, Bull. xxii, n° 396.)

Art. 1^{er}. Il sera rendu compte au ministre de l'intérieur par les préfets, et par le ministre à sa majesté en son conseil d'état, du montant des frais de régie, pendant l'an 13, des octrois des villes ayant plus de vingt mille francs de revenu, si ces octrois sont en régie; et des conditions des baux, s'ils sont en ferme ou régie intéressée.

2. A compter de l'an 14, le montant des frais de régie et l'état abrégé de leur emploi, ou les conditions des baux à ferme ou régie intéressée, seront joints aux budgets des villes, lorsqu'ils seront proposés par le ministre à l'approbation de sa majesté.

N° 358. = 4 frimaire an 13 (25 novembre 1804). = DÉCRET qui proroge jusqu'au 15 nivose an 13 le délai fixé pour l'obtention des licences relatives aux fabriques de tabac. (IV, Bull. xxi, n° 376.)

N° 359. = 6 frimaire an 13 (27 novembre 1804). = DÉCRET relatif aux honneurs militaires dans les ports et arsenaux de la marine (1). (IV, Bull. xxii, n° 409.)

TITRE 1^{er}. — SA MAJESTÉ IMPÉRIALE.

Honneurs à rendre.

Arrivée de sa majesté dans un des ports de l'empire.

Art. 1^{er}. Lorsque sa majesté impériale devra faire son entrée dans une des villes où se trouve situé un arsenal maritime, toutes les troupes attachées au service de la marine prendront les armes, et seront mises en bataille depuis la porte de la ville jusqu'au logis de sa majesté; elles prendront, avec les régimens tenant garnison dans la place, leur rang d'ancienneté. — Les sous-officiers et soldats présenteront les armes; les officiers et les drapeaux salueront, les tambours battront aux champs.

Place des officiers généraux, etc.

2. Le préfet maritime, les officiers généraux, les capitaines de vaisseau,

(1) Voyez le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), concernant les rangs et honneurs dans les cérémonies publiques, et les notes.

le chef militaire et les chefs des différens services du port, attendront sa majesté à la porte de la ville, et l'accompagneront jusqu'à son logis.

Salve d'artillerie.

3. Il sera fait trois salves d'artillerie par toutes les batteries dépendant de la marine.

Garde d'honneur.

4. Les troupes de la marine fourniront , pendant le séjour de sa majesté , une garde composée d'un bataillon avec son drapeau , et commandée par un colonel du corps.

Ordres et consignes.

5. Dès que sa majesté sera arrivée, le colonel qui commandera ladite garde prendra les ordres et la consigne du grand-maréchal de la cour , ou de celui qui en fera les fonctions. — Si sa majesté conserve tout ou partie de cette garde , elle sera particulièrement destinée à fournir des sentinelles autour du logis de sa majesté , conjointement avec les troupes de terre composant également la garde de sa majesté.

Mot d'ordre.

6. Pendant le temps que sa majesté restera dans la place, elle donnera le mot d'ordre pour la marine. Si le ministre de la marine est présent, c'est lui qui recevra l'ordre et le rendra au préfet maritime : en l'absence du ministre ce sera le colonel général de la garde de service qui le rendra au préfet maritime , à moins que le corps de la marine ne soit commandé par un maréchal de l'empire , qui, dans ce cas, le recevra directement.

7. Lorsque sa majesté recevra les officiers militaires et civils de la marine, chaque corps lui sera présenté, en l'absence du grand-amiral et du ministre de la marine, par le colonel général de la garde de service.

Entrée de sa majesté dans le port.

8. Lorsque sa majesté fera son entrée dans l'arsenal de la marine, le préfet maritime, le chef militaire, ceux des différens services et les officiers d'état-major du port, se trouveront à la grille de l'arsenal, pour en présenter les clefs à sa majesté.—Toutes les troupes de la marine seront mises en bataille dans l'intérieur de l'arsenal, à droite et à gauche de la porte par laquelle sa majesté devra entrer. — A l'arrivée de sa majesté dans l'arsenal, il sera fait trois salves de toute l'artillerie du vaisseau amiral et de toutes les batteries dépendant du port ; tous les vaisseaux qui seront dans le port déferleront leurs pavois et arboreront leurs pavillons. — Les sous-officiers et soldats présenteront les armes, les officiers et les drapeaux salueront, les tambours battront aux champs.

Arrivée de sa majesté en rade.

9. Lorsque sa majesté ira en rade , au moment où son canot sera aperçu, il sera fait trois salves de toute l'artillerie du vaisseau commandant en rade, et de tous les vaisseaux armés qui s'y trouveront.—Toutes les batteries dépendant de la marine feront également trois salves de leur artillerie. — Tous les vaisseaux seront pavoisés, et auront leurs marques de commandement, flammes et pavillons déferlés.—Le canot de sa majesté portera pavillon carré imperial au grand mât. — Toutes les troupes embarquées seront sous les armes, et les tambours battront aux champs. — Tous les équipages des vaisseaux devant lesquels sa majesté passera , salueront de sept cris de *vive l'em-*

pereur. — Si sa majesté monte à bord du vaisseau commandant en rade, l'officier général qui le commandera et son second attendront sa majesté au pied de l'échelle de commandement, monteront devant elle, et l'accompagneront dans la chambre du conseil. Tous les officiers du vaisseau se tiendront sur les passavans du côté par lequel sa majesté entrera, et salueront de leur épée. — Dès que sa majesté sera à bord, le pavillon impérial sera arboré en tête du grand mât : il sera salué de sept cris de *vive l'empereur !* les autres vaisseaux le salueront du même nombre de cris, en pliant leur pavillon de poupe. — Si sa majesté passe ensuite sur un autre vaisseau, les mêmes honneurs seront rendus. — Tous les vaisseaux à bord desquels sa majesté se sera transportée feront une salve de toute leur artillerie, aussitôt que sa majesté sera descendue de bord. — Quand sa majesté quittera la rade pour retourner dans le port, il sera fait par le vaisseau commandant en rade, et par tous les vaisseaux armés qui s'y trouveront, le même nombre de salves d'artillerie que lorsque sa majesté aura paru en rade.

Au sortir de sa majesté du port.

10. Lorsque sa majesté sortira du port, les troupes de la marine seront disposées ainsi qu'il est dit article 8. Sa majesté sera saluée comme à son entrée dans l'arsenal, et reconduite jusqu'à son logis par les mêmes officiers désignés dans le susdit article.

Au sortir de sa majesté de la place.

11. Lorsque sa majesté sortira de la place, les mêmes dispositions prescrites lors de son entrée (articles 1^{er}, 2 et 3) auront lieu.

SA MAJESTÉ L'IMPÉRATRICE.

12. Les honneurs à rendre à l'impératrice seront les mêmes que ceux qui seront rendus à l'empereur, à l'exception de la présentation des clefs, et de tout ce qui est relatif au commandement et au *mot d'ordre*.

TITRE II. — *Prince impérial.*

13. Un décret particulier fixera les honneurs à rendre au prince impérial, lorsqu'il n'accompagnera pas sa majesté l'empereur. — Il en sera de même pour les honneurs qui devront lui être rendus, quand l'empereur sera présent.

TITRE III. — *Le régent.*

14. Le régent recevra les mêmes honneurs que les princes français.

TITRE IV. — *Honneurs à rendre aux princes français.*

Princes français. Leur arrivée dans un des ports de l'empire.

15. Quand les princes iront dans un des ports et arsenaux de l'empire, toutes les troupes dépendant de la marine prendront les armes, et seront réparties de la même manière que les troupes tenant garnison dans la place. — Elles présenteront les armes au moment du passage des princes ; les drapeaux et les officiers supérieurs salueront, les tambours battront aux champs.

Garde d'honneur.

16. Il sera fourni une garde de cent hommes, avec un drapeau, commandée par un capitaine, un lieutenant en premier et un lieutenant en second. — Cette garde se rendra au logis des princes, avant leur arrivée.

Les postes prendront les armes.

17. Si les princes passent devant un corps - de - garde ou poste de la ma-

rine, les soldats prendront les armes et les porteront; les tambours battront aux champs, les sentinelles présenteront les armes.

Visites.

18. Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue. Le préfet maritime, ou, en son absence, l'officier qui en remplira les fonctions, et l'officier supérieur commandant en rade, prendront leurs ordres pour la réception des corps qui sont sous leur autorité respective, et les présenteront.

Mot d'ordre.

19. Le mot d'ordre sera porté aux princes par le chef militaire de la marine.

Entrée dans le port.

20. Lorsque les princes feront leur entrée dans l'arsenal de la marine, toutes les troupes dépendant de ce département seront mises en bataille dans l'intérieur de l'arsenal, à droite et à gauche de la porte par laquelle ils devront entrer; les drapeaux et les officiers supérieurs salueront, et les tambours battront aux champs.—Le préfet maritime, le chef militaire, ceux des différens services, et les officiers d'état-major du port, les y recevront, mais ne leur présenteront point les clefs, cet honneur étant uniquement réservé à sa majesté impériale.

Salve d'artillerie.

21. A leur entrée et à leur sortie de l'arsenal, ils seront salués de vingt-un coups de canon.

Arrivée en rade.

22. Si les princes vont en rade, le vaisseau commandant les saluera du même nombre de coups de canon; tous les vaisseaux auprès desquels ils passeront, les salueront de cinq cris de *vive l'empereur!*—S'ils montent à bord, le commandant du vaisseau les recevra au pied de l'échelle de commandement; les officiers de l'état-major seront sur les passavans, et salueront de leur épée.—La garnison du vaisseau sera sous les armes; les tambours battront aux champs.

TITRE V. — *Les grands dignitaires de l'empire.*

23. Les grands dignitaires de l'empire recevront, dans les mêmes circonstances, les mêmes honneurs que les princes.

TITRE VI. — *Les ministres.*

24. Les ministres recevront les honneurs suivans :—Lorsque les ministres feront leur entrée dans un des arsenaux de la marine, ils seront salués par le vaisseau amiral, ou par les batteries du port, de quinze coups de canon.—Les troupes de la marine prendront les armes: elles seront mises en bataille dans l'intérieur de l'arsenal, à droite et à gauche de la porte du port par laquelle les ministres devront entrer, et elles présenteront les armes au moment de leur passage; les tambours battront aux champs; les officiers supérieurs et les drapeaux salueront.—Les postes devant lesquels les ministres passeront, prendront et porteront les armes; les sentinelles présenteront les armes, les tambours battront aux champs.—Ils auront une garde de soixante hommes, avec un drapeau, commandée par un capitaine et un lieutenant.—Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue.

Arrivée en rade.

25. Si les ministres vont en rade, ils seront salués par le vaisseau com-

mandant , du nombre de coups de canon déterminé par le présent titre.—Tous les vaisseaux auront leur marque de commandement , flammes et pavillons déferlés.—S'ils montent à bord, la garnison du vaisseau prendra les armes, et les tambours battront aux champs. L'officier commandant le vaisseau et les officiers de l'état-major les recevront sur les passavans, au haut de l'échelle de commandement.

Le ministre de la marine.

26. Le ministre de la marine recevra de plus les honneurs suivans : — Il sera tiré dix-neuf coups de canon ; il aura une garde de quatre-vingts hommes, avec un drapeau , commandée par trois officiers.—Le ministre de la marine aura un officier d'ordonnance de chacun des corps militaires de la marine en service dans le port.—Il donnera le mot d'ordre en l'absence de l'empereur.

TITRE VII. — *Les grands officiers de l'empire.*

Maréchaux de l'empire , du département de la marine.

27. Les maréchaux de l'empire ayant des lettres de service dans la marine, recevront les honneurs suivans dans l'étendue de leur commandement : — Ils seront salués de treize coups de canon. Les troupes de la marine prendront les armes, et seront mises en bataille dans l'intérieur de l'arsenal , à droite et à gauche de la porte par laquelle ils devront faire leur entrée ; elles présenteront les armes à leur passage, les tambours battront aux champs, les drapeaux et les officiers supérieurs salueront. — Ils auront une garde de cinquante hommes, avec un drapeau : elle sera commandée par un capitaine et un lieutenant.—Les postes devant lesquels ils passeront, porteront les armes ; les sentinelles présenteront les armes, et les tambours battront aux champs.—Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue ; ils donneront le mot d'ordre. — Lors de leur départ, ils seront salués du même nombre de coups de canon qu'à leur entrée.

Maréchaux de l'empire , du département de la guerre.

28. Les maréchaux de l'empire en service dans le département de la guerre, et dont l'arrivée dans les ports aura été annoncée par le ministre de la marine, recevront, dans les arsenaux maritimes situés dans l'étendue de leur commandement, les mêmes honneurs que les maréchaux de l'empire ayant des lettres de service dans la marine.

29. Les maréchaux de l'empire tenant soit au département de la marine , soit au département de la guerre , se trouvant hors de leur commandement, et dont le voyage aura été annoncé par le ministre de la marine, recevront dans les ports les honneurs prescrits par l'article 27, mais avec les modifications suivantes : — Ils ne seront salués, à leur entrée dans l'arsenal, que de onze coups de canon.—Le mot d'ordre leur sera porté par un officier de l'état-major du port.

Colonels ou inspecteurs généraux.

30. Les grands officiers de l'empire , colonels ou inspecteurs généraux , seront reçus dans les arsenaux de marine comme les maréchaux de l'empire se trouvant hors de leur commandement, avec cette différence que les troupes ne présenteront point les armes, que les officiers supérieurs et les drapeaux ne salueront point, et qu'il ne sera tiré que sept coups de canon.

31. Les grands officiers civils seront reçus dans les ports et arsenaux de marine comme les grands officiers de l'empire , colonels ou inspecteurs

généraux ; mais ils ne seront salués que de cinq coups de canon , et leur garde ne sera placée qu'après leur arrivée.

32. Lorsque les grands officiers de l'empire, colonels ou inspecteurs généraux , et les autres grands officiers civils , se trouveront en service dans un des ports et arsenaux de la marine, ils ne recevront plus, à dater du lendemain de leur arrivée et jusqu'à la veille de leur départ , que les honneurs affectés à leur grade militaire. — Ils recevront, le jour de leur départ , les mêmes honneurs qu'à celui de leur arrivée.

33. Les grands officiers de l'empire seront reçus à bord comme les ministres ; mais ils ne seront salués que du nombre de coups de canon indiqué par le présent titre , et conformément aux dispositions qu'il renferme.

TITRE VIII. — *Sénateurs.*

34. Les sénateurs , lorsque leur arrivée aura été annoncée par le ministre de la marine, recevront , dans les arsenaux situés dans l'arrondissement de leur sénatorerie et à bord des vaisseaux de l'état, les honneurs suivans : — Ils seront salués de cinq coups de canon à leur entrée dans l'arsenal. — Les troupes de la marine seront en bataille à la principale porte du port. — Les officiers supérieurs salueront. — Les tambours appelleront. — Les postes ou gardes devant lesquels ils passeront, prendront et porteront les armes, les tambours appelleront, les sentinelles présenteront les armes. — Il leur sera donné une garde de trente hommes, commandée par un lieutenant ; le tambour rappellera. — Il leur sera fait des visites de corps. — S'ils se transportent à bord, ils seront salués de cinq coups de canon. — La garnison du vaisseau prendra les armes ; le tambour appellera.

TITRE IX. — *Conseillers d'état.*

35. Les conseillers d'état en mission recevront , dans les arsenaux et à bord des vaisseaux de l'état, les honneurs attribués aux sénateurs par le titre précédent.

TITRE X. — *Grands officiers de la légion-d'honneur, chefs de cohortes.*

36. Les dispositions du titre VIII sont applicables aux grands officiers de la légion-d'honneur, chefs de cohortes. — Les sentinelles présenteront les armes aux grands officiers et commandans de la légion-d'honneur ; elles les porteront pour les officiers et les légionnaires.

TITRE XI. — *Ambassadeurs français et étrangers.*

37. Il ne sera, sous aucun prétexte, rendu, dans les ports et arsenaux de marine, aucune espèce d'honneurs militaires à des ambassadeurs français ou étrangers, sans l'ordre formel du ministre de la marine.

38. Le ministre des relations extérieures se concertera avec le ministre de la marine pour les honneurs à rendre aux ambassadeurs français ou étrangers. — Le ministre de la marine donnera des ordres pour leur réception.

TITRE XII. — *Grand amiral.*

39. Le grand amiral prend le rang et reçoit, dans les ports et arsenaux de la marine, et à bord des vaisseaux de l'état, les honneurs dus à sa dignité.

TITRE XIII. — *Vice-amiraux.*

40. Les vice-amiraux commandant en chef une armée navale recevront, dans toute l'étendue de l'empire, les honneurs fixés, article 30, titre VII du présent décret, pour les grands officiers, colonels ou inspecteurs-généraux ; et dans

les ports et arsenaux dans leur commandement, les honneurs fixés article 29, même titre, pour les maréchaux de l'empire hors de leur commandement.

41. Les vice-amiraux non commandans d'armée, mais ayant des lettres de service de sa majesté, recevront, lors de leur première entrée dans l'arsenal, les honneurs suivans :— Ils seront salués de cinq coups de canon. — Les deux tiers des troupes de la marine se mettront en bataille à la première porte du port.—Les officiers supérieurs et les drapeaux salueront, les troupes porteront les armes, les tambours appelleront.

42. On enverra à leur logis, après leur arrivée, une garde de cinquante hommes, commandée par un capitaine et un lieutenant. — Le tambour appellera.

43. Ils auront habituellement deux sentinelles à la porte de leur logis.

44. Les gardes des postes prendront les armes quand ils passeront devant eux.—Les tambours appelleront.

45. Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue, et le mot d'ordre leur sera porté par un officier d'état-major de la marine.

46. Lorsque les vice-amiraux ayant des lettres de service se transporteront pour la première fois à bord, ils seront salués de cinq coups de canon; la garnison du vaisseau prendra les armes.—Le tambour appellera.

47. Les généraux de division commandant en chef une armée ou corps d'armée, recevront, dans les arsenaux et à bord des vaisseaux de l'état, les mêmes honneurs que ceux fixés par le présent titre pour les vice-amiraux commandant en chef une armée navale.

48. Les généraux de division commandant une division militaire territoriale, dans laquelle est situé un arsenal maritime, recevront les honneurs ci-dessus réglés pour les vice-amiraux ayant des lettres de service de sa majesté impériale.

TITRE XIV. — *Préfets maritimes.*

49. Les préfets maritimes jouiront, conformément à l'arrêté du 7 thermidor an 8, des honneurs accordés aux vice-amiraux ayant des lettres de service.

TITRE XV. — *Contre-amiraux.*

50. Les contre-amiraux commandant en chef une escadre recevront les honneurs ci-après :— Lors de leur première entrée dans l'arsenal, un bataillon de troupes d'artillerie de la marine se mettra en bataille à la principale porte du port.—Les officiers supérieurs salueront, les drapeaux ne salueront pas; les troupes porteront les armes, les tambours seront prêts à battre. — Ils seront salués de cinq coups de canon. — Les gardes et postes prendront les armes quand ils passeront devant eux, et les porteront — Ils auront une garde de trente hommes commandée par un lieutenant; le tambour, prêt à battre, ne battra point.—Les sentinelles présenteront les armes.— Ils auront habituellement deux sentinelles à la porte de leur logis.— Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue, et le mot d'ordre leur sera porté par un officier de l'état-major de la marine. — Lorsque les contre-amiraux commandant une escadre se transporteront à bord pour la première fois, ils seront salués de cinq coups de canon.—La garnison du vaisseau prendra les armes; le tambour appellera.

51. Les contre-amiraux ne commandant point en chef une escadre, mais ayant des lettres de service, recevront à leur arrivée les honneurs suivans : — Ils auront quinze hommes de garde commandés par un sergent; un tambour conduira cette garde, mais ne restera pas.— Les gardes prendront et porteront les armes; le tambour, prêt à battre, ne battra pas.— Ils auront

une sentinelle à la porte de leur logis.—Il leur sera fait des visites de corps; le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.—S'ils se transportent à bord, la garnison des vaisseaux prendra les armes; le tambour appellera.

52. Les généraux de brigade commandant un département dans lequel est situé un arsenal maritime, y recevront les mêmes honneurs que les contre-amiraux commandant en chef une escadre.

53. Les généraux de brigade employés au service de la marine ou à celui des colonies, recevront les mêmes honneurs que les contre-amiraux ayant des lettres de service de sa majesté impériale.

TITRE XVI. — *Capitaines de vaisseau.*

54. Les capitaines de vaisseau commandant une escadre ou une division, auront une garde de dix hommes, commandée par un caporal.—Cette garde et les postes, à leur passage, se mettront en bataille et se reposeront sur les armes.—Le mot d'ordre leur sera porté par un sergent.—Toutes les sentinelles leur présenteront les armes. A bord, la garnison prendra les armes, et le tambour, prêt à battre, ne battra point.

55. Les adjudans commandans qui auront des lettres de service de sa majesté pour commander dans un département dans lequel est situé un arsenal maritime, y recevront les honneurs indiqués par le présent titre, pour les capitaines de vaisseau commandant une escadre ou une division.

TITRE XVII. — *Chefs militaires.*

56. Les chefs militaires auront une sentinelle à la porte de leur logis.—Les postes, à leur passage, sortiront, se mettront en bataille et se reposeront sur leurs armes.—Il leur sera fait des visites de corps.—Les sentinelles leur présenteront les armes.—A bord, la garnison prendra les armes.—Si le chef militaire est officier-général, il recevra les honneurs dus à son grade.

57. Les honneurs accordés aux chefs militaires seront rendus aux commandans d'armes; les mêmes dispositions leur seront applicables s'ils sont officiers-généraux.

TITRE XVIII. — *Chefs des différens services des ports et arsenaux de marine.*

58. Le rang de l'inspecteur du génie maritime, des chefs des constructions navales, des parcs d'artillerie, des mouvemens du port et d'administration, ainsi que ceux des officiers sous leurs ordres, restent fixés tels qu'ils le sont par les arrêtés du 7 thermidor an 8, sur l'organisation et le service général de la marine, et du 25 frimaire an 9, relatif à la direction des parcs d'artillerie dans les ports.—Les sentinelles leur porteront les armes. — Le mot d'ordre sera porté par un sergent aux chefs des différens services. — Les chefs d'administration et commissaires principaux de la marine auront une sentinelle à la porte du lieu où se tiendra leur bureau, pendant le jour seulement.

TITRE XIX. — *Inspecteurs, sous-inspecteurs de marine.*

59. Le rang des inspecteurs et sous inspecteurs de marine reste également fixé tel qu'il l'est par l'arrêté du 7 thermidor an 8.—Les sentinelles leur porteront les armes.—Le mot d'ordre sera porté par un sergent aux inspecteurs.

TITRE XX. — *Dispositions générales.*

60. La correspondance entre les grades du service de mer et de celui de

terre, reste fixée telle qu'elle l'a été par les lois précédentes ; et les mêmes honneurs seront réciproquement rendus dans les ports et arsenaux de la marine, et dans les villes de garnison et places de guerre , aux officiers des deux armées.

61. Les détachemens et postes destinés à la garde de sa majesté ne prendront les armes pour rendre les honneurs militaires qu'à sa majesté elle-même, ou aux personnes à qui elle a accordé ou accordera cette prérogative.

62. On ne rendra point d'honneurs après la retraite ni avant la diane.

63. Les gardes d'honneur ne rendront les honneurs militaires qu'aux personnes supérieures ou égales en grade ou en dignité à celles près desquelles elles seront placées ; et alors les honneurs resteront les mêmes.

64. Les honneurs militaires ne se cumulent point ; on ne reçoit que ceux affectés à la dignité ou grade supérieur.

65. Les officiers généraux qui ne commandent que par *interim* ou que pendant l'absence des commandans titulaires, n'ont droit qu'aux honneurs militaires de leur grade et de leur emploi.—La même disposition est applicable à ceux qui remplacent momentanément les préfets maritimes.

66. Dans le cas où les troupes de la marine ne seraient pas assez nombreuses pour fournir des gardes aux officiers généraux employés et préfets maritimes, ou lorsque lesdits officiers généraux et préfets maritimes jugeront à propos de ne pas conserver leur garde en entier, on mettra seulement des sentinelles à la porte de leur logis.

67. Pour les visites de corps en grande tenue, les officiers de la marine de tout grade porteront leur uniforme complet, tel qu'il est déterminé par le règlement du 7 prairial an 12.—Les officiers attachés aux troupes de la marine seront en baudrier, hausse-col et bottes.—Pour les visites de corps non en grande tenue, ceux des officiers de la marine auxquels, par ledit règlement du 7 prairial an 12, il est accordé un petit uniforme, pourront le porter.—Les officiers des troupes de la marine seront sans hausse-col, mais en baudrier et bottes.

68. Le mot d'ordre dans les arsenaux, hors les cas prévus par le présent décret, sera toujours donné par le préfet maritime, ou, en son absence, par celui que sa majesté aura commis pour le remplacer.

69. Défend sa majesté qu'il soit exigé d'autres honneurs que ceux prescrits par le présent décret.

70. Si des princes français, de grands dignitaires, des ministres, de grands officiers de l'empire, des sénateurs et des conseillers d'état en mission, se trouvent présens dans les ports, ils prendront, dans les cérémonies qui auront lieu, soit dans l'intérieur de l'arsenal, soit à bord des vaisseaux de l'état, le rang qui leur est dû. Le rang des autres fonctionnaires est réglé d'après l'ordre établi dans le présent décret, en observant seulement que, dans l'arsenal, la première place appartiendra au préfet maritime, et, à bord, à l'officier général ou supérieur qui y commandera : à bord et dans l'intérieur de l'arsenal, les officiers généraux de l'armée de terre seront placés à la droite de l'officier général ou supérieur de la marine, ou à celle du préfet maritime qui aura fait les invitations ; à sa gauche se placeront les officiers généraux de la marine et les chefs des différens services du port. — Dans les cérémonies hors de l'arsenal, la première place sera occupée par l'officier-général ou supérieur de l'armée de terre : à sa droite seront placés le préfet maritime et les officiers généraux de la marine et les chefs des différens services du port ; à sa gauche, les officiers supérieurs de l'armée de terre. — Les invitations seront faites par la personne à qui les ordres de l'empereur seront adressés.

71. Les visites d'obligation seront réglées ainsi qu'il suit : — La première visite sera toujours due par l'officier général ayant des lettres de service, à l'officier général d'un grade supérieur également pourvu de lettres de service ; celui-ci sera tenu de rendre la visite dans les vingt-quatre heures. — A grade égal, la première visite sera faite par celui qui arrivera, à moins que ce dernier ne soit conseiller d'état, auquel cas la première visite lui sera due. — Ces dispositions sont réciproquement applicables aux officiers généraux de mer et aux officiers généraux de terre.

72. Les honneurs qui, en vertu des dispositions contenues dans le présent décret, doivent être rendus aux princes, aux grands dignitaires, ministres, grands officiers de l'empire, sénateurs, conseillers d'état, et grands officiers de la légion-d'honneur chefs de cohortes, ne le seront jamais qu'en exécution d'un ordre spécial, adressé par le ministre de la marine aux préfets maritimes et aux officiers généraux commandant les forces navales.

TITRE XXI. — *Des honneurs funèbres.*

73. Il sera rendu des honneurs funèbres par les troupes de la marine aux personnes désignées dans les titres IV, V, VI, VII, VIII et IX du présent décret ; il en sera rendu aux militaires de tous les grades.

74. La totalité des troupes de la marine assistera au convoi de toutes les personnes pour l'entrée d'honneur desquelles elles se fussent mises sous les armes. Pour les autres personnes, les troupes n'y assisteront que par détachemens dont la force et le nombre sont déterminés ci-après : — Pour un vice-amiral employé, la moitié des troupes de la marine prendra les armes ; — Pour un contre-amiral employé, le tiers des troupes de la marine prendra les armes ; — Pour un vice-amiral en non activité, le tiers des troupes de la marine prendra les armes ; — Pour un contre-amiral en non activité, le quart des troupes ; — Pour un vice-amiral en retraite ou réforme, le quart des troupes ; — Pour un contre-amiral en retraite ou réforme, le cinquième ; — Dans aucun cas, il n'y aura néanmoins au dessous de deux cents hommes au convoi des vice-amiraux, et de cent cinquante au convoi des contre-amiraux ; — Pour un chef militaire, la moitié des troupes de la marine ; — Pour un capitaine de vaisseau en activité, quatre détachemens de cinquante hommes, commandés chacun par un capitaine ; — En non activité, trois détachemens, chacun avec le même nombre d'officiers ; — En retraite ou réforme, deux détachemens.

75. Les colonels des troupes d'artillerie de marine auront le même nombre de détachemens que les capitaines de vaisseau morts en activité de service.

76. Les capitaines de frégate auront deux détachemens ; en retraite ou réforme, un seul détachement ; — Les lieutenans de vaisseau en activité, retraite ou réforme, auront un détachement ; — Les enseignes de vaisseau, un demi-détachement ; — Les officiers attachés aux mouvemens du port ou au parc d'artillerie, les officiers du génie maritime, ceux d'administration et les inspecteurs de la marine, auront un nombre de détachemens égal à celui des officiers avec lesquels ils prennent rang, conformément à l'arrêté du 7 thermidor an 8, et à celui du 25 frimaire an 9. — Les sous-officiers des troupes d'artillerie de marine auront un quart de détachement ; — Les caporaux, un huitième. — Les grands officiers de la légion-d'honneur auront le même nombre de détachemens que les vice-amiraux employés ; — Les commandans, que les capitaines de vaisseau ; les ofuciers, que les lieutenans de vaisseau ; — Les légionnaires, que les enseignes de vaisseau.

77. Les troupes qui marcheront pour rendre les honneurs funèbres seront

commandées, lorsque les troupes de la marine prendront les armes, par le chef militaire de la marine. — Quand il ne marchera que des détachemens, quatre seront commandés par un colonel, trois par un major, deux par un chef de bataillon ; — Un, par un capitaine ; un demi, par un lieutenant ; un quart, par un sergent, et un huitième, par un caporal.

78. Pour les colonels des troupes de la marine qui mourront sous les drapeaux, — Le régiment entier marchera en corps au convoi ; — Pour les majors, — La moitié du corps avec deux drapeaux ; — Pour les chefs de bataillon, — Leur bataillon avec son drapeau ; — Pour un capitaine, — Sa compagnie ; — Pour un lieutenant ou sous-lieutenant, — Son peloton.

79. Les troupes qui seront commandées feront trois décharges de leurs armes ; la première, au moment où le convoi sortira de l'endroit où le corps était déposé ; — La deuxième, au moment où le corps arrivera au cimetière ; — La troisième, après l'enterrement, en défilant devant la fosse. — La poudre sera fournie par le magasin de la marine. — Les sous-officiers et soldats porteront l'arme, la platine sur le bras gauche.

80. On tirera, pour les princes et les grands dignitaires, un coup de canon de demi-heure en demi-heure, depuis leur mort jusqu'au moment du départ du convoi ; — D'heure en heure, pour les ministres et les grands officiers. — Pour les autres fonctionnaires, on tirera, pendant le temps de leur exposition, autant de coups de canon qu'il leur en est accordé pour leur entrée d'honneur. — Il sera de plus tiré, au moment où le corps sera mis en terre, trois décharges de canon, chacune égale à celle qui leur est attribuée, au moment de leur entrée d'honneur, par le présent décret.

81. Les coins du poêle seront portés par quatre personnes du rang ou du grade égal à celui du mort, ou, à défaut, par quatre personnes du grade ou du rang inférieur.

82. Il sera mis des crêpes aux drapeaux qui marcheront au convoi. Les tambours seront couverts de serge noire. — Les frais de funérailles seront faits par l'état, pour tout individu mort des blessures qu'il aura reçues en combattant pour la défense de l'état, ou dans les trois mois et des suites de ses blessures.

83. A bord des vaisseaux de l'état, les honneurs funèbres continueront à avoir lieu conformément aux dispositions du titre XVI de l'ordonnance de la marine, du 25 mars 1765 : ces honneurs seront également rendus aux officiers de terre de toutes armes qui mourront à bord, en raison de la correspondance de leurs grades avec ceux des officiers de mer.

TITRE XXII. — *Colonies.*

84. Dans les colonies françaises, les capitaines généraux jouiront des honneurs accordés, par le décret du 24 messidor an 12, aux généraux de division commandant en chef une armée. — Les préfets coloniaux jouiront des honneurs accordés, par le susdit décret, aux préfets du continent, et prendront rang immédiatement après les capitaines généraux. — Les autres officiers et fonctionnaires employés jouiront également des honneurs attribués à leurs grades en France.

Dispositions générales.

85. Sont, au surplus, applicables au service de la marine et des colonies, les dispositions prescrites par le décret du 24 messidor an 12, relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires, qui sont compatibles avec ledit service, et auxquels il n'est pas pourvu par le présent décret.

N° 360. = 6 frimaire an 13 (27 novembre 1804). = **DÉCRET concernant l'envoi des budgets des communes** (1). (IV , Bull. xxii, n° 410.)

Art. 1^{er}. Les receveurs des communes ayant plus de vingt mille francs de revenus, et dont le budget n'aura pas été envoyé au ministre de l'intérieur avant le 1^{er} pluviôse prochain, pour leurs recettes et dépenses de la présente année, pour ledit budget être discuté et approuvé, s'il y a lieu, par le conseil d'état, ne pourront, sous leur responsabilité personnelle, acquitter aucun traitement sur les fonds de ladite année.

2. A l'avenir, les budgets des communes devront être adressés au ministre avant le 1^{er} prairial de chaque année, pour être par lui régularisés, conformément à l'article ci-dessus.

3. Le ministre de l'intérieur présentera lesdits budgets à l'approbation de l'empereur, avant le 1^{er} thermidor de chaque année.

4. Si, par la vérification de la caisse des receveurs, il est prouvé qu'ils aient donné des à-comptes ou avances sur les traitemens et autres dépenses municipales, il en sera fait état, à l'effet de les rejeter de leurs comptes de l'année.

N° 361. = 9 frimaire an 13 (30 novembre 1804). = **DÉCRET qui établit un entrepôt de tabac étranger à Toulouse.** (IV , Bull. xxiii, n° 412.)

N° 362. = 21 frimaire an 13 (12 décembre 1804). = **DÉCRET qui autorise l'énonciation de titres et qualités constitutionnels sur les extraits ou certificats de rentes et de pensions.** (IV , Bull. xxiii, n° 413.)

N° 363. = 22 frimaire an 13 (13 décembre 1804). = **DÉCRET confirmatif d'un arrêté qui annule un partage de marais communaux renfermant des tourbières** (2). (IV , Bull. xxiv, n° 424.)

Napoléon, sur le rapport du ministre de l'intérieur; — Vu l'arrêté du 9 ventose an 11, par lequel le préfet du département du Nord a annulé tous partages de biens communaux faits dans les arrondissemens de Lille, Douai et Cambrai, en vertu de la loi du 10 juin 1793, attendu que ces biens renferment tous une quantité plus ou moins considérable de tourbe; — Vu la circulaire du 25 germinal an 9, par laquelle le ministre de l'intérieur a recommandé aux préfets d'annuler les partages qu'auraient faits les communes de terrains à tourbe, et l'avis du conseil des mines; — Vu l'article 9, section 1^{re}, de la loi du 10 juin 1793, concernant le partage des biens communaux, et conçu en ces termes : — « Seront tenus en réserve les terrains qui « renfermeraient des mines, minières, carrières et autres productions minérales dont la valeur excéderait celle du sol qui les couvre, ou qui se « raient reconnues d'une utilité générale, soit pour la commune, soit pour « la république; » — Le conseil d'état entendu, décrète : — Les dispositions de l'arrêté du préfet du département du Nord, du 9 ventose an 11, sont approuvées, en ce qui est relatif aux tourbières; et copie des articles approuvés sera jointe au présent décret.

Arrêté du préfet du département du Nord.

Le préfet du département du Nord; — Vu la loi du 10 juin 1793 sur le partage des biens communaux, et l'instruction du ministre de l'intérieur en

(1) Voyez, sur le mode de comptabilité communale, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), tit. III, et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Voyez le décret du 10—11 juin 1793, concernant le partage des biens communaux, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

date du 25 germinal an 9 ; — Considérant que l'article 9, section I^{re}, de cette loi, a excepté du partage les terrains qui renfermeraient des mines, minières, carrières et autres productions minérales dont la valeur excéderait celle du sol qui les couvre, ou qui seraient reconnues d'une utilité générale, soit pour la commune, soit pour la république ; — Considérant que ces dispositions sont évidemment applicables aux tourbières ou aux marais qui contiennent de la tourbe ; qu'en conséquence, le partage de ces marais a eu lieu en contravention à la loi ; — Considérant que, par l'instruction du 25 germinal an 9, le ministre de l'intérieur a recommandé à tous les préfets d'annuler ces partages, avant que les dix années d'inaliénabilité déterminées par l'article 13 de la section II de la même loi soient écoulées, — Arrête :

Art. 1^{er}. Les marais communaux situés dans les troisième, quatrième et sixième arrondissemens du département du Nord, renfermant tous une quantité plus ou moins considérable de tourbe, le partage qui en a été fait en exécution de la loi du 10 juin 1793, est annulé. — Néanmoins, les détenteurs actuels des portions de ces marais en conserveront la jouissance provisoire, jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné une autre disposition.

2. Ceux des possesseurs qui dégraderaient leurs portions par des extractions de tourbes, en seront privés ; et ces portions seront acquises à la commune, qui les mettra en location. — Le produit du loyer des portions, dans ce cas, sera affecté aux dépenses administratives.

Fait à la préfecture du département du Nord, à Douai, le 9 ventose an 11.

29 frimaire an 13 (20 décembre 1804). = *Avis du conseil d'état sur les halles et communes* (1).

N^o 364. = 30 frimaire an 13 (21 décembre 1804). = **DÉCRET** *sur les remises et les cautionnemens des percepteurs des contributions directes.* (IV, Bull. xxv, n^o 434.)

Art. 1^{er}. Les percepteurs des contributions directes feront la recette particulière de toutes les communes de leur arrondissement ayant moins de vingt mille francs de revenu.

2. Ils jouiront sur cette recette, le produit de l'octroi compris, de laquelle on déduira toutefois préalablement le montant des centimes municipaux additionnels et le dixième des patentes, d'une remise qui, sur la proposition du conseil municipal et l'avis du sous-préfet de l'arrondissement, sera réglée définitivement par le préfet du département.

3. Ces receveurs fourniront, indépendamment du cautionnement qui leur a été prescrit par la loi du budget de l'an 12, un cautionnement, également en numéraire, du douzième des revenus communaux dont ils feront la recette (2).

4. Ce cautionnement sera versé dans trois mois à la caisse d'amortissement, qui en paiera intérêt à ces receveurs à raison de cinq pour cent.

5. Il sera tenu, par la caisse d'amortissement, un compte séparé du montant de ces cautionnemens. Ils pourront être employés aux établissemens de monts-de-piété dans le département, lesquels, en ce cas, paieront l'intérêt réglé à l'article ci-dessus.

(1) Voyez 3 nivose an 13.

(2) Voyez, sur les cautionnemens des percepteurs, la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), tit. IV, § II, et la note.

6. Dans tous les cas de vacance par mort, destitution, démission ou suppression, il sera pourvu au remboursement du cautionnement, soit par la caisse d'amortissement, si elle en est dépositaire, soit par les monts-de-piété.

7. Les receveurs spéciaux ou particuliers, établis en vertu de la loi du 11 frimaire an 7, article 35, et de l'arrêté du gouvernement du 4 thermidor an 10, article 3, dans les communes ayant plus de vingt mille francs de revenu, jouiront également, sur la totalité de leur recette, le produit de l'octroi compris, d'une remise qui, sur la proposition nécessaire du conseil municipal, l'avis du sous-préfet de l'arrondissement et celui du préfet du département, sera réglée définitivement par le gouvernement dans le budget annuel.

8. Leur cautionnement sera, comme celui des receveurs des autres communes, du douzième de leur recette en numéraire, sauf les modifications à faire pour quelques villes, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

9. Les cautionnements seront versés par sixième, à compter le premier paiement du 1^{er} prairial prochain.

N° 365.=3 nivose an 13 (24 décembre 1804).=**DÉCRET** *relatif à la déclaration et à la marque des tabacs dépourvus du type prescrit par les lois des 22 brumaire an 7 et 5 ventose an 12* (1). (IV, Bull. XLVIII, n° 793.)

Art. 1^{er}. Tous fabricans, négocians, marchands ou dépositaires de tabacs fabriqués en carottes ou filés, dépourvus des marques de fabrique ou du type prescrit par les lois des 22 brumaire an 7 et 5 ventose an 12, ainsi que de tabacs revêtus de marques imitées de l'étranger, seront tenus, dans les trois jours pour les lieux situés dans les deux myriamètres de la ligne des douanes, et pour l'intérieur dans la huitaine de la publication du présent décret, d'en faire leur déclaration au premier bureau de la régie des droits réunis.

2. Après avoir acquitté les droits de fabrication, lesdits tabacs recevront une marque spéciale, à la faveur de laquelle ils pourront être admis dans la circulation, et dont l'empreinte sera déposée au greffe des cours d'appel, pour y recourir au besoin.

3. Ladite marque ne pourra être apposée aux tabacs qui seraient présentés après les délais ci-dessus accordés pour la déclaration.

4. Les tabacs non déclarés, et qui n'auront pas reçu la marque spéciale, continueront d'être traités comme les marchandises prohibées, conformément à l'article 1^{er} du titre V de la loi du 6—22 août 1791 (2).

5. Aucun certificat d'origine, ou autre pièce, ne pourra remplacer les marques prescrites par le présent règlement et par les lois antérieures.

N° 366.=3 nivose an 13 (24 décembre 1804).=**AVIS** *du conseil d'état relatif aux établissemens publics des communes exceptées de la règle qui réunit*

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 20—27 mars 1791, le résumé de la législation sur les tabacs.

Le présent décret est applicable aux simples dépositaires de tabacs, de même qu'aux propriétaires, marchands et fabricans. Cass., 22 décembre 1809, S^{IR.}, X, 1, 262; Bull. crim., XIV, 397.

(2) Cete disposition n'a pas été abrogée par le décret du 29 décembre 1810, concernant le tabac en feuilles; en conséquence, les chevaux employés au transport des tabacs non marqués doivent être confisqués. Cass., 20 mars 1812, S^{IR.}, XII, 1, 382; Bull. crim., XVII, 116.

Les procès-verbaux des gendarmes, constatant une contravention au présent article, ne peuvent être annulés pour simple vice de forme, tant que le contraire des faits qu'ils énoncent n'est pas prouvé. Cass., 5 septembre 1813, S^{IR.}, XIV, 1, 9; Bull. crim., XVIII, 497.

les propriétés communales au domaine national (1). (Recueil officiel de l'intérieur, page 449.)

Le conseil d'état, qui a entendu le rapport de la section de l'intérieur, sur celui du ministre de l'intérieur, relatif aux biens communaux ; — Vu la loi du 24 août 1793, sur la dette publique, — L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Charente-Inférieure du 27 ventose an 10, — La décision du gouvernement qui annule les articles 2 et 3 dudit arrêté, la réclamation du maire de La Rochelle, et l'avis du préfet ; — Considérant qu'il est nécessaire de déterminer d'une manière claire, et qui prévienne tous les doutes, le sens de l'article 91 de la loi du 24 août 1793, portant que tout l'actif des communes pour le compte desquelles le gouvernement se charge d'acquitter les dettes, excepté les biens communaux et les objets destinés pour les établissemens publics, appartiennent dès ce jour à la nation, jusqu'à concurrence desdites dettes, — Et d'expliquer l'exception prononcée audit article pour les objets destinés aux établissemens publics, — Est d'avis, — 1^o Que les propriétés susceptibles d'être remises au domaine national sont, outre les créances dues par la république aux communes, ou par des particuliers aux mêmes communes, les biens patrimoniaux que les communes afferment ou louent pour en retirer une rente ; — 2^o Que les halles, les places, les marchés, et tous les emplacements publics quelconques qui seront à la charge de tous, doivent être considérés de la même manière que les biens communaux, lors même que les communes jugeraient à propos de les louer ou affermer, conformément à la loi du 11 frimaire an 7, et qu'ainsi ils ne peuvent être, non plus que les biens communaux, réunis au domaine ; — 3^o Que les bâtimens, maisons et emplacements nécessaires au service public de la commune, qui sont employés comme tels sans être loués ou affermés, sans produire une rente, comme les hôtels de ville, les prisons, les presbytères, les églises rendues au culte, les halles, les boucheries, etc., ne peuvent cesser d'appartenir aux communes ; — 4^o Que toutes les dispositions contraires au présent avis doivent être annulées.

N^o 367. = 5 nivose an 13 (26 décembre 1804). = **DÉCRET** *relatif au mode de paiement du traitement accordé aux desservans et vicaires des succursales* (2). (IV, Bull. xxv, n^o 448.)

Art. 1^{er}. En exécution du décret du 11 prairial dernier, tous les desservans des succursales dont l'état numérique, divisé par départemens et par diocèses, est annexé au présent, toucheront, à compter du 1^{er} vendémiaire an 13, le traitement fixé par l'article 4, et suivant les formes prescrites par les articles 5, 6, 7 et 8 du décret précité.

2. Le paiement des desservans et vicaires des autres succursales demeure à la charge des communes de leurs arrondissemens.

3. Sur la demande des évêques, les préfets régleront la quotité de ce paiement, et détermineront les moyens de l'assurer, soit par les revenus communaux et les octrois, soit par la voie de souscriptions, abonnemens et prestations volontaires, ou de toute autre manière convenable. — Ils régleront de même les traitemens des vicaires des succursales comprises au premier article du présent, et les augmentations que les communes de ces

(1) Voyez le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, art. 91, qui a prononcé la réunion des biens communaux au domaine, et la note.

(2) Voyez le décret du 11 prairial an 12 (31 mai 1804), qui détermine la circonscription des succursales et les notes.

succursales seront dans le cas de faire au traitement de leurs desservans ; et ils adresseront leurs arrêtés aux ministres de l'intérieur et des cultes.

(Suit l'état, par départemens et par diocèses, du nombre des succursales dont les desservans seront payés en exécution du décret du 11 prairial an 12.)

N° 368. = 17 nivose an 13 (7 janvier 1805). = DÉCRET *relatif au mode de jouissance des droits de pâturage et parcours dans les bois et forêts* (1). (IV, Bull. xxv, n° 449.)

Art. 1^{er}. Les droits de pâturage ou parcours dans les bois et forêts appartenant soit à l'état ou aux établissemens publics, soit aux particuliers, ne peuvent être exercés par les communes ou particuliers qui en jouissent en vertu de leurs titres ou des statuts et usages locaux, que dans les parties de bois qui auront été déclarées défensables, conformément aux articles 1^{er} et 3 du titre XIX de l'ordonnance de 1669 (2), et sous les prohibitions portées en l'article 13 du même titre (3).

(1) Voyez, sur les réclamations relatives à ces droits, la loi du 28 ventose—8 germinal an 11 (19—29 mars 1803), et les notes. — Voyez aussi l'avis du cons. d'état du 16 trimaire an 14 (7 décembre 1805), qui décide plusieurs questions sur l'exercice des mêmes droits, et le décret du même jour, concernant la police des bois, et les notes ; les art. 61 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827 ; l'art. 112 du même code ; et les art. 112 et suiv., et 146 de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, rendue pour l'exécution de ce code.

(2) Il ne peut être exercé par des usagers aucun droit de dépaissance dans un bois qui n'a pas été expressément déclaré défensable. Cass., 22 avril 1824, S^{IR.}, XXIV, 1, 324 et 332 ; Bull. crim., XXIX, 167 et 169. — Jugé encore que celui qui a des droits de pacage dans des bois nationaux ou communaux, ne peut les y exercer tant que ces bois n'ont pas été déclarés défensables par l'administration forestière. Cass., 26 floréal an 13, S^{IR.}, VII, 2, 1082 ; Bull. crim., X, 249. — *Idem* : vainement on dirait que si l'administration voulait que le bois pâturé fût réputé non défensable, elle devait proclamer cette non défensabilité : le droit commun étant pour la prohibition de pâturer, il faut une autorisation spéciale pour que le fait du pâturage soit licite. Cass., 6 août 1829, S^{IR.}, XXIX, 1, 355 ; Bull. crim., XXXIV, 454. — La prohibition de

(3) Cet article 13, remis en vigueur par le présent décret, défendait de faire pâturer des bêtes à laine dans les forêts, sans distinction des cantons défensables ou non défensables.

La prohibition de mener ou d'envoyer paître des bêtes à laine dans les bois de particuliers intéresse l'ordre public à tel point, que le propriétaire de bois ne peut, par son consentement, couvrir cette prohibition. Cass., 5 novembre 1807, S^{IR.}, VIII, 1, 156 ; Bull. crim., XII, 446. — Jugé encore que la prohibition a un effet tel, que toute convention contraire, même entre propriétaires, antérieure à l'ordonnance de 1669, doit être réputée sans effet. Cass., 25 juin 1824, S^{IR.}, XXV, 1, 152 et 155 ; Bull. crim., XXIX, 253 et 258. — Jugé enfin que toutes transactions, contraires en ce point, et antérieures à l'ordonnance de 1669, sont sans effet, lors même qu'elles seraient revêtues de l'homologation de l'autorité administrative locale. Cass., 20 juillet 1810, S^{IR.}, XI, 1, 67 ; Bull. crim., XV, 189.

Dans le midi de la France où le pacage des bêtes à laine dans les bois et forêts a toujours été réputé nécessaire, et toléré comme tel, on n'en doit pas moins punir le fait de pacage, conformément à l'ordonnance de 1669, lors même que le pacage aurait été autorisé par des réglemens administratifs. Cass., 24 mai 1821, S^{IR.}, XXI, 1, 256 ; Bull. crim., XXVI, 207.

Le fait seul de l'introduction des bêtes à laine dans une forêt est un délit, sans qu'il soit besoin d'examiner si des dommages plus ou moins graves ont été causés au propriétaire. Cass., arrêt précité du 20 juillet 1810, S^{IR.}, XI, 1, 67 ; Bull. crim., XV, 189 ; et 1^{er} août 1811, S^{IR.}, XII, 1, 88 ; Bull. crim., XVI, 219 ; Orléans, 19 avril 1828, S^{IR.}, XXVIII, 2, 152 ; et 16 août 1828, S^{IR.}, XXIX, 2, 126.

La défense de tenir des chèvres dans les bois s'applique à tous les individus, soit mâles soit femelles, de cette classe d'animaux : elle s'applique conséquemment aux boues et aux chevreaux. Cass., arrêt précité du 1^{er} août 1811, S^{IR.}, XII, 1, 88 ; Bull. crim., XVI, 219. — Les chèvres et les moutons ne peuvent être assimilés aux autres bestiaux dont l'introduction dans les bois est permise dans certains cas déterminés. Cass., 6 juin 1817, S^{IR.}, XVIII, 1, 62 ; Bull. crim., XXII, 117. — Le pâturage des moutons dans les bois de haute futaie d'un particulier, constitue un délit punissable d'une amende de trois livres par chaque bête prise en contravention : dès lors,

2. En conséquence, l'article 2 de l'arrêté du conseil de préfecture du département de la Vienne, du 13 floréal an 12, relatif au droit de parcours des communes de Nouaillé, Audigné et autres, est annulé en ce qu'il contient de contraire aux dispositions desdits articles de l'ordonnance des eaux et forêts.

pâturage dans les forêts non déclarées défensables est d'ordre public, soit qu'il s'agisse de bois domaniaux, soit qu'il s'agisse de bois particuliers : elle ne peut être éludée par des conventions particulières ; de telles conventions sont nulles et de nul effet. Cass., 22 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 62 ; Bull. crim., XXXI, 346. — Néanmoins, lorsqu'il y a titre ou convention expresse antérieurs à l'ordonnance de 1669, on peut faire pâturer des bêtes à laine dans les forêts domaniales, même dans les parties non déclarées défensables. Arr. du cons., 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 2, 43. — Jugé, au contraire, qu'un droit d'usage dans les bois domaniaux ou nationaux ne peut être exercé dans les cantons *mis en défens* par l'administration forestière, quelle que soit la concession originaire. Cass., 10 septembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 65 ; Bull. crim., XXIX, 344. — Mais il peut être exercé dans les lieux non défensables d'une forêt domaniale, lorsqu'il est fondé en titre conventionnel *postérieur* à l'ordonnance de 1669, et stipulant des clauses contraires ou dérogoires à cette ordonnance. Cass., 9 juillet 1818, *SIR.*, XXI, 1, 80. — La défense d'introduire des bestiaux dans les bois non déclarés défensables, s'applique même aux usagers d'un bois particulier que d'anciens arrêts auraient autorisés à exercer leur droit de pacage aussitôt que les bois auraient atteint un âge déterminé. Cass., 26 février 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 92. — L'art. 110, 2^e alinéa, du Code forestier, portant que le pâturage des montons pourra continuer pendant un temps que cet article détermine, dans les bois où il a été précédemment toléré, nonobstant l'ordonnance de 1669, ne doit s'entendre que de ceux de ces bois qui sont défensables. Cass., 24 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 1, 117 ; Bull. crim., XXXIV, 701. — Les usagers qui ont obtenu, pour une année, la permission d'envoyer leurs bestiaux en pâturage dans un bois non déclaré défensable, ne peuvent se croire, par cela seul, autorisés pour l'année suivante. Cass., 11 octobre 1822, *SIR.*, XXIV, 1, 407 ; Bull. crim., XXVII, 422.

Des bestiaux font un délit par le seul fait de leur introduction dans une forêt non déclarée défensable. Cass., 30 octobre 1806, *SIR.*, VI, 2, 585 ; Bull. crim., XI, 308. — *Idem* ; et il n'est nul besoin d'examiner s'il a été commis, ou même s'il a pu être commis du dommage. Cass., 21 vendémiaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 666 ; Bull. crim., IX, 8. — Le propriétaire de bestiaux trouvés en délit dans une forêt, qui soutient que la forêt est défensable, est tenu de le prouver, en justifiant d'un acte légal qui la déclare telle. Cass., 22 février 1811, *SIR.*, XXIV, 1, 406 ; Bull. crim., XVI, 49.

C'est à l'administration forestière à déclarer les bois défensables : tant que cette administration

c'est aux tribunaux correctionnels qu'il appartient d'en connaître. Cass., 29 fructidor an 11, *SIR.*, VII, 2, 808 ; Bull. crim., VIII, 359. — Lorsqu'une amende est prononcée pour l'introduction des bestiaux dans un bois, il est dû une restitution, comme si cette amende avait pour cause des bois coupés en délit. Cass., 17 décembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 1186. — Le délit de pâturage dans une forêt nationale donne lieu aux mêmes dommages-intérêts que le délit d'enlèvement de bois. Cass., 11 février 1808, *SIR.*, IX, 1, 233 ; Bull. crim., XIII, 54 ; et 13 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 205 ; Bull. crim., XVII, 486. — Le délit de pacage dans la partie dépeuplée d'une forêt doit être puni des mêmes peines que s'il eût été commis dans les parties de ce bois qui sont plantées d'arbres. Cass., 28 avril 1816, *SIR.*, XX, 1, 501 ; Bull. crim., XXI, 56. — Le délit de pâturage dans un bois, accompagné de plusieurs circonstances aggravantes, entraîne une double amende à raison de chaque circonstance ; il ne suffirait pas de prononcer seulement, pour toutes les circonstances, une double amende. Orléans, 5 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 183. — Les peines portées par les art. 199 et 201 du Code forestier doivent être appliquées cumulativement au cas de pâturage dans un bois, avec ces deux circonstances aggravantes que le pâturage a eu lieu dans un bois âgé de moins de dix ans et pendant la nuit. Orléans, 7 janvier 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 123.

Pour savoir si l'introduction de bêtes à laine dans un bois national, de la part de celui à qui la nation a accordé un droit de dépaissance, est un délit ou bien l'exercice de son droit, il faut s'adresser à l'administration : les tribunaux seraient incompétents pour interpréter le contrat. Cass., 16 juin 1809, *SIR.*, IX, 1, 436. — Il appartient à l'autorité administrative de prononcer sur l'existence d'un droit de pâturage dans une forêt nationale, et à l'autorité judiciaire de prononcer sur les délits commis dans l'exercice de ce droit. Arr. du cons., 9 mai et 1^{er} juin 1807, *SIR.*, XVI, 2, 265. — Jugé encore que, bien que le droit de pâturage dans une forêt nationale soit réglé par un arrêté administratif, il n'appartient pas à l'autorité administrative de connaître soit des délits commis dans ce pâturage, soit des titres de propriété ou jouissance invoqués contre la disposition de l'arrêté. Arr. du cons., 2 et 22 janvier 1808, *SIR.*, XVI, 2, 311.

N° 369. = 17 nivose an 13 (7 janvier 1805). = *DÉCRET contenant des rectifications aux cantons de plusieurs justices de paix.* (IV, Bull. xxviii, n° 479.)

N° 370. = 18—28 nivose an 13 (8—18 janvier 1805). = *Loi relative à l'achèvement de la démolition des bâtimens nationaux dans l'enceinte des villes.* (IV, Bull. xxvi, n° 453.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires de bâtimens nationaux situés dans l'enceinte des villes, ou à distance d'un myriamètre de cette même enceinte, seront tenus de parachever, avant le 1^{er} vendémiaire an 14, les démolitions qu'ils peuvent y avoir entreprises, ou d'entourer le terrain qu'occupent ces bâtimens, de murs ou de cloisons en planches.

2. Faute par lesdits propriétaires de se conformer aux dispositions ci-dessus, il sera, indépendamment des peines de police qui pourront être prononcées contre eux en vertu des lois, et notamment de celles des 16—24 août 1790, et 19—22 juillet 1791, pourvu aux démolitions des bâtimens, clôture des terrains et transport des matériaux, aux frais desdits propriétaires; et le paiement desdits frais s'effectuera, soit par voie de contrainte, comme pour les contributions, soit par la vente d'une quantité de matériaux proportionnée au montant desdits frais.

N° 371. = 19 nivose an 13 (9 janvier 1805). = *DÉCRET concernant le mode d'administration des biens et revenus du Prytanée de Saint-Cyr.* (IV, Bull. xxv, n° 450.)

N° 372. = 22 nivose an 13 (12 janvier 1805). = *DÉCRET qui prescrit des formalités relatives au débarquement des personnes arrivées sur des navires de commerce, pendant la durée de la guerre.* (IV, Bull. xxv, n° 451.)

ne décide rien à cet égard, les tribunaux ne peuvent, à peine de cassation de leurs jugemens, justifier le délit de faire paître du bétail dans les bois, sous le prétexte que, dans la réalité, les bois étaient défensables. Cass., 25 mai 1810, *SIR.*, XI, 1, 215; et XXIV, 1, 404; Bull. crim., XV, 146; et arrêt précité du 22 février 1811. — Le fait de défensabilité doit être constaté exclusivement par l'administration forestière, quand il s'agit d'un bois particulier, comme lorsqu'il s'agit de bois domaniaux. Arr. du cons., 4 février 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 380. — L'introduction des troupeaux dans une partie de forêt domaniale où cette introduction est prohibée par les agens forestiers locaux, ne peut être permise par l'acte d'un agent inférieur qui déclare le bois défensable et autorise l'introduction. Cass., 23 juin 1820, *SIR.*, XX, 1, 353; Bull. crim., XXV, 248. — Encore que l'administration forestière ait attribution exclusive pour constater la défensabilité d'un bois soumis à un usage, ce n'est pas à elle qu'il appartient de déclarer la possibilité de ce bois pour subir telle étendue du droit d'usage, pour suffire au pacage d'un tel nombre de bestiaux; c'est aux tribunaux seuls à déterminer la quantité des bestiaux que des usagers peuvent introduire dans un bois en vertu de leur droit d'usage. Arr. précité du cons., 4 février 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 380.

Lorsque les agens forestiers, en concluant à la punition du fait d'introduction des bestiaux dans un bois communal non défensable, citent une loi non applicable à ce délit, le tribunal n'en est pas moins légalement saisi, et il ne peut se dispenser d'appliquer la peine légale, sous prétexte qu'il n'y a pas eu conclusion à la punition du délit tel qu'il est caractérisé par les faits. Cass., 19 février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 344; Bull. crim., XXX, 80.

Lorsque les habitans d'une commune font paître des bestiaux, en contravention aux réglemens, dans des bois où ils peuvent avoir un droit d'usage, il n'y a pas lieu de surseoir à la prononciation de la peine qu'ils ont encourue jusqu'après la décision d'un procès déjà pendant sur ce même droit d'usage. Cass., 18 février 1820, *SIR.*, XX, 1, 230; Bull. crim., XXV, 75. — Jugé encore que, lorsque des usagers dans un bois domanial sont poursuivis correctionnellement, pour avoir fait paître leurs bestiaux dans un bois mis en défens par l'administration forestière, ils ne peuvent élever une question préjudicielle, en ce que les tribunaux civils seraient saisis d'un procès sur l'étendue du droit d'usage. Cass., arrêt précité du 10 septembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 65; Bull. crim., XXIX, 344.

N° 373. = 24 nivose an 13 (14 janvier 1805.) = **DÉCRET relatif aux présidens ou membres de collèges électoraux qui auraient donné leur démission depuis la session indiquée.** (IV, Bull. xxvi, n° 461.)

N° 374. = 25 nivose—5 pluviôse an 13 (15—25 janvier 1805). = **Loi contenant des mesures relatives au remboursement des cautionnemens fournis par les agens de change, courtiers de commerce, etc.** (IV, Bull. xxvii, n° 468.)

Art. 1^{er}. Les cautionnemens fournis par les agens de change, les courtiers de commerce, les avoués, greffiers, huissiers et les commissaires priseurs, sont, comme ceux des notaires (article 23 de la loi du 25 ventose an 11), affectés, par premier privilège, à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux par suite de l'exercice de leurs fonctions; par second privilège, au remboursement des fonds qui leur auraient été prêtés pour tout ou partie de leur cautionnement, et, subsidiairement, au paiement, dans l'ordre ordinaire, des créances particulières qui seraient exigibles sur eux (1).

2. Les réclamans, aux termes de l'article précédent, seront admis à faire sur ces cautionnemens des oppositions motivées, soit directement à la caisse d'amortissement, soit aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels les titulaires exercent leurs fonctions; savoir, pour les notaires, commissaires-priseurs, avoués, greffiers et huissiers, au greffe des tribunaux civils, et pour les agens de change et courtiers, au greffe des tribunaux de commerce (2).

3. L'original des oppositions faites sur les cautionnemens, soit à la caisse d'amortissement, soit au greffe des tribunaux, y restera déposé pendant vingt-quatre heures, pour y être visé.

4. La déclaration au profit des prêteurs des fonds de cautionnement, faite à la caisse d'amortissement à l'époque de la prestation, tiendra lieu d'opposition pour leur assurer l'effet du privilège du second ordre, aux termes de l'article 1^{er} (3).

5. Les notaires, avoués, greffiers et huissiers près les tribunaux, ainsi que les commissaires-priseurs, seront tenus, avant de pouvoir réclamer leur

(1) Voyez la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), sur l'établissement des bourses de commerce, art. 9, qui oblige les agens de change à verser un cautionnement, et les notes.

Voyez spécialement, sur l'affectation de ce cautionnement, l'arrêté du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), art. 12; et celui du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), art. 13, et les notes.

Les intérêts du cautionnement des officiers ministériels sont affectés, aussi bien que le capital, au paiement des amendes par eux encourues, ainsi que des frais. Cass., 1^{er} janvier 1814, Str., XV, 1, 236; Bull. civ., XVI, 157. — Le capital de ces cautionnemens peut être saisi, aussi bien que les intérêts, par les créanciers des titulaires. Cass., 26 mars 1821, Str., XXI, 1, 346; Bull. civ., XXIII, 80. — Lorsque le cautionnement d'un officier ministériel est saisi pour condamnation prononcée contre lui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le saisissant a droit d'exiger le versement actuel en ses mains du montant de ce cautionnement, jusqu'à due concurrence; le versement ne peut être différé jusqu'au décès ou à la démission de l'officier ministériel. Cass., 4 février 1822, Str., XXII, 1, 343; Bull. civ., XXIV, 43.

Le privilège du trésor public sur le cautionnement d'un agent de change, pour le recouvrement des amendes prononcées contre cet officier ministériel, ne peut s'exercer qu'après celui résultant du dommage éprouvé par ceux qui ont traité avec l'agent de change; surtout si le trésor public n'a obtenu de condamnation qu'après la faillite survenue depuis que les créances pour dommage avaient été consenties. Cass., 7 mai 1816, Str., XVII, 1, 53.

(2) De ce qu'une contrainte de l'administration a été déclarée exécutoire par le juge de paix, il ne s'ensuit pas que l'administration doive procéder ultérieurement par la voie de la saisie-exécution, plutôt que par la voie de la saisie-arrest du cautionnement. Cass., 11 juin 1811, Str., XI, 1, 248; Bull. civ., XIII, 117.

(3) Voyez le décret du 28 août 1808, qui détermine les conditions d'existence de ce privilège de second ordre, et le mode de l'exercer, et les notes.

cautionnement à la caisse d'amortissement, de déclarer au greffe du tribunal dans le ressort duquel ils exercent, qu'ils cessent leurs fonctions: cette déclaration sera affichée dans le lieu des séances du tribunal pendant trois mois; après ce délai et après la levée des oppositions directement faites à la caisse d'amortissement, s'il en était survenu, leur cautionnement leur sera remboursé par cette caisse, sur la présentation et le dépôt d'un certificat du greffier, visé par le président du tribunal, qui constatera que la déclaration prescrite a été affichée dans le délai fixé; que, pendant cet intervalle, il n'a été prononcé contre eux aucune condamnation pour fait relatif à leurs fonctions, et qu'il n'existe au greffe du tribunal aucune opposition à la délivrance du certificat, ou que les oppositions survenues ont été levées (1).

6. Les agens de change et courtiers de commerce seront tenus de remplir les formalités ci-dessus devant les tribunaux de commerce; ils feront, en outre, afficher, pendant le même délai, la déclaration de la cessation de leurs fonctions, à la bourse près de laquelle ils les exercent; et ils produiront à la caisse d'amortissement le certificat du syndic de cette bourse, relatif à l'affiche de leur démission, joint au certificat du greffier, visé par le président du tribunal, motivé ainsi qu'il est prescrit par l'article précédent.

7. Seront assujétis aux mêmes formalités, pour la notification de la vacance, ceux qui seront destitués; et les héritiers de ceux qui seront décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

N° 375. = 28 nivose—8 pluviôse an 13 (18—28 janvier 1805). = *Loi relative aux consignations* (2). (IV, Bull. xxvii, n° 474.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente loi, la caisse d'amortissement recevra les consignations ordonnées, soit par jugement, soit par décision administrative: elle établira, à cet effet, des préposés partout où besoin sera.

2. La caisse d'amortissement tiendra compte aux ayans-droit de l'intérêt de chaque somme consignée, à raison de trois pour cent par année; cet intérêt courra du soixantième jour après la consignation, jusqu'à celui du remboursement. Les sommes qui resteront moins de soixante jours en état de consignation ne porteront aucun intérêt.

3. Le recours sur la caisse d'amortissement, pour les sommes consignées dans les mains de ses préposés, est assuré à ceux qui auront fait la consignation, à la charge par eux de faire enregistrer, dans le délai de cinq jours, les reconnaissances desdits préposés, au bureau de l'enregistrement du lieu de la consignation. — Le droit d'enregistrement sur ces reconnaissances est fixé à un franc.

(1) L'agent de change ou courtier démissionnaire ne doit reprendre son cautionnement qu'autant qu'il n'existe aucune demande au tribunal de commerce relative aux faits de sa commission. Lett. minist., 28 prairial an 10, *Srr.*, III, 2, 28.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 16 mai 1810, concernant le remboursement des consignations volontaires; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 110 et 111, portant séparation de la caisse des consignations d'avec celle d'amortissement, et définition de ses attributions; l'ordonnance du 22 mai—6 juin 1816, concernant l'administration de la caisse des consignations; celle du 3—12 juillet suivant, qui, en exécution de l'art. 7 de la présente loi, autorise la caisse des consignations à recevoir des dépôts volontaires et particuliers, et contient des dispositions sur le mode d'effectuer ces dépôts, sur les intérêts et le remboursement; la loi de finances du 17—17 juillet 1819, qui, en exécution de l'art. 110 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, ordonne le dépôt à la caisse des consignations des fonds existant au trésor public, et provenant de dépôts, retenues, etc.; et l'ordonnance du 12—24 mai 1825, sur la présentation annuelle à la cour des comptes de la situation de cette caisse.

Voyez encore l'arrêté du 23 messidor an 9 (13 juillet 1801), qui détermine l'organisation de la caisse d'amortissement, et les notes.

4. Le remboursement des sommes consignées s'effectuera dans le lieu où la consignation aura été faite, dix jours après la notification faite aux préposés de la caisse d'amortissement, de l'acte ou jugement qui en aura autorisé le remboursement. — Si la durée de la consignation donne ouverture à des intérêts, ils seront comptés jusqu'au jour du remboursement.

5. Les préposés de la caisse d'amortissement, qui ne satisferaient pas au paiement après le délai fixé ci-dessus, seront contraignables par corps (sans préjudice du recours contre la caisse d'amortissement, conformément à l'article 3), sauf le cas où ils pourraient justifier d'oppositions faites dans leurs mains, auquel cas ils seront tenus de dénoncer immédiatement lesdites oppositions à ceux qui leur auraient fait connaître leur droit au remboursement, pour que ces derniers puissent en poursuivre la main-levée devant les tribunaux.

6. La caisse d'amortissement et ses préposés ne pourront exercer aucune action pour l'exécution des jugemens ou décisions qui auront ordonné des consignations.

7. La caisse d'amortissement est autorisée à recevoir les consignations volontaires aux mêmes conditions que les consignations judiciaires.

8. Tous les frais et risques relatifs à la garde, conservation et mouvement des fonds consignés, sont à la charge de la caisse d'amortissement.

28 nivose an 13. — *Démolition des bâtimens nationaux dans les villes*, voyez 18 du même mois.

N° 376. = 29 nivose—9 pluviôse an 13 (19—29 janvier 1805). = *LOI qui autorise l'éducation, aux frais de l'état, d'un enfant dans chaque famille qui en a sept vivans*. (IV, Bull. xxviii, n° 480.)

N° 377. = 29 nivose an 13 (19 janvier 1805). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente, échanges et impositions extraordinaires* (1). (IV, Bull. xxxiii, n° 547.)

N° 378. = 1^{er}—11 pluviôse an 13 (21—31 janvier 1805). = *LOI sur les douanes* (2). (IV, Bull., xxviii, n° 481.)

N° 379. = 2 pluviôse an 13 (22 janvier 1805). = *AVIS du conseil d'état portant que les églises et presbytères abandonnés aux communes, en vertu de la loi du 18 germinal an 10, doivent être considérés comme propriétés communales* (3). (Sirey, tome V, partie 2, page 165.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur, a entendu les rapports de la section des finances et de l'intérieur sur ceux des ministres des finances et de l'intérieur, tendant à faire décider par sa majesté impériale la question de savoir si les communes sont devenues proprié-

(1) Cette loi est conçue absolument dans les mêmes termes que celles des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres dont nous avons rapporté le texte.

(2) Toutes les dispositions de cette loi ont été abrogées ou remplacées, ou s'appliquent à des pays qui ne font plus partie de la France.

Voyez, au surplus, le décret fondamental du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes qui résument la législation jusqu'au 8 floréal an 11 ; la loi du 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803), et les notes ; et celle du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), et les notes.

Voyez aussi la loi du 30 avril 1806, et les notes.

(3) Voyez la loi du 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797), portant sursis à la vente des presbytères, et les notes.

taires des églises et presbytères qui leur ont été abandonnés en exécution de la loi du 18 germinal an 10, — Est d'avis, — Que lesdites églises et presbytères doivent être considérés comme propriétés communales.

N° 380. = 5—15 pluviôse an 13 (25 janvier—4 février 1805). = *Loi relative à la diminution des frais de justice en matière criminelle ou de police correctionnelle* (1). (IV, Bull. xxix, n° 482.)

Art. 1^{er}. Les citations, notifications, et généralement toutes significations à la requête de la partie publique, en matière criminelle ou de police correctionnelle, seront faites par les huissiers audienciers des tribunaux établis dans les lieux où elles seront données, ou par les huissiers des tribunaux de paix : en conséquence, il ne sera jamais alloué de frais de transport aux huissiers, à moins toutefois qu'ils n'aient été chargés, par un mandement exprès du procureur général ou du procureur impérial, ou du directeur du jury, chacun en ce qui le concerne, de porter, hors du lieu de leur résidence, lesdites citations, notifications ou significations ; elles pourront aussi être données par les gendarmes.

2. Les citations et significations faites à la requête des prévenus ou accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins qu'ils feront entendre ; sauf à la partie publique à faire citer, à sa requête, les témoins qui lui seraient indiqués par les prévenus ou accusés, dans les cas où elle jugerait que leur déclaration pût être nécessaire pour la découverte de la vérité ; sans préjudice encore du droit de la cour de justice criminelle, d'ordonner, dans le cours des débats, lorsqu'elle le jugera utile, que de nouveaux témoins seront entendus.

3. Il ne sera délivré gratuitement aux accusés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et dans tous les cas, qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit, et des déclarations écrites des témoins. Les accusés ne pourront requérir d'autres copies de ces actes, ou des copies des autres pièces de la procédure, qu'à leurs frais.

4. En matière de police correctionnelle, ceux qui se constitueront parties civiles seront personnellement chargés des frais de poursuite, instruction et signification des jugemens. — En toute affaire criminelle, la partie publique sera seule chargée des frais d'exécution : elle fera l'avance des frais d'instruction, expédition et signification des jugemens, du remboursement desquels ceux qui se seront constitués parties civiles seront personnellement tenus ; sauf, dans tous les cas, le recours des parties civiles contre les prévenus ou accusés qui auront été condamnés.

5 pluviôse an 13. = *Cautionnemens des agens de change et autres*, voyez 25 nivôse précédent.

N° 381. = 6—16 pluviôse an 13 (26 janvier—5 février 1805). = *Loi relative au sceau de l'état* (2). (IV, Bull. xxx, n° 498.)

Art. 1^{er}. Le sceau de l'état portera pour type, d'un côté, l'effigie de l'empereur assis sur son trône, revêtu des ornemens impériaux, la couronne sur

(1) Voyez la circulaire du grand-juge, du 6 brumaire an 14 (28 octobre 1805), concernant le mode d'exécution de cette loi (SIR., VII, 2, 306) ; le décret du 24 février 1806, sur le mode de règlement des frais en matière criminelle ; celui du 18 juin 1811, qui contient le tarif de ces frais, et le décret modificatif du 7 avril 1813. — Voyez aussi la loi du 5—15 septembre 1807, relative au mode de recouvrement des frais en matière criminelle et au privilège du trésor public, et les notes.

(2) Voyez le décret du 19 août—3 septembre 1792, relatif à la légende du sceau de l'état, et les notes.

la tête, tenant le sceptre et la main de justice ; de l'autre côté, l'aigle impérial couronné, reposant sur la foudre, suivant le modèle joint à la présente loi.

2. Le sceau de toutes les autorités portera pour type l'aigle impérial, tel qu'il formera un des côtés du grand sceau de l'état ; et pour légende, le titre de l'autorité publique par laquelle il sera employé.

N° 382. = 8—18 pluviöse an 13 (28 janvier—7 février 1805). = *Loi relative à l'aliénation des immeubles affectés aux Prytanées*. (IV, Bull. xxx, n° 503.)

N° 383. = 8—18 pluviöse an 13 (28 janvier—7 février 1805). = *Loi relative au droit d'expédition des actes de l'état civil, à Paris*. (IV, Bull. xxx, n° 504.)

Le droit d'expédition des actes de l'état civil de la ville de Paris, dont la perception a été ordonnée par la loi du mois de nivöse an 3 au profit de l'état, sera perçu désormais au profit de la ville de Paris ; en conséquence, elle sera chargée de toutes les dépenses relatives à l'expédition des actes de l'état civil, lesquelles ont été acquittées jusqu'à ce jour par la régie de l'enregistrement et du domaine.

8 pluviöse an 13. = *Consignations*, voyez 28 nivöse précédent.

9 pluviöse an 13. = *Enfans élevés aux frais de l'état*, voyez 29 nivöse précédent.

N° 384. = 10 pluviöse an 13 (30 janvier 1805). = *DÉCRET portant institution de la grande décoration de la légion-d'honneur* (1). (Moniteur du 12 pluviöse an 13.)

Napoléon. . . . , décrète : -- La grande décoration de la légion-d'honneur consiste en un ruban rouge, passant de l'épaule droite au côté gauche, au bas duquel il sera attaché l'aigle de la légion, par un ruban moiré rouge ; et une plaque brodée en argent, sur le côté gauche des manteaux et habits, composée de dix rayons, au milieu desquels est l'aigle de la légion, avec ces mots : *Honneur et Patrie*. — Ce cordon n'est conféré par sa majesté l'empereur qu'à de grands officiers de la légion : le nombre n'en peut excéder soixante. — Les princes de la famille impériale, et les étrangers auxquels sa majesté voudrait conférer cette décoration, ne sont pas compris dans ce nombre de soixante. Ils peuvent la recevoir sans être membres de la légion. — Les grands-officiers de la légion qui obtiendront la grande décoration, continueront de porter à la boutonnière de l'habit la décoration de la légion-d'honneur, conformément au décret du 22 messidor an 12.

N° 385. = 11—21 pluviöse an 13 (31 janvier—10 février 1805). = *Loi concernant la dotation définitive de la légion-d'honneur* (2). (IV, Bull. xxxi, n° 516.)

Art. 1^{er}. Les dotations affectées par l'institution de la légion-d'honneur aux seize cohortes qui la composent, seront définitivement constituées pendant le cours des années 13 et 14.

2. Il sera conservé à chaque cohorte des biens-fonds d'un revenu de cent mille francs au moins. Il sera pourvu à ce que ces biens se composent du moindre nombre de lots possible. Il sera procédé, par voie d'acquisition ou d'échange, aux réunions qui seront jugées nécessaires à cet effet.

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant institution de la légion-d'honneur, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant institution de la légion-d'honneur, le résumé des dispositions concernant cette dotation.

3. Le surplus des biens affectés à la dotation de chaque cohorte, excédant la réserve faite aux termes de l'article précédent, sera mis en vente; le produit de ces ventes sera versé à la caisse d'amortissement, pour être employé en achat de rentes sur l'état, au profit de la légion.

4. Il sera procédé, dans le cours des mêmes années 13 et 14, aux partages et licitations des biens possédés indivisément par la légion et par des particuliers.

5. Les acquisitions ou échanges, les ventes et les partages mentionnés dans les quatre articles précédens n'auront lieu qu'en vertu d'un règlement d'administration publique.

6. Il en sera de même de toute transaction sur des droits immobiliers, et de tout acquiescement à des demandes relatives aux mêmes droits.

7. Chaque dotation une fois constituée, les biens fonds et les cinq pour cent qui en feront partie ne pourront plus subir aucun changement dans leur capital, qu'en vertu d'une loi.

8. Le grand trésorier de la légion-d'honneur sera spécialement chargé de placer tous les ans, en accroissement du capital et en cinq pour cent, le dixième du produit net des rentes appartenant à chaque cohorte.

11 pluviôse an 13. = *Douanes*, voyez 1^{er} du même mois.

N^o 386. = 13 pluviôse an 13 (2 février 1805). = *DÉCRET qui prescrit des formalités pour les saisies-arrêts et oppositions entre les mains des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines* (1). (IV, Bull. xxx, n^o 509.)

Art. 1^{er}. Les saisies-arrêts et oppositions aux paiemens à faire par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, pour les objets susceptibles d'être ainsi arrêtés, ne seront valables qu'autant qu'elles auront été notifiées au directeur de cette administration dans le département où le paiement devra être effectué, et que l'original en aura été visé par ce directeur, avec indication de la date et du numéro du registre par lui tenu à cet effet.

2. Les ordonnances, mandats et exécutoires (excepté ceux pour indemnité aux jurés, taxes à témoins, et autres frais de justice qui doivent être payés sur-le-champ), ne pourront être acquittés par les préposés qu'après qu'ils auront été revêtus du *visa* du directeur, constatant qu'il n'existe point de saisie-arrêt ni d'opposition (2).

N^o 387. = 13—25 pluviôse an 13 (4—14 février 1805). = *LOI relative à la tutelle des enfans admis dans les hospices* (3). (IV, Bull. xxxi, n^o 526.)

Art. 1^{er}. Les enfans admis dans les hospices, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, seront sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, lesquelles désigneront un de leurs membres pour exercer, le cas advenant, les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle.

2. Quand l'enfant sortira de l'hospice pour être placé comme ouvrier, ser-

(1) Voyez le décret du 14—19 février 1792, concernant les saisies et oppositions formées et à former entre les mains du trésor public, et les notes.

(2) On ne peut former d'opposition sur les mandats délivrés aux procureurs impériaux et autres magistrats, pour le remboursement de leurs frais de ports de lettres et paquets; en conséquence, ces mandats ne sont point assujétis à la formalité du *visa*. Décis. minist., 31 mars 1807, SIR., VII, 2, 276.

(3) Voyez le décret du 19 janvier 1811, tit. VI, concernant la tutelle des enfans trouvés et abandonnés.

viteur ou apprenti, dans un lieu éloigné de l'hospice où il avait été placé d'abord, la commission de cet hospice pourra, par un simple acte administratif, visé du préfet ou du sous-préfet, déléger la tutelle à la commission administrative de l'hospice du lieu le plus voisin de la résidence actuelle de l'enfant.

3. La tutelle des enfans admis dans les hospices durera jusqu'à leur majorité ou émancipation par mariage ou autrement.

4. Les commissions administratives des hospices jouiront, relativement à l'émancipation des mineurs qui sont sous leur tutelle, des droits attribués aux pères et mères par le Code civil. — L'émancipation sera faite, sur l'avis des membres de la commission administrative, par celui d'entre eux qui aura été désigné tuteur, et qui seul sera tenu de comparaître à cet effet devant le juge de paix. — L'acte d'émancipation sera délivré sans autres frais que ceux d'enregistrement et de papier timbré.

5. Si les enfans admis dans les hospices ont des biens, le receveur de l'hospice remplira, à cet égard, les mêmes fonctions que pour les biens des hospices. — Toutefois les biens des administrateurs tuteurs ne pourront, à raison de leurs fonctions, être passibles d'aucune hypothèque. La garantie de la tutelle résidera dans le cautionnement du receveur chargé de la manutention des deniers et de la gestion des biens. — En cas d'émancipation, il remplira les fonctions de curateur.

6. Les capitaux qui appartiendront ou écherront aux enfans admis dans les hospices, seront placés dans les monts-de-piété : dans les communes où il n'y aura pas de monts-de-piété, ces capitaux seront placés à la caisse d'amortissement, pourvu que chaque somme ne soit pas au dessous de cent cinquante francs ; auquel cas, il en sera disposé selon que réglera la commission administrative.

7. Les revenus des biens et capitaux appartenant aux enfans admis dans les hospices seront perçus, jusqu'à leur sortie desdits hospices, à titre d'indemnité des frais de leur nourriture et entretien.

8. Si l'enfant décède avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice, lequel en pourra être envoyé en possession, à la diligence du receveur, et sur les conclusions du ministère public. — S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande.

9. Les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession d'un enfant décédé avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, seront tenus d'indemniser l'hospice des alimens fournis et dépenses faites pour l'enfant décédé, pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'administration ; sauf à faire entrer en compensation, jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par l'hospice.

15 pluviôse an 13. = *Frais de justice*, voyez 5 du même mois.

16 pluviôse an 13. = *Sceau de l'état*, voyez 6 du même mois.

N° 388. = 17 pluviôse an 13 (6 février 1805). = **DÉCRET** contenant un tarif sur les douanes (1). (IV, Bull. XXIX, n° 483.)

18 pluviôse an 13. = *Biens immeubles des Prytanées, Expédition des actes de l'état civil*, à Paris, voyez 8 du même mois.

(1) Ce tarif n'offre plus d'intérêt : il a été remplacé plusieurs fois par les lois de douanes successivement rendues depuis cette époque, et notamment par la loi du 28 avril—4 mai 1816.

N° 389.=19—29 pluviose an 13 (8—18 février 1805). = *Loi qui attribue aux cours de justice criminelle spéciales la connaissance du crime de rébellion envers toute force armée* (1). (IV, Bull. xxxii, n° 537.)

Art. 1^{er}. Dans les cas prévus par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9 et 10 du titre I^{er} de la section IV de la seconde partie du Code pénal (2), les violences et voies de fait exercées avec armes, ou par deux ou plusieurs personnes, même sans armes, contre la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, et contre toute autre force armée agissant sur la réquisition d'une autorité compétente, seront jugées exclusivement par les cours de justice criminelle spéciales, créées par la loi du 23 floréal an 10 (3).

(1) Voyez la loi du 18 pluviose an 9 (7 février 1801), portant création des cours de justice criminelle spéciales, et les notes qui résument toute la législation relative à ces cours; et spécialement la loi du 23 floréal an 10 (13 mai 1802).

(2) C'est le Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791.

(3) La compétence des cours spéciales se détermine par le nombre des auteurs de la rébellion, et non par le plus ou le moins de gravité des délits et des crimes qui l'accompagnent. Cass., 7 mai 1813, SIR., XIII, 1, 340; Bull. crim., XVIII, 232.

Il n'y a pas de rébellion contre la force armée, lorsque les agens de la force armée (par exemple des gendarmes) ne portent aucune marque distinctive de leur qualité; il ne suffit pas qu'ils aient verbalement déclaré cette qualité. Cass., 3 brumaire an 14, SIR., VI, 2, 516; Bull. crim., X, 408.

Lorsqu'un huissier est accompagné d'un gendarme, pour l'exécution d'un jugement, la résistance avec violence est un délit de la compétence des cours spéciales. Cass., 7 octobre 1808, SIR., IX, 1, 295; Bull. crim., XIII, 420. — Pour que la rébellion armée à la gendarmerie forme un cas spécial, il n'est pas nécessaire que les gendarmes soient porteurs d'une réquisition émanée de l'autorité compétente. Cass., 4 mai 1808, SIR., VII, 2, 1160. — Il y a rébellion à la force armée de la part d'un individu qui, interpellé par un gendarme de lui exhiber son permis de port d'armes, couche en joue ce gendarme en lui disant que, s'il avance, il fera feu. Cass., 29 juillet 1808, SIR., VII, 2, 1161; Bull. crim., XIII, 346. — Des garnisaires faisant les fonctions d'huissier ou de recors, encore qu'ils agissent contre des parens de conscrits réfractaires à la réquisition de l'autorité compétente, ne peuvent être considérés comme gendarmerie ou force armée: en conséquence, les cours spéciales ne peuvent connaître des voies de fait ou violences commises contre eux. Cass., 26 décembre 1806, SIR., VII, 2, 24.

Lorsque les fonds publics ont été pillés à la suite de violences commises à main armée contre l'escorte qui accompagnait ces fonds, les tribunaux spéciaux connaissent du vol qui a suivi ces violences, comme ils connaissent des violences elles-mêmes. Cass., 19 juin 1806, SIR., VI, 2, 578; Bull. crim., XI, 167.

Un garde-champêtre fait partie de la force armée, en tant qu'il exerce les fonctions de garde-champêtre, aux termes du décret du 11 juin 1806; mais il en est autrement lorsqu'il surveille seulement la conservation des propriétés communales: en conséquence, le délit de violences contre le garde-champêtre, au deuxième cas, n'est pas de la compétence des cours spéciales comme il le serait au premier cas. Cass., 2 novembre 1809, SIR., X, 1, 304; Bull. crim., XIV, 366. — Les gardes-champêtres, lorsqu'ils sont requis par le maire de leur commune pour arrêter un prévenu de délit, doivent être considérés, sous le rapport de la rébellion qu'ils éprouvent, et de la compétence du tribunal qui doit en connaître, comme une force armée agissant sur les réquisitions de l'autorité compétente. Cass., 15 octobre 1807, SIR., VII, 2, 1160; Bull. crim., XII, 406. — Jugé même que, pour que la rébellion armée envers des gardes-champêtres faisant la recherche des conscrits ou déserteurs, constitue un crime de la compétence des tribunaux spéciaux, il n'est pas nécessaire que ces gardes-champêtres aient été requis par l'autorité compétente. Cass., 10 avril 1807, SIR., VII, 2, 1160; Bull. crim., XII, 142.

Les violences avec armes contre les gardes-champêtres ou gardes-forestiers d'un simple particulier ne constituent pas le crime de rébellion à la force armée, de la compétence des tribunaux spéciaux. Cass., 5 mai 1806, et 12 mai 1807, SIR., VII, 2, 1160. — Il en est autrement des violences et voies de fait exercées contre les gardes-forestiers des bois de l'état, des communes et des établissemens publics. Cass., 6 fructidor an 13, SIR., VII, 2, 1160; Bull. crim., X, 352. — Les violences ou voies de fait exercées contre les préposés des droits réunis, dans l'exercice de leurs fonctions, ne sont pas considérées comme des violences ou rébellions envers la force armée: les cours spéciales n'en peuvent donc connaître. Cass., 21 mai 1807, SIR., VII, 2, 714; Bull. crim., XII, 199. — Il en est autrement des violences et voies de fait exercées avec armes contre des douaniers placés dans un poste d'observation, encore qu'elles aient été commises

2. Le délit sera réputé commis avec armes, lorsqu'il aura été fait avec fusils, pistolets et autres armes à feu, sabres, épées, poignards, massues, et généralement avec tous instrumens tranchans, perçans ou contondans.—Ne seront réputés armes les cannes ordinaires sans dard ni ferrement, ni les couteaux fermans et servant habituellement aux usages ordinaires de la vie.

3. La poursuite, l'instruction et le jugement auront lieu ainsi qu'il est prescrit par l'article 5 de la même loi.

4. Tous ceux qui, à l'époque de la présente loi, se trouveront être prévenus du crime ci-dessus mentionné, et sur la prévention desquels un jury d'accusation n'aurait pas encore statué, seront renvoyés sans délai, avec les pièces, actes et procédure, devant les cours de justice criminelle spéciales qui devront en connaître.

21 pluviose an 13. = *Dotation de la légion-d'honneur*, voyez 11 du même mois.

N° 390. = 23 pluviose an 13 (12 février 1805). = **DÉCRET** qui interdit la vente des poudres de guerre (1). (IV, Bull. xxxi, n° 529.)

Art. 1^{er}. A dater de la publication du présent décret, toute vente de poudre de guerre est interdite: en conséquence, l'administration générale des poudres ne pourra en faire délivrer, même aux citoyens qui ont obtenu une commission spéciale de ladite administration pour la vente des poudres.

2. Dans les huit jours de la publication du présent décret, les citoyens commissionnés par l'administration des poudres rapporteront au magasin de ladite administration toute la poudre de guerre qu'ils auront: elle leur sera remboursée au même prix qu'ils l'auront payée.

3. Les citoyens non commissionnés qui auront à leur disposition de la poudre de guerre seront tenus, de quelque manière qu'ils l'aient obtenue, d'en faire, dans le mois, leur déclaration à leur municipalité, et le versement dans les magasins de l'administration générale, qui en paiera la valeur.

4. Après l'expiration du délai accordé par l'article précédent, tout individu qui aura conservé ou qui sera trouvé nanti d'une quantité quelconque de poudre de guerre sera dénoncé aux tribunaux, pour être poursuivi aux termes de l'article 27 de la loi du 13 fructidor an 5, comme ayant illicitement fabriqué de la poudre de guerre, et puni de trois mille francs d'amende, à moins qu'il ne prouve l'avoir achetée d'un marchand domicilié et patenté, ou qu'il n'en mette le vendeur sous la main des tribunaux (2).

par des personnes qui ne portaient ni n'accompagnaient des marchandises de contrebande. Cass., 23 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 1160; Bull. crim., XII, 149. — La résistance à main armée faite à des garnisaires, ne constitue pas le crime de rébellion à main armée dans le sens de la présente loi. Cass., 7 avril 1809, *SIR.*, X, 1, 352; Bull. crim., XIV, 145.

L'art. 554 du Cod. inst. crim. de 1808 avait de nouveau attribué aux cours de justice criminelle spéciales la connaissance du crime de rébellion avec armes à la force armée; et cette attribution avait été transmise aux cours prévôtales créées par l'art. 8 de la loi du 20—27 décembre 1815: mais elle a cessé depuis la suppression des juridictions prévôtales; et ce sont maintenant les cours d'assises qui connaissent du crime de rébellion armée à la force publique. Toutes les décisions qui précèdent sont donc devenues sans intérêt, quant à la question de compétence, et ne peuvent plus servir qu'à la solution du point de savoir ce qu'il faut entendre par *force armée*.

(1) Voyez le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, et les notes. — Voyez spécialement la loi du 13 fructidor an 5 (30 août 1797), sur la fabrication des poudres, art. 24, 27 et 28, qui punissent la fabrication et la vente de la poudre par les particuliers non commissionnés, et la possession d'une quantité de poudre excédant celle fixée; et la loi du 24—25 mai 1834, qui prohibe, sous des peines corporelles très sévères, le simple fait de détention d'une quantité de poudre de guerre excédant deux kilogrammes.

Cette dernière loi a laissé subsister la peine d'amende prononcée par la présente.

(2) Les tribunaux ne peuvent se dispenser d'appliquer les peines d'amende et de confiscation

5. L'administration des poudres pourra toutefois faire délivrer de ses magasins aux artificiers patentés, la poudre de guerre qu'ils justifieront leur être nécessaire, en s'engageant à produire, toutes les fois qu'ils en seront requis, le certificat d'achat de ladite poudre.

6. Les articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 de la loi du 13 fructidor an 5, seront imprimés à la suite du présent décret.

25 pluviôse an 13. = *Tutelle des enfans admis dans les hospices*, voyez 15 du même mois.

27 pluviôse an 13 (16 février 1805). = *Avis du conseil d'état sur la pêche* (1).

N° 391. = 29 pluviôse—9 ventose an 13 (18—28 février 1805). = *LOI interprétative de l'article 36 de celle du 21 germinal—1^{er} floréal an 11, sur la pharmacie* (2). (IV, Bull. XXXIII, n° 552.)

Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 germinal an 11, relatif à la police de la pharmacie, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis d'une amende de vingt-cinq à six cents francs; et en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, de dix au plus.

N° 392. = 29 pluviôse an 13 (18 février 1805). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rentes, échanges et impositions extraordinaires* (3). (IV, Bull. XXXVI, n° 593.)

29 pluviôse an 13. = *Rébellion envers la force armée*, voyez 19 du même mois.

N° 393. = 30 pluviôse an 13 (19 février 1805). = *SÉNATUS-CONSULTE relatif aux ventes, échanges ou concessions à longues années, des biens affectés au sénat et aux sénatoreries* (4). (IV, Bull. XXXIV, n° 568.)

TITRE 1^{er}. — Des biens affectés au sénat.

Art. 1^{er}. Dans le délai d'un an, le chancelier présentera au grand conseil d'administration du sénat un état général des domaines affectés au sénat. — Il désignera, en même temps, ceux de ces biens qu'il croira convenable de conserver, vendre, échanger ou concéder à longues années.

2. Le grand conseil d'administration du sénat décidera, sur la proposition du chancelier, et arrêtera l'état, — 1^o Des biens à conserver; — 2^o De ceux à vendre ou échanger; — 3^o De ceux à concéder à longues années.

3. Les biens désignés pour être aliénés seront vendus en vertu de l'autorisation mentionnée en l'article précédent, administrativement et sans frais, devant le préfet du département, à la diligence du chancelier ou de son fondé de pouvoir, et d'après un cahier des charges approuvé par lui-même ou son représentant.

contre les personnes trouvées nanties de poudre de guerre, sous prétexte que ce décret, dérogeant aux lois préexistantes, renferme une usurpation du pouvoir législatif. Cass., 3 février 1820, Srr., XX, 1, 185; Bull. crim., XXV, 53.

(1) Voyez 30 pluviôse an 13.

(2) Voyez la loi du 21 germinal—1^{er} floréal an 11 (11—21 avril 1803), portant organisation des écoles de pharmacie, et les notes.

(3) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente reproduit textuellement les dispositions.

(4) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation concernant la dotation du sénat; et notamment l'ordonnance du 4—10 juin 1814, portant réunion de cette dotation au domaine de la couronne.

4. Ces ventes seront faites avec les mêmes formalités que les ventes des domaines nationaux.

5. Les actes d'échange et baux à longues années seront consentis par le chancelier du sénat ou son fondé de pouvoir. — Ils seront passés administrativement et sans frais, comme les actes de vente par le préfet. — Toutefois, ils ne seront définitifs et exécutoires qu'après avoir été approuvés par un conseil particulier du sénat. — Ce conseil sera composé du président et des secrétaires en fonctions, et de deux sénateurs nommés à cet effet, tous les ans, par le sénat.

6. Le prix des ventes sera versé à la caisse d'amortissement.

7. Le chancelier proposera et le grand conseil d'administration du sénat déterminera l'emploi des capitaux provenant des ventes et en réglera les conditions. — Dans le cas où le grand conseil d'administration ordonnerait la conversion en rentes, de tout ou partie des capitaux, elle sera opérée à la diligence et par les soins du directeur général de la caisse d'amortissement.

TITRE II. — Des biens affectés aux sénatoreries.

8. Dans le délai d'un an, chaque sénateur titulaire d'une sénatorerie présentera au chancelier du sénat un état des domaines affectés à sa sénatorerie. — Il désignera, en même temps, ceux de ces domaines qu'il croira convenable de conserver, vendre, échanger ou concéder à longues années.

9. Le conseil particulier du sénat, dont il est parlé à l'article 5, arrêtera, pour chaque sénatorerie, l'état : — 1° Des biens à conserver ; — 2° De ceux à vendre ou à échanger ; — 3° De ceux à concéder à longues années.

10. Ces états seront soumis à l'approbation du grand conseil d'administration du sénat, laquelle servira d'autorisation aux ventes, échanges et concessions à longues années.

11. Les biens désignés pour être aliénés seront vendus comme il est dit pour ceux du sénat, articles 3 et 4 du titre I^{er}.

12. Les actes d'échange et baux à longues années seront consentis par le sénateur titulaire de la sénatorerie, en son nom et au nom du sénat, et passés comme il est dit à l'article 5 du titre I^{er}. — Ils ne seront définitifs et exécutoires qu'après l'approbation du conseil particulier du sénat.

13. Le prix des ventes des biens des sénatoreries sera versé, par les acquéreurs, dans la caisse d'amortissement.

14. Un cinquième du prix desdites ventes pourra être converti en rentes sur l'état, comme il est dit pour le sénat, article 7, titre I^{er}.

15. Le surplus du prix des ventes sera employé en acquisitions d'immeubles pour la sénatorerie.

16. Les acquisitions se feront par les titulaires de chaque sénatorerie, au nom du sénat, et ne seront définitives et obligatoires qu'après l'approbation du conseil particulier du sénat, donnée sur le rapport du chancelier.

17. Avant de procéder à aucun emploi du prix des ventes pour chaque sénatorerie, on prélèvera les sommes nécessaires pour mettre en bon état les maisons d'habitation et d'exploitation de la sénatorerie, selon les devis qui ont été ou seront dressés, et après leur approbation par le conseil particulier d'administration, sur le rapport du chancelier.

18. Lorsque les opérations relatives à chaque sénatorerie, c'est-à-dire les ventes, échanges, baux à long terme, acquisitions et réparations, seront terminées, le titulaire de la sénatorerie déposera à la chancellerie du sénat : — 1° L'état exact des biens, contenant leur nature, leur étendue, leur situation, leur produit annuel ; — 2° Un état descriptif des bâtimens dépendant de la sénatorerie.

19. Le chancelier du sénat soumettra ces états, de lui certifiés, au grand conseil d'administration, après l'approbation duquel la sénatorerie demeurera définitivement constituée.

20. Lorsqu'une sénatorerie sera constituée, il ne pourra être rien changé à l'état de ses biens, qu'en vertu d'un sénatus-consulte spécial. — Les réparations qui auront été jugées nécessaires pour remettre les biens en bon état, et qui auront été arrêtées conformément à l'article 17, seront exécutées, par le titulaire, de la manière la plus avantageuse, sans qu'il soit soumis à d'autres formalités que celle de justifier au chancelier du sénat qu'elles ont toutes été faites conformément au devis. — Quant aux grosses réparations qui surviendraient dans la suite par force majeure, cas fortuit ou simple vétusté, elles seront à la charge de la sénatorerie; et le grand-conseil d'administration avisera aux moyens d'y pourvoir, suivant les circonstances, le tout sans préjudice de l'exécution des dispositions des articles 57 et 58 du sénatus-consulte du 8 frimaire an 12, relatives à l'entretien des bâtimens.

TITRE III. — Dispositions communes à la vente des biens du sénat et des sénatoreries.

21. Les ventes et échanges qui seront faits en vertu du présent sénatus-consulte, seront irrévocables, et ne pourront être attaqués sous quelque prétexte que ce soit.

22. Ils ne donneront pas lieu à la résiliation des baux faits régulièrement avant l'aliénation.

23. Dans les baux à longues années, toutes les redevances seront stipulées en nature.

24. Un dixième du montant des arrérages de rentes appartenant au sénat ou à chaque sénatorerie, d'après la conversion autorisée par les articles 7 et 13 du présent sénatus-consulte, sera versé annuellement à la caisse d'amortissement par le trésorier du sénat ou le titulaire de chaque sénatorerie. — Le directeur général emploiera les sommes ainsi versées en acquisitions de rentes sur l'état, au profit du sénat ou de la sénatorerie.

N° 394. = 30 pluviôse an 13 (19 février 1805). = *AVIS du conseil d'état relatif au droit de pêche des rivières non navigables* (1). (IV, Bull. LVI, n° 932.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de ce département, relatif à la question de savoir à qui des propriétaires riverains ou des communes appartient la pêche des rivières non navigables; — Considérant, 1° que la pêche des rivières non navigables faisait partie des droits féodaux, puisqu'elle était réservée, en France, soit au seigneur haut-justicier, soit au seigneur du fief; — 2° Que l'abolition de la féodalité a été faite, non au profit des communes, mais bien au profit des vassaux, qui sont devenus libres dans leurs personnes et dans leurs propriétés; — 3° Que les propriétaires riverains sont exposés à tous les inconvénients attachés au voisinage des rivières non navigables (dont les lois d'ailleurs n'ont pas réservé des avant-bords destinés aux usages publics); que les lois et arrêtés du gouvernement les assujétissent à la dépense du curage et à l'entretien de ces rivières, et que,

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 6—6 juillet 1793, le résumé de la législation concernant la pêche fluviale. — Voyez notamment la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), tit. V, et les notes; et la loi générale du 15—24 avril 1829, qui abroge la législation antérieure sur les matières réglées par ladite loi.

dans les principes de l'équité naturelle, celui qui supporte les charges doit aussi jouir des bénéfices; — 4° Enfin, que le droit de pêche des rivières non navigables accordé aux communes serait une servitude pour les propriétés des particuliers, et que cette servitude n'existe point, aux termes du Code civil; — Est d'avis que la pêche des rivières non navigables ne peut, dans aucun cas, appartenir aux communes; que les propriétaires riverains doivent en jouir, sans pouvoir cependant exercer ce droit qu'en se conformant aux lois générales ou réglemens locaux concernant la pêche, ni le conserver lorsque par la suite une rivière aujourd'hui réputée non navigable deviendra navigable; et qu'en conséquence tous les actes de l'autorité administrative qui auraient mis des communes en possession de ce droit, doivent être déclarés nuls.

30 pluviôse an 13 (19 février 1805).=*Avis du conseil d'état sur les jugemens des commissions militaires* (1).

N° 395. = 2—12 ventose an 13 (21 février—3 mars 1805).=*LOI relative aux finances de l'an 13.* (IV, Bull. xxxiv, n° 570.)

TITRE 1^{er}. — *Dépenses de l'an 9.*

Art. 1^{er}. La somme de quatre millions cinq cent quarante-un mille huit cent neuf francs, provenant des produits excédant les évaluations faites par le budget de l'an 9, et celle de cinq millions neuf cent quatre-vingt-un mille cent cinquante francs prélevée sur les moyens extraordinaires de l'an 13, sont mises à la disposition du gouvernement.

2. Les huit millions transportés de l'exercice an 8 à l'exercice an 9, par arrêté du 15 floréal an 12, sont définitivement affectés à cet exercice.

3. Le budget de l'an 9 est ainsi porté à cinq cent quarante-cinq millions.

TITRE II. — *Dépenses de l'an 11.*

4. La somme de cinq millions nécessaire pour compléter le service de l'an 11, faisant, avec celle de six cent dix-neuf millions cinq cent mille francs, comprise dans la loi du 5 ventose an 12, celle de six cent vingt-quatre millions cinq cent mille francs, est mise à la disposition du gouvernement.

5. Cette somme sera prise sur les divers produits de l'an 11 excédant les évaluations faites par le budget.

TITRE III. — *Dépenses de l'an 12.*

6. La somme de soixante-deux millions nécessaire pour le paiement des dépenses extraordinaires que la guerre a nécessitées en l'an 12, faisant, avec celle de sept cents millions, comprise dans la loi du 5 ventose an 12, la somme totale de sept cent soixante-deux millions, est mise à la disposition du gouvernement.

7. Cette somme sera fournie par l'excédant du produit effectif des revenus ordinaires et ressources extraordinaires portés au budget de l'an 12.

TITRE IV. — *Dépenses de l'an 13.*

8. La somme de deux cent quatre-vingt-quatre millions, faisant, avec celle de quatre cents millions portée en l'article 103 de la loi du 5 ventose an 12, la somme totale de six cent quatre-vingt-quatre millions, est mise à la disposition du gouvernement.

9. Cette somme sera prise sur le produit des contributions décrétées par les lois, et sur les autres ressources de l'an 13.

(1) Voyez 7 ventose an 13.

10. Elle sera employée au paiement d'abord de la dette publique, et ensuite aux dépenses générales du service, comme il suit :

Dette publique.

Dette	{ Aux créanciers de l'état.....	42,942,225 fr.	} 46,674,634	fr.
perpétuelle..	{ A la caisse d'amortissement....	3,732,409		
Dette viagère.	{ 2 ^e semestre an 12, et 1 ^{er} semestre an 13.....	19,288,550		
<i>Six nouveaux départemens.</i>				69,140,461

Dette.....	{ perpétuelle.....	2,677,277	} 3,177,277
	{ viagère.....	500,000	
Liste civile, y compris deux millions pour les princes français.....			27,000,000

Dépenses générales du service.

Ministères...	{ du grand-juge ministre de la justice.....	21,500,000	}	556,550,000
	{ des relations extérieures.....	7,000,000		
Ministère de l'intérieur.	{ Service ordinaire.....	16,500,000	}	29,500,000
	{ ——— extraordinaire.....	13,000,000		
Ministère des finances.....		43,350,000	}	
	{ du trésor public.....	8,000,000		
Ministères...	{ de la guerre.....	166,500,000	}	271,500,000
	{ de l'administration de la guerre	105,000,000		
	{ de la marine et des colonies.....	140,000,000		
Culte.....	{ Service du ministère.....	13,000,000	}	35,000,000
	{ Pensions ecclésiastiques.....	22,000,000		
Police générale.....		700,000	}	
Frais de négociations.....				
Fonds de réserve.....				
				11,000,000
				20,309,539
TOTAL GÉNÉRAL.....				684,000,000

TITRE V. — *Contributions pour les frais de la guerre.*

11. Les sommes votées en l'an 12 par les divers départemens, pour les frais de la guerre, et montant à vingt-un millions cinq cent trente quatre mille trois cent soixante francs, sont converties pour l'an 13, comme elles l'ont été pour l'an 12, en une addition de dix centimes au principal de la contribution foncière de tous les départemens de l'empire, formant la somme de vingt millions six cent quatre-vingt-dix mille francs.

TITRE VI. — *Contribution personnelle de la ville de Paris.*

12. La portion de la contribution personnelle à payer par la ville de Paris, en vertu d'un rôle, sera définitivement perçue, à compter de l'an 13, conformément au tarif adopté par le décret impérial du 14 brumaire an 13, qui sera joint à la présente loi.

TITRE VII. — *Des cautionnemens (1).*

13. Le cautionnement des receveurs généraux des contributions directes est définitivement fixé au douzième du principal des quatre contributions directes réunies, et sera fourni en totalité en numéraire.

14. Les cautionnemens précédemment fournis par les receveurs généraux, en immeubles ou cinq pour cent constitués, sont remplacés par le complément à fournir par ces receveurs, conformément à l'état annexé à la pré-

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, tit. IX, et les états à la suite, qui portent une nouvelle fixation des cautionnemens des receveurs généraux, receveurs particuliers, percepteurs, agens des contributions indirectes, et des officiers ministériels, des payeurs, etc.

sente loi, pour porter la totalité de leur cautionnement en numéraire, à la proportion réglée par l'article précédent (1).

15. La moitié du cautionnement total des receveurs généraux demeure affectée à la garantie de leurs obligations, et continuera d'être remboursée à ceux qui cesseront leurs fonctions, ou à leurs familles, en justifiant du paiement de toutes les obligations échues, et du compte de clerc à maître accepté par le successeur. — La seconde moitié sera également restituée de suite, à la charge de la remplacer en immeubles ou en cinq pour cent constitués, jusqu'à la justification du *quitus* de la comptabilité nationale pour les exercices terminés.

16. Les receveurs généraux fourniront, en outre, pour la garantie de la recette des contributions indirectes versées entre leurs mains par les préposés des régies de l'enregistrement et des douanes, un cautionnement particulier en numéraire, tel qu'il est fixé par l'état n° 1 annexé à la présente loi.

17. Lorsqu'un receveur cessera ses fonctions, ce cautionnement particulier lui sera restitué ou à sa famille, en justifiant, par le compte de clerc à maître accepté par le successeur, qu'il a compté desdites recettes.

18. Le cautionnement des receveurs particuliers d'arrondissement est porté à la proportion du douzième des quatre contributions directes réunies. Ils fourniront, en conséquence, le supplément réglé pour chacun d'eux par l'état annexé à la présente loi, n° 2.

19. Lorsqu'ils cesseront leurs fonctions, la totalité du cautionnement sera restituée à eux ou à leurs familles, en justifiant du *quitus* du receveur général.

20. Le cautionnement des notaires, tel qu'il a été fixé en exécution de la loi du 25 ventose an 11, est porté au double pour les notaires de la ville de Paris, et au tiers en sus de la fixation actuelle pour ceux des autres villes des départemens.

21. Les cautionnemens des agens de change de Paris sont portés de soixante mille francs à cent mille francs.

22. Les cautionnemens fournis par les avocats en cour de cassation, les greffiers, avoués et huissiers des tribunaux, ainsi que par les greffiers des justices de paix, en exécution des lois des 27 ventose an 8 et 28 floréal an 10, sont pareillement portés au tiers en sus de la fixation actuelle.

23. Le cautionnement des commissaires priseurs établis à Paris est porté de dix mille francs à vingt mille francs.

24. Ces divers cautionnemens et supplémens de cautionnement seront fournis, savoir, le premier quart dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi; et les trois autres quarts, dans les mois de vendémiaire, germinal et thermidor an 14.

25. L'intérêt de ces cautionnemens continuera d'être payé sur le même pied que par le passé.

26. Les fonds provenant desdits cautionnemens seront versés au trésor

(1) Les cautions solidaires d'un receveur général des contributions directes ne sont point déchargées de leur engagement par le paiement qu'aurait fait ce receveur d'une partie du supplément de cautionnement en numéraire qu'il était astreint à fournir aux termes de cet article, lorsqu'il est constant que le paiement n'a été effectué qu'avec les deniers provenant de sa caisse. Arr. du cons., 22 avril 1809, SIR., JUR. du cons., 1, 273. — Mais la caution en immeubles ne peut plus être recherchée pour le déficit d'un receveur général qui aurait fourni son complément de cautionnement, bien que ce cautionnement soit insuffisant pour remplir le déficit. Arr. du cons., 29 décembre 1819, SIR., XXI, 2, 54.

public, pour le service de l'an 13, et rétablis dans la caisse d'amortissement, conformément aux lois des 7 et 27 ventose an 8.

TITRE VIII.

CHAPITRE I^{er}. — Fixation des contributions directes de l'an 14.

27. La contribution foncière est fixée, pour l'an 14, à deux cent six millions neuf cent huit mille francs en principal, comme en l'an 13.

28. La répartition de cette somme entre les cent huit départemens est faite conformément au tableau annexé à la présente, n° 3.

29. Les dix centimes du principal de cette contribution, imposés en l'an 13 pour les frais de la guerre, sont prorogés pour l'an 14.

30. La contribution personnelle, somptuaire et mobilière est fixée, pour l'an 14, à la somme de trente-deux millions huit cent mille francs.

31. La répartition de cette somme entre les cent huit départemens est faite conformément au tableau annexé à la présente, n° 4.

32. Il sera réparti, en sus du principal de l'une et de l'autre contribution, comme en l'an 13, deux centimes par franc pour fonds de non valeur et de dégrèvement.

33. Il sera réparti, en outre, sur le principal, pour être versé au trésor public, et pour servir à l'acquit du montant des dépenses fixes, énoncées au tableau annexé à la présente, n° 5, le nombre de centimes porté au même tableau.

34. Il sera également réparti, — 1° Sur le principal des deux contributions, le nombre de centimes nécessaire à l'acquit des dépenses variables, énoncées au tableau n° 6, après que le conseil général du département en aura réglé le montant, sans pouvoir excéder le *maximum* porté au même tableau; — 2° Sur le principal de la contribution foncière seulement, un centime et demi, qui formera un fonds commun, pour subvenir aux frais de l'arpentage et de l'expertise dans les divers départemens. — Les conseils généraux de département pourront, en outre, proposer d'imposer jusqu'à concurrence de quatre centimes au plus, soit pour réparations, entretien de bâtimens, et supplément de frais de culte, soit pour constructions de canaux, chemins ou établissemens publics. Sa majesté en son conseil d'état autorisera, s'il y a lieu, ladite imposition.

35. Les conseils municipaux des villes, bourgs et villages, répartiront de plus au centime le franc de ces deux contributions, pour leurs dépenses municipales, d'après la fixation qui en aura été faite, le nombre de centimes par franc qu'ils jugeront nécessaire, sans pouvoir excéder le *maximum* fixé par la loi.

36. La contribution des portes et fenêtres est fixée, pour l'an 14, à la somme de seize millions.

37. La répartition de cette somme de seize millions est faite entre les départemens, conformément au tableau annexé à la présente, n° 7.

38. Il sera perçu, en outre du principal de la contribution des portes et fenêtres, dix centimes additionnels par franc, pour frais de confection de rôles et pour dégrèvemens et non-valeurs.

39. Les patentes seront perçues pour l'an 14 comme elles l'ont été pour l'an 13.

40. Des quinze centimes dont le prélèvement est autorisé par les lois, sur le montant des rôles des patentes, deux centimes sont affectés aux frais de confection des rôles; les treize centimes restans sont pareillement affectés, d'abord aux décharges et réductions, et l'excédant aux dépenses municipales.

41. Les contributions indirectes perçues en l'an 13 sont prorogées pour l'an 14.

CHAPITRE II. — Crédit provisoire pour l'an 14.

42. La somme de quatre cents millions est mise à la disposition du gouvernement, à compte des dépenses du service pendant l'an 14.

43. Cette somme sera prise sur le produit des contributions décrétées et sur les autres ressources de l'an 14.

TITRE IX. — *De la régie des droits réunis* (1).

44. Les mesures nécessaires pour assurer la perception des droits réunis pourront être prises par des réglemens d'administration publique, en se conformant, tant pour la nature et la quotité des droits, que pour les peines contre les contraventions, aux dispositions portées au titre V de la loi du 5 ventose an 12, concernant l'établissement de la régie des droits réunis; et les réglemens seront proposés en forme de loi au corps législatif, à la session la plus prochaine.

(*Suit le tarif de la répartition des contributions personnelle et somptuaire de la ville de Paris.*)

Suivent pareillement l'état du supplément de cautionnement en numéraire à fournir, tant par les receveurs généraux que par les receveurs particuliers, pour les contributions directes, et du montant du cautionnement à fournir par les receveurs généraux, pour les contributions indirectes (2);

Et l'état de répartition de la contribution foncière de l'an 14, entre les départemens.)

N° 396. = 3 ventose an 13 (22 février 1805). = **DÉCRET** qui rectifie celui du 5 nivose an 13 sur les succursales. (IV, Bull. xxxv, n° 574.)

3 ventose an 13 (22 février 1805). = *Avis du conseil d'état sur les huissiers* (3).

N° 397. = 5 ventose an 13 (24 février 1805). = **AVIS** du conseil d'état sur la nature des fonctions des huissiers, et sur les cas où ils sont exempts des droits de péage (4). (IV, Bull. xxxv, n° 579.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté l'empereur, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du grand-juge ministre de la justice, relativement à une lettre à lui adressée par le juge de paix du canton de Duffel, département des Deux-Nèthes, en date du 26 frimaire an 13, sur cette double question : 1° si les huissiers sont fonctionnaires publics; et 2° dans quels cas ils doivent ou ne doivent point être astreints à payer le droit de passage établi sur le pont de Duffel sur la Nèthe; — Vu l'arrêté du 14 fructidor an 10, qui exempte du droit de péage sur le pont de Duffel les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions; — Considérant que l'exercice des fonctions d'huissiers ne commence qu'aux domiciles des particuliers auxquels ils ont à notifier quelque acte de leur ministère, et non au moment où ils sortent de leurs maisons pour s'y rendre ou pour aller vaquer à leurs propres affaires, — Est d'avis que les huissiers doivent, à la vérité, être regardés comme fonctionnaires publics; mais que

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. V de la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), le résumé de la législation relative aux droits réunis.

(2) La loi du 28 avril—4 mai 1816, en réglant de nouveau ces cautionnemens, a rendu le présent état sans intérêt.

(3) Voyez 5 ventose même mois.

(4) Voyez, sur les huissiers, le décret du 14 juin 1813, et les notes qui résument toute la législation particulière à ces officiers publics.

l'exercice de leurs fonctions n'étant manifeste que lorsqu'ils accompagnent quelque prévenu ou condamné, le corps entier, ou quelque membre du tribunal auquel ils sont attachés, marchant pour leur service, ils doivent, dans tout autre cas, être assujétis, comme les simples particuliers, au droit de péage.

N° 398. = 6—16 ventose an 13 (25 février—7 mars 1805). = *Loi additionnelle à celle du 25 nivose—5 pluviose an 13, relative aux cautionnemens.* (IV, Bull. xxxv, n° 580.)

Art. 1^{er}. Les articles 1^{er}, 2 et 4 de la loi du 25 nivose dernier, relative aux cautionnemens fournis par les notaires, avoués et autres, s'appliqueront aux cautionnemens des receveurs généraux et particuliers, et de tous les autres comptables publics, ou préposés des administrations.

2. Les prêteurs des sommes employées auxdits cautionnemens jouiront du privilège de second ordre, institué par l'article 1^{er} de la loi du 25 nivose dernier, en se conformant aux articles 2 et 4 de la même loi (1).

N° 399. = 7 ventose an 13 (26 février 1805). = *DÉCRET qui fixe le droit de sortie des côtes des feuilles de tabac.* (IV, Bull. xxxiii, n° 557.)

Le droit de sortie des côtes des feuilles de tabac est fixé à soixante-quinze centimes par cinq myriagrammes.

N° 400. = 7 ventose an 13 (26 février 1805). = *AVIS du conseil d'état relatif aux jugemens des commissions militaires* (2). (IV, Bull. xxxv, n° 581.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si les jugemens des commissions militaires spéciales doivent être rendus à la simple majorité des voix, ou si les condamnations ne peuvent être prononcées qu'à la majorité prescrite par la loi du 13 brumaire an 5, concernant les conseils de guerre; — Vu les lois des 4 et 6 prairial an 3, celle du 19 fructidor an 5, et les arrêtés des consuls des 3 frimaire an 8 et 29 frimaire an 9; lesdites lois et arrêtés portant établissement de commissions militaires pour certains cas et certains événemens politiques; — La loi du 9 octobre 1792, et l'article 7 du titre V de celle du 25 brumaire an 3, qui ordonnent de traduire devant les commissions militaires les émigrés qui seraient pris les armes à la main; — Le décret impérial du 17 messidor an 12, qui renvoie devant les commissions militaires les espions et embaucheurs, précédemment justiciables des conseils de guerre établis par la loi du 13 brumaire an 5; — Vu enfin ladite loi du 13 brumaire an 5; — Considérant que les commissions militaires, qui étaient, avant la loi du 13 brumaire an 5, composées de cinq membres, le sont aujourd'hui de sept, nombre égal à celui des membres composant les conseils de guerre; — Que la disposition relative à la computation des suffrages dans ces conseils, fondée sur le principe qu'il faut au moins deux voix de plus pour la condamnation, s'applique également aux commissions militaires; — Qu'outre ce motif général, il existe, à l'égard des espions et embaucheurs, un moyen déduit de la loi du 13 brumaire an 5, dans les dispositions de la-

(1) Voyez, sur les conditions d'existence de ce privilège de second ordre, le décret du 28 août 1808, et les notes.

(2) Voyez le décret du 22—29 septembre 1790, qui détermine la compétence, l'organisation des tribunaux militaires et le mode de procéder devant eux, et les notes.

quelle ils étaient nominativement compris avant le décret du 17 messidor an 12 ; — Que ce décret, en leur donnant d'autres juges, n'a dérogé ni explicitement, ni implicitement, à la disposition qui avait statué que trois voix sur sept suffisaient pour l'absolution, et qu'en matière pénale surtout cette dérogation ne saurait être ni présumée ni supplée, — Est d'avis que les articles 31 et 32 de la loi du 13 brumaire an 5, concernant les conseils de guerre, sont applicables aux jugemens rendus par les commissions militaires.

N° 401. = 8 ventose an 13 (27 février 1805). = **DÉCRET concernant les rentes viagères dont les arrérages n'auraient pas été réclamés pendant trois années.** (IV, Bull. xxxv, n° 585.)

Art. 1^{er}. Les rentes viagères dont les arrérages n'auront point été réclamés pendant trois années consécutives, à compter de l'échéance du dernier semestre payé, seront présumées éteintes, et ne seront plus comprises dans les états des paiemens.

2. Ces rentes pourront néanmoins être rétablies sur les états de paiemens, lorsque les ayans-droit auront justifié au trésor de leur existence, par un certificat de vie en bonne forme. Dans ce cas, les arrérages échus seront acquittés au trésor à Paris, sauf les dispositions de l'article 156 de la loi du 24 août 1793, d'après lesquelles les arrérages de rente ne peuvent être réclamés pour plus de cinq années.

N° 402. = 9—19 ventose an 13 (28 février—10 mars 1805). = **LOI relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux** (1). (IV, Bull. xxxv, n° 587.)

Art. 1^{er}. Les grandes routes de l'empire non plantées, et susceptibles d'être plantées, le seront en arbres forestiers ou fruitiers, suivant les localités, par les propriétaires riverains (2).

2. Les plantations seront faites dans l'intérieur de la route et sur le terrain appartenant à l'état, avec un contre-fossé, qui sera fait et entretenu par l'administration des ponts et chaussées.

3. Les propriétaires riverains auront la propriété des arbres et de leur produit ; ils ne pourront cependant les couper, abattre ou arracher, que sur une autorisation donnée par l'administration préposée à la conservation des routes, et à la charge du remplacement (3).

4. Dans les parties de routes où les propriétaires riverains n'auront point usé, dans le délai de deux années, à compter de l'époque à laquelle l'administration aura désigné les routes qui doivent être plantées, de la faculté qui leur est donnée par l'article précédent, le gouvernement donnera des ordres pour faire exécuter la plantation aux frais de ces riverains ; et la pro-

(1) Voyez le décret du 16 décembre 1811, tit. VIII, concernant la plantation des grandes routes.

Voyez aussi le décret du 26 juillet—15 août 1790, concernant la propriété des arbres plantés le long des chemins publics ; et la loi du 12—18 mai 1825, concernant la propriété des arbres plantés sur le sol des routes royales et départementales.

(2) Un propriétaire, riverain d'une grande route, n'est pas fondé à prétendre qu'il a ignoré les lois et réglemens qui lui imposent l'obligation de planter les bords de cette route, ni à se plaindre de ce que les plantations ont été exécutées d'office, lorsqu'elles n'ont eu lieu qu'après une adjudication publiquement annoncée par affiches, et qu'il est constant que des piquets ont été plantés et des trous ouverts sur la propriété, trois mois avant les plantations. Arr. du cons., 20 février 1822, Mac., III, 207.

(3) L'autorisation d'abattre les arbres est indispensable au propriétaire riverain : s'il néglige de la demander, il encourt une amende. Arr. du cons., 28 novembre 1821, Mac., II, 536.

priété des arbres plantés leur appartiendra aux mêmes conditions imposées par l'article précédent (1).

5. Dans les grandes routes dont la largeur ne permettra pas de planter sur le terrain appartenant à l'état, lorsque le particulier riverain voudra planter des arbres sur son propre terrain à moins de six mètres de distance de la route, il sera tenu de demander et d'obtenir l'alignement à suivre, de la préfecture du département; dans ce cas, le propriétaire n'aura besoin d'aucune autorisation particulière pour disposer entièrement des arbres qu'il aura plantés (2).

6. L'administration publique fera rechercher et reconnaître les anciennes limites des chemins vicinaux, et fixera, d'après cette reconnaissance, leur largeur, suivant les localités, sans pouvoir cependant, lorsqu'il sera nécessaire de l'augmenter, la porter au-delà de six mètres, ni faire aucun changement aux chemins vicinaux qui excèdent actuellement cette dimension (3).

(1) Voyez la note sur l'art. 1^{er} de la présente loi.

(2) De ce que la loi qui autorise les riverains à planter le long des chemins vicinaux, leur défend, tacitement, de planter sur le terrain même de ces chemins, il ne s'ensuit pas que le propriétaire riverain ne puisse se permettre de planter le long du chemin vicinal, avant d'avoir obtenu un alignement ou une autorisation de l'administration : il ne peut donc y avoir lieu à lui ordonner de détruire sa plantation, qu'autant qu'il n'aurait pas planté sur sa propriété. Arr. du cons., 16 février 1826, Sir., XXVI, 1, 342. — La question de savoir à qui, du propriétaire limitrophe ou de la commune, il appartient de planter d'arbres les bords d'un chemin vicinal, est dévolue à la connaissance des conseils de préfecture; du moins, lorsque la propriété du chemin n'est pas contestée par le riverain. Arr. du cons., 19 mars 1820, Sir., XXI, 2, 55.

(3) Voyez l'arrêté du 23 messidor an 5 (11 juillet 1797), qui ordonne la confection d'un état général des chemins vicinaux, et autorise l'administration à supprimer ceux reconnus inutiles; la loi du 28 juillet—4 août 1824, art. 1^{er} et 10, qui autorise les préfets à classer les chemins reconnus vicinaux, à ordonner l'ouverture et l'élargissement de ces chemins, etc.; et celle du 21—26 mai 1836, qui forme le dernier état de la législation.

La plupart des questions de compétence qui ont donné lieu aux décisions ci-après rapportées ne peuvent plus s'élever depuis la loi du 28 juillet 1824, qui a nettement fixé les attributions des préfets : néanmoins, il est nécessaire de rapporter ces décisions, parce qu'elles doivent faciliter l'intelligence de cette dernière loi.

Pour mettre dans ces décisions un ordre qui facilite les recherches, nous croyons devoir les diviser ainsi : — 1^o *Compétence des préfets en ce qui touche l'ouverture des chemins vicinaux, la déclaration de vicinalité des chemins, et le rétablissement des anciens chemins vicinaux*; — 2^o *Compétence des préfets en ce qui touche la fixation de la direction de ces chemins*; — 3^o *Compétence de ces fonctionnaires en ce qui touche la fixation de la largeur des mêmes chemins*; — 4^o *Recours au ministre de l'intérieur*; — 5^o *Questions de propriété*; — 6^o *Questions diverses de compétence*.

§ 1^{er}. — *Compétence des préfets en ce qui touche l'ouverture des chemins vicinaux, la déclaration de vicinalité des chemins, et le rétablissement des anciens chemins vicinaux*. — C'est aux préfets seuls, à l'exclusion des conseils de préfecture, à ordonner l'ouverture d'un chemin vicinal et à déclarer la vicinalité d'un chemin déjà existant. Arr. du cons., 16 octobre 1813, Sir., Jur. du cons., II, 440; 24 mars 1820, Sir., XXI, 2, 55; 18 avril 1821, Mac., I, 570; et un grand nombre d'autres arrêts. — Jugé encore qu'un préfet n'exécute pas ses pouvoirs quand il décide qu'un chemin compris au tableau des chemins publics est vicinal, et qu'on peut en user à titre de vicinalité. Arr. du cons., 19 mars 1820, Sir., XXI, 2, 53. — Les préfets ont le droit d'ordonner le rétablissement des anciens chemins vicinaux, dans leur état primitif. Arr. du cons., 16 février 1825, Mac., VII, 92. — Jugé encore que, lorsque l'utilité d'un chemin vicinal est telle que, à supposer qu'un particulier s'en fît reconnaître propriétaire, ce chemin n'en devrait pas moins rester vicinal, sauf indemnité, le préfet peut ordonner le rétablissement provisoire dudit chemin. Arr. du cons., 2 février 1825, Mac., VII, 72. — Jugé aussi que le préfet a le droit de faire reconnaître et rétablir un ancien chemin vicinal; mais que si, d'après le mauvais état de ce chemin, il lui paraît indispensable de le remplacer, il ne peut déclarer vicinal un chemin appartenant à un particulier, qu'en observant les formes établies par les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et sauf l'indemnité due au propriétaire exproprié. Arr. du cons., 12 mai 1819, Sir., Jur. du cons., V, 124. — En tout cas, la déclaration de vicinalité n'est pas subordonnée au jugement de la question de propriété : il n'y a donc pas lieu de surseoir. Arr. du cons., 6 janvier, et 16 décembre 1830, Mac., XII, 30 et 528. — Lorsque le pré-

7. A l'avenir, nul ne pourra planter sur le bord des chemins vicinaux ,

fet a reconnu, par un précédent arrêté, la vicinalité d'un chemin, il peut, sans excéder ses pouvoirs, ordonner l'enlèvement des arbres et le comblement des fossés au moyen desquels le chemin a été intercepté et obstrué. Arr. du cons., 22 février 1826, MAC., VIII, 117.—Il pent de même ordonner l'enlèvement des barrières établies pour fermer le chemin. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, MAC., VIII, 145.—Les préfets sont encore compétens pour maintenir provisoirement le public en jouissance des passages contestés entre une commune et un particulier, jusqu'à la décision des tribunaux sur la question de propriété : dans cet état de choses, les juges de paix doivent s'abstenir de prononcer sur le possessoire, et renvoyer les parties à se pourvoir devant l'autorité administrative contre la décision du préfet. Arr. du cons., 18 juillet 1821, MAC., II, 208.—Un arrêté de préfet qui reconnaît et déclare la vicinalité d'un chemin, a pour effet de résoudre tous les droits du propriétaire du sol en un droit à indemnité. Arr. du cons., 12 janvier 1825, SIR., XXVI, 2, 339.—Et l'autorité judiciaire porterait atteinte à l'acte administratif de déclaration de vicinalité, en maintenant le propriétaire dans la jouissance du chemin : elle n'est compétente que pour régler l'indemnité. Arr. du cons., 7 juin 1826, MAC., VIII, 292.—Jugé toutefois que, lorsqu'un propriétaire se plaignant de l'usurpation de son terrain, en état de chemin privé, intente une action correctionnelle, et que, l'exception de non-propriété lui étant opposée, il y a renvoi pour le jugement de la question préjudicielle, si ce propriétaire procède par voie de complainte possessoire, l'administration prendrait vainement, pour entraver cette complainte, un arrêté déclarant la vicinalité du chemin litigieux. Cass., 8 juillet 1829, SIR., XXIX, 1, 356.—Inutilement on soutiendrait que la déclaration de vicinalité préjuge administrativement la viabilité publique, au moins provisoirement, et que l'autorité judiciaire n'a plus à juger la question de possession annale. Même arrêt.—La déclaration de vicinalité est un fait administratif qui laisse intact l'exercice du droit privé, et le bénéfice de la possession annale. Même arrêt.

§ 2.—*Compétence des préfets pour la fixation de la direction des chemins vicinaux.*—C'est aux préfets, à l'exclusion des conseils de préfecture, qu'il appartient de déterminer la direction des chemins vicinaux. Arr. du cons., 11 février 1821, SIR., XXII, 2, 216; et plusieurs autres arrêts.—Jugé encore que, lorsqu'un propriétaire ne conteste pas l'existence d'un chemin vicinal appartenant aux habitans d'une commune, mais qu'il s'agit seulement de déterminer sur quel point de sa propriété le chemin doit passer, c'est au préfet à en fixer la direction. Arr. du cons., 7 avril 1824, MAC., VI, 230.—Lorsqu'un particulier a changé la direction d'un chemin dont la vicinalité n'a pas encore été reconnue, le préfet est incompétent pour en ordonner le rétablissement : il ne peut qu'en ordonner le maintien par voie de police. Arr. du cons., 6 janvier 1830, MAC., XII, 37.—Lorsque la direction d'un chemin vicinal a été changée, de fait, par l'usage, la demande formée par un propriétaire voisin à l'effet d'être autorisée à passer à l'endroit où était anciennement le chemin, constitue, si aucun titre privé n'est invoqué, une véritable action en rétablissement du chemin vicinal; en conséquence, elle ne doit pas être portée devant les tribunaux ordinaires. Bordeaux, 5 mai 1828, SIR., XXVIII, 2, 272.

§ 3.—*Compétence des préfets pour la fixation de la largeur des chemins vicinaux.*—C'est aux préfets seuls, à l'exclusion des conseils de préfecture, à fixer la largeur des chemins vicinaux. Arr. précité du cons., 18 avril 1821, MAC., I, 570; 17 mars 1825, MAC., VII, 161; et un grand nombre d'autres arrêts.—Les tribunaux sont incompétens pour opérer cette fixation. Arr. du cons., 16 août 1808, SIR., Jur. du cons., I, 190.—Jugé encore qu'il appartient aux préfets, à l'exclusion des conseils municipaux, de déterminer la largeur des chemins vicinaux, et de statuer sur la convenance d'y combiner des ouvrages utiles à la culture des propriétés particulières. Arr. du cons., 24 mars 1820, SIR., XXI, 2, 55.—Que, lorsque la vicinalité d'un chemin n'est pas contestée, le renvoi fait à l'autorité administrative par l'autorité judiciaire d'une question relative à la largeur du chemin, ne confère pas à la partie le droit de se pourvoir devant le conseil de préfecture, pour faire fixer cette largeur. Arr. du cons., 19 février 1823, MAC., V, 135.—Que l'arrêté rendu par le conseil de préfecture sur ce renvoi ne fait pas obstacle à ce que la fixation de la largeur du chemin vicinal soit faite par le préfet. Même arrêt.—Qu'un conseil de préfecture ne peut donner à un chemin vicinal une largeur autre que celle précédemment déterminée par le préfet. Arr. du cons., 21 avril 1832, MAC., 2^e série, II, 201.

§ 4.—*Recours au ministre de l'intérieur.*—Les arrêts des préfets qui déclarent qu'un chemin est vicinal, ne peuvent être déférés au conseil de préfecture : ils doivent l'être au ministre de l'intérieur. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 625.—L'arrêté d'un préfet qui approuve l'état des chemins vicinaux d'une commune, ne constitue qu'un acte administratif qui doit être déféré au ministre avant de l'être au conseil d'état par la voie contentieuse. Arr. du cons., 16 mai 1827, MAC., IX, 290.—Lorsqu'un arrêté de préfet a ordonné le changement de direction d'un chemin vicinal et son passage sur un nouveau territoire, le particulier lésé par cet arrêté doit s'adresser au ministre de l'intérieur, s'il se plaint de la direction donnée au chemin, et à l'autorité judiciaire, s'il se plaint seulement de l'atteinte portée à sa propriété. Arr. du cons., 6 janvier 1814, SIR., XIV, 2, 337.—Le ministre de l'intérieur méconnaît sa

même dans sa propriété, sans leur conserver la largeur qui leur aura été fixée en exécution de l'article précédent (1).

compétence, en subordonnant sa décision sur la vicinalité du chemin à ce qui sera statué par les tribunaux sur la propriété du terrain. Arr. du cons., 4 mars 1830, MAC., XII, 135. — Il peut y avoir recours au conseil d'état, par la voie contentieuse, contre la décision du ministre, confirmative d'un arrêté préfectoral qui a déclaré la vicinalité d'un chemin. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, SRR., XXVI, 2, 351.

§ 5. — *Questions de propriété.* — Lorsqu'il s'agit de savoir si un chemin est vicinal par force de titres, de convention ou d'usage, c'est là une question de propriété soumise aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 18 janvier 1815, SRR., Jur. du cons., III, 62. — La déclaration de vicinalité faite par le préfet ne préjuge rien sur la question de propriété du terrain : cette question doit être décidée par les tribunaux. Arr. du cons., 16 octobre 1813, SRR., Jur. du cons., II, 440; 4 mars 1829, SRR., XXIX, 2, 246; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que la reconnaissance des anciennes limites d'un chemin vicinal par le préfet, ne fait pas obstacle à ce que la partie porte devant les tribunaux la question de propriété du terrain et celle d'indemnité qui en serait la conséquence. Arr. du cons., 13 juillet 1825, MAC., VII, 417. — Qu'un arrêté de préfet, considérant un fonds litigieux entre un particulier et une commune, comme dépendance d'un chemin vicinal, et ordonnant, par suite, qu'il sera compris à l'avenir dans ce chemin, n'est qu'une mesure de l'administration active qui ne préjuge rien sur la question de propriété qui est de la compétence des tribunaux ordinaires. Cass., 30 mars 1829, SRR., XXIX, 1, 192; Bull. civ., XXXI, 64. — Que ces tribunaux sont seuls compétents pour connaître d'une contestation relative à la propriété d'une portion de la largeur d'un chemin public à laquelle prétendrait un particulier, et qui lui serait contestée par une commune, sauf la conservation provisoire de la jouissance du chemin à la commune, jusqu'à la décision du fond. Arr. du cons., 24 mars 1809, SRR., XVII, 2, 104; et arr. précité du cons. du 16 octobre 1813, SRR., Jur. du cons., II, 440. — Que, lorsqu'un particulier et une commune sont en contestation au sujet d'un chemin et des arbres qui le bordent, la contestation doit être renvoyée devant les tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 4 décembre 1813, SRR., XIX, 2, 245. — Peu importe que la commune soit en possession du chemin. Cass., 23 février 1809, SRR., XI, 1, 283.

Les principes sont les mêmes, lorsqu'il s'agit d'élargir un chemin vicinal : ainsi, c'est au préfet ou à l'autorité administrative qu'il appartient de reconnaître et de déclarer l'utilité de l'élargissement; et c'est aux tribunaux ordinaires à prononcer sur toutes les questions de propriété et d'indemnité. Arr. du cons., 8 novembre 1813, SRR., XIV, 2, 331; et 14 juillet 1819, SRR., XX, 2, 152. — Le propriétaire riverain d'un chemin vicinal, aux dépens de qui ce chemin a été élargi, peut assigner la commune devant les tribunaux 1^o pour voir dire que le terrain dont on a élargi le chemin était sa propriété; 2^o et qu'il lui est dû une indemnité, comme au cas d'expropriation pour utilité publique : ces contestations sont hors de la compétence de la justice administrative. Arr. du cons., 3 juin 1818, SRR., XVIII, 2, 309.

Les principes sont encore les mêmes, quand il s'agit de rétablir un ancien chemin vicinal : s'il appartient au préfet d'ordonner le rétablissement, la question de propriété du terrain doit être jugée par les tribunaux ordinaires. Arr. précité du cons., 13 juillet 1825, MAC., VII, 417. — Jugé de plus qu'un préfet ne peut ordonner le rétablissement d'un chemin prétendu vicinal sur le terrain d'un particulier qui nie l'ancienne existence du chemin vicinal, et que c'est là une question de propriété du ressort de l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 25 mars 1807, SRR., XIV, 2, 454.

Les tribunaux sont seuls compétents pour juger une question de servitude relative à un passage public sur la propriété d'un particulier; sauf la jouissance provisoire du public jusqu'à la décision des tribunaux. Arr. du cons., 18 août 1811, SRR., Jur. du cons., I, 527; et plusieurs autres arrêts. — Lorsqu'un particulier soutient qu'un chemin vicinal contourne sa propriété et ne la traverse point, la contestation offre une question de servitude dont la connaissance appartient aux tribunaux. Arr. du cons., 23 avril 1818, SRR., Jur. du cons., IV, 311. — Un tribunal saisi par un particulier de la question de propriété du terrain sur lequel passe un chemin vicinal, ne peut, sous prétexte d'un arrêté administratif déclarant la vicinalité, refuser de juger cette question, sur le motif que le demandeur aurait conclu en outre à être maintenu dans la possession du terrain, et à ce que défenses fussent faites à la commune de l'y troubler : si ce dernier chef de demande est mal à propos porté devant l'autorité judiciaire, en ce qu'il tend à paralyser l'exécution d'un acte administratif, il suffit au tribunal de s'abstenir d'y statuer; mais il y a obligation pour lui de prononcer sur la question pétitoire, laquelle est essentiellement de la compétence des tribunaux ordinaires. Paris, 23 janvier 1830, SRR., XXX, 2, 149.

§ 6. — *Questions diverses de compétence.* — C'est à l'autorité administrative à décider si un

(1) Les plantations le long des chemins vicinaux sont permises sans observation de distance. Arr. du cons., 16 février 1826, MAC., VIII, 97.

8. Les poursuites en contravention aux dispositions de la présente loi seront portées devant les conseils de préfecture, sauf le recours au conseil d'état (1).

chemin litigieux est vicinal et public, ou s'il est une simple voie privée. Arr. du cons., 7 octobre 1807, *SIR.*, Jur. du cons., 1, 128. — Jugé en sens contraire. Arr. du cons., 7 février 1809, *SIR.*, XVII, 2, 110. — Jugé encore que c'est aux conseils de préfecture à décider, entre deux particuliers, si un chemin est rural ou au contraire vicinal: les préfets sont incompétents dans ce cas. Arr. du cons., 15 juin 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 81. — C'est encore aux conseils de préfecture, à l'exclusion des tribunaux, à décider si tel chemin est un chemin vicinal ou une grande route. Cass., 14 thermidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 792; *Bull. crim.*, X, 346. — Lorsque l'autorité administrative a décidé qu'un chemin est public, mais inutile, et qu'en conséquence elle a autorisé le propriétaire sur le territoire duquel ce chemin est établi, à le supprimer, l'autorité judiciaire ne peut examiner si l'un des voisins est fondé à réclamer l'usage de ce chemin, à titre de réintégration, par voie d'action possessoire: ce serait remettre en question ce qui a été jugé par l'autorité administrative. Arr. du cons., 19 août 1808, *SIR.*, Jur. du cons., I, 192. — Décidé encore que, lorsqu'un particulier a été autorisé à supprimer un chemin vicinal, à la charge de le remplacer par un autre de la même largeur, sur ses terres, les tribunaux ne sont pas compétents pour juger si ce particulier a rempli les conditions de la concession qui lui a été faite. Cass., 15 octobre 1807, *SIR.*, XX, 1, 472. — Mais l'autorité administrative n'est pas compétente pour prononcer sur une contestation élevée par un particulier sur la jouissance d'un chemin supprimé par le propriétaire du fonds sur lequel il existait, lorsque ce prétendu chemin public n'est réclamé ni par le domaine, ni par la commune. Arr. du cons., 14 mai et 29 novembre 1808, *SIR.*, Jur. du cons., I, 162; et *SIR.*, XVI, 2, 346. — Lorsqu'il y a litige sur la largeur d'un chemin ou sentier servant aux communications rurales, la connaissance du litige est dévolue à l'autorité administrative, sans qu'il y ait lieu d'examiner si le chemin ou sentier a le caractère de chemin public, ou s'il a le caractère de servitude privée. Arr. du cons., 10 novembre 1807, *SIR.*, XVI, 2, 299. — Mais les sentiers qui divisent les propriétés rurales et qui servent à leur exploitation, sont de simples servitudes; ils ne peuvent être considérés comme des chemins vicinaux et ne font point partie du domaine public: en conséquence, les contestations résultant d'anticipations commises sur ces sentiers sont du ressort des tribunaux et ne regardent pas l'autorité administrative. Arr. du cons., 13 octobre 1809, *SIR.*, XVII, 2, 194. — Les contestations auxquelles peut donner lieu la réparation des chemins vicinaux sont exclusivement attribuées à l'autorité administrative: c'est donc devant cette autorité et non devant les tribunaux que doit être portée l'action intentée par un particulier qui prétendrait que ces réparations causent du dommage à sa propriété. Arr. du cons., 30 janvier 1809, *SIR.*, XVII, 2, 102. — Mais la demande formée par un particulier contre une commune pour la faire contraindre à réparer un chemin vicinal, de manière à prévenir l'éroulement d'un mur de clôture bordant ledit chemin, est judiciaire et non administrative. Arr. du cons., 18 avril 1816, *SIR.*, XVIII, 2, 96. — Un conseil de préfecture excède ses pouvoirs en déterminant comment il sera pourvu aux frais d'entretien et de réparation d'un pont situé sur un chemin vicinal, au sujet d'une contestation élevée entre une commune et un particulier: l'administration peut seule faire un règlement à ce sujet. Arr. du cons., 17 décembre 1823, *MAC.*, V, 849.

(1) L'art. 8 de la loi du 9 ventose an 13 n'attribue point à la juridiction administrative la répression de toutes dégradations ou détériorations des chemins vicinaux, ou de toute usurpation sur leur largeur: cet article n'est relatif qu'à un cas spécial; et hors ce cas, revient la règle générale posée par l'art. 40, tit. II, de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791, qui attribue aux tribunaux ordinaires la connaissance de ces sortes de contraventions. Nîmes, 25 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 142. — Jugé encore qu'en matière de petite voirie la compétence attribuée à l'autorité administrative par la loi du 9 ventose an 13 ne concerne que la délimitation des chemins vicinaux et la surveillance des plantations qui ont lieu; mais qu'aux tribunaux seuls appartient la répression des délits commis sur ces chemins ou sur leurs bords, tels que les fouilles ou déplacements de terre qui pourraient gêner la circulation. Arr. du cons., 15 janvier 1809, *SIR.*, XVII, 2, 99. — Jugé, dans le même sens, que les conseils de préfecture ont attribution pour statuer sur les anticipations et empiétements commis sur les chemins vicinaux; mais non pour statuer sur la violation des règles de voirie. Arr. précité du cons., 1^{er} mars 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 351.

Cette distinction entre la compétence des conseils de préfecture et celle des tribunaux a donné lieu aux décisions suivantes.

C'est aux conseils de préfecture, à l'exclusion des tribunaux ordinaires, qu'il appartient de connaître des anticipations commises sur les chemins dont la vicinalité n'est pas contestée. Arr. du cons., 3 septembre 1808, *SIR.*, XVII, 2, 21; 27 avril 1825, *MAC.*, VII, 195; 1^{er} novembre 1826, *MAC.*, VIII, 680; 24 janvier 1827, *MAC.*, IX, 82; et beaucoup d'autres arrêts. — Mais le conseil de préfecture n'est plus compétent, si les anticipations ont été commises sur des chemins non encore classés comme vicinaux par le préfet. Arr. du cons., 21 mai 1823, *MAC.*, V,

9 ventose an 13. = *Exercice de la pharmacie*, voyez 29 pluviôse précédent.

N° 403. = 11 ventose an 13 (2 mars 1805). = *DÉCRET portant défenses de transcrire sur les registres de l'état civil le mariage contracté par Jérôme Bonaparte en pays étranger*. (IV, Bull. xxxiii, n° 558.)

12 ventose an 13. = *Finances de l'an 13*, voyez 2 du même mois.

N° 404. = 14 ventose an 13 (5 mars 1805). = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente, échanges et impositions extraordinaires* (1). (IV, Bull. xxxvii, n° 607.)

N° 405. = 15—25 ventose an 13 (6—16 mars 1805). = *LOI concernant l'indemnité à payer par les entrepreneurs de voitures publiques et messageries, aux maîtres des relais de poste dont ils n'emploieront pas les chevaux* (2). (IV, Bull. xxxvi, n° 598.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} messidor prochain, tout entrepreneur de voitures publiques et de messageries qui ne se servira pas des chevaux de la poste, sera tenu de payer, par poste et par cheval attelé à chacune de ses voitures, vingt-cinq centimes au maître du relais dont il n'emploiera pas les

370; 1^{er} novembre 1826, MAC., VIII, 682; et plusieurs autres arrêts. — Lorsqu'un chemin est classé comme vicinal, le conseil de préfecture est compétent pour ordonner la destruction des travaux entrepris sur ce chemin, avant la déclaration de vicinalité. Arr. du cons., 8 septembre 1824, MAC., VI, 612; et 2 février 1825, SIR., XXVI, 2, 340. — Le conseil de préfecture peut prononcer sur les anticipations, nonobstant l'opposition ou le recours exercé devant le ministre de l'intérieur contre la déclaration de vicinalité: cette opposition ou ce recours n'ont point d'effet suspensif. Arr. du cons., 1^{er} mars, 25 octobre et 15 novembre 1826, MAC., VIII, 145, 653 et 708.

Un conseil de préfecture est compétent pour condamner un propriétaire riverain d'un chemin vicinal à combler les fossés dont la levée s'étend sur le sol d'un chemin départemental. Arr. précité du cons., 16 février 1826, SIR., XXVI, 2, 342. — Mais il est incompétent pour connaître des anticipations commises sur la rue d'une commune; cette rue n'est pas considérée comme chemin vicinal. Arr. du cons., 4 juin 1823, MAC., V, 414.

Les particuliers sur le terrain desquels sont établis des chemins vicinaux, ne peuvent les déplacer de leur autorité privée: il appartient aux conseils de préfecture de réprimer cette contravention et d'ordonner le rétablissement du chemin supprimé. Arr. du cons., 14 novembre 1807 et 11 janvier 1808, SIR., XVI, 2, 301. — Jugé encore qu'un particulier n'a pas le droit de supprimer un chemin, par le motif qu'il aurait été établi sur sa propriété et qu'il n'aurait subsisté que par tolérance: le conseil de préfecture doit réprimer cette contravention, et ordonner le rétablissement du chemin. Arr. du cons., 4 juin 1809, SIR., XVII, 2, 105.

La compétence des conseils de préfecture se borne à réprimer les usurpations commises sur les chemins vicinaux: ils ne peuvent prononcer d'amendes contre les délinquants; ce soin regarde les tribunaux de police. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, MAC., VIII, 145; 16 mai 1827, MAC., IX, 289; et plusieurs autres arrêts. — Les tribunaux de simple police sont seuls compétents, à l'exclusion des conseils de préfecture, pour connaître des contraventions de petite voirie, commises sur les chemins vicinaux. Arr. du cons., 13 juillet 1825, MAC., VII, 415. — Par exemple, pour connaître des dégradations et d'embarras momentanés sur les chemins vicinaux. Arr. du cons., 6 septembre 1826, MAC., VIII, 586.

Voyez encore, sur cette matière, les notes qui accompagnent l'art. 40 du tit. II du décret du 28 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale.

(1) Cette loi est conçue absolument dans les mêmes termes que celles des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres dont nous avons rapporté le texte.

(2) Voyez le décret du 30 floréal an 13 (20 mai 1805), concernant les entrepreneurs de diligences ou messageries qui voudraient employer des chevaux de poste; celui du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), rendu pour l'exécution de la présente loi; celui du 6 juillet 1806, qui détermine les droits à payer par les entrepreneurs de voitures publiques qui s'écartent de la ligne de poste pour parcourir une route de traverse; l'ordonnance du 13—20 août 1817, qui détermine ce qu'on doit entendre par *grande et petite journée*, dans le sens de l'art. 1^{er} de la pré-

chevaux.—Sont exceptés de cette disposition les loueurs allant à petites journées et avec les mêmes chevaux, les voitures de place allant également avec les mêmes chevaux et partant à volonté, et les voitures non suspendues (1).

2. Tous les contrevenans aux dispositions ci-dessus seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, et condamnés à une amende de cinq cents francs, dont moitié au profit des maîtres de poste intéressés, et moitié à la disposition de l'administration des relais (2).

sente loi, et fixe en conséquence les droits à payer par les entrepreneurs de voitures publiques; et celle du 11 septembre—6 octobre 1822, qui détermine ce qu'on doit entendre par les expressions *voitures non suspendues*, employées dans le même article.

Voyez aussi, sur l'établissement de la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes.

(1) Cette disposition n'est pas applicable à des voitures non suspendues extérieurement et dont les sièges ne seraient que suspendus dans l'intérieur, sans être à ressort: ainsi, les entrepreneurs de ces voitures ne sont pas soumis au droit établi en faveur des maîtres de poste. Cass., 19 décembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 1255; Bull. crim., XI, 382. — Jugé néanmoins qu'une voiture est *suspendue*, dans le sens de la présente loi, non seulement lorsqu'elle repose extérieurement sur des ressorts ou soupentes, mais encore lorsque, intérieurement, les banquettes reposent sur des bandes de cuir; et qu'une voiture publique, ainsi suspendue, est soumise au paiement de l'indemnité envers les maîtres de poste. Cass., 28 décembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 117; Bull. crim., XV, 345; et 21 décembre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 50; Bull. crim., XXXVIII, 650.

Les loueurs de voitures qui ne vont pas à *petites journées* sont assujétis au paiement de l'indemnité fixée par l'art. 1^{er} de la loi du 15 ventose an 13, en faveur des maîtres de poste, alors même que les voitures ne seraient pas établies en services réguliers et périodiques, mais partiraient à *volonté*, comme les voitures de place. Cass., 6 octobre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 335; Bull. crim., XXXVII, 539. — Les voitures partant d'occasion, et non à volonté et à jours fixes et déterminés, ne sont pas assujéties au droit établi par la présente loi. Rouen, 19 novembre 1816, *SIR.*, XVII, 2, 359. — Les entrepreneurs de messageries, partant à jours et heures fixes, sont réputés *loueurs de voitures*, eu ce sens qu'ils sont exempts du droit de vingt-cinq centimes payable aux maîtres de poste, lorsque leurs voitures voyagent à petites journées, et ne relaient pas. Cass., 2 avril 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 249.

Le propriétaire d'une voiture publique qui, sans relayer, parcourt un rayon de plus de dix lieues en un jour, est tenu du paiement du droit. Cass., 27 janvier 1808, *SIR.*, IX, 1, 107. — Jugé encore que les voitures publiques parcourant une distance de dix lieues par jour, doivent être réputées voyager à grandes journées, dans le sens de la loi du 15 ventose an 13, encore que, dans le trajet, elles parcourent moins de dix lieues sur une route de poste: en conséquence, les entrepreneurs de ces voitures sont soumis au paiement du droit. Cass., 2 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 258; Bull. crim., XXXII, 489; 3 novembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 179; Bull. crim., XXXII, 873; et 28 août 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 721; Bull. crim., XXXVII, 481. — Une voiture est censée voyager à petites journées, lorsqu'il n'y a pas plus de dix lieues de poste entre le lieu du départ et celui de l'arrivée: peu importe que, dans la même journée, la voiture revienne au lieu du départ, et que le chemin du retour, joint au chemin de l'aller, excède dix lieues. Cass., arr. précité, 2 avril 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 249. — Mais une voiture publique, parcourant, en service régulier, une distance de dix-huit lieues en vingt-quatre heures, ne peut être réputée voyager à petites journées, et est sujette au droit. Cass., 9 septembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 63; Bull. crim., XXXVI, 377.

La voiture qui fait le chemin, jusqu'au lieu de l'arrivée, avec les mêmes chevaux, et qui seulement change de chevaux pour le retour au lieu du départ, n'est pas censée *relayer*, dans le sens de la présente loi. Arr. précité du 2 avril 1824. — Encore qu'une voiture publique ne se serve pas de relais, elle doit l'indemnité aux maîtres de poste, si elle verse ses voyageurs dans une autre voiture, à moins qu'il ne soit établi, ou que la voiture est non suspendue, ou que le versement des voyageurs ne se fait que plus de six heures après l'arrivée. Cass., 9 juin 1815, *SIR.*, XV, 1, 196; Bull. crim., XX, 74. — Pour que les entrepreneurs de voitures publiques qui ne relaient pas, mais qui, à de certaines distances, et sans attendre au moins six heures, se versent réciproquement les voyageurs qu'ils conduisent, soient assujétis, envers les maîtres de poste, au paiement du droit, il est nécessaire que le versement réciproque des voyageurs soit concerté: le droit ne serait pas dû, si le versement était l'effet du pur hasard. Cass., 24 décembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 1252.

La distance de faveur doit être comptée comme distance réelle, pour la fixation de l'indemnité due aux maîtres de poste. Cass., 11 octobre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 65; Bull. crim., XXXII, 830.

(2) Il est dû autant d'amendes qu'il y a de contraventions. Cass., 11 octobre 1827, *SIR.*, XXVIII,

3. Il sera pourvu provisoirement à l'exécution de la présente loi par un règlement d'administration publique, délibéré en conseil d'état, lequel sera présenté ensuite en forme de loi à la prochaine session du corps législatif.

16 ventose an 13. = *Cautionnemens*, voyez 6 du même mois.

18 ventose an 13 (9 mars 1805). = *Avis du conseil d'état sur la répression de la contrebande* (1).

N° 406. = 19 ventose an 13 (10 mars 1805). = **DÉCRET qui accorde une surseance pour l'emploi de la langue française dans la rédaction des actes publics en Corse.** (IV, Bull. XXXVI, n° 601.)

Art. 1^{er}. Il est sursis dans l'île de Corse, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, à l'exécution de l'arrêté du 24 prairial an 11, qui ordonne qu'à compter du jour de sa publication, tous les actes publics seront écrits en langue française dans les pays réunis à la France.

2. Cette surséance n'aura néanmoins lieu qu'à l'égard des notaires, juges de paix, greffiers et officiers de l'île de Corse qui sont actuellement en exercice, et sous la condition qu'aucun candidat ne pourra être admis, à l'avenir, à l'exercice des fonctions de ces offices, sans avoir préalablement justifié de sa connaissance de la langue française, et de sa facilité à rédiger dans cette langue.

N° 407. = 19 ventose an 13 (10 mars 1805). = **DÉCRET concernant la résidence des forçats libérés** (2). (IV, Bull. LXXIX, n° 1372.)

Art. 1^{er}. Tout forçat libéré sera tenu de déclarer dans quel département et dans quelle commune il veut établir sa résidence. — Il ne pourra l'établir ni dans une ville de guerre, ni à moins de trois myriamètres de la frontière.

2. Le département et la commune qu'il aura choisis pour sa résidence seront désignés sur la feuille de route qui lui sera délivrée.

3. Arrivé dans le département où il aura fixé sa résidence, il se présentera à la préfecture, y déclarera la commune où il veut aller résider, et sera mis par le préfet sous la surveillance de l'autorité locale.

19 ventose an 13. = *Plantations des routes et des chemins vicinaux*, voyez 9 du même mois.

21 ventose an 13 (12 mars 1805). = *Avis du conseil d'état sur les rentes dues aux établissemens de bienfaisance* (3).

N° 408. = 23 ventose an 13 (14 mars 1805). = **DÉCRET concernant la peine à infliger pour provocation à la désertion** (4). (IV, Bull. XXXVI, n° 604.)

Napoléon....., vu l'article 67 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, ainsi conçu : « Sera puni de mort, — 1° Le déserteur à l'ennemi, — 2° Tout chef

1, 65; Bull. crim., XXXII, 830. — En cas de contravention, il y a lieu de condamner les contrevenans, non seulement au paiement de l'amende de cinq cents francs, mais encore au paiement du droit de vingt-cinq centimes par poste et par cheval, en faveur des maîtres de poste. Cass., 3 février 1827, S^{IR.}, XXVIII, 1, 88; Bull. crim., XXXII, 81. — L'action des maîtres de poste contre les contrevenans doit toujours être formée devant les tribunaux correctionnels, quel que soit le temps écoulé depuis le moment où la contravention a été commise. Cass., 3 mars 1808, S^{IR.}, VII, 2, 1252.

(1) Voyez 25 ventose an 13.

(2) Voyez le décret du 17 juillet 1806, sur les forçats libérés, art. 5 et 6, concernant leur résidence.

(3) Voyez 23 ventose même mois.

(4) Voyez, sur la désertion, la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent.

« de complot de désertion, — 3^o Tout déserteur étant en faction, etc.; » — L'article 68 du même arrêté, portant : — « Seront réputés déserteurs à l'ennemi, ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi du 21 brumaire an 5; — Seront réputés chefs de complot, ceux qui ont été qualifiés comme tels par la loi précitée; » — Les articles 5 et 6 du titre I^{er} de la loi du 21 brumaire an 5, ainsi conçus : — « Art. 5. Tout militaire ou autre individu employé à l'armée et à sa suite, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à passer chez l'ennemi, sera réputé chef de complot, et puni de mort, quand même la désertion n'aurait point eu lieu; — Art. 6. Lorsque des militaires auront formé le complot de passer à l'ennemi, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou, à grade égal, le plus ancien de service, sera réputé chef du complot et puni comme tel; — Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, et, à grade égal, le plus ancien de service, sera réputé chef du complot, et puni comme tel; » — Considérant que la loi du 21 brumaire an 5, à laquelle renvoie l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, pour la définition du chef de complot de désertion, ne contient aucune disposition qu'on puisse appliquer textuellement aux chefs de complots de désertion à l'étranger ou à l'intérieur; qu'il est urgent de s'expliquer à ce sujet; — Le conseil d'état entendu, — Décrète : — A l'avenir, tout militaire ou autre individu employé à la suite de l'armée, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à désertir, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, sera réputé chef de complot, et comme tel puni de mort.

N^o 409. = 23 ventose an 13 (14 mars 1805). = *AVIS du conseil d'état sur la validité des remboursements de rentes faits aux établissemens de bienfaisance depuis le 25 messidor an 3 jusqu'au 16 vendémiaire an 5.* (IV, Bull. XXXVII, n^o 624.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté l'empereur, a entendu le rapport des sections des finances et de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si, d'après le décret du 7 messidor an 12, il y a lieu de confirmer tous les remboursements de sommes dues aux hospices, qui ont été faits dans les caisses nationales antérieurement à la loi du 16 vendémiaire an 5, quoique depuis la publication de la loi du 9 fructidor an 3; — Considérant que la raison de douter sur cette question se tire de la disposition d'un arrêté du gouvernement rendu, sur le rapport du ministre de l'intérieur, le 24 ventose an 12, par lequel a été déclaré nul le remboursement fait dans une caisse nationale par le sieur *Judicis*, postérieurement à la loi du 9 fructidor an 3, d'une créance due à l'hospice de Martel, département du Lot; — Que, dans une circulaire adressée aux préfets, cette décision a été annoncée comme consacrant en principe que, « à partir du 9 fructidor an 3, la loi du 23 messidor an 2 s'est trouvée paralysée dans son exécution, tant à l'égard des biens qu'à l'égard de toutes autres ressources faisant partie de la dotation des hospices; » et que, dès lors, les établissemens d'humanité ont dû jouir, comme les autres citoyens, du bénéfice de la loi du 25 messidor an 3, qui suspend la faculté de rembourser; — Considérant qu'on ne peut établir qu'une jurisprudence erronée, toutes les fois que l'on veut déduire des principes généraux de décisions qui ne statuent que sur des cas particuliers; que, par conséquent, ce n'est point par des inductions tirées soit de l'arrêté du 24 ventose an 12, soit du décret impérial du 7 messidor suivant, mais par le texte et l'esprit des lois rendues sur la matière, que la question

présentée dans le rapport du grand-juge ministre de la justice doit être résolue ;—Considérant que la loi du 23 messidor an 2 avait déclaré tout l'actif des hôpitaux et établissemens de bienfaisance réuni au domaine national, pour être administré et vendu comme les autres domaines nationaux ;—Que la loi du 9 fructidor an 3 n'a prononcé autre chose que la suspension de la vente des biens provenant des hospices, comme elle aurait pu suspendre celle de toute autre classe de domaines nationaux ;—Que, par cette loi, ni les immeubles, ni les créances actives des hospices n'ont cessé de faire partie de la propriété nationale ;—Que, quand on étendrait à l'une et à l'autre espèce la dénomination générique *biens*, la nation n'avait fait que s'interdire à elle-même la faculté de les mettre hors de sa main *par vente* ;—Que la loi du 25 messidor an 3 n'a suspendu la faculté de rembourser qu'entre particuliers, et non vis-à-vis de la nation ;—Que la république n'a cessé d'exercer tous les droits ci-devant appartenant aux hospices que par la loi du 16 vendémiaire an 5, qui leur a rendu la pleine administration de leurs biens et revenus, pour être gérés, sous la surveillance qu'elle a établie, par les commissions administratives, — Est d'avis qu'il y a lieu de déclarer que tous remboursemens de rentes ou obligations contractées au profit d'établissemens de bienfaisance ont pu être valablement faits à la république dans l'intervalle qui s'est écoulé entre les lois des 25 messidor an 3 et 16 vendémiaire an 5.

N° 410.—25 ventose an 13 (16 mars 1805). = *AVIS du conseil d'état sur les décisions incompétemment rendues par des conseils de préfecture en matière de contrebande* (1). (IV, Bull. XXXVII, n° 625.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté l'empereur, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, tendant à faire décider si les confiscations de marchandises anglaises prononcées par des conseils de préfecture, doivent être maintenues ;—Vu la loi du 10 brumaire an 5, qui prohibe l'importation des marchandises anglaises, et ordonne que les contrevenans aux dispositions de cette loi soient traduits devant le tribunal de police correctionnelle, —La loi du 13 floréal an 11, qui attribue aux tribunaux spéciaux la connaissance du crime de contrebande avec attroupement et port d'armes ;—L'avis du conseil d'état, approuvé le 1^{er} floréal an 11, —Les observations du ministre de l'intérieur ;—Considérant qu'aux termes de ces lois la connaissance des délits de contrebande est, dans tous les cas, du ressort de l'autorité judiciaire ;—Que le droit de réformer les décisions incompétemment rendues par les administrations, en matière de contrebande, ne peut cependant pas appartenir aux tribunaux, —Est d'avis que les décisions rendues par les conseils de préfecture sur les matières de contrebande, sont nulles sans difficulté ; mais les parties ayant pu exécuter ces décisions, et se trouver non-recevables à les attaquer par ce motif ou par d'autres raisons valables, il convient que sa majesté, en son conseil d'état, statue sur les affaires de cette nature, non par une décision générale, mais par des décrets particuliers sur chaque réclamation qui lui sera présentée.

25 ventose an 13.—*Indemnité due aux maîtres de poste*, voyez 15 du même mois.

N° 411.—29 ventose an 13 (20 mars 1805). = *DÉCRET concernant les timbres*

(1) Voyez la loi du 13—23 floréal an 11 (3—13 mai 1803), concernant le jugement des contrebandiers, et les notes.

et sceaux destinés aux diverses autorités et administrations de l'empire.
(IV, Bull. XXXVII, n° 641.)

Art. 1^{er}. Les types des timbres et sceaux destinés aux diverses autorités et administrations de l'empire, seront gravés tels qu'ils sont décrits dans l'article 2 de la loi du 6 pluviôse dernier, par les soins et sous l'inspection du directeur de la monnaie des médailles, et soumis à l'examen et à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Ces types seront ensuite déposés et resteront toujours dans les archives du grand-juge ministre de la justice.

3. Dans chaque branche d'administration, l'autorité supérieure fera exécuter, pour les autorités qui lui sont subordonnées, des sceaux et timbres à leur usage.—Pour mieux établir l'uniformité de ces sceaux et timbres, chacune de ces autorités n'emploiera à leur fabrication que les mêmes artistes, et, s'il est possible, qu'un seul artiste de son choix.

4. Le grand-juge ministre de la justice ne délivrera d'empreintes prises sur les types mêmes déposés dans ses archives qu'aux artistes chargés d'exécuter les timbres et sceaux de quelque autorité supérieure.

N° 412.=30 ventose an 13 (21 mars 1805).=**DÉCRET** qui prescrit des formalités pour l'admission des denrées coloniales étrangères dans les ports de France. (IV, Bull. XXXVII, n° 642.)

N° 413.=30 ventose an 13 (21 mars 1805).=**DÉCRET** qui, à dater de l'an 14, charge les maîtres de poste du service des malles sur différentes routes. (IV, Bull. XXXVII, n° 643.)

N° 414.=30 ventose an 13 (21 mars 1805).=**DÉCRET** qui crée six inspecteurs généraux de l'enregistrement. (Moniteur, n° 186.)

1° Il sera établi six inspecteurs généraux de l'enregistrement et des douanes.—2° Ils seront nommés par l'empereur, sur la présentation du ministre des finances et la proposition du conseiller d'état directeur général de l'enregistrement et des domaines.—3° Ils seront choisis parmi les inspecteurs des départemens et les employés supérieurs de l'administration centrale.—4° Ils jouiront chacun d'un traitement fixe de douze mille francs, y compris les frais de route. Cette dépense sera prélevée chaque année sur la remise générale.—5° Ils seront spécialement chargés de faire des tournées dans les départemens, sous les ordres et instructions du directeur général, qui mettra tous les mois le résultat de leurs vérifications sous les yeux du ministre des finances.

N° 415.=1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805).=**DÉCRET** concernant les droits réunis, la manière de procéder sur les contraventions, etc. (1). (IV, Bull. XXXVIII, n° 646.)

CHAPITRE 1^{er}. — Des vins, cidres et poirés (2).

Art. 1^{er}. Les vins, cidres et poirés nouvellement fabriqués, qui seront enlevés pendant la durée des inventaires fixés par l'article 49 de la loi du 5 ventose an 12, sans avoir acquitté les droits au lieu de l'enlèvement, ne pourront être introduits dans les villes dans lesquelles les droits d'octroi sont perçus, sans acquitter à l'entrée les droits d'inventaire.—Les vendanges et

(1) Voyez, sur l'organisation des droits réunis, la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), tit. V, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

(2) Voyez la loi précitée du 5—15 ventose an 12, tit. V, chap. II, sect. 1^{re}, et les notes.]

fruits en nature acquitteront pareillement à l'entrée desdites villes, dans le cas prévu ci-dessus, et sous la même réserve, le droit proportionnel tel qu'il est fixé par l'article 53 de la même loi.

2. La déduction accordée pour consommation de famille, par l'article 60 de la loi du 5 ventose an 12, aura lieu pour les poirés dans la même proportion et dans le même cas que pour les cidres.

3. Ceux qui récoltent à la fois des vins, cidres et poirés, auront la faculté, lors du récolement, d'opter entre la déduction de neuf hectolitres de vin ou de dix-huit hectolitres de cidre ou de poiré; et dans le cas où ils voudraient faire porter la déduction tant sur les vins que sur les cidres et poirés, elle ne pourra excéder en totalité la quotité de neuf hectolitres de vin, ou de dix-huit hectolitres de cidre.

CHAPITRE II. — Des tabacs (1).

4. Les marchands et débitans de tabac en gros et en détail, vendant sans licence, seront punis par la confiscation des tabacs trouvés dans leurs magasins et boutiques, et d'une amende égale à dix fois le prix de la licence dont ils auraient été pourvus.

5. Dans les lieux où les tabacs indigènes sont mis en vente dans les marchés publics, les cultivateurs pourront porter et remporter leurs tabacs sans acquit-à-caution, les jours de marché seulement, et pour le marché ou le retour du marché de leur arrondissement. — Les tabacs achetés au marché ne pourront en être enlevés sans acquit-à-caution.

6. Les tabacs indigènes ne pourront être enlevés et transportés du domicile du cultivateur, que sous acquit-à-caution, si ce n'est pour le marché de l'arrondissement. — Ils ne pourront être expédiés que pour les fabricans ayant licence, les négocians en gros ou les entrepôts que tiendra la régie.

7. Tout transport de tabac sans acquit-à-caution, en contravention aux articles précédens, sera puni de la confiscation et d'une amende égale au triple droit de fabrication.

8. Les acquits-à-caution pour les tabacs indigènes ne pourront être déchargés que par les contrôleurs de la régie, lorsqu'ils auront été déposés dans ses entrepôts; et par les contrôleurs aux fabriques, lorsque les tabacs seront adressés à des fabricans. — Lorsque les tabacs seront adressés à un négociant en gros, le déchargement des voitures ne pourra être fait qu'en présence des commis de la régie; et la décharge de l'acquit-à-caution ne sera donnée que par ses contrôleurs. — Le négociant ne pourra vendre sans déclaration, et livrer que sur acquit-à-caution, tout ou partie des tabacs portés à sa charge: ses magasins seront soumis à la visite et à la surveillance des commis; et, dans le cas où lesdits tabacs seraient soustraits ou enlevés sans déclaration, le négociant sera condamné à une amende qui sera égale à la valeur des tabacs manquans et au droit de fabrication.

9. Les acquits-à-caution et leur décharge seront expédiés selon les formes prescrites par le titre III de la loi du 22 août 1791, sur les douanes.

CHAPITRE III. — Droit sur les cartes (2).

10. Nul fabricant de cartes ne pourra s'établir, à l'avenir, hors des chefs-lieux de direction de la régie.

11. Tous les moules de cartes à figures seront déposés dans le principal

(1) Voyez, sur le régime des tabacs, le décret du 20—27 mars 1791, et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 3 pluviôse an 6 (22 janvier 1798), qui détermine le montant et le mode de perception du droit sur les cartes à jouer, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

bureau du lieu de la fabrique ; les fabricans seront tenus d'y venir imprimer les cartes à figure.

12. Les cartes ne pourront être fabriquées que sur du papier filigrané, qui sera délivré par la régie aux fabricans de cartes, et dont le prix lui sera remboursé par eux. Ce prix sera réglé chaque année par un décret.

CHAPITRE IV. — Des distilleries (1).

13. Si, dans la distillation des pommes de terre, on fait entrer du grain au-delà de la proportion nécessaire pour le levain, la distillation sera soumise aux droits de l'article 69 de la loi du 5 ventose an 12, et aux formalités prescrites par les articles 70, 71, 72 et 73 : la proportion de ce levain sera réglée d'après la contenance des chaudières.

CHAPITRE V. — Des bières (2).

14. L'épalement des chaudières servant à la fabrication de la bière sera fait en présence du propriétaire, par les employés de la régie, qui les marqueront des numéros nécessaires pour les distinguer et pour indiquer leur contenance en hectolitres ; il sera dressé procès-verbal de cette opération.

15. L'entonnement de la bière ne sera fait dans les brasseries que pendant le jour, savoir : du 1^{er} vendémiaire au 1^{er} germinal, depuis sept heures du matin jusqu'à cinq heures du soir ; et du 1^{er} germinal au 1^{er} vendémiaire, depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir.

16. L'exemption du droit, accordée par l'article 65 de la loi du 5 ventose an 12 à ceux qui ne brassent que pour la consommation de leur maison, ne peut s'étendre ni aux brasseurs de profession, ni aux particuliers qui font brasser la bière hors de leur domicile, ou qui empruntent ou louent à des brasseurs domiciliés les chaudières et autres ustensiles nécessaires à la fabrication de la bière. Les brasseries ambulantes sont interdites.

17. Les brasseurs de bière sont tenus de souffrir les visites des employés de la régie, et de leur ouvrir, sur leur réquisition, leurs brasseries, ateliers, magasins, caves et celliers, ainsi que de leur représenter les bières qu'ils ont en leur possession ; ils sont tenus de faire sceller les portes de communication des brasseries avec les maisons voisines.

18. Toute brasserie en activité portera une enseigne extérieure. Les brasseurs seront tenus de marquer leurs tonneaux d'une empreinte particulière.

19. Toute contravention aux articles ci-dessus sera poursuivie et punie ainsi qu'il est prescrit par les articles 65 et 76 de la loi du 5 ventose an 12.

CHAPITRE VI. — Des commis et des procès-verbaux.

20. Les préposés de la régie seront âgés au moins de vingt-un ans accomplis : ils seront tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter serment devant le juge de paix ou le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel ils exercent ; ce serment sera enregistré au greffe, et transcrit sur leur commission, sans autres frais que ceux d'enregistrement et de greffe, et sans qu'il soit nécessaire d'employer le ministère d'avoué (3).

21. Les procès-verbaux énonceront la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en aura été faite au prévenu, les noms, qualités et demeures

(1) Voyez, sur cet objet, la sect. III du chap. II du tit. V de la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et les notes.

(2) Voyez la sect. II du chap. II du tit. V de la loi précitée du 5—15 ventose an 12, et les notes.

(3) Un procès-verbal dressé par les préposés des contributions indirectes ne peut être annulé par le motif qu'il a été dressé hors du département où les préposés ont leur résidence fixée : les pouvoirs des préposés ne sont pas restreints au département dans lequel est fixée leur résidence, et dans lequel ils ont prêté serment. Cass., 11 février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 342 ; *Bull. crim.*, XXX, 72^t

des saisissans, et de celui chargé des poursuites, l'espèce, poids ou mesure des objets saisis, la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister, le nom et la qualité du gardien, s'il y a lieu, le lieu de la rédaction du procès-verbal, et l'heure de sa clôture (1).

22. Dans le cas où le motif de la saisie portera sur le faux et l'altération des expéditions, le procès-verbal énoncera le genre de faux, les altérations ou surcharges.—Lesdites expéditions, signées et paraphées des saisissans, *ne varietur*, seront annexées au procès-verbal, qui contiendra la sommation faite à la partie de les parapher, et sa réponse.

23. Il sera offert main-levée, sous caution solvable, ou en consignat la valeur des navires, bateaux, voitures, chevaux et équipages saisis pour autre cause que pour importation d'objets dont la consommation est défendue; et cette offre, ainsi que la réponse de la partie, sera mentionnée au procès-verbal.

24. Si le prévenu est présent, le procès-verbal énoncera qu'il lui en a été donné lecture et copie : en cas d'absence du prévenu, la copie sera affichée, dans le jour, à la porte de la maison commune du lieu de la saisie.—Ces procès-verbaux et affiches pourront être faits tous les jours indistinctement (2).

25. Les procès-verbaux seront affirmés au moins par deux des saisissans, dans les trois jours, devant le juge de paix ou l'un de ses suppléans : l'affirmation énoncera qu'il en a été donné lecture aux affirmans (3).

26. Les procès-verbaux, ainsi rédigés et affirmés, seront crus jusqu'à inscription de faux (4).— Les tribunaux ne pourront admettre, contre lesdits

(1) La disposition qui exige que les préposés de la régie déclarent dans leurs procès-verbaux leur domicile réel, n'est pas applicable aux matières d'octroi. Cass., 1^{er} mai 1806, *SIR.*, VI, 2, 567; *Bull. crim.*, XI, 109. — En tout cas, il y a indication suffisante de la demeure des employés auteurs du procès-verbal, par l'indication de la ville dans laquelle ils habitent : il n'est pas nécessaire qu'il y ait indication de la rue et du numéro, alors même qu'il s'agit d'un procès-verbal dressé dans Paris. Cass., 24 septembre 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 171.

Le défaut de sommation au prévenu d'assister à la rédaction du procès-verbal n'en entraîne pas la nullité, lorsqu'il constate que les préposés ont été empêchés de faire cette sommation par les insultes et les violences auxquelles le prévenu s'est livré contre eux. Cass., 7 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 1, 384; *Bull. crim.*, XIII, 148. — Le présent article doit être entendu en ce sens que la partie qui a été sommée d'assister à la rédaction du procès-verbal, a été sommée, par cela même, d'assister à la description des objets saisis. Cass., 14 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 512; *Bull. crim.*, XXXIX, 230.

(2) Le défaut de lecture du procès-verbal au prévenu qui n'est pas présent à la rédaction, n'entraîne pas la nullité de ce procès-verbal. Cass., 10 août 1810, *SIR.*, XI, 1, 128; *Bull. crim.*, XV, 210.

Si le contrevenant est présent à la rédaction du procès-verbal de saisie, copie doit lui en être délivrée immédiatement après la clôture, à peine de nullité. Cass., 9 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 344. — Il n'est pas nécessaire qu'il soit dit dans la copie, comme dans l'original, que copie a été donnée. Cass., 18 mai 1808, *SIR.*, VIII, 1, 398.

Une saisie de vins en contravention faite sur le domestique du propriétaire des vins, n'est pas réputée faite en l'absence du propriétaire : en conséquence, il n'est pas nécessaire, dans un tel cas, d'afficher le procès-verbal de saisie. Cass., 13 mai 1809, *SIR.*, X, 1, 351; *Bull. crim.*, XIV, 179. — L'affiche des procès-verbaux, dans les cas où elle est exigée, peut être suppléée par une notification à personne ou domicile. Cass., 31 mai 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 41; *Bull. crim.*, XXVII, 232. — La signification d'un procès-verbal peut être valablement faite par une seule copie au mari et à la femme, demeurant dans le même domicile et faisant le même commerce : peu importe que la contravention soit imputée au mari et à la femme, ou à la femme seulement, et que le mari ne soit poursuivi que comme civilement responsable. Cass., 9 septembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 64; *Bull. crim.*, XXXVI, 378.

(3) Lorsque le procès-verbal a été rédigé en plusieurs vacations, le délai fixé pour en opérer la signification et l'affirmation court de la clôture du procès-verbal, ou de la dernière heure de la dernière vacation. Cass., arrêt précité du 14 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 512; *Bull. crim.*, XXXIX, 230. — Cette affirmation n'est pas nulle pour ne pas contenir les noms et prénoms des affirmans. Cass., 7 avril 1809, *SIR.*, X, 1, 22.

(4) Les procès-verbaux des employés, régulièrement rédigés et affirmés, font foi jusqu'à

procès-verbaux, d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités prescrites par les articles précédens (1).

27. Tout préposé destitué ou démissionnaire sera tenu, sous peine d'y être contraint, même par corps, de remettre à la régie ou à son fondé de pouvoirs, en quittant son emploi, sa commission, ainsi que les registres et autres effets dont il aura été chargé par la régie, et de rendre ses comptes.

CHAPITRE VII. — De la procédure judiciaire sur les procès-verbaux de contravention.

28. L'assignation à fin de condamnation sera donnée dans la huitaine au plus tard de la date du procès-verbal; elle pourra être donnée par les commis (2).

29. Si le tribunal juge la saisie mal fondée, il pourra condamner la régie, non seulement aux frais du procès et à ceux de fourrière, le cas échéant, mais encore à une indemnité proportionnée à la valeur des objets dont le saisi aura été privé pendant le temps de la saisie, jusqu'à leur remise ou l'offre qui en aura été faite; mais cette indemnité ne pourra excéder un pour cent par mois de la valeur desdits objets (3).

inscription de faux : lorsque cette voie n'a pas été prise, il n'appartient pas aux tribunaux d'en détruire l'effet par de simples inductions et conjectures, ni par l'admission de la preuve testimoniale, ni par des dépositions orales des employés, tendantes à contredire l'effet des opérations constatées dans leurs procès-verbaux. Cass., 8 juillet 1808, 21 avril 1809, et 8 février 1810, *SIR.*, XVI, 1, 290, 291 et 292; Bull. crim., XIII, 311; XIV, 158, et XV, 52. — Les procès-verbaux ne font pas seulement foi jusqu'à inscription de faux pour les faits matériels de contravention qu'ils constatent, mais encore pour les déclarations que font les contrevenans dans les procès-verbaux, et qui se rattachent aux faits de la contravention. Cass., 12 août 1808, et 9 novembre 1810, *SIR.*, XVI, 1, 293; Bull. crim., XIII, 369, et XV, 272. — Jugé encore que les procès-verbaux font foi des aveux des contraventions, faits par les prévenus. Cass., 2 octobre 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 705; Bull. crim., XXXIX, 396. — Lorsqu'un procès-verbal des employés des contributions indirectes constate qu'ils ont fait une visite chez un individu *comme tenant un billard public*, et en se fondant sur les dispositions de l'arrêté du 3 pluviôse an 6, et de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux cartes à jouer, les juges ne peuvent, sans violer la foi due à ce procès-verbal, méconnaître ce fait, pour arriver à déclarer que cet individu n'était pas sujet aux exercices des employés. Cass., 18 février 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 376; Bull. crim., XXXI, 92. — Mais l'énonciation consignée dans un procès-verbal des employés aux droits réunis, qu'un fait est de notoriété publique, peut être détruite par une preuve contraire, sans qu'il soit besoin de recourir à l'inscription de faux. Cass., 18 février 1808, *SIR.*, VII, 2, 1146. — Les procès-verbaux des employés aux droits réunis ne font pas non plus foi jusqu'à inscription de faux, des injures, voies de fait et violences qu'ils énoncent avoir été commises contre ces officiers dans l'exercice de leurs fonctions. Cass., 2 mai 1806, *SIR.*, VI, 2, 911.

(1) Les nullités de forme des procès-verbaux, en matière de droits réunis, ne sont pas de simples nullités d'instruction et de procédure; elles constituent au contraire des exceptions péremptoires qui, tombant sur le titre même de l'action et tendant à l'anéantir, peuvent être proposées en tout état de cause, et par conséquent pour la première fois en appel. Cass., 10 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 1146.

Les procès-verbaux des gendarmes ne sont pas assujétis aux formalités prescrites par le décret du 1^{er} germinal an 13, lors même qu'ils constatent des contraventions en matière de droits réunis. Cass., 5 septembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 9; Bull. crim., XVIII, 497.

(2) L'assignation aux contrevenans doit être donnée dans la huitaine de la date du procès-verbal; mais il n'y a pas nullité, ni déchéance, quand bien même elle serait donnée plus tard. Cass., 4 brumaire an 14, *SIR.*, XX, 1, 490; Bull. crim., X, 415; 27 février 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 193; Bull. crim., XXVIII, 72; 3 février 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 328; Bull. crim., XXXI, 72; 15 mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 370; Bull. crim., XXXV, 315; et autres arrêts.

Ces décisions n'ont plus d'intérêt depuis que, par la loi du 15—17 juin 1835, il a été ordonné que, dans le cas prévus par le présent article, l'assignation devra être donnée dans les trois mois au plus tard de la date du procès-verbal, à peine de déchéance; et que, lorsque les prévenus seront en état d'arrestation, elle devra être donnée dans le délai d'un mois, à partir de l'arrestation, également à peine de déchéance. Cette loi abroge implicitement le présent article.

(3) Les tribunaux qui déclarent une saisie mal fondée, ne peuvent condamner l'administra-

30. Si, par l'effet de la saisie et leur dépôt dans un lieu et à la garde d'un dépositaire qui n'aurait pas été choisi ou indiqué par le saisi, les objets saisis avaient déperî avant leur remise ou les offres valables de les remettre, la régie pourra être condamnée d'en payer la valeur, ou l'indemnité de leur déperissement.

31. Dans le cas où la saisie n'étant pas déclarée valable, la régie des droits réunis interjetterait appel du jugement, les navires, voitures et chevaux saisis, et tous les objets sujets à déperissement, ne seront remis que sous caution solvable, après estimation de leur valeur.

32. L'appel devra être notifié dans la huitaine de la signification du jugement, sans citation préalable au bureau de paix et de conciliation : après ce délai, il ne sera point recevable, et le jugement sera exécuté purement et simplement. La déclaration d'appel contiendra assignation à trois jours devant le tribunal criminel du ressort de celui qui aura rendu le jugement ; le délai de trois jours sera prorogé d'un jour par chaque deux myriamètres de distance du domicile du défendeur au chef-lieu du tribunal (1).

33. Si la saisie est jugée bonne, et qu'il n'y ait pas d'appel dans la huitaine de la signification, le neuvième jour, le préposé du bureau indiquera la vente des objets confisqués, par une affiche signée de lui, et apposée tant à la porte de la maison commune qu'à celle de l'auditoire du juge de paix, et procédera à la vente publique cinq jours après.

34. Dans le cas où le procès-verbal portant saisie d'objets prohibés serait annulé pour vices de forme, la confiscation desdits objets sera néanmoins prononcée sans amende, sur les conclusions du poursuivant ou du procu-

tion des droits réunis à une indemnité, si les objets saisis n'ont pas été déplacés, et s'ils sont au contraire restés en la possession du saisi. Cass., 20 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 200; *Bull. crim.*, XVII, 494.

(1) Cet article, en établissant pour l'appel des jugemens rendus en matière de droits réunis un délai de huitaine, à partir de leur signification, a dérogé aux art. 194 et 195 du Code du 3 brumaire an 4, qui fixaient à dix jours, à compter de la prononciation, le délai d'appel des jugemens de police correctionnelle. Cass., 25 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 542; *Bull. crim.*, XI, 28. — Jugé encore que le délai de l'appel des jugemens rendus par les tribunaux de police correctionnelle, en matière de contributions indirectes, est recevable pendant huitaine, à compter de la prononciation; et qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'art. 203 du Cod. inst. crim. qui fixe en général le délai de l'appel, pour les jugemens correctionnels, à dix jours à compter de la prononciation. Cass., 13 août 1813, *SIR.*, XVI, 1, 337; *Bull. crim.*, XVIII, 444; et 8 août 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 130; *Bull. crim.*, XXVII, 312. — Jugé aussi que le délai de l'appel n'est pas d'une huitaine franche; qu'au contraire l'appel doit être notifié *dans* les huit jours de la signification du jugement: ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 1033 du Cod. proc. Cass., 27 avril 1821, *SIR.*, XXI, 1, 358; *Bull. crim.*, XXVI, 180.

L'art. 32 du décret du 1^{er} germinal an 13 doit s'entendre en ce sens, que la notification de l'appel, dans le délai de huitaine, est la seule formalité prescrite à peine de déchéance; et que cette déchéance n'a pas lieu, à défaut d'assignation à trois jours devant le tribunal d'appel. Cass., 15 avril 1819, *SIR.*, XIX, 1, 322; *Bull. crim.*, XXIV, 155. — L'intimé ne peut se plaindre de ce que l'assignation lui a été donnée à un délai plus long que trois jours. Cass., 15 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 225; *Bull. crim.*, XIII, 510. — Et si l'assignation a été donnée à un délai trop court, non seulement cette circonstance n'opère point la déchéance de l'appel, mais elle ne rend pas même l'assignation nulle, si le jugement sur l'appel n'a été rendu qu'après l'expiration du véritable délai, et à une audience où l'intimé s'est présenté. Cass., 8 avril 1813, *SIR.*, XX, 1, 490; *Bull. crim.*, XVIII, 169.

L'art. 455 du Cod. proc. civ., qui ne permet pas d'interjeter appel dans le délai de l'opposition, n'est pas applicable aux jugemens rendus en matière de droits réunis. Cass., 12 avril 1811, *SIR.*, XI, 1, 376; *Bull. crim.*, XVI, 104.

Les formalités prescrites pour l'appel, par les art. 61 et 470 du Cod. proc. civ., ne sont pas exigées en matière de droits réunis. Cass., 23 novembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 136; *Bull. crim.*, XV, 301. — Et la nullité de l'acte d'appel n'emporte pas déchéance du droit d'appeler. Cass., 11 mai 1808, *SIR.*, VII, 2, 786.

reur impérial.— La confiscation des objets saisis en contravention sera également prononcée, nonobstant la nullité du procès-verbal, si la contravention se trouve d'ailleurs suffisamment constatée par l'instruction (1).

35. Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens (2).

36. La confiscation des objets saisis pourra être poursuivie et prononcée contre les conducteurs, sans que la régie soit tenue de mettre en cause les propriétaires, quand même ils lui seraient indiqués ; sauf, si les propriétaires intervenaient, ou étaient appelés par ceux sur lesquels les saisies auraient été faites, à être statué, ainsi que de droit, sur leurs interventions ou réclamations.

37. Les condamnations pécuniaires contre plusieurs personnes, pour un même fait de fraude, seront solidaires.

38. Les objets, soit saisis pour fraude ou contravention, soit confisqués, ne pourront être revendiqués par les propriétaires, ni le prix, soit qu'il soit consigné ou non, réclamé par aucun créancier, même privilégié ; sauf leur recours contre les auteurs de fraude.

39. Les juges ne pourront, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom, modérer les confiscations et amendes, ni en ordonner l'emploi au préjudice de la régie (3).

(1) En matière de droits réunis, la nullité des procès-verbaux ne fait pas obstacle à la confiscation des objets saisis en contravention. Cass., 17 ventose an 13, *SIR.*, V, 2, 172 ; Bull. crim., X, 185. — Le principe est applicable en matière de garantie d'or et d'argent : en conséquence, la nullité du procès-verbal n'empêche pas que la confiscation doive être prononcée, si la contravention est d'ailleurs prouvée par l'instruction. Cass., 2 octobre 1818, *SIR.*, XIX, 1, 170 ; Bull. crim., XXIII, 393.

La défense de prononcer l'amende en même temps que la confiscation, au cas d'irrégularité du procès-verbal constatant une contravention en matière de contributions indirectes, est une disposition spéciale qui ne s'applique qu'aux contraventions constatées par des employés des contributions indirectes : l'amende doit être prononcée avec la confiscation, si c'est un autre fonctionnaire, ayant qualité, qui a rédigé le procès-verbal. Cass., 10 février 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 354 ; Bull. crim., XXXI, 82. — De ce que le vin, matière de fraude, n'a pas été confisqué, il ne s'ensuit pas qu'il n'y ait pas lieu à prononcer l'amende. Cass., 16 mai 1811, *SIR.*, XII, 1, 65 ; Bull. crim., XVI, 146.

(2) Lorsqu'une fraude aux droits réunis a été commise par une femme, dans la demeure et sous les yeux de son mari, ce dernier est responsable de la confiscation qui en résulte. Cass., 31 juillet 1807, *SIR.*, VII, 2, 1048 ; Bull. crim., XII, 319. — Le mari est également responsable du fait de sa femme qui s'oppose à l'exercice des employés des contributions indirectes, et comme tel, il est personnellement passible de l'amende. Cass., 15 janvier 1820, *SIR.*, XX, 1, 188 ; Bull. crim., XXV, 18. — Le père est aussi responsable civilement des condamnations pécuniaires auxquelles donnent lieu les contraventions commises par son fils mineur non émancipé, demeurant chez lui : cette responsabilité s'étend non seulement aux dépens mais encore à l'amende. Cass., 11 octobre 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 708 ; Bull. crim., XXXIX, 417.

(3) En matière de contributions indirectes, les juges n'ont à consulter, pour l'application de la peine, que la matérialité des faits, et sont incompétents pour prendre en considération les circonstances atténuantes propres à servir d'excuse : à cet égard, les juges ne peuvent que punir ; toute faculté d'adoucir ou d'excuser est réservée à l'administration. Cass., 9 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 181 ; Bull. crim., XXXI, 321. — Jugé encore que les tribunaux ne peuvent apprécier l'intention du contrevenant, dès que le fait matériel de la contravention est constant. Cass., 31 mai 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 38 ; Bull. crim., XXVII, 229. — Jugé aussi qu'en matière de contributions indirectes, dès que le fait de la contravention est constant, les tribunaux doivent appliquer les dispositions pénales, sans pouvoir les modérer sous prétexte de la bonne foi du contrevenant. Cass., 11 février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 342 ; Bull. crim., XXX, 74 ; 10 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 319 ; Bull. crim., XXX, 664 ; et autres arrêts. — La simple allégation d'un fait de force majeure ne peut, en cette matière, être admis comme excuse valable, que lorsque la vérité de ce fait de force majeure est reconnue par un aveu formel ou implicite de la régie. Cass., 7 avril 1809, *SIR.*, XX, 1, 490 ; Bull. crim., XIV, 146. — Jugé encore que le porteur

CHAPITRE VIII. — De l'inscription de faux.

40. Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal, sera tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, au plus tard à l'audience indiquée par l'assignation à fin de condamnation : il devra, dans les trois jours suivans, faire au greffe dudit tribunal le dépôt des moyens de faux, et des noms et qualités des témoins qu'il voudra faire entendre ; le tout à peine de déchéance de l'inscription de faux.— Cette déclaration sera reçue et signée par le président du tribunal et le greffier, dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer (1).

41. Le délai pour l'inscription de faux contre le procès-verbal ne commencera à courir que du jour de la signification de la sentence, si elle a été rendue par défaut.

42. Les moyens de faux proposés dans le délai et dans la forme réglés par l'article 41 ci-dessus, par les prévenus, contre les procès-verbaux des préposés de la régie des droits réunis, ne seront admis qu'autant qu'ils tendront à justifier les prévenus de la fraude ou des contraventions qui leur sont imputées (2).

CHAPITRE IX. — Des contraintes (3).

43. La régie pourra employer contre les redevables en retard la voie de contrainte.

44. La contrainte sera décernée par le directeur ou receveur de la régie ; elle sera visée et déclarée exécutoire, sans frais, par le juge de paix du canton où le bureau de perception est établi, et pourra être notifiée par les

d'un congé expiré est non recevable à prouver par témoins qu'il n'a laissé expirer le congé que par suite d'une force majeure : la force majeure ne peut être prise en considération, si elle n'est constatée d'une manière authentique par quelque autorité locale. Cass., 21 avril 1809, *SIR.*, X, 1, 356 ; Bull. crim., XIV, 163. — Jugé enfin que l'art. 365 du Cod. inst. crim. ne s'applique pas aux contraventions relatives aux contributions indirectes, et qu'en cette matière les peines encourues pour plusieurs contraventions ne peuvent, en aucun cas, être réduites à une seule. Cass., 26 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 81 ; Bull. crim., XXX, 172.

(1) Lorsque l'inscription de faux a eu lieu sans être rédigée par écrit et signée par le président et le greffier, la nullité de l'inscription de faux peut être proposée sur l'appel. Cass., 18 novembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 25 ; Bull. crim., XVIII, 610. — Lorsqu'un procès-verbal argué de faux, en matière de contributions indirectes, est aussi attaqué par des moyens de nullité, le prévenu n'en est pas moins tenu, à peine de déchéance, de déposer ses moyens de faux au greffe, dans les trois jours ; il ne peut attendre, pour faire ce dépôt, qu'il ait été statué sur les moyens de nullité : peu importe même que ces moyens eussent déjà été accueillis par un jugement de première instance. Cass., 1^{er} octobre 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 377 ; Bull. crim., XXXIV, 577.

(2) En matière de droits réunis, les faits de faux imputés au procès-verbal des préposés ne sont pertinens et admissibles que lorsqu'ils tendent à établir positivement l'absence de fraude. Cass., 24 mars 1809, *SIR.*, IX, 1, 266 ; Bull. crim., XIV, 124. — Les tribunaux correctionnels, compétens pour déclarer admissibles ou pertinens les faits de faux, ne le sont pas pour instruire sur la vérité de ces mêmes faits. Cass., 6 janvier 1809, *SIR.*, IX, 1, 266 ; Bull. crim., XIV, 4 ; et 19 janvier 1809, *SIR.*, X, 1, 328 ; Bull. crim., XIV, 22.

Lorsqu'un prévenu de contravention en matière de contributions indirectes, a déjà échoué dans une première inscription de faux incident (en la forme autorisée par le décret du 1^{er} germinal an 13) contre le procès-verbal des employés, l'inscription de faux principal qu'il formerait ensuite contre ce même procès-verbal, ne peut altérer la foi qui lui est due, et motiver conséquemment soit le renvoi du prévenu, soit la suspension des poursuites commencées. Cass., 19 février 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 241 ; Bull. crim., XXX, 184.

(3) Voyez le décret du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), concernant l'exécution des contraintes décernées par les préposés de la régie des droits réunis ; la loi du 8—13 décembre 1814, art. 136 ; et celle du 28 avril—4 mai 1816, art. 239, qui autorise l'administration des contributions indirectes à décerner contre les redevables des contraintes exécutoires nonobstant opposition, et les notes.

préposés de la régie. — Le juge de paix ne pourra refuser de viser la contrainte pour être exécutée, à peine de répondre des valeurs pour lesquelles la contrainte aura été décernée.

45. L'exécution de la contrainte ne pourra être suspendue que par une opposition formée par le redevable; l'opposition sera motivée, et contiendra assignation à jour fixe devant le tribunal civil de l'arrondissement, avec élection de domicile dans la commune où siège le tribunal : le délai pour l'échéance de l'assignation ne pourra excéder huit jours; le tout à peine de nullité de l'opposition (1).

CHAPITRE X. — Dispositions générales.

46. Sont exceptées des dispositions précédentes, les contraventions aux lois sur la taxe d'entretien des routes, et sur les canaux, la navigation intérieure et les droits de bacs, lesquelles continueront d'être constatées, poursuivies et jugées suivant les formes prescrites par la loi du 14 brumaire an 7.

47. La régie aura privilège et préférence à tous les créanciers, sur les meubles et effets mobiliers des comptables pour leurs débets, et sur ceux des redevables pour les droits, à l'exception des frais de justice, de ce qui sera dû pour six mois de loyer seulement, et sauf aussi la revendication dûment formée par les propriétaires des marchandises en nature qui seront encore sous balle et sous corde (2).

48. Toutes saisies du produit des droits, faites entre les mains des préposés de la régie ou dans celles de ses redevables, seront nulles et de nul effet.

49. Dans le cas d'apposition des scellés sur les effets et papiers des comptables, les registres de recette et autres de l'année courante ne seront pas renfermés sous les scellés : lesdits registres seront seulement arrêtés et paraphés par le juge, qui les remettra au préposé chargé de la recette par *interim*, lequel en demeurera garant, comme dépositaire de justice; et il en sera fait mention dans le procès-verbal d'apposition de scellés.

50. La prescription est acquise à la régie contre toutes demandes en res-

(1) Le contribuable, opposant à la contrainte, doit élire domicile dans la commune où siège le tribunal du lieu où le bureau est établi. Cass., 23 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 85.

L'opposition aux contraintes décernées par la régie ne peut être jugée que par le tribunal auquel ressortit le bureau d'où partent les contraintes. Cass., 5 mai, et 30 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 647 et 650; Bull. civ., VIII, 151 et 456. — Lorsque le ministre des finances a décerné une contrainte pour débet, contre un comptable et sa caution, si la caution forme opposition et conteste la validité de son acte de cautionnement, la contestation doit être portée non devant l'autorité judiciaire, mais devant l'autorité administrative. Arr. du cons., 24 janvier 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 28.

(2) Le privilège de la régie sur les meubles des redevables n'ôte pas à ceux-ci la faculté de disposer de leurs meubles, même après une contrainte décernée contre eux : il n'y a que la saisie qui rende les meubles indisponibles. Cass., 18 mai 1819, *SIR.*, XX, 1, 94.

Le présent article, en ce qu'il limite à l'égard de l'administration des contributions indirectes le privilège du propriétaire sur les effets mobiliers des redevables de cette administration, a été abrogé par la loi du 5 septembre 1807 : en conséquence, le propriétaire est fondé à demander, en vertu des art. 2102 du Cod. civ. et 662 du Cod. proc. civ., la totalité des loyers échus. Cass., 27 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 289.

Lorsque la régie a fait saisir les meubles d'un débiteur, après sa faillite, la vente de ces meubles doit être suivie à la requête des agents de la régie, par préférence aux syndics de la faillite : ceux-ci ne peuvent invoquer les règles ordinaires établies par le Cod. comm. Cass., 9 janvier 1815, *SIR.*, XV, 1, 254; Bull. civ., XVII, 1.

La régie des droits réunis ne peut, de sa seule autorité, retenir des marchandises pour sûreté des droits dus sur d'autres marchandises par le propriétaire : les marchandises ne répondent et ne sont le gage que des droits d'octroi qui peuvent être dus à leur occasion. Paris, 30 frimaire an 11, *SIR.*, III, 2, 436.

titution des droits et marchandises, paiement d'appointemens, après un délai révolu de deux années : elle est acquise aux redevables contre la régie, pour les droits que ses préposés n'auraient pas réclamés dans l'espace d'un an, à compter de l'époque où ils étaient exigibles. — La régie est déchargée de la garde des registres des recettes antérieures de trois années à l'année courante (1).

51. La force publique sera tenue de prêter assistance aux préposés de la régie dans l'exercice de leurs fonctions.

52. Les redevables sur lesquels auraient été protestées, faute de paiement, des obligations souscrites par eux envers la régie, par suite de crédits obtenus, seront contraignables par corps.

53. Tous commis à la perception des octrois des villes, ayant serment en justice, sont autorisés à rendre leurs procès-verbaux de la fraude qu'ils découvrent contre les droits réunis ; et de même, les commis de la régie, pour les fraudes qu'ils découvriront contre les octrois.

N^o 416. = 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805). = DÉCRET concernant les droits des propriétaires d'ouvrages posthumes. (IV, Bull. XXXVIII, n^o 647.)

Napoléon , vu les lois sur les propriétés littéraires (2) ; — Considérant qu'elles déclarent propriétés publiques les ouvrages des auteurs morts depuis plus de dix ans ; — Que les dépositaires, acquéreurs, héritiers ou propriétaires des ouvrages posthumes d'auteurs morts depuis plus de dix ans, hésitent à publier ces ouvrages, dans la crainte de s'en voir contester la propriété exclusive, et dans l'incertitude de la durée de cette propriété ; — Que l'ouvrage inédit est comme l'ouvrage qui n'existe pas ; et que celui qui le publie a les droits de l'auteur décédé, et doit en jouir pendant sa vie ; — Que cependant, s'il réimprimait en même temps et dans une seule édition, avec les œuvres posthumes, les ouvrages déjà publiés du même auteur, il en résulterait en sa faveur une espèce de privilège pour la vente d'ouvrages devenus propriété publique ; — Le conseil d'état entendu, — Décrète : — Les propriétaires, par succession ou à autre titre, d'un ouvrage posthume, ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables (3) ; toutefois à la charge d'imprimer séparément les œuvres posthumes, et sans les joindre à une nouvelle édition des ouvrages déjà publiés et devenus propriété publique.

N^o 417. = 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805). = DÉCRET relatif à la compétence du tribunal de l'île d'Elbe sur causes d'appel. (IV, Bull. XXXIX, n^o 649.)

(1) La prescription établie par cet article ne s'applique point aux amendes et confiscations, mais seulement aux droits que la régie peut exercer par voie de contrainte, et qui sont exigibles sans recours préalable aux tribunaux. Cass., 6 septembre 1806, SIR., VII, 2, 1112 ; Bull. crim., XI, 257. — Les actions résultant en faveur de l'administration des contributions indirectes d'acquits-à-caution par elle délivrés, sont soumises à la prescription annale : les acquits-à-caution ne sauraient être considérés comme constituant un engagement ordinaire régi par le droit commun, et par suite assujéti seulement à la prescription trentenaire. Cass., 8 mai 1832, SIR., XXXII, 1, 371.

Quand l'action de la régie des contributions indirectes contre un redevable a été intentée en temps utile, c'est-à-dire dans l'année, et que l'instance est liée, l'instruction complète et la cause en état de recevoir décision, la cessation ultérieure des poursuites pendant un an n'opère pas prescription de l'action de la régie. Cass., 14 novembre 1831, SIR., XXXI, 1, 429 ; Bull. civ., XXXIII, 158.

(2) Voyez, sur la propriété littéraire, le décret du 19—24 juillet 1793, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

(3) Voyez le décret du 8 juin 1806, art. 12, confirmatif de cette disposition, et les notes.

N° 418. = 4 germinal an 13 (25 mars 1805). = **DÉCRET** qui ordonne la formation, à Saint-Jean-du-Mont, d'un nouveau canton dans l'arrondissement des Sables-d'Olonne. (IV, Bull. XL, n° 656.)

N° 419. = 6 germinal an 13 (27 mars 1805). = **SÉNATUS-CONSULTE** qui autorise la caisse d'amortissement à acquérir les domaines affectés à la dotation du sénat dans les quatre départemens de la rive gauche du Rhin. (IV, Bull. XXXIX, n° 650.)

N° 420. = 7 germinal an 13 (28 mars 1805). = **DÉCRET** concernant l'impression des livres d'église, des heures et des prières. (IV, Bull. XL, n° 658.)

Art. 1^{er}. Les livres d'église, les heures et prières, ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains; laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire.

2. Les imprimeurs libraires qui feraient imprimer, réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793 (1).

N° 421. = 7 germinal an 13 (28 mars 1805). = **DÉCRET** sur le renouvellement des administrations gratuites et charitables des pauvres et des hospices. (Recueil officiel de l'intérieur, page 369.)

Art. 1^{er}. Les administrations gratuites et charitables des pauvres et des hospices, sous quelque dénomination qu'elles soient connues, seront désormais renouvelées chaque année par cinquième.

2. La sortie aura lieu par la voie du tirage, qui se fera dans une assemblée générale de l'administration; le plus prochain renouvellement aura lieu le 1^{er} vendémiaire an 14.

3. Il sera pourvu au remplacement de chaque membre sortant par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet et d'après une liste de cinq candidats présentés par l'administration. — Les candidats ne pourront être pris que parmi les habitans ayant leur domicile de droit dans l'arrondissement où elles sont établies. — Les vacances survenues dans le cours de chaque année, soit par mort ou démission, compteront pour le tirage prescrit par l'article 2.

(1) Ce décret n'a point entendu donner aux évêques le droit d'accorder un privilège exclusif à l'effet d'imprimer ou réimprimer les livres de cette nature : il laisse en vigueur les principes antérieurs sur la propriété littéraire, et ne fait que soumettre ces sortes d'ouvrages à une nouvelle formalité réglementaire. Arr. du cons., 17 juin 1809, SIR., XVII, 2, 181. — Jugé encore que le décret de germinal an 13 n'a pas conféré aux évêques la propriété des livres d'église, d'heures et prières : qu'en conséquence les imprimeurs auxquels les évêques ont accordé la permission d'imprimer ou réimprimer les livres de cette nature, sont sans qualité pour intenter une action civile contre ceux qui impriment ces mêmes livres. Cass., 28 mai 1836; voyez la *Gazette des tribunaux* du 29 mai, et le journal le *Droit* du 3 juin suivant. — Les bréviaires ne sont pas dans le domaine public : s'ils ne sont pas réputés la propriété des évêques, au moins ne peuvent-ils être imprimés et publiés sans leur permission; et les contraventions sont punies de dommages-intérêts et d'amendes comme la contrefaçon en matière de propriété littéraire. Cass., 23 juillet 1830, SIR., XXX, 1, 293; Bull. crim., XXXV, 437. — Les évêques sont propriétaires des catéchismes qu'ils rédigent pour l'instruction de leurs diocèses; il y a contrefaçon de la part de celui qui les imprime sans autorisation. Cass., 30 avril 1825, SIR., XXV, 1, 202; Bull. crim., XXX, 240. — Il en est de même des instructions pastorales des évêques. Cass., 26 thermidor an 12, SIR., IV, 1, 353; Bull. crim., IX, 306. — Les contestations sur l'exécution du décret du 7 germinal an 13 sont de la compétence des tribunaux, et non de celle de l'autorité administrative. Arr. du cons., 17 juin 1809, SIR., XVII, 2, 181.

4. Les dispositions qui précèdent ne sont point applicables aux membres des administrations charitables qui, dans les villes où elles siègent, remplissent dans les corps ou administrations supérieures des fonctions publiques à la nomination du gouvernement.

12 germinal an 13 (2 avril 1805). = *Avis du conseil d'état sur le décès des militaires* (1).

N° 422. = 17 germinal an 13 (7 avril 1805). = *AVIS du conseil d'état sur les preuves admissibles pour constater le décès des militaires* (2). (IV, Bull. **XLI**, n° 666.)

Le conseil d'état, qui, sur le renvoi fait par sa majesté l'empereur, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, tendant à faire décider si, en l'absence de preuves positives du décès d'un militaire, on peut admettre, pour les remplacer, des présomptions résultant soit de témoignages vocaux, soit de l'absence prolongée pendant plusieurs années, — Est d'avis, — 1° Qu'il y aurait, comme l'observe le grand-juge lui-même, un extrême danger à admettre comme preuves de décès, de simples actes de notoriété fournis après coup, et résultant le plus souvent de quelques témoignages achetés ou arrachés à la faiblesse; qu'ainsi cette voie est impraticable; — 2° Qu'à l'égard de l'absence, ses effets sont réglés par le Code civil en tout ce qui concerne les biens, mais qu'on ne peut aller au-delà, ni déclarer le mariage de l'absent dissous après un certain nombre d'années; qu'à la vérité plusieurs femmes de militaires peuvent, à ce sujet, se trouver dans une position fâcheuse, mais que cette considération n'a point paru, lors de la discussion du Code civil, assez puissante pour les relever de l'obligation de rapporter une preuve légale, sans laquelle on exposerait la société à de déplorables erreurs, et à des inconvénients beaucoup plus graves que les maux particuliers auxquels on voudrait obvier. — En cet état, le conseil estime qu'il n'y a pas lieu de déroger au droit commun, ni d'y introduire une exception que la législation n'a jamais admise.

N° 423. = 17 germinal an 13 (7 avril 1805). = *AVIS du conseil d'état qui maintient les effets d'un arrêté du gouvernement par lequel des biens d'émigrés avaient été compris dans un état de dotation de la légion-d'honneur*. (Sirey, tome V, partie 2, page 65.)

N° 424. = 21 germinal an 13 (11 avril 1805). = *DÉCRET sur le droit d'entrée du chocolat*. (IV, Bull. **XXXIX**, n° 654.)

N° 425. = 23 germinal an 13 (13 avril 1805). = *DÉCRET qui prohibe l'exportation des soies teintes et plates, propres à faire de la tapisserie*. (IV, Bull. **XL**, n° 660.)

N° 426. = 23 germinal an 13 (13 avril 1805). = *DÉCRET relatif à l'établissement appelé la Condition publique des soies, à Lyon*. (Moniteur, n° 208.)

Art. 1^{er}. Il n'y aura, à compter d'aujourd'hui, à Lyon, qu'une seule condition publique pour les soies.

2. Ses opérations seront en tout assujéties aux dispositions suivantes.

(1) Voyez 17 germinal an 13.

(2) Voyez, sur cette matière, le décret du 11—15 ventose an 2 (1^{er}—5 mars 1794), et les notes.

3. On établira dans les chambres destinées à cette condition publique, par le moyen des poêles ou fourneaux, une chaleur constante de seize à dix-sept degrés du thermomètre de *Réaumur*, lorsque le baromètre sera à vingt-sept et vingt-huit poüces; à dix-huit degrés, lorsque le baromètre sera à vingt-sept poüces; et à dix-neuf ou vingt, lorsque le baromètre sera entre vingt-six ou vingt-sept poüces, afin que l'excédant de chaleur soit capable d'absorber l'augmentation d'humidité de l'atmosphère désignée par la situation du baromètre. Si l'on peut parvenir à construire un hygromètre d'une graduation sûre et comparative, on en fera usage par préférence au baromètre.

4. Pour éviter tout soupçon d'infidélité, et pour que ceux qui déposeront leurs soies à cette condition publique soient sûrs qu'il n'en sera jamais distrait la moindre portion, on mettra la soie dans des caisses entourées d'un grillage en fil de fer tissu, et qui seront assez grandes pour contenir cent à cent-vingt livres de soie, de façon que tous les mateaux soient rangés dans les tiroirs les uns à côté des autres, et jamais l'un sur l'autre, afin que la chaleur communique également partout.

5. Il y aura vingt ou trente de ces caisses, même davantage, si la promptitude du service public l'exige: elles seront portées par des pieds de six poüces de hauteur, afin qu'il y ait cette distance, depuis la soie jusqu'au carrelage; chaque caisse aura un numéro, à côté duquel sera marquée la quantité de soie qu'elle pourra contenir.

6. La soie sera rangée dans ces caisses en présence de celui qui l'apportera; après quoi il la fermera et y apposera son cachet, qui ne pourra être défait que par celui qui rapportera la reconnaissance, en venant retirer ladite soie, au bout de vingt-quatre heures.

7. Le directeur de la condition publique ou ses préposés seront obligés de tenir un registre coté et paraphé, sur lequel sera inscrite la soie apportée à la condition; on y mettra la date de l'année et du jour, de même que l'heure de son entrée à la condition, le nom du vendeur, celui de l'acheteur, le numéro et la marque du ballot, s'il y en a, la quantité de soie, le poids net, et enfin le numéro de la caisse dans laquelle on la mettra conditionner, et en délivrera au déposant une reconnaissance parfaitement conforme.

8. Lorsqu'il y aura vingt-quatre heures révolues depuis le dépôt de la soie à la condition, le déposant sera obligé de la retirer. On reconnaitra devant lui le nouveau poids; on l'ajoutera à sa reconnaissance, de même qu'au registre sur lequel il signera le retiré.

9. A défaut par le déposant de venir retirer la soie au terme de vingt-quatre heures qui vient d'être fixé par l'article précédent, il sera libre au directeur ou à ses préposés, après la vingt-cinquième heure révolue, de rompre le paquet et reconnaître son nouveau poids, qui sera couché sur le registre pour être mis conforme sur la reconnaissance qu'on doit apporter lorsque l'on viendra retirer ladite soie.

10. Tout acheteur ou vendeur pourra exiger que la soie vendue soit mise à la condition publique, et l'un et l'autre seront obligés de s'en rapporter à la déclaration qui leur sera délivrée pour la fixation du poids de la soie, après qu'elle aura subi la condition: les registres et la déclaration conformes feront foi, et serviront de règle en cas de discussion.

11. Lorsqu'un particulier recevra de dehors un ballot de soie pour son compte, il pourra exiger qu'il soit porté, au sortir de la douane, à la condition publique, et le poids qui en résultera sera fait vis-à-vis du vendeur et de l'acheteur.

12. Il sera payé, moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, pour chaque partie de soie mise à la condition, vingt centimes par kilogramme.

— Lorsque les ballots ou parties de soie se trouveront au dessous de vingt-cinq kilogrammés, il sera toujours payé un franc vingt-cinq centimes.

13. Tout acheteur pourra exiger que les masses de trame de pays ou étrangères, qui sont pour l'ordinaire fort serrées, soient dénouées et déployées avant de les mettre en condition; et pour lors, il sera payé, par ledit acheteur, cinq centimes de plus par kilogramme de soie pour cet excédant de main d'œuvre.

14. Lorsque, dans les vingt-quatre heures ci-dessus fixées pour la condition, la soie aura diminué de trois pour cent (preuve d'un excès d'humidité qu'un jour entier ne saurait détruire), elle subira une seconde condition de vingt-quatre heures; et pour lors le vendeur seul sera obligé de payer les frais de cette seconde condition, qui seront les mêmes que pour la première, c'est-à-dire vingt centimes par kilogramme.

15. La déclaration ou reconnaissance qui sera délivrée fera mention de la somme qui aura été payée pour le prix de la condition, et portera la quittance.

16. N'entendons par ces présentes gêner, en aucune manière, la liberté du commerce, et voulons qu'il soit entièrement libre à un chacun d'envoyer ses soies à la condition publique.

17. Il sera accordé à chaque entrepreneur de condition actuellement existante, et non employé dans l'organisation actuelle, une indemnité de neuf mille francs, qui sera acquittée par sixième en six ans; sur le produit de la condition publique.

18. Les opérations de la condition publique seront soumises à la surveillance de la chambre de commerce, qui délèguera à cet effet deux commissaires pris, l'un parmi les marchands, l'autre parmi les fabricans.

19. La condition publique sera mise d'abord en simple régie, sous la direction de la chambre de commerce, qui sera autorisée à la donner en ferme, lorsqu'elle aura pu en apprécier les produits.

20. Le directeur sera présenté par la chambre de commerce à la nomination du ministre de l'intérieur; il sera nommé pour six années, et rééligible.

21. Ses comptes seront examinés par la chambre de commerce, apurés par elle, et soumis à l'approbation du préfet, qui en rendra compte au ministre.

22. Les produits de la condition publique, déduction faite des frais et de l'indemnité aux entrepreneurs, seront affectés aux dépenses de la chambre de commerce, jusqu'au prorata de la somme allouée pour cet objet.

N° 427. = 25 germinal an 13 (15 avril 1805). = **DÉCRET** *contenant règlement sur les revues, la solde et les masses.* (IV, Bull. XLVI, n° 740.)

TITRE 1^{er}. — *Des revues* (1).

SECTION 1^{re}. — Désignation des revues attribuées au corps des inspecteurs aux revues (2).

Art. 1^{er}. Les corps de troupes organisés, les compagnies franches, les officiers d'état-major, les inspecteurs aux revues, les commissaires des guerres, les officiers et employés de l'artillerie et du génie, la gendarmerie nationale, les gardes nationales en activité de service militaire, les conscrits, les prisonniers de guerre étrangers et déserteurs étrangers, réunis en dépôts

(1) Ce titre réunit, dans une série de dispositions restées en vigueur, toutes celles antérieurement adoptées sur la matière.

(2) Les inspecteurs aux revues ont été supprimés par l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, qui a transporté leurs attributions aux intendans militaires. — Voyez l'arrêté du 9 pluviôse an 8 (29 janvier 1800), qui réglait les fonctions de ces officiers, et la note.

ou détachemens, et généralement tous les militaires soldés sur les fonds de la solde, seront passés en revue par les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues.

2. Les membres du directoire de l'habillement, ceux du directoire et des conseils d'administration des hôpitaux militaires, les inspecteurs généraux du service de santé, les officiers de santé attachés au service des hôpitaux et ambulances au compte du département de la guerre, les employés, charretiers, chevaux et voitures des équipages militaires, et généralement tous les employés attachés par commission aux divers services administratifs militaires, seront également passés en revue par les inspecteurs ou sous-inspecteurs; et leur solde sera payée sur les fonds des diverses masses portées au budget de l'administration de la guerre, sauf les exceptions à faire pour les employés et charretiers dont le traitement est à la charge des divers entrepreneurs.

3. Les inspecteurs seront en outre chargés de faire les revues de la maison nationale des invalides et de ses succursales, conformément aux lois et réglemens particuliers à ces établissemens; ils seront également chargés des revues de l'école polytechnique et des écoles militaires.

4. Les officiers réformés, et tous les militaires retirés avec la solde de retraite, continueront d'être payés sur les mandats des commissaires des guerres, conformément aux lois et réglemens qui existent.

5. Le travail des revues confiées aux inspecteurs et sous-inspecteurs sera dirigé par le comité central des revues, sous les ordres immédiats du ministre de la guerre et du ministre directeur de l'administration de la guerre.

SECTION II. — Des contrôles des troupes.

6. Les contrôles annuels des troupes, destinés à inscrire les mutations et mouvemens des hommes et des chevaux, continueront d'être tenus et par les corps et par les sous-inspecteurs aux revues; ils seront conformes aux modèles n° 1^{er} (1).

7. Les contrôles de chaque corps seront divisés de manière qu'il y en ait un pour l'état-major et un pour chaque compagnie.—La réunion de ces contrôles particuliers formera le contrôle général du corps. — Un double de ce contrôle général, d'après l'article précédent, demeurera toujours dans les mains du corps, et l'autre dans celles du sous-inspecteur.—Les cases de chaque contrôle particulier seront numérotées depuis la première jusqu'à la dernière. — Lors de l'établissement ou du renouvellement des contrôles, les hommes seront enregistrés par rang de grade, et dans chaque grade par rang d'ancienneté. Les tambours ou trompettes et les enfans de troupe y précéderont les fusiliers ou cavaliers. — Il sera laissé au contrôle de chaque compagnie, pour les remplacements qui pourront avoir lieu dans le cours de l'année, deux cases en blanc numérotées à la suite de chaque grade d'officiers; deux à la suite des sergens-majors ou maréchaux-des-logis en chef, huit à la suite des sergens ou maréchaux-des-logis, deux à la suite des fourriers, seize à la suite des caporaux ou brigadiers, quatre à la suite des tambours ou trompettes, et quatre à la suite des enfans de troupe. — Il sera pareillement laissé sur le contrôle de l'état-major, à la suite de chaque grade ou emploi, un nombre de cases en blanc égal à deux fois le nombre des hommes formant le complet du grade ou de l'emploi. — Chaque homme sera désigné au contrôle par le numéro de la case qu'il occupera, par le numéro qui lui aura été donné dans le contrôle des signemens, par ses nom, prénoms et surnom, le lieu de sa naissance et celui de son domicile au moment

(1) Les modèles ne seront pas imprimés. (Note du *Bulletin des lois*.)

où il aura été appelé au service; l'âge de chaque officier y sera également indiqué. — Pour les corps de troupes à cheval, les contrôles des chevaux seront divisés et numérotés comme ceux des hommes : les chevaux d'officiers et ceux de troupes y seront désignés par les numéros de leurs cases et par leurs noms et signalemens.

8. Le contrôle général à tenir à chaque corps sera tenu en totalité par le major, et à son défaut par un chef de bataillon ou d'escadron, au lieu où résidera le conseil d'administration du corps, et sous sa surveillance immédiate. — En conséquence, lorsque des détachemens seront séparés de l'état-major ou de la portion du corps à laquelle restera attaché le conseil d'administration, et qu'ils s'administreront eux-mêmes, soit que ces détachemens soient composés de bataillons ou escadrons de guerre, soit qu'ils soient composés de compagnies ou de fractions de compagnie, il en sera formé des contrôles particuliers que tiendront les chefs desdits détachemens. — Lorsque ces détachemens seront dans l'intérieur de la république, les états de leurs mutations et mouvemens, certifiés par les officiers qui les commanderont, et visés par les sous-inspecteurs, seront adressés, par lesdits officiers commandans, au major ou chef de bataillon ou d'escadron chargé de la tenue du contrôle général, tous les dix jours. — Cet envoi sera fait, autant que possible, tous les mois, pour les détachemens embarqués ou employés au-delà des frontières. — A la réunion au corps desdits détachemens, les contrôles qui en auront été tenus, seront arrêtés et refondus dans le contrôle général. — A l'égard des compagnies franches ou isolées, telles que les mineurs, les ouvriers d'artillerie, les canonniers gardes-côtes, etc., le contrôle à tenir à chaque compagnie sera tenu par l'officier qui la commandera. — Les commandans des dépôts de conscrits, de prisonniers de guerre étrangers et déser-teurs étrangers, tiendront également les contrôles de ces dépôts.

9. Lorsque toutes les parties d'un corps de troupe se trouveront dans la même division, les contrôles annuels de ce corps, à tenir par les sous-inspecteurs, seront tenus en totalité par le sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil d'administration.

10. Si les détachemens sont employés dans une division autre que celle où résidera l'état-major du corps, les sous-inspecteurs à qui la police de ces détachemens sera confiée, devront en tenir les contrôles annuels. — En conséquence, lorsque des détachemens se sépareront du corps pour se rendre dans une autre division, si ces détachemens sont composés de compagnies entières, le sous-inspecteur ayant la police du corps adressera les contrôles de ces compagnies, après les avoir arrêtés, aux sous-inspecteurs dans l'arrondissement desquels elles devront se rendre. Si, au contraire, les détachemens ne sont composés que de fractions de compagnie, ledit sous-inspecteur en formera des contrôles particuliers extraits du contrôle général; il y indiquera la date du départ de chaque homme et de chaque cheval, et il enverra également lesdits contrôles aux sous-inspecteurs qui devront prendre la police des détachemens.

11. Lorsqu'un corps ou détachement de troupe changera de destination, le sous-inspecteur en arrêtera les contrôles jusqu'au jour exclu de son départ, et les adressera sous cachet au sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel le corps ou détachement devra passer.

12. Chaque capitaine tiendra pour sa compagnie un contrôle annuel, dans la même forme que ceux tenus par le major : il y inscrira les mouvemens et mutations au fur et à mesure qu'ils auront lieu, et sera responsable de l'exactitude de ces enregistremens. Pareil contrôle sera tenu par le quartier-maître pour l'état-major.

13. Tous les matins, les capitaines, chacun pour sa compagnie, à l'heure du rapport que prescrit le règlement de police intérieure, seront remettre au major (et, dans un détachement, à l'officier commandant), par les sergens-majors ou maréchaux-des-logis en chef, l'état des mutations et mouvemens survenus dans leurs compagnies respectives. Cet état sera certifié par lesdits capitaines, qui seront responsables des erreurs qu'il pourrait contenir. Pour l'état-major, il sera fourni et certifié par le quartier-maître. — Aussitôt la réception dudit état, le major ou le chef du détachement enregistrera les mutations et mouvemens sur les contrôles dont la tenue lui sera confiée.

14. Les états de mutations et mouvemens des hommes et des chevaux, certifiés par le major et visés par le commandant de chaque corps, seront fournis par les majors aux sous-inspecteurs, tous les jours, dans la forme du modèle n° 2: ils ne seront fournis que tous les cinq jours, pour les corps faisant partie d'une armée, ou stationnés dans des places où il n'y aura point de sous-inspecteur. Ces états seront envoyés par des ordonnances lorsque les sous-inspecteurs résideront dans les mêmes places que les corps, et par la poste dans le cas contraire. — Aussitôt leur réception, les sous-inspecteurs auront soin de les enregistrer sur les contrôles annuels. — Les états de mutations des détachemens et des compagnies isolées seront certifiés et fournis par les chefs desdits détachemens et compagnies. — Lorsqu'une troupe sera en marche, l'état de ses mutations sera fourni, à tous les lieux de séjour, au sous-inspecteur ou commandant d'armes qui la passera en revue, lequel indiquera lesdites mutations ou mouvemens au tableau de sa revue, sur la feuille de route en vertu de laquelle la troupe marchera. — A l'arrivée de la troupe à sa destination, le relevé général de ses mutations et mouvemens pour tout le temps de sa marche sera également fourni au sous-inspecteur qui en prendra la police. Le sous-inspecteur, après avoir vérifié ce relevé sur la feuille de route qui lui sera également remise, l'enregistrera aux contrôles annuels.

15. Les individus qui surviendront après la confection ou le renouvellement annuel des contrôles seront ajoutés à la suite de leurs grades respectifs; et leur classement par rang d'ancienneté n'aura lieu qu'au renouvellement des contrôles à la fin de l'année. — A l'égard de l'individu passant, dans le même corps, d'une compagnie à une autre, il sera fait mention, au contrôle de sa nouvelle compagnie, du numéro de la case qu'il aura occupée dans la compagnie dont il aura fait précédemment partie. — L'individu qui cessera d'appartenir à une compagnie ou à l'état-major d'un corps, pour quelque motif que ce soit, sera de suite rayé du contrôle, et son numéro restera vacant jusqu'à la fin de l'année. — A l'expiration de chaque mois, l'économe de chaque hôpital civil ou militaire formera des états par corps de tous les militaires qui se trouveront audit hôpital, et qui appartiendront à des corps non stationnés dans la même place que l'hôpital. Ces états présenteront les nom, prénoms, grade, et l'époque de l'entrée à l'hôpital de chaque militaire. L'économe les certifiera véritables, et les remettra, dans les dix premiers jours du mois suivant, au commissaire des guerres ayant la police militaire de l'hôpital, lequel sera tenu de les adresser de suite, et par la poste, s'il y a lieu, aux conseils d'administration des corps qu'ils concerneront respectivement. — Les militaires aux hôpitaux externes, dont l'existence n'aurait pas été justifiée depuis trois mois au conseil d'administration de leur corps, seront rayés des contrôles. — Il en sera de même de ceux absens avec congé expiré depuis trois mois, qui n'auraient pas légalement justifié au corps des motifs de leur absence. — Celui qui rejoindra son

corps après avoir été rayé des contrôles, prendra un nouveau numéro à la suite des hommes de son grade.

16. Les contrôles tenus par les capitaines seront comparés tous les mois avec ceux tenus par le major, en présence du conseil d'administration de chaque corps, qui ordonnera les rectifications dont les uns et les autres seraient susceptibles, et en rendra compte au sous-inspecteur ayant la police du corps.—Les contrôles tenus par le major de chaque corps ou par le chef de chaque détachement, ainsi que ceux des capitaines, seront pareillement comparés, tous les trimestres, à l'époque des revues, avec ceux tenus par le sous-inspecteur, lequel y apposera son *visa*, et rendra compte à l'inspecteur des négligences ou des abus qui pourraient s'y être glissés.

17. A la fin de chaque année, le ministre de la guerre adressera aux inspecteurs, tant pour les sous-inspecteurs que pour les corps et détachemens, les imprimés nécessaires pour renouveler les contrôles de l'année expirée.

18. Les sous-inspecteurs et les majors, ou les chefs de détachement, en renouvelant ces contrôles à l'époque du 1^{er} vendémiaire de chaque année, auront soin de rappeler sur les nouveaux contrôles le dernier mouvement de chaque individu qui serait alors absent du corps.

19. Lorsque les contrôles annuels tenus par les sous-inspecteurs auront été renouvelés après la révolution de chaque année, ils seront de suite envoyés au ministre de la guerre.

20. Indépendamment des contrôles annuels ci-dessus désignés, les conseils d'administration continueront de faire tenir par les quartiers-maitres des registres de signalemens et mutations pour les hommes et pour les chevaux, ainsi qu'il est prescrit par les articles 16 et 17 du titre II du règlement du 8 floréal an 8.

21. Les doubles des registres de signalemens et mutations prescrits à l'article précédent, seront pareillement tenus dans les bureaux du ministre de la guerre, auquel les conseils d'administration des corps adresseront, à cet effet, les états de mutations, tous les mois, ainsi que le prescrit l'article 16 du titre II du règlement du 8 floréal an 8.

SECTION III. — Des revues d'effectif des corps et détachemens.

22. Les revues des corps et détachemens de troupes seront passées sur le terrain, au moins une fois par mois, pour constater l'effectif des hommes et des chevaux, et pour vérifier l'exactitude des contrôles annuels tenus par les sous-inspecteurs, d'après les états de mutations et de mouvemens fournis par les corps.—Ces revues seront inopinées : les sous-inspecteurs en détermineront l'époque et le lieu. — Les sous-inspecteurs passeront en outre les troupes en revue sur le terrain, lorsqu'ils en seront requis par une autorité compétente.

23. Les sous-inspecteurs, avant de faire leurs revues, seront tenus d'en prévenir, la veille au plus tard, l'officier général ou tout autre qui commanderait dans la place ou le quartier. Ils indiqueront en même temps l'heure et le lieu qu'ils auront choisis à cet effet. L'officier général ou commandant ne pourra s'y opposer, à moins de fortes raisons, dont il sera tenu de rendre compte au ministre de la guerre.—Les sous-inspecteurs en rendront pareillement compte au comité central, par l'intermédiaire des inspecteurs.

24. Les commandans des places ou quartiers avertiront à l'avance les commandans des corps ou détachemens, du lieu et de l'heure où ils devront passer en revue, d'après l'indication des sous-inspecteurs.

25. Lorsqu'un corps ou détachement devra passer en revue, les compagnies seront mises en haie ; les officiers et sous-officiers de chaque compa-

gnie seront placés à la droite suivant leurs grades, et les soldats suivant leur rang et leur numéro dans le contrôle annuel de leur compagnie. — Les officiers, la troupe et le sous-inspecteur seront dans la plus grande tenue. — L'état-major sera placé à la droite du premier bataillon ou escadron. — Les compagnies resteront en haie et en silence, sans qu'aucun homme puisse sortir de son rang avant la fin de la revue. — Les capitaines des compagnies d'infanterie feront successivement porter les armes à leurs troupes, quand le sous-inspecteur les passera en revue. — Les capitaines de cavalerie leur feront mettre le sabre à la main.

26. Tous les officiers, sous-officiers et soldats, tous les chevaux devront être présens aux revues. A cet effet, toutes les gardes et postes, et même les travailleurs aux travaux publics, appartenant aux corps qui devront passer en revue, seront généralement relevés par d'autres troupes de la garnison; et en cas qu'il n'y ait qu'un régiment dans une place, les gardes et postes seront relevés par les compagnies de grenadiers ou d'élite, lesquelles passeront ensuite en revue devant le sous inspecteur. — Dans tous les cas, le surplus du corps restera sous les armes jusqu'à ce que les compagnies détachées pour les gardes et postes aient été relevées par d'autres compagnies qui auront déjà passé en revue, et se soient réunies à la troupe pour y passer également.

27. Les sous-inspecteurs feront leurs revues par appel nominal, sur des états ou feuilles d'appel qui leur seront remis, en se présentant à la tête des compagnies, par les capitaines ou officiers commandant lesdites compagnies, et par le major pour l'état-major. — Ces feuilles, certifiées desdits officiers, présenteront les numéros, noms, prénoms, surnoms et grades des hommes, ainsi que leurs mouvemens et mutations depuis la dernière revue, sans aucun décompte de journées. — Il sera fait des feuilles distinctes pour les chevaux. — Il sera également remis au sous-inspecteur, par le major dans chaque corps, et par le chef dans chaque détachement, un état nominatif et par compagnie, des officiers, sous-officiers et soldats désignés sur les feuilles d'appel comme malades à la chambre : cet état, pour les corps, sera certifié par le chirurgien-major, et visé par le colonel; pour les détachemens, il sera certifié par l'officier commandant. — Il sera remis au sous-inspecteur un semblable état pour les chevaux à l'infirmerie, lequel sera certifié par l'artiste vétérinaire, et également visé par le commandant.

28. Après la revue, la troupe défilera par compagnie et par peloton, pour que le sous-inspecteur puisse faire une vérification plus exacte des compagnies.

29. Lorsqu'un homme sera surpris pour passer en revue, dans un corps auquel il n'appartiendra pas, ou dans une autre compagnie que la sienne, le commandant de la compagnie dans laquelle il se trouvera, sera dénoncé par le sous-inspecteur ou par le colonel du corps au commandant de la place, qui le fera arrêter et traduire au conseil de guerre, pour être jugé et puni conformément au Code pénal militaire.

30. Les sous-inspecteurs ne passeront point les revues de la gendarmerie sur le terrain, à moins du rassemblement extraordinaire de chaque compagnie; mais, pour suppléer à la vérification qu'elles ont pour objet, les certificats de présence, prescrits par l'article 63 de la loi du 28 germinal an 6, leur seront adressés dans les dix premiers jours de chaque mois, par le capitaine commandant chaque compagnie; ces certificats seront signés par les maires.

31. Les sous-inspecteurs se porteront dans les hôpitaux, pour y constater l'existence des militaires qui appartiendront aux corps soumis à leur inspec-

tion ; ils pourront aussi se faire remettre par les économes un état nominatif desdits militaires , avec indication de l'époque de leur entrée à l'hôpital.— Cet état sera visé par les commissaires des guerres qui auront la police desdits hôpitaux.—Les sous-inspecteurs se porteront également au quartier et à l'infirmerie, pour y vérifier l'existence des hommes malades à la chambre et des chevaux restés à l'infirmerie, d'après les états qui leur auront été remis en exécution de l'article 27.

32. Au dernier jour de chaque mois, les sous-inspecteurs formeront, en trois expéditions, les tableaux de l'effectif des corps et détachemens soumis à leur inspection, suivant le modèle n° 3. Ces tableaux, qui seront le résultat des revues inopinées passées sur le terrain, et du dépouillement des contrôles, s'appelleront *revues d'effectif* : la première expédition sera adressée le lendemain au commissaire des guerres, la seconde au commissaire ordonnateur ; l'autre expédition sera envoyée à l'inspecteur.

33. Le commissaire ordonnateur et l'inspecteur, après avoir réuni toutes les revues d'effectif de la division, en formeront, chacun à part soi, le tableau général suivant le modèle n° 4 : le commissaire ordonnateur adressera ce tableau, dans les dix jours, au ministre directeur ; et l'inspecteur le fera passer au ministre de la guerre par l'intermédiaire du comité central des revues.

34. Si un corps ou détachement reçoit l'ordre de changer de garnison, il lui sera passé une revue d'effectif la veille de son départ. Le tableau de cette revue, également conforme au modèle n° 3, sera inscrit sur la feuille de route, pour servir à la délivrance des mandats de fournitures.—Cette revue sera répétée, dans chaque gîte où la troupe séjournera, par le sous-inspecteur, ou, à son défaut, par le commandant d'armes, s'il s'y trouve l'un ou l'autre de ces fonctionnaires. — Elle sera encore répétée par le sous-inspecteur, le jour ou le lendemain de l'arrivée de la troupe au lieu de sa destination.

35. Le tableau des revues d'effectif passées au départ et à l'arrivée de la troupe (indépendamment de sa transcription sur la feuille de route) sera envoyé de suite comme il est prescrit aux articles 32 et 33.

36. Les généraux commandant les divisions seront tenus de prévenir les ordonnateurs et inspecteurs de tous les mouvemens de troupes qui devront s'opérer dans leurs divisions respectives. Cet avis sera donné plusieurs jours à l'avance, lorsque le bien du service ne s'y opposera point ; et lorsqu'il exigera que les mouvemens soient secrets, dès que les circonstances le permettront.

SECTION IV. — Des revues générales de comptabilité.

37. Il sera fait, tous les trois mois, des revues générales de comptabilité, dont les extraits serviront à établir, justifier et régulariser le paiement et la fourniture des objets suivans : —1° La solde, dans laquelle sont compris les divers supplémens de solde, la masse du pain de soupe des sous-officiers et soldats, les indemnités de tournées des directeurs de l'artillerie et du génie, les indemnités de frais de bureau des inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, des commissaires ordonnateurs et commissaires des guerres ; —2° La masse du chauffage ; — 3° La seconde portion de la masse générale ; — 4° La masse de ferrage et harnachement des bataillons du train d'artillerie ; —5° Le supplément d'étape aux troupes en marche ; —6° L'indemnité de logement ; —7° L'indemnité de fourrages ; —8° Les indemnités qui peuvent être accordées en remplacement des vivres de campagne ; —9° Les vivres en station ; —10° Les fourrages en station ; —11° Les vivres par étape ; —12° Les fourrages par étape ; —13° La première portion de la masse générale.—Les objets dé-

signés au n° 1 sont dans les attributions du ministre de la guerre ; tous les autres appartiennent à l'administration du matériel de la guerre.

SECTION V. — Revues générales des corps et détachemens.

38. Le premier jour de chaque trimestre, les corps et détachemens de troupes remettront aux sous-inspecteurs des feuilles d'appel établies par compagnie, pour les hommes et les chevaux, suivant les modèles n° 5 ; lesquelles indiqueront tous les mouvemens et mutations survenus depuis la dernière revue générale, ainsi que les divers supplémens de solde accordés aux hommes qui en seront l'objet. — Ces feuilles présenteront le détail, par colonnes, des diverses journées ; elles seront certifiées par le commandant de chaque compagnie, qui en sera responsable, vérifiées sur les contrôles annuels, et visées, par le major pour les corps, et par l'officier commandant pour les détachemens et les compagnies isolées. — Il en sera formé de particulières pour l'état-major de chaque corps, lesquelles seront signées par le major. — Les feuilles d'appel de la gendarmerie seront accompagnées, dans leur envoi, des certificats prescrits par l'article 69 de la loi du 28 germinal an 6, pour constater les journées de découcher.

39. Les sous-inspecteurs, après avoir comparé les feuilles d'appel prescrites à l'article précédent, avec les contrôles annuels tenus dans leurs bureaux, et s'être convaincus de leur exactitude, établiront les revues générales de comptabilité, qui en seront le dépouillement. — Ces revues, conformes au n° 6, présenteront, par compagnie, les noms, prénoms, grades et âge des officiers ; l'effectif des sous-officiers et soldats ; l'effectif des chevaux d'officiers et de troupe ; les mutations et mouvemens des hommes et des chevaux ; l'indication des supplémens de solde ; enfin le décompte par colonnes des diverses journées. — Les revues générales de la gendarmerie présenteront, en outre, en deux colonnes distinctes, les journées passées pour service extraordinaire en station et en route, qui donneront lieu à la fourniture de vivres et fourrages ; et, dans une troisième colonne supplémentaire, les journées de découcher qui donneront lieu au supplément de solde fixé par l'article 69 de la loi du 28 germinal an 6. — Celles des prisonniers de guerre étrangers seront établies par chapitres, suivant le classement ci-après :

I^{er} chapitre. Les prisonniers de guerre non travailleurs.

II^e ——— Les travailleurs logés au dépôt.

III^e ——— Les travailleurs à demeure chez l'habitant.

IV^e ——— Les femmes et enfans.

Les revues générales des dépôts ou détachemens de conscrits, réquisitionnaires, prisonniers de guerre et déserteurs étrangers, indiqueront toujours les noms, grades et corps des officiers qui auront le détail desdits dépôts ou détachemens.

40. Les revues générales seront faites par corps ou détachement et par division, de manière que chacune comprenne toutes les parties du même corps qui se trouveront dans la même division. — Les officiers, sous-officiers et soldats composant les conseils de guerre, ainsi que ceux en recrutement, seront considérés comme détachemens s'administrant eux-mêmes, lorsque les corps ou détachemens auxquels ils appartiendront se trouveront stationnés dans une autre division. — Les revues générales de la gendarmerie seront faites par compagnie ; les officiers supérieurs de cette arme seront compris dans la revue de la compagnie qui occupera le département du lieu de leur résidence. — Il sera fait une revue particulière pour chaque dépôt ou détachement de conscrits, prisonniers de guerre et déserteurs étrangers. — S'il se trouve dans un dépôt de prisonniers de guerre étrangers des individus

appartenant à plusieurs puissances , il sera fait une revue distincte pour les hommes de chaque puissance.

41. Lorsque plusieurs détachemens du même corps seront répartis dans la même division, sous la police de plusieurs sous-inspecteurs , l'administration en sera tenue en totalité par le conseil d'administration du corps s'il est dans la division , sinon par l'officier le plus élevé en grade , auquel le conseil aura délégué des pouvoirs ; et la revue générale en sera faite par le sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil ou l'officier chargé de ladite administration : à cet effet , les autres sous-inspecteurs adresseront à ce dernier sous-inspecteur , dans les trois premiers jours du mois qui suivra le trimestre expiré , les feuilles d'appel , chacun pour ce qui le concernera , des détachemens soumis à leur police , après les avoir vérifiées et arrêtées.

42. Les revues générales embrasseront la totalité du trimestre , lorsque , pendant le trimestre , les corps ou détachemens n'auront point changé de division. — Lorsqu'un corps ou détachement s'administrant lui-même quittera une division dans le cours d'un trimestre après y avoir été stationné , il lui sera fait , aussitôt son départ , une revue générale , qui embrassera tous les jours du trimestre depuis sa dernière revue générale jusqu'au jour du départ de la troupe du lieu de sa garnison exclusivement. Dans ce cas , les feuilles d'appel de la revue d'effectif prescrites au premier paragraphe de l'article 34 du présent règlement , serviront à l'établissement de la revue générale ; elles seront en conséquence rédigées suivant le modèle n° 5. — Lorsqu'un corps ou détachement s'administrant lui-même sera , dans le cours du même trimestre , parti d'une résidence et arrivé à sa destination dans une autre division , sa revue générale , à sa nouvelle résidence , ne sera faite qu'après l'expiration du trimestre : elle embrassera tous les jours courus depuis et compris celui du départ de la troupe , jusqu'au dernier jour inclus du trimestre. — A l'égard du corps ou détachement arrivé dans une division pendant le cours d'un trimestre , et qui serait parti de sa dernière résidence antérieurement au même trimestre , il lui sera fait , immédiatement après son arrivée , une revue générale qui embrassera tous les jours du trimestre précédent pendant lesquels la troupe aura marché , depuis et compris le jour de son départ. Les feuilles d'appel de la revue d'effectif prescrites au dernier paragraphe de l'article 34 , serviront à l'établissement de cette revue générale , et seront dans ce cas rédigées d'après le modèle n° 5. La revue générale de la même troupe , qui sera faite à l'expiration du trimestre de son arrivée , embrassera conséquemment tout le même trimestre. — Les jours complémentaires seront compris dans les revues générales du dernier trimestre de l'année , pour toutes les dépenses dont la fixation est déterminée par jour.

43. Les officiers, sous-officiers et soldats passant d'un corps dans un autre , seront payés à leur ancien corps jusqu'au jour exclu de leur départ , et rappelés depuis cette époque après leur arrivée à leur nouveau corps. — Les officiers et sous-officiers qui , par l'effet d'une promotion , passeront d'un corps dans un autre , seront également payés , à leur ancien corps , du traitement attaché au grade qu'ils avaient avant leur promotion , jusqu'au jour de leur départ exclusivement , et rappelés , après leur arrivée et leur réception à leur nouveau corps , de la solde attribuée à leur nouveau grade , à compter dudit jour de leur départ. — Les officiers et sous-officiers présens qui monteront à de nouveaux grades dans leur corps , seront payés du traitement attribué à leur nouveau grade , à compter du jour de leur réception. — Les officiers et sous-officiers absens qui seront nommés à de nouveaux grades , de même que ceux nouvellement pourvus , seront rappelés de la

solde attribuée à leur nouveau grade, après leur arrivée et leur réception au corps, à compter du jour où ils seront partis pour rejoindre du lieu où leur nomination leur aura été officiellement signifiée. — Les officiers réformés, et ceux qui auront obtenu leur retraite ou les invalides, cesseront d'être payés du traitement d'activité, à compter du jour où ils auront cessé l'exercice de leurs fonctions. Ils recevront la double indemnité de route, pour se rendre, soit dans leurs foyers, soit à l'hôtel; et leur solde de réforme ou de retraite, ou de l'hôtel, leur sera rappelée, à compter du jour où ils auront cessé de recevoir le traitement d'activité. — Les officiers passant de la réforme à l'activité cesseront de recevoir leur solde de réforme, à compter du jour de leur départ pour se rendre au corps ou à la destination qui leur aura été assignée; et, après leur arrivée, ils seront rappelés de leur solde d'activité, à compter dudit jour de leur départ.

44. Hors le cas de semestres autorisés par le gouvernement, les congés des officiers ne seront valides qu'autant qu'ils auront été accordés par le ministre de la guerre. — Les originaux de ces congés resteront au corps, et il en sera seulement expédié des copies, par les conseils d'administration, aux officiers qui les auront obtenus. — Aucun officier ne pourra profiter de son congé qu'après l'avoir soumis au *visa* du sous-inspecteur, s'il est sur les lieux; en cas d'absence du sous-inspecteur, l'officier sera tenu de se procurer un certificat du commandant de la place, qui justifiera que ledit officier n'est parti qu'après l'arrivée de son congé. Ce certificat sera aussitôt adressé au sous-inspecteur par le commandant du corps. Cette disposition est applicable aux semestriers.

45. Les corps ne pourront, sous aucun prétexte, envoyer des officiers en mission, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation par écrit du ministre, et, en cas d'urgence, du général commandant l'armée ou la division. Celui-ci rendra compte au ministre, dans les vingt-quatre heures, et des autorisations qu'il aura données, et des motifs sur lesquels il se sera fondé.

46. Tout officier absent par mission ainsi autorisée, ou par congé quelconque avec solde, ne pourra être payé ou rappelé de sa solde, pour le temps de son absence, qu'après son retour au corps. — Ce rappel n'aura lieu qu'autant que l'officier sera rentré au corps avant l'expiration de son congé, et que cette circonstance aura été constatée par la présentation de l'officier chez le sous-inspecteur, et, en cas d'absence de celui-ci, par un certificat du commandant de la place, adressé au sous-inspecteur par le commandant du corps.

47. D'après la disposition qui précède, tout officier absent par congé ou par mission, à l'époque d'une revue générale, ne sera employé que pour mémoire dans cette revue, depuis et compris le jour de son départ jusqu'au jour de son arrivée exclusivement; mais le sous-inspecteur devra y indiquer avec soin la durée du congé, l'époque de son expiration, et s'il est accordé avec ou sans solde.

48. A l'égard des officiers absents par mission, par congé avec solde, ou en semestre, qui viendront à mourir, à changer de corps, à passer aux invalides, à se retirer par congés définitifs, par réforme ou autrement, ils seront rappelés dans les revues pour être payés de leur solde jusqu'au jour de leur mort inclusivement, ou de leur retraite exclusivement, sur les extraits mortuaires en bonne forme qui seront remis aux sous-inspecteurs, pour les officiers morts; et sur les avis officiels du ministre de la guerre, pour les autres. — Les conseils d'administration des corps ne pourront porter en dépense le produit des rappels à faire pour lesdits officiers, qu'en vertu

d'acquets dûment légalisés de ceux qui auront changé de corps ou se seront retirés ; et pour les individus morts , de quittances de leurs héritiers , légalisées par le juge de paix de l'arrondissement de leur domicile.

49. Les sous-inspecteurs feront mention dans leurs revues générales , des emplois vacans , de l'époque et du motif de leur vacance.

50. Les originaux de toutes les routes , brevets d'officiers , congés , billets de sortie d'hôpital , extraits mortuaires , et généralement de tous les titres justificatifs des mouvemens et mutations tant des hommes que des chevaux , seront communiqués aux sous-inspecteurs , à l'effet d'y prendre les notes , dates et indications dont ils auront besoin , pour vérifier leurs contrôles et pour arrêter leurs revues.—Ces communications seront de rigueur de la part des officiers arrivant à leur corps , soit pour la première fois , soit après une absence quelconque , lesquels seront tenus de se présenter , aussitôt leur arrivée , chez le sous-inspecteur ayant la police de leurs corps respectifs , s'il est sur les lieux , sinon chez le commandant de la place , et , dans le dernier cas , de justifier de leur présentation comme il est prescrit à l'article 46.

51. Les sous-officiers et soldats qui reviendront de congé ou de semestre , des hôpitaux , de désertion , des prisons des conseils de guerre ou de celles de l'ennemi , et tous ceux qui joindront un corps pour la première fois , seront , dans les vingt-quatre heures de leur arrivée , présentés au sous-inspecteur , s'il est sur les lieux , par le fourrier de la compagnie à laquelle ils seront destinés , ou celui qui en fera les fonctions , à l'effet d'être aussitôt portés présens sur le contrôle de la compagnie , de la date de leur présentation ; sans toutefois que ceux qui auront voyagé avec l'indemnité de route puissent compter comme présens le jour de leur arrivée. — Le fourrier ou autre sous-officier qui accompagnera lesdits hommes chez le sous-inspecteur , devra lui remettre en même temps la note des numéros qui leur auront été affectés aux contrôles du corps. — Dans les places où il ne se trouvera pas de sous-inspecteurs , ces présentations seront faites aux commandans d'armes , et , à défaut de ceux-ci , aux maires. Les commandans d'armes ou les maires qui les recevront , en tiendront registre , dont ils adresseront , tous les dix jours , des relevés au sous-inspecteur de l'arrondissement. — Les conscrits ne seront compris dans les revues de leurs corps , pour être payés de leur solde , qu'à compter du lendemain de leur arrivée auxdits corps , et qu'après qu'ils y auront été reçus.— Jusqu'à cette époque , la comptabilité relative à la dépense des conscrits sera distincte de celle des corps.

52. Tout officier appartenant à un corps de troupe , qui rentrera des prisons de l'ennemi en vertu d'un cartel d'échange , recevra , en entrant sur le territoire de l'empire français , une feuille de route avec l'indemnité attribuée à son grade , pour se rendre à son corps ; et après son arrivée à son corps , il y sera rappelé de la solde d'activité dans la prochaine revue , pour le temps de sa détention et celui de sa route , sans toutefois que ce rappel puisse avoir lieu pour plus de deux mois. — Les officiers sans troupe , également rentrés des prisons de l'ennemi en vertu de cartels d'échange , recevront à la frontière une feuille de route avec l'indemnité de leur grade , pour se rendre au lieu de leur domicile. Aussitôt leur arrivée à leur domicile , ils en informeront le ministre de la guerre , en lui adressant copie du titre qui aura autorisé leur rentrée , collationnée par un commissaire des guerres ou par le sous-préfet de l'arrondissement. — D'après cet avis , le ministre de la guerre leur expédiera de nouvelles lettres de service , en vertu desquelles ils recevront une feuille de route , avec indemnité , pour se rendre au poste qui leur sera assigné ; et , après leur arrivée à ce poste , ils seront rappelés de deux mois de solde entière dans la prochaine revue de

comptabilité.—A l'égard des officiers de toutes armes qui rentreront, sur parole, des prisons de l'ennemi, ils recevront également à la frontière des feuilles de route pour se rendre à leur domicile, avec l'indemnité attribuée à leur grade. Aussitôt leur arrivée à leur domicile, ils en informeront le ministre de la guerre, en lui adressant copie dûment collationnée du titre en vertu duquel ils seront rentrés. D'après cet avis, le ministre de la guerre autorisera le commissaire ordonnateur à les faire jouir du traitement de réforme, à compter du jour de leur arrivée, et à les en rappeler pour un temps antérieur de deux mois. Lorsqu'après leur échange ces officiers recevront de nouvelles lettres de service, ils seront traités à l'instar des officiers réformés appelés à reprendre de l'activité. — Les sous-officiers et soldats rentrant des prisons de l'ennemi recevront, à leur arrivée sur la frontière, une feuille de route, avec l'indemnité, pour rejoindre leur corps : après leur retour à leur corps, ils seront rappelés de la solde entière, à compter de la date de ladite feuille de route.

53. Les hommes nommés à un nouveau grade ou à une haute-paie seront portés, dans les revues de solde, à l'apostille de leur ancien grade, sous les mots *non compris*, jusqu'au jour exclu de leur nomination, et ils compteront, depuis la même époque, à l'effectif de leur nouveau grade.

54. Les hommes passés d'une compagnie dans une autre seront également portés à l'apostille de leur grade dans leur première compagnie, pour les faire payer jusqu'au jour exclu qu'ils l'auront quittée.

55. Les hommes absens par congé ou semestre, au moment de la revue, feront nombre dans les compagnies ; mais leurs journées ne seront employées à la revue que jusqu'au jour exclu de leur départ : bien entendu que les sous-inspecteurs auront visé leurs congés, ou qu'en cas d'absence il leur aura été représenté un état justificatif du jour du départ desdits hommes, certifié par le commandant de la place qui aura visé lesdits congés.

56. Les hommes qui s'absenteront par congé toucheront le décompte de ce qui leur sera dû de solde jusqu'au jour de leur départ exclusivement.

57. Les sous-officiers et soldats qui ne rejoindront qu'après l'expiration de leur congé ne toucheront point de décompte, et ne devront être rappelés, pour le temps de leur absence, que de leur linge et chaussure ; à moins qu'ils ne justifient de leur absence pour cause de maladie, constatée par des billets de sortie d'hôpitaux en bonne forme, ou par des certificats d'officiers de santé, attestés par l'autorité locale et visés du commandant de la gendarmerie.

58. Tout sous-officier ou soldat qui rentrera au corps sans être porteur de sa cartouche, ne touchera point le décompte de la portion de solde qui pourrait lui revenir pour le temps de son absence ; mais il en sera néanmoins rappelé dans la revue, et le montant en sera versé à sa masse de linge et chaussure, et y restera pendant un an pour subvenir au remboursement des avances qui pourraient lui avoir été faites.

59. Les hommes morts à leur compagnie ou tués dans une affaire de guerre, et ceux désertés, seront compris dans les revues pour être payés jusqu'au jour inclus de leur mort ou désertion. — Il ne sera fait aucun rappel pour les sous-officiers et soldats morts ou désertés, ou réformés, ou congédiés définitivement, ou pensionnés, ou passés aux invalides, ou passés à d'autres corps, étant en congé limité ou à l'hôpital, non plus que pour ceux qui rentreraient au corps après avoir été rayés des contrôles.

60. Les hommes admis à l'hôtel des invalides, ou retirés avec pension, seront payés jusqu'au jour de leur départ exclusivement. — Ceux congédiés définitivement, soit par réforme, soit de toute autre manière, seront également payés jusqu'au jour exclu de leur départ.

61. Les prisonniers de guerre de tout grade ne seront compris dans les revues pour être payés de leur solde, que jusqu'au jour inclusivement où ils auront été faits prisonniers : ils continueront d'y être portés pour mémoire, jusqu'à leur retour au corps. — Les officiers, sous-officiers et soldats aux hôpitaux, soit du lieu, soit externes, n'y seront également portés que pour mémoire, à compter du jour de leur départ du corps ; et lors de leur retour à leur corps ou à leurs fonctions, les sous-officiers et soldats ne seront rappelés, dans les revues, de leurs journées d'absence, que pour la portion de solde appelée solde d'hôpital, en observant de distinguer les journées des vénériens, de celles des autres pour lesquels cette portion de solde diffère ; quant aux officiers, ils seront rappelés de leurs journées d'hôpital pour la solde d'hôpital, et de leurs journées de route pour la solde entière.

62. Les sous-inspecteurs ne comprendront dans les revues des troupes à cheval que les chevaux présents et effectifs, tant ceux des officiers que ceux de la troupe. — Les officiers devront être montés sur des chevaux d'escadron. Les chevaux de la troupe, qui ne seraient pas marqués de la marque du régiment, ne pourront y être compris.

63. Dans le nombre des chevaux effectifs seront compris ceux qui, étant éclopés, seraient restés dans quelque ville ou village ; lesquels néanmoins ne passeront présents, soit qu'ils appartiennent à des officiers, soit qu'ils fassent partie des chevaux de la troupe, que sur certificat du commandant de la place, ou, en son absence, du maire : bien entendu qu'ils ne se trouveront pas dans une autre division que le corps, auquel cas ils donneraient lieu à des revues particulières.

64. Les chevaux morts ou réformés seront employés dans les revues jusqu'au jour de leur mort ou réforme inclusivement. — Les chevaux de remonte y seront employés à partir du jour de leur réception, laquelle aura lieu en présence du sous-inspecteur, qui la constatera par procès-verbal.

65. Il sera fait deux expéditions des revues générales. — Les sous-inspecteurs en remettront une aux corps, et adresseront l'autre aux inspecteurs avant le 30 du mois qui suivra immédiatement le trimestre pour lequel elles auront été faites.

66. Les inspecteurs réuniront toutes les revues générales de leurs divisions respectives ; et, dans le cours des dix premiers jours du second mois qui suivra le trimestre, ils les adresseront au comité central des revues. — Les inspecteurs joindront à cet envoi un résumé des revues, qui présentera par grade l'effectif des hommes et celui des chevaux à l'époque du dernier jour du trimestre.

67. Le comité central fera faire la vérification des revues générales dans ses bureaux, et ordonnera aux inspecteurs de faire rectifier dans les revues suivantes les erreurs qui auraient pu s'y glisser.

SECTION VI. — Contrôles et revues des officiers sans troupe.

68. Les inspecteurs tiendront des contrôles annuels pour chaque classe d'officiers sans troupe employés dans leur division respective, dans l'ordre ci-après : — 1° Les officiers généraux et d'état-major, les commandans d'armes, adjudans et secrétaires des places ; — 2° Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues ; — 3° Les commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres et leurs adjoints ; — 4° Les officiers et employés d'artillerie détachés dans les arsenaux ou places ; — 5° Les officiers et employés du corps du génie.

69. Pour faciliter la tenue exacte de ces contrôles, les officiers sans troupe seront tenus, lors de leur arrivée à une nouvelle destination, ainsi qu'à leur départ pour se rendre d'une destination à une autre, de présenter aux in-

specteurs les originaux de leurs brevets, et de soumettre à leur *visa* les nouvelles lettres de service qu'ils auront reçues. — Les chefs d'état-major, les commissaires ordonnateurs, les commandans de l'artillerie et du génie, adresseront néanmoins aux inspecteurs l'état de tous les mouvemens et mutations desdits officiers et employés, au fur et à mesure qu'ils auront lieu, et leur donneront ou feront donner communication des titres justificatifs.

70. Le dernier jour de chaque mois, des états conformes au modèle n° 7, et présentant, pour le mois écoulé, les noms, grades, mutations, mouvemens, les diverses journées des officiers sans troupe compris dans la première et les trois dernières classes désignées à l'article 68, ainsi que le nombre et les journées des chevaux autorisés par la loi, et le décompte provisoire des sommes à payer à chaque officier pour solde, supplément de solde, frais de bureau et de tournée, indemnités de fourrages et de logement, seront dressés, certifiés et envoyés aux inspecteurs aux revues divisionnaires, par les officiers généraux et supérieurs désignés au dernier paragraphe de l'article 69, chacun pour ce qui le concernera. — Les inspecteurs établiront de semblables états pour eux et les sous-inspecteurs employés sous leurs ordres.

71. Après avoir vérifié sur les contrôles annuels les états prescrits à l'article précédent, et s'être assurés de leur exactitude, les inspecteurs en arrêteront trois expéditions; et, le 1^{er} du mois qui suivra celui pour lequel ces états seront établis, ils en remettront une expédition au commissaire ordonnateur, et une au payeur des dépenses de la guerre, lequel sera tenu d'en former des extraits qu'il adressera de suite à ses préposés, pour ce qui concernera ceux des officiers sans troupe qui tireront leur solde de la caisse desdits préposés. Quant à la troisième expédition des mêmes états, elle sera considérée comme revue d'effectif, et comprise dans l'envoi que les inspecteurs devront faire au ministre de la guerre par l'intermédiaire du comité central des revues, en exécution de l'article 33 du présent décret. — Les commissaires ordonnateurs, de leur côté, comprendront dans l'envoi au directeur-ministre, qui leur est prescrit par le même article, une ampliation de l'expédition qu'ils auront reçue desdits états. — Lorsque les officiers auront droit aux vivres et aux fourrages en nature, les ordonnateurs enverront une copie desdits états au préposé en chef de chaque service, lequel sera tenu d'en transmettre des extraits aux gardes-magasins, à chacun pour ce qui concernera les officiers en résidence dans son arrondissement.

72. Les revues générales des officiers sans troupe, établies sur la base des contrôles annuels et des états dont l'envoi est prescrit à l'article précédent, seront closes par les inspecteurs, pour chaque trimestre, avant le 20 du mois suivant. — Ces revues, conformes au modèle n° 8, présenteront les noms, grades, résidences, mutations et mouvemens des officiers, leurs diverses journées de solde, de supplément de solde, d'indemnité de tournée et de frais de bureau, d'indemnité et d'amenblement de logement, ainsi que les journées de subsistance lorsque les officiers sans troupe auront droit aux rations de vivres, le nombre des chevaux autorisés par la loi, et le nombre des journées pour lesquelles les rations de fourrages devront être fournies en nature ou remboursées en argent. — Les officiers sans troupe ne pourront être compris dans les revues générales pour un nombre de journées plus grand que celui pour lequel ils auront été payés de leur solde, ensuite des états dont le renvoi sera fait aux inspecteurs d'après l'article 90. — Il sera fait une revue générale pour chacune des cinq classes d'officiers sans troupe désignées à l'article 68. — Les dispositions des articles 43 et 48 du présent règlement sont applicables aux officiers sans troupe.

73. Les revues générales des officiers sans troupe embrasseront, pour cha-

que officier, la totalité ou partie du trimestre, selon les cas de mouvemens prévus par l'article 42, et sauf les exceptions qui pourraient résulter de l'article 72.

74. Les jours complémentaires seront compris dans les revues générales des officiers sans troupe du dernier trimestre de l'année, seulement pour les rations de vivres et fourrages, lorsque lesdits officiers auront droit de les recevoir, soit en nature, soit en argent.

75. Une expédition de ces revues sera envoyée au comité central des revues et vérifiée par ce comité, comme il est dit pour les revues des corps aux articles 66 et 67.

SECTION VII. — Des revues des officiers de santé et des employés militaires.

76. Les inspecteurs procéderont, pour la tenue des contrôles et l'établissement des revues générales des inspecteurs généraux du service de santé, des officiers de santé employés au compte de la guerre dans les hôpitaux ou ambulances, et généralement de tous les employés commissionnés attachés aux divers services administratifs militaires, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus pour les officiers sans troupe.

77. Les états nominatifs de ces individus, ainsi que les états de leurs mutations, seront fournis aux inspecteurs par le chef de chaque service.

78. Une expédition de chacune des revues générales des officiers de santé et employés commissionnés attachés aux services administratifs militaires sera envoyée au comité central des revues et vérifiée par ce comité, comme il est prescrit aux articles 66 et 67.

SECTION VIII. — Revues des équipages militaires.

79. Il sera procédé, pour les revues d'effectif et pour les revues générales des employés, charretiers, chevaux, caissons, forges et voitures des divers équipages militaires, comme il est prescrit pour celles des corps et détachemens. — Les commissaires des guerres sous la surveillance desquels ces équipages sont placés, en ordonneront le rassemblement pour être passés en revue d'après la demande des sous-inspecteurs. — Les revues des équipages militaires seront faites par division et par brigade ou détachement. Il sera fait une revue particulière pour les employés non attachés aux brigades et pour leurs chevaux. — Lorsque ces équipages seront en entreprise, les revues générales en seront établies dans la forme prescrite par le directeur-ministre.

80. Il sera fait deux expéditions des revues générales des équipages militaires, lesquelles recevront la destination prescrite par les articles 65 et 66. — Lorsque ces équipages seront en entreprise, une troisième expédition de ces revues sera remise au commissaire ordonnateur.

TITRE II. — *De la solde* (1).

SECTION I^{re}. — Paiement de la solde au compte du ministre de la guerre.

81. La solde des troupes sera payée par à-compte, tous les quinze jours, sur états présentant, aux époques des 1^{er} et 16 de chaque mois, l'effectif des sous-officiers et soldats présens sous les armes, et portant décompte provisoire de leur solde pour quinze jours, avec compensation des rappels ou déductions qui devront résulter des mutations survenues depuis le dernier à-compte: ces états, conformes au modèle n° 9, seront dressés et certifiés par les conseils d'administration, visés et vérifiés par les sous-inspecteurs; le

(1) Voyez, sur le mode de paiement de la solde de l'armée, le décret du 16 mai 1810, et celui du 30 décembre suivant.

conseil, ou le quartier-maître autorisé par lui, donnera son acquit provisoire au pied de chaque état.

82. La solde des officiers des corps se paiera à l'expiration de chaque mois, pour le mois révolu, sur des états qui en porteront décompte provisoire suivant le modèle n° 10, et qui présenteront l'effectif par grade des officiers présens y ayant droit. Ces états seront dressés, vérifiés et quittancés comme il est dit à l'article précédent.

83. La solde des officiers, sous-officiers et soldats de la gendarmerie, se paiera également à l'expiration de chaque mois, sur des états d'effectif conformes au modèle n° 10, dressés, vérifiés et quittancés comme ci-dessus. — Les frais de tournée des officiers, les indemnités de frais de bureau du quartier-maître, et le supplément de solde aux sous-officiers et gendarmes qui auront découché, ne seront payés qu'à la consommation du décompte définitif de la revue générale, dans le premier extrait de laquelle ces diverses dépenses seront conséquemment employées.

84. Lorsque les troupes seront en marche, les états d'effectif, devant servir au paiement de leur solde, seront visés par les commissaires des guerres, à défaut de sous-inspecteurs. Les commissaires des guerres, dans ce cas, veilleront à ce qu'ils ne présentent pas un effectif supérieur à celui qui sera constaté par la dernière revue de route.

85. Tout payeur qui aura fait une avance de solde à une troupe en marche, sera tenu, sous sa responsabilité, d'en faire mention tant sur la feuille de route que sur le livret de solde du corps ou détachement; et l'acquit de cette avance sera adressé, suivant le mode que déterminera le ministre du trésor public, au payeur dans la division duquel devra se rendre la troupe, pour être remis comme nul au conseil d'administration du corps ou au chef de détachement, après que le montant en aura été imputé ou précompté par ce dernier payeur sur le décompte de la solde, ainsi qu'il sera dit ci-après aux articles 86 et 94.

86. Les paiemens de solde mentionnés aux articles 81, 82 et 83, devront être considérés comme à-bon-compte: les acquits qui les constateront au pied des états d'effectif ne vaudront point, dans les mains des payeurs, comme pièces de comptabilité régulières et définitives; mais ils devront être imputés ou précomptés au corps dans les décomptes définitifs des revues.

87. La solde, les supplémens de solde, les frais de bureau et de tournée des officiers sans troupe, seront payés, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour le mois précédent, en vertu des états qui auront été remis aux payeurs d'après l'article 71. — Les parties prenantes donneront des quittances provisoires pour les deux premiers mois de chaque trimestre: en recevant la solde du troisième mois, elles donneront une quittance définitive pour tout le trimestre, au moyen de laquelle les acquits provisoires relatifs aux deux premiers mois leur seront rendus pour être annulés.

88. Lorsqu'un officier sans troupe changera de division ou d'armée, sa solde lui sera payée, avant de partir, jusqu'au jour exclu de son départ du lieu de sa résidence, en vertu des états mentionnés à l'article 71, sur sa simple quittance et sur la représentation de son ordre de départ. — Le montant des sommes antérieurement payées au même officier, pour le même trimestre et dans la même division, sera employé dans cette quittance, laquelle devra être considérée comme acquit définitif; au moyen de quoi les quittances provisoires seront annulées.

89. Les acquits définitifs mentionnés aux deux articles qui précèdent ne pourront être alloués en dépense aux payeurs, qu'autant qu'ils seront appuyés et justifiés par les extraits prescrits ci-après article 98.

90. Les payeurs annoteront avec soin et exactitude, dans la colonne à ce destinée des états qu'ils auront reçus d'après l'article 71, tous les paiemens de solde, supplément de solde, frais de bureau et de tournée, qu'ils feront aux officiers sans troupe; et le 15 du premier mois de chaque trimestre, ils renverront à l'inspecteur, pour servir à l'établissement de sa revue, ainsi qu'il est dit article 72, ceux de ces états qui seront applicables au trimestre précédent.

91. Les officiers sans troupe qui, à défaut de s'être présentés chez le payeur pour recevoir leur solde avant le renvoi des états mentionnés au précédent article, n'auraient pu être portés dans la revue générale pour tout le trimestre, ne pourront être rappelés de ce qui leur restera dû, que dans la revue du trimestre suivant.

SECTION II.—Décompte et régularisation de la solde au compte du ministère de la guerre.

92. Les sous-inspecteurs formeront, suivant le modèle n° 11, un extrait de chacune des revues générales des corps et détachemens, pour servir à régulariser les dépenses de la solde. Cet extrait présentera par grade les diverses journées de solde et de supplément de solde : les sous-inspecteurs y appliqueront le décompte des sommes dues pour raison desdites journées, celui des supplémens et indemnités qui, d'après le n° 1 de l'article 37, sont considérés comme solde; ils ajouteront au produit de ces décomptes le montant des bordereaux à porter au crédit du corps, d'après l'article 135; et ils en déduiront le montant des feuilles de retenue dont le corps devra être débité, d'après l'article 134. Ce premier décompte sera appelé *décompte de liquidation*.

93. Le sous-inspecteur arrêtera trois expéditions de l'extrait portant décompte, prescrit à l'article précédent; et il les adressera au payeur avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de la revue. — Lorsque l'extrait concernera une revue générale faite à l'occasion du départ d'un corps ou détachement, les expéditions devront être adressées dans les dix jours qui suivront celui du départ.

94. Aussitôt la réception de l'extrait, le payeur établira au pied des trois expéditions, et ce contradictoirement avec le conseil d'administration du corps ou le chef du détachement, le décompte définitif de la solde, dans lequel il fera imputation de tous les paiemens d'a-bon-compte constatés par les acquits mentionnés aux articles précédens. — Dans le cas où les acquits mentionnés à l'article 85 des avances de la solde faites au corps pendant ses marches ne seraient pas parvenus audit payeur, il en précomptera néanmoins le montant, par forme d'imputation, sur le décompte de liquidation porté audit extrait; à l'effet de quoi, communication lui sera donnée par le corps, du livret de solde et des feuilles de route sur lesquels les avances auront été mentionnées en exécution du même article 85.

95. Si, par le résultat du décompte définitif, le corps reste créancier, le montant du solde lui sera payé sur-le-champ; si, au contraire, il se trouve débiteur, le conseil d'administration donnera au payeur un acquit provisoire, à valoir sur la solde courante pour le montant du débet : au moyen de quoi le décompte définitif sera signé pour solde, tant par le conseil que par le payeur, sur les trois expéditions de l'extrait de revue, et les acquits seront rendus au corps pour être brûlés. A l'égard des acquits des avances payées en route, qui ne seraient pas parvenus au payeur, et qui auraient néanmoins été imputés au décompte en exécution de l'article précédent, le payeur remettra au conseil une promesse de les rendre pour nuls. Une expédition dudit décompte sera également remise au corps; une autre restera au payeur, et la troisième sera renvoyée par ce dernier au sous-inspecteur; qui la fera passer

à l'inspecteur de la division avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre de la revue.

96. Les conseils d'administration pourront commettre, sous leur responsabilité, ou le quartier-maître, ou l'un de leurs membres, pour opérer, contradictoirement avec les payeurs, l'arrêté et la consommation des décomptes définitifs de solde. Dans ce cas, la délibération du conseil, portant délégation de ses pouvoirs, sera jointe à l'expédition de l'extrait de revue qui devra rester au payeur.

97. Les dispositions du précédent article seront obligatoires pour les corps ou détachemens qui quitteront la division. L'officier que ces corps ou détachemens laisseront conséquemment en arrière, sera chargé de régler tous les décomptes, tant pour la solde et les masses que pour les subsistances.

98. Les inspecteurs formeront en deux expéditions, suivant le modèle n° 12, des extraits collectifs des revues générales des officiers sans troupe, pour servir à régulariser la dépense de leurs soldes, supplémens, indemnités de frais de bureau et de tournée assimilées à la solde. Ces extraits présenteront les noms, grades, résidences des officiers, le nombre des diverses journées de solde et le décompte de liquidation des sommes à payer pour le temps de chaque revue.— Les inspecteurs remettront aux payeurs divisionnaires, à l'époque du 20 du mois qui suivra les revues, la première expédition desdits extraits dont le décompte sera consommé au moyen des quittances définitives mentionnées aux articles 87 et 88.

99. Les inspecteurs réuniront, chacun pour sa division, les extraits de revue qu'ils auront reçus ou dressés d'après les articles 95 et 98 : ils en formeront des bordereaux généraux (modèle n° 13) ; et avant le 20 du second mois qui suivra le trimestre, ils en adresseront une expédition au ministre de la guerre (bureau de la solde), avec les extraits à l'appui.

100. Le ministre de la guerre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert, par trimestre, pour les dépenses qui concernent son département. Ce compte sera le résultat des bordereaux généraux et extraits de revue dont l'envoi est prescrit par l'article précédent. Il servira, avec les états dont il sera parlé ci-après article 221, à l'établissement des ordonnances de régularisation que le ministre devra délivrer sur le trésor public.

SECTION III. — Paiement de la solde au compte de l'administration de la guerre, pour les services administrés au nom du gouvernement.

101. Le ministre-directeur ouvrira aux commissaires ordonnateurs, chaque trimestre, les crédits présumés nécessaires pour la dépense de la solde, au compte de son département.

102. La solde des charretiers et des employés attachés aux équipages administrés au compte du gouvernement, sera payée aux mêmes époques que celle des corps de troupes, ensuite d'états conformes aux modèles nos 9 et 10, visés et vérifiés par les sous-inspecteurs aux revues, et en vertu de mandats provisoires des commissaires ordonnateurs, imputables sur les crédits prescrits à l'article précédent.

103. La solde des inspecteurs généraux du service de santé, des officiers de santé employés au compte de la guerre dans les hôpitaux ou ambulances, et de tous les employés commissionnés des divers services (autres que les équipages) administrés au nom du gouvernement, sera payée aux mêmes époques que celles des officiers sans troupe, ensuite d'états conformes au modèle n° 7, et de mandats provisoires des commissaires ordonnateurs.

SECTION IV. — Décompte et régularisation de la solde au compte de l'administration de la guerre, pour les services administrés au nom du gouvernement.

104. Les sous-inspecteurs établiront les extraits de revue portant décompte de la solde à la charge de l'administration de la guerre, comme ceux relatifs aux corps de troupes et officiers sans troupe, et ils les adresseront en trois expéditions aux commissaires ordonnateurs, lesquels en remettront la première expédition aux payeurs, avec leurs mandats de paiement définitifs imputables sur les crédits ouverts d'après l'article 101; au moyen de quoi les mandats provisoires prescrits aux articles 102 et 103 seront annulés. — Les payeurs consommeront les décomptes desdits extraits ainsi ordonnancés avec les parties prenantes; et les ordonnateurs en adresseront une expédition au directeur-ministre, en lui rendant compte, chaque trimestre, de l'emploi des crédits affectés à la solde des employés et charretiers des divers services.

105. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert, par trimestre, pour les dépenses de la solde à la charge de chaque masse. Ce compte sera la récapitulation des comptes particuliers et extraits de revue qui lui auront été adressés par les ordonnateurs en conséquence de l'article précédent.

SECTION V. — Paiement et régularisation de la dépense des équipages militaires en entreprise.

106. Lorsque les équipages militaires seront en entreprise, la solde accordée à l'entrepreneur pour l'entretien des chevaux et des voitures sera payée par à-compte tous les mois, dans les proportions déterminées par le marché de l'entrepreneur, en vertu d'ordonnances du directeur-ministre, ou d'après les ordonnances des commissaires ordonnateurs, imputables sur des crédits *ad hoc*.

107. Le commissaire ordonnateur en chef de chaque armée, et l'ordonnateur de chacune des divisions dans lesquelles lesdits équipages seront employés, adresseront au directeur-ministre, à l'époque du 30 du premier mois de chaque trimestre, chacun pour ce qui concernera son arrondissement, — 1° Le bordereau général de la solde due à l'entrepreneur d'après le décompte de liquidation des revues générales qu'ils auront reçues pour le trimestre précédent en conséquence de l'article 80, ensemble lesdites revues à l'appui; — 2° Le bordereau général des sommes dues à l'entrepreneur pour le même trimestre, pour tout autre motif que la solde affectée à l'entretien des équipages, ensemble les procès-verbaux et autres pièces justificatives à l'appui; — 3° Le bordereau général des sommes que l'entrepreneur pourrait devoir au gouvernement, pour quelque motif que ce soit, dont la dépense serait applicable audit trimestre, ensemble les procès-verbaux et autres pièces justificatives à l'appui; — 4° Le bordereau des avances de fonds ou valeurs représentatives que lesdits commissaires ordonnateurs auraient pu faire à l'entrepreneur ou à ses agens dans le cours du trimestre des revues. — Les commissaires ordonnateurs, à la même époque, remettront à l'entrepreneur une expédition de chacun desdits bordereaux.

108. L'entrepreneur des équipages établira par armée et par division, pour le trimestre expiré, le relevé général des sommes qui lui seront dues par le gouvernement, d'après les deux premiers bordereaux énoncés à l'article qui précède: il en déduira les sommes à lui imputer d'après le troisième bordereau, ensemble les paiemens d'avances qui lui auront été faits, et il adressera ce relevé en deux expéditions au directeur-ministre, dans le cours du second mois qui suivra le trimestre des revues.

109. Le ministre directeur fera vérifier dans ses bureaux le relevé général produit par l'entrepreneur, sur les bordereaux, revues et autres pièces justificatives, qui lui auront été adressées d'après l'article 107; et après s'être assuré de l'exactitude de ce relevé, il réglera définitivement la somme due à l'entrepreneur, et il lui expédiera les ordonnances de paiement du solde.

TITRE III. — *Des masses.*

SECTION 1^{re}. — Paiement des masses et indemnités payables à l'avance comme la solde.

110. Seront payées à l'effectif et à l'avance, de quinze jours en quinze jours, comme la solde, d'après les bases déterminées ci-après, — 1^o La masse du chauffage, lorsqu'elle ne sera pas fournie en nature; — 2^o La masse du ferrage pour les bataillons du train d'artillerie; — 3^o L'indemnité qui peut être accordée en remplacement des vivres de campagne; — 4^o La seconde portion de la masse générale.

111. Le paiement de chacune de ces masses et indemnités se fera ensuite d'états établis au 1^{er} et 16 de chaque mois, certifiés et quittancés par les conseils d'administration, visés et vérifiés par les sous-inspecteurs aux revues. — Ces états, conformes au modèle n^o 14, porteront décompte provisoire des sommes à payer pour quinze jours, et présenteront, savoir : — Pour la masse de chauffage, l'effectif des sous-officiers et soldats présens, en station, et ne recevant pas le chauffage en nature; — Pour la masse de ferrage des bataillons du train, l'effectif des chevaux de trait et haut-le-pied; — Pour l'indemnité de vivres, l'effectif des officiers, sous-officiers et soldats présens, ayant droit aux rations qu'elle représente, et ne les recevant pas en nature; — Pour la seconde portion de la masse générale, l'effectif des sous-officiers et soldats, ainsi que le nombre des hommes incorporés dans le cours des quinze derniers jours et celui des hommes désertés pendant le même temps.

112. La seconde portion de la masse générale devra toujours être payée en totalité dans les mains du conseil d'administration de chaque corps, sauf à lui à faire passer aux détachemens les sommes nécessaires pour les frais d'entretien dont ils pourront être chargés. — Au moyen de cette disposition, les états prescrits à l'article précédent, lorsqu'ils concerneront des détachemens s'administrant eux-mêmes, après avoir été vérifiés et arrêtés par les sous-inspecteurs, seront envoyés par les chefs de ces détachemens au conseil d'administration du corps : le conseil, après les avoir soumis au *visa* du sous-inspecteur ayant la police du corps, les présentera au payeur de la caisse duquel il tirera sa solde, pour le montant en être, par ce dernier, payé audit conseil et sur sa quittance provisoire au pied de chaque état.

113. La masse du chauffage sera payée d'après la fixation déterminée pour chaque arrondissement par le directeur-ministre, en raison du prix des combustibles.

114. Lorsque le chauffage sera fourni en nature, la comptabilité de ce service sera établie et réglée comme il sera prescrit pour les subsistances.

SECTION II. — Décompte et régularisation de la dépense des masses payables comme la solde.

115. Il sera fait, en triple expédition, des extraits de chaque revue générale des corps ou détachemens, pour servir à liquider et à régulariser la dépense des masses payables comme la solde, suivant les modèles n^o 15. — L'extrait relatif à la masse du chauffage offrira les journées de présence en station de tous les sous-officiers et soldats. — L'extrait concernant la masse de ferrage des bataillons du train présentera les journées des chevaux autres que ceux des officiers. — L'extrait concernant l'indemnité des vivres présentera les journées de présence en station des officiers, sous-officiers et

soldats y ayant droit. — L'extrait relatif à la seconde portion de la masse générale présentera toutes les journées diverses portées à la revue pour les sous-officiers et soldats, et, en outre, l'effectif des hommes incorporés pendant le trimestre de la revue, sans avoir été habillés, ni équipés aux frais du gouvernement, ainsi que le nombre des hommes désertés dans le cours du même trimestre, avec une addition de trois cent soixante-cinq journées pour chaque homme nouveau, et une déduction de cent quatre-vingt-deux journées pour chaque homme déserté. — Le sous-inspecteur appliquera sur ces divers extraits le décompte de liquidation de la dépense que chacun devra justifier. — Ce décompte sera établi sur la base des journées portées aux extraits, de manière à présenter par chaque journée, soit la fixation particulière, soit la trois-cent-soixante-cinquième partie de la fixation annuelle.

116. Après avoir arrêté les trois expéditions de chacun des extraits portant décompte, désignés à l'article précédent, le sous-inspecteur les adressera au payeur comme il est prescrit article 93. — Néanmoins et en conséquence de l'article 112, lorsque ceux de ces extraits qui seront applicables à la masse générale, concerneront des détachemens s'administrant eux-mêmes, les trois expéditions en seront adressées par le sous-inspecteur qui les aura formées, au sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil d'administration du corps; et ce dernier sous-inspecteur, après les avoir visés, les transmettra au payeur du même arrondissement.

117. Aussitôt la réception desdits extraits, le payeur établira à la suite de chaque expédition, consommera et signera contradictoirement avec le conseil d'administration du corps ou le chef du détachement, ainsi qu'il est prescrit pour la solde, le décompte définitif des paiemens des masses ou indemnités qui en seront l'objet. Les acquits provisoires mentionnés aux articles 111 et 112 seront imputés dans ce décompte, et donnés pour comptant au corps. Après cette opération terminée, une expédition de chaque extrait sera remise au corps; une autre restera au payeur, et la troisième sera renvoyée, par ce dernier, au sous-inspecteur, lequel la fera passer à l'inspecteur de la division, avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre de la revue.

118. Les inspecteurs réuniront, chacun pour sa division, les extraits de revue qu'ils auront reçus d'après l'article précédent; ils en formeront des bordereaux généraux par trimestre (modèle n° 15 *bis*), qu'ils adresseront au directeur-ministre, du 10 au 20 du second mois qui suivra le trimestre des revues, avec les extraits à l'appui.

119. Le ministre-directeur fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert, par trimestre, pour la dépense de chacune des masses payables comme la solde. Ce compte sera formé d'après les bordereaux et extraits qui lui auront été envoyés, et servira, avec l'état prescrit par l'article 221 à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

SECTION III. — Paiement du supplément d'étape.

120. Le supplément d'étape aux troupes en marche dans l'intérieur sera payé à l'avance comme la solde, et par préférence à toute autre dépense. — Ce supplément sera payé, pour toutes les journées de marche et de séjour, depuis et compris le jour du départ jusqu'à celui de l'arrivée à destination inclusivement. — Néanmoins il ne sera point payé pour un mouvement de troupe qui n'exigerait qu'un jour de marche, bien que ce mouvement eût pour objet un changement de destination. — Hors le cas de changement de destination, il ne sera pas payé plus pour un mouvement de troupe qui n'exigerait que deux jours de marche, c'est-à-dire à une troupe qui sortirait du lieu de son cantonnement pour y rentrer le lendemain. — Les rations de vi-

vres et fourrages doivent être fournies par les préposés à la subsistance des troupes en marche, pour tous les jours où le supplément d'étape est payé. — Les corps et détachemens ont seuls droit au traitement d'étape. Pour former un détachement, il faut être au moins six hommes réunis du même corps. — Les troupes en marche dans la circonscription d'une armée ne peuvent prétendre au traitement d'étape, si elles font partie de ladite armée. — L'indemnité accordée aux officiers de troupe à pied âgés de plus de cinquante ans, lorsqu'ils voyagent dans l'intérieur avec leurs corps ou détachemens, sera considérée comme supplément d'étape, et payée sur les mêmes pièces et pour les mêmes jours.

121. Lorsqu'une troupe devra se mettre en marche dans l'intérieur, la veille de son départ le conseil d'administration établira, d'après la revue d'effectif qui en aura été faite et transcrite sur la feuille de route le même jour (suivant l'article 34), l'état des sommes qui devront lui être avancées pour supplément d'étape, jusqu'au plus prochain lieu de son passage, dans lequel résideront à la fois un commissaire des guerres et un payeur. Cet état sera conforme au modèle n° 16. Le commissaire des guerres, après l'avoir vérifié sur la revue de départ, y portera son mandat de paiement. — La somme portée à ce mandat sera de suite comptée par le payeur au conseil d'administration, qui en donnera son acquit provisoire au bas de la pièce.

122. Les mêmes formalités seront observées pour les avances dont le corps aura besoin pendant sa route, à chaque lieu de passage qui sera en même temps la résidence d'un commissaire des guerres et d'un payeur. En cas d'absence du commissaire des guerres, il sera remplacé par le commandant d'armes, et, à défaut de celui-ci, par le préfet ou sous-préfet. — Chacun des états sur lesquels sera établi le décompte de ces avances aura pour base la dernière revue de route, et les mutations survenues depuis le dernier paiement.

123. Chaque fois qu'un payeur fera une avance pour supplément d'étape, il sera tenu de la mentionner tant sur la feuille de route, que sur le livret de solde du corps ou détachement qui la recevra.

124. Les acquits provisoires du supplément d'étape qui auront été donnés en conséquence des articles 121 et 122, seront envoyés au payeur dans l'arrondissement duquel devra se rendre le corps, pour lui être rendus comme nuls, après que le montant en aura été précompté ou imputé sur le décompte du supplément d'étape, ainsi qu'il sera dit à l'article 126.

SECTION IV. — Décompte et régularisation de la dépense du supplément d'étape.

125. Il sera formé un extrait de chaque revue générale, pour constater les journées de route, et servir au décompte et à la régularisation de la dépense du supplément d'étape. — Cet extrait, conforme au modèle n° 17, présentera par grade les journées de présence en route dans l'intérieur, des officiers, sous-officiers et soldats qui auront voyagé en corps ou détachement. Le sous-inspecteur y portera le décompte de liquidation des sommes dues pour raison desdites journées; et, après l'avoir arrêté en triple expédition, il l'adressera au payeur, comme il est prescrit article 93.

126. Aussitôt la réception dudit extrait, le payeur établira à la suite, consommer et signera avec le conseil d'administration, le décompte définitif du supplément d'étape. Il imputera dans ce décompte toutes les avances qui auront été faites au corps, d'après les articles 121 et 122; à l'effet de quoi, communication lui sera donnée par le conseil, du livret de solde et des feuilles de route sur lesquels ces avances auront été mentionnées en exécution de l'article 123. — Les extraits recevront ensuite les destinations prescrites par les articles 117 et 118.

127. Le ministre-directeur fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre pour le supplément d'étape. — Ce compte sera formé d'après les bordereaux et extraits de revue, dont une expédition doit être envoyée au directeur-ministre, en conséquence du dernier paragraphe de l'article précédent. Il servira à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

SECTION V. — Paiement, décompte et régularisation des indemnités de route aux militaires isolés.

128. Les indemnités de route aux officiers, sous-officiers et soldats voyageant isolément, continueront d'être payées sur coupons délivrés par les commissaires des guerres, dans toutes les dispositions indiquées par les réglemens.

129. Les coupons acquittés de ces indemnités ne seront point considérés comme acquits définitifs dans les mains des payeurs.

130. Il est enjoint aux commissaires des guerres et aux payeurs de mentionner exactement sur les feuilles de route des militaires isolés, les coupons et les sommes qu'ils leur auront délivrés pour indemnités de route. Cette double mention servira aux corps pour les retenues à exercer sur lesdits militaires, lorsqu'ils auront rejoint, pour raison des indemnités de route qu'ils auraient touchées sans y avoir droit; au moyen de quoi, les conseils d'administration ne pourront refuser les effets d'imputation dont la retenue devra être faite aux militaires qui auront marché isolément, à moins qu'il ne soit justifié que ces militaires n'auraient pas rejoint, et en même temps qu'il ne resterait rien à leur masse de linge et chaussure.

131. Les avances qui pourraient être faites en route aux militaires isolés, pour objet de chaussure, seront considérées comme indemnités de route payées à des hommes qui n'y avaient pas droit, en égard à leur position. Elles seront conséquemment mentionnées sur les feuilles de route, retenues et imputées comme il est dit à l'article précédent.

132. Il ne sera fourni aux militaires voyageant isolément aucun effet, de quelque nature qu'il puisse être, que par les ordres des commissaires des guerres; ces ordres ne seront délivrés qu'en faveur des militaires porteurs de cartouches en bonne forme, sur lesquelles les fournitures d'effets seront exactement mentionnées par lesdits commissaires des guerres. — Les hommes qui se seraient écartés de l'itinéraire tracé par leurs feuilles de route, ne pourront y prétendre.

133. Le payeur de chaque division réunira, à l'expiration de chaque trimestre, tous les coupons d'indemnités de route et les bons d'avances pour effets de linge et chaussure, qui auront été légalement acquittés pendant le trimestre, tant par lui que par ses préposés et les divers receveurs en exercice dans la division; il en formera un bordereau général, suivant le modèle n° 18, lequel sera divisé en deux chapitres, l'un pour les articles dont la dépense devra rester à la charge du gouvernement, l'autre pour les articles dont la dépense devra être supportée par les militaires qui en auront touché le montant. — Il établira en même temps, pour les articles compris au dernier chapitre, des feuilles de retenue ou d'imputation par corps, suivant le modèle n° 19. — Ce bordereau général sera soumis en double expédition, avec les feuilles de retenue et les pièces à l'appui, au commissaire ordonnateur, lequel en fera la vérification, tant sur les pièces que sur les relevés des registres des commissaires des guerres. Après s'être assuré de son exactitude, le commissaire ordonnateur arrêtera ledit bordereau, et en remettra une expédition au payeur, pour valoir dans les mains de ce dernier, comme

pièce de dépense régulière et définitive ; il enverra l'autre expédition au directeur-ministre , dans le cours du mois qui suivra le trimestre , avec les feuilles de retenue visées par lui , et les pièces à l'appui de ces feuilles. — Quant aux coupons ou pièces à l'appui du premier chapitre dudit bordereau , ils seront timbrés de la griffe d'annulation de l'ordonnateur , et ils resteront en dépôt dans ses archives jusqu'à la régularisation définitive de la dépense , après quoi ils seront brûlés.

134. Le directeur-ministre adressera les feuilles de retenue qu'il aura reçues , d'après l'article précédent , avec les pièces à l'appui , aux inspecteurs aux revues : ces inspecteurs seront chargés d'en faire effectuer l'imputation par les sous-inspecteurs sur les décomptes de liquidation de la solde des corps que ces feuilles concerneront respectivement , et de les faire remettre à ces corps en même temps que les extraits de revue sur les décomptes desquels l'imputation aura eu lieu , afin de mettre les corps dans le cas d'exercer la retenue des dépenses qui en seront l'objet , sur la solde des militaires qui en auront profité.

135. Dans le cas où quelques uns des bons ou coupons imputés et remis aux corps , à l'appui des feuilles de retenue , en exécution de l'article précédent , seraient susceptibles d'être refusés , soit parce qu'ils concerneraient des militaires étrangers auxdits corps , soit parce que la dépense en devrait être supportée par le gouvernement , le conseil d'administration du corps qui en aura supporté l'imputation , en formera un bordereau suivant le modèle n° 20 , après avoir consigné sur chaque pièce les motifs de son refus. Ce bordereau , avec les pièces à l'appui , sera soumis en double expédition au sous-inspecteur , lequel vérifiera les motifs de rejet , et , s'il les trouve légitimes , arrêtera les deux expéditions du bordereau , adressera la première , avec les pièces à l'appui , à l'inspecteur , pour être transmise , ainsi que lesdites pièces , au directeur-ministre , et conservera la seconde , pour en porter le montant au crédit du corps dans la prochaine revue. — Le directeur-ministre ordonnera , s'il y a lieu , le remboursement par qui de droit , des dépenses illégales.

136. Le directeur-ministre fera tenir , dans ses bureaux , un compte ouvert par trimestre , des dépenses d'indemnités de route à la charge de la masse des étapes : ce compte sera la récapitulation des bordereaux que le directeur-ministre aura reçus d'après l'article 133. Il servira de base à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

SECTION VI. — Décompte et paiement des indemnités de logement et de fourrages.

137. Le directeur-ministre ouvrira aux commissaires ordonnateurs , chaque trimestre , les crédits présumés nécessaires pour la dépense des indemnités de logement et de fourrages.

138. Il sera formé des extraits de revue pour servir au paiement et à la régularisation des indemnités mentionnées au précédent article. Ces extraits , conformes au modèle n° 21 , seront collectifs pour les corps ou détachemens ; ils seront collectifs et nominatifs pour les officiers sans troupe et employés militaires.

139. L'extrait relatif à l'indemnité de logement présentera , par grade , les journées de présence en garnison ou cantonnement , 1° des officiers logés chez l'habitant à leurs frais ; 2° de ceux logés dans les bâtimens militaires non meublés.

140. Les officiers du génie et les commissaires des guerres , chacun pour ce qui le concerné , fourniront aux sous-inspecteurs , sur leurs demandes , l'état des officiers logés dans les bâtimens militaires non meublés.

141. L'extrait relatif à l'indemnité de fourrages présentera, par grade, à l'égard des officiers ayant droit à cette indemnité, le nombre des journées pour lesquelles elle devra être payée.

142. Le sous-inspecteur appliquera sur chacun des extraits relatifs aux indemnités de logement et de fourrages, le décompte de liquidation des sommes à payer pour l'indemnité qui en sera l'objet, d'après le nombre des journées qui y seront constatées pour chaque grade; et après avoir arrêté l'extrait en deux expéditions, il en fera l'envoi au commissaire ordonnateur avant le 20 du mois qui suivra le trimestre de la revue.

143. Le commissaire ordonnateur, après avoir vérifié le décompte, ordonnera le paiement des sommes qui en seront l'objet, sur les crédits ouverts d'après l'article 137; et avant le 25 du même mois, il adressera au payeur divisionnaire la première expédition de l'extrait ainsi ordonnancé.

144. Le montant de chacun des décomptes d'indemnités de fourrages et de logement, ordonnancé comme il est dit à l'article qui précède, sera payé avant le 30 du mois qui suivra le trimestre, savoir, pour les corps, dans les mains des conseils d'administration, qui en donneront leur acquit définitif ensuite du mandat de paiement au pied de l'extrait de revue; et pour les officiers sans troupe et employés militaires, dans les mains des parties intéressées, lesquelles en donneront leurs acquits définitifs et individuels.

145. Lorsque les extraits portant décompte d'indemnité de logement et fourrages concerneront une revue faite à l'occasion du départ d'un corps ou détachement, ils devront être envoyés au commissaire ordonnateur, dans le délai de cinq jours, à compter de ce départ, ordonnancés par le commissaire ordonnateur, et remis au payeur dans les cinq jours suivans, pour le montant en être payé sans retard.

146. Lorsqu'un officier sans troupe ou employé militaire changera de division, le payeur ou son préposé, en vertu des états prescrits à l'article 71, sera tenu de lui payer, par forme d'avance, sur acquit définitif et sur la seule représentation de son ordre de départ et de son livret de solde, le montant de ce qui lui sera dû pour indemnité de logement et fourrages jusqu'au jour exclu de son départ du lieu de sa résidence. — Le payeur fera mention de ce paiement sur les états précités, avant le renvoi qu'il en devra faire au sous-inspecteur, en exécution de l'article 90.

147. Les payeurs feront connaître aux commissaires ordonnateurs les articles des extraits relatifs aux officiers sans troupe et employés militaires dont ils auront payé le montant du décompte, en vertu de l'article précédent. Les commissaires ordonnateurs les ordonnanceront, par préférence à tout autre, sur les crédits ouverts d'après l'article 137, et en remettront les mandats de paiement aux payeurs, pour valoir dans leurs mains, avec les acquits y applicables, comme pièces de dépense régulières et définitives.

148. Dans les cas où, le 30 du second mois, des mandats de paiement relatifs aux indemnités de logement et fourrages n'auraient point été acquittés à défaut de réclamation de la part des parties intéressées, le payeur renverra au commissaire ordonnateur les extraits de revue, à la suite desquels ces mandats seront écrits. — Le commissaire ordonnateur en formera un relevé, pour être adressé au directeur-ministre; il annulera les mandats de paiement tant sur lesdits extraits que sur son registre, et il renverra ces extraits à l'inspecteur ou sous-inspecteur.

149. A l'époque du 10 du troisième mois de chaque trimestre, le commissaire ordonnateur rendra compte (modèle n° 22) au directeur-ministre, de l'emploi des crédits qui lui auront été ouverts pour les indemnités du tri-

mestre précédent : il lui adressera un compte particulier pour chaque indemnité ; et il joindra à l'appui une expédition de chaque extrait ordonnancé dont le mandat de paiement n'aura pas été annulé, ainsi que le relevé prescrit à l'article précédent.

150. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre pour la dépense de chacune des indemnités de logement et fourrages : ce compte sera la récapitulation de ceux prescrits au précédent article.

SECTION VII. — Subsistances en nature.

151. La comptabilité des subsistances, comme celle de toutes les dépenses justifiées par les revues, sera réglée par trimestre.

SECTION VIII. — Vivres et fourrages en station.

152. La distribution des vivres et fourrages aux troupes et autres parties prenantes y ayant droit en station, sera faite d'après les réglemens arrêtés par le ministre-directeur de l'administration de la guerre.—Les bons délivrés à chaque distribution seront totalisés par place, le dernier jour de chaque mois, ou la veille du départ de la troupe.—La totalisation sera faite chez le commissaire des guerres, et en sa présence, au pied d'un état (conforme au modèle n° 22 *bis*) préalablement établi par le garde-magasin, qui présentera le relevé des bons particuliers. Elle sera signée, pour les corps, par le quartier-maître et par un membre du conseil d'administration ; pour les détachemens, elle sera signée par le chef de chaque détachement ; et pour les parties prenantes isolées, par chaque partie prenante. Le commissaire des guerres la visera, après vérification sur les bons particuliers, qu'il annulera, et qu'il conservera jusqu'à liquidation définitive, après laquelle ils seront brûlés.—Le commissaire des guerres absent sera suppléé par le maire, lequel, à défaut de cachet d'annulation, bâtonnera les bons particuliers.

153. Les commissaires des guerres tiendront registre, suivant le modèle n° 23, des totalisations qu'ils auront visées en exécution de l'article précédent ; et, le 1^{er} de chaque mois pour le mois précédent, ils en adresseront un relevé aux commissaires ordonnateurs, et un au ministre-directeur.

154. Les maires tiendront également registre des totalisations qu'ils auront visées en exécution de l'article 152, et ils en adresseront les relevés en double expédition, à l'époque du 1^{er} de chaque mois pour le mois précédent, aux commissaires des guerres, qui les viseront et les transmettront de suite au directeur-ministre, et aux commissaires ordonnateurs.

155. Tous les bons constatant les totalisations faites dans la même division, d'après l'article 152, qui concerneront le même corps, seront réunis, dans les premiers jours de chaque trimestre, pour le trimestre expiré, par le préposé du service qui sera le plus rapproché du conseil d'administration ou du chef des détachemens.

156. Il sera formé des extraits de chaque revue pour servir au décompte et à la justification des fournitures de vivres et fourrages en station, suivant les modèles n°s 24 et 25.—Si les vivres se composent de plusieurs espèces de denrées, telles que pain, viande, légumes secs, vinaigre, etc., il y aura autant d'extraits de revue que d'espèces de denrées.

157. Chaque extrait de revue relatif aux vivres, présentera, par grade pour les officiers, et en somme pour les sous-officiers et soldats,—1° Les journées de présence en station ;—2° Les journées à déduire, pendant lesquelles les vivres, pour quelque motif que ce soit, n'auront pas été fournis des magasins

du munitionnaire ;—3° Les journées sur lesquelles devra être basée la fourniture du munitionnaire ;—4° Le décompte de liquidation des rations dues d'après ces dernières journées.—L'extrait relatif aux vivres pour la gendarmerie constatera seulement les journées de présence en station pour service extraordinaire hors du département où résidera la compagnie.—Les officiers ne seront employés aux extraits de revue établis pour les vivres, que lorsqu'ils y auront droit.

158. L'extrait relatif aux fourrages, que prescrit l'article 156, devra présenter,—1° Les journées des chevaux en station pour lesquelles la ration journalière sera due ;—2° Les journées à déduire, comme il est dit ci-dessus ;—3° Les journées sur lesquelles devra être basée la fourniture faite par l'entrepreneur ;—4° Le décompte de liquidation des rations dues d'après ces dernières journées.—Cet extrait, pour la gendarmerie, constatera seulement les journées de présence en station hors de son département pour un service extraordinaire.

159. Avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de chaque revue, le sous-inspecteur adressera trois expéditions des extraits prescrits par l'article 156, au commissaire des guerres dans l'arrondissement duquel le conseil d'administration du corps ou le chef du détachement se trouvera.

160. Aussitôt la réception desdits extraits, le commissaire des guerres se réunira avec le conseil d'administration ou le chef du détachement et le préposé du service, pour régler le décompte des rations fournies, au pied de chaque extrait.—Ce décompte final sera établi, pour chaque service, d'après les bons de totalisation qui auront été réunis en conséquence de l'article 155. Quel que soit le nombre des rations distribuées d'après ces bons, le décompte final, dans aucun cas, ne pourra être arrêté pour une quantité de rations supérieure à celle constatée par l'extrait de revue ; et le conseil d'administration tiendra compte au préposé de l'excédant de distribution.—Mais lorsque les rations distribuées seront inférieures en nombre aux rations constatées par l'extrait de revue, le décompte final sera arrêté seulement pour les rations distribuées.—Ce décompte sera signé, sur les trois expéditions de l'extrait, par le conseil d'administration et par le préposé du service. Il sera visé par le commissaire des guerres, qui, dans la même séance, et en présence des parties intéressées, apposera le cachet d'annulation sur les bons de totalisation, lesquels auront été imputés audit décompte.—Le commissaire des guerres conservera ces bons avec la première expédition de l'extrait au bas duquel sera le décompte définitif. La seconde expédition du même extrait restera au préposé, et la troisième au corps.

161. Lorsque les extraits concerneront une revue faite à l'occasion du départ d'une troupe, ils seront envoyés au commissaire des guerres dans les cinq jours, et les décomptes définitifs en seront réglés et arrêtés dans les dix jours qui suivront le départ de la troupe.

162. Les décomptes définitifs des subsistances pour les parties prenantes isolées seront arrêtés individuellement, d'après les règles prescrites par l'article 160, signés par les préposés et les parties intéressées, et visés par les commissaires des guerres.—Les extraits qui devront servir de base à ces décomptes définitifs, seront nominatifs et collectifs pour toutes les parties qui tireront leurs subsistances du même magasin.

163. A l'égard des officiers sans troupe ou employés militaires qui quitteront une armée pour passer à une autre destination, ils devront, sous leur responsabilité, régler avec les préposés, la veille de leur départ, les décomptes définitifs des rations qu'ils auront légalement reçues pendant le tri-

mestre jusqu'audit jour, et le soumettre de suite au *visa* du commissaire des guerres.

164. Nul décompte final de subsistances, hors le cas de départ prévu par l'article précédent, ne peut être arrêté que sur un extrait de revue; nulle fourniture non justifiée par un décompte final ne peut être employée au bordereau général dont il sera parlé ci-après : au moyen de quoi, lorsqu'une troupe ou autre partie prenante ayant droit aux rations, aura reçu des vivres ou fourrages des magasins militaires, et que l'extrait de sa revue n'aura pas été envoyé comme il est prescrit à l'article 159, le fonctionnaire qui aura omis d'en faire l'envoi sera personnellement responsable de sa fourniture, à moins qu'il ne justifie de ses motifs d'empêchement au directeur-ministre.

165. Avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre de la revue, la première expédition de l'extrait et du décompte, avec les bons de totalisation, sera envoyée par le commissaire des guerres au commissaire ordonnateur.—De son côté, le préposé adressera au chef divisionnaire du service l'expédition qui lui sera restée de l'extrait et du décompte.

166. Le chef du service, après avoir réuni tous les extraits et décomptes de la division, en formera un bordereau général suivant le modèle n° 26, et le remettra en trois expéditions au commissaire ordonnateur, avant le 20 du second mois.—Les fournitures faites aux prisonniers de guerre étrangers seront l'objet de bordereaux particuliers et distincts pour chaque puissance.

167. Le commissaire ordonnateur, après avoir vérifié le bordereau général sur les extraits de revue, les décomptes et les bons qui lui auront été envoyés en exécution de l'article 165, et ensuite de la vérification préalable des bons sur les relevés qu'il aura reçus d'après les articles 153 et 154, mettra son arrêté au pied des expéditions; et, avant le 30 du second mois, il adressera la première expédition, avec les extraits et décomptes à l'appui, au ministre-directeur (bureaux des vivres et des fourrages) : il remettra la seconde au chef du service, qui la transmettra de suite à l'entrepreneur général, avec les extraits et décomptes qu'il aura reçus d'après l'article 165; la troisième expédition, avec les bons annulés, restera au commissaire ordonnateur.

168. L'entrepreneur général, aussitôt la réception des pièces qui lui auront été adressées d'après l'article précédent, établira le relevé général de ses fournitures dans toute l'étendue de l'arrondissement qui lui sera confié. Ce relevé sera formé par division et par corps, suivant le modèle n° 27 : l'entrepreneur devra l'adresser en double expédition, au directeur-ministre, dans le cours du troisième mois qui suivra le trimestre des fournitures, avec les bordereaux, extraits et décomptes qu'il aura reçus d'après l'article 165.

169. Le directeur - ministre fera vérifier, dans ses bureaux, le relevé général de l'entrepreneur, sur les bordereaux par division, les extraits et les décomptes qui lui auront été adressés en conformité de l'article 167; et après s'être assuré de l'exactitude de ce relevé général, il arrêtera définitivement la somme qui devra être allouée à l'entrepreneur général pour le prix de ses fournitures.—Il réglera également les avances imputables en recette, et il expédiera les ordonnances du solde.

SECTION IX. — Vivres et fourrages par étape.

170. Les fournitures de vivres et de fourrages aux troupes en marche dans l'intérieur, depuis et compris le jour du départ jusqu'au jour de l'arrivée

inclusivement, seront faites sur les mandats des commissaires des guerres, ainsi qu'il est prescrit par les réglemens du directeur-ministre, et sauf les cas d'exception prévus par l'article 120 du présent décret.

171. Il sera formé des extraits de chaque revue, pour servir à la justification des fournitures de vivres et de fourrages en route dans l'intérieur, suivant les modèles nos 28 et 29.—L'extrait relatif aux vivres présentera les journées de présence en route, des sous-officiers et soldats ayant voyagé en corps ou détachement, et le décompte de liquidation des rations dues en conséquence desdites journées. Si cet extrait concerne la gendarmerie, il offrira les journées des sous-officiers et gendarmes en route hors de leur département pour service extraordinaire. — L'extrait relatif aux fourrages offrira les journées de présence en route, des chevaux pour lesquels les rations seront dues dans cette position, et le décompte de liquidation des rations dues en conséquence desdites journées.

172. Le sous-inspecteur arrêtera trois expéditions de chacun des extraits prescrits à l'article précédent; et avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de la revue, il adressera la première au commissaire ordonnateur, la seconde au chef du service, et la troisième au corps.

173. Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, le chef divisionnaire de chaque service recueillera les mandats acquittés des fournitures qui auront été faites dans la division par les préposés sous ses ordres, pendant le trimestre précédent; il en formera un bordereau général conforme au modèle n° 30, qu'il soumettra en triple expédition au commissaire ordonnateur, avec les bordereaux par place et les mandats à l'appui, avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre.—Il sera fait des bordereaux distincts pour les prisonniers de guerre de chaque puissance.

174. Le commissaire ordonnateur vérifiera ces bordereaux généraux, tant sur les mandats et bordereaux de place, que sur les extraits des registres des mandats des commissaires des guerres: après s'être assuré de leur exactitude, il portera son arrêté au pied de chaque expédition; et avant le 30 du second mois qui suivra le trimestre des fournitures, il adressera la première expédition au directeur-ministre, avec les bordereaux de place (modèle n° 30 *bis*) et les extraits de revue qu'il aura reçus d'après l'article 172. Il remettra la seconde au chef du service, lequel la fera passer de suite à l'entrepreneur général, avec les extraits de revue qui lui auront été adressés en conformité du même article 172. Le commissaire ordonnateur conservera la troisième expédition du bordereau général, avec les mandats annulés, pour y recourir au besoin.

175. L'entrepreneur général formera, d'après les bordereaux et les extraits de revue qui lui auront été envoyés en conséquence de l'article précédent, le relevé général des fournitures faites par étape pendant le trimestre des revues. Ce relevé sera établi par corps et par division, suivant le modèle ci-joint, n° 31, de manière qu'il présentera les différences qui pourront se trouver entre les rations distribuées et les rations constatées par les extraits de revue.—L'entrepreneur général l'adressera en deux expéditions au directeur-ministre, dans le cours du second mois qui suivra le trimestre des fournitures, et il joindra les bordereaux et extraits de revue à l'appui.

176. Le directeur-ministre fera vérifier ce relevé général sur les bordereaux par division, les bordereaux par place et les extraits de revue qui lui auront été adressés suivant l'article 174, même, au besoin, sur les relevés des registres des mandats des commissaires des guerres; et après s'être assuré de l'exactitude dudit relevé général, il en arrêtera la dépense, réglera et ordonnancera la solde de l'entrepreneur, comme il est dit article 169.

177. Toutes les fournitures comprises audit relevé général, qui auront été légalement constatées, seront allouées à l'entrepreneur ; mais dans le cas où elles excéderaient , pour quelque corps, les quotités dues d'après les extraits de revue , l'excédant sera remboursé par ces corps au moyen d'une retenue exercée sur leur solde, au profit du gouvernement et à la diligence du directeur-ministre.

SECTION X. — Première portion de la masse générale (1).

178. Les fournitures relatives à la première portion de la masse générale, lorsque la totalité de la masse ne devra pas être payée en argent, seront basées sur l'effectif des sous-officiers et soldats, pour ce qui concerne l'entretien et le renouvellement de l'habillement ; et en outre sur l'effectif des hommes de recrue et le nombre des déserteurs, pour ce qui concerne la première mise.

179. Il sera fait (suivant le modèle n° 32), pour servir au décompte et à la justification des fournitures d'habillement , un extrait de chaque revue générale, lequel présentera la récapitulation de toutes les journées diverses des sous-officiers et soldats , et en outre l'effectif des hommes incorporés pendant le trimestre de la revue sans avoir été préalablement habillés aux frais du gouvernement , ainsi que le nombre des hommes désertés dans le cours du même trimestre, avec une addition de trois cent soixante-cinq journées pour chaque homme nouveau , et une déduction de cent quatre-vingt-deux journées pour chaque homme déserté.

180. Le sous-inspecteur fera deux expéditions de chacun des extraits prescrits par l'article précédent , et il appliquera sur chacun le décompte de liquidation des effets d'habillement à la charge de la première portion de la masse générale, en observant d'y mentionner les fractions.—Ce décompte sera établi de manière à présenter les fournitures qui, d'après le tarif de la durée de chaque objet, devront être faites pour raison de toutes les journées portées à l'extrait, en calculant, par exemple, que l'habit, dont la durée est fixée à deux ans, devra être fourni pour sept cent trente journées.—Le sous-inspecteur, après avoir arrêté le décompte au pied des deux expéditions de chaque extrait, les transmettra au commissaire ordonnateur, avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de la revue.

181. Le commissaire ordonnateur, après avoir vérifié les décomptes, portera son arrêté au pied de chaque expédition de l'extrait , et le 10 du second mois, il adressera la première expédition au ministre-directeur (bureau de l'habillement), et la seconde au conseil d'administration du corps, encore même que l'extrait ne concernerait qu'un détachement.

182. Le directeur-ministre fera réunir dans ses bureaux, par exercice, les divers extraits de revue relatifs à l'habillement du même corps ; et, dans le cours du second mois qui suivra chaque exercice , il expédiera les autorisations nécessaires pour les fournitures, qui, d'après lesdits extraits, seront dues pour l'exercice expiré, lesquelles fournitures devront toujours être faites en totalité au conseil d'administration du corps chargé d'en faire exécuter les confections.

183. Le paiement de ces fournitures sera fait sur les mandats de chaque corps, ordonnancés par le directeur-ministre, conformément à ce qui est prescrit par l'arrêté du 9 thermidor an 8.

184. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert

(1) Voyez, sur le mode de paiement des masses de l'armée, le décret du 16 mai 1810, et celui du 28 août suivant.

par corps et par exercice, des fournitures d'habillement qui seront faites d'après l'article précédent à la charge de la masse générale, et des dépenses en deniers qui en résulteront.

SECTION XI. — Dépense de journées de traitement dans les hôpitaux.

185. La dépense des journées de traitement des militaires admis dans les hôpitaux civils et militaires sera en totalité à la charge de la masse des hôpitaux.—Au moyen de cette disposition, les feuilles de retenue qui s'expédiaient sur la solde, pour raison desdites journées, n'auront plus lieu.

186. Le ministre-directeur ouvrira aux commissaires ordonnateurs les crédits présumés nécessaires pour les à-comptes qu'il jugera convenable de faire payer par forme d'avances, dans le cours de chaque trimestre, sur la dépense des journées de traitement des militaires admis dans les hôpitaux civils et militaires.

187. Les administrateurs de chaque hôpital civil ou militaire ouvriront, le premier de chaque mois, un état du mouvement journalier des militaires traités audit hôpital. Cet état, conforme au modèle n° 33, sera clos et certifié par lesdits administrateurs, le 30 du même mois; il présentera, pour chaque jour du mois, et en totalité pour le mois, le nombre des journées de traitement. Les administrateurs le soumettront au commissaire des guerres ayant la police de l'hôpital, qui le vérifiera, l'arrêtera, et en fera l'envoi au commissaire ordonnateur le premier du mois suivant.—Le commissaire des guerres, en cas d'absence, sera suppléé par le sous-préfet ou le maire.

188. Aussitôt la réception de l'état de mouvement que prescrit le précédent article, le commissaire ordonnateur établira, au pied dudit état, le décompte provisoire de la dépense des journées y portées, d'après la fixation déterminée pour chaque journée par le directeur-ministre; et il expédiera au profit de l'hospice un mandat de paiement pour une somme dont la proportion sera réglée par les instructions du directeur-ministre, laquelle sera imputable sur le crédit ouvert à l'ordonnateur d'après l'article 186, et sera considérée comme à-bon-compte sur la dépense des journées de traitement du trimestre.

189. Dans les dix premiers jours de chaque mois, les commissaires ordonnateurs adresseront au directeur-ministre (bureau des hôpitaux), le relevé général conforme au modèle n° 34, des états de mouvemens journaliers des hôpitaux de leur arrondissement respectif, qui leur auront été fournis en exécution de l'article 187, et qui auront dû servir de base à leurs ordonnances d'à-compte. Ce relevé présentera, par hôpital, le nombre total des journées, le montant du décompte provisoire, et la somme ordonnancée.

190. A l'expiration de chaque trimestre, les administrateurs de chaque hôpital civil ou militaire dresseront, dans la forme du modèle n° 35, l'état des militaires qui auront été traités audit hôpital, pendant le trimestre. Cet état présentera la désignation des corps, bataillons ou escadrons et compagnies, les noms, prénoms, grades des militaires, l'époque de leur entrée à l'hôpital, celle de la sortie ou de la mort des individus qui ne s'y trouveraient plus au dernier jour du trimestre, le nombre des journées de traitement de chaque militaire, applicables au même trimestre, et le décompte de la dépense à allouer à l'hôpital pour raison desdites journées, d'après la fixation déterminée par le ministre-directeur. Les militaires appartenant au même corps y seront inscrits à la suite immédiate les uns des autres, par rang de grades, et les corps par ordre de numéros pour chaque arme. Ledit état, certifié par les administrateurs de l'hôpital, sera soumis, avec les billets d'entrée

et de sortie, et les extraits mortuaires à l'appui, au commissaire des guerres, qui le vérifiera, l'arrêtera, et en fera l'envoi au commissaire ordonnateur, dans les dix premiers jours du mois qui suivra le trimestre.

191. Les commissaires ordonnateurs, après avoir vérifié sur pièces les états de journées qu'ils auront reçus en conséquence de l'article précédent, et s'être assurés de leur exactitude, établiront, au pied de chaque état, le décompte des paiemens ordonnancés par forme d'à-bon-compte; et après avoir arrêté ce compte, ils adresseront lesdits états au directeur-ministre (bureau des hôpitaux), en y joignant, chacun pour ce qui le concerne, un relevé général qui en sera la récapitulation, suivant le modèle n° 36. — Les billets d'entrée et de sortie, ainsi que les extraits, seront annulés, et resteront déposés dans les archives des commissaires ordonnateurs jusqu'à la liquidation définitive, après laquelle ils seront brûlés.

192. Les conseils d'administration des corps et les corps des détachemens s'administrant eux-mêmes, feront dresser, certifieront véritable, et remettront aux sous-inspecteurs, à l'époque des revues générales, un état, pour chaque corps ou détachement, de tous les militaires qui auront été traités aux hôpitaux pendant le trimestre des revues. Cet état, conforme au modèle n° 37, indiquera les noms, prénoms, grades, bataillons ou escadrons et compagnies desdits militaires, la désignation des hôpitaux dans lesquels ils auront été traités, l'époque de l'entrée à l'hôpital de chaque individu, et celle de sa sortie si elle a eu lieu. Tous les hommes qui auront été traités au même hôpital, y seront portés par rang de grade, immédiatement à la suite les uns des autres. Dans les quinze premiers jours du mois qui suivra le trimestre, le sous-inspecteur, après l'avoir vérifié sur ses contrôles, adressera cet état à l'inspecteur de la division, lequel devra le transmettre au directeur-ministre (bureau des hôpitaux), à l'époque du 20 du même mois. — Dans le cas où les économes des hôpitaux, pour les états qu'ils doivent former d'après l'article 15, auraient annoncé à un corps, comme lui appartenant, des individus qui lui seraient étrangers, le conseil d'administration de ce corps aura soin d'indiquer, dans un chapitre particulier, à la suite de l'état que prescrit le présent article, les noms, prénoms et grades desdits individus, ainsi que la désignation des hôpitaux sur les états desquels ils auront été compris.

193. Le directeur-ministre fera vérifier dans ses bureaux les états de journées de traitement qu'il aura reçus d'après l'article 191, tant sur les relevés d'états de mouvemens prescrits par l'article 189, que sur les états nominatifs qui doivent lui être envoyés en exécution de l'article 192; et après s'être assuré de leur exactitude, il en arrêtera définitivement la dépense, réglera le solde, et en ordonnancera le paiement en faveur des hôpitaux qui en seront reconnus créanciers.

194. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre pour la dépense des journées de traitement des militaires dans les hôpitaux civils et militaires: ce compte sera la récapitulation des états de journées mentionnés au précédent article.

SECTION XII. — Dépense des quinze centimes par homme et par jour affectés à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des tribunaux militaires.

195. Les commissaires des guerres dans l'arrondissement desquels sont placées les prisons des conseils de guerre, tiendront des contrôles de mouvement des militaires traduits à ces tribunaux et détenus dans lesdites prisons, dans la forme du modèle n° 38. — Pour faciliter aux commissaires des guerres la tenue exacte de ces contrôles, les commandans d'armes et les

officiers rapporteurs des conseils de guerre leur donneront connaissance officielle de tous les mouvemens qui devront s'opérer dans lesdites prisons. Les concierges de ces prisons devront en outre leur remettre, tous les cinq jours, l'état desdits mouvemens. Les commissaires des guerres, pour s'assurer de la véracité des états qui leur seront fournis par les concierges, pourront, lorsqu'ils le jugeront convenable, compulser les registres d'écrou et faire l'inspection des détenus.

196. La dépense des quinze centimes par jour et par homme affectés à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des conseils de guerre, sera à la charge de la masse du casernement. Le ministre-directeur ouvrira, chaque trimestre, aux commissaires ordonnateurs, les crédits présumés nécessaires pour y pourvoir.

197. Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, le concierge de chaque prison formera, suivant le modèle n° 40, un état de tous les militaires qui auront été détenus dans ladite prison, pour être traduits aux conseils de guerre pendant le trimestre précédent. Cet état présentera les noms, prénoms et grades desdits militaires, la désignation de leurs corps, bataillons ou escadrons et compagnies; les dates d'entrée ou de sortie de ceux qui seraient entrés ou sortis dans le cours du trimestre; le nombre des journées de prison, et le décompte des sommes à payer pour la dépense des quinze centimes par homme et par jour affectés à la subsistance desdits militaires: cet état, certifié en double expédition, tant par le concierge que par l'officier rapporteur du conseil de guerre, sera soumis à l'examen du commissaire des guerres, qui, après l'avoir comparé avec les contrôles tenus en exécution de l'article 195, en avoir vérifié les calculs et s'être assuré de son exactitude, y portera son arrêté, dans lequel il rappellera le montant du décompte, en toutes lettres; ensuite de quoi il remettra les deux expéditions au commissaire ordonnateur.

198. Après avoir vérifié et arrêté définitivement ces deux expéditions, le commissaire ordonnateur en transmettra une au payeur avant le 15 du mois qui suivra le trimestre, avec son mandat de paiement imputable sur le crédit qui lui aura été ouvert d'après l'article 196; et il adressera l'autre au directeur-ministre, en lui rendant compte de l'emploi dudit crédit.

199. Il ne sera plus exercé de retenue sur la solde des militaires acquittés par les conseils de guerre, pour raison des quinze centimes qui auront été payés pour leur subsistance aux concierges des prisons de ces conseils. En conséquence, lesdits militaires, après leur retour à leur corps, seront rappelés dans la prochaine revue générale du corps, en vertu du jugement ou du certificat de l'autorité qui les aura acquittés, pour être payés de leur solde entière pour tout le temps de leur absence.

200. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre, pour les dépenses des quinze centimes affectés à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des conseils de guerre: ce compte sera établi d'après les états qui lui seront envoyés en exécution de l'article 198.

TITRE IV. — *Dispositions générales.*

201. Les envois que devront faire par la poste, en conséquence des dispositions du présent décret, les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, les commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres, les sous-préfets et les maires, les chefs des corps et les économes des hôpitaux, seront faits sous bandes croisées; et la suscription de chaque envoi sera contresignée par le fonctionnaire qui l'expédiera: au moyen de quoi, les lettres et paquets seront rendus à destination, francs de port.

202. Tout officier et autre fonctionnaire convaincu d'avoir porté sur les contrôles, états de mutations, feuilles d'appel, états de mouvemens et de journées, mentionnés aux articles 8, 12, 13, 14, 20, 27, 38, 187, 190, 196 et 197 du présent décret, un plus grand nombre d'hommes que ceux existans, ou qui les y aurait employés pour plus de temps qu'ils n'auraient dû l'être, sera dénoncé par le sous-inspecteur au général de l'armée ou de la division, qui le fera traduire devant un conseil de guerre, pour y être jugé comme dilapidateur des deniers de l'état, et en rendra compte au ministre de la guerre, en lui adressant une expédition du procès-verbal rédigé par le sous-inspecteur pour constater le délit.

203. La solde à rappeler dans les revues pour les journées d'absence des semestriers après leur rentrée au corps, se réduira, pour tous les grades et emplois, à la moitié exacte de la solde entière et des hautes-paies, *à l'exception de celles accordées pour ancienneté de service, qui seront payées intégralement* sans aucune distraction ni augmentation pour linge et chaussure, entretien de baguettes, etc.—Au moyen de cette disposition, il ne sera plus payé d'indemnité aux hommes qui auront fait le service des semestriers pendant leur absence, et ce service devra rouler sur tout le corps.

204. Conformément à la loi du 21 février 1793, on comprendra dans la dénomination générique de sous-officiers, 1^o les adjudans sous-officiers, les sergens-majors, les maréchaux-des-logis en chef et les tambours-majors; 2^o les sergens, les maréchaux-des-logis et les artistes vétérinaires; 3^o les caporaux, les brigadiers, les caporaux-tambours, les brigadiers-tambours, les brigadiers-trompettes et maîtres ouvriers.

205. Tout payeur ou préposé de payeur qui refuserait de faire un paiement réclamé dans l'un des cas prévus par le présent règlement sera tenu de donner, par écrit, à la partie réclamante, les motifs de son refus.

206. Lorsqu'un payeur aura plusieurs caisses dans sa division, il pourvoira, sous sa responsabilité, à ce que les paiemens y soient effectués et les décomptes consommés de la même manière qu'au chef-lieu de la division; à l'effet de quoi les extraits de revue des officiers sans troupe seront scindés par les inspecteurs d'après la demande qu'il en fera.

207. Les livrets de solde des troupes et détachemens seront divisés en deux parties; la première pour l'inscription des divers paiemens faits aux corps ou détachemens en station, l'autre pour l'inscription des divers paiemens faits aux corps ou détachemens en marche.—Il ne sera tenu qu'un seul livret de solde pour le corps dont toutes les parties se trouvant dans la même division, seront administrées par le même conseil: ce livret, signé du conseil d'administration, sera coté et paraphé par le sous-inspecteur ayant la police du corps.—Lorsqu'un détachement se séparera de son corps à l'effet de passer dans une autre division, il lui sera délivré, avant son départ, un livret de solde, en tête duquel le conseil d'administration du corps inscrira et signera l'autorisation en faveur du chef dudit détachement, d'en tenir l'administration, et d'en recevoir la solde et les divers traitemens accessoires, autres que la masse générale, à compter du jour de son départ, époque à partir de laquelle les individus composant le détachement ne seront compris que pour mémoire dans les revues du corps.—Les livrets de solde délivrés aux détachemens par les conseils d'administration des corps seront signés en tête, par les chefs desdits détachemens, cotés et paraphés par les sous-inspecteurs aux revues ayant la police des corps.—Les livrets de solde seront renouvelés tous les ans, et ceux qui auront servi pendant l'année expirée, seront remis aux sous-inspecteurs pour être adressés au ministre de la guerre, après toutefois que les divers décomptes des revues générales de

l'année auront été consommés.—Les livrets des détachemens s'administrant eux-mêmes seront renouvelés sans le concours des conseils d'administration des corps.

208. Les payeurs ou leurs préposés inscriront soigneusement sur les livrets de solde des corps ou détachemens, et sur ceux des officiers sans troupe et employés militaires, tous les divers paiemens qu'ils pourront leur faire, même en vertu d'ordonnances spéciales du ministre, ainsi que les résultats des décomptes définitifs qu'ils auront consommés avec eux; et ils seront personnellement responsables de tous les doubles emplois auxquels pourrait donner lieu l'omission de ces inscriptions.—Lorsqu'un corps ou détachement s'administrant lui-même devra passer d'une division dans une autre, le conseil d'administration ou chef de détachement, avant son départ, donnera communication de son livret de solde au payeur, afin que ce dernier y prenne les notes dont il aura besoin pour les imputations à faire dans les décomptes définitifs de la revue générale qui sera dressée à l'occasion du départ du corps ou détachement, en exécution de l'article 42.—Après le retour au corps ou détachement de l'officier resté en arrière, suivant l'article 97, pour le règlement desdits décomptes, les résultats de ces décomptes seront inscrits sur le livret de solde par le payeur dans l'arrondissement duquel le corps ou détachement se sera rendu; à l'effet de quoi, le conseil d'administration ou le chef du détachement devra lui représenter les extraits de revue, au pied desquels lesdits décomptes auront été constatés.

209. Les fonctions attribuées aux conseils d'administration par le présent règlement seront, pour les détachemens placés sur d'autres divisions que leurs corps, remplies par les chefs de ces détachemens.

210. Lorsqu'un corps de troupe sera divisé de manière qu'une portion se trouvera dans l'intérieur, tandis que l'autre portion sera embarquée, ou employée à une expédition lointaine, la portion du corps restée dans l'intérieur sera considérée, sous les rapports de la comptabilité et de l'administration, comme si elle formait le corps en entier. — Il en sera de même de chacun des détachemens embarqués ou éloignés; mais à la réunion des diverses parties du corps, toutes les parties de sa comptabilité seront également réunies.

211. Dans le cas où le gouvernement ordonnera la levée ou la création d'un nouveau corps de troupe, l'organisation en sera faite par un officier général, d'après les instructions particulières du ministre de la guerre, et par un sous-inspecteur aux revues, pour ce qui concerne les détails de l'administration et de la comptabilité.—Le procès-verbal qui devra la constater sera rédigé par le sous-inspecteur, et signé en cinq expéditions quadruples, tant par lui que par l'officier général et le conseil d'administration. Ce procès-verbal présentera le tableau de l'effectif du corps, et indiquera l'époque à laquelle chaque individu dont il sera composé devra entrer en solde. Une expédition en sera envoyée, par l'intermédiaire du comité central des revues, à chacun des ministres de la guerre et de l'administration de la guerre.—Une autre expédition sera déposée aux archives du corps, et la dernière restera au sous-inspecteur.

212. Dans le cas du licenciement ou de l'incorporation d'un corps de troupe, sa revue générale, pour le temps écoulé depuis le premier jour du trimestre, sera arrêtée à l'époque de sa dissolution; les différens décomptes en seront formés, envoyés et consommés comme il est prescrit par les dispositions qui précèdent, dans le cours des dix jours suivans. La comptabilité du corps sera arrêtée, dans le même délai, tant par le sous-inspecteur aux revues que par le général inspecteur; et les contrôles annuels qui en

auront été tenus par le sous-inspecteur seront également arrêtés et envoyés de suite, comme il est prescrit à l'article 19 du présent règlement. — Si le corps est incorporé, ses registres, papiers, ses fonds de masses et ses magasins seront remis, d'après les instructions particulières des deux ministres, au conseil d'administration du corps dans lequel l'incorporation aura lieu. — Si au contraire il est licencié, il sera fait décompte aux sous-officiers et soldats, de la masse du linge et chaussure, qui est leur propriété : les autres fonds de masses seront versés dans la caisse du receveur général ; les armes et effets, dans les magasins militaires et arsenaux, sur récépissés comptables, qui seront joints au procès-verbal de licenciement. Les registres et papiers relatifs à l'administration et à la comptabilité du corps seront adressés, par l'intermédiaire du comité central des revues, au ministre de la guerre et au directeur-ministre, chacun pour ce qui le concerne. — Le procès-verbal du licenciement ou de l'incorporation constatera l'effectif des hommes et des chevaux, la situation de la comptabilité du corps, tant en deniers qu'en matières, la destination qu'auront reçue les sommes restant en caisse, ainsi que les armes et effets restant en magasin. Ce procès-verbal, qui devra s'ouvrir le jour de la dissolution du corps, ne sera conséquemment fermé qu'après la consommation des comptes et l'arrêté de la comptabilité : il sera rédigé par le sous-inspecteur aux revues, et signé en quadruple expédition, tant par lui que par le général inspecteur d'armes, les membres du conseil d'administration du corps dissous, et, en cas d'incorporation, ceux du conseil du corps dans lequel l'incorporation aura eu lieu. — Les deux premières expéditions dudit procès-verbal seront adressées aux ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, par l'intermédiaire du comité central des revues, avec les *uplicata* des reconnaissances des divers comptables qui auront reçu les résidus de caisse et de magasin. Le sous-inspecteur remettra la troisième expédition dudit procès-verbal au conseil d'administration du corps dissous, et conservera la dernière.

213. Les revues des officiers sans troupe et employés militaires, attribuées aux inspecteurs par les dispositions qui précèdent, pourront, lorsque le bien du service l'exigera et que le comité central des revues l'aura ordonné, être faites par les sous-inspecteurs aux revues, chacun pour les individus employés dans son arrondissement. Dans ce cas, les états et extraits de revue devant servir au paiement de la solde desdits officiers sans troupe et employés militaires, seront directement adressés par les sous-inspecteurs aux payeurs ou préposés chargés d'en consommer les décomptes.

214. Les inspecteurs et sous-inspecteurs pourront exiger que tous les officiers sans troupe et employés militaires sujets à leur revue, à la seule exception des généraux et des commissaires ordonnateurs, se présentent dans leurs bureaux le dernier jour de chaque mois, à moins de motifs d'empêchement légitimes, dont lesdits officiers et employés devront justifier. — Néanmoins, lorsque les officiers sans troupe et employés militaires ne résideront pas dans les mêmes places que les inspecteurs ou sous-inspecteurs chargés de leurs revues, ils ne seront tenus qu'à se présenter chez le commandant militaire du lieu de leur résidence, lequel adressera à l'inspecteur ou sous-inspecteur un certificat de leur présentation.

215. Chaque inspecteur, sous-inspecteur, commissaire ordonnateur et commissaire des guerres, tiendra un registre, divisé par nature de dépenses, des revues, extraits de revue, décomptes et bordereaux de fournitures, qu'il aura dressés, arrêtés ou ordonnancés en conformité du présent règlement.

216. Chaque armée sera considérée, pour la comptabilité des dépenses jus-

tifiées par les revues, comme une division militaire. Cependant l'inspecteur et l'ordonnateur en chef pourront de concert, et sauf l'approbation du général en chef, la diviser sous ce rapport en plusieurs parties, lorsqu'ils le jugeront convenable en raison de son étendue. Ils rendront compte de cette division au ministre de la guerre, au directeur-ministre, et au comité central des revues.

217. La comptabilité des corps continuera d'être réglée par trimestre, suivant l'arrêté du 8 floréal an 8. Les sous-inspecteurs, chargés d'en surveiller les détails et de la vérifier tous les trois mois, ne devront l'arrêter provisoirement, pour chaque trimestre, qu'après la consommation des décomptes relatifs aux dépenses en deniers du même trimestre.

218. Les inspecteurs, d'après les instructions du comité central, feront au moins une tournée par an dans leurs divisions respectives, pour inspecter les opérations des sous-inspecteurs, vérifier et arrêter la comptabilité des corps dans toutes ses parties. Ils rendront compte du résultat de ces tournées au comité central, qui en informera les deux ministres, chacun pour ce qui le concerne.

219. Les membres du comité central feront également les tournées que le bien du service exigera, et que le ministre ordonnera pour la surveillance du travail des revues et de la comptabilité des corps; mais cette comptabilité ne sera définitivement arrêtée qu'après qu'elle aura été close par les généraux inspecteurs, sur le compte qui leur sera rendu de toutes les parties d'administration, de tous les genres de consommations et de dépenses, et qu'ils en auront approuvé les résultats en présence des sous-inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres qu'ils appelleront à cet effet.

220. Dans les dix derniers jours du second mois de chaque trimestre, les payeurs divisionnaires, chacun pour ce qui le concernera, adresseront au payeur général, — 1° L'état des divers décomptes en deniers relatifs au trimestre précédent qui auront été consommés;—2° L'état des décomptes relatifs au même trimestre qui n'auront pas été consommés, et des sommes qui resteront dues pour le solde.—Ces états seront distincts pour chaque nature de dépense, et le second indiquera les motifs de la non consommation des décomptes.

221. Le payeur général formera des relevés généraux desdits états, en observant les mêmes distinctions; et, par l'intermédiaire du ministre du trésor public, il adressera ces relevés au ministre de la guerre et au directeur-ministre, chacun pour ce qui le concerne, dans le cours du troisième mois qui suivra le trimestre des revues.

222. Les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre expédieront au payeur général, à l'expiration de chaque trimestre pour le trimestre précédent, et ce par l'intermédiaire du ministre du trésor public, les ordonnances définitives des dépenses de la solde et des autres dépenses payables à l'avance comme la solde, justifiées par les revues dont les décomptes définitifs seront réglés.

223. A la fin du premier trimestre de chaque année, le ministre et le directeur-ministre, chacun pour son département, présenteront au gouvernement le compte général des dépenses justifiées par les revues de l'année précédente.

224. Les arrêtés des 26 ventose an 8 et 13 brumaire an 10 sont rapportés. Les dispositions de ceux des 9 pluviôse et 8 floréal an 8 continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire au présent règlement, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

26 germinal an 13 (16 avril 1805). = *Avis du conseil d'état sur la responsabilité des communes* (1).

N° 428. = 3 floréal an 13 (23 avril 1805). = **DÉCRET** qui fixe le nombre des élèves que le gouvernement entretiendra dans chaque lycée, et qui divise le montant de la pension en masses de nourriture, d'entretien, d'habillement, etc. (Moniteur, n° 247.)

3 floréal an 13 (23 avril 1805). = *Avis du conseil d'état relatifs à la transcription des actes de vente sous signature privée, — et aux créances des hospices* (2).

N° 429. = 5 floréal an 13 (25 avril 1805). = **AVIS** du conseil d'état concernant la formalité d'un procès-verbal des officiers municipaux en cas de responsabilité des communes (3). (IV, Bull. XLII, n° 682.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par S. M. l'empereur, a entendu le rapport des sections réunies de législation et de l'intérieur sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si, lorsqu'une commune est dans le cas de la responsabilité, le procès-verbal des officiers municipaux est absolument indispensable pour l'application de cette responsabilité; — Considérant que la loi du 10 vendémiaire an 4, titre V, article 4, suppose nécessairement d'autres pièces que les procès-verbaux des officiers municipaux, puisqu'elle statue que les dommages-intérêts seront fixés sur le vu des procès-verbaux et autres pièces constatant les voies de fait, excès et délits; — Considérant que ce serait rendre illusoire la mesure de la responsabilité des communes, que de considérer la formalité du procès-verbal des officiers municipaux comme absolument indispensable pour son application, en ce que les officiers municipaux, par faiblesse, par ménagement et même par des vues d'intérêt personnel, se dispensent presque toujours de dresser procès-verbal des délits qui entraînent la responsabilité; — Considérant, par ces derniers motifs, que l'admission de cette mesure aurait surtout de funestes effets relativement à la perception des contributions indirectes et à la prohibition de certaines marchandises à l'entrée ou à la sortie, — Est d'avis que, lorsqu'une commune est dans le cas de la responsabilité, le procès-verbal des officiers municipaux n'est pas absolument indispensable pour l'application de cette responsabilité.

N° 430. = 7 floréal an 13 (27 avril 1805). = **DÉCRET** relatif aux comptes à rendre par les receveurs des hospices et des établissemens de charité (4). (IV, Bull. XLIII, n° 700.)

Art. 1^{er}. Les receveurs des hôpitaux et des établissemens de charité des diverses parties de l'empire français seront tenus de rendre compte, dans le cours du premier trimestre de chaque année, de l'état de leur gestion, tant

(1) Voyez 5 floréal an 13.

(2) Voyez 12 floréal an 13.

(3) Voyez, sur la responsabilité des communes, le décret du 10 vendémiaire an 4 (2 octobre 1795), tit. IV, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(4) Voyez l'ordonnance du 21—29 mars 1816, concernant la reddition et l'appurement des comptes des receveurs des hôpitaux et établissemens de charité du royaume; et celle du 21 mai—4 juin 1817, qui détermine les cas dans lesquels les comptes des receveurs des hospices et autres établissemens de charité seront renvoyés pardevant la cour des comptes, pour y être réglés et révisés définitivement.

en recette que dépense et reprises, jusques et compris le dernier jour complémentaire de l'année précédente.

2. Ces comptes seront entendus par les administrations gratuites et charitables des établissemens dont les recettes et perceptions leur seront confiées, et transmis ensuite aux sous-préfets de leurs arrondissemens respectifs, par les maires, chefs et présidens nés de ces administrations.

3. Les comptes ainsi transmis aux sous-préfets seront arrêtés par eux, sur le rapport et l'avis d'une commission spéciale de trois membres, nommés par les préfets dans chaque arrondissement communal, pour la révision des comptes des établissemens d'humanité, et choisis par eux, l'un dans le sein du conseil municipal de la ville où les établissemens sont situés, un autre dans le sein du conseil d'arrondissement, et le troisième dans le sein du conseil général de département. Néanmoins les arrêtés approbatifs desdits comptes n'auront leur exécution définitive qu'après avoir été confirmés par le ministre, sur une proposition spéciale du préfet; à l'effet de quoi, lesdits comptes et arrêtés y relatifs leur seront respectivement transmis.

4. Les comptes seront précédés de l'état des diverses parties de recette confiées aux receveurs, et divisés ensuite, quant à la recette et à la dépense, en deux chapitres principaux, et chaque chapitre en autant de titres qu'il y aura de natures de recette et de dépense.

5. Le reliquat du compte de l'année précédente, et les recouvrements faits depuis sur la même année et autres antérieures, formeront un titre distinct et séparé des recettes opérées sur les revenus de l'exercice pour lequel le compte sera rendu; la même marche sera suivie pour les dépenses.

6. Pour les établissemens dont la quotité des revenus l'exigera, les recettes et paiemens seront contrôlés par un préposé spécial, qui tiendra registre de tous les fonds qui entreront et qui sortiront de la caisse; ce registre servira, à la commission de révision, de point de comparaison avec les comptes présentés par les receveurs.

7. Un des membres de l'administration, sous le titre d'ordonnateur général, sera spécialement chargé de la signature de tous les mandats: seront, en conséquence, rejetés des comptes tous paiemens non appuyés du mandat de l'ordonnateur, et des pièces justificatives de la dépense acquittée.

8. Les pièces justificatives à fournir à l'appui des mandats seront, en ce qui concerne les fournitures et les réparations ordinaires et de simple entretien, — 1° La délibération de l'administration qui a autorisé la dépense; — 2° Le procès-verbal d'adjudication approuvé dans les formes voulues par la loi, ou la soumission légalement acceptée pour les cas où cette voie peut être admise; — 3° Le mémoire détaillé des objets fournis; — 4° Un procès-verbal de livraison ou de réception, certifié par l'un des membres de l'administration; — 5° Les quittances des parties prenantes, dûment visées par les contrôleurs des recettes mentionnés en l'article 6; — 6° Et enfin, en ce qui concerne les constructions et autres dépenses extraordinaires non prévues par les budgets approuvés, les décisions ministérielles, ou les décrets de sa majesté qui les ont autorisées.

9. Indépendamment des comptes annuels dont est question aux articles qui précèdent, les receveurs continueront d'adresser, tous les trimestres, aux sous-préfets, pour être envoyé aux préfets, l'état du mouvement de la caisse qui leur est confiée, visé par le contrôleur, et certifié véritable par l'administration. Un double en sera transmis au ministre par les préfets, avec l'état de mouvement de chaque hospice, sous le rapport de sa population, en malades civils et militaires, ainsi qu'en vieillards, enfans et employés.

10. Un compte moral, explicatif et justificatif des opérations administratives, sera pareillement rendu, dans le cours du premier trimestre de chaque année, par les administrations gratuites et charitables de ces maisons, tant sous le rapport de la régie des biens que sous le rapport du régime sanitaire, économique et alimentaire. — A l'appui de ces comptes seront joints, 1° l'état des mercuriales de chaque mois des principaux objets de consommation; 2° le précis des maladies graves traitées dans chaque établissement; 3° l'état de mouvement constatant les entrées, les sorties, les naissances, les décès, le nombre et le prix des journées; 4° l'état général de tous les mandats expédiés sur la caisse, celui de toutes les dépenses à solder, et enfin celui de tous les principaux approvisionnements restant disponibles à la fin de l'exercice.

11. Le compte dont est question en l'article précédent sera examiné, et définitivement arrêté dans la forme prescrite par les articles 2 et 3 du présent.

12. Toutes les dispositions contraires à celles portées aux articles qui précèdent, sont formellement abrogées.

N° 431. = 12 floréal an 13 (2 mai 1805). = *AVIS du conseil d'état sur la transcription des actes de vente sous signature privée et enregistrés* (1). (IV, Bull. XLIII, n° 702.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur, a ouï le rapport des sections de législation et des finances sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si l'on peut valablement transcrire, pour purger les hypothèques, les ventes faites par actes sous seing privé, dûment enregistrés, mais dont les signatures n'ont pas été reconnues devant notaire ou par un jugement; — Vu la loi du 11 brumaire an 7 sur le régime hypothécaire, et le titre du Code civil sur les privilèges et hypothèques; — Considérant qu'aucune disposition précise ne s'oppose à ce qu'un acte de vente sous signature privée, revêtu de la formalité de l'enregistrement, soit transcrit sur les registres du conservateur des hypothèques; que cette transcription n'a d'autre effet que d'annoncer aux personnes intéressées que la propriété d'un immeuble a passé d'une main dans une autre, et qu'il n'y aurait pas de motif pour prohiber les annonces du changement qui se serait opéré par acte sous signature privée, quand il est permis d'aliéner de cette manière; — Qu'on ne peut tirer aucune induction contraire de ce que l'inscription à l'effet d'acquérir hypothèque, ne peut avoir lieu que sur le vu d'une expédition authentique du jugement ou de l'acte, qui constitue l'hypothèque, parce qu'elle ne peut être constituée en effet que par un acte authentique; — Qu'enfin, lors de la discussion du titre du Code civil des privilèges et hypothèques, la question fut proposée en conseil d'état, et qu'il parut si évident qu'on pouvait transcrire un acte de vente sous signature privée, dûment enregistré, qu'on jugea superflu de faire une disposition pour le permettre, comme on peut s'en convaincre par la lecture du procès-verbal, séance du 10 ventose an 12, — Est d'avis que les actes de vente sous signature privée et enregistrés peuvent être présentés à la transcription.

N° 432. = 12 floréal an 13 (2 mai 1805). = *AVIS du conseil d'état sur la néces-*

(1) Voyez, sur cette transcription, les art. 26 et suiv. de la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), sur les hypothèques, et les notes; et les art. 2181 et suiv. du Cod. civ.

sité de l'inscription des créances hypothécaires des hospices. (Recueil officiel de l'intérieur, page 385.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par le gouvernement, a ouï le rapport des sections de législation et de l'intérieur, sur celui du ministre de l'intérieur, relatif à la question de savoir s'il y a lieu de provoquer, en faveur des hospices, une exception à la loi du 11 brumaire an 7, d'après laquelle les hospices de Martigues pourraient obtenir une hypothèque perdue par le défaut d'inscription sur les biens de Villeneuve de Tance, et conserver ainsi une créance qui forme presque leur unique ressource; — Vu la loi du 11 brumaire an 7, sur le régime hypothécaire, la loi du 9 ventose de la même année, sur la perception des droits d'hypothèque, le titre XVIII du Code civil sur les privilèges et hypothèques; — Considérant que les hospices et autres établissemens publics ont été soumis par la loi du 11 brumaire an 7 à la nécessité de l'inscription pour la conservation de leurs droits hypothécaires; que, pour leur faciliter les moyens de remplir cette formalité, la loi du 9 ventose de la même année (article 4) a même dispensé l'inscription des créances appartenant aux hospices de l'avance du droit d'hypothèque et des salaires des conservateurs; que, lors de la discussion du titre des privilèges et hypothèques du Code civil, la nécessité de l'inscription pour la conservation des hypothèques acquises aux hospices a été de nouveau reconnue et confirmée; qu'aucun motif solide ne réclame une dérogation à cette maxime, et que même, dans le cas où il serait convenable de changer cette partie de la législation, une loi nouvelle ne pourrait pas faire revivre, en faveur de l'hospice de Martigues, des hypothèques actuellement éteintes, par un effet rétroactif contraire aux dispositions précises du titre préliminaire du Code civil, et sans porter atteinte au droit de propriété, — Est d'avis qu'il n'y a pas lieu de proposer aucune exception en faveur des hospices.

N° 433. = 16 floréal an 13 (6 mai 1805). = **DÉCRET** qui étend à quinze myriamètres le rayon dans lequel l'administration des poudres est autorisée à faire couper les bois de bourdaine. (IV, Bull. XLIII, n° 719.)

N° 434. = 20 floréal an 13 (10 mai 1805). = **DÉCRET** contenant un nouveau tarif du prix des chevaux de poste (1). (IV, Bull. XLII, n° 684.)

N° 435. = 20 floréal an 13 (10 mai 1805). = **DÉCRET** contenant règlement sur la guimperie, les étoffes d'or et d'argent et les velours. (IV, Bull. XLV, n° 725.)

TITRE 1^{er}. — Guimperie.

Art. 1^{er}. Tout guimpier sera rigoureusement astreint à ne monter sur soie que de la dorure et de l'argenterie fine; tout ce qui sera faux ou mi-fin devra être monté sur fleuret ou sur fil.

TITRE II. — Étoffes d'or et d'argent.

2. Les étoffes de soie, or et argent, croisés, satins, taffetas brochés ou lisérés, velours, toiles d'or et argent, tant pleins que figurés, quelque déno-

(1) Ce tarif n'est plus en vigueur : il a été remplacé successivement par ceux qui accompagnent les ordonnances des 13—20 novembre 1822 et 1^{er}—13 mars 1829.

Voyez, sur l'établissement de la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes.

mination qu'on puisse leur donner, fabriqués avec or et argent fin, ne porteront aucune marque distinctive dans la lisière.

3. Toutes les fois que ces mêmes étoffes seront fabriquées avec des dorures fausses ou mi-fines, elles devront porter une barre noire de quarante fils au moins dans chacune des deux lisières.

4. Lorsque, dans la fabrication des susdites étoffes, il entrera en même temps et des dorures fines et des dorures fausses ou mi-fines, une seule des deux lisières devra porter la barre noire indiquée par le précédent article.

TITRE III. — Velours.

5. Les velours à un poil devront porter une chaînette sur chaque lisière; — Ceux à un poil et demi, une chaînette sur l'une desdites lisières, et deux sur l'autre; — Ceux à deux poils auront deux chaînettes sur chaque lisière; — Ceux à deux poils et demi, deux chaînettes sur une lisière, et trois sur l'autre; — Ceux à trois poils auront trois chaînettes sur chaque lisière; — Ceux à trois poils et demi, trois sur l'une et quatre sur l'autre; — Ceux à quatre poils, quatre chaînettes sur chaque lisière.

6. Les velours dans lesquels il entrera des trames ou des organsins crus devront avoir deux lisières blanches.

TITRE IV. — Dispositions générales.

7. Toute contravention au présent règlement sera punie de la saisie et confiscation de la marchandise; et, en cas de récidive, par une amende de trois mille francs au plus, indépendamment de la susdite confiscation, conformément à l'article 5 de la loi du 22 germinal an 11. — Les marchandises confisquées renfermant des fils d'or et d'argent faux, seront brûlées sur la place publique. — Les velours confisqués seront divisés en coupons, et vendus au profit de l'hospice du lieu où le jugement aura été rendu. — Le jugement sera affiché.

N° 436. = 20 floréal an 13 (10 mai 1805). = *DÉCRET qui établit à Lyon un dépôt de marchandises étrangères non prohibées et de denrées coloniales.* (IV, Bull. XLV, n° 726.)

Art. 1^{er}. Il y aura à Lyon un dépôt pour les marchandises étrangères non prohibées et denrées coloniales mises à leur débarquement dans l'entrepôt réel de Marseille.

2. Toutes les marchandises fabriquées sont formellement exclues de la faculté du dépôt.

3. Les droits d'entrée seront acquis au trésor public au moment où les marchandises seront tirées de l'entrepôt de Marseille pour le dépôt de Lyon; mais la perception en sera suspendue jusqu'à celui de leur sortie dudit dépôt pour la consommation.

4. Les marchandises tirées de l'entrepôt de Marseille pour le dépôt de Lyon seront mises sous plomb, et expédiées sous acquits-à-caution qui indiqueront en détail les quantités et espèces, ainsi que les poids et numéros de chaque balle, caisse, tonneau, etc., et porteront l'obligation de faire arriver lesdites marchandises à Lyon dans le délai d'un mois si elles sont transportées par terre, et dans celui de deux mois si elles sont embarquées sur le Rhône: à défaut de représentation dans le terme prescrit, les soumissionnaires seront tenus de payer le quadruple des droits.

5. Les bateaux ou voitures qui transporteront lesdites marchandises devront arriver directement au dépôt de Lyon, où elles ne pourront être déchargées qu'en présence des préposés de la douane.

6. Lesdits préposés, après avoir reconnu l'état des plombs et cordes, procéderont à la vérification de toutes les marchandises : s'il y a excédant ou déficit aux quantités indiquées sur les acquits-à-caution, ou substitution d'une marchandise à une autre, les soumissionnaires encourront les peines portées par les lois.

7. Immédiatement après la vérification des marchandises, elles seront mises en dépôt, et portées sur les registres de la douane. Les propriétaires ou consignataires feront, entre les mains du receveur, une soumission cautionnée d'acquitter les droits sur les quantités expédiées de Marseille, sans qu'ils puissent prétendre à aucune réduction pour cause d'avaries, déchet, ou tout autre motif quelconque, tant dans le transport des marchandises, que pendant leur séjour au dépôt. Les acquits-à-caution délivrés à Marseille ne seront revêtus du certificat d'arrivée que lorsque toutes ces formalités auront été remplies.

8. Après le délai d'une année, à compter du jour de l'entrée des marchandises dans l'entrepôt de Marseille, elles devront acquitter les droits et sortir du dépôt; celles qui en seront tirées avant l'expiration du délai, paieront immédiatement les droits.

9. Les sucres têtes et terrés, les cafés, cacao des colonies françaises, et les poivres qui jouissent du transit en exécution de la loi du 8 floréal an 11, auront la même faculté en sortant du dépôt de Lyon; le transit ne pourra s'effectuer que par les bureaux de Versoix, Verrières-de-Joux, Bourg-Libre et Strasbourg.

10. Lorsque les propriétaires ou consignataires des denrées coloniales françaises désignées par l'article précédent, et des poivres déposés à Lyon, voudront jouir de la faculté du transit, ils seront tenus d'en prévenir, quinze jours avant l'expédition, le receveur de la douane, et de lui indiquer le bureau par lequel les marchandises sortiront.

11. Les certificats de décharge dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

12. Le bâtiment dit *l'Arsenal* sera spécialement et uniquement affecté au dépôt; il continuera à rester isolé de tous autres édifices. Les portes des magasins seront fermées à deux clefs, dont l'une restera entre les mains du receveur de la douane, et l'autre en celles du commerce : le receveur aura son logement, et ses bureaux seront placés dans les bâtimens du dépôt.

13. La ville de Lyon ne jouira du dépôt qui lui est accordé que lorsque les magasins destinés à recevoir les marchandises présenteront toutes les sûretés convenables; que les murs de l'enceinte dans laquelle ils seront placés auront été élevés de quatorze pieds; que le local nécessaire pour le logement du receveur et les bureaux de la douane aura été préparé; enfin, qu'il aura été construit, à la porte de ladite enceinte qui donne sur le quai, un corps de garde pour les préposés des douanes qui seront chargés de surveiller le dépôt.

N° 437. = 20 floréal an 13 (10 mai 1805). = DÉCRET concernant les droits établis sur la fabrication de la bière (1). (IV, Bull. XLV, n° 727.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} messidor de la présente année, la déduction de quinze pour cent accordée par l'article 63 de la loi du 5 ventose an 12, sur

(1) Voyez, sur cet objet, la sect. II du chap. II du tit. V de la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et les notes.

la fabrication de la bière, sera portée à dix-huit pour cent pour la bière rouge seulement.

2. Tout brasseur qui, pour jouir de la déduction de dix-huit pour cent, aura énoncé, dans sa déclaration de mise de feu, qu'il se propose de brasser en bière rouge, ne pourra du même brassin faire aucune autre espèce de bière, sous les peines portées en l'article 76 de la loi du 5 ventose an 12.

3. La petite bière est exempte de tout droit, lorsqu'elle n'est que le produit de l'eau versée sur les marcs, et livrée immédiatement au consommateur, sans rentrer dans la chaudière et y subir une ébullition (1).

4. Le droit proportionnel établi par les articles 69 et 70 de la loi du 5 ventose an 12, sur la distillation des cerises, demeure supprimé.

N° 438. = 20 floréal an 13 (10 mai 1805). = *DÉCRET relatif à la circulation, dans les colonies françaises, des espèces d'or et d'argent de France, antérieures aux refontes de 1726 et 1785, et des espèces étrangères, et autres matières d'or et d'argent.* (Moniteur, n° 255.)

Les espèces d'argent de France antérieures à la refonte ordonnée en 1726, les espèces étrangères et autres matières d'argent; les espèces d'or de France antérieures à la refonte ordonnée en 1785; les espèces étrangères et autres matières d'or, ne pourront être mises en circulation dans les colonies françaises, et y être reçues dans les caisses publiques ou dans les bureaux de change, que conformément aux tarifs annexés à l'arrêté du 17 prairial an 11, concernant les différentes espèces et matières d'or et d'argent (2).

N° 439. = 24 floréal an 13 (14 mai 1805). = *DÉCRET portant création de compagnies de la réserve dans chaque département.* (IV, Bull. L, n° 840.)

N° 440. = 27 floréal an 13 (17 mai 1805). = *DÉCRET relatif à l'organisation des vétérans impériaux* (3). (Dépôt des lois, n° 150.)

N° 441. = 28 floréal an 13 (18 mai 1805). = *DÉCRET qui règle le costume des inspecteurs généraux des écoles de droit, des suppléants des professeurs et des secrétaires généraux de ces écoles* (4). (IV, Bull. XLV, n° 737.)

Art. 1^{er}. Les suppléants des professeurs des écoles de droit porteront, soit dans les leçons et assemblées particulières de ces écoles, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que les professeurs.

2. Le costume des inspecteurs généraux des écoles de droit est fixé ainsi qu'il suit : — L'habit noir brodé en noir, et même robe que les professeurs, avec une broderie en palmettes noires sur la robe rouge.

3. Le costume des secrétaires généraux des écoles de droit est fixé ainsi qu'il suit : — L'habit noir à la française, robe noire d'étamine avec des devans en soie de même couleur, cravate de batiste tombante, toque et chausse aussi en soie noire.

(1) La petite bière, quoique faite sans ébullition, doit le droit, si elle a été passée dans les bacs refroidisseurs, sur le houblon et dans la cuve guilloire. Cass., 14 mai 1816, Sir., XVI, 1, 455; Bull. civ., XVIII, 90.

(2) Voyez cet arrêté, et la note.

(3) Voyez la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 4 germinal an 8 (25 mars 1800).

(4) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), portant organisation des écoles de droit, et les notes.

N° 442. = 28 floréal an 13 (18 mai 1805). = DÉCRET concernant le mode de notification des saisies-arêts et oppositions relatives aux paiemens à faire par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines dans le département de la Seine (1). (IV, Bull. XLV, n° 738.)

Art. 1^{er}. Les notifications des saisies-arêts et oppositions relatives à des paiemens à faire par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines dans le département de la Seine, seront faites au secrétaire général de l'administration à Paris.

2. Le secrétaire général de l'administration sera seul chargé du *visa* de ces saisies-arêts et oppositions, ainsi que de celui des ordonnances, mandats et exécutoires qui en sont susceptibles.

N° 443. = 28 floréal an 13 (18 mai 1805). = DÉCRET qui ordonne l'établissement d'une école d'arts et métiers, pour l'éducation des enfans des treize départemens nouvellement réunis. (IV, Bull. XLV, n° 739.)

N° 444. = 28 floréal an 13 (18 mai 1805). = DÉCRET relatif aux contraventions et délits concernant la garantie des matières d'or et d'argent (2). (IV, Bull. XLVI, n° 744.)

Les dispositions de l'article 76 de la loi du 5 ventose an 12, concernant les condamnations qui doivent être prononcées contre les contrevenans aux droits réunis, et celles de l'arrêté d'organisation de ces droits, du 5 germinal de la même année, relatives à la répartition du produit des amendes et confiscations et à la faculté de transiger sur les procès-verbaux de saisie, ne sont point applicables aux délits et contraventions concernant la garantie des matières d'or et d'argent, à l'égard desquelles la loi du 19 brumaire an 6, relative à la surveillance du titre des matières et des ouvrages d'or et d'argent, doit être exécutée; sauf en ce qui concerne la perception des droits de garantie, qui a été attribuée à la régie des droits réunis, dont les préposés peuvent néanmoins eux-mêmes, ou concurremment avec les employés des bureaux de garantie, constater les délits et contraventions à la loi du 19 brumaire an 6, et poursuivre la condamnation des peines encourues, en remplissant les formalités prescrites par cette loi, et sans qu'il puisse être transigé sur les délits et contraventions (3).

(1) Voyez le décret du 14—19 février 1792, concernant les saisies-arêts et oppositions sur les sommes qui s'acquittent au trésor public, et les notes qui résument la législation; et spécialement le décret du 13 pluviôse an 13 (2 février 1805), qui prescrit les formalités des saisies-arêts et oppositions formées entre les mains des préposés de l'enregistrement et des domaines.

(2) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Les orfèvres qui n'ont point soumis au poinçon de garantie les articles de leur commerce, n'encourent point, à raison de ce fait, l'amende du quadruple des droits et de la confiscation, d'après l'art. 76 de la loi du 5 ventose an 12: ils ne sont passibles que des peines prononcées par l'art. 80 de la loi du 19 brumaire an 6. Cass., 3 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 520; Bull. crim., XI, 11.

Les formalités prescrites par le décret du 1^{er} germinal an 13 ne sont pas applicables aux matières d'or et d'argent: en conséquence, un procès-verbal de contravention aux lois sur la garantie est valable, encore qu'il ne contienne mention ni de la personne chargée des poursuites ni de l'administration qui l'a fait dresser. Cass., 18 avril 1822, *SIR.*, XXII, 1, 433; Bull. crim., XXVII, 173. — Les préposés de la régie des droits réunis peuvent dresser un pareil procès-verbal sans l'assistance des employés des bureaux de garantie. Cass., 26 janvier 1809, *SIR.*, X, 1, 375; Bull. crim., XIV, 30.

N° 445. = 28 floréal an 13 (18 mai 1805). = **DÉCRET relatif à la liquidation et au paiement des rentes perpétuelles et créances sur le ci-devant Piémont, possédées par le clergé séculier, les églises, corporations religieuses, hospices, communes, etc., qui ne peuvent être admises en paiement du prix des domaines nationaux dans les six nouveaux départemens (1).** (Moniteur, n° 247.)

Art. 1^{er}. Toutes les rentes perpétuelles et créances sur le ci-devant Piémont, possédées par le clergé séculier, les églises, corporations religieuses, hospices, communes et autres établissemens de ce genre, qui, d'après l'avis du conseil d'état, approuvé le 19 nivose an 13, ne peuvent être admises en paiement du prix des domaines nationaux dans les six nouveaux départemens, seront liquidées par le conseil général de la dette publique établi à Paris, auquel les titres et registres en seront transmis. — Les intérêts en seront payés sans liquidation jusqu'au 1^{er} germinal an 13; à dater de cette époque, les titulaires entreront en jouissance des rentes du Piémont qui seront conservées.

2. Le paiement du montant de la liquidation de ces rentes et créances sur le ci-devant Piémont qui seront reconnues devoir être conservées, sera fait en rescriptions de la trésorerie, admissibles en achat de rentes nationales foncières, créées dans les six nouveaux départemens, lesquelles seront exclusivement réservées pour cet objet.

N° 446. = 30 floréal an 13 (20 mai 1805). = **DÉCRET concernant les entrepreneurs de diligences ou messageries qui voudraient employer les chevaux de poste (2).** (IV, Bull. XLIII, n° 722.)

Art. 1^{er}. Tout entrepreneur de diligences ou messageries actuellement en activité et voyageant en relais, qui, pour ne pas payer le droit de vingt-cinq centimes par cheval et par poste, voudra employer les chevaux de poste, sera tenu d'en faire la déclaration, dans la huitaine de la publication du présent décret, à notre directeur général des postes à Paris, ou au directeur de la poste du lieu de son domicile.

2. Il mettra par écrit ses propositions, qui seront débattues et arrêtées par notre directeur général des postes, et soumises à l'approbation de notre ministre des finances.

3. Dans les arrangemens résultant desdites propositions seront déterminés le poids des voitures, le nombre et le prix des chevaux à payer par les entrepreneurs des diligences et messageries.

4. Dans les derniers jours du mois de fructidor prochain, notre ministre des finances soumettra à notre approbation les différens arrangemens qu'il aura approuvés sur la demande desdits entrepreneurs, qui, jusqu'à ce qu'il y ait été statué, acquitteront le droit de vingt-cinq centimes par cheval et par poste, conformément à la loi.

5. Aucune nouvelle entreprise de diligences ou de messageries ne pourra s'établir à l'avenir sans notre approbation. A cet effet, toute demande ou projet d'établissement sera adressé, avec tous les détails relatifs au service,

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 18—18 août 1792, portant suppression des communautés religieuses, le résumé de la législation concernant les biens de ces établissemens.

(2) Voyez la loi du 15—25 ventose an 13 (6—16 mars 1805), concernant l'indemnité à payer aux maîtres de poste par les entrepreneurs des voitures publiques et messageries, et les notes.

à notre ministre des finances, lequel nous en fera le rapport dans la quinzaine.

N° 447. = 4 prairial an 13 (24 mai 1805). = *DÉCRET concernant les contraventions aux lois sur les cartes* (1). (IV, Bull. XLVI, n° 759.)

Toutes contraventions aux lois sur les cartes, des 9 vendémiaire an 6 et 5 ventose an 12, ainsi qu'aux réglemens des 3 pluviôse et 19 floréal an 6, et au décret impérial du 1^{er} germinal an 13, seront punies, indépendamment de la confiscation des objets de fraude ou servant à la fraude, de mille francs d'amende, sans préjudice des poursuites extraordinaires et de la punition comme pour crime de faux, encourue par la contrefaçon des filigranes, timbres et moules, et l'émission des objets frappés de faux (2).

N° 448. = 4 prairial an 13 (24 mai 1805). = *AVIS du conseil d'état sur les dettes qui grèvent les biens des hospices* (3). (Recueil officiel de l'intérieur, page 385.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par le gouvernement, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre chargé de ce département, sur la question de savoir si les biens des divers hospices de Paris, réunis sous une seule administration depuis la restitution ordonnée par les lois des 16 vendémiaire et 20 ventose an 5, et par l'arrêté du 27 prairial an 9, sont en totalité collectivement et solidairement affectés et hypothéqués aux créances qui, avant la loi du 23 messidor an 2, n'étaient hypothéquées que sur les biens particuliers d'un de ces hospices, — Est d'avis que, lors de la réunion des biens des hospices au domaine, l'état s'est chargé des dettes; — Que, lors de la remise des biens aux hospices, l'état a été déchargé desdites dettes par la double raison de la restitution des biens non vendus, et de la promesse du remplacement de ceux qui avaient été aliénés, et que chaque hospice est redevenu obligé; — Mais qu'il est devenu obligé seulement sur les biens rendus, ou sur les biens remplacés ou à remplacer; — Que cette obligation n'a pu affecter les biens d'aucun des autres hospices qui n'ont jamais été le gage des créanciers, que nul contrat, nulle loi n'y affecte; que les créanciers de chaque hospice n'ont droit hypothécaire que sur les biens restant de l'hospice ou de l'établissement qui était engagé envers eux; — Que la réunion des biens sous une seule commission qui est chargée de les régir est une mesure administrative qui ne change pas le droit des tiers, qui n'y peut rien ajouter, ni leur donner sur les biens non grevés de leur hypothèque un droit qu'ils n'auraient pas eu avant la réunion; — Que, par conséquent, les maisons ou les propriétés rurales appartenant aux anciens hospices de Paris ou des autres villes, et qui seront vendues en vertu des lois qui en ordonnent l'aliénation, ne seront sujettes qu'aux hypothèques des créances de l'établissement auquel lesdites maisons ou propriétés rurales appartenaient avant leur réunion au domaine, et ne seront nullement passibles des hypothèques acquises sur les biens d'un autre

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'arrêté du 3 pluviôse an 6 (22 janvier 1798), le résumé de la législation concernant les cartes à jouer.

(2) L'amende de mille francs est due, quelle que soit la composition des jeux de cartes vendus sans autorisation de la régie : peu importe que ces jeux de cartes contiennent des cartes ayant servi, recoupées ou réassorties. Cass., 26 avril 1822, Sir., XXII, 1, 390; Bull. crim., XXVII, 184.

(3) Voyez le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), concernant la liquidation de l'actif et du passif des hôpitaux, et les notes.

établissement, quoique cet établissement soit dans la même ville, et que ces biens soient régis par la même commission administrative.

N° 449. = 8 prairial an 13 (28 mai 1805). = *DÉCRET relatif à l'emploi des produits des contributions directes recouvrées au-delà du montant des obligations des receveurs généraux échues et acquittées.* (Moniteur, n° 312.)

Art. 1^{er}. Les produits des contributions directes recouvrées au-delà du montant des obligations des receveurs généraux, échues et acquittées, devront exister en espèces dans les caisses de ces comptables, ou être représentées en obligations retirées par avance. Il en sera justifié à toute réquisition.

2. Les receveurs généraux pourront, néanmoins, appliquer lesdits fonds aux dispositions spécialement autorisées pour le service du trésor. Il en sera justifié dans la forme réglée par les instructions, et le montant des sommes ainsi employées sera pris pour comptant lors des vérifications de la caisse.

12 prairial an 13 (1^{er} juin 1805). = *Avis du conseil d'état sur les décrets impériaux* (1).

N° 450. = 15 prairial an 13 (4 juin 1805). = *AVIS du conseil d'état, portant que les recéleurs de conscrits réfractaires doivent être condamnés aux frais d'impression et d'affiches des jugemens rendus contre eux.* (IV, Bull. XLVIII, n° 796.)

N° 451. = 18 prairial an 13 (7 juin 1805). = *DÉCRET contenant fixation des limites entre l'empire français et le royaume d'Italie.* (IV, Bull. XLVII, n° 792.)

N° 452. = 18 prairial an 13 (7 juin 1805). = *DÉCRET sur le mode de remplacement provisoire des secrétaires généraux de préfecture.* (IV, Bull. LIII, n° 870.)

L'article 7 de l'arrêté du 17 ventose an 8 est appliqué aux secrétaires généraux de préfecture; en conséquence, les préfets pourvoiront à leur remplacement provisoire, en cas d'absence ou de maladie.

N° 453. = 25 prairial an 13 (14 juin 1805). = *DÉCRET concernant le prix des poudres et salpêtres pour l'an 13.* (IV, Bull. XLVIII, n° 811.)

N° 454. = 25 prairial an 13 (14 juin 1805). = *AVIS du conseil d'état sur le jour à compter duquel les décrets impériaux sont obligatoires.*(2). (IV, Bull. XLVIII, n° 812.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté impériale, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, tendant à faire décider de quel jour les décrets impériaux sont obligatoires; — Considérant que la proposition et la discussion publiques des lois ont permis de déterminer, dans l'article 1^{er} du Code civil, un délai après lequel leur promulgation étant présumée connue dans

(1) Voyez 25 prairial an 13.

(2) Voyez le décret du 2—5 novembre 1790, sur la promulgation des lois, et les notes.

chaque département, elles y deviennent successivement obligatoires ;—Que les décrets impériaux étant préparés et rendus avec moins de publicité, ils ne peuvent pas être frappés de la même présomption de connaissance, et qu'en effet ils n'ont pas été compris dans la disposition de l'article 1^{er} du code ;— Qu'il faut donc, pour qu'ils deviennent obligatoires, une connaissance réelle qui résulte de leur publication ou de tout autre acte ayant le même effet, — Est d'avis que les décrets impériaux insérés au Bulletin des lois sont obligatoires, dans chaque département, du jour auquel le bulletin a été distribué au chef-lieu, conformément à l'article 12 de la loi du 12 vendémiaire an 4 ; — Et que, quant à ceux qui ne sont point insérés au Bulletin, ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, ils sont obligatoires du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent, par publication, affiche, notification ou signification, ou envois faits ou ordonnés par les fonctionnaires publics chargés de l'exécution.

N° 455.=25 prairial an 13 (14 juin 1805).=**DÉCRET relatif à l'annonce et à la vente des remèdes secrets** (1). (IV, Bull. XLVIII, n° 813.)

Art. 1^{er}. La défense d'annoncer et vendre des remèdes secrets, portée par l'article 36 de la loi du 21 germinal an 11, ne concerne pas les préparations et remèdes qui, avant la publication de ladite loi, avaient été approuvés, et dont la distribution avait été permise dans les formes alors usitées : elle ne concerne pas non plus les préparations et remèdes qui, d'après l'avis des écoles ou sociétés de médecine ou de médecins commis à cet effet depuis ladite loi, ont été ou seront approuvés, et dont la distribution a été ou sera permise par le gouvernement, quoique leur composition ne soit pas divulguée.

2. Les auteurs et propriétaires de ces remèdes peuvent les vendre par eux-mêmes.

3. Ils peuvent aussi les faire vendre et distribuer par un ou plusieurs préposés, dans les lieux où ils jugeront convenable d'en établir ; à la charge de les faire agréer, à Paris par le préfet de police, et dans les autres villes par le préfet, sous-préfet, ou, à défaut, par le maire, qui pourront, en cas d'abus, retirer leur agrément.

N° 456.=25 prairial an 13 (14 juin 1805).=**DÉCRET qui autorise les maires à affermer le droit de chasse dans les bois communaux**. (MERLIN, Répertoire de jurisprudence, v° Communaux, § 5.)

Les maires des communes sont autorisés à affermer le droit de chasse dans les bois communaux, à la charge de faire approuver la mise en ferme par le préfet et le ministre de l'intérieur.

N° 457. = 4 messidor an 13 (23 juin 1805). = **DÉCRET qui ordonne la communication des registres des communes et des établissemens publics aux préposés de l'enregistrement** (2). (IV, Bull. XLIX, n° 826.)

Art. 1^{er}. Les receveurs des droits et revenus des communes, et de tous autres établissemens publics, les dépositaires des registres et minutes d'actes

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 21 germinal—1^{er} floréal an 11 (11—21 avril 1803), sur la pharmacie, art. 36 ; et surtout le décret du 18 août 1810, et l'avis du cons. d'état du 9 avril 1811.

(2) Voyez, sur l'enregistrement, la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798) ; et spécialement l'art. 54 de cette loi, et la note.

concernant l'administration des biens des hospices, fabriques des églises, chapitres, et de tous autres établissemens publics, sont tenus de communiquer, sans déplacer, à toute réquisition, aux préposés de l'enregistrement, leurs registres et minutes d'actes, à l'effet, par lesdits préposés, de s'assurer de l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement.

2. Il est accordé aux communes et établissemens publics un délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret, pour acquitter, sans être tenus d'aucune peine, les droits de timbre et d'enregistrement auxquels leurs registres et actes étaient assujétis; passé lequel délai, les amendes et autres peines encourues seront exigées pour tous les articles dont les droits n'auront pas été payés.

3. A l'avenir, les établissemens publics pourront tenir, pour les actes relatifs à leur administration, deux registres: l'un pour les actes de police intérieure, et sans aucun rapport avec des personnes étrangères à l'établissement; et l'autre, pour les actes d'administration temporelle et extérieure. Le premier registre sera exempt de timbre; aucun acte sujet à l'enregistrement ne pourra être inscrit sur ce registre.

4. Si, sur le registre destiné aux actes d'administration temporelle et extérieure, il était porté des actes reçus par un secrétaire ou autres officiers de l'établissement, et qui constateraient qu'on s'est présenté devant lui pour rédiger les conventions y portées, lesdits actes seraient alors sujets à l'enregistrement dans les vingt jours, comme ceux des secrétaires des administrations centrales ou municipales.

5. Tous les autres actes qui seraient consignés sur le registre en papier timbré, en forme de délibération des membres de l'établissement, même avec le concours des particuliers, ne seront considérés que comme actes sous seing privé, qu'il suffira de faire enregistrer lorsqu'on voudra en faire un usage public; excepté ceux qui renfermeraient des dispositions translatives de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles, lesquels doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date.

N° 458. = 4 messidor an 13 (23 juin 1805). = DÉCRET *qui assujétit les marchands ou commissionnaires de tabacs en gros à prendre une licence de débitant* (1). (IV, Bull. LV, n° 888.)

Art. 1^{er}. Les marchands ou commissionnaires de tabacs en gros sont assujétis à prendre, dans le mois à dater de la publication du présent décret, une licence de débitant, et à payer les mêmes droits.

2. Ne sont pas compris dans les dispositions ci-dessus, les entrepreneurs ou commissionnaires de roulage qui reçoivent des tabacs fabriqués en passe-debout pour une destination ultérieure; à la charge par eux d'en justifier par les lettres de voiture en bonne forme, et de représenter, à toute réquisition des préposés de la régie des droits réunis, les balles, caisses et autres enveloppes intactes.

N° 459. = 9 messidor an 13 (28 juin 1805). = DÉCRET *concernant la peine encourue pour recèlement de marins déserteurs* (2). (IV, Bull. XLVIII, n° 814.)

Tout capitaine de navire, ou autre soumis à l'inscription maritime, con-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 20—27 mars 1791, le résumé de la législation sur les tabacs.

(2) Voyez, sur le même objet, le décret du 12 avril 1811.

vaincu d'avoir recélé un marin déserteur, d'avoir favorisé son évasion, ou de l'avoir, de quelque manière que ce soit, soustrait au service de l'état ou aux recherches de sa personne, sera, conformément aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté du 1^{er} floréal an 12, additionnel à celui du 5 germinal précédent, si c'est en temps de paix, condamné, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, ni excéder trois mille francs, et à l'emprisonnement d'un an; — Si c'est en temps de guerre, l'emprisonnement sera de deux ans. — Sont, au surplus, applicables à tous les individus tenant à la marine, les dispositions des articles 46, 47 et 48 de l'arrêté du 1^{er} floréal an 12.

N^o 460. = 9 messidor an 13 (28 juin 1805). = **DÉCRET** contenant une nouvelle division de l'empire en arrondissemens forestiers, pour le martelage des bois de marine (1). (IV, Bull. XLIX, n^o 832.)

Art. 1^{er}. Le territoire de l'empire est divisé en sept arrondissemens, au lieu de cinq, pour le martelage et l'exploitation des bois de marine.

2. Le premier de ces arrondissemens comprendra les départemens de l'Isère, Ain, Rhône-et-Loire, Mont-Blanc, Léman, Haute-Loire, Hautes-Alpes, Drôme, Ardèche, Lozère, Aveyron, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Hérault et Var;

3. Le deuxième, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Lot, Tarn, Gers, Haute-Garonne, Landes, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège, Hautes-Pyrénées et Basses-Pyrénées;

4. Le troisième, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Yonne, Vienne, Indre, Cher, Nièvre, Haute-Vienne, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme, Cantal et Corrèze;

5. Le quatrième, Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Vendée, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Deux-Sèvres, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Orne;

6. Le cinquième, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Marne, Ardennes, Aisne, Oise, Eure, Calvados, Manche, Seine-Inférieure, Somme, Pas-de-Calais, Nord, Eure-et-Loir.

7. Le sixième, Dyle, Jemmappe, Deux-Nèthes, Escaut, Lys, Sambre-et-Meuse, Meuse-Inférieure, Ourthe, Forêts, Roër, Sarre, Rhin-et-Moselle et Mont-Tonnerre.

8. Le septième, Meurthe, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Vosges, Haute-Marne, Aube, Haute-Saône, Côte-d'Or, Doubs, Jura et Saône-et-Loire.

N^o 461. = 13 messidor an 13 (2 juillet 1805). = **AVIS** du conseil d'état sur une question relative à des redevances féodales consenties par des individus se qualifiant seigneurs. (IV, Bull. CLII, n^o 2568.)

Le conseil d'état, sur le renvoi qui lui a été fait par sa majesté impériale d'un rapport du ministre des finances, et d'un projet de décret tendant à déclarer maintenues des redevances à prestation de fruits, mêlées de cens portant lods, loi, amende et seigneurie, dues par des habitans de la commune d'Arbois, en vertu de titres d'acensement consentis par des individus que l'on prétend avoir pris mal à propos la qualité de seigneurs; — Considérant que, lorsque le titre constitutif de la redevance ne présente aucune ambiguïté, celui auquel ce titre est opposé ne peut pas être admis à soute-

(1) Voyez le décret du 4—5 octobre 1793, concernant le martelage des bois propres au service de la marine, et la note.

nir qu'il n'avait pas de seigneurie ;—Considérant que toutes les dispositions législatives, et, en dernier lieu, l'avis du conseil d'état du 30 pluviôse an 11, ont consacré la suppression de toutes prestations, de quelque nature qu'elles puissent être, établies par des titres constitutifs de redevances seigneuriales et droits féodaux supprimés par le décret du 17 juillet 1793,—Est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'adopter le projet présenté par le ministre (1).

N° 462.—16 messidor an 13 (5 juillet 1805).—**DÉCRET concernant la vérification du papier sur lequel sont écrits les lettres de voiture, les connaissements, chartes-parties et polices d'assurance de marchandises, etc.** (IV, Bull. LI, n° 854.)

Art. 1^{er}. Les préposés des douanes et les préposés à la perception des droits d'octroi sont tenus de se faire représenter les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties et polices d'assurance des marchandises et autres objets dont le transport se fait par terre ou par eau, et de vérifier si ces actes sont écrits sur papier d'un franc, ainsi qu'il est prescrit par l'article 5 de la loi du 6 prairial an 7 (2).

2. En cas de contravention, ils en rédigeront des procès-verbaux, pour faire condamner les souscripteurs et porteurs solidairement à l'amende fixée par l'article 4 de la même loi.

3. Pour indemniser les préposés des soins de cette vérification, il leur sera accordé la moitié des amendes qui auront été payées par les contrevenans.

4. Les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines qui auront constaté des contraventions de la même nature, profiteront également de la moitié desdites amendes.

27 messidor an 13 (16 juillet 1805).—*Avis du conseil d'état sur les formalités du mariage* (3).

N° 463.—28 messidor an 13 (17 juillet 1805).—**DÉCRET concernant la mise en jugement des préposés de la régie des droits réunis** (4). (IV, Bull. LI, n° 855.)

Le conseiller d'état directeur général de la régie des droits réunis pourra désormais autoriser la mise en jugement des préposés qui lui sont subordonnés.

N° 464.—28 messidor an 13 (17 juillet 1805).—**DÉCRET concernant les distillateurs de pommes de terre qui emploieraient des grains dans leurs distillations** (5). (IV, Bull. CCLI, n° 4827.)

Art. 1^{er}. Les distillateurs de pommes de terre ne pourront employer de grains dans leurs distillations, sous peine d'être assujétis aux mêmes droits que les distillateurs de grains.

2. Les commis de la régie pourront faire chez tous les distillateurs leurs

(1) Voyez le décret du 17—17 juillet 1793, sur lequel cet avis est principalement fondé, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence ; et spécialement l'avis du cons. d'état du 30 pluviôse an 11 (19 février 1803).

(2) Voyez cette loi, et les notes.

(3) Voyez 4 thermidor an 13.

(4) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), relatif à la mise en jugement des agens du gouvernement, et les notes.

(5) Voyez, dans les notes qui accompagnent la sect. III du chap. II du tit. V de la loi de finances du 5—15 ventôse an 12 (25 février—6 mars 1804), le résumé de la législation concernant les distillateurs.

visites et les exercices propres à s'assurer qu'il n'est porté aucune atteinte aux dispositions de l'article précédent; et, à cet effet, les distillateurs seront tenus de leur ouvrir leurs ateliers, magasins, caves et celliers, et de leur représenter les eaux-de-vie qu'ils ont en leur possession.

N° 465.=2 thermidor an 13 (21 juillet 1805). = DÉCRET *portant création d'une régie pour l'approvisionnement et la vente du sel et du tabac dans les vingt-septième et vingt-huitième divisions militaires.* (IV, Bull. LIII, n° 877.)

N° 466.=4 thermidor an 13 (23 juillet 1805). = DÉCRET *concernant l'exportation des soies provenant des départemens du Pô, de la Sésia, de la Stura, de la Doire, de Marengo, etc.* (IV, Bull. LI, n° 856.)

N° 467.=4 thermidor an 13 (23 juillet 1805). = AVIS *du conseil d'état sur des formalités relatives au mariage* (1). (IV, Bull. LI, n° 858.)

Le conseil d'état, auquel sa majesté a renvoyé un rapport du grand-juge ministre de la justice sur les difficultés que rencontrent beaucoup de mariages dans l'application de divers articles du Code civil;—Après avoir ouï le rapport de la section de législation;—Considérant que les difficultés naissent de ce que les officiers de l'état civil ne discernent pas assez soigneusement les divers cas que la loi a voulu régler, de ceux qu'elle a laissés à la disposition des principes généraux et du droit commun; — Que, quoique l'acte de naissance des futurs mariés soit nécessaire, il est pourtant permis de le remplacer par les formalités mentionnées dans l'article 71; mais que ces formalités, prescrites lorsqu'il s'agit de suppléer au titre constitutif de l'état des personnes, ne peuvent être exigées en remplacement d'actes moins essentiels; qu'il ne faut donc pas, pour remplacer l'acte de décès des pères et mères ou ascendans, un acte de notoriété contenant la déclaration de sept témoins et homologué par le tribunal;—Que le supplément naturel de l'acte de décès des pères et mères est dans la présence des aïeuls et aïeules, et dans l'attestation qu'on peut leur demander de ce décès;—Que si, par l'ignorance du lieu où sont décédés les pères et mères et ascendans, on ne peut produire leur acte de décès; que si, comme cela arrive souvent dans les classes pauvres, par l'ignorance du dernier domicile, on ne peut recourir à l'acte de notoriété prescrit par l'article 155, et destiné à constater l'absence d'un domicile connu, dans ce cas la raison suggère de se contenter de la déclaration des témoins; que déjà, dans beaucoup d'occasions semblables, les officiers de l'état civil de Paris ont procédé aux mariages sur des actes de notoriété passés ou devant notaires ou devant les juges de paix, par des témoins que les parties ont produits;—Qu'il n'en est résulté aucun inconvénient ni plainte; qu'il en est au contraire résulté beaucoup, lorsque, dans des cas pareils, on a voulu être plus rigoureux et exiger davantage;—Que même plusieurs fois on a suivi une voie plus simple et encore moins coûteuse que celles des actes de notoriété, et qui mérite d'être préférée et de devenir générale : on s'est contenté de la déclaration des quatre témoins nécessaires à l'acte de mariage, faite à l'officier public et mentionnée dans cet acte;—Que cette déclaration, aussi solennelle qu'un acte de notoriété,

(1) Voyez, sur ces formalités, les notes qui accompagnent le tit. IV du décret du 20—25 septembre 1792, relatif aux actes de l'état civil : elles résument toute la législation de la matière.
— Voyez surtout les art. 63 et suiv. du Cod. civ.

est sans danger relativement au mariage des majeurs, pour lequel le consentement ou le conseil des ascendans n'est pas d'une nécessité absolue et dirimante;—Que rien n'est à craindre relativement aux mariages des mineurs, puisqu'en force de l'article 160 du Code civil, toutes les fois qu'il n'y a ni pères ni mères, ni aïeuls ou aïeules, ou qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt-un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille,—Est d'avis,—1° Qu'il n'est pas nécessaire de produire les actes de décès des pères et mères des futurs mariés, lorsque les aïeuls ou aïeules attestent ce décès; et, dans ce cas, il doit être fait mention de leur attestation dans l'acte de mariage;—2° Que si les pères, mères, aïeuls ou aïeules, dont le consentement ou conseil est requis, sont décédés, et si l'on est dans l'impossibilité de produire l'acte de leur décès ou la preuve de leur absence, faute de connaître leur dernier domicile, il peut être procédé à la célébration du mariage des majeurs, sur leur déclaration à serment que le lieu du décès et celui du dernier domicile de leurs ascendans leur sont inconnus. Cette déclaration doit être certifiée aussi par serment des quatre témoins de l'acte de mariage, lesquels affirment que, quoiqu'ils connaissent les futurs époux, ils ignorent le lieu du décès de leurs ascendans et leur dernier domicile. Les officiers de l'état civil doivent faire mention, dans l'acte de mariage, des dites déclarations.

N° 468. = 4 thermidor an 13 (23 juillet 1805). = **DÉCRET relatif aux autorisations des officiers de l'état civil pour les inhumations** (1). (IV, Bull. LII, n° 865.)

Il est défendu à tous maires, adjoints et membres d'administrations municipales, de souffrir le transport, présentation, dépôt, inhumation des corps, ni l'ouverture des lieux de sépulture; à toutes fabriques d'églises et consistoires ou autres ayant droit de faire les fournitures requises pour les funérailles, de livrer lesdites fournitures; à tous curés, desservans et pasteurs, d'aller lever aucuns corps, ou de les accompagner hors des églises et temples, qu'il ne leur apparaisse de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil pour l'inhumation, à peine d'être poursuivis comme contrevenant aux lois.

N° 469. = 7 thermidor an 13 (26 juillet 1805). = **DÉCRET qui crée un directeur général de l'administration des forêts** (2). (Moniteur, n° 315.)

Art. 1^{er}. Il y aura un conseiller d'état directeur général de l'administration des forêts; il travaillera seul avec le ministre: il lui proposera les rapports sur les objets à soumettre à la décision de l'empereur ou à la sienne.

2. Le conseiller d'état directeur général présidera aux délibérations des administrateurs réunis en conseil d'administration. Les délibérations et ordres généraux d'administration devront être approuvés par lui; il présentera les délibérations générales à l'approbation du ministre des finances.

3. Il nommera, sur le rapport des administrateurs, aux divers emplois, autres que les conservations et les inspections, pour lesquelles il proposera les candidats au ministre des finances, qui prendra les ordres de l'empereur.

(1) Voyez le décret du 23 prairial an 12 (12 juin 1804), et les notes.

(2) Ce directeur-général a cessé d'exister par suite de la réunion de l'administration des forêts à celle de l'enregistrement et des domaines, prononcée par l'ordonnance du 17—22 mai 1817; et il n'a point été rétabli, quoique, par ordonnance du 11—18 octobre 1820, l'administration des forêts ait été réorganisée séparément.

N° 470. = 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805). = **DÉCRET concernant la clôture des maisons de prêt existant à Paris** (1). (IV, Bull. L, n° 850.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent décret, les maisons de prêt actuellement existantes dans la ville de Paris seront tenues, et ce, sous les peines portées aux articles 3 et 4 de la loi du 16 pluviôse an 12, de cesser de recevoir aucun dépôt, ni de faire aucun prêt sur nantissement.

2. La clôture des maisons de prêt sera constatée par des commissaires de police, quise transporteront, à cet effet, dans lesdites maisons, se feront représenter les registres des prêteurs, les cloront et arrêteront, et en dresseront un état sommaire qu'ils adresseront, dans les vingt-quatre heures au préfet de police.

3. Lesdits registres, ainsi clos et arrêtés, resteront à la disposition des prêteurs, à la charge par eux de les représenter à toute réquisition.

4. Aux termes de l'article 2 de la loi du 16 pluviôse an 12, les prêteurs seront tenus d'opérer leur liquidation dans l'année de la clôture de leurs maisons, de telle sorte qu'à la fin de ladite année ils n'aient plus en magasin aucun effet de nantissement à rendre aux emprunteurs.

5. Il est en conséquence défendu auxdits prêteurs de consentir, pendant le cours de leur liquidation, aucun renouvellement d'engagement échu; et il leur est, au contraire, enjoint de faire opérer les dégagemens aux échéances fixes, et même, à défaut de dégagement, de faire procéder, dans les formes requises, à la vente des nantissemens.

6. Pourront néanmoins les emprunteurs, afin d'éviter la vente de leurs nantissemens, requérir le prêteur d'en effectuer le dépôt dans les magasins du mont-de-piété, où lesdits nantissemens seront reçus à titre d'engagement, aux conditions exprimées dans les articles suivans.

7. Les prêteurs, ainsi requis, ne pourront passer outre à la vente du nantissement, et seront tenus de le déposer au mont-de-piété, au plus tard dans la huitaine de la demande faite par l'emprunteur.

8. Chaque article de dépôt sera accompagné d'un extrait de son inscription au registre de la maison de prêt, portant indication du numéro de l'engagement, de la date du prêt, du montant de la somme prêtée, de la nature du nantissement, enfin du nom et de la demeure du propriétaire emprunteur.

9. Les nantissemens déposés au mont-de-piété en exécution des articles précédens, seront d'abord soumis à l'appréciation, et ensuite reçus à engagement, le tout suivant les formes établies par les réglemens généraux de l'établissement.

10. Si, d'après l'appréciation, il y a lieu d'accorder sur le nantissement un prêt plus fort que la somme pour laquelle il était engagé dans la maison de prêt, cette somme sera d'abord rendue au prêteur, et l'excédant sera compté directement au propriétaire emprunteur, au moment même de la remise qui lui sera faite de la reconnaissance du mont-de-piété.

11. Si, au contraire, il résulte de l'appréciation que le prêt à faire par le mont-de-piété soit moindre que la somme pour laquelle le nantissement était engagé dans la maison de prêt, le montant seulement du prêt accordé sera remis au prêteur par le mont-de-piété, et le surplus restant dû audit prêteur devra lui être payé par le propriétaire emprunteur, au moment

(1) Voyez la loi du 16—26 pluviôse an 12 (6—16 février 1804), concernant les maisons de prêt en général, et les notes.

même du nouvel engagement et de la remise de la reconnaissance du mont-de-piété.

12. Lorsque le propriétaire emprunteur ne pourra se libérer entièrement envers le prêteur, il sera tenu note de son *débet*, en marge de l'article d'engagement; et cette note vaudra, au profit du prêteur, opposition entre les mains du directeur, soit à la délivrance du nantissement en cas de dégagement, soit au paiement du *boni* en cas de vente.

13. Extrait certifié de ladite note sera remis par le directeur au prêteur, pour lui valoir titre de ses droits et acte de son opposition.

14. Pour obtenir du mont-de-piété le dégagement d'effets chargés d'opposition, à raison des causes ci-dessus énoncées, l'emprunteur sera tenu de payer, indépendamment de la somme par lui due au mont-de-piété, le montant de son *débet* envers le prêteur; et si, à défaut de dégagement, les effets ayant été vendus, il y a seulement lieu à remise de *boni*, ladite remise ne pourra se faire que sous la déduction préalable de ce même *débet*.

15. Il sera tenu au mont-de-piété une comptabilité particulière des recettes résultant d'oppositions formées par les prêteurs; le montant de ces recettes sera successivement, au fur et à mesure des recettes, remis par le directeur auxdits prêteurs, chacun selon son droit; et en leur faisant cette remise, le directeur retirera de leurs mains les certificats par lui délivrés en exécution de l'article 13 du présent décret.

16. Les prêteurs sur gages demeureront responsables, envers les tiers, de toutes réclamations relatives aux nantissements qui, en exécution des dispositions précédentes, seront par eux déposés au mont-de-piété.

N° 471. = 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805). = **DÉCRET** *contenant règlement sur l'organisation et les opérations du mont-de-piété de Paris* (1). (IV, Bull. L, n° 851.)

Art. 1^{er}. Le remboursement des actions du mont-de-piété sera fait sans délai.

2. Le mont-de-piété de Paris sera désormais régi et gouverné, sous l'autorité du ministre de l'intérieur et celle interposée du préfet du département de la Seine, par le conseil d'administration créé en vertu du décret du 24 messidor an 12, suivant et d'après le règlement annexé au présent décret.

3. Les délibérations du conseil, sur les diverses parties d'administration et régie de l'établissement, seront soumises au ministre de l'intérieur par le préfet du département.

Règlement général sur l'organisation et les opérations du mont-de-piété de Paris.

TITRE 1^{er}. — Organisation.

CHAPITRE 1^{er}. — Régie générale.

Art. 1^{er}. L'établissement du mont-de-piété de Paris se composera du chef-lieu de cet établissement et de ses succursales.

2. Le chef-lieu établi dans les bâtimens des hospices civils, rue des Blancs-Manteaux, sera le point central de toutes les opérations du mont-de-piété.

3. Les succursales seront des bureaux et magasins particuliers situés hors

(1) Voyez le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), concernant l'administration du mont-de-piété de Paris, et les notes.

de l'enceinte de l'établissement central, dont ils dépendront, et distribués sur les divers points de Paris où ils seront jugés nécessaires.

4. Le conseil d'administration établi par le décret du 24 messidor an 12, statuera, sauf la confirmation du ministre de l'intérieur, et sur l'avis des préfets de département et de police, sur le nombre et le placement de ces succursales; il ne pourra néanmoins en porter le nombre au-delà de six, sans une autorisation spéciale du gouvernement.

5. La régie générale du mont-de-piété sera exercée, sous la surveillance du conseil d'administration et l'autorité du ministre de l'intérieur et du préfet de la Seine, par un directeur général ayant sous ses ordres les divers agens en chef, agens secondaires et employés nécessaires au service de l'administration, tant dans le chef-lieu que dans les succursales: — 1° En qualité d'agens en chef, au chef-lieu, les gardes-magasins, le caissier général, le contrôleur de la caisse, le garde du dépôt des ventes; — 2° Dans chaque succursale, le sous-directeur, le garde-magasin, le garde du dépôt des ventes; — 3° Les inspecteurs du mont-de-piété et des succursales, et, pour l'ensemble de l'établissement, les commissaires-priseurs apprécieurs; — 4° En qualité d'agens secondaires, les caissiers particuliers, chefs, sous-chefs et commis des bureaux, et autres préposés de l'établissement, tant au chef-lieu que dans les succursales; — 5° Les employés et gens de service attachés aux diverses parties de l'établissement.

6. Le directeur général, les sous-directeurs, le caissier général et le contrôleur de la caisse seront nommés par le ministre de l'intérieur, sur la présentation du préfet du département. — Tous les autres agens, préposés ou employés désignés en l'article précédent, seront nommés par le préfet du département, après présentation de la part du conseil d'administration, à l'exception néanmoins des apprécieurs, dont la forme de présentation sera particulièrement réglée par le chapitre IV du présent titre.

CHAPITRE II. — Fonctions du directeur général.

7. Le directeur général sera chargé, en cette qualité, et sous sa responsabilité personnelle, de la surveillance et de la police des diverses parties de l'établissement, de la surveillance particulière des bureaux et de leur organisation, d'après les bases adoptées par le conseil; enfin, de l'exécution et du maintien des lois, des réglemens généraux ou décisions particulières émanés du ministre de l'intérieur, du préfet du département, du conseil d'administration, concernant la régie du mont-de-piété.

8. Il sera comptable, tant en recette qu'en dépense, du produit desdites opérations.

9. Chaque mois, il présentera à l'examen du conseil un bordereau de ce produit, contenant, avec l'indication particulière des opérations du mois, celle de la situation générale de l'établissement. Une copie de ces bordereaux sera transmise au ministre, et une au préfet du département.

10. A la fin de chaque année, il présentera de même à l'examen du conseil, et dans la forme prescrite par l'article 6 du décret du 24 messidor an 12, le compte général des opérations de l'année, lequel sera reçu par un président des sections du conseil d'état et quatre conseillers, soumis à la sanction de sa majesté, et déposé au secrétariat général du conseil, selon l'article 6 du décret du 24 messidor.

11. Dans le dernier mois de chaque exercice, le directeur sera tenu de présenter au conseil le projet des dépenses administratives à faire pendant l'exercice suivant.

12. Ces dépenses se composeront notamment des loyers et réparations de

bâtimens ; — Des contributions dues sur ceux des bâtimens dont le mont-de-piété est propriétaire ; — Des frais de bureau , fournitures de bois , lumière , etc.

13. Le conseil règlera , avant l'ouverture du nouvel exercice , l'état de proposition présenté par le directeur ; il sera transmis au préfet du département , pour être remis au ministre et soumis à son approbation.

14. Les dépenses ainsi réglées ne pourront être outrepassées , ni d'autres dépenses non prévues être exécutées pendant le cours de l'exercice , sans une autorisation spéciale du conseil , confirmée par le ministre , sur l'avis du préfet.

CHAPITRE III. — Fonctions des divers agens , préposés ou employés.

§ I^{er}. — Des sous-directeurs.

15. Les sous-directeurs des succursales représenteront , chacun dans sa succursale , le directeur général : ils y rempliront , sous ses ordres et sous son inspection , et chacun aussi relativement à sa division , les mêmes fonctions que celles dont le directeur sera chargé , relativement à l'ensemble de l'établissement.

16. Le sous-directeur de succursale recevra de la caisse générale du chef-lieu les fonds nécessaires pour les prêts à effectuer dans la division , et demeurera personnellement responsable de la partie de ces fonds restant en dépôt dans sa caisse.

17. Il sera tenu d'adresser chaque jour au directeur général un bordereau des opérations faites dans sa succursale.

§ II. — Des gardes-magasins.

18. Les gardes-magasins , tant du chef-lieu que des divisions supplémentaires , seront chargés , chacun dans sa partie , de la manutention et de l'inspection générale des magasins dont la garde leur sera confiée , et spécialement de la surveillance à exercer sur tous les employés à leurs ordres , ou autres ayant entrée dans lesdits magasins.

19. Ces préposés seront tenus de veiller soigneusement à la garde et à la conservation des effets déposés dans lesdits magasins , de manière à en empêcher la disparition ou à prévenir leur dépérissement.

20. Ils seront particulièrement responsables , sur leur garantie personnelle , de tout objet d'une valeur au dessus de mille francs , susceptible d'être mis sous clef dans les armoires à plusieurs serrures placées dans ledit magasin pour le dépôt des nantissemens précieux.

21. Ils tiendront , chacun pour son magasin particulier , un registre d'entrée et de sortie des nantissemens.

§ III. — Du caissier général.

22. Le caissier général sera chargé de faire toutes les recettes et d'acquitter toutes les dépenses de l'établissement , en se conformant , soit pour ses recettes , soit pour ses dépenses , soit enfin quant à la tenue des registres , aux ordres du directeur général , aux instructions données par le conseil , et aux lois ou réglemens relatifs à la régie du mont-de-piété.

23. Le caissier général rendra compte de ses opérations au directeur général , à toute réquisition.

§ IV. — Du contrôleur de la caisse.

24. Le contrôleur de la caisse tiendra registre des recettes et des dépenses de l'établissement , et remettra chaque jour au directeur général l'état de situation de la caisse.

§ V. — Des gardes du dépôt des ventes.

25. Les gardes du dépôt des ventes seront chargés de recevoir des gardes-magasins les nantissemens à mettre en vente, d'en suivre l'adjudication, et de mettre en règle la comptabilité de leurs produits.

§ VI. — Des inspecteurs du mont-de-piété et des succursales.

26. Les inspecteurs du mont-de-piété et des succursales seront chargés, en cette qualité, de surveiller toutes les opérations, notamment des succursales, et de faire rapport au conseil directement des contraventions reconnues avoir été faites au règlement par les agens de l'administration ; comme aussi de faire toutes les vérifications, recherches et examens dont ils seront chargés par le ministre, les préfets de département et de police, et par le conseil d'administration.

27. Indépendamment des rapports particuliers nécessités par les circonstances, les inspecteurs des succursales rendront compte, chaque mois, au conseil, des résultats de leur surveillance sur lesdites succursales, et de leur situation quant à l'exécution et au maintien des réglemens ; et ils seront admis, à cet effet, à la séance du conseil.

28. Ces inspecteurs seront au nombre de deux.

§ VII. — Des caissiers particuliers et autres employés.

29. Les fonctions et devoirs des caissiers particuliers, chefs, sous-chefs de bureau, commis et autres préposés ou employés, seront déterminés, sur la proposition du directeur général, par les réglemens spéciaux d'ordre intérieur, de discipline et de travail.

CHAPITRE IV. — Des appréciateurs.

30. Des commissaires - priseurs du département de la Seine seront attachés spécialement, sous le titre d'*appréciateurs*, à l'établissement du mont-de piété.

31. Le nombre de ces appréciateurs sera proposé par le conseil d'administration, et fixé par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet du département. — Ils seront nommés par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet du département de la Seine, et sur la présentation de candidats en nombre triple, faite par la chambre des commissaires-priseurs.

32. Les appréciateurs seront chargés, en cette qualité, de faire l'appréciation des objets offerts en nantissement, tant au chef-lieu que dans les succursales.

33. Ils seront aussi chargés, en qualité de commissaires-priseurs, de procéder, lorsqu'il y aura lieu, aux ventes mobilières, dont les formalités sont indiquées ci-après, au titre II du présent règlement.

34. La compagnie des commissaires-priseurs sera garante, envers l'administration, des suites de leurs estimations.

35. En conséquence, lorsqu'à défaut de dégagement il sera procédé à la vente d'un nantissement, si le produit de cette vente ne suffit pas pour rembourser au mont-de-piété le principal, les intérêts et droits à lui dus et par lui avancés sur la foi de l'estimation faite par les commissaires-priseurs, la compagnie des commissaires-priseurs sera tenue d'y pourvoir et de compléter la différence.

CHAPITRE V. — Des cautionnemens.

36. Le directeur général, les sous-directeurs, les gardes-magasins, le caissier général, les gardes du dépôt des ventes, les caissiers particuliers, les

chefs de bureau, et même ceux des autres préposés et employés, tant du chef-lieu que des succursales du mont-de-piété, que le conseil d'administration jugera convenable d'y assujétir, seront tenus de fournir un cautionnement à titre de garantie de leur gestion ou de l'exercice de leur emploi.

37. Aux termes de l'article 11 du décret du 24 messidor an 12, le taux des cautionnemens à fournir en exécution de l'article précédent sera fixé par le conseil d'administration, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

38. Lesdits cautionnemens seront payables en numéraire à la caisse générale du mont-de-piété, et porteront intérêt au profit de l'agent ou employé, au taux des emprunts de l'établissement.

39. Si, pendant la gestion d'un agent ou employé attaché à l'administration, il y a lieu d'attaquer son cautionnement pour cause de responsabilité, qui d'ailleurs n'entraîne pas destitution, cet agent ou employé sera tenu de rétablir ou de compléter ledit cautionnement au plus tard dans le délai de trois mois.

40. A défaut d'exécution dans les délais fixés par les articles précédens, des dispositions qui y sont prescrites, l'agent ou l'employé qui était tenu de s'y conformer, sera suspendu provisoirement de ses fonctions; et s'il ne remplit pas ses obligations dans le mois de cette suspension, il sera remplacé.

41. En cas d'oppositions formées entre les mains du directeur à des remboursemens de cautionnemens, les droits à exercer sur le montant de ces cautionnemens, soit par l'administration, soit par les prêteurs de fonds, ou enfin par les créanciers particuliers des titulaires, se régleront conformément aux dispositions de la loi du 6 ventose an 13.

TITRE II. — *Des opérations du mont-de-piété.*

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

42. Les opérations du mont-de-piété consisteront dans le prêt sur nantissement, avec les fonds appartenant aux hospices, ou au moyen de l'emprunt des sommes nécessaires pour y subvenir, en cas d'insuffisance du capital de l'établissement.

43. Tous les registres et papiers destinés à constater les opérations et les différens actes de régie du mont-de-piété, tant au chef-lieu que dans les divisions supplémentaires et les succursales, seront exempts du droit de timbre. Lesdits registres seront cotés et paraphés par un membre de l'administration.

44. Les fonds du mont-de-piété, soit qu'ils fassent partie du capital de l'établissement, soit qu'ils proviennent d'emprunts, seront renfermés dans une caisse à trois serrures, dont les clefs seront remises, l'une au directeur général, une autre au caissier général, et la troisième au contrôleur de caisse. — Les sommes nécessaires pour le service courant ne pourront être extraites de cette caisse générale pour être remises dans les caisses particulières, qu'avec le concours des trois dépositaires des clefs.

45. Les emprunts qui pourront avoir lieu, ainsi qu'il est dit en l'article 42, seront faits sous hypothèque générale des biens dépendant de la dotation des hospices de Paris. — Les bâtimens du mont-de-piété, ensemble les capitaux versés dans la caisse de cet établissement par l'administration des hôpitaux, soit qu'ils proviennent du produit des aliénations autorisées par les lois, soit qu'ils fassent partie de quelques autres recettes extraordinaires de fonds leur appartenant, serviront également d'hypothèque et de garantie spéciale, tant pour les prêteurs que pour les propriétaires de nantissemens.

CHAPITRE II. — Du prêt sur nantissement.

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales relatives au prêt sur nantissement.*§ 1^{er}. — Du dépôt.

46. Les prêts qui se feront par le mont-de-piété seront accordés sur engagements d'effets mobiliers, déposés dans les magasins de l'établissement, et préalablement estimés par les appréciateurs attachés audit établissement.

47. Nul ne sera admis à déposer des nantissements pour lui valoir prêt à la caisse du mont-de-piété, s'il n'est connu et domicilié, ou assisté d'un répondant connu et domicilié.

48. Tout déposant sera tenu de signer l'acte de dépôt de l'effet apporté pour nantissement. — Si le déposant est illettré, l'acte de dépôt sera signé par son répondant. — Seront exceptés de la formalité prescrite par le présent article, les actes des dépôts d'effets estimés au dessous de vingt-quatre francs.

49. Lorsqu'il s'élèvera doute contre le déposant sur la légitime possession ou sur son droit de disposition des effets par lui apportés pour nantissement, il en sera rendu compte aussitôt au préfet de police. Le prêt demandé sera provisoirement suspendu, et les effets suspectés seront retenus au magasin jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

50. Lorsque le dépôt aura été jugé admissible, il sera procédé à l'estimation des effets déposés, et ensuite au règlement de la somme à prêter sur leur valeur, d'après les bases fixées par le paragraphe III du présent chapitre.

§ II. — De l'appréciation.

51. L'appréciation des objets offerts en nantissement au mont-de-piété se fera, ainsi qu'il a été dit, chapitre IV, titre I^{er} du présent règlement, par des commissaires-priseurs.

52. Il sera alloué aux commissaires-priseurs, pour vacations de prise, un droit déterminé par la quotité sur le montant en principal du prêt fait en conséquence de leur estimation.

53. Ce droit se règlera au commencement de l'année, pour toute l'année, par le conseil d'administration. — Il ne pourra être porté au-delà d'un demi-centime pour franc du principal du prêt. — Il s'emploiera dans la dépense comme frais de régie. — La fixation du droit sera soumise à la confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département.

§ III. — Des conditions et formes du prêt.

54. Les prêts du mont-de-piété seront accordés pour un an, sauf à l'emprunteur la faculté de dégager ses effets avant le terme, ou d'en renouveler l'engagement à l'échéance du terme, ainsi qu'il sera dit ultérieurement aux paragraphes 4 et 5, *des renouvellemens et des dégagemens*.

55. Tous les six mois, le conseil d'administration règlera le taux des droits de prêt à payer par les emprunteurs, sauf la confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département, sans que le taux actuel puisse être augmenté.

56. Ce taux se composera, d'une part, de l'intérêt des sommes prêtées; d'autre part, des frais d'appréciation et de dépôt des nantissements et autres frais généraux de régie.

57. Dans les décomptes qui se feront pour chaque emprunteur, les droits de prêt se calculeront par demi-mois; la quinzaine commencée sera due en entier.

58. Le montant des sommes à prêter sera réglé, quant aux nantissements

en vaisselle ou bijoux d'or et d'argent, aux quatre cinquièmes de leur valeur au poids, et quant à tous autres effets, aux deux tiers du prix de leur estimation.

59. La somme réglée sera comptée à l'emprunteur, et il lui sera délivré en même temps, sur papier non timbré, une reconnaissance du dépôt de l'effet engagé.

60. Cette reconnaissance sera au porteur; elle contiendra la désignation du nantissement, la date et le montant du prêt.

61. En cas de perte de cette reconnaissance, l'emprunteur devra en faire aussitôt la déclaration au directeur général du mont-de-piété, qui sera tenu de recevoir et de faire inscrire ladite déclaration sur le registre d'engagement, en marge de l'article dont la reconnaissance sera adirée.

§ IV. — Des renouvellemens.

62. A l'expiration de la durée du prêt, l'emprunteur pourra être admis à renouveler l'engagement des effets donnés en nantissement, et par ce moyen empêcher la vente.

63. Pour obtenir ce renouvellement, l'emprunteur sera tenu de payer d'abord les intérêts et droits dus au mont-de-piété à raison du premier prêt; de consentir à ce que le nantissement soit soumis à une nouvelle appréciation; enfin, de se soumettre à payer le montant de la différence qui pourrait être trouvée, d'après cette nouvelle appréciation, entre la valeur actuelle du nantissement et celle qu'il avait à l'époque du premier prêt.

64. La nouvelle appréciation se fera dans la forme ordinaire par les commissaires-priseurs; et l'emprunteur ayant ensuite acquitté, aux termes de l'article précédent, les intérêts et droits échus, et même, s'il y a lieu d'après ladite appréciation, la différence entre la valeur actuelle du nantissement et celle pour laquelle il avait été primitivement engagé, le renouvellement ou rengagement s'effectuera d'après la valeur actuelle du gage, dans la même forme, aux mêmes termes, conditions et pour le même délai que le prêt primitif.

§ V. — Des dégagemens et revendications.

65. Lorsqu'à l'expiration du terme stipulé dans la reconnaissance de dépôt à lui remise au moment du prêt, ou même avant l'expiration, ou enfin après son expiration, la vente du gage n'ayant cependant pas encore été effectuée, l'emprunteur rapportera sa reconnaissance, et réalisera à la caisse, tant en principal qu'intérêts et droits, la somme énoncée en ladite reconnaissance, les effets qui y sont pareillement énoncés lui seront remis dans le même état qu'ils étaient lors du dépôt.

66. S'il arrive que l'effet donné en nantissement soit perdu et ne puisse être rendu à son propriétaire, la valeur lui en sera payée au prix de l'estimation fixée lors du dépôt, et avec l'augmentation d'un quart en sus à titre d'indemnité.

67. Si l'effet donné en nantissement se trouve avoir été avarié, le propriétaire aura le droit de l'abandonner à l'établissement, moyennant le prix d'estimation fixé lors du dépôt; si mieux il n'aime le reprendre en l'état où il se trouve, et recevoir en indemnité, d'après estimation par deux des appréciateurs de l'établissement, le montant de la différence reconnue entre la valeur actuelle dudit effet et celle qui lui avait été assignée lors du dépôt.

68. L'emprunteur qui aura perdu sa reconnaissance ne pourra dégager le nantissement qui en était l'objet, avant l'échéance du terme fixé par l'en-

gagement; et lorsqu'à l'expiration de ce terme, ledit emprunteur sera admis, soit à retirer son nantissement, soit à recevoir le *boni* résultant de la vente qui en aura été faite, il sera tenu d'en donner décharge spéciale, avec cautionnement d'une personne domiciliée et reconnue solvable.

69. Les décharges spéciales requises dans les cas prévus par l'article précédent seront simplement inscrites sur le registre d'engagement, lorsqu'elles auront pour objet des effets d'une valeur au dessous de cent francs, et seront données par acte notarié, s'il s'agit d'effets d'une valeur au dessus de cette somme.

70. Lorsqu'un nantissement sur lequel il aura été accordé un prêt par le mont-de-piété, sera revendiqué pour cause de vol ou pour toute autre cause, le réclamant sera tenu, pour s'en faire accorder la remise, — 1° De justifier, dans les formes légales, de son droit de propriété sur l'objet réclamé; — 2° De rembourser, tant en principal qu'intérêts et droits, la somme pour laquelle l'effet a été laissé en nantissement, sauf d'ailleurs au réclamant à exercer son recours, ainsi qu'il avisera, contre le déposant, l'emprunteur et le répondant; le tout sans préjudice du recours contre le directeur ou autres employés, en cas de fraude, dol ou négligence de l'exécution de l'article 47 et des réglemens.

§ VI. — Des ventes de nantissements.

71. Les effets donnés en nantissement qui, à l'expiration du terme stipulé dans la reconnaissance délivrée à l'emprunteur, n'auront pas été dégagés, seront vendus pour le compte de l'administration jusqu'à concurrence de la somme qui lui sera due; sauf, en cas d'excédant, à en faire état à l'emprunteur.

72. Dans aucun cas, et sous aucun prétexte, il ne pourra être exposé en vente au mont-de-piété des effets autres que des effets qui y auront été mis en nantissement dans les formes voulues par le présent règlement.

73. Les ventes se feront à la diligence du directeur général, d'après un rôle ou état sommaire par lui dressé des nantissements non dégagés, lequel état sera préalablement rendu exécutoire par le président du tribunal de première instance du département de la Seine, ou par l'un des juges du même tribunal à ce commis.

74. Lorsque des nantissements entièrement composés ou même seulement garnis d'or ou d'argent, se trouveront compris dans le rôle de vente dressé en exécution de l'article précédent, il en sera donné avis aux contrôleurs de la régie des droits de marque, en service pour le mont-de-piété, avec invitation de venir procéder à la vérification desdits nantissements.

75. Les contrôleurs de la régie se transporteront, à cet effet, au dépôt des ventes du mont-de-piété, et formeront, après cette vérification, l'état de ceux desdits nantissements d'or ou d'argent qui, n'étant pas revêtus de l'empreinte de garantie, ne pourront être délivrés qu'après l'avoir reçue; sauf néanmoins l'exception dont il sera parlé ultérieurement, article 87 au présent paragraphe.

76. Les ventes au mont-de-piété seront annoncées au moins dix jours d'avance par affiches publiques, ou même, lorsqu'il y a lieu, par catalogues imprimés et distribués, avis particuliers et exposition publique des objets à mettre en vente.

77. Toute affiche ou annonce contiendra l'indication tant des numéros des divers articles à vendre que de la nature des effets et des conditions de la vente.

78. Les oppositions formées à la vente d'effets déposés en nantissement au

mont-de-piété, n'empêcheront pas que ladite vente n'ait lieu, et même sans qu'il soit besoin d'y appeler l'opposant autrement que par la publicité des annonces, et sauf d'ailleurs audit opposant à faire valoir ses droits, s'il y a lieu, sur l'excédant ou *boni* restant net du prix de la vente, après l'entier acquittement de la somme due au mont-de-piété.

79. Les ventes au mont-de-piété se feront par le ministère des commissaires-priseurs de l'établissement, assistés des crieurs choisis et payés par lesdits commissaires.

80. Il sera alloué aux commissaires-priseurs, pour vacations et frais de vente, un droit réglé par quotité sur le montant du produit des ventes.

81. Ce droit sera fixé, par le conseil d'administration, au commencement de chaque année, pour toute l'année, sauf la confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département.

82. Le droit pour vacations et frais de ventes, alloué aux commissaires-priseurs, sera à la charge des acheteurs; il sera ajouté par chacun d'eux, en proportion de son achat, au prix d'adjudication.

83. La délibération du conseil, contenant fixation de ce droit, sera affichée dans la salle des ventes.

84. Indépendamment du droit ordinaire mentionné dans les articles précédens, il sera perçu, pour les ventes de nantissemens qui ont exigé une annonce extraordinaire par catalogues imprimés, avis particuliers et exposition publique, un droit d'un pour cent du produit de la vente.

85. Ce droit sera perçu au profit de l'établissement; il sera, comme le précédent, à la charge de l'adjudicataire, et en sus du prix de son adjudication.

86. Tout adjudicataire sera tenu de payer comptant le prix total de son adjudication et frais accessoires; à défaut de ce paiement complet, l'effet adjudgé est remis en vente à l'instant même, aux risques et périls de l'adjudicataire, et sans autres formalités qu'une interpellation verbale à lui adressée par le commissaire-priseur vendeur de payer actuellement la somme due.

87. Les effets adjudgés, même ceux composés ou garnis d'or ou d'argent non empreints de la marque de garantie, mais que l'adjudicataire consentira à faire briser et mettre hors de service, seront remis audit adjudicataire aussitôt qu'il en aura payé le prix.

88. Quant à ceux desdits effets d'or et d'argent non empreints de la marque de garantie, que l'adjudicataire désirera conserver dans leur forme, ils seront provisoirement retenus pour être présentés au bureau de garantie, et n'être remis audit adjudicataire qu'après l'acquittement par lui fait des droits particuliers dus à la régie.

89. Les procès-verbaux de ventes et tous les actes qui y seront relatifs, seront dressés, comme tous autres actes de régie du mont-de-piété, sur des registres non timbrés et exempts du droit d'enregistrement.

90. A la fin de chaque vacation de vente, le commissaire-priseur vendeur en versera le produit entre les mains du garde du dépôt des ventes, qui, à son tour, sera chargé d'en compter, au plus tard dans trois jours, au caissier de l'établissement.

91. A la vue desdits registres et actes, qui resteront, sans pouvoir en être déplacés, au bureau du dépôt des ventes, se formera, pour chaque article d'engagement, le compte du déposant emprunteur.

92. Ce compte se composera, d'une part, du produit de la vente; de l'autre, de la somme due par le déposant emprunteur, tant en principal qu'intérêts et droits; et indiquera pour résultat, soit l'excédant ou *boni* dont il y

a lieu de faire état au déposant emprunteur, soit le déficit à supporter par les commissaires-priseurs, conformément à l'article 34 du chapitre IV du titre 1^{er}, soit enfin la balance exacte des diverses parties du compte.

§ VII. — De l'excédant ou *boni*.

93. Le paiement de l'excédant ou *boni* restant net du produit de la vente d'un nantissement, se fera sur la représentation et la remise de la reconnaissance d'engagement.

94. A défaut de représentation de ladite reconnaissance, l'emprunteur sera tenu de donner décharge spéciale, tant de l'engagement que du paiement du *boni*, dans les formes prescrites article 68 au présent titre.

95. Les créanciers particuliers des porteurs de reconnaissances seront reçus, ainsi qu'il a été indiqué article 78 au présent titre, à former des oppositions aux délivrances de *boni*.

96. Ces oppositions ne pourront être formées qu'entre les mains du directeur général, lors même que le *boni* à délivrer résulterait d'opérations faites dans une succursale; et elles ne seront obligatoires pour le mont-de-piété, qu'autant qu'elles auront été visées à l'original par le directeur, qui sera d'ailleurs tenu de le faire sans aucuns frais.

97. Lorsqu'il aura été formé opposition à un paiement de *boni*, ce paiement ne pourra avoir lieu entre les mains de l'emprunteur que du consentement de l'opposant, et à vue de la décharge ou main-levée de son opposition.

98. Les excédans ou *boni* qui n'auront pas été retirés dans les trois ans de la date des reconnaissances, ne pourront être réclamés. Le montant en sera versé à la caisse des hospices civils, d'après état préalablement arrêté par le conseil général de l'administration.

99. Les dispositions de l'article précédent devront être rappelées en forme d'avis dans la formule des reconnaissances.

SECTION II. — Dispositions particulières relatives au prêt dans les succursales.

100. Toutes les opérations relatives au prêt sur nantissement s'exécuteront dans les succursales de la même manière qu'au chef-lieu : en conséquence, toutes les dispositions prescrites à cet égard seront communes à ces succursales.

101. Chaque succursale sera chargée de consommer et d'apurer entièrement les opérations qu'elle aura une fois commencées. A cet effet, les nantissements engagés dans une division pourront rester en dépôt jusqu'à dégage ment ou vente, ou être portés au chef-lieu, pour opérer, soit les renouvellemens, soit les dégage ments, soit enfin pour recevoir les excédans ou *boni*; là, les emprunteurs seront tenus de s'adresser à la même succursale qui aura primitivement reçu leurs dépôts.

CHAPITRE III. — De l'emprunt.

102. Le mont-de-piété continuera à recevoir et employer, comme il se pratique aujourd'hui, les fonds qui lui seront offerts en placement par les particuliers.

103. Le taux d'intérêt auquel ces placemens seront reçus sera fixé tous les ans par une délibération spéciale du conseil d'administration, sauf la confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département.

104. Il sera délivré, à titre de reconnaissance du placement, deux billets payables au porteur, dont un pour le principal et l'autre pour l'intérêt. Ces billets porteront le numéro de leur enregistrement, la date de leur émission et celle de leur échéance.

105. Le billet au porteur pour le principal contiendra le montant du placement; il sera signé par le caissier général et par le contrôleur de la caisse; il portera mention de l'enregistrement à la direction, et cette mention sera signée par le directeur général; enfin, il sera visé par un membre du conseil d'administration.

106. Le billet au porteur pour intérêt contiendra le montant de cet intérêt; il sera signé par le directeur général et par le contrôleur de la caisse, et il sera aussi visé par un membre du conseil d'administration.

107. Au fur et à mesure de l'acquittement de ces divers effets, mention en sera faite en marge de leur article d'enregistrement.

108. Tous les trois mois, l'état du portefeuille sera vérifié par l'administration, et elle en dressera procès-verbal, dont il sera remis une expédition au ministre, et une au préfet du département.

N^o 472. = 8 thermidor an 13 (27 juillet 1805). = *AVIS du conseil d'état relativement à la liquidation des dettes de l'ancien mont-de-piété de Paris.* (Dépôt des lois, n^o 185.)

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi de sa majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre chargé de ce département, relatif aux dettes exigibles de l'ancien mont-de-piété; — Considérant que le mont-de-piété étant établi au profit des hospices, par les lettres-patentes du 9 décembre 1777; — Que les emprunts faits par le mont-de-piété ont été hypothéqués sur les revenus et droits des hôpitaux, suivant les lettres-patentes des 7 août 1778 et 25 mars 1779; — Que les fonds prêtés sur simple engagement au mont-de-piété, l'ont été aussi aux hôpitaux, propriétaires des bénéfices et de l'établissement du mont-de-piété en la personne de leurs administrateurs; — Que la loi du 9 prairial an 5 charge formellement l'état du paiement des rentes dues par les hospices, et règle le mode de liquidation; — Que la loi du 16 vendémiaire an 5 ordonne, à la vérité, article 5, que les biens non vendus appartenant aux hospices leur seront rendus; et articles 6 et suivans, que ceux vendus seront remplacés; mais que ce remplacement n'a eu lieu que pour une petite partie, et nullement pour Paris; — Que l'article 10 de la même loi ordonne qu'il leur sera payé, jusqu'au remplacement de leurs biens, une somme égale à leurs revenus de 1790; — Mais que ce paiement n'a pas été fait; — Que l'arrêté du 15 brumaire an 9, article 9, accorde aux hospices quatre millions de biens nationaux en remplacement de leurs biens vendus, en exécution sans doute de la loi de vendémiaire an 5; — Mais que cet arrêté n'a pas été exécuté; — Que conséquemment les hospices, privés de leurs biens, ne peuvent payer leurs rentes et dettes anciennes exigibles, — Est d'avis que lesdites dettes, d'après la loi qui déclare nationaux les biens des hospices, et celle du 9 prairial an 5, doivent être liquidées par le liquidateur général, et payées comme les dettes nationales contractées aux mêmes époques; — Que conséquemment, les dettes du mont-de-piété, affectées sur les biens et revenus des hospices de Paris, doivent être liquidées et acquittées de même.

N^o 473. = 13 thermidor an 13 (1^{er} août 1805). = *DÉCRET relatif aux déclarations de transfert des cinq pour cent consolidés* (1). (IV, Bull. III, n^o 867.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, la déclaration de transfert des cinq pour cent conso-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le § XLII du décret du 24 août (15, 16, 17 et) —

lidés sur le registre établi à cet effet près le directeur du grand-livre, conformément à la loi du 28 floréal an 7, saisira l'acquéreur de la propriété et jouissance de l'inscription transférée, et ce, par la seule signature du vendeur. Toute opposition postérieure à cette déclaration sera considérée comme non avenue.

2. Pour constater cette déclaration et le dépôt de l'ancien extrait d'inscription, il sera expédié au vendeur autant de bulletins qu'il y aura d'acquéreurs désignés dans l'acte de transfert.

3. Les paiemens des inscriptions transférées pourront être valablement effectués par les acquéreurs, sur la présentation de ces bulletins.

4. Lors du retrait par l'acquéreur du nouvel extrait d'inscription, la décharge donnée par lui sera mise au dos du bulletin, et non sur le registre des déclarations de transfert.

N° 474. = 13 thermidor an 13 (1^{er} août 1805). = DÉCRET *qui ordonne un prélèvement sur le produit de la location des bancs et des chaises dans les églises.* (IV, Bull. LIII, n° 879.)

Art. 1^{er}. Le sixième du produit de la location des bancs, chaises et places dans les églises, faite en vertu des réglemens des évêques pour les fabriques de leurs diocèses, après déduction des sommes que les fabriques auront dépensées pour établir ces bancs et chaises, sera prélevé pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés ou infirmes.

2. Les évêques adresseront au ministre des cultes, dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de règlement, pour déterminer le mode et les précautions relatifs à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution.

N° 475. = 16 thermidor an 13 (4 août 1805). = DÉCRET *qui autorise les membres de la légion-d'honneur payés sur revues, à déléguer leur traitement lorsqu'ils s'embarquent pour le service de l'état.* (IV, Bull. LII, n° 868.)

Art. 1^{er}. Les membres de la légion-d'honneur payés sur revues, qui s'embarquent pour le service de l'empire, sont autorisés à déléguer à leurs femmes, enfans ou autres, tout ou partie du traitement qui leur est accordé.

2. Pour assurer ces délégations, il en sera dressé un état détaillé, soit sur le livret du corps, pour ce qui concerne les officiers et les soldats qui y sont attachés, soit sur les livrets individuels des officiers sans troupe et employés militaires.

3. Les inspecteurs aux revues, et à leur défaut les commissaires des guerres, seront chargés d'établir sur les livrets la mention ci-dessus, et de recevoir les déclarations dûment signées des délégataires, lesquelles porteront énonciation des noms, prénoms, armes et grades dans la légion de ces derniers, du montant de leur traitement, de la portion déléguée, de l'époque à dater de laquelle elle devra être payée, des noms, prénoms et demeures des personnes autorisées à la toucher, et de celles qui devront leur être substituées en cas de mort ou de refus des personnes auxquelles ils ont fait la délégation.

4. Ces déclarations seront certifiées par les inspecteurs aux revues, ou à leur défaut par les commissaires des guerres, qui énonceront au bas qu'ils ont établi sur les livrets les mentions prescrites, et les feront passer sans délai au grand trésorier de la légion-d'honneur, qui les fera inscrire sur un registre particulier, et en fera exécuter les différentes dispositions.

5. Les délégations ne pourront avoir d'effet que pour une année : néanmoins, dans le cas où l'absence des délégataires se prolongerait au-delà, la délégation pourra être renouvelée pour une autre année, au dernier jour de l'année révolue, dans les formes prescrites ci-dessus ; mais alors, à défaut d'inspecteurs aux revues ou de commissaires des guerres, les agens de la marine sur les lieux ou les agens commerciaux les remplaceront, quant à la réception et au *visa* des nouvelles déclarations, à leur mention sur les livrets, et à l'envoi qui devra en être fait au grand trésorier de la légion d'honneur : si la déclaration n'est pas renouvelée, il ne sera plus fait aucun paiement après l'année révolue.

6. Les membres de la légion-d'honneur qui sont actuellement aux colonies, pourront également faire leurs déclarations selon les formes prescrites par les articles précédens.

7. En cas de mort civile ou naturelle, les inspecteurs aux revues, ou à leur défaut les commissaires des guerres, et, s'il y a lieu, les agens de la marine ou les agens commerciaux, en informeront aussitôt le grand trésorier de la légion-d'honneur, qui, en conséquence, fera cesser sur-le champ l'effet de la délégation.

8. Lecture sera faite des diverses dispositions ci-dessus à tous les membres de la légion-d'honneur, au moment de leur embarquement, et le ministre de la marine le fera, en outre, publier dans toutes les colonies françaises.

N° 476. = 16 thermidor an 13 (4 août 1805). = DÉCRET qui autorise l'acceptation d'une donation de trois cents francs de rente, faite par monsieur et madame Desbassayns, pour le rétablissement de l'institution et de la nomination annuelle d'une rosière à Suresne. (IV, Bull. LVII, n° 978.)

N° 477. = 17 thermidor an 13 (5 août 1805). = DÉCRET sur la peine de la récidive contre les forçats. (IV, Bull. LII, n° 859.)

Napoléon...., — Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice ; — Vu les articles 16, 17 et 18 du titre III de la loi du 20 septembre—12 octobre 1791, ainsi conçus : — Art. 16. « Les délits commis par les bas-officiers des galères et par les forçats, continueront d'être punis en conformité des réglemens rendus par la police et la justice des chiourmes, avec cette seule exception que chaque évasion de forçat sera punie seulement par trois années de chaîne de plus pour les forçats à terme, et par l'application à la double chaîne, pendant le même temps, pour les forçats qui sont actuellement condamnés à vie ; » — Art. 17. « A l'égard des autres crimes et délits non prévus par le présent décret, et qui seraient commis dans l'arsenal, ils seront jugés conformément aux dispositions créées par le code général des vaisseaux, du 21—22 août 1790, par le code général des délits, et le code de la police correctionnelle ; » — Art. 18. « Le dit code pénal des vaisseaux sera également suppléé, pour les dispositions qui n'y seront pas prévues, par le présent code, et par le code général des peines et des délits ; » — Vu l'article 1^{er} de la loi du 23 floréal an 10,

ainsi conçu : — « Tout individu qui aura été repris de justice pour un crime qualifié tel par les lois actuellement subsistantes, et qui sera convaincu d'avoir, postérieurement à sa première condamnation, commis un second crime emportant peine afflictive, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre ledit crime, et, en outre, à être flétri publiquement sur l'épaule gauche, de la lettre R; » — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les cours martiales maritimes prononceront la peine de la récidive contre les forçats convaincus de crimes pour lesquels tous autres prévenus y seraient condamnés.

2. Cette peine ne sera point prononcée dans les cas où les lois maritimes punissent les forçats de peines afflictives pour des délits contre la discipline, et que les lois générales ne qualifient point crimes, ou contre lesquels elles ne prononcent pas de peines afflictives.

N^o 478. = 25 thermidor an 13 (13 août 1805). = **DÉCRET sur le mode de réformation des listes des cent plus imposés.** (IV, Bull. LIII, n^o 884.)

N^o 479. = 25 thermidor an 13 (13 août 1805). = **DÉCRET sur les nominations dont les collèges électoraux sont chargés.** (IV, Bull. LIII, n^o 885.)

6 fructidor an 13 (24 août 1805). = *Avis du conseil d'état relatif aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères* (1).

N^o 480. = 8 fructidor an 13 (26 août 1805). = **DÉCRET relatif à la levée de la conscription de l'an 14** (2). (IV, Bull. LIV, n^o 887.)

N^o 481. = 8 fructidor an 13 (26 août 1805). = **DÉCRET qui proroge pour l'an 14 la perception des droits sur les billets d'entrée et d'abonnement aux spectacles, etc.** (3). (IV, Bull. LV, n^o 929.)

Art. 1^{er}. La perception des droits établis par les lois sur les billets d'entrée et d'abonnement dans les spectacles, et sur la recette des bals, concerts, feux d'artifices, courses, exercices de chevaux et autres fêtes où l'on entre en payant, est prorogée pour l'exercice de l'an 14.

2. Les poursuites à faire pour assurer le recouvrement des droits ci-dessus mentionnés seront désormais dirigées suivant le mode fixé par l'arrêté du 16 thermidor an 8, et autres lois et réglemens relatifs au recouvrement des contributions directes et indirectes.

3. Les décisions rendues par les conseils de préfecture, dans les cas prévus par l'article 3 de l'arrêté du 10 thermidor an 11, seront au surplus exécutées provisoirement, et sauf le recours au gouvernement réservé par cet article.

N^o 482. = 13 fructidor an 13 (31 août 1805). = **AVIS du conseil d'état sur la**

(1) Voyez 13 fructidor même mois.

(2) La conscription étant abolie par l'art. 11 de la charte de 1830, ce décret qu'avait abrogé déjà l'art. 25 de la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, n'a plus d'intérêt.

Aujourd'hui, le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi du 21—23 mars 1832, qui, par son art. 50, abroge toutes celles antérieures sur la matière.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), l'indication des prorogations successives de la perception de ce droit.

peine applicable aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères (1).
(IV, Bull. LVI, n° 933.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté impériale et royale, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet de statuer sur la question de savoir *si la peine de la flétrissure, prononcée par la loi du 23 floréal an 10, contre les fabricateurs de fausse monnaie, est applicable aux fabricateurs de fausse monnaie étrangère*;—Vu le décret du 2 frimaire an 2, qui établit que les dispositions du Code pénal relatives aux fabricateurs de fausses monnaies nationales sont communes aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères et papier ayant cours de monnaie en pays étranger;—Vu l'article 6 de la loi du 23 floréal an 10, ainsi conçu : « Tout individu condamné pour « l'un des crimes énoncés en l'article 2, ou pour celui de fausse monnaie, « sera, dès la première fois, et outre la peine prononcée par le Code pénal, « flétri publiquement, sur l'épaule, de la lettre *F* ; » — Considérant que le terme de fausse monnaie énoncé en l'article 6 de la loi du 23 floréal étant général, on ne peut admettre une distinction de délit; qu'en conséquence, la loi frappe le fabricant de fausses monnaies étrangères, comme le fabricant de fausses monnaies nationales;—Que lorsqu'une loi veut distinguer les délits, elle les désigne toujours, comme, par exemple, celle du 14 germinal an 11, qui porte peine de mort contre les auteurs, fauteurs et complices de l'altération et de la contrefaçon des monnaies nationales, — Est d'avis que la loi du 23 floréal an 10 contre les fabricateurs de fausses monnaies, est applicable aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères.

N° 483. = 13 fructidor an 13 (31 août 1805). = **DÉCRET concernant le prix du papier filigrané, et la prohibition des cartes fabriquées à l'étranger** (2).
(IV, Bull. LVI, n° 934.)

Art. 1^{er}. Le prix du papier filigrané, dont l'usage est ordonné par l'article 12 du décret impérial du 1^{er} germinal an 13, et livrable dans le bureau de la direction des droits réunis de chacun des départemens de l'empire, sera payé par les fabricans de cartes au moment de la livraison; savoir :— Le papier à vingt filigranes, douze francs la rame; — Le papier à vingt-quatre et trente filigranes, quatorze francs la rame.—Ces dimensions seront les seules admises dans la fabrication des cartes, et le prix du papier sera indépendant du droit de demi-centime par carte ou filigrane dont chaque feuille sera composée.—Le papier sera conforme aux échantillons approuvés par le ministre et déposés à la régie: en cas de plaintes, la vérification en sera faite, et il nous en sera rendu compte.

2. Il sera accordé au fabricant, sur le droit de demi-centime seulement, la déduction de dix feuilles au dessus de chaque cent, pour tenir lieu de tous déchets dans la fabrication, sous la condition qu'il ne sera admis aucune carte en garenne, à l'époque des inventaires de fin d'année; et que, préalablement à cette opération, toutes les cartes seront levées, formées en jeu, soumises à la nouvelle bande de contrôle et paiement du droit.

3. Les fabricans tiendront séparées, dans leurs boutiques et magasins, les différentes natures de jeux et de papier. Ils ne confondront jamais le papier

(1) Voyez le décret du 2—5 frimaire an 2 (22—25 novembre 1793), et les art. 134 et suiv. du Cod. pén. de 1810, sur cet objet.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'arrêté du 3 pluviose an 6 (22 janvier 1798), le résumé de la législation concernant la fabrication des cartes à jouer.

filigrané avec celui qui forme le dessus de la carte, et ni l'un ni l'autre avec l'étesse ou main brune. Les feuilles de figures et valets, les cartons de point peint ou non peint, seront également distincts et séparés.

4. Les fabricans, sur les livraisons de papier filigrané qui leur seront faites, laisseront en dépôt dans les bureaux de la régie la quantité de feuilles par eux destinée au moulage des têtes et valets.

5. L'introduction dans l'empire et l'usage des cartes fabriquées à l'étranger sont prohibés. Les seules cartes à portrait étranger, de fabrication française, pourront être exportées à l'étranger en franchise des droits, conformément à l'article 17 du règlement du 19 floréal an 6.

6. Il sera accordé aux fabricans un délai de six mois pour l'éconlement des matières fabriquées en papier libre qu'ils auront en leur possession au 1^{er} vendémiaire an 14. Les jeux provenant desdites matières continueront d'être soumis aux bandes et au timbre actuellement en usage; passé ce délai, toutes matières qui n'auraient pas été converties en jeux seront lacérées et mises hors de service.

7. Pour éviter aux fabricans l'avance des droits opérés pour la conversion en jeux de toutes les matières, revêtus de la bande de contrôle, et leur en faciliter l'éconlement par la vente, il leur sera accordé, sous caution, un crédit de trois mois, sauf le droit de contrainte attribué à la régie dans les cas convenables.

8. A partir de l'émission du papier filigrané, toutes cartes fabriquées avec ce papier seront soumises à la bande de contrôle à timbre sec, qui sera apposé chez les fabricans par les commis, qui en dresseront des actes réguliers.

9. Toutes contraventions au présent décret emporteront la peine prononcée par le décret du 4 prairial an 13.

N° 484. = 13 fructidor an 13 (31 août 1805). = *DÉCRET relatif à l'abonnement du droit du dixième sur les voitures de terre* (1). (IV, Bull. LVI, n° 935.)

L'article 6 (2) de la loi du 9 vendémiaire an 6, qui permet d'abonner le droit du dixième sur les voitures d'eau, pourra être appliqué par la régie des droits réunis aux voitures de terre, dans les cas particuliers où ce mode sera jugé, par ladite régie, d'une exécution plus facile et plus sûre que le mode de perception ordinaire; à la charge par la régie de rendre, chaque année, un compte particulier au ministre, des traités qu'elle aura faits, pour le tout nous être soumis.

N° 485. = 13 fructidor an 13 (31 août 1805). = *DÉCRET relatif aux brasseries et à la consommation de vin pour les hospices, collèges et autres établissemens publics* (3). (IV, Bull. LVI, n° 936.)

Art. 1^{er}. L'exemption accordée par l'article 65 de la loi du 5 ventose an 12 n'est applicable qu'à celui qui ne brasse que pour la consommation de sa famille; elle ne peut être étendue aux hospices, collèges, maisons d'instruction et autres établissemens publics, qui ne pourront obtenir, lorsqu'ils

(1) Voyez la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 68, qui établit un droit sur les voitures publiques, et les notes.

(2) C'est l'art. 73.

(3) Voyez la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), tit. V, chap. II, sect. 1^{re} et II, et les notes.

brasseront chez eux, une déduction plus forte que celle de dix-huit hectolitres de bière pour chaque année.

2. L'exemption accordée par l'article 60, de neuf hectolitres de vin pour la consommation de chaque famille, ne pourra être plus forte pour les hospices, collèges, maisons d'instruction et autres établissemens publics.

N° 486. = 13 fructidor an 13 (31 août 1805). = DÉCRET *qui règle la compétence des ministres de l'intérieur, de la guerre et de la marine, relativement aux travaux à faire aux grandes routes, aux ponts, aux canaux de navigation, aux rades, etc.* (1). (IV, Bull. LXI, n° 1069.)

Art. 1^{er}. Les travaux relatifs à la construction, réparation et entretien des grandes routes, des ponts, des canaux de navigation, des fleuves et rivières navigables, des ports de commerce, des écluses de navigation, de celles de chasse dans les mêmes ports, des dessèchemens, des digues à la mer, des digues sur les fleuves, les rivières, les torrens, continueront à faire partie des attributions du ministre de l'intérieur, et à être exécutés par les ingénieurs des ponts et chaussées, sous la surveillance des préfets, sauf les exceptions ci-après.

2. Les travaux des routes, canaux de navigation, fleuves et rivières navigables, qui traversent des places de guerre ou des portions de leurs fortifications, continueront à faire partie des attributions du ministre de la guerre, dans l'étendue de ces mêmes fortifications, ainsi qu'à cinq cents toises de la crête des chemins couverts, lorsque, par des décrets spéciaux de sa majesté, certaines portions de ces travaux n'auraient pas été, par exception, attribuées au ministère de l'intérieur.—Sont aussi dans les attributions du même ministère les écluses d'inondation des places fortes et des lignes de défense, et les canaux et rivières qui servent de fossés aux lignes de défense. — Ces travaux seront exécutés par les officiers du génie militaire; les plans en seront communiqués par ceux-ci aux préfets, après avoir été concertés avec les ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

3. En cas de siège d'une place de guerre et pendant la durée du siège, les officiers du génie militaire seront exclusivement chargés, dans ladite place, du service dévolu aux ingénieurs des ponts et chaussées.—Il en sera de même en ce qui est relatif aux inondations et aux dessèchemens des portions des territoires de l'empire faisant partie des lignes de défense; et ce, dans les cas et pour le temps seulement où la présence des armées ennemies rendra cette mesure nécessaire. Les préfets devront être instruits de toutes les mesures qui auront été ordonnées.

4. Les travaux des rades et ports militaires, ceux des forts et batteries à la mer, dans l'étendue de ces rades et ports, continueront à faire partie des attributions du ministre de la marine, et seront exécutés, savoir, pour les travaux des rades et ports militaires, par les ingénieurs des ponts et chaussées attachés à son département; et pour ceux des forts et batteries à la mer dans l'étendue de ces rades et ports, par les officiers du génie militaire: néanmoins, il ne pourra être entrepris aucune nouvelle construction de forts,

(1) Voyez le décret du 4 août 1811, qui contient des dispositions analogues en ce qui concerne les travaux d'entretien et de réparation des routes et rues qui traversent les fortifications des places de guerre ou qui y aboutissent; et celui du 31 janvier 1813, concernant les travaux d'entretien et de réparation des ponts dormans et des ponts-levis établis sur des parties de routes qui traversent des fortifications.

Voyez encore l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), concernant le service des travaux maritimes, et la note.

batteries ou autres ouvrages défensifs, que sur des projets concertés entre les deux ministres.

5. Il ne sera ouvert aucune route nouvelle, aucun canal de navigation, aucun dessèchement nouveau, dans l'étendue des départemens qui forment les frontières de l'empire, tant du côté de la terre que du côté de la mer, ni dans les départemens du Pas-de-Calais, du Nord, de Jemmappe, de la Dyle, de la Sarre et des Forêts, sans que les projets en aient été communiqués au ministre de la guerre par celui de l'intérieur. Les préfets de département et les directeurs des fortifications et du génie militaire seront consultés : l'inspecteur général du génie militaire et le comité des fortifications donneront leur avis sur ces projets, dans le délai de six mois au plus.

6. Dans tous les cas où les deux ministères auraient à se concerter, l'inspecteur général du génie et le directeur général des ponts et chaussées, après avoir pris l'avis des préfet, ingénieur en chef et directeur des fortifications et du génie militaire, entreront en communication pour former un avis commun : s'ils ne peuvent s'accorder, ils rédigeront les procès-verbaux de leurs conférences; un double en sera remis aux ministres respectifs, qui soumettront leur avis à la décision de sa majesté.

7. Hors le cas de siège ou d'attaque imminente, si le service d'une place de guerre comprend des portions de navigation, ou un système d'inondation qui intéresserait l'agriculture, le préfet du département est autorisé à faire préparer, par les ingénieurs des ponts et chaussées, les plans des travaux; il les communiquera au directeur du génie militaire, et pourra requérir de lui les mesures les plus favorables au commerce et à l'agriculture, et rendra compte du tout au ministre de l'intérieur.

N° 487.=13 fructidor an 13 (31 août 1805).=**DÉCRET** relatif à l'établissement à Avignon d'une seule condition publique pour les soies. (Moniteur, n° 346.)

16 fructidor an 13 (3 septembre 1805).=*Avis du conseil d'état sur les domaines engagés* (1).

18 fructidor an 13 (5 septembre 1805).=*Avis du conseil d'état sur les émigrés* (2).

N° 488.=22 fructidor an 13 (9 septembre 1805).=**SÉNATUS-CONSULTE** sur le rétablissement du calendrier grégorien (3). (IV, Bull. LVI, n° 940.)

A compter du 11 nivose prochain, 1^{er} janvier 1806, le calendrier grégorien sera mis en usage dans tout l'empire français.

N° 489.=22 fructidor an 13 (9 septembre 1805).=**AVIS** du conseil d'état sur la décharge que produit, à l'égard de rentes dues pour domaines engagés, le paiement du quart de leur valeur, fait en exécution de la loi du 14 ventose an 7 (4). (IV, Bull. LVII, n° 1040.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté, a entendu le rap-

(1) Voyez 22 fructidor an 13.

(2) Voyez 26 fructidor an 13.

(3) Voyez le décret du 5 octobre 1793—16 vendémiaire an 2, portant fixation de l'ère des Français, et la note.

(4) Voyez, sur les domaines engagés, la loi générale du 14 ventose an 7 (4 mars 1799), et

port de la section de législation sur un conflit élevé entre les autorités judiciaire et administrative, relativement au point de savoir à laquelle de ces deux autorités il appartient de connaître d'une demande formée par la régie de l'enregistrement et du domaine, aux héritiers *Challaye*, en paiement d'une rente de six cents francs due à raison d'un domaine engagé en 1765, et de laquelle les héritiers *Challaye* se prétendent rédimés, au moyen du quart par eux payé, en exécution de la loi du 14 ventose an 7, — Est d'avis que, s'il y avait lieu à donner suite à cette affaire, elle serait de la compétence des tribunaux, comme l'a fort bien établi le grand-juge dans son rapport, et comme cela pourrait encore se déduire de l'article 27 de la même loi du 14 ventose an 7; — Mais il y a une question préalable : c'est celle de savoir si la prétention de la régie est fondée; car si elle ne l'est pas, il est de la dignité et de la justice du gouvernement, non de renvoyer à telle ou telle autorité, mais d'ordonner à ses agens de s'abstenir de toute poursuite mal fondée. — Or l'objet de la réclamation actuelle, quant au fond, est contraire, et à la loi du 14 ventose an 7, et à la jurisprudence même du conseil. — Cette loi du 14 ventose embrasse essentiellement trois classes d'engagistes, 1° ceux dont les titres antérieurs à l'édit de février 1566 sont confirmés, lorsqu'il n'y avait aucune clause de retour exprimée; 2° les engagistes postérieurs dont les contrats sont révoqués en général (article 4); 3° les engagistes dont les titres, quoique postérieurs à l'édit, sont néanmoins confirmés par exception (article 5). — L'article 14 de la même loi admet les engagistes dont les contrats sont révoqués à payer en numéraire le quart de ce que valaient les biens en 1789; et au moyen de cette soumission, *avec renonciation à toute imputation, compensation ou distraction de finance ou amélioration, le même article statue qu'ils seront maintenus dans leur jouissance...*, déclarés et reconnus propriétaires incommutables, *et en tout assimilés aux acquéreurs de biens nationaux*. — Dans cet état de la législation, l'ancien engagé qui a payé la quotité déterminée par la loi du 14 ventose, peut-il être encore poursuivi en paiement de la rente qu'il pouvait devoir antérieurement? non, sans doute, si cela ne résulte pas du nouveau contrat qui s'est formé. — A la vérité, et à la faveur des expressions *seront maintenus dans leur jouissance*, on a d'abord essayé de soutenir qu'il y avait, non précisément, un nouveau contrat, mais un acte confirmatif de l'ancien, sous quelques nouvelles charges. Cette induction n'est point juste : car la jouissance est un fait; et de ce que l'engagiste y a été maintenu, il ne faut pas en conclure que ce soit au même titre, quand ce titre a été formellement changé, quand sa possession, de *précaire* qu'elle était, est devenue une *propriété incommutable*, quand, en un mot, d'engagiste qu'il était, il est devenu *acquéreur d'un bien national*. C'est donc un nouveau contrat qui a succédé au contrat primitif, d'ailleurs révoqué en termes exprès par l'article 4 de la loi. — Mais d'autres expressions de l'article 14 ont servi de prétexte pour soutenir que, même dans ce système, l'ancienne rente, considérée comme *prix ou finance*, restait due, puisque l'engagiste avait renoncé à toute *distriction de finance*. — Rappelons le texte, et n'en isolons pas les diverses parties. *Avec renonciation*, est-il dit, *à toute imputation, compensation ou distraction de finance ou amélioration*. Qu'est-ce que signifie cette disposition, sinon que l'ancien engagé devra payer le quart *franc*, et sans aucune répétition, soit de deniers d'entrée et sommes principales par lui autrefois payées, soit d'a-

les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence de la matière.

méliorations par lui faites ! Ces deniers d'entrée et sommes principales, voilà la finance que la disposition a en vue, et ce qu'elle défend à l'acquéreur de répéter : mais elle ne lui impose pas l'obligation de supporter encore les charges annuelles qui pouvaient résulter de l'ancien contrat aboli ; car on se fût autrement exprimé : l'on n'aurait pas exigé que l'ancien engagiste dit, comme on veut le lui faire dire, *je renonce à distraire du quart les rentes que je dois* (ce qui assurément est inintelligible) ; on lui aurait fait dire, *je me sou mets, en outre, à continuer le paiement de la rente*. — La loi ne s'est pas ainsi expliquée, parce qu'elle ne l'a pas voulu ; et son esprit se manifeste clairement par la différence qu'elle établit entre les engagistes dont les contrats ont été révoqués, et ceux qu'elle a exceptés de cette disposition rigoureuse. — A l'égard de ces derniers, comme leur condition n'a souffert aucun changement, l'article 35 les astreint formellement ; mais il n'astreint qu'eux à continuer le paiement des rentes et charges non féodales dont ils pouvaient être grevés. — Au surplus, la question présentée a déjà été formellement décidée par un arrêté du 16 frimaire an 12, rendu en faveur du général *Pommereul*. Il s'agissait, en cette affaire, d'une charge anciennement imposée à un fonds engagé ; et l'ancien engagiste en a été déchargé au moyen de l'exécution par lui donnée à l'article 14 de la loi du 14 ventose an 7. — La conclusion de tout ceci est qu'il convient de faire cesser toutes poursuites de la nature de celles dont il s'agit, dans l'affaire des héritiers *Challaye*, et dans celles qui peuvent lui ressembler.

N° 490. = 22 fructidor an 13 (9 septembre 1805). = **DÉCRET qui détermine la pension, le trousseau et autres objets à fournir par les individus admis en qualité d'élèves à l'école polytechnique** (1). (Moniteur, n° 360.)

Art. 1^{er}. Tout individu qui sera admis à l'avenir, à l'école polytechnique, en qualité d'élève, devra verser entre les mains du conseil d'administration de cette école, une pension annuelle de huit cents francs. Cette pension sera assurée et payée ainsi qu'il est prescrit pour les pensions des vélites.

2. Outre la pension prescrite par l'article 1^{er}, chaque élève devra, en entrant à l'école, être pourvu d'un trousseau semblable à celui qui a été déterminé pour l'école spéciale militaire, et se fournir à ses frais les livres de tout genre, les règles, compas et crayons qui lui sont personnellement nécessaires.

3. Au moyen de ces sommes et conditions, le conseil d'administration de l'école pourvoira au logement des élèves, à leur nourriture, habillement, équipement, chauffage, éclairage, tant en santé qu'en maladie, et à la fourniture des plumes, papier, encre, et autres menus objets nécessaires à leur instruction.

4. Les élèves actuellement admis seront de même tenus, à dater du 1^{er} vendémiaire an 14, de remplir les conditions prescrites par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus. Ceux à qui la situation de leur fortune ne permettra pas de les remplir, adresseront au gouverneur de l'école les pièces qui feront connaître l'impossibilité où ils sont de satisfaire à la totalité ou partie des obligations qui leur sont imposées. — Nous nous réservons de statuer sur le sort des sujets distingués qui se seraient présentés au concours, et à qui la modicité de leur fortune ne permettrait pas de payer la totalité de la pension. — Notre ministre de l'intérieur nous fera sur le tout un rapport.

N° 491. = 23 fructidor an 13 (10 septembre 1805). = **DÉCRET concernant le**

(1) Voyez le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), portant création de l'école polytechnique, et les notes qui résument toutes les lois et tous réglemens relatifs à cette institution

droit de sortie des charbons de bois des départemens qui avoisinent le Rhin. (IV, Bull. LVI, n° 941.)

A compter de la publication du présent décret, les charbons de bois des départemens qui avoisinent le Rhin, acquitteront, à leur sortie, un droit de vingt pour cent de la valeur.

N° 492. = 23 fructidor an 13 (10 septembre 1805). = **DÉCRET sur les commissaires généraux de police** (1). (IV, Bull. LXV, n° 1140.)

N° 493. = 23 fructidor an 13 (10 septembre 1805). = **DÉCRET sur les salaires des gardes champêtres** (2). (Recueil officiel de l'intérieur, page 425.)

Dans toutes les communes où le salaire des gardes champêtres ne pourrait pas être acquitté sur les revenus communaux, en y comprenant le produit des amendes, et lorsque les habitans ne consentiront point à former le traitement ou complément du traitement de ces gardes par une souscription volontaire, la somme qui manquera sera, en conformité de l'article 3, section VII de la loi du 28 septembre—6 octobre 1791, concernant les biens et les usages ruraux de la police rurale, répartie sur les propriétaires ou exploitans de fonds non enclos, au centime le franc de la contribution foncière de chacun d'eux.

23 fructidor an 13 (10 septembre 1805). = *Avis du conseil d'état relatifs à l'île d'Elbe, — et aux condamnés* (3).

N° 494. = 24 fructidor an 13 (11 septembre 1805). = **DÉCRET qui détermine le mode de comptabilité pour le commencement de l'an 14 et l'année 1806, à cause du changement de calendrier.** (IV, Bull. LVI, n° 942.)

N° 495. = 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = **DÉCRET qui règle le minimum de la licence de chaque débitant de tabac pour l'an 14.** (IV, Bull. LVIII, n° 1048.)

N° 496. = 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = **DÉCRET qui prescrit des formalités pour le paiement des arrérages de rentes et pensions non réclamés, pour les deux années qui précéderont le dernier semestre** (4). (IV, Bull. LVIII, n° 1049.)

Art. 1^{er}. Les arrérages des rentes et pensions dues par le trésor public, qui n'auront point été réclamés pendant les deux années qui précéderont le dernier semestre en paiement, ne seront payés que sur la quittance des propriétaires, ou sur celle d'un fondé de pouvoir spécial.

2. Les propriétaires desdites rentes ou pensions qui en recevront eux-

(1) Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 14, portant création de ces fonctionnaires, et les notes.

(2) Voyez le décret du 28 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale, sect. VII du tit. 1^{er}, portant établissement des gardes champêtres, et les notes qui résument toute la législation concernant ces fonctionnaires.

(3) Voyez 26 fructidor an 13.

(4) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 26, 17 et)—13 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique, le résumé des lois concernant le paiement des arrérages de cette dette. — Voyez aussi le § 5 des mêmes notes, concernant le paiement de la dette viagère.

mêmes les arrérages, seront tenus de justifier d'un certificat d'individualité, conforme au modèle annexé au présent décret : ce certificat, expédié sur papier au timbre de vingt-cinq centimes, sera délivré sans frais par les maires des communes ou les juges de paix du canton, dont les signatures seront dûment légalisées.

3. L'exécution des dispositions ci-dessus commencera à dater du 1^{er} vendémiaire an 14, pour ce qui concerne les cinq pour cent consolidés, et du 1^{er} nivose suivant, pour la dette viagère et les pensions.

(*Suit le modèle de certificat d'individualité.*)

N° 497. = 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = *AVIS du conseil d'état sur l'époque à compter de laquelle sont valables les actes faits par des émigrés amnistiés par le sénatus-consulte du 6 floréal an 10 (1), et sur la compétence, en matière de contestations élevées entre eux et leurs parens républicoles avant la délivrance du certificat d'amnistie.* (IV, Bull. LVIII, n° 1050.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté impériale et royale, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet les questions suivantes : — 1^{re} Les émigrés amnistiés par le sénatus-consulte du 6 floréal an 10 sont-ils censés réintégrés dans leurs droits civils à dater de cette époque, ou seulement de celle de la délivrance de leur certificat d'amnistie? — 2^e Les contestations qui peuvent avoir lieu entre eux et leurs parens républicoles sur des successions ouvertes dans cet intervalle, sont-elles de la compétence de l'autorité administrative? — Vu le sénatus-consulte du 6 floréal an 10, — L'arrêté du 8 messidor an 7 et celui du 3 floréal an 11, tous deux relatifs aux biens des émigrés; — Considérant, sur la première question, que le sénatus-consulte du 6 floréal an 10 a établi entre la personne et les biens de l'amnistié une distinction dont il convient de faire ici l'application; que l'article 15, en rendant aux amnistiés, sauf la surveillance spéciale du gouvernement, leurs droits de citoyen, peut bien faire considérer comme valables les mariages et autres contrats civils qu'ils ont faits depuis le sénatus-consulte, mais sans déroger à l'article 17, qui ne les considère comme réintégrés dans leurs biens, pour les parties exceptées de la confiscation, et ne leur attribue les fruits que du jour de la délivrance de leur certificat d'amnistie; — Considérant, sur la deuxième question, qu'il y a également lieu de distinguer; qu'en effet, s'il s'agit d'une succession en ligne directe, ouverte antérieurement au 1^{er} messidor an 11, époque jusqu'à laquelle la république s'est réservée les droits de l'émigré, la matière est administrative, comme tous les autres points contentieux de cette espèce; mais que, s'il s'agit d'une succession ouverte depuis cette époque du 1^{er} messidor, quoique antérieurement à la délivrance du certificat d'amnistie, le débat entre l'amnistié et ses parens rentre dans le droit commun, sauf à ces derniers à faire valoir l'abandon que l'état leur a fait, et pour lequel il ne leur doit ni garantie ni des juges spéciaux à perpétuité; sans quoi le but évident de cette mesure eût été manqué, — Est d'avis, sur la première question, que les actes de l'état civil et autres que l'amnistié a pu faire depuis le sénatus-consulte du 6 floréal an 10, quoique antérieurement à la délivrance de son certificat

(1) Voyez ce sénatus-consulte, et les notes étendues qui accompagnent l'art. 1^{er}.

d'amnistie, sont valables, quant aux capacités civiles; mais sans dérogation à l'article 17 du même sénatus-consulte, concernant ses biens et droits y relatifs; — Sur la deuxième question, que les contestations qui peuvent avoir lieu entre les amnistiés et leurs parens républicoles, pour successions ouvertes avant la délivrance du certificat d'amnistie, mais postérieurement au 1^{er} messidor, sont du ressort de l'autorité judiciaire (1).

N^o 498. = 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = **AVIS du conseil d'état sur l'exécution des lois dans l'île d'Elbe.** (IV, Bull. LVIII, n^o 1051.)

N^o 499. = 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805). = **AVIS du conseil d'état sur le remboursement des frais de procédure dans le cas de mort du condamné avant l'exécution** (2). (IV, Bull. LVIII, n^o 1052.)

N^o 500. = 30 fructidor an 13 (17 septembre 1805). = **DÉCRET qui crée un corps de vélites à cheval.** (Dépôt des lois, n^o 218.)

N^o 501. = 1^{er} jour complémentaire an 13 (18 septembre 1805). = **DÉCRET qui fixe les droits à payer pour les toiles de fil et coton, mousselines, etc., à leur entrée en France** (3). (IV, Bull. LVI, n^o 943.)

N^o 502. = 2^e jour complémentaire an 13 (19 septembre 1805). = **DÉCRET concernant le régime des douanes dans l'île de Capraja.** (IV, Bull. LVIII, n^o 1055.)

Art. 1^{er}. L'île de Capraja, réunie au département du Golo, par notre décret du 9 messidor dernier, continuera d'être traitée comme étrangère, relativement au régime des douanes.

2. Le bureau établi dans l'île de Capraja, pour la perception des droits de navigation, est maintenu.

N^o 503. = 2^e jour complémentaire an 13 (19 septembre 1805). = **DÉCRET qui remet en activité les anciens sous-officiers et soldats en état de servir.** (IV, Bull. LXI, n^o 1070.)

(1) Néanmoins, l'autorité judiciaire est incompétente pour prononcer sur des réclamations élevées par un émigré amnistié, relativement à une succession en ligne directe ouverte avant le 1^{er} messidor an 11, et réglée entre l'état et les émigrés républicoles; cette incompétence a lieu lors même que l'émigré, reconnaissant le partage fait avec l'état, et respectant les arrêtés administratifs, se borne à attaquer ses co-héritiers pour cause de prétendues spoliations ou soustractions. Cass., 10 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 1; Bull. civ., XIV, 312. — Cet avis ne s'applique pas non plus aux contestations jugées par les tribunaux antérieurement au 1^{er} messidor an 11. Cass., 4 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 92. — Ni aux contestations existantes entre frères et sœurs d'émigré, sur le sens et l'effet d'un partage de présuccession fait pendant la mort civile de l'émigré : dans ce cas, l'autorité administrative est seule compétente. Cass. 18 avril 1808, *SIR.*, VIII, 1, 267; Bull. civ., X, 85.

Voyez encore, sur la compétence respective de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative, en matière de réclamations faites par les émigrés amnistiés, les notes qui accompagnent le décret du 30 thermidor an 12 (18 août 1804).

(2) Voyez le tarif des frais en matière criminelle, du 18 juin 1811, chap. 1^{er} et II du tit. III, concernant le mode de recouvrement et de paiement de ces frais.

L'art. 189 de ce décret abroge tous les réglemens antérieurs, relatifs au mode de paiement et de recouvrement des frais de justice en matière criminelle : le présent avis n'a donc plus d'intérêt.

(3) Ce décret a été remplacé par une foule de lois sur les douanes.

2^e jour complémentaire an 13 (19 septembre 1805). = *Avis du conseil d'état relatifs au mariage des militaires, — et aux grosses de certains contrats* (1).

N^o 504. = 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = **DÉCRET qui fixe le prix de la licence des fabricans de tabacs pour l'an 14.** (IV, Bull. LVIII, n^o 1057.)

N^o 505. = 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = **DÉCRET concernant l'emploi et l'administration des produits des droits de navigation intérieure** (2). (IV, Bull. LVIII, n^o 1058.)

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 2 de la loi du 30 floréal an 10, portant établissement du droit de navigation intérieure, *les produits des droits perçus dans chaque bassin seront employés au profit des canaux, fleuves et rivières compris dans les arrondissemens de ce bassin, d'après la répartition qui en sera faite par notre ministre de l'intérieur pour chaque département.*

2. Ces produits seront versés au trésor public, comme fonds spéciaux, *avec la même distinction, et seront administrés par les mêmes règles que ceux de la taxe d'entretien des routes, des droits de bac, et autres taxes spéciales.*

3. Toutes dispositions contraires à cette interprétation, et prescrites par le décret réglementaire du 8 prairial an 11, sont considérées comme non avenues.

N^o 506. = 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = **DÉCRET additionnel à celui du 9—19 ventose an 12, sur le partage de biens communaux** (3). (IV, Bull. LVIII, n^o 1059.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de la loi du 9 ventose an 12 s'appliquent à tous partages de biens communaux, effectués avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêts du conseil, d'ordonnances des états et autres émanés des autorités compétentes, conformément aux usages établis.

2. Toutes les fois que les conseils de préfecture, par suite de l'attribution qui leur est faite dans l'article 6 de la loi du 9 ventose an 12, connaîtront de contestations en matière de partages de biens communaux, soit antérieurs, soit postérieurs à la date de cette loi, et auront à prononcer sur le maintien ou l'annulation desdits partages, les jugemens rendus par eux ne pourront être mis à exécution qu'après avoir été soumis à notre conseil d'état, pour être confirmés, s'il y a lieu, par un décret émané de nous, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur.

N^o 507. = 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = **AVIS du conseil d'état sur les formalités à observer pour la célébration du mariage des militaires résidant sur le territoire de l'empire** (4). (IV, Bull. LXI, n^o 1071.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi qui lui a été fait par sa majesté

(1) Voyez 4^e jour complémentaire an 13.

(2) Voyez la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement des droits de navigation intérieure, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

(3) Voyez le décret du 9—19 ventose an 12 (29 février—10 mars 1804), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(4) Voyez les art. 94 et suiv. du Cod. civ., qui déterminent les formalités du mariage des

l'empereur et roi, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand juge ministre de la justice, tendant à faire décider *si les militaires ne peuvent contracter mariage que devant l'officier de l'état civil du domicile de l'un des époux, et si ce domicile doit être acquis, pour le militaire, par six mois d'habitation dans le lieu où le mariage sera célébré*; — Considérant que l'article 165 du Code civil porte que le mariage sera célébré par l'officier civil du domicile de l'une des parties; que ce domicile, aux termes de l'article 74, est acquis par six mois d'habitation continue dans la même commune; que les articles 94 et 95 du Code civil ne concernent que les militaires hors du territoire de l'empire; qu'il n'y a nulle exception en faveur des militaires en activité de service dans l'intérieur; — Est d'avis que les militaires, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'empire, ne peuvent contracter mariage que devant les officiers de l'état civil des communes où ils ont résidé sans interruption pendant six mois, ou devant l'officier de l'état civil de la commune où leurs futures épouses ont acquis le domicile fixé par l'article 74 du Code civil, et après avoir rempli les formalités prescrites par les articles 166, 167 et 168.

N° 508. = 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = *AVIS du conseil d'état sur la formule nécessaire pour la mise à exécution des grosses de contrats délivrées avant le sénatus-consulte du 28 floréal an 12.* (IV, Bull. LXI, n° 1072.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur et roi, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, tendant à faire décider *si les grosses de contrats délivrées avant le sénatus-consulte du 28 floréal an 12, peuvent être mises à exécution, sans qu'elles soient revêtues de la nouvelle formule exécutoire prescrite par cet acte constitutionnel*, — Est d'avis que les grosses de contrats délivrées avant le sénatus-consulte du 28 floréal an 12, peuvent être mises à exécution sous la formule exécutoire dont elles ont été revêtues au moment de leur confection, sans qu'il soit besoin d'y ajouter aucune nouvelle formule.

4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805). = *Avis du conseil d'état sur la désertion* (1).

N° 509. = 1^{er} vendémiaire an 14 (23 septembre 1805). = *DÉCRET relatif au paiement du droit d'inventaire, aux déclarations de transport, à la vente et au récolement des vins, cidres et poirés* (2). (IV, Bull. LX, n° 1064.)

Art. 1^{er}. Les vins, cidres et poirés qui seront enlevés par des acheteurs,

militaires, et l'instruction du ministre de la guerre, du 24 brumaire an 12 (16 novembre 1803), sur l'exécution de ces dispositions (SIR., IV, 2, 743); le décret du 16 juin 1808, qui défend aux militaires en activité de service de se marier sans la permission du ministre de la guerre, à peine de destitution et de perte de pensions pour eux et pour leurs veuves; celui du 3 août 1808, qui applique le décret précédent aux sous-officiers et soldats des troupes de marine; celui du 28 du même mois, qui défend aux commissaires des guerres, officiers de santé et militaires de toutes classes et de tous grades, et aux officiers faisant partie des bataillons des équipages, de se marier sans autorisation préalable de leurs chefs; et l'avis du cons. d'état du 23 novembre—21 décembre même année, portant que les officiers réformés ne peuvent contracter mariage sans la permission du gouvernement.

(1) Voyez 3 vendémiaire an 14.

(2) Voyez la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), tit. V, chap. II, sect. 1^{re}, concernant les vins, cidres et poirés, et les notes.

ou pour être conduits à la vente, depuis le 1^{er} brumaire de chaque année jusqu'au 30 germinal inclusivement, sans avoir acquitté le droit d'inventaire dû au lieu de l'enlèvement, seront assujétis au paiement de ce droit à leur première entrée ou passage dans un lieu sujet à l'octroi, ou à un bureau de douanes ou de droits réunis.

2. Les propriétaires qui feront transporter de leurs caves et celliers à leur domicile, soit dans la même commune, soit dans une autre commune, seront seulement tenus de faire, au bureau de la régie, leur déclaration indicative de l'heure du transport et de la consistance des boissons, à peine du quadruple droit des quantités non déclarées, ou faussement déclarées.

3. L'ouverture des portes de caves, celliers, magasins et tous autres endroits propres à recevoir des boissons, ne pourra être refusée aux commis à leur première réquisition, conformément à l'article 50 de la loi du 5 ventose an 12, pendant le temps des inventaires, sous peine d'une amende de cent francs contre les contrevenans, et sans préjudice de la confiscation des boissons trouvées en recélé.

4. Les propriétaires seront tenus, lors du récolement, de déclarer ce qui leur reste des boissons comprises dans les inventaires précédens : en cas de fausses déclarations, il y aura lieu à l'amende du quadruple droit des vins vieux qui ne se trouveront pas par la vérification de la déclaration.

N^o 510. = 1^{er} vendémiaire an 14 (23 septembre 1805). = **ORDONNANCE** du gouvernement de la Guiane française, portant promulgation du Code civil avec des modifications (1). (ISAMBERT, Collection des lois, 1823, supplément, page 210.)

Hugues (Victor), commissaire de l'empereur, commandant en chef à Cayenne et Guiane française, en exécution des ordres de sa majesté, transmis par son excellence le ministre de la marine et des colonies, ordonne ce qui suit :

Art. 1^{er}. La loi du 14 ventose an 11, sur la publication, les effets et l'application des lois en général ; — Celle du 17, sur la jouissance et privation des droits civils ; — Celle du 20, sur les actes de l'état civil ; — Celle du 23, sur le domicile ; — Celle du 24, sur les absens ; — Celle du 26, sur le mariage ; — Celle du 30, sur le divorce ; — Celle du 2 germinal, sur la paternité et la filiation ; — Celle du même jour, sur l'adoption et la tutelle officielle ; — Celle du 3, sur la puissance paternelle ; — Celle du 5, sur la minorité, la tutelle et l'émancipation ; — Celle du 8, sur la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire ; — Celle du 4 pluviöse an 12, sur la distinction des biens ; — Celle du 6, sur la propriété ; — Celle du 9, sur l'usufruit, l'usage et l'habitation ; — Celle du 10, sur les servitudes ou services fonciers ; — Celle du 29 germinal an 11, sur les successions ; — Celle du 13 floréal, sur les donations entre-vifs et les testamens ; — Celle du 17 pluviöse an 12, sur les contrats ou les obligations conventionnelles en général ; — Celle du 19, sur les engagements qui se forment sans conventions ; — Celle du 20, sur le contrat de mariage et les droits respectifs des époux ; — Celle du 15 ventose, sur la vente ; — Celle du 16, sur l'échange ; — Celle de la même date, sur le contrat de louage ; — Celle du 17, sur le contrat de société ; — Celle du 18, sur le prêt ; — Celle du 19, sur les contrats aléatoires ; — Celle du

(1) Voyez, dans le § 3 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivöse an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation constitutionnelle des colonies, le résumé de la législation civile, criminelle et administrative particulière à la Guiane française.

23, sur le dépôt et le séquestre ; — Celle de la même date, sur le mandat ; — Celle du 24 pluviose, sur le cautionnement ; — Celle du 29 ventose, sur les transactions ; — Celle du 23 pluviose, sur la contrainte par corps en matière civile ; — Celle du 25 ventose, sur le nantissement ; — Celle du 28 ventose, sur les privilèges et hypothèques ; — Celle de la même date, sur l'expropriation forcée, et les ordres entre les créanciers ; — Celle du 24 ventose, sur la prescription. — Lesquelles lois réunies forment le Code civil des Français, — Seront exécutées à la Guïane française, selon leur forme et teneur, sauf les modifications établies par les articles suivans, qui seront exécutées provisoirement jusqu'à la décision de sa majesté.

2. Les lois seront exécutoires à Cayenne dans les vingt-quatre heures, et, sur le continent, dans le délai de trois jours, à dater de la promulgation qui en sera faite au nom de sa majesté impériale, et de leur enregistrement aux greffes des tribunaux d'appel et de première instance.

3. Dans les cas où les tribunaux auront à prononcer un jugement ou arrêt d'après les modifications déterminées par la présente ordonnance, ils seront tenus de citer la date et le titre de cette ordonnance qui établit ces modifications.

Modifications apportées aux dispositions générales du Code civil.

LIVRE I^{er}, TITRE II, n^{os} 55 et 56 du Code civil.

4. Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu, et l'enfant sera présenté dans les trois mois qui suivront, ou plus tard, s'il y a empêchement légitime. L'officier public sera prévenu des motifs du retard qui pourrait avoir lieu.

5. L'arrêté du commissaire de sa majesté à Cayenne, en date du 26 brumaire an 11, motivé sur des causes locales, continuera d'être exécuté selon sa forme et teneur.

TITRE V. — Des mariages.

6. Les mariages ne pourront être contractés que de blancs à blancs, et de gens de couleur à gens de couleur.

TITRE VII, CHAPITRE III, SECTION II. — De la reconnaissance des enfans naturels.

7. La reconnaissance des enfans naturels ne pourra être faite que d'un père ou d'une mère blancs, en la personne d'un enfant blanc, ou d'un père ou d'une mère de couleur, en faveur d'un enfant de couleur.

TITRE VIII, CHAPITRE I^{er}, SECTION 1^{re}. — De l'adoption.

8. L'adoption ne pourra également avoir lieu qu'entre individus de la même couleur.

9. Il en sera de même pour la tutelle officieuse, qui, sans attribuer aucun des effets de l'adoption, en est, pour ainsi dire, l'auxiliaire.

10. La tutelle pure et simple d'un enfant de couleur pourra néanmoins être décernée à un blanc dans le cas où le juge qui recevra l'acte le jugera convenable.

LIVRE II, TITRE I^{er}, CHAPITRE I^{er}. — De la distinction des biens.

11. Les dispositions de l'édit de 1685, qui déterminent les cas où les esclaves sont déclarés meubles ou immeubles, seront exécutées selon leur forme et teneur, le tout sans déroger à l'hypothèque du capitaine vendeur, ni à la faculté d'ameublissement, accordée par l'article 1505 du Code civil.

LIVRE III, TITRE II, CHAPITRE 1^{er}. — Des donations entre-vifs et des testamens.

12. Toute donation entre-vifs, ou simple donation, tout legs universel ou particulier, fait par un blanc à un individu de couleur, sont déclarés nuls et de nul effet.

13. Sont exceptées les dispositions testamentaires ayant pour objet de donner la liberté à un esclave, sauf l'approbation du gouvernement, d'assurer des alimens à un serviteur fidèle, ou le paiement de l'apprentissage d'un métier, pour un enfant de couleur âgé de moins de quinze ans accomplis.

Modifications générales.

14. Les dépôts ordonnés de divers actes, et notamment de ceux qui constatent l'état civil aux archives des communes, seront faits au greffe du tribunal de première instance, et expéditions en seront déposées au secrétariat du commissaire de sa majesté, qui les adressera à son excellence le ministre de la marine et des colonies, pour être réunies au dépôt établi dans les bureaux de son excellence sous le nom d'archives des colonies.

15. Les fonctions que le Code civil attribue dans certains cas aux juges de paix, ou autres officiers, seront remplies à Cayenne, par le juge du tribunal de première instance, qui demeure investi par les présentes, de tous les pouvoirs nécessaires à cet égard.

16. Dans le cas où la loi ordonne un délibéré dans la chambre de conseil, et spécialement dans les causes de divorce, le juge du tribunal de première instance sera tenu de s'adjoindre deux notables habitans qui rempliront auprès de lui les fonctions que la loi attribue aux membres du conseil.

17. La présente ordonnance sera imprimée, lue, publiée et affichée en la manière ordinaire à Cayenne, et dans les divers quartiers de la colonie; elle sera enregistrée au greffe du tribunal de première instance et de la cour d'appel, et envoyée à tous les officiers de l'état civil, pour être exécutée selon sa forme et teneur.

N° 511. = 2 vendémiaire an 14 (24 septembre 1805). = SÉNATUS-CONSULTE qui ordonne la réorganisation des gardes nationales (1). (IV, Bull. LIX, n° 1063.)

6 vendémiaire an 14 (28 septembre 1805). = *Avis du conseil d'état sur le droit d'enregistrement* (2).

N° 512. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = DÉCRET sur l'organisation de la garde nationale sédentaire (3). (IV, Bull. LX, n° 1065.)

N° 513. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = DÉCRET relatif à la fabrication des armes (4). (IV, Bull. LX, n° 1066.)

Art. 1^{er}. Aucune arme ou pièce d'arme, de calibre de guerre, ne pourra, quelles que soient sa nature et sa destination, être fabriquée hors des manufactures impériales d'armes, ou sans l'autorisation préalable du ministre de la guerre.

(1) Voyez le décret du 29 septembre—14 octobre 1791, et les notes qui contiennent l'indication des lois sur cette matière.

(2) Voyez 10 brumaire an 14.

(3) Voyez la note sur le sénatus-consulte du même jour.

(4) Voyez le décret du 19—19 août 1792, concernant les manufactures d'armes de guerre, et les notes.

2. Il est expressément enjoint aux commissaires de police, maires, sous-préfets et préfets, d'exercer une surveillance active sur les fabriques et ateliers d'armes qui se trouvent dans leur arrondissement.

3. Les fabriques d'armes, dans les villes où il y a une manufacture impériale, devront, en outre, être surveillées par l'inspecteur de ladite manufacture : quand il croira devoir faire une visite chez des fabricans ou ouvriers armuriers, il requerra le commissaire de police, qui devra déférer de suite à sa réquisition, et en prévenir, sans délai, le maire et le préfet.

4. Toutes armes ou pièces d'armes fabriquées en contravention au présent décret seront confisquées, et le contrevenant sera arrêté et traduit, s'il y a lieu, devant les tribunaux, pour être puni suivant les lois de police correctionnelle.

5. Les fusils dits de traite ne sont pas compris dans les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret; mais leur fabrication et leur exportation ne pourront avoir lieu jusqu'à la paix générale, qu'après avoir été autorisées par le ministre de la guerre.

N^o 514. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = **DÉCRET relatif à la désertion** (1). (IV, Bull. LX, n^o 1067.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent décret, tout militaire ou autre individu employé à la suite de l'armée, qui sera convaincu d'avoir excité ses camarades à désertre, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, sera réputé chef de complot, et, comme tel, puni de mort.

2. Lorsque des militaires auront formé le complot de désertre, soit à l'ennemi, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, et que le chef du complot ne sera pas connu, le plus élevé en grade des militaires complices, ou, à grade égal, le plus ancien de service, ou, à égalité d'ancienneté de service, le plus âgé, sera réputé chef de complot et puni comme tel. — Si le complot a été formé seulement par des employés à la suite de l'armée, le plus élevé en grade, ou, à grade égal, le plus ancien de service, ou, à égalité d'ancienneté de service, le plus âgé, sera réputé chef de complot et puni comme tel.

N^o 515. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = **AVIS du conseil d'état sur la peine à infliger dans le cas d'un complot de désertion dont le chef est inconnu, et dont les auteurs sont des militaires du même grade, entrés au service le même jour** (2). (IV, Bull. LXI, n^o 1078.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur et roi, a entendu les sections de la guerre et de législation sur un rapport du ministre de la guerre, duquel il résulte, — Que les lois n'ayant pas prévu le cas où le chef d'un complot de désertion est inconnu, et où les coupables sont des militaires d'un même grade, entrés au service le même jour, il est indispensable d'y pourvoir pour l'avenir, et de prononcer, pour le passé, sur la peine à infliger à trois déserteurs du 45^e régiment qui se trouvent dans ce cas, — Est d'avis, 1^o que nul des trois soldats du 45^e régiment qui se trouvent dans un cas non prévu par les lois, ne doit subir la peine portée contre les chefs de complot, et qu'on doit se borner à leur appliquer celle qu'ils ont encourue par le fait et la nature de leur désertion ;

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du même jour, concernant les complots de désertion dont le chef est inconnu.

Voyez aussi, sur la désertion, la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), et les notes,

(2) Voyez le décret du même jour, et la note.

—2° Que le projet présenté par le ministre pour prévenir une semblable indécision, doit être adopté.

N° 516. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = **DÉCRET concernant le bassin de l'Orne et le droit de navigation sur les rivières dont il est composé.** (IV, Bull. LXII, n° 1082.)

N° 517. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = **DÉCRET concernant le bassin de la Somme et le droit de navigation sur cette rivière et celle d'Avre.** (IV, Bull. LXII, n° 1083.)

N° 518. = 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805). = **AVIS du conseil d'état relatif aux soins donnés par les prêtres, curés ou desservans à leurs paroissiens malades.** (Moniteur, n° 13.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté impériale et royale, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre des cultes, exposant que les prêtres, curés ou desservans éprouvent des désagrémens, à raison des conseils ou soins qu'ils donnent à leurs paroissiens malades, et demandant l'autorisation d'écrire aux préfets que l'intention de sa majesté n'est pas que les curés soient troublés dans l'aide qu'ils donnent à leurs paroissiens, par leurs secours et leurs conseils dans leurs maladies, pourvu qu'il ne s'agisse d'aucun accident qui intéresse la santé publique, qu'ils ne signent ni ordonnances ni consultations, et que leurs visites soient gratuites, — Est d'avis qu'en se renfermant dans les limites tracées dans le rapport du ministre des cultes ci-dessus analysé, les curés ou desservans n'ont rien à craindre des poursuites de ceux qui exercent l'art de guérir, ou du ministère public chargé du maintien des réglemens, puisqu'en donnant seulement des conseils et des soins gratuits, ils ne font que ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens, ce que nulle loi ne défend, ce que la morale conseille, ce que l'administration provoque, et qu'il n'est besoin, pour assurer la tranquillité des curés et desservans, d'aucune mesure particulière (1).

N° 519. = 16 vendémiaire an 14 (8 octobre 1805). = **SÉNATUS-CONSULTE concernant la réunion de l'arrondissement de Gènes et autres au territoire français, et les députations à fournir au corps législatif par les départemens de Gènes, de Montenotte et des Apennins.** (IV, Bull. LXII, n° 1093.)

23 vendémiaire an 14 (15 octobre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les banalités* (2).

25 vendémiaire an 14 (17 octobre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les forêts* (3).

26 vendémiaire an 14 (18 octobre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les banalités* (4).

N° 520. = 27 vendémiaire an 14 (19 octobre 1805). = **DÉCRET qui ordonne de traiter comme ennemis les navires appartenant à l'empereur d'Autriche et à l'empereur de Russie.** (IV, Bull. LXXIII, n° 1264.)

(1) Cet avis a été rendu en interprétation de la loi du 19—29 ventose an 11 (10—20 mars 1803), sur l'exercice de la médecine, art. 35, qui défend cet exercice à toutes personnes autres que les médecins régulièrement reçus.

(2) Voyez 10 brumaire an 14.

(3) Voyez 22 brumaire an 14.

(4) Voyez 11 brumaire an 14.

7 brumaire an 14 (29 octobre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les prises maritimes* (1).

N° 521. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET sur les constructions de moulins dans l'étendue du territoire formant la ligne des douanes près la frontière de terre.** (IV, Bull. LXIII, n° 1095.)

Art. 1^{er}. L'autorisation nécessaire, d'après l'article 41, titre XIII de la loi du 22 août 1791 (2), et l'article 37 du même titre de la même loi, et d'après la loi du 21 ventose an 11, pour construire des moulins soit à vent, soit à eau, ne sera accordée, dans l'étendue du territoire formant la ligne des douanes près la frontière de terre, que sur le rapport des préfets et des directeurs des douanes, constatant que la position de ces moulins ne peut favoriser l'exportation frauduleuse des grains et des farines.

2. Les moulins situés à l'extrême frontière pourront être frappés d'interdiction par mesure administrative et par décision des préfets, lorsqu'il sera justifié qu'ils servent à la contrebande des grains et farines : le tout, sauf le pourvoi par-devant nous en notre conseil d'état.

3. Ces faits devront être légalement constatés par procès-verbaux de saisie ou autres, dressés par les autorités locales ou par les préposés des douanes.

N° 522. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET sur le visa des lettres des anciens licenciés en droit** (3). (IV, Bull. LXIII, n° 1096.)

Les lettres des anciens licenciés en droit, ou les arrêts de prestation de leur serment, seront visés par nos procureurs généraux près nos cours d'appel.

N° 523. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET sur l'exécution des contraintes décernées par les préposés de la régie des droits réunis** (4). (IV, Bull. LXIII, n° 1097.)

Napoléon..., — Vu l'article 89 de la loi du 5 ventose an 12, l'article 44 de celle du 2 ventose an 13, l'article 45 du décret du 1^{er} germinal suivant, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit : — L'exécution des contraintes décernées par les préposés de la régie des droits réunis ne pourra être suspendue par aucune opposition ou autre acte, lorsqu'il y aura obligation souscrite par les redevables : lesdites contraintes seront, dans ce cas, exécutées par provision, nonobstant l'opposition et sans y préjudicier.

N° 524. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET concernant le bassin de la Meuse, et le droit de navigation sur les rivières dont il est composé.** (IV, Bull. LXIII, n° 1098.)

N° 525. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET qui rapporte les dispositions de celui du 30 thermidor an 12, sur le mode d'exécution des formalités relatives au remboursement des droits de timbre pour la musique gravée.** (IV, Bull. LXIII, n° 1099.)

Napoléon..., — Vu le décret impérial du 30 thermidor an 12, relatif au

(1) Voyez 16 frimaire an 14.

(2) Voyez le décret du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes qui résument toute la législation concernant les douanes.

(3) Voyez la loi du 22 ventose — 2 germinal an 12 (13 — 23 mars 1804), portant organisation des écoles de droit, et les notes.

(4) Voyez le décret du 1^{er} germinal an 13 (22 mars 1805), sur la procédure en matière de contributions indirectes, art. 45, concernant l'exécution des contraintes, et la note.

remboursement des droits sur les cartes à jouer et sur la musique gravée qui sont exportées à l'étranger ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du décret du 30 thermidor an 12, qui chargent les directeurs et employés de la régie des droits réunis, de l'exécution des formalités prescrites aux fabricans et marchands de musique gravée, à l'effet d'obtenir le remboursement des droits de timbre perçus sur celle qu'ils exporteront à l'étranger, sont rapportées.

2. Ces formalités seront remplies par les directeurs et préposés de la régie de l'enregistrement, qui sont chargés de l'apposition du timbre et de la perception du droit de timbre sur la musique gravée.

N^o 526. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = *DÉCRET qui prescrit des formalités pour les procès-verbaux d'apposition de scellés, d'inventaires, etc.* (1). (IV, Bull. LXIII, n^o 1100.)

Napoléon..., — Vu la loi du 22 frimaire an 7, sur l'enregistrement, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous officiers ayant droit d'apposer des scellés, de les reconnaître et de les lever, de rédiger des inventaires, de faire des ventes ou autres actes dont la confection peut exiger plusieurs séances, sont tenus d'indiquer, à chaque séance, l'heure du commencement et celle de la fin.

2. Toutes les fois qu'il y a interruption dans l'opération, avec renvoi à un autre jour ou à une autre heure de la même journée, il en sera fait mention dans l'acte, que les parties et les officiers signeront sur-le-champ, pour constater cette interruption.

3. Le procès-verbal est sujet à l'enregistrement dans le délai fixé par la loi (2).

4. Le droit d'enregistrement, fixé à deux francs par vacation, est exigible par vacation, dont aucune ne peut excéder quatre heures.

N^o 527. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = *DÉCRET relatif aux constructions, reconstructions et réparations de bâtimens appartenant aux hospices et autres établissemens de charité.* (IV, Bull. LXIII, n^o 1101.)

Art. 1^{er}. Les administrations gratuites et charitables des pauvres et des hospices, tant à Paris que dans les autres départemens, ne pourront faire, soit au dehors, soit dans l'intérieur des bâtimens hospitaliers, aucune construction à neuf, ni reconstruction de bâtimens, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du ministre de l'intérieur pour celles qui excéderont mille francs ; et, sur son avis, celle de sa majesté, pour les constructions et reconstructions de bâtimens qui pourront excéder dix mille francs en dépense.

2. Pour obtenir l'autorisation prescrite par l'article précédent, les préfets joindront à leur avis la délibération de l'administration requérante, un mémoire expositif des vues à exécuter, et les moyens de pourvoir à la dépense, les plans et devis des travaux à faire, et enfin le vœu du conseil municipal et celui du sous-préfet, s'il s'agit d'un établissement situé hors de l'arrondissement du chef-lieu de la préfecture.

(1) Voyez, en ce qui concerne les formalités de l'apposition des scellés, les art. 907 et suiv. du Cod. proc. civ. ; et, sur les formalités des inventaires, les art. 941 et suiv. du même code.

Ces articles ne reproduisent pas les dispositions du présent décret, qui est purement fiscal.

(2) Lorsqu'une vente exige plusieurs séances, le notaire n'encourt pas l'amende par cela seul qu'il procède à une vacation avant que le procès-verbal des vacations précédentes soit enregistré : il suffit que chacun de ces procès-verbaux soit enregistré dans le délai voulu par la loi. Cass., 11 septembre 1811, Str., XII, 1, 127.

3. Les constructions et reconstructions autorisées dans la forme prescrite par les articles précédens ne pourront être adjudgées qu'en présence du préfet, du sous-préfet ou du maire, après deux publications par affiche, et par voie d'adjudication publique au rabais, entre les entrepreneurs dont les soumissions déposées au secrétariat de l'administration auront été jugées, à la majorité des voix, dans le cas d'être admises à concourir, et présenteront une garantie suffisante pour l'exécution : l'adjudication ne sera, au surplus, définitive qu'après avoir été ratifiée par le préfet ou le sous-préfet. Pourra l'adjudicataire, jusqu'à notification de cette ratification, se désister de son adjudication, en consignait la différence qui se trouvera entre ses offres et celles du dernier moins-disant.

4. En ce qui concerne les réparations ordinaires et réputées locatives et de simple entretien, elles seront adjudgées dans la forme prescrite par l'article précédent, après avoir été autorisées par une délibération des administrateurs réunis en assemblée générale, et approuvées par le préfet ou le sous-préfet.

5. Sont exceptées de la forme de l'adjudication publique, mais seront toujours délibérées par l'administration comme en l'article précédent, les réparations qui n'excéderont pas mille francs; lesquelles, en pareil cas, pourront être ordonnées par ladite administration, et exécutées sans autre formalité qu'une visite et un devis estimatif de l'architecte de l'établissement, et, en outre, à la charge par l'administration de faire approuver par le préfet ou le sous-préfet celles qui excéderont trois cents francs.

N^o 528. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = DÉCRET *qui autorise la course sur les bâtimens appartenant au roi de Suède ou à ses sujets.* (IV, Bull. LXXIII, n^o 1265.)

N^o 529. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = DÉCRET *relatif à l'exécution de la loi concernant les droits à payer par les entrepreneurs de voitures publiques* (1). (Dépôt des lois, n^o 3392.)

Art. 1^{er}. Les entrepreneurs de voitures publiques qui parcourent des routes sur lesquelles il n'existe point de ligne de poste, ne seront point assujétis à payer le droit de vingt-cinq centimes aux maîtres de poste des lieux de leur départ.

2. Ceux desdits entrepreneurs qui parcourent des routes sur lesquelles il existe une ligne de poste, mais dont les relais sont démontés, paieront le droit de vingt-cinq centimes jusqu'au premier relais vacant seulement, à moins que la communication ne soit établie entre les relais placés des deux côtés de celui démonté.

3. Le droit de vingt-cinq centimes sera perçu pour les distances de faveur accordées aux maîtres de poste comme pour les distances réelles. Il pourra également être exigé des entrepreneurs de voitures publiques qui, antérieurement à la loi du 15 ventose dernier, ont fait des traités avec les maîtres de poste pour la conduite de leurs voitures, soit avec des chevaux particuliers, soit avec des chevaux de leurs relais, avec faculté néanmoins auxdits entrepreneurs de résilier ces traités.

4. Les entrepreneurs de voitures publiques qui ne relaient pas, mais qui, à certaines distances, et sans attendre la couchée, se versent réciproque-

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 15—25 ventose an 13 (6—16 mars 1805), et les notes.

ment les voyageurs qu'ils conduisent, sont également assujétis au paiement du droit.

5. Tout entrepreneur du transport des dépêches, qui fait son service par relais et qui mène des voyageurs, est assujéti au paiement du droit, s'il fait son service avec des voitures suspendues intérieurement ou extérieurement.

6. Les entrepreneurs de voitures qui sont astreints au droit de vingt-cinq centimes par les articles précédens, y seront pareillement assujétis pour les cabriolets qu'ils feront partir, lorsque leurs voitures seront remplies de voyageurs.

N° 530. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = *AVIS du conseil d'état sur la question de savoir si les actes qui transfèrent la propriété ou l'usufruit d'immeubles situés en pays étranger ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, passés en pays étranger ou dans les colonies, doivent, lorsqu'ils sont produits en France, être traités comme les actes sous seing privé passés en France, c'est-à-dire être assujétis au droit proportionnel.* (Dépôt des lois, n° 247.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur et roi, a entendu le rapport de la section des finances sur celui du ministre de ce département, dans lequel il propose la question de savoir si les actes qui transfèrent la propriété ou l'usufruit d'immeubles situés en pays étranger ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, passés en pays étranger ou dans les colonies, doivent, lorsqu'ils sont produits en France, être traités comme les actes sous seing privé passés en France, c'est-à-dire être assujétis au droit proportionnel; — Vu les articles 23 et 42 de la loi du 22 frimaire an 7, portant qu'il ne pourra être fait aucun usage de ces actes, soit par acte public, soit en justice, ou devant toute autre autorité constituée, sans qu'ils aient été préalablement enregistrés, à peine, pour tout officier public qui contreviendra à cette défense, d'encourir une amende de cinquante francs, et de répondre personnellement du droit; — Considérant que le droit proportionnel qui se perçoit, du moment où il y a transmission ou mutation de propriété à quelque titre que ce soit, est un impôt qui ne peut atteindre les propriétés situées hors du territoire sur lequel il est établi; que, si l'on a cru devoir, pour donner une date légale aux actes passés en pays étrangers ou dans les colonies, les assujétir à des droits d'enregistrement, il n'était pas nécessaire que ce droit fût de quatre pour cent, comme pour les actes de même espèce passés en France, — Est d'avis que, dans les cas présentés par le ministre des finances, il n'y a pas lieu de percevoir un droit proportionnel d'enregistrement (1).

N° 531. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = *DÉCRET portant création de deux nouveaux bataillons de vélites à pied.* (Dépôt des lois, n° 1996.)

N° 532. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = *DÉCRET relatif aux pasteurs des églises protestantes d'Augsbourg et de la communion réfor-*

(1) Ces actes ont été tarifés au droit fixe de dix francs par l'art. 4 de la loi du 16—17 juin 1824, sans que ce droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû, s'il s'agissait de biens situés en France.

mée, qui voudraient quitter leurs églises pour exercer leur ministère dans une autre, ou donner leur démission (1). (Moniteur de 1806, n° 55.)

Art. 1^{er}. Les pasteurs des églises protestantes de la communion d'Augsbourg et de la communion réformée ne pourront quitter leurs églises pour exercer leur ministère dans une autre, ni donner leur démission, sans en avoir prévenu leur consistoire, six mois d'avance, dans l'une de ses assemblées ordinaires.

2. Les consistaires feront parvenir, sans délai, au ministre des cultes, une expédition de la délibération qui sera prise à ce sujet.

3. Lorsqu'un pasteur aura donné sa démission au consistoire, soit qu'il ait le projet ou non de passer dans une autre église, le consistoire sera tenu d'envoyer incontinent une expédition au ministre des cultes, avec son acceptation ou les motifs de son refus.

N° 533. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **DÉCRET sur les oratoires protestans** (2). (Recueil officiel de l'intérieur, page 432.)

Art. 1^{er}. Les oratoires protestans autorisés dans l'étendue de l'état sont annexés à l'église consistoriale.

2. Les pasteurs des oratoires sont attachés à l'église consistoriale à laquelle l'oratoire est annexé.

N° 534. = 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805). = **AVIS du conseil d'état qui déclare les banalités abolies sans indemnité** (3). (ISAMBERT, Collection des lois, année 1823, supplément, page 305.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de l'intérieur, relatif aux anciens droits qui appartenaient aux communes du département des Alpes-Maritimes; — Considérant que l'article 24 du titre II de la loi du 15 mars 1790 a excepté de la suppression des droits féodaux et déclaré rachetables les banalités établies par convention entre une communauté d'habitans et un seigneur ou un particulier, au moyen de quelque avantage concédé à la commune; mais que la loi du 25 août 1792 a supprimé sans indemnité toute banalité indistinctement, et a prononcé l'abrogation expresse dudit article 24; que la loi du 17 juillet 1793 a supprimé sans indemnité tous les droits féodaux et censuels, même ceux que la loi du 25 août 1792 avait conservés, c'est-à-dire ceux qui avaient eu pour cause une concession de fonds, et n'a maintenu que les rentes et prestations purement foncières; — Qu'ainsi notre législation actuelle ne permet, sous aucun prétexte, en faveur des communes du département des Alpes-Maritimes, les banalités de leurs usines, soit qu'elles les aient acquises à titre onéreux, ou qu'elles les aient achetées des anciens seigneurs; — Que de tous les droits supprimés dans

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), concernant les cultes protestans; l'arrêté du 15 germinal an 12 (5 avril 1804), qui règle le traitement des ministres protestans; le décret du même jour 10 brumaire an 14, relatif aux oratoires protestans; celui du 5 mai 1806, concernant le logement des ministres et l'entretien des temples; et celui du 25 mars 1807, qui détermine l'âge pour la consécration au ministère évangélique des cultes protestans.

(2) Voyez le décret qui précède, et la note.

(3) Voyez l'avis du cons. d'état du 11 brumaire an 14 (2 novembre 1806), sur le même objet.

le cours de la révolution, les banalités sont au nombre de ceux qui sont le plus contraires à la liberté personnelle et à l'industrie (1), — Est d'avis, — Qu'on ne peut admettre la proposition faite de maintenir les communes du département des Alpes-Maritimes dans la jouissance des banalités qu'elles pourraient avoir acquises à titre onéreux.

N° 535. = 11 brumaire an 14 (2 novembre 1805). = *AVIS du conseil d'état relatif aux banalités* (2). (Recueil officiel de l'intérieur, page 458.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par le gouvernement, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur la proposition faite par le ministre de ce département, de confirmer une transaction sur procès entre la commune de Custines, arrondissement de Nancy, département de la Meurthe, et les propriétaires de pressoirs ci-devant banaux, situés dans cette commune; — Vu, 1° la transaction sur procès, du 30 floréal an 13, entre ladite commune et les sieurs *Masson, Michel Toussaint et Simonin*, propriétaires de pressoirs, au sujet des rétributions que ces propriétaires exigent des habitants qui portent leurs raisins et marcs à presser; — 2° Les pièces relatives à cette transaction, la consultation de trois jurisconsultes, et les délibérations municipales; — 3° Les avis du conseil de préfecture, et l'arrêté du préfet, qui a autorisé le maire de la commune à transiger; — Considérant que, par cette transaction, les habitants de Custines seraient obligés de se servir exclusivement des quatre pressoirs désignés ci-dessus, moyennant une redevance; — Que les habitants engagés seraient

(1) Les banalités établies par *convention*, au profit d'un particulier non seigneur, n'ont pas été abolies par la loi du 25 août 1792 et autres portant suppression du régime féodal. Cass., 7 frimaire an 13, *SIR.*, V, 2, 29; Bull. civ., VII, 55; et 5 février 1816, *SIR.*, XVI, 1, 157. — Mais lorsqu'une banalité a été établie par un acte dans lequel un prince est devenu seigneur d'une commune, et que d'ailleurs il n'est pas prouvé que cette banalité ait été établie entre une communauté d'habitants et des particuliers non seigneurs, cette banalité peut être présumée féodale, et, comme telle, abolie. Cass., 31 mars 1813, *SIR.*, XVI, 1, 9.

Les anciennes banalités (de four, par exemple) consenties par les communes, obligeaient et obligent encore non seulement les habitants actuels, mais même les habitants futurs. Cass., 1^{er} juin 1830, *SIR.*, XXX, 1, 209. — Lorsqu'un droit de banalité sur une commune a été consenti, non par les habitants de la commune, agissant *ut singuli*, mais par les représentants légaux de la commune, autorisés à cet effet par les habitants agissant *ut universi*, une telle banalité est obligatoire pour tous les habitants de la commune : aucun d'eux ne peut refuser de s'y soumettre, sous prétexte qu'elle n'aurait pas été établie par le consentement unanime et individuel de tous les habitants. Grenoble, 21 août 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 67. — Jugé encore qu'un ou plusieurs habitants de la commune agissant *ut singuli*, sont sans qualité pour demander l'abolition d'une telle banalité, pour inexécution, de la part du propriétaire banier, des conditions sous lesquelles elle lui a été accordée. Même arrêt.

La législation actuelle ne permet, sous aucun prétexte, de renouveler en faveur des communes les banalités de leurs usines, même de celles acquises par elles à titre onéreux; en conséquence, le bail qui serait passé à un particulier, pour l'exercice de ce droit, et l'arrêté du préfet qui en aurait approuvé l'adjudication, sont nuls. Arr. du cons., 29 avril 1809, *SIR.*, XVII, 2, 127.

La demande d'une indemnité pour la suppression d'un privilège de banalité possédé en vertu d'un bail emphytéotique n'est pas admissible : ceux qui ont acquis de ces sortes de droits ne peuvent demander que la résiliation de leur bail. Arr. du cons., 2 juillet 1807, *SIR.*, XVI, 2, 276.

Lorsque le propriétaire d'un moulin s'oppose à ce qu'un préfet accorde à un autre particulier la faculté de construire un moulin, sur le fondement que cette construction nuirait à un droit de banalité, le préfet ne peut apprécier ce droit de banalité et juger la question de féodalité : il doit renvoyer à l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 11 août 1808, *SIR.*, XVI, 2, 389.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), et les notes.

tenus d'acquitter cette redevance, quand même ils porteraient leurs raisins à d'autres pressoirs; — Qu'une pareille convention ne serait autre chose que le rétablissement d'une banalité conventionnelle, et le remplacement de la banalité féodale abolie par le décret du 28 mars 1790; — Que, si, pour défendre la mesure proposée on allègue les besoins des habitans, l'avantage résultant pour eux de la certitude de trouver à presser leurs raisins sans être obligés de construire et d'entretenir des pressoirs, les mêmes raisons pourraient être alléguées en faveur de tous les propriétaires de pressoirs, fours et moulins, dans l'étendue de la France, et que de là suivrait le rétablissement de la banalité; — Que la loi, comme la raison, veut que chaque individu soit le maître d'exploiter sa récolte comme il l'entend; — Enfin, que si les habitans de la commune de Custines ont besoin de presser leurs raisins, les propriétaires des pressoirs sont, de leur côté, intéressés à faire aux habitans des conditions assez avantageuses pour les engager à se servir de leurs pressoirs, moyennant une redevance, — Est d'avis que, dans aucun cas, le gouvernement ne doit intervenir dans une semblable contestation; — Que les arrangemens entre les habitans et les propriétaires de pressoirs doivent se faire de gré à gré, d'individu à individu, mais qu'il n'est pas convenable de faire prendre aucun engagement à la communauté; — Que les contestations résultant de l'exécution des diverses clauses de ces contrats de louage, étant de véritables questions de droit civil ordinaire, sont du ressort des tribunaux; — Qu'en conséquence, il n'y a pas lieu à confirmer la transaction du 30 floréal an 13, sauf aux parties à se pourvoir individuellement devant les tribunaux, comme pour simples contestations entre particuliers, à raison des contrats ordinaires.

N° 536. = 16 brumaire an 14 (7 novembre 1805). = ARRÊTÉ colonial concernant la promulgation du Code civil à la Martinique (1). (ISAMBERT, Collection des lois, année 1823, supplément, page 210.)

Sa majesté l'empereur et roi, voulant faire jouir les colonies des avantages du Code civil établi en France, en a fait adresser des exemplaires aux trois magistrats qui gouvernent la Martinique, par son excellence le ministre de la marine qui leur a aussi transmis l'ordre de l'y mettre à exécution; mais, éclairé autant que juste, le gouvernement français a senti que ce Code pouvait, à quelques égards, être contraire aux intérêts de la colonie; et, d'après cette sage prévoyance, il les a autorisés à ne l'appliquer que dans les cas utiles, et à suspendre l'exécution de toutes les dispositions qui pourraient blesser les convenances locales. Il est donc de notre devoir de remplir aujourd'hui les intentions de sa majesté, et, en promulguant le Code civil, d'indiquer les articles dont l'exécution doit être suspendue ou modifiée. Sur quoi, considérant que, de tout temps, on a connu dans les colonies la distinction des couleurs; qu'elle est indispensable dans les pays à esclaves, et qu'il est nécessaire d'y maintenir la ligne de démarcation qui a toujours existé entre la classe blanche et celle des affranchis ou de leurs descendans; que cette distinction d'état et de couleur a donné lieu à plusieurs lois locales dont le maintien et la conservation sont également nécessaires; — Considé-

(1) Voyez l'ordonnance du gouverneur et de l'intendant de la Martinique, du 12 décembre 1814, qui maintient le Code civil dans cette colonie.

Voyez aussi, dans le § 1^{er} de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation constitutionnelle des colonies, le résumé de la législation civile, criminelle et administrative particulière à la Martinique.

rant que les propriétés, dans la colonie, se composant essentiellement d'esclaves et de manufactures, il en résulte que les partages de famille ne peuvent s'effectuer de la même manière qu'en France; — Considérant que, dans les colonies, où les mutations des personnes sont plus fréquentes qu'ailleurs, il y aurait de l'inconvénient à nommer autant de curateurs qu'il y aurait de successions vacantes; que, conséquemment, l'établissement d'un curateur à titre d'office, chargé de recueillir généralement toutes les successions, paraît bien appropriée à la colonie; — Considérant que l'article 412, relatif aux tutelles, qui exige qu'un fondé de pouvoir ne puisse représenter qu'une personne, ainsi que l'article 971, qui veut que les testamens soient reçus par deux notaires et par deux témoins, ou par un notaire et quatre témoins, serait souvent d'une exécution impossible dans les campagnes, en raison du petit nombre de ses habitans; — Considérant que l'exécution actuelle du titre XIX sur l'expropriation forcée, ainsi que celle actuelle des articles 2168 et 2169, relatifs au régime hypothécaire, serait ruineuse pour les habitans, à raison de leurs dettes anciennes, et que, quoique admissibles dès ce moment pour les dettes qui seront contractées à l'avenir, la nature des propriétés des colonies qui se composent principalement d'esclaves et de manufactures, et sont d'ailleurs exposées à des accidens ruineux, exigera peut-être un mode d'expropriation différent de celui qui s'exécute en France; il nous a paru nécessaire d'en suspendre l'exécution jusqu'à un an après la paix. — En conséquence, nous avons arrêté et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le Code civil ou Code Napoléon, qui a remplacé en France les anciennes lois, les remplacera de même à la Martinique, dans toutes les dispositions qui ne seront pas suspendues ou modifiées ci-après.

2. Le Code Napoléon est adopté dans la colonie comme l'étaient les lois auxquelles il est subsitué, avec les distinctions qui constituent essentiellement le régime colonial. — En conséquence, sont maintenues toutes les lois qui ont réglé la condition des esclaves, l'état des affranchis et de leurs descendants, et la ligne de démarcation qui a toujours existé entre la classe blanche et les deux autres, ainsi que les lois faites en conséquence de cette distinction.

3. Les lois du Code civil, relativement au mariage, à l'adoption, à la reconnaissance des enfans naturels, aux droits des enfans naturels dans la succession de leurs père et mère, aux libéralités faites par testament ou donation, aux tutelles officieuses ou datives, ne seront exécutées dans la colonie que des blancs aux blancs, entre eux, et des affranchis, descendants d'affranchis entre eux, sans que par aucune voie directe ou indirecte aucune desdites dispositions puisse avoir lieu d'une classe à l'autre; et seront, les personnes de l'une et de l'autre classe, tenues de se conformer, pour les actes de naissance, de mariage et de décès, à ce qui est prescrit par le Code civil.

4. Demeurent maintenus, provisoirement, la loi du 24 août 1726, concernant le mode des partages, et l'édit de 1781, sur les successions vacantes. — Les contestations privées, qui pourraient s'élever entre les habitans, relativement aux chemins qu'ils se doivent entre eux et aux lisières d'habitation, seront décidées d'après les lois déjà existantes.

5. Demeure modifié l'article 412, relatif aux tutelles; un fondé de pouvoirs pourra à l'avenir, comme par le passé, représenter, pour les personnes de la campagne, plus d'une personne. — Demeure également modifié l'article 971, relatif aux testamens, et ils pourront être reçus dans les campagnes, comme par le passé, par deux notaires seulement, ou par un notaire, en présence de deux témoins. — Demeure suspendue jusqu'à un an

après la paix, l'exécution du titre XIX, relatif à l'expropriation forcée, et des articles 2168 et 2169, concernant le régime hypothécaire, et, en attendant que le titre XIX, sur l'expropriation forcée, ait lieu, la loi du 24 août 1726, sur le déguerpissement, continuera à être exécutée.

6. Les modifications et suspensions ci-dessus auront lieu jusqu'à ce qu'il ait été rendu compte à sa majesté impériale des motifs qui les ont fait établir, et qu'il y ait été définitivement statué par elle.

7. Le Code civil dans toutes les dispositions qui ne sont pas suspendues ou modifiées, sera exécuté comme loi, dans toute la colonie, huit jours après la date de l'enregistrement de la présente ordonnance de promulgation.

8. A l'effet de ce que dessus, un des exemplaires du Code civil sera remis et déposé au greffe de la cour d'appel, après avoir été certifié par nous, à l'effet de servir de minute, et tenir lieu de transcription sur les registres; un autre exemplaire de celui-ci sera renvoyé à chacun des tribunaux de première instance, après avoir été certifié par le président et le greffier de la cour d'appel, pour y tenir également lieu de minute et de transcription. — Sera la présente ordonnance, pareillement transcrite sur les registres des greffes de la cour et des tribunaux de première instance, imprimée, publiée.

18 brumaire an 14 (9 novembre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les forêts* (1).

N° 537. = 22 brumaire an 14 (13 novembre 1805). = **DÉCRET** qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux, affiches et papiers-musique. (IV, Bull. LXIV, n° 1137.)

Art. 1^{er}. L'administration de l'enregistrement et des domaines est autorisée à faire graver, pour le timbrage des journaux, affiches et papiers-musique, les poinçons et matrices nécessaires, et dont le type portera l'aigle impérial, conformément aux modèles annexés au présent.

2. A compter du premier janvier 1806, les journaux, affiches et papiers-musique ne pourront plus être timbrés des anciens timbres, qui seront supprimés à cette époque. Cette disposition n'est point applicable aux départemens de Gènes, de Montenotte et des Apennins, ni à la direction de Parme, pour lesquels il a été fabriqué des timbres particuliers.

3. L'administration fera déposer aux greffes des tribunaux de première instance, d'appel et de commerce, et à ceux des tribunaux criminels, des empreintes des nouveaux timbres. Chaque dépôt sera constaté, sans frais, par un procès-verbal rédigé par le greffier.

4. Les contraventions continueront d'être punies des peines et amendes prononcées par les lois, arrêtés et décrets en vigueur.

N° 538. = 22 brumaire an 14 (13 novembre 1805). = **DÉCRET** relatif au mode de restitution du droit extraordinaire établi sur les denrées coloniales. (IV, Bull. LXIV, n° 1138.)

N° 539. = 22 brumaire an 14 (13 novembre 1805). = **AVIS** du conseil d'état sur les maisons d'habitation et les ateliers existant dans le voisinage des forêts (2). (IV, Bull. LXIV, n° 1139.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté l'empereur

(1) Voyez 16 frimaire an 14.

(2) Voyez les art. 151 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, et les art. 177 et 179 de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, rendue pour l'exécution de ce code.

et roi, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice relatif à un arrêt par lequel la cour de justice criminelle du département de la Loire, appliquant l'article 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, à quarante-deux maisons construites dans la commune de Mably, à la proximité des forêts du ci-devant duché d'Harcourt devenues nationales, en a ordonné la démolition,—Est d'avis,—1° Que l'article 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, qui n'était pas rigoureusement observé à l'égard des forêts royales, ne peut être applicable, avant une décision qui n'a pas encore été rendue, à des forêts particulières qui n'ont passé dans le domaine national que par confiscation, et postérieurement peut-être à la construction des maisons que l'on veut démolir ;—Que, lors même que leur construction serait postérieure au séquestre national, les propriétaires seraient toujours fondés à réclamer leur bonne foi et la juste ignorance que la loi de 1669 s'appliquât à des constructions élevées auprès de forêts tenues tout récemment encore en propriété privée ;—Que l'arrêt de la cour de justice criminelle du département de la Loire peut être considéré sous deux rapports : comme acte judiciaire, et comme titre donnant droit à l'administration des forêts de faire procéder à la démolition ;—Que, sous le premier rapport, le conseil d'état n'a aucune sorte de compétence ; le grand-juge ministre de la justice verra s'il doit charger le procureur-général impérial près la cour de cassation de requérir l'annulation de l'arrêt, pour fausse application ; — Mais que, sous le rapport de l'administration, le conseil d'état peut et doit observer à sa majesté que cet arrêt, qu'il puisse ou non être cassé avec utilité pour les propriétaires, donne à l'administration des forêts un titre dont il est de l'humanité de sa majesté d'ordonner qu'il ne soit fait aucun usage ; elle ne permettra pas que l'on ruine quarante-deux familles pour lesquelles réclament les magistrats même qui ont rendu l'arrêt, qui s'accusent eux-mêmes de sévérité, et déclarent qu'ils n'ont ainsi prononcé que dans la crainte de sortir de leurs fonctions en interprétant la loi ;—2° Quant à la question générale proposée par le grand-juge, savoir, s'il ne conviendrait pas de laisser subsister toutes les maisons bâties dans le voisinage des forêts, sauf à empêcher qu'on n'en élève à l'avenir, en restreignant toutefois la distance à un kilomètre, l'avis est, relativement aux forêts récemment devenues nationales, qu'il était besoin que la prohibition de bâtir auprès de ces forêts fût déclarée applicable aux propriétaires voisins dont le sort sera changé et aggravé ; — Que la décision interprétative à donner à cet égard ne devra point s'appliquer aux bois des communes, quoique administrés comme les forêts nationales, non plus qu'aux bois nouvellement réunis au domaine national, à moins que les uns et les autres ne soient d'une étendue de plus de deux cent cinquante hectares ;—A l'égard des anciennes forêts, attendu l'espèce de désuétude où la prohibition dont il s'agit était tombée, l'avis est que les administrateurs des forêts et les procureurs impériaux pourraient être avertis de s'abstenir de réclamer l'exécution de l'article 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 contre tous propriétaires qui ne mésusent pas du voisinage ; mais qu'ils devraient en réclamer toute la rigueur contre ceux qui, ayant été déjà poursuivis pour délits forestiers, commettraient des récidives, pourvu toutefois que de la démolition il ne s'ensuivît pas un préjudice grave pour les maisons voisines ;—3° Que les administrateurs des forêts, ainsi que les procureurs impériaux, devront veiller à ce qu'à l'avenir il ne soit construit, dans le voisinage des forêts tant du domaine ancien que du domaine nouveau, aucune maison à la distance déterminée par l'article 18 ; sauf à sa majesté, si elle le juge à propos, attendu le grand nombre des forêts, de faire réduire cette distance dans les réglemens ou lois à intervenir sur les bois et forêts, et

de déterminer toutes autres exceptions qui lui paraîtront convenables (1);—
4° Mais que l'on doit poursuivre, sans retard, la démolition des maisons sur perches, mentionnées dans l'article 17 du même titre, et celle des ateliers, loges et baraques construits en bois dans toutes les forêts domaniales et nationales, anciennes et nouvelles, ou à la distance de deux kilomètres, ces constructions ne pouvant être considérées comme des maisons et bâtimens élevés en bonne foi, et étant une source d'abus et de délits.

12 frimaire an 14 (3 décembre 1805). = *Avis du conseil d'état sur les lettres de change* (2).

N° 540. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** qui accorde une pension aux veuves des généraux, officiers et soldats français morts à la bataille d'Austerlitz. (IV, Bull. LXVI, n° 1163.)

N° 541. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** concernant l'adoption des enfans des généraux, officiers et soldats français morts à la bataille d'Austerlitz. (IV, Bull. LXVI, n° 1164.)

N° 542. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** concernant la publi-

(1) Cet avis du cons. d'état a remis en vigueur les art. 17 et 18 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669, tombés en désuétude avant 1789; et ces articles doivent être mis à exécution, à l'égard des propriétaires voisins, nonobstant l'art. 9 de la charte qui proclame l'inviolabilité des propriétés particulières. Cass., 14 août 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 17; Bull. crim., XXX, 436. — Jugé cependant que l'art. 18 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669, qui ordonne la démolition des maisons bâties à une demi-lieue de distance des forêts royales, ne peut être appliqué, dans l'état actuel de la législation, aux maisons construites à la distance prohibée des forêts particulières qui n'ont passé dans le domaine national que par confiscation. Avis du cons., 25 vendémiaire an 14. — Les art. 17 et 18 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669, interprétés par l'avis du cons. d'état du 22 brumaire an 14, ne prescrivirent pas la destruction d'une maison qui, n'étant pas bâtie sur perches, ne saurait être qualifiée *baraque*, qui d'ailleurs n'est pas de construction nouvelle, et qui n'a reçu depuis la dernière disposition réglementaire que des améliorations par forme de simples réparations. Paris, 15 octobre 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 161. — La prohibition s'applique au cas où les constructions élevées à une distance moindre que celle fixée, tiennent à des villages ou hameaux. Cass., 13 novembre 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 121; Bull. crim., XXXIII, 880. — Elle s'applique aussi à l'établissement d'un atelier de douves, dans la maison de l'adjudicataire d'une coupe de bois, lorsque cette maison se trouve dans la distance fixée. Cass., 1^{er} juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 216; Bull. crim., XXX, 357. — Elle s'applique encore à l'établissement d'un four à chaux dans la distance déterminée, bien que le four soit séparé de la forêt par des terres nues et des propriétés particulières, et aux fours volans qui ne se font que pour une seule cuite dans le même endroit. Cass., 1^{er} mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 377; Bull. crim., XXXV, 269. — Au reste, le mot *forêts*, employé par l'art. 151 du Code forestier, s'applique à tous les terrains couverts de bois soumis au régime forestier, quelle que soit leur étendue, aux bois taillis comme aux bois de haute futaie. Même arrêt.

Encore que les juges du fond aient décidé qu'une maison construite à la distance prohibée des forêts royales était, non une construction nouvelle, mais une addition nécessaire à des bâtimens anciens, la cour de cassation peut revenir sur ce point, et casser la décision des premiers juges, si la maison se trouve évidemment une construction nouvelle. Cass., 18 août 1809, *SIR.*, X, 1, 295; Bull. crim., XIV, 305.

Lorsque l'administration forestière demande, devant les tribunaux correctionnels, la démolition d'un édifice, sur le motif que cet édifice aurait été construit près d'une forêt, sans observation des distances prescrites, si le propriétaire de l'édifice soutient avoir acquis le droit de le conserver, nonobstant sa proximité de la forêt, cette exception forme une question préjudicielle qui doit être renvoyée aux tribunaux civils. Cass., 13 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 251; Bull. crim., XXXIV, 173.

(2) Voyez 30 frimaire an 14.

cation des ordonnances de prise de corps et la tenue des assemblées du jury d'accusation (1). (IV, Bull. LXVI, n° 1166.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1806, la publication des ordonnances de prise de corps ou de se représenter en justice, fixée aux décadis par l'article 463 du Code des délits et des peines, aura lieu les dimanches.

2. Les assemblées du jury d'accusation, que l'article 491 du même Code a fixées aux décadis, se tiendront désormais le quinzième et le dernier jour de chaque mois.

3. Après le 15 frimaire, le jury de jugement s'assemblera la première fois le 15 janvier 1806, et ensuite le 15 de chaque mois du calendrier grégorien.

N° 543.—16 frimaire an 14 (7 décembre 1805).—**AVIS** du conseil d'état sur *une question relative au décime pour franc sur le produit des prises*. (IV, Bull. LXVII, n° 1172.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi fait par sa majesté, a entendu le rapport des sections réunies de législation et de marine sur celui du ministre de la marine, en date du 13 thermidor an 13, et sur celui du grand-juge ministre de la justice, en date du 12 fructidor suivant, ayant tous deux pour objet de décider si le décime pour franc établi par l'arrêté du 14 brumaire an 8, est dû sur le produit des prises dont la liquidation particulière était faite à cette époque, mais n'avait pas été suivie de la liquidation générale de l'armement;—Vu les articles 57 et 58 du règlement du 24 juin 1778, — L'article 4 de l'arrêté du 14 brumaire an 8, et le règlement du 2 prairial an 11;—Considérant que ce dernier règlement ayant aboli le décime pour franc qui était spécialement établi par l'arrêté du 14 brumaire an 8, la question ne subsiste que pour les prises faites sous l'empire de cet arrêté, et que la difficulté se réduit même à celles dans lesquelles il y avait *liquidation particulière* quand cet arrêté est intervenu; — Qu'à cet égard, les deux ministres ont fort sagement distingué les liquidations particulières de chaque prise d'avec la liquidation générale de l'armement, les premières n'entraient dans la seconde que comme élémens ou pièces justificatives propres à établir le décompte général et la répartition définitive entre toutes les parties intéressées; — Que cependant, après les liquidations particulières de certaines prises, et avant la liquidation générale de l'armement, il a pu se faire et il s'est fait quelquefois des distributions de deniers, et que si l'article 4 de l'arrêté du 14 brumaire an 8 n'excepte que les prises dont la liquidation et la répartition définitives ne sont pas encore consommées, il ne faut pas séparer les premières expressions des dernières, qui indiquent l'esprit du législateur et les ménagemens dus au passé;—Qu'au surplus, si le texte laissait quelques doutes, il conviendrait de les résoudre aussi,—Est d'avis que le compte pour la perception du décime pour franc doit comprendre le produit de toutes les prises non liquidées, et par conséquent celles particulièrement liquidées à l'époque où l'arrêté du 14 brumaire an 8 est devenu obligatoire; — Mais que, dans le cas où, à raison des répartitions faites d'après les liquidations particulières antérieures au 14 brumaire an 8, il ne reste-

(1) Voyez, relativement à l'organisation du jury, les notes qui accompagnent le décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle.

Le présent décret n'a plus d'intérêt depuis la promulgation du Cod. inst. crim. de 1808, qui a remplacé le jury d'accusation par une chambre d'accusation, et qui a déterminé les formalités nouvelles des ordonnances de prise de corps.

rait pas à l'armateur, dans le produit net de la liquidation générale, une somme suffisante pour acquitter en totalité le montant du décime pour franc, il ne doit pas être tenu de suppléer à l'insuffisance, soit personnellement, soit par des appels de fonds sur les intéressés, ou des demandes en rapport de la part des gens de l'équipage qui auraient eu part aux répartitions.

N° 544. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = *AVIS du conseil d'état sur plusieurs questions relatives aux droits de pâturage et de parcours dans les bois et forêts* (1). (IV, Bull. LXVII, n° 1173.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté, a entendu le rapport des sections de législation et des finances sur celui du grand-juge ministre de la justice, concernant diverses questions qui lui ont été proposées par l'administration générale des forêts, relativement aux droits de pâturage et de parcours dans les bois et forêts, — Est d'avis, sur la première question, savoir : *Quelle peine encourt l'usager qui introduit des bestiaux dans les bois non déclarés défensables ?* — Que les bestiaux dont il s'agit ne peuvent point être les chèvres, brebis et moutons dont l'introduction est défendue en tout temps dans les bois et forêts de la couronne et de l'état, par l'article 13, titre XIX de l'ordonnance de 1669 ; — Que, quant à l'introduction des autres bestiaux dans les bois, avant qu'ils soient déclarés défensables, l'article 10, titre XXXII de la même ordonnance, y a pourvu : il prononce la confiscation des bestiaux trouvés en délit, et, dans le cas où ils ne pourraient être saisis, des amendes qui ont été modérées par des réglemens particuliers auxquels on doit se conformer dans chaque localité. — Le délit résulte de la seule introduction dans les bois, avant qu'ils soient défensables, et la peine est indépendante de la réparation des dommages causés. — Sur la seconde question : *Si deux propriétaires qui ont un droit réciproque de parcours sur leurs bois, peuvent y introduire des bestiaux avant que les bois où ils exercent le parcours aient été déclarés défensables ?* — Que cette introduction blesserait directement les intérêts du propriétaire qui a soumis ses bois au parcours quand ils ne peuvent en être dégradés, et non pas avant qu'ils soient en état de le souffrir ; que cette introduction est donc interdite, et qu'elle est susceptible des peines portées par l'article 38 du titre II de la loi du 6 octobre 1791, sur la police rurale. — Mais la répression de cette contravention n'appartient point par action principale à l'administration des forêts. — Sur la troisième question : *Si un particulier peut être empêché d'introduire ses bestiaux dans ses propres bois avant qu'ils soient défensables ?* — Que sans doute on doit empêcher qu'un usager n'exerce son droit en un temps où son usage détruirait la propriété ; c'est le motif de la réponse à la question précédente. Mais le propriétaire qui introduit des bestiaux dans ses propres bois n'exerce ni un usage ni une servitude ; il use de sa chose. La propriété consiste dans le droit d'user et d'abuser, sauf les intérêts des tiers : ce droit doit être respecté, à moins qu'il n'en résulte de graves abus. — Quel que soit l'intérêt de l'état à la conservation des bois, on peut s'en remettre à celui des particuliers de ne pas dégrader les bois qui leur appartiennent (2). — Sur la quatrième question : *A qui il appartient de déclarer le temps où les bois sont défensables ?* — Que l'article 1^{er} du titre

(1) Voyez le décret du 17 nivose an 13 (7 janvier 1805), et les notes.

(2) Des bestiaux (des chevaux) sont en délit par le seul fait de leur introduction dans un bois communal, non déclaré défensable, alors même qu'ils n'auraient causé aucun dégât. Cass., 19 février 1825, *SIR.*, XXV, 1, 344 ; Bull. crim., XXX, 80.

XIX de l'ordonnance de 1669 attribue ce droit aux grands-maîtres, sur les avis des officiers des maîtrises; que les administrateurs généraux des forêts tiennent la place des grands-maîtres, et qu'il leur appartient de déterminer, dans chaque localité, d'après l'avis des conservateurs, le temps et l'âge où les bois seront défensables.

N° 545. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** concernant le remboursement d'une rente due aux pauvres, faite en l'an 2, sans l'autorisation du directoire du département. (IV, Bull. LXVII, n° 1174.)

Napoléon., vu l'acte du 7 nivose an 2, qui constate que la somme de seize cents livres, capital d'une rente de soixante-quatre livres, due aux pauvres de la commune de Chabris, département de l'Indre, a été remboursée par le sieur *Goeslard*, débiteur de la rente, dans les mains du sieur *Pinon*, administrateur des pauvres, avec le consentement et sous la garantie du sieur *Bertheau*, maire, et de deux membres du conseil municipal; — L'acte du 19 nivose suivant, par lequel le sieur *Bertheau* et son épouse ont reçu du [sieur *Pinon*, administrateur des pauvres], la somme de seize cents livres, et ont, de nouveau, constitué sur leurs biens, au profit des pauvres, la même rente de soixante-quatre livres; — L'arrêté du conseil de préfecture du 1^{er} germinal an 13, qui annule le remboursement fait par le sieur *Goeslard*, et qui autorise le comité de bienfaisance de la commune de Chabris à poursuivre le sieur *Goeslard* en paiement des arrérages de la rente, sous le prétexte que le débiteur n'avait pu valablement rembourser le capital sans l'autorisation du directoire du département et l'avis de celui du district, d'après les lois rendues sur ce sujet; — Considérant que le remboursement fait par le sieur *Goeslard*, quoique fait sans autorisation, a été reçu par l'administrateur des pauvres auxquels la rente appartenait; qu'un arrêté du gouvernement, du 22 ventose an 12, a déclaré valables des remboursements faits dans les mêmes circonstances, pour mettre un terme à des recherches sur le passé; que d'ailleurs les pauvres de Chabris n'ont aucun intérêt à poursuivre le sieur *Goeslard*, puisque le sieur *Bertheau* et son épouse sont devenus débiteurs de la rente et sont détenteurs du capital; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit : — L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre, du 1^{er} germinal an 13, est annulé, sauf au comité de bienfaisance de Chabris à exiger le paiement de la rente due par le sieur *Bertheau* et son épouse, et à se pourvoir en permission de les poursuivre en cas de refus.

N° 546. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** concernant le rang à prendre dans les cérémonies publiques par les membres des cours de justice criminelles spéciales. (IV, Bull. LXVII, n° 1175.)

N° 547. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** qui établit une bourse de commerce à Nevers, et des courtiers dont le nombre sera de deux au plus. (IV, Bull. LXVII, n° 1176.)

N° 548. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET** qui annule l'adjudication de travaux à une chaussée, et l'imposition d'une taxe faite sans autorisation du gouvernement. (IV, Bull. LXVII, n° 1177.)

Napoléon. ., considérant que le préfet du département du Nord n'a pas dû faire l'adjudication des travaux à exécuter à une chaussée de ce départe-

ment sans une autorisation préalable du gouvernement ;—Qu'il n'a pas été en droit d'établir et de faire percevoir, sans une semblable autorisation, une taxe destinée à réparer et entretenir une route de ce département ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet du département du Nord, en date du cinquième jour complémentaire an 11 et du 11 frimaire an 12, qui établissent, sans autorisation préalable du gouvernement, une taxe pour être perçue à l'extrémité de la chaussée pavée qui traverse la commune de Forêts, sont déclarés nuls.

2. L'adjudication des travaux à faire à la chaussée qui traverse ladite commune de Forêts, ayant été faite sans une autorisation préalable du gouvernement, est également annulée.

N° 549. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET qui annule un arrêté contenant autorisation pour l'établissement d'une verrerie.** (IV, Bull. LXXI, n° 1227.)

Napoléon...., vu l'arrêté du préfet du département des Bouches-du-Rhône, du 11 messidor an 12, qui autorise le sieur *Chartier* à établir, dans la commune de Tretz, une verrerie en verres noirs ; — Considérant que l'autorisation nécessaire pour l'établissement de fabriques de cette nature, ne peut être accordée que par le gouvernement, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit : — L'arrêté du préfet du département des Bouches-du-Rhône, du 11 messidor an 12, relatif à l'établissement d'une verrerie dans la commune de Tretz, est annulé.

N° 550. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET qui fixe au 29 brumaire an 14 l'époque à compter de laquelle les bâtimens de mer appartenant au roi des Deux-Siciles ou à ses sujets, seront déclarés de bonne prise.** (IV, Bull. LXXIII, n° 1266.)

N° 551. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET qui établit un inspecteur forestier principal pour chaque conservation** (1). (Moniteur, n° 100.)

Art. 1^{er}. Il sera nommé un inspecteur forestier principal pour chaque conservation, dans le chef-lieu de laquelle sa résidence sera fixée.

2. Chaque inspecteur principal remplira les fonctions attachées à ce grade, dans l'arrondissement particulier où elles ont été remplies jusqu'ici par le conservateur, et fera de plus, sur ses ordres, les visites, tournées et récolemens qu'il lui prescrira, dans toute l'étendue de la conservation.

3. La nomination à ces places aura lieu dans les formes prescrites pour celles des autres inspecteurs.

N° 552. = 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805). = **DÉCRET qui annule un arrêté du préfet du département de la Sarthe relatif à la police des bois.** (Moniteur de 1806, n° 55.)

Napoléon..., vu l'arrêté pris le 9 prairial an 13, par le préfet du département de la Sarthe, relativement à la police des bois ; — Considérant que, si les propriétaires pouvaient être empêchés d'introduire des bestiaux dans

(1) Voyez, sur l'administration forestière, le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et — 29 septembre 1791, et les notes qui contiennent le résumé de la législation sur cette matière.

leurs propres bois avant qu'ils soient défensables, cette prohibition, qui serait nouvelle et exorbitante du droit commun, serait du ressort de la loi ; — Que le préfet ne pouvait déterminer l'âge avant lequel les bois ne pourront être déclarés défensables ; que c'est aux administrateurs généraux des forêts qu'il appartient de prononcer à cet égard, suivant la nature des lieux et des circonstances ; — Que les préfets ne peuvent point faire de réglemens d'administration publique ; qu'ils ne peuvent prendre des arrêtés que pour leur exécution, sans les étendre ni les interpréter, et qu'ils n'ont point le droit de les adresser aux tribunaux, afin qu'ils aient à s'y conformer ; — Notre conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit : — L'arrêté du préfet du département de la Sarthe, du 9 prairial an 13, est annulé.

N° 553. = 17 frimaire an 14 (8 décembre 1805). = **DÉCRET relatif au jugement des délits commis par les prisonniers de guerre.** (IV, Bull. LXVI, n° 1167.)

Art. 1^{er}. Les délits commis par les prisonniers de guerre, dans toute l'étendue de notre empire, sont justiciables des commissions militaires.

2. Le général commandant la division dans l'arrondissement de laquelle se commettra un délit, réunira une commission militaire composée d'un officier de gendarmerie faisant fonctions de rapporteur, et de cinq officiers, le président ayant au moins le grade de chef de bataillon.

3. Toute mutinerie, résistance à la gendarmerie, à la garde nationale, tout complot dont se rendraient coupables des prisonniers de guerre, seront punis de mort.

N° 554. = 17 frimaire an 14 (8 décembre 1805). = **DÉCRET sur la formation des commissions militaires, etc., dans les villes où il n'y a pas un nombre suffisant d'officiers généraux** (1). (IV, Bull. LXVI, n° 1168.)

Art. 1^{er}. Dans les villes de l'intérieur de l'empire français où il ne se trouve pas un nombre suffisant d'officiers généraux ou d'officiers supérieurs pour la formation des commissions militaires, des conseils de guerre et des conseils de révision permanens, on pourra, pour compléter ces tribunaux militaires, mettre un officier supérieur à la place du général de brigade, et un capitaine à la place de chaque officier supérieur manquant.

2. L'officier le plus élevé en grade parmi les membres de chacun de ces tribunaux en sera le président ; à grade égal, ce sera le plus ancien de service dans ledit grade ; et, à égalité d'ancienneté de service, le plus âgé.

N° 555. = 21 frimaire an 14 (12 décembre 1805). = **DÉCRET relatif aux lettres de grace pour les colonies.** (IV, Bull. LXVII, n° 1183.)

Art. 1^{er}. Les lettres de grace seront par nous données pour les colonies comme pour la partie continentale de l'empire, après avoir entendu un conseil privé ; elles seront expédiées dans la même forme.

2. Les pièces et renseignemens relatifs aux demandes de lettres de grace pour les colonies, seront transmis, par le ministre de la marine et des colonies, au grand-juge ministre de la justice, qui en fera le rapport au conseil privé.

3. L'expédition des lettres de grace sera transmise par le grand-juge ministre de la justice au ministre de la marine, qui les adressera aux tribunaux des colonies, pour être par eux transcrites sur leurs registres.

(1) Voyez, sur la composition et l'organisation des tribunaux militaires, le décret du 22 septembre—29 octobre 1790, et les notes qui résument la législation.

N° 556. = 21 frimaire an 14 (12 décembre 1805). = DÉCRET *sur la police des théâtres* (1). (IV, Bull. LXXI, n° 1233.)

Art. 1^{er}. Les commissaires généraux de police sont chargés de la police des théâtres, seulement en ce qui concerne les ouvrages qui y sont représentés.

2. Les maires sont chargés, sous tous les autres rapports, de la police des théâtres, et du maintien de l'ordre et de la sûreté.

N° 557. = 30 frimaire an 14 (21 décembre 1805). = AVIS *du conseil d'état sur la question de savoir si les lettres de change sont payables en billets de banque* (2). (IV, Bull. LXXII, n° 1244.)

Le conseil d'état, après avoir entendu la section de législation sur le renvoi fait par sa majesté impériale et royale, d'un rapport du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet d'examiner la question de savoir si une lettre de change peut être payée en billets de banque, autrement que du consentement de celui qui en est porteur, — Est d'avis que la réponse à cette question ne peut souffrir aucune difficulté : le porteur d'une lettre de change a le droit d'exiger son paiement en numéraire. Les billets de la banque, établis pour la commodité du commerce, ne sont que de simple confiance.

30 frimaire an 14 (21 décembre 1805). = *Avis du conseil d'état sur le délit de chasse* (3).

N° 558. = 2 nivose an 14 (23 décembre 1805). = DÉCRET *qui interdit l'usage et le port des fusils et pistolets à vent*. (IV, Bull. LXVII, n° 1185.)

Art. 1^{er}. Les fusils et pistolets à vent sont déclarés compris dans les armes offensives, dangereuses, cachées et secrètes, dont la fabrication, l'usage et le port sont interdits par les lois.

2. Toute personne qui, à dater de la publication du présent décret, sera trouvée porteur desdites armes, sera poursuivie et traduite devant les tribunaux de police correctionnelle, pour y être jugée et condamnée conformément à la loi du 23 mars 1728 (4).

N° 559. = 4 janvier 1806. = AVIS *du conseil d'état sur la compétence en matière de délits de chasse commis par des militaires*. (IV, Bull. LXXI, n° 1241.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi de sa majesté, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du ministre de la police générale, tendant à modifier, relativement aux délits pour faits de chasse, l'avis du 7 fructidor an 12, qui déclare que les délits communs commis par des militaires en garnison ou présents à leurs corps sont de la compétence des tribunaux militaires, — Est d'avis que, les contraventions et délits pour faits de chasse intéressant les règles de la police générale et la conservation des forêts, la répression n'en peut appartenir aux tribunaux militaires, même à l'égard des militaires; que l'avis approuvé par sa majesté, le 7 fructidor an 12, ne s'applique point à un tel cas, et que si de pareils délits n'étaient

(1) Voyez l'arrêté du 25 pluviôse an 4 (14 février 1796), et les notes qui indiquent toutes les dispositions législatives et réglementaires sur la police des théâtres.

Voyez aussi le décret du 8 juin 1806.

(2) Voyez l'art. 143 du Cod. comm., portant qu'une lettre de change doit être payée en la monnaie qu'elle indique.

(3) Voyez 4 janvier 1806.

(4) Voyez le décret du 12 mars 1806, qui ordonne de nouveau l'exécution de cette déclaration, et les notes.

pas prévenus dans les garnisons par la bonne discipline des corps et par les exemples des chefs, la poursuite en appartiendrait, conformément au droit commun, aux tribunaux correctionnels.

11 janvier 1806. = *Avis du conseil d'état sur les diplômes de licencié* (1).

N° 560. = 17 janvier 1806. = **DÉCRET** contenant des dispositions réglementaires pour l'exécution des actes des constitutions de l'empire des 22 frimaire an 8, 16 thermidor an 10 et 28 floréal an 12, en ce qui concerne les assemblées de canton (2). (IV, Bull. LXXII, n° 1255.)

18 janvier 1806. = *Avis du conseil d'état sur les testamens* (3).

N° 561. = 19 janvier 1806. = **TRAITÉ** de paix conclu entre l'empereur des Français, roi d'Italie, et l'empereur d'Allemagne et d'Autriche (4). (IV, Bull. LXXI, n° 1243.)

Napoléon..., nous avons proclamé et proclamons loi de l'état le traité de paix conclu entre nous et l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à Presbourg, le 5 nivose an 14 (26 décembre 1805), ratifié par nous à Schoenbrun le 6 nivose (27 décembre 1805), et dont il a été donné connaissance au sénat le 14 janvier 1806, duquel traité la teneur suit : — Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, également animés du désir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont résolu de procéder, sans délai, à la conclusion d'un traité de paix définitif, et ont, en conséquence, nommé pour plénipotentiaires ; savoir : — Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, M. le prince *Jean de Liechtenstein*, prince du saint-empire romain, grand-croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan, lieutenant-général des armées de sadite majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et propriétaire d'un régiment de hussards ; et M. le comte *Ignace de Gyulai*, commandant de l'ordre militaire, chambellan de sadite majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, lieutenant-général de ses armées, et propriétaire d'un régiment d'infanterie ; — Et sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, M. *Charles-Maurice Talleyrand-Périgord*, grand-chambellan, ministre des relations extérieures de sadite majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, grand cordon de la légion-d'honneur, chevalier des ordres de l'aigle rouge et noir de Prusse ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

2. La France continuera de posséder en toute propriété et souveraineté les duchés, principautés, seigneuries et territoires au-delà des Alpes, qui

(1) Voyez 23 janvier 1806.

(2) Ce décret a perdu tout son intérêt par les changemens graves et nombreux apportés depuis 1806 à la législation électorale. — Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé complet de cette législation.

(3) Voyez 31 janvier 1806.

(4) Ce traité n'a plus qu'un intérêt historique. — Voyez la note qui accompagne le traité de paix conclu entre les mêmes puissances, le 26 vendémiaire an 6, et promulgué par la loi du 13 brumaire suivant (3 novembre 1797).

étaient, antérieurement au présent traité, réunis ou incorporés à l'empire français, ou régis par les lois et les administrations françaises.

3. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, pour lui, ses héritiers et successeurs, reconnaît les dispositions faites par sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, relativement aux principautés de Lucques et de Piombino.

4. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, à la partie des états de la république de Venise à lui cédée par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, laquelle sera réunie à perpétuité au royaume d'Italie.

5. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît sa majesté l'empereur des Français comme roi d'Italie. Mais il est convenu que, conformément à la déclaration faite par sa majesté l'empereur des Français, au moment où il a pris la couronne d'Italie, aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration auront rempli les conditions qui s'y trouvent exprimées, les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité, et ne pourront plus, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à reconnaître, lors de la séparation, le successeur que sa majesté l'empereur des Français se sera donné comme roi d'Italie.

6. Le présent traité de paix est déclaré commun à leurs altesses sérénissimes les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Baden, et à la république batave, alliés de sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, dans la présente guerre.

7. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg ayant pris le titre de roi, sans néanmoins cesser d'appartenir à la confédération germanique, sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les reconnaît en cette qualité.

8. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après désignés ;— Cède et abandonne à sa majesté le roi de Bavière, le margraviat de Burgaw et ses dépendances, la principauté d'Eichstad, la partie du territoire de Nassau appartenant à son altesse royale l'électeur de Saltzbourg, et située entre la Bohême, l'Autriche, le Danube et l'Inn; le comté de Tyrol, y compris les principautés de Brixen et de Trente; les sept seigneuries de Voralberg avec leurs enclaves; le comté de Hohenems, le comté de Konigsegg-Rothenfels, les seigneuries de Tetnang et Argen, et la ville et territoire de Lindau; — A sa majesté le roi de Wurtemberg, les cinq villes dites du Danube, savoir : Ehingen, Munderkingen, Riedlingen, Mengen et Sulgaw, avec leurs dépendances, le haut et bas comté de Hohemberg, le landgraviat de Nellenbourg et la préfecture d'Altorff, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée), la partie de Brisgaw faisant enclave dans les possessions wurtembergeoises, et située à l'est d'une ligne tirée du Schlegelberg jusqu'à la Molbach, et les villes et territoires de Wilingen et Brentingen; — A son altesse sérénissime l'électeur de Bade, le Brisgaw (à l'exception de l'enclave et des portions séparées ci-dessus désignées); l'Ortenaw et leurs dépendances, la ville de Constance et la commanderie de Meinau. — Les principautés, seigneuries, domaines et territoires susdits, seront possédés respectivement par leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg et par son altesse sérénissime l'électeur de Bade, soit en suzeraineté, soit en toute propriété et souveraineté, de la même

manière, aux mêmes titres, droits et prérogatives que les possédaient sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche ou les princes de sa maison, et non autrement.

9. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît les dettes contractées par la maison d'Autriche au profit des particuliers et des établissemens publics des pays faisant actuellement partie intégrante de l'empire français ; et il est convenu que sadite majesté restera libre de toute obligation par rapport à toutes dettes quelconques que la maison d'Autriche aurait contractées, à raison de la possession, et hypothéquées sur le sol des pays auxquels elle renonce par le présent traité.

10. Les pays de Saltzbouurg et de Berchtolsgrad appartenant à S. A. R. et E. l'archiduc Ferdinand seront incorporés à l'empire d'Autriche ; et sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les possédera en toute propriété et souveraineté, mais à titre de duché seulement.

11. Sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à obtenir, en faveur de S. A. R. l'archiduc Ferdinand, électeur de Saltzbouurg, la cession, par sa majesté le roi de Bavière, de la principauté de Wurtemberg, telle qu'elle a été donnée à sadite majesté par le recès de la députation de l'empire germanique, du 25 février 1803 (6 ventose an 11). — Le titre électoral de S. A. R. sera transféré sur cette principauté, que S. A. R. possédera en toute propriété et souveraineté, de la même manière et aux mêmes conditions qu'elle possédait l'électorat de Saltzbouurg. — Et quant aux dettes, il est convenu que le nouveau possesseur n'aura à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états du pays, ou des dépenses faites pour l'administration effective dudit pays.

12. La dignité de grand-maître de l'ordre Teutonique, les droits, domaines et revenus qui, antérieurement à la présente guerre, dépendaient du Mergentheim, chef-lieu de l'ordre, les autres droits, domaines et revenus qui se trouveront attachés à la grande-maîtrise, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que les domaines et revenus dont, à cette même époque, ledit ordre se trouvera en possession, deviendront héréditaires dans la personne et la descendance directe et masculine, par ordre de primogéniture, de celui des princes de la maison impériale qui sera désigné par sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche. — Sa majesté l'empereur *Napoléon* promet ses bons offices pour faire obtenir, le plus tôt possible, à S. A. R. l'archiduc Ferdinand, une indemnité pleine et entière en Allemagne.

13. Sa majesté le roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsbourg et son territoire, les réunir à ses états et les posséder en toute propriété et souveraineté. Pourra également sa majesté le roi de Wurtemberg occuper, réunir à ses états et posséder en toute propriété et souveraineté le comté de Bondorff ; et sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à n'y mettre aucune opposition.

14. Leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, et S. A. S. l'électeur de Bade, jouiront, sur les territoires à eux cédés, comme aussi sur leurs anciens états, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent, et qui leur ont été garantis par sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, ainsi et de la même manière qu'en jouissent sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche et sa majesté le roi de Prusse sur leurs états allemands. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, soit comme chef de l'Empire, soit comme co-état, s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution des actes qu'ils auraient faits ou pourraient faire en conséquence.

15. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à tous droits, soit de souveraineté, soit de suzeraineté, à toutes prétentions quelconques, actuelles ou éventuelles, sur tous les états, sans exception, de leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, et de S. A. S. l'électeur de Bade, et généralement sur tous les états, domaines et territoires compris dans les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, ainsi qu'à tout titre pris desdits domaines et territoires; et réciproquement toutes prétentions actuelles ou éventuelles desdits états à la charge de la maison d'Autriche ou de ses princes, sont et demeureront éteintes à perpétuité : néanmoins les renonciations contenues au présent article ne concernent point les propriétés qui sont, par l'article 14, ou seront, en vertu de l'article 12 ci-dessus, concédées à LL. AA. RR. les archiducs désignés dans lesdits articles.

16. Les titres domaniaux et archives, les plans et cartes des différens pays, villes et forteresses cédés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété.

17. Sa majesté l'empereur Napoléon garantit l'intégrité de l'empire d'Autriche dans l'état où il sera en conséquence du présent traité de paix, de même que l'intégrité des possessions des princes de la maison d'Autriche, désignées dans les articles 11 et 12.

18. Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la république helvétique, régie par l'acte de médiation, de même que l'indépendance de la république batave.

19. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

20. Toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre les deux pays dans l'état où elles étaient avant la guerre.

21. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

22. Dans les cinq jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, la ville de Presbourg et ses environs, à la distance de six lieues, seront évacués. — Dix jours après ledit échange, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la Moravie, la Bohême, le Viertel-unter-Viennner-Wald, le Viertel-unter-Manhartsberg, la Hongrie et toute la Styrie. — Dans les dix jours suivans, elles évacueront le Viertel - ober - Viennner-Wald et le Viertel-ober-Manhartsberg. — Enfin, dans le délai de deux mois, à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des états héréditaires de sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à la disposition de sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, comme lieu de dépôt pour les malades et pour l'artillerie. — Il ne sera, pendant ledit mois, fait aux habitans aucune réquisition de quelque nature que ce soit. — Mais il est convenu que, jusqu'à l'expiration dudit mois, il ne pourra être stationné ni introduit aucun corps quelconque de troupes autrichiennes dans un arrondissement de six lieues autour de ladite place de Braunau. — Il est pareillement convenu que les magasins laissés par l'armée française, dans les lieux qu'elle devra successivement

évacuer, resteront à sa disposition, et qu'il sera fait, par les hautes parties contractantes, un arrangement relatif à toutes les contributions quelconques de guerre précédemment imposées sur les divers états héréditaires occupés par l'armée française; arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.—L'armée française tirera son entretien et ses subsistances de ses propres magasins établis sur les routes qu'elle doit suivre.

23. Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires seront nommés de part et d'autre, pour remettre et recevoir, au nom des souverains respectifs, toutes les parties du territoire vénitien non occupées par les troupes de sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie.—La ville de Venise, les lagunes et les possessions de terre-ferme seront remises dans le délai de quinze jours; l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes, les bouches du Cattaro, les îles vénitiennes de l'Adriatique, et toutes les places et forts qu'elles renferment, dans le délai de six semaines, à compter de l'échange des ratifications. — Les commissaires respectifs veilleront à ce que la séparation de l'artillerie ayant appartenu à la république de Venise et de l'artillerie autrichienne soit exactement faite, la première devant rester en totalité au royaume d'Italie. Ils détermineront, d'un commun accord, l'espèce et la nature des objets qui, appartenant à sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, devront, en conséquence, rester à sa disposition. Ils conviendront, soit de la vente au royaume d'Italie de l'artillerie impériale et des objets susmentionnés, soit de leur échange contre une quantité équivalente d'artillerie ou d'objets de même ou d'autre nature qui seraient laissés par l'armée française dans les états héréditaires.—Il sera donné toute facilité et toute assistance aux troupes autrichiennes et aux administrations civiles et militaires, pour retourner dans les états d'Autriche par les voies les plus convenables et les plus sûres, ainsi que pour le transport de l'artillerie impériale, des magasins de terre et de mer, et autres objets qui n'auraient pas été compris dans les stipulations, soit de vente, soit d'échange, qui pourront être faites.

24. Les ratifications du présent traité seront échangées dans l'espace de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Presbourg le 26 décembre 1805 (5 nivose an 14).

Signé JEAN, *prince de*
Liechtenstein.
(L. S.)

Signé Ch. Maur. TALLEYRAND.
(L. S.)

Signé IGNAZ, *comte de Gyulai.*
(L. S.)

N° 562.—23 janvier 1806. = *AVIS du conseil d'état sur la demande d'une prorogation du délai accordé par la loi du 22 ventose an 12 (1) pour l'obtention des diplômes de licencié.* (IV, Bull. LXXIV, n° 1301.)

Le conseil d'état, qui, en exécution d'un renvoi fait par sa majesté l'empereur et roi, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, tendant à proroger pendant six mois, à compter de la publication du décret à intervenir, le délai qui, par l'article 18 de la loi du 22 ventose an 12, relative aux écoles de droit, a été accordé aux défenseurs officieux et hommes de loi pour obtenir des di-

(1) Voyez cette loi, et les notes qui résument toute la législation relative aux écoles de droit.

plômes de licencié ;—Considérant que le délai de dix-huit mois donné par cette loi aux défenseurs officieux et hommes de loi, pour l'obtention de ces diplômes, a été suffisant ;—Considérant encore que si, dans les parties de l'empire où les établissemens des écoles de droit n'ont pas été mis en activité, il se trouvait des arrondissemens pour lesquels il serait utile d'ordonner la prorogation du délai dont il s'agit, les procureurs généraux impériaux ne manqueraient pas d'en rendre compte au grand-juge ministre de la justice, qui proposerait à cet égard les mesures convenables,—Est d'avis qu'il n'y a pas de motifs suffisans pour prononcer la prorogation du délai accordé par l'article 18 de la loi du 22 ventose an 12.

N° 563.—23 janvier 1806.—**DÉCRET** concernant le paiement définitif des domaines engagés qui ont été vendus en exécution de la loi du 14 ventose an 7 (1). (IV, Bull. xc, n° 1517.)

Les acquéreurs de domaines engagés vendus en exécution de l'article 30 de la loi du 14 ventose an 7, qui sont encore débiteurs d'une partie du prix de leur adjudication, sont tenus d'en verser le montant au trésor public dans le mois de la publication du présent. La juste indemnité qui peut être due aux engagistes, leur sera payée d'après la liquidation qui en sera faite.

N° 564.—31 janvier 1806.—**DÉCRET** qui annule, pour excès de pouvoir, un jugement rendu par un juge de paix, relativement à une concession de mine (2). (IV, Bull. LXXIII, n° 1287.)

Napoléon....., Vu la demande en concession d'une mine de fer dite *Inbreith*, faite le 17 germinal an 11 par le sieur *Calmuth*, au préfet de la Roër, demande sur laquelle il n'a point été statué ;—Vu le jugement du 8 germinal an 13, rendu par le juge de paix du canton de Gemund, entre le sieur *Calmuth*, se prétendant seul concessionnaire de la mine d'*Inbreith*, et les sieurs *Weiss* et *Stappen*, propriétaires de la surface du terrain de ladite mine ; lequel jugement maintient le sieur *Calmuth* en jouissance de la mine dont il s'agit, et condamne ses adversaires à la restitution du minerai qu'ils en avaient tiré, et aux dépens ;—L'arrêté du préfet du département de la Roër, en date du 10 thermidor an 13, qui élève le conflit ;—Considérant que la concession sur laquelle le sieur *Calmuth* fondait son droit à l'exploitation de la mine de fer d'*Inbreith*, n'est pas prouvée ; que le juge de paix de Gemund, en maintenant ce particulier en possession de ladite mine, a excédé ses pouvoirs, puisqu'il a, de fait, créé une concession qui ne peut être accordée que par l'autorité administrative ;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :—Le jugement rendu le 8 germinal an 13 par le juge de paix de Gemund, département de la Roër, entre le sieur *Calmuth* et les sieurs *Weiss* et *Stappen*, au sujet de la mine d'*Inbreith*, est considéré comme non avenu, sauf aux parties à se pourvoir devant l'autorité administrative.

N° 565.—31 janvier 1806.—**DÉCRET** portant résiliation du bail des régisseurs des salines de l'Est. (IV, Bull. LXXIII, n° 1289.)

(1) Voyez la loi du 14 ventose an 7 (4 mars 1799), et les notes qui contiennent le résumé de la législation concernant les domaines engagés.

(2) Voyez, sur les mines, le décret du 12 juillet (27 mars, 15 juin et) — 28 juillet 1791, et les notes ; et surtout la loi du 21 avril 1810, et les notes.

N° 566.—31 janvier 1806.—*AVIS du conseil d'état sur une réclamation contre des jugemens qui ont déclaré un testament nul.* (IV, Bull. LXXIII, n° 1290.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi ordonné par sa majesté l'empereur et roi, a entendu le rapport de la section de législation sur une réclamation du sieur *Duchâtenet* contre des jugemens qui ont déclaré nul le testament de la demoiselle *Letellier*,—Est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'admettre la réclamation, pour les motifs qu'on va développer.—La demande du sieur *Duchâtenet* doit être examinée d'abord relativement à lui et dans la position où il se trouve : on l'examinera ensuite sous un point de vue plus général et indépendamment de toute espèce particulière.—Le testament de la demoiselle *Letellier* a été cassé, faute, par le notaire qui l'a reçu, d'avoir fait *mention expresse qu'il a écrit cet acte.*—Les tribunaux qui ont prononcé se sont appuyés sur l'autorité de l'article 972 du Code civil, ainsi conçu :—« Si le testament est reçu par deux notaires, *il leur est dicté par le testateur, et IL DOIT ÊTRE ÉCRIT PAR L'UN DE CES NOTAIRES tel qu'il est dicté.*—S'il n'y a qu'un notaire, *il doit également être dicté par le testateur ET ÉCRIT PAR CE NOTAIRE.*—Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur en présence des témoins.—Il est fait *DU TOUT mention expresse.* »—Les magistrats ont vu dans ce texte une obligation positive, de la part du notaire, de faire *mention expresse* que le testament est écrit de sa main.—On n'examine pas dans ce moment le motif de cette disposition. Les tribunaux ont pensé qu'elle était textuelle; ils l'ont appliquée.—Le sieur *Duchâtenet*, légataire universel de la demoiselle *Letellier*, s'est pourvu en cassation. Sa demande a été rejetée. C'est dans cet état qu'il réclame l'autorité de sa majesté l'empereur et roi.—Les constitutions n'ont établi que deux degrés de juridiction. Elles ont créé les cours d'appel pour juger en dernier ressort; mais les actes émanés de ces cours n'ont le caractère de décisions souveraines, qu'autant qu'ils sont revêtus de toutes les formalités requises pour constituer un jugement. Si les formes ont été violées, il n'y a pas de jugement à proprement parler, et la cour de cassation détruit un acte irrégulier. Si au contraire toutes les formes ont été observées, le jugement est réputé la vérité même.—Des raisons puissantes, d'un intérêt général, ont impérieusement exigé cette maxime. Des juges supérieurs sont établis pour réparer les erreurs d'une première décision : s'il était encore permis de remettre en question ce qui aurait été jugé par les cours, où faudrait-il arrêter ces examens ultérieurs, et quelle plus forte garantie la société aurait-elle contre les erreurs de troisièmes ou de quatrièmes juges?—Cependant la stabilité des jugemens rendus par les cours, repose, il faut en convenir, non sur la certitude acquise qu'un arrêt est juste, mais sur la présomption de sa justice, quand il est revêtu des formes qui lui donnent le caractère d'un jugement. Or, il est de la nature de toute présomption de céder à la vérité contraire, quand elle est démontrée : si donc un arrêt se trouve en opposition formelle avec une disposition textuelle de la loi, la présomption de sa justice disparaît; car la loi est et doit être la justice des tribunaux. Aussi, la cour de cassation a-t-elle le droit d'annuler encore, dans ce cas, les actes des cours.—Voilà les seules garanties que les constitutions de l'empire aient données contre les erreurs des magistrats. On ne pourrait s'écarter de ces principes conservateurs, sans tomber dans un arbitraire inconciliable avec le droit de propriété et avec la liberté civile.—Dans l'espèce actuelle, on ne dit pas ouvertement que l'arrêt attaqué soit

en opposition avec un texte de loi ; on se plaint plutôt d'une application du texte qu'on prétend être trop scrupuleuse : mais un arrêt de la cour de cassation qui détruirait un jugement pour être trop littéralement conforme au texte de la loi, offrirait dans l'ordre judiciaire un scandale, dont, il faut l'espérer, nous ne serons jamais les témoins.—Mais, dit-on, il est contre la justice qu'un défaut de rédaction entraîne la nullité d'un testament et la ruine d'une famille, lorsque ce défaut peut être couvert par une vérification.—Les lois ne peuvent par prévoir tous les cas particuliers. Il est possible que, dans une espèce donnée, l'omission d'une formalité que la loi a dû introduire entraîne l'anéantissement d'un acte irréprochable, louable même, si l'on veut, dans ses motifs ; mais cet inconvénient, qu'on peut toujours prévenir avec un peu d'attention, est mille fois moins grave que ceux qui résulteraient de la faculté donnée de suppléer par des preuves testimoniales à ce qu'on aurait dû écrire et qu'on n'a pas écrit dans un testament.—Le sieur *Duchâtenet* allègue que les tribunaux sont divisés sur le sens de la loi : mais la jurisprudence des cours paraît au contraire uniforme sur ce point ; et quand il serait vrai qu'elles ont été divisées, le sieur *Duchâtenet* ne pourrait en rien conclure. La cour de cassation annulerait les décisions contraires à la loi ; il serait toujours constant que cette cour a rejeté le pourvoi du sieur *Duchâtenet*. Il ne lui reste donc aucun moyen de se pourvoir encore, puisqu'il a déjà épuisé tous les recours que lui offraient nos lois et nos constitutions.

N° 567. = 10 février 1806. = DÉCRET qui déclare deux articles de celui du 23 prairial an 12, sur les sépultures (1), non applicables aux personnes qui professent en France la religion juive. (IV, Bull. LXXIV, n° 1314.)

Les articles 22 et 24, titre V de notre décret sur les sépultures, rendu le 23 prairial an 12, articles qui concernent les fabriques et les consistoires, ne sont pas applicables aux personnes qui professent en France la religion juive.

N° 568. = 10 février 1806. = DÉCRET concernant les vacances des écoles de droit (2). (IV, Bull. LXXIV, n° 1316.)

Les écoles de droit auront deux mois de vacances chaque année, depuis le 1^{er} septembre jusqu'au 1^{er} novembre.

N° 569. = 10 février 1806. = DÉCRET concernant les vacances des cours d'appel et des tribunaux de première instance (3). (IV, Bull. LXXIV, n° 1317.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, les vacances des cours d'appel et des tribunaux civils de première instance auront lieu depuis le 1^{er} septembre jusqu'au 1^{er} novembre.

2. Le renouvellement des directeurs de jury s'effectuera, conformément aux lois antérieures, à partir du 1^{er} novembre de chaque année.

N° 570. = 10 février 1806. = DÉCRET portant établissement de cours gratuits de médecine et de chirurgie à Anvers. (IV, Bull. LXXIV, n° 1318.)

(1) Voyez ce décret, et les notes.

(2) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), portant organisation des écoles de droit, et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Voyez, sur cet objet, le décret du 17—23 septembre 1791, et la note.

N° 571. = 10 février 1806. = **DÉCRET** sur le cautionnement des greffiers, avoués et huissiers des cours et tribunaux de la vingt-huitième division militaire. (IV, Bull. LXXIV, n° 1319.)

N° 572. = 10 février 1806. = **DÉCRET** sur un conflit élevé relativement aux poursuites judiciaires dirigées par le directeur des coches d'Auxerre contre les entrepreneurs des ponts établis par la loi du 24 ventose an 9. (IV, Bull. LXXIV, n° 1320.)

Napoléon....., Vu le jugement rendu le 12 germinal an 13, par le tribunal de commerce du département de la Seine, qui condamne, 1° le sieur *Meynard*, propriétaire des coches de la Haute-Seine, à payer à plusieurs marchands de Paris la valeur de leurs marchandises perdues par le naufrage du coche d'Auxerre, arrivé contre les pilotis du pont qui se construit entre le Jardin-des-Plantes et l'Arsenal, le 18 pluviôse précédent; 2° les concessionnaires de ce pont, appelés en garantie comme n'ayant pas pris de suffisantes précautions pour indiquer les piles aux navigateurs, à indemniser ledit sieur *Meynard* des condamnations prononcées contre lui, et, en outre, à lui payer la somme de six mille cent quatre-vingt-sept francs, à laquelle ont été estimés la perte de vingt-six feuilletes de vin, les frais de relevage et réparation du coche, et de sauvetage des marchandises; — Vu l'arrêté du conseiller d'état préfet de la Seine, du 14 thermidor an 13, qui revendique la cause; — L'arrêt du 26 du même mois, par lequel la cour d'appel de Paris sursoit à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le conflit; — Vu l'article 3 de la loi du 24 ventose an 9, portant : « La construction de ces ponts « (ceux des Arts, de l'île de la Fraternité et du Jardin-des-Plantes) s'exé-
« cutera sous la conduite et d'après les plans et devis des ingénieurs des
« ponts et chaussées, approuvés par le ministre de l'intérieur; » — La décision du ministre de l'intérieur contenant règlement pour l'exécution des travaux de construction dont il s'agit, laquelle décision porte que le préfet de la Seine arrêtera le cahier des charges desdits travaux, en adjugera l'entreprise, visera les mandats des ingénieurs délivrés aux entrepreneurs pour être acquittés par la caisse de l'association des ponts, et recevra le compte général desdits travaux; — Les autres pièces et mémoires respectifs; — Vu aussi l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an 8 (1), qui attribue aux conseils de préfecture la connaissance des réclamations des particuliers qui se plaindraient des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs (des travaux publics); — Considérant que la connaissance du dommage pour raison duquel les entrepreneurs des trois ponts se trouvent actionnés, ne peut appartenir qu'à l'administration, soit que la réparation en soit due par les constructeurs, qui n'étaient autres que les agens mêmes de l'administration, soit qu'elle concerne les concessionnaires ou entrepreneurs, qui, en cette qualité même, et aux termes de la loi du 28 pluviôse an 8, ne sont justiciables que de l'autorité administrative; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le conflit élevé par le préfet du département de la Seine, relativement aux poursuites judiciaires dirigées par le directeur des coches d'Auxerre contre les entrepreneurs des ponts établis par la loi du 24 ventose an 9, est déclaré bien fondé; en conséquence, le jugement du 12 ger-

(1) Voyez cet article, et les notes étendues qui l'accompagnent : elles mentionnent toutes les décisions rendues pour son application.

minal an 13 est déclaré comme non venu, en ce qui concerne les adjudications prononcées par voie de garantie contre les entrepreneurs, et sauf aux tribunaux à continuer de connaître de la demande principale dirigée contre le directeur des coches.

2. Le directeur et les entrepreneurs des ponts procéderont, sur la demande en garantie et les exceptions y relatives, devant le conseil de préfecture du département de la Seine.

11 février 1806. = *Avis du conseil d'état sur les jugemens par défaut en matière correctionnelle* (1).

N° 573. = 15 février 1806. = **DÉCRET** concernant l'exposition des produits de l'industrie française qui aura lieu le 25 mai 1806 (2). (IV, Bull. LXXVII, n° 1364.)

N° 574. = 18 février 1806. = **DÉCRET** qui fixe le droit d'entrée de la pâte de Tournesol venant de l'étranger. (IV, Bull. LXXVI, n° 1345.)

La pâte de tournesol venant de l'étranger acquittera, à son entrée en France, le droit de dix francs par quintal métrique.

N° 575. = 18 février 1806. = **AVIS** du conseil d'état sur l'opposition et l'appel considérés relativement aux jugemens rendus par défaut en police correctionnelle (3). (IV, Bull. LXXVIII, n° 1370.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi que lui a fait sa majesté, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, sur ces deux questions : — 1° L'opposition est-elle recevable contre les jugemens rendus par défaut en police correctionnelle ? — 2° L'appel de ces jugemens est-il recevable pendant qu'ils peuvent être attaqués par l'opposition ? — Est d'avis que la première question est parfaitement résolue par les derniers arrêts de la cour de cassation. — Le doute naissait de ce que le Code des délits et des peines ne parle de l'opposition que dans le titre *des tribunaux de police*, article 159 ; et que, dans le titre *des tribunaux correctionnels*, il ne mentionne que l'appel, article 192. — Mais la cour de cassation, qui d'abord avait jugé que l'opposition n'était pas ouverte contre les jugemens par défaut en matière correctionnelle, et qu'ils ne pouvaient être attaqués que par l'appel, a depuis considéré que l'article 192, en ouvrant l'appel, n'interdit pourtant pas une voie plus simple et de droit commun ; que, postérieurement au Code des délits et des peines, la loi du 11 prairial an 7, relative à l'importation, par contrebande, des marchandises anglaises, a interdit l'opposition pour ne laisser que la voie de l'appel ; disposition qui prouve que le législateur regarde l'opposition comme de droit, et l'a supprimée, dans cette occasion, par une exception confirmative du principe. — On peut ajouter que les matières de police correctionnelle appartenant en première instance à l'instruction civile, doivent être régies par les mêmes règles, et que, par conséquent, l'opposition doit y être reçue. — Quant à la seconde question, sur laquelle la jurisprudence de la cour de cassation n'est pas aussi constante, l'avis est que, l'appel étant une voie in-

(1) Voyez 18 février 1806.

(2) Voyez l'arrêté du 13 ventose an 9 (4 mars 1801), qui établit une exposition annuelle des produits de l'industrie française, et la note.

(3) Voyez les art. 187, 188 et 203 du Cod. inst. crim. de 1808, qui règlent cette matière.

trouite pour faire réformer les erreurs des premiers juges, on ne doit y recourir que lorsque la partie lésée n'a plus les moyens de les faire revenir eux-mêmes sur leur jugement; que l'appel ne doit donc être ouvert que lorsqu'on a perdu le moyen plus simple de l'opposition; que c'est pour cela que, dans le projet du Code de procédure civile, il est dit que le délai pour interjeter appel des jugemens par défaut, ne court que du jour où l'opposition n'est plus recevable.

N° 576. = 19 février 1806. = **DÉCRET** qui fixe au 15 août de chaque année, jour de l'Assomption, et époque de la conclusion du concordat, la fête de saint Napoléon, et celle du rétablissement de la religion catholique en France. (IV, Bull. LXXV, n° 1335.)

N° 577. = 19 février 1806. = **DÉCRET** sur l'affranchissement réciproque du droit d'aubaine pour les habitans de l'empire français et du royaume d'Italie (1). (IV, Bull. LXXVI, n° 1347.)

N° 578. = 20 février 1806. = **DÉCRET** qui règle la destination des églises de Saint-Denis et de Sainte-Geneviève. (IV, Bull. LXXV, n° 1336.)

TITRE I^{er}.

Art. 1^{er}. L'église de Saint-Denis est consacrée à la sépulture des empereurs.

2. Il sera fondé un chapitre composé de dix chanoines chargés de desservir cette église.

3. Les chanoines de ce chapitre seront choisis parmi les évêques âgés de plus de soixante ans et qui se trouveraient hors d'état de continuer l'exercice des fonctions épiscopales. Ils jouiront, dans cette retraite, des honneurs, prérogatives et traitemens attachés à l'épiscopat. — Notre grand aumônier sera chef de ce chapitre.

4. Quatre chapelles seront érigées dans l'église de Saint-Denis, dont trois dans l'emplacement qu'occupaient les tombeaux des rois de la première, de la seconde et de la troisième race, et la quatrième dans l'emplacement destiné à la sépulture des empereurs.

5. Des tables de marbre, placées dans chacune des chapelles des trois races, contiendront les noms des rois dont les mausolées existaient dans l'église de Saint-Denis.

6. Notre grand aumônier soumettra à notre approbation un règlement sur les services annuels qu'il conviendra d'établir dans ladite église.

TITRE II.

7. L'église de Sainte-Geneviève sera terminée et rendue au culte, conformément à l'intention de son fondateur, sous l'invocation de Sainte-Geneviève, patronne de Paris.

8. Elle conservera la destination qui lui avait été donnée par l'assemblée constituante, et sera consacrée à la sépulture des grands dignitaires, des

(1) Ce décret et autres semblables ont perdu tout leur intérêt depuis que le droit d'aubaine a été aboli d'une manière générale par la loi du 14—17 juillet 1819.

Voyez le décret du 6—18 août 1790, portant abolition des droits d'aubaine et de détraction, et la note.

grands officiers de l'empire et de la couronne, des sénateurs, des grands officiers de la légion-d'honneur, et, en vertu de nos décrets spéciaux, des citoyens qui, dans la carrière des armes ou dans celle de l'administration et des lettres, auront rendu d'éminens services à la patrie. Leurs corps, embaumés, seront inhumés dans l'église (1).

9. Les tombeaux déposés au musée des monumens français seront transportés dans cette église pour y être rangés par ordre de siècles.

10. Le chapitre métropolitain de Notre-Dame, augmenté de six membres, sera chargé de desservir l'église de Sainte-Geneviève. La garde de cette église sera spécialement confiée à un archiprêtre choisi parmi les chanoines.

11. Il y sera officié solennellement le 3 janvier, fête de Sainte-Geneviève; le 15 août, fête de saint Napoléon et anniversaire de la conclusion du concordat; le jour des Morts, et le premier dimanche de décembre, anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz; et toutes les fois qu'il y aura lieu à des inhumations en exécution du présent décret. Aucune autre fonction religieuse ne pourra être exercée dans ladite église qu'en vertu de notre approbation.

N° 579. = 22 février 1806. = DÉCRET *qui prohibe l'importation des toiles de coton blanches et peintes, des mousselines et cotons filés pour mèches, etc., etc.* (2). (IV, Bull. LXXIV, n° 1324.)

Art. 1^{er}. L'importation des toiles de coton blanches et peintes, des mousselines et des cotons filés pour mèches, est prohibée.

2. Les cotons en laine paieront à l'entrée de l'empire un droit de soixante francs par quintal décimal, et les cotons filés, sept francs par kilogramme.

3. Les cotons filés ne pourront entrer que par les bureaux d'Anvers, Cologne, Mayence, Strasbourg, Bourg-Libre et Versoix.

4. Il sera accordé aux toiles, bonneteries, et autres ouvrages en coton, qui seront expédiés pour l'étranger, une prime de cinquante francs par quintal décimal, en justifiant qu'ils proviennent de fabriques françaises, et que le coton en laine qui a servi à leur fabrication, a payé le droit fixé par l'article 2.

N° 580. = 22 février 1806. = SÉNATUS-CONSULTE *sur les renouvellemens successifs des députations au corps législatif.* (IV, Bull. LXXVI, n° 1348.)

N° 581. = 22 février 1806. = SÉNATUS-CONSULTE *relatif aux grands-officiers, commandans, officiers et membres de la légion-d'honneur qui sont membres des collèges électoraux de département et d'arrondissement* (3). (IV, Bull. LXXVI, n° 1349.)

(1) Voyez le décret du 4—10 avril 1791, concernant les honneurs à rendre aux grands hommes, et la note.

Voyez aussi le décret du 26 mars 1811, portant application du présent article à la sépulture des cardinaux.

(2) Voyez la loi générale du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, sur les douanes, et les notes.

(3) Ce sénatus-consulte se rattachait à une législation électorale qui est depuis long-temps abrogée. — Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé des lois sur les élections rendues jusqu'à présent.

N° 582. = 24 février 1806. = **DÉCRET** *sur le mode de règlement des frais de justice criminelle* (1). (IV, Bull. LXXVI, n° 1350.)

Art. 1^{er}. Les états des frais de justice criminelle seront à l'avenir arrêtés par trimestre, et réglés, au plus tard, à la fin du second mois du trimestre suivant. A cet effet, le directeur général de la régie de l'enregistrement remettra, dans le premier mois qui suivra chaque trimestre, l'état des avances faites par la régie : le montant de cet état sera couvert par les ordonnances du grand-juge. — Si, dans le trimestre de la remise de cet état, les frais de justice du trimestre précédent n'ont pas été liquidés, la régie de l'enregistrement ne pourra, sous aucun prétexte, faire des avances pour le trimestre suivant. — Les dépenses seront classées conformément au modèle annexé au présent décret.

2. La régie de l'enregistrement remettra au grand-juge ministre de la justice un double des états de recouvrement tant des sommes à restituer, comme abusivement portées dans les exécutoires, que des sommes provenant des remboursements sur les biens des condamnés, afin qu'il soit fait déduction de ces sommes dans les comptes des dépenses des frais de justice.

3. A dater de la publication du présent décret, nos procureurs généraux près nos cours criminelles établiront un tarif pour le salaire des huissiers, et des réglemens sur le mode de constater leur transport de la manière la plus économique pour les fonds publics. Ces tarifs et réglemens partiels seront transmis, avant le mois de juin, à notre grand-juge ministre de la justice, pour être convertis sans délai en tarifs et réglemens généraux.

4. Lorsqu'il y aura lieu de transporter les procédures d'un tribunal (ou d'une cour) dans un autre, les minutes mêmes seront transportées; et il est défendu de décerner aucun exécutoire pour *copies* qui seraient faites de ces procédures, sous prétexte de leur transport.

5. Aucune *copie* ne sera délivrée par un greffier sans avoir été mise sous les yeux du président et du procureur impérial ou procureur-général impérial, qui mettront leur *visa* au pied de chaque *copie*, et donneront au greffier le certificat qu'il s'est conformé aux réglemens, tant sur les actes à délivrer que sur le nombre de lignes dans chaque page et de syllabes dans chaque ligne. Les greffiers devront joindre ce certificat à l'exécutoire qui leur sera donné pour cette copie.

(Suit le modèle énoncé dans l'article 1^{er}.)

N° 583. = 25 février 1806. = **DÉCRET** *qui fixe le droit à payer pour les tabacs en feuilles venant de l'étranger*. (IV, Bull. LXXV, n° 1339.)

N° 584. = 25 février 1806. = **DÉCRET** *relatif à la police de l'entrepôt du port franc de Gènes*. (IV, Bull. LXXVI, n° 1351.)

N° 585. = 25 février 1806. = **DÉCRET** *qui assujétit à l'entrepôt, avant la réexportation, les laines non filées venues de l'étranger*. (IV, Bull. LXXVI, n° 1352.)

(1) Voyez la loi du 18 germinal an 7 (7 avril 1799), relative au remboursement des frais de justice en matière criminelle, et les notes; celle du 5—15 pluviôse an 13 (25 janvier—4 février 1805) relative à la diminution de ces frais; les décrets des 18 juin 1811 et 7 avril 1813, concernant le règlement de ces frais.

Voyez aussi la loi du 5—15 septembre 1807, qui en règle le mode de recouvrement au profit du trésor public et le privilège du trésor.

N° 586. = 25 février 1806. = **DÉCRET concernant les effets de campement des corps.** (IV, Bull. LXXVII, n° 1367.)

Art. 1^{er}. Le conseil d'administration de chaque corps pourvoira à ce qu'il y ait dans les magasins du régiment les marmites, gamelles, grands bidons, barils à eau, sacs à marmites, faux, outils et sacs à outils, nécessaires pour la guerre.

2. Ces objets seront acquis, conservés, transportés et renouvelés aux dépens de la masse générale du corps, au moyen d'une somme de cinquante centimes par an, que le ministre-directeur y fera verser.— Cette somme sera payée au complet et prise sur la masse de campement, qui restera d'ailleurs à la disposition du ministre; elle sera comprise pour moitié dans la revue du deuxième trimestre, et pour moitié dans celle du quatrième.

3. Les recettes et dépenses relatives aux effets de campement des corps, quoique confondues avec celles de la masse générale, formeront néanmoins un article particulier, tant dans les revues que dans les arrêtés de compte.

4. Les petits bidons en fer-blanc ne seront point renouvelés; ils seront remplacés par des bouteilles clissées dont le ministre-directeur arrêtera la forme et les dimensions.

5. Les sous-officiers et soldats actuellement existans seront tenus de se pourvoir, à leurs frais, de bouteilles clissées, conformes au modèle qui sera arrêté par le ministre-directeur.

6. Chaque nouveau soldat recevra, en entrant au corps, sur les fonds de la masse de campement, une bouteille clissée; il sera ensuite tenu de l'entretenir et de la renouveler à ses frais.

7. Les haches des sapeurs des régimens d'infanterie seront uniformes, et en tout semblables à de fortes et bonnes haches de charpentier. Le ministre-directeur en déterminera la forme: les corps ne pourront les changer sous aucun prétexte.

8. Toutes les fois qu'une troupe sera en marche, elle portera avec elle ses marmites, gamelles, grands bidons et outils, de manière qu'elle puisse, à tous les instans et dans tous les lieux, établir son bivouac et monter son ordinaire.

N° 587. = 25 février 1806. = **DÉCRET concernant la masse des fourrages.** (IV, Bull. LXXVII, n° 1368.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} avril prochain, la masse des fourrages sera remise aux corps. — Le conseil d'administration de chaque régiment en aura la direction et l'emploi, sous l'inspection et la surveillance de notre ministre-directeur de l'administration de la guerre.

2. La masse des fourrages sera payée aux corps par douzième, par mois et d'avance.— Elle sera payée à l'effectif d'après les revues. — Les chevaux de remonte ne feront partie de l'effectif que du jour où ils seront mis en marche pour rejoindre le corps; jusqu'à cette époque, leur nourriture sera à la charge de la masse des remotes. — Les chevaux réformés ne feront partie de l'effectif que jusqu'au jour de leur réforme, et au plus pendant les quinze jours qui la suivront.

3. Le premier jour de chacun des trois mois d'un trimestre courant, il sera payé par le payeur de la guerre, à chaque corps, à titre d'à-compte, sur la masse des fourrages, une somme égale au tiers de celle qui lui aura

été payée pour le trimestre précédent. Après la revue, le décompte du trimestre sera définitivement réglé et soldé.

4. La masse des fourrages sera calculée et payée en rations complètes. Le prix de la ration complète sera fixé par arrondissement, ainsi qu'il suit :— Pendant les mois d'avril, mai et juin 1806 :

Premier arrondissement, composé des première, deuxième, quatorzième, quinzième et dix-huitième divisions militaires. 1 fr. 20 c.

Deuxième arrondissement, composé des troisième, quatrième, cinquième, vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième divisions. 1 05

Troisième arrondissement, composé des sixième, septième, huitième, neuvième, dix-neuvième et vingt-unième divisions. 1 45

Dans les départemens du Var, des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes (huitième division), la ration se paiera pendant le même espace de temps. 1 50

Quatrième arrondissement, composé des dixième, onzième, douzième, treizième, vingtième et vingt-deuxième divisions. 1 30

Seizième division. 1 25

Cinquième arrondissement, composé des vingt-septième, vingt-huitième divisions, et du royaume d'Italie. 1 50

5. Elle sera fixée, pour les derniers six mois de l'an 1806, ainsi qu'il suit :

Premier arrondissement. 1 fr. 00 c.

Deuxième arrondissement. 0 87 1/2

Troisième arrondissement. 1 20 5/6

Dans le Var, les Basses-Alpes et Alpes-Maritimes. 1 50

Quatrième arrondissement. 1 08 1/3

Seizième division. 1 04 1/6

Cinquième arrondissement. 1 50

6. Pour les journées de route et celles de séjour en route, la masse sera augmentée de dix centimes par cheval effectif.

7. La quotité de la masse des fourrages sera fixée chaque année, dans les premiers jours de septembre, pour l'année entière suivante.

8. Au moyen des sommes qui seront versées dans la masse des fourrages de chaque corps, les conseils d'administration pourvoiront à la fourniture des fourrages, tant en santé qu'en maladie, en station et en marche, de tous les chevaux d'officier, sous-officier et cavalier, soit présens au corps, soit en détachement.

9. Lorsque les régimens seront réunis en corps d'armée, soit dans l'intérieur, soit hors des frontières, l'escadron de dépôt et celui de la frontière, s'il en a été formé, continueront à jouir de la masse des fourrages, et à pourvoir à la nourriture de leurs chevaux. Les escadrons de campagne pourront alors, d'après les ordres qui auront été donnés par notre ministre-directeur, ou recevoir les fourrages en nature des magasins de l'état, ou être chargés encore de la fourniture de leurs fourrages, au moyen d'une plus-value dont le montant sera fixé par notre ministre-directeur.

10. Les magasins pour la conservation et manutention des fourrages qui appartiennent à l'état, et qui existent dans chaque place, seront mis à la disposition des conseils d'administration ; ils seront entretenus par les soins des ingénieurs militaires, de la même manière que les casernes. — Dans les places où il n'existe pas de magasins appartenant à l'état, les communes seront tenues de fournir gratuitement aux corps ceux qui leur seront nécessaires :

si la quantité des magasins existans n'est pas suffisante, les communes fourniront de même les supplémens nécessaires. — Les ustensiles nécessaires à la manutention des fourrages, autres que les sacs, qui existent dans les magasins de l'état, seront remis aux corps. Les conseils d'administration les compléteront, si besoin est, les entretiendront et les renouvelleront à leurs frais.

11. La masse des fourrages sera administrée, sous la direction d'un conseil d'administration, par un chef d'escadron; il sera secondé par deux capitaines, deux lieutenans ou sous-lieutenans, et deux maréchaux-des-logis nommés par le conseil. — Dans les bataillons du train, les conseils choisiront le nombre de lieutenans, de sous-lieutenans et de maréchaux-des-logis, nécessaire à cette administration.

12. La comptabilité en deniers et en denrées de la masse des fourrages sera arrêtée, de trois mois en trois mois, par le sous-inspecteur aux revues chargé de la police du corps, vérifiée au moins une fois chaque année par l'inspecteur de la division, et définitivement arrêtée par l'officier général inspecteur d'armes, lors de sa revue.

13. On ne pourra, sous aucun prétexte, employer aucun des deniers de la masse des fourrages à une autre destination qu'à la nourriture des chevaux du corps. — Les économies ou bénéfices que les corps pourront faire dans les garnisons, leur appartiendront; mais ils resteront toujours en caisse, pour parer, soit aux dépenses plus fortes en route, soit au renchérissement des fourrages : toutefois il pourra, avec l'autorisation du ministre, être accordé des gratifications de deux, quatre ou six cents francs sur ladite masse, aux lieutenans, sous-lieutenans ou maréchaux-des-logis chargés des détails de la masse des fourrages.

14. Les officiers sans troupe seront de même chargés du soin de nourrir leurs chevaux, tant en station qu'en marche: — Ceux à qui il est accordé des fourrages en nature par les lois actuellement en vigueur, recevront cumulativement avec leurs appointemens, pour chaque cheval qu'ils auront réellement et qu'ils seront autorisés à avoir, — Pour les mois d'avril, mai et juin 1806, en station, les sommes fixées pour les chevaux de troupe dans les arrondissemens respectifs; et en route, un tiers en sus; — Pendant les six derniers mois de 1806, en station, les sommes fixées pour les chevaux de troupe dans les arrondissemens respectifs; et en route, un tiers en sus.

15. La quotité de la masse pour les officiers sans troupe sera fixée chaque année, pour l'année suivante entière, dans les premiers jours de septembre.

16. L'indemnité des fourrages reste fixée, pour 1806, à un franc par ration.

17. La paille de couchage, dans les garnisons, continuera à être fournie par les entrepreneurs des lits militaires; dans les camps et rassemblemens, elle le sera par les soins du ministre-directeur. La fourniture de la paille pour le gîte et géolage continuera à être fournie comme elle l'est aujourd'hui.

N° 588. = 28 février 1806. = **DÉCRET** qui fixe le droit à payer pour les tabacs en feuilles venant de l'étranger sur bâtimens français. (IV, Bull. LXXVII, n° 1369.)

N° 589. = 28 février 1806. = **DÉCRET** sur la mise en jugement des préposés de l'administration des poudres et salpêtres (1). (IV, Bull. LXXIX, n° 1375.)

Les administrateurs généraux des poudres et salpêtres de l'empire pour-

(1) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

ront désormais autoriser la mise en jugement des préposés qui leur sont subordonnés, sans qu'il soit besoin de recourir au conseil d'état.

N° 590. = 4 mars 1806. = **DÉCRET** *concernant les droits d'entrée du cacao, du café, du poivre, du sucre et du thé* (1). (IV, Bull. LXXVIII, n° 1371.)

N° 591. = 11 mars 1806. = **DÉCRET** *qui prescrit des changemens à faire à celui du 17 janvier 1806, relatif au mode d'exécution des actes des constitutions de l'empire*. (IV, Bull. LXXIX, n° 1378.)

N° 592. = 12 mars 1806. = **DÉCRET** *qui ordonne l'impression de la déclaration du 23 mars 1728, concernant le port d'armes* (2). (IV, Bull. LXXIX, n° 1379.)

La déclaration du 23 mars 1728, concernant le port d'armes, sera imprimée à la suite du présent décret, et exécutée conformément à notre décret du 2 nivose dernier.

Déclaration du roi concernant le port des armes, donnée à Versailles le 23 mars 1728, enregistrée en parlement le 20 avril suivant.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Les différens accidens qui sont arrivés de l'usage et du port des couteaux en forme de poignards, des baïonnettes et pistolets de poche, ont donné lieu à différens réglemens, et notamment à la déclaration du 18 décembre 1660, et à l'édit du mois de décembre 1660: néanmoins, quelque expresses que soient les défenses à cet égard, l'usage et le port de ces sortes d'armes paraît se renouveler; et comme il importe à la sûreté publique que les anciens réglemens qui concernent cet abus, soient exactement observés, nous avons cru devoir les remettre en vigueur. A ces causes, nous avons dit et déclaré, disons et déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plaît que la déclaration du 18 décembre 1660, au sujet de la fabrique et port d'armes, soit exécutée selon sa forme et teneur; ordonnons, en conséquence, qu'à l'avenir toute fabrique, commerce, vente, débit, achat, port et usage des poignards, couteaux en forme de poignards, soit de poche, soit de fusil, des baïonnettes, pistolets de poche, épées en bâtons, bâtons à ferremens, autres que ceux qui sont ferrés par le bout, et autres armes offensives cachées et secrètes, soient et demeurent pour toujours généralement abolis et défendus: enjoignons à tous couteliers, fourbisseurs, armuriers et marchands de les rompre et briser incessamment après l'enregistrement des présentes, si mieux ils n'aiment

(1) Ces droits ont reçu une fixation nouvelle par toutes les lois de donanes postérieures, qui rendent le présent décret sans utilité.

(2) Voyez le décret du 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805), qui attribue exclusivement aux manufactures impériales la fabrication des armes du calibre de guerre; celui du 2 nivose suivant (23 décembre 1805), portant interdiction de l'usage et du port des fusils et pistolets à vent; l'art. 314 du Cod. pén. de 1810, qui punit la fabrication et le port des armes prohibées; le décret du 14 décembre 1810, contenant règlement sur les armes à feu fabriquées en France et destinées pour le commerce; l'avis du cons. d'état du 17 mai 1811, concernant la faculté de porter des armes en voyage; le décret du 16 novembre 1813, concernant les armes portatives dont les négocians et armateurs dans les ports de guerre et de commerce, sont propriétaires ou dépositaires; et l'ordonnance du 24 juillet—2 août 1816, qui défend aux particuliers la fabrication et la possession des armes de guerre.

Voyez aussi le décret du 4 mai 1812, qui défend le port des armes de chasse sans permis, et les notes.

faire rompre et arrondir la pointe des couteaux, en sorte qu'il n'en puisse arriver d'inconvéniens; à peine contre les armuriers, couteliers, fourbisseurs et marchands trouvés en contravention, de confiscation pour la première fois, d'amende de cent livres, et interdiction de leur maîtrise pour un an, et de privation d'icelle en cas de récidive, même de peine corporelle s'il y échet; et contre les garçons qui travailleraient en chambre, d'être fustigés et flétris pour la première fois; et pour la seconde, d'être condamnés aux galères; et à l'égard de ceux qui porteront sur eux lesdits couteaux, baïonnettes, pistolets et autres armes offensives cachées et secrètes, ils seront condamnés en six mois de prison et en cinq cents livres d'amende. N'entendons néanmoins comprendre en ces présentes défenses les baïonnettes à ressort qui se mettent au bout des armes à feu pour l'usage de la guerre, à condition que les ouvriers qui les fabriqueront, seront tenus d'en faire déclaration au juge de police du lieu, et sans qu'ils puissent les vendre ni débiter qu'aux officiers de nos troupes, qui leur en délivreront certificat, dont lesdits ouvriers tiendront registre paraphé par nosdits juges de police. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de parlement de Paris, à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder et exécuter selon sa forme et teneur: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles, le vingt-troisième jour de mars, l'an de grace 1728, et de notre règne le treizième. Signé LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, PHELIPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune (1).

N° 593. = 16 mars 1806. = *DÉCRET relatif au droit à percevoir sur les sels* (2). (IV, Bull. LXXIX, n° 1380.)

N° 594. = 18—28 mars 1806. = *LOI portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon* (3). (IV, Bull. LXXXIII, n° 1423.)

TITRE I^{er}. — *Institution et nomination des prud'hommes.*

Art. 1^{er}. Il sera établi à Lyon un conseil de prud'hommes composé de neuf membres, dont cinq négocians-fabricans, et quatre chefs d'atelier.

2. Le mode de nomination sera déterminé par un règlement d'administration publique.

3. Les négocians-fabricans ne pourront être élus prud'hommes s'ils n'exercent depuis six ans dans cet état, ou s'ils ont fait faillite. — Les chefs d'atelier ne pourront être élus prud'hommes s'ils ne savent lire et écrire, s'ils n'ont au moins six ans d'exercice de leur état, ou s'ils sont rétentionnaires de matières données à employer par les ouvriers.

4. Le conseil de prud'hommes se renouvellera par tiers chaque année, le

(1) La présente déclaration est encore en vigueur en tant qu'elle prohibe la fabrique, le débit et le port des pistolets de poche; mais elle est modifiée par le Code pénal quant à la nature et à la quotité de la peine. Cass., 26 août 1824, Sir., XXV, 1, 18; Bull. crim., XXIX, 301.

(2) Ce droit a été augmenté par le décret du 27 mars 1806, et par des lois postérieures qui rendent le présent décret sans intérêt.

(3) Voyez le décret du 3 juillet 1806, contenant règlement sur le mode de nomination des membres de ce conseil; celui du 8 novembre 1810, portant une nouvelle fixation du nombre des membres et de l'étendue de la juridiction du conseil des prud'hommes de Lyon.

Voyez aussi le décret du 11 juin 1809, portant règlement sur les conseils de prud'hommes, et les notes.

premier jour du mois de janvier. — Trois membres, dont un négociant-fabricant et deux chefs d'atelier seront renouvelés la première année. — Deux négocians-fabricans et un chef d'atelier seront renouvelés à chacune des deux années suivantes.

5. Les membres du conseil de prud'hommes sont toujours rééligibles.

TITRE II. — *Des fonctions des prud'hommes.*

SECTION I^{re}. — De la conciliation et du jugement des contestations entre les fabricans, ouvriers, chefs d'atelier, compagnons et apprentis.

6. Le conseil de prud'hommes est institué pour terminer, par la voie de conciliation, les petits différens qui s'élèvent journellement, soit entre des fabricans et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des compagnons ou apprentis. — Il est également autorisé à juger jusqu'à la somme de soixante francs, sans forme ni frais de procédure, et sans appel, les différens à l'égard desquels la voie de conciliation aura été sans effet.

7. A cet effet, il sera tenu chaque jour, depuis onze heures du matin jusqu'à une heure, un bureau de conciliation, composé d'un prud'homme fabricant et d'un prud'homme chef d'atelier, devant lesquels se présenteront en personne les parties en contestation.

8. Il se tiendra une fois par semaine, au moins, un bureau général ou conseil de prud'hommes, lequel pourra prononcer, au nombre de cinq membres au moins, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent, sur tous les différens qui lui auront été renvoyés par le bureau de conciliation.

9. Tout différent portant une somme supérieure à celle de soixante francs, qui n'aura pu être terminé par la voie de conciliation, sera porté devant le tribunal de commerce ou devant les tribunaux compétens.

SECTION II. — Des contraventions aux lois et réglemens.

10. Le conseil de prud'hommes sera spécialement chargé de constater, d'après les plaintes qui pourraient lui être adressées, les contraventions aux lois et réglemens nouveaux ou remis en vigueur.

11. Les procès-verbaux dressés par les prud'hommes pour constater ces contraventions seront renvoyés aux tribunaux compétens, ainsi que les objets saisis.

12. Le conseil de prud'hommes constatera également, sur les plaintes qui lui seront portées, les soustractions de matières premières qui pourraient être faites par les ouvriers au préjudice des fabricans, et les infidélités commises par les teinturiers.

13. Les prud'hommes, dans les cas ci-dessus, et sur la réquisition verbale ou écrite des parties, pourront, au nombre de deux au moins, assistés d'un officier public, dont un fabricant et un chef d'atelier, faire des visites chez les fabricans, chefs d'atelier, ouvriers et compagnons. — Les procès-verbaux constatant les soustractions ou infidélités seront adressés au bureau général des prud'hommes, et envoyés, ainsi que les objets formant pièces de conviction, aux tribunaux compétens.

SECTION III. — De la conservation de la propriété des dessins.

14. Le conseil de prud'hommes est chargé des mesures conservatrices de la propriété des dessins.

15. Tout fabricant qui voudra pouvoir revendiquer par la suite, devant le tribunal de commerce, la propriété d'un dessin de son invention, sera tenu d'en déposer aux archives du conseil de prud'hommes un échantillon plié

sous enveloppe revêtue de ses cachet et signature, sur laquelle sera également apposé le cachet du conseil de prud'hommes.

16. Les dépôts de dessins seront inscrits sur un registre tenu *ad hoc* par le conseil de prud'hommes, lequel délivrera aux fabricans un certificat rappelant le numéro d'ordre du paquet déposé, et constatant la date du dépôt.

17. En cas de contestation entre deux ou plusieurs fabricans sur la propriété d'un dessin, le conseil de prud'hommes procédera à l'ouverture des paquets qui auront été déposés par les parties; il fournira un certificat indiquant le nom du fabricant qui aura la priorité de date.

18. En déposant son échantillon, le fabricant déclarera s'il entend se réserver la propriété exclusive pendant une, trois ou cinq années, ou à perpétuité : il sera tenu note de cette déclaration.—A l'expiration du délai fixé par ladite déclaration, si la réserve est temporaire, tout paquet d'échantillon déposé sous cachet dans les archives du conseil, devra être transmis au conservatoire des arts de la ville de Lyon, et les échantillons y contenus être joints à la collection du conservatoire.

19. En déposant son échantillon, le fabricant acquittera entre les mains du receveur de la commune une indemnité qui sera réglée par le conseil de prud'hommes, et ne pourra excéder un franc pour chacune des années pendant lesquelles il voudra conserver la propriété exclusive de son dessin, et sera de dix francs pour la propriété perpétuelle.

TITRE III. — *Des réglemens de compte, et de la police entre les maîtres d'atelier et les négocians.*

20. Tous les chefs d'atelier actuellement établis, ainsi que ceux qui s'établiront à l'avenir, seront tenus de se pourvoir, au conseil de prud'hommes, d'un double livre d'acquit pour chacun des métiers qu'ils feront travailler, dans la quinzaine, à dater du jour de la publication pour ceux qui travaillent, et dans la huitaine du jour où commenceront à travailler ceux qu'ils monteront à neuf.—Sur ce livre d'acquit, paraphé et numéroté, et qui ne pourra leur être refusé, lors même qu'ils n'auraient qu'un métier, seront inscrits les nom, prénoms et domicile du chef d'atelier.

21. Il sera tenu, au conseil de prud'hommes, un registre sur lequel lesdits livres d'acquits seront inscrits; le chef d'atelier signera, s'il le sait, sur le registre et sur le livre d'acquit qui lui sera délivré.

22. Le chef d'atelier déposera le livre d'acquit du métier qu'il destinaera au négociant manufacturier, entre ses mains, et pourra, s'il le désire, en exiger un récépissé.

23. Lorsqu'un chef d'atelier cessera de travailler pour un négociant, il sera tenu de faire noter sur le livre d'acquit, par ledit négociant, que le chef d'atelier a soldé son compte; ou, dans le cas contraire, la déclaration du négociant spécifiera la dette dudit chef d'atelier.

24. Le négociant possesseur du livre d'acquit le fera viser aux autres négocians occupant des métiers dans le même atelier, qui énonceront la somme due par le chef d'atelier, dans le cas où il serait leur débiteur.

25. Lorsque le chef d'atelier restera débiteur du négociant-manufacturier pour lequel il aura cessé de travailler, celui qui voudra lui donner de l'ouvrage fera la promesse de retenir la huitième partie du prix des façons dudit ouvrage, en faveur du négociant dont la créance sera la plus ancienne sur ledit registre, et ainsi successivement, dans le cas où le chef d'atelier aurait cessé de travailler pour ledit négociant, du consentement de ce dernier ou

pour cause légitime : dans le cas contraire, le négociant manufacturier qui voudra occuper le chef d'atelier, sera tenu de solder celui qui sera resté créancier en compte de matières, nonobstant toute dette antérieure, et le compte d'argent jusqu'à cinq cents francs.

26. La date des dettes que les chefs d'atelier auront contractées avec les négocians qui les auraient occupés sera regardée comme certaine vis-à-vis des négocians et maîtres d'atelier seulement, et, à l'effet des dispositions portées au présent titre, après l'apurement des comptes, l'inscription de la déclaration sur le livre d'acquit et le *visa* du bureau des prud'hommes.

27. Lorsqu'un négociant-manufacturier aura donné de l'ouvrage à un chef d'atelier dépourvu de livre d'acquit pour le métier que le négociant voudra occuper, il sera condamné à payer comptant tout ce que ledit chef d'atelier pourrait devoir en compte de matières, et en compte d'argent jusqu'à cinq cents francs.

28. Les déclarations ci-dessus prescrites seront portées par le négociant-manufacturier, sur le livre d'acquit resté entre les mains du chef d'atelier, comme sur le sien.

TITRE IV. — *Dispositions diverses.*

29. Le conseil de prud'hommes tiendra un registre exact du nombre des métiers existans et du nombre d'ouvriers de tout genre employés dans la fabrique, pour lesdits renseignemens être communiqués à la chambre de commerce toutes les fois qu'il en sera requis.—A cet effet, les prud'hommes sont autorisés à faire dans les ateliers une ou deux inspections par an, pour recueillir les informations nécessaires.

30. Les fonctions des prud'hommes négocians fabricans sont purement gratuites.

31. Il sera attaché au conseil de prud'hommes un secrétaire et un commis avec mille francs.

32. Toutes les fonctions des prud'hommes et de leur bureau seront entièrement gratuites vis-à-vis des parties; ils ne pourront réclamer, pour les formalités remplies par eux, d'autres frais que le remboursement du papier et du timbre.

33. En cas de plaintes en prévarication portées contre les membres du conseil de prud'hommes, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges.

34. Il pourra être établi par un règlement d'administration publique, délibéré en conseil d'état, un conseil de prud'hommes dans les villes de fabriques où le gouvernement le jugera convenable.

35. Sa composition pourra être différente selon les lieux; mais ses attributions seront les mêmes.

N° 595. = 21 mars 1806. = DÉCRET qui fixe le droit d'entrée du chocolat (1).
(IV, Bull. LXXX, n° 1386.)

N° 596. = 21 mars 1806. = SÉNATUS-CONSULTE qui autorise la caisse d'amortissement à acquérir du sénat les domaines affectés à sa dotation dans les départemens de la Doire, de Marengo, etc., moyennant une concession de rentes en cinq pour cent constitués. (IV, Bull. LXXXI, n° 1394.)

N° 597. = 21 mars 1806. = SÉNATUS-CONSULTE sur le mode de translation

(1) Ce droit a été de nouveau fixé par toutes les lois de douanes postérieures.

du titulaire d'une sénatorerie à une autre vacante par décès (1). (IV, Bull. LXXXI, n° 1395.)

N° 598. = 21 mars 1806. = **DÉCRET** qui ordonne, pour la formation d'un fonds commun de travaux publics, un prélèvement sur le produit des coupes des quarts en réserve des bois communaux. (IV, Bull. LXXXI, n° 1396.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent décret, il sera fait, sur le produit des coupes des quarts en réserve que les communes obtiennent l'autorisation de vendre, un prélèvement de vingt-cinq pour cent, pour former un fonds commun de travaux publics pour tout l'empire, selon les besoins des communes, des arrondissemens et des départemens, et en être disposé sur le rapport de notre ministre de l'intérieur.

2. Le même prélèvement aura lieu sur la totalité des fonds actuellement existant à la caisse d'amortissement, provenant des mêmes produits.

3. En conséquence, et à compter du jour de la publication du présent décret, pour les fonds déjà existans à la caisse d'amortissement, et du jour du versement des fonds pour ceux à recevoir par ladite caisse, il sera ouvert, par son directeur général, un compte particulier en capital et intérêts pour le fonds commun des travaux publics, de la portion affectée à cette destination.

N° 599. = 22 mars—1^{er} avril 1806. = **LOI** relative au mode de paiement des gardes des bois des communes qui n'ont pas de revenus (2). (IV, Bull. LXXXV, n° 1437.)

Art. 1^{er}. Le montant des salaires des gardes des bois des communes qui n'auront ni revenus ni affouages suffisans pour l'acquitter, sera ajouté aux centimes additionnels des contributions de ces communes.

2. L'imposition additionnelle ne pourra avoir lieu que sur l'autorisation du gouvernement, par décret d'administration publique.

N° 600. = 22 mars—1^{er} avril 1806. = **LOI** concernant l'attribution donnée aux agens supérieurs de l'administration forestière pour la poursuite des délits commis dans les forêts (3). (IV, Bull. LXXXV, n° 1438.)

Art. 1^{er}. Lorsque des délits contraires à la police et à la conservation des bois auront été commis, soit dans une forêt nationale, soit dans une forêt de la couronne, et que, parmi les prévenus ou complices, il y aura un ou plusieurs agens ou préposés de l'administration des forêts, le directeur général de l'administration des forêts nationales, les cinq administrateurs des dites forêts, l'administrateur général des forêts de la couronne, et les conservateurs qui leur sont respectivement subordonnés, pourront en dresser procès-verbal, et instruire, ainsi qu'il sera expliqué ci-après, tant contre celui ou ceux des prévenus qui seront agens ou préposés de l'administration, que contre leurs complices, quoiqu'ils ne soient point agens ou préposés de l'administration des forêts.

2. Ils pourront également dresser procès-verbaux et instruire contre toutes personnes qu'ils surprendront en flagrant délit, sans qu'il soit nécessaire,

(1) Voyez, sur la dotation du sénat, la note qui accompagne le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799).

(2) Voyez, sur le mode de paiement des gardes des bois communaux, le décret du 17 nivose an 12 (8 janvier 1804), et la note.

(3) Voyez, sur cet objet, le tit. IX du décret d'organisation de l'administration forestière du 15—29 septembre 1791, et les notes.

dans ce cas, que parmi les prévenus il y ait un ou plusieurs agens ou préposés de l'administration.

3. Le directeur général de l'administration des forêts nationales, les cinq administrateurs desdites forêts, l'administrateur général des forêts de la couronne et les conservateurs sont, en conséquence, autorisés, dans les cas déterminés par les articles précédens, à délivrer, lorsqu'il y aura lieu, tous mandats d'amener ou de dépôt, à interroger les prévenus, à entendre les témoins, à faire toutes recherches, perquisitions ou visites qui seront nécessaires, à saisir les bois de délits, les voitures, chevaux, instrumens et ustensiles des délinquans, apposer des scellés, et généralement à faire, jusqu'au mandat d'arrêt exclusivement, et, en se conformant aux lois sur l'instruction correctionnelle et criminelle, tout ce que les magistrats de sûreté et directeur de jury pourraient faire.

4. L'instruction devra être faite sur les lieux, ou dans une des communes de l'arrondissement où le délit aura été commis.

5. Lorsqu'ils procéderont aux opérations ci-dessus indiquées, ils pourront se faire assister d'un agent inférieur de l'administration, qui remplira les fonctions de greffier, et auquel ils feront préalablement prêter le serment de les remplir fidèlement.

6. Après l'instruction, le directeur général de l'administration des forêts nationales, l'administrateur général des forêts de la couronne, les administrateurs des forêts, ou le conservateur qui aura instruit, renverra les prévenus et les pièces devant le directeur du jury, qui, suivant la nature du délit, renverra lui-même devant le tribunal compétent, soit spécial, soit criminel, soit de police correctionnelle, pour y être procédé conformément aux lois.

7. Les substituts, magistrats de sûreté, directeurs de jury et autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire auxquels la poursuite des délits est confiée, n'en demeurent pas moins chargés de faire directement, et d'office, toutes les diligences convenables pour atteindre et faire punir, dans les cas ci-dessus déterminés, comme dans tous autres cas, les auteurs et complices des dégradations et malversations commises dans les forêts nationales et dans les forêts de la couronne; et, en cas de concurrence entre eux et les officiers supérieurs des forêts, la poursuite du délit demeurera à ceux qui, les premiers, auront délivré un mandat, soit de dépôt, soit d'amener.

N° 601. = 24 mars—3 avril 1806. = *Loi relative à la prescription des droits d'enregistrement des inscriptions et transcriptions hypothécaires.* (IV, Bull. LXXXV, n° 1439.)

Les dispositions de l'article 61 de la loi du 22 frimaire an 7, concernant la prescription des droits d'enregistrement, seront, à compter de la publication de la présente loi, applicables aux perceptions des droits d'inscriptions et de transcriptions hypothécaires établis par les chapitres II et III du titre II de la loi du 21 ventose an 7 (1).

N° 602. = 24 mars—3 avril 1806. = *Loi relative au transfert d'inscriptions de cinq pour cent consolidés appartenant à des mineurs ou interdits* (2). (IV, Bull. LXXXV, n° 1440.)

Art. 1^{er}. Les tuteurs et curateurs de mineurs ou interdits, qui n'auraient

(1) Voyez l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes; et la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799), et les notes.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 31 juillet 1806, relatif aux procurations données par

en inscriptions ou promesses d'inscriptions de cinq pour cent consolidés, qu'une rente de cinquante francs et au dessous, en pourront faire le transfert sans qu'il soit besoin d'autorisation spéciale, ni d'affiches, ni de publication, mais seulement d'après le cours constaté du jour, et à la charge d'en compter comme du produit des meubles.

2. Les mineurs émancipés, qui n'auraient de même en inscriptions ou promesses d'inscriptions qu'une rente de cinquante francs et au dessous, pourront également les transférer avec la seule assistance de leurs curateurs, et sans qu'il soit besoin d'avis de parens ou d'aucune autre autorisation.

3. Les inscriptions ou promesses d'inscriptions au dessus de cinquante francs de rente, ne pourront être vendues par les tuteurs ou curateurs qu'avec l'autorisation du conseil de famille, et suivant le cours du jour légalement constaté; dans tous les cas, la vente pourra s'effectuer sans qu'il soit besoin d'affiches ni de publication.

N° 603. = 25 mars—4 avril 1806. = *LOI relative au droit d'entrée dans les bassins non à flot du Havre, d'Ostende et de Bruges.* (IV, Bull. LXXXV, n° 1444.)

N° 604. = 25 mars—4 avril 1806. = *LOI sur le mode de recouvrement du prix des mois de nourrice des enfans de la ville et banlieue de Paris* (1). (IV, Bull. LXXXV, n° 1445.)

Art. 1^{er}. Le recouvrement du prix des mois de nourrice des enfans de la ville et banlieue de Paris sera fait désormais d'après un rôle qui sera rendu exécutoire par le préfet du département, lequel, en cas de retard de paiement, pourra décerner contrainte comme pour les contributions, sans que la voie de contrainte par corps puisse jamais avoir lieu.

2. Il sera statué par le conseil de préfecture, présidé par le préfet du département, sur les oppositions aux rôles ou contraintes, et sur les conventions aux lois et réglemens touchant le bureau des nourrices.

N° 605. = 26 mars 1806. = *DÉCRET qui fixe le droit d'entrée des crêpes de soie venant du royaume d'Italie.* (IV, Bull. LXXXII, n° 1419.)

N° 606. = 27 mars 1806. = *DÉCRET qui ordonne l'inventaire des sels, et augmente le droit précédemment établi* (2). (IV, Bull. LXXXII, n° 1420.)

Art. 1^{er}. Les directeurs et inspecteurs des douanes et des droits réunis procéderont, sans délai, à la recherche, vérification et inventaire de tous les magasins, fabriques et entrepôts de sel établis dans toute l'étendue de l'empire en deçà des Alpes, ainsi que de ceux embarqués sur tous navires, bateaux

les tuteurs ou curateurs, à l'effet de transférer ces inscriptions; et celui du 25 septembre 1813, qui applique les dispositions de la présente loi aux mineurs et interdits propriétaires d'actions ou portions d'action de la banque de France.

Voyez aussi, relativement au mode de transfert des rentes sur l'état, en général, les lois citées dans les notes qui accompagnent le § XLII du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique.

(1) Voyez le décret du 30 juin 1806, concernant l'administration du bureau des nourrices de la ville de Paris, et la note.

(2) Ce droit a été de nouveau fixé par la loi de douanes du 17 — 19 décembre 1814, et maintenu par toutes les lois de douanes postérieures.

Voyez le décret du 11 juin 1806, contenant des dispositions réglementaires sur les sels, et les notes.

et autres embarcations ; en ce non compris les sels existant sur les marais salans.

2. Il sera fait inventaire des sels par poids ; à cet effet , les préposés recevront la déclaration des propriétaires, qu'ils pourront faire vérifier.

3. Les propriétaires de sels seront chargés par l'inventaire qu'ils seront tenus de signer ; en cas de refus, il en sera fait mention dans l'acte d'inventaire.

4. Les propriétaires seront tenus de payer, aux termes et de la manière qui seront fixés par la loi à intervenir, le montant du droit sur le sel, qui sera réglé par ladite loi.

5. L'inventaire des sels ne sera fait que chez les marchands de sels, fabricans, entreposeurs ou magasiniers : il ne s'étendra point aux approvisionnemens de famille faits par les particuliers ; et leur domicile ne pourra être exercé hors les cas où il aura été reconnu qu'ils ont prêté leurs édifices pour soustraire les sels à l'inventaire (1).

6. Il sera fait mention dans les inventaires, des sels qui auront acquitté le droit établi par notre décret du 16 du présent mois ; et l'acquit représenté par le propriétaire sera joint à l'acte d'inventaire.

7. Le droit fixé par notredit décret du 16 du présent mois à un décime par kilogramme, est fixé, pour l'avenir, à deux décimes par kilogramme.

N° 607. = 27 mars 1806. = **DÉCRET** *relatif aux viguiers chargés d'assister aux cortès ou lits de justice de la vallée d'Andorre.* (IV, Bull. LXXXVI, n° 1463.)

Art. 1^{er}. Il sera nommé par nous, sur la présentation du ministre de l'intérieur, un viguier pris dans le département de l'Ariège, qui sera chargé d'assister, ainsi que le viguier de l'évêque d'Urgel, aux cortès ou lits de justice de la vallée d'Andorre, et qui usera de tous les privilèges que les conventions ou l'usage lui avaient attribués, soit dans l'exercice de ses fonctions, soit dans la nomination des bayles chargés de prononcer sur les affaires civiles.

2. Le receveur général du département de l'Ariège recevra la redevance annuelle de neuf cent soixante francs que le val d'Andorre payait à la France avant la révolution, et il en comptera au trésor public.

3. La faculté est accordée aux Andorrans d'exporter annuellement la quantité de grains et le nombre de bestiaux dont l'arrêt du conseil de 1767 leur avait garanti l'extraction ; et l'on s'assurera, par des acquits-à-caution et par les moyens administratifs, que ces grains et ces bestiaux sont réellement destinés à la consommation des habitans.

4. Trois députés des Andorrans nous prêteront serment, chaque année, entre les mains du préfet du département de l'Ariège, que nous autorisons à cet effet par le présent décret.

N° 608. = 27 mars — 6 avril 1806. = **LOI** *qui ordonne la construction d'un pont à Paris, vis-à-vis l'École-Militaire.* (IV, Bull. LXXXVI, n° 1464.)

28 mars 1806. = *Etablissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon, voyez 18 du même mois.*

(1) Tout individu chez lequel il est trouvé plus de cinquante kilogrammes de sel doit être considéré comme magasinier. Cass., 6 juin 1809, SIR., X, 1, 263 ; Bull. civ., XI, 115. — Et l'on ne peut détruire cette présomption, en alléguant que l'on a ces sels pour la consommation de sa famille. Cass., 19 octobre 1808, SIR., X, 1, 120 ; Bull. civ., X, 292.

N° 609. = 29 mars — 8 avril 1806. = *LOI qui prescrit des mesures pour la répression des délits commis dans les établissemens militaires.* (IV, Bull. LXXXVI, n° 1465.)

Art. 1^{er}. Les lois qui ont pour but la conservation de domaines nationaux, des eaux et forêts, édifices et établissemens publics, seront applicables à la conservation des fortifications et de leurs dépendances, des casernes, hôpitaux, magasins, arsenaux, et en général de tout ce qui constitue le domaine militaire de l'état, dans les places de guerre et les garnisons de l'intérieur.

2. Les gardes du génie seront, pour l'exécution du précédent article, assimilés aux gardes forestiers et champêtres et autres agens conservateurs. Leurs procès-verbaux feront foi auprès de toutes les autorités, jusqu'à inscription de faux. — Les procureurs impériaux sont chargés, sous leur responsabilité personnelle, de poursuivre au nom du gouvernement, par voie de police correctionnelle, et sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu, la réparation des délits constatés par ces procès-verbaux, sur la simple transmission qui leur en sera faite par le directeur des fortifications.

3. Tous les procès-verbaux que les gardes du génie dresseront dans les cas prévus par l'article 1^{er} relateront, afin d'être admis en justice, la date du jour et du lieu de l'enregistrement et de la prestation de serment; ces procès-verbaux seront visés pour timbre et enregistrés en débet, ainsi que les actes et jugemens qui interviendront sur lesdits procès-verbaux, conformément à la loi du 13 brumaire an 7, et à l'article 70, paragraphe 1^{er}, numéros 4 et 5 du titre II de celle du 22 frimaire suivant.

N° 610. = 30 mars 1806. = *STATUT sur l'état de la famille impériale* (1). (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 611. = 30 mars 1806. = *DÉCRET qui réunit les états vénitiens au royaume d'Italie, et qui érige en duchés grands-fiefs les provinces de Dalmatie, d'Istrie, etc.* (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 612. = 30 mars 1806. = *DÉCRET qui dispose de la principauté de Neuchâtel en faveur du maréchal Berthier.* (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 613. = 30 mars 1806. = *DÉCRET qui réunit le pays de Massa et Carrara et la Garfagnana à la principauté de Lucques, et érige ces pays en duché grand-fief.* (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 614. = 30 mars 1806. = *DÉCRET qui érige en duchés grands-fiefs de l'empire les états de Parme et de Plaisance.* (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 615. = 30 mars 1806. = *DÉCRET qui déclare Joseph Napoléon roi de Naples et de Sicile, et institue six grands-fiefs de l'empire, avec titre de duchés, dans le royaume des Deux-Siciles.* (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

(1) Ce statut n'a plus d'intérêt, depuis que le gouvernement impérial a été remplacé par une monarchie constitutionnelle.

Aujourd'hui, l'état civil de la famille royale n'est pas différent de celui des simples citoyens : seulement le mode de constater cet état civil est déterminé d'une manière toute particulière par l'ordonnance du 23 mars — 13 avril 1816. Voyez cette ordonnance, et la note.

N° 616. = 30 mars 1806. = **DÉCRET** qui transfère les duchés de Clèves et de Berg, en toute souveraineté, au prince Joachim. (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

N° 617. = 30 mars 1806. = **DÉCRET** qui dispose de la principauté de Guastalla en faveur de la princesse Pauline et du prince Borghèse son époux. (IV, Bull. LXXXIV, n° 1432.)

1^{er} avril 1806. = *Salaires des gardes des bois communaux, Délits commis dans les forêts, voyez 22 mars précédent.*

N° 618. = 3—13 avril 1806. = **LOI** qui établit pendant six ans, sur plusieurs départemens, une imposition pour la confection du canal de Saint-Quentin. (IV, Bull. LXXXVI, n° 1471.)

3 avril 1806. = *Prescription des droits d'enregistrement des inscriptions, etc., Transfert d'inscriptions sur l'état appartenant à des mineurs, etc., voyez 24 mars précédent.*

N° 619. = 4 avril 1806. = **DÉCRET** concernant le catéchisme à l'usage des églises catholiques de l'empire. (IV, Bull. LXXXVI, n° 1473.)

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 39 de la loi du 18 germinal an 10, le catéchisme annexé au présent décret, approuvé par son excellence le cardinal légat, sera publié et seul en usage dans toutes les églises catholiques de l'empire.

2. Notre ministre des cultes surveillera l'impression de ce catéchisme; et pendant l'espace de dix années, il est spécialement autorisé à prendre, à cet effet, toutes les précautions qu'il jugera nécessaires.

3. Le présent décret sera imprimé en tête de chaque exemplaire du catéchisme, et inséré au Bulletin des lois.

N° 620. = 4 avril 1806. = **DÉCRET** qui fixe l'époque de la nomination annuelle des membres des chambres de discipline des notaires (1). (IV, Bull. LXXXVI, n° 1475.)

La nomination des membres des chambres de discipline des notaires, fixée, par le décret du 2 nivose an 12, au 15 brumaire de chaque année, aura lieu le 1^{er} mai, à dater de l'an 1807. — Ils entreront en fonctions le 15 du même mois.

4 avril 1806. = *Bassins du Havre, etc., Salaire des nourrices à Paris, voyez 25 mars précédent.*

6 avril 1806. = *Pont de l'Ecole militaire, voyez 27 mars précédent.*

N° 621. = 7 avril 1806. = **LOI** qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente et autres, échanges et impositions extraordinaires (2). (IV, Bull. xcv, n° 1643.)

(1) Voyez l'arrêté du 2 nivose an 12 (24 décembre 1803), portant organisation de la chambre des notaires, et les notes.

(2) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente loi ne fait que reproduire les dispositions.

8 avril 1806. = *Délits commis dans les établissemens militaires*, voyez 29 mars précédent.

N° 622. = 11—21 avril 1806. = *LOI qui établit pendant vingt ans une imposition sur plusieurs départemens, pour la confection du canal Napoléon, formant la jonction du Rhône et du Rhin.* (IV, Bull. LXXXVII, n° 1497.)

13 avril 1806. = *Canal de Saint-Quentin*, voyez 3 du même mois.

N° 623. = 14—24 avril 1806. = *LOI contenant les deux premiers livres de la première partie du Code de procédure civile* (1). (IV, Bull. xcvi, n° 1647.)

N° 624. = 15 avril 1806. = *DÉCRET qui fixe au 1^{er} janvier 1808 l'époque du renouvellement quinquennal des présidens de canton, des maires et des adjoints* (2). (IV, Bull. LXXXVII, n° 1498.)

N° 625. = 17 avril 1806. = *DÉCRET concernant les officiers militaires, d'administration, etc., venant des colonies, qui auraient à réclamer des soldes, appointemens ou indemnités accessoires* (3). (IV, Bull. LXXXVII, n° 1502.)

Art. 1^{er}. Tous officiers militaires, d'administration, sous-officiers et soldats, ou autres salariés publics, venant des colonies, qui auront à réclamer des soldes, appointemens ou indemnités accessoires, pour raison de leurs services dans ces établissemens ou pour le temps de leur traversée, seront tenus de transmettre leurs demandes, avec les pièces justificatives en leur possession, à notre ministre de la marine et des colonies, savoir, dans le délai de trois mois, à compter de ce jour, à l'égard de ceux maintenant en France; et dans le délai de trois mois du jour de leur débarquement, à l'égard de ceux qui y arriveront; passé lequel temps, les uns et les autres seront déchus de tous droits, et leurs demandes, sans autre examen, seront considérées comme non avenues (4).

2. A l'avenir, il sera fait mention de la mesure d'ordre prescrite par l'article 1^{er}, en tête de tous livrets, décomptes et certificats de cessation de paiement expédiés dans nos colonies.

N° 626. = 17 avril 1806. = *DÉCRET concernant le nouveau timbre des papiers* (5). (IV, Bull. LXXXVII, n° 1503.)

N° 627. = 17—27 avril 1806. = *LOI contenant les troisième et quatrième*

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois : cette note explique les motifs qui nous ont déterminés à ne pas faire entrer dans ce recueil le Code de procédure civile.

(2) Ce décret n'a plus d'intérêt. Il se rattache, en ce qui concerne les présidens de canton, à une législation électorale qui n'existe plus; et, quant aux maires et adjoints, la loi générale du 21—23 mars 1831 a déterminé, par son art. 4, la durée de leurs fonctions.

(3) Voyez, dans le § 3 de la 1^{re} partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), concernant l'organisation des colonies, le résumé des mesures prises relativement aux troupes coloniales.

(4) Ce délai s'applique aux prisonniers de guerre, revenus de captivité. Arr. du cons., 18 janvier 1826, MAC., VIII, 18.

(5) Ce timbre a suivi des variations d'après les changemens de gouvernement : le présent décret n'a donc plus d'intérêt.

Voyez, sur le timbre, la loi générale du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes.

livres de la première partie du Code de procédure civile. (IV, Bull. **XCVI**, n° 1648.)

N° 628.—19 avril 1806.—**DÉCRET** sur la fixation d'une époque pour la remise des pièces constatant les fournitures faites à l'état, en vertu de marchés ou traités passés par les ministres (1). (IV, Bull. **LXXXVII**, n° 1505.)

Art. 1^{er}. Dans chacun des marchés ou traités qui seront passés à l'avenir par nos différens ministres, il sera déterminé, par une clause expresse, une époque fixe pour la remise des pièces constatant les fournitures faites à l'état en vertu dudit marché ou traité.

2. Toute pièce qui n'aura pas été déposée dans les bureaux des ministres respectifs avant l'époque de rigueur déterminée par le marché ou traité, sera considérée comme non avenue, et ne pourra, sous aucun prétexte, être admise en liquidation, soit en faveur du traitant, soit en faveur de ses cessionnaires ou sous-traitans.

3. L'époque après laquelle nulle pièce ne pourra être admise en liquidation par nos ministres sera fixée, pour les services faits dans les départemens en deçà des Alpes, à douze mois au plus après la fin du trimestre pendant lequel le service aura été fait, à quinze mois au plus pour les vingt-troisième, vingt-septième et vingt-huitième divisions militaires, à dix-huit mois pour les armées. Les ministres pourront accorder un plus long délai pour les services faits dans les colonies : ce délai sera calculé sur l'éloignement du lieu où le service devra être fait, sur la nature du service, et sur les circonstances dans lesquelles il devra être exécuté.

4. A cet effet, le jour où chaque dossier servant à constater une fourniture quelconque aura été déposé dans les bureaux, sera noté sur ledit dossier, et inscrit sur un registre à ce destiné. Cette inscription fera connaître le lieu, l'époque et la nature du service, le nombre de pièces remises et la somme demandée. Nos ministres se feront, de trois mois en trois mois, représenter lesdits registres, et les arrêteront, *ne varietur*.

5. Nos ministres de la guerre et de l'administration de la guerre continueront à admettre en liquidation et à liquider, jusqu'au 1^{er} octobre 1806, les pièces de dépense qui seront déposées dans leurs bureaux et seront destinées à constater des services faits pendant les exercices 9, 10, 11 et 12; pour l'exercice an 13 et les cent premiers jours de l'an 14, jusqu'au 1^{er} janvier 1807;—Pour l'exercice de 1806, jusqu'au 1^{er} janvier 1808;—Ainsi successivement d'année en année.—Il sera accordé trois mois de plus pour les services faits dans les vingt-troisième, vingt-septième et vingt-huitième divisions; six mois de plus pour les armées et les colonies en deçà du cap de Bonne-Espérance, et un an de plus pour les autres colonies.

6. Toute réclamation et toute pièce pour des traités antérieurs à la publication du présent décret, qui n'auront pas été déposées dans les bureaux de la guerre avant les époques fixées par l'article 5, seront renvoyées par nos ministres à notre conseiller d'état directeur général de la liquidation de la dette publique, qui demeure chargé d'en opérer la liquidation.

7. Il n'est rien changé aux dispositions des lois relatives à la déchéance pour services antérieurs à l'an 5, non plus qu'aux arrêtés des 1^{er} nivose et 18 ger-

(1) Voyez le décret du 13 juin 1806, qui fixe le délai de la remise des pièces relatives aux fournitures faites pour le département de la guerre.

minal an 9, d'après lesquels aucune réclamation pour solde antérieure à l'an 9 ne pouvait plus être admise à compter du 1^{er} messidor an 9.

N^o 629. = 21 avril — 1^{er} mai 1806. = *LOI relative aux acquisitions nécessaires pour l'établissement de haras* (1). (IV, Bull. XC, n^o 1520.)

Art. 1^{er}. Les domaines nécessaires pour former ou agrandir les établissements de haras, pourront être acquis de gré à gré.

2. Les domaines qui ont fait partie de l'un des haras de l'empire, et qui en ont été distraits par des aliénations, seront acquis et réunis auxdits haras par des traités de gré à gré, ou comme pour cause d'utilité publique, après estimation régulière et paiement préalable; le tout dans les formes voulues par les lois.

3. Ces acquisitions seront autorisées par des décrets, dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

N^o 630. = 21 avril — 1^{er} mai 1806. = *LOI contenant le cinquième livre de la première partie du Code de procédure civile* (2). (IV, Bull. xcvi, n^o 1649.)

21 avril 1806. = *Confection du canal Napoléon*, voyez 11 du même mois.

N^o 631. = 22 avril — 2 mai 1806. = *LOI relative à la banque de France* (3). (IV, Bull. Lxxxviii, n^o 1511.)

TITRE 1^{er}. — *Du privilège de la banque.*

Art. 1^{er}. Le privilège accordé à la banque de France par l'article 15 de la loi du 24 germinal an 11, pour quinze années, à dater du 1^{er} vendémiaire an 12, est prorogé de vingt-cinq ans au-delà des quinze premières années.

TITRE II. — *Du capital de la banque et du dividende annuel.*

2. Le capital de la banque de France, fixé par l'article 2 de la loi du 24 germinal an 11, à quarante-cinq mille actions de mille francs chacune, en fonds primitif, non compris le fonds de réserve, sera porté à quatre-vingt-dix mille actions de mille francs chacune, non compris aussi le fonds de réserve.

3. Les quarante-cinq mille actions nouvellement créées seront émises, et leur montant sera réalisé dans la caisse de la banque, aux époques et dans les proportions graduées, telles que l'administration de la banque les aura réglées.

4. Les proportions du dividende réglé par l'article 8 de la susdite loi sont désormais, à compter du semestre qui écherra le 21 septembre prochain, fixées ainsi qu'il suit : — Le dividende annuel se composera, 1^o d'une répartition qui ne pourra excéder six pour cent du capital primitif; 2^o d'une autre répartition égale aux deux tiers du bénéfice excédant ladite répartition de six pour cent. — Le dernier tiers des bénéfices sera mis en fonds de réserve. Le dividende sera payé tous les six mois.

(1) Voyez le décret du 2 germinal an 3 (22 mars 1795), portant établissement des haras, et les notes qui résument toute la législation.

(2) Voyez la loi du 14 avril 1806, et la note.

(3) Voyez la loi du 24 germinal — 4 floréal an 11 (14 — 24 avril 1803), portant organisation de la banque de France, et les notes qui résument toute la législation relative à cet établissement.

5. L'administration de la banque aura la faculté de faire le placement qui lui paraîtra le plus convenable du fonds de réserve qu'elle acquerra à l'avenir.

TITRE III. — *De l'administration de la banque.*

SECTION I^{re}. — De l'assemblée générale de la banque.

6. En conséquence des articles 10, 11, 12, 13 et 14 de la loi du 24 germinal an 11, l'universalité des actionnaires de la banque sera représentée par deux cents d'entre eux, qui, réunis, formeront l'assemblée générale de la banque.

7. L'assemblée générale nommera les régens et les censeurs; il lui sera rendu compte, chaque année, de toutes les opérations de la banque.

8. Les quinze régens et les trois censeurs créés par l'article 15 de la loi du 24 germinal, formeront le conseil général de la banque.

9. Cinq régens sur les quinze, et les trois censeurs, seront pris parmi les manufacturiers, fabricans ou commerçans, actionnaires de la banque; trois régens seront pris parmi les receveurs généraux des contributions publiques.

SECTION II. — De la direction générale de la banque.

10. La direction de toutes les affaires de la banque, déléguée à son comité central par la loi du 24 germinal an 11, sera désormais exercée par un gouverneur de la banque de France.

11. Le gouverneur aura deux suppléans, qui exerceront les fonctions qui leur seront par lui déléguées : ils auront le titre de premier et second sous-gouverneur. — Les sous-gouverneurs, dans l'ordre de leur nomination, rempliront les fonctions du gouverneur en cas de vacance, absence ou maladie.

12. Le gouverneur et ses deux suppléans seront nommés par sa majesté l'empereur.

13. Avant d'entrer en fonctions, le gouverneur justifiera de la propriété de cent actions de la banque; et chacun des sous-gouverneurs, de la propriété de cinquante actions.

14. Il est interdit au gouverneur et à ses suppléans de présenter à l'escompte aucun effet revêtu de leur signature ou leur appartenant.

15. Le gouverneur recevra annuellement de la banque une somme de soixante mille francs pour honoraires; les deux sous-gouverneurs recevront chacun celle de trente mille francs.

16. Le gouverneur et les deux sous-gouverneurs prêteront entre les mains de sa majesté l'empereur le serment *de bien et fidèlement diriger les affaires de la banque, conformément aux lois et statuts.*

SECTION III. — Du conseil général de la banque.

17. Le conseil général de la banque continuera à surveiller toutes les parties de l'établissement; à faire le choix des effets qui pourront être pris à l'escompte; à délibérer ses statuts particuliers et les réglemens de son régime intérieur; à délibérer, sur la proposition du gouverneur, tous traités généraux et conventions; à statuer sur la création et l'émission des billets de la banque, payables au porteur et à vue; à statuer pareillement sur le retirement et l'annulation; à régler la forme de ces billets; à déterminer les signatures dont ils devront être revêtus; à délibérer sur l'émission des quarante-cinq mille actions créées par la présente loi; à déterminer, à l'avenir, le placement des fonds de réserve, et à veiller sur ce que la banque ne fasse d'autres opérations que celles déterminées par la loi, et selon les formes

réglées par les statuts.—Les appointemens et salaires des agens et employés de la banque, et les dépenses générales de son administration, seront délibérés chaque année, et d'avance, par le conseil. Il présentera le compte annuel de la banque à l'assemblée générale.

SECTION IV. — Des comités.

18. Les quinze régens et les trois censeurs seront répartis en cinq comités pour exercer les détails de surveillance des opérations de la banque, savoir : —Le comité d'escompte ; — Le comité des billets ; — Le comité des livres et portefeuilles ; —Le comité des caisses ; —Le comité des relations avec le trésor public et avec les receveurs généraux des contributions publiques. — Il entrera dans la formation de ce dernier comité au moins deux receveurs généraux régens.

SECTION V. — Des fonctions du gouverneur de la banque.

19. Nul effet ne pourra être escompté que sur la proposition du conseil général et sur l'approbation formelle du gouverneur. — La nomination, la révocation et destitution des agens de la banque seront exercées par lui. — Il signera seul, au nom de la banque, tous traités et conventions ; les actions judiciaires seront exercées au nom des régens, à la poursuite et diligence du gouverneur ; il signera la correspondance ; il pourra néanmoins se faire suppléer à cet égard, ainsi que pour les endossemens et acquits des effets actifs de la banque. —Le gouverneur présidera le conseil général de la banque et tous les comités ; nulle délibération ne pourra être exécutée, si elle n'est revêtue de sa signature ; il fera exécuter dans toute leur étendue les lois relatives à la banque, les statuts et les délibérations du conseil général.

20. Les sous gouverneurs assisteront et auront voix délibérative au conseil général ; ils prendront rang parmi les régens, à raison de l'ancienneté de leur nomination.

TITRE IV. — *Attributions au conseil d'état, et dispositions générales.*

21. Le conseil d'état connaîtra, sur le rapport du ministre des finances, des infractions aux lois et réglemens qui régissent la banque, et des contestations relatives à sa police et administration intérieures. — Le conseil d'état prononcera de même définitivement, et sans recours, entre la banque et les membres de son conseil général, ses agens ou employés, toute condamnation civile, y compris les dommages et intérêts, et même soit la destitution, soit la cessation de fonctions.—Toutes autres questions seront portées aux tribunaux qui doivent en connaître.

22. Les statuts de la banque seront soumis à l'approbation de l'empereur, sous la forme de règlement d'administration publique.

23. La loi du 24 germinal an 11 continuera de s'exécuter en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

N° 632. = 22 avril—2 mai 1806. = *LOI contenant le premier livre de la deuxième partie du Code de procédure civile.* (IV, Bull. xcvi, n° 1650.)

N° 633. = 23 avril 1806. = *LOI qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente et autres, échanges et impositions extraordinaires* (1). (IV, Bull. xcv, n° 1644.)

(1) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente reproduit textuellement les dispositions.

N° 634. = 24 avril—4 mai 1806. = *Loi relative au budget de l'état pour l'an 14 et 1806.* (IV, Bull. LXXXVIII, n° 1513.)

TITRE 1^{er}. — *Des exercices 9, 10, 11 et 12.*

§ 1^{er}.

Art. 1^{er}. Les sommes restant à rentrer au 1^{er} janvier 1806 sur les exercices 9, 10, 11 et 12, seront portées en recette au compte de l'exercice courant.

2. Il est mis à la disposition du gouvernement un fonds extraordinaire de soixante millions, dont quarante-quatre millions pour solder les exercices 9, 10, 11 et 12, et seize millions pour l'exercice an 13.

3. Cette somme sera réalisée par des bons de la caisse d'amortissement, que le trésor public est autorisé à donner en paiement des ordonnances des ministres pour le service desdites années, en conséquence des crédits qui leur seront ouverts par des décrets spéciaux.

4. En remplacement du capital ci-dessus, il est créé au profit de la caisse d'amortissement une rente de trois millions, qui courra du 1^{er} janvier 1806.

5. Les bons seront de dix mille francs chacun; ils seront divisés par mille en six séries, numérotés depuis *un* jusqu'à *six mille*; ils seront transmissibles par endossements, et payables en numéraire à la caisse d'amortissement, à raison d'un million par mois, et aux époques fixes des 5, 15, 20, 30 de chaque mois, à partir de juillet 1806.

6. Les bons échéant dans les douze mois 1807 et six premiers mois 1808, porteront intérêt à six pour cent par an, à compter du 1^{er} janvier 1807, jusqu'au mois de leur échéance inclusivement. Cet intérêt sera acquis pour le mois entier, quel que soit le jour de l'échéance. — Ceux échéant dans les six derniers mois 1808 et années suivantes, jusqu'au 30 juin 1811, dernière échéance, jouiront d'un intérêt de sept pour cent par an, à partir du 1^{er} janvier 1808.

7. La caisse d'amortissement remettra au trésor public, en 1806, pour vingt-quatre millions des bons des premières échéances. Les autres ne seront versés que successivement en 1807, dans la proportion des besoins résultant des liquidations en vertu des décrets spéciaux, jusqu'à concurrence de ce qui pourra être reconnu nécessaire.

8. Ces bons seront admis en concurrence avec le numéraire, en paiement des domaines à vendre appartenant à la caisse d'amortissement (1).

§ II.

9. Les quinze millions cinq cent mille francs que le trésor public doit verser à la caisse d'amortissement en 1806, tant pour le fonds ordinaire d'amortissement que pour le remboursement de partie des cautionnements qu'il a reçus, ainsi que pour l'intérêt desdits cautionnements, seront payés à la caisse d'amortissement, en domaines nationaux disponibles, estimés à vingt fois le revenu.

10. Il en sera de même pour la somme de cinq millions cinq cent mille francs que ladite caisse aura à réclamer en 1807, tant pour remboursement que pour intérêts desdits cautionnements.

11. Au moyen de la délégation qui sera faite à la caisse d'amortissement

(1) Voyez le décret du 9 août 1807 et celui du 2 septembre suivant, qui déterminent l'emploi des bons de la caisse d'amortissement.

en exécution des deux articles précédens, elle ne sera pas comprise au budget de 1806, et elle ne sera portée dans celui de 1807 que pour le fonds ordinaire d'amortissement de dix millions seulement.

TITRE II. — Du crédit relatif aux inscriptions à faire au grand-livre en l'an 14 et 1806.

12. La somme de trois cent cinquante-trois mille neuf cent trente-huit francs, celle de trois cent soixante-trois mille huit cent soixante-seize francs, et enfin celle de un million sept cent quarante-un mille neuf cent soixante-dix-neuf francs, qui restent disponibles sur les crédits ouverts par les lois des 30 ventose an 9, 20 floréal an 10 et 4 germinal an 11, pour les inscriptions au grand-livre de la dette publique, des dépenses du service des années 5, 6, 7 et 8, de la dette constituée et de la dette exigible, sont réunies pour être appliquées à la consolidation de ces diverses dettes indistinctement.

TITRE III. — Contribution personnelle, somptuaire et mobilière de la ville de Lyon.

13. Le contingent de la ville de Lyon, dans les contributions personnelle, somptuaire et mobilière, montant à trois cent quarante-neuf mille huit cent soixante-trois francs trente centimes, sera définitivement payé au trésor public par le produit de la perception et du remplacement déterminés par le décret du 25 thermidor an 13, rendu en exécution de la loi du 13 pluviôse de la même année.

TITRE IV. — Supplément de cautionnement des préposés comptables de la régie de l'enregistrement et des domaines.

14. Tous les receveurs de l'enregistrement, des domaines, du timbre et des droits d'hypothèque, fourniront un supplément de cautionnement en numéraire, pour sûreté de leur gestion.

15. Le cautionnement total de chaque receveur est fixé au double du montant des remises d'une année entière, d'après les produits de l'an 13, ou d'après ceux de l'année courante pour les départemens nouvellement réunis, conformément à l'état général qui en sera arrêté par le ministre des finances.

16. Il sera fait déduction, sur le montant du cautionnement ainsi fixé, de ce qui aura été payé précédemment au même titre par chaque préposé.

17. La somme restant à payer pour compléter le cautionnement sera fournie, savoir, un quart dans les deux mois qui suivront la publication de la présente loi, et les trois autres quarts dans les mois d'août et octobre 1806, et janvier 1807. L'intérêt de ces cautionnements sera payé sur le même pied que par le passé.

18. Les fonds provenant desdits cautionnements seront versés au trésor public, pour le service de l'an 14, et rétablis dans la caisse d'amortissement, conformément aux lois des 7 et 27 ventose an 8.

19. A l'avenir, aucun préposé comptable ne pourra être installé dans l'emploi dont il aura été pourvu, qu'après avoir versé le montant de son cautionnement et en avoir justifié.

TITRE V. — Nouvelles progressions de la taxe des lettres (1).

20. A compter de la publication de la présente loi, la taxe pour le trans-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 17—22 août 1791, le résumé des variations que le tarif de la taxe des lettres a subies.

port des lettres et paquets sera établie et perçue d'après les progressions suivantes :

Pour les distances à parcourir jusques

à 50 kilomètres.....	2 décimes.
de 50 à 100.....	3
de 100 à 200.....	4
de 200 à 300.....	5
de 300 à 400.....	6
de 400 à 500.....	7
de 500 à 600.....	8
de 600 à 800.....	9
de 800 à 1,000.....	10
de 1,000 à 1,200.....	11
au dessus de 1,200.....	12

21. La taxe des lettres transportées dans l'intérieur de la ville et faubourgs de Paris est portée de dix à quinze centimes.

TITRE VI. — *Régie des droits réunis* (1).

§ 1^{er}. — Des inventaires.

22. Le droit fixe d'inventaire, imposé par la loi du 5 ventose an 12, sera acquitté par les acheteurs au moment de l'enlèvement des boissons.

23. Le droit sera acquitté par les propriétaires, lorsque le transport sera fait, pour leur compte, hors de la commune où les boissons auront été inventoriées.

24. Lors du récolement d'inventaire, les propriétaires ne pourront jamais être recherchés pour aucun autre droit que pour le droit fixe d'inventaire.

§ II. — De la vente en gros.

25. Il sera perçu au profit du trésor public un droit égal au vingtième du prix de la vente, à chaque vente et revente en gros, des vins, cidres, poirés, bières, eaux-de-vie, esprits ou liqueurs composées d'eau-de-vie ou d'esprit.

26. Aucun enlèvement ni transport de boissons ne pourra être fait sans déclaration préalable de la part du propriétaire, ou du vendeur, ou de l'acheteur.

27. Les propriétaires qui voudront transporter pour leur propre compte des boissons ne seront tenus d'acquitter d'autre droit que le coût du passavant.

28. Lorsque la déclaration aura pour objet des boissons vendues ou revendues, on sera tenu de payer les droits portés en l'article 25, et de se munir d'un congé (2).

29. Les congés et passavans seront marqués du timbre de la régie des droits réunis, et ils ne pourront excéder le prix de cinq centimes.

30. Les voituriers, bateliers et tous autres qui transporteront des boissons, seront tenus de représenter, à toutes réquisitions des employés de la régie, lesdits passavans ou congés (3).

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. V de la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), le résumé de la législation concernant les droits réunis.

(2) Cette formalité est nécessaire, quelque petite que soit la quantité des boissons transportées. Cass., 14 août 1812, *SIR.*, XX, 1, 489; Bull. crim., XVII, 363.

(3) Le congé doit être représenté aux employés à l'instant même de la réquisition: les tribunaux ne peuvent admettre à cet égard aucun motif d'excuse. Cass., 29 mai 1811, *SIR.*, XII, 1, 67; Bull. crim., XVI, 161.

31. Les marchands en gros, les courtiers, facteurs et commissionnaires de boissons, les distillateurs et bouilleurs de profession seront assujétis aux exercices des employés à raison des boissons qu'ils auront en leur possession (1).

32. Lorsque la régie aura lieu de croire, par l'infériorité des valeurs déclarées, que la déclaration est fausse, elle pourra retenir les boissons, pour son compte, au prix déclaré, en payant comptant et le cinquième en sus.

§ III. — De la vente en détail.

33. Il sera perçu, lors de la vente en détail des boissons spécifiées en l'article 25, un droit égal au dixième du prix de ladite vente.

34. Ceux qui vendent des boissons en détail seront tenus d'en faire la déclaration, et de désigner les espèces et quantités de boissons qu'ils auront en leur possession (2).

35. Ils seront tenus de souffrir les visites et exercices des employés (3).

36. Les propriétaires qui voudront faire la vente en détail des boissons de leur cru, ne paieront que la moitié du droit de la vente en détail (4).

§ IV. — Dispositions générales.

37. Les contraventions aux dispositions précédentes seront punies de la confiscation des objets saisis, et d'une amende de cent francs.

38. Les débitans de boissons pourront être reçus à abonnemens, de gré à gré.

39. A défaut de paiement des droits, il sera décerné, contre les redeva-

(1) Cette disposition n'a point été abrogée par la loi du 25 novembre 1808, ni par le décret du 21 décembre suivant. Cass., 20 octobre 1809, *SIR.*, X, 1, 303; Bull. crim., XIV, 359.

Des injures ou de simples menaces, tout aussi bien que des voies de fait ou des coups constituent la résistance à l'exercice des préposés, et donnent lieu aux peines d'amende et de confiscation. Cass., 7 mai 1813, *SIR.*, XIII, 1, 339; Bull. crim., XVIII, 228.

(2) Lorsque, dans la cave d'un cabaretier, se trouvent des bouteilles de vin dont il n'a pas fait la déclaration, et que les employés ne reconnaissent pas provenir d'un soustrage, il y a lieu à saisie, et les tribunaux ne peuvent excuser cette contravention par des considérations quelconques. Cass., 10 août 1810, *SIR.*, XI, 1, 124; Bull. crim., XV, 208. — Celui qui a attaché à la porte de sa boutique un écriteau portant annonce au public de son intention de vendre des liqueurs, est passible des peines prononcées par les lois en matière de droits réunis, encore qu'il n'ait été trouvé saisi d'aucune des boissons annoncées, si préalablement il n'a pas fait de déclaration. Cass., 19 avril 1811, *SIR.*, XII, 1, 9; Bull. crim., XVI, 115. — Le pharmacien qui débite des boissons étrangères à sa profession, est soumis à la déclaration préalable. Même arrêt.

Le refus de dégustation, de la part des propriétaires de vins sujets à l'inventaire, donne lieu à l'application des peines prononcées par cet article. Cass., 31 juillet 1807, *SIR.*, VIII, 1, 448; Bull. crim., XII, 318.

(3) Le refus de la part des marchands ou débitans de vin d'ouvrir des placards ou armoires dans lesquels les préposés de la régie soupçonnent qu'il existe du vin en contravention constitue le délit de refus d'exercice; et ce refus n'est pas excusable par le motif que les marchands ou débitans n'avaient pas les clefs des armoires ou placards, et que d'ailleurs ils ont offert aux employés de laisser apposer leur cachet sur les portes. Cass., 22 juin 1810, *SIR.*, XI, 1, 214; Bull. crim., XV, 164. — Le refus des cabaretiers aux visites et exercices ne peut non plus être excusé sur le motif que les employés auraient commis des voies de fait sur leurs enfans: sauf auxdits cabaretiers à se pourvoir par action séparée contre les employés. Cass., 1^{er} février 1811, *SIR.*, XX, 1, 490; Bull. crim., XVI, 19.

L'obligation imposée aux employés de se faire accompagner d'un officier de police dans les visites qu'ils font chez les particuliers, cesse quand il s'agit de marchands de vin en détail. Cass., arrêt précité du 22 juin 1810.

Voyez encore, sur les obligations des débitans de boissons, les fonctions des employés, les refus d'exercice, etc., etc., les dispositions plus complètes de la loi du 28 avril—4 mai 1816, et les notes étendues qui les accompagnent.

(4) Le moût ou vin non cuvé ne jouit pas, en matière de droits réunis, de la même exception que l'eau passée au marc de raisin. Cass., 5 février 1808, *SIR.*, VII, 2, 811.

bles, des contraintes qui seront exécutoires nonobstant opposition et sans y préjudicier.

40. Il n'y aura pas, dans l'intérieur de la ville de Paris, d'exercice sur les boissons. Les droits établis par la présente y seront remplacés par des droits perçus aux entrées, à raison de quatre francs par hectolitre de vin et eau-de-vie, et de deux francs par hectolitre de bière, de cidre et de poiré.

41. Les bières fabriquées dans Paris supporteront le même droit de deux francs par hectolitre.

42. Il sera pourvu, par des réglemens d'administration publique, à toutes les mesures nécessaires pour assurer les perceptions confiées à la régie des droits réunis, et pour la répression des fraudes et des contraventions.

43. Ils pourvoiront à ce que notre commerce des vins et eaux-de-vie à l'étranger ne puisse souffrir des dispositions de la présente loi.

44. Ces réglemens seront, dans trois ans, présentés au corps législatif, pour être convertis en loi.

§ V. — Du droit sur les tabacs (1).

45. Le droit de fabrication des tabacs, établi par l'article 18 de la loi du 5 ventose an 12, sera perçu sur le poids des feuilles de tabac employées à la fabrication, à raison de huit décimes par kilogramme.

46. Il sera perçu, en outre, sur les tabacs fabriqués, une taxe de deux décimes par kilogramme, qui sera payée par les fabricans, lors de la vente de ces matières. Ils seront obligés de tenir registre de ces ventes, et de les représenter aux employés de la régie sur leur première réquisition.

47. Les tabacs fabriqués seront revêtus des marques et vignettes de la régie, faute de quoi ils seront saisis et confisqués.

TITRE VII. — Du remplacement de la taxe d'entretien des routes par une taxe sur le sel, à l'extraction des marais salans (2).

48. Il est établi, au profit du trésor public, un droit de deux décimes par kilogramme de sel, sur tous les sels enlevés, soit des marais salans de l'Océan, soit de ceux de la Méditerranée, soit des salines de l'Est, soit de toute autre fabrique de sel. — Ce droit sera perçu, pour cette seule fois, sur les sels existant dans les magasins, sauf ceux qui seront reconnus susceptibles de jouir de l'entrepôt. — Les propriétaires de ces sels seront tenus de faire la déclaration exacte des quantités qu'ils en possèdent, et d'en acquitter le droit dans les délais qui seront déterminés (3).

49. Tous les sels fabriqués dans les salines des départemens de la Meurthe, du Jura, du Mont-Blanc, de la Haute-Saône, du Doubs, du Bas-Rhin et du Mont-Tonnerre, paieront, outre le droit fixé par l'article 48, deux francs par quintal métrique du sel de leur fabrication.

50. La vente du sel continuera d'être faite dans les départemens au-delà

(1) Voyez, sur la législation des tabacs, le résumé qui accompagne le décret du 20—27 mars 1791.

(2) Voyez le décret du 11 juin 1806, portant des dispositions réglementaires sur les sels, et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Les fabricans chez lesquels il a été inventorié des sels, ou matières salées, ne peuvent réclamer l'exemption des droits, sous prétexte qu'ils ne vendent pas de sel; que les matières salées ne sont point propres à être livrées au commerce, et qu'elles servent uniquement à leur fabrication. Cass., 7 mars 1808. SIREY, VIII, 1, 400; Bull. civ., X, 30.

Toute vérification de quantités de sels, pour servir de base à la perception des droits, doit être faite par *poids*: un procès-verbal dans lequel les employés ont calculé les quantités par l'opération géométrique du cubage peut donc être écarté, surtout quand il résulte des circonstances que l'évaluation est erronée. Cass., 25 juillet 1821, SIREY, XXI, 1, 426.

des Alpes, au profit de l'état, par la régie établie dans le ci-devant Piémont par la loi du 5 ventose an 12, sans que le prix puisse excéder cinquante centimes par kilogramme (cinq sous la livre). — La même régie continuera de faire, au profit de l'état, dans les mêmes départemens, la fabrication et la vente exclusive du tabac.

51. Il ne pourra être établi aucune fabrique, chaudière de sel, sans une déclaration préalable de la part du fabricant, à peine de confiscation des ustensiles propres à la fabrication, et de cent francs d'amende.

52. Le droit établi sera dû par l'acheteur au moment de la déclaration d'entlèvement.

53. Pourra néanmoins la régie, lorsque la déclaration donnera ouverture à un droit de plus de six cents francs, recevoir en paiement du droit, des obligations suffisamment cautionnées, payables à trois, six ou neuf mois (1).

54. Il n'y aura pas lieu au paiement du droit, mais seulement à l'acquit du droit ordinaire de balance du commerce et de timbre du congé, pour les sels destinés pour l'étranger.

55. Il en sera de même pour les sels destinés à la pêche maritime, ou pour les salaisons destinées aux approvisionnemens de la marine et des colonies.

56. Les sels transportés par mer, et destinés pour la consommation intérieure, pourront être expédiés sous acquit-à-caution, et jouir de l'entrepôt dans les ports et dans les villes de l'intérieur qui seront désignés par le gouvernement.

57. Les procès-verbaux de fraudes et contraventions seront assujétis aux formalités prescrites par les lois aux employés de la régie des douanes et de celle des droits réunis : les condamnations seront poursuivies par voie de police correctionnelle, conformément aux dispositions des mêmes lois, et punies de la confiscation des objets saisis et de l'amende de cent francs (2).

58. Il sera pourvu par des réglemens d'administration publique, sous les peines portées par l'article 51, à toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi. — Ces réglemens seront présentés, dans trois ans, au corps législatif, pour être convertis en loi.

59. Le produit de la contribution établie par la présente loi est exclusivement affecté à l'entretien des routes et aux travaux des ponts-et-chaussées.

60. La taxe d'entretien des routes est supprimée à partir du 21 septembre prochain.

TITRE VIII. — *Contributions directes des cent derniers jours de 1806.*

61. Les contributions directes des cent derniers jours de 1806 seront perçues à raison d'un quart et du dixième du quart du montant du principal fixé pour chacune d'elles par la loi du 2 ventose an 13.

62. Les contributions indirectes perçues en l'an 14 le seront également pour les cent derniers jours de 1806.

TITRE IX. — *Dépenses des trois mois dix jours de l'an 14 et de l'année 1806.*

63. La somme de quatre cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quarante mille trois cent cinquante-neuf francs, faisant avec celle de quatre

(1) Malgré ces délais, les droits sur le sel sont dus au moment même de l'inventaire, et doivent être payés nonobstant tout événement ultérieur. Cass., 15 juillet 1818, Sir., XIX, 1, 4.

(2) Un procès-verbal n'est pas nul, à défaut de citation au délinquant pour comparaître devant le juge de paix, à l'effet d'y être présent à son affirmation. Cass., 26 janvier 1810, Sir., XVI, 1, 231; Bull. crim., XV, 32.

cents millions portée en l'article 42 de la loi du 2 ventose an 13, la somme totale de huit cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quarante mille trois cent cinquante-neuf francs, est mise à la disposition du gouvernement.

64. Cette somme sera prise sur le produit des impositions décrétées par les lois, et sur les autres ressources de l'an 14 et de 1806.

65. Elle sera employée au paiement, d'abord de la dette publique, et ensuite aux dépenses générales du service, comme il suit :

Dette publique perpétuelle (trois semestres) ..	75,938,364 fr.	}	99,998,211 fr.
Dette viagère (deux semestres en janvier et juillet 1806).....	18,236,347		
Huit départemens au-delà des Alpes.			
Dette perpétuelle du ci-devant Piémont (trois semestres).....	3,600,000		
Dette viagère <i>idem</i> (deux semestres).....	485,000		
Dette perpétuelle de la ci-devant Ligurie (trois semestres).....	1,738,500	}	34,425,000
Liste civile, y compris deux millions aux princes, à raison de vingt-sept millions par an, pour quinze mois et dix jours.			

Dépenses générales du service.

Grand-juge ministre de la justice.....	25,640,953
Relations extérieures.....	10,000,000
Intérieur.....	34,348,889
Finances.....	39,679,604
Trésor public.....	10,190,000
Ministère de la guerre.....	229,064,000
Administration de la guerre.....	161,499,257
Marine.....	166,400,000
Cultes, y compris vingt quatre millions pour les pensions..	36,600,000
Police générale.....	894,445
Frais de négociations.....	15,500,000
Fonds de réserve.....	30,000,000

TOTAL GÉNÉRAL..... 894,240,359

TITRE X. — Fixation des contributions de 1807.

66. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, celle sur les portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues, pour l'année 1807, sur le même pied qu'en 1806, à la déduction d'un million sur le principal de la contribution foncière des départemens qui composaient le ci-devant Piémont, en considération de la vente exclusive du sel et du tabac établie dans ces départemens.—La répartition de cette diminution sera faite par le gouvernement.

67. La distribution des centimes destinés aux dépenses fixes et variables est faite entre ces deux natures de dépenses, conformément aux tableaux nos 1 et 2. — Le conseil général de département répartira le montant des dépenses variables, sans pouvoir excéder le *maximum* porté au tableau n° 2. — Le centime et demi qui avait été imposé additionnellement au principal de la contribution foncière en 1806, pour les frais de cadastre, ne sera point imposé en 1807. Les dépenses de cette opération seront acquittées désormais sur les fonds généraux du trésor public.

68. Les conseils généraux de département pourront, en outre, proposer d'imposer jusqu'à concurrence de quatre centimes au plus, soit pour réparations, entretien de bâtimens, et supplement de frais de culte, soit pour construction de canaux, chemins ou établissemens publics. Le gouvernement autorisera, s'il y a lieu, ladite imposition.

69. A compter de 1807, il ne sera plus fait de taxes somptuaires.

70. Les contributions indirectes perçues en l'an 1806, sont prorogées pour l'an 1807.

TITRE XI. — Crédit provisoire pour l'année 1807.

71. La somme de cinq cents millions est mise à la disposition du gouvernement, à compte des dépenses du service pendant l'année 1807.

72. Cette somme sera prise sur le produit des contributions décrétées, et sur les autres ressources de l'année 1807.

TITRE XII. — Remplacement des taxes somptuaire et mobilière dans les villes ayant un octroi (1).

73. Le remplacement du montant des taxes somptuaire et mobilière des villes ayant un octroi pourra être opéré, à compter de l'an 1807, par une perception sur les consommations.

74. Le mode de perception adopté pour le remplacement sera provisoirement exécuté, et présenté en forme de projet de loi au corps législatif, dans le courant de sa prochaine session.

TITRE XIII. — Prélèvement sur les octrois des villes pour le pain de soupe des troupes.

75. La retenue qui se fait sur les octrois des villes, pour le pain de soupe des troupes, s'opérera désormais sur les octrois de toutes les villes qui ont plus de vingt mille francs de revenu, ou au moins quatre mille âmes de population, et sera portée à dix pour cent du produit net desdits octrois, à compter du 1^{er} janvier 1806.

(*Suivent deux tableaux fixant le MAXIMUM des centimes destinés, dans chaque département, aux dépenses fixes, et de ceux destinés aux dépenses variables.*)

24 avril 1806. = *Code de procédure*, voyez 14 du même mois.

27 avril 1806. = *Code de procédure*, voyez 17 du même mois.

N^o 635. = 28 avril—8 mai 1806. = *LOI contenant le deuxième livre de la seconde partie du Code de procédure civile.* (IV, Bull. **xcvii**, n^o 1651.)

N^o 636. = 29 avril—9 mai 1806. = *LOI qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle* (2). (IV, Bull. **xc**, n^o 1524.)

Art. 1^{er}. Lorsque, sur l'appel d'un jugement définitif en matière correctionnelle, la cour de justice criminelle en prononcera la nullité pour violation ou omission de formes prescrites par la loi, ladite cour statuera sur le

(1) Voyez le décret du 17 mai 1809, contenant réglemant pour les octrois; et surtout l'ordonnance du 9—27 décembre 1814, et les notes qui resument la législation.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 16—29 septembre 1791, le résumé complet de la législation sur la procédure criminelle.

fond : il est, quant à ce, dérogé à l'article 202 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4. La disposition de cet article relative à l'annulation de jugemens pour cause d'incompétence, continuera de recevoir son exécution (1).

2. Le prévenu en police correctionnelle ne sera pas recevable à présenter, comme moyen de cassation, les nullités commises en première instance, et qu'il n'aurait pas opposées devant la cour d'appel, en exceptant seulement la nullité pour cause d'incompétence (2).

3. Le droit d'option accordé aux accusés par l'article 303 et suivans jusqu'à l'article 314 du code des délits et des peines, ne pourra être exercé à l'avenir, par les accusés, que dans le seul cas où la commune dans laquelle siège la cour criminelle, sera celle de la résidence habituelle de l'accusé, et où la population de cette commune sera au dessous de dix mille ames.

N° 637.=29 avril—9 mai 1806.=LOI contenant le troisième livre de la seconde partie du Code de procédure civile. (IV, Bull. **xcvii**, n° 1651 bis.)

N° 638.=30 avril—10 mai 1806.=LOI sur les douanes (3). (IV, Bull. **lxxxix**, n° 1515.)

TITRE 1^{er}. — Des importations.

Art. 1^{er}. Les droits d'entrée continueront à être perçus sur les denrées et marchandises désignées en l'article suivant, conformément au tarif y porté. (*Décrets du 17 pluviôse an 13, des 15, 22, 25, 28 février, 4 mars 1806.*)

2. (*Cet article contient un tarif qui a été remplacé par les lois de douanes postérieures, et n'a plus d'intérêt.*)

3. Les tabacs en feuilles seront admis par le bureau de Moock, direction de Clèves, à la charge de payer les droits de douanes, sur-le champ et sans entrepôt, en obligations cautionnées, suivant l'article 21 de la loi du 5 ventôse an 12, et sous la condition, en outre, d'être expédiés directement pour la manufacture à laquelle ils seront destinés, à l'effet d'y acquitter la taxe de fabrication, conformément aux articles 23 et 24 de la même loi. (*Décret du 10 prairial an 13.*)

4. Les cotons filés ne pourront entrer que par les bureaux d'Anvers, Cologne, Mayence, Strasbourg, Bourg-Libre et Versoix.

(1) Voyez Cod. inst. crim. de 1808, art. 213, 214 et 215.

(2) Cette disposition, n'étant en contradiction avec aucune de celles du Code d'instruction criminelle, subsiste dans toute sa force. Cass., 13 août 1812, *SIR.*, XVII, 1, 341.

Lorsqu'un tribunal correctionnel s'est déclaré incompétent par le motif que la qualité du prévenu le rend justiciable de l'autorité administrative, ou du moins nécessite une autorisation préalable, la cour royale doit, en cas d'annulation du jugement, retenir et juger le fond : il n'y a lieu d'ordonner le renvoi, que lorsqu'un jugement correctionnel est annulé pour cause d'incompétence, à raison du domicile du prévenu, ou à raison du lieu ou de la nature du délit. Cass., 21 septembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 3; Bull. crim., XXVI, 424.

Voyez, au surplus, le Cod. inst. crim. de 1808, art. 413 et 414.

(3) Voyez la loi fondamentale du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes qui indiquent la législation jusqu'au 8 floréal an 11; la loi du 8 — 18 floréal an 11 (28 avril — 8 mai 1803), et les notes; celle du 22 ventôse — 2 germinal an 12 (13 — 23 mars 1804), et les notes; et celle du 1^{er} — 11 pluviôse an 13 (21 — 31 janvier 1805), et les notes.

Voyez aussi la loi du 7 — 17 septembre 1807, sur les exportations, les importations, le transit, etc., etc.; le décret du 26 novembre 1808, portant qu'il ne pourra être fait, sans un décret, aucun changement au tarif des douanes, et défenses aux ministres de faire, de leur propre mouvement, aucun règlement de prohibition ou de législation sur les douanes; celui du 20 septembre 1809, qui fixe le sens de l'art. 6 du tit. X, et de l'art. 36 du tit. XI^{vi} du décret du 6 — 22 août 1791, et de l'art. 12 de la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796); la loi du 12 janvier

TITRE II. — *Des exportations.*

5. Les droits de sortie continueront à être perçus sur les objets désignés en l'article suivant, conformément au tarif y porté. (*Décret du 17 pluviôse an 13.*)

6. (*Cet article comprend seulement un tarif qui n'a aucune utilité.*)

7. Les soies provenant des départemens du Pô, de la Sésia, de la Stura, de la Doire, de Marengo, et des arrondissemens qui en ont été détachés, ne pourront être exportées que par les bureaux des douanes de Lyon, Nice, Gènes, Saint-Remi, Verceil et l'entrepôt d'Alexandrie, en payant par kilogramme, savoir : (*suit un tarif inutile à rapporter*).

8. Les soies comprises aux n^{os} 1 et 2, qui seront destinées à l'exportation, seront conduites et vérifiées à la douane de Turin ; celles qui devront sortir par Nice, Gènes, Saint-Remi et Verceil, acquitteront les droits à Turin ; celles qui devront passer par Lyon, seront expédiées sous plombs et acquits-à-caution pour la douane de cette ville, où, après avoir acquitté les droits, elles recevront leur destination ultérieure, et ne pourront sortir de France que par les bureaux de Cologne, Mayence, Strasbourg et Versoix.

9. Les soies ouvrées en poil, trame, organsin et à coudre écruës, les soies rondelettes ou trames de doupion écruës, ne pourront circuler dans le myriamètre des frontières, que sous la formalité de l'acquit-à-caution.

10. La prohibition à la sortie des cocons est maintenue.

11. Les cocons ne pourront être enlevés des maisons des propriétaires situées dans le myriamètre des frontières, qu'après que la déclaration en aura été faite au bureau du lieu ou au plus prochain, et qu'il aura été délivré un passavant à la seule destination d'une filature autorisée ou située dans l'intérieur, qui sera désignée par ce passavant.

12. Les propriétaires des filatures et moulins autorisés dans le myriamètre, seront tenus de faire, quinze jours avant la récolte des cocons, au bureau des douanes le plus prochain, leur déclaration du nombre des bassins qu'ils se proposent de mettre en activité, et de la quantité de cocons qui leur sera nécessaire, dans la proportion de trois myriagrammes par bassin.

1810, relative aux importations et exportations ; le décret du 31 juillet suivant, qui modifie le tarif des douanes ; celui du 5 août même année, sur le même objet ; celui du 18 octobre suivant, portant création de tribunaux spéciaux chargés de réprimer la contrebande, et contenant des dispositions sur la saisie des marchandises prohibées ; ceux des 19 et 24 janvier 1811, portant installation de ces tribunaux ; celui du 8 mars suivant, contenant de nouvelles mesures de police pour prévenir ou réprimer l'importation des marchandises prohibées ; et celui du 18 septembre même année, relatif à la vente, en cas de saisie pour contravention à la loi de douanes, des chevaux, mulets et autres moyens de transport des marchandises, et des objets de consommation susceptibles de se détériorer.

Voyez encore le décret du 23—24 avril 1814, qui fixe provisoirement les droits d'entrée de certaines marchandises ; celui du 26—28 du même mois, qui supprime les cours prévôtales des douanes, et porte des dispositions sur la compétence en matière de douanes ; l'arrêt du conseil d'état du 13 juin suivant, qui ordonne la restitution des marchandises et espèces déposées dans les bureaux de douanes, pour garantie des exportations en vertu de licences, et annule les soumissions faites à ce sujet ; l'ordonnance du 27 juin—12 juillet même année, relative à la fixation de la ligne des douanes ; celle du 8—10 juillet 1814, portant permission d'exporter les matières d'or et d'argent ; celle du 16 du même mois, portant permission d'exporter les pierres à feu ; celle du 12—17 août suivant, relative aux fers étrangers ; celle du 13 octobre—18 novembre même année, qui fixe les conditions auxquelles les étrangers propriétaires de terres à un demi-myriamètre des frontières, peuvent exporter en franchise de droit les denrées provenant de ces terres ; celle du 18—25 novembre 1814, qui permet l'importation des chevaux anglais ; celle du 25—27 du même mois, qui permet l'importation des moutons et des laines mérinos ; et la loi du 2—8 décembre suivant, qui permet définitivement l'exportation des grains et légumineux.

Voyez enfin la loi du 17—19 décembre 1814, et les notes.

13. Lesdits fabricans seront pareillement tenus d'inscrire sur un registre les quantités de cocons qu'ils recevront, ainsi que les produits de la filature, et de représenter, à toute réquisition des préposés des douanes, ce registre, les cocons existant en nature, et la soie à raison de trois quarts de livre décimale par myriagramme de cocons, ou de justifier, par des déclarations faites dans les bureaux, de l'expédition de la soie pour l'intérieur.

14. Tous les cocons que les fabricans autorisés dans le myriamètre n'auront pas enregistrés, ceux excédant les quantités qu'ils auraient pu recevoir, suivant la proportion ci-dessus déterminée, la valeur de ceux qu'ils auront reçus et qu'ils ne représenteraient pas en nature ou en produits de la filature, enfin les cocons ou leurs produits transportés sans expédition, seront confisqués, avec l'amende de cinq cents francs.

15. Le droit de sortie des vins provenant des départemens du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sésia, de la Stura et du Tanaro, est réduit par muid de deux cent quatre-vingt-huit pintes à un franc cinquante centimes.

16. Le droit de sortie des vendanges et du moût dans les mêmes départemens, est fixé aux deux tiers de celui réglé pour les vins par l'article précédent.

17. Les habitans de la commune d'Ilemnon (territoire batave) qui possèdent des terres situées dans l'étendue de la commune de Mook (territoire français), pourront, à l'avenir, faire enlever et transporter à leurs domiciles, en se conformant aux dispositions suivantes, les grains et gerbes qu'ils auront récoltés sur lesdites terres.

18. Ils seront tenus, avant l'enlèvement, de déclarer au bureau des douanes le plus voisin, la quantité des gerbes par eux récoltées, et d'y souscrire une soumission valablement cautionnée de réimporter par le même bureau, dans le délai de six mois, une quantité de grains calculée sur le nombre des gerbes sorties.

19. Les voitures chargées du produit de ces récoltes ne pourront passer sur le territoire batave, qu'après avoir été conduites devant le bureau des douanes, dont les préposés s'assureront de l'exactitude des déclarations.

20. Il est permis d'exporter à l'étranger, par le port d'Urdengen, département de la Roër, les eaux-de-vie de grains fabriquées en France, pour jouir de la faveur accordée par les lois et réglemens.

21. Les communes de Sarre, d'Urugues et de Briaton, continueront à jouir de la faculté qui leur avait été accordée par arrêtés des 18 floréal an 4, et 15 frimaire an 6, d'exporter les charbons provenant des bois des coupes réglées de leurs territoires et des arbres situés sur les montagnes des Pyrénées, savoir : les communes de Sarre et d'Urugues, jusqu'à concurrence de quatre cents quintaux par an, et celle de Briaton, de deux cents quintaux, en acquittant, pour le droit de sortie, deux francs par char, et un franc cinquante centimes par charrette.

22. L'exportation du riz ne sera permise par les frontières de la vingt-septième division militaire, qu'en payant un droit d'un franc cinquante centimes par cinq myriagrammes.

23. Le produit de ce droit sera versé de la caisse des douanes dans la caisse d'amortissement, pour être employé à des travaux publics, ainsi qu'il sera ultérieurement déterminé.

24. Les fusils dits de traite ne pourront être exportés, jusqu'à la paix générale, qu'après une permission du ministre de la guerre. (*Décret du 8 vendémiaire an 14.*)

25. Il est accordé, pour l'exportation à l'étranger des toiles, bonneteries et autres ouvrages en coton, une prime de cinquante francs par quintal dé-

cimal, en justifiant qu'ils proviennent de fabriques françaises, et que le coton qui a servi à leur fabrication a payé le droit d'entrée de soixante francs par quintal.

TITRE III. — *Des prohibitions.*

26. L'importation des mousselines, des toiles de coton blanches et peintes, des toiles de fil et coton, des couvertures de coton, et des cotons filés pour mèches, est prohibée (1). (*Décret du 22 février 1806.*)

27. L'exportation des brebis ou moutons mérinos ou métis est prohibée. (*Décret du 21 frimaire an 14.*)

28. Les laines non filées, venues de l'étranger, ne pourront être réexportées qu'autant qu'elles auront été mises dans l'entrepôt réel du port d'arrivée, et qu'elles en seront expédiées directement pour l'étranger.

TITRE IV. — *Des entrepôts.*

SECTION 1^{re}. — Entrepôt de Lyon.

29. Il y aura à Lyon un dépôt pour les marchandises étrangères non prohibées et denrées coloniales mises à leur débarquement dans l'entrepôt réel de Marseille.

30. Toutes les marchandises fabriquées sont formellement exclues de la faculté du dépôt.

31. Les droits d'entrée seront acquis au trésor public au moment où les marchandises seront tirées de l'entrepôt de Marseille pour le dépôt de Lyon ; mais la perception en sera suspendue jusqu'à celui de leur sortie dudit dépôt pour la consommation.

32. Les marchandises tirées de l'entrepôt de Marseille pour le dépôt de Lyon seront mises sous plombs et expédiées sous acquits-à-caution, qui indiqueront en détail les quantités et espèces, ainsi que les poids et mesures de chaque balle, caisse, tonneau, etc., et porteront l'obligation de faire arriver lesdites marchandises à Lyon, dans le délai d'un mois si elles sont transportées par terre, et dans celui de deux mois si elles sont embarquées sur le Rhône : à défaut de représentation dans le terme prescrit, les soumissionnaires seront tenus de payer le quadruple des droits (2).

33. Les bateaux ou voitures qui transporteront lesdites marchandises devront arriver directement au dépôt de Lyon, où elles ne pourront être déchargées qu'en présence des préposés des douanes.

34. Lesdits préposés, après avoir reconnu l'état des plombs et cordes, procéderont à la vérification de toutes les marchandises : s'il y a excédant ou déficit aux quantités indiquées sur les acquits-à-caution, ou substitution d'une marchandise à une autre, les soumissionnaires encourront les peines portées par les lois.

35. Immédiatement après la vérification des marchandises, elles seront mises en dépôt et portées sur les registres de la douane. Les propriétaires ou consignataires feront entre les mains du receveur une soumission cautionnée d'acquitter les droits sur les quantités expédiées de Marseille, sans qu'ils puissent prétendre à aucune réduction pour cause d'avarie, déchet, ou tout autre motif quelconque, tant dans le transport des marchandises

(1) Ces marchandises trouvées chez un négociant, dépourvues de toute marque de nationalité, sont dans le cas d'être saisies et confisquées, quand bien même elles seraient en-deçà du rayon des douanes. Cass., 20 décembre 1810, Sir., XX, 1, 488 ; Bull. crim., XV, 338.

(2) Voyez l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 11—20 juin 1816.

que pendant leur séjour au dépôt. Les acquits-à-caution délivrés à Marseille ne seront revêtus du certificat d'arrivée que lorsque ces formalités auront été remplies.

36. Après le délai d'une année à compter du jour de l'entrée des marchandises dans l'entrepôt de Marseille, elles devront acquitter ces droits et sortir du dépôt. Celles qui en seront tirées avant l'expiration du délai paieront immédiatement les droits.

37. Les sucres têtes et terrés, les cafés, cacaos des colonies françaises, et les poivres qui jouissent du transit en exécution de la loi du 8 floréal an 11, auront la même faculté en sortant du dépôt de Lyon : le transit ne pourra s'effectuer que par les bureaux de Versoix, Verrières-de-Joux, Bourg-Libre et Strasbourg.

38. Lorsque les propriétaires ou consignataires des denrées coloniales françaises désignées par l'article précédent, et des poivres déposés à Lyon, voudront jouir de la faculté du transit, ils seront tenus d'en prévenir, quinze jours avant l'expédition, le receveur de la douane, et de lui indiquer le bureau par lequel les marchandises sortiront.

39. Les certificats de décharge, dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

40. Le bâtiment dit l'*Arsenal* sera spécialement et uniquement destiné au dépôt. Il continuera à rester isolé de tous autres édifices. Les portes de magasin seront fermées à deux clefs, dont l'une restera entre les mains du receveur de la douane, et l'autre en celles du commerce. Le receveur aura son logement, et ses bureaux seront placés dans les bâtimens du dépôt.

41. La ville de Lyon ne jouira du dépôt qui lui est accordé, que lorsque les magasins destinés à recevoir les marchandises présenteront toutes les sûretés convenables, que les murs de l'enceinte dans laquelle ils seront placés auront été élevés de quatorze pieds, que le local nécessaire pour le logement du receveur, et les bureaux de la douane aura été préparé ; enfin, qu'il aura été construit à la porte de ladite enceinte qui donne sur le quai un corps-de-garde pour les préposés des douanes qui seront chargés de surveiller le dépôt.

SECTIONS II ET III.

(Ces deux sections contiennent seulement des dispositions sur les entrepôts de Gènes et d'Alexandrie : elles sont donc sans intérêt depuis que ces deux villes n'appartiennent plus à la France.)

TITRE V. — Du transit.

Navigation du Pô.

(Ce titre est, comme les deux sections précédentes, sans aucune utilité.)

TITRE VI. — De la ligne des douanes.

74. Il sera établi sur les Alpes, depuis Nice jusqu'en Suisse, une ligne de brigades, chargée d'empêcher la contrebande et de recueillir les renseignemens sur la direction que prendra le commerce réciproque entre la France et l'Italie.

75. L'autorisation nécessaire, d'après l'article 41, titre XIII de la loi du 6—22 août 1791, et l'article 37 du même titre de la même loi, et d'après la loi du 21 ventose an 11, pour établir des manufactures et construire des moulins, soit à vent, soit à eau, ou d'autres usines, ne sera accordée dans l'étendue du territoire formant la ligne des douanes près la frontière de terre,

que sur le rapport des préfets et l'avis des directeurs des douanes constatant que la position de ces établissemens ne peut favoriser la fraude.

76. Les moulins situés à l'extrême frontière pourront être frappés d'interdiction par mesure administrative et par décision des préfets, lorsqu'il sera justifié qu'ils servent à la contrebande des grains et farines; le tout sauf le pourvoi par-devant sa majesté en son conseil d'état.

77. Ces faits devront être légalement constatés par procès-verbaux de saisie ou autres, dressés par les autorités locales ou par les préposés des douanes.

(Sut un tarif général, qui est aujourd'hui sans intérêt, à cause des modifications successives qu'il a subies (1).)

N° 639.=30 avril 1806.= **Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, concessions à rente et impositions extraordinaires** (2). (IV, Bull. xcv, n° 1645.)

1^{er} mai 1806.= *Etablissement de haras, Code de procédure*, voyez 21 avril précédent.

2 mai 1806.= *Banque de France, Code de procédure*, voyez 22 avril précédent.

N° 640.=3 mai 1806.= **AVIS du conseil d'état portant que le décret du 28 pluviôse an 3, chapitre III, article 8, et la loi du 2 messidor an 6, article 10, réglant la forme de l'expropriation des biens des comptables, ont été abrogés par le silence de la loi du 11 brumaire an 7, du Code civil et du Code de procédure.** (MERLIN, Nouveau Répertoire de jurisprudence, v° Comptables, § 6.)

Le conseil d'état, sur le renvoi qui lui a été fait par sa majesté d'un rapport du ministre du trésor public relatif à la question de savoir si les biens des comptables en faillite peuvent être vendus administrativement, est d'avis que la loi du 28 pluviôse an 3, et celle du 28 messidor an 6 ont été abrogées par la loi du 11 brumaire an 7, et que le Code civil ne contient point d'exception pour la vente des biens des comptables en faillite; qu'ils ne peuvent par conséquent être vendus que dans les formes prescrites par le Code civil (3).

4 mai 1806.= *Budget de l'état pour l'an 14*, voyez 24 avril précédent.

N° 641.=5 mai 1806.= **DÉCRET contenant règlement sur les boissons, etc.** (4). (IV, Bull. LXXXVIII, n° 1514.)

Vente en gros.

Art. 1^{er}. Il ne sera délivré de passavant ou congé que sur des déclarations

(1) Voyez notamment les lois des 17—19 décembre 1814, 28 avril—4 mai 1816, 27—29 mars 1817, 21—23 avril 1818; l'ordonnance du 11—15 août 1819, la loi du 7—9 juin 1820, celle du 27—27 juillet 1822, celle du 17—23 mai 1826, etc., etc.

(2) Voyez les lois des 3, 13 et 17 floréal an 11 (23 avril, 3 et 7 mai 1803), et plusieurs autres sur la même matière, dont la présente reproduit textuellement les dispositions générales.

(3) Cet avis du conseil d'état ne doit pas avoir d'effet rétroactif; en telle sorte que les ventes des biens des comptables faites en la forme prescrite par la loi du 28 pluviôse an 3, doivent être maintenues au profit des adjudicataires, quoique les ventes aient eu lieu depuis le Code civil. Arr. du cons., 25 février 1808. SIK., Jur. du cons., I, 147.

(4) Voyez, sur les boissons, la loi de finances du 5—15 ventôse an 12 (25 février—6 mars 1804), chap. II, et les notes qui l'accompagnent.

contenant les quantités et qualités des boissons, les lieux de l'enlèvement et de la destination, les noms, surnoms, demeures et professions des expéditeurs, voituriers, acheteurs et destinataires, et en cas de vente, le prix de la vente.

2. Les préposés des droits réunis, des douanes, des octrois des communes ou de navigation, pourront exiger la représentation des congés et passavans; et, en cas de fraude ou de contravention, ils saisiront et rapporteront procès-verbal.

3. Les boissons données, échangées ou laissées en paiement, sont sujettes au droit de vente en gros.

4. Il n'y a pas lieu au droit de la vente en gros, lorsqu'un colon partiaire, fermier ou preneur à bail emphytéotique, à rente, donne au propriétaire une quantité de boissons stipulées par des baux authentiques.

5. Les marchands en gros et autres, dénommés en l'article 31 de la loi du 24 avril, seront tenus, dans les trois jours après la publication du présent décret, de déclarer au plus prochain bureau de la régie les quantités et qualités de boissons qu'ils possèdent, tant dans le lieu de leur domicile qu'ailleurs (1).

6. Les marchands en gros ne pourront, à l'avenir, recevoir aucunes boissons sans qu'elles aient acquitté le droit de la vente en gros; ils seront obligés de tenir, à leurs frais, un registre d'entrée et de sortie des boissons, et de représenter aux commis les congés relatifs auxdites boissons, jusqu'à ce qu'elles aient été prises en charge (2).

7. L'article 27 de la loi du 24 avril est applicable au propriétaire qui transporte les boissons de son cru, d'une de ses maisons dans une autre de ses maisons, ou qui les adresse à un commissionnaire ayant patente, ou à un bouilleur, pour les faire convertir en eau-de-vie, pour propre compte du propriétaire. — Hors ce cas, il y a ouverture au droit de vente.

8. Les marchands en gros pourront de même faire transporter des boissons chez des commissionnaires ayant patente, sans être tenus au droit de vente.

9. Le propriétaire ou marchand qui fera déclaration d'un envoi de boissons pour son compte à un commissionnaire ou à l'étranger, sera tenu de prendre acquit-à-caution et de le rapporter dûment déchargé, dans le délai qui lui aura été fixé.

10. Lorsqu'un propriétaire fera transporter des boissons de ses récoltes ailleurs que dans la maison qu'il habite, dans des caves ou magasins dont il n'aura la jouissance qu'à titre de locataire, lesdits magasins ou caves seront ouverts aux visites et exercices des commis. Il en sera de même lorsque, étant propriétaire desdites caves, elles seront situées hors de l'arrondissement d'où les boissons auront été enlevées pour y être conduites.

11. Les commis, lors de leurs exercices, marqueront et jageront les futailles. — Ils prendront en compte sur leurs registres, les quantités de boissons, à fur et mesure de leur arrivée. Lesdites boissons ne pourront être enlevées que les futailles n'aient été démarquées par les commis, qui, lors de la démarque, en déchargeront le compte ouvert sur leurs registres et sur ceux

(1) Cette déclaration doit comprendre même les boissons provenant de la récolte du déclarant. Cass., 21 juillet 1808, *SIR.*, VIII, 1, 538; *Bull. crim.*, XIII, 328.

(2) Il n'y a que la représentation du congé qui établisse le paiement des droits de vente: un acquit-à-caution, délivré pour boissons adressées à un commissionnaire, loin de prouver ce paiement, fait présumer le contraire. Cass., 19 janvier 1809, *SIR.*, X, 1, 311; *Bull. crim.*, XIV, 25.

des marchands en gros ou autres, avec indication des prix de vente, lorsqu'il y aura lieu.

12. Toute vente de vins, cidres, poirés, eaux-de-vie et esprits, faite par les dénommés en l'article 31 de la loi du 24 avril, en quantité au dessous de vingt-cinq litres, sera assujétie au droit de la vente en détail.

13. Il est défendu aux courtiers, facteurs, dépositaires et commissionnaires de faire le commerce en gros des boissons; et tous ceux ayant pris l'une de ces qualités seront tenus de justifier, par la représentation des passavans, qu'ils ont reçu, par commission des propriétaires, les boissons qu'ils auront en leur possession. A défaut de cette justification pour tout ou partie desdites boissons, toutes celles qui se trouveront dans leurs magasins seront assujéties au droit du vingtième, et à l'amende de cent francs (1).

* Droits à la vente en détail.

14. Dans les trois jours qui suivront la promulgation du présent décret, tous les cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs, buvetiers, débitans d'eau-de-vie et autres, qui voudront continuer ou commencer une vente en détail de vins, bières, cidres ou poirés, eaux-de-vie, esprits, liqueurs composées d'eau-de-vie ou d'esprit, seront tenus d'en faire leur déclaration au plus prochain bureau de la régie, et de désigner les espèces et quantités de boissons qu'ils auront en leur possession, dans les caves ou celliers de leurs domiciles ou autres, ainsi que le lieu de la vente, comme aussi d'indiquer par une enseigne ou bouchon leur qualité de débitant. Ceux qui voudront entreprendre la vente des boissons en détail après la promulgation du présent décret, devront déclarer de plus le jour où ils la commenceront (2).

15. Les cantiniers des troupes de sa majesté seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article précédent, à l'exception de ceux établis dans les camps, forts et citadelles, pourvu qu'ils ne reçoivent que des militaires.

16. Les débitans auront un registre sur lequel seront inscrits les doubles des actes des commis.

17. Les boissons déclarées seront comptées et prises en charge au registre portatif des commis et débitans: les futailles seront jaugeées et marquées à cet effet par les commis. Il en sera de même de toutes les boissons qui arriveront chez les vendans en détail, pendant le cours du débit, et qui ne pourront être introduites dans leurs domiciles, leurs caves ou celliers, qu'en vertu des congés et passavans, qui seront représentés lors des visites et exercices, et seront relatés dans les actes de charge.

18. Le débit sera établi par les manquans, constatés, comme les charges, par des actes réguliers qui devront être signés de deux commis, et inscrits aux registres et portatifs desdits commis, lesquels auront foi en justice jusqu'à inscription de faux.

(1) Le marchand de vin en gros dans la cour duquel se trouvent déposées des pièces de vin, sans congé de mouvement délivré en son nom, ne peut être excusé sur le fondement qu'elles sont destinées à des cabaretiers pour le compte desquels il les a fait venir, encore bien qu'il représente les congés qui lui ont été délivrés au nom de ces cabaretiers. Cass., 5 mars 1807, Sir., VII, 2, 809; Bull. crim., XII, 92.

(2) Le débitant de boissons, qui n'a pas indiqué sa qualité par une enseigne ou bouchon, ne peut être excusé sur le motif que les employés connaissaient cette qualité. Cass., 26 août 1808, Sir., XX, 1, 489; Bull. crim., XIII, 392.

Il y a recel, aux termes du présent article, lorsqu'on trouve chez un cabaretier, même dans un endroit non destiné à recevoir les boissons de commerce, un pot rempli d'un vin non déclaré. Cass., 16 novembre 1810, Sir., XX, 1, 489; Bull. crim., XV, 284.

Les débitans de boissons ne peuvent transvaser du vin d'une pièce dans une autre, sans y avoir appelé les commis. Cass., 19 juillet 1811, Sir., XX, 1, 489; Bull. crim., XVI, 209.

19. Les débitans de boissons ne pourront vendre en gros qu'en futailles contenant au moins un hectolitre ; en ce cas, il en sera fait acte de décharge aux portatifs et registres. Ces boissons ne pourront être enlevées que les futailles n'aient été démarquées par les commis et que les droits de vente en gros n'aient été acquittés, sous peine de payer le droit de détail et l'amende de cent francs.

20. Les vendans en détail seront tenus de déclarer aux commis les prix de leurs ventes, chaque fois qu'ils en seront requis ; et lesdits prix seront constatés par les actes inscrits aux portatifs et registres.

21. Le décompte des droits opérés par la vente de chaque cabaretier ou autre débitant pourra être arrêté tous les mois ; et la quantité de boissons non vendue sera portée à compte nouveau.—La régie pourra, à la fin de chaque mois ou à la cessation du commerce du débitant, exiger le paiement du droit de dixième sur toutes les boissons manquantes, autres que celles vendues en gros et dont il aura été donné décharge.—Elle pourra même exiger le droit au fur et à mesure de la vente, pourvu qu'il y ait une pièce entière débitée, ou lorsque les boissons auront été mises en vente dans les foires, marchés et assemblées.

22. Il sera accordé aux débitans, pour tous déchets et consommation de famille, deux pour cent sur le produit des droits qu'ils auront à payer.

23. Pour le recouvrement des droits dus par les débitans, les receveurs de la régie pourront, sur les extraits des registres portatifs, certifiés par les commis, décerner des contraintes qui seront exécutoires conformément à l'article 39 de la loi du 24 avril.

24. Les vendans en détail qui auront déclaré cesser leur débit seront encore, pendant les trois mois suivans, soumis aux visites et exercices des commis.

25. Il est défendu aux vendans en détail de recéler des boissons dans leurs maisons ou ailleurs ; et à tous propriétaires ou principaux locataires de laisser entrer chez eux des boissons appartenant aux débitans, sans qu'il y ait bail, par acte authentique, pour les caves, celliers, magasins et autres lieux où seront placées lesdites boissons. Toutes portes de communication entre les caves ou maisons voisines sont interdites ; les commis sont en conséquence autorisés à exiger qu'elles soient scellées.

26. Les vendans en détail ne pourront avoir des boissons en vaisseau de moindre contenance qu'un hectolitre. Il leur est défendu de faire aucun remplissage sur les tonneaux, soit marqués, soit démarqués, sans y appeler les commis. Les vendant-vin ne pourront avoir des râpés de copeaux ou de paille ; ils pourront en avoir un seul de râpé raisin de deux hectolitres seulement, pourvu qu'ils aient au moins cent hectolitres de vin dans la cave de leur débit. Ils ne pourront y verser du vin hors la présence des commis.

27. Les baissières de vins, cidres ou poirés, vendues et démarquées, devront être portées hors des caves et vidées en présence des commis.

28. La vente en détail du vin, cidre ou poirés, et de l'eau-de-vie, ne pourra être faite par les bouilleurs d'eau-de-vie, pendant tout le temps que durera leur distillation.

29. Il est défendu à tous concierges, portiers et autres domestiques, de vendre pour leur compte des boissons en détail, sous peine de saisie et confiscation, et d'une amende de cent francs. La dénonciation de la contravention sera faite au maître ; et s'il conserve le fraudeur à son service, et que celui-ci soit convaincu de récidive, le maître sera responsable en son propre et privé nom.

Abonnement des vendans en détail.

30. Toutes les fois qu'un débitant fera sa soumission de payer par abonnement l'équivalent des droits de détail dont il sera estimé passible, il y sera admis par la régie. Les abonnemens seront faits par écrit. Ils ne seront définitifs qu'après l'approbation de la régie. Ils seront faits soit à l'hectolitre, soit à l'année. Leur durée ne pourra excéder un an. Ils ne pourront attribuer à l'abonné le privilège de vendre par exclusion à tout autre débitant qui voudrait s'établir dans la même commune. Le prix des abonnemens sera payé par trimestre et d'avance.

Propriétaires vendant en détail les boissons de leur cru.

31. Les propriétaires qui voudront vendre les boissons de leur cru en détail, et profiter de la modération du droit accordée par l'article 36 de la loi du 24 avril, devront, dans la déclaration préalable à laquelle ils seront tenus comme tous les autres débitants, indiquer la quantité des boissons de leur cru, qu'ils auront en leur possession, et celle dont ils entendront faire la vente en détail; et se soumettre en outre à ne vendre aucune autre boisson que celle de leur cru. Ils devront faire leur vente par eux-mêmes ou par domestiques à leurs gages, dans des maisons à eux appartenant ou qu'ils auront louées par bail authentique.

32. Ils ne pourront fournir aux buveurs que les boissons déclarées, avec les bancs et tables; ils seront d'ailleurs assujétis à toutes les formalités et obligations imposées aux autres vendans en détail. Néanmoins les visites et exercices des commis n'auront pas lieu dans l'intérieur de leurs domiciles, pourvu que le local où leurs boissons seront vendues en détail, en soit séparé.

Dispositions générales.

33. Les commis ne pourront faire que les dégustations nécessaires pour assurer la perception des droits sur les diverses espèces de boissons.

34. Toute contravention aux articles précédens sera punie conformément à l'article 37 de la loi du 24 avril, sans préjudice des poursuites extraordinaires encourues par les voies de fait et rébellion (1).

35. Les droits perçus par la régie des droits réunis ne pourront être acquittés en traites, si chaque obligation n'est pas au moins de trois cents francs.

36. La perception qui a lieu aux entrées de Paris, en vertu du décret du 4 mars dernier, cessera le jour de la promulgation de la loi du 24 avril.

Tabacs.

37. Dans les trois jours de la promulgation de ladite loi, les commis de la régie procéderont à un inventaire général des tabacs en feuille qui se trouveront chez les fabricans de tabac ou dans leurs magasins, et dont la fabrication ne sera point entièrement achevée. — Ces tabacs seront assujétis au nouveau droit de fabrication porté dans ladite loi.

Restitution des droits à l'exportation des vins et eaux-de-vie.

38. Le propriétaire qui déclarera vouloir exporter à l'étranger ou dans nos colonies, ou embarquer pour les expéditions maritimes des boissons de

(1) Le refus que font les propriétaires de vins sujets à l'inventaire de laisser goûter leurs vins, donne lieu à l'application des peines prononcées par cet article. Cass., 31 juillet 1807, *SIR.*, VIII, 1, 448.

sa récolte, ne sera pas tenu d'acquitter les droits à la vente en gros; il sera tenu seulement de prendre acquit-à-caution.

39. Tout marchand en gros qui fera déclaration d'exportation de boissons ou d'embarquement prévus par l'article précédent, ne sera pas assujéti au droit à la vente en gros: mais il sera tenu de prendre acquit-a-caution, et, en rapportant l'acquit déchargé et la quittance des droits qu'il aura payés lors de l'achat desdites boissons, il obtiendra la restitution desdits droits.

40. Tout propriétaire, distillateur ou bouilleur, qui fera déclaration d'exportation ou embarquement pour les mêmes destinations, des eaux-de-vie du produit de sa récolte ou de sa fabrication, ne sera pas assujéti à payer les droits à la vente en gros, mais il sera tenu à prendre acquit-à-caution.

41. Tout marchand en gros qui fera déclaration d'exportation ou d'embarquement pour les mêmes destinations, ne sera pas assujéti à payer les droits de la vente en gros, mais il sera tenu à prendre acquit-à-caution.— Ledit marchand, en rapportant l'acquit déchargé, ainsi que la quittance des droits qu'il aura payés lors de l'achat par lui fait desdites eaux-de-vie, obtiendra la restitution desdits droits.

42. Les acquits-à-caution mentionnés dans les articles 38, 39, 40 et 41 ci-dessus, devront être pris au bureau de la régie étant dans le lieu de l'embarquement ou de la sortie, sans que néanmoins les propriétaires, bouilleurs et marchands soient dispensés de se conformer à ce qui est prescrit par l'article 9.

43. Tout ce qui concerne les acquits-à-caution délivrés par la régie des droits réunis, sera réglé suivant les dispositions de l'article 3 de la loi du 22 avril 1791.

44. Il n'est pas dérogé par le présent décret à celui du 1^{er} vendémiaire an 14, qui accorde aux eaux-de-vie de grain exportées à l'étranger une prime de deux francs par hectolitre.

N^o 642.=5 mai 1806.=**DÉCRET** *relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples* (1). (IV, Bull. xc, n^o 1528.)

Napoléon..., vu, 1^o la loi du 18 germinal an 10, relative à l'organisation des cultes, 2^o le décret du 15 germinal an 12, par lequel le traitement des pasteurs de l'église protestante est réglé, et ceux des 11 prairial de la même année et 5 nivose an 13, concernant le traitement accordé aux desservans et vicaires des succursales;— Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les communes où le culte protestant est exercé concurremment avec le culte catholique, sont autorisées à procurer aux ministres du culte protestant un logement et un jardin.

2. Le supplément de traitement qu'il y aurait lieu d'accorder à ces ministres, les frais de construction, réparations, entretien des temples, et ceux du culte protestant, seront également à la charge de ces communes, lorsque la nécessité de venir au secours des églises sera constatée.

N^o 643.=8 mai 1806.=**DÉCRET** *qui place le conseil des prises dans les attributions du grand-juge ministre de la justice*. (IV, Bull. xc, n^o 1537.)

(1) Voyez le décret du 15 germinal an 12 (5 avril 1804), concernant le traitement des ministres protestans.

8 mai 1806. = *Code de procédure*, voyez 28 avril précédent.

N° 644. = 9 mai 1806. = **DÉCRET** qui ordonne un versement de bons par la caisse d'amortissement au trésor public. (IV, Bull. xci, n° 1543.)

N° 645. = 9—19 mai 1806. = **LOI** relative aux propriétaires de terrains situés sur la place Bonaparte à Lyon. (IV, Bull. xci, n° 1545.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires des terrains qu'occupaient les maisons démolies, et qu'il s'agit de reconstruire pour former la place Bonaparte, ci-devant Bellecourt, à Lyon, sont tenus de vendre, à dire d'experts, à la ville de Lyon, lesdits terrains, si, dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, ils n'ont point commencé à rebâtir leurs maisons, conformément au plan arrêté par le ministre de l'intérieur. Cette vente sera exempte du droit de mutation.

2. Pareille obligation sera imposée aux propriétaires qui, ayant commencé ces constructions, ne les auraient pas terminées dans le délai de trois ans, à dater de la publication de la présente loi. La ville achètera le terrain et la bâtisse qui aura été commencée.

3. La ville de Lyon, devenue ainsi propriétaire des terrains sur lesquels doivent être faites les constructions projetées, sera tenue des mêmes obligations imposées aux propriétaires desdits terrains : elle jouira de l'exemption d'imposition foncière durant vingt-cinq ans, telle qu'elle a été accordée aux propriétaires actuels par la loi du 7 ventose an 13, et à compter de l'an 1807.

4. La ville de Lyon jouira en outre de l'exemption des droits d'enregistrement dus au trésor public pour la première vente des terrains non bâtis, et pour la première vente des maisons qu'elle aura fait reconstruire, pourvu que lesdites ventes aient lieu durant le terme de dix ans, à dater du 1^{er} vendémiaire an 10 (1).

9 mai 1806. = *Procédure criminelle et correctionnelle*; *Code de procédure*, voyez 29 avril précédent.

N° 646. = 10—20 mai 1806. = **LOI** relative à l'ouverture d'un canal de navigation entre l'Escaut et le Rhin. (IV, Bull. xci, n° 1546.)

Art. 1^{er}. Il sera ouvert un canal de navigation entre l'Escaut et le Rhin, conformément aux plans et dimensions qui seront arrêtés par le gouvernement.

2. A compter de l'an 1807, et pendant dix ans, il sera levé sur les départemens ci-après dénommés, et par centimes additionnels, sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, un fonds destiné à acquitter la moitié de la dépense nécessaire pour la confection de ce canal, appelé *grand canal du Nord*.

3. Les départemens ci-après seront imposés dans les proportions suivantes :—Deux-Nèthes, quatre centimes sur les contributions foncière, personnelle et mobilière; Roër, quatre centimes; Meuse-Inférieure, quatre cen-

(1) Une ville qui a obtenu, pour l'acquisition de terrains destinés à son embellissement et pour leur revente, avec ou sans construction, l'exemption du droit de mutation, n'a pu transmettre cette exemption aux acquéreurs chargés de construire pour leur compte. Cass., 7 février 1814, Sir., XIV, 1, 264; Bull. civ., XIV, 56; et 27 août 1816, Sir., XVI, 1, 437; Bull. civ., XVIII, 196.

times; Ourthe, trois centimes; Dyle, trois centimes; Rhin-et-Moselle, deux centimes; Mont-Tonnerre, deux centimes; Escant, deux centimes; Sambre-et-Meuse, deux centimes; Haut Rhin, un centime; Bas-Rhin, un centime; Jemape, un centime.

4. Les produits de cette contribution seront versés à la caisse d'amortissement.

5. Le trésor public fournira, chaque année, une somme égale à celle de ladite contribution.

6. Il sera procédé à la reconnaissance de tous les terrains en landes, bruyères ou marais non cultivés, ni plantés en bois, qui se trouveraient à la distance d'un myriamètre de francs bords du canal et de la rigole navigable, tirée de la rivière du Jaars, pour en vérifier la propriété.

7. Ceux de ces terrains appartenant à des particuliers devront être mis par eux en culture ou plantés en bois dans les délais et aux conditions qui seront fixés par des réglemens d'administration publique; faute de quoi, leurs terrains seront acquis par le domaine, et payés à estimation sur le pied de la valeur qu'ils ont actuellement.

8. Sur les terrains appartenant aux communes, il sera fait distraction des portions qui seront jugées convenables pour le pacage commun des bestiaux de la commune; le surplus desdits terrains, appartenant aux communes, sera, par elles, mis en culture, ou planté en bois dans les mêmes délais qui seront déterminés pour les terrains des particuliers; faute de quoi, ces portions seront acquises par le domaine, comme il est dit à l'article précédent pour les terrains des particuliers.

9. Les portions desdits terrains qui appartiennent au domaine, ou qui y sont réunies par acquisition, seront semées ou plantées en bois aux frais de l'administration publique: néanmoins les terrains qui offriraient plus d'avantage à être mis en culture recevront cette destination: ils pourront être, en conséquence, aliénés ou donnés à bail emphytéotique, en vertu d'un décret pris par sa majesté en conseil d'état.

N° 647.=10 — 20 mai 1806. = *Loi relative à la formation d'un corps enseignant, sous le nom d'Université impériale* (1). (IV, Bull. **xc**i, n° 1547.)

Art. 1^{er}. Il sera formé, sous le nom d'*université impériale*, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publics dans tout l'empire.

2. Les membres du corps enseignant contracteront des obligations civiles, spéciales et temporaires.

3. L'organisation du corps enseignant sera présentée en forme de loi au corps législatif à sa session de 1810.

10 mai 1806. = *Douanes*, voyez 30 avril précédent.

N° 648.=12—22 mai 1806. = *Loi contenant des dispositions pénales relativement aux menaces d'incendie* (2). (IV, Bull. **xcii**, n° 1551.)

Art. 1^{er}. Tout individu qui sera convaincu d'avoir menacé, par écrit

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), contenant organisation de l'instruction publique, le résumé des réglemens relatifs à l'université.

(2) Voyez l'art. 34 de la sect. II du tit. II, 2^e partie du Cod. pén. du 25 septembre—6 octobre 1791; la loi du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799), art. 13; et l'art. 436 du Cod. pén. de 1810.

anonyme ou signé, d'incendier une habitation ou toute autre propriété si la personne ne dépose une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou ne remplit toute autre condition, et bien que les menaces n'aient point été réalisées, sera puni de vingt-quatre ans de fers, et flétri, sur l'épaule gauche, de la lettre S (1).

2. Le jugement du crime mentionné en l'article 1^{er} appartiendra aux cours de justice criminelle spéciales, créées par la loi du 18 pluviôse an 9, dans les départemens où ces cours sont établies; et, dans les autres départemens, à celles qui sont formées selon la loi du 23 floréal an 10 (2).

N° 649. = 13 mai 1806. = **RÈGLEMENT** pour l'exécution des actes des constitutions de l'empire, des 22 frimaire an 8, 16 thermidor an 10, et 28 floréal an 12, en ce qui concerne les collèges électoraux (3). (IV, Bull. XCII, n° 1552.)

N° 650. = 18 mai 1806. = **DÉCRET** concernant le service dans les églises et les convois funèbres (4). (IV, Bull. XCI, n° 1550.)

TITRE 1^{er}. — Règles générales pour les églises.

Art. 1^{er}. Les églises sont ouvertes gratuitement au public : en conséquence, il est expressément défendu de rien percevoir dans les églises et à leur entrée de plus que le prix des chaises, sous quelque prétexte que ce soit.

2. Les fabriques pourront louer des bancs et des chaises, suivant le tarif qui a été ou sera arrêté, et les chapelles de gré à gré.

3. Le tarif du prix des chaises sera arrêté par l'évêque et le préfet; et cette fixation sera toujours la même, quelles que soient les cérémonies qui auront lieu dans l'église.

TITRE II. — Service pour les morts dans les églises.

4. Dans toutes les églises, les curés, desservans et vicaires feront gratuitement le service exigé pour les morts indigens; l'indigence sera constatée par un certificat de la municipalité.

5. Si l'église est tendue pour recevoir un convoi funèbre, et qu'on présente ensuite le corps d'un indigent, il est défendu de détendre jusqu'à ce que le service de ce mort soit fini.

6. Les réglemens déjà dressés et ceux qui le seront à l'avenir par les évêques, sur cette matière, seront soumis par notre ministre des cultes, à notre approbation.

7. Les fabriques feront par elles-mêmes ou feront faire par entreprise

(1) La simple menace d'incendie, faite *verbalement*, sans intention de la réaliser, est passible d'une peine correctionnelle. Cass., 20 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 100; Bull. crim., XII, 106. — Le Code pénal ayant réglé tout ce qui concerne les menaces d'incendie, a, par cela seul, abrogé la loi du 12—22 mai 1806, et toutes autres statuant sur le même objet. Cass., 9 janvier 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 177; Bull. crim., XXIII, 12.

(2) Les cours criminelles spéciales étaient compétentes pour statuer en matière de menaces écrites, encore qu'elles ne portassent pas formellement sur l'incendie, si l'auteur avait fait connaître, soit en se référant à des menaces antérieures, soit par l'emploi de signes matériels, soit par des propos purement verbaux, que c'était l'incendie qu'il avait en vue. Cass., 27 mai 1808, *SIR.*, VII, 2, 1010.

(3) Ce règlement se rattache à une législation électorale qui n'existe plus depuis longtemps. Aujourd'hui, cette matière est régie par la loi générale du 19—23 avril 1831. — Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation sur les élections depuis 1789 jusqu'à ce jour.

(4) Voyez le décret du 23 prairial an 12 (12 juin 1804), sur les sépultures, et les notes.

aux enchères, toutes les fournitures nécessaires au service des morts dans l'intérieur de l'église, et toutes celles qui sont relatives à la pompe des convois, sans préjudice aux droits des entrepreneurs qui ont des marchés existans.—Elles dresseront, à cet effet, des tarifs et des tableaux gradués par classe; ils seront communiqués aux conseils municipaux et aux préfets, pour y donner leur avis, et seront soumis par notre ministre des cultes, pour chaque ville, à notre approbation. Notre ministre de l'intérieur nous transmettra pareillement à cet égard, les avis des conseils municipaux et des préfets.

8. Dans les grandes villes, toutes les fabriques se réuniront pour ne former qu'une seule entreprise.

TITRE III. — Du transport des corps.

9. Dans les communes où il n'existe pas d'entreprise et de marchés pour les sépultures, le mode du transport des corps sera réglé par les préfets et les conseils municipaux. Le transport des indigens sera fait gratuitement.

10. Dans les communes populeuses, où l'éloignement des cimetières rend le transport coûteux, et où il est fait avec des voitures, les autorités municipales, de concert avec les fabriques, feront adjuger aux enchères l'entreprise de ce transport, des travaux nécessaires à l'inhumation et de l'entretien des cimetières.

11. Le transport des morts indigens sera fait décemment et gratuitement : tout autre transport sera assujéti à une taxe fixe. Les familles qui voudront quelque pompe, traiteront avec l'entrepreneur, suivant un tarif qui sera dressé à cet effet.—Les réglemens et marchés qui fixeront cette taxe et le tarif, seront délibérés par les conseils municipaux, et soumis ensuite, avec l'avis du préfet, par notre ministre de l'intérieur, à notre approbation.

12. Il est interdit, dans ces réglemens et marchés, d'exiger aucune surtaxe pour les présentations et stations à l'église, toute personne ayant également le droit d'y être présentée.

13. Il est défendu d'établir aucun dépositaire dans l'enceinte des villes.

14. Les fournitures précitées dans l'article 11, dans les villes où les fabriques ne fournissent pas elles-mêmes, seront données ou en régie intéressée, ou en entreprise, à un seul régisseur ou entrepreneur. Le cahier des charges sera proposé par le conseil municipal, d'après l'avis de l'évêque, et arrêté définitivement par le préfet.

15. Les adjudications seront faites selon le mode établi par les lois et réglemens pour tous les travaux publics.—En cas de contestation entre les autorités civiles, les entrepreneurs et les fabriques sur les marchés existans, il y sera statué sur les rapports de nos ministres de l'intérieur et des cultes.—L'arrêté du préfet de la Seine, du 5 mars 1806, est approuvé.

N^o 651.—18 mai 1806.—**DÉCRET** qui autorise l'aliénation de maisons appartenant aux hospices et aux pauvres de Paris. (IV, Bull. XCIII, n^o 1565.)

Napoléon....., vu la loi du 24 pluviose an 12, qui autorise l'aliénation des maisons appartenant aux hospices et aux pauvres de la commune de Paris ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera procédé, dans les formes prescrites pour la vente des domaines nationaux, et d'après un cahier de charges dressé par le préfet de la Seine et approuvé par notre ministre de l'intérieur, à l'aliénation des

maisons qui appartiennent aux hospices et aux pauvres de la ville de Paris, et qui sont désignées en l'état annexé à notre présent décret.

2. L'adjudication en sera faite partiellement, par le préfet, à la chaleur des enchères et à l'extinction des feux, en l'hôtel de la préfecture : l'estimation portée aux procès-verbaux des experts servira de première mise à prix. Chaque adjudication sera précédée de deux publications par affiches apposées de quinzaine en quinzaine dans tous les lieux accoutumés.

3. Conformément aux lois sur l'administration des biens domaniaux, communaux et des hospices, l'adjudication vaudra contrat de vente : le droit d'enregistrement et les frais de transcription aux hypothèques seront, ainsi que les frais de publication et d'affiches, supportés par les acquéreurs.

4. Le produit des adjudications de chaque maison sera versé dans la caisse du mont-de-piété, pour y être employé sous la surveillance du préfet du département, conformément à la loi du 24 pluviôse an 12, et notamment au remboursement des avances faites par la caisse d'amortissement pour le remboursement des actionnaires du mont-de-piété.

(Suit l'état des maisons appartenant aux pauvres et aux hospices de Paris, qui sont dans le cas d'être aliénées, en exécution de la loi du 24 pluviôse an 12.)

19 mai 1806. = *Terrains à Lyon*, voyez 9 du même mois.

20 mai 1806. = *Canal entre l'Escaut et le Rhin*, Université impériale, voyez 10 du même mois.

22 mai 1806. = *Menaces d'incendie*, voyez 12 du même mois.

N° 652. = 23 mai 1806. = DÉCRET concernant les dépenses des communes pour les cent premiers jours de l'an 14. (IV, Bull. XCII, n° 1553.)

N° 653. = 23 mai 1806. = DÉCRET qui établit près l'administration générale des bois et forêts douze inspecteurs généraux (1). (Moniteur, n° 147.)

Art. 1^{er}. Il sera établi près l'administration générale des bois et forêts des inspecteurs généraux, dont le nombre pourra être porté jusqu'à douze. — Ils seront choisis parmi les conservateurs et les inspecteurs en activité de service, et nommés par sa majesté, sur la présentation du ministre des finances et la proposition du conseiller d'état directeur général de la division générale des bois et forêts.

2. Ils jouiront d'un traitement fixe de six mille francs, et d'une indemnité de vingt-cinq francs par jour lorsqu'ils seront en tournée. — Le maximum de cette indemnité ne pourra excéder six mille francs.

3. Ils n'auront point d'arrondissemens permanens; ils ne pourront être réemployés immédiatement dans le même arrondissement.

4. Ils seront chargés de s'assurer, près les agens de tout grade, de la régularité du service; ils se feront, à cet effet, représenter leurs registres et procès-verbaux; ils arrêteront les registres, ils visiteront les bois, et vérifieront s'ils délits qu'ils y reconnaîtront ont été constatés et poursuivis.

5. Ils se rendront sur les coupes exploitées et récoltées, et examineront si

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, le résumé de la législation concernant l'organisation de l'administration forestière.

on a ravalé les souches jusqu'à la surface du sol, d'une manière favorable à la renaissance, si les lisières sont bien conservées, si les réserves de baliveaux sont de bon choix et utilement espacées, si le nombre qui en est porté au procès-verbal de balivage et à l'affiche, subsiste, et, dans le cas contraire, si l'abattage en a été fait par les adjudicataires seuls, ou de connivence avec les agens forestiers; ils reconnaîtront aussi l'état des quarts de réserve et des futaies en massif.

6. Ils ne quitteront une forêt qu'après l'avoir parcourue, triage par triage, avoir reconnu l'âge où elle est aménagée, l'essence qui y domine, les réserves des futaies dont elle serait susceptible pour le service des grands ports, les vides qu'elle renferme et le genre d'amélioration qui lui convient. Dans le cas où une forêt se trouverait en non valeur, faute de chemins ou communications, ils indiqueront les travaux à faire, l'utilité dont ils pourraient être, tant pour elle, que pour les bois des communes riveraines.

7. Ils étendront leurs soins aux cantonnemens de pêche dont leurs tournées les rapprocheront, et s'assureront si cette branche de revenu s'exploite régulièrement et sans compromettre la population des rivières.

8. Il sera délivré à chacun des inspecteurs généraux un registre, coté et paraphé par le directeur général, dans lequel ils seront tenus d'inscrire, jour par jour, les points où ils se trouveront et les actes qu'ils auront faits.

9. Les inspecteurs généraux seront responsables de tous les abus, malversations et négligences des agens, qu'ils auront pu et dû reconnaître, et dont leur procès-verbal ne se trouvera pas chargé.

N° 654. = 30 mai 1806. = DÉCRET portant sursis à l'exécution des jugemens rendus en faveur des juifs, contre des cultivateurs non négocians de plusieurs départemens de l'empire (1). (IV, Bull. XCIV, n° 1631.)

Napoléon...., — Sur le compte qui nous a été rendu que, dans plusieurs départemens septentrionaux de notre empire, certains juifs, n'exerçant d'autre profession que celle de l'usure, ont, par l'accumulation des intérêts les plus immodérés, mis beaucoup de cultivateurs de ces pays dans un état de grande détresse;—Nous avons pensé que nous devons venir au secours de ceux de nos sujets qu'une avidité injuste aurait réduits à ces fâcheuses extrémités; — Ces circonstances nous ont fait en même temps connaître combien il était urgent de ranimer, parmi ceux qui professent la religion juive dans les pays soumis à notre obéissance, les sentimens de morale civile, qui malheureusement ont été amortis chez un trop grand nombre d'entre eux par l'état d'abaissement dans lequel ils ont long-temps languì, état qu'il n'entre point dans nos intentions de maintenir ni de renouveler; — Pour l'accomplissement de ce dessein, nous avons résolu de réunir en une assemblée les premiers d'entre les juifs, et de leur faire communiquer nos intentions par des commissaires que nous nommerons à cet effet, et qui recueilleront en même temps leur vœu sur les moyens qu'ils estiment les plus expédiens pour rappeler parmi leurs frères l'exercice des arts et des professions utiles, afin de remplacer par une industrie honnête, les ressources honteuses auxquelles beaucoup d'entre eux se livrent de père en fils depuis plusieurs siè-

(1) Voyez le décret du 17 mars 1808, portant levée de ce sursis, et contenant des dispositions réglementaires sur le commerce des juifs, et les notes.

Le présent décret n'est pas applicable aux jugemens rendus depuis sa publication. Cass., 2 août 1815, SRR., XVI, 1, 107; Bull. civ., XVII, 155.

cles, — A ces causes, — Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice et de notre ministre de l'intérieur, — Votre conseil d'état entendu, — Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est sursis pendant un an, à compter de la date du présent décret, à toutes exécutions de jugemens ou contrats, autrement que par simples actes conservatoires, contre des cultivateurs non négocians des départemens de la Sarre, de la Roër, du Mont-Tonnerre, des Haut et Bas-Rhin, de Rhin-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges, lorsque les titres contre ces cultivateurs auront été consentis par eux en faveur des juifs (1).

2. Il sera formé, au 15 juillet prochain, dans notre bonne ville de Paris, une assemblée d'individus professant la religion juive et habitant le territoire français.

3. Les membres de cette assemblée seront au nombre porté au tableau ci-joint, pris dans les départemens y dénommés, et désignés par les préfets parmi les rabbins, les propriétaires et les autres juifs les plus distingués par leur probité et leurs lumières.

4. Dans les autres départemens de notre empire non portés audit tableau, et où il existerait des individus professant la religion juive au nombre de cent et de moins de cinq cents, le préfet pourra désigner un député; pour cinq cents et au dessus, jusqu'à mille, il pourra désigner deux députés, et ainsi de suite.

5. Les députés désignés seront rendus à Paris avant le 10 juillet, et feront connaître leur arrivée et leur demeure au secrétariat de notre ministre de l'intérieur, qui leur fera savoir le lieu, le jour et l'heure où l'assemblée s'ouvrira.

(Suit le tableau, par départemens, du nombre de juifs à envoyer à l'assemblée des individus professant la religion juive, dont la tenue a été ordonnée par sa majesté.)

N^o 655. = 30 mai 1806. = DÉCRET qui admet les capitaux de la dette constituée du ci-devant Piémont en paiement des biens-fonds à vendre par la caisse d'amortissement dans les départemens au-delà des Alpes. (IV, Bull. XCIV, n^o 1632.)

Art. 1^{er}. Les biens-fonds que la caisse d'amortissement a acquis du sénat et de la légion-d'honneur dans les départemens au-delà des Alpes, seront vendus payables en capitaux de la dette constituée du ci-devant Piémont, calculés par vingt fois la rente pour les rentes perpétuelles.

2. Les rentes qui avaient été constituées dans le ci-devant Piémont sur des établissemens, corps ou corporations supprimés, les actions de Lucedio et les sommes dues par l'ancien gouvernement ou par lesdits établissemens, corps ou corporations, avec époque des remboursemens, qui produisaient intérêt de leur nature ou par stipulation expresse dans le contrat, pourront être admises, comme celles mentionnées en l'article 1^{er}, en paiement desdits domaines.

3. Pour l'exécution de l'article 2, il sera délivré à chacun des propriétaires des rentes ou créances mentionnées dans ledit article, après reconnaissance de leur légitimité par le conseil général de liquidation, un certificat de liquidation. Les propriétaires de la créance liquidée, ou ceux auxquels ils en auront fait le transport, feront convertir leur certificat, au trésor public, en res-

(1) La simple signification des jugemens dont il est question dans cet article, a continué de faire courir les délais de l'appel. Metz, 12 février 1818, SIREY, XIX, 2, 137.

criptions, qui seront reçues en paiement par les receveurs des domaines.

4. Les paiemens des biens-fonds mentionnés en l'article 1^{er}, seront faits dans les dix-huit mois qui suivront l'adjudication; savoir : un quart, dans les trois mois de ladite adjudication et avant l'entrée en jouissance; le second quart, trois mois après le premier paiement; et les deux autres quarts, de six mois en six mois, avec intérêt à raison de cinq pour cent pour ces trois derniers quarts.

5. La caisse d'amortissement jouira de l'intérêt des rentes qu'elle aura reçues en paiement, comme de toutes celles qu'elle acquiert avec les fonds qui lui sont affectés pour l'amortissement de la dette publique. Le montant desdites rentes, des actions de Lucedio et certificats de liquidation, sera en conséquence inscrit, au fur et à mesure qu'elle en fera la demande, au grand-livre de la dette publique.

N^o 656. = 30 mai 1806. = **DÉCRET** qui réunit aux biens des fabriques les églises et presbytères supprimés (1). (Moniteur, n^o 155.)

Art. 1^{er}. Les églises et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique, seront supprimés, font partie des biens restitués aux fabriques, et sont réunis à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles ils seront situés. Ils pourront être échangés, loués ou aliénés au profit des églises et des presbytères des chefs-lieux.

2. Ces échanges ou aliénations n'auront lieu qu'en vertu des décrets de sa majesté.

3. Les baux à loyer devront être approuvés par les préfets.

4. Les produits des locations ou aliénations des églises, et les revenus des biens pris en échange seront employés, soit à l'acquisition des presbytères, ou de toute autre manière, aux dépenses du logement des curés et desservans dans les chefs-lieux de cure ou succursale où il n'existe pas de presbytère.

5. Les réparations à faire aux églises et aux presbytères seront constatées par des devis estimatifs, ordonnés par les préfets, à la diligence des marguilliers nommés en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an 11.

6. Les préfets enverront aux ministres de l'intérieur et des cultes l'état estimatif des églises et presbytères supprimés dans chaque arrondissement de cures et succursales en même temps que l'état des réparations à faire aux églises et presbytères conservés.

31 mai 1806. = *Avis du conseil d'état sur les étrangers* (2).

(1) Voyez la loi du 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797), qui sursoit à la vente des presbytères, et les notes.

(2) Voyez 4 juin 1806.

TABLE DES MATIÈRES.

(Les dates de sanction, de promulgation ou de publication, et celles des séances du conseil d'état, sont indiquées par les caractères italiques.)

AN 11 (1805).

N° 1 ^{er} . — 1 ^{er} floréal (21 avril). — Arrêté qui fixe le nombre des agens de change près la bourse de Lyon, et celui des courtiers pour la soie, etc.	1	relatif à la tourbe carbonisée entrant dans Paris.	4
N° 2. — 1 ^{er} —11 floréal (21 avril—1 ^{er} mai). — Loi qui concède des propriétés territoriales aux vétérans qui s'établiront dans les 26 ^e et 27 ^e divisions militaires.	1	N° 11. — 8—18 floréal (28 avril—8 mai). — Loi sur les douanes.	4
N° 3. — 1 ^{er} floréal (21 avril). — Avis du conseil d'état relatif aux biens désignés pour remplacement de ceux aliénés des hospices et qui appartenaient à des émigrés rayés, éliminés ou amnistiés.	1	N° 12. — 8—18 floréal (28 avril—8 mai). — Loi sur le mode d'admission à la solde de retraite et au traitement de réforme.	16
1 ^{er} floréal. — <i>Ecoles de pharmacie.</i>	1	8 floréal. — <i>Tribunal criminel de la Seine ; Colonies.</i>	18
N° 4. — 2—12 floréal (22 avril—2 mai). — Loi qui attribue au tribunal criminel de la Seine la connaissance des crimes de faux, dans lesquels le trésor public sera intéressé.	1	N° 13. — 9—19 floréal (29 avril—9 mai). — Loi sur le régime des bois des particuliers, des communes, etc.	18
2 floréal. — <i>Manufactures, fabriques et ateliers.</i>	2	N° 14. — 9—19 floréal (29 avril—9 mai). — Loi qui établit des commissaires-généraux de police à Brest et à Toulon.	21
N° 5. — 3 floréal (23 avril). — Arrêté qui dispense les pensionnaires de la liste civile, les ex-religieux et les veuves de défenseurs de la patrie de faire des déclarations de succession, ou de fortune.	2	N° 15. — 10 floréal (30 avril). — Arrêté relatif à l'amende à consigner pour appel des jugemens rendus par les tribunaux de première instance et de commerce, et par les juges de paix.	21
N° 6. — 3 floréal (23 avril). — Loi qui autorise des ventes, impositions extraordinaires, acquisitions, concessions, échanges et emprunts.	2	9 floréal. — <i>Successions.</i>	22
N° 7. — 3 floréal (23 avril). — Arrêté relatif aux biens confisqués à raison d'émigration et aux droits des créanciers d'émigrés.	2	N° 16. — 10 floréal (30 avril). — Arrêté qui règle le mode de comptabilité des caissiers des ateliers monétaires.	22
4 floréal. — <i>Banque de France.</i>	4	N° 17. — 10 floréal (30 avril). — Arrêté sur les indemnités de route accordées aux sous-officiers nommés officiers dans d'autres corps.	25
N° 8. — 3—13 floréal (23 avril—3 mai). — Loi sur la contribution foncière des canaux.	4	N° 18. — 10 floréal (30 avril). — Arrêté modificatif de l'organisation du corps de l'artillerie.	24
5 floréal. — <i>Adoptions ; Timbre.</i>	4	11 floréal. — <i>Vétérans.</i>	24
N° 9. — 6—16 floréal (26 avril—6 mai). — Loi relative à une levée de conscrits de l'an 11 et de l'an 12.	4	N° 19. — 12—22 floréal (2—12 mai). — Loi qui établit une taxe sur les navires admis dans les bassins à flot du Havre, d'Ostende et de Bruges.	24
6 floréal. — <i>Divorces ; Contributions de Paris ; Contributions sur les biens communaux.</i>	4	N° 20. — 12 floréal (2 mai). — Arrêté qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la ville de Lyon par le général Martin.	24
N° 10. — 7 floréal (27 avril). — Arrêté		12 floréal. — <i>Crimes de faux qui intéressent le trésor public.</i>	24
		N° 21. — 15—25 floréal (5—15 mai). — Loi qui établit une taxe sur les vins et eaux-de-vie à Cette.	24
		N° 22. — 15—25 floréal (5—15 mai). — Loi relative au jugement des contre-	

bandiers.	24	29 floréal. — <i>Navigation du Tarn.</i>	34
N° 25. — 15—25 floréal (3—15 mai). — Loi sur les donations et testamens.	26	N° 37. — 2 prairial (22 mai). — Arrêté qui prescrit aux vaisseaux français de courre sus à ceux du roi d'Angleterre, etc.	34
N° 24. — 15 floréal (5 mai). — Loi qui autorise des échanges, impositions extraordinaires, concessions, etc.	26	N° 38. — 2 prairial (22 mai). — Arrêté contenant règlement sur les armemens en course.	34
N° 23. — 14—24 floréal (4—14 mai). — Loi relative aux enfans naturels dont les pères sont morts depuis le décret du 12 brumaire an 2 jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur la paternité et la filiation, et sur les successions.	26	N° 39. — 4 prairial (24 mai). — Arrêté relatif aux frais d'affinage des matières d'or et d'argent d'un titre inférieur à celui des nouvelles espèces.	34
N° 26. — 14—24 floréal (4—14 mai). — Loi sur le curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues.	27	N° 40. — 5 prairial (25 mai). — Arrêté du ministre de l'intérieur qui permet de quêter dans les églises.	55
N° 27. — 14 floréal (4 mai). — Arrêté sur les affranchissemens des lettres et paquets pour la république italienne.	29	N° 41. — 6 prairial (26 mai). — Arrêté sur l'établissement des bureaux de pesage et mesurage dans Paris.	56
N° 28. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté relatif aux pensions.	29	N° 42. — 8 prairial (28 mai). — Arrêté qui organise des compagnies de canonniers gardes côtes.	57
N° 29. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté qui organise les troupes d'artillerie de marine.	30	N° 43. — 8 prairial (28 mai.) — Arrêté sur la navigation intérieure de la France.	57
N° 30. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté qui concède un terrain destiné à l'extraction du sulfate de fer.	30	N° 44. — 10 prairial (30 mai). — Arrêté qui enjoint aux militaires en congé et aux conscrits de se rendre de suite à leurs drapeaux.	60
15 floréal. — <i>Canaux.</i>	30	N° 45. — 10 prairial (30 mai). — Arrêté sur les poudres et salpêtres.	60
16 floréal. — <i>Conscrits.</i>	30	N° 46. — 10 prairial (30 mai). — Arrêté sur l'administration des monnaies.	62
N° 31. — 17 floréal (7 mai). — Loi qui autorise des acquisitions, aliénations, ventes, etc.	30	N° 47. — 15 prairial (2 juin). — Arrêté concernant la navigation de l'Escaut.	68
18 floréal. — <i>Douanes ; Solde de retraite et traitement de réforme.</i>	31	N° 48. — 15 prairial (4 juin) — Arrêté qui détermine la formule des grosses d'actes passés devant notaire.	68
N° 32. — 19—29 floréal (9—19 mai). — Loi qui autorise le gouvernement à faire des traités relatifs à la navigation du Tarn.	31	N° 49. — 15 prairial (4 juin). — Arrêté relatif à la liquidation des rentes viagères possédées par des individus non prévenus d'émigration sur la tête et pendant la vie d'un individu maintenu sur la liste des émigrés.	68
19 floréal. — <i>Régime des bois ; Commissaires généraux de police.</i>	31	N° 50. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté contenant les tarifs du change des espèces d'or et d'argent de France, et étrangères.	69
22 floréal. — <i>Taxe sur les navires.</i>	31	N° 51. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté sur le mode de paiement des dettes contractées en numéraire envers l'état depuis la suppression du papier-monnaie.	74
N° 33. — 23 floréal (15 mai). — Arrêté sur le droit de timbre des procès-verbaux de vente des biens nationaux.	31	N° 52. — 20 prairial (9 juin). — Arrêté sur le mode de délivrance des dispenses relatives au mariage.	75
23 floréal. — <i>Port de Cette ; Jugemens des contrebandiers ; Donations et testamens.</i>	31	N° 53. — 20 prairial (9 juin). — Arrêté qui ordonne l'établissement d'écoles de médecine à Turin et à Mayence.	75
24 floréal. — <i>Etat et droit des enfans naturels ; Curage des canaux, etc.</i>	31	N° 54. — 20 prairial (9 juin). — Avis du conseil d'état sur les étrangers qui veulent s'établir en France.	75
N° 34. — 28 floréal (18 mai). — Arrêté relatif au martelage des arbres propres à la marine.	31		
N° 35. — 28 floréal (18 mai). — Arrêté qui autorise le ministre du trésor public à prendre des arrêtés exécutoires contre les préposés des payeurs généraux.	55		
N° 36. — 28 floréal (18 mai). — Avis du conseil d'état relatif au jugement des militaires par les tribunaux spéciaux.	54		

- N° 55. — 21 prairial (10 juin). — Arrêté concernant les lycées. 76
- N° 56. — 21 prairial (10 juin). — Arrêté concernant les ports et quartiers de l'inscription maritime situés depuis la rive droite de la Somme jusqu'à Dunkerque. 84
- N° 57. — 24 prairial (13 juin). — Arrêté qui fixe l'époque à laquelle les actes publics devront être écrits en français dans les départemens de la ci-devant Belgique, de la rive gauche du Rhin et de la vingt-septième division militaire. 84
- N° 58. — 24 prairial (13 juin). — Avis du conseil d'état sur une question relative à la taxe d'entretien des routes. 84
- N° 59. — 24 prairial (13 juin). — Arrêté qui autorise les régimens de cavalerie à envoyer un officier à l'une des écoles vétérinaires de Lyon ou d'Alfort. 84
- N° 60. — 24 prairial (13 juin). — Lettre du ministre de la justice, sur les fonctions des juges de paix relativement à l'affirmation des procès-verbaux de contravention en matière d'octroi. 85
- N° 61. — 25 prairial (14 juin). — Arrêté relatif au complet des demi-brigades d'infanterie et des régimens de dragons 85
- N° 62. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté sur les recettes et les mouvemens de fonds du trésor public. 85
- N° 63. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté sur le versement des cautionnemens à fournir par les notaires. 86
- N° 64. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté relatif aux piastres destinées à être converties en monnaies nationales. 86
- N° 65. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté qui nomme les administrateurs des monnaies, etc. 87
- N° 66. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté qui établit une juridiction de prud'hommes pêcheurs à La Seyne. 87
- N° 67. — 26 prairial (15 juin). — Arrêté concernant la formation de camps de vétérans. 87
- N° 68. — 28 prairial (17 juin). — Arrêté sur la délivrance de cartes portant exemption de la taxe d'entretien des routes en faveur des officiers généraux, etc. 87
- N° 69. — 28 prairial (17 juin). — Arrêté relatif au mode de paiement des soldes de retraite et pensions des Suisses retirés dans leur patrie. 87
- N° 70. — 1^{er} messidor (20 juin). — Arrêté qui prohibe l'introduction dans les ports de France des marchandises de colonie ou de fabrique anglaise. 89
- N° 71. — 1^{er} messidor (20 juin). — Arrêté qui divise le bassin de la Seine en neuf arrondissemens. 89
- N° 72. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté sur l'établissement de maisons de commerce dans les Echelles du Levant. 90
- N° 73. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté qui organise les gardes-magasins d'artillerie. 91
- N° 74. — 15 messidor (2 juillet). — Arrêté relatif aux officiers d'artillerie employés comme aides de camp. 91
- N° 75. — 16 messidor (3 juillet). — Arrêté qui prescrit l'emploi dans toute la France du papier frappe du timbre proportionnel dans l'atelier général de Paris. 91
- N° 76. — 16 messidor (3 juillet). — Arrêté qui détermine le mode de paiement des dettes des départemens de la rive gauche du Rhin. 91
- N° 77. — 19 messidor (8 juillet). — Arrêté relatif aux instances ayant pour objet le paiement d'engagemens de commerce contractés par des négocians français envers les Anglais. 91
- N° 78 à 86. — 19 messidor (8 juillet). — Arrêtés relatifs à la perception de l'octroi de navigation sur la Seine dans l'étendue des neuf arrondissemens créés par l'arrêté du 1^{er} messidor 92 et 93
- N° 87. — 19 messidor (8 juillet). — Arrêté relatif à l'envoi des fonds destinés au service des colonies. 95
- N° 88. — 24 messidor (13 juillet). — Arrêté sur le paiement des arrérages d'inscriptions dus aux comptables. 94
- N° 89. — 24 messidor (13 juillet). — Arrêté sur les droits à payer pour les poivres. 94
- N° 90. — 26 messidor (15 juillet). — Arrêté qui prohibe l'exportation du chanvre. 94
- N° 91. — 2 thermidor (21 juillet). — Arrêté qui prohibe l'exportation des cuirs tannés non corroyés. 94
- N° 92. — 2 thermidor (21 juillet). — Arrêté qui prohibe toute exportation de bois. 94
- N° 93. — 3 thermidor (22 juillet). — Arrêté qui fixe les droits pour l'exportation de la gaude. 94
- N° 94. — 5 thermidor (22 juillet). — Arrêté relatif aux traites affectées au service des arrondissemens maritimes. 94
- N° 95. — 4 thermidor (23 juillet). — Arrêté relatif aux décomptes des acquéreurs de domaines nationaux. 95
- N° 96. — 6 thermidor (25 juillet). — Arrêté relatif aux portiers et concierges des villes ouvertes. 96
- N° 97. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté relatif aux biens des fabriques. 96

- N° 98.—7 thermidor (26 juillet).—Arrêté sur la liquidation des pensions ecclésiastiques. 97
- N° 99.—9 thermidor (28 juillet).—Arrêté sur la liquidation de celles des dettes des départemens réunis qui ont été mises à la charge de la république. 97
- N° 100.—10 thermidor (29 juillet).—Arrêté relatif aux chambres consultatives des manufactures, fabriques, etc. 97
- N° 101.—10 thermidor (29 juillet).—Arrêté qui autorise l'administration des monnaies à traduire devant les tribunaux ses subordonnés. 98
- N° 102.—10 thermidor (29 juillet).—Arrêté qui proroge les droits à percevoir sur les spectacles, bals, etc. 99
- N° 103.—10 thermidor (29 juillet).—Arrêté rectificatif de celui du 28 prairial an 11, relatif aux pensions des Suisses. 99
- N° 104.—18 thermidor (6 août).—Arrêté portant que les fonctions d'huissier et celles de défenseur officieux sont incompatibles. 99
- N° 105.—18 thermidor (6 août).—Arrêté sur les pensions des chevaliers français de l'ordre de Malte. 99
- N° 106.—25 thermidor (15 août).—Arrêté contenant règlement sur les écoles de pharmacie. 100
- N° 107.—25 thermidor (15 août).—Arrêté qui augmente la retenue sur le traitement des employés des douanes. 104
- N° 108.—25 thermidor (15 août).—Arrêté contenant le tableau des distances de Paris aux chefs-lieux des départemens. 104
- N° 109.—29 thermidor (17 août).—Arrêté sur le mode de mise en jugement des préposés de l'octroi municipal. 107
- N° 110.—29 thermidor (17 août).—Arrêté sur le mode de mise en jugement des préposés des douanes. 107
- N° 111.—29 thermidor (17 août).—Arrêté qui autorise une transaction sur des indemnités adjugées aux préposés des douanes. 107
- N° 112.—29 thermidor (17 août).—Arrêté sur le tribunal d'appel de Paris. 107
- N° 113.—29 thermidor (17 août).—Arrêté contenant règlement sur les prisons militaires. 111
- N° 114.—29 thermidor (17 août).—Arrêté relatif aux raffineurs qui tireront des entrepôts des sucres bruts, têtes ou terrés. 115
- N° 115.—2 fructidor (20 août).—Arrêté relatif au paiement de l'indemnité due par les conscrits congédiés. 115
- N° 116.—6 fructidor (24 août).—Arrêté relatif au change de certaines pièces de monnaie dont l'empreinte est effacée. 115
- N° 117.—6 fructidor (24 août).—Arrêté sur l'organisation de la gendarmerie des ports et arsenaux. 114
- N° 118.—9 fructidor (27 août).—Arrêté qui remet les hospices de Mortain en possession d'une rente. 114
- N° 119.—11 fructidor (29 août).—Arrêté contenant le tarif des droits à percevoir sur les bacs, etc., dans le département de la Seine. 114
- N° 120.—11 fructidor (29 août).—Arrêté sur la solde de retraite et traitement de réforme dans la marine. 114
- N° 121.—11 fructidor (29 août).—Arrêté relatif au traitement des ecclésiastiques attachés aux établissemens d'humanité. 114
- N° 122.—16 fructidor (5 septembre).—Arrêté relatif à la jouissance des droits de présentation d'indigens pour occuper les lits fondés dans les hospices. 115
- N° 123.—16 fructidor (5 septembre).—Avis du conseil d'état concernant les dettes anciennes de la Guadeloupe. 115
- N° 124.—18 fructidor (5 septembre).—Arrêté qui accorde une indemnité aux préposés de l'inscription maritime et aux syndics des marins. 116
- N° 125.—18 fructidor (5 septembre).—Arrêté contenant désignation des biens affectés à la dotation annuelle du sénat et des sénatoreries. 116
- N° 126.—18 fructidor (5 septembre).—Arrêté qui affecte des biens nationaux à plusieurs sénatoreries. 116
- N° 127.—21 fructidor (8 septembre).—Arrêté concernant les traites destinées au paiement des dépenses du matériel de la guerre. 116
- N° 128.—21 fructidor (8 septembre).—Arrêté sur l'indemnité des adjudans de côtes, et des capitaines et lieutenans des compagnies de canoniers gardes-côtes. 116
- N° 129.—21 fructidor (8 septembre).—Arrêté qui établit à Bayonne un entrepôt de tabac en feuilles. 116
- N° 130.—25 fructidor (10 septembre).—Arrêté qui prohibe l'exportation des brais et goudrons par les ports de la Méditerranée. 117
- N° 131.—25 fructidor (12 septembre).—Arrêté relatif à la réserve du bois de bourdaine pour la poudre. 117
- N° 132.—30 fructidor (17 septembre).—Arrêté relatif à la monnaie des médailles établie au Louvre. 118

- N° 133.—4^e jour complémentaire (21 septembre).—Arrêté qui réduit les droits d'entrée sur la morue et les poissons de mer autres que ceux de la pêche anglaise. 118
- N° 134.—4^e jour complémentaire (21 septembre).—Arrêté qui prescrit des mesures pour arrêter l'introduction des marchandises anglaises. 118
- N° 135.—4^e jour complémentaire (21 septembre).—Arrêté qui supprime la contribution mobilière de Paris, et établit en remplacement des droits additionnels à l'octroi. 121

AN 12 (1803).

- N° 136.—4 vendémiaire (27 septembre).—Extrait du traité d'alliance conclu avec la confédération suisse. 121
- N° 137.—5 vendémiaire (28 septembre).—Arrêté sur l'emploi des traites ou obligations données en acquit de droits de douane et de tabac. 123
- N° 138.—5 vendémiaire (28 septembre).—Arrêté qui affecte des bâtimens nationaux à différentes sénatoreries. 124
- N° 139.—8 vendémiaire (1^{er} octobre).—Arrêté qui applique aux hospices, etc., les dispositions de l'arrêté du 15 floréal an 11, relatif aux pensions et gratifications annuelles. 124
- N° 140.—8 vendémiaire (1^{er} octobre).—Arrêté qui permet la sortie des cartons destinés à presser les draps. 124
- N° 141.—15 vendémiaire (6 octobre).—Arrêté relatif à la fixation des contributions personnelle et somptuaire de Paris, et au remplacement de la contribution mobilière par une addition sur les droits d'octroi. 124
- N° 142.—15 vendémiaire (6 octobre).—Arrêté sur le traitement des professeurs des écoles de médecine, etc. 125
- N° 143.—15 vendémiaire (6 octobre).—Arrêté sur l'uniforme des agens du service de la navigation. 125
- N° 144.—14 vendémiaire (7 octobre).—Arrêté relatif à l'exécution de la loi du 24 brumaire an 6, établissant des peines contre les fauteurs de désertion, etc. 126
- N° 145.—15 vendémiaire (8 octobre).—Arrêté relatif à la réorganisation du cidevant collège de Saint-Cyr. 126
- N° 146.—19 vendémiaire (12 octobre).—Arrêté concernant les dépôts des conscrits déclarés réfractaires, la composition et la compétence des conseils de guerre spéciaux, etc. 126
- N° 147.—19 vendémiaire (12 octobre).—Arrêté relatif aux poursuites à exercer par les receveurs des communes et ceux des hôpitaux pour la recette et perception des revenus de ces établissemens. 138
- N° 148.—19 vendémiaire (12 octobre).—Arrêté contenant règlement pour les écoles secondaires communales. 138
- N° 149.—19 vendémiaire (12 octobre).—Arrêté relatif aux maisons d'éducation et aux écoles susceptibles d'être érigées en écoles secondaires. 145
- N° 150.—25 vendémiaire (18 octobre).—Arrêté qui règle l'uniforme des préposés au service des postes aux chevaux. 144
- N° 151.—27 vendémiaire (20 octobre).—Arrêté qui divise en trois arrondissemens le bassin de navigation formé par la Charente, la Seudre et la Sèvre Niortaise. 145
- N° 152 à 154.—27 vendémiaire (20 octobre).—Arrêtés relatifs à la perception de l'octroi de navigation des trois arrondissemens formés par la Charente, la Seudre et la Sèvre Niortaise. 145
- N° 155.—6 brumaire (29 octobre).—Arrêté qui fixe les droits à l'entrée et à la sortie des cotons en laine et filés, etc. 145
- N° 156.—6 brumaire (29 octobre).—Arrêté qui fixe l'époque à laquelle devront cesser ou commencer les fonctions législatives. 145
- N° 157.—6 brumaire (29 octobre).—Arrêté relatif aux bâtimens d'habitation des sénatoreries de Limoges et de Riom. 146
- N° 158.—6 brumaire (29 octobre).—Arrêté qui alloue des gratifications pour l'arrestation des condamnés aux fers évadés d'un bague. 146
- N° 159.—6 brumaire (29 octobre).—Avis du conseil d'état portant que les septuagénaires sont contraignables par corps pour le paiement de lettres de change. 146
- N° 160.—15 brumaire (7 novembre).—Arrêté qui fixe le traitement des fonctionnaires et professeurs des lycées, etc. 146
- N° 161.—15 brumaire (7 novembre).—Arrêté relatif au droit d'enregistrement et à l'acceptation des donations en faveur des hospices. 149
- N° 162.—18 brumaire (10 novembre).—

- Arrêté relatif à la répartition des sommes destinées à la liquidation des dettes passives des juifs d'Alsace. 149
- N° 163. — 20 brumaire (12 novembre). — Arrêté qui règle le costume des professeurs des écoles de médecine. 149
- N° 164. — 24 brumaire (16 novembre). — Instruction du ministre de la guerre sur l'exécution des dispositions du Code civil applicables aux militaires de toute arme. 149
- N° 165. — 1^{er} frimaire (25 novembre). — Arrêté qui accorde une amnistie aux conscrits déserteurs. 150
- N° 166. — 2 frimaire (24 novembre). — Arrêté relatif à la nomination des maires et adjoints de Paris. 150
- N° 167. — 5 frimaire (25 novembre). — Arrêté sur la perception des droits sur les pains de navette, etc. 150
- N° 168. — 8 frimaire (30 novembre). — Sénatus-consulte portant règlement sur l'entrée en possession et l'administration des domaines affectés à la dotation du sénat, et des biens formant celle des sénatoreries. 150
- N° 169. — 9 frimaire (1^{er} décembre). — Arrêté relatif aux livrets d'ouvriers. 150
- N° 170. — 9 frimaire (1^{er} décembre). — Arrêté portant règlement sur le service de santé. 151
- N° 171. — 18 frimaire (10 décembre). — Arrêté relatif à la nomination des payeurs des divisions militaires, des armées, des colonies, etc., et aux attributions et fonctions de ces payeurs et des payeurs généraux. 153
- N° 172. — 21 frimaire (15 décembre). — Arrêté relatif aux formalités à observer pour les transactions entre des communes et des particuliers sur des droits de propriété. 156
- N° 173. — 25 frimaire (15 décembre). — Arrêté relatif au traitement des officiers en activité ou réformés qui seront appelés à des fonctions civiles. 156
- N° 174. — 28 frimaire (20 décembre). — Sénatus-consulte organique relatif au corps législatif, et à la nomination des membres du grand conseil de la légion-d'honneur. 157
- N° 175. — 28 frimaire (20 décembre). — Arrêté sur l'entrée des toiles de coton, mousselines, etc., d'origine non prohibée, par Strasbourg. 159
- N° 176. — 30 frimaire (22 décembre). — Arrêté qui dispense du timbre les passavans et acquits à-caution, délivrés pour le transport des marchandises, etc. 159
- N° 177. — 30 frimaire (22 décembre). — Avis du conseil d'état sur l'interdiction du droit de parcours aux bouchers de Paris. 159
- N° 178. — 30 frimaire (22 décembre). — Arrêté sur la suppression des redevances à portion de fruits, mêlées de cens, dans le département du Jura. 160
- N° 179. — 2 nivose (24 décembre). — Arrêté relatif aux chambres de notaires. 161
- N° 180. — 5 nivose (27 décembre). — Arrêté relatif aux remboursements de rentes dues aux communes, qui ont été effectués dans les caisses publiques, etc. 165

AN 12 (1804).

- N° 181. — 17 nivose (8 janvier). — Arrêté relatif à la pêche sur les fleuves et rivières navigables. 166
- N° 182. — 17 nivose (8 janvier). — Arrêté relatif au salaire des gardes des bois communaux. 166
- N° 183. — 30 nivose (21 janvier). — Arrêté qui crée deux corps de vélites. 167
- N° 184. — 4—14 pluviose (25 janvier—4 février). — Loi sur la distinction des biens. 167
- N° 185. — 4 pluviose (25 janvier). — Arrêté concernant les acceptations de legs faits aux hospices et aux pauvres. 167
- N° 186. — 4 pluviose (25 janvier). — Avis du conseil d'état portant que les officiers de l'état civil ne peuvent réclamer le bénéfice de l'article 75 de la constitution de l'an 8. 168
- N° 187. — 6—16 pluviose (27 janvier—6 février). — Loi sur la propriété. 169
- N° 188. — 7—17 pluviose (28 janvier—7 février). — Loi sur la modération des droits d'enregistrement et d'hypothèques pour les donations en faveur des hospices. 169
- N° 189. — 9—19 pluviose (30 janvier—9 février). — Loi sur l'usufruit, l'usage et l'habitation. 169
- N° 190. — 10—20 pluviose (31 janvier—10 février). — Loi sur les servitudes ou services fonciers. 169
- N° 191. — 11—21 pluviose (1^{er} — 11 février). — Loi sur les engagements et échanges de bois nationaux. 169
- 14 pluviose. — *Distinction des biens.* 171

N° 192. — 16—26 pluviose (6—16 février). — Loi relative aux maisons de prêt sur nantissement. 171	30 pluviose. — <i>Contrat de mariage et droits respectifs des époux.</i> 175
16 pluviose. — <i>Propriété.</i> 171	1 ^{er} ventose. — <i>Juges du tribunal criminel de la Seine.</i> 175
N° 193. — 17—27 pluviose (7—17 février). — Loi sur les contrats et obligations conventionnelles en général. 171	N° 203. — 2—12 ventose (22 février—5 mars). — Loi sur l'emploi des amendes forestières. 175
17 pluviose. — <i>Droits d'enregistrement et d'hypothèque des donations faites aux hospices.</i> 171	N° 206. — 3 ventose (25 février). — Arrêté qui fixe les indemnités représentatives des masses dues aux majors de toutes les armes. 175
N° 194. — 19—29 pluviose (9—19 février). — Loi sur les engagements qui se forment sans convention. 171	5 ventose — <i>Contrainte par corps en matière civile.</i> 175
19 pluviose. — <i>Usufruit, usage, habitation.</i> 171	4 ventose. — <i>Vente de maisons des hospices à Paris; Cautionnement.</i> 175
N° 195. — 20—30 pluviose (10—20 février). — Loi sur le contrat de mariage, etc. 172	N° 207. — 5—15 ventose (25 février—6 mars). — Loi de finances. 175
20 pluviose. — <i>Servitudes et services fonciers.</i> 172	N° 208. — 5—15 ventose (25 février—6 mars). — Loi relative au remboursement des contributions personnelle, mobilière et somptuaire de Paris. 188
N° 196. — 21 pluviose (11 février). — Arrêté sur la formule des jugemens, ordonnances et mandats de justice. 172	N° 209. — 7 ventose (27 février). — Arrêté qui fixe l'époque des sessions des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département. 188
N° 197. — 21 pluviose—1 ^{er} ventose (11—21 février). — Loi relative à l'augmentation du nombre des juges du tribunal criminel de la Seine. 172	N° 210. — 7—17 ventose (27 février—8 mars) — Loi qui fixe la largeur des jantes des voitures de roulage. 189
N° 198. — 21 pluviose (11 février). — Arrêté relatif aux paiemens faits et aux cédules souscrites par les acquéreurs de domaines nationaux, etc. 172	N° 211. — 7 ventose (27 février). — Arrêté sur l'établissement d'avoués près le conseil des prises. 190
21 pluviose. — <i>Engagemens et échanges de biens nationaux.</i> 172	N° 212. — 8 ventose (28 février). — Sénatus-consulte qui suspend les fonctions du jury pour le jugement des crimes de trahison. 190
N° 199. — 23 pluviose—5 ventose (15—25 février). — Loi sur la contrainte par corps en matière civile. 172	N° 213. — 8—18 ventose (28 février—9 mars). — Loi qui assigne à des hospices des biens en remplacement de leurs immeubles aliénés. 190
N° 200. — 24 pluviose—4 ventose (14—24 février). — Loi relative aux maisons urbaines appartenant aux hospices de Paris. 175	N° 214. — 9—19 ventose (29 février—10 mars). — Loi relative aux recéleurs de Georges. 191
N° 201. — 24 pluviose—4 ventose (14—24 février). — Loi sur le cautionnement. 175	N° 215. — 9—19 ventose (29 février—10 mars). — Loi sur les partages de biens communaux effectués en vertu de la loi du 10 juin 1795. 191
N° 202. — 24 pluviose (14 février). — Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 175	N° 216. — 10 ventose (1 ^{er} mars). — Arrêté concernant le livret des ouvriers. 195
N° 203. — 26 pluviose (16 février). — Arrêté sur l'uniforme des ingénieurs hydrographes de la marine. 175	10 ventose. — <i>Concession de terrains à Paris.</i> 195
26 pluviose. — <i>Maisons de prêt sur nantissement.</i> 174	12 ventose. — <i>Emploi du produit des amendes forestières.</i> 195
27 pluviose. — <i>Contrats et obligations.</i> 174	N° 217. — 14—24 ventose (5—15 mars). — Loi qui proroge le délai accordé pour la production des titres relatifs aux droits d'usage dans les forêts nationales. 195
29 pluviose. — <i>Engagemens qui se forment sans convention.</i> 174	N° 218. — 15—25 ventose (6—16 mars). — Loi relative à la vente. 195
N° 204. — 30 pluviose—10 ventose (20 février—1 ^{er} mars). — Loi sur la concession des terrains qui resteront disponibles après le percement d'une rue, à Paris. 174	15 ventose. — <i>Loi de finances; Contribu-</i>

tions personnelle et autres de la ville de Paris. 193
 N° 219. — 16—26 ventose (7—17 mars). — Loi relative au remplacement des juges de paix et de leurs suppléans. 193
 N° 220. — 16—26 ventose (7—17 mars). — Loi sur l'échange. 196
 N° 221. — 16—26 ventose (7—17 mars). — Loi sur le contrat de louage. 196
 N° 222. — 16 ventose (7 mars). — Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 196
 N° 223. — 17—27 ventose (8—18 mars). — Loi sur le contrat de société. 196
 17 ventose. — *Largeur des jantes pour le roulage.* 196
 N° 224. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté qui établit des conseils de guerre spéciaux pour la flottille nationale. 196
 N° 225. — 18—28 ventose (9—19 mars). — Loi sur le prêt. 196
 N° 226. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté qui accorde une gratification en cas de reprise d'un condamné aux fers ou à la détention, échappé de prison. 196
 N° 227. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté qui détermine les fonctions des délégués des commissaires généraux de police, relativement à la délivrance des passeports. 197
 18 ventose. — *Biens assignés aux hospices.* 197
 N° 228. — 19—29 ventose (10—20 mars). — Loi sur le mandat. 197
 N° 229. — 19—29 ventose (10—20 mars). — Loi sur les contrats aléatoires. 197
 19 ventose. — *Recéleurs de Georges; Partages de biens communaux.* 197
 N° 230. — 21 ventose—1^{er} germinal (12—22 mars). — Loi sur les actes respectueux. 197
 N° 231. — 22 ventose (13 mars). — Règlement sur le mode d'avancement et de remplacement dans les compagnies de canonnières gardes-côtes. 197
 N° 232. — 22 ventose—2 germinal (13—23 mars). — Loi sur les douanes. 197
 N° 233. — 22 ventose—2 germinal (13—23 mars). — Loi sur les écoles de droit. 200
 N° 234. — 22 ventose (13 mars). — Arrêté relatif à la validité de remboursements de rentes effectués en 1793, dans la caisse d'un hospice. 203
 N° 235. — 23 ventose—3 germinal (14—24 mars). — Loi sur le dépôt et le séquestre. 203
 N° 236. — 23 ventose—3 germinal (14—24 mars). — Loi qui attribue au tribunal criminel de la Seine la connaissance

des crimes de contrefaçon du timbre et de fabrication de faux billets de banque. 206
 N° 237. — 23 ventose—3 germinal (14—24 mars). — Loi sur l'établissement de séminaires. 206
 N° 238. — 24 ventose—4 germinal (15—23 mars). — Loi sur la prescription. 207
 N° 239. — 24 ventose—4 germinal (15—23 mars). — Loi qui établit un droit de bassin à Anvers. 207
 N° 240. — 24 ventose (15 mars). — Arrêté relatif à la nullité du remboursement d'une créance due à un hospice, effectué dans une caisse nationale, postérieurement à la loi du 9 fructidor an 5. 207
 N° 241. — 24 ventose (15 mars). — Arrêté relatif à la perte de la qualité et à la suspension de l'exercice des droits de membre de la légion d'honneur. 207
 24 ventose. — *Droit d'usage dans les forêts nationales.* 208
 N° 242. — 23 ventose—3 germinal (16—26 mars). — Loi sur le nantissement. 208
 23 ventose. — *Contrat de vente.* 208
 26 ventose. — *Remplacement des juges de paix et de leurs suppléans; Contrat d'échange; Contrat de louage.* 209
 27 ventose. — *Contrat de société.* 209
 N° 243. — 28 ventose (19 mars). — Arrêté qui attribue au ministère des finances l'exécution des lois relatives aux donations, à la taxe d'entretien des routes, aux droits de navigation et aux octrois municipaux. 209
 N° 244. — 28 ventose—8 germinal (19—29 mars). — Loi sur les privilèges et hypothèques. 209
 N° 245. — 28 ventose—8 germinal (19—29 mars). — Loi sur l'expropriation forcée. 209
 N° 246. — 28 ventose (19 mars). — Arrêté qui proroge le délai accordé pour la formation des états des biens nationaux attribués aux hospices. 209
 N° 247. — 28 ventose (19 mars). — Arrêté qui établit un directeur général des postes. 210
 N° 248. — 28 ventose (19 mars). — Avis du conseil d'état relatif à l'application de la loi du 29 floréal an 10. 211
 28 ventose. — *Contrat de prêt.* 211
 N° 249. — 29 ventose—9 germinal (20—30 mars). — Loi sur les transactions. 211
 N° 250. — 29 ventose (20 mars). — Loi qui autorise des aliénations acqui-

tions, etc.	211	tier-maître.	226
29 ventose. — <i>Mandat ; Contrat aléatoire</i>	211	N° 264. — 26 germinal (16 avril). — Arrêté qui fixe la solde annuelle des majors d'artillerie à cheval.	226
N° 251. — 30 ventose — 10 germinal (21 — 31 mars). — Loi sur la formation du Code civil.	211	N° 265. — 26 germinal (16 avril). — Arrêté sur le cautionnement des payeurs extérieurs du trésor public.	226
1 ^{er} germinal. — <i>Actes respectueux.</i>	215	N° 266. — 27 germinal (17 avril). — Arrêté sur la fixation et la comptabilité des dépenses départementales.	227
2 germinal. — <i>Loi des douanes ; Ecoles de droit.</i>	215	N° 267. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté sur les élèves de l'administration de la marine.	228
N° 252. — 5 — 15 germinal (24 mars — 5 avril). — Loi sur la conscription de l'an 15.	215	N° 268. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté sur la révision annuelle des tarifs d'octrois municipaux et des comptes des villes dont le revenu excède un million.	229
5 germinal. — <i>Dépôt et séquestre ; Tribunal criminel de la Seine ; Etablissement de séminaires.</i>	215	N° 269. — 1 ^{er} floréal (21 avril). — Arrêté additionnel à celui du 5 germinal an 12, sur les conseils de guerre maritimes spéciaux.	229
4 germinal. — <i>Prescription ; Bassin d'Anvers.</i>	215	N° 270. — 8 floréal (28 avril). — Arrêté relatif aux baux des droits de bacs et passages d'eau.	250
N° 253. — 5 germinal (26 mars). — Arrêté sur la conduite accordée aux gens de mer naviguant pour le commerce.	213	N° 271. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté qui accorde une amnistie aux marins déserteurs.	251
N° 254. — 5 germinal (26 mars) — Arrêté sur le prix des poudres et salpêtres.	215	N° 272. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté sur l'uniforme des marins des équipages des bâtimens français.	251
N° 255. — 5 germinal (26 mars). — Arrêté sur la fabrication des médailles.	215	N° 273. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté sur l'emploi des capitaux de rentes perpétuelles et viagères de la dette constituée du ci devant Piémont, en paiement de domaines nationaux situés dans ce pays.	252
N° 256. — 5 germinal (26 mars). — Arrêté relatif aux membres du corps législatif ou du tribunal, faisant en même temps partie d'un conseil général de département, d'arrondissement ou de commune.	215	N° 274. — 21 floréal (11 mai). — Arrêté concernant les biens dévolus à la France par le traité de Lunéville et le recès de l'empire d'Allemagne.	252
N° 257. — 5 germinal (26 mars). — Arrêté sur les conseils de guerre maritimes spéciaux.	216	N° 275. — 26 floréal (16 mai). — Arrêté sur les marins étrangers qui seront congédiés de leurs navires.	253
N° 258. — 5 germinal (26 mars). — Arrêté sur l'organisation de la régie des droits réunis.	221	N° 276. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté qui destine le château de Villers-Cotterets à servir de maison de réclusion aux mendiants et gens sans aveu.	254
5 germinal. — <i>Nautissement.</i>	225	N° 277. — 28 floréal (18 mai). — Sénatus-consulte organique.	255
8 germinal. — <i>Privilèges et hypothèques ; Expropriation forcée.</i>	225	N° 278. — 29 floréal (19 mai). — Décret relatif au mode de présentation à l'acceptation du peuple de la proposition énoncée à l'article 162 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an 12.	250
9 germinal. — <i>Transactions.</i>	225	N° 279. — 7 prairial (27 mai). — Décret sur l'uniforme des officiers et fonctionnaires civils de la marine.	250
10 germinal. — <i>Réunion des lois civiles.</i>	225	N° 280. — 7 prairial (27 mai). — Décret	
N° 259. — 12 germinal (2 avril). — Arrêté contenant le tableau des villes et bourgs où il sera établi des chambres consultatives de manufactures, fabriques, etc.	225		
15 germinal. — <i>Conscription de l'an 15.</i>	224		
N° 260. — 15 germinal (5 avril). — Arrêté qui fixe le droit d'entrée du quercitron.	224		
N° 261. — 15 germinal (5 avril). — Arrêté sur le traitement des ministres protestans.	224		
N° 262. — 16 germinal (6 avril). — Arrêté qui assujétit à un cautionnement les receveurs des hôpitaux, etc.	225		
N° 263. — 16 germinal (6 avril). — Avis du conseil d'état relatif au délit d'un quar-			

- concernant une fondation en faveur des
pauvres malades d'Orléans. 258
- N° 281. — 11 prairial (31 mai). — Décret
sur une nouvelle circonscription des
succursales. 258
- N° 282. — 11 prairial (31 mai). — Décret
qui annule deux arrêtés sur l'applica-
tion de la loi du 13 thermidor an 4. 259
- 11 prairial (31 mai). — *Avis du conseil
d'état sur le divorce des émigrés.* 259
- N° 283. — 15 prairial (2 juin). — Décret
contenant des actes d'indulgence et de
bienfaisance. 259
- N° 284. — 18 prairial (7 juin). — Décret
qui proroge les fonctions des tribunaux
spéciaux. 259
- N° 285. — 18 prairial (7 juin). — *Avis
du conseil d'état sur les actes de divorce
faits pendant la disparition des émigrés
ou absents.* 259
- N° 286. — 25 prairial (12 juin). — Décret
sur un conflit d'attribution relatif à
l'établissement prohibé d'un moulin à
scie dans un bois communal. 260
- N° 287. — 25 prairial (12 juin). — Décret
sur les sépultures. 261
- N° 288. — 25 prairial (14 juin). — Décret
qui permet l'exportation des grains
pour l'Espagne, le Portugal, etc. 263
- N° 289. — 25 prairial (14 juin). — Décret
sur l'entretien de la rivière d'Yonne. 263
- N° 290. — 30 prairial (19 juin). — Décret
relatif à l'établissement thermal de Ba-
règes. 264
- N° 291. — 2 messidor (21 juin). — Décret
relatif aux recettes non soumissionnées
que les receveurs généraux versaient au
trésor en bons à vue. 264
- N° 292. — 2 messidor (21 juin). — Décret
concernant les lettres et paquets saisis
en contravention aux réglemens. 265
- N° 293. — 3 messidor (22 juin). — Décret
contenant désignation des villes dont
les maires assisteront au serment de
l'empereur. 265
- N° 294. — 3 messidor (22 juin). — Décret
sur le remplacement, en cas de perte,
des extraits d'inscription au grand-livre. 265
- N° 295. — 3 messidor (22 juin). — Décret
qui ordonne la dissolution de plusieurs
agréations ou associations religieuses. 266
- N° 296. — 3 messidor (22 juin). — Décret
sur les vélites. 266
- N° 297. — 7 messidor (26 juin). — Décret
sur la légende des monnaies. 267
- N° 298. — 17 messidor (6 juillet). — Décret
qui dispense les hospices du paiement
du droit exigé pour l'érection d'oratoires
particuliers. 267
- N° 299. — 17 messidor (6 juillet). — Décret
sur l'établissement de commissions mi-
litaires spéciales pour le jugement des
espions et des embaucheurs. 267
- N° 300. — 17 messidor (6 juillet). — Décret
qui change la dénomination des tribu-
naux criminels spéciaux. 267
- N° 301. — 21 messidor (10 juillet). — Décret
qui rétablit le ministère de la police
générale. 268
- N° 302. — 21 messidor (10 juillet). — Décret
sur la prestation de serment et le couron-
nement de l'empereur. 268
- N° 303. — 22 messidor (11 juillet). —
Décret sur la décoration des membres
de la légion-d'honneur. 268
- N° 304. — 24 messidor (15 juillet). — Décret
qui ordonne l'établissement d'une masse
d'entretien d'armes dans les compagnies
de canonniers gardes-côtes. 268
- N° 305. — 24 messidor (15 juillet). — Dé-
cret sur le mode de prestation du ser-
ment des juges de paix, des membres
des tribunaux de première instance, de
commerce, etc. 268
- N° 306. — 24 messidor (15 juillet). — Dé-
cret sur les monts-de-piété et les maisons
de prêt. 269
- N° 307. — 24 messidor (15 juillet). —
Décret interprétatif de l'arrêté du 3 ther-
midor an 10 sur la haute paie accordée
aux caporaux, brigadiers, etc. 270
- N° 308. — 24 messidor (15 juillet). —
Décret sur les cérémonies publiques,
préséances, honneurs civils et militaires. 270
- N° 309. — 24 messidor (15 juillet). —
Décret concernant les pièces à joindre
aux ordonnances et mandats des mi-
nistres ou ordonnateurs. 295
- N° 310. — 29 messidor (18 juillet). —
Décret sur le costume des ministres. 295
- N° 311. — 29 messidor (18 juillet). —
Décret sur le costume des membres des
cours de justice. 295
- N° 312. — 11 thermidor (30 juillet). —
Décret sur l'écusson à employer pour
la marque des cartes à jouer, etc. 295
- N° 313. — 11 thermidor (30 juillet). —
Décret sur les main-levées d'oppositions
formées pour la conservation des droits
des pauvres et des hospices. 295
- N° 314. — 11 thermidor (30 juillet). —
Décret relatif aux dames de la ci-devant
congrégation de Notre-Dame-de-Châlons
(Marne). 294
- N° 315. — 11 thermidor (30 juillet). —

- Avis du conseil d'état sur le droit de pêche dans les rivières navigables. 294
- N° 516. — 15 thermidor (5 août). — Sénatus-consulte qui proroge la suspension des fonctions du jury dans plusieurs départemens. 294
- N° 517. — 17 thermidor (5 août). — Décret relatif aux Français soumis à la conscription militaire. 294
- N° 518. — 25 thermidor (15 août). — Décret sur les pièces de trois livres, vingt-quatre sous, douze sous et six sous. 294
- N° 519. — 25 thermidor (15 août). — Décret qui autorise la formation de cours martiales maritimes dans quatre ports. 294
- N° 520. — 25 thermidor (15 août). — Avis du conseil d'état qui applique aux actes de l'autorité administrative les dispositions des lois du 11 brumaire an 7 sur le régime hypothécaire, et de l'article 2123 du Code civil. 295
- N° 521. — 30 thermidor (18 août). — Décret qui proroge la perception des droits sur les spectacles. 295
- N° 522. — 30 thermidor (18 août). — Décret relatif aux licences des débitans de tabac. 296
- N° 523. — 30 thermidor (18 août). — Décret qui fixe le droit à percevoir sur la couperose verte venant de l'étranger. 296
- N° 524. — 30 thermidor (18 août). — Décret relatif au remboursement des droits sur les cartes à jouer et sur la musique gravée qui sont exportées. 296
- N° 525. — 30 thermidor (18 août). — Décret relatif à la compétence des tribunaux pour le jugement des contestations sur l'exercice des droits dans lesquels les émigrés rayés, éliminés ou amnistiés ont été restitués. 297
- 50 thermidor (18 août). — *Avis du conseil d'état sur les délits ordinaires commis par des militaires.* 299
- N° 526. — 7 fructidor (25 août). — Avis du conseil d'état sur l'exercice de la contrainte par corps à l'égard des redevables des droits de douanes, amende et confiscation. 299
- N° 527. — 7 fructidor (25 août). — Avis du conseil d'état concernant les notaires qui résident dans des bourgs ou villages dépendant d'une justice de paix dont le chef-lieu est une ville où siège un tribunal. 300
- N° 528. — 7 fructidor (25 août). — Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de délits ordinaires commis par des militaires en congé, etc. 301
- N° 529. — 7 fructidor (25 août). — Décret sur l'établissement d'entrepôts de feuilles de tabac étranger. 302
- N° 530. — 7 fructidor (25 août). — Décret qui organise le corps des ingénieurs des ponts et chaussées. 302
- N° 531. — 7 fructidor (25 août). — Décret portant règlement de l'école d'application des ponts-et-chaussées. 316
- N° 532. — 8 fructidor (26 août). — Décret sur les chasses et la louterie. 320
- N° 533. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Décret sur les entrepreneurs de voitures publiques à destination fixe. 321
- N° 534. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Décret relatif aux distillateurs qui veulent cesser leur profession. 322
- N° 535. — 22 fructidor (9 septembre). — Décret sur le costume des professeurs des écoles de pharmacie. 322
- N° 536. — 24 fructidor (11 septembre). — Décret qui institue des prix décennaux pour les ouvrages de sciences, de littérature, d'arts, etc. 323
- N° 537. — 24 fructidor (11 septembre). — Avis du conseil d'état sur la solidarité des rentes constituées dues au trésor public. 324
- N° 538. — 29 fructidor (16 septembre). — Décret qui établit un entrepôt de marchandises étrangères à Cologne. 324
- N° 539. — 2^e jour complémentaire (19 septembre). — Décret concernant les créanciers d'émigrés qui se sont fait liquider, mais qui n'ont pas obtenu leur inscription et leur paiement. 324
- N° 540. — 4^e jour complémentaire (21 septembre). — Décret qui organise les écoles de droit. 325

AN 13 (1804).

- N° 541. — 5 vendémiaire (25 septembre). — Décret qui fixe le droit de sortie des cotons en fils et en ouates. 330
- N° 542. — 3 vendémiaire (25 septembre). — Décret relatif aux distillateurs de grains suivant le procédé hollandais. 330
- N° 543. — 9 vendémiaire (1^{er} octobre). — Décret qui établit à Mayence un entrepôt réel de marchandises étrangères. 331
- N° 544. — 9 vendémiaire (1^{er} octobre). — Décret qui accorde à Cherbourg un entrepôt de tabacs en feuille venant de

- l'étranger. 551
- N° 345. — 9 vendémiaire (1^{er} octobre). — Décret qui fixe le droit d'exportation des bois de teinture moulus. 331
- N° 346. — 9 vendémiaire (1^{er} octobre). — Décret sur la liquidation des dettes des quatre départemens de la rive gauche du Rhin. 331
- N° 347. — 23 vendémiaire (13 octobre). — Décret qui proroge le délai accordé aux créanciers de l'état pour le dépôt de leurs titres. 352
- N° 348. — 23 vendémiaire (13 octobre). — Décret sur le mode de paiement des soldes de retraite. 352
- N° 349. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Décret qui prohibe l'importation des nankins de l'Inde. 352
- N° 350. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Décret qui ordonne la poursuite d'un maire prévenu d'avoir recélé un conscrit déserteur. 352
- N° 351. — 3 brumaire (27 octobre). — Avis du conseil d'état concernant l'épée et les armes d'honneur des militaires décedés. 352
- N° 352. — 3 brumaire (27 octobre). — Avis du conseil d'état relatif au rang que doivent occuper, dans les cérémonies publiques, les généraux de division et de brigade, etc. 352
- N° 353. — 9 brumaire (31 octobre). — Décret relatif au mode de jouissance des biens communaux. 353
- N° 354. — 15 brumaire (4 novembre). — Décret qui permet l'exportation des grains pour l'Espagne et le Portugal. 354
- N° 355. — 14 brumaire (3 novembre). — Décret contenant un nouveau tarif pour la répartition des contributions personnelle et somptuaire de Paris. 354
- N° 356. — 15 brumaire (6 novembre). — Sénatus-consulte relatif à l'hérédité de la dignité impériale. 354
- N° 357. — 21 brumaire (12 novembre). — Décret concernant les frais de régie des octrois des villes ayant plus de vingt mille francs de revenus. 353
- N° 358. — 4 frimaire (25 novembre). — Décret qui proroge le délai fixé pour l'obtention des licences relatives aux fabriques de tabac. 353
- N° 359. — 6 frimaire (27 novembre). — Décret relatif aux honneurs militaires dans les ports et arsenaux de la marine. 353
- N° 360. — 6 frimaire (27 novembre). — Décret sur l'envoi des budgets des communes. 346
- N° 361. — 9 frimaire (30 novembre). — Décret qui établit un entrepôt de tabac étranger à Toulouse. 346
- N° 362. — 21 frimaire (12 décembre). — Décret qui autorise l'énonciation de titres et qualités constitutionnels sur les extraits ou certificats de rentes et de pensions. 346
- N° 363. — 22 frimaire (13 décembre). — Décret confirmatif d'un arrêté qui annule un partage de marais communaux renfermant des tourbières. 346
- 29 frimaire (20 décembre). — *Avis du conseil d'état sur les halles et communes.* 347
- N° 364. — 30 frimaire (21 décembre). — Décret sur les remises et les cautionnements des percepteurs des contributions directes. 347
- N° 365. — 3 nivose (24 décembre). — Décret sur la déclaration et la marque des tabacs dépourvus du type prescrit. 348
- N° 366. — 3 nivose (24 décembre). — Avis du conseil d'état sur les établissemens publics des communes exceptées de la règle qui réunit les propriétés communales au domaine national. 348
- N° 367. — 5 nivose (26 décembre). — Décret sur le mode de paiement du traitement accordé aux desservans et vicaires des succursales. 349

AN 13 (1805).

- N° 368. — 17 nivose (7 janvier). — Décret sur le mode de jouissance des droits de pâturage et parcours dans les bois et forêts. 350
- N° 369. — 17 nivose (7 janvier). — Décret rectificatif des cantons de plusieurs justices de paix. 352
- N° 370. — 18—28 nivose (8—18 janvier). — Loi sur l'achèvement de la démolition des bâtimens nationaux dans l'enceinte des villes. 352
- N° 371. — 19 nivose (9 janvier). — Décret sur l'administration des biens et revenus du Prytanée de St-Cyr. 352
- N° 372. — 22 nivose (12 janvier). — Décret qui prescrit des formalités relatives au débarquement des personnes arrivées sur des navires de commerce, pendant la durée de la guerre. 352
- N° 373. — 24 nivose (14 janvier). — Décret relatif aux présidens ou membres de collèges électoraux qui auraient donné

- leur démission depuis la session indiquée. 553
- N° 574. — 25 nivose—5 pluviose (15—23 janvier).—Loi relative au remboursement des cautionnemens fournis par les agens de change, courtiers de commerce, etc. 553
- N° 575. — 28 nivose—8 pluviose (18—28 janvier).—Loi relative aux consignations. 554
- 28 nivose.—*Démolition des bâtimens nationaux dans les villes.* 555
- N° 576.—29 nivose—9 pluviose (19—29 janvier).—Loi qui autorise l'éducation, aux frais de l'état, d'un enfant dans chaque famille qui en a sept vivans. 555
- N° 577. — 29 nivose (19 janvier).—Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 555
- N° 578.—1^{er}—11 pluviose (21—31 janvier).—Loi sur les douanes. 555
- N° 579.—2 pluviose (22 janvier).—Avis du conseil d'état concernant les églises et presbytères abandonnés aux communes, en vertu de la loi du 18 germinal an 10. 555
- N° 580. —5—15 pluviose (25 janvier—4 février).—Loi relative à la diminution des frais de justice en matière criminelle ou de police correctionnelle. 556
- 5 pluviose.—*Cautionnemens des agens de change et autres.* 556
- N° 581.—6—16 pluviose (26 janvier—5 février). — Loi relative au sceau de l'état. 556
- N° 582. —8—18 pluviose (28 janvier—7 février).—Loi relative à l'aliénation des immeubles affectés aux Prytanées. 557
- N° 583. — 8—18 pluviose (28 janvier—7 février).—Loi relative au droit d'expédition des actes de l'état civil, à Paris. 557
- 8 pluviose.—*Consignations.* 557
- 9 pluviose.—*Enfans élevés aux frais de l'état.* 557
- N° 584. — 10 pluviose (30 janvier). — Décret qui institue la grande décoration de la légion-d'honneur. 557
- N° 585. —11—21 pluviose (31 janvier—10 février).—Loi concernant la dotation définitive de la légion-d'honneur. 557
- 11 pluviose.—*Douanes.* 558
- N° 586.—15 pluviose (2 février).—Décret relatif aux saisies-arêts et oppositions entre les mains des préposés de l'enregistrement et des domaines. 558
- N° 587. — 15—25 pluviose (4—14 février). — Loi relative à la tutelle des enfans admis dans les hospices. 558
- 15 pluviose.—*Frais de justice.* 559
- 16 pluviose.—*Sceau de l'état.* 559
- N° 588 —17 pluviose (6 février).—Décret contenant un tarif sur les douanes. 559
- 18 pluviose.—*Biens immeubles des Prytanées ; Expédition des actes de l'état civil, à Paris.* 559
- N° 589.—19—29 pluviose (8—18 février). —Loi qui attribue aux cours de justice criminelle spéciales la connaissance du crime de rébellion envers toute force armée. 560
- 21 pluviose. — *Dotation de la légion-d'honneur.* 561
- N° 590.—25 pluviose (12 février). — Décret qui interdit la vente des poudres de guerre. 561
- 25 pluviose. — *Tutelle des enfans admis dans les hospices.* 562
- 27 pluviose (16 février).—*Avis du conseil d'état sur la pêche.* 562
- N° 591. — 29 pluviose —9 ventose (18—28 février).—Loi interprétative de l'article 56 de celle du 21 germinal an 11, sur la pharmacie. 562
- N° 592 — 29 pluviose (18 février).—Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 562
- 29 pluviose.—*Rébellion envers la force armée.* 562
- N° 593.—30 pluviose (19 février).—Sénatus-consulte relatif aux ventes, échanges, etc., des biens affectés au sénat et aux sénatoreries. 562
- N° 594.—50 pluviose (19 février).—Avis du conseil d'état relatif au droit de pêche des rivières non-navigables. 564
- 50 pluviose (19 février).—*Avis du conseil d'état sur les jugemens des commissions militaires.* 565
- N° 595. — 2 — 12 ventose (21 février—3 mars).—Loi relative aux finances de l'an 15. 565
- N° 596 —5 ventose (22 février).—Décret rectificatif de celui du 5 nivose an 15, sur les succursales. 569
- 5 ventose (22 février). — *Avis du conseil d'état sur les huissiers.* 569
- N° 597.—5 ventose (24 février).—Avis du conseil d'état sur la nature des fonctions des huissiers, etc. 569
- N° 598. —6—16 ventose (25 février—7 mars).—Loi additionnelle à celle du 25 nivose an 15, relative aux cautionnemens. 570
- N° 599.—7 ventose (26 février).—Décret qui fixe le droit de sortie des côtes des feuilles de tabac. 570
- N° 400.—7 ventose (26 février).—Avis

- du conseil d'état sur les jugemens des commissions militaires. 570
- N° 401.—8 ventose (27 février).—Décret concernant les rentes viagères dont les arrérages n'auraient pas été réclamés pendant trois années. 571
- N° 402.—9 — 19 ventose (28 février — 10 mars).—Loi relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux. 571
- 9 ventose.—*Exercice de la pharmacie.* 576
- N° 405.—11 ventose (2 mars).—Décret portant défense de transcrire sur les registres de l'état civil le mariage de Jérôme Bonaparte. 576
- 12 ventose.—*Finances de l'an 15.* 576
- N° 404.—14 ventose (5 mars).—Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 576
- N° 405.—15 — 25 ventose (6 — 16 mars).—Loi concernant l'indemnité à payer, par les entrepreneurs de voitures publiques et messageries, aux maîtres des relais de postes dont ils n'emploieront pas les chevaux. 576
- 16 ventose.—*Cautionnemens.* 578
- 18 ventose (9 mars).—*Avis du conseil d'état sur la répression de la contrebande.* 578
- N° 406.—19 ventose (10 mars).—Décret qui accorde une surséance pour l'emploi de la langue française dans la rédaction des actes publics en Corse. 578
- N° 407.—19 ventose (10 mars).—Décret concernant la résidence des forçats libérés. 578
- 19 ventose.—*Plantations des routes et des chemins vicinaux.* 578
- 21 ventose (12 mars).—*Avis du conseil d'état sur les rentes dues aux établissemens de bienfaisance.* 578
- N° 408.—25 ventose (14 mars).—Décret contre les provocateurs à la désertion. 578
- N° 409.—25 ventose (14 mars).—Avis du conseil d'état sur la validité des remboursemens de rentes faits aux établissemens de bienfaisance, depuis le 25 messidor an 5 jusqu'au 16 vendémiaire an 5. 579
- N° 410.—25 ventose (16 mars).—Avis du conseil d'état sur les décisions incompétamment rendues par des conseils de préfecture en matière de contrebande. 580
- 25 ventose.—*Indemnité due aux maîtres de poste.* 580
- N° 411.—29 ventose (20 mars).—Décret concernant les timbres et sceaux destinés aux diverses autorités et administrations. 580
- N° 412.—30 ventose (21 mars).—Décret relatif à l'admission des denrées coloniales étrangères dans les ports de France. 581
- N° 413.—30 ventose (21 mars).—Décret qui charge les maîtres de poste du service des malles sur différentes routes. 581
- N° 414.—30 ventose (21 mars).—Décret portant création de six inspecteurs généraux de l'enregistrement. 581
- N° 415.—1^{er} germinal (22 mars).—Décret concernant les droits réunis, la manière de procéder sur les contraventions, etc. 581
- N° 416.—1^{er} germinal (22 mars).—Décret concernant les droits des propriétaires d'ouvrages posthumes. 590
- N° 417.—1^{er} germinal (22 mars).—Décret relatif à la compétence du tribunal de l'île d'Elbe sur causes d'appel. 590
- N° 418.—4 germinal (25 mars).—Décret qui ordonne la formation d'un nouveau canton dans l'arrondissement des Sables-d'Olonne. 591
- N° 419.—6 germinal (27 mars).—Sénatus-consulte qui autorise la caisse d'amortissement à acquérir les domaines affectés à la dotation du sénat dans quatre départemens. 591
- N° 420.—7 germinal (28 mars).—Décret concernant l'impression des livres d'église, etc. 591
- N° 421.—7 germinal (28 mars).—Décret sur le renouvellement des administrations gratuites des pauvres et des hospices. 591
- 12 germinal (2 avril).—*Avis du conseil d'état sur le décès des militaires.* 592
- N° 422.—17 germinal (7 avril).—Avis du conseil d'état sur les preuves admissibles pour constater le décès des militaires. 592
- N° 423.—17 germinal (7 avril).—Avis du conseil d'état qui maintient les effets d'un arrêté du gouvernement, par lequel des biens d'émigrés avaient été compris dans un état de dotation de la légion-d'honneur. 592
- N° 424.—21 germinal (11 avril).—Décret sur le droit d'entrée du chocolat. 592
- N° 425.—23 germinal (13 avril).—Décret qui prohibe l'exportation des soies teintes et plates. 592
- N° 426.—23 germinal (13 avril).—Décret relatif à l'établissement appelé la condition publique des soies, à Lyon. 592
- N° 427.—25 germinal (15 avril).—Décret

- contenant règlement sur les revues, la solde et les masses. 394
- 26 germinal (16 avril).—*Avis du conseil d'état sur la responsabilité des communes.* 451
- N° 428.—3 floréal (25 avril). — Décret qui fixe le nombre des élèves que le gouvernement entretiendra dans chaque lycée, etc. 451
- 5 floréal (25 avril).—*Avis du conseil d'état relatif à la transcription des actes de vente sous signature privée, et aux créances des hospices.* 451
- N° 429.—5 floréal (25 avril). — Avis du conseil d'état concernant la formalité d'un procès-verbal des officiers municipaux en cas de responsabilité des communes. 451
- N° 450.—7 floréal (27 avril). — Décret relatif aux comptes à rendre par les receveurs des hospices, etc. 451
- N° 451.—12 floréal (2 mai). — Avis du conseil d'état sur la transcription des actes de vente sous signature privée et enregistrés. 455
- N° 452.—12 floréal (2 mai). — Avis du conseil d'état sur la nécessité de l'inscription des créances hypothécaires des hospices. 455
- N° 453.—16 floréal (6 mai).—Décret qui fixe le rayon dans lequel l'administration des poudres est autorisée à faire couper les bois de bourdaine. 454
- N° 454.—20 floréal (10 mai). — Décret contenant un tarif du prix des chevaux de poste. 454
- N° 455.—20 floréal (10 mai). — Décret contenant règlement sur la guimperie, les étoffes d'or et d'argent et les velours. 454
- N° 456.—20 floréal (10 mai). — Décret qui établit à Lyon un dépôt de marchandises étrangères non prohibées et de denrées coloniales. 455
- N° 457.—20 floréal (10 mai). — Décret concernant les droits établis sur la fabrication de la bière. 456
- N° 458.—20 floréal (10 mai). — Décret relatif à la circulation, dans les colonies françaises, des espèces d'or et d'argent de France, antérieures aux refontes de 1726 et 1785, etc. 457
- N° 459.—24 floréal (14 mai). — Décret portant création de compagnies de la réserve dans chaque département. 457
- N° 440.—27 floréal (17 mai). — Décret sur l'organisation des vétérans impériaux. 457
- N° 441.—28 floréal (18 mai). — Décret sur le costume des inspecteurs généraux des écoles de droit, des supérieurs, etc. 457
- N° 442.—28 floréal (18 mai). — Décret concernant le mode de notification des saisies-arêts et oppositions relatives aux priemens à faire par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines dans le département de la Seine. 458
- N° 443.—28 floréal (18 mai). — Décret qui ordonne l'établissement d'une école d'arts et métiers. 458
- N° 444.—28 floréal (18 mai). — Décret relatif aux contraventions et délits concernant la garantie des matières d'or et d'argent. 458
- N° 445.—28 floréal (18 mai).—Décret relatif à la liquidation et au paiement des rentes perpétuelles et créances sur le ci-devant Piémont, possédées par le clergé séculier, les églises, etc., qui ne peuvent être admises en paiement du prix des domaines nationaux dans les six nouveaux départemens. 459
- N° 446.—30 floréal (20 mai). — Décret concernant les entrepreneurs de diligences ou messageries, qui voudraient employer les chevaux de poste. 459
- N° 447.—4 prairial (24 mai). — Décret concernant les contraventions aux lois sur les cartes. 440
- N° 448.—4 prairial (24 mai). — Avis du conseil d'état sur les dettes qui grèvent les biens des hospices. 440
- N° 449.—8 prairial (28 mai).—Décret relatif à l'emploi des produits des contributions directes recouvrées au-delà du montant des obligations des receveurs généraux échues et acquittées. 441
- 12 prairial (1^{er} juin). — *Avis du conseil d'état sur les décrets impériaux.* 441
- N° 450.—15 prairial (4 juin).—Avis du conseil d'état relatif aux recéleurs de conscrits réfractaires. 441
- N° 451.—18 prairial (7 juin). — Décret qui fixe les limites entre la France et l'Italie. 441
- N° 452.—18 prairial (7 juin). — Décret sur le mode de remplacement provisoire des secrétaires généraux de préfecture. 441
- N° 453.—25 prairial (14 juin).—Décret concernant le prix des poudres et salpêtres. 441
- N° 454.—25 prairial (14 juin).—Avis du conseil d'état sur le jour à compter duquel les décrets impériaux sont obligatoires. 441
- N° 455.—25 prairial (14 juin). — Décret relatif à l'annonce et à la vente des re-

- mèdes secrets. 442
- N° 456.—25 prairial (14 juin).—Décret qui autorise les maires à affermer le droit de chasse dans les bois communaux. 442
- N° 457.—4 messidor (25 juin).—Décret qui ordonne la communication des registres des communes et des établissemens publics aux préposés de l'enregistrement. 442
- N° 458.—4 messidor (25 juin).—Décret qui assujétit les marchands ou commissionnaires de tabacs en gros à prendre une licence de débitant. 445
- N° 459.—9 messidor (28 juin).—Décret concernant la peine encourue pour recèlement de marins déserteurs. 445
- N° 460.—9 messidor (28 juin).—Décret contenant une nouvelle division de l'empire en arrondissemens pour le martelage des bois de marine. 444
- N° 461.—15 messidor (2 juillet).—Avis du conseil d'état sur une question relative à des redevances féodales consenties par des individus se qualifiant seigneurs. 444
- N° 462.—16 messidor (5 juillet).—Décret concernant la vérification du papier sur lequel sont écrits les lettres de voiture, les connoissemens, etc. 445
- 27 messidor (16 juillet).—*Avis du conseil d'état sur les formalités du mariage.* 445
- N° 465.—28 messidor (17 juillet).—Décret concernant la mise en jugement des préposés de la régie des droits réunis. 445
- N° 464.—28 messidor (17 juillet).—Décret concernant les distillateurs de pommes de terre qui emploieraient des grains dans leur distillation. 445
- N° 463.—2 thermidor (21 juillet).—Décret portant création d'une régie pour l'approvisionnement et la vente du sel et du tabac dans les 27^e et 28^e divisions militaires. 446
- N° 466.—4 thermidor (23 juillet).—Décret concernant l'exportation des soies provenant de certains départemens. 446
- N° 467.—4 thermidor (23 juillet).—Avis du conseil d'état sur des formalités relatives au mariage. 446
- N° 468.—4 thermidor (23 juillet).—Décret relatif aux autorisations des officiers de l'état civil pour les inhumations. 447
- N° 469.—7 thermidor (26 juillet).—Décret qui crée un directeur général de l'administration des forêts. 447
- N° 470.—8 thermidor (27 juillet).—Décret concernant la clôture des maisons de prêt existant à Paris. 448
- N° 471.—8 thermidor (27 juillet).—Décret contenant règlement sur le mont-de-piété de Paris. 449
- N° 472.—8 thermidor (27 juillet).—Avis du conseil d'état relativement à la liquidation des dettes de l'ancien mont-de-piété de Paris. 459
- N° 475.—15 thermidor (1^{er} août).—Décret relatif aux déclarations de transfert des cinq pour cent consolidés. 459
- N° 474.—15 thermidor (1^{er} août).—Décret qui ordonne un prélèvement sur le produit de la location des bancs et des chaises dans les églises. 460
- N° 475.—16 thermidor (4 août).—Décret qui autorise les membres de la légion d'honneur payés sur revues, à déléguer leur traitement lorsqu'ils s'embarquent pour le service de l'état. 460
- N° 476.—16 thermidor (4 août).—Décret qui autorise l'acceptation d'une rente pour le rétablissement de l'institution d'une rosière à Suresnes. 461
- N° 477.—17 thermidor (5 août).—Décret sur la peine de la récidive contre les forçats. 461
- N° 478.—25 thermidor (15 août).—Décret sur le mode de réformation des listes des cent plus imposés. 462
- N° 479.—25 thermidor (15 août).—Décret sur les nominations dont les collèges électoraux sont chargés. 462
- 6 fructidor (24 août).—*Avis du conseil d'état relatif aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères.* 462
- N° 480.—8 fructidor (26 août).—Décret relatif à la levée de la conscription de l'an 14. 462
- N° 481.—8 fructidor (26 août).—Décret qui proroge la perception des droits sur les billets d'entrée et d'abonnement aux spectacles. 462
- N° 482.—15 fructidor (31 août).—Avis du conseil d'état relatif aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères. 462
- N° 483.—15 fructidor (31 août).—Décret concernant le prix du papier filigrané, et la prohibition des cartes fabriquées à l'étranger. 465
- N° 484.—15 fructidor (31 août).—Décret relatif à l'abonnement du droit du dixième sur les voitures de terre. 464
- N° 485.—15 fructidor (31 août).—Décret relatif aux brasseries et à la consommation de vin pour les hospices, collèges, etc. 464
- N° 486.—15 fructidor (31 août).—Décret qui règle la compétence des ministres

- de l'intérieur, de la guerre et de la marine, relativement aux travaux à faire aux grandes routes, aux ponts, etc. 465
- N° 487. — 15 fructidor (31 août).—Décret relatif à l'établissement, à Avignon, d'une seule condition publique pour les soies. 466
- 16 fructidor (5 septembre). — *Avis du conseil d'état sur les domaines engagés.* 466
- 18 fructidor (5 septembre). — *Avis du conseil d'état sur les émigrés.* 466
- N° 488. — 22 fructidor (9 septembre).—Sénatus-consulte sur le rétablissement du calendrier grégorien. 466
- N° 489. — 22 fructidor (9 septembre).—Avis du conseil d'état sur la décharge que produit, à l'égard de rentes dues pour domaines engagés, le paiement du quart de leur valeur, fait en exécution de la loi du 14 ventose an 7. 466
- N° 490. — 22 fructidor (9 septembre). — Décret qui fixe la pension, etc., à fournir par les élèves de l'école polytechnique. 468
- N° 491. — 25 fructidor (10 septembre).—Décret concernant le droit de sortie des charbons de bois des départemens qui avoisinent le Rhin. 468
- N° 492. — 25 fructidor (10 septembre).—Décret sur les commissaires généraux de police. 469
- N° 495. — 25 fructidor (10 septembre).—Décret sur les salaires des gardes champêtres. 469
- 25 fructidor (10 septembre). — *Avis du conseil d'état relatifs à l'île d'Elbe, — et aux condamnés.* 469
- N° 494. — 24 fructidor (11 septembre).—Décret relatif à la comptabilité pour le commencement de l'an 14 et l'année 1806. 469
- N° 495. — 26 fructidor (15 septembre). — Décret qui règle le minimum de la licence de chaque débitant de tabac. 469
- N° 496. — 26 fructidor (15 septembre). — Décret relatif au paiement des arrérages de rentes et pensions non réclamés, pour les deux années qui précéderont le dernier semestre. 469
- N° 497. — 26 fructidor (15 septembre). — *Avis du conseil d'état sur la validité des actes faits par des émigrés amnistiés* par le sénatus-consulte du 6 floréal an 10, et sur la compétence en matière de contestations élevées entre eux et leurs parens républicoles. 470
- N° 498. — 26 fructidor (15 septembre).—Avis du conseil d'état sur l'exécution des lois dans l'île d'Elbe. 471
- N° 499. — 26 fructidor (15 septembre).—Avis du conseil d'état sur le remboursement des frais de procédure, dans le cas de mort du condamné avant l'exécution. 471
- N° 500. — 30 fructidor (17 septembre).—Décret qui crée un corps de vélites à cheval. 471
- N° 501. — 1^{er} jour complémentaire (18 septembre). Décret qui fixe les droits à payer pour les toiles de fil et coton, etc., à leur entrée en France. 471
- N° 502. — 2^e jour complémentaire (19 septembre).—Décret concernant le régime des douanes dans l'île de Capraja. 471
- N° 503. — 2^e jour complémentaire (19 septembre).—Décret qui remet en activité les anciens sous-officiers et soldats. 471
- 2^e jour complémentaire (19 septembre). — *Avis du conseil d'état relatifs au mariage des militaires, — et aux grosses de certains contrats.* 472
- N° 504. — 4^e jour complémentaire (21 septembre).—Décret qui fixe le prix de la licence des fabricans de tabac pour l'an 14. 472
- N° 505. — 4^e jour complémentaire (21 septembre).—Décret concernant l'emploi et l'administration des produits des droits de navigation intérieure. 472
- N° 506. — 4^e jour complémentaire (21 septembre).—Décret additionnel à celui du 9 ventose an 12, sur le partage de biens communaux. 472
- N° 507. — 4^e jour complémentaire (21 septembre).—Avis du conseil d'état relatif au mariage des militaires résidant sur le territoire de l'empire. 472
- N° 508. — 4^e jour complémentaire (21 septembre).—Avis du conseil d'état sur la formule, pour la mise à exécution des grosses de contrats délivrées avant le sénatus-consulte du 28 floréal an 12. 473
- 4^e jour complémentaire (21 septembre).—*Avis du conseil d'état sur la désertion.* 473

AN 14 (1805).

- N° 509. — 1^{er} vendémiaire (25 septembre). — Décret relatif au paiement du droit d'inventaire, etc., des vins, cidres et poirés. 473

- N° 510. — 1^{er} vendémiaire (25 septembre).
— Ordonnance du gouvernement de la Guiane française, qui promulgue le Code civil. 474
- N° 511. — 2 vendémiaire (24 septembre).
— Sénatus consulte qui ordonne la réorganisation des gardes nationales. 476
- 6 vendémiaire (28 septembre). — *Avis du conseil d'état sur le droit d'enregistrement.* 476
- N° 512. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Décret sur l'organisation de la garde nationale sédentaire. 476
- N° 513. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Décret relatif à la fabrication des armes. 476
- N° 514. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Décret relatif à la désertion. 477
- N° 515. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Avis du conseil d'état sur la peine à infliger dans le cas d'un complot de désertion dont le chef est inconnu, et dont les auteurs sont des militaires du même grade, entrés au service le même jour. 477
- N° 516. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Décret concernant le bassin de l'Orne. 478
- N° 517. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Décret concernant le bassin de la Somme. 478
- N° 518. — 8 vendémiaire (30 septembre).
— Avis du conseil d'état relatif aux soins donnés par les prêtres, curés ou desservans à leurs paroissiens malades. 478
- N° 519. — 16 vendémiaire (8 octobre). — Sénatus-consulte concernant la réunion de l'arrondissement de Gènes et autres à la France, et les députations à fournir au corps législatif par les départemens de Gènes, de Montenotte et des Apennins. 478
- 23 vendémiaire (13 octobre). — *Avis du conseil d'état sur les banalités.* 478
- 25 vendémiaire (17 octobre). — *Avis du conseil d'état sur les forêts.* 478
- 26 vendémiaire (18 octobre). — *Avis du conseil d'état sur les banalités.* 478
- N° 520. — 27 vendémiaire (19 octobre). — Décret concernant les navires autrichiens et russes. 478
- 7 brumaire (29 octobre). — *Avis du conseil d'état sur les prises.* 479
- N° 521. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret sur les constructions de moulins dans les lignes des douanes près la frontière de terre. 479
- N° 522. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret sur le visa des lettres des anciens licenciés en droit. 479
- N° 523. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret sur l'exécution des contraintes décernées par les préposés de la régie des droits réunis. 479
- N° 524. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret concernant le bassin de la Meuse. 479
- N° 525. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret qui rapporte les dispositions de celui du 30 thermidor an 12 sur le remboursement des droits de timbre pour la musique gravée. 479
- N° 526. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret relatif aux procès-verbaux d'apposition de scellés, d'inventaire, etc. 480
- N° 527. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret relatif aux constructions, reconstructions, etc., de bâtimens appartenant aux hospices, etc. 480
- N° 528. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret qui autorise la course sur les bâtimens suédois. 481
- N° 529. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret concernant les droits à payer par les entrepreneurs de voitures publiques. 481
- N° 530. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Avis du conseil d'état sur la question de savoir si les actes qui transfèrent la propriété ou l'usufruit d'immeubles situés en pays étranger ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, passés en pays étranger ou dans les colonies, doivent, lorsqu'ils sont produits en France, être traités comme les actes sous seing privé passés en France. 482
- N° 531. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret portant création de deux bataillons de vélites à pied. 482
- N° 532. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret relatif aux pasteurs des églises protestantes d'Augsbourg et de la communion réformée, qui voudraient quitter leurs églises, pour exercer leur ministère dans une autre, ou donner leur démission. 482
- N° 533. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Décret sur les oratoires protestans. 483
- N° 534. — 10 brumaire (1^{er} novembre). — Avis du conseil d'état qui déclare les banalités abolies sans indemnité. 483
- N° 535. — 11 brumaire (2 novembre). — Avis du conseil d'état relatif aux banalités. 484
- N° 536. — 16 brumaire (7 novembre). — Arrêté concernant la promulgation du Code civil à la Martinique. 485

- 18 brumaire (9 novembre). — *Avis du conseil d'état sur les forêts.* 487
- N° 537. — 22 brumaire (15 novembre). — Décret qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux, etc. 487
- N° 538. — 22 brumaire (15 novembre). — Décret relatif au mode de restitution du droit extraordinaire établi sur les denrées coloniales. 487
- N° 539. — 22 brumaire (15 novembre). — *Avis du conseil d'état sur les maisons d'habitation et les ateliers existant près des forêts.* 487
- 12 frimaire (5 décembre). — *Avis du conseil d'état sur les lettres de change.* 489
- N° 540. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui accorde une pension aux veuves des militaires morts à la bataille d'Austerlitz. 489
- N° 541. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret concernant l'adoption des enfans des militaires morts à la bataille d'Austerlitz. 489
- N° 542. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret concernant la publication des ordonnances de prises de corps et la tenue des assemblées du jury d'accusation. 489
- N° 543. — 16 frimaire (7 décembre). — *Avis du conseil d'état sur une question relative au décime pour franc sur le produit des prises.* 490
- N° 544. — 16 frimaire (7 décembre). — *Avis du conseil d'état sur plusieurs questions relatives aux droits de pâturage et de parcours dans les bois et forêts.* 491
- N° 545. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret concernant le remboursement d'une rente due aux pauvres sans l'autorisation du directoire du département. 492
- N° 546. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret concernant le rang à prendre dans les cérémonies publiques par les membres des cours de justice criminelle spéciales. 492
- N° 547. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui établit une bourse de commerce à Nevers. 492
- N° 548. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui annule l'adjudication de travaux à une chaussée, et l'imposition d'une taxe faite sans l'autorisation du gouvernement. 492
- N° 549. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui annule un arrêté contenant autorisation pour l'établissement d'une verrerie. 495
- N° 550. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui fixe l'époque à compter de laquelle les bâtimens de mer appartenant au roi des Deux-Siciles ou à ses sujets seront déclarés de bonne prise. 495
- N° 551. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui établit un inspecteur forestier principal pour chaque conservation. 495
- N° 552. — 16 frimaire (7 décembre). — Décret qui annule un arrêté du préfet de la Sarthe relatif à la police des bois. 495
- N° 553. — 17 frimaire (8 décembre). — Décret relatif au jugement des délits commis par les prisonniers de guerre. 494
- N° 554. — 17 frimaire (8 décembre). — Décret sur la formation des commissions militaires, etc., dans les villes où il n'y a pas un nombre suffisant d'officiers généraux. 494
- N° 555. — 21 frimaire (12 décembre). — Décret relatif aux lettres de grace pour les colonies. 494
- N° 556. — 21 frimaire (12 décembre). — Décret sur la police des théâtres. 495
- N° 557. — 30 frimaire (21 décembre). — *Avis du conseil d'état sur la question de savoir si les lettres de change sont payables en billets de banque.* 495
- 30 frimaire (21 décembre). — *Avis du conseil d'état relatif aux délits de chasse commis par des militaires.* 495
- N° 558. — 2 nivose (25 décembre). — Décret qui interdit l'usage et le port des fusils et pistolets à vent. 495

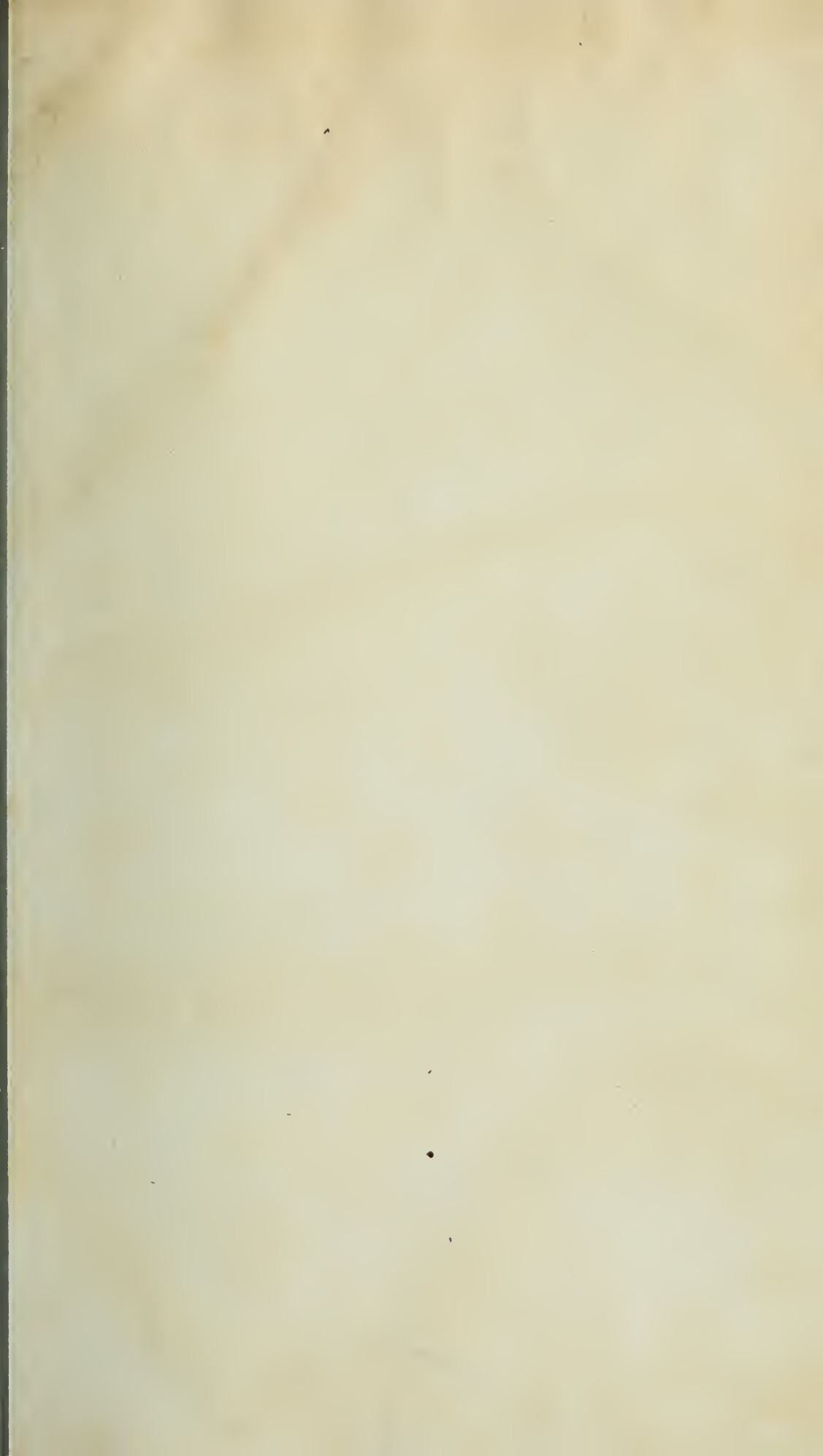
1806.

- N° 559. — 4 janvier. — *Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de délits de chasse commis par des militaires.* 495
- 11 janvier. — *Avis du conseil d'état sur les diplômes de licenciés.* 496
- N° 560. — 17 janvier. — Décret relatif à l'exécution des actes des constitutions de l'empire des 22 frimaire an 8, 16 thermidor an 10 et 28 floréal an 12, en ce qui concerne les assemblées de canton. 496
- 18 janvier. — *Avis du conseil d'état sur les testamens.* 496
- N° 561. — 19 janvier. — Traité de paix conclu avec l'empereur d'Allemagne et

- d'Autriche. 496
- N° 562. — 25 janvier. — Avis du conseil d'état sur la demande d'une prorogation du délai accordé par la loi du 22 ventose an 12 pour l'obtention des diplômes de licencié. 500
- N° 563. — 25 janvier. — Décret concernant le paiement définitif des domaines engagés qui ont été vendus en exécution de la loi du 14 ventose an 7. 501
- N° 564. — 31 janvier. — Décret qui annule un jugement rendu par un juge de paix relativement à une concession de mines. 501
- N° 565. — 31 janvier. — Décret portant résiliation du bail des régisseurs des salines de l'Est. 501
- N° 566. — 31 janvier. — Avis du conseil d'état sur une réclamation contre des jugemens qui ont déclaré un testament nul. 502
- N° 567. — 10 février. — Décret relatif à deux articles du décret du 25 prairial an 12 sur les sépultures. 503
- N° 568. — 10 février. — Décret concernant les vacances des écoles de droit. 505
- N° 569. — 10 février. — Décret concernant les vacances des cours d'appel et des tribunaux de première instance. 503
- N° 570. — 10 février. — Décret qui établit des cours gratuits de médecine et de chirurgie à Anvers. 503
- N° 571. — 10 février. — Décret sur le cautionnement des greffiers, avoués et huissiers des cours et tribunaux de la 28^e division militaire. 504
- N° 572. — 10 février. — Décret sur un conflit élevé relativement aux poursuites dirigées contre les entrepreneurs du pont du Jardin des plantes. 504
- 11 février. — *Avis du conseil d'état sur les jugemens par défaut en matière correctionnelle.* 503
- N° 573. — 13 février. — Décret concernant l'exposition des produits de l'industrie française. 503
- N° 574. — 18 février. — Décret qui fixe le droit d'entrée de la pâte de tournesol. 503
- N° 575. — 18 février. — Avis du conseil d'état sur l'opposition et l'appel considérés relativement aux jugemens rendus par défaut en police correctionnelle. 503
- N° 576. — 19 février. — Décret relatif à la fête de saint Napoléon, et à celle du rétablissement de la religion catholique. 506
- N° 577. — 19 février. — Décret sur l'affranchissement réciproque du droit d'aubaine pour les Français et les Italiens. 506
- N° 578. — 20 février. — Décret relatif aux églises de Saint-Denis et de Sainte-Genève. 506
- N° 579. — 22 février. — Décret qui prohibe l'importation des toiles de coton blanches et peintes, etc. 507
- N° 580. — 22 février. — Sénatus-consulte sur les renouvellemens des députations au corps législatif. 507
- N° 581. — 22 février. — Sénatus-consulte relatif aux membres de la légion d'honneur qui sont membres des collèges électoraux de département et d'arrondissement. 507
- N° 582. — 24 février. — Décret sur le mode de règlement des frais de justice criminelle. 508
- N° 583. — 25 février. — Décret qui fixe le droit à payer pour les tabacs en feuilles venant de l'étranger. 508
- N° 584. — 25 février. — Décret relatif à la police de l'entrepôt de Gènes. 508
- N° 585. — 25 février. — Décret qui assujétit à l'entrepôt, avant la réexportation, les laines non filées venues de l'étranger. 508
- N° 586. — 25 février. — Décret concernant les effets de campement des corps. 509
- N° 587. — 25 février. — Décret concernant la masse des fourrages. 509
- N° 588. — 28 février. — Décret qui fixe le droit à payer pour les tabacs en feuilles venant de l'étranger sur bâtimens français. 511
- N° 589. — 28 février. — Décret sur la mise en jugement des préposés de l'administration des poudres et salpêtres. 511
- N° 590. — 4 mars. — Décret concernant les droits d'entrée du cacao, du café, etc. 512
- N° 591. — 11 mars. — Décret qui prescrit des changemens à faire à celui du 17 janvier 1806, relatif au mode d'exécution des actes des constitutions de l'empire. 512
- N° 592. — 12 mars. — Décret qui ordonne l'impression de la déclaration de 1728, concernant le port d'armes. 512
- N° 593. — 16 mars. — Décret relatif au droit à percevoir sur les sels. 513
- N° 594. — 18 — 28 mars. — Loi qui établit un conseil de prud'hommes à Lyon. 513
- N° 595. — 21 mars. — Décret qui fixe le droit d'entrée du chocolat. 516
- N° 596. — 21 mars. — Sénatus-consulte qui autorise la caisse d'amortissement à acquérir du sénat les domaines affectés à sa dotation, dans certains départemens. 516
- N° 597. — 21 mars. — Sénatus-consulte

- sur le mode de translation du titulaire d'une sénatorerie à une autre vacante par décès. 516
- N° 598. — 21 mars. — Décret qui ordonne, pour la formation d'un fonds commun de travaux publics, un prélèvement sur le produit des coupes des quarts en réserve des bois communaux. 517
- N° 599. — 22 mars—1^{er} avril. — Loi relative au mode de paiement des gardes des bois des communes qui n'ont pas de revenus. 517
- N° 600. — 22 mars—1^{er} avril. — Loi concernant l'attribution donnée aux agens supérieurs de l'administration forestière pour la poursuite des délits commis dans les forêts. 517
- N° 601. — 24 mars—3 avril. — Loi relative à la prescription des droits d'enregistrement des inscriptions et transcriptions hypothécaires. 518
- N° 602. — 24 mars—3 avril. — Loi relative au transfert d'inscriptions de cinq pour cent consolidés appartenant à des mineurs ou interdits. 518
- N° 603. — 25 mars—4 avril. — Loi relative au droit d'entrée dans les bassins non à flot du Havre, etc. 519
- N° 604. — 25 mars—4 avril. — Loi sur le mode de recouvrement du prix des mois de nourrice des enfans de la ville et banlieue de Paris. 519
- N° 605. — 26 mars. — Décret relatif aux crêpes de soie venant d'Italie. 519
- N° 606. — 27 mars. — Décret qui ordonne l'inventaire des sels, et augmente le droit précédemment établi. 519
- N° 607. — 27 mars. — Décret relatif aux viguiers chargés d'assister aux cortès de la vallée d'Andorre. 520
- N° 608. — 27 mars—6 avril. — Loi qui ordonne la construction d'un pont à Paris, vis-à-vis l'École-Militaire. 520
- 28 mars. — *Etablissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon.* 520
- N° 609. — 29 mars—8 avril. — Loi relative à la répression des délits commis dans les établissemens militaires. 521
- N° 610. — 30 mars. — Statut sur l'état de la famille impériale. 521
- N° 611. — 30 mars. — Décret qui réunit les états vénitiens au royaume d'Italie, et qui érige des duchés grands-fiefs. 521
- N° 612. — 30 mars. — Décret qui dispose de la principauté de Neuchâtel en faveur de Beuthier. 521
- N° 615. — 30 mars. — Décret qui réunit le pays de Massa et Carrara, etc., à la principauté de Lucques, etc. 521
- N° 614. — 30 mars. — Décret qui érige en duchés grands-fiefs les états de Parme et de Plaisance. 521
- N° 615. — 30 mars. — Décret qui déclare Joseph Napoléon roi de Naples et de Sicile, etc. 521
- N° 616. — 30 mars. — Décret qui transfère les duchés de Clèves et de Berg en toute souveraineté au prince Joachim. 522
- N° 617. — 30 mars. — Décret qui dispose de la principauté de Guastalla en faveur de la princesse Pauline et de son époux. 522
- 1^{er} avril. — *Salaire des gardes des bois communaux; Délits commis dans les forêts.* 522
- N° 618. — 3—15 avril. — Loi qui établit, sur plusieurs départemens, une imposition pour la confection du canal de Saint-Quentin. 522
- 5 avril. — *Prescription des droits d'enregistrement des inscriptions, etc.; Transfert d'inscriptions sur l'état, appartenant à des mineurs, etc.* 522
- N° 619. — 4 avril. — Décret concernant le catéchisme à l'usage des églises catholiques de l'empire. 522
- N° 620. — 4 avril. — Décret qui fixe l'époque de la nomination annuelle des membres des chambres de discipline des notaires. 522
- 4 avril. — *Cassin du Havre, etc.; Salaires des nourrices à Paris.* 522
- 6 avril. — *Pont de l'École militaire.* 522
- N° 621. — 7 avril. — Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 522
- 8 avril. — *Délits commis dans les établissemens militaires.* 523
- N° 622. — 11—24 avril. — Loi qui établit une imposition sur plusieurs départemens, pour la confection du canal Napoléon. 523
- 15 avril. — *Canal de Saint-Quentin.* 523
- N° 623. — 14—24 avril. — Loi contenant les deux premiers livres de la première partie du Code de procédure. 523
- N° 624. — 15 avril. — Décret qui fixe l'époque du renouvellement des présidens de canton, des maires, etc. 523
- N° 625. — 17 avril. — Décret concernant les officiers militaires, d'administration, etc., venant des colonies, qui auraient à réclamer des soldes, etc. 523
- N° 626. — 17 avril. — Décret concernant le nouveau timbre des papiers. 523
- N° 627. — 17—27 avril. — Loi contenant les troisième et quatrième livres de la première partie du Code de procédure. 523
- N° 628. — 19 avril. — Décret sur la fixa-

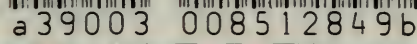
tion d'une époque pour la remise des pièces constatant les fournitures faites à l'état. 524	conseil des prises dans les attributions du ministre de la justice. 346
N° 629. — 21 avril — 1 ^{er} mai. — Loi relative aux acquisitions nécessaires pour l'éta- blissement de haras. 525	8 mai. — <i>Code de procédure.</i> 347
N° 630. — 21 avril — 1 ^{er} mai. — Loi con- tenant le cinquième livre de la pre- mière partie du Code de procédure. 525	N° 644. — 9 mai. — Décret qui ordonne un versement de bons par la caisse d'a- mortissement au trésor public. 347
21 avril. — <i>Confection du canal Napoléon.</i> 525	N° 645. — 9 — 19 mai. — Loi relative aux propriétaires de terrains situés sur la place Bonaparte à Lyon. 347
N° 631. — 22 avril — 2 mai. — Loi relative à la banque de France. 525	9 mai. — <i>Procédure criminelle et correc- tionnelle ; Code de procédure.</i> 347
N° 632. — 22 avril — 2 mai. — Loi conte- nant le premier livre de la deuxième partie du Code de procédure. 527	N° 646. — 10 — 20 mai. — Loi relative à l'ouverture d'un canal entre l'Escaut et le Rhin. 347
N° 633. — 23 avril. — Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 527	N° 647. — 10 — 20 mai. — Loi relative à la formation de l'université. 348
N° 634. — 24 avril — 4 mai. — Loi relative au budget de l'état pour l'an 14 et 1806. 528	10 mai. — <i>Douanes.</i> 348
24 avril. — <i>Code de procédure.</i> 533	N° 648. — 12 — 22 mai. — Loi relative aux menaces d'incendie. 348
27 avril. — <i>Code de procédure.</i> 533	N° 649. — 15 mai. — Règlement pour l'exé- cution des actes des constitutions de l'empire, des 22 frimaire an 8, etc., en ce qui concerne les collèges électo- raux. 349
N° 635. — 28 avril — 8 mai. — Loi conte- nant le deuxième livre de la seconde partie du Code de procédure. 533	N° 650. — 18 mai. — Décret concernant le service dans les églises et les convois funèbres. 349
N° 636. — 29 avril — 9 mai. — Loi qui prescrit des mesures relatives à la pro- cédure en matière criminelle et correc- tionnelle. 533	N° 651. — 18 mai. — Décret qui autorise l'aliénation de maisons appartenant aux hospices et aux pauvres de Paris. 350
N° 637. — 29 avril — 9 mai. — Loi conte- nant le troisième livre de la seconde partie du Code de procédure. 536	19 mai. — <i>Terrains à Lyon.</i> 351
N° 638. — 30 avril — 10 mai. — Loi sur les douanes. 336	20 mai. — <i>Canal entre l'Escaut et le Rhin ; Université impériale.</i> 351
N° 639. — 30 avril. — Loi qui autorise des aliénations, acquisitions, etc. 341	22 mai. — <i>Menaces d'incendie.</i> 351
1 ^{er} mai. — <i>Etablissement de haras ; Code de procédure.</i> 341	N° 632. — 25 mai. — Décret concernant les dépenses des communes. 331
2 mai. — <i>Banque de France ; Code de pro- cédure.</i> 341	N° 633. — 25 mai. — Décret qui établit près l'administration générale des bois et forêts douze inspecteurs-généraux. 351
N° 640. — 5 mai. — Avis du conseil d'état relatif à l'abrogation de certains arti- cles du décret du 28 pluviôse an 3 et de la loi du 2 messidor an 6, réglant la forme de l'expropriation des biens des comptables. 341	N° 634. — 30 mai. — Décret portant sursis à l'exécution des jugemens rendus en faveur des juifs, contre des cultivateurs non négocians de plusieurs départe- mens. 352
4 mai. — <i>Budget de l'état pour l'an 14.</i> 341	N° 635. — 30 mai. — Décret qui admet les capitaux de la dette constituée du ci-devant Piémont, en paiement des biens-fonds à vendre par la caisse d'a- mortissement dans les départemens au- delà des Alpes. 353
N° 641. — 5 mai. — Décret sur les boissons. 341	N° 636. — 30 mai. — Décret qui réunit aux biens des fabriques les églises et presbytères supprimés. 354
N° 642. — 5 mai. — Décret relatif au loge- ment des ministres protestans et à l'en- tretien des temples. 346	31 mai. — <i>Avis du conseil d'état sur les étrangers.</i> 354
N° 643. — 8 mai. — Décret qui place le	



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

--	--	--



CAT. NO. 1137			

CAT. NO. 1137

